



Association pour l'Histoire
de la Protection de la Nature
et de l'Environnement

Protection de la nature et de l'environnement

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées versées aux Archives nationales et départementales ou conservées chez les acteurs privés et associations

par Patrick Cavalié
archiviste, membre de l'AHPNE

Guide des sources – 2ème édition
mise à jour le 12/12/2022

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Historique des versions

Version	Date	Commentaires
1	07/06/21	1ère version
2	08/07/21	Ajout des inventaires d'archives de Patrick Legrand
3	09/05/21	Ajout des répertoires d'archives de FNE (CA, réseaux, affiches) et de la SNPN (CA, réserves naturelles du Lac de Grand Lieu, de la Camargue, éducation à l'environnement, affiches)
4	19/05/22	Ajout des répertoires d'archives par la Fondation de l'écologie politique
5	06/04/22	Correction par la Fondation de l'écologie politique
9	01/08/22	Ajout des répertoires d'archives de Institut national de recherche agronomique
10	25/11/22	Ajout du répertoire d'archives de la SNPN (bureau MAR, gestion des réserves naturelles)

Suivi par

Patrick CAVALIE - AHPNE
Tél. : 06 80 66 65 03
e-mail: cav6aliepatrick@gmail.com

Rédacteur

Patrick Cavalié

Relecteur

Marc Teil, archiviste
Mounia Megharbi, mission des archives du ministère de la transition écologique
Fondation de l'écologie politique

Sites Internet

<http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/>
<http://ahpne.fr>
<https://ressources.histoire-environnement.org/Ressources>

Sommaire

Remerciements	18
Avant-propos	20
Introduction	23
Repères bibliographiques	27
1ère partie : Archives publiques	29
1 - <u>Cabinets ministériels</u>	30
1.1 Gouvernement Jacques Chaban-Delmas.....	30
1.1.1 Albin Chalandon, ministre de l'équipement et du logement, 1969-1972.....	30
1.1 Gouvernement Pierre Messmer II.....	31
1.1.1 Robert Poujade, ministre de la protection de la nature et de l'environnement, 1971-1974.....	31
1.1.2 Yves Guéna, ministre des transports, 1973-1974.....	32
1.2 Gouvernement Raymond Barre III.....	33
1.2.1 Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, 1978-1981	33
1.2.2 Joël Le Theule, ministre des transports, 1978-1980.....	42
1.2.3 Cabinet Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture, 1977-1981.....	43
1.2.4 Ministère de la santé.....	44
1.3 Gouvernement Pierre Mauroy II.....	44
1.3.1 Premier ministre.....	44
1.3.2 Louis Le Pensec, ministre de la mer, 1981-1983.....	45
1.4 Gouvernement Pierre Mauroy III.....	49
1.4.1 Premier ministre.....	49
1.4.2 Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche, 1983-1984.....	49
1.4.3 Edmond Hervé, Jean Auroux, secrétaires d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, 1983-1984.....	50
1.4.4 Édith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, 1981-1986.....	54
1.4.4.1 Martin Malvy, secrétaire d'État auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie.....	55
1.4.5 Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement, 1983-1984.....	56
1.5 Gouvernement Laurent Fabius.....	59
1.5.1 Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, 1981-1986.....	60
1.5 Gouvernement Jacques Chirac.....	62
1.5.1 Premier ministre.....	62
1.5.2 Alain Madelin, ministre de l'industrie, des postes et télécommunications, et du tourisme.....	63
1.5.3 Alain Carignon, ministre de l'environnement, 1986-1988.....	65
1.6 Gouvernement Michel Rocard.....	68
1.6.1 Premier ministre.....	68
1.7 Gouvernement Édith Cresson.....	69
1.7.1 Premier ministre.....	69
1.7.2 Brice Lalonde, ministre de l'environnement, 1988-1992.....	69
1.7.3 Jean-Pierre Soisson, ministre de l'agriculture et du développement durable, 1992-1993.....	70
1.8 Gouvernement Pierre Bérégovoy.....	73

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

1.8.1 Premier ministre.....	73
1.9 Gouvernement Édouard Balladur.....	73
1.9.1 Premier ministre.....	73
1.8.2 José Rossi, ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur, 1993-1995.....	74
1.8.3 Michel Barnier, ministre de l'environnement, 1993-1995.....	76
1.9 Gouvernement Alain Juppé II.....	86
1.9.1 Premier ministre.....	86
1.9.2 Franck Borotra, ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications, 1995-1997.....	87
1.9.3 Corinne Lepage, ministre de l'environnement, 1996-1997.....	88
1.10 Gouvernement Lionel Jospin.....	90
1.10.1 Premier ministre.....	90
1.10.2 Jean-Claude Gayssot, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, 1997-2001.....	94
1.10.3 Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, 1997-2001.....	97
1.10.4 Yves Cochet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, 2001-2002.....	104
1.11 Gouvernement Jean-Pierre Raffarin II.....	107
1.11.1 Hervé Gaymard, ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales, 2002-2004.....	107
1.11.2 Roselyne Bachelot-Narquin, ministre de l'écologie et du développement durable, 2002-2004.....	109
1.11.3 Tokia Saïfi, secrétaire d'État au développement durable, 2002-2004.....	111
1.12 Gouvernement Jean-Pierre Raffarin III.....	112
1.12.1 Serge Lepeltier, ministre de l'écologie et du développement durable, 2004-2005.....	112
1.13 Gouvernement Dominique de Villepin.....	113
1.13.1 Dominique Bussereau, ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et de la ruralité, 2004-2007.....	113
1.13.2 Nelly Olin, ministre de l'écologie et du développement durable, 2005-2007.....	115
1.14 Gouvernement François Fillon II.....	117
1.14.1 Alain Juppé, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables (18/5/2007-18/6/2007).....	117
1.14.2 Jean-Louis Borloo, ministre de l'écologie et développement durable, 2007-2010.....	118
1.14.3 Michel Barnier, ministre de l'agriculture et de la pêche, 2007-2009.....	120
1.14.4 Bruno Le Maire, ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, 2009-2012.....	121
1.15 Gouvernement François Fillon III.....	123
1.15.1 Nathalie Kosciusko-Morizet Ministre de l'Écologie, du développement durable, des transports et du logement, 2010-2012.....	123
1.16 Gouvernement Jean-Marc Ayrault I.....	125
1.16.1 Nicole Bricq, Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, 2012.....	125
1.17 Gouvernement Jean-Marc Ayrault II.....	127
1.17.1 Delphine Batho, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, 2012-2013.....	127

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

1.17.2 Philippe Martin, Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, 2013-2014.....	128
1.18 Gouvernement Manuel Valls II.....	129
1.18.1 Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (2014-2016) puis ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer chargée des relations internationales sur le climat (2016-2017).....	129
1.18.2 Barbara Pompili, secrétaire d'État chargée de la biodiversité, 2016-2017....	132
1.19 Gouvernement Édouard Philippe.....	135
1.19.1 Nicolas Hulot, ministre de la transition écologique et solidaire, 2017-2018.	135
1.19.2 Brune Poirson, Secrétaire d'Etat chargée de la mer, de la biodiversité et des océans, 2017-2020.....	137
1.19.3 François de Rugy, ministre de la transition écologique et solidaire, 2018-2019	142
1.19.4 Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État à l'Écologie , 2018-2019.....	142
2. <u>Stratégie et inspection générale</u>	145
2.1 Inspection générale.....	145
2.2 Maîtrise de l'énergie.....	160
2.2.1 Administration centrale.....	160
2.2.2 Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).....	162
2.2.2.1 Siège.....	163
2.2.2.2 Bourgogne.....	186
2.2.2.3 Franche-Comté.....	186
2.2.2.4 Ile-de-France.....	187
2.2.2.5 Provence-Alpes-Côte d'Azur.....	188
2.2.2.6 Réunion.....	189
2.3 Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail.....	190
2.4 Agence française de sécurité sanitaire pour les aliments.....	192
2.5 Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.....	200
2.6 Administration, économie finances.....	202
2.6.1 Administration.....	202
2.6.1.1 Administration centrale.....	202
2.6.1.2 Haute-Normandie.....	206
2.6.1.3 Mayotte.....	207
2.6.2 Économie.....	208
2.7 Haut comité de l'environnement.....	211
2.8 Conseil national de la protection de la nature.....	212
2.9 Conseil national du développement durable.....	213
2.10 Secrétariat général du débat sur la transition énergétique.....	214
2.11 Développement durable - Recherche.....	217
2.11.1 Administration centrale.....	217
2.11.1.1 Politiques environnementales.....	218
2.11.1.2 Recherche et prospective.....	220
2.11.1.2.1 Ministère de la recherche.....	220
2.11.1.2.2 Ministère de l'agriculture.....	223
2.11.1.2.3 Ministère de l'Outre-mer.....	225
2.11.1.2.3 Ministère de la transition écologique.....	226
2.11.1.3 Études économiques et évaluation environnementale.....	238
2.11.2 Alsace.....	245
2.11.3 Auvergne.....	245
2.11.4 Centre-Val de Loire.....	246

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Préfecture du Loiret.....	246
2.11.5 Franche-Comté.....	247
2.11.5.1 Préfecture du Doubs.....	247
2.11.5.2 DREAL de Franche-Comté.....	248
2.11.6 Poitou-Charentes.....	249
2.11.6.1 DIREN de Poitou-Charentes.....	249
2.11.7 Rhône-Alpes.....	251
2.11.7.1 DIREN Rhône-Alpes.....	251
2.11.7.2 DDE du Rhône.....	251
2.11.8 Martinique.....	252
2.11.8.1 DDE de la Martinique.....	252
2.12 Europe et international.....	253
2.13 Communication information.....	261
2.13.1 Administration centrale.....	261
2.13.2 Franche-Comté.....	265
2.13.3 Languedoc-Roussillon.....	266
2.13.4 Limousin.....	267
2.13.5 Lorraine.....	267
2.13.6 Poitou-Charentes.....	268
2.13.7 Rhône-Alpes.....	269
2.13.8 Martinique.....	270
3 <u>Infrastructures et services des transports</u>	271
3.1 <u>Infrastructures fluviales, portuaires, aéroportuaires</u>	271
Infrastructures fluviales, portuaires.....	271
Infrastructures aéroportuaires.....	277
3.2 <u>Transports collectifs et ferroviaires</u>	277
4. <u>Sécurité et affaires maritimes</u>	279
4.1 Action interministérielle en mer.....	280
4.1.1 Cabinet Marine Marchande.....	280
4.1.2 Mission interministérielle de la mer.....	284
4.2 Sécurité et sûreté maritimes.....	286
4.2.1 Administration centrale.....	286
4.2.2 Côtes-d'Armor.....	308
4.2.3 Finistère.....	308
4.3 Gens de mer et enseignement maritime.....	310
5. <u>Énergie et climat</u>	311
5.1 Climat.....	311
5.2 Énergie.....	312
5.2.1 Administration centrale.....	312
5.2.1.1 Politique énergétique.....	312
5.2.1.2 Sécurité industrielle.....	330
5.2.1.3 Énergie électrique, grands barrages.....	334
5.2.1.4 Énergie nucléaire.....	336
5.2.1.5 Sûreté des installations nucléaires.....	340
5.2.1.5.1 Autorité de sûreté nucléaire.....	358
5.2.2 Bretagne.....	361
Centre d'information sur l'énergie et l'environnement (Rennes), 1960-2011.....	361
5.2.3 Ile-de-France.....	362
5.2.4 Lorraine.....	364
5.2.5 Rhône-Alpes.....	365

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

6. <u>Eau, biodiversité</u>	367
6.1 Milieux et biodiversité.....	368
6.1.1 Littoral et milieux marins.....	369
6.1.1.1 Administration centrale.....	369
6.1.1.1.2 Finistère.....	380
6.1.1.1.3 Hérault.....	380
6.1.1.1.4 Landes.....	383
6.1.1.1.5 Morbihan.....	384
6.1.1.2 Ministère des départements et territoires d'outre-mer.....	384
6.1.2 Préservation des espèces animales et végétales.....	385
6.1.2.0 Museum national d'histoire naturelle.....	385
6.1.2.1 Ministère l'agriculture.....	387
6.1.2.2. Ministère de l'environnement.....	389
6.1.2.2.1 Politique nationale.....	389
6.1.2.2.2 Chasse.....	393
6.1.2.2.3 Faune, flore sauvages.....	397
6.1.2.2.3.1 Administration centrale.....	397
6.1.2.2.3.2 Doubs.....	399
6.1.2.2.3.3 Morbihan.....	400
6.1.2.2.4 Espaces naturels.....	400
6.1.2.2.4.1 Administration centrale.....	400
6.1.2.2.4.1.1 Politique de protection des espaces naturels.....	400
6.1.2.2.4.1.2 Parcs nationaux et réserves.....	413
6.1.2.2.4.1.3 Réseau Natura 2000.....	423
6.1.2.2.4.1.2 Milieux aquatiques.....	424
6.1.2.2.4.2 Alsace.....	425
6.1.2.2.4.3 Bretagne.....	426
6.1.2.2.4.4 Franche-Comté.....	426
6.1.2.2.4.5 Limousin.....	430
6.1.2.2.4.6 Midi-Pyrénées.....	430
6.1.2.2.4.7 Languedoc-Roussillon.....	431
6.1.2.2.4.8 Pays-de-la-Loire.....	432
6.1.2.2.4.8.1 Préfecture de Loire-Atlantique.....	432
6.1.2.2.4.8.2 DIREN Pays-de-la-Loire.....	433
6.1.2.2.4.9 Poitou-Charentes.....	434
6.1.2.2.4.10 Provence-Alpes-Côte d'Azur.....	434
6.1.2.2.4.11 Rhône-Alpes.....	435
6.2 Eau.....	435
6.2.1 Administration centrale.....	435
6.2.2 Alsace.....	465
6.2.2.1 DIREN d'Alsace.....	465
6.2.3 Aquitaine.....	469
6.2.3.1 DDE des Landes.....	469
6.2.3.2 Lot-et-Garonne.....	470
6.2.4 Centre-Val de Loire.....	471
6.2.4.1 Service hydrologique centralisateur du bassin de la Loire.....	471
6.2.5 Bourgogne.....	472
6.2.5.1 DDE de la Côte-d'Or.....	472
6.2.6 Bretagne.....	473
6.2.6.1 Côtes-d'Armor.....	473

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

6.2.6.2 Finistère.....	474
6.2.6.3 Ile-et-Vilaine.....	476
Conseil supérieur de la pêche, puis Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA).....	476
6.2.6.4 Morbihan.....	478
6.2.7 Champagne-Ardenne.....	479
6.2.7.1 DDE de l'Aube.....	479
6.2.8 Franche-Comté.....	479
6.2.8.1 Préfecture du Doubs.....	479
6.2.8.2 DREAL Franche-Comté.....	480
6.2.8.3 DDE du Doubs.....	482
6.2.9 Haute-Normandie.....	483
6.2.9.1 DREAL Haute-Normandie.....	483
6.2.10 Ile-de-France.....	485
6.2.10.1 DRE d'Ile-de-France.....	485
6.2.10.2 Agence de l'eau Seine-Normandie.....	486
Agence de l'eau Seine-Normandie.....	486
6.2.11 Limousin.....	487
6.2.11.1 DIREN Limousin.....	487
8.2.12 Midi-Pyrénées.....	488
8.2.12.1 Agence financière de bassin Adour-Garonne.....	488
6.2.13 Pays-de-la-Loire.....	488
6.2.13.1 Préfecture de Loire-Atlantique.....	488
6.2.13.2 DIREN Pays-de-la-Loire.....	489
6.2.14 Poitou-Charentes.....	490
6.2.14.1 Préfecture de région de Poitou-Charentes.....	490
6.2.14.2 DIREN Poitou-Charentes.....	492
6.2.15 Provence-Alpes-Côte d'Azur.....	493
6.2.15.1 DDTM des Alpes-Maritimes.....	493
6.2.16 Rhône-Alpes.....	494
6.2.16.1 DREAL Rhône-Alpes.....	494
6.2.16.2 DDE de l'Ain.....	495
6.2.16.3 DDE de la Loire.....	496
6.2.16.4 DDE de la Haute-Loire.....	497
6.2.16.5 Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse.....	498
6.2.17 Martinique.....	498
6.2.17.1 DDE de la Martinique.....	498
7. <u>Prévention des risques</u>	500
7.1 Risques industriels.....	501
7.1.1 Administration centrale.....	501
7.1.2 Aquitaine.....	528
7.1.3 Bretagne.....	529
7.1.3.1 Préfecture du Morbihan.....	529
7.1.3.2 DDTM du Morbihan.....	530
7.1.4 Centre-Val de Loire.....	531
7.1.4.1 Préfecture du Loiret.....	531
7.1.4.2 DREAL du Centre.....	532
7.1.5 Haute-Normandie.....	532
7.1.5.1 DREAL de Haute-Normandie.....	532
7.1.6 Poitou-Charentes.....	533

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

7.1.6.1 DRIRE de Poitou-Charentes.....	533
7.1.6.2 Préfecture de la Charente-Maritime.....	535
7.1.7 Rhône-Alpes.....	536
7.2 Risques naturels.....	538
7.2.1 Ministère de l'Intérieur.....	539
7.2.1.1 Direction de la sécurité civile.....	539
7.2.2 Ministère de l'écologie et du développement durable.....	547
7.2.2.1 Administration centrale.....	547
7.2.2.1 Alsace.....	564
7.2.2.1.1 DDE du Haut-Rhin.....	564
7.2.2.2 Bretagne.....	565
7.2.2.2.1 DRIRE Bretagne.....	565
7.2.2.2.2 DDE du Finistère.....	565
7.2.2.2.3 Préfecture du Morbihan.....	566
7.2.2.4 Franche-Comté.....	571
7.2.2.4.1 DREAL Franche-Comté.....	571
7.2.2.4.2 DDE du Doubs.....	572
7.2.2.5 Ile-de-France.....	573
7.2.2.5.1 DRE Ile-de-France.....	573
7.2.2.6 Languedoc-Roussillon.....	574
7.2.2.7 Lorraine.....	576
7.2.2.7.1 DREAL Lorraine.....	576
7.2.2.8 Poitou-Charentes.....	577
7.2.2.8.1 DRIRE de Poitou-Charentes.....	577
7.2.2.9 Rhône-Alpes.....	579
7.2.2.9.1 DDE de l'Ain.....	579
7.2.2.9.1 Haute-Loire.....	586
7.2.2.10 Martinique.....	587
7.2.2.10.1 DDE de la Martinique.....	587
8. <u>Construction, protection et gestion des sites et paysages</u>	588
8.1 Sites et paysages.....	589
8.1.1 Sites.....	591
8.1.2 Paysages.....	594
9. <u>Agriculture, territoires, forêt</u>	601
9.1 Pêches maritimes.....	601
9.1.1 Administration centrale.....	602
9.1.2 Finistère.....	631
9.2 Cultures marines.....	634
9.2.1 Administration centrale.....	634
9.2.2 Finistère.....	642
9.3 Agriculture, territoires.....	643
9.3.1 Administration centrale.....	643
9.3.2 Alpes-Maritimes.....	653
9.3.3 Morbihan.....	655
9.3.4 Puy-de-Dôme.....	656
9.4. Forêts.....	657
2ème partie : Archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement	664
<u>Acteurs privés</u>	665
Antoine Serge.....	666

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Armand Louis.....	672
Aubert Maurice.....	675
Beaugé Henri.....	677
Beaulieu François de.....	680
Bellart Agnès.....	682
Bennahmias Jean-Luc.....	683
Bernard Dominique (1).....	684
Bernard Dominique (2).....	686
Berton André.....	688
Bessineton Christophe.....	689
Betolaud Yves.....	691
Bieau Charles.....	694
Blandin Marie-Christine.....	695
Bonduelle Antoine.....	698
Botté François.....	700
Bresson Lucien.....	711
Burgunder Jean-Luc et Sophie.....	712
Carlier Jean.....	714
Chabasson Lucien.....	716
Chambolle Thierry.....	717
Chanal Théophile.....	718
Cochet Yves.....	719
Danielsson Bent.....	721
David Michel.....	722
Delhay Annick.....	724
Deslandres Michel.....	726
Dumont René.....	729
Durand Georges.....	730
Durand Michel.....	731
Faivet Christiane et Marc.....	736
Février Raymond.....	738
Forichon Robert.....	739
Gausсен Henri.....	740
Girerd Louis.....	741
Grison Pierre.....	743
Guy Pierre.....	744
Hamon Bernard.....	748
Huglo-Lepage (cabinet d'avocats).....	750
Kervern Georges-Yves.....	751
Jonin Max.....	754
Laurent Pierre.....	757
Lebeurier Édouard.....	760
Le Démézet Maurice.....	765
Le Duc Jean-Patrick.....	767
Le Gal Yves.....	769
Léger Dominique.....	771
Legrand Patrick.....	772
Le Guillou Madeleine.....	775
Malengreau Daniel.....	776
Mansion Dominique.....	779

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Marrou Jean.....	787
Menu Jean-Claude.....	790
Nicol Jean-Pierre.....	792
Nicoulaud Louis-Robert.....	794
Pêcherat René.....	797
Pélagio Norbert.....	798
Philippon Guy.....	799
Pouey-Mounou Louis.....	801
Poupardin Denis.....	802
Raffin Jean-Pierre.....	804
Reille Antoine.....	811
Revelière Eugène.....	815
Rose-Rosette Robert.....	816
Rousseau Henri (Association de Keremma).....	818
Saint-Marc Philippe.....	821
Serne Pierre.....	822
Sournia Gérard.....	824
Thyrion Jean-Pierre.....	826
Viré François.....	831
Voynet Dominique.....	832
Zonabend Françoise.....	834
<u>Associations de protection de la nature et de l'environnement et mouvements écologistes</u>	
.....	835
Abers nature.....	836
Agence régionale de l'environnement de Haute-Normandie (AREHN).....	839
Agir ensemble pour Combrit Sainte-Marine.....	842
Air-Normand.....	845
Alpes de lumière (ADL).....	851
Alsace nature.....	853
Aquacaux.....	857
Amis de la nature – section Berry.....	861
Association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique de l'Elorn (AAPPMA Elorn).....	867
Association Brayonne dynamique (ABD).....	872
Association Brenne – Pays d'Azay (CPIE Brenne-Berry).....	876
Association culture et loisirs (ACL).....	882
Association de défense de l'environnement, du patrimoine, pour la lutte anti-Inondations et ruissellements (DEPLAIR).....	885
Association de Langazel.....	887
Association de l'industrie et du commerce pour l'environnement normand (AsICEN).....	891
Association de préservation du Clos-Masure du Gourvaudon.....	895
Association des amis de la nature, section d'Épinal.....	898
Association des amis de l'île de Ré.....	899
Association de sauvegarde de la nature en Deux-Sèvres.....	900
Association entomologique et invertébriste de Haute-Normandie (ASEIHN).....	901
Association nationale pour la protection des eaux et rivières - truite ombre saumon (ANPER TOS).....	904
Association pour la découverte du monde sous-marin (ADMS).....	905

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Association pour la protection de l'environnement de Saint-Aubin et Cléon (APESAC).....	908
Association pour la protection des dunes de Porspoder (APDP).....	910
Association pour la qualité de la vie dans l'agglomération tourangelle (AQUAVIT).....	912
Association pour la sauvegarde de la basse vallée de l'Ourcq et de ses affluents (ASBVO).....	917
Association pour la sauvegarde de la rivière de Pont-l'Abbé et de ses environs (ASRIPE).....	918
Association pour la sauvegarde du patrimoine et de l'eau.....	921
Association pour la sauvegarde du pays fouesnantais (APF).....	923
Association pour le développement durable de Doudeville et ses environs (A3DE).....	926
Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement.....	929
UICN : Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources.....	932
Association pour les espaces naturels (ASPEN).....	933
Association régionale pour l'étude et l'amélioration des sols (AREAS).....	935
Association rurale brayonne pour le respect de l'environnement (ARBRE).....	940
Association vie environnement respect nature (AVERN).....	945
Beva e bro Daoulas.....	952
Blaise vallée durable.....	955
Bretagne Vivante - Société pour l'étude de la protection de la nature en Bretagne (SEPNB).....	960
Référence.....	964
Centre de découverte de la nature (CEDENA).....	970
Centre de recherches sur les mammifères marins.....	976
Centre d'initiation à la nature de Boulton-aux-Bois.....	978
Centre d'écologie montagnarde.....	980
Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) de Touraine - Val de Loire.....	982
Centre permanent d'initiation à la nature de Gorre Menez (CPIE vallée de l'Elorn).....	993
Chauve qui peut.....	998
Club connaître et protéger la nature « La Sittelle ».....	1008
Collectif Plus jamais ça ni ici ni ailleurs - Croix-de-Pierre.....	1012
Collectif STOP EPR, ni à Penly ni ailleurs.....	1014
Comité de défense de l'environnement et des sites de Moëlan sur Mer (CDESM).....	1017
Comité de défense du quartier des moulins neufs (CDQMN).....	1019
Comité départemental de la protection de la nature et de l'environnement (CDPNE).....	1029
Comité pour la protection de la nature et des sites.....	1039
Confédération A29.....	1040
Conseil d'architecture d'urbanisme et d'environnement de la Corse du Sud.....	1043
Conseil d'architecture d'urbanisme et d'environnement de Dordogne.....	1045
Conseil d'architecture d'urbanisme et d'environnement de Seine-et-Marne.....	1046
Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire.....	1047
Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire : Antenne Cher/Indre.....	1061
Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire : Antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher.....	1068

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conservatoire d'espaces naturels de Haute-Normandie.....	1073
Coordination entomologique de la région Centre pour l'organisation de projets d'études (CERCOPE).....	1076
Défense de l'environnement bigouden (DEB).....	1079
Eau et rivières de Bretagne (ERB).....	1082
Ecol'eau.....	1087
Estran, cité de la mer.....	1090
Eure-et-Loir nature.....	1099
Europe-Écologie – Les Verts - secrétariat national.....	1119
Europe-Écologie – Les Verts - secrétariat national: commission féminisme, 1985-2006.....	1125
Europe-Écologie – Les Verts Corse.....	1130
Europe-Écologie – Les Verts Nord-Pas-de-Calais - secrétariat régional.....	1132
Europe-Écologie – Les Verts PACA - secrétariat régional.....	1134
Europe-Écologie – Les Verts PACA - conseil régional.....	1136
Europe-Écologie – Les Verts Rhône-Alpes - secrétariat régional.....	1145
Fédération connaître et protéger la nature (FCPN).....	1148
Fédération de la Seine-Maritime pour la pêche et la protection du milieu aquatique.....	1177
Fédération des parcs naturels régionaux.....	1182
Fédération environnement Eure & Loir (FEEL).....	1183
Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA).....	1187
Forum Centre-Bretagne environnement (FCBE).....	1192
France nature environnement (FNE).....	1195
France nature environnement Centre Val-de-Loire (FNE CVL).....	1199
Groupement d'intérêt public Seine-Aval.....	1210
Groupe nature caudacien.....	1214
Haute-Normandie nature environnement (HNNE).....	1215
Institut pour la maîtrise des risques (ImDR).....	1218
Indre nature.....	1219
Journalistes et écrivains de la nature et de l'environnement (JNE).....	1228
La Presle.....	1237
Les amis de la terre.....	1241
Les amis de la terre et des chemins du Pré-Bocage.....	1244
Les amis des chemins de ronde du Finistère (ACR).....	1245
Les amis des sources.....	1248
Les Verts.....	1252
Ligue pour la protection des oiseaux(LPO) – Groupe du Cher.....	1253
Ligue pour la protection des oiseaux – Touraine – association locale (LPO Touraine).....	1257
Limousin nature environnement (LNE).....	1265
Loiret nature environnement (LNE).....	1282
Maison botanique - Atelier vivant de Boursay.....	1292
Mardiéval.....	1298
Mouvement de protection, intervention et droit aux animaux sans frontières.....	1305
Nature 18.....	1307
Perche nature.....	1314
Priorité nature.....	1320
Réseau GRANDDE développement durable en entreprises.....	1322
Société amicale pour la bicyclette en Normandie de l'agglomération de Rouen.....	1325

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature en Touraine (SEPANT) Centre-Val de Loire.....	1329
Société des amis des sciences naturelles et du muséum de Rouen (SASNMR).....	1340
Société d'histoire naturelle de la Haute-Savoie.....	1344
Société française pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France (SPPEF).....	1345
Société française pour l'étude et la protection des mammifères (SFPEM).....	1348
Société linnéenne de la Seine-Maritime.....	1354
Société nationale de protection de la nature.....	1357
Sologne nature environnement (SNE).....	1366
Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay.....	1377
S.O.S. Estuaire.....	1382
Terre-Mer-Forêt (TMF).....	1386
Union fédérale des consommateurs – Que Choisir – d'Eure & Loir (UFC-Que Choisir-28).....	1388
Union nationale des centres permanents d'initiatives pour l'environnement.....	1395
Union régionale bretonne de l'environnement (URBE).....	1398
Val de Seine vert.....	1401
Vent de colère sur le plateau du Petit-Caux (Vdc sur PC).....	1402
Annexes	1404
<u>Extraits de notices d'archives concernant des mots-clés récurrents</u>	1404
Amoco-Cadiz.....	1404
Natura 2000.....	1409
<u>Organigrammes des ministères de l'environnement</u>	1420
Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement – services sous son autorité, 1971.....	1421
Ministère des affaires culturelles et de l'environnement, 1974.....	1422
Ministère de l'environnement et du cadre de vie, 1975-1976.....	1423
Ministère de la culture et de l'environnement, 1977.....	1424
Ministère de l'environnement et du cadre de vie, 1978.....	1425
Ministère de l'environnement et du cadre de vie, 1979-1980.....	1426
Ministère de l'environnement, 1981-1982.....	1427
Secrétariat d'État auprès du Premier ministre chargé de l'environnement, 1983..	1428
Ministère de l'environnement, 1984-1985.....	1429
Ministère de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (Environnement), 1986-1987.....	1430
Secrétariat d'État auprès du Premier ministre chargé de l'environnement, 1988..	1431
Secrétariat d'État auprès du Premier ministre chargé de l'environnement, et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs, 1989-1991.....	1432
Ministère de l'environnement, 1992.....	1433
Ministère de l'environnement, 1993-1994.....	1434
Ministère de l'environnement, 1995-1997.....	1435
Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, 1998-1999.....	1436
Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, 2000.....	1437
Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, 2001.....	1438
Ministère de l'écologie et du développement durable, 2002.....	1439
Ministère de l'écologie et du développement durable, 2003.....	1440
Ministère de l'écologie et du développement durable, 2004.....	1441
Ministère de l'écologie et du développement durable, 2005.....	1442
Ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables, 2007.	1443

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, 2008.....	1444
Ministère de l'écologie, de l'énergie et de la mer, 2015-2017.....	1445
Ministère de la transition écologique et solidaire, 2017.....	1446
Ministère de la transition écologique et solidaire, 2019.....	1447
Ministère de la transition écologique et de la cohésion de territoires, 2022.....	1448
<u>Liste des sigles.....</u>	1449
<u>Liste des illustrations.....</u>	1462
Cabinet Robert Poujade, ministre de la protection de la nature et de l'environnement, 1971-1974.....	1462
Extrait de discours, 1971.....	1462
Interview 1971.....	1463
Cabinet Roselyne Bachelot-Narquin, ministre de l'écologie et du développement durable, 2002-2004.....	1464
Extrait de discours, 2004.....	1464
Conseil national de la protection de la nature.....	1465
Secrétariat général du débat sur la transition énergétique.....	1466
Observatoire des effets du réchauffement climatique.....	1467
« Un geste pour ma terre, ta terre, sa terre, notre terre ».....	1468
Campagne nationale WWF, en partenariat avec le ministère, en faveur du patrimoine naturel de l'Outre-mer.....	1469
Campagnes "Gardez la France propre", "Vacances propres".....	1470
Bretagne Vivante - Société pour l'étude de la protection de la nature en Bretagne.....	1471
Eure-et-Loir Nature.....	1472
France nature environnement.....	1473
Indre nature.....	1474
Journalistes et écrivains de la nature et de l'environnement.....	1475
Les amis de la terre.....	1476
Loiret nature environnement.....	1477
Nature 18.....	1478
Société des Amis des Sciences Naturelles et du Muséum de Rouen.....	1479
Société d'Étude, de Protection et d'Aménagement de la Nature en Touraine.....	1480
Société nationale d'acclimatation.....	1481
Sologne Nature.....	1482
<u>Index des institutions et associations.....</u>	1483
<u>Index matière.....</u>	1499
<u>Témoignages et discours d'anciens ministres de l'environnement.....</u>	1503
Huguette Bouchardeau.....	1503
Corinne Lepage.....	1503
<u>Cycle de webinaires.....</u>	1503
<u>Géolocalisation des fonds d'archives publiques et privées.....</u>	1504
<u>Sites Internet.....</u>	1505

Remerciements

Archives publiques

La mission des archives publiques des ministères de la transition écologique et solidaire et du ministère de la cohésion des territoires en relation avec les collectivités territoriales, remercie particulièrement, les membres de l'équipe de traitements des fonds d'intérêt patrimoniaux en administration centrale, qui ont assuré à la fois la préparation, la description et l'envoi des fonds aux Archives nationales, sous la responsabilité des cheffes de mission.

Elle remercie également la mission des archives du ministère de l'agriculture ainsi que le réseau des archivistes des services déconcentrés (DDE, DDTM, DEAL, DREAL¹) et des opérateurs de nos ministères (AFFSET, ADEME, ANDRA, IFREMER) ayant contribué à la définition et à la mise en place d'une politique d'archivage ainsi qu'au traitement et versement des dossiers à caractère patrimonial auprès des archives nationales ou départementales.

Cette conservation patrimoniale ainsi que sa valorisation n'auraient pu se réaliser sans la volonté des différents-tes chargés-es de mission des archives et conservateurs du patrimoine successivement Jean Luquet, Vincent Maroteaux, Sylvie Desachy, Juliette Nunez, Bernard Vuillet, Françoise Lemaire, Christèle Noulet et Camille Tatger².

Je tiens à remercier tout particulièrement Mounia Megharbi pour la rédaction des introductions historiques des services et des biographies de ministre.

Grâce à cette synergie, les services d'administration centrale du ministère ont versé plus de 300 000 dossiers, 200 affiches, 1300 photographies, 2812 fichiers pour une volumétrie d'environ 2 To octets³ aux Archives nationales. Les services déconcentrés ont versé aux Archives départementales 5000 dossiers, 638 photographies et 191 cartes et plans.

1 *Une liste de sigles est disponible en annexe*

2 *Voir les dossiers de la mission archives versés aux Archives nationales. Répertoire détaillé*
<http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-administration-a46597.html>

3 *Versements en format numérique vers le Service d'archivage électronique des Archives nationales*
[ADAMANT](#)

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Archives privées

L'AHPNE adresse ses remerciements aux Archives départementales du Finistère et de Seine-Maritime, premiers départements inventoriés ainsi qu'aux archivistes Angéline Moulin et Julien de Gand et les Archives départementales du Finistère pour leurs contributions aux inventaires.

Elle remercie également les Archives départementales du Cher, d'Eure-et-Loir, d'Indre, d'Indre-et-Loire, du Loir-et-Cher et du Loiret pour leur rôle de facilitatrices et leur participation, ainsi que le conseil régional Centre-Val de Loire et France nature environnement pour le financement de l'inventaire en région Centre.

Les dons et les journées d'étude « FNE » et « JNE » n'auraient pu avoir lieu sans les participations et contributions des membres de l'association des Journalistes et écrivains pour la nature et l'écologie (JNE), Jean-Pierre Raffin, président d'honneur de France nature environnement et Élodie Martinie-Cousty, administratrice, les Archives nationales, le Comité d'histoire ainsi que la Mission des archives du ministère de la transition écologique et solidaire,

Enfin l'AHPNE remercie les personnalités et associations ayant accepté la réalisation de l'inventaire et de la description de leurs archives ainsi que Max Jonin, Patrick Singelin de l'AHPNE et Samuel Senave, président de France nature environnement Centre-Val de Loire ainsi que Pierre Richard, président de la Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature en Touraine qui ont accompagné ces opérations d'inventaire

Grâce à cette synergie, près de 18000 dossiers ont été inventoriés. Le stockage des archives essentiellement bureautiques et photographiques renseignées sur ordinateur personnel ou réseau est de 5 To.

Plus de 70 ans d'histoire de la protection de la nature et de l'environnement auxquels ont contribué des personnalités et des associations de ces départements ont été ainsi identifiés et inventoriés, illustrant la diversité de leurs actions et de la richesse patrimoniale de leurs fonds d'archives. Ces inventaires ont abouti à 15 dons aux Archives nationales ou départementales

Concernant l'ensemble des fonds d'archives privées, la mission des archives du ministère de la transition écologique et solidaire archives ainsi que l'AHPNE remercient :

- Les Archives départementales et nationales pour la collecte de fonds privés,
- la Fondation de l'écologie politique (FEP)⁴ pour la conservation et la mise en ligne des descriptifs des archives d'Europe-Écologie - Les Verts (EELV) et de personnalités politiques. Près de 800 dossiers ont été inventoriés. Le stockage d'archives numériques est de 100 Go.
- le Centre international de recherches sur l'écologie (CIRE)⁵ d'AgroParisTech pour la collecte d'archives de personnalités.

4 <http://www.fondationecolo.org/accueil/archives/memoire-de-l-ecologie-politique>

5 <http://docpatrimoine.agroparistech.fr/spip.php?rubrique145>

Avant-propos

Archives publiques

C'est conformément à l'article 213-1 à 3 du Code du Patrimoine qui régit les délais de communicabilité des documents et dans le respect de celui-ci que les archivistes de la mission des archives au sein du ministère de la transition écologique et solidaire œuvrent à la préservation de l'écrit du patrimoine naturel du territoire. De même, les Archives départementales contrôlent et collectent la production des archives émanant des services déconcentrés de l'État.

Archives privées

Si l'on excepte l'actuelle Société nationale de protection de la nature (SNPN) qui est l'héritière de la Société Impériale zoologique d'acclimatation fondée en 1854, la Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France (SPPEF), fondée en 1901 et la Ligue française pour la protection des oiseaux (LPO) fondée en 1912, la plupart des associations de protection de la nature et de l'environnement sont apparues à partir de la fin des années 1950 en France telle la Société d'étude et de protection de la nature en Bretagne (SEPNB) ou l'Association pour la prévention de la pollution atmosphérique (APPA) créées en 1958. C'est surtout dans les deux décennies suivantes qu'elles se multiplièrent dans les différentes régions françaises.

Certaines associations, généralistes, œuvrent dans tous les domaines de la protection de l'environnement, à l'échelle régionale ou départementale. D'autres sont plus spécialisées et se concentrent sur un territoire et/ou un sujet spécifique. Leurs modes d'actions sont multiples : leurs militants informent les citoyens, rencontrent les élus et les décideurs, mènent des actions de terrain (nettoyage de site, inventaires naturalistes...), forment les bénévoles, gèrent des espaces protégés ou encore participent aux débats et aux consultations publics.

La sauvegarde et la valorisation des archives d'acteurs privés de la protection de la nature et de l'environnement en vue, notamment, de leur exploitation par les historiens et les chercheurs est une des motivations de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE). Outre les archives publiques dont la conservation est assurée par les Archives nationales et départementales, il existe une multitude de documents et fonds d'archives environnementales chez des particuliers et des associations qui sont ni classées ni répertoriées et ne sont donc généralement pas connues et sont donc, de ce fait, peu disponibles.

En conséquence, l'AHPNE s'est fixée, entre autres objectifs, celui de favoriser le rassemblement, le classement et la conservation de tout document utile à la connaissance de cette histoire.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Suite à une enquête réalisée en 2010 auprès des associations membres du réseau France nature environnement, l'AHPNE a constaté la situation suivante :

- L'existence de plusieurs milliers d'associations de protection de nature sur le territoire
- Le faible niveau de classement, de conservation (dans de bonnes conditions) et de valorisation des archives associatives
- Le peu de versements de ces archives aux Archives nationales et départementales
- La difficulté d'accès à ces archives par méconnaissance de leur existence

Pour les associations, une double question se pose à propos de leurs fonds d'archives : celle de leur conservation physique au moment du renouvellement des générations des dirigeants et des personnels et au gré des déménagements, et celle de la transmission d'une mémoire collective à leurs membres, à leur personnel et aux administrateurs qui fait souvent défaut

Parallèlement à ce constat, l'AHPNE avait relevé le contexte d'un faible nombre de recherches, de travaux et d'enseignements universitaires dans le domaine de la protection de l'environnement en France, mobilisant donc peu les sources archivistiques.

Afin de répondre à ces deux attentes l'AHPNE s'est lancée dans la rédaction d'inventaires d'archives, d'abord à titre expérimental dans les départements du Finistère et de Seine-Maritime puis, en 2018, en réalisant l'inventaire pour les six départements de la région Centre-Val de Loire⁶

L'AHPNE a réalisé ces inventaires d'archives depuis 2011 en partenariat avec les Archives nationales, les Archives départementales du Finistère, et de la Région Centre Val-de-Loire (Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret) et les associations concernées.

Les archives départementales de la Seine-Maritime ont réalisé elles-mêmes l'inventaire des associations du département.

Les inventaires ont pu être réalisés grâce au financement

- du ministère de la transition écologique et solidaire (direction de l'eau et de la biodiversité) pour le Finistère,
- du Conseil régional Centre-Val de Loire et de France nature environnement pour cette région.

Ce guide des sources a le mérite de présenter pour la première fois une synthèse des fonds d'archives publiques et privées versés aux Archives nationales et départementales.

Il présente de nombreux intérêts à la fois pour la mémoire des services d'administration centrale et les services déconcentrés de nos ministères mais il saura être également un instrument précieux utiles à nos concitoyens et associations intéressés par cette thématique.

6 *L'ensemble des inventaires sont consultables sur les sites Internet*
- <https://ressources.histoire-environnement.org/Ressources>
- <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Ce guide est à la fois un outil au service d'une mémoire pour l'action, parce qu'une société amnésique ne peut évoluer convenablement ; il constitue également une mémoire pour l'histoire menacée trop souvent par la négligence, ou au contraire l'appropriation de documents qui échappent aussi au patrimoine collectif.

Tels sont les enjeux de ce guide.

Camille Tatger
Cheffe de la mission des archives et de la
gestion de l'information électronique

Henri Jaffeux
Président de l'AHPNE

Introduction

Pour la 1^{ère} fois, un instrument de recherche présente des sources d'archives historiques publiques mais aussi privées.

Archives publiques

Panorama sur les archives définitives

Le guide présente le catalogue des archives définitives (ou archives d'intérêt historique) issues des ministères actuels et de leurs prédécesseurs. Comme cité précédemment, ces archives ont fait l'objet de versements auprès des services d'archives patrimoniaux où elles sont conservées : archives nationales (dossiers de l'administration centrale) ou archives départementales (services déconcentrés).

Périmètre chronologique et administratif

C'est donc près de quarante-six années d'inventaires d'archives ministérielles patrimoniales, en lien avec le thème de la protection de la nature et de l'environnement qui sont présentées et répertoriées au sein de ce guide.

En effet, c'est en janvier 1971 que fut créé le ministère de l'environnement, quand Robert Poujade, sous le gouvernement de Jacques Chaban-Delmas, est nommé ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement.

C'est donc une création récente, qui suit la vague de renouveau de l'écologie en 1970 et s'inscrit dans la lignée des mesures de protection de la faune et de la flore de 1957.

Après son départ du gouvernement, il qualifiera alors, dans un livre, son ministère de « ministère de l'impossible ».

La création d'un grand ministère par la fusion de deux fonctions historiquement distinctes, l'écologie et l'équipement ainsi que des services du ministère de l'industrie est décidée par le président de la République Nicolas Sarkozy lors de sa prise de fonction en mai 2007.

Son but est de créer un grand ministère à confier à un ministre d'État et de respecter ainsi sa signature du « pacte écologique » de Nicolas Hulot qui stipulait la création d'un poste de vice-premier ministre chargé du développement durable. Après un court passage d'Alain Juppé c'est Jean-Louis Borloo qui prend la fonction de « Ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la Mer, chargé des technologies vertes et des négociations sur le climat ».

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Parallèlement, de nouveaux services déconcentrés se créent en région et département. En région, les Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) sont issues de la fusion des Directions régionales de l'environnement (DIREN), des Directions régionales de l'équipement (DRE) et des Directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE). Elles interviennent dans les domaines de l'eau, de la biodiversité, de la prévision et de la prévention des risques, de l'énergie, de l'aménagement, de l'urbanisme et de la construction, de la mobilité des transports et de leurs infrastructures, ainsi que du logement. En outre mer les Directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) correspondent aux DREAL de métropole avec en plus les attributions des directions départementales couvrant le périmètre du ministère ainsi que les Direction interrégionales maritimes (DIRM) créées en métropole.

En département, hors mis l'outre-mer, les Directions départementales des territoires – et de la mer – (DDT(M)) résultent de la fusion des Directions départementales de l'équipement (DDE), des Directions départementales de l'agriculture et des forêts (DDAF) et pour les départements littoraux des Directions départementales des affaires maritimes (DDAM).

Ce guide présente quelques fonds d'archives de services déconcentrés versés aux Archives départementales.

Le 14 novembre 2010, lors de la formation du gouvernement de François Fillon, il est rebaptisé « ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement ». Jean-Louis Borloo quitte le gouvernement, et est remplacé par Nathalie Kosciusko-Morizet, celle-ci n'a pas le titre de ministre d'État que portaient les précédents titulaires du poste.

Depuis mai 2012, sous la présidence de François Hollande, l'Énergie revient dans les attributions du ministère qui devient « ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie ». En juillet 2013, la Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture (DPMA) est détachée du ministère de l'agriculture pour être incorporée au ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Le ministre porte les négociations sur le climat dans son intitulé entre 2007 et 2010, et de 2016 à 2017. Le ministère est renommé ministère de la transition écologique et solidaire lors de la nomination du gouvernement d'Édouard Philippe, ses attributions sont globalement conservées mais la DPMA réintègre le ministère de l'agriculture et de l'alimentation. Il reste chargé de la politique environnementale, de la politique énergétique, de la politique de la mer et des transports.

Vous trouverez donc, à travers ce guide des sources, quarante-six années d'archives des cabinets ministériels 'illustrant la déclinaison des politiques publiques dans le domaine de la protection de la nature et de l'environnement : stratégie et inspection générale, sécurité des affaires maritimes, les thèmes de l'énergie et du climat, le domaine de l'eau et de la biodiversité, les préservation des espèces animales et végétales, la prévention des risques ...

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

L'impulsion de ces politiques publiques se faisait par le biais des cabinets ministériels, puis par des directions opérationnelles d'administrations centrales et enfin étaient déclinés localement par les implantations ministérielles régionales ou départementales (directions départementales, directions régionales ...).

Ainsi, tendent à être répertoriées de façon exhaustive :

- . les archives gouvernementales confiées par les membres des cabinets ministériels depuis 1971 ;
- . les archives des administrations centrales en charge du domaine de la protection de la nature et de l'environnement de 1971 à 2017

Seuls quelques fonds d'archives historiques des services déconcentrés du ministère de 1971 à 2017 y sont recensés.

Importance matérielle des dossiers Répertoires

A chaque répertoire détaillé sont mentionnés, le service d'origine, les dates extrêmes, la description détaillée, la cote, localisation, conditions d'accès. Un lien dynamique permet d'aller directement sur les sites Internet « Archives historiques » du ministère⁷, la salle des inventaires virtuelle des Archives nationales⁸, les sites Internet des Archives départementales⁹.

AHPNE

⁷ <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/>

⁸ <https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/>

⁹ *Annuaire des Archives départementales* : <https://francearchives.fr/fr/annuaire/departements>

Archives privées

L'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE) s'est fixée comme objectif de favoriser le rassemblement, le classement et la conservation de tout document utile à la connaissance de cette histoire.

Suite à une enquête en 2010 auprès des associations, l'AHPNE a constaté la situation suivante :

- Plusieurs milliers d'associations de protection de nature sur le territoire
- Peu de recherche dans le domaine de la protection de l'environnement en France
- Peu de don aux Archives nationales/départementales
- Pas de conservation ni de valorisation des archives dans les associations ?

Afin de répondre à ces questions l'AHPNE a mis progressivement en place une politique de rédaction d'inventaires d'archives¹⁰

L'AHPNE a donc réalisé ces inventaires d'archives depuis 2011 en partenariat avec les Archives nationales, les Archives départementales du Finistère, et de la Région Centre Val-de-Loire (Cher, Eure-et-Loir, Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret)

Les archives départementales de la Seine-Maritime ont réalisé elles-mêmes ceux concernant le département.

Les inventaires ont pu être réalisés grâce au financement

- du ministère de la transition écologique et solidaire pour le Finistère,
- du Conseil régional Centre-Val de Loire pour cette région.
- De France nature environnement

Vous trouverez aussi dans ce guide les inventaires pré-cités ainsi que les descriptions de quelques fonds conservés aux Archives nationales, départementales, à la Fondation de l'écologie politique (FEP), à la Fondation de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) ainsi à qu'AgroParistech,

Henri Jaffeux
Président de l'AHPNE

¹⁰ L'ensemble des inventaires sont consultables sur les sites Internet
- <http://ahpne.fr/>
- <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/>

Repères bibliographiques

Ministère

- Le ministère de l'impossible¹¹, Robert Poujade, Paris- Calmann-Lévy, 1975.

Cindynique

- L'archipel du danger : introduction aux cindyniques, Georges-Yves Kervern et Patrick Rubise, Economica, Paris, 1991, (ISBN 2-7178-2061-2).
- Éléments fondamentaux des cindyniques, Georges-Yves Kervern, Economica, Paris, 1995, (ISBN 2-7178-2756-0) (notice BnF no FRBNF36682872).
- CINDYNIQUES Concepts et mode d'emploi, Georges-Yves Kervern et Philippe Boulenger (ISBN 2-7178-5287-5).
- Le mauvais génie face à la science du risque : Les Cindyniques, Georges-Yves Kervern, = The evil genius in front of the risk science : The Cindynics 5 (ISBN 2-85978-334-2).

Association de protection de la nature

- La nature n'est plus ce qu'elle était [sous la dir. J. P. Raffin, Daniel Sibony et David Western], étude, Editions de l'Aube, 2002
- L'ABCdaire des ours , Sophie Bobbé, Jean-Pierre Raffin, Paris : Flammarion, 1997
- L'écologie: comprendre la nature : rencontre avec Jean-Pierre Raffin . Lucien Buisson, Jocelyne Pied, Pierre Guérin, réal. Jean-Pierre Raffin, ill. interview de Jean-Pierre Raffin, Cannes la Bocca : Coopérative de l'enseignement laïc, 1987
- Connaître les plantes protégées [sous la dir. de J. P. Le Duc et J. P. Raffin] Paris : Fédération française des sociétés de protection de la nature, 1986
- Les cahiers rationalistes n° 274 :La Vanoise et les parcs nationaux français, Jean-Pierre Raffin et Roland Platel, 1970
- Les cahiers rationalistes n° 265 :Plaidoyer pour la zoologie Jean-Pierre Raffin et Roland Platel, 1969.
- La place de l'environnement dans les médias [sous la dir. Claude-Marie Vadrot], enquête, Victoires éditions, 1998 (enquêtes réitérées en 2002, 2005 et 2007 mais non publiées).
- Annuaire des 1000 associations pour l'environnement [sous la dir. Claude-Marie Vadrot], annuaire, Victoires éditions, 2001.

11 Consultable <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k33608882/f17.image.textelImage>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Guides des sources

- Les sources de l'histoire de l'environnement, 3 tomes, [sous la dir. d'Andrée Covo], L', Harmattan, 1999-2003
- Etat détaillé des versements de l'ADEME et des établissements antérieurs aux Archives nationales , Damien Ferrero, 2022¹²
- Guide des sources concernant l'environnement industriel, du XIXème siècle à nos jours, Frédéric Ogé, chercheur PRODIG UMR 8586 CNRS, 2014¹³
- Guide des sources de la gestion des crises et des risques naturels dans l'Hérault (1940 à nos jours), 2011¹⁴
- État des sources relatives à l'aéroport de Nantes-Atlantique et au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, Archives régionales du Pays-de-la-Loire, 2021¹⁵

12 Téléchargeable <https://ressources.histoire-environnement.org/Etat-des-versements-de-l-ADEME-verses-aux-Archives-nationales>

13 Téléchargeable <https://ressources.histoire-environnement.org/Guide-des-sources-concernant-l-environnement-industriel-du-XIXeme-siecle-a-nos>

14 Téléchargeable <https://ressources.histoire-environnement.org/Guide-des-sources-de-la-gestion-des-crisis-et-des-risques-naturels-dans-l>

15 Téléchargeable <https://ressources.histoire-environnement.org/Etat-des-sources-relatives-a-l-aeroport-de-Nantes-Atlantique-et-au-projet-d>

1ère partie : Archives publiques

Patrick Cavalié
archiviste

Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement

1 - Cabinets ministériels

1.1 Gouvernement Jacques Chaban-Delmas

1.1.1 Albin Chalandon, ministre de l'équipement et du logement, 1969-1972

Albin Chalandon, né le 11 juin 1920 à Reyrieux, est un homme politique et ancien ministre français.¹⁶

Brièvement ministre de l'Industrie de mai à juillet 1968 dans le dernier gouvernement de Georges Pompidou, Albin Chalandon participe également au Cabinet de Maurice Couve de Murville (le dernier de la présidence du général de Gaulle), puis à celui de Jacques Chaban-Delmas (le premier de la présidence de Georges Pompidou), en tant que ministre de l'Équipement et du Logement, du 20 juin 1969 au 5 juillet 1972. Il a alors comme directeur de cabinet Georges Pébereau, qui est maintenu à ce poste pour plusieurs ministres successifs de l'Équipement.

À son initiative, le gouvernement se lance à grands pas dans la résorption du retard français en matière d'équipements autoroutiers : le pays passe de la construction de 50 km par an à celle de 500 km. La présence d'Albin Chalandon au ministère est marquée par une révision radicale de la politique du logement (Albin Chalandon parle de « libérer l'urbanisme »). Les investisseurs privés sont davantage invités à participer au financement des grandes opérations d'urbanisme (les ZAC se substituant aux ZUP) ou aux grands équipements publics. Le plan d'épargne-logement est dynamisé. Les plans ambitieux de constructions de grands ensembles qui ont marqué les années 1960 ne sont plus d'actualité et on promeut désormais l'habitat individuel : en 1969 est lancé un Concours International de la Maison Individuelle (dit Concours Chalandon) qui conduit à la construction de 70 000 pavillons individuels familièrement désignés par un néologisme - ce sont les chalandonnettes.

Versement 19770824¹⁷

Ministère : Équipement, logement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet Albin Chalandon, ministre de l'équipement et logement, 1969-1972
Dossiers de MM Fève et Morancay, conseillers techniques
Art 1-3 (CAB 894-CAB 895) : dossiers relatifs aux séismes, avalanches, plan anti-neige, incendie de forêts, 1970-1972

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 3

16 Source [Wikipedia](#)

17 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Albin-Chalandon-ministre-de-l-equipement>

Métrage linéaire : 0.30 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

1.1 Gouvernement Pierre Messmer II

1.1.1 Robert Poujade, ministre de la protection de la nature et de l'environnement, 1971-1974

Le 7 janvier 1971 Robert Poujade est nommé à la tête du tout premier ministère de l'Environnement. Ancien élève de l'École normale supérieure, engagé très jeune dans le mouvement gaulliste, Robert Poujade y occupe d'importantes fonctions à la fin des années 1960, en devenant notamment secrétaire général de l'Union pour la défense de la république (UDR).

Pour bien marquer la vocation interministérielle de cette nouvelle administration, le ministère de la Protection de la nature et de l'Environnement est créé comme « délégué auprès du Premier ministre ». Ce rattachement direct au Premier Ministre manifeste la volonté politique du président de la République, Georges Pompidou, de mettre en avant cette nouvelle politique de l'environnement, jusqu'alors partagée entre plusieurs administrations.

À l'occasion de la nomination d'un nouveau gouvernement le 5 avril 1973, Robert Poujade devient un ministre autonome ne dépendant plus du premier Ministre, tout en gardant les mêmes compétences.

Celles-ci sont détaillées dans le décret n° 71-94 du 2 février 1971 relatif aux attributions du ministre délégué :

« Le ministre [...] a pour mission d'assurer la protection des sites et paysages, d'améliorer l'environnement et le cadre de vie, de prévenir, réduire ou supprimer les pollutions et nuisances de toutes sortes, qu'elles résultent des particuliers ou qu'elles proviennent des équipements collectifs, des grands aménagements ou d'activité agricoles, commerciales ou industrielles. »

« Le ministre [...] exerce les attributions précédemment dévolues :

au ministre du Développement industriel et scientifique, en ce qui concerne les établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

au ministère de l'Agriculture, en ce qui concerne la chasse, la pêche, les parcs nationaux et les parcs naturels régionaux ;

au ministre des Transports, en ce qui concerne la chasse maritime;

au ministre des Affaires culturelles, en ce qui concerne la protection des monuments et des sites à caractère naturel;

au ministre chargé du Plan et de l'Aménagement du territoire, en ce qui concerne la coordination interministérielle dans le domaine de l'eau. »

Robert Poujade est remplacé par Paul Dijoud nommé le 1er mars 1974 secrétaire d'État chargé de l'Environnement. Il témoigne de cette expérience ministérielle dans son ouvrage *Le Ministère de l'impossible*, publié chez Calmann-Lévy en 1975.¹⁸

18 Sources https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/NP/FРАН_NP_050681

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20070209¹⁹

Ministère : Protection de la nature et environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet Robert Poujade, ministre délégué auprès du premier Ministre chargé de la protection de la nature et de l'environnement, 1971-1974

Art 1-2 : Discours, réponses aux questions écrites et orales posées au Parlement, budget, Comité interministériel d'action pour la nature et l'environnement (CIANE)
1971-1974

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 2

Métrage linéaire : 0.20 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

1.1.2 Yves Guéna, ministre des transports, 1973-1974

Yves Guéna est né le 6 juillet 1922 à Brest (Finistère) et mort le 3 mars 2016 à Paris. Gaulliste de la première heure, il a été député, ministre, sénateur, conseiller général et maire. Nommé membre du Conseil constitutionnel français en 1997, il préside cette institution de 2000 à 2004.

Après la défaite de la France lors de la bataille de France et la demande d'armistice du maréchal Pétain, annoncée aux Français le 17 juin 1940, Yves Guéna, élève au lycée de Brest (Finistère), entend parler de l'appel à la résistance lancé par le général de Gaulle le soir du 18 juin 1940. Le lendemain, il monte à bord d'un remorqueur de la marine qui l'emmène à Ouessant. Puis, dans la nuit du 19 au 20 juin, il embarque sur un chalutier en direction de l'Angleterre. Arrivé à Plymouth, il est envoyé à Annerley School, près de Londres, avant de rejoindre l'Olympia Hall, où sont regroupés les engagés de la France libre. Le 6 juillet, le général de Gaulle vient les rencontrer. Dirigé ensuite vers le camp de Camberley, il participe au défilé du 14 juillet, à Londres.

Dans le gouvernement Messmer, il est ministre des Transports de 5 avril 1973 à 27 février 1974.

Source [Wikipedia](#)

19 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Robert-Poujade-discours-reponses-aux>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19970150²⁰

Ministère : Transports

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet Jean Chamant (1967-1969), Raymond Mondon (1969-1971) et Yves Guéna (1973-1974), ministres des transports

Dossiers de Jacques-Henri Bujard directeur de cabinet et chargé de mission

Art 1 : organisation du ministère, projet de regroupement 1971 1974

Art 2-7 : déconcentration et allègement des structures administratives, commission "lehle", compte-rendus des séances 1968-1972

Art 8 : Comité de rationalisation des choix budgétaires, 1970-1971

Art 9 : Commission interministérielle de l'informatique, 1969-1970

Art 10 : Comité interministériel sur l'énergie, 1974

Art 11-14 : Comité interministériel chargé de la protection de la nature et de l'environnement, création du Haut comité de l'environnement (HCE), 1970-1972

Art 15 : Comité interministériel du tourisme, 1970

Art 16 : création de l'aéroport de Roissy-en-France, commission consultative pour l'étude de l'intégration de l'aéroport dans son environnement, 1970-1973

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 16

Métrage linéaire : 2 (5 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

1.2 Gouvernement Raymond Barre III

1.2.1 Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, 1978-1981

Après les élections législatives de mars 1978, Michel d'Ornano, député du Calvados, est nommé sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing à la tête du nouveau ministère de l'Environnement et du Cadre de vie. Cette administration innovatrice qui doit faire cohabiter les "aménageurs" et les "protecteurs" obtient de nouvelles compétences, précédemment attribuées au ministère de l'Équipement et de l'Aménagement du territoire. Les services des monuments historiques et de l'architecture, rattachés jusque-là au ministère de la Culture, rejoignent également cette nouvelle structure. Ayant pour vocation de réunir l'Équipement et l'Environnement au sein d'un seul ministère, ce cabinet prend fin le 13 mai 1981. Il faudra attendre 2007 pour voir à nouveau les services de l'Équipement fusionner avec ceux de l'Environnement au sein du ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durable.

20 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/1968-1974-Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Jean-Chamant-Raymond-Mondon-et>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Ambitionnant une conception moderne de gestion du territoire sous divers aspects (l'environnement, le cadre de vie, l'habitat), Michel d'Ornano s'applique à une reconfiguration des structures ministérielles. Il lance le projet de transformation des subdivisions territoriales en agences locales de l'équipement et de l'environnement (ALEE), dont le but est de faire descendre les préoccupations environnementales jusqu'aux structures territoriales du ministère et de généraliser la déconcentration de l'administration en matière d'urbanisme et de logement. Ce projet ne dépasse pas le stade expérimental, l'alternance politique et gouvernementale de mai 1981 mettant fin au gouvernement dont il était issu.²¹

Versement 19810290²²

Ministère : Environnement et cadre de vie

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers de M. Claude Poly, cabinet du secrétaire d'État à l'environnement

Art 1-5 (CLP 1-CLP 5) : Déplacement du ministre en Camargue, réunions départementales de l'environnement, concernant: le Cher, Dijon (Côte-d'Or), la Creuse, Évreux (Eure), le Gers, l'Indre, l'Isère, le Lot-et-Garonne, Angers (Maine-et-Loire), le Morbihan, la Nièvre, les Pyrénées-Atlantiques, le Tarn, Limoges (Haute-Vienne), la Vienne.

Conditions d'accès: La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles: 5

Métrage linéaire: 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19810289²³

Ministère : Environnement et cadre de vie

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers de M. Jean-Philippe Meng

Art 1 : Interventions relatives à des problèmes de permis de construire notamment :

- . opération d'aménagement touristique en Guadeloupe;
- . aménagements en Alpes-Maritimes, Cap-d'Antibes;
- . diverses implantations dans le Var : Ramatuelle, Cap-Bénat, Saint-Tropez ;
- . implantations dans le Calvados : Villers-sur-Mer, Tourville-en-Auge.

1978-1981

21 Sources https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/NP/Fran_NP_052056

22 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-d-Ornano-deplacements-ministre-1978-1981>

23 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-d-Ornano-Dossiers-de-M-Jean-Philippe>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 1

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19810287²⁴

Ministère : Environnement et cadre de vie

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers de M. Philippe Hirtzman, conseiller technique auprès du secrétaire d'État à l'environnement

Art 1-23, 27-28 : Lutte contre les pollutions, bruit :

- . eau et assainissement,
- . énergie nucléaire,
- . déchets,
- . pollution du Rhin,
- . pollution industrielle,
- . étude d'impact,
- . pollution maritime,
- . mine

1978-1981

Art 24-26 : Affaires internationales sur l'environnement :

conseil de l'Europe, OCDE, CEE :

lutte contre les crues et inondations, pollution maritime

1978-1981

Art 29-31 : Voyages officiels de Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie et François Delmas, secrétaire d'État à l'Environnement

1979-1981

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 31

Métrage linéaire : 11 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

²⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-d-Ornano-pollution-bruit-1978-1981>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19810285²⁵

Ministère : Environnement et cadre de vie

Direction : Cabinet

Sommaire

Art 1-25 : Dossiers de Mme Marie-Josée Fontespis et M. Edmond Daroles, chefs de cabinet respectivement :

. du secrétaire d'État à l'environnement (1978-1980) et du ministre des transports (1977-1978),

. du secrétaire d'État au logement (1978-1980) puis du secrétaire d'État à l'environnement (1980-1981)

décorations, voyages officiels du secrétaire d'État à l'environnement François Delmas concernant notamment l'Environnement.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 25

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19810288²⁶

Ministère : Environnement et cadre de vie

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers du chef de cabinet (Emmanuel Édou puis Pierre Viaux)

Art 1-38, 44-47 : Voyages du ministre, invitations du ministre, discours de Valéry Giscard-d'Estaing, président de la République, associations d'environnement
1977-1981

Art 39-41, 48-49 : Minutier

1977-1981

Art 42-43 : Budget

1979

M

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 49

Métrage linéaire : 5 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

25 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-d-Ornano-Dossiers-des-chefs-de-cabinet>

26 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-d-Ornano-Dossiers-du-chef-de-cabinet>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19810279²⁷

Ministère : Environnement et cadre de vie

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers de M. Pierre Lefort, conseiller technique (aménagement urbain)

Art 1-4 : Façades maritimes, paysages, sociétés d'économie mixte, banlieues

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 4

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19810283²⁸

Ministère : Environnement et cadre de vie

Direction : Cabinet

Sous-direction : Bureau du Cabinet

Sommaire

Art 1-34 : Communiqués, discours de M. Michel d'Ornano, ministre de l'environnement et du cadre de vie, rencontres internationales, interviews concernant notamment les pollutions, les parcs naturels, la qualité de vie, la protection du littoral, les déchets, l'urbanisme en Ile-de-France, l'architecture, l'amélioration de l'habitat
1978-1979

NB : les Art 1 et 3 concernent des discours de M. d'Ornano comme ministre de la culture et de la communication

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 3

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

27 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-d-Ornano-Dossiers-de-M-Pierre-Lefort>

28 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-d-Ornano-Communiqués-discours-ministre>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19810275²⁹

Ministère : Environnement et cadre de vie

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers de M. Jacques Lainé, conseiller technique

Art 1-2 : dossiers relatifs au budget du ministère de l'environnement et du cadre de vie, 1978-1981

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 2

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19810284³⁰

Ministère : Environnement et cadre de vie

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers de M. Louis Caudron, chargé de mission

Art 1-2, 7 : Parcs nationaux :

- . création du parc du Mercantour,
- . projet du parc national de l'Ariège,
- . parc de la Camargue,
- . circulaire du 12 septembre 1978 sur les parcs nationaux, 1978-1981

Art 3-5 : Visites officielles du secrétaire d'État à l'environnement en Savoie, en Gironde, à Menton

- . décorations,
- . congrès des chasseurs, 1979-1981

Art 6-7 : Communications au conseil des ministres sur :

- . la protection du littoral (15 novembre 1978)
- . les déchets (29 avril 1981)

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 7

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

29 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-d-Ornano-budget-du-ministere-1978-1981>

30 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-d-Ornano-parcs-nationaux-chasse-dechets>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19810274³¹

Ministère : Environnement et cadre de vie

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers de M. Christian Bouvier, conseiller technique (urbanisme)

Art 1-16 : Aménagement de la Défense, schéma d'aménagement du littoral corse, protection et mise en valeur des grands fleuves, La Villette et opérations d'urbanisme en Ile-de-France.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 16

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19810272³²

Ministère : Environnement et cadre de vie

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers de M. Dominique Léger, Directeur de cabinet

Art 1-12,16, 21-22 : Assises internationales de l'environnement, comités et commissions du ministère, pollution, parcs nationaux, urbanisme

Art 13-14 : Logement

Art 15 : Fonds d'aménagement urbain et architecture

Art 17-19 : Budget

Art 19-20 : Organisation de la direction de la construction et réorganisation du ministère 1978-1981

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 20

Métrage linéaire : 7 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

31 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-d-Ornano-Dossiers-de-M-Christian-Bouvier>

32 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-d-Ornano-Dossiers-du-directeur-de>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19810217³³

Ministère : Environnement et cadre de vie

Direction : Cabinet

Sommaire

Art 1-14 : Cabinet Michel d'Ornano : chrono du courrier départ
1978-1981

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 14

Métrage linéaire : 1.40 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19810286³⁴

Ministère : Environnement et cadre de vie

Direction : Cabinet

Sommaire

Art 1-25 : Dossiers de Mme Marie-Josée Fontespis et M. Edmond Daroles, chefs de cabinet respectivement :

. décorations,

. voyages officiels des secrétaires d'État MM. Marcel Cavallé (logement) et François Delmas (environnement)

1977-1981

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 25

Métrage linéaire : 6 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

33 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-d-Ornano-Chronos-courrier-ministre-1978>

34 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-d-Ornano-Dossiers-de-Mme-Marie-Josee>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19790658³⁵

Ministère : Environnement et cadre de vie

Direction : Cabinet

Sous-direction : Bureau du Cabinet

Sommaire

Art 1-4 (CAB 1089-CAB 1092) : compte-rendus de comités restreints tenus à Matignon sur la politique de l'énergie, la stratégie de l'aménagement du territoire et la revalorisation des départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM), la lutte contre l'inflation et l'orientation nouvelle de l'aide au logement
1975-1978

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 4

Métrage linéaire : 0.40 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19810273³⁶

Ministère : Environnement et cadre de vie

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers d'Emmanuel Édou, directeur adjoint de cabinet

Art 1-8, 12-17 : Lutte contre les pollutions et les nuisances, protection de la nature

Art 9-11 : Affaires internationales, pollution du Rhin

1978-1981

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 17

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

35 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Michel-d-Ornano-energie-amenagement-du>

36 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-d-Ornano-Dossiers-du-directeur-adjoint>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20130519³⁷

Ministère : Environnement et cadre de vie

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers d'Emmanuel Edou respectivement directeur de Cabinet Michel d'Ornano, ministre de l'Environnement et du cadre de vie, de Jacques Douffiagues, ministre des transports et directeur de l'Habitat et de la Construction, 1978-1998

Art 1-9 : Cabinet Michel d'Ornano : organisation du cabinet, **politiques environnementale, énergétique**, 1978-1981

Art 10-22 : Cabinet Jacques Douffiagues : RATP, SNCF, transport routiers, navigation aérienne ..., 1985-1988

Art 21-23 : directeur de l'habitat et de la construction : correspondance et notes , 1993-1998

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 23

Métrage linéaire : 2,3 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

1.2.2 Joël Le Theule, ministre des transports, 1978-1980

Joël Le Theule, né le 22 mars 1930 à Sablé-sur-Sarthe (Sarthe) et mort le 14 décembre 1980 à Saint-Brice (Mayenne) ou Sablé-sur-Sarthe¹, est un homme politique français. Député de la Sarthe de 1958 à 1968 et de 1969 à 1978, il a été plusieurs fois ministre. Joël Le Theule est ministre des Départements et Territoires d'Outre-Mer suite au remaniement du dernier gouvernement Pompidou, du 31 mai au 10 juillet 1968, puis secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'Information, du 10 juillet 1968 au 20 juin 1969 dans le gouvernement Maurice Couve de Murville. Dans le cadre de ces fonctions, il est notamment chargé de reprendre en main le personnel qui s'était montré rebelle au gouvernement pendant les événements de mai 1968.

Il redevient ministre sous Valéry Giscard d'Estaing comme ministre des Transports, du 31 mars 1978 au 2 octobre 1980, puis de la Défense du 2 octobre au 14 décembre 1980 dans le troisième gouvernement de Raymond Barre.

Versement 19810688³⁸

Ministère : Transports

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet Joël le Theule, ministre des transports, 1978-1980

³⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-directeur-de-cabinet-de>

³⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Joel-Le-Theule-ministre-des-transports>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 1-14 (TP 12-TP 25) : dossiers de M. David, ingénieur de l'armement, conseiller technique à Matignon, directeur de cabinet : aménagement régional, transports urbains, environnement (Comité interministériel d'action pour la nature et l'environnement, économie d'énergie, 1974-1980), 1972-1980

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 14

Métrage linéaire : 1 (5 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

1.2.3 Cabinet Pierre Méhaignerie, ministre de l'agriculture, 1977-1981

Candidat dès 1968, aux élections législatives dans la circonscription de Vitré, l'ancienne circonscription de son père, Pierre Méhaignerie est battu dans le contexte de la vague gaulliste qui suit les événements de mai 1968. À nouveau candidat en 1973, il bat le sortant Union des démocrates pour la République (UDR). Il sera, à compter de cette date réélu député de la circonscription de Vitré en 1978, 1981, 1986, 1988, 1993, 1995, 1997, 2002 et 2007 et chaque fois au premier tour.

En janvier 1976, il entre dans le gouvernement de Jacques Chirac en même temps que Raymond Barre, dont il sera désormais un soutien fidèle. Il est secrétaire d'État puis ministre de l'Agriculture dans le gouvernement Barre II jusqu'à l'élection présidentielle de mai 1981.³⁹

Versement 19870388⁴⁰

Ministère : Agriculture

Direction : Cabinet

Sommaire

Correspondance et dossiers de Denis Badre, conseiller technique de M. Fouchier, secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture, 1964-1980.

Art 1 : Minutier, 1976-1977.

Art 2 : Interventions, 1976-1978. Art 3-30 : Dossiers relatifs à l'aménagement.

Art 3 : Budget, 1976-1980.

Art 4-23. Aménagement rural et équipement, 1970-1980. Environnement - pollution : Législation et relations avec le ministère de l'Environnement, 1970-1980 ; grands aménagements régionaux, 1975-1979 ; montagne et zones défavorisées, 1970-1979 ; littoral : Protection et aménagement, 1974-1979 ; actions d'aménagement rural, 1974-1980 ; équipements collectifs et services publics ruraux, 1976-1978 ; hydraulique agricole, Police des eaux, 1964-1979 ; structures et modernisation des exploitations. Aménagement foncier, statut de l'exploitation, installation des jeunes agriculteurs, bâtiments agricoles, énergie et machinisme.

Art 23-25 : Hydraulique agricole : Police des eaux, recherche et développement, relations avec le CEFIGRE (Centre International de formation pour la gestion des ressources en

³⁹ Source Wikipedia

⁴⁰ Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_014291

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

eau) et le FEOGA (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole) ; dossiers d'affaires diverses, 1964-1979.

Art 26-30 : Structures et modernisation des exploitations : Foncier, politique des structures, statut de l'exploitation, installation des jeunes agriculteurs bâtiments agricoles, énergie et machinisme, recherche et amélioration des cultures, 1974-1979.

Art 31-36 : Forêt et chasse. Administration forestière, protection et aménagement de l'espace, économie et production, fiscalité, dossiers de massifs, chasse et réforme du permis, 1973-1980.

Art 37 : Dossiers divers : Qualité, enseignement agricole, courses, voyages, 1976-1979.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 37

Métrage linéaire : 10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

1.2.4 Ministère de la santé

Versement 19830056⁴¹

Ministère : Santé

Direction générale: Santé

Sous-direction : Veille sanitaire

Sommaire

Art 1-5 : Conseil supérieur d'hygiène publique de France, section de l'hygiène industrielle (séances, comité consultatif des établissements classés, modification de la loi du 19, 12, 1917 sur les établissements dangereux et Conseil national du froid), 1947-1979

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 5

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

1.3 Gouvernement Pierre Mauroy II

1.3.1 Premier ministre

Versement 19840111⁴²

Ministère : Premier ministre

Direction : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR)

Mission interministérielle pour la protection et l'aménagement de l'espace méditerranéen

41 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_020516

42 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_021162

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Sommaire

Art 1-11 (86 AJ bis 00232-00242). Aménagement du territoire : Mission interministérielle pour la protection et l'aménagement de l'espace naturel méditerranéen. Activités : Dossiers, 1972-1983

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 11

Métrage linéaire : 4 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

1.3.2 Louis Le Pensec, ministre de la mer, 1981-1983

Louis Le Pensec naît le 8 janvier 1937 à Mellac. Fils d'un manoeuvre aux papeteries de Mauduit (Quimper), il est licencié en droit et diplômé en gestion de l'IGR-IAE de l'Université de Rennes 1. Il devient attaché de direction à la SNECMA (devenu Safran Aircraft Engines), puis chef de personnel de la SAVIEM en 1967.

Son implantation politique a démarré dans le Finistère, il est élu maire de Mellac en 1971, puis député du Finistère en 1973. En 1976, il est élu conseiller général du Finistère. En parallèle, le jeune député finistérien intègre l'appareil national du Parti socialiste. Il devient délégué national aux régions, puis délégué auprès du premier secrétaire du Parti socialiste, François Mitterrand, en 1976.

En mai 1981, il devient le premier ministre de la mer de plein exercice sous la présidence de François Mitterrand. Il quittera le gouvernement en 1983 alors que le premier ministre ne lui proposera qu'un poste de secrétaire d'État. Il deviendra alors secrétaire national du parti socialiste aux relations internationales.

Les différents dossiers abordés durant sa mandature portent sur des sujets variés : personnel des ports : dockers, officiers de port, navigation de plaisance, Comité et mission interministériels de la mer, IXème Plan, rôle et orientations du CNEXO (Centre national pour l'exploitation des océans) et de l'ISTPM (Institut scientifique et technique des pêches maritimes) :

- . organisation administrative et législation : décentralisation , code du travail maritime
- . pollution, aménagement et protection du littoral
- . relations internationales, pavillons de complaisance, politique communautaire
- . questions budgétaires : relations avec le Parlement.

Lui succédera, Guy Lengagne, en mars 1983, en tant que secrétaire d'État auprès du ministre des transports, chargé de la mer.

Louis le Pensec occupera sous la successivement deux autres postes de ministres. En 1988, il sera nommé ministre des départements et des territoires d'Outre mer et en 1997, il sera nommé ministre de l'agriculture sous le gouvernement de Lionel Jospin.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19850392⁴³

Ministère : Secrétariat d'état à la Mer

Direction : Cabinet

Sommaire

Art 1-21 (MAR 9508-MAR 9528) : dossiers divers traités par le ministre Le Pensec parmi lesquels

- . personnel des ports : dockers, officiers de port ,
 - . réunions intersyndicales
 - . navigation de plaisance
 - . comité et mission interministériels de la mer
 - . IXème Plan
 - . rôle et orientations du CNEXO (Centre national pour l'exploitation des océans) et de l'ISTPM (Institut scientifique et technique des pêches maritimes)
 - . organisation administrative et législation : décentralisation , code du travail maritime
 - . pollution, aménagement et protection du littoral
 - . relations internationales, pavillons de complaisance, politique communautaire
 - . questions budgétaires : relations avec le Parlement
 - . visites du ministre dans les ports maritimes (par ordre alphabétique)
 - . études diverses
- 1981-1983

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 21

Métrage linéaire : 2.10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19920156⁴⁴

Ministère : Mer

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet Louis Le Pensec, ministre de la mer 1981-1983

Art 1-2 : rapport sur les naufrages et correspondance sur l'indemnisation (notamment l'Amoco-Cadiz) et le Betelgeuse. 1979-1983

Art 3-13 : déplacements du ministre en Province, aux Antilles, à l'étranger. 1981-1983

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 13

43 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Louis-Le-Pensec-ministre-de-la-mer-ports>

44 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Louis-Le-Pensec-indemnisations-liees-aux>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Métrage linéaire : 1 ml (4 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19870460⁴⁵

Ministère : Mer

Direction : Cabinet

Sommaire

Art. 1-6, 15-16, 18 : courrier du cabinet (1981-1986).

Art. 7-10 : relations avec la presse (1981-1986).

Art. 11-12, 17-18 : discours du ministre de la Mer et du secrétaire d'Etat (1981-1986).

Art. 13-14 : colloques (1981-1983), dossiers de Jean-Luc Uguen, chef de cabinet.

Art. 19-22 : interventions parlementaires (1981-1986).

Art. 23 : commissions et comités (1981-1986).

Art. 24 : services extérieurs (1981-1986).

Art. 25 : Mission interministérielle de la mer (1981-1986).

Art. 26 : informatique et libertés (1981-1986).

Art. 27-33 : budget (1982-1986).

Art. 34 : conventions internationales (classement par pays) (1981-1986).

Art. 35 : sécurité en mer (1983-1985) et catastrophes maritimes dont naufrage de l'**Amoco Cadiz** : communiqués du ministère (1981-1984) (1981-1985).

Art. 36-38 : législation (1981-1985).

Art. 39 : affaires maritimes : discours du Premier ministre, programme gouvernemental, réunions (1981-1986).

Art. 40 : plaisance (1981-1986).

Art. 41-45 : audiences (1983-1986), dossiers de Jacques Roudier, directeur de cabinet.

Art. 46 : actions du ministère : bilans (1981-1986).

Art. 47 : organisation des services (1981-1986).

Art. 48 : décentralisation et déconcentration (1984-1986).

Art. 49-51 : protection du littoral : législation, documentation (1981-1985).

Art. 52 : colloque (1982).

Art. 53-56 : transports maritimes, flotte de commerce (1981-1986).

Art. 57 : recherche dont Institut français de la recherche en mer (IFREMER) (1983-1985).

Art. 58 : **pollution** dont naufrages de l'**Amoco Cadiz** et du **Tanio** (1981-1985), phares et balises (1981-1985) (1981-1985).

Art. 59-60 : liaison fixe trans-Manche (1983-1986).

Art. 61 : transports maritimes : conseil des communautés européennes (1985).

Art. 62-63 : construction navale (1983).

Art. 64 : **pêche** : conséquences de l'entrée dans la Communauté économique européenne (CEE) de l'Espagne et du Portugal (1983-1985).

Art. 65-67 : ports (1982-1985).

Art. 68-101 : déplacements officiels de Louis Le Pensec, ministre de la Mer, de Guy

45 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Louis-Le-Pensec-ministre-de-la-mer-1981b>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Lengagne, secrétaire d'Etat chargé de la Mer, de François Mitterrand, Président de la République, et de personnalités françaises et étrangères (1981-1986).

Art. 102-123 : courrier dont courrier parlementaire (1983-1986), dossiers de Fabrice Ulmann, conseiller technique.

Art. 124-130 : affaires européennes (1983-1986).

Art. 131-133 : relations internationales (1981-1986).

Art. 134-135 : **pêche** (1983-1985).

Art. 136 : construction navale (1983-1984).

Art. 137-138 : relations avec les associations (1981-1986).

Nombre d'articles : 138

Métrage linéaire : 46

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

1.4 Gouvernement Pierre Mauroy III

1.4.1 Premier ministre

Versement 19890035⁴⁶

Ministère : Premier ministre

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinets de Pierre Mauroy et de Laurent Fabius, Premiers ministres : dossiers de Marie-Ange Laumonier et de Michel Dresch, chargés de mission Femmes.

Art. 1-2 (G 916-917) : création, organisation et fonctionnement du ministère des Droits de la Femme (1981-1984), environnement.

Art. 2-9 (G 917-918) : politique de l'environnement, risques majeurs ; montagne, forêt, chasse, pêche ; pollution et nuisances ; protection de la nature (1981-1985), divers.

Art. 9-10 (G 924-925) : transports, architecture, affaires diverses classées par région (1981-1984).

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 10

Métrage linéaire : 3 ml (10 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

1.4.2 Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche, 1983-1984

Né le 20 août 1946 à Paris, Laurent Fabius est un homme politique français, membre du Parti socialiste

Ancien élève de l'école normale supérieure, agrégé de lettres modernes, ancien élève de l'institut d'études politiques de Paris, M. Laurent Fabius devient auditeur au Conseil d'État en 1973, puis maître des requêtes en 1981 à sa sortie de l'École nationale d'administration (promotion François Rabelais).

Membre du Parti socialiste depuis 1974, Laurent Fabius devient porte-parole de François Mitterrand alors premier secrétaire du Parti socialiste.

Il est élu député de la 4e circonscription de Seine-Maritime en 1978. Il est réélu à ce poste huit fois de suite depuis sa première nomination.

En 1981, à la suite de la victoire de François Mitterrand à la présidence de la République, Laurent Fabius est nommé ministre délégué au Budget.

À partir de mars 1983, il est nommé ministre de l'industrie et de la recherche.

En avril de cette année, le président Mitterrand annonce la création d'un grand ministère de la modernisation - en associant au ministère de l'industrie et de la recherche les missions de modernisation industrielle et redéploiement industriel — qui « rassemble dans ses mains, sous l'autorité du Premier ministre, des pouvoirs exceptionnels qui lui

46 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_021694

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

permettront de mettre en œuvre le plan de restructuration sous tous ses aspects ». Le poste est d'autant plus important qu'à l'époque, les plus importantes entreprises industrielles étaient dans le giron de l'Etat. Deux anciens membres du cabinet de Fabius Louis Schweitzer et Serge Weinberg, font ensuite carrière dans le monde de l'entreprise.

À 37 ans, il devient Premier ministre en 1983 et c'est Édith Cresson qui lui succédera en tant que ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur.

Il devient président de l'Assemblée nationale en 1988. Parallèlement, il exerce de nombreux mandats locaux tels que maire de Grand-Quevilly de 1995 à 2000, président de l'agglomération de Rouen de 1989 à 1995. Il est nommé ministre des affaires étrangères en mai 2012.

Depuis le 8 mars 2016, il est Président du Conseil constitutionnel.

Versement 19890452⁴⁷

Ministère : Industrie et recherche

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinets de Pierre Dreyfus, ministre de l'Industrie de 1981 à 1982, de Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Recherche et de l'Industrie de 1982 à 1983 et de Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche de 1983 à 1984. Dossiers d'Alain Bechtel, conseiller technique.

Art 1-2 : Minutiers, organisation du ministère, politique de l'énergie, planification, démocratisation du secteur public, commerce extérieur, économies d'énergie, 1982-1985.

Art 3 : Pétrole : Généralités, 1980-1984.

Art 4 : Gaz : Gaz De France (GDF), tarifs, 1981-1984.

Art 5-6 : Énergie nucléaire : Uranium, Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et filiales, centrales nucléaires, sûreté nucléaire, gestion des déchets radioactifs, protection de l'environnement, 1979-1984.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 2 ml (6 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

1.4.3 Edmond Hervé, Jean Auroux, secrétaires d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche, 1983-1984

Edmond Hervé

Edmond Hervé, né le 3 décembre 1942 à La Bouillie (Côtes-du-Nord,auj. Côtes-d'Armor), est un homme politique français membre du Parti socialiste, maire de Rennes de 1977 à 2008 et sénateur de 2008 à 2014 du département d'Ille-et-Vilaine.

Fils de paysans métayers, il est licencié en droit public à l'Université de Rennes et aussi titulaire d'un diplôme d'études supérieures en droit public et d'un autre en sciences politiques.

47 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_022053

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Il devient maire de Rennes en 1977. Deux ans plus tard, il abandonne son métier d'enseignant pour se consacrer exclusivement à son mandat.

Président du District de Rennes, devenu par la suite la communauté d'agglomération Rennes Métropole, il entame une politique urbaine intensive : mixité sociale, soutien à la culture, écologie, plateau piétonnier, développement des transports en commun (notamment avec le métro automatique de type VAL) et de la recherche liée aux nouvelles technologies (technopole Rennes Atalante).

Il occupera de nombreuses fonctions ministérielles sous le premier septennat de François Mitterrand dont celle de :

- 22 mai – 22 juin 1981 : ministre de la santé du gouvernement Pierre Mauroy (1).
- 23 juin 1981 – 29 juin 1982 : ministre délégué auprès du ministre de l'industrie, chargé de l'énergie du gouvernement Pierre Mauroy (2).
- 29 juin 1982 – 22 mars 1983 : ministre délégué auprès du ministre d'État, ministre de la recherche et de l'industrie, chargé de l'énergie du gouvernement Pierre Mauroy (2).

C'est Jean Auroux qui lui succédera à ce poste ministériel.

Versement 19890451⁴⁸

Ministère : Secrétariat d'État chargé de l'énergie

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Industrie et de la Recherche de 1983 à 1984, chargé de l'énergie. Dossiers de Patrick Buffet, conseiller technique.

Art 1-6 : Minutiers, présentation du secteur énergie, politique de l'énergie, planification, restructurations industrielles, financement, législation, relations internationales, 1982-1985.

Art 7-10 : Énergie nucléaire : Politique générale, relations internationales, exportation de centrales nucléaires, Commissariat à l'énergie atomique (CEA), gestion des déchets radioactifs, 1981-1985.

Art 11-14 : Pétrole. Approvisionnement, raffinage, distribution, prix, sociétés, relations internationales, 1980-1985.

Art 14-17 : Charbon : Généralités, Charbonnages de France (CDF), problèmes sociaux, 1980-1985.

Art 18-22 : Électricité : Électricité de France (EDF), Compagnie nationale du Rhône (CNR), tarifs, construction et fermeture de centrales thermiques, électricité hydraulique, 1980-1985.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 22

Métrage linéaire : 7 ml (22 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

48 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_022052

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19890449⁴⁹

Ministère : Secrétariat d'État chargé de l'énergie

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet d'Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de la Recherche et de l'Industrie de 1981 à 1983, chargé de l'énergie. Dossiers de Gaston Rimareix, directeur de cabinet.

Art 1-7 : Présentation du secteur énergie, politique de l'énergie, planification, décentralisation, voyages officiels en France, budget, politique extérieure, 1981-1982.

Art 8-12 : Économies d'énergie et énergies nouvelles. Activités de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME), du Commissariat à l'énergie solaire (COMES), du Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO), 1981-1984.

Art 12-15 : Charbon ; énergie nucléaire : Politique générale, Commissariat à l'énergie atomique (CEA), centrales nucléaires, relations internationales et exportations, 1979-1983.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 15

Métrage linéaire : 3 ml (15 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19890450⁵⁰

Ministère : Secrétariat d'État chargé de l'énergie

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet d'Edmond Hervé, ministre délégué auprès du ministre de la Recherche et de l'Industrie de 1981 à 1983, chargé de l'énergie. Dossiers de Gilles Bellec, conseiller technique.

Art 1-2 : Minutiers, présentation du secteur énergie, politique de l'énergie, 1981-1983.

Art 2-3 : Charbon : Politique générale, approvisionnement, consommation, problèmes sociaux, bassins houillers, relations internationales, 1981-1984.

Art 4-5 : Gaz. Approvisionnement, Gaz de France (GDF), gaz de Lacq, 1981-1984.

Art 6-8 : Énergie nucléaire : Sûreté nucléaire, centrales nucléaires (en activité, en construction, en démantèlement), Commissariat à l'énergie atomique (CEA), usine de retraitement des déchets nucléaires de la Hague, 1980-1984.

Art 9-13 : Matières premières : Généralités ; opérateurs miniers : Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), Société le Nickel (SLN), Imetal, Entreprise Minière et Chimique (EMC), Pechiney Ugine Kuhlmann (PUK) ; filière ferromanganèse ; filière zinc, 1980-1984.

Art 13 : Matériaux de construction : Restructuration du secteur, 1980-1984.

49 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_022050

50 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_022051

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 13

Métrage linéaire : 5 ml (13 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19890451⁵¹

Ministère : Secrétariat d'État chargé de l'énergie

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Jean Auroux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'industrie et de la recherche de 1983 à 1984, chargé de l'énergie.

Dossiers de Patrick Buffet, conseiller technique.

Art 1-6 : Minutiers, présentation du secteur énergie, politique de l'énergie, planification, restructurations industrielles, financement, législation, relations internationales, 1982-1985.

Art 7-10 : Énergie nucléaire : Politique générale, relations internationales, exportation de centrales nucléaires, Commissariat à l'énergie atomique (CEA), gestion des déchets radioactifs, 1981-1985.

Art 11-14 : Pétrole. Approvisionnement, raffinage, distribution, prix, sociétés, relations internationales, 1980-1985.

Art 14-17 : Charbon : Généralités, Charbonnages de France (CDF), problèmes sociaux, 1980-1985.

Art 18-22 : Électricité : Électricité de France (EDF), Compagnie nationale du Rhône (CNR), tarifs, construction et fermeture de centrales thermiques, électricité hydraulique, 1980-1985.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 2

Métrage linéaire : 7 ml (22 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

51 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_022052

1.4.4 Édith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, 1981-1986

Versement 19860181⁵²

Ministère : Redéploiement industriel, commerce extérieur

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers d'Olivier Appert, directeur adjoint du cabinet d'Edith Cresson, ministre du Redéploiement Industriel et du Commerce Extérieur, 1981-1986.

Art 1-2 : Généralités : Organisation du ministère, réunions du ministre, minutiers chronologiques des directeurs-adjoints du cabinet (Bernard Pêcheur, prédécesseur d'O. Appert auprès de Laurent Fabius et O. Appert) : Textes officiels, notes, minutiers, 1981-1986.

Art 3-9 : Administration générale : Budget : Gestion des crédits de politique industrielle, préparation et exécution des budgets du ministère 1983-1986, budgets de la filière électronique et de l'**Agence française pour la maîtrise de l'énergie** ; gestion du personnel : (effectifs, primes, statuts), organisation et réunions du comité technique paritaire ministériel ; affaires générales : Implantations parisiennes du ministère, réorganisation de l'administration centrale et déconcentration, relations de l'administration avec les usagers, projet de loi sur la concurrence : Notes, bilans, budgets, procès-verbaux de séance, rapports, projet de loi, 1981-1986.

Art 10-11 : Relations avec les autres ministères (à noter ministère des PTT et ministère de la recherche et de la technologie) et des organismes sous tutelle dont l'Institut national pour le développement de l'innovation (INDI), Institut national de la propriété industrielle (INPI), Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) : Notes, 1983-1986.

Art 11-21. Activités des principales directions du ministère, 1981-1986 - direction générale de l'industrie : Création d'entreprises, modernisation industrielle, taxes parafiscales de l'ingénierie, Fonds Industriel de Modernisation (FIM), plan productique, reconversion de la Lorraine, aides publiques, entreprises publiques, nationalisations, loi sur les transferts de propriété entre secteur public et secteur privé (dite loi de respiration) - direction des industries chimiques textiles et diverses : Plan textile, accord multifibres, situation de l'industrie papetière - Direction des Industries Métallurgiques Mécaniques et Électriques : Construction navale, machine-outil, sidérurgie - direction des industries électroniques et de l'informatique : Filière électronique, plan informatique pour tous - direction générale de l'énergie et des matières premières : Matières premières et recherches géologiques, importations pétroliers, programme nucléaire, fiscalité de l'énergie, ressources minières de Nouvelle-Calédonie.

Art 22-28 : Dossiers des entreprises industrielles en liaison avec le ministère : Dossiers d'entreprises, notes (classement par ordre alphabétique d'entreprises, tous secteurs industriels confondus), 1981-1986

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 28

Métrage linéaire : 9 ml

52 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_012873

Lieu de conservation : Archives nationales

1.4.4.1 Martin Malvy, secrétaire d'État auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur , chargé de l'énergie

Martin Malvy, né le 24 février 1936 dans le 16^e arrondissement de Paris, est un journaliste, homme politique français et ancien ministre du gouvernement français.

Il est le petit-fils de Louis Malvy, ministre de l'intérieur durant la Première Guerre mondiale, et l'arrière-petit-fils de Charles de Verninac, sénateur.

Martin Malvy a exercé la profession de journaliste dans la presse locale entre 1960 et 1977, avant de se lancer dans l'arène politique sous les couleurs du Parti socialiste.

D'abord conseiller général et maire de Figeac, il est élu député en 1978 et le restera jusqu'en 1998, hormis les trois périodes où il fait partie des gouvernements Fabius puis Bérégovoy.

Sous la présidence de la République de François Mitterrand, il sera nommé sous le gouvernement de Laurent Fabius, secrétaire d'État auprès du ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie (24 juillet 1984-20 mars 1986). Lui succédera à ce poste Louis Mermaz.

Président socialiste de la région Midi-Pyrénées du 15 mars 1998 au 31 décembre 2015. En 2010, il obtient le plus haut score des élections régionales françaises. Il est du 1^{er} au 4 janvier 2016, président par intérim du conseil régional de Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées.

Martin Malvy a été aussi président du conseil régional de Midi-Pyrénées de 1998 à 2015. En janvier 2012, il a été nommé à la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

Versement 19860480⁵³

Ministère : Secrétaire d'État chargé de l'énergie

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet Martin Malvy, secrétaire d'État auprès d'Édith Cresson ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, chargé de l'énergie

Dossiers d'Alain Puzenat, conseiller technique chargé des affaires suivies par la direction des hydrocarbures et par l'agence française pour la maîtrise de l'énergie.

Art 1-4 : Généralités sur l'énergie (à noter : Carburol ; conférence mondiale de l'énergie ; Affaires suivies par l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) ; préparation du rapport Hugon sur la politique énergétique française ; hydrocarbures (industrie pétrolière, raffinage) ; divers : Notes, documentation, rapports, 1981-1986

Art 4 : Énergies nouvelles (force marémotrice, énergie éolienne, géothermie, pompes à chaleur : Correspondance, discours, rapports d'activité, 1981-1983

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

53 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_013137

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 4

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

1.4.5 Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement, 1983-1984

Le 22 mars 1983 Huguette Bouchardeau est nommée secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargée de l'Environnement et du Cadre de vie (3e gouvernement Pierre Mauroy). Elle succède ainsi à Michel Crépeau, ministre de l'Environnement depuis le 22 mai 1981. Elle devient ministre de l'Environnement (gouvernement Laurent Fabius) à l'occasion du remaniement ministériel du 17 juillet 1984.

Les attributions d'Huguette Bouchardeau sont précisées par :

- le décret n° 83-267 du 1er avril 1983 relatif aux attributions du Premier ministre en matière d'environnement ;
- le décret n° 83-297 du 13 avril 1983 relatif aux attributions du secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargé de l'Environnement et du Cadre de vie ;
- le décret n° 84-753 du 2 août 1984 relatif aux attributions du ministre de l'Environnement

À peine nommée secrétaire d'État H. Bouchardeau doit gérer l'affaire médiatique de la disparition de fûts de dioxine provenant de l'usine de Seveso (Italie) et stockés illégalement en France. La ministre s'en tire avec les honneurs, inaugurant le concept devenu fameux de «transparence».

Elle porte ensuite la loi du 12 juillet 1983, relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, couramment appelée « loi Bouchardeau ». Désormais, lors de projets de grande envergure, le public peut s'informer et émettre ses suggestions, voire des contre-propositions.

On lui doit également les lois littoral et montagne et les plans d'environnement urbain.

Huguette Bouchardeau est remplacée par Alain Carignon nommé le 20 mars 1986 ministre délégué à l'Environnement.⁵⁴

Versement 19880070⁵⁵

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Art 1-8 : Dossiers de Michel Mousel, conseiller auprès du ministre : dossiers par thèmes, rapports et notes de synthèse
1970-1986

Art 9-78 : Dossiers de M. Michel Cotten, directeur de cabinet

⁵⁴ Sources https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/NP/Fran_NP_050682

⁵⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Huguette-Bouchardeau-Dossiers-du>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

1981-1986

Art 79-97 : Chrono des activités du cabinet (programmes de travail) et du courrier
1983-1986

Art 98-130 : Dossiers de M. Jean-Claude Roure, chargé de mission
1984-1986

Art 131-146 : Chrono du courrier de M. Roure
1983-1986

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 146

Métrage linéaire : 15 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19920277⁵⁶

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinets Michel Crépeau et Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement

Art 1-3 : Courrier reçu des sénateurs, 1981-1986

Art 3-5 : Courrier départ, 1982-1986

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 5

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19880071⁵⁷

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinets Michel Crépeau et Huguette Bouchardeau, ministres de l'environnement

Art 1-92 : Dossiers de Mme Geneviève Ancel, chef de cabinet, et des conseillers techniques

(1-8) : Dossiers de Mme Ancel, chef de cabinet,

(9-12) Dossiers de Mme Sabine Baietto, Conseiller technique

56 *Répertoire détaillé* <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Huguette-Bouchardeau-courriers-ministre>

57 *Répertoire détaillé* <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Huguette-Bouchardeau-Dossiers-du-chef-de>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

(13-22) Dossiers de M, Patrick Legrand, Conseiller technique
(23-43) Dossiers de M, JP Piéchaud, Conseiller technique
(44-61) Dossiers de M. Vincent Auzanneau, Conseiller Technique
(62-72) Dossiers de M. Philippe Vesseron, Conseiller Technique
(73-92) Dossiers de M. Pascal Dorival chargé des relations avec le Parlement et de la Communication
1972-1986
Art 93-110 : Chrono du courrier
1983-1986

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3
Nombre d'articles : 110
Métrage linéaire : 11 ml
Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19880069⁵⁸

Ministère : Environnement
Direction : Cabinet

Sommaire

Art 1-11 : Réunions du conseil des ministres
1983-1986
Art 12-16 : Déplacements en France et à l'étranger
1983-1986
Art 47-51 : Livres de presse des ministres de l'environnement Michel Crépeau et Huguetta Bouchardeau
1983-1986
Art 52-80 : Courrier personnel du ministre, y compris agendas
1983-1986

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3
Nombre d'articles : 80
Métrage linéaire : 8 ml
Lieu de conservation : Archives nationales

58 *Répertoire détaillé* <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-cabinet-Huguetta-Bouchardeau-conseil-des>

1.5 Gouvernement Laurent Fabius

Versement 19880002⁵⁹

Ministère : Premier ministre

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinets de Pierre Mauroy et de Laurent Fabius, Premiers ministres : dossiers de Paul Mingasson et François Blanchard, conseillers techniques Aménagement du territoire et Décentralisation.

Art. 1-10 (G 753-764) : dossiers par région (Alsace à Rhône-Alpes, sauf Centre) (1981-1986).

Art. 10-14 (g764-768) : Comité interministériel d'aménagement du territoire, comité de décentralisation, délégation à l'Aménagement du territoire et à l'Action régionale (DATAR), activités (1981-1985).

Art. 14-16 (G 768-770) : politique d'Aménagement du territoire : législation et réglementation, fiscalité, aides et prêts, FEDER, localisation des administrations centrales, pôles de conversion, contrats de plan (1981-1986), environnement et eau.

Art. 17-18 (G 771-772) : Haut Comité de l'environnement (HCE), pollution, pluies acides, agences financières de bassin, aménagement des cours d'eau, déchets et produits chimiques, catastrophes naturelles, parcs naturels (1982-1986), mer et pêche.

Art. 18-19 (G 772-773) : ministère de la Mer, océanologie, pêche maritime (1981-1986), [...]

Art. 35-41 (G 787-793) : divers dont fonds spécial de grands travaux, montagne, chasse, sécurité routière, immigrés, industrie (1981-1986).

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 41

Métrage linéaire : 14 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

59 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinets-de-Pierre-Mauroy-et-de-Laurent-Fabius-1984>

Versement 19840111⁶⁰

Ministère : Premier ministre

Direction : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale

Sommaire

Art 1-11 (86 AJ bis 00232-00242). Aménagement du territoire : Mission interministérielle pour la protection et l'aménagement de l'espace naturel méditerranéen. Activités : Dossiers, 1972-1983

Nombre d'articles : 11

Métrage linéaire : 3 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de Conservation : Archives nationales

1.5.1 Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, 1981-1986

Versement 19860181⁶¹

Ministère : Redéploiement industriel et commerce extérieur

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers d'Olivier Appert, directeur adjoint du cabinet d'Edith Cresson, ministre du Redéploiement Industriel et du Commerce Extérieur, 1981-1986.

Art 1-2 : Généralités : Organisation du ministère, réunions du ministre, minutiers chronologiques des directeurs-adjoints du cabinet (Bernard Pêcheur, prédécesseur d'O. Appert auprès de Laurent Fabius et O. Appert) : Textes officiels, notes, minutiers, 1981-1986.

Art 3-9 administration générale : Budget : Gestion des crédits de politique industrielle, préparation et exécution des budgets du ministère 1983-1986, budgets de la filière électronique et de l'agence française pour la maîtrise de l'énergie ; gestion du personnel : (effectifs, primes, statuts), organisation et réunions du comité technique paritaire ministériel ; affaires générales : Implantations parisiennes du ministère, réorganisation de l'administration centrale et déconcentration, relations de l'administration avec les usagers, projet de loi sur la concurrence : Notes, bilans, budgets, procès-verbaux de séance, rapports, projet de loi, 1981-1986.

Art 10-11 : Relations avec les autres ministères (à noter ministère des PTT et ministère de la Recherche et de la Technologie) et des organismes sous tutelle dont l'Institut national

60 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-protection-et-amenagement-de-l-espace>

61 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-Cabinet-Jean-Auroux-secretaire-d-Etat-charge-de-l-energie>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

pour le développement de l'innovation (INDI), Institut national de la propriété industrielle (INPI), Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) : Notes, 1983-1986.

Art 11-21. Activités des principales directions du ministère, 1981-1986 - direction générale de l'industrie : Création d'entreprises, modernisation industrielle, taxes parafiscales de l'ingénierie, Fonds Industriel de Modernisation (FIM), plan productique, reconversion de la Lorraine, aides publiques, entreprises publiques, nationalisations, loi sur les transferts de propriété entre secteur public et secteur privé (dite loi de respiration) - direction des industries chimiques textiles et diverses : Plan textile, accord multifibres, situation de l'industrie papetière - Direction des Industries Métallurgiques Mécaniques et Électriques : Construction navale, machine-outil, sidérurgie - direction des industries électroniques et de l'informatique : Filière électronique, plan informatique pour tous - direction générale de l'énergie et des matières premières : **Matières premières et recherches géologiques, importations pétroliers, programme nucléaire, fiscalité de l'énergie, ressources minières de Nouvelle-Calédonie.**

Art 22-28 : Dossiers des entreprises industrielles en liaison avec le ministère : Dossiers d'entreprises, notes (classement par ordre alphabétique d'entreprises, tous secteurs industriels confondus), 1981-1986

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 28

Métrage linéaire : 9 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19860480⁶²

Ministère : Redéploiement industriel et commerce extérieur

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers d'Alain Puzenat, conseiller technique de Martin Malvy (secrétaire d'Etat auprès d'Edith Cresson ministre du Redéploiement Industriel et du Commerce Extérieur, chargé de l'énergie), chargé des affaires suivies par la direction des hydrocarbures et par l'agence française pour la maîtrise de l'énergie.

Art 1-4 : Généralités sur l'énergie (à noter : Carburol ; conférence mondiale de l'énergie ; Affaires suivies par l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) ; préparation du rapport Hugon sur la politique énergétique française ; hydrocarbures (industrie pétrolière, raffinage) ; divers : Notes, documentation, rapports, 1981-1986

Art 4 : Énergies nouvelles (force marémotrice, énergie éolienne, géothermie, pompes à chaleur : Correspondance, discours, rapports d'activité, 1981-1983

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 4

Métrage linéaire : 1 ml

62 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-cabinet-de-Martin-Malvy-secretaire-d-Etat-charge>

Lieu de conservation : Archives nationales

1.5 Gouvernement Jacques Chirac

1.5.1 Premier ministre

Versement 19890278⁶³

Ministère : Premier ministre

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de M. Jacques Chirac, Premier ministre.

Dossiers de M. Olivier Baujard, chargé de mission au cabinet du Premier ministre.

Art 1-2 (G 1199-1200) : Postes et télécommunications -

Art 1 (G 1199) : Environnement -

Art 1 (G 1199) : Énergie nucléaire - Art 1 (G 1199) : Tourisme 1986-1988

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 1

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19910246⁶⁴

Ministère : Premier ministre

Services rattachés : Comité interministériel de la sécurité nucléaire (CISN)

Sommaire

Art 1-2 (F 60 bis 10088-10089) : Textes de base et fonctionnement du CISN, 1974-1984.

Art 3-4 (F 60 bis 10090-10091) : Informations générales sur la sécurité nucléaire, 1975-1982.

Art 4-6 (F 60 bis 10091-10093) : Les installations nucléaires de base, 1973-1983.

Art 7-17 (F 60 bis 10094-10103) : Organismes particuliers et énergie nucléaire : (1963) 1973-1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 17

Métrage linéaire : 6 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

63 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_007955

64 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_008161

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19880389⁶⁵

Ministère : Premier ministre

Direction : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) -
Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité du territoire (DIACT)

Sommaire

Art. 1-13, 33-34 (86 AJ bis 1329-1341, 1361-1362) : aménagement et construction de routes et autoroutes, investissements routiers nationaux, fonds spécial de grands travaux, dossiers par région (1979-1987).

Art. 13-18 (86 AJ bis 1341-1346) : conversion industrielle : pôles de conversion, dossiers par région (1980-1986).

Art. 19-20, 31 (86 AJ bis 1347-1348, 1359) : **eau**, activités des comités de bassin et agences financières de bassin Seine-Normandie, Grand-Sud-Ouest, Rhin-Meuse (1980-1986).

Art. 21-27 (86 AJ bis 1349-1355) : transports, modes nouveaux de transports, projets de métro à Lyon et Marseille, schéma d'implantation de la SNCF (1968-1985).

Art. 27 (86 AJ bis 1355) : aménagement du littoral (1976-1980).

Art. 27 (86 AJ bis 1355) : constructions navales (1972-1982).

Art. 27-31, 35 (86 AJ bis 1355-1359, 1363) : urbanisme, politique de l'urbanisme, schémas directeurs d'aménagement d'urbanisme et secteurs sauvegardés par ville, URBA 2000, villes nouvelles (1971-1986).

Art. 34 (86 AJ bis 1362) : politique économique et sociale, planification (1985).

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 34

Métrage linéaire : 10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

1.5.2 Alain Madelin, ministre de l'industrie, des postes et télécommunications, et du tourisme

Alain Madelin, né le 26 mars 1946 dans le 12^e arrondissement de Paris, est un homme politique français. Il a été trois fois ministre entre 1986 et 1995 et s'est présenté sous l'étiquette Démocratie libérale à l'élection présidentielle de 2002, remportant 3,91 % des suffrages.

Fils de Gaétan Madelin, ouvrier spécialisé chez Renault avant de cumuler plusieurs emplois, et d'Aline Madelin, secrétaire dactylographe, il passe son enfance dans le quartier de Belleville, à Paris.

Après avoir quitté le collège en classe de quatrième, il suit de 1959 à 1963 un certificat d'aptitude professionnelle, puis un brevet professionnel d'ajusteur, tourneur et fraiseur au lycée Voltaire.

Il obtient une licence de droit, puis prête son serment d'avocat en 1971. Il travaille alors dans différents instituts et organismes patronaux, notamment avec Georges Albertini.

⁶⁵ Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_024073

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

À l'automne 1968, il adhère à la Fédération nationale des républicains indépendants (FNRI) de Valéry Giscard d'Estaing. Pendant la campagne présidentielle de 1974, il est directeur de publication d'un journal antisocialiste, Spécial Banlieue, et intègre l'état-major de Valéry Giscard d'Estaing, qui remporte le scrutin. Lors de l'élection de 1981, il fait à nouveau partie de l'équipe de campagne de Giscard.

Très lié au collectif des nouveaux économistes, qui ambitionne de promouvoir en France l'école autrichienne d'économie et de faire redécouvrir les penseurs libéraux français, Alain Madelin est, dans les années 1980, l'un des promoteurs du libéralisme économique, qui gagne alors en influence au sein des partis français de droite.

Ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du tourisme (1986-1988)

Lorsque la droite gagne les élections législatives en 1986 et que débute la première cohabitation, Jacques Chirac le nomme ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du tourisme. Le scénario se répète lorsque la droite gagne les élections législatives en 1993 et qu'Édouard Balladur, premier ministre de la deuxième cohabitation, nomme Alain Madelin ministre des entreprises et du développement économique.

Son passage laisse deux traces notables : d'une part les contrats de retraite « Madelin », permettant aux non-salariés de se constituer une retraite par capitalisation ; d'autre part une simplification des démarches de création d'entreprise, avec la mise au point du statut d'entreprise unipersonnelle (EURL et EARL).

Lui succéderont sur ce ministère scindé en trois, Paul Quilès aux télécommunications, Roger Fauroux à l'industrie et François Dubin au tourisme.

Il lancera en octobre 1994, sa propre formation politique, Idées Action, qui réunit des décideurs économiques ainsi que des élus et des militants de droite. Le "madelinisme" se fédère alors autour de cette structure, qui diagnostique une panne de l'ascenseur social et préconise de rendre l'État plus compétitif en baissant les prélèvements obligatoires.

Idées Action, qui s'apparente plus à un club de réflexion qu'à un parti politique, revendique 7 000 adhérents à la fin des années 1990. Surnommé par son créateur la "maison des libéraux", le mouvement permet à Alain Madelin d'organiser ses réseaux et de mobiliser ses sympathisants.

En 2002, Alain Madelin se présente à l'élection présidentielle à laquelle il n'obtiendra que 3,91% des suffrages. En 2007, il se retire de la vie politique, se tournant alors vers les domaines de l'industrie et de la finance. En 2011, il cofonde Latour Capital, un fonds commun de placement à risque qui rachètera par la suite quatre filiales de Véolia.

Il préside également le Groupement d'intérêt public pour l'éducation numérique en Afrique.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19940154⁶⁶

Ministère : Industrie, des postes et télécommunications, et du tourisme

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet d'Alain Madelin, ministre de l'Industrie, des Postes et Télécommunications et du Tourisme de 1986 à 1988.

Art 1-36 : Dossiers de Thierry Salmona, conseiller technique chargé de l'énergie et des matières premières : Fonctionnement et activités de la Direction générale de l'énergie et des matières premières du ministère ; protection de l'environnement ; énergie nucléaire ; maîtrise de l'énergie, 1986-1988

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 36

Métrage linéaire : 12 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

1.5.3 Alain Carignon, ministre de l'environnement, 1986-1988

Alain Carignon est l'ancien maire Rassemblement pour la République (RPR) de Grenoble de 1983 à 1995.

Il fut ministre délégué à l'environnement du gouvernement Chirac II puis ministre de la Communication du Gouvernement Balladur de 1993 à sa démission l'année suivante.

En 1986, il remporte les législatives dans la circonscription de sa ville et est appelé par Jacques Chirac dans le premier gouvernement de cohabitation, au poste de ministre délégué à l'environnement. Le 11 mai 1986, peu après la catastrophe de Tchernobyl, il déclare au journal télévisé d'Antenne 2 :

« Les taux de radioactivité en France les plus élevés sont en dessous des seuils à partir desquels il y a danger, et largement en dessous : 5, 10 ou 100 fois en dessous. », reprenant les éléments communiqués au gouvernement par le service central de protection contre les rayonnements ionisants.

Selon un rapport de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire en 2016, les taux étaient en réalité seulement 4 fois inférieurs au seuil de précautions fixé par l'Organisation mondiale de la santé qui était de 2000 Bq par litre et 20 fois inférieurs au seuil de danger fixé à 10 000 Bq par litre (sauf cas particulier de la Corse).

À la suite de cette catastrophe, il propose, en collaboration avec le ministère de l'Intérieur, une loi au Parlement sur la prévention des risques majeurs. Celle-ci est adoptée à l'unanimité en 1987.

66 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_018397

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19890278⁶⁷

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers de M. Bougeant conseiller technique et de M. Beufort, conseiller scientifique

Art 1-11 : Dossiers de sites naturels protégés :

. Loyettes, Ile de Ré, Mont-Blanc, Golfe-Juan, vallée du Soussouéou, Sartène
régime de protection de la nature relatif aux ports, aux carrières et aux parcs de loisirs
1986-1988

Art 12-14 : Dossiers de M. Beufort, conseiller scientifique sur la protection de la faune et des zones naturelles
1986-1988

Art 15-23 : Minutiers et registres du courrier de M. Bougeant et du courrier relatif aux compétences de la Délégation à la qualité de la vie (DQV)

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 23

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19890274⁶⁸

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers de M. Patrick Guilhaudin conseiller technique

Art 1-11 : Projets de loi sur les risques majeurs
1987

Art 12-28 : Dossiers thématiques
1984-1988

Art 29-33 : Problèmes de pollution
1986-1987

Art 34-36 : Incendies de forêts
1986-1987

Art 37-39 : Institut de l'eau, barrages, droit de l'eau
1986-1987

Art 40-47 : Protection des eaux
1986-1987

67 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Alain-Carignon-sites-naturels-proteges>

68 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Alain-Carignon-risques-majeurs-pollution>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 48-54 : Protection contre les risques naturels et industriels : PER (plans d'exposition aux risques), risques sismiques.

1985-1988

Art 55-57 : Documentation sur les organismes de l'énergie nucléaire

1985-1988

Art 58-65 : Agences de bassin, forêt méditerranéenne, météorologie, déplacements du ministre, communiqués de presse, documentation, 1985-1988

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 65

Métrage linéaire : 7 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19890269⁶⁹

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers de M. Marion (Rémy-Charles), attaché parlementaire

Art 1-29 : Projets de lois et dossiers de séances de commissions parlementaires

1985 - 1988

Conditions d'accès : 30 ans

Nombre d'articles : 29

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19890273⁷⁰

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers de M. Henri Toutée, directeur de cabinet.

Art 1-2 : Organisation du gouvernement et du ministère, comptes rendus de réunions et notes

Art 3-11 : Protection de nature, de la faune et de la flore :
. documentation,

69 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Alain-Carignon-projets-de-loi-1985-1988>

70 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Alain-Carignon-protection-de-la-nature>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

. interventions du ministre
1986-1988

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 11

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19890275⁷¹

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers de M. Jacques Caransac, chargé de mission.

Art 1-4 : Relations avec les entreprises, participation à des colloques
1986-1988

Art 5-7 : Préparation de l'année européenne de l'environnement
1987-1988

Art 8-15 : déplacements, discours, chronos courrier
1986-1988

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 7

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

1.6 Gouvernement Michel Rocard

1.6.1 Premier ministre

Versement 19930221⁷²

Ministère : Premier ministre

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Michel Rocard, Premier ministre dossiers de Grégoire Olivier, chargé de mission puis conseiller technique au cabinet du Premier ministre.

71 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Alain-Carignon-Deplacements-1986-1988>

72 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_022427

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 1-13. Aménagement du territoire - industrie - environnement - énergie nucléaire, 1988-1991

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 13

Métrage linéaire : 4 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

1.7 Gouvernement Édith Cresson

1.7.1 Premier ministre

Versement 19950245⁷³

Ministère : Premier ministre

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet d'Edith Cresson, Premier ministre de 1991 à 1992 ; dossiers de Philippe Le Marois, conseiller technique.

Art 1-9 : Environnement, énergie, industrie, aménagement du territoire, 1991-1992

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

1.7.2 Brice Lalonde, ministre de l'environnement, 1988-1992

Le gouvernement Michel Rocard constitué en mai 1988 place à nouveau sous l'autorité du Premier ministre un secrétaire d'État, puis ministre délégué à l'Environnement (après une tutelle du ministre de l'Équipement en 1986-1988). C'est à Brice Lalonde, militant de l'association Les Amis de la Terre puis candidat écologiste à l'élection présidentielle de 1981, qu'est confiée cette fonction. L'intitulé de son secrétariat d'État à l'Environnement est modifié en 1989 pour devenir « secrétariat d'État à l'Environnement et aux risques technologiques et naturels majeurs ». Dans le gouvernement d'Édith Cresson, son ministère devient autonome et n'est plus placé sous la tutelle du Premier ministre.

L'action de Brice Lalonde est marquée notamment par l'obligation de l'équipement des voitures d'un pot catalytique pour les constructeurs automobiles, la reprise de leurs emballages par les entreprises et la création de l'ADEME (Agence française pour la maîtrise de l'énergie) par la fusion de plusieurs agences existantes. Son action

⁷³ Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_008958

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

internationale lui sert d'argument pour accroître le pouvoir de son ministère, dont il cherche à renforcer l'administration⁷⁴

Versement 19930003⁷⁵

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers de M. Patrick Février, conseiller technique

Art 1-5 : Organisation du ministère de l'environnement :

plan national pour l'environnement, directions régionales de l'environnement (DIREN), personnel, droit de l'environnement, comités, colloques et organismes divers, 1988-1992

Art 6 : Dossiers concernant surtout la pollution, 1988-1992

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

1.7.3 Jean-Pierre Soisson, ministre de l'agriculture et du développement durable, 1992-1993

Jean-Pierre Soisson, est né le 9 novembre 1934.

D'origine auxerroise, il a fait des études secondaires au lycée Jacques-Amyot d'Auxerre, aux côtés de Jean Vautrin et de Guy Roux. Doué en latin, il obtient un prix en thème au Concours général. Après des études de droit à Sciences Po, il intègre l'École nationale de l'administration (ENA), promotion Lazare Carnot (1961). À sa sortie de l'ENA, il est mobilisé pour la guerre d'Algérie

Il intègre ensuite la Cour des comptes, puis il devient conseiller d'Edgar Faure dans ses différents cabinets ministériels. Proche de Valéry Giscard d'Estaing, il entre au gouvernement en 1974 comme secrétaire d'État aux universités.

Jean-Pierre Soisson a connu une belle carrière au niveau national. Député de l'Yonne dès 1968, il est élu maire d'Auxerre en 1971, fonction qu'il occupera cinq mandats de suite.

Après la victoire à l'élection présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing, dont il fut l'un des principaux « lieutenants », il entre en 1974 dans le premier gouvernement de Jacques Chirac au poste de secrétaire d'État aux universités, il enchaînera les fonctions par la suite, gouvernement Barre I, gouvernement Barre II, gouvernement Barre III

Approché par François Mitterrand, il hérite entre 1978 et 1993 de plusieurs ministères.

Il devient un « ministre d'ouverture » dans le gouvernement de Michel Rocard de 1988 à 1991 en acceptant le poste de ministre du travail. Il reste en place dans les gouvernements d'Édith Cresson (1991-1992) et de Pierre Bérégovoy (1992-1993).

⁷⁴ Sources https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/NP/Fran_NP_050684

⁷⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Brice-Lalonde-DIREN-pollution-1988-1992>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

En 1992, il fut nommé sous la présidence de François Mitterrand et dans le gouvernement Pierre Bérégovoy, ministre de l'agriculture et du développement rural (Octobre 1992-Mars 1993).

Député de la 1^{re} circonscription de l'Yonne de 1968 à 2012, maire d'Auxerre de 1971 à 1998, il a abandonné son mandat de maire en 1998 lorsqu'il choisit de présider la région Bourgogne en 1998.

En 1992, il est élu au poste de président du Conseil régional de Bourgogne par le PS, les Verts et le Front national (FN), face à Dominique Perben, le candidat de la droite. Jean-Pierre Soisson démissionne de son poste en 1993. Il est réélu en 1998 grâce aux voix du RPR, des centristes, des chasseurs et d'une partie de celles du FN, bien que l'élection se fasse en deux fois. Il perd alors l'étiquette UDF à la suite de cette alliance avec le Front national, et s'apparente à Démocratie libérale. Aux régionales de 2004, dans un contexte favorable à la gauche, sa liste a été battue par celle de François Patriat (PS-PC-Verts).

Auteur de livres politiques, il a écrit avec Bernard Stasi et Olivier Stirn *Le Piège*, une critique du programme commun, *La Victoire sur l'hiver* et ses *Mémoires d'ouverture*. Il a publié des biographies de personnalités bourguignonnes : Charles Quint, Charles le Téméraire, Marguerite, princesse de Bourgogne et Philibert de Chalons (éditions Grasset) ; une biographie de Paul Bert (éditions de Bourgogne) ; ainsi qu'un *Saint Germain d'Auxerre* et une *Sainte Geneviève* (éditions du Rocher/DDB).

En janvier 2011, il annonce qu'il ne briguera pas de nouveau mandat à l'Assemblée nationale.

Versement 19930194⁷⁶

Ministère : Agriculture et développement rural

Direction : Cabinet

Sommaire

Archives versées par E. Vidal, conseiller technique (industries agro-alimentaires, agro-industrie, qualité des produits) auprès de M. Soisson, ministre de l'agriculture et du développement rural ; 1989-1993.

Art 1-2 : Qualité. Abattoirs, agriculture biologique, normalisation, labels et signes de qualité, appellations d'origine.

Art 2-4 : réforme de la Politique agricole commune (PAC), alimentation animale, industries oléagineuses et protéagineuses, biocarburants, sucre, éco-emballage, budget, délai de paiement des entreprises, pâtes alimentaires, Organismes génétiquement modifiés (OGM), abattoirs de CREST, industries laitières, épidémie de listériose ; 1991-1992.

Art 5 : Industries de la viande, industries céréalières, alimentation animale, relations avec les entreprises, industrie avicole, agriculture biologique, OGM, biocarburants ; 1990-1991.

Art 6. Agro-industrie, conservés, lait et produits laitiers, machinisme agricole, oléagineux, produits céréaliers, sucre, semences, tabac, viandes, abattoirs, comité Sully, coopération agricole ; 1989-1993.

Art 7 : Distribution, restructuration, alimentation, entreprises en difficulté, environnement, FEOGA, fiscalité, industries agro-alimentaires, organisations interprofessionnelles, loi de finances 1992, normalisation ; 1990-1993.

Art 8 : Pays de l'Est, politique industrielle, qualité des produits alimentaires, Arts culinaires, coopération, certificats de conformité, recherche ; 1989-1993.

76 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_022401

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 9 : Coopération agricole, modernisation des coopératives, OGM, déchets ; 1990-1992.

Art 10-14 : Industries agro-alimentaires (IAA) : Politique agricole commune (PAC), GATT, biocarburants, dossiers par société, emplois ; abattoirs ; 1992-1993.

Art 14 : Questions à l'Assemblée nationale, conseil des ministres Européens de l'agriculture, réforme de la PAC, inventaire du patrimoine culinaire ; 1992-1993.

Art 15 : Relations avec des Directions départementales de l'agriculture (DDA), biocarburants, notes au Directeur général de l'alimentation ; 1992-1993.

Art 16 : Minutiers et cahiers d'enregistrement du courrier ; 1992-1993.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 16

Métrage linéaire : 26 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19940316⁷⁷

Ministère : Agriculture

Direction : Cabinet

Sommaire

Archives de C. Van Effenterre et de ses prédécesseurs, conseillers techniques auprès des ministres de l'Agriculture, MM Nallet, Mermaz et Soisson: Correspondance, notes, comptes rendus de réunion, discours, cartes, tableaux, documentation, 1946-1993.

Art 1-6 : Politique internationale et communautaire, 1971-1992.

Art 6-12 : **Environnement**, 1973-1993.

Art 13-20 : **Eau**, 1980-1993.

Art 21-26. Aménagement du territoire, 1960-1993.

Art 26-34 : Développement rural, 1982-1992.

Art 34-44 : Exploitation, 1966-1993.

Art 44-46 : Montagne et zones défavorisées, 1976-1993.

Art 46 : Tourisme rural, 1989-1992.

Art 47 : **Chasse, pêche, protection de la nature**, 1990-1991 ; **aquaculture**, 1989-1991.

Art 47-60 : **Forêt**, 1946-1993.

Art 60-61 : IX plan, 1992-1993.

Art 61 : Budget 1993, 1990-1993.

Art 62 : Commission télédétection (contrôle par satellite des surfaces cultivées dans le cadre de l'application de la politique agricole commune), 1985-1992 ; **biodiversité**, 1992 ; restauration des terrains en montagne, 1991-1992.

Art 63-65 : Chronos, courrier, discours, 1981-1993.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 65

Métrage linéaire : 20 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

⁷⁷ Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_015297

1.8 Gouvernement Pierre Bérégovoy

1.8.1 Premier ministre

Versement 19950039⁷⁸

Ministère : Premier ministre

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Pierre Bérégovoy, Premier ministre de 1992 à 1993 ; dossiers de Bettina Laville, conseiller technique pour les questions d'environnement.

Art 1 : dossier général, Europe de l'environnement, droit de l'environnement, coopération franco-allemande, Institut français de l'Environnement (IFEN), bruit.

Art 2 : déchets, transport, aménagement de l'Île-de-France.

Art 3 : paysages, parcs naturels, autoroutes, barrages.

Art 4 : carrières, pollution atmosphérique, aménagement de la Loire et des ports, paratonnerres, chasse, 1992-1993

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 4

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

1.9 Gouvernement Édouard Balladur

1.9.1 Premier ministre

Versement 19970316⁷⁹

Ministère : Premier ministre

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet d'Édouard Balladur, Premier ministre de 1993 à 1995 dossiers de Patrick Pouyanne, conseiller technique.

Art 1-6 : Environnement, 1993-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

⁷⁸ Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_008766

⁷⁹ Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_009357

Versement 19970034⁸⁰

Ministère : Premier ministre

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet d'Édouard Balladur, Premier ministre de 1993 à 1995. Dossiers de Thierry de Mazancourt, conseiller pour l'Industrie, le Commerce, l'Artisanat et l'Environnement.

Art 1-12 : Relations avec les ministres de l'Industrie, des Postes et Télécommunications et du Commerce extérieur ; des entreprises et du développement industriel ; de l'environnement : Énergie, entreprises, politique industrielle, 1993-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 12

Métrage linéaire : 4 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

1.8.2 José Rossi, ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur, 1993-1995

José Rossi, né le 18 juin 1944 à Ajaccio, est un homme politique français.

Agrégé de droit public, diplômé de Sciences Po Paris, ancien membre de cabinets ministériels, notamment ceux de Joseph Fontanet et de Simone Veil, il s'est engagé tôt dans la vie politique de la Corse. Il a occupé de nombreux mandats : maire, conseiller général, conseiller à l'Assemblée de Corse et député. Il a été également ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur d'octobre 1994 à mai 1995, durant la seconde cohabitation dans le gouvernement d'Édouard Balladur.

Il fut successivement :

- Président du conseil général de la Corse-du-Sud de 1985 à 1998, il a contribué au développement économique du département et en particulier de la rive sud du golfe d'Ajaccio.

- Président de l'Assemblée de Corse de 1998 à 2004.

- Président de l'Agence de développement économique de la Corse (2004 - 2006)

José Rossi s'est toujours battu en faveur de la reconnaissance de la spécificité de la Corse au sein de la République. Il a été rapporteur du projet de loi relatif au statut de la Corse en 1991 (loi Joxe) et a été un des acteurs importants du "processus de Matignon" qui a débouché notamment sur un Plan d'équipement et d'investissement. José Rossi a toujours défendu la ligne de l'autonomie considérant que la Corse, si elle devait rester française, ne pouvait pas être gérée depuis Paris.

Proche de François Léotard, il partage l'idée du fédéralisme. Il a ainsi poussé à l'introduction d'un pouvoir réglementaire autonome, faculté qui n'a pas été utilisée par la collectivité territoriale de Corse.

80 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_009259

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Du fait des divisions à droite, il n'est pas en mesure de conserver son poste de président après les élections territoriales de 2004 et doit se contenter de la présidence de l'Office du développement économique.

En 2003, il soutient le oui pour le référendum sur la réforme institutionnelle en Corse.

Député de la Corse-du-Sud de 1988 à 2002. Il a été président du groupe Démocratie libérale à l'Assemblée nationale de 1998 à 2000. Ce groupe comprenait 43 députés dont Claude Goasguen, Pascal Clément, François d'Aubert, Dominique Bussereau, Nicolas Forissier, François Goulard, Alain Madelin, Nicole Ameline. Le secrétaire général du groupe était Philippe Crevel. Proche des centristes et d'Alain Madelin, José Rossi a toujours défendu les valeurs libérales et sociales. Il souhaitait ranimer les Indépendants, parti dont était membre Valéry Giscard d'Estaing, dans l'esprit des années 1960 et 70.

Il perd son siège de député en 2002, recueillant 42,93 % des suffrages exprimés contre le divers gauche Simon Renucci.

Il est candidat aux élections municipales de mars 2008, toujours contre Simon Renucci. La liste qu'il conduit recueille 8,68 % des suffrages exprimés au premier tour, après quoi José Rossi se rallie à la liste UMP de Paul Ruault sans demander à y être intégré.

José Rossi est candidat à l'Assemblée territoriale de Corse du 6 et 13 décembre 2015 et conduit la liste investie par les Républicains et l'UDI. Il a le soutien du député maire d'Ajaccio de l'époque, Laurent Marcangeli et du député de Haute-Corse, Sauveur Gandolfi-Scheit. Il défend l'idée que face aux grandes régions du Continent, la Corse doit être défendue et fortement représentée à Paris comme à Bruxelles. Sa liste après fusion avec celle de Camille de Rocca Serra arrive en troisième position au second tour. Il préside le Groupe du Rassemblement, le premier groupe d'opposition à l'Assemblée territoriale de Corse présidée par Jean-Guy Talamoni.

Par ailleurs, il préside un club de réflexion « Corse prospective » qui réunit des dirigeants économiques de Corse.

Versement 19960416⁸¹

Ministère : Industrie, postes et télécommunications et commerce extérieur

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Gérard Longuet, ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur de 1993 à 1994, cabinet de José Rossi, ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur de 1994 à 1995

Dossiers d'Antoine Blanc, conseiller technique chargé du secteur de l'énergie et du charbon.

Art 1-6 : Nucléaire.

Art 6 (fin)-10 : Énergie.

Art 10 (fin)-11 : Aménagement du territoire.

Art 12-13 : Minutiers chronologiques, 1993-199

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 13

81 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_018795

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Métrage linéaire : 4 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

1.8.3 Michel Barnier, ministre de l'environnement, 1993-1995

Chargé de mission au cabinet de Robert Pujade de 1973 à 1974, puis conseiller général de Savoie, Michel Barnier est élu député aux élections législatives de 1978. Promoteur de la protection de l'environnement dans son département, il publie en 1990 un rapport parlementaire qui liste des propositions pour l'environnement.

Il est nommé en mars 1993 ministre de l'Environnement du gouvernement d'Édouard Balladur. Le renforcement de la notion de développement durable s'accompagne d'un « développements compétences » de son ministère ne s'accroissent pas, malgré sa volonté de promouvoir le développement durable.

Il porte la loi Barnier du 2 février 1995 encadre les compétences de l'État et des collectivités locales en matière d'environnement et institue les premiers principes généraux du droit de l'environnement, comme le principe de précaution. Il crée aussi la Commission nationale du débat public pour les grands projets d'infrastructures. Les bases du développement durable sont posées.

Michel Barnier fait appel au président de la République pour faire avancer des causes internationales comme celle de l'effet de serre ; il fait ainsi ratifier des traités internationaux signés sous les gouvernements précédents.⁸²

Versement 19960492⁸³

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers de M. Philippe Arnold, conseiller technique

Art 1-8 : Pêche, chasse, protection des espèces :

correspondance, études, rapports

1985-1995

Art 9-12 : Parcs nationaux : correspondance par parc

1982-1995

Art 13-15 : Correspondance classée par région, 1991-1995

Art 16-20 : Relations internationales et divers, notamment protection des espaces naturels, emplois verts, 1992-1995

⁸² Sources https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/NP/Fran_NP_050685

⁸³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Michel-Barnier-peche-especes-protegees>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 20

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20020315⁸⁴

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Art 1-62 : Courrier des élus

(1-19) courrier sénateurs

classement par direction d'administration centrale

(20-28) courrier députés

classement nominatif (lettre B et T)

(29-60) courrier des élus locaux

classement par département

(61-63) courrier des élus concernant les opérations 100 lieux musicaux, service national et les nuisances liées aux aérodromes

Art 64-88 : courrier des associations

classement par année et département

Art 89-93 : Dossiers d'Odile Roussel, conseillère technique aux relations internationales

Conseil de l'union européenne, Conseil des communautés européennes, Conseil conjoint

Énergie - Environnement : communiqués, propositions de directives

1993-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 93

Métrage linéaire : 9 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19960334⁸⁵

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers de M. Casal , conseiller technique

Art 1-3 : Politique de l'environnement, relations internationales, 1992-1995

84 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Barnier-courriers-des-elus-associations>

85 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Michel-Barnier-eau-agriculture-paysages>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 4-27 : Eau : Comité de l'eau, agences de l'eau, organisations dans le domaine de l'eau, problèmes de distribution, eaux de baignade, aménagement des voies navigables (notamment la Loire), pêche et aquaculture, inondations, barrages, 1992-1995

Art 28-37 : Agriculture et forêts, paysage, 1992-1995

Art 38-61 : Dossiers classés par région et département, 1991-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 61

Métrage linéaire : 6 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19960129⁸⁶

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers de Michèle Pappalardo, directrice de cabinet

Art 1-6 : Préparation de la loi no 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, 1994-1995

Art 7-67 : dossiers classés dans l'ordre alphabétique des thèmes, 1993-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 67

Métrage linéaire : 10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19960130⁸⁷

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers de Guy Chauvin, conseiller technique

Art 1-2 : Préparation de textes, dossiers généraux, 1993-1995

Art 3 : Contrats de plan État région, 1992-1994

Art 4-19 : Dossiers de sites, dans l'ordre alphabétique des départements, 1982-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

86 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Michel-Barnier-Dossiers-de-la-directrice>

87 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Michel-Barnier-sites-1993-1995>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 19

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070118⁸⁸

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet Michel Barnier, ministre de l'environnement de 1993 à 1995

Art 1-3 : dossiers et communiqués de presse, 1993-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 3

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20040207⁸⁹

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Michel Barnier, ministre de l'environnement de 1993 à 1995

Dossiers de Nicolas Dupont-Aignan, conseiller technique chargé des relations avec le Parlement, de l'écologie urbaine et de l'emploi

Art. 1-3 : Relations avec les ministres, parlementaires, préfets, élus locaux, associations et particuliers, 1993-1995

Art. 4 : Affaires européennes, 1994-1995

Art. 5 : Politique de la ville et écologie urbaine, 1991-1995

Art. 6-8 : Emplois verts, 1994-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 8

Métrage linéaire : 1 ml (2 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

88 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Barnier-dossiers-et-communiques-de>

89 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Michel-Barnier-relations-avec-le>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20040208⁹⁰

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Michel Barnier, ministre de l'environnement de 1993 à 1995

Dossiers de Bernard Lajouanie, chargé de mission pour les opérations " 1000 défis pour ma planète "

Art. 1 : Minutier chronologique, 1993-1995

Art. 2-14 : Opérations " 1000 défis pour ma planète ", 1993-1994

Art. 2-13 : Opération, 1993-1994

Art. 2-5 : Partenariats institutionnels, financiers, matériels et logistiques, 1993-1994

Art. 6 : Budget, 1993-1994

Art. 7-10 : Mise en œuvre, 1993-1994

Art. 11 : Prix, 1994-1995

Art. 12-13 : Communication, 1993-1994

Art. 14 : Opération, 1994-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 14

Métrage linéaire : 1 ml (4 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20060316⁹¹

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Michel Barnier, ministre de l'environnement de 1993 à 1995

Dossiers de Jacques Bodart, conseiller technique

Art 1 : définition de la politique générale envers les associations de protection de l'environnement. 1993-1995

Art 2-3 : relations avec les associations, dossiers par association. 1993-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 3

Métrage linéaire : 1 ml (1 dimab)

Lieu de conservation : Archives nationales

90 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Michel-Barnier-operations-1000-defis>

91 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Michel-Barnier-associations-de>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20040202⁹²

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Michel Barnier, ministre de l'environnement de 1993 à 1995

Dossiers de Bernard Testu, chef de cabinet

Art 1 : Minutiers, 1993-1995

Art 3-9 : Déplacements du ministre en France et à l'étranger, 1993-1995

Art 10 : Discours, interventions et allocutions du ministre et d'autres personnalités, 1993-1995

Art 11-12 : Audiences et réunions de travail avec le ministre, 1993-1995

Art 13-14 : Déjeuners, dîners, petits-déjeuners de travail du ministre, 1993-1995

Art 15-18 : Organisation des manifestations du ministère, 1993-1995

Art 19-21 : Regroupement du ministère avenue de Ségur-avenue de Suffren, 1987-1995

Art 22-25 : Projet de loi relatif au renforcement de la protection de l'environnement, 1994-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 25

Métrage linéaire : 5 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20040203⁹³

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Michel Barnier, ministre de l'environnement de 1993 à 1995

Dossiers de Vincent Derkenne, chef de cabinet-adjoint et conseiller technique en charge des relations avec les parlementaires et les élus locaux

Art 1-22 : Déplacements, visites et voyages du ministre, 1993-1995

Art 23-24 : Organisation de manifestations du ministère, 1993-1995

Art 25-50 : Relations avec les parlementaires, élus locaux et services déconcentrés, 1984-1995

Art 25-26 : Organisation, 1993-1994

Art 27 : Information des parlementaires, des élus locaux ou des préfets, 1993-1994

Art 28-30 : Questions parlementaires, 1993-1995

Art 31-37 : Travaux en coopération avec les parlementaires ou les élus locaux, 1987-1994

92 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Michel-Barnier-Dossiers-du-chef-de>

93 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Michel-Barnier-relations-avec-les>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 38-50 : Interventions du ministre dans les affaires locales, 1984-1995

Art 38-41 : Minutiers chronologiques, 1993-1994

Art 42-50 : Traitement des affaires locales, 1984-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 50

Métrage linéaire : 2 ml (36 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20040204⁹⁴

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Michel Barnier, ministre de l'environnement de 1993 à 1995

Dossiers de Philippe Duclos, conseiller technique chargé des affaires internationales et de la coopération

Relations avec les pays étrangers, les départements et territoires d'outre-mer, 1977-1995

Art 1 : Rencontres multilatérales, 1991-1995

Art 2-9 : Relations bilatérales, 1977-1995

Art 10-23 : Affaires de portée internationale, 1993-1995

Art 24-35 : Relations européennes, 1989-1995

Art 24-28 : Relations multilatérales et bilatérales, 1989-1995

Art 29-35 : Affaires relatives à l'Union européenne, 1990-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 50

Métrage linéaire : 2 ml (36 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

94 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Michel-Barnier-affaires-internationales>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20040205⁹⁵

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Michel Barnier, ministre de l'environnement de 1993 à 1995

Dossiers de Brigitte Kuster, chef du service de presse

Art. 1-3 : Revues de presse, 1993-1995

Art. 4-5 : Rapports, 1994

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 5

Métrage linéaire : 1 ml (2 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20040206⁹⁶

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Michel Barnier, ministre de l'environnement de 1993 à 1995

Dossiers de Christian Mettelet, conseiller technique chargé de l'éducation, de la formation, de la recherche, de l'écologie urbaine, du bruit et de la santé

Art. 1 : Minutier, 1993-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 1

Métrage linéaire : 1 ml (1 dimab)

Lieu de conservation : Archives nationales

95 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Michel-Barnier-revues-de-presse-rapports>

96 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Michel-Barnier-education-formation>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20040322⁹⁷

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Michel Barnier, ministre de l'environnement de 1993 à 1995

Dossiers de Philippe Dumont, conseiller technique

Art 1-9 : minutiers chronologiques, carnets de notes, politique générale du ministère. 1992-1995

Art 10-58 : organisation et fonctionnement du ministère : organisation et fonctionnement des services (administration centrale, services déconcentrés et établissements publics), personnel. 1982-1995

Art 59-74 : affaires financières et budgétaires : budget du ministère, financement de la protection de l'environnement, fiscalité. 1991-1995

Art 75-90 : économie de l'environnement : politique de l'emploi, relations avec les entreprises et les acteurs de l'environnement. 1992-1995

Art 91-119 : politique de l'air : lutte contre le trou de la couche d'ozone, lutte contre l'effet de serre et le changement climatique, qualité de l'air et pollution atmosphérique. 1990-1995

Art 120-134 : transports : réflexion et actions de recherche, transports routiers, transports terrestres, transports propres. 1989-1995

Art 135-163 : énergie : débat national énergie et environnement, lignes électriques, énergies renouvelables, maîtrise de l'énergie. 1982-1995

Art 164-173 : divers : espace, heure d'été, prévention des risques, politique de la ville. 1916, 1986-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 173

Métrage linéaire : 17 ml (50 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20060315⁹⁸

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Michel Barnier, ministre de l'environnement de 1993 à 1995

Dossiers de Christophe Sanson, conseiller technique

97 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Michel-Barnier-transport-air-energie>

98 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Michel-Barnier-contentieux-projets-de>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 1-7 : minutiers chronologiques, fonctionnement et politique générale du cabinet. 1993-1995

Art 8-14 : préparation des textes législatifs et réglementaires (textes aboutis et non aboutis). 1991-1995

Art 15-16 : avis juridiques en matière de contentieux et d'application de la législation et de la réglementation. 1993-1995

Art. 17-19 : organismes de réflexion, dossiers de réflexion, documentation. 1993-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 19

Métrage linéaire : 2 ml (6 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20060628⁹⁹

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Michel Barnier, ministre de l'environnement de 1993 à 1995. Dossiers d'Alexis Galley, conseiller technique.

Art 1-38 : Déchets (gestion, importations et exportations, traitement, stockage, emballages et amélioration de la qualité écologique des produits), 1989-1995.

Art 39-53 : Risques majeurs (risques naturels, technologiques et industriels), 1993-1995.

Art 54-61 : Industrie (installations classées, technologies propres), 1992-1995.

Art 62-69 : Pollutions (législation européenne, sites et sols pollués, pollutions maritimes), 1993-1995.

Art 70-92 : Énergie nucléaire (radioprotection, sûreté nucléaire, déchets radioactifs, centrales nucléaires, nucléaire en Europe de l'Est dont Tchernobyl), 1986, 1991-1995.

Art 93 : Politique de l'eau, 1992-1995.

Art 94-95 : Relations avec divers organismes, 1992-1994.

Art 96 : Colloques, 1993-1995.

Métrage linéaire : 10 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

99 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Michel-Barnier-Dossiers-d-alexis-Galley>

1.9 Gouvernement Alain Juppé II

1.9.1 Premier ministre

Versement 20000525¹⁰⁰

Ministère : Premier ministre

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet d'Alain Juppé, Premier ministre de 1995 à 1997 dossiers de François Soulmagnon, conseiller pour l'industrie, l'équipement et la technologie.

Art 1-2. Aménagement du territoire, 1995-1997.

Art 2 (suite)-4 : Transports, 1995-1997.

Art 4 (suite)-5 : Équipement, 1995-1997.

Art 5 (suite)-6 : Environnement, 1995-1997.

Art 7-8 : Recherche, 1995-1997 ce versement complète le versement 20000526

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3.

Nombre d'articles : 8

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20000526¹⁰¹

Ministère : Premier ministre

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet d'Alain Juppé, Premier ministre de 1995 à 1997 dossiers de François Soulmagnon, conseiller pour l'industrie, l'équipement et la technologie.

Art 1 : Poste et télécommunications, 1995-1997.

Art 2-4 : Télécommunications, 1995-1997.

Art 5-8 : Energie, 1995-1997.

Art 8 (suite)-9 : Industrie (généralités), 1995-1997.

Art 9 (suite)-19 : Industrie (dossiers par secteur ou par affaire), 1995-1997 ce versement complète le versement 20000525

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3.

Nombre d'articles : 8

100 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_023345

101 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_023346

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19960343¹⁰²

Ministère : Premier ministre

Organismes rattachés directement : Collège de la prévention des risques technologiques

Sommaire

Art 1 : Création, activités, fonctionnement et suppression du collège de la prévention des risques technologiques, 1989-1996

Art 2-4 : Réunions, 1992-1995

Art 4 (suite)-5. Avis, 1991-1995

Art 6-7 : Dossiers par thème, 1989-1996

Art 7 (suite)-9 : Conventions d'étude, 1988-1995

Art 9 (suite)-11 : Correspondance, 1989-1996

Art 12 : Manifestations, 1989-1995

Nombre d'articles : 12

Métrage linéaire : 4 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

1.9.2 Franck Borotra, ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications, 1995-1997

Franck Borotra , né le 30 août 1937 à Nantes (Loire-Atlantique), est un homme politique français.

Ingénieur de formation, diplômé de l'Institut français du pétrole, a notamment été député (Rassemblement pour la République - RPR) des Yvelines, de 1986 à 2002

Il succédera à François Fillon en tant que ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications (novembre 1995- juin 1997) dans le gouvernement d'Alain Juppé (Juppé II).

Aucun ministre ne lui succédera, ce poste ayant été supprimé.

Il sera président du conseil général des Yvelines de 1994 jusqu'en Juin 2005, date de sa démission après 12 ans passés à la tête du département.

102 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-College-de-la-prevention-des-risques>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19980053¹⁰³

Ministère : Industrie, de la poste et des télécommunications

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Franck Borotra, ministre de l'Industrie, de la poste et des télécommunications de 1995 à 1997

Dossiers de Luc Benoit-Cattin, conseiller technique chargé de l'énergie.

Art 1-16 : Électricité de France (EDF) ; organisation, marché intérieur de l'électricité, lignes électriques, Compagnie nationale du Rhône, autres dossiers, 1995-1997.

Art 17-22 : Gaz de France (GDF) ; contrat de plan, distribution gazière, marché intérieur du gaz, 1995-1997.

Art 23-26 : Hydrocarbures : Institut français du pétrole (IFP), fiscalité du gazole, raffineries, 1995-1997.

Art 27-53 : Nucléaire, sûreté nucléaire, déchets radioactifs, Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA), centre de stockage de la manche, laboratoires souterrains, Superphénix, Framatome, Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et CEA-Industrie, 1995-1997.

Art 54-77 : Sous-sol, Bureau de recherches géologiques et minières (BGRM), Société de gestion du patrimoine immobilier des houillères de bassin du Nord-Pas-de-Calais (SOGINORPA), Entreprise minière et chimique (EMC), Charbonnages de France (CDF), Association d'importation charbonnière (ATIC), Société d'exploitation de la pyrométallurgie de Salsigne (SEPS), nickel, 1995-1997.

Art 78-82 : Environnement, projet de loi sur l'air et sur l'utilisation rationnelle de l'énergie, effet de serre, déchets industriels, 1995-1997.

Art 83. Affaires générales, participations industrielles de l'Etat, 1996.

Art 84-87 : Minutiers

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3.

Nombre d'articles : 87

Métrage linéaire : 29 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

1.9.3 Corinne Lepage, ministre de l'environnement, 1996-1997

Avocate engagée sur les questions d'écologie notamment à l'occasion du naufrage du pétrolier Amoco-Cadiz en 1978, Corinne Lepage est élue en 1989 maire adjointe chargée de l'environnement et de l'urbanisme à Cabourg. Elle est candidate en 1993 aux élections législatives sous la bannière Génération écologie qu'elle a cofondé en 1989 avec Brice Lalonde, Jean-Louis Borloo et Jean-Michel Belorgey. En 1995, elle accepte de prendre en charge le ministère de l'Environnement dans le gouvernement d'Alain Juppé.

103 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_023345

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Le décret d'attribution qui précise les compétences du ministre de l'Environnement en 1995 donne à Corinne Lepage la protection des sites et l'affichage, ainsi que, pour la première fois, un droit de regard sur l'énergie et particulièrement l'énergie renouvelable. Elle n'obtient pas pour autant la co-tutelle de la sûreté nucléaire et elle perd, par rapport à Ségolène Royal, la mention explicite de la co-signature sur les décrets des grandes infrastructures. Son ministère reste donc à un rang modeste dans l'ordre gouvernemental.

Corinne Lepage promeut la notion de développement durable pour défendre l'environnement sans s'opposer aux préoccupations de croissance économique. En 1996, le Conseil des ministres adopte son projet concernant la pollution de l'air qui rend obligatoire la surveillance de la qualité de l'air. Ce projet aboutit à l'adoption par le Parlement de la loi LAURE (loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie) du 30 décembre 1996, également appelée « loi Lepage ». Cette loi instaure notamment des limitations de vitesse dans les métropoles françaises en cas de pic de pollution à l'ozone.

En 1996, Corinne Lepage obtient la création du Comité de la prévention et de la précaution qui donne des avis sur les questions de santé et de sécurité publique.¹⁰⁴

Versement 20050522¹⁰⁵

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet Michel Barnier, ministre de l'environnement de 1993 à 1995

Dossiers de Jacqueline Denis-Lempereur, conseillère technique chargée de la santé

Cabinet Corinne Lepage, ministre de l'environnement de 1996 à 1997

Dossiers de Jacqueline Denis-Lempereur, conseillère technique chargée de la santé, du bruit et de l'écologie urbaine.

Art 1 : Santé, bruit : rapports, statistiques, protocoles, 1992-1996

Art 2 : Pollution atmosphérique urbaine, développement durable: rapports, études, orientations, propositions d'action, 1993-1996

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3.

Nombre d'articles : 2

Métrage linéaire : 0.20 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

104 Sources https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/NP/FRAN_NP_050686

105 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinets-Michel-Barnier-puis-Corinne-Lepage>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19980570¹⁰⁶

Ministère : Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet Corinne Lepage, ministre de l'environnement de 1996 à 1997

Art 1-24 : Dossiers de M. Renaud Abord-de-Chatillon, chargé de mission vice-président de la Commission du développement durable (CDD), Énergie nucléaire

Art 25-60 : Dossiers de M. Olivier Herz, conseiller technique : prévention de la pollution et des risques Loi sur l'air
1995-1997

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 60

Métrage linéaire : 6 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

1.10 Gouvernement Lionel Jospin

1.10.1 Premier ministre

Versement 20070202¹⁰⁷

Ministère : Premier ministre

Direction : Cabinet de Lionel Jospin

Sommaire

Dossiers de Laurence Tubiana, conseillère pour l'environnement au cabinet de Lionel Jospin de juin 2001 à mai 2002.

Art 1 : minutiers chronologiques, juin 2001-avril 2002

Art 1-2 : Politique générale, fiscalité, Union européenne et international, relations avec les associations, juin 2001-avril 2002

Art 2-5 : Pollutions, industrie, déchets, énergie nucléaire, transports, juin 2001-avril 2002

Art 5 : Organismes génétiquement modifiés (OGM), mars 2001-mars 2002

Art 6 : Protection de l'environnement, catastrophes naturelles, janvier 2000-mars 2002

Art 6 : Aménagement du territoire, octobre 2000-mars 2002

Art 6 : Chasse et pêche, mars 2001-avril 2002

VConditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 2 ml

¹⁰⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Corinne-Lepage-Developpement-durable>

¹⁰⁷ Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_026865

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070203¹⁰⁸

Ministère : Premier ministre

Direction : Cabinet de Lionel Jospin

Sommaire

Dossiers de Bettina Laville, conseillère pour l'aménagement du territoire et l'environnement au cabinet de Lionel Jospin de juin 1997 à juin 2001

Art 1 : minutiers chronologiques, cahier d'enregistrement juin 1997- avril 2002

Art 1-4: Politique générale, fiscalité, législation et codification, relations avec les associations, avril 1997-décembre 2001

Art 4-6 : Union européenne et international, février 1997-décembre 2001

Art 7-11 : Protection de l'environnement : effet de serre, eau, forêts, sécurité sanitaire, organismes génétiquement modifiés (OGM), pollutions, déchets, juin 1997-janvier 2002

Art 11-17 : Énergétique, énergie nucléaire, janvier 1995-juin 2001

Art 17 : Catastrophes naturelles, novembre 1999-janvier 2002

Art 18 : Chasse février 1998-novembre 2001

Art 18-23 : Aménagement du territoire, novembre 1996-juillet 2001

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 23

Métrage linéaire : 8 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070088¹⁰⁹

Ministère : Premier ministre

Direction : Cabinet de Lionel Jospin

Sommaire

Dossiers de Marc El Nouchi, conseiller technique en charge des affaires européennes (1993-2000)

Art 1 : Correspondance de Marc El Nouchi, conseiller technique chargé des Affaires européennes, 1^{er} juin 1997-30 avril 2001

Art 2 Institutions de l'Union européenne, 1995-2000

Art 2: Budgets, pacte de stabilité, 1998-2000

Art 2 : Pacte européen pour l'emploi, 1997-1999

Art 3-4: Agriculture, 1997-2000

Art 4: Chasse 1997-1998

Art 4 : Environnement, 1998-2000

108 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_026866

109 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_026786

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 4 : Transports, 1997-1999

Art 5 : Commerce, 1997-2000

Art 6 : Technologies de l'information et de la communication, 1998-2000

Art 6 : Autres dossiers, 1994-2000

Art 6 : Relations internationales, 12 juillet-13 juillet 1999

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070414¹¹⁰

Ministère : Premier ministre

Direction : Cabinet de Lionel Jospin

Sommaire

Dossiers d'Yves Duruflé, conseiller technique en charge de l'aménagement du territoire et des collectivités locales (2001-2002)

Art 1-6 : Aménagement du territoire, janvier 2001-mai 2002

Art 6-10 : Affaires locales, mai 2000-mai 2002

Art 11-13 : Décentralisation, collectivités locales, fonction publique territoriale, janvier 2001-avril 2002

Art 13-15 : Union européenne et international, juillet 2000-avril 2002

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 15

Métrage linéaire : 5 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20040098¹¹¹

Ministère : Premier ministre

Direction : Cabinet de Lionel Jospin

Sommaire

Dossiers d'Olivier Coste, conseiller technique chargé de l'industrie et des télécommunications.

Art 1-2 : Minutier chronologique, interventions publiques du Premier ministre, invitations du Premier ministre.

Art 2 (suite)-8 : Energie : Energies renouvelables ; Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) ; énergie nucléaire : Commissariat à l'Energie Atomique

110 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_027037

111 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_023501

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

(CEA) ; Framatome ; sécurité nucléaire ; centrales nucléaires ; Electricité : Electricité de France (EDF) ; Compagnie Nationale du Rhône (CNR) ; pétrole : Institut Français du Pétrole (IFP), ELF, total gaz.

Art 9-10 : Tutelle des entreprises publiques et suivi des entreprises privées (classement par entreprise).

Art 10 (suite)-16 : Mines et carrières, chantiers navals, matériel ferroviaire, constructions automobiles, textile, médicaments, tabac.

Art 16 (suite)-19 : La poste, télécommunications. Autorité de régulation des télécommunications (art), France-Télécom, cryptologie, informatique.

Art 19 (suite)-20 : Divers, 1987-2000

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 20

Métrage linéaire : 7 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070206¹¹²

Ministère : Premier ministre

Direction : Cabinet de Lionel Jospin

Sommaire

Cabinet de Lionel Jospin, Premier ministre de 1997 à 2000 dossiers de Jean-Loïc Nicolazo, conseiller technique en chargé de l'environnement,.

Art 1 : Minutiers chronologiques, 1997-2002

Art 1-4 : Politique générale, administration de l'environnement, activités législatives, relations avec les associations, 1997-2002

Art 4-9 : Union européenne et international, 1997-2002.

Art 9 (suite)-18 : Pollutions et nuisances : agriculture, industrie, mer et atmosphère, bruit, déchets, mines et carrières, énergie, énergie nucléaire, 1996-2002

Art 18 (suite)-22 : Aménagements, fleuves, routes, 1995-2002

Art 22 (suite)-29 : Espaces et sites naturels, réserves et parcs naturels, risques naturels, eau et littoral, forêts, faune sauvage, 1997-2002

Art 29 (suite)-36 : Chasse et pêche, 1996-2002

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 36

Métrage linéaire : 12 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

112 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_026869

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20060286¹¹³

Ministère : Premier ministre

Direction : Cabinet de Lionel Jospin

Sommaire

Cabinet de Lionel Jospin, Premier ministre de 1997 à 2000 Dossiers de Caroline le Boucher, conseillère technique chargée des affaires industrielles de 2001 à 2002.

Art 1-2 : législation et réglementation. environnement et santé, risques. 2000-2002

Art 2 (suite)-5 : énergie, généralités. électricité. gaz. pétrole. mines. énergies renouvelables. 1997-2002

Art 5 (suite)-8 : automobile. poste et télécommunications. pharmacie. construction navale. armement. professions libérales. 2000-2002

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 8

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090474¹¹⁴

Ministère : Premier ministre

Organisme rattaché : Mission interministérielle de l'effet de serre

Sommaire

Art 1 : Organisation, 1996-1999

Art 1-5 : Activités, 1990-2000

Art 5-7 : Études, 1989-1997

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 7

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

1.10.2 Jean-Claude Gayssot, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, 1997-2001

Né le 6 septembre 1944 à Béziers, Jean Claude Gayssot est un homme politique français, ministre des Transports de 1997 à 2002 sous le gouvernement de Lionel Jospin. Il est actuellement vice-président du port de commerce de Sète.

Fils de François Gayssot et de Clotilde Founau, il a deux frères, il commence sa carrière professionnelle à la SNCF comme apprenti électricien, il occupera toute sa carrière à la

113 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_023868

114 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_027698

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

SNCF à un poste d'exécutant. En 1963, il adhère au Parti communiste français, en 1968, il sera candidat aux législatives de Lozère.

En 1972, il devient responsable de l'UD-CGT de la Lozère et membre du bureau fédéral du Parti Communiste Français. Le parti l'appelle à Paris en 1976 où il travaille pour sa section économique aux côtés de Charles Fiterman.

Il entre au Comité central en 1979 et au Bureau politique du parti communiste en 1982.

En 1985, il est désigné secrétaire à l'organisation du parti. Il était pressenti pour succéder à Georges Marchais, mais se ralliera finalement à l'élection de Robert Hue au poste de secrétaire national du parti.

Parallèlement à ses mandats au parti communiste français, il sera élu député communiste de la cinquième circonscription de la Seine Saint-Denis de 1986 à 1997, et maire de Drancy de janvier à septembre 1997.

Il a laissé son nom à une « proposition de loi » tendant à réprimer tout propos raciste, antisémite ou xénophobe » qu'il a présentée en 1990 à l'Assemblée Nationale, et qui a été adoptée : La loi Gayssot.

Reprenant la loi sur la Presse du 2 juillet 1972, dite la « loi Pleven », elle mentionne et réprime, pour la première fois le négationnisme, c'est-à-dire le fait de nier ou de minimiser les crimes contre l'humanité punis lors du procès de Nuremberg. Cette loi reste controversée.

Ministre de l'Équipement, des transports et du logement : 4 juin 1997-6 mai 2002

Lors de la cohabitation sous la présidence de la république de Jacques Chirac, il est nommé ministre des Transports du gouvernement de Lionel Jospin. La politique de ce gouvernement arrivé aux affaires à la faveur de la dissolution de l'Assemblée nationale par le Président Jacques Chirac, sera d'abord très populaire (croissance économique, diminution du nombre de chômeurs de 3,2 à 2,2 millions, emplois-jeunes, réduction du temps de travail, etc.) avant de décevoir de nombreux électeurs de gauche et certains militants.

Jean-Claude Gayssot fit voter la loi solidarité et renouvellement urbain (SRU), projet de loi fixant notamment l'objectif de 20% de logements sociaux dans les villes qui en manquaient et généralisant la régionalisation des services TER de la SNCF. Tout en permettant l'ouverture du capital d'Air France aux capitaux privés et à ses salariés « pour relancer l'entreprise », il préserva la SNCF de la privatisation sans toutefois revenir sur l'existence de Réseau Ferré de France, malgré la promesse faite à l'Assemblée nationale lors d'un discours pour combattre la création de RFF « ce que la droite a fait nous le déferons », créé en février 1997 par son prédécesseur Bernard Pons, ministre des transports du gouvernement d'Alain Juppé.

Il garantit le statut et le régime particulier de sécurité sociale des cheminots. Il relança le projet de TGV-Est et le viaduc de Millau.

Par ailleurs, à la suite de l'accident du Concorde du 25 juillet 2000, il décide le jour même de suspendre tous les vols de cet avion en France.

En 2001, Jean-Claude Gayssot se présente aux élections municipales où il est battu dès le premier tour face à Raymond Couderc.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Jean-Claude Gayssot est par ailleurs conseiller municipal à Béziers, où il s'installe définitivement en 2002. Élu par la suite vice-président du conseil régional de Languedoc-Roussillon, il démissionne en novembre 2006, en réaction « aux graves questions soulevées par les propos de Georges Frêche à propos de la composition de l'équipe de France ». Il revient sur sa démission deux jours après et déclare au Midi Libre du 22 novembre 2006, « Nous revenons [note : le groupe communiste]) car nous avons la certitude que Georges Frêche n'est pas raciste. »

Il est fait chevalier de la légion d'honneur en avril 2006 et nommé officier de la Légion d'honneur en avril 2015.

Jean-Claude Gayssot est nommé président du directoire du port de Sète-Sud de France par Carole Delga, présidente de la région Occitanie, le 19 janvier 2017. Le 3 mars 2020, il a été reconduit dans cette fonction pour deux ans.

Moins d'un an après sa nomination au port de Sète, Gayssot est désigné président de Medlink Ports, « premier ensemble fluvio-portuaire de France ».

Versement 20030281¹¹⁵

Ministère : Equipement, transports et logement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et logement, 1997-2002 ; Dossiers de Laurent Guillot, conseiller technique chargé du secteur portuaire, maritime et fluvial

Art 1-9 : action politique et réglementaire, 1997-2002

Art 10-19 : organisation et développement des ports, 1997-2001

Art 20-35 : économie du transport maritime, entreprises, 1997-2002

Art 36-39 : gens de mer, formation, inspection du travail, 1997-2001

Art 40-60 : sécurité maritime, naufrages (dont Erika), 1997-2002

Art 61-63 : environnement maritime et activités de loisirs nautiques, 1997-2002

Art 64-69 : transport fluvial et voies navigables, 1997-2001

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 69

Métrage linéaire : 7 (21 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

115 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Jean-Claude-Gayssot-ports-securite>

1.10.3 Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, 1997-2001

Dominique Voynet entre en 1997, après les élections législatives aboutissant à une cohabitation avec le président Jacques Chirac, dans le gouvernement de Lionel Jospin. Des écologistes et des représentants des différentes formations de la gauche parlementaire y cohabitent avec des ministres issus du parti socialiste. Elle est jusqu'en 2001 ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement devenant la première représentante des Verts dans un gouvernement français.

Le ministère de Dominique Voynet est marqué en particulier par des réunions internationales, avec la troisième et la quatrième conférence des Nations unies sur les changements climatiques, en 1997 et 2000.

Plusieurs lois marquent l'action de Dominique Voynet comme ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement : la principale est la loi du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire, dite « loi Voynet », qui complète les textes existants sur la décentralisation, l'urbanisme et le droit de l'environnement. Des schémas d'aménagement du territoire pour le développement durable y sont prévus ; les deux domaines de compétence de son ministère (Aménagement du territoire et Environnement) sont concernés notamment par la création de contrats de plan État-région. Une loi sur la chasse est préparée sous son ministère, promulguée le 26 juillet 2000 ; elle donne une place accrue à l'Office national de la chasse et de la faune sauvage. Enfin, elle porte un projet de loi de réforme de la politique de l'eau, qui n'aboutit pas avant son départ du ministère.¹¹⁶

Versement 20030380¹¹⁷

Ministère : Aménagement du territoire et environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Dossiers de Dominique Voynet

Art 1-21 : Minutiers chronologiques à la signature de la ministre
1997-2001

Art 22-26 : Déplacements, entretiens, discours
1997-2000

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 26

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

116 Sources https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/NP/FRAN_NP_050687

117 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Dominique-Voynet-courriers-deplacements>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20030457¹¹⁸

Ministère : Aménagement du territoire et environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement
Dossiers de Laurent Roy, conseiller technique chargé de l'eau, des espaces ruraux, de l'agriculture et de la mer

Art 1-11 : Minutiers chronologiques des notes signées par le conseiller technique, 1997-2000

Art 12-50 : eau, 1997-2002

Art 51-57 : mer, 1997-2002

Art 58-66 : espaces naturels et ruraux, 1997-2002

Art 67-93 : agriculture, 1997-2002

Art 94-98 : santé, 1997-1999

Art 99 : Outre-Mer, 1997-2001

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 99

Métrage linéaire : 10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20030382¹¹⁹

Ministère : Aménagement du territoire et environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement
Dossiers de Thierry Wahl, conseiller technique chargé des affaires économiques et budgétaires (1997-1998) puis directeur adjoint de cabinet

Art 1-5 : Correspondance et notes
1997-2000

Art 6-9 : Politique internationale : Europe
1997-2000

Art 10-13 : Action politique générale
1997-2000

Art 14-21 : Établissements publics, agences et autres établissements sous tutelle
1997-2000

Art 22-48 : Budget, fiscalité

118 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Dominique-Voynet-eau-espaces-ruraux>

119 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/versement-20030457-Ministere-Amenagement-du-territoire-et-environnement>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

1997-2001

Art 49-60 : Aménagement et développement du territoire

1997-2000

Art 61-70 : Dossiers thématiques

1997-2000

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 70

Métrage linéaire : 7 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20030483¹²⁰

Ministère : Aménagement du territoire et environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement
Dossiers de Myriam Verger, conseillère technique chargée du personnel et de la vie des services (1999-2000) puis directrice adjointe de cabinet (2000-2001)

Art 1-9 : Personnel et vie des services du ministère

1997-2001

Art 10-16 : Établissements publics, agences et comités

1997-2001

Art 17-26 : Budget, finances, fiscalité

1999-2000

Art 27-32 : Dossiers thématiques

1999-2000

Art 33-34 : Relations internationales

1999-2001

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 34

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

¹²⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Dominique-Voynet-personnel-vie-des>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20030454¹²¹

Ministère : Aménagement du territoire et environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement
Dossiers de Patrick Fragman, Raymond Cointe et d'Emmanuel Normant, conseillers techniques recherche, pollutions et risques, santé, eau, agriculture :

Art 1-19 : pollution de l'air, 1997-2001

Art 20-53 : traitement des déchets, 1996-2002

Art 54-68 : recherche, 1997-2002

Art 69-75 : sites et sols pollués, 1997-2001

Art 76-87 : climat, 1990-2001

Art 88-95 : effet de serre, 1997-2001

Art 96-106 : établissements publics - agences, 1996-2002

Art 107-155 : risques naturels et industriels, 1997-2002

Art 156-171 : dossiers locaux, classement alphabétique, 1997-2002

Art 172-182 : fiscalité, 1998-2001

Art 183-191 : Union européenne (UE), 1998-2001

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 191

Métrage linéaire : 19 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

121 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Dominique-Voynet-recherche-pollutions-et>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20040174¹²²

Ministère : Aménagement du territoire et environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement
Dossiers de Caroline Roy, conseillère technique chargée de l'animation des services

Art 1-5 : rapports du Conseil général des ponts et chaussées (CGPC) et Conseil général du génie rural, des eaux et forêts (CGGREF), organisation d'établissements publics, réforme de l'État, syndicats
1996-1999

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 5

Métrage linéaire : 1.00 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20030455¹²³

Ministère : Aménagement du territoire et Environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement
Dossiers de Guy Hannebique, conseiller technique chargé de l'aménagement du territoire,
1997-2000

Art 1-2 : politique générale d'aménagement du territoire, 1997-2000

Art 3-5 : Loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire (LOADDT), 1997-2000

Art 6-9 : Comité interministériel pour l'aménagement et le développement du territoire (CIADT), 1997-2000

Art 10 : Commission nationale d'aménagement et de développement du territoire (CNADT), 2000

Art 11 : Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT), 1997-1999

Art 12-33 : Contrats de Plan État-Région (CPER), 1997-2000

Art 34-43 : Politique de la ville, montagne, Union européenne (UE), 1997-2000

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

122 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Dominique-Voynet-animation-des-services>

123 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-cabinet-voynet-a14976.html>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 43

Métrage linéaire : 4 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20030381¹²⁴

Ministère : Aménagement du territoire et environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement
Dossiers de Jacques Maire et Jean-François Collin, directeurs de cabinet

Art 1-12 : Courrier et notes

1997-2001

Art 13-19 : Politique internationale

1997-2001

Art 20-30 : Action politique et réglementaire

1997-2001

Art 31-38 : Aménagement et développement du territoire

1997-2001

Art 39-43 : Budget, fiscalité

1997-2001

Art 44-60 : Dossiers thématiques

1997-2001

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 60

Métrage linéaire : 6 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080617¹²⁵

Ministère : Aménagement du territoire et environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement de 1997 à 2001

Art 1-6 : Dossiers d'Alain Neveu, conseiller technique chargé de l'aménagement du territoire, transports et de l'environnement, 1996-1999

124 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Dominique-Voynet-Dossiers-des-directeurs>

125 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Dominique-Voynet-amenagement-du-806>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 1 ml (2 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20030456¹²⁶

Ministère : Aménagement du territoire et environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement
Dossiers de Jean-Pierre Thébault et de Jean-Paul Albertini, conseillers techniques chargés des affaires européennes et internationales

Art 1-4 : Minutiers chronologiques des notes signées par le conseiller technique, 1997-2001

Art 5-6 : relations internationales, coopération
classement alphabétique par pays
1997-1999

Art 7-20 : déplacements de Dominique Voynet, entretiens, 1997-2000

Art 21-23 : dossiers thématiques, 1997-1998

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 23

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080050¹²⁷

Ministère : Aménagement du territoire et environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Art 1 : interventions de la ministre, 1997-2001

Art 1-5 : Dossiers d'Yann Héлары, conseiller technique pour les dossiers locaux et les dossiers réservés, 1995-2001

126 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Dominique-Voynet-affaires-europeennes-et>

127 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Voynet-Dossiers-des-conseillers>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 5 : dossiers de Patrick Legrand, conseiller technique pour la nature et les paysages, 1998-2000

Art 5-9 : Dossiers de Laurent Roy et Christophe Chassande, conseillers techniques pour l'eau, les espaces ruraux, l'agriculture et la mer, 1997-2002

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

1.10.4 Yves Cochet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, 2001-2002

Yves Cochet, membre de plusieurs associations de défense de l'environnement puis membre fondateur du parti des Verts en 1984, conseiller municipal de Rennes à partir de 1989, devient ministre de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire en juin 2001. Il succède à Dominique Voynet, démissionnaire pour postuler au secrétariat national des Verts. En octobre 2001, il crée avec le ministre chargé de l'agriculture, Jean Glavany, l'Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique.¹²⁸

Versement 20090302¹²⁹

Ministère : Aménagement du territoire et environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet d'Yves Cochet ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement de 2001 à 2002

Art 1-3 : interventions de M. Cochet lors de ses déplacements en France. 2001-2002

Art 4-7 : entretiens de M. Cochet avec des personnalités reçues au ministère et au plan international. 2001-2002

Art 8-11 : minutier. 2001-2002

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 11

Métrage linéaire : 1 ml (4 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

¹²⁸Sources https://www.siv.archivs-nationales.culture.gouv.fr/siv/NP/FRAN_NP_050688

¹²⁹Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Yves-Cochet-discours-2001-2002>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20040008¹³⁰

Ministère : Aménagement du territoire et environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers de Jean-Paul Albertini, Directeur de cabinet

Art 1-5 : Développement durable, nucléaire, pollution atmosphérique, bruit, infrastructures 1997-2002

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 5

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080618¹³¹

Ministère : Aménagement du territoire et environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet d'Yves Cochet ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement de 2001 à 2002

Art 1-2 : Dossiers de M. Christophe Chassande, conseiller technique chargé de l'eau, la mer et l'agriculture, 2001-2002

Art 3-35 : Dossiers de Mme Geneviève Besse, conseillère diplomatique chargée des affaires européennes et internationales auprès de Dominique Voynet puis d'Yves Cochet, 1999-2002

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 35

Métrage linéaire : 4 ml (12 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

130 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Yves-Cochet-Dossiers-de-Jean-Paul>

131 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Yves-Cochet-dossiers-de-Christophe>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20090144¹³²

Ministère : Aménagement du territoire et environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinets de Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement de 1997 à 2001 puis d'Yves Cochet ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement de 2001 à 2002

Art 1-31 : courriers parlementaires (classement par région et par département). 1997-2002

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 87

Métrage linéaire : 10 ml (31 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20040006¹³³

Ministère : Aménagement du territoire et environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet d'Yves Cochet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement de 2001-2002

Art 1-6 : Dossiers de Jean Lafont, conseiller technique de Dominique Voynet puis Yves Cochet, chargé de l'Équipement, transports, utilité publique, bruit 1997-2002

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 1 ml (2 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

132 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-cabinets-Dominique-Voynet-et-Yves-Cochet>

133 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-cabinet-yves-cochet-a15022.html>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20080051¹³⁴

Ministère : Aménagement du territoire et environnement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet d'Yves Cochet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement de 2001-2002

Art 1 : Courrier ministre, 2001-2002

Art 1 (suite)-4 : Dossiers de Philippe Hubert, conseiller technique énergie et sûreté nucléaire, 1998-2002

Art 4 (suite)-5 : Dossiers de Jean-Daniel Abel, conseiller technique pour les relations avec les associations nationales et le patrimoine naturel, 1997-2001

Art 5 (suite)-10 : Dossiers d'Anne Boudou, conseillère technique pour les dossiers régionaux et les relations avec les associations locales, 1999-2002

Art 11-15 : Dossiers de Christophe Chassande, conseiller technique pour l'eau, la mer et l'agriculture, 1997-2001

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 15

Métrage linéaire : 5 ml (15 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

1.11 Gouvernement Jean-Pierre Raffarin II

1.11.1 Hervé Gaymard, ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales, 2002-2004

Hervé Gaymard est né le 31 mai 1960, à Bourg-Saint-Maurice (Savoie). Il fait ses études à l'Institut d'études politique de Paris. Hervé Gaymard est ancien élève de l'École nationale d'administration (ENA) (promotion Denis-Diderot).

Durant sa carrière il exerce différentes fonctions ministérielles : secrétaire d'État aux finances auprès du ministre de l'économie et des finances, Alain Madelin (gouvernement Juppé I), secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, Jean Arthuis (gouvernement Juppé I), secrétaire d'État à la santé et à la sécurité sociale auprès du ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot (gouvernement Juppé II).

Le 7 mai 2002, il est nommé ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales (gouvernements Raffarin I, II, III). Il exerce cette fonction jusqu'au 29 novembre 2004, laissant sa place à Dominique Bussereau.

De 2004 à 2005, il est ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

¹³⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-cabinet-Yves-Cochet-dossiers-de-conseillers>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20180504¹³⁵

Ministère : Agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet d'Hervé Gaymard, ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales, 2002-2004

Art 1-58 : Dossiers d'Hervé Gaymard, 2001-2005

Art 59-61 : Dossiers de Guillaume Boudy, directeur adjoint, 2001-2004

Art 62-63 : Dossiers de Fabien Bova, conseiller technique chargé de la préparation de la loi de modernisation agricole et la forêt, 2004

Art 64-126 : Dossiers de Daniel Caron, conseiller auprès du ministre chargé de l'outre-mer, de la chasse et du cheval, 2001-2004

Art 127-128 : Dossiers de Damien Caze, conseiller technique chargé des affaires économiques, budgétaires, financières et juridiques, 2002-2003

Art 129-149 : Dossiers de Michel Dantin, conseiller auprès du ministre chargé du développement durable et de la montagne, 2002-2004

Art 150-199 : Dossiers de Juliette de Dieuleveult, conseillère technique en charge des discours du ministre, 2002-2004

Art 200-201 : Dossier de Charles-Philippe Dulac, conseiller technique chargé des relations avec la presse, 2002-2003

Art 202-203 : Dossiers de Ségolène Halley des Fontaines, conseillère technique chargé des affaires économiques, budgétaires, financières et juridiques, 2003-2004

Art 204-207 : Dossiers de François Nadaud, conseiller technique chargé de l'aquaculture et de la pêche, 2001-2004

Art 208-263 : Dossiers de Gisèle Rossat-Mignod conseillère technique chargé de l'alimentation, de la sécurité sanitaire, de la protection animale, de la santé des végétaux et des Organismes génétiquement modifiés (OGM), 201-2005

Art 264-268 : Dossiers de Florence Sabourin, conseillère technique chargée des relations avec la presse, 2002-2004

Art 269-272 : Dossiers d'Hervé Thomas, conseiller technique chargé de l'aquaculture et de la pêche, 2002-2004

Art 273-406 : Dossiers d'Alexandre Valot, conseiller technique des affaires budgétaires et juridiques, 2002-2004

Art 407-438 : Dossiers de Marion Zalay, conseillère technique chargée des productions végétales, 2000-2005

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 438

Métrage linéaire : 32 (96 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

¹³⁵ Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_058577

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

1.11.2 Roselyne Bachelot-Narquin, ministre de l'écologie et du développement durable, 2002-2004

Roselyne Bachelot est appelée au gouvernement après la victoire de Jacques Chirac en 2002 par Jean-Pierre Raffarin comme ministre de l'Écologie et du Développement durable. Une secrétaire d'État au Développement durable lui est adjointe, Tokia Saïfi.

Le ministère de Roselyne Bachelot est marqué par la préparation de la Charte de l'environnement. Parmi les textes marquants, l'adoption de la loi de prévention des risques technologiques et naturels du 31 juillet 2003 et du plan national de prévention des inondations, ainsi que le plan national Santé Environnement, sont des réalisations portées par le cabinet de Roselyne Bachelot.

Le 31 mars 2004, à l'occasion du remaniement du gouvernement Raffarin, Serge Lepeltier succède à Roselyne Bachelot.¹³⁶

Versement 20090373¹³⁷

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Roselyne Bachelot-Narquin, ministre de l'écologie et du développement durable, 2002-2004

Art 1-16 : Dossiers de Corinne Étaix, conseillère technique pour le patrimoine naturel et la biodiversité : Conseil scientifique du patrimoine naturel et de la biodiversité (CSPNB), Sites Natura 2000, études sur le paysage, introduction de l'ours 1997-2004

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 16

Métrage linéaire : 1.6 (5 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070688¹³⁸

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Cabinet

Sommaire :

Cabinet Roselyne Bachelot-Narquin, 2002-2004

¹³⁶ Sources https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/NP/Fran_NP_050689

¹³⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-de-Roselyne-Bachelot-Narquin-patrimoine>

¹³⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Roselyne-Bachelot-Narquin-la-Charte-de-l>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Charte de l'environnement

Art 1-13 : Lancement , préparation et conception de la Charte de l'environnement, 1996-2004

Art 14-17 : Commission Coppens pour la préparation de la Charte de l'environnement, 2002-2003

Art 18-31 : Assises territoriales, préparation de la Charte de l'environnement, 2001-2003

Art 32-39 : Consultation nationale, 2002-2003

Art 40-42 : Comités scientifiques et juridiques consacrés à la Charte de l'environnement, 2002-2003

Art 43 : Présentation au Sénat du projet de loi constitutionnelle concernant la Charte de l'environnement, 2003-2005

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 42

Métrage linéaire : 3 ml (9 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080442¹³⁹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Roselyne Bachelot-Narquin, ministre de l'écologie et du développement durable, 2002-2004

Art 1-2 : Déplacements et entretiens de la ministre, 2002-2003

Art 2 (suite)-7 : Dossiers des directeurs de cabinet Gilles Pipien et Guy Fradin, 2002-2004

Art 7 (suite)-21 : Dossiers de Georges-François Leclerc, directeur adjoint de cabinet, 2001-2004

Art 22-25 : Dossiers de Béatrice Noëllec , chef adjointe de cabinet : invitations, audiences, déplacements, 2002-2004

Art 26 : Dossiers de Pierre Bachelot, conseiller parlementaire, 2002-2004

Art 26 (suite)-33 : Dossiers de Damien Carroz, conseiller technique pour le budget, le service public de l'environnement et le bruit, 2002-2004

Art 33 (suite)-36 : Dossiers de Jacques Dedieu conseiller technique pour l'agriculture durable, les forêts et l'eau, 2002-2004

Art 37-39 : Dossiers de Catherine Ferréol, conseillère technique pour l'urbanisme et les transports, 2002-2004

Art 39 (suite)-47 : Dossiers de Louis Hubert, conseiller technique pour la faune, 2002-2004

Art 47 (suite) : Dossiers de Béatrice Humbert conseillère technique pour l'énergie et le climat, 2002-2003

Art 48-73 : Dossiers de Pierre Sallenave, conseiller technique pour la mer et les transports, 2000-2004

139 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-cabinet-Bachelot-Narquin-directeurs-de-cabinet>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 74-85 : Dossiers de Guillaume Texier, conseiller technique pour les sécurités, 2002-2004

Art 85 (suite) : Dossiers de Pierre Petit-Jean, attaché de presse, 2002-2003

Art 86-108 : Courriers reçus de parlementaires et réponses de la ministre (classement alphabétique), 2002-2004

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 108

Métrage linéaire : 36 ml (108 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

1.11.3 Tokia Saïfi, secrétaire d'État au développement durable, 2002-2004

Tokia Saïfi, est née le 11 juillet 1959 à Hautmont (Nord).

Elle occupe le poste de secrétaire d'État auprès de la ministre de l'écologie et du développement durable, chargée du développement durable, dans les trois gouvernements Jean-Pierre Raffarin, de mai 2002 à juin 2004. Elle développe la notion « d'État exemplaire » et déclare mettre en œuvre une « Stratégie nationale de développement durable ». Tokia Saïfi est également l'initiatrice de la « Semaine du Développement Durable » afin de populariser cette notion auprès du plus grand nombre. Elle quitte ses fonctions le 21 juin 2004 pour reprendre ses activités au Parlement européen.¹⁴⁰

Versement 20080430¹⁴¹

Ministère : Écologie et Développement Durable

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Tokia Saïfi secrétaire d'État au développement durable auprès du ministre de l'écologie et du développement durable, 2002-2004

Art 1-36 : Grandes conférences mondiales sur le développement durable, 2002-2004

Art 37-52 : Coopération mondiale pour le développement durable : Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID), Nations Unies, Francophonie, 2001-2004

Art 53-73 : Coopération européenne pour le développement durable : conseils des ministres européens, convention alpine, forums, stratégie européenne, 2002-2004

Art 74-89 : Relations diplomatiques par pays : en Europe, en Afrique, en Amérique, en Asie, 2002-2004

Art 90-149 : Stratégie du développement durable en agriculture, dans plusieurs domaines d'activité, dans l'industrie, le commerce équitable, les transports, les énergies renouvelables ; responsabilité sociétale des entreprises, emploi environnemental, organisation des agendas 21, 2002-2004

¹⁴⁰Source Wikipedia

¹⁴¹Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-cabinet-Tokia-Saifi-secretaire-d-Etat-au>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 150-161 : Déplacements et entretiens de la secrétaire d'État, 2000-2004

Art 162-187 : Minutiers chronologiques, notes 2002-2004

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 187

Métrage linéaire : 15 ml (51 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

1.12 Gouvernement Jean-Pierre Raffarin III

1.12.1 Serge Lepeltier, ministre de l'écologie et du développement durable, 2004-2005

Serge Lepeltier entre le 31 mars 2004 dans le troisième gouvernement de Jean-Pierre Raffarin où il succède à Roselyne Bachelot au ministère de l'écologie et du développement durable. Un secrétariat d'État au développement durable est toujours placé sous son autorité, confié à Tokia Saïfi.

L'action de Serge Lepeltier au ministère de l'Écologie est marquée par l'adoption du Plan climat, l'inscription de la Charte de l'environnement dans la Constitution, et par la préparation de la loi sur l'eau et du plan de réintroduction des ours.¹⁴²

Versement 20070686¹⁴³

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Serge Lepeltier, ministre de l'écologie et du développement durable, 2004-2005

Art 1-44 : Courriers des parlementaires, classement alphabétique, 2004-2005

Art 45-63 : Courriers des particuliers, classement par département, 2004-2005

Art 64-119 : Dossiers de Philippe Guignard (2004) et Marie-Claire Daveu (2004-2005), directeurs de cabinet, 2003-2005

Art 120-125 : Dossiers de Jérémie Averous, Sylvie Esparre et Sophie Galey-Lerustre, directeurs adjoints de cabinet, 2004-2005

Art 126-143, 214-215 : Dossiers de Christophe Nebon, conseiller technique pour les risques, sûreté nucléaire, pollutions industrielles, déchets, substances chimiques, qualité de l'air, bruit, OGM, 2002-2003

Art 144-164 : Dossiers de François Bordes, conseiller technique pour l'énergie climat, 2001-2005

Art 165-168, 183-188 : Dossiers d'Yvan Aulin, chargé de mission développement durable, 2001-2005

¹⁴²Sources https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/NP/FРАН NP_050691

¹⁴³Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Serge-Lepeltier-dossiers-directeur-de>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 169-182 : Dossiers de Philippe Caron, conseiller technique pour la Nature, biodiversité et paysages puis la Nature, paysage, faune sauvage et chasse, 2004-2005

Art 189-199 : Dossiers d'Adeline Castillon, conseillère communication puis relations extérieurs, 2000-2005

Art 200-213 : Dossiers de Denis Musard, conseiller budget, LOLF, réforme de l'État, 2002-2004

Art 216-261 : Dossiers de Marie Bonnet, conseillère diplomatique, 2004-2005

Art 262-291 : Dossiers d'Emmanuel Croc, conseiller technique eau, environnement, santé, 2003-2005

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 291

Métrage linéaire : 20 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

1.13 Gouvernement Dominique de Villepin

1.13.1 Dominique Bussereau, ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et de la ruralité, 2004-2007

Dominique Bussereau est né le 13 juillet 1952 à Tours (Indre-et-Loire). Fils de cheminot, il fait ses études à l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris d'où il sort lauréat de la section service public.

Durant sa carrière il exerce différentes fonctions : chargé de mission au cabinet du ministre de l'Intérieur, Michel Poniatowski (1974-1976), chef du service de l'information et conseiller technique au cabinet du ministre de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, Jean-Pierre Soisson (1978-1979), directeur adjoint du cabinet du candidat à la présidence de la République, Valéry Giscard d'Estaing, (1981), directeur des relations extérieures de l'École supérieure de commerce de Paris (1984-1986). Il entame sa carrière politique au cours des années 1980 : il est élu adjoint au maire de Royan (Charente-Maritime) de 1983 à 1989, maire de Saint-Georges-de-Didonne (1989-2002), conseiller général (canton de Royan-Est) en 1985. Il est président du conseil général de Charente-Maritime depuis 2008, conseiller régional de 1986 à 1993, et de 2004 à 2010. Depuis 1986, il est élu sans discontinuité député de la quatrième circonscription de Charente-Maritime.

En 2002, il est nommé secrétaire d'État aux transports et à la mer (mai 2002-mars 2004), puis secrétaire d'État au budget et à la réforme budgétaire (mars-novembre 2004). Il devient ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et de la ruralité en vertu du décret du 29 novembre 2004 (gouvernements Jean-Pierre Raffarin III et Dominique de Villepin. Il exerce cette fonction jusqu'au 18 mai 2007, date à laquelle il est nommé secrétaire d'État en charge des transports après les élections présidentielles de 2007 dans les gouvernements François Fillon I et II.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20180726¹⁴⁴

Ministère : Agriculture, alimentation, pêche et ruralité

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Dominique Bussereau, ministre de l'agriculture, alimentation, pêche et ruralité, (29 novembre 2004-18 mai 2007) : activités du ministre, dossiers de Philippe Duclaud, conseiller diplomatique, Gisèle Rossat-Mignot, conseillère technique chargée de l'alimentation, de la sécurité sanitaire, de la protection animale, de la santé des végétaux et des OGM, et Ségolène Halley des Fontaines, conseillère technique chargée de la production végétale et des biomasses (2004-2007)

Art 1-5 : Dossiers du ministre Dominique Bussereau, 2005-2007

Art 6 : Dossiers de Philippe Duclaud, conseiller diplomatique, 2006-2007

Art 7-9 : Dossiers de Gisèle Rossat-Mignot conseillère technique chargée de l'alimentation, de la sécurité sanitaire, de la protection animale, de la santé des végétaux et des Organismes génétiquement modifiés (OGM), 2004-2006

Art 10-21 : Dossiers de Ségolène Halley des Fontaines, conseillère technique chargée de la production végétale et des biomasses, 2005

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 21

Métrage linéaire : 2 ml (6 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20110113¹⁴⁵

Ministère : Agriculture, alimentation, pêche et ruralité

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Dominique Bussereau, ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche et de la Ruralité (29 novembre 2004-18 mai 2007) : dossiers de Béatrice Abollivier,

144 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_058557

145 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_057922

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

chargée de mission auprès du ministre, grippe aviaire, développement agricole et rural (ADAR), ruralité (mars 2006-janvier 2007)

Art 1-3 : Développement agricole et rural, 2003-2007

Art 4 : Surveillance sanitaire, 2005-2006

Art 5 : Organismes génétiquement modifiés (OGM), 2005-2007

Art 6 : Protection animale, 2006-2007

Art 7 : Alimentation, 2006

Art 8 : Sécheresse, 2006

Art 9 : Prévention de la délinquance dans le domaine animal, 2006-2007

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 1 ml (2 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

1.13.2 Nelly Olin, ministre de l'écologie et du développement durable, 2005-2007

Nelly Olin est une femme politique française née le 23 mars 1941 à Paris et morte à Meulan-en-Yvelines le 26 octobre 2017.

Elle est diplômée de l'École nationale de commerce et débute sa vie politique en juin 1995, lors de son élection à la mairie de Garges-lès-Gonesse.

Trois mois plus tard, elle est élue sénatrice du Val-d'Oise, sous l'égide de l'Union pour un mouvement populaire (UMP).

Elle intègre par la suite successivement les gouvernements de Jean-Pierre Raffarin et de Dominique de Villepin en tant que ministre de la lutte contre la précarité et l'exclusion du 31 mars 2004 au 31 mai 2005 et de ministre de l'écologie et du Développement durable du 31 mai 2005 au 15 mai 2007.

En tant que ministre de l'écologie, elle souhaite que la France « joue pleinement le rôle de moteur qui devrait être le sien au niveau international ». Son action concernera ainsi « le changement climatique, la disparition des espèces, le transport des substances dangereuses ou encore les pluies acides ».

Nelly Olin souhaite aussi que le gouvernement soit « exemplaire dans l'application du protocole de Kyoto » et que « l'ensemble des ministères s'engage dans une politique volontariste en matière d'écologie et de développement durable ».

Elle demande aux citoyens de « s'engager pour le réchauffement climatique, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la réduction de la production de déchets, la collecte sélective et le tri, la préservation de la biodiversité, la qualité de l'eau, la protection du littoral, le développement de modes de transports alternatifs, le bruit... ».

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Lors de son discours d'investiture la ministre a par ailleurs rappelé que la production de déchets était en constante augmentation et a souhaité que sur le modèle de la campagne de sensibilisation « Faisons vite ça chauffe », une campagne de sensibilisation à la réduction de la production des déchets soit lancée très rapidement.

Le 13 juillet 2007, Nelly Olin démissionne de son poste de premier adjointe au maire de la commune de Garges-lès-Gonesse et annoncera en octobre de la même année sa volonté de quitter la vie politique française.

Versement 20080439¹⁴⁶

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Nelly Olin, ministre de l'écologie et du développement durable de 2005 à 2007

Art 1-4 : Courriers signés par la ministre, 2005-2007

Art 4 (suite)-6 : Dossiers des directeurs de cabinet : Hugues Bousiges (juillet 2005-2007) et Martin Guitton (juin-juillet 2005)

Art 6 (suite)-7 : Dossiers de Bernard Brillet, directeur adjoint, 2004-2007

Art 7 (suite)-16 : Dossiers de François-Pierre Bordes et Olivier Pairault, conseillers techniques pour l'énergie, le climat et le développement durable, 2001-2007

Art 16 (suite)-24 : Dossiers de Cyril Portalez, François Moreau, conseillers technique pour l'eau, la santé, l'environnement, 2003-2005

Art 25-28 : Dossiers de Thierry Francou, Christophe Nebon, conseillers techniques pour la sécurité, les risques et les OGM, 2000-2007

Art 29-47 : Dossiers d'Emmanuelle Mühlenhöver, conseillère diplomatique, 2004-2007

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 47

Métrage linéaire : 16 ml (47 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

¹⁴⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Nelly-Olin-dossiers-des-directeurs-de>

1.14 Gouvernement François Fillon II

1.14.1 Alain Juppé, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables (18/5/2007-18/6/2007)

Alain Juppé est nommé ministre d'État, ministre de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables, le 18 mai 2007. Le ministère qui lui est confié associe les deux anciens ministères de l'Environnement et de l'Équipement et l'Aménagement du territoire. Ces larges compétences laissent seulement le temps à son cabinet de prendre connaissance de l'étendue de ses fonctions et des enjeux annoncés pour le quinquennat à venir, comme le Grenelle de l'Environnement. L'action du cabinet d'Alain Juppé se situe dans la brève période intermédiaire entre les élections présidentielles de mai 2007, qui aboutissent à l'élection de Nicolas Sarkozy, et les élections législatives de juin 2007.

Versement 20190536¹⁴⁷

Ministère : Ecologie, du développement de l'aménagement durables

Direction : Cabinet

Sommaire

20190536/1-201900536/3

mai 2007

Présentation des directions du ministère et de leur activité

20190536/4-20190536/6

mai 2007

Dossiers thématiques

20190536/7

juin-juillet 2007

Préparation d'entretiens

Nombre d'articles : 7

Métrage linéaire : 0,70 ml

Conditions d'accès : la consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

147 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Alain-Juppe-mai-juillet-2007>

1.14.2 Jean-Louis Borloo, ministre de l'écologie et développement durable, 2007-2010

Jean-Louis Borloo est nommé le 19 juin 2007 ministre d'État, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables. Le titre de ministre d'État lui vaut une prééminence au sein du gouvernement, et marque la volonté d'accorder à son ministère une importance nouvelle. L'ancien ministère de l'Équipement est en effet regroupé, sous son autorité, avec celui de l'Environnement.

Des actions politiques importantes sont préparées dès l'arrivée de Jean-Louis Borloo au ministère : l'organisation du Grenelle Environnement et sa traduction par des mesures législatives issues des conclusions de ce dernier : la loi Grenelle I du 3 août 2009 puis celle dite « Grenelle II » du 12 juillet 2010. Ces textes permettent notamment la mise en place des nouvelles normes énergétiques dans le bâtiment, des avantages fiscaux pour la rénovation thermique des bâtiments, des diagnostics d'efficacité énergétique, le doublement des tramways, le lancement des autoroutes ferroviaires, la fin des TGV Est, le lancement du TGV Bretagne-Atlantique, du TGV Paris-Bordeaux-Espagne, le bonus-malus écologique pour les voitures, les autoroutes maritimes, la création du collège écologiste au Conseil économique et social (devenant le Conseil économique social et environnemental, Agence pour la biodiversité).

Pendant la présidence française de l'Union européenne, Jean-Louis Borloo a la charge du plan pour le climat et l'énergie. Après l'accord de tous les États membres, le texte est largement voté, à la quasi-unanimité, par le Parlement européen. Il s'implique aussi dans le sommet de Copenhague en présentant un « plan justice-climat » qui vise à réduire les émissions de CO₂ en se fondant sur la solidarité entre pays riches et pauvres.

Des secrétaires d'État sont chargés de domaines spécifiques d'activité auprès du ministre de l'Écologie : Nathalie Kosciusko-Morizet en 2007-2008 puis Chantal Jouanno pour l'écologie, Christian Blanc pour le développement de la région capitale en 2008-2010, Dominique Bussereau pour les transports en 2007-2010, Hubert Falco pour l'aménagement du territoire en 2008-2009, Benoist Apparu pour le logement en 2009-2010, et Valérie Létard chargée des technologies vertes et des négociations sur le climat en 2009-2010.¹⁴⁸

148 Sources https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/NP/FRAN_NP_009786

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20144647¹⁴⁹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Jean-Louis Borloo, ministre de l'écologie et du développement durable, 2007-2010

Art 1-54 : dossiers de cabinet, 2007-2010

dont notamment la politique du développement durable, la taxe carbone, les programmes de recherche et soutien aux «Filières vertes», le soutien aux «Eco-industries»

Nombre d'articles : 54 (18 dimabs)

Métrage linéaire : 5.40 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20160515¹⁵⁰

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Jean-Louis Borloo, ministre de l'écologie et du développement durable, 2007-2010

Art 1-102 ; 188-217 : chefferie de Cabinet 2001-2010

Art 103-127 ; 218-223 : Dossier de Christian Frémon, directeur de Cabinet et Hélène Pelosse, conseillère diplomatique, 2007-2009

Art 12-142 : Dossier de Philippe Ledenvic directeur adjoint de cabinet et Hélène Pelosse, conseillère diplomatique, 2007-2009

Art 143-146 : Dossier de Alexandre Joly, directeur-adjoint de cabinet, 2001-2006

149 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-cabinet-Jean-Louis-Borloo-ministre-de-l-ecologie>

150 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-de-Jean-Louis-Borloo-ministre-d-Etat>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 147-149 ; 224-232 : Dossier de Guillaume Counio, Conseiller technique, 2007-2008

Art 150-127 ; 233-239 : Dossier de Vincent Piveteau, conseiller aménagement rural et montagne, outre-mer, 2007-2009

dont notamment la 14e Conférence des parties (COP14), le 2874e session du Conseil de l'union européenne (Environnement), le Grenelle de l'environnement

Nombre d'articles : 239 (119 dimabs)

Métrage linéaire : 39 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

1.14.3 Michel Barnier, ministre de l'agriculture et de la pêche, 2007-2009

Versement 20111060¹⁵¹

Ministère : Agriculture et pêche

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Michel Barnier, ministre de l'agriculture et de la pêche, 2007-2009

Ce fonds témoigne aussi de diverses affaires, internationales, européennes ou françaises (visites du ministre, dossiers thématiques ou classés par organisations ou par pays...). Des courriers, du ministre ou de ses conseillers, permettent globalement d'illustrer ou de compléter chacun des sujets traités.

Outre les dossiers d'entretiens, de déplacements et de discours du ministre, les archives des conseillers sont une source de premier ordre sur l'orientation et le pilotage de la politique agricole française, tant au niveau national qu'international. On y trouve des documents concernant de nombreux sujets d'actualité, par exemple, la politique agricole commune, en particulier au moment de la Présidence française de l'Union européenne, les suites du Grenelle de l'environnement, le suivi des différentes filières professionnelles, l'agriculture durable et l'agriculture biologique, etc. La gestion des crises tient une place importante : les réactions du Gouvernement suite aux gels, aux inondations et aux tempêtes (Klaus en 2009), le plan d'avenir pour la pêche (sur-pêche du thon), la crise de la filière bois et le programme forestier national, dans le cadre de l'année internationale des forêts en 2011.

Art 1-110 : dossiers des directeurs de cabinet, 2001-2009

151 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_058575

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 110-162 : dossiers des directeurs adjoints de cabinet, 2006-2009

Art 163-226 : dossiers des chefs de cabinet, 2007-2009

Art 227-492 : dossiers des conseillers, 2002-2009

Nombre d'articles : 192 (126 dimabs)

Métrage linéaire : 42 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

1.14.4 Bruno Le Maire, ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, 2009-2012¹⁵²

Né le 15 avril 1969 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), il entre à l'École normale supérieure en 1989, où il débute des études de littérature française, avec un mémoire sur La statue dans « À la recherche du temps perdu » de Marcel Proust, sous la direction de Jean-Yves Tadié. En 1992, il est reçu premier de l'agrégation de lettres modernes. Diplômé en 1995 de l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris, il entre à l'École nationale d'administration (ENA) l'année suivante. À sa sortie de l'ENA, en 1998, il est affecté au ministère des Affaires étrangères, à la direction des affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement. Il collabore avec Dominique de Villepin lorsque celui-ci est Secrétaire général de la Présidence de la République. Il le suit encore lorsque ce dernier devient ministre des Affaires étrangères, entre 2002 et 2004. Il y a notamment établi l'absence d'armes de destruction massives en Irak durant la crise irakienne de 2002-2003. Toujours dans le sillage de Dominique de Villepin, il entre, en mars 2004, au ministère de l'Intérieur, puis à Matignon en mai 2005 où il devient le conseiller politique du Premier ministre puis son directeur de cabinet en juillet 2006.

Candidat de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) lors des élections législatives de juin 2007, il est élu député dans la première circonscription de l'Eure, en remplacement de Jean-Louis Debré nommé président du Conseil constitutionnel. À l'Assemblée nationale, il est membre de la Commission des finances. Conseiller politique de l'UMP en avril 2008, il est nommé secrétaire d'État aux Affaires européennes le 12 décembre 2008 dans le gouvernement de François Fillon. Par le décret du 23 juin 2009 relatif à la composition du gouvernement, Bruno Le Maire est nommé ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, à la faveur d'un remaniement ministériel. Il présente devant le Parlement un projet de loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche, dont le texte est promulgué le 27 juillet 2010. Lors des élections régionales de 2010, il mène la liste de l'UMP en Haute-Normandie mais échoue à ravir la région au Parti socialiste. Il est néanmoins élu conseiller régional.

Le décret du 14 novembre 2010 relatif à la composition du gouvernement, pris à la suite de la formation du troisième gouvernement Fillon, le reconduit dans ses fonctions

¹⁵² Sources https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_056605

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

ministérielles avec des attributions supplémentaires relatives à la ruralité et à l'aménagement du territoire.

Il est notamment l'auteur de *Le Ministre* (2004), *Des hommes d'État* (2008, lauréat du Prix Edgar-Faure), *Sans mémoire*, *le présent se vide* (2010) et *Nourrir la planète* (2011).

Malgré l'échec de son parti aux élections présidentielles de mai 2012, il est réélu député dans la première circonscription de l'Eure lors des élections législatives de juin 2012.

Versement 20160595¹⁵³

Ministère : Alimentation, agriculture et pêche

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Bruno Le Maire, ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche (23 juin 2009- 14 novembre 2010) puis ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire (14 novembre 2010-10 mai 2012)

Art 1-4: Archives de Pascal Viné, directeur de cabinet, 2009-2010

Art 5-23 : Archives de Jean-Marc Bournigal, directeur de cabinet, 2009-2012

Art 24-28 : Archives de Philippe Helleisein, conseiller technique chargé des affaires budgétaires et financières, 2008-2011

Art 29-35 : Archives de Sébastien Lecornu, conseiller technique chargé des relations avec les élus locaux, 2009

Art 36-38 : Archives de Marie Estrada, conseillère technique chargée des relations avec la presse, 2010-2011

Art 39-55 : Archives d'Élodie Galko, conseillère technique chargée du développement durable, des grandes cultures, des cultures spécialisées, des industries agroalimentaires et des entreprises, 2010-2012

Art 56-77 : Archives de Matthieu Grégory, conseiller technique du ministre chargé de l'alimentation, des signes de qualité, de la sécurité alimentaire et du bien-être animal, 2007-2012

Art 78-92 : Archives de Corentin Mercier, conseiller technique chargé de l'aménagement du territoire, de la ruralité et de la forêt, 2010-2012

Art 93-97 : Archives de Camille Tubiana, conseillère parlementaire, 2009-2010

Nombre d'articles : 97 (30 dimabs)

Métrage linéaire : 10 ml

153 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_056605

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

1.15 Gouvernement François Fillon III

1.15.1 Nathalie Kosciusko-Morizet Ministre de l'Écologie, du développement durable, des transports et du logement, 2010-2012

Nathalie Kosciusko-Morizet, souvent désignée par ses initiales NKM, née le 14 mai 1973 à Paris (XVe), est une femme politique française.

Elle fut députée de la quatrième circonscription de l'Essonne de 2002 à 2017 et maire de Longjumeau de 2008 à 2013.

Au gouvernement, elle a exercé également les fonctions secrétaire d'État chargée de l'écologie, puis chargée de la prospective et du développement de l'économie numérique et enfin ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement. Elle fut secrétaire générale adjointe de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) et porte-parole de Nicolas Sarkozy lors de l'élection présidentielle de 2012.

Elle est diplômée de l'École polytechnique (X1992), puis devient membre du corps des ingénieurs du génie rural et des eaux et forêts au sein de l'AgroParisTech et, après l'obtention d'une maîtrise en administration des affaires (MBA), est rattachée au collège des ingénieurs en 1997.

Dans le cadre de sa formation à l'École polytechnique, Nathalie Kosciusko-Morizet effectue son service militaire dans la Marine nationale comme officier chef de quart à bord d'un bâtiment basé à Djibouti et un stage ouvrier dans l'aide humanitaire au Cambodge.

En 1997, elle intègre le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie comme agent contractuel à la direction de la prévision, puis devient en 1999 conseillère commerciale responsable de la cellule environnement à la sous-direction de la politique commerciale et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) au secrétariat d'État au commerce extérieur.

En 2002 elle prend la fonction de conseillère technique en écologie et développement durable auprès du Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, après avoir été brièvement directrice de cabinet de Tokia Saïfi, secrétaire d'État chargée du développement durable et directrice adjointe de cabinet de Roselyne Bachelot-Narquin, ministre de l'écologie.

Elle signe à cette époque des articles sur la fiscalité verte dans Les Échos et Les Cahiers des amis de Jacques Chirac sous le pseudonyme de « Nathalie Dumartray », étant tenue au devoir de réserve en vertu de son statut de haut fonctionnaire. Elle démissionne de la fonction publique en mars 2015 pour "ne pas avoir de filets de sécurité en cas d'échec en politique".

Suppléante de Pierre-André Wiltzer, député sortant de la quatrième circonscription de l'Essonne, elle siège sur les bancs du groupe parlementaire UMP et est membre de la commission des lois, du groupe d'amitié France-Pologne, présidente du groupe d'études santé et environnement, vice-présidente des groupes d'études sur les pollutions industrielles historiques et les nuisances aéroportuaires. Considérée comme une spécialiste des questions environnementales, elle occupe le poste de rapporteur

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

parlementaire sur la charte de l'environnement et de la mission d'information sur l'effet de serre.

Elle est l'auteur de propositions de lois instituant le Conseil économique, social et environnemental, relatives à la pollution lumineuse, aux frais bancaires.

Lors de la formation du troisième gouvernement de François Fillon, en novembre 2010, Nathalie Kosciusko-Morizet est nommée ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

Dès cette nomination, elle démissionne de son mandat au conseil régional d'Île-de-France, ne conservant que son mandat de maire de Longjumeau.

En tant que ministre, elle est membre du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Son exercice est notamment marqué par la confirmation de l'appel d'offre sur l'éolien en mer, la confirmation de la passation du marché de la collecte de la taxe poids lourds, le développement du parc solaire français, l'approfondissement de la sûreté des centrales nucléaires françaises à la suite de la catastrophe de Fukushima, l'interdiction de la fracturation hydraulique dans les recherches de gaz de schiste, les assises du ferroviaire ou encore la modernisation du transport fluvial. Lorsqu'elle quitte ce ministère, 90 % des décrets de la loi dite « Grenelle II » ont été publiés.

Candidate de la droite à la mairie de Paris pour les élections municipales de mars 2014, battue par Anne Hidalgo, elle est ensuite cheffe de l'opposition au Conseil de Paris jusqu'en 2017. Elle se présente à la primaire de la droite et du centre de 2016, de laquelle elle sort quatrième avec 2,56 % des voix, puis échoue à se faire élire députée dans la deuxième circonscription de Paris lors des élections législatives de 2017. Elle démissionne de son mandat de conseillère de Paris le 24 août 2018 et se retire de la vie politique.

Versement 20160517¹⁵⁴

Ministère : Écologie, développement durable, transports et logement

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Nathalie Kosciusko-Morizet ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement

Art 1-50 : dossiers de chefs cabinet, 2010-2011

dont notamment les entretiens, voyages et interviews de la ministre, 2010-213

Nombre d'articles : 50 (25 dimabs)

Métrage linéaire : 8 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

¹⁵⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-de-Nathalie-Kosciusko-Morizet-2010-2013>

Lieu de conservation : Archives nationales

1.16 Gouvernement Jean-Marc Ayrault I

1.16.1 Nicole Bricq, Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, 2012

Nicole Bricq, née Vayssière le 10 juin 1947 à La Rochefoucauld (Charente) et morte le 6 août 2017 à Poitiers, est une femme politique française, membre du Parti socialiste puis de La République en marche.

Députée puis sénatrice, elle est nommée ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie dans le gouvernement Jean-Marc Ayrault I de mai à juin 2012, puis ministre du commerce extérieur dans le gouvernement Jean-Marc Ayrault II, de juin 2012 à mars 2014.

N'étant pas reconduite au gouvernement suivant, Nicole Bricq redevient sénatrice et rejoint en 2017 le groupe LREM. Elle meurt la même année dans un accident domestique. Au début des années 1980, elle est nommée Première secrétaire de la fédération de Paris du Parti socialiste. Longtemps membre du CERES (courant du Parti socialiste mené par Jean-Pierre Chevènement, classé à la gauche du PS), puis de Socialisme et République, elle est élue en 1986 conseillère régionale au Conseil régional d'Île-de-France où elle sera présidente de la commission culture.

De 1992 à 1993, elle a été conseillère technique au cabinet de la ministre de l'environnement Ségolène Royal qui succédait alors à Brice Lalonde.

Députée puis sénatrice

En 1997, elle est élue députée dans la sixième circonscription de Seine-et-Marne (Meaux-Nord). Elle gagne au second tour dans une triangulaire face au député sortant et maire (UMP) de Meaux, Jean-François Copé et la candidate du Front national, Marie-Christine Arnautu. En 1998, elle produit pour le compte de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan un rapport d'information sur la fiscalité environnementale suggérant notamment une réforme de la fiscalité au service de l'environnement et un renforcement de l'application du principe pollueur-payeur.

En 2001, elle devient conseillère municipale d'opposition à Meaux.

Elle échoue à être réélue aux élections législatives de 2002 face à Jean-François Copé, ne comptant au second tour qu'à peine 41 % des voix⁷.

Le 26 septembre 2004 elle est élue sénatrice de Seine-et-Marne, après avoir été députée de ce même département. Elle siège à la commission des Finances. En octobre 2008, elle est élue vice-présidente de cette commission. En octobre 2011, elle est réélue sénatrice de Seine-et-Marne. Elle devient aussi rapporteure générale du Budget du Sénat au sein de la Commission des Finances, première femme à occuper ce poste. À ce titre et pour préparer le débat au Sénat sur les prélèvements obligatoires, elle produit en novembre de cette année avec la commission des Finances un rapport contenant un bilan critique et argumenté de la politique de prélèvements obligatoires pour la période 2007-2012, assorti de pistes et propositions de réforme pour le quinquennat à venir. Durant cette période et depuis 2009, elle est aussi un soutien important de François Hollande.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Le 16 mai 2012, après l'élection de François Hollande à la présidence de la République, elle est nommée ministre de l'environnement dans le premier gouvernement Ayrault (elle est remplacée par Hélène Lipietz au Sénat). Elle est dans cette tâche assistée par un ministre délégué, Frédéric Cuvillier pour ce qui concerne les transports et de l'économie maritime. Elle est également chargée des questions d'énergie.

Le 13 juin 2012, elle annonce la suspension de tous les permis de forages exploratoires d'hydrocarbures au large de la Guyane. Elle souhaite protéger « la faune marine et de l'environnement », éviter le recours à la technique très polluante des boues à l'huile, et elle dénonce un code minier « inadapté et obsolète » ainsi que le « permis exclusif de recherches à un consortium privé sans contrepartie suffisante pour l'intérêt national ».

Versement 20160519¹⁵⁵

Ministère : Écologie, développement durable et énergie

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Nicole Bricq, Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Art 1: Dossiers de Paul-Bertrand Barets, conseiller diplomatique, 2012-2013

Comité export nucléaire et Conseil de politique nucléaire (CPN)

Nombre d'articles : 1 (1 dimab)

Métrage linéaire : 0,33 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

155 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-de-Nicole-Bricq-ministre-de-l-Ecologie>

1.17 Gouvernement Jean-Marc Ayrault II

1.17.1 Delphine Batho, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, 2012-2013

Delphine Batho obtient le portefeuille de plein exercice de ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie le 21 juin 2012 dans le deuxième gouvernement Ayrault, composé après les élections législatives. Un ministre délégué lui est adjoint pour les transports.

Après des critiques de la part de Delphine Batho contre le budget prévu pour son ministère pour 2014, le président de la République met fin à ses fonctions le 2 juillet 2013.

Sous son ministère sont notamment préparés des textes de lois concernant l'énergie. L'une révisé le code minier au sujet de l'exploitation d'hydrocarbures conventionnels et une autre donne à l'État, à l'instar d'EDF, le pouvoir de décider la fermeture de centrales nucléaires.¹⁵⁶

Versement 20160516¹⁵⁷

Ministère : Écologie, développement durable et énergie

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Delphine Batho, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Art 1-12: Dossiers de Brigitte Bejean, conseillère communication et presse, 2012-2014

Art 13-16 : Courriers signés du cabinet de Delphine Batho, 2012

Art 17-18 : Dossiers de David Roizen, chef de cabinet, 2013

Nombre d'articles : 18 (8 dimabs)

Métrage linéaire : 2,70 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

¹⁵⁶Sources https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/NP/Fran_NP_009890

¹⁵⁷Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-de-Delphine-Batho-ministre-de-l-Ecologie>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

1.17.2 Philippe Martin, Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, 2013-2014

Né en 1953 dans les Hauts-de-Seine, Philippe Martin a été préfet du Gers et des Landes avant de lancer sa carrière politique.

Socialiste et particulièrement fabiusien, il a tout d'abord été élu président du conseil général du Gers en 1998, puis adjoint au maire de Valence-sur-Baïse en 2001, postes qu'il occupe encore actuellement.

Il est devenu député en 2002 et a vu son mandat renouvelé en 2007 et en 2012.

Il est connu pour sa lutte contre les essais OGM en pleins champs.

Philippe Martin est nommé, sous le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 2 juillet 2013 au 31 mars 2014, il succède à Delphine Batho.

Membre de l'équipe chargée des questions environnementales lors de la campagne de François Hollande, il a l'image d'un homme engagé sur les questions environnementales. Le nouveau ministre de l'écologie est surtout connu pour son combat contre les Organismes génétiquement modifiés (OGM).

Trois grands dossiers prioritaires ont été évoqués lors de sa passation de pouvoirs : la transition énergétique, qui avait fait l'objet d'un débat national, la conférence environnementale, prévue en septembre 2013, et les questions internationales.

En Août 2013, il annonce la création prochaine d'une contribution climat énergie (taxe carbone).

Le 2 avril 2014, lui succédera Ségolène Royal à l'occasion du remaniement du gouvernement Valls.

Versement 20160540¹⁵⁸

Ministère : Écologie, développement durable et énergie

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Art 1-4: Dossiers de David Roizen, chef de cabinet, concernant des entretiens, déplacements et réunions, 2013

Nombre d'articles : 4 (4 dimabs)

158 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-de-Philippe-Martin-ministre-de-l>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Métrage linéaire : 1,30 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20190225¹⁵⁹

Sommaire

Cabinet de Philippe Martin, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

Art 1-3 : Courriers signés du ministre, 2013-2014

Art 4-13 : Dossiers de Gilles Ricono, directeur de cabinet : qualité de l'air, efficacité énergétique, 2013-2014

Art 14-16 : Dossiers de David Roizen, chef de cabinet : déplacements, réunions et entretiens, 2013-2014

Art 17-28 : Dossiers de Paul Delduc, conseiller chargé de la biodiversité, de la chasse, de la pêche, de la protection des milieux naturels et de l'agroécologie, 2013-2014

Art 29-30 : Dossiers de Laurence Tavernier, conseillère parlementaire, 2013-2014

Nombre d'articles : 30 (10 dimabs)

Métrage linéaire : 2,50 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

1.18 Gouvernement Manuel Valls II

1.18.1 Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (2014-2016) puis ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer chargée des relations internationales sur le climat (2016-2017)

Ségolène Royal née Marie Ségolène Royal le 22 septembre 1953 à Ouakam (Sénégal), est une haute fonctionnaire et femme politique française.

Elle obtient une licence de sciences économiques, puis, après avoir été élève au Centre universitaire d'études politiques (CUEP), elle entre à l'Institut d'études politiques de Paris, dont elle sort diplômée en 1975 (section Service public)

159 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-cabinet-Philippe-Martin-ministre-de-l-ecologie-du>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Après une première tentative infructueuse, elle intègre l'École nationale d'administration. Pendant sa scolarité, elle fait un stage en Martinique. Elle en sort, en 1980, 64^e de sa promotion, où se trouvent notamment François Hollande, Dominique de Villepin.

Membre du Parti socialiste, conseillère du président François Mitterrand dans les années 1980, elle est ensuite députée pour les Deux-Sèvres et ministre des gouvernements Pierre Bérégovoy et Lionel Jospin.

Du 3 avril 1992 au 29 mars 1993, elle est ministre de l'environnement dans le gouvernement Bérégovoy.

Elle fait voter une loi sur le traitement et le recyclage des déchets (juillet 1992), avec un soutien aux technologies innovantes en la matière. Contre les nuisances sonores, elle fait voter une loi de lutte contre le bruit (loi-cadre de décembre 1992) avec la prévention du bruit des transports, dans les bâtiments publics (les cantines scolaires par exemple), les lieux de travail. Elle fait ensuite adopter une loi sur la « reconquête des paysages » (janvier 1993). Elle traite de problèmes liés à l'eau en travaillant à l'application de la loi sur l'eau votée peu de temps avant sa prise de fonction, à l'initiative de son prédécesseur, Brice Lalonde. Son passage au gouvernement est marqué par une communication et une médiatisation importante.

Lui succédera à ce poste Michel Barnier.

Du 4 juin 1997 au 27 mars 2000, elle est ministre déléguée à l'enseignement scolaire du gouvernement Lionel Jospin auprès du ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre.

Elle préside le conseil régional de Poitou-Charentes de 2004 à 2014.

Sous sa présidence du Conseil régional, dans le domaine de l'écologie, pour la période 2009-2012, elle lance, avec la Banque européenne d'investissement, le « Plan énergie solaire », de plus de 400 millions d'euros d'investissements. Les principales priorités de ce plan sont le développement de la production d'énergie renouvelable avec l'installation de 650 000 m² de panneaux photovoltaïques, le renforcement de l'autonomie énergétique des territoires, la création de 1 000 emplois sur l'ensemble du territoire régional et la réduction des gaz à effet de serre.

En 2009, Ségolène Royal inaugure le lycée Kyoto, qui est le premier établissement scolaire d'Europe à fonctionner exclusivement avec des énergies renouvelables, et non avec des énergies fossiles.

En 2007, Ségolène Royal est la première femme française à accéder au second tour d'une élection présidentielle, mais elle est battue par Nicolas Sarkozy, récoltant 46,9 % des suffrages exprimés. Par la suite, elle est défaite par Martine Aubry lors de l'élection au poste de premier secrétaire du Parti socialiste en 2008, puis à nouveau battue à la primaire socialiste de 2011 et aux élections législatives de 2012 dans la première circonscription de la Charente-Maritime.

Ségolène Royal démissionne de son mandat de présidente du conseil régional de Poitou-Charentes le 21 avril 2014, après son entrée au gouvernement Valls.

Dans les gouvernements Manuel Valls et Bernard Cazeneuve, entre 2014 et 2017, elle exerce la fonction de ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

En effet, elle sera nommée le 2 avril 2014, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie. Elle annonce son objectif de faire voter la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (votée l'été 2015) visant notamment à réduire la part du nucléaire dans la production énergétique à 50 % en 2025 (conformément à un des engagements de François Hollande).

Adoptée sous l'égide de Ségolène Royal, la loi de transition énergétique du 17 août 2015 sanctuarise le principe d'ouverture à la concurrence des barrages hydroélectriques.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

François Hollande lui propose dans un premier temps le portefeuille de ministre des Affaires étrangères, mais il confie finalement cette fonction à l'ancien Premier ministre Jean-Marc Ayrault.

Lors du remaniement du 11 février 2016, le ministère de Ségolène Royal est alors rebaptisé « ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer » et est élargi aux Relations internationales sur le climat. Elle préside dès lors la Conférence de Paris de 2015 sur les changements climatiques.

En juin 2017, sous la présidence d'Emmanuel Macron, Ségolène Royal est nommée ambassadrice chargée de la négociation internationale pour les pôles arctique et antarctique. Elle siège au Conseil de l'Arctique et doit gérer les nouveaux enjeux qui confrontent les pôles.

Le 24 janvier 2020, elle est démise en Conseil des ministres de ses fonctions d'ambassadrice des pôles.

Versement 20180161¹⁶⁰

Ministère : Écologie, développement durable et énergie

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (2014-2016) puis ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer chargée des relations internationales sur le climat (2016-2017)

Art 1-5: Dossiers de Philippe Bondenez, Conseiller technique Risque technologique, sûreté nucléaire, économie circulaire, 1993-2017

Art 6-14 : Dossiers de Jean-Luc Fulachier, Conseiller auprès de la ministre pour la croissance verte et bleue, Green Tech, stratégie communication, 2014-2017

Art 15 : Dossiers de Leandri Noam, Conseiller budgétaire : Finance Vert, prix du carbone, écotaxe et Écomouv, 2014-2016

Art 16-59 : Dossiers de Murlon Nicolas Conseiller Infrastructure, transports, Partenariats et Social, 2014-2017

dont notamment dossiers sur la démocratisation du dialogue environnemental et la modernisation du droit de l'environnement

Art 60 : Dossiers de Scarbondichi Blanka, Cheffe adjointe de cabinet : déplacement de la ministre, 2016

Art 61 : Dossiers de Véronique Massenet, conseiller pour l'action pour le climat, 2015-2017

Art 62 : Dossiers de Bouet Augustin, Conseiller technique en charge des Territoires, 2016-2017

160 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-de-Segolene-Royal-ministre-de-l-ecologie>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 63-65 : Dossiers de Durant Maxime Conseiller technique finance verte, Tarification du carbone, 2016-2017

Art 66-81 : Dossiers de Julien Assoun, Conseiller technique énergie, 2014-2017

Art 82-110 : Dossiers de Vincent Jéchoux, Directeur de cabinet dont notamment sur la Loi Transition énergétique, 2014-2017

Art 111-116 : Dossiers de Stéphane Crouzat, conseiller diplomatique, 2014-2017

Nombre d'articles : 116 (50 dimabs)

Métrage linéaire : 13,80 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

1.18.2 Barbara Pompili, secrétaire d'État chargée de la biodiversité, 2016-2017

Barbara Pompili est née le 13 juin 1975 à Bois-Bernard (Pas-de-Calais), elle passe son enfance à Liévin, dans le Pas-de-Calais. Elle est diplômée de l'institut d'études politiques de Lille et réside à Amiens depuis 2006.

Elle adhère au parti politique Les Verts en 2000.

Elle est chargée des relations avec la presse pendant la campagne présidentielle de 2002 de Noël Mamère. Durant les cinq années suivantes, elle travaille avec le député Yves Cochet en tant qu'assistante parlementaire, fonction qu'elle définit comme son métier. Elle le soutient lors de la primaire présidentielle écologiste française de 2006.

Barbara Pompili se présente aux élections législatives de 2007 face à Jean-François Lamour (UMP) dans la 13e circonscription de Paris où elle recueille 2,29% des suffrages exprimés. Alors qu'Yves Cochet fait campagne contre Marielle de Sarnez (Modem) dans la 11e circonscription de Paris, elle signe « le manifeste pour la refondation de l'écologie politique », un appel lancé par Daniel Cohn-Bendit qui envisage une alliance avec le Modem.

De 2007 à 2012, elle est secrétaire générale adjointe du groupe de la Gauche démocrate et républicaine (GDR) à l'Assemblée nationale. Elle est élue députée le 17 juin 2012 dans la deuxième circonscription de la Somme. Le 20 juin 2012, elle est désignée coprésidente du groupe écologiste à l'Assemblée nationale, partageant cette fonction avec François de Rugy, bien que cette possibilité ne soit pas offerte par le règlement de l'Assemblée nationale. Début janvier 2013, elle devient officiellement la présidente du groupe.

Elle devient la première femme à occuper la présidence d'un groupe parlementaire à l'Assemblée. Elle est membre de la commission des Affaires culturelles et de l'Éducation, de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes et du groupe d'études sur l'intégration des personnes handicapées, dont elle assure la présidence. Elle siège également au sein du groupe d'amitié « France-Madagascar », ainsi qu'au sein de deux organismes extra-parlementaires, la commission nationale pour l'autonomie des jeunes et la commission supérieure des sites, perspectives

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

et paysages. Dès son élection comme députée en 2012, Barbara Pompili affirme être en faveur d'une alliance parlementaire et gouvernementale avec le PS.

Le 11 février 2016, Barbara Pompili est nommée secrétaire d'État chargée de la Biodiversité, auprès de la ministre de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, Ségolène Royal, dans le gouvernement de Manuel Valls. Elle fait adopter définitivement la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages en juillet 2016. Le texte comprend notamment la création de l'Agence française pour la biodiversité, la précision de la séquence « éviter – réduire – compenser » les atteintes à la biodiversité, et instaure un régime de réparation du préjudice écologique, sécurisant la jurisprudence «Erika» en l'inscrivant dans le code civil. Cette loi contient également des dispositifs de lutte contre les espèces exotiques envahissantes, l'interdiction des pesticides contenant des néonicotinoïdes et autorise la ratification du protocole de Nagoya pour combattre la biopiraterie.

Pendant la primaire citoyenne de 2017, elle soutient François de Rugy. Benoît Hamon l'emporte et François de Rugy rejoint par la suite Emmanuel Macron. Le 21 mars, Barbara Pompili fait de même, devenant la première membre du gouvernement à soutenir le candidat En marche!.

Elle reçoit d'ailleurs le 11 mai 2017 l'investiture du mouvement d'Emmanuel Macron dans la 2e circonscription de la Somme lors des élections législatives de 2017. Elle l'emporte.

Pressentie comme candidate à la présidence de l'Assemblée nationale, elle se range finalement derrière François de Rugy et prend la présidence de la commission du Développement durable et de l'Aménagement du territoire

Versement 20180164¹⁶¹

Ministère : Secrétariat d'État chargée de la biodiversité

Direction : Cabinet

Sommaire

Cabinet de Barbara Pompili, secrétaire d'État chargée de la biodiversité

Art 1 : Courriers parlementaires, 2016-2017

Art 2-30: Déplacements, réunions, entretiens, 2016-2017

Art 31 : Agendas, 2016-2017

Art 32: Discours,

Art 29-33 : Évaluation française des écosystèmes et des services écosystémiques (EFESE), Préfiguration de l'agence régionale pour la biodiversité de Guadeloupe, Surveillance au sein du Parc amazonien de Guyane, Exposition aux pesticides des travailleurs agricoles, 2016

Art 34-41 : Chronos courriers, 2016-2017

161 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-de-Barbara-Pompili-secretaire-d-Etat>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 42-46 : Dossiers du secrétariat particulier de la ministre, 2016-2017

Art 47 : Dossiers d'Emmanuelle Steuperaert, chargée de mission, 2016-2017

Art 48 : Dossiers de Solène Roisin, chargé de mission Parc de la poudrière (Isère), 2016-2017

Art 49 : Dossiers d'Éric Fallourd, conseiller spécial : biodiversité, 2016-2017

Art 50-70 : Dossiers de Jean-Patrick Le Duc, directeur de cabinet adjoint : COP13, chasse et biodiversité, conservation des ours et loups, loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, 2015-2017

Art 71-74 : Dossiers de Cécile Bigot, directrice de cabinet : loi biodiversité, Agence française pour la biodiversité (AFB) et des Agences régionales de la biodiversité (ARB), pêche profonde, 2016-2017

Art 75-76 : Dossiers de Bertrand Galtier, conseiller Espaces protégés et éducation à la nature, 2016-2017

Art 77-85 : Dossiers de Léo Cohen, chargé des relations avec le Parlement et les élus, 2016-2017

Art 86-87 : Dossiers de Loïc Agnès, conseiller gestion des espèces animales et végétales, recherche et connaissances de la biodiversité, 2016-2017

Nombre d'articles : 87 (30 dimabs)

Métrage linéaire : 9,70 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

1.19 Gouvernement Édouard Philippe

1.19.1 Nicolas Hulot, ministre de la transition écologique et solidaire, 2017-2018

Nicolas Jacques André Hulot naît le 30 avril 1955 à Lille du mariage de Philippe Hulot, chercheur d'or et créateur de jardins, et de Monique Moulun, responsable de maisons de santé. Il a un frère, Gonzague, et une sœur, Béatrice. Son grand-père paternel était architecte et son arrière-grand-père maternel, Georges Moulun, était un riche industriel qui tira sa fortune de la construction des premiers barrages hydroélectriques français.

Nicolas Hulot entame des études de médecine après son baccalauréat qu'il abandonne au bout de 6 mois. Il est successivement plagiste, moniteur de voile, serveur, puis photo-reporter. De 1975 à 1979, il est engagé par Gôksin Sipahioglu, fondateur de l'agence de presse Sipa Press. En 1976, il part pour le Guatemala, après le tremblement de terre qui a fait 20 000 morts. La même année, il part en reportage en Afrique du Sud avec le navigateur Eric Tabarly. En 1977, il est en Rhodésie, en pleine guerre d'indépendance et interviewe Ian Smith, le Premier ministre. En 1978, après l'enlèvement du baron Empain, il mène une surveillance, planqué pendant 46 jours dans une voiture devant son domicile, mais s'absente au moment où le baron est libéré par ses ravisseurs et manque le cliché espéré. Le 2 novembre 1979, il refuse de photographier la mort de Jacques Mesrine alors qu'il est parmi les premiers sur les lieux de la fusillade.

Nicolas Hulot commence sa carrière dans les médias à France Inter de 1978 à 1987. De 1987 à 1995, il présente l'émission télévisée Ushuaïa, le magazine de l'extrême sur TF1, co-produite avec Dominique Cantier, il devient alors un des grand porte-paroles de la sauvegarde de la nature. En 1996 et 1997, il présente Opération Okavango puis Ushuaïa Nature de 1998 à 2012. Il est l'inspirateur de la chaîne Ushuaïa TV, lancée sur le câble en mars 2005 appartenant au Groupe TF1. Le magazine mensuel Ushuaïa Magazine voit le jour en 2006 jusqu'au 8 juillet 2011.

Il crée en 1990 la Fondation Ushuaïa, qui devient en janvier 1995 la Fondation Nicolas-Hulot pour la nature et l'homme (reconnue d'utilité publique en 1996) dont il est président jusqu'en juin 2017.

Nicolas Hulot a conseillé plusieurs personnalités politiques telles que Laurent Fabius ou Jacques Chirac, dont il aurait refusé en 2002 la proposition de devenir ministre de l'écologie. Il est à l'origine de l'idée d'inclure une charte de l'environnement dans la Constitution, qui est effective depuis mars 2005. Le 7 novembre 2006, il lance le Pacte écologique afin d'imposer l'écologie dans la campagne présidentielle française. Il souhaite ainsi interpeller les candidats, mobiliser les citoyens et nourrir le débat public. Son pacte est signé par cinq candidats sur douze déclarés à la présidentielle Le 13 avril 2011, Nicolas Hulot se déclare candidat pour l'élection présidentielle de 2012 et s'inscrit dans les primaires écologiste de 2011, il perd face à Eva Joly au second tour. Le 6 décembre 2012, Nicolas Hulot est nommé « envoyé spécial pour la protection de la planète » par le président de la République, François Hollande, mission bénévole dont « les objectifs sont de sensibiliser, informer et mobiliser la communauté internationale sur la crise écologique mondiale et les moyens pour y faire face, notamment là où ces enjeux ne sont pas suffisamment pris en compte », sa mission incluant également la préparation de la 21e Conférence sur le climat (COP21) qui se tient à Paris en 2015. En janvier 2013, il lance un laboratoire d'idées en faveur de la transition écologique. En janvier 2016, il quitte son

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

poste d'« envoyé spécial pour la protection de la planète ». En février 2016, Nicolas Hulot refuse une nouvelle fois d'entrer au gouvernement comme ministre de l'écologie.

Le 17 mai 2017, Nicolas Hulot est nommé ministre d'état, ministre de la Transition écologique et solidaire au sein des gouvernements Edouard Philippe 1 et 2, sous la présidence d'Emmanuel Macron. En juillet 2017, Nicolas Hulot présente le « Plan climat » du gouvernement, un projet de loi pour engager la France vers la neutralité carbone à horizon 2050 et dans lequel la France s'engage à cesser toute production énergétique à partir du charbon d'ici 2022 et arrêter la commercialisation des voitures roulant à l'essence d'ici 2040. Pour ce faire, des groupes de travail par filière ont été initiés, les procédures ont été simplifiées et le volume des appels d'offres pour le photovoltaïque ont été augmentés. Il fait adopter une loi interdisant la production d'hydrocarbures (pétrole et gaz) en France d'ici 2040, avec cependant des dérogations. Un plan d'aide à la rénovation énergétique des bâtiments a également été présenté. Toujours en juillet 2017, il autorise l'abattage de 40 loups gris dans l'année (soit quatre de plus que les années précédentes) pour une population estimée de 360 individus sur le territoire français. En 2017, Nicolas Hulot milite pour la fin de l'utilisation du désherbant glyphosate d'ici trois ans. Finalement, l'Union européenne renouvelle la licence de l'herbicide pour cinq ans le 27 novembre 2017, 18 pays membre de l'UE ayant voté pour. Nicolas Hulot continue son combat pour une sortie du glyphosate en France en trois ans, mais, en février 2018, évoque une possibilité d'exception pour certains agriculteurs, estimant que se passer du glyphosate à 95% serait une réussite. Le 17 janvier 2018, le projet de construction d'un nouvel aéroport sur le territoire de Notre-Dame-des-Landes, en Loire-Atlantique, est définitivement abandonné. En mai 2018, les parlementaires de la majorité refusent d'inscrire dans la loi l'interdiction du glyphosate en 2021. En mars 2018, il annonce un projet de réintroduction de deux ours bruns femelles dans les Pyrénées-Atlantiques.

Le 28 août 2018, Nicolas Hulot annonce sa décision de démissionner du gouvernement au micro de la matinale de France Inter. Il dit avoir pris sa décision seul, sans en avoir prévenu ni le président de la République ni le Premier ministre, estimant qu'ils chercheraient à le dissuader. Il déclare : « Je ne veux plus me mentir » et motive son départ en affirmant qu'il a le sentiment que l'écologie n'est pas une priorité du gouvernement. Il est remplacé le 4 septembre 2018 par le président de l'Assemblée nationale, François de Rugy.

Référence

20190570/1-20190570/49¹⁶²

Intitulé

Dossiers du cabinet de Nicolas Hulot, ministre de la transition écologique et solidaire

Dates extrêmes

2017-2018

Noms des principaux producteurs

Cabinet du ministre chargé de l'Écologie et du Développement durable

¹⁶² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Nicolas-Hulot-ministre-de-la-transition>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Importance matérielle

4,9 ml - 49 boîtes

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Conditions d'utilisation

Conformément au règlement de la salle de lecture

Modalités d'entrée

Versement

Composition du versement

Il est composé des dossiers de son secrétariat particulier, des dossiers d'Anne Rubinstein, cheffe de cabinet du ministre ainsi que des dossiers du service de Presse et Communication comprenant l'ensemble des interviews accordées par le ministre à l'ensemble des médias nationaux et internationaux (télévisuelles, presse écrites et radio) durant sa mandature (2017-2018).

1.19.2 Brune Poirson, Secrétaire d'Etat chargée de la mer, de la biodiversité et des océans, 2017-2020

Née en 1982 à Washington DC, d'un père consultant dans l'informatique et travaillant pour la Banque mondiale, et d'une mère restauratrice de tableaux, elle grandit à Apt, dans le Vaucluse avec deux frères cadet. Elle détient à la fois la nationalité française et américaine. Elle passe son baccalauréat à Marseille en 2008. Après une classe préparatoire à Paris, elle étudie à Sciences Po et à la London School of Economics, dont elle est diplômée.

Pendant un an, elle travaille au Laos sur l'éducation, en particulier des jeunes filles au sein des Hmong. A la fin de ses études elle devient attachée parlementaire d'une députée travailliste. Elle est ensuite chargée de mission au National Endowment for Science, Technology and the Arts (fondation pour l'innovation britannique). Elle y rencontre Sam Pitroda, alors conseiller à l'information, aux infrastructures et aux innovations du premier ministre indien Manmohan Singh et intègre son cabinet à New-Dehli, en 2009. La même année elle rejoint l'Agence française de développement au poste de coordinatrice de développement à New Dehli, sur un projet de distribution d'eau potable dans les bidonvilles. En 2012, elle crée avec son compagnon et Sam Pitroda le think thank CITIX sur le thème du développement durable.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Elle est ensuite recrutée par Veolia en tant que directrice du développement durable et de la responsabilité sociale d'une de ses filiales, Veolia Water India, à Dehli. Dans ce cadre, elle travaille sur des projets de distribution d'eau potable dans les bidonvilles de grandes mégapoles indiennes, notamment dans le Karnataka et à Nagpur.

En 2014, elle déménage aux États-Unis, à Boston, tout en restant au sein de Veolia, et travaille au sein d'un incubateur de technologies propres, sur des thématiques d'innovation sociale et de responsabilité sociale des entreprises. En 2016, elle monte un think tank, nommé People for Global Transformation, sur la durabilité, le changement social et les transformations technologiques. Elle poursuit ses études à la John F Kennedy School of Government, l'école d'administration publique de l'université Harvard et s'investit dans la campagne d'Emmanuel Macron en parallèle, elle obtient un master en administration publique en 2017.

En tant qu'électrice, Brune Poirson indique avoir « papillonné », « plutôt au centre », « sans jamais être convaincue ».

En 2016, elle s'engage au sein d'En marche, l'ayant recommandée à Jean-Paul Delevoye, président de la commission d'investiture de LREM pour les législatives, dans la 3e circonscription du Vaucluse, est rapidement validée.

Le 11 juin 2017, elle sort en tête du premier tour des législatives avec 32.07%. Le 18 juin, elle gagne le duel contre Hervé de Lepineau (Front national) avec 50.67 % des voix.

Le 21 juin 2017, elle est nommée secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire Nicolas Hulot, dans le deuxième gouvernement Édouard Philippe. Après seulement trois jours comme députée, elle laisse alors son siège de députée à son suppléant Adrien Morenas.

À sa prise de fonction, Nicolas Hulot annonce qu'elle sera chargée de la mer, de la biodiversité et des océans. En mars 2018, Contexte indique que Nicolas Hulot « lui a largement délégué les sujets européens » et qu'elle « a assisté à la grande majorité des Conseils des ministres de l'Énergie et de l'Environnement, couvrant des sujets aussi divers que **l'économie circulaire**, la **réforme du marché européen de l'électricité**, la **gouvernance de l'Union de l'énergie ou le marché du carbone** ». Contexte précise que sa mission est de nouer des contacts avec les autres ministres européens pour faire avancer l'agenda de la France en matière de transition écologique tout en défendant les intérêts de son industrie énergétique. Selon Cadre et dirigeant magazine, « elle aborde des thématiques variées, de l'économie circulaire en passant par le **recyclage et la gestion des déchets**, les **émissions carbone**, les **perturbateurs endocriniens** ».

Elle contribue aux négociations européennes concernant la prolongation de l'**autorisation d'exploitation du glyphosate** ; élabore avec François-Henri Pinault le Fashion Pact, une série d'engagements en matière d'écologie que prennent plusieurs entreprises de la mode, présentés lors du sommet du G7 de 2019 ; joue un rôle dans les négociations sur les menaces de sanctions américaines sur les taxes à l'importation des biens de luxe. En janvier 2020, The New York Times la présente comme la « ministre officieuse de la mode » et considère qu'elle est « à la fois l'une des championnes de l'industrie et l'une de ses rares critiques ».

Elle porte le **projet de loi « anti-gaspillage pour une économie circulaire »**, qui est adopté et promulgué en février 2020. Selon le résumé du Monde, celui-ci vise notamment à « [interdire] la destruction de matériel invendu, propose d'introduire un indice de

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

« réparabilité » des appareils électriques et électroniques, ou d'obliger les vendeurs à indiquer si les pièces détachées pour les réparer sont disponibles ou non », prévoit « une meilleure organisation des filières de gestion des déchets dans le bâtiment, au cœur de la problématique des décharges sauvages, et crée six nouvelles filières de « responsabilité élargie du producteur » (REP), dont le tabac, les lingettes sanitaires, les articles de bricolage et de jardinage, ou encore de sport, comme les vélos ». The New York Times relève en particulier que la loi prévoit l'interdiction de l'incinération des produits neufs invendus, ce qui fait de la France la première à adopter une telle mesure selon le Premier ministre Édouard Philippe.

Alors que Brune Poirson envisage, lors de son audition au Sénat le 10 septembre, de faire de la consigne le « symbole » du projet de loi, elle déclare aux sénateurs, deux semaines plus tard, que celle-ci « n'est pas la mesure-phare du projet de loi » : selon Le Monde, le principe de la mesure, à savoir la mise en place d'un système permettant aux consommateurs de rapporter leurs bouteilles en plastique ou les canettes dans des points de collecte en échange de quelques centimes — comme c'est déjà le cas dans dix pays de l'Union européenne — est considérée « comme une perte de revenus pour les collectivités locales » et suscite la quasi-unanimité contre elle au Sénat.

En décembre 2019, l'adoption à l'Assemblée nationale d'un amendement au projet de loi ayant pour objectif d'interdire la « mise sur le marché des emballages plastiques à usage unique d'ici 2040 », suscite des critiques sur le délai choisi au sein de la classe politique et de la part de certains journalistes, alors que Brune Poirson évoque « un signal très fort et concret ». L'association Zero Waste France déplore le fait que « les amendements qui permettent de tenir l'objectif d'interdiction des plastiques à usage unique pour 2040 n'ont pas été votés en commission par la majorité »

Brune Poirson reconnaît l'action « d'énormes lobbys, parce que fabriquer du plastique rapporte énormément »

En février 2019, elle **défend la taxe carbone**, supprimée dans le contexte du mouvement des Gilets jaunes, comme un « outil en faveur de la transition écologique, qui a un vrai impact parce qu'il envoie un signal prix qui permet aux gens de changer leur comportement »

En mars 2019, elle indique comprendre mais regretter le report de trois ans de l'interdiction de l'usage des pesticides, estimant que « c'est encore ce point noir-là que toutes nos oppositions vont utiliser pour faire croire qu'on ne fait rien sur les questions climatiques en France »

Lors des débats sur le projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire, elle s'oppose à un amendement visant à interdire la publicité pour les vols intranationaux, jugeant « impossible d'interdire purement et simplement la publicité pour des consommations courantes, hors motifs particuliers, notamment de santé publique — c'est le cas du tabac ».

En septembre 2017, elle intègre le programme des Young Leaders de la France China Foundation (FCF), institution qui vise à encourager le dialogue entre la France et la Chine, après avoir été incitée à se porter candidate par Aurélien Lechevallier, adjoint de Philippe Étienne au palais de l'Élysée.

Elle refuse d'être tête de liste aux élections européennes de 2019, alors qu'elle était publiquement évoquée parmi les choix possibles. Un sondage IFOP la situe comme 4e

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

personnalité favorite des sympathisants LREM pour ce poste, derrière Jean-Yves Le Drian, Michel Barnier, Agnès Buzyn, et à égalité avec Nathalie Loiseau (avec 7 %).

Selon plusieurs articles de presse, Emmanuel Macron lui demande d'être tête de liste pour les élections municipales de 2020 à Avignon, où la municipalité est dirigée par Cécile Helle (PS), alors que le député Jean-François Cesarini et l'universitaire Sylvie Tavakoli se sont déjà portés candidats auprès de la commission nationale d'investiture. Elle dément l'information et affirme ne pas avoir l'intention de se présenter.

Le 20 mars 2019, Brune Poirson est élue vice-présidente de l'Assemblée des Nations unies pour l'environnement (ANUE), pour un mandat de deux ans. L'ANUE est l'organe décisionnel le plus important au monde sur les questions environnementales. Son rôle au sein de l'organisation est de définir le programme environnemental mondial et de favoriser sa mise en œuvre au sein du système des Nations unies. C'est la première fois qu'une personnalité politique française est élue à ce poste.

Non reconduite au sein du gouvernement Jean Castex, elle retrouve ses fonctions de députée. D'après Marianne, son éviction du gouvernement est due à son refus de se présenter aux élections municipales à Avignon, alors qu'Emmanuel Macron le lui avait demandé.

En octobre 2020, Jean Castex lui confie une mission temporaire consacrée à l'éducation au développement durable, mission qui n'est assortie d'aucun budget : plusieurs élus y voient « une mission sur mesure pour compenser son éviction ». En mars 2021, La Provence remarque qu'elle « mène une action de terrain qu'elle médiatise peu »

De fait, son absentéisme prononcé donne, selon Le Monde, « l'image d'une élue désintéressée de sa fonction », avec à peine cinq présences en séance sur près d'un an. Sur cette période, la base de données « nosdeputes.fr » n'a recensé de sa part aucune prise de parole, question, proposition ou rapport.

En avril 2021, tout en poursuivant la mission que lui a confié le gouvernement, elle annonce qu'elle cède son siège de députée pour se « tourner vers d'autres horizons » que la politique, mais toujours pour « agir en faveur de la transition écologique ». Elle rejoint en fait le groupe hôtelier Accor, en qualité de « directrice du développement durable ». Elle y rejoint notamment Nicolas Sarkozy, qui y siège depuis quatre ans en qualité de « président du comité de la stratégie internationale »

À cette occasion, son siège de députée devait normalement être remis en jeu par une élection législative partielle (dans une circonscription alors considérée comme risquant de revenir au Rassemblement national ; cependant, Jean Castex évite cette échéance en prolongeant de six mois sa mission gouvernementale consacrée à « l'éducation au développement durable », soit jusqu'à fin 2021 : en effet, selon le code électoral, toute mission de plus de six mois d'un député entraîne son remplacement automatique par son suppléant à l'Assemblée nationale. Son suppléant Adrien Morenas, appelé à lui succéder, apprend la nouvelle par hasard.

Ce retour dans le privé est critiqué aussi bien par des opposants que par certains membres du groupe LREM, lui reprochant son absence répétée sur les bancs de l'hémicycle, ainsi qu'une trajectoire pouvant s'apparenter à du pantouflage. Marianne estime en outre qu'« en creux, le message n'est pas des plus agréables : la politique, c'est chouette quand on est membre du gouvernement, mais pas question de s'abaisser à siéger à l'Assemblée nationale ». Selon Marianne, « l'exécutif a tenté d'éviter cette image

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

désastreuse en proposant en catastrophe d'autres postes (notamment diplomatiques) à l'intéressée. Sans succès ». Le magazine explique la décision de Brune Poirson par le fait qu'elle n'ait « pas vraiment digéré son éviction du gouvernement », et indique qu'elle « n'était plus très en phase avec les orientations (certes fluctuantes) du macronisme ». Elle est par ailleurs administratrice de la Fondation de la mer, qui soutient des associations et des programmes sur la biodiversité marine, et reste responsable des relations internationales de LREM.

Référence

20210248/1-20210248/204¹⁶³

Niveau de description

Groupe de cotes

Intitulé

Dossiers du cabinet de Brune Poirson, Secrétaire d'Etat auprès du ministre d'État chargée de la Transition écologique et solidaire

Dates extrêmes

2017-2020

Noms des principaux producteurs

Cabinets des ministres délégués et secrétaires d'État auprès du ministre chargé de l'Écologie et du Développement durable

Importance matérielle

20,4 ml (204 boîtes)

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Conditions d'utilisation

Conformément au règlement de la salle de lecture

Modalités d'entrée

Versement

Composition du versement

Sommaire

20210248/1-20210248/147, 20210248/169-20210248/178

2017-2020

Secrétariat particulier de Brune Poirson

20210248/148-20210248/156

2016-2020

Secrétariat de Yédidia Levy-Auberman, directeur adjoint de Cabinet

20210248/157-20210248/168

2018-2020

Secrétariat de chefferie de cabinet

163 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-de-Brune-Poirson-secretaire-d-Etat>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

20210248/179-20210248/199

2017-2020

Dossiers thématiques de Baptiste Perrisin-Fabert, directeur de cabinet de Brune Poirson dont notamment l'économie circulaire, le Pacte mondial pour l'environnement

20210248/200-20210248/204

2018-2020

Dossiers déplacements de Baptiste Perrisin-Fabert, directeur de cabinet de Brune Poirson

1.19.3 François de Rugy, ministre de la transition écologique et solidaire, 2018-2019

François Goullet de Rugy, dit par convenance François de Rugy, est né le 6 décembre 1973 à Nantes.

Il est successivement membre de Génération écologie, des Verts et d'Europe Écologie Les Verts (EÉLV), il est adjoint au maire de Nantes et vice-président de Nantes Métropole de 2001 à 2008, et élu député dans la 1^{re} circonscription de la Loire-Atlantique en 2007. Réélu en 2012, il est co-président du groupe écologiste à l'Assemblée nationale entre 2012 et 2016, et vice-président de l'Assemblée nationale de 2016 à 2017. Hostile à l'orientation de son parti et soutien du gouvernement de Manuel Valls, il quitte EÉLV en 2015 et crée le Parti écologiste. Il rejoint le groupe socialiste à l'Assemblée nationale en 2016.

Candidat à la primaire citoyenne de 2017 du Parti socialiste en vue de l'élection présidentielle de la même année, il obtient 3,9 % des voix. Contrairement à son engagement de soutenir Benoît Hamon, il rallie la candidature d'Emmanuel Macron.

Réélu député en juin 2017, il rejoint le groupe La République en marche avant d'être élu président de l'Assemblée nationale. En septembre 2018, il est nommé ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire dans le gouvernement Philippe II, succédant à Nicolas Hulot. Il démissionne en juillet 2019 après des révélations de Mediapart sur son utilisation de fonds publics, et retrouve son siège de député le mois suivant. En 2020, il échoue à se faire élire président du groupe LREM à l'Assemblée.

1.19.4 Emmanuelle Wargon, secrétaire d'État à l'Écologie , 2018-2019

Emmanuelle Wargon est née le 24 février 1971 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), elle est l'enfant unique de Lionel Stoléro (1937-2016) secrétaire d'État de 1976 à 1981 sous la présidence Giscard D'Estaing, puis de 1988 à 1991 sous la seconde présidence de François Mitterand, et de son épouse Francine Wolff, énarque et administratrice de la ville de Paris.

Elle effectue ses études secondaires au lycée Molière de Paris. Elle est diplômée de l'École des hautes études commerciales de Paris (HEC) de l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po) et de l'École nationale d'administration (ENA, promotion March Bloch, même promotion que celle de l'ex Premier Ministre Edouard Philippe.

Elle commence sa carrière professionnelle en 1997 comme auditrice à la Cour des Comptes, avant de devenir, en 1999, rapporteure devant les commissions de déontologie. Nommée, en 2001, conseillère technique auprès de Bernard Kouchner, ministre délégué à la Santé, elle rejoint en 2002 l'Agence nationale de sécurité, du médicament et des produits de santé en qualité d'adjointe au Directeur général.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Promue, en 2005, conseillère référendaire à la Cour des comptes, elle assume, à partir de 2006, les fonctions de directrice déléguée à la coordination et au contrôle interne d'Assistance publique-Hôpitaux de Paris.

De 2007 à 2010, elle est directrice de cabinet de Martin Hirsch, alors Haut commissaire aux Solidarités actives contre les pauvretés dans le gouvernement Fillon 2.

Elle est ensuite secrétaire générale des ministères sociaux (Santé, Travail, Sport) jusqu'en 2012, puis déléguée générale à la Formation professionnelle et à l'Emploi au ministère du Travail de 2012 à 2015.

Elle quitte la fonction publique en 2015 pour rejoindre le groupe Danone en tant que « directrice de la communication et des affaires publiques », c'est-à-dire lobbyiste chargée des relations du groupe alimentaire avec les pouvoirs publics chargée des relations du groupe agroalimentaire avec les pouvoirs publics et de la « sustainability ».

Le 16 octobre 2018, lors du remaniement du gouvernement Philippe II, alors qu'Emmanuelle Wargon est encore employée chez Danone, elle est nommée **secrétaire d'État à l'Écologie** auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire, François de Rugy, où elle succède à Sébastien Lecornu. Ce dernier, promu ministre des Collectivités territoriales, était notamment chargé des questions d'énergie. Le 14 janvier 2019, elle est désignée avec Sébastien Lecornu pour animer le « grand débat national », organisé afin de sortir de la crise engendrée par le mouvement des Gilets Jaunes.

Référence

20210174/1-20210174/71¹⁶⁴

Intitulé

Dossiers d'Emmanuelle Wargon, Secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire

Dates extrêmes

2018-2020

Noms des principaux producteurs

Cabinets des ministres délégués et secrétaires d'État auprès du ministre chargé de l'Écologie et du Développement durable

Importance matérielle

71 boîtes (7,1 ml)

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

164 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Cabinet-Emmanuelle-Wargon-secrtaire-d-Etat-a-l>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Conditions d'utilisation

Conformément au règlement de la salle de lecture

Modalités d'entrée

Versement

Composition du versement

Sommaire

L'instrument de recherche présenté est composé à la fois des dossiers de déplacements de la secrétaire d'État ainsi que des dossiers thématiques traités durant sa mandature (2018-2020). Notamment la biodiversité, l'énergie, le climat

2. Stratégie et inspection générale

2.1 Inspection générale¹⁶⁵

Historique du service producteur

Le Conseil général des mines, créé par décret impérial de 1810, est compétent en matières de mines, de carrières, de sous-sol, d'énergie, de matières premières minérales et d'industries s'y rattachant. Le Conseil général des ponts et chaussées (CGPC), créé par décret impérial de 1804, est compétent en matières des routes, ponts et chassées, logement, voies ferroviaires, maritimes, navigables et terrestres.

L'inspection générale territoriale du ministère de l'équipement et de l'environnement est l'une des formations d'inspection de l'inspection générale de l'équipement (créée en décembre 1972) puis de l'inspection générale de l'équipement et de l'environnement (à partir de 1979). Cette formation apparaît comme telle dans les différents organigrammes de l'IG. Elle a pour mission d'inspecter - périodiquement - l'ensemble des services territoriaux, en ce qui concerne l'organisation générale des services, l'utilisation des moyens et personnels et l'application des directives ministérielles. Elle est organisée en 23 circonscriptions, qui sont remplacées en 1986 par des missions générales d'inspection territoriale (MIGT).

En 2000 un Service de l'inspection générale de l'environnement (SIGE) est créé. Le CGPC et le SIGE sont regroupés au sein d'une nouvelle instance intitulée Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD). Par décret du 9 janvier du 9 juillet 2008 le CGEDD est créé.

Conseil général du génie rural, des eaux et forêts

Permettant la fusion des corps du génie rural, des eaux et forêts et d'une partie des services agricoles, le CGGREF est créé par le décret n° 65-426 du 4 juin 1965 en remplacement du Conseil supérieur du génie rural et de l'hydraulique agricole. Organisé par les décrets n° 66-451 du 28 juin 1966 et n° 74-143 du 15 février 1974, le CGGFREF est placé sous la présidence directe du ministre de l'Agriculture et de la Pêche qui délègue ses pouvoirs à un vice-président nommé par arrêté.

Il a pour rôle d'assister le ministre de l'Agriculture et de la Pêche dans l'élaboration et le suivi de sa politique : « Le Conseil général, en plus des questions sur lesquelles il doit être consulté en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, donne son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises [...]. Il procède à toutes les enquêtes ou études et remplit toutes les missions dont il est chargé par le ministre tant en France qu'à l'étranger. Le conseil général participe à la préparation des tableaux d'avancement que l'administration doit soumettre à la commission administrative paritaire du corps. Le Conseil général peut proposer au ministre de faire procéder à toutes études entrant dans les attributions des ingénieurs du génie rural, des eaux et forêts, notamment en ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement des services » (art. 2 du décret n° 66-451).

165 Voir aussi les fonds d'archives du Conseil général des ponts et chaussées
<http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/inspection-generale-r3110.html>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

A partir de juin 1991, il est mis à disposition de quatre ministères supplémentaires : Equipement, Logement, Transports et Espace, Environnement, Artisanat, Commerce et Consommation, et Tourisme, mais il peut aussi répondre aux sollicitations d'autres ministères.

Le CGGREF est en relation permanente avec le Conseil général des mines et le Conseil général des ponts et chaussées.

Son domaine de compétence recouvre toutes les questions entrant dans les attributions des ingénieurs du génie rural, des eaux et des forêts, de nature scientifique et technique d'une part, de nature administrative, économique et sociale, d'autre part et notamment celles qui tiennent au caractère interministériel dudit corps (art. 1 du décret n° 66-451).

Le CGGREF est remplacé par le Conseil général de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux (CGAAER) par le décret n° 2006-487 du 26 avril 2006, qui compte à nouveau six sections, l'ancienne 4e section de la forêt, du bois et de la nature devenant la 6e.

Versement 19980425¹⁶⁶

Ministère : Agriculture

Direction : Conseil général du génie rural, des eaux et forêts

Sommaire

Art. 1-25 : Procès-verbaux des sessions du conseil supérieur du génie rural et de l'hydraulique agricole, 1946-1965.

Art. 26-42 : Avis émis par le conseil supérieur, 1943-1965.

Art. 43-56 : Procès-verbaux des réunions et des avis émis par les sections du conseil supérieur, 1943-1964.

Art. 57-62 : Dossiers thématiques relatifs aux différentes compétences des sections du conseil supérieur, 1936-1959.

Nombre d'articles : 62

Métrage linéaire : 20 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

166 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-conseil-superieur-du-genie-rural-et-de-l>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20080170¹⁶⁷

Ministère : Agriculture

Direction : Conseil général du génie rural, des eaux et forêts

Sommaire

Organisation et travaux de la 6e section (nature, forêt, paysage), 1947-2006

Art 1-15 : Organes supérieurs de décision, 1965-2006

Art 15-19 : Activités et évolutions du CGGREF, 1981-2002

Art 20-146 : Travaux des sections, 1947-2006

Art 147-214 : Missions effectuées par les ingénieurs, 1953-2006

Nombre d'articles : 214

Métrage linéaire : 24 ml

Conditions d'accès : communicables selon les articles L.213-1 à 213-8 du Code du patrimoine, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement : 20144573¹⁶⁸

Ministère : Agriculture

Direction : Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux

Sommaire

Dossiers de Philippe Ferlin, inspecteur général du conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux

Art 1-5 : Politique de la pêche : missions d'expertise, de réflexion et d'évaluation, 2005-2012

Art 6 : Mission conjointe avec le Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) relative à l'évaluation de la Stratégie nationale pour la biodiversité (SNB), 2010

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 0,6 ml

Conditions d'accès : librement communicable

Lieu de conservation : Archives nationales

167 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-nature-foret-paysages-1947-2006>

168 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-peche-biodiversite-2005-2012>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20130554¹⁶⁹

Ministère: Agriculture

Direction : Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux

Sommaire

Dossiers de Philippe Ferlin, inspecteur général du conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux

Art 1-29 : Inspecteur général du Conseil général du génie rural, des eaux et des forêts (2005-2006), puis du Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (2006-2012), 1983-2012

Art 30 : Membre du Comité national de suivi du Fonds européen pour la pêche (FEP), 2006-2007

Art 31 : Commissaire du Gouvernement au Conseil d'administration de l'Agence des aires marines protégées (AAMP), 2008-2010

Nombre d'articles : 31

Métrage linéaire : 2,60 ml

Conditions d'accès : communication libre, sous réserve de restrictions de reproduction liées à l'état matériel des documents.

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20120049¹⁷⁰

Ministère : Agriculture

Direction : Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux

Sommaire

Archives électroniques

Dossiers de Jacques Dedieu, membre du conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux

Art 1 : Lettres de mission reçues par Jacques Dedieu, 2005-2010

Art 2-17 : Comité d'orientation pour les pratiques agricoles respectueuses de l'environnement (CORPEN), 2006-2010

Art 18-20 : Groupe de travail « développement durable », 2004-2010

Art 21-24 : Groupe de travail « risques naturels », 2003-2009

Art 25-37 : Stratégie ministérielle de développement durable (SMDD), 2001-2010

Importance matérielle et support : 496 fichiers (environ 144 Mo)

Conditions d'accès : communicable au terme d'un délai de 25 ans à compter de la date

169 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-peche-aires-marines-protegees-1983-2012>

170 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-archives-electroniques-developpement-durable>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

du document le plus récent

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19850723¹⁷¹

Ministère: Industrie

Direction: Conseil général des mines

Sommaire

Dossiers de B. Schnell, ingénieur général des mines

Art 1-2 : études et participation à des commissions sur les sujets suivants : utilisation de l'énergie (en particulier le charbon), distribution du gaz, conversion des houillères des Cévennes et du Dauphiné, prévention des pollutions industrielles (généralités et mission Basse-Seine) : rapports d'études, rapports de mission et PV de séance : 1947-1978

Communicabilité : voir Code du patrimoine

Nombre d'articles : 2

Métrage linéaire : 1 (2 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement : 19790503¹⁷²

Ministère : Industrie

Direction : Conseil général des mines

Sommaire

Dossiers de M. Turquet de Beaugard, membre du conseil général des mines

Art 1-16 : Participation à la troisième conférence des Nations-Unies sur le droit de la mer, 1970-1978.

Art 17-19 : Participation à la commission interministérielle sur l'approvisionnement en matières premières minérales, 1973-1978.

Art 20 : Délimitation du plateau continental entre la France et le Royaume-Uni, 1976.

Art 21 : Documentation reçue dans le cadre du Centre National pour l'Exploitation des Océans (CNEXO), 1971-1978.

Nombre d'articles : 21

Métrage linéaire : 7 ml

171 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-energie-pollution-industrielle-1847-1978>

172 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-droit-de-la-mer-1970-1978>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19850723¹⁷³

Ministère: Industrie

Direction : Conseil général des mines

Sommaire

Dossiers de B. Schnell, ingénieur général des mines

Art 1-2 : études et participation à des commissions sur les sujets suivants : utilisation de l'énergie (en particulier le charbon), distribution du **gaz, conversion des houillères des Cévennes et du Dauphiné, prévention des pollutions industrielles (généralités et mission Basse-Seine)** : **rapports d'études, rapports de mission et PV de séance : 1947-1978**

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 2

Métrage linéaire : 1 (2 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070620¹⁷⁴

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Conseil général des ponts et chaussées

Sommaire

Art 1 : Fonctionnement de la section de l'aménagement et de l'environnement, 1986-1991

Art 2-23 : Protection et aménagement de l'environnement, 18-1982

Art 24-38 : Aménagement du territoire et urbanisme, 1979-1991

Art 39-53 : Actions envers l'architecture : dossiers de Joseph Belmont, 1978-1992

Art 54-60 : Actions de protection des sites et du patrimoine architectural, 1981-1991

173 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-conseil-general-des-a19053.html>

174 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-amenagement-et-environnement-1968-1992>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 60

Métrage linéaire : 5 ml

Conditions d'accès : communicables selon les articles L.213-1 à 213-8 du Code du patrimoine, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19870147¹⁷⁵

Ministère: Transports

Direction : Conseil général des ponts et chaussées

Sommaire

Art 1-3 : réglementation, rapport des groupes de travail, avis du conseil concernant les transports et l'environnement, 1974-1982

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 3

Métrage linéaire : 0.30 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19910314¹⁷⁶

Ministère : Équipement, logement, transports et mer

Direction : Conseil général des ponts et chaussées

Sous-direction: Section patrimoine naturel

Sommaire

Art 1-39 : dossiers des affaires traitées par la section patrimoine naturel (urbanisme, environnement, habitat), 1974-1975

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 39

175 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-avis-du-CGPC-concernant-les-transports-et-l>

176 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Inspection-generale-patrimoine-naturel-urbanisme>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Métrage linéaire : 3.90 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19920276¹⁷⁷

Ministère : Environnement

Direction : Inspection générale

Sommaire

Art 1 : Dossiers des inspecteurs Jean-Paul Parenteau, 1972-1980, Maurice Esmenjaud, 1977-1981, Émile Leynaud, 1977-1980 concernant la pollution, le bruit, les parcs nationaux (rapports)

Art 2-3 : Dossiers de l'inspecteur Philippe Pruvost concernant les espaces naturels, les déchets (rapports), 1973-1984

Art 4-6 : Dossiers de l'inspecteur Georges Waternaux concernant les zones industrielles, l'eau et les déchets (rapports), 1890-1980

Art 7-11 : Courrier envoyé par l'inspection générale, 1971-1983

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 11

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

¹⁷⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-rapports-IG-sur-les-parcs-dechets-eau-1890-1984>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20040005¹⁷⁸

Ministère : Aménagement du territoire et environnement

Direction : Service de l'inspection générale de l'environnement

Sommaire

Art 1-20 : Fonds de dossier d'inspection générale concernant les nuisances industrielles : rapports, documentation

1971-1992

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 20

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20040173¹⁷⁹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Service de l'inspection générale de l'environnement

Sommaire

Ancienne Mission inspection spécialisée de l'environnement (MISE)

Art 1-6 : Rapports d'inspection générale concernant les déchets, la pollution, l'eau, les sites, 1979-1989

Art 7-9 : Dossiers préparatoires aux rapports des inspecteurs généraux concernant les pollutions, la protection du paysage, 1971-1979

Art 10-13 : Fonctionnement du ministère : délégations régionales, 1971-1973 ; préparation budget, 1977-1978 ; Ateliers régionaux des sites et paysages (ARSP), 1972-1979 ; décentralisation et environnement, 1973-1983 : notes et rapports

Art 14-17 : États régionaux de l'environnement, les sites protégés, installations classées : rapports, avis, notes de l'inspection, 1977-1983

178 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/epertoire-d-archives-detaille-rapports-IG-sur-les-nuisances-industrielles-1971>

179 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-rapports-IG-sur-les-dechets-la-pollution-l-eau>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 17

Métrage linéaire : 2.00 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080258¹⁸⁰

Ministère: Équipement, logement, transports et mer

Direction : Conseil général des ponts et chaussées

Sous-direction: : Aménagement et environnement

Sommaire

Mission pour le rétablissement du caractère maritime du Mont Saint-Michel

Art 1-23 : administration du projet. 1973-2005

Art 24-31 : conception et études générales. 1989-2003

Art 32-44 : expertises, études et enquêtes. 1995-2004

Art 45-50 : engagement du projet, déclaration d'utilité publique, 2001-2003

Art 51-66 : définition des infrastructures et équipements. 1992-2005

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 66

Métrage linéaire : 7 (20 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

180 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-mission-pour-le-retablissement-du-caractere>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20090145¹⁸¹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Service de l'inspection générale de l'environnement

Sommaire

Art 1-27 : Rapports et avis de l'Inspection générale de l'environnement concernant notamment les forêts ; les crues ; l'accident industriel AZF à Toulouse ; le naufrage du pétrolier Prestige. 2001-2004

Art 28-50 : Rapports de Xavier Martin, inspecteur général concernant les crues en Provence et Languedoc ; le drainage du marais poitevin ; l'élevage en Ile-et-Vilaine. 2000-2003

Art 51-57 : Fonds de dossier d'inspecteurs généraux concernant le stockage de déchets radioactifs à l'usine Rhône-Poulenc à La Rochelle (Charente-Maritime), les problèmes posés par l'exploitation de la décharge de déchets industriels de Montchanin (Saône-et-Loire), la maîtrise foncière des champs d'expansion des crues, les crues des 12, 13 et 14 novembre 1999 dans les départements de l'Aude, de l'Hérault, des Pyrénées-Orientales et du Tarn. 1988-2002

Art 58 : Rapports d'inspections périodiques sur l'activité environnement des Directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE). 1999-2001

Art 59 : Rapports d'activité de la Mission d'inspection générale de l'environnement (MISE). 1983-1999

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 59

Métrage linéaire : 6 ml (18 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

181 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-rapports-d-inspection-generale-sur-les-crues-l>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20060157¹⁸²

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Service de l'inspection générale de l'environnement

Sommaire

Art 1-8 : TGV Méditerranée Sud-Est : études d'impact, de faisabilité, rapports, 1990-1993

Art 9 : Nouvelle-Calédonie : rapports, études, colloques, 1992-1994

Art 10-13 : rapports d'inspection générale concernant la pollution industrielle, les risques naturels, les rivières, les études d'impact, les espaces naturels et les espèces, 1991-2000

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 13

Métrage linéaire : 2.00 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20160476¹⁸³

Ministère : Équipement, logement, transports et mer

Direction : Conseil général des ponts et chaussées

Sommaire

Art 1-150 : Sections et collège de spécialités du conseil général des ponts et chaussées, 1967-1993

Notamment la Cinquième section : Affaires d'aménagement et d'environnement

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 150

Métrage linéaire : 15 (45 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

182 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Inspection-generale-TGV-Mediterranee-pollutions>

183 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Sections-et-college-de>

Versement 19910316¹⁸⁴

Ministère: Equipement, logement, transports et mer
Direction : Conseil général des ponts et chaussées

Sommaire

Art 1-4 : dossiers de la mission urbanisme concernant l'île de Ré (Charente-Maritime) et le littoral breton, 1971-1981

Art 5-10 : documents d'urbanisme (SDAU, POS) et études relatifs à la Manche, à la région parisienne, au Val-d'Oise, à la Somme, 1974-1980

Art 11-12 : enquête sur le camping caravanning sur les espaces naturels, 1980-1981

Art 13-15 : risques naturels :

séisme d'Arrette (Pyrénées-Atlantiques) du 13 août 1967,

tornade du 24 juin 1967 dans le Pas-de-Calais,

avalanche du 10 février 1970 au Val-d'Isère (Savoie),

glissement de terrain du plateau d'Assy (Haute-Savoie) du 16 avril 1970

enquêtes, correspondance sur le relogement, 1967-1970

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 15

Métrage linéaire : 0.40 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19860469¹⁸⁵

Ministère: Equipement logement, aménagement du territoire et transports
Direction : Inspection générale

Sommaire

Art 1-64 (IG 904-IG 967) : rapports d'inspection générale concernant :

[...]

. la **pollution**

1973-1975

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 64

Métrage linéaire : 6.40 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

184 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Inspection-generale-mission-urbanisme-concernant>

185 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Inspection-generale-rapports-d-inspection>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19810586¹⁸⁶

Ministère: Industrie

Direction: Conseil général des mines

Sommaire

Art 1-13 (IND 81/08). Archives de M. Claude Maury adjoint au directeur, chargé de la tutelle des écoles des mines.

Art 1-6 : Généralités sur la tutelle, 1963-1978.

Art 6-11 : Dossiers particuliers par école : Dossiers 17-20 Paris, dossiers 21-23 Saint-Etienne, dossiers 24-28 Douai, dossiers 29-31 Ales, dossier 32 Nancy, 1953-1976.

Art 11-13 : Formation des ingénieurs des mines et relations avec l'enseignement industriel, 1966-1977

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 13

Métrage linéaire : 4 (13 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 197701403¹⁸⁷

Ministère: Industrie

Direction: Conseil général des mines

Sommaire

Art 1-7 : réglementation minière à l'étranger : 1914-1964

Art 8-64 : activités minières des pays étrangers (classées par pays, Afrique, Vietnam, Océanie) : 1913-1970.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 64

Métrage linéaire : 7 (22 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

186 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-administration-a38977.html>

187 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-conseil-general-des-a19038.html>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20140342¹⁸⁸

Ministère : Environnement et cadre de vie
Direction : Inspection générale

Sommaire

Inspection générale territoriale des départements et territoires d'Outre-mer

Art 1-25 : Ensemble des départements et territoires d'Outre-Mer, 1963-2000

Art 26-37 : Catastrophes naturelles dans les DOM/TOM, 1963-2000

Art 38-49 : Expertise et inspection à Saint-Pierre-et-Miquelon, 1976-20002

Art 50-71 : Expertise et inspection à Saint-Pierre-et-Miquelon, 1953-2000

Art 72-100 : Expertise et inspection périodique à La Guyane, 1955-2002

Art 101-126 : Expertise et inspection à La Martinique, 1966-2002

Art 127-170 : Expertise et inspection à La Réunion, 1955-2001

Art 171-180 : Expertise et inspection à Mayotte, 1979-1999

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 180

Métrage linéaire : 20 (64 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19920644¹⁸⁹

Ministère : Equipement, logement, transports et mer
Direction : Conseil général des ponts et chaussées

Sommaire

Registres des délibérations des sections du conseil général des ponts et chaussées (CGPC)

Art 1-15 : section administrative et juridique, 1966-1979

Art 16-30 : section administrative et juridique, 1970-1975

Art 31-42 : section administrative et juridique, 1975-1979

[...]

Art 77-87 : section eau et technique des transports, 1966-1979

[...]

Art 101 : affaires diverses, notamment commission des problèmes de l'eau, 1967-1971

[...]

188 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-inspection-generale-a48301.html>

189 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Inspection-generale-rapports-avis-sur-les>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 128

Métrage linéaire : 15,00

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19920645¹⁹⁰

Ministère : Equipement, logement, transports et tourisme

Direction : Conseil général des ponts et chaussées

Sommaire

Registres des délibérations des sections du conseil général des ponts et chaussées (CGPC), 1979-1988

[...]

Art 32-44 : section patrimoine naturel, 1972-1986

[...]

Art 52-56 : affaires relatives à l'environnement, infrastructures, transports, documentation, contentieux, relations internationales, rapports d'inspection générale au ministre, 1977-1992

. classement chronologique

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 56

Métrage linéaire : 6,00

Lieu de conservation : Archives nationales

2.2 Maîtrise de l'énergie

2.2.1 Administration centrale

Historique du service producteur

Initialement chargée de « élaborer et mettre en œuvre la politique du gouvernement dans le domaine de l'énergie et des matières premières », la Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP) faisait partie avant 2008 du ministère de l'Industrie (ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie). À cette époque, elle comprend le service des « matières premières et sous-sol », celui des « énergies renouvelables et utilisation rationnelle de l'énergie » ; et les deux directions des « hydrocarbures » et du « gaz, électricité et charbon ». En outre, elle est chargée de suivre les activités du Commissariat à l'énergie atomique et de ses filiales, pour les activités relevant de la production de l'énergie et de l'approvisionnement des matières nucléaires de base.

En 2008, elle prend le nom de Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC). Elle a pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la politique relative à l'énergie, aux matières premières énergétiques, ainsi qu'à la lutte contre le réchauffement climatique et la pollution atmosphérique.

190 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Inspection-generale-rapports-avis-sur-les-856>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Elle met en œuvre les mesures de contrôle et de répartition des produits et matières premières énergétiques. Elle veille à la bonne exécution des missions de service public dans le domaine de l'énergie. Elle coordonne, en concertation avec les associations, les partenaires économiques et sociaux, et avec l'appui de l'ensemble des ministères concernés, la préparation et la réalisation du programme français de prévention et d'adaptation en matière de changement climatique.

Versement 19980126¹⁹¹

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières
Service des énergies renouvelables et utilisation rationnelle de l'énergie

Sommaire

Art 1 : préparation du débat sur l'énergie : 1981.

Art 2-9 : économies d'énergie (bilan énergétique, programme national, utilisation rationnelle, pompes à chaleur, Agence pour les économies d'énergie (AEE), Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME), fonds spécial grands travaux, comité interministériel) : 1977-1984.

Art 10 : rapports sur l'énergie : 1981-1984.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 10

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

191 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-economies-d-energie-1977>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19930016¹⁹²

Ministère: Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Service des énergies renouvelables et utilisation rationnelle de l'énergie

Sommaire

Art 1-5 : Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) : conseils d'administration, 1989-1991

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 5

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

2.2.2 Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)

Historique du service producteur

En 1990, suite à la loi n° 90-1130 du 19 décembre 1990 et à son décret d'application n°91-732 du 26 juillet 1991, l'État décide la fusion de l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED), de l'Agence pour la qualité de l'air (AQA) et de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) et leur regroupement en une seule agence : l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME). C'est en 1992 que deux événements majeurs dirigent les futures orientations de l'ADEME :

- le vote de la loi de juillet 1992 qui définit la politique de gestion des déchets ;
- la conférence de Rio au cours de laquelle les climatologues attirent l'attention sur les risques climatiques de l'augmentation de la teneur en gaz carboniques dans l'atmosphère.

L'ADEME, comme l'AFME en 1987, continue aussi d'encourager le développement des énergies renouvelables à travers deux procédures : le soutien à des opérations de recherche et de développement et la stimulation du marché.

Les ressources de l'ADEME dépendent du budget accordé par le gouvernement. Jusqu'en 1998, l'Agence gère également le produit de trois taxes : la taxe parafiscale sur les huiles de base, la taxe parafiscale sur les déchets et la taxe parafiscale sur la pollution atmosphérique. Ces taxes sont affectées à des activités particulières et bien définies. Leur gestion budgétaire était suivie, en particulier, par le service-budget finance. C'était une importante source de financement de l'agence.¹⁹³

192 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-AFME-conseil-d-administration-1989-1991>

193 Sources ADEME <https://ressources.histoire-environnement.org/Historique-de-l-Agence-de-l-environnement-et-de-la-maitrise-de-l-energie-ADEME>

2.2.2.1 Siège

Versement 20200141¹⁹⁴

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Art 1-57 : Politique de communication, organisation et fonctionnement de la direction, 1981-2016

Art 58-71 : Communication institutionnelle et relations presse, 1975-2016

Art 72-127 : Campagnes de communication grand public, 1980-2008

Art 128-141 : Aides et subventions à des actions de communication, 1988-2007

Art 142-159 : Enquêtes et études, 1979-2006

Art 160-173 : Supports de communication et publications, 1982-2009

Art 174-180 : Expositions, 1989-2000

Art 181-207 : Partenariats, 1983-2008

Importance matérielle et support : 20 mètres linéaires (60 cartons de type dimab) et 4 boîtes d'archives hors format

Conditions d'accès : Librement communicable

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20170147¹⁹⁵

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Art 1-124 : Rapports du centre d'Angers, 1977-2014

Art 125-394 : Rapports du centre de Paris, 1975-2015

Art 395-603 : Rapports du centre de Valbonne, 1978-2014

Importance matérielle et support : 600 cartons de type dimab

Métrage linéaire : 200 ml

Localisation physique : Pierrefitte-sur-Seine

Conditions d'accès : Communicable selon les articles L213-1 à L213-7 du code du patrimoine

194 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-direction-de-la-communication-1975-2016>

195 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-rapports-etudes-1975-2015>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20170186¹⁹⁶

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Art 1-153 : Contrats d'aides et d'achats, 1992-2000

Nombre d'articles: 153

Métrage linéaire: 17 ml

Localisation physique : Pierrefitte-sur-Seine

Conditions d'accès : Communicable selon les articles L213-1 à L213-7 du code du patrimoine

Versement 20170226¹⁹⁷

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Art 1-50 : Gestion des taxes, 1983-2003

Nombre d'articles: 50

Métrage linéaire: 7 ml

Localisation physique : *Archives nationales*

Conditions d'accès : Communicable selon les articles L213-1 à L213-7 du code du patrimoine

196 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_059276

197 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_059275

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20190126¹⁹⁸

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Art 1-59 : Service Budget-Finances, 1997-2009

Nombre d'articles: 59

Métrage linéaire: 5 ml

Localisation physique : *Archives nationales*

Conditions d'accès : Communicable selon les articles L213-1 à L213-7 du code du patrimoine

Versement 20190514¹⁹⁹

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Art 1-166: direction de l'action régionale de l'ADEME , 1978-2013

Nombre d'articles: 166

Métrage linéaire: 15 ml

Localisation physique : *Archives nationales*

Conditions d'accès : Communicable selon les articles L213-1 à L213-7 du code du patrimoine

198 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_059278

199 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_058379

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19870072²⁰⁰

Nom du producteur

Agence pour les économies d'énergie, Commissariat à l'énergie solaire, Agence française pour la maîtrise d'énergie

Sommaire

Art 1-2 :Comités de direction. - Réunions, 1974-1978

Art 2-9 :Comités directeurs. - Réunions : ordre du jour, procès-Verbaux, dossier de travail, commission technique. 1978-1982

Art 10-12 :Conseil d'administration. - Réunions : ordre du jour, procès-Verbaux, dossier de travail. 1978-1982

Art 21-28 :Agence pour les économies d'énergie (AEE) : généralités sur l'énergie. 1971-1982

Art 29-35 :Agence pour les économies d'énergie (AEE). - Minutiers chronologiques du courrier. 1974-1981

Art 36-55 :Revue de presse de l'Agence pour les économies d'énergie (AEE) et de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME). 1974-1984

Art 56-61 :Fonds documentaire général. 1974-1984

Art 62-65 :Fonds documentaire de l'Agence pour les économies d'énergie (AEE). 1974-1982

Art 66-71 :Fonds documentaire de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME). 1981-1986

Art 72-80 :Industrie. 1972-1981

Art 81-84 :Agence pour les économies d'énergie (AEE), innovations, recherche, inventions. - Dossiers d'inventions dans le domaine des économies d'énergie : correspondance et descriptif des inventions (classement alphabétique des inventeurs)Archives nationales (France). 1974-1981

Art 85-92 :Service de diffusion et d'information sur les énergies nouvelles (SDIEN). - Relations avec le public (particuliers et entreprises) : chronos (échantillonnage du courrier arrivé : les lettres B, C, M, P, S, ont été gardées). 1977-1982

Art 93-110 :Commissariat à l'énergie solaire (COMES). 1976-1982

Art 111-150 :Agence pour les Economies d'Energie (AEE), Service économies de matières premières. 1973-1982

Art 151-157 :Secteur résidentiel et tertiaire. - Travaux réalisés dans le cadre de la CEE 1975-1980

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

200 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_016328

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 157

Métrage linéaire : 66 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19870162²⁰¹

Nom du producteur

Agence française pour la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Art 1-104 : vidéocassettes retraçant les différentes campagnes télédiffusées orchestrées par l'Agence de 1978 à 1981.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 104

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19870259²⁰²

Nom du producteur

Agence française pour la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Art 1-36 : Enregistrements sonores sur cassettes des différentes campagnes radiodiffusées produites par l'AFME en 1980 et 1981

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 36

Lieu de conservation : Archives nationales

201 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_016330

202 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_016340

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19870279²⁰³

Nom du producteur

Agence française pour la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Art 1-29 : Enregistrements sonores sur cassettes des différentes campagnes radiodiffusées produites par l'AFME entre 1970 et 1980

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 329

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19870293²⁰⁴

Nom du producteur

Agence française pour la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Art 1-153 : Fonds audiovisuel de l'AFME (films 16 mm) : rushes correspondant aux séries d'émissions "l'énergie, c'est nous", "l'énergie facile, c'est fini" et "économies d'énergie", 1970-1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 153

Lieu de conservation : Archives nationales

203 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_016336

204 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_016341

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19940247²⁰⁵

Nom du producteur

Agence pour la qualité de l'air

Sommaire

Art 1 : Création de l'Agence pour la qualité de l'air (AQA), 1974-1983.

Art 1- 7 : Grandes orientations de l'AQA et conseils d'administration, 1982-1991.

Art 8 : Localisation de l'AQA, 1978-1988.

Art 8 - 10 : Budget, lois de finances et taxes parafiscales, 1980-1992.

Comptabilité, rapports avec la Cour des Comptes, 1983-1991.

Art 10-11 : Pollution de l'air (travaux interministériels, études), 1980-1992.

Art 12 : Effet de serre (travaux interministériels, colloques, discours, séminaires, journées d'études), 1982-1992.

Art 13 : Service du Personnel, 1982-1992.

Communication interne, 1990-1991.

Art 14 : Donon, Centre d'expérimentation de la qualité de l'air, 1985-1987.

Presse, 1986-1991.

Informatisation de l'AQA, 1983.

Divers, 1986-1992.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 14

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

205 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Agence-de-l-environnement-et-de-la-maitrise-de-l>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19940248²⁰⁶

Nom du producteur

Comité Géothermie

Sommaire

Art 1-6 : Comité géothermie : comptes rendus de réunions, études 1974-1983

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19940249²⁰⁷

Nom du producteur

Agence française pour la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Présidence et direction générale, 1973-1992

Art 1-8 : Comité de direction et conseil d'administration, 1974-1989

Art 9-29 : Comité financier, 1982-1988

Art 30-42 : Comité exécutif, 1982-1987

Art 43-45 : Présidence, 1982-1985

Art 46-55 : Archives de M. Laponche, directeur général, 1973-1989

Art 56-62 : Archives de M. Marquet, adjoint au directeur général, 1980-1987

Art 63-67 : Archives de M. Crémieux, directeur de la diffusion et de l'action sectorielle puis directeur général adjoint, 1975-1989

Art 68-70 : Archives de M. Crémieux et de M. Texier, 1978-1985

206 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Comite-geothermie-1974-1983>

207 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Agence-francaise-pour-la-maitrise-de-l-energie-870>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 71-85 : Archives de M. Beslon, chargé de mission pour l'animation régionale, 1981-1987

Art 86-96 : Archives de Mme Mathis, chargé de mission au service du développement industriel puis chef de cabinet du directeur général, 1979-1988

Art 97-99 : Archives de M. Lévy, conseiller technique pour les problèmes de l'énergie et de la recherche - Villes pilotes, 1982-1984

Art 100 : Rapports d'activité et bilans, 1974-1992

Direction des affaires financières, 1971-1992

Art 101-107 : Service budget, 1981-1992

Art 108-116 : Service des moyens généraux, 1974-1989

Art 117-124 : Service budget et finances, 1971-1988

Art 125-127 : Service des contrats, 1974-1988

Art 128-130 : Secrétariat général, 1982-1986

Art 131-141 : Service formation, 1980-1989

Art 142-158 : Direction scientifique, 1981-1989

Art 159-187 : Direction de la recherche et de l'action technique, 1975-1992

(159-173) : Relations avec divers organismes et sociétés, 1982-1987

(174-184) : Service industrie, 1975-1992

(185-187) : Service résidentiel et tertiaire, 1975-1982

Art 188-206 : Direction de l'action régionale, 1977-1989

(188-192) : Diagnostic thermique du secteur habitat tertiaire, 1980-1986

(193-200) : DOM-TOM ; étranger, 1977-1989

(201-206) : Géothermie et énergie photovoltaïque, 1982-1987

Art 207-228 : Service communication, 1979-1989

Art 229 : Service information et accueil, 1983-1987

Art 230-257 : Service action européenne et internationale, 1979-1992

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 257

Métrage linéaire : 88 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19940300²⁰⁸

Nom du producteur

Agence française pour la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Art 1-41 : Conférences du salon mondial de la maîtrise de l'énergie industrielle, cassettes sonores, 1990

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Années extrêmes : 1974-1982

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19940548²⁰⁹

Nom du producteur

Agence française pour la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Taxe parafiscale sur les fuels lourds, 1976-1980.

Art 1 : Liste des consommateurs de fuels oils lourds d'après le recensement de 1976, textes sur les accords sectoriels, 1976-1977.

Art 2-23 : Dossiers d'accords sectoriels par secteur d'activité, 1976-1980.

Art 24 : Bilan des accords sectoriels, 1978

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 8 ml

Années extrêmes : 1976-1980

Lieu de conservation : Archives nationales

208 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_013381

209 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_015518

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19940549²¹⁰

Nom du producteur

Agence française pour la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Primes aux investissements

Art 1-40 : primes aux investissements économisant l'énergie (procédure F) . 1976-1983

Art 41-58 : primes aux investissements pour petites et moyennes entreprises (procédure FD) . 1978-1982

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 19 ml

Années extrêmes : 1976-1983

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19940550²¹¹

Nom du producteur

Agence française pour la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Primes aux investissements

Art 1-8 : aide sélective aux matériels nouveaux économisant l'énergie, encore appelée procédure V, 1981-1983

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 3 ml

Années extrêmes : 1981-1983

Lieu de conservation : Archives nationales

210 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_015519

211 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_015520

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20040489²¹²

Nom du producteur

Agence française pour la maîtrise de l'énergie - Commissariat à l'énergie solaire - Agence pour les économies d'énergie

Sommaire

Art. 1-7 : affiches, 1979-1985

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Années extrêmes : 1979-1985

Versement 20050139²¹³

Nom du producteur

Agence française pour la maîtrise de l'énergie - Commissariat à l'énergie solaire - Agence pour les économies d'énergie

Sommaire

Archives de l'Agence pour les économies d'énergie (AEE) (1974-1982), du Commissariat à l'énergie solaire (COMES) (1978-1982) et de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME) (1982-1990).

Art. 1-56 : fonctionnement de ces agences : contrôle d'État, questions parlementaires, relations avec les ministères, budget, dossiers par secteur d'intervention, dossiers de candidatures d'experts

Art. 57-73 : économies de matières premières (EMP), dont Art 65-67 : Communauté économique européenne et Art. 68 : bureau d'information et de prévision économiques (BIPE)

Art. 69-71 : Centre d'études et de recherches sur les économies d'énergie (CEREN)

Art. 72-73 : ordures ménagères.

Art. 74-84 : biomasse

Art. 85-89 : économies d'énergie et énergies nouvelles (dont Art 88-89 : énergie solaire à Ajaccio, au lieu-dit Vignola, en Corse)

Art. 90-91 : crédit-bail

212 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_016301

213 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Agence-francaise-pour-la-maitrise-de-l-energie-887>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art. 92-94 : chronos du service des études économiques (SEE)

Art. 95-96 : action régionale

Art. 97 : énergie et industrie

Art. 98-105 : centrale Thémis

Art. 106-112 : Électricité de France (EDF)

Art. 113-120 : contrats sectoriels

Art. 121-131 : commissions techniques de l'Agence pour les économies d'énergie (AEE)

Art. 132-137 : comités interministériels et conseil restreint sur l'énergie

Art. 138-143 : commission de l'énergie du Commissariat général du plan

Art. 144-147 : relations internationales

Art. 148-164 : organisations internationales

Art. 165 : valorisation énergétique du bois

Art. 166-167 : chronos du Commissariat à l'énergie solaire (COMES)

Art. 168-173 : dossiers divers, principalement sur l'énergie dans le secteur industriel

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 17 ml

Années extrêmes : 1974-1982

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20010454²¹⁴

Nom du producteur

Commissariat à l'énergie solaire (COMES)

Sommaire

Art 1-11 : Axes généraux et moyens de fonctionnement, 1973-1982

Art 12-20 : Soutien à la filière de valorisation de l'énergie solaire en France, 1973-1982

Art 21-42 : Coopération internationale dans le domaine de l'énergie solaire, 1974-1982

214 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Commissariat-a-l-energie-solaire-COMES-1978-1982>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 42

Métrage linéaire : 14 ml

Années extrêmes : 1973-1982

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150184²¹⁵

Nom du producteur

Agence pour les économies d'énergie

Sommaire

Art 1-8 : Courrier envoyé et reçu. 1977-1982

Art 9 : Rapports de Jacques Zyss sur les économies et la substitution d'énergie dans le secteur industriel. 1978-1981

Art 10-14 : Réunions des responsables énergie. 1975-1982

Art 15-19 : Préparation des textes réglementaires. 1974-1982

Art 20-25 : Taxations et création de fonds d'investissement. 1974-1980

Art 26-31 : Aides et primes. 1978-1983

Art 32-37 : Partenariats et groupes de travail. 1970-1983

Art 38-68 : Dossiers thématiques. 1973-1982

Art 69-79 : Communication. 1974-1981

Art 80-83 : Relations internationales. 1974-1981

Art 84-89 : Rapports et études. 1975-1982

Métrage linéaire : 9 ml

Années extrêmes : 1974-1983

Conditions d'accès : Ces documents sont librement communicables.

Lieu de conservation : **Archives nationales**

Versement 20050418²¹⁶

Nom du producteur

Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets

Sommaire

Affiches produites par l'agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED) dans le cadre de campagnes de sensibilisation, 1978-1989

Art 1-34 : campagnes de sensibilisation réalisées par l'ANRED, 1978-1988

Art 35-40 : campagnes de sensibilisation soutenues par l'ANRED , 1979-1989

Art 41-42 : campagnes sur la collecte des piles Bouton, 1978-1987

Dates 1978-1989

Métrage linéaire : 10 ml

Conditions d'accès : Ces documents sont librement communicables.

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20020415²¹⁷

Nom du producteur

Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets

Sommaire

Organisation générale :

Art 1-18 : Conseil d'administration 1977-1991

Art 19-20 : Statuts et organisation de l'agence 1975-1990

Art 20-22 : Comité technique permanent pour la valorisation des déchets organiques 1977-1986

Art 22 (suite) : Commission technique sur la récupération des matières premières, commission consommation, commission industrie - valorisation, commission industrie - élimination, 1979-1988

Art 22 (suite)-24 : commission industrie 1979-1986

216 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ANRED-affiches-1978-1989>

217 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Agence-nationale-pour-la-recuperation-et-l-873>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 24 : Taxe parafiscale sur les huiles 1986

Art 24 (suite)-26 : Questions parlementaires. 1982-1991

Art 27 : Rapports d'activités 1978-1991

Communication :

Art 27 (suite)-28 : Expositions 1986-1989

Art 29-33 : colloques 1987-1989

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 33

Métrage linéaire : 11 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20040159²¹⁸

Nom du producteur

Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets

Sommaire

Archives de l'agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED), créée en 1976 et dissoute en 1990, dont les attributions ont été reprises par l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)

Art 1-19 : Dossiers du service international de l'agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED). classement par continent puis par pays, 1971-1992

Art 1-5 : Afrique, 1975-1992

Art 5 (suite)-9 : Amérique, 1977-1992

Art 9 (suite)-12 : Asie et Océanie, 1975-1992

Art 12 (suite)-18 : Europe, 1971-1992

Art 18 (suite) : Relations avec l'organisation du traité de l'atlantique nord (OTAN), 1979-1980

Art 19 : Développement et coopération, 1980-1984

218 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Agence-nationale-pour-la-recuperation-et-l>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 19

Métrage linéaire : 6 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150256²¹⁹

Nom du producteur

Agence pour les économies d'énergie - Commissariat à l'énergie solaire - Agence française pour la maîtrise de l'énergie - Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets – Agence pour la qualité de l'air - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Art 1-14 : Résidentiel et tertiaire

Art 15-36 : Biomasse, agriculture et bois

Art 37-44 : Solaire habitat

Art 45-64 : Solaire photovoltaïque

Art 65-68 : Éolien

Art 69-101 : Déchets

Art 102-109 : Pollution atmosphérique, bruit

Art 110-128 : Transports

Art 129-134 : Énergie

Art 135-138 : Paysages

Art 139-144 : Formation et sensibilisation

Art 145-154 : Industrie

Art 155-162 : Action-l'international et dans les DOM/TOM

Art 163-176 : Communication, manifestations

Art 177-179 : Vie et organisation interne de l'ADEME, de l'AFME et du COMES

Années extrêmes : 1963-2005

Métrage linéaire : 18 mètres linéaires (63 cartons) .

Conditions d'accès : Archives publiques librement communicables.

219 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-ademe-diapositives-a48360.html>

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20160222²²⁰

Nom du producteur

Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets

Sommaire

Art 1-45: Exercices budgétaires. 1977-1992

Art 46-110: Documents pluriannuels. 1976-1996

Années extrêmes : 1976-1996

Métrage linéaire : 4 mètres linéaires

Conditions d'accès : Archives publiques librement communicables.

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20160226²²¹

Nom du producteur

Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets

Sommaire

Art 1-76: Fonctionnement et activités de la direction de l'industrie, 1977-1992

Art 77-182: action régionale

Art 1983-250: Collecte, valorisation et traitement des déchets, 1974-1992

Art 251-300: Décharges et usines d'incinération, sites et soles pollués, déchetteries

Années extrêmes : 1974-1992

Métrage linéaire : 8 mètres linéaires (300 articles, 24 dimabs)

Conditions d'accès : Archives publiques librement communicables.

220 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_055580

221 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-agence-nationale-a48354.html>

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070466²²²

Nom du producteur

Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets

Sommaire

Archives de l'agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED), créée en 1976 et dissoute en 1990, dont les attributions ont été reprises par l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)

Art 1-6 : documents audiovisuels produits ou commandités par l'ANRED dans le cadre de ses campagnes d'information, 1973-1989

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 1 (1 dimab)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20160223²²³

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Art 1-28: Exercices budgétaires. 1979-1999

Art 29-110: Documents pluriannuels. 1978-1999

Années extrêmes : 1978-1999

Métrage linéaire : 5 mètres linéaires

Conditions d'accès : Archives publiques librement communicables.

222 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-ademe-agence-a21715.html>

223 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_055583

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20160224²²⁴

Nom du producteur

Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED), Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)

Sommaire

Décharges

Art 1-133: Décharges de Classe I suivies par l'ANRED/ADEME. 1976-2000

Art 134-148: Décharges de Classe I ayant fait l'objet d'une mission ponctuelle. 1978-1996

Art 149-176: Autres décharges ayant fait l'objet d'une intervention. 1970-1994

Art 177-201: Recherche et Prospective. 1976-1997

Années extrêmes : 1970-2000

Métrage linéaire : 10 mètres linéaires

Conditions d'accès : Archives publiques librement communicables.

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20160225²²⁵

Nom du producteur

Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED), Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)

Sommaire

Déchets industriels

Art 1-14: Filières et Outils. 1991-1999

Art 15-25: Types de Déchets. 1982-1998

Art 26-34: Autres déchets . 1979-1999

Années extrêmes : 1979-1999

224 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_055588

225 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_055595

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Métrage linéaire : 13 mètres linéaires

Conditions d'accès : Archives publiques librement communicables.

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070447²²⁶

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Archives de l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets (ANRED), créée en 1976 et dissoute en 1990, dont les attributions ont été reprises par l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)

Art 1-3 : documents audiovisuels produits ou commandités par l'ANRED dans le cadre de ses campagnes d'information, 1982-1984

Art 4-7 : enregistrements d'émissions télévisées concernant les problématiques d'action environnementale de l'ANRED , 1980-1991

Art 8 : documents reçus par l'ANRED dans le cadre de son action environnementale, 1984

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 8

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20170503²²⁷

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Archives de la présidence et de la direction générale

226 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-ademe-agence-a21714.html>

227 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_057102

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 1-4 : textes constitutifs, rapports d'activité et organigrammes, 1982-2009

Art 5-28 : création de l'ADEME, 1989-1998

Art 29-90 : conseil d'administration, 1982-2009

Art 91-230 : commissions nationales, et comités de gestion des aides financières, 1982-2010

Art 231-385 : chronos, 1982-2011

Art 386-419 : comité exécutif et comité stratégique, comité de direction, séminaire exécutif et séminaire de direction, 1982-2003

Art 420-477 : interviews, interventions, conférences de presse et déplacements, 1993-2007

Art 478-500 : contrôles, audits et inspections, 1982-2008

Art 501-551 : stratégie, planification, projet et plan d'entreprise, 1988-2004

Art 552-708 : politique et actions de l'ADEME : dossiers thématiques et sectoriels

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 708

Métrage linéaire : 76 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20170528²²⁸

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Archives de la direction scientifique

Art 1-49 : politique et action de la direction scientifique, 1975-2008

Art 50-127 : partenariats, 1981-2007

Art 128-181 : action européenne et internationale, 1982-2007

Art 182-355 : enquêtes et études, 1982-2007

Art 356-380 : colloques, rencontres, séminaires, conférences, journées d'études et de recherche, 1981, 1984, 2003

Art 381-407 : dossiers thématiques, 1980-2007

228 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_057140

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 408-415 : projets et programmes expérimentaux, 1978-1992

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 415

Métrage linéaire : 44 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20170527²²⁹

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Archives de la direction des ressources humaines

Art 1-84 : instances représentatives du personnel, 1979-2010

Art 85-175 : gestion des ressources humaines, 1974-2015

Art 176-197 : formation, 1983-2010

Art 198-202: Association pour l'avenir du personnel titulaire de l'AFME (APAPT), 1985-1991

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 202

Métrage linéaire : 21 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

229 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Archives-de-la-direction-des-ressources>

2.2.2.2 Bourgogne

Versement

1942 W 1-11²³⁰

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Sommaire

Fonctionnement de l'agence (délégation Bourgogne), diagnostics énergie et attribution des aides.

Dates extrêmes : 1989-2003

Métrage linéaire: 9 boîtes, 0,90 ml

Conditions d'accès : Communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de la Côte-d'Or

2.2.2.3.3 Franche-Comté

Versement 2029W²³¹

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Direction : Franche-Comté

Sommaire

Service financier gestionnaire. - Dossiers de subventions (1990-2001). Activités et actions de l'ADEME (1984-2004).

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 38

230 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Delegation-Bourgogne-1989-2003>

231 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Franche-Comte-activites-1984-2004>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Métrage linéaire : 5.10 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Doubs

2.2.2.4 Ile-de-France

Versement 2290W²³²

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Direction : Ile-de-France

Sommaire

Dossiers sur la géothermie, 1975-2000

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 512

Métrage linéaire : 4 ml

Lieu de conservation : Archives départementales des Hauts-de-Seine

Versement 2822W²³³

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Direction : Ile-de-France

Sommaire

Administration, études, rapports, rapports d'activités, 1975-2010

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 512

²³² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Ile-France-geothermie-1975-2000>

²³³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ADEME-Ile-France-fonctionnement-1975-2010>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Métrage linéaire : 51 ml

Lieu de conservation : Archives départementales des Hauts-de-Seine

2.2.2.5 Provence-Alpes-Côte d'Azur

Versement

1142W 0001 à 1142W 0578

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

Sommaire

1142W 0001 - 1142W 0303 : Économies d'énergie

1142W 0001 - 1142W 0171 : Diagnostics thermiques, opérations de démonstration, opérations villes pilotes

1142W 0172 - 1142W 0210 : Économies d'énergie, isolation, thermie

1142W 0211 - 1142W 0251 : Habitat

1142W 0252 - 1142W 0303 : Fonds spécial de grands travaux : études des travaux par département

1142W 0304 - 1142W 0347 : Énergie éolienne et hydro-électricité

1142W 0348 - 1142W 0578 : Énergie solaire, photovoltaïque

1142W 0348 - 1142W 0401 : Expertises

1142W 0402 - 1142W 0454 : Aides financières

1142W 0455 - 1142W 0545 : Recherche

1142W 0546 - 1142W 0562 : Constructeurs (matériels et procédés solaires, chauffage solaire) : correspondance et documentation

1142W 0563 - 1142W 0578 : Concours "Maisons solaires, maisons d'aujourd'hui" organisé par l'AFME et le Comité d'action pour le solaire (CAS)

Dates extrêmes: 1975-1998

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales des Alpes-Maritimes

2.2.2.6 Réunion

Versement 1736W

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie de la Réunion

Sommaire

Contrats avec les porteurs de projets, études déchets, mission de valorisation agricole des déchets (MVAD), études / rapport énergie, déchetterie du Guillaume, contrat de plan Etat/Région

1996-2005

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 12

Métrage linéaire : 1,2 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Réunion

Versement 1925W

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie de la Réunion

Sommaire

Contrats avec les porteurs de projets (2001-2007), études déchets (2003-2007), mission de valorisation agricole des déchets (MVAD) (2005-2006), études/rapports énergie (2002-2007), communication (2003-2007)

2001-2007

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 1,1 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Réunion

Versement 1718W

Nom du producteur

Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie de la Réunion

Sommaire

Rapports d'activité, comités régionaux d'orientation, contrats, études déchets, énergie, transport, communication, mission de valorisation agricole des déchets (MVAD), diapositives sur le transport à La Réunion (véhicules électriques, bateaux 1983-1991), sur les installations voltaïques, île de Mayotte : étude déchet (1993-2000), énergies (1995-2003), conventions annuelles (1984-1997), programme territorial pour la maîtrise de l'énergie (1983-1996), comité territorial pour la maîtrise de l'énergie (Procès-verbaux 1992-1996), comptes rendus de mission (1993-2004), déchets (1996-2005).

1982-2010

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 23

Métrage linéaire : 2,3 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Réunion

2.3 Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail

Historique du service producteur

L'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail est un établissement public administratif de l'État, réorganisé par l'ordonnance 2005-1087 du 1er septembre 2005 qui a transformé l'AFSSE (Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement, initialement créé par la loi n°2001 - 398 du 9 mai 2001), en AFSSET, et dont l'organisation et les missions sont précisées par le décret n°2006 - 676 du 8 juin 2006 (Le 1er juillet 2010, l'AFSSET a cessé officiellement d'exister pour fusionner avec l'AFSSA dans une nouvelle entité : ANSES (cf. ordonnance du 7 janvier 2010-18 portant création d'une agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail).

L'AFSSET est placée sous la tutelle conjointe des ministères chargés de l'environnement, de la santé et du travail. Elle a pour mission de contribuer à assurer la sécurité sanitaire dans les domaines de l'environnement et du travail et d'évaluer les risques sanitaires qu'ils

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

peuvent comporter. À cette fin, elle procède ou fait procéder à toute expertise, analyse ou étude nécessaires, en prenant appui sur les services et établissements publics ainsi que sur les autres organismes compétents (AFSSA (Agence française de sécurité sanitaire des aliments), INVS (Institut national de veille sanitaire), ADEME (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie...)). Elle organise à cet effet un réseau permettant de coordonner les travaux d'évaluation des risques sanitaires menés par ces organismes dans les domaines qui relèvent de sa compétence.

Afin d'évaluer les risques sanitaires, l'Agence fait appel à l'expertise collective externe par l'intermédiaire de Comités d'experts spécialisés (CES) ou de groupes de travail spécifiques à une thématique particulière. Elle accueille ainsi dans ses locaux de nombreux experts d'organismes divers.²³⁴

Versement 20100347²³⁵

Nom du producteur

Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail

Sommaire

Art 1-3 : Création et organisation, 2002-2010

Art 4-17 : Fonctionnement, 2002-2010

Art 18-36 : Direction générale, 2002-2008

Art 37-52 : Dossiers de saisine de Mme Froment-Védrine : notes, rapports, correspondance, avis, textes de loi, comptes rendus de réunion, documentation (classement alphabétique des produits et des thèmes), 2002-2008

Art 53-57 : Saisines, 2002-2010

Art 58-79 : Événements et débat public, 2003-2010

Importance matérielle et support

59 cartons (Dimab), 16,64 ml

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

²³⁴Sources : Archives nationales

²³⁵Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Agence-francaise-de-securite-sanitaire-de-l>

2.4 Agence française de sécurité sanitaire pour les aliments

Historique du service producteur²³⁶

A partir du milieu des années 1990, les pouvoirs publics français, confrontés à la crise de la « vache folle », durent dresser le constat du dispositif de veille et de sécurité sanitaire national. Leurs conclusions, exposées dans le projet de loi Huriet, mettent en lumière une connaissance insuffisante des risques liés à l'alimentation pour légiférer en connaissance de cause, un manque d'indépendance des autorités chargées du contrôle, une démarche tournée essentiellement vers la santé animale et non humaine, une insuffisance des moyens accordés à la veille sanitaire, la multiplicité et le manque de coordination des organismes (vétérinaires, douanes, fraudes) chargés de la veille sanitaire et du contrôle et un manque d'information. Ces observations sont dressées dans un contexte de réorganisation, au niveau européen, du dispositif de veille sanitaire, suivant les recommandations internationales du Codex Alimentarius. Ce dernier préconise une séparation entre, d'une part, l'appréciation et l'évaluation du risque dévolues à des agences spécialisées et, d'autre part, sa gestion confiée à la puissance publique. Ces recommandations formeront l'ossature de la loi 98-535 du 1er juillet 1998 (dite loi Huriet) avec la mise en place d'un nouveau dispositif comprenant la création de trois établissements publics : l'InVS (Institut national de veille sanitaire), l'AFSSAPS (Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé) et l'AFSSA (Agence française de sécurité sanitaire des aliments). Le Comité national de sécurité sanitaire réunit, sous la présidence du ministre de la Santé, toutes les administrations et agences du domaine sanitaire.

Établissement public de l'État à caractère administratif, l'AFSSA se voit confier de nouveaux domaines d'expertise (eau, produits phytosanitaires, végétaux, organismes génétiquement modifiés (OGM), virologie alimentaire). L'Agence est placée sous la tutelle de trois ministères : Agriculture, Santé, Consommation.

Reprenant les missions du Centre national d'études vétérinaires et alimentaires (CNEVA), l'Agence a une mission de recherche et d'appui scientifique et technique en matière de santé animale, d'hygiène des aliments et de nutrition. Outre les douze laboratoires qui composaient le CNEVA ainsi que l'Agence nationale du médicament vétérinaire (ANMV) à Fougères, l'Agence intègre le Laboratoire d'études et de recherches en hydrologie du ministère de la Santé, situé à Nancy.

Les principes de l'organisation de l'AFSSA sont définis par le décret 99-242 du 26 mars 1999. Un Conseil scientifique veille à la cohérence de la politique scientifique de l'Agence. Trois directions sont responsables des activités scientifiques de l'Agence. La Direction de la programmation des laboratoires (DPL) est en charge de la programmation, de la coordination, du suivi et de l'évaluation de l'ensemble des activités des laboratoires, qui lui sont rattachées en coordination avec la Direction de l'hygiène des aliments (DHA), à l'exception de celles qui sont coordonnées par la Direction de l'évaluation des risques sanitaires et nutritionnels (DERNS). Cette dernière assure les actions d'évaluation en faisant appel aux commissions d'expertise ainsi qu'à des groupes de travail. Elle est chargée d'instruire, dans le champ des risques nutritionnels et sanitaires, l'ensemble des demandes d'avis ou des consultations adressées à l'Agence ; elle assure le recueil des informations, élabore les recommandations ou propositions aux autorités compétentes

²³⁶ Sources https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_057299

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

dans les conditions prévues à l'article L. 794-1 du Code de la santé publique. L'ANMV (Agence nationale du médicament vétérinaire) est quant à elle chargée de l'évaluation des dossiers d'autorisation de mise sur le marché (AMM), de la délivrance de ces AMM et du suivi des médicaments vétérinaires après autorisation. La Commission d'AMM et la Commission nationale de pharmacovigilance lui sont rattachées. Consultée obligatoirement sur les projets de dispositions législatives ou réglementaires portant sur les maladies animales et l'utilisation des médicaments vétérinaires, l'Agence l'est aussi en matière de produits phytosanitaires et d'organismes génétiquement modifiés.

Versement 20060262²³⁷

Nom du producteur

Agence française de sécurité sanitaire pour les aliments

Laboratoire d'études et de recherches hydrobiologiques

Sommaire

Dossiers de Gilbert Jolivet, directeur de la qualité du ministère de l'Agriculture puis président du conseil d'administration du Centre national des études vétérinaires et alimentaires (CNEVA), 1963-2000.

Art 1 : Politique générale, missions et organisation de la direction de la qualité, 1965-1988.

Art. 2 : Devenir des laboratoires nationaux vétérinaires, 1963-1987.

Art. 3-4 : Création et direction du CNEVA, 1985-1997.

Art. 4 (suite) : Création de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) et devenir du CNEVA, 1993-2000

Nombre d'articles : 4

Métrage linéaire : 1 ml

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

237 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_023848

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20140404²³⁸

Nom du producteur

Agence française de sécurité sanitaire pour les aliments

Sommaire

Dossiers de Martin Hirsch, directeur général de l'AFSSA (1999-2005) et de Monique Eloit, directrice auprès du directeur général (2000-2005)

Art 1-3 : Organisation et fonctionnement, 1999-2003

Art 4-5 : Relations avec les tutelles, 1999-2003

Art 6-7 : Budget et finances, 1999-2005

Art 8-23 : Instances de gouvernance, 1999-2005

Art 24-31 : Ressources humaines, 1999-2005

Art 32-44 : Laboratoires, 199-2004

Art 45-68 : Évaluation de différents risques sanitaires, 1997-2004

Art 69-71 : Autres problèmes généraux liés à l'alimentation, 1995-2003

Nombre d'articles : 71

Métrage linéaire : 23 ml

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20110262²³⁹

Nom du producteur

Agence française de sécurité sanitaire pour les aliments

Sommaire

Dossiers de Martin Hirsch, directeur général de l'AFSSA (1999-2005) et de Monique Eloit, directrice auprès du directeur général (2000-2005)

Art 1-4 : Organisation et fonctionnement, 1997-2004

Art 5-6 : Orientations générales et activités, 1999-2005

Art 7-14 : Relations avec les tutelles, 1999-2005

Art 15-24 : Correspondance générale, 1999-2004

Art 25-33 : Communication, 1999-2005

Nombre d'articles : 33

Métrage linéaire : 11 m

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

239 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_057299

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20110073²⁴⁰

Nom du producteur

Agence française de sécurité sanitaire pour les aliments

Laboratoire d'études et de recherches hydrobiologiques

Sommaire

Fichiers et registres sur le contrôle des eaux minérales et des eaux de source

Art 1-15 : Fichiers et registres récapitulatifs relatifs au contrôle des eaux minérales et des eaux de sources en France et à l'étranger, 1968-2003

Art 13-14: Registres constitués dans le cadre d'enquêtes spécifiques, 1972-1990

Nombre d'articles : 14

Métrage linéaire : 2 m

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20110078²⁴¹

Nom du producteur

Agence française de sécurité sanitaire pour les aliments

Laboratoire d'études et de recherches hydrobiologiques

Sommaire

Représentations graphiques de la composition chimique des eaux minérales et eaux de source

Art 1 : Notices explicatives de la méthode de traduction schématique de la composition chimique des eaux minérales, 1961-1992

Art 2-4: Représentations graphiques de la composition chimique des eaux minérales et des eaux de sources, 1842-2000

240 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_050334

241 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_050359

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 4

Métrage linéaire : 0,33 m

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20110355²⁴²

Nom du producteur

Agence française de sécurité sanitaire pour les aliments

Laboratoire d'études et de recherches hydrobiologiques

Sommaire

Art 1-46 : Dossiers d'information et de suivi des eaux minérales et des eaux de sources, 1808-2003

Nombre d'articles : 46

Métrage linéaire : 15 m

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20110357²⁴³

Nom du producteur

Agence française de sécurité sanitaire pour les aliments
Laboratoire d'études et de recherches hydrobiologiques

Sommaire

Art 1-10 : Surveillance périodique des eaux minérales et des eaux de source, 1930-2007

Nombre d'articles : 100

Métrage linéaire : 33 ml

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20110358²⁴⁴

Nom du producteur

Agence française de sécurité sanitaire pour les aliments
Laboratoire d'études et de recherches hydrobiologiques

Sommaire

Art 1-30 : Autorisations d'embouteillage des eaux minérales et des eaux de source avec des matériaux autres que le verre, 1925-2007

Nombre d'articles : 30

Métrage linéaire : 10 ml

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

243 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_052864

244 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_052865

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20110356²⁴⁵

Nom du producteur

Agence française de sécurité sanitaire pour les aliments
Laboratoire d'études et de recherches hydrobiologiques

Sommaire

Art 1-70 : Autorisations d'exploitation des eaux minérales et des eaux de source à l'émergence, de transport à distance, de mélange, de traitement et d'embouteillage (agrément usines et équipements).

Nombre d'articles : 70

Métrage linéaire : 23 ml

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20120128²⁴⁶

Nom du producteur

Agence française de sécurité sanitaire pour les aliments
Laboratoire d'études et de recherches hydrobiologiques

Sommaire

Art 1-181 : Reportages photographiques [1956], 1977-1985

Nombre d'articles : 181

Importance matérielle et support : 976 photographies, 645 négatifs

245 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_051648

246 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_050405

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

2.5 Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

Historique du service producteur

L'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) est un Établissement public à caractère industriel et commercial (ÉPIC) chargé de la gestion des déchets radioactifs en France.

Elle est créée en novembre 1979 au sein du Commissariat à l'énergie atomique (CEA)

En juillet 1991, le rapport Desgraupes suggère que l'ANDRA soit mieux associée à la gestion des déchets radioactifs, y compris stériles miniers (voir Résidu minier) ; le texte institutif de cet organisme (article 2 de l'arrêté du 7 novembre 1979) lui donnant d'ailleurs compétence sur toutes les opérations de gestion à long terme des déchets radioactifs.

En 1983, l'ANDRA sélectionne vingt-huit sites dont la géologie serait favorable à l'installation d'un centre de stockage souterrain pour les déchets radioactifs à haute activité et à vie longue. De vives oppositions locales contraignent l'ANDRA à abandonner les recherches sur ces sites.

En 1991, la loi Bataille donne à l'ANDRA son indépendance par rapport au CEA, avec le statut d'établissement public à caractère industriel et commercial. l'ANDRA est notamment chargée « de concevoir et de réaliser les nouveaux centres de stockage compte tenu des perspectives à long terme de production et de gestion des déchets et d'effectuer toutes études nécessaires à cette fin, notamment la réalisation et l'exploitation de laboratoires souterrains destinés à l'étude des formations géologiques profondes. » l'ANDRA installe son siège social à Châtenay-Malabry.

En 2003, l'ANDRA choisit d'inscrire certaines de ses archives sur du papier permanent avec de l'encre résistante, garantissant une préservation d'au moins 300 ans, afin de se conformer au décret no 2003-30 du 10 janvier 2003 qui oblige le centre d'enfouissement de déchets radioactifs de la Manche à pérenniser l'information relative aux déchets stockés au-delà de sa fermeture.

Dans le cadre du démantèlement des centrales nucléaires françaises, l'ANDRA lance un appel d'offres en septembre 2015 dans le but de développer les solutions technologiques les plus innovantes visant à réduire au minimum l'impact en termes de déchets nucléaires. Selon les estimations, le démantèlement des centrales va générer 2,1 millions de mètres cubes de déchets. Le Conseil constitutionnel censure le 5 août 2015 l'insertion dans la loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron, d'un article définissant la réversibilité adopté au Sénat le 18 avril précédent sur proposition de Gérard Longuet, au motif qu'il ne présente pas de lien, même indirect, avec les

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

dispositions figurant dans le projet de loi. Cette disposition est toutefois reprise dans la loi fixant le cadre du projet Cigéo13 adoptée en juillet 2016.

Au projet de loi de finances 2017, le budget de l'ANDRA est imputé sur le programme budgétaire 174 Énergie, Climat et Après-mines du ministère de l'écologie.²⁴⁷

Versement 20040001²⁴⁸

Nom du producteur

Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

Sommaire

Art 1-617 : Dossiers techniques concernant le centre d'enfouissement des déchets radioactifs de la Hague (département de la Manche) (classement thématique et par listes des événements potentiels), 1969-1994

Métrage linéaire : 61 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20050063²⁴⁹

Nom du producteur

Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

Sommaire

Dossiers techniques concernant les centres d'enfouissement des déchets radioactifs (classement par site puis thématique et par listes des événements potentiels).

Art 1-35 : Centre de Soulanes Dhuys (département de l'Aube), 1989-1999.

Art. 36-45 : Centre de la Hague (département de la manche), 1997-2003

Métrage linéaire : 5 ml

247 Sources Wikipedia

248 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_023416

249 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_019606

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

2.6 Administration, économie finances

2.6.1 Administration

2.6.1.1 Administration centrale

Historique du service producteur

Le Secrétariat général (SG) est chargé d'assister les ministres²⁵⁰ dans l'administration du ministère (fonction financière, ressources humaines, tutelle des établissements publics nationaux, stratégie de communication interne et externe, questions juridiques, élaboration de la position du ministre à l'international et en Europe, politique de défense et de sécurité du périmètre du ministère). Ce service résulte de la fusion de l'ancien secrétariat général du ministère de l'équipement, de la Direction générale de l'administration et du développement et du développement (DGAD) devenue Direction générale de l'administration, des finances et des affaires internationales du ministère de l'environnement.²⁵¹

Versement 20090265²⁵²

Ministère : Environnement

Secrétariat général

Sommaire

Art 1-20: Objecteurs de conscience : états récapitulatifs de versements de soldes (1987-2002)

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 20

Métrage linéaire : 7

Lieu de conservation : Archives nationales

250 Décret no 2008-780 du 9 juillet 2008

251 Voir aussi fonds « Serge Antoine »

252 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_032939

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20170452²⁵³

Ministère : Écologie, développement durable, énergie et logement
Secrétariat général

Sommaire

Art 1-425 : Minutier du secrétaire général, 2007-2015

Art 426-638 : Réunions et entretiens, 2008-2016

Art 639-678 : Entretiens particuliers, 2006-2014

Art 679-700 : Déplacements du secrétaire général, 2010-2016

Art 701-896 : Dossiers thématiques

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 896

Métrage linéaire : 91 ml (270 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090326²⁵⁴

Ministère : Écologie et développement durable,
Direction générale : Administration

Sommaire

Art 1-12 : modernisation du ministère, comités techniques paritaires. 1979-2007

Art 13-45 : droit de l'environnement : projets de textes, rapports 1979-1999

Art 46-49 : contentieux, 1997-2004

Art 50-59 : études juridiques, 1988-1999

Art 60-65 : Directions régionales de l'environnement (DIREN), 1999-2002

Art 66-69 : associations : Fondation Nicolas Hulot, 1997-2003

²⁵³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Secretariat-general-des>

²⁵⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-modernisation-droit-et>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 70-74 : emploi dans le domaine de l'environnement, 1986-1997

Art 75-78 : communications relatives aux naufrages de l'Erika et du Prestige, 2000-2004

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 78

Métrage linéaire : 7 ml (22 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080614²⁵⁵

Ministère : Écologie et développement durable,

Direction générale : Administration

Sommaire

Dossiers des directeurs généraux

Art 1-16 : Affaires financières, Projet de loi de finances (PLF), budget, 1997-2002

Art 17-24 : Ressources humaines, 1995-2002

Art 25-36 : Modernisation et animation des services, 1993-2002

Art 37 : Systèmes d'information, 1998-2002

Art 38-39 : Communication interne, information, comité d'histoire, 1992-2003

Art 40-61 : Relations avec le Cabinet, les directions, le comité des directeurs pour le développement urbain, les autres ministères, les associations, et les affaires internationales, 1991-2002

Art 62-72 : Dossiers particuliers : fiscalité environnementale, développement durable, charte de l'environnement, évolution du climat, 1995-2003

Art 73-117 : Minutiers chronologiques de la direction générale (classement par sous-direction), 1996-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 117

Métrage linéaire : 13 (40 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

255 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-dossiers-des-directeurs>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

versement 20080429²⁵⁶

Ministère : Écologie et développement durable,

Direction générale : Administration

Sommaire

Art 1–9 : Réforme de l'administration territoriale, programme d'actions, budget, 1985-2006

Art 9 (suite)–14 : Directions régionales de l'environnement (DIREN) : mise en place, organisation, effectifs, missions, système d'information, contrôles de la direction générale, 1991-2005

Art 15–27 : activités des DIREN (classement par région), 1992-2005

Art 27 (suite)–37 : réunions des DIREN, séminaires, 1992-2005

Art 37 (suite) : études, 1996-2005

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 37

Métrage linéaire : 12 (37 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20050524²⁵⁷

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale : Administration, finances et affaires internationales

Sous direction : Modernisation et animation des services

Sommaire

Art 1-8 : Directions régionales de l'environnement (DIREN) : création, organisation, missions, réunions des DIREN, 1989-1993

Art 9-23 : Organisation des DIREN : organigrammes, rapports d'activités rapports d'inspection générale (classement par région), 1985-2000

256 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Directions-regionales-de>

257 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Directions-regionales-de-2229>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 23

Métrage linéaire : 2 (8 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

2.6.1.2 Haute-Normandie

Versement 4251W²⁵⁸

Nom du producteur

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie

Sommaire

Archives du Secrétariat Général de l'ex DIREN

Art 1-7 : Emplois jeunes, 1995-2000

Art 7-14 : Emplois verts, 1993-1999

Art 15 : Subventions diverses, 1996-1997

Art 16-17 : Personnel, 1987-1998

Art 18 : Correspondance, 1998-2001

Art 19 : Conférence administrative régionale, 1995-2000

Art 20-23 : Printemps de l'Environnement, 1999-2002

Art 24-25 : Inspections, 1997-2007

Art 26-27 : Immobilier, 1991-1999

Dates extrêmes : 1987-2007

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 27

Métrage linéaire : 2.70 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Seine-Maritime

²⁵⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Haute-Normandie-secretariat-general-de-l>

2.6.1.3 Mayotte

Versement 103W²⁵⁹

Nom du producteur

Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Mayotte
Secrétariat général, Service aménagement urbanisme et habitat, Service des infrastructures, Service formation/concours.

Sommaire

Art 1-6 : fonctionnement, 1981-2000

Art 7-15 : Registres des décisions administratives :

Art 16 : Le Bilan social, 1993-1997

Art 17 : Livres de transmission, 1996-1999

Art 18-20 : Cahiers d'enregistrement du courrier arrivée , 1991-2002

Art 21 : Cahiers d'enregistrement du courrier départ , 1992-2001

Art 22 : Cahier d'enregistrement des factures, 2004

Art 23-30 : Formation/Concours, 1992-2004

Art 31 : Réseau Routier, 1993-1994

Art 32-34 : Budget et comptabilité, 1979-1986

Art 35-41 : Urbanisme et Aménagement Foncier, 1984-1997

Art 42-45 : Marchés, 1981-1993

Nombre d'articles : 45

Métrage linéaire : 4.20 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de Mayotte

259 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DEAL-Mayotte-Fonctionnement-interne-des-services>

2.6.2 Économie

Versement 20160474²⁶⁰

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Commissariat général au développement durable

Sommaire

Observatoire de l'énergie et des matières premières

Art 1-35 : Chronos du courrier départ, 1990-2006

Art 36-72 : Combustibles minéraux solides. Consommation d'énergie dans l'industrie, 1981-2007

Art 73-103 : Dossiers du secrétaire général de l'Observatoire de l'énergie, Richard Lavergne (1982-2007), 1982-2008

Art 104-159 : Études commandées par l'Observatoire de l'énergie, 1978-2008

Art 160-171 : Statistiques, 1977-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 71

Métrage linéaire : 20 ml (61 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19771457²⁶¹

Ministère: Industrie

Direction générale: Énergie et matières premières

Sous-direction : Observatoire des matières premières

Sommaire

Art 1-38 : rapports annuels des arrondissements minéralogiques. 1948-1970

260 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Observatoire-de-l-energie-et-des-matieres-2078>

261 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-rapports-annuels-des>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 39-45 : documentation sur les mines en France, dans les colonies, et à l'étranger. 1912-1967

Art 46-49 : réunions des ingénieurs en chef des mines et textes officiels. 1935-1973 ; rapport d'activité du service de la géologie des minerais, métaux et matériaux de construction pour 1951 et 1966

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 49

Métrage linéaire : 17 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19771437²⁶²

Ministère: Industrie

Direction générale: Énergie et matières premières

Sous-direction : Observatoire des matières premières

Sommaire

Art 1-191 : statistiques sur les mines et les industries dérivées dont la sidérurgie. 1892-1967

Art 192-262 : rapports annuels des arrondissements minéralogiques. 1929-1968

Art 263-270 : rapports de gestion de charbonnages de France et des houillères. 1947-1968

rapports annuels du service de la géologie, des minerais, métaux et matériaux de construction (g3m). 1961-1964

Art 271-298 : documentation sur les mines dans les colonies françaises. 1890-1970

Art 299-314 : occupation française en Allemagne (1923-1924 et 1945-1959) : mines de la Rhur et de la Sarre.

Art 315-316 : documentation diverse non datée ; à noter: documents portant sur l'organisation du ministère.

262 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-statistiques-sur-les>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 316

Métrage linéaire : 106 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19840189²⁶³

Ministère Industrie

Direction générale de l'énergie et des matières premières

Sous-direction : Observatoire des matières premières

Sommaire

Art 1-4 : Rapports annuels du service de la géologie, des minerais, métaux et matériaux de construction de la direction des mines (1948-1971) ; Statistiques et études sur les matières premières (1934-1940), 1934-1971

Art 4-5 : Bulletin du même service (devenu, en 1969, bulletin de politique industrielle), 1968-1975

Art 5-6 : Rapports annuels du service des mines de Nouvelle-Calédonie, 1952-1969

Art 7-9 : Statistiques de l'industrie minérale et des appareils à vapeur en France et en Algérie (publication de la direction des mines), 1903-1950

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 3 ml (9 cartons)

Lieu de conservation : Archives nationales

263 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-statistiques-matieres>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20070363²⁶⁴

Ministère Industrie

Direction générale des entreprises
Service des études et statistiques industrielles

Sommaire

Enquête sur les dépenses pour protéger l'environnement, dite enquête Antipol

Art 1-14 : Fichiers des données, 1992-2004

Art 15 : Établissement des données, structures et codifications des fichiers, contexte de l'enquête, publications, 1992-2004

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Importance matérielle et support : 39 fichiers (environ 101.508.393 octets)

Lieu de conservation : Archives nationales

2.7 Haut comité de l'environnement

Historique du service producteur

Le Haut comité de l'environnement a été créé auprès du Premier ministre par le décret n°75-672 du 25 juillet 1975. Ce haut comité était compétent en matière d'amélioration du cadre de vie, des pollutions et des nuisances de toutes sortes, de la maîtrise des paysages et plus généralement, de tous les éléments qui concouraient à l'environnement de l'homme. Cet organisme a disparu en 1994.

Versement 19950527²⁶⁵

Ministère : Environnement

Direction : Haut comité de l'environnement

Sommaire

Art 1-3 : Organisation, dossiers des réunions, 1971-1989

Art 4 : Travaux du Haut comité de l'environnement, 1972-1984

264 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_055455

265 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Haut-comite-de-l-environnement-organisation>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 5-7 : Études, 1970-1985

Art 8 : Rapports de la Communauté économique européenne (CEE), de l'Organisation des nations unies (ONU) relatifs à l'environnement, 1968-1976

Art 9 : Allocutions concernant l'environnement de MM.

- Valéry Giscard-d'Estaing, président de la République, 1974-1977

- Jacques Chirac, premier Ministre, 1975-1976

- André Jarrot, ministre délégué a la qualité de la vie, 1975

- André Bettencourt, ministre chargé du plan et de l'aménagement du territoire, 1970

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

2.8 Conseil national de la protection de la nature

Historique du service producteur

Créé en 1946, le Conseil national de la protection de la nature (CNPN), était alors présidé par le ministre de l'Éducation nationale (le ministère de l'Environnement ne fut créé qu'en 1971). Un décret de 1977 l'a placé sous le contrôle du ministre chargé de la Protection de la nature.

Le CNPN a pour mission :

1° De donner au ministre son avis sur les moyens propres à :

a) Préserver et restaurer la diversité de la flore et de la faune sauvages et des habitats naturels ;

b) Assurer la protection des espaces naturels et le maintien des équilibres biologiques auxquels ils participent, notamment en matière de parcs nationaux, parcs naturels régionaux et réserves naturelles, et dans les sites d'importance communautaire ;

2° D'étudier les mesures législatives et réglementaires et les travaux scientifiques afférents à ces objets.

Le CNPN est présidé par le ministre chargé de la protection de la nature. Le directeur de la nature et des paysages en est le vice-président. Le Conseil national est composé de quarante membres répartis en deux catégories, les membres de droit et les membres nommés pour une durée de quatre ans.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20070642²⁶⁶

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Espaces naturels

Sommaire

Art 1-38 : Conseil national de la protection de la nature (CNP)

comité permanent, séances plénières : procès-verbaux, décisions, 1947-2004

Art 38 (suite) : budget du CNPN, 1991-1993

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 38

Métrage linéaire : 13 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

2.9 Conseil national du développement durable

Historique du service producteur

Le Conseil national du développement durable (CNDD) est une instance de réflexions et propositions placée auprès du Premier ministre, décidée en 2002, lors des travaux préparatoires de la Stratégie nationale du développement durable (SNDD), et créée par décret n°2003-36 du 13 janvier 2003. Il remplace le Comité français pour le sommet mondial du développement durable.

Il comprend 90 personnalités représentant les collectivités territoriales, les entreprises, les acteurs économiques et sociaux, les organisations non gouvernementales et des personnalités qualifiées choisies pour leurs compétences en matière de développement durable. Ses membres sont nommés par arrêté du Premier ministre (Journal Officiel du 23 février 2005), pour une durée de trois ans.

Le CNDD est associé au suivi de la Stratégie nationale du développement durable et peut être saisi par le Premier ministre ou les ministres de toute question ou texte relatif au développement durable.

Le CNDD a pour mission la prise en compte de l'article 6 de la charte de l'environnement (promotion du développement durable), et contribue ainsi à l'élaboration des politiques de développement durable et à leur mise en œuvre.

266 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Conseil-national-de-la>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20150003²⁶⁷

Ministère : Écologie et développement durable
Conseil national du développement durable

Sommaire

Art 1-6: séances plénières, 2003-2008

Art 7-9 : participation au conseil, 2005

Art 10-14 : Groupes de travail, 2005-2007

Art 15 : Collection des avis du conseil, 2001-2007

Art 16 : Publications du CNDD, 2003-2010

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 16

Métrage linéaire : 0,30 ml (1 dimab)

Lieu de conservation : Archives nationales

2.10 Secrétariat général du débat sur la transition énergétique

Historique du service producteur

Le débat national sur la transition énergétique (DNTE) s'est tenu en 2012-2013. Il s'agissait, dans le cadre d'une politique dite de dialogue social environnemental, d'une concertation préalable à l'adoption d'une loi sur la transition énergétique, la future loi du 18 août 2015. Le débat a été préparé lors de la conférence environnementale des 14 et 15 septembre 2012 qui a permis d'élaborer une feuille de route de la transition énergétique.

D'une durée d'environ 18 mois, il s'est ouvert par la première réunion d'un Conseil national du débat sur la transition énergétique (CNDTE), tenue le 29 novembre 2012 tandis que la séance plénière du 18 juillet 2013 a eu un rôle de clôture. Au cours de cette période, trois phases se sont succédées. De décembre 2012 à janvier 2013, les travaux ont consisté à organiser le calendrier du débat et à rassembler des cahiers d'acteurs. Le débat proprement dit s'est tenu de février à juin 2013 : volet citoyen, travaux des groupes de travail et du Groupe de contact des entreprises de l'énergie (GCEE), auditions. Enfin, en juillet 2013, une phase de synthèse permet de rassembler les enseignements à retenir de cette consultation et d'arrêter le contenu des livrables qui constituent le résultat du débat communiqué à l'ensemble de la population.

267 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-national-du-developpement-durable>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Plus précisément, l'activité du DNTE, organisée par un secrétariat général ad hoc dirigé par Thierry Wahl, était impulsée par un comité de pilotage composé, outre la ministre Mme Delphine Batho, de six personnalités qualifiées. Il était le garant du respect de la charte du débat. Lors de sa tenue, le débat s'articulait en deux volets : un volet institutionnel et un volet citoyen.

Le volet institutionnel était caractérisé par l'existence d'une instance principale, le Conseil national du débat sur la transition énergétique (CNDTE). Celui-ci réunissait les acteurs institués et était organisé en sept collèges rassemblant des représentants de plusieurs corps constitués : des parlementaires, des syndicats salariaux et patronaux, des organisations non gouvernementales (ONG) etc. Un groupe des experts était chargé d'apporter un soutien au Conseil en produisant la synthèse des travaux de huit groupes de travail thématiques émanant du CNDTE et en élaborant des avis. Les groupes de travail sont présentés plus en détail dans la partie du plan de classement qui est consacrée à leurs archives.

Un groupe de contact des entreprises de l'énergie (GCEE) assurait la liaison avec ce secteur de l'économie. Son activité n'apparaît dans le fonds du DNTE que de manière indirecte car ses archives propres n'ont pas été conservées. Le CNDTE a enfin organisé vingt-trois auditions de personnalités issues d'horizons très variés : ministres de différents pays, universitaires, militants associatifs, chefs d'entreprises tenues en public et retransmises sur Internet.

Il est à noter qu'il est distinct d'une institution permanente, le Conseil national sur la transition écologique (CNTE), créé par la loi du 27 décembre 2012 dans le but de compléter le Conseil national du développement durable (CNDD) créé quant à lui en 2003.

D'autre part, un volet citoyen visait à impliquer directement la population à côté des seuls acteurs organisés et des spécialistes. Ce volet comprenait trois composantes : des conférences tenues au niveau régional-les débats territoriaux, un site Internet chargé de recueillir des contributions ainsi qu'une journée citoyenne organisée le 25 mai 2013. Un comité de liaison du débat décentralisé (CLDD) assurait la jonction entre les débats territoriaux et le CNDTE.²⁶⁸

Versement 20150216²⁶⁹

Ministère : Écologie et développement durable

Secrétariat général du débat sur la transition énergétique

Sommaire

Art 1-5: Comité de pilotage du débat (COPIL), 2013

Art 6-15 : Volet citoyen du débat, 2012-2013

Art 16-19 : Volet institutionnel, 2012-2013

²⁶⁸ https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/NP/FRAN_NP_051433

²⁶⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-numeriques-bureautiques-administration-centrale-debat-906>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 19

Métrage linéaire : 1,90 ml (6 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20160651²⁷⁰

Ministère : Écologie et développement durable

Secrétariat général du débat sur la transition énergétique

Sommaire

Art 1-29: Comité de pilotage du débat (COPIL), 2012-2013

Art 30-48 : Conseil national du débat sur la transition énergétique (CNDTE) , 2012-2013

Art 49 : Appels à contributions : cahiers de participation, 2013

Art 50-64 : Volet citoyen du débat, 2013

Art 65-68 : Communication et valorisation, 2013

Art 69-72 : Synthèse finale et annexes, 2013

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Importance matérielle et support

2812 fichiers pour une volumétrie d'environ 2 979 292 298 octets

Lieu de conservation : Archives nationales

²⁷⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-numeriques-bureautiques-administration-centrale-debat-906>

2.11 Développement durable - Recherche²⁷¹

2.11.1 Administration centrale

Commissariat général au développement durable : historique

Le Commissariat général au développement durable (CGDD), créé en 2008, a hérité des attributions de la Direction des études économiques et d'évaluation environnementale (D4E) et de la Délégation au développement durable de l'ancien ministère de l'écologie ainsi que celles de la recherche et des statistiques de l'ancien ministère de l'équipement.

Il est composé d'une direction de la recherche et de l'innovation, d'un service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable, d'un service de l'observation et des statistiques et d'une délégation du développement durable.

La D4E, créée en 2000 a pris en charge certaines attributions de la Délégation à la qualité de la vie (DQV).

Cette DQV créée en 1976 avait pour mission jusqu'en 1991 de :

- protéger et améliorer l'environnement et le cadre de vie en milieu urbain et rural,
- aménager les rythmes de vie,
- améliorer les loisirs,
- développer la vie associative dans le domaine de la qualité de la vie.

Pour améliorer le cadre de vie, le Comité d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement (CIANE), entre 1971 et 1985, a mis en place des programmes d'aménagement urbain, rural, urbain ... via un Fonds d'Intervention pour l'aménagement de la nature et de l'environnement (FIANE)

Versement 20120219²⁷²

Ministère : Environnement

Direction: Nature et paysages

Sommaire

Art 1-5: « Quatre collectivités en quête de développement durable » : 5 films à diffusion nationale, 197

271 Voir Fonds Serge Antoine <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/serge-antoine-r3071.html>
Serge Antoine, pionnier de l'environnement et du développement durable (3 octobre 1927 - 25 mars 2006).

272 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Le-concept-d-amenagement>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Importance matérielle et support

- 86 min
- 5 VHS secam
- archives audio-visuelles

Lieu de conservation : Archives nationales

2.11.1.1 Politiques environnementales

Versement 19950528²⁷³

Ministère : Environnement

Direction : Nature et paysages

Sommaire

Art 1-3 : Élaboration de la loi sur la protection de la nature, 1972-1976

Art 4 : Réglementation, classée par thème, 1913-1975

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 4

Métrage linéaire : 0,4 m.l. (2 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20060128²⁷⁴

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Études économiques et évaluation environnementale

Sous Direction : Politiques environnementales

²⁷³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-loi-reglementation-sur>

²⁷⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Programme-national-Interinstitutionnel-d-etudes>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Sommaire

Art 1-4 : Programme national Interinstitutionnel d'études et de recherches en économie de l'environnement (PIREE) : création, programme, propositions de recherches, colloques , rapports.

1993-2000

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 4

Métrage linéaire : 0.4 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080074²⁷⁵

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Études économiques et évaluation environnementale

Sous Direction : Politiques environnementales

Sommaire

Art 1-3 : outils et démarches en vue de la réalisation d'agendas 21 locaux : présentation et évaluation, 1996-2004

Art 4-14 : dossiers de candidatures et de présentation des différents appels à projets, 1997-2003

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 14

Métrage linéaire : 5 ml (14 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

²⁷⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-agendas-21-locaux-1996>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20090322²⁷⁶

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Délégation au développement durable

Sommaire

Art 1-27 : Politique environnementale : Commission française du développement durable (CFDD), évaluation environnementale, schéma de services des collectifs des espaces naturels ruraux, profils environnementaux régionaux, chartes pour l'environnement et plans départementaux de l'environnement. 1993-2004

Art 28-39 : Déplacements urbains : évolution des transports en zone urbaine, évolution de la mobilité, Programme national de recherche d'expérimentation et d'innovation dans les transports terrestres (PREDIT). 1997-2008

Art 40-47 : Pollution atmosphérique : instances nationales et internationales. 1997-2008

Art 48-53 : Projets de développement durable : opérations « 1000 défis pour ma planète », « Agora 2020 », forum « Grenelle de l'environnement ». 1993-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 53

Métrage linéaire : 6 ml (20 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

2.11.1.2 Recherche et prospective

2.11.1.2.1 Ministère de la recherche

Versement 19860235²⁷⁷

Ministère : Recherche

Direction : Recherche et technologie

Sous-direction: Mission scientifique et technique

Département espace océan environnement

276 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-developpement-durable>

277 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_012922

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Sommaire

Art 1 : Minutier, relations avec la MST (Mission scientifique et technique), généralités (mission Chavanace, recherche en télématique, questions parlementaires), 1975-1979.

Art 2-5 : Politique de la recherche -5e-7e plans, groupes de travail, réunions, rapports, 1969-1982 -budget : Organismes de recherche, fonds de la recherche, répartition, 1971-1982.

Art 6-12 : Commissions, comités et groupes de travail interministériels sur environnement et espace ; OPIT (Opération pilote Interministérielle de télédétection, programmes de recherche par satellite), conseil de la recherche océanologique, conseil des applications spatiales, COVOS (Comité d'études sur les conséquences des vols stratosphériques), 1969-1981.

Art 12-14 : Relations avec les organismes de recherche et associations : CNES (Centre national d'études spatiales), CNET (Centre national d'études des télécommunications), CNEXO (Centre national d'exploitation des océans) et divers : Comptes rendus de réunions, rapports, 1966-1982.

Art 14-18 : Coopération scientifique internationale : Organismes et programmes : Réunions, rapports, documentation, 1971-1981.

Art 18-33 : Procédures d'action du secteur

18-31. Actions concertées, Actions Complémentaires Coordonnées (ACC) : Comités, décisions d'aide, affaires internationales, 1966-1983

31-32. Actions Thématiques Programmées (ATP) dans le cadre du CNRS, DGRST-CNRS-CNES, DGRST-PIREN, 1976-1983

32-33. Actions urgentes et spécifiques dont régionalisation, 1975-1979.

Art 33-37 : Dossiers de M. J. M. Delamare directeur des programmes et de la politique industrielle du CNES : Gestion administrative, politique, relations scientifiques, 1967-1976

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 37

Métrage linéaire : 4 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19990442²⁷⁸

Ministère : Recherche

Direction : Recherche et technologie

Sous-direction: Mission scientifique et technique

278 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_019266

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Département espace océan environnement

Sommaire

Art 1-3 : Politique de la recherche, formation par la recherche, programmes de recherche dans les secteurs océan, environnement, les grands équipements scientifiques, les recherches polaires : comptes rendus de réunions interministérielles, comités et commissions, statut juridique, budget, notes et rapports, 1955-1993 ; droit de la mer. Accords et conventions, 1989-1991 ; recherches polaires : Traité de l'antarctique, 1980-1992

Art 4-5 : Relations scientifiques avec le ministre des Affaires étrangères, comités et commissions, tutelle des organismes de recherche, le Groupement d'Intérêt Public (GIP) espace, l'association Descartes et l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) : comptes rendus de réunions, budget, congrès, 1986-1992

Art 5 (suite) -9 : Relations internationales concernant les organismes et les programmes internationaux, la coopération scientifique notamment dans les secteurs climat et environnement, les organismes et programmes de recherche européens notamment les programmes Eurêka et spot : Conventions, comptes rendus de réunions, notes, congrès, 1982-1993

Art 9 (suite) -13 : Fonctionnement du département notamment le minutier chronologique, le schéma prospectif et le budget : Notes, 1984-1992

Art 13 (suite) -14. Aides à la recherche et formation par la recherche notamment allocations de recherche et bourses environnement : textes législatifs, comptes rendus de réunions, financement, 1988-1992

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 14

Métrage linéaire : 4 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20000183²⁷⁹

Ministère : Recherche

Direction : Recherche et technologie

Sous-direction: Mission scientifique et technique

Département espace océan environnement

279 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_023048

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Sommaire

Art 1-5 : Comités et commissions des programmes de recherche en technologie marine et télédétection en coopération, 1980-1991.

Art 5 (suite)-8 : Minutier chronologique du département des sciences de l'univers, 1979-1984.

Art 8 (suite)-17. Actions concertées concernant le secteur scientifique : Décisions d'aide, 1975-1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 17

Métrage linéaire : 5 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

2.11.1.2.2 Ministère de l'agriculture

Versement 20040179²⁸⁰

Ministère : Agriculture

Institut national de la recherche agronomique

Sommaire

Enquête orale réalisée par Denis Poupardin et Bernard Desbrosses auprès de scientifiques, ingénieurs, techniciens et administratifs de l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA).

Art 1-10 : Dossiers individuels sur les interviewes pouvant comporter des transcriptions de l'entretien, l'autorisation de communication, de la correspondance, des. Articles scientifiques, 1995-2003.

Art 11 : Documents relatifs à la conduite de l'opération Archorales, 1994-2004. Collection complète de la publication Archorales (10 tomes), 1995-2004

Nombre d'articles : 11

Lieu de conservation : Archives nationales

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

280 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_013785

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20040010²⁸¹

Ministère : Agriculture

Institut national de la recherche agronomique

Sommaire

Art 1-451 : enquête orale réalisée par Denis Poupardin et Bernard Desbrosses auprès de scientifiques, ingénieurs, techniciens et administratifs de l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) : Bandes sonores d'enregistrement des entretiens, 1995-2003

Nombre d'articles : 451

Lieu de conservation : Archives nationales

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Versement 20150453²⁸²

Ministère : Agriculture

Direction : Espace rural et forêt

Sommaire

Art 1-6 : Zones agricoles défavorisées et zones de montagne, 1962-1999

Art 7-9 : Instance d'évaluation de la montagne, 1991-1999

Art 10 : Conseil national de la montagne, 1985-1999

Art 11 : Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole (FEOGA), 1975-1989

Nombre d'articles : 11

Métrage linéaire : 1,20 ml

Conditions d'accès : librement communicable selon les articles L.213-1 à L.213-7 du Code du patrimoine

Lieu de conservation : Archives nationales

281 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Institut-national-de-recherche-agronomique-1995>

282 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Politique-de-zonage-et-instances-d-evaluation>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2.11.1.2.3 Ministère de l'Outre-mer

Versement 20110210²⁸³

Ministère : Outre-mer

Direction : Expéditions polaires françaises

Sommaire

Art 1-7 : Statuts, organisation, historique, direction, 1914-1997

Art 8-12 : Institut français pour la recherche et les technologies polaires (IFRTP), 1984-1995

Art 13-31/1 : Gestion du personnel, organigrammes, décorations, dossiers individuels, 1926-1997

Art 31/2-66 : Budget, finances, crédits de recherches du CNRS et des TAAF (Territoire des Terres australes et antarctiques françaises), 1947-199

Art 67-112 : Logistique, gestion du siège à Paris, gestion du matériel pour les expéditions, organisation des liaisons radio, affrètement des navires, support aérien, 1947-2001

Art 113-142 : Expéditions en Arctique 1947-1991, 1947-1974

Art 143-211 : Expéditions en Antarctique, en Terre Adélie, 1948-1995

Art 212-265 : Relations des EPF avec les administrations et les centres de recherches, les organismes internationaux, 1947-1998

Art 266-310 : Communications des EPF, 1946-1989

Art 311-351 : Publications des EPF, 1947-1992

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 351

Métrage linéaire : 35 ml (105 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

283 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Outre-Mer-expeditions>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2.11.1.2.3 Ministère de la transition écologique²⁸⁴

Versement 20220067²⁸⁵

Ministère : Transition écologique

Etablissement public : Centre d'Etude et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement ,
la Mobilité et l'Aménagement

Direction technique Territoires et Ville

Département Environnement et systèmes d'information

Sommaire

Art 1-3 : Création du pôle géomatique, 1997-2003

Art 4-48 : Etudes, 1980-2009

Art 48-49 : Programme Interface urbain de déplacement, 2002-2004

Art 50-51 : Évènements, organisation, 2012

Nombre d'articles : 51

Métrage linéaire : 5 ml

Lieu de conservation : Pierrefitte-sur-Seine

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code
du patrimoine, art. 213-1 à 3

²⁸⁴Voir aussi fonds « Serge Antoine »

²⁸⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-CEREMA-environnement-et-systemes-d-information>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20220068²⁸⁶

Ministère : Transition écologique

Etablissement public : Centre d'Etude et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement , la Mobilité et l'Aménagement

Direction technique Territoires et Ville

Département Urbanisme

Composition du versement

Ces dossiers comprennent les études réalisées par le département Urbanisme du Centre d'Études sur les Réseaux, les Transports, l'Urbanisme (CERTU), sur des sujets tels que les déplacements urbains, la prévention des risques ou encore l'élaboration de projets d'urbanisme. L'on y trouve également des documents témoignant de la participation du département à des programmes transversaux, des projets nationaux et internationaux ou encore à des séminaires et journées d'études.

Sommaire

Art 1 : Comité de direction du département, réunion, 2011

Art 2-13 : Etudes, 1997-2009

Art 14-39 : Projets nationaux, 1998, 2009

Art 40-42 : Enquête de gestion urbaine de proximité., 2002-2002

Art 43-44 : Séminaires et journées d'études, organisation, 2001, 2009

Nombre d'articles : 44

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Pierrefitte-sur-Seine

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du patrimoine, art. 213-1 à 3

Versement 19980218²⁸⁷

Ministère : Equipement, logement, transports et espace

Direction : Construction

Sous-direction : Plan construction et habitat

Sommaire

Programme de recherche et d'expérimentation bâtiment économe

Art 1-2 : mise en œuvre du programme, budgets et bilans, 1986-1990

Art 3-8 : groupes de travail, appels d'offre et consultations, 1986-1991

Art 9-32 : rapports de recherche et d'expérimentation, 1977-1990

286 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-CEREMA-urbanisme-1997-2000-2235>

287 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-programme-de-recherche-et-d-experimentation>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 33 : mise en valeur du programme, colloques, guides, 1984-1990

Art 34-36 : évaluations et diagnostics, 1982-1990

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 36

Métrage linéaire : 4 (12 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20160020²⁸⁸

Plan urbanisme, construction et architecture

Sommaire

Art 1-64: Actions de recherche antérieures au Plan Urbanisme, Construction et Architecture (PUCA), 1966-2000

Art 65-707: Orientation et valorisation de la recherche, 1956-2008

Art 824-950: Concours d'architecte, 1972-1999

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 950

Métrage linéaire : 87 ml (263 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090375²⁸⁹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Études économiques et évaluation environnementale

Sous Direction : Service de la recherche et de la prospective

Sommaire

Art 1-10 : Organisation administrative : programmes de recherche, budgets de recherche. 1994-2007

Art 11-13 : Fonctionnement du Service de la recherche et de la prospective. 1995-2007

288 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Plan-urbanisme>

289 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-programmes-de-recherche>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 13 (suite) : Fonctionnement de l'ancien Service de la recherche et des affaires économiques (SRAE). 1992-1998

Art 13 (suite)-17 : Fonctionnement de l'ancien Service de la recherche, des études et du traitement de l'information sur l'environnement (SRETIE). 1980-1995

Art 18-20 : Programme cadre de recherche et de développement (PCRD), agences de l'eau. 1988-2003

Art 20 (suite)-28 : Relation avec les établissements publics et organismes de recherche. 1990-2007

Art 28 (suite)-37 : Comité de la précaution et de la prévention (CPP) : comptes rendus de réunions, avis, rapports. 1995-2004

Art 38 : Commission des comptes et de l'économie de l'environnement. 1993-2001

Art 39 : Coopération internationale. 1996-2002

Art 39 (suite)-40 : Institut français de l'environnement (IFEN). 1992-2004

Art 41 : Participation aux groupes de travail de l'Organisation des nations unies (ONU). 1994-2002

Art 42-56 : Stratégie nationale de développement durable : programmes, études. 1979-2008

Art 57-132 : Programmes de recherche : patrimoine naturel, risques naturels et technologiques, déchets et pollution, transports et énergie, environnement et santé, économie et environnement. 1978-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 132

Métrage linéaire : 44 ml (132 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20040171²⁹⁰

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Études économiques et évaluation environnementale

Sommaire

Service de la recherche et des affaires économiques (SRAE)

290 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-rapports-sur-les>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 1-45 : Rapports finaux de recherche concernant les pollutions, les déchets, la sociologie et santé

1971-1981

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 45

Métrage linéaire : 15 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20040004²⁹¹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Études économiques et évaluation environnementale

Sous-direction : Service de la recherche et de la prospective

Bureau : Prospective et recherche en sciences humaines

Sommaire

Dossiers du Service de la recherche, des études et du traitement de l'information sur l'environnement (SRETIE) et du Service de la recherche et des affaires économiques (SRAE)

Art 1-2 : rapports de recherche

1983-1993

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 2

Métrage linéaire : 0.6 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

291 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-rapports-de-recherche>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20090323²⁹²

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Études économiques et évaluation environnementale

Sous direction : Recherche et prospective

Sommaire

Études

Art 1-14 : Organisation administrative : politique et prospective, état de l'environnement, économie. 1972-2003

Art 15-35 : Stratégie nationale et développement durable : économie, études d'impact, aménagement. 1973-2003

Art 36-97 : Programmes de recherche nationaux sur la protection de la nature, l'agriculture, l'hydrologie, les substances toxiques, les zones humides, les espaces naturels. 1975-2007

Art 98-185 : Risques naturels et technologiques : inondations (1934-2004), nucléaire (1988-1997), déchets et pollution (1972-2003). 1934-2006

Art 186-224 : Santé et environnement. 1973-2006

Art 225-236 : Programme d'évaluation et prise en compte des risques naturels et technologiques.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 236

Métrage linéaire : 28 ml (85 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

292 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Recherche-etudes-sur-la-protection-de-la-nature>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20080072²⁹³

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Études économiques et évaluation environnementale

Sous Direction : Service de la recherche et de la prospective

Sommaire

Art 1 : Fonctionnement de l'ancien Service de la recherche, des études et du traitement de l'information sur l'environnement (SRETIE), 1988

Art 1 (suite)-24 : programmes de recherche concernant les risques environnementaux et les sciences humaines, 1987-2005

Art 24 (suite)-27 : Contrats de plan État . Région (volet recherche), 1987-1998

Art 27 (suite)-28 : Centre de recherches sur la biologie des populations d'oiseaux (CRBPO), 1977-1989

Art 28-40 : Comité "Écologie et gestion du patrimoine naturel" EGPN, 1981-1998

Art 40 (suite) : Comité thématique "Milieux physiques", 1980-1987

Art 41 : Conseil scientifique et technique des bassins versants représentatifs et expérimentaux et conseil scientifique et technique office international de l'eau, 1990-1996

Art 41 (suite) : Plan national environnement (PNE) ou Plan vert, 1984-1990

Art 41 (suite) : Programme Écrevisse, 1984-1989

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 41

Métrage linéaire : 14 ml (41 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

293 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-programmes-et-rapports>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20130510²⁹⁴

Ministère : Environnement

Mission des études et de la recherche en environnement

Sommaire

Art 1-13: Prospective, rencontres et conférences internationales, évaluation de l'action environnementale, 1973-1993

Art 17-22: Politique européenne, 1981-1992

Art 23-33 : Moyens et impacts économiques d'une politique de l'environnement, 1973-1191

Art 34-39 : Pollution atmosphérique et changement climatique par effet de serre, 1976-1992

Art 40-45 : Énergie et traitement des ressources naturelles, 1975-1991

Art 46-58 : Impact des activités humaines, 1978-1993

Art 59-74 : Politiques de l'espace pour l'environnement et la qualité de vie, 1976-1993

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 74

Métrage linéaire : 7,40 ml (15 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20060547²⁹⁵

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sommaire

Rapports et études

Art 1-5 : Généralités, législation, 1972-2002

Art 6 : Développement durable, 1995-2000

294 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-detaille-d-archives-Administration-centrale-fonctionnement-de-la>

295 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-etudes-amenagement-du>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 7-8 : Transports, 1981-2000

Art 9 : Tourisme, loisirs, 1972-2000

Art 10 : Études d'impact, 1980-2000

Art 11- 14 : Aménagement du territoire, urbanisme et architecture, 1971-2000

Art 15–18 : Paysages, 1976-1999

Art 19-21 : Forêts, 1977-2001

Art 22-23 : Sites, ouvrages d'art remarquables, 1973-2001

Art 24-27 : Faune, flore sauvages, 1982-2004

Art 28-30 : Réserves, espaces naturels et parcs naturels, 1971-2002

Art 31 : Eau et zones humides, 1975-2000

Art 32 : Agriculture, 1978-2001

Art 33 : Natura 2000, Zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF), 1985-2000

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 33

Métrage linéaire : 11 ml (33 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19850658²⁹⁶

Ministère : Urbanisme et logement

Direction: Construction

Sous-direction: Economie du bâtiment

Sommaire

Art 1-120 (C 8385-C 8504) : concours 5000 maisons solaires. dossiers techniques de 316 projets sélectionnés

1981

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

²⁹⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-concours-5000-maisons-solaires-1981>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 120

Métrage linéaire : 12 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19940715²⁹⁷

Ministère : Logement

Direction : Habitat et construction

Sous-Direction : Economie et technique de la construction

Sommaire

Art 1-6 : rapports d'études et de recherche, 1973-1982

Art 7-78 : concours, opérations expérimentales :

5000 maisons solaires : dossiers de présentation, fiche d'appréciation technique économique et architecturale (classement par numérotation de projet)

habitat original par la thermique : concours HOT, consultation H2E85

habitat économe en énergie : dossiers REX "Hyperisolé" (Commission des réalisations expérimentales du Plan Construction) : note de présentation décrivant la solution expérimentale envisagée et indiquant le montant des aides sollicitées par le maître d'ouvrage, bilan financier avec évaluation des surcoûts de construction, documents techniques et graphiques, rapport de suivi des opérations, correspondance 1980-1985

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 78

Métrage linéaire : 11 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

297 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-concours-operations-experimentales-concernant-l>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19810687²⁹⁸

Ministère : Transports

Direction: Affaires administratives et financières

Sommaire

Art 1-11 (TP 1-TP 11) : documentation du service concernant : les transports, l'environnement, la pollution, les nuisances, l'énergie, la mer

1973-1979

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 11

Métrage linéaire : 1.10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19850728²⁹⁹

Ministère : Transports

Direction: Institut de recherche des transports

Sommaire

Art 1-17 (TP 1784-TP 1800) : documentation concernant l'informatique, le trafic, l'économie des transports, l'exploitation de la route, la métrologie, les technologies nouvelles, les ports et la navigation maritime, les transports interurbains, les nuisances, l'énergie

1970-1985

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 17

Métrage linéaire : 1.70 ml

298 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-transports-l>

299 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-recherche-sur-les-transports-routes-ports>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20160228³⁰⁰

Ministère : Écologie et développement durable

Institut de formation de l'environnement

Sommaire

Art 1: Refonte de la formation professionnelle, 2009-2010

Art 2 : Plan national de formation de la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN) destiné aux services déconcentrés, 2009-2011

Art 3-10 : Actions de formation continue, 1989-2010

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 10

Métrage linéaire : 1 ml (3 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

300 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Institut-de-formation-de-l-environnement-1989>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2.11.1.3 Études économiques et évaluation environnementale

Versement 20080056³⁰¹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction Études économiques et évaluation environnementale

Sommaire

Dossiers de l'ancienne Délégation à la qualité de la vie (DQV) : dossiers d'aménagement

Art 1-10 : fonctionnement du Comité d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement (CIANE), 1971-1984

Art 10 (suite)-31 : aménagement urbain, 1972-1980

Art 31 (suite)-38 : aménagement rural, 1973-1980

Art 38 (suite)-46 : zones industrielles : aménagement, 1975-1980

Art 46 (suite)-47 : aménagement architectural, 1974-1980

Art 47 (suite)-48 : Habitat et vie sociale (HVS) : aménagement, 1973-1976

Art 49-52 : gestion et pollution des eaux, assainissement, 1973-1989

Art 52 (suite)-56 : espaces protégés, espaces verts et jardins familiaux, 1975-1980

Art 56 (suite)-57 : aménagements de loisirs dans les espaces protégés, 1972-1979

Art 57 (suite) : protection de la nature dans les espaces protégés, 1973-1975

Art 57 (suite) : pollution et les nuisances de l'environnement, 1971-1975

1971-1989

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 57

Métrage linéaire : 19 ml (57 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

301 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Delegation-a-la-qualite>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20160480³⁰²

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Études économiques et d'évaluation environnementale

Sous-direction : Intégration des démarches de développement durable dans les politiques publiques

Sommaire

Art 1-7: Dossiers thématiques du sous-directeur, 2002-2010

Art 8-87 : Élaboration du cadre juridique et de l'évolution environnementale, 1977-2013

Art 88-107 : Capitalisation des connaissances

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 107

Métrage linéaire : 18 ml (53 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080438³⁰³

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Études économiques et évaluation environnementale

Sous direction : Intégration de l'environnement dans les politiques environnementales

Sommaire

Études d'impact et études d'environnement concernant les infrastructures routières

Art. 1-2 : Études générales, 1975-2001

Art. 3-31 : Autoroutes (classement alphanumérique), 1971-2000

Art. 31 (suite)-49 : Routes nationales (classement alphanumérique), 1973-2003

Art. 50 : Routes et voies départementales (classement par département) , 1977-1999

302 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-integration-des>

303 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Etudes-d-impact-pour-les>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art. 51-52 : Chemins départementaux (classement par département), 1973-1991

Art. 52 (suite)-62 : Autres formes d'infrastructures routières : liaisons, rocadés, ponts (classement par département), 1970-1990

Art. 63-65 : Autoroutes, routes nationales, chemins départementaux, rocadés : documents hors formats, 1977-1996

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 65

Métrage linéaire : 21 ml (62 dimabs et 3 cartons en format)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080263³⁰⁴

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Études économiques et évaluation environnementale

Sous Direction : Intégration de l'environnement dans les politiques publiques

Sommaire

Études d'impact

Art. 1 : généralités, méthodologie, 1977-1997

Art. 1 (suite)-8 : urbanisme et remembrement rural (classement par département), 1974-2000

Art. 8 (suite)-12 : aérodromes, aéroports, 1978-2001

Art. 13-24 : TGV et autres lignes ferroviaires, 1971-2000

Art. 24 (suite)-25 : viaducs et tunnels, 1978-1999

Art. 25 (suite)-28 : ports, 1976-1999

Art. 29-37 : canaux, rivières et barrages, 1974-1999

Art. 37 (suite)-40 : tramway, métro et transports urbains : Ile-de-France, province, 1979-2003

Art. 40 (suite)-44 : carrières, mines et forages géothermiques (classement par département), 1977-1988

Art. 44 (suite) : étangs et tourbières, 1983

304 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-etudes-d-impact>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art. 44 (suite)-49 : centrales nucléaires et ouvrages d'énergie électrique (classement par département), 1973-1997

Art. 49 (suite)-50 : décharges et stations d'épuration (classement par département), 1978-1983

Art. 50 (suite)-54 : infrastructures de tourisme et de loisirs (classement par département), 1973-1994

Art 54 (suite)-56 : littoral, 1973-1991

Art. 56 (suite) : infrastructures agricoles et prisons, 1981-1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 56

Métrage linéaire : 18 ml (56 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090315³⁰⁵

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Études économiques et évaluation environnementale

Sous direction : Intégration de l'environnement dans les politiques publiques

Sommaire

Art 1 : Commission des comptes de l'économie et de l'environnement, 1999-2000

Art 1 (suite)-4 : Études d'impact pour infrastructures, 1994-2001

Art 5-8 : Tourisme, 1988-2007

Art 8 (suite)-9 : Fiscalité, 1989-1998

Art 9 (suite)-10 : Environnement et sports, 1999-2004

Art 10 (suite) : Biodiversité, 1992-2004

Art 10 (suite) : Pollution, 1997-1999

Art 11-12 : Études concernant l'agriculture, déchets, eau, économie, énergie, risques naturels, santé, transports, 1996-2007

305 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-integration-de-l-919>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 12

Métrage linéaire : 4 ml (12 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070689³⁰⁶

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Études économiques et évaluation environnementale

Sous direction : Intégration de l'environnement dans les politiques publiques

Sommaire

Art 1-7 : principes et évaluation : études, synthèses, 1983-2001

Art 7 (suite)-24 : Chartes environnementales, plans municipaux d'environnement (classement par département et commune), 1989-2000

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 24

Métrage linéaire : 8 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

306 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-chartes>

Délégation à la qualité de la vie

Versement 19950532³⁰⁷

Ministère : Environnement

Direction : Délégation à la qualité de la vie

Sommaire

Art 1-7 : Préparation et mise en place de l'opération qualité de la vie en banlieue, études sur les communes pilotes (Carrières-sur-Seine, Clichy-la-Garenne, Clichy-sous-Bois, Houilles, Livry-Gargan, Longjumeau, Loos-les-Lille, Rillieux-la-Pape, Roubaix)

1977-1982

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 7

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19960016³⁰⁸

Ministère : Environnement

Direction : Délégation à la qualité de la vie

Sommaire

Art 1-40 : Mission aménagement du temps actions locales pour l'amélioration des rythmes de vies, aménagement du temps de travail, rythmes scolaires, étalement des congés pour les vacances d'été, 1962-1981

Art 41-43 : Contrats de villes moyennes, 1976-1978

Art 44-46 : Gestion des espaces naturels, 1970-1985

Art 47-55 : Préservation du patrimoine naturel, 1970-1981

Art 56-57 : Mission bruit, 1982-1985

1962-1985

307 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Preparation-et-mise-en>

308 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-preservation-du>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 57

Métrage linéaire : 6 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19950530³⁰⁹

Ministère : Environnement

Direction : Délégation à la qualité de la vie

Sommaire

Art 1-5 : Études sur l'amélioration du cadre de vie, les espaces verts, les sites, politique européenne de l'environnement, 1974-1981

Art 6-22 : Actions du Fonds interministériel d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement (FIANE), mise en place des centres permanents d'initiation à l'environnement, 1968-1978 ; dossiers par région, 1971-1981

Art 23-26 : Charte de la qualité de la vie : dossier de presse, bilan, 1978-1981

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 26

Métrage linéaire : 3 (9 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

309 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Delegation-a-la-qualite-2236>

2.11.2 Alsace

Versement 1957W³¹⁰

Direction départementale de l'équipement du Haut-Rhin

Service : Urbanisme et Habitat

Atelier d'urbanisme

Sommaire

Aménagement du territoire - études générales

Art 1-21 : Études relatives à l'économie rurale, l'équipement, le tourisme, l'environnement, les transports dans le département du Haut-Rhin, 1962-1991

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 21

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Haut-Rhin

2.11.3 Auvergne

Versements 2375W, 2401W, 2439W³¹¹

Nom du producteur

Direction régionale de l'environnement d'Auvergne

Sommaire

Secrétariat général 1991-2005

Eaux et milieux aquatiques 2003-2004

Nature, paysages et évaluation 1963-1973

310 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Haut-Rhin-Etudes-relatives-a-l-economie>

311 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Auvergne-secretariat-general-eaux-et>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 62

Métrage linéaire : 6 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Puy-de-Dôme

2.11.4 Centre-Val de Loire

Préfecture du Loiret

Versement 1543W³¹²

Nom du producteur

Préfecture du Loiret

Direction des politiques interministérielles

Bureau du développement durable

Sommaire

1543 W 1 - 2: Chasse au vol, autorisation de détention, transport et utilisation de rapaces : dossiers individuels de demande (classement dans l'ordre alphabétique des demandeurs), 1994-2004

1543 W 3: Matières issues d'espèces animales protégées, autorisation de détention et d'utilisation : dossiers individuels de demande pour des écailles de tortue (2004) et de l'ivoire d'éléphant, 2004-2005

1543 W 4: Pigeons voyageurs: Colombiers civils, ouverture, transfert et fermeture : répertoire alphabétique des déclarants (environ 1959-1994), déclarations (1990-1995).

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Description physique : 1 mètres linéaires

Lieu de conservation : Archives départementales du Loiret

312 Répertoire détaillé https://consultation.archives-loiret.fr/arkotheque/inventaires/ead_ir_consult2.php?ref=FRAD045_01543W&le_id=2

2.11.5 Franche-Comté

2.11.5.1 Préfecture du Doubs

Versement 2151W³¹³

Nom du producteur

Préfecture du Doubs

Direction du développement durable

Mission environnement

Sommaire

2151 W1-5: Commission départementale des sites, perspectives et paysages du Doubs, 1999-2005

2151 W6: Chartes locales pour l'environnement, 1993-2005

2151 W7-45: Eau, 1979-2009

2151 W46-57: Espaces naturels protégés, 1971-2009

2151 W58-71: Faune et flore protégés, 1963-2005

2151 W72-221: Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), 1965-2000

2151 W222-227: Lutte contre les pollutions, 1981-2009

2151 W228-236: Autres dossiers de l'environnement: Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, réglementation sur la publicité et les enseignes, Mission interservices de contrôle de la chaîne alimentaire (MISA), percement du tunnel sous la citadelle de Besançon, Vente d'eau en bouteille par la ville de Besançon, autorisation d'exploiter =, 1981-2009

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 16,50 mètres linéaires

Lieu de conservation

Archives départementales du Doubs

2.11.5.2 DREAL de Franche-Comté

Versement 1965W³¹⁴

Nom du producteur

Direction régionale de l'environnement de Franche-Comté

Direction et secrétariat de direction

Sommaire

Dossiers de gestion préparatoires remis par les différents services de la DIREN et questionnaires servant à leur élaboration, rapports d'inspection provisoires et final avec recommandations,...

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Années 1982-2008

Description physique : 2,10 mètres linéaires

Lieu de conservation : Archives départementales du Doubs

Versement 2550W³¹⁵

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Franche-Comté

Centre de documentation

Sommaire

2550W1-22 : Etudes et publications produites, financées ou reçues par la DIREN de Franche-Comté dont notamment sur les paysages, les zones de protection

Nombre d'articles : 22 boîtes

Métrage linéaire : 1,80 ml

Dates extrêmes : 1977-1998

Lieu de conservation : Archives départementales du Doubs

Communicabilité : libre

314 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Franche-Comte-activites-inspections>

315 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Franche-Comte-etudes-environnementales>

Versement 2697W³¹⁶

**Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de
Bourgogne-Franche-Comté
Service : développement durable et aménagement**

Sommaire

2697W1-18 : éducation à l'environnement, 1987-2012
2697W19-32 : manifestations publiques, 1997-2009
2697W33-36 : chantiers de jeunes bénévoles, 2003-2008
2697W37-41 : soutien des associations et emploi, 1978-2010

Nombre d'articles : 41 articles

Métrage linéaire : 4 ml

Dates extrêmes : 1978-2012

Lieu de conservation : Archives départementales du Doubs

Communicabilité : libre

2.11.6 Poitou-Charentes

2.11.6.1 DIREN de Poitou-Charentes

Versement 2289 W³¹⁷

Nom du producteur

Direction régionale de l'environnement de Poitou-Charentes

Service : Aménagement durable

Sommaire

Art 1-2 : Programme de développement : actions de conseil et de soutien auprès d'autres services et organismes publics, 1999-2002

Nombre d'articles : 2

Métrage linéaire : 0,20

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vienne

316 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Bourgogne-Franche-Comte-education-a-l>

317 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/article942>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 2860 W³¹⁸

Nom du producteur

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Poitou-Charentes

Mission communication documentation

Sommaire

Art 1-15 : Communication interne : relais de manifestations nationales, visite d'agents du Ministère de l'Environnement en Poitou-Charentes

Nombre d'articles : 15

Métrage linéaire : 1,50

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vienne

Versement 2900 W³¹⁹

Nom du producteur

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Poitou-Charentes

Sommaire

Art 1-5 : Administration générale : rapports d'inspection générale, avis de la DIREN, 1993-2009

Art 5-14 : budget, personnel, instance paritaires, 1984-2009

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 15

Métrage linéaire : 1,50

318 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Poitou-Charentes-1993-2010>

319 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detailles-DREAL-Poitou-Charentes-1984-2009>

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vienne

2.11.7 Rhône-Alpes

2.11.7.1 DIREN Rhône-Alpes

Versement 5845W³²⁰

Direction régionale de l'environnement Rhône-Alpes

Sommaire

Art 1-3 : Jeux olympiques et environnement : candidatures d'Albertville (1992) et d'Annecy (2018)

Nombre d'articles : 350

Métrage linéaire : 0,20 ml

Années : 1982-2010

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales du Rhône

2.11.7.2 DDE du Rhône

Versement 3635W³²¹

Nom du producteur

Direction départementale de l'équipement du Rhône

Sommaire

Art 1 : Statistiques de la navigation Intérieure

Art 2 : Dossiers iCriteriale - personnel - intendance et réquisitions

Art 4 : Classement des sites naturels - Catastrophes naturelles 1930|1939

Art 5 : Démolition du Pont Vaïsse (1854|1958) et ponts suspendus

Art 6 : Canal de Givors

Art 7-10 : Affaires traitées par le Modérateur

320 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Rhone-Alpes-Jeux-olympiques-et>

321 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Rhone-navigation-interieure-sites-naturels>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Dates extrêmes : 1854-1982

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 10

Métrage linéaire : 51.50 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Rhône

2.11.8 Martinique

2.11.8.1 DDE de la Martinique

Versement 1296W³²²

Nom du producteur

Direction départementale de l'équipement de la Martinique

Sommaire

Art 1-24 : Équipement de DDE - aménagement et construction de bureaux pour les services et subdivisions de la DDE, logements de fonction de Tartenson (1959-1992). Visites de différentes personnalités en Martinique (1974-1980). Rapports de mission, rapports d'activité, rapports d'inspection (1967-1996). Port et zone industrialo-portuaire de Fort-de-France - aménagement du Bassin-Radoub, extension portuaire de la pointe des Grives, modernisation, desserte, conteneurisation (1948-1992). Électrification : Implantation et construction de la nouvelle centrale d'électricité de Bellefontaine (1970-1983). Servitudes pour l'électrification de la Pointe des Carrières à Fort-de-France (1969-1971). **Réparations des dégâts causés aux équipements par les tempêtes** : Beulah, Dorothy, Allen et David, Inès, Iris Denise - Données météorologiques - Règles parasismiques relatives à la aux constructions -Dossier des indemnisations (1966-1982). **Plan ORSEC** : instructions générales (1973-1982). Stationnement à Fort-de-France (1975-1983). **Gestion du littoral** : cinquante pas géométriques. Affaire contentieuse concernant la société SHAB relative aux travaux sur le CD15 (1971-1973).

Dates extrêmes : 1948-1996

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 24

Métrage linéaire : 2.40 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Martinique

³²² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-de-la-Martinique-inspections-port-de-Fort-de>

2.12 Europe et international³²³

Historique du service producteur

Le Secrétariat général (SG) est chargé d'assister les ministres³²⁴ dans l'administration du ministère (fonction financière, ressources humaines, tutelle des établissements publics nationaux, stratégie de communication interne et externe, questions juridiques, élaboration de la position du ministre à l'international et en Europe, politique de défense et de sécurité du périmètre du ministère). Ce service résulte de la fusion de l'ancien secrétariat général du ministère de l'équipement, de la Direction générale de l'administration et du développement et du développement (DGAD) devenue Direction générale de l'administration, des finances et des affaires internationales du ministère de l'environnement.

Versement 20180088

Ministère : Écologie, énergie, logement, égalité des territoires et ruralité

Direction : Secrétariat général

Sommaire

Art 1-124 : Action internationale, 1991-2015

Art 125-203 : Lutte contre l'effet de serre, 1998-2013

Art 204-217 : Accords internationaux sur les bois et forêts, 1999-2016

Art 218-230 : Programme des nations unies pour l'environnement (PNUE), 2008-2014

Dates extrêmes : 1991-2016

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 187

Métrage linéaire : 24 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

323 Voir aussi fonds Serge Antoine <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Serge-Antoine-Amenagement-du-territoire>

324 Décret no 2008-780 du 9 juillet 2008

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20180090³²⁵

Ministères : Écologie, énergie, logement, égalité des territoires et ruralité

Direction : Secrétariat général

Sommaire

Art 1-29 : Suivi thématique des dossiers de la sous direction des échanges internationaux et ses prédécesseurs, 1992-2009

Art 30-167 : Voyages et entretiens des ministres, 1986-2015

Art 168-259 : Projets et actions de coopération, 1994-2016

Art 260-359 : Comités de pilotage, 1987-2016

Art 360-390 : Soutien à l'exportation, 1986-2011

Dates extrêmes : 1986-2016

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 390

Métrage linéaire : 46 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20180089³²⁶

Ministères : Écologie, énergie, logement, égalité des territoires et ruralité

Direction : Secrétariat général

Sommaire

Art 1-33 : Cellules géographiques, 1991-2014

Art 34-41 : Marché intérieur et financements communautaires, 2008-2012

Art 42-59 : Environnement et risques, 1997-2015

Art 60-109 : Présidences et instances de l'Union européenne, dossiers bilatéraux et multilatéraux, 1990-2015

325 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-echanges-internationaux>

326 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Regulation-europeenne>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Dates extrêmes : 1990-2015

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 109

Métrage linéaire : 10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080052³²⁷

Ministère : Ecologie et développement durable

Direction générale : Administration, finances et affaires internationales

Sous direction : service des affaires internationales

Sommaire

Art 1-15 : Soutien financier du programme communautaire LIFE (CEE) pour des opérations en France , 1991-2000

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 15

Métrage linéaire : 5.00 ml (15 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080047³²⁸

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-Direction : Mission internationale

Sommaire

Art 1-6 : Coopération et conventions européennes de la vie sauvage et du milieu naturel en Europe, 1974-1991

Art 6 (suite)-13 : Conseil des communautés européennes (CEE), 1977-1992

327 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Soutien-financier-du-programme-communautaire>

328 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-affaires-internationales>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 13 (suite)-15 : Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), 1977-1992

Art 15 (suite)-18 : Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), 1978-1992

Art 18 (suite)-30 : Coopération et conventions internationales, 1975-1993

Art 30 (suite) : Actions entreprises suite aux conventions internationales, 1975-1989

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 30

Métrage linéaire : 10 ml (30 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20060155³²⁹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-Direction : Mission internationale

Sommaire

Art 1-3 : Généralités, 1985-2003

Art 4-8 : Biodiversité, 1985-2002

Art 9-66 : Conventions internationales, organismes et coopérations, 1979-2004

Art 67-79 : Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), 1980-2003

Art 80-94 : Antarctique Terres australes et antarctiques françaises (TAAF), 1959-2000

Art 95-103 : Outre-mer et Caraïbes, 1978-2000

Art 104-121 : Convention de Washington sur le commerce international d'espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), 1968-2001

Art 122-124 : Parcs nationaux, espaces naturels et forêts, 1986-2002

Art 125-127 : Patrimoine mondial, 1989-1996

Art 128-129 : Programme des nations unies pour l'environnement (PNUE), 1988-1997

Art 130 : Diplôme européen, 1980-1991

³²⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Nature-et-paysages>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 131-132 : Communauté économique européenne (CEE) : instrument financier d'appui de la politique communautaire de l'environnement LIFE , 1993-1999

Art 133-143 : Contentieux CEE/France, 1985-1999

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 114

Métrage linéaire : 14 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19910580³³⁰

Ministère : Environnement

Direction : Protection de la nature

Sous-Direction : Mission internationale

Sommaire

Art 1-19 : Relations internationales et conventions en matière de protection de la nature

- Organisation des nations unies (ONU) et Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), 1949-1985

- Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), 1947-1985

- conventions de Ramsar et de Bonn, 1971-1985

Art 20-77 : Coopération européenne - Communauté économique européennes (CEE) :

- Réunions et programmes d'action concernant l'environnement, préparation de directives sur la conservation des oiseaux sauvages, 1973-1987

- Conseil de l'Europe et convention de Berne : conférences ministérielles, comité de sauvegarde de la nature, documentation, 1967-1986

Art 78-87 : Relations bilatérales avec l'URSS, la Hongrie et le Québec, et divers, 1972-1982

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 87

Métrage linéaire : 29 ml

330 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-relations>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090376³³¹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale : Administration, finances et affaires internationales

Sous-direction: Service des affaires internationales

Sommaire

Art 1-16 : Affaires européennes : Union européenne, , commerce, énergie, pollutions, 1992-2006

Art 17-41 : Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) : présentation, interventions, 1995-2006

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 41

Métrage linéaire : 5 (16 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080062³³²

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale: Administration, finances et affaires internationales

Sous direction : Service des affaires internationales

Sommaire

Art 1-29 : Plan d'action pour la Méditerranée (PAM). 1950-1997

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

331 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-affaires-europeennes>

332 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Plan-d-action-pour-la>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 29

Métrage linéaire : 3.00 ml (10 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080054³³³

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale: Administration, finances et affaires internationales

Sous direction : Service des affaires internationales

Sommaire

Art 1 : Illustrations de la politique de la France pour l'environnement, 1990

Art 1 (suite)-10 : Conférences, conventions, sommets internationaux, 1970-2002

Art 10 (suite)-37 : Instances internationales, 1970-2001

Art 38-39 : Coopération de l'Europe avec d'autres pays, 1975-1991

Art 40 : Protection internationale de l'eau, 1982-1986

Art 40 (suite)-45 : Protection internationale des forêts, 1983-1998

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 15

Métrage linéaire : 5.00 ml (15 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

333 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-affaires-internationales-conferences-cooperation>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20080052³³⁴

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale : Administration, finances et affaires internationales

Sous direction : service des affaires internationales

Sommaire

Art 1-15 : Soutien financier du programme communautaire LIFE (Communauté économique européenne CEE) pour des opérations en France , 1991-2000

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 15

Métrage linéaire : 5.00 ml (15 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080053³³⁵

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale: Administration, finances et affaires internationales

Sous direction : Service des affaires internationales

Sommaire

Coopération internationale (classement géographique)

Art. 1-3 : Europe, 1975-1994

Art. 3 (suite)-21 : Europe de l'Est, 1984-1997

Art. 22 : Asie centrale, 1993-1997

Art. 23-32 : Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afrique noire, 1983-1997

Art. 33-34 : Amérique centrale et du Sud, 1978-1996

Art. 34 (suite)-39 : Amérique du Nord, 1992-1995

Art. 39 (suite)-43 : Asie, 1988-1996

334 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Soutien-financier-du-programme-communautaire>

335 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-cooperation-2241>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art. 43 (suite) : Pacifique Sud, 1989-1996

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 43

Métrage linéaire : 14 ml (43 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

2.13 Communication information

2.13.1 Administration centrale

Versement 20080055³³⁶

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Secrétariat général

Sous direction : Département communication et information

Sommaire

Campagnes d'information

Art. 1-7 : journées nationales de l'environnement, 1990-2002

Art. 8 : journées « Printemps de l'environnement », 1987-2002

Art. 8 (suite) : parrainage d'opérations de sensibilisation, 1992-2001

Art. 9-14 : sommet de Rio « Planète Terre », campagne « En ville sans ma voiture », « Bien dans ma ville », 1991-2003

Art. 15-16 : campagnes sur le bruit, la forêt, les paysages, l'eau et la sécheresse, 1990-1993

Art. 17-20 : chantiers de jeunesse, 1987-1997

Art. 20 (suite)-22 : semaine du développement durable, 2002-2004

Art. 22 (suite)-23 : Plan national pour l'environnement (PNE), actions de communications, salon Pollutec, 1990-2003

Art. 23 (suite) : Fonds national de développement de la vie associative (FNDVA), 1993-2001

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

336 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillee-Administration-centrale-Campagnes-d-information>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 23

Métrage linéaire : 8 (23 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20040172³³⁷

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale : Administration, finances et affaires internationales

Sous direction : Qualité de vie et information

Sommaire

Art 1-7 : Développement durable : études : 1993-2003

Opération la ville sans ma voiture, nettoyage du Printemps : organisation, bilan : 1993-2001

Colloques, études sur le vélo, les transports, l'effet de serre ..., 1990-1996

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 7

Métrage linéaire : 1.00 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070115³³⁸

Ministère : Écologie et Développement durable

Direction : Secrétariat général

Sous direction : Département communication et information

Sommaire

Affiches

337 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Developpement-durable-colloques-etudes-1991-2003>

338 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-24-affiches-numerisees>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 1-24 : Exposition pédagogique, en partenariat avec le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, dans 50 000 écoles, collèges et lycées « Le développement durable, pourquoi ? » : affiches illustrées par des photographies de Yann Arthus-Bertrand, 2006

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 24

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070117³³⁹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale: Administration, finances et affaires internationales

Sous direction : Qualité de la vie et information

Bureau : Département communication et information

Sommaire

Art 1-10 : Campagne nationale World wide fund (WWF), en partenariat avec le ministère en faveur du patrimoine naturel de l'Outre-mer : affiches, 2004

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 10

Lieu de conservation : Archives nationales

339 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-campagne-nationale-WWF-en-faveur-du-patrimoine>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20070316³⁴⁰

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Secrétariat général

Sous direction : Département communication et information

Sommaire

Art 1-12 : Campagne "Semaine du développement durable" du 1er au 7 avril 2007 : exposition "Vivons ensemble autrement" : affiches

2007

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 12

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070641³⁴¹

Ministère : Ecologie et développement durable

Direction : Secrétariat général

Sous direction : Département communication et information

Sommaire

Affiches

Art 1-9 : Les journées de l'environnement, 1993-2000

Art 10-20 : Le printemps de l'environnement, 1999-2003

Art 21-27 : Développement durable, 2003-2006

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 26

Lieu de conservation : Archives nationales

340 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Semaine-du-developpement-durable-Vivons-ensemble>

341 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-campagnes-d-information-948>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20070475³⁴²

Ministère : Ecologie et développement durable

Direction : Secrétariat général

Sous direction : Département communication et information

Sommaire

Affiches

Art 1-21 : Exposition pédagogique n°2 « Le développement durable pourquoi ? », pour chaque école de France : La biodiversité - Tout est vivant, tout lié : affiches , 2007

Art 21-27 : Développement durable, 2003-2006

Communicabilité : libre

Nombre d'affiches : 27

Lieu de conservation : Archives nationales

2.13.2 Franche-Comté

Versement 2694W³⁴³

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Franche-Comté

Secrétariat général

Sommaire

2694W1-16 : administration générale : rapports d'activités, comités de direction ..., 1993-2009

2694W17-23 : dossiers opérationnels : plans départementaux d'environnement, décharges industrielles, études paysagères, 1990-2007

Nombre d'articles : 23 articles

Métrage linéaire : 2,1 ml

Dates extrêmes : 1990-2009

Lieu de conservation : Archives départementales du Doubs

Communicabilité : voir code du patrimoine

342 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Exposition-La>

343 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Franche-Comte-fonctionnement-1990-2009>

2.13.3 Languedoc-Roussillon

Versements 2501W - 2503W - 4SP³⁴⁴

Direction régionale de l'environnement, aménagement et logement du Languedoc-Roussillon

Service maritime et de navigation du Languedoc-Roussillon

2501W

Art 1-519 : photographies concernant les travaux maritimes, fonctionnement de la DREAL

1983-2006

Nombre d'articles : 519

Conditions d'accès librement communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Hérault

2503W

Sommaire

Art 1-36 : photographies concernant les ports, travaux maritimes, littoral

1901-1995

Nombre d'articles : 36

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Hérault

4SP

Sommaire

Art 1-9 : photographies concernant les travaux du canal du Rhône à Sète

[1906-1914]

Nombre d'articles : 9

³⁴⁴ Répertoires détaillés <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Languedoc-Roussillon-photographies-sur-les>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès librement communicable

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Hérault

2.13.4 Limousin

Versement 1979W³⁴⁵

Direction régionale de l'environnement du Limousin

Secrétariat général

Art 1-26 : comptabilité, communication, 1974-1997

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 26

Métrage linéaire : 2.6 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Haute-Vienne

2.13.5 Lorraine

Versement 2181W³⁴⁶

Direction régionale de l'environnement, d'aménagement et du logement de Lorraine

Sommaire

Art 1-4 : généralités

Art 5-21 : aménagement du territoire

Art 22 : environnement

1974-2004

Nombre d'articles : 22

Métrage linéaire : 2,4 ml

345 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Limousin-Secretariat-general-1974-1999>

346 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-fonctionnement-de-la-DIREN-Lorraine-1974-2004>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de Moselle

Versement 2652W³⁴⁷

Direction régionale de l'environnement, d'aménagement et du logement de Lorraine

Sommaire

Art 1-6: direction, 1984-2009

Art 7-21: communication, 1972-2006

Art 22: secrétariat général, 1991-2008

Art 23-113: transports, 1967-2002
1967-2009

Nombre d'articles : 113

Métrage linéaire : 14 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de Moselle

2.13.6 Poitou-Charentes

Versement 2148 W³⁴⁸

Direction régionale de l'environnement de Poitou-Charentes

Sommaire

Art 1-8 : Administration Générale, 1993-2005

Art 9 : Budget comptabilité, 1994-1998

Art 10 : Personnel, 1994-2004

Art 11-12 : Communication, 1993-2009

³⁴⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaiie-DREAL-Lorraine-direction-communication-1967-2009>

³⁴⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detailles-DIREN-Poitou-Charentes-1993-2009>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 12

Métrage linéaire : 1,20

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vienne

Versement 2288 W³⁴⁹

Direction régionale de l'environnement de Poitou-Charentes

Secrétariat général

Sommaire

Art 1-2 : Administration Générale, 1999-2009

Art 3 : Communication, 1994-2000

Nombre d'articles : 3

Métrage linéaire : 0,30

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vienne

2.13.7 Rhône-Alpes

Versement 5900W³⁵⁰

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Rhône-Alpes

Sommaire

Art 1-9 : rapports d'activités

349 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Poitou-Charentes-1993-2010>

350 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Rhone-Alpes-rapports-d-activites-1986-2008>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 0,90 ml

Années : 1986-2010

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives départementales du Rhône

2.13.8 Martinique

Versement 1232W³⁵¹

Direction départementale de l'équipement de la Martinique

Secrétariat général

Sommaire

Art 1-5 : Organisation des services. Rapports d'activités. Politique de communication. Communication consécutive au passage du cyclone Allen le 4 août 1980

1959-1980

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles :5

Métrage linéaire : 0.50 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Martinique

351 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Martinique-fonctionnement-activites-cyclone>

3 Infrastructures et services des transports

Historique des services³⁵²

3.1 Infrastructures fluviales, portuaires, aéroportuaires

Infrastructures fluviales, portuaires

Versement 19780055³⁵³

Ministère : Transports

Direction : Ports et navigation maritime

Sommaire

hydrocarbures

Art 1-12 (PM 653-PM 664) : PV des séances, notes et correspondance de la commission interministérielle des dépôts d'hydrocarbures et de la commission interministérielle d'examen des carburants
1928-1972

Art 13-17 (PM 665-PM 669) : dépôts d'hydrocarbures dans les ports maritimes et fluviaux (dossiers classés par département et par port)
1925-1966

Art 18-22 (PM 670-PM 674) : permis de recherches d'hydrocarbures : demandes, instruction de ces demandes, dérogations
1953-1971

Art 23-25 (PM 675-PM 677) : pipe-lines
classés par trajet
1960-1969

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 25

Métrage linéaire : 2.50 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

352 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Infrastructures-et-service-des-transports-historique>

353 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-depots-d-hydrocarbures-dans-les-ports-maritimes>

Versement 19860321³⁵⁴

Ministère : Marine marchande
Direction : Flotte de commerce

Sommaire

Art 1-27 (PM 2058-PM 2084) : exploitation des ports maritimes
. transport et manutention des matières dangereuses,
. réglementation dans le cadre des commissions européennes et interministérielles
1911-1981

Communicabilité : libre
Nombre d'articles : 27
Métrage linéaire : 2.70 ml
Lieu de conservation : Archives nationales

Cotes

19920579/1-19920579/48³⁵⁵

Date

1905-1989

Nom du producteur

Sous-direction des transports par voies navigables

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

Description

Présentation du contenu

Sommaire

Législation et réglementation, 1945-1988.

[...]

Art 3-8 : Réglementation sur les voies navigables, les domaines publics fluvial et maritime, la navigation de plaisance, la Police des eaux (lois, circulaires, arrêtés), 1914-1986.

[...]

Art 27-29. Aménagement hydraulique, hydroélectrique, touristique concernant les chutes d'eau et les plans d'eau, 1966-1988.

[...]

Art 33 : Barrages (loi, circulaire relative à la sécurité), 1930-1985.

Art 34-35 : Centrales nucléaires (circulaires, lois), 1952-1989.

Art 36 : Carrières, exploitation, décret de la commission interministérielle des carrières, 1977-1985.

Art 36 : Sécurité et protection : Lois et circulaires relatives à la prévention d'accidents, contre les inondations, à la sécurité des barrages, 1938-1984.

Art 37-40 : Nuisances : Pollution, lutte contre la pollution, contre le bruit, sécheresse (lois,

³⁵⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ports-maritimes-transport-de-matieres>

³⁵⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Legislation-et-reglementation-des-voies>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

circulaires), 1961-1982.

[...]

Versement 19840241³⁵⁶

Ministère : Transports

Direction : Transports terrestres

Sous-direction : Voies navigables

Sommaire

Art 1-5 (VN 1030-VN 1034) : police des cours d'eau : législation et réglementation générale, cas particuliers de l'hydroélectricité et de la navigation sur le Rhin, 1927-1978

Art 6-10 (VN 1035-VN 1039) : sociétés d'aménagement du territoire : compagnie nationale d'aménagement des coteaux de Gascogne, société du canal de Provence, compagnie nationale d'aménagement du Bas-Rhône, concessions,

. cahiers des charges,

. conseils d'administration

1950-1978

Art 10-11 (VN 1039-VN 1040) : conseils d'administration des ports autonomes de Paris et Strasbourg, 1958-1978

Art 12-13 (VN 1041-VN 1042) : autorisations de prise d'eau pour hydroélectricité et irrigation, autorisations de déversements dans les cours d'eau, 1907-1963

Art 14-18 (VN 1043-VN 1047) : commission centrale des bateaux à propulsion mécanique : réglementation des aéroglisseurs, 1934-1978

Art 19-21 (VN 1048-VN 1050) : réglementation contre la pollution des eaux, 1895-1982

Art 21-28 (VN 1050-VN 1057) : réglementation et contentieux des servitudes sur les voies navigables, 1902-1982

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 28

Métrage linéaire : 2.80 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

356 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-police-des-cours-d-eau-reglementation-et>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19780171³⁵⁷

Ministère : Equipement et aménagement du territoire

Direction : Ports et navigation maritimes

Sommaire

Matières dangereuses et pollution

Art 1-10 (PM 640-PM 649) : transport des matières dangereuses

PV de la commission du transport des matières dangereuses et de la commission pour le transport par mer des matières dangereuses

rapports, réglementation et documents du comité des transports du comité économique et social des nations unies, réglementation générale et locale (arrêtés, circulaires, décrets et instructions), accidents

1887-1966

Art 11-13 (PM 650-PM 652) : pollution des eaux : PV et rapports, correspondance de la commission nationale de la pollution des eaux et d'autres instances, enquêtes, infractions, sanctions, affaires diverses

1955-1970

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 13

Métrage linéaire : 1.30 ml

Lieu de conservation : *Archives nationales*

Versement 19810737³⁵⁸

Ministère : Transports

Direction : Transports terrestres

Sommaire

Art 1-3 (VN 978-VN 980) : réglementation des transports de matières dangereuses par voies navigables, en particulier sur le Rhin : dossiers de la commission interministérielle de transports des matières dangereuses (règlement dit ADNR) et de la commission centrale du Rhin

357 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-ports-et-voies>

358 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-reglementation-des>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

1962-1978

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 3

Métrage linéaire : 0.30 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 2695W³⁵⁹

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté

Service : biodiversité, eau, patrimoine

Sommaire

TGV Rhin-Rhône - branche Est Dijon Mulhouse

2695W1-6 : dossier général, 1996-2011

2695W7-11 : études naturalistes produites sur l'emprise du tracé, 1998-2007

2695W12-14 : demande d'autorisation au titre du code de l'environnement, 2004-2011

Nombre d'articles : 14 articles

Métrage linéaire : 1,50 ml

Dates extrêmes : 1996-2011

Lieu de conservation : Archives départementales du Doubs

Communicabilité : voir code du patrimoine

Versement 2696W³⁶⁰

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté

Service : biodiversité, eau, patrimoine

Sommaire

liaison fluviale à grand gabarit Saône-Rhin-Rhône dit grand canal

2696W1-5 : projet technique, 1960-1974

2696W6-9 : volet agricole et foncier, 1974-1978

359 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Bourgogne-Franche-Comte-TGV-Rhin-Rhone>

360 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Bourgogne-Franche-Comte-liaison-fluviale-a>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2696W10-21 : études environnementales et hydrauliques, 1975-1998

2696W22 : consultation publique, 1996

Nombre d'articles : 22 articles

Métrage linéaire : 2 ml

Dates extrêmes : 1960-1998

Lieu de conservation : Archives départementales du Doubs

Communicabilité : voir code du patrimoine

Versement : 1734 W 1 - 24

Service : Ponts et Chaussées (service de la Navigation de La Loire et du canal d'Orléans) puis direction départementale de l'Équipement (DDE) du Loiret (1940-1978).

Le versement 1734 W comprend les documents reçus et produits par le service de la navigation de la Loire et du canal d'Orléans (Ponts et Chaussées du Loiret) relatifs à la Loire (1962) et au canal d'Orléans, de 1940 à 1978. À noter les dossiers relatifs au déclassement du canal d'Orléans comme voie navigable en 1954 (1734 W 6 à 8).

Lieu de conservation : Archives départementales du Loiret

Versement 1288 W 1 - 12

Service : Ponts et Chaussées du Loiret, canal d'Orléans (service ordinaire, vicinal et hydraulique de l'arrondissement de l'Est) et service de la navigation de la Loire et du canal d'Orléans (subdivision de Fay-aux-Loges) (1941-1952)

Le versement 1288 W comprend les documents reçus et produits par différents services des Ponts et Chaussées du Loiret et relatifs au canal d'Orléans, de 1941 à 1952 : d'une part, le service ordinaire, vicinal et hydraulique de l'arrondissement de l'Est pour l'entretien des ouvrages établis au-dessus du canal dont ceux permettant le passage d'une route nationale, un chemin de grande communication ou un chemin vicinal ordinaire et, d'autre part, le service de la navigation de la Loire et du canal d'Orléans (subdivision de Fay-aux-Loges) pour la gestion du domaine public du canal, son alimentation en eau et quelques documents sur la navigation intérieure. À noter les dossiers de reconstruction de nombreux ponts au-dessus du canal d'Orléans à la suite de leur destruction ou endommagés par faits de guerre en 1940.

Lieu de conservation : Archives départementales du Loiret

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Infrastructures aéroportuaires

État des sources relatives à l'aéroport de Nantes-Atlantique et au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes³⁶¹

Fonds d'archives essentiellement publiques conservées aux Archives régionales des pays de la Loire

Le présent état des sources est organisé par aéroport/projet d'aéroport, puis par producteur d'archives. Il recense les documents versés aux Archives régionales à la date de réalisation de ce document mais d'autres sont encore conservés par certains producteurs d'archives cités dans l'instrument de recherche

3.2 Transports collectifs et ferroviaires

Versement 19800425³⁶²

Ministère : Transports

Direction : Transports terrestres

Sommaire

Art 1-7 (TT 3997-4003) : Conseil économique et social des nations unies : Comité des transports intérieurs : PV de séances et rapports de groupes de travail et de comités d'experts en matière de transports de matières dangereuses et de matières et objets explosibles, leur emballage ; OCTI (Office Central des Transports Internationaux par chemin de fer) : Commission de sécurité et commission d'experts du RID (Règlement International pour le Transport des Matières Dangereuses), 1951-1976

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 7

Métrage linéaire : 0;70 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

361 Etat des sources <https://ressources.histoire-environnement.org/Etat-des-sources-relatives-a-l-aeroport-de-Nantes-Atlantique-et-au-projet-d>

362 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillee-Administration-centrale-Comite-des-transports>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19870385³⁶³

Ministère : Transports

Direction : Transports terrestres

Sommaire

Art 1-12 (tt 6834-tt 6845) : transports de matières dangereuses :

textes officiels, 1945-1981 ; réglementation sur la sécurité et les accidents de transports de matières radioactives des centrales nucléaires, 1973-1981

Art 12-18 (tt 6846-tt 6851) : rapports d'inspection générale de la mission des transports terrestres, activités des services de transport de l'équipement par région, 1975-1982

Art 19-50 (tt 6852-tt 6856) : transports de marchandises, 1974-1983

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 50

Métrage linéaire : 7,00 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19800160³⁶⁴

Ministère : Transports

Direction : Transports terrestres

Sommaire

Art 1-4 (TT 3849-3852) : SNCF (Société Nationale des Chemins de fer Français) : Trafic marchandises : Fermetures de lignes et de gares : Programmes, situations, décisions ministérielles, réclamations, 1966-19772

Art 5-8 (TT 3853-3856) : SNCF (Société Nationale des Chemins de fer Français) : Conventions de transport mixte rail-route avec la société NOVOTRANS, 1942-1970

Art 9-21 (TT 3857-3869) : Transport de matières dangereuses : Canalisations GDF (Gaz De France) et autres, oléoducs, pipelines, 1965-1979

Art 22-23 (TT 3870-3871) : Transporteurs rapatriés d'Outre-mer : Demandes d'attestations, attribution de licences, reclassement, 1971-1976

363 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-transports-de-matieres>

364 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-SNCF-Trafic-marchandises>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 24-34 (TT 3872-3882) : Autorisations exceptionnelles de transports (classement par région et chronologique), 1975-1978

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 34

Métrage linéaire : 5,00 ml

Lieu de conservation : *Archives nationales*

4. Sécurité et affaires maritimes

Au sein de la Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM), la Direction des affaires maritimes est l'héritière du ministère de la Marine marchande, créé en 1929 à l'initiative de M. Georges-Leygues avec pour mission de superviser l'ensemble des politiques publiques appliquées spécifiquement à ce secteur d'activité tant sur le plan du statut personnel des entreprises et des salariés (mise en place de statuts réglementés) que du régime social appliqué aux différentes composantes de la protection. À compter de 1982 (institution d'un Secrétariat général à la Mer) et surtout à partir de 1999, à la faveur de la promulgation de la loi d'orientation agricole n° 99-574, ce ministère a été incorporé au ministère chargé de l'Agriculture pour ce qui touche au suivi de la politique commune de la pêche et pour le reste des activités de ce secteur, au ministère chargé de l'équipement et des transports, devenu ministère chargé du développement durable en 2007

La sous-direction de la sécurité maritime participe, en relation avec la direction des affaires juridiques, à l'élaboration et à la mise en œuvre des normes juridiques relatives à la signalisation maritime, à la circulation maritime, à la recherche et au sauvetage en mer, à la sécurité des navires de commerce et de pêche et à la prévention de la pollution par les navires. Elle participe, en relation avec la direction des affaires juridiques, à l'élaboration et à la mise en œuvre des normes juridiques relatives à la sûreté des navires. Elle organise, anime, coordonne et contrôle l'activité des Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage et des Centres de sécurité des navires, dans le cadre des prérogatives et responsabilités de l'État du pavillon, de l'État côtier et de l'État du port, y compris dans le cadre du contrôle du transport par mer des marchandises dangereuses. Elle anime et évalue l'activité des services chargés de la signalisation maritime, dans le cadre des prérogatives et responsabilités de l'État côtier, en lien avec le service du pilotage et de l'évolution des services. Elle entretient des relations avec le bureau d'enquêtes sur les accidents en mer en cas d'événement en mer. Elle suit de l'activité du service à compétence nationale dénommé « Armement des Phares et Balises ».

4.1 Action interministérielle en mer

4.1.1 Cabinet Marine Marchande

Versement 19800114³⁶⁵

Ministère : Mer

Direction : Cabinet ministériel

Sommaire

Art 1-52 (MAR 5003-5055). Archives de M. Douay, conseiller juridique à la marine marchande (comportant une partie des archives de son prédécesseur, M. Raspi) : Conférences et conventions internationales, sessions de l'OMCI (Organisation Intergouvernementale Consultative de la Navigation Maritime) et réunions de son comité juridique, 1940-1976 en particulier : Problèmes de la pollution de la mer par les hydrocarbures (après l'affaire du Torrey Canyon notamment) et des navires à propulsion nucléaire.

Nombre d'articles : 52

Métrage linéaire : 17 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19790345³⁶⁶

Dates

1953-1975

Nom du producteur

Conseillers techniques (direction générale de la marine marchande)

Description

Présentation du contenu

Sommaire

Art 1-10 (MAR 3455-3464) : Dossiers de M. Boulard, conseiller d'Etat, conseiller technique auprès du secrétaire général de la marine marchande de 1974 à 1975 ces dossiers de principe sont par trop généraux pour en faire un sommaire détaillé. Noter les principales affaires : Organisation de la marine marchande ; attributions et moyens de la direction des pêches maritimes environnement et lutte contre la pollution pêches maritimes : Difficultés des entreprises et problèmes sociaux droit de la mer CEE sauvetage en mer enseignement et apprentissage maritimes problèmes sociaux ; ENIM (Etablissement National des Invalides de la Marine ; travail maritime reconversion des compagnies maritimes d'économie mixte et, en particulier, CGT (Compagnie Générale Transatlantique)

³⁶⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-pollution-maritime-1940>

³⁶⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-marine-marchande-peches-1953-1975>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 10

Métrage linéaire : 3 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19850414³⁶⁷

Ministère : Mer

Direction : Cabinet

Sommaire

Art 1-13, 44-50 (MAR 10146-MAR 10158, MAR 10189-MAR 10195) : préparation des budgets de programmes de la direction générale de la marine marchande

réunions des comités directeurs RCB (Rationalisation des choix budgétaires)

1971-1979

Art 14-43 (MAR 10159-MAR 10188) : études SECURA sur les accidents de mer

1972-1974

Art 51-60 (MAR 10196-MAR 10205) : cours journaliers du poisson dans les quartiers des affaires maritimes

1975-1979

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 60

Métrage linéaire : 0.60 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

³⁶⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Budgets-mer-etudes-sur>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19850404³⁶⁸

Ministère : Mer

Direction : Cabinet

Sommaire

Art 1-6 (MAR 9983-MAR 9988) : catastrophe du pétrolier Tanio :

- enquêtes,
- débats et discussions entre élus locaux et pouvoirs publics,
- rapports du ministre de la Défense, de la commission d'enquête technique, de la mission interministérielle de la mer, des élus locaux,
- dossier de presse

1980-1981

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 0.60 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19840629³⁶⁹

Ministère : Mer

Direction : Cabinet

Sommaire

Dossiers de M. Boulard, conseiller d'État, adjoint au secrétaire général pour les questions administratives et financières, 1968-1978

Art 1-8 (MAR 9199-MAR 9206) : dossier Corse : convention avec la SNCM (Société nationale Corse-Méditerranée), continuité territoriale

368 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-catastrophe-du-petrolier>

369 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Mer-continue>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

DOM-TOM, CEE (communauté économique européenne) et pays divers : problèmes de la pêche, de la flotte de commerce, de la construction et de l'armement navals, de coopération, de législation

1974-1978

Art 9-10 (MAR 9206-MAR 9208) : prévention de la pollution

rapports de différents groupes interministériels

1977-1978

Art 11-14 (MAR 9209-9212) : peluriers du secrétaire général et de ses adjoints

1974-1979

Art 15-17 (MAR 9123-MAR 9124) : relations publiques du ministre

articles de presse et notes de synthèse

lancements de navires

voyages officiels et conférences de presse

1968-1978

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 17

Métrage linéaire : 1.70 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19840620³⁷⁰

Ministère : Mer

Direction : Cabinet

Sommaire

Art 1-7, 9-10 (MAR 8996-MAR 9002, MAR 9004-MAR 9005) : politique maritime

- discours,
- interventions,
- déplacements,
- conférences de presse du ministre Le Pensec

370 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-politique-maritime>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

1981-1983

Art 8 (MAR 9003) : catastrophes de l'Amoco-Cadiz et du Gino

1980-1982

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 10

Métrage linéaire : 1.00 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

4.1.2 Mission interministérielle de la mer

Versement 19980501³⁷¹

Ministère : Urbanisme, logement et transport

Direction : Mission interministérielle de la mer

Sommaire

Art 1 : comptes-rendus de réunions sur le droit de la mer, conférence de la mer, conseil de la mer, mission interministérielle de la mer. 1977-1982

Art 2 : Fonds d'intervention et d'action maritime (FIAM), contrats de plan État-région . 1981-1984

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 2

Métrage linéaire : 1 (2 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

371 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Mission>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19850409³⁷²

Ministère : Marine marchande

Direction : Ports et navigation maritimes

Sous-direction : Service de la navigation

Sommaire

Art 1-8 (MAR 10051-MAR 10058) : pollution marine :

- télédétection, surveillance aérienne, campagnes de recherche des rejets d'hydrocarbures, surveillance des pollutions en mer (opération SURPOLMER),
 - études du CNEXO (Centre national pour l'exploitation des océans), de l'ISTPM (Institut scientifique et technique des pêches maritimes), du CNES (Centre national d'études spatiales), des CROSSMA (Centres de recherche opérationnel de surveillance et de sauvetage maritimes), de la société anonyme de télécommunication,
 - convention entre le ministère et le laboratoire national d'essais, . acquisition de matériel
- 1975-1982

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 8

Métrage linéaire : 0.80 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 1486 W³⁷³

Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage Atlantique d'Étel-Sous-CROSS de Soulac

Sommaire

Art 1-115 : fonctionnement du Sous-CROSS de Soulac

1973-2001

372 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-pollution-marine-1975-1982>

373 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Centre-Regional-Operationnel-de-Surveillance-et>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : Selon la réglementation en vigueur, les documents dont la communication était libre avant leur versement continueront d'être communiqués sans restriction d'aucune sorte à toute personne qui en fera la demande.

Nombre d'articles : 115

Métrage linéaire : 8.90 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

Versement 1481W³⁷⁴

Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage Atlantique d'Étel

Sommaire

Art 1-567 : fonctionnement du CROSSA Étel

1952-1998

Conditions d'accès : Conformément à la réglementation en vigueur, les documents d'archives publiques sont librement consultables à l'exception des documents qui contiennent des informations mettant en cause la vie privée le délai de 50 ans est appliqué.

Nombre d'articles : 567

Métrage linéaire : 36.45 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

4.2 Sécurité et sûreté maritimes

4.2.1 Administration centrale

Versement 19850396³⁷⁵

Ministère : Marine marchande

Direction : Flotte de commerce et équipement naval

Sommaire

Recherches sur la propulsion nucléaire

³⁷⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-d-archives-verse-Archives-departementales>

³⁷⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-equipement-naval-recherches-sur-la-propulsion>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

1959-1981

Art 1-7 : étude d'un pétrolier à propulsion nucléaire : rapport et présentation des études de base

1981

Art 8-9 : dossiers sur les navires à propulsion nucléaire allemand Otto-Hahn et américain Savannah, concernant surtout la sécurité

1961-1968

Art 10-11 : correspondance avec FRAMATOME et des chantiers navals, au sujet de la propulsion nucléaire en général, et, plus spécifiquement, au sujet du protocole, de la convention et du marché d'étude pour le pétrolier

1959-1985

Art 12-13 : documentation française et étrangère sur la propulsion nucléaire

1973-1981

Art 14 : études générales et économiques sur la propulsion nucléaire

1967-1971

Art 15 : rapports d'activité d'EURATOM

1967-1972

Art 16 : problèmes juridiques posés par les navires à propulsion nucléaire, notamment d'accès aux ports, et accords passés à ce propos concernant le Otto-Hahn et le Savannah

1969-1980

Art 17-20 : documentation et études sur les grands pétroliers, les porte-conteneurs, les porte-barges, les cargos et les catamarans

1966-1972

Art 21 : fonctionnement de la direction de la flotte de commerce et de l'équipement naval, et correspondante avec l'ATMA (association technique maritime et aéronautique)

1973-1979

Art 22 : budget et notes d'orientation de la recherche en construction navale et l'automatisation des navires

1964-1980

Art 23-24 : réunions de l'agence pour les économies d'énergie

1981-1982

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 24

Métrage linéaire : 2.40 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20090296³⁷⁶

Ministère : Mer

Direction : Ports et voies navigables

Commission des phares et balises

Sommaire

Art 1-3 : Répertoires des registres de la Commission des phares et balises., 1824-1993

Art 4-5 : Rapports, 1824-1832

Art 6-98 : Procès-verbaux des séances, 1824-1988

Nombre d'articles : 98 registres

Métrage linéaire : 5 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19920160³⁷⁷

Direction : Ports et navigation maritimes

Sous-Direction : Sécurité des navires

Sommaire

Art 1-14 : Application du COLREG 72 (Convention sur le règlement international de 1972 pour prévenir les abordages en mer) : relevés d'infractions, surveillance de la navigation, 1972-1985

Art 15-19 : Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (CROSS) : statistiques, comptes-rendus d'activités, 1973-1982

Art 20-48 : Etudes et projets sur la navigation et la surveillance en mer, notamment tunnel sous la Manche, programme d'aide majeur à la navigation au large d'Ouessant, rapports et conférences de l'Organisation maritime consultative intergouvernementale (OMCI), 1954-1982

Communicabilité : 25 ans

Nombre d'articles : 48

Métrage linéaire : 5 ml (16 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

376 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-d-archives-verse-aux-Archives-nationales>

377 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-surveillance-de-la-navigation-maritime-1954-1985>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19810470³⁷⁸

Ministère : Marine marchande

Direction : Flotte de commerce et équipement naval

Sommaire

Problèmes concernant la sécurité et l'équipement des navires :

Art 1-5 : calculs et rapports concernant les envahissements (entrées importantes d'eau dans les cales des navires transporteurs de gaz liquéfié)

1977-1978

Art 6-8 : sessions du sous-comité conteneurs et cargaisons et du comité sécurité maritime de l'OMCI (organisation intergouvernemental et consultative de la navigation maritime)

1968-1974

Art 9-11 : normes AFNOR (association française de normalisation) concernant l'équipement des navires

1974-1976

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 11

Métrage linéaire : 1.10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19850629³⁷⁹

Ministère : Marine marchande

Direction : Flotte de commerce

Sommaire

Art 1 (MAR 10660-MAR 10663) : budget de la recherche, marchés
1969-1977

Art 2 (MAR 10664-MAR 10666) : navires inférieurs aux normes
1976-1978

Art 3 (MAR 10667-MAR 10668) : données techniques de l'Amoco-Cadiz et du Boehlen (pétroliers)

1978

Art 4 (MAR 10669-MAR 10670) : documents et correspondance avec l'OCDE
1977

Art 5 (MAR 10671-MAR 10703) : documents de l'OMCI ayant trait à la pollution , au droit de la mer, à la sécurité maritime, à la stabilité des navires, à la sauvegarde de la vie

378 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-securite-et-equipement-des-navires-1968-1978>

379 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-pollution-maritime-1969-1978>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

humaine en mer
1967-1978

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 5

Métrage linéaire : 0.50 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Cotes

20160028/1-20160028/252³⁸⁰

Date

1886-2009

Nom du producteur

Bureau des phares et balises (sous-direction de la sécurité maritime)

Importance matérielle et support

30 ml (100 cartons DIMAB)

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Description

Cotes : 20160028/1-20160028/238

1886-2008

Politique de balisage

Cotes : 20160028/239-20160028/247

1982-2009

Organisation des services déconcentrés, objectifs et ressources humaines

Cotes : 20160028/248-20160028/252

1995-2009

Politique patrimoniale

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Accès et utilisation

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Conditions d'utilisation

Conformément au règlement de la salle de lecture

Entrée et conservation

Modalité d'entrée

Versement

380 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Phares-et-balisés-1886-2009>

Sources et références

Sources complémentaires

Afin de compléter ses recherches, le lecteur peut se référer au répertoire méthodique recensant les archives produites par le service en charge des phares et balises conservées aux archives nationales :

Stéphane RODRIGUEZ-SPOLTI, [Les archives du Service des phares et balises \(1685-2000\)](#), Pierrefitte-sur-Seine, Archives nationales, 2014, 698 p.

Versement 19830424³⁸¹

Ministère : Marine marchande↵

Direction : Flotte de commerce et équipement naval

Sommaire↵

Art 1-8 (MAR 7824-MAR 7831) : équipements pour la lutte contre la pollution de la mer par les hydrocarbures : matériel (en particulier barrage) flottant, séparateur d'eaux polluées, dépollueur↵

études, rapports, plans, photographies, propositions de fournisseurs,↵

1946-1980↵

à noter :↵

Art 6 : naufrage de l'Amoco-Cadiz : album photographique, documentation sur la sécurité de la navigation en manche, rapport du ministère libérien des finances↵

1978-1979↵

Art 8 : plans de remorqueurs, de vedettes et de chalutiers↵

1946-1975

Communicabilité : libre↵

Nombre d'articles : 8

Métrage linéaire : 0.80 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19790334³⁸²

Ministère : Marine marchande

Direction : Flotte de commerce

Sommaire

Art 1-11 (MAR 3151-MAR 3161) : PV de séances de la mission interministérielle déléguée

381 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-equipements-pour-la-lutte-contre-la-pollution-de>

382 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-lutte-contre-la-pollution-des-eaux-1960-1977>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

de l'eau (échelon régional) et de la mission interministérielle de l'eau (échelon national)
1972-1977

Art 12-18 (MAR 3162-MAR 3168) : coordination des flottilles :

PV de séances et autres documents du centre de coordination des flottilles et du comité consultatif permanent pour la coordination des flottilles
1962-1976

Art 19-38 (MAR 3169-MAR 3188) : lutte contre la pollution des eaux :

PV de séances et autres documents émanés de la commission nationale de la pollution, des agences de bassin (dossiers classés par bassin) et du haut comité de l'environnement

,
pollution de la Basse-Seine ,

pollutions industrielles dans les ports de Nantes-Saint-Nazaire, Bordeaux, Marseille, Saint-Servan et Le Havre ,

coopération internationale pour la lutte contre la pollution

1960-1977

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 38

Métrage linéaire : 3.80 ml

Lieu de conservation : Archives nationale

Versement 19840623³⁸³

Ministère : Marine marchande

Direction : Flotte de commerce

Sommaire

Recherche, sécurité, lutte contre les pollutions, protection de la pêche et navires ad hoc, 1951-1981

Art 1-4, 19-20, 28-33 (MAR 9056-MAR 9059, MAR 9074-MAR 9075, MAR 9083-MAR 9088) : lutte contre la pollution en mer : études, législations étrangères

- sinistres maritimes et naufrages de pétroliers

- surveillance de la pollution : télédétection, coordination des administrations, rôle des CROSS (centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage)

1967-1981

Art 5-17, 21-27 (MAR 9060-MAR 9072, MAR 9076-MAR 9082) : dossiers techniques et autres (plans) concernant la construction et la gestion de chalutiers, navires de recherche océanographique, navires-écoles

1959-1977

Art 18 (MAR 9073) : sécurité : réorganisation du sauvetage, matériel

1951-1979

383 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillee-recherche-securite-lutte-contre-les-pollutions>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 33

Métrage linéaire : 3.30 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20170126³⁸⁴

Ministère : Écologie, développement durable

Direction générale : Infrastructures, transport et mer

Direction : Affaires maritimes

Sous-direction : Sécurité maritime

Sommaire

Art 1-7 : Réglementation européenne, Élaboration du « Paquet Erika III » sur la sécurité maritime, 2003-2009

Art 8-14 : Échanges avec les partenaires, 2000-2013

Art 15-20 : Commande publique et suivi de l'exécution des marchés publics, 1996-2009

Art 21-24 : CROSS et Grenelle de la Mer, Dossiers techniques, 1973-2011

Art 25-56 : Événements en mer, 1972-2012

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 56

Métrage linéaire : 7 (23 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20160027³⁸⁵

Ministère : Écologie, développement durable

Direction générale : Infrastructures, transport et mer

Direction : Affaires maritimes

Sous-direction : Sécurité maritime

384 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Securite-maritime-1972-2013>

385 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Securite-maritime-1953-2003>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Sommaire

Art 1-23 : Élaboration de la réglementation, 1985-2012

Art 24-31 : Suivi des services maritimes (opérationnels et techniques), 1953-2009

Art 32-37 : Inspection des navires étrangers dans le cadre du Memorandum of undersanting (MOU), 2007-2008

Art 38-77 : Commission centrale de sécurité (CCS), 1987-2013

Art 78-91 : Audit des organismes habilités à agir au nom de l'administration, 1998-2013

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 91

Métrage linéaire : 11 (34 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20130517³⁸⁶

Ministère : Équipement

Direction : Transport maritime, ports et littoral

Sommaire

Art 1-10 : Comptes rendus d'accidents et dossiers d'enquêtes, 1977-2004

Art 11-42 : Affaires de pollution maritime : naufrages du Tanio, Erika et levoli-Sun, 1980-2006

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 42

Métrage linéaire : 4 (11 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

386 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Accidents-et-naufrages>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20120363³⁸⁷

Ministère : Équipement, logement, transports et mer

Direction des ports et de la navigation maritime

Sous-direction de la sécurité des navires

Sommaire

Art 1-98 : Commission centrale de sécurité des navires, 1958-1988

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3.

Nombre d'articles : 85 (8 dimabs)

Métrage linéaire : 8.50 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20120091³⁸⁸

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer

Direction des affaires maritimes

Bureau de la réglementation et du contrôle de la sécurité des navires

Sommaire

Art 1- 52 : Procès-verbaux de la Commission centrale de sécurité des navires, 1931-2001

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 52 (13 dimabs)

Métrage linéaire : 10.40 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

387 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Commission-centrale-de>

388 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-PV-de-la-Commission>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20060419³⁸⁹

Ministère : Équipement, logement, transports et mer

Direction : Ports et navigation maritime

Sous-direction : Service des phares et balises

Sommaire

Art 1-35 : moyens et fonctionnement du service, 1926-2000.

Art 36-82 : réglementation de la signalisation, 1898-1996.

Art 83-258 : équipement et entretien des installations, 1896-1996.

Art 259-283 : systèmes d'aide radio électrique et réseau radio téléphonique, 1921-1996.

Art 284-321 : activité océanographique, protection du domaine public, organisation du trafic et sécurité maritime, 1908-1996.

Art 322-396 : activités internationales, 1879-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 396

Métrage linéaire : 40 ml (142 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19850627³⁹⁰

Ministère : Marine marchande

Direction : Ports et navigation maritime

Sous-direction : Service de la navigation

Sommaire

Art 1 (MAR 10590-MAR 10595, MAR 10598-MAR 10609) : accidents de mer
rapports d'enquête à la suite de naufrages
1968-1975

389 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-securite-maritime>

390 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-accidents-de-mer-projet-de-pont-sur-la-Manche>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 2 (MAR 10596-MAR 10597) : projet de pont sur la Manche
1960

Art 3 (MAR 10610-MAR 10613) : rapports de visites annuelles de sécurité
1958-1975

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 3

Métrage linéaire : 0.30 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19840613³⁹¹

Ministère : Marine marchande

Direction : Administration générale et gens de mer

Sous-direction : Gens de mer

Sommaire

Art 1 (MAR 8960) : études sur le remorquage
1968-1970

Art 2 (MAR 8961) : police des ports, lutte contre la pollution
1972-1976

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 2

Métrage linéaire : 0.20 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

391 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-etudes-sur-le-remorquage>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19840056³⁹²

Ministère : Mer

Direction: Flotte de commerce

Sommaire

Art 1-36 (MAR 8621-MAR 8656) : sécurité, conférence internationale sur la sauvegarde de la vie humaine en mer (1948),

- conférence de Londres, organisation maritime consultative intergouvernementale, (1957-1960)

- comptes rendus des séances plénières, des commissions et des sous-commissions sur tous les problèmes maritimes (1947-1979)

Art 37 (MAR 8657) : rapport sur la sécurité des navires nucléaires (EURATOM), 1958-1965

Art 38-39 (MAR 8658-MAR 8659) : organisation de l'administration centrale et de la direction de la flotte de commerce et de l'équipement naval, 1951-1965

Art 40-43 (MAR 8660-MAR 8663) : automatisation, pollution par l'Amoco-Cadiz, enquête parlementaire et Organisation maritime consultative intergouvernementale (OMCI), 1963-1980

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 43

Métrage linéaire : 4.30 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19840041³⁹³

Ministère : Marine marchande

Direction : Ports et navigation maritime

Sommaire

Art 1-2 (MAR 8238-MAR 8239) : catastrophe du Bételgeuse

³⁹² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-conference-internationale-sur-la-sauvegarde-de>

³⁹³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-catastrophe-du>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- expertises
- schémas et plans

1969-1978

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 2

Métrage linéaire : 0.20 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19830305³⁹⁴

Ministère : Marine marchande

Direction : Ports et navigation maritime

Sous-direction : Service de la navigation

Sommaire

Art 1-40 (MAR 8198-MAR 8237) : explosion du pétrolier Bételgeuse :

- expertise,
- enquête

1979-1982

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 40

Métrage linéaire : 0.40 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

394 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-explosion-du-petrolier>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19810668³⁹⁵

Ministère : Marine marchande

Direction : Ports et navigation maritime

Sous-direction : Service de la navigation

Sommaire

pollution marine, 1967-1978

Art 1 : étude d'un navire dépollueur, 1969 ,

initiatives des États-Unis pour la prévention de la pollution, 1977

Art 2-3 : sinistre de l'Amoco-Cadiz : correspondance, rapports du Parlement
1978

Art 4 : naufrage du Torrey-Canyon
1967

Art 5 : réglementations et législations françaises et étrangères, convention de Londres
concernant diverses pollutions
1970-1973

Art 6 : pollutions diverses en France (Baie de Seine, étang de Berre, centrales nucléaires,
hydrocarbures)
1968-1975

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code
du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 0.60 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

395 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-pollution-marine-1967>

Versement 19800541³⁹⁶

Ministère : Marine marchande

Direction : Ports et navigation maritime

Sous-direction : Service de la navigation

Sommaire

Lutte contre la pollution marine, 1963-1979

Art 1 : rapport "Marchand"

1976

actions antérieures au rapport "Achille Fould"

sd

Art 2-6 : rapport "Achille Fould" :

documentation, réunions préparatoires, moutures successives, pré-rapport

1977

Art 6,15-18,60-61 : naufrages du Torrey-Canyon, de l'Olympic-Bravery, du Boehlen ,
pollutions provoquées par des navires (hydrocarbures, fûts contenant des produits
toxiques)

1969-1976

Art 7-9 : actions diverses pour la lutte contre la pollution marine

1976-1979

Art 10-14 : pollution par les détergents, les produits chimiques, les métaux lourds, les
hydrocarbures, et autres :

enquêtes,

relevés d'infractions,

réglementation

1957-1980

Art 19-31, 38-41, 49-52, 80-83 : lutte contre la pollution :

colloque d'Acapulco ,

travaux de divers organismes internationaux ,

travaux, études, PV de séances de divers organismes nationaux

comité national pour la récupération et l'élimination des déchets,

comité interministériel de coordination dans le domaine de l'élimination des déchets,

haut comité de l'environnement (HCE),

Comité d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement (CIANE),

Fonds d'intervention pour la qualité de la vie (FIQV),

mission interministérielle de l'eau, ISTPM (institut scientifique et technique des pêches
maritimes),

mission interministérielle déléguée de l'eau,

groupe de recherche sur les produits et matériels de lutte contre les pollutions marines
accidentelles

1972-1979

Art 32-34 : préparation du Xème Plan en matière de lutte contre la pollution

396 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-lutte-contre-la-pollution-marine-1963-1979>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

1964-1976

Art 35-37, 40 : pollution (problème des bouées rouges) et assainissement en Méditerranée

1963-1968

Art 42-48 : courrier départ

1975-1978

Art 53-59 : rejets en Baie-de-Seine : étude sur les déversements de phosphogypses

1979

Art 62-68 : stages de formation et d'information sur les pollutions marines par hydrocarbures (INFOPOL)

1977-1979

Art 69-71 : opérations de télédétection

1976-1979

Art 72-77 : études coordonnées sur la pollution des eaux , problèmes soulevés par l'implantation de centrales nucléaires

1971-1979

Art 78-79 : bulletins du réseau national d'observations de la qualité du milieu marin

1976-1979

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 83

Métrage linéaire : 8.30 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19800539³⁹⁷

Ministère : Environnement et de cadre de vie

Direction : Ports et navigation maritime

Sous-direction : Sécurité et navigation maritime

Sommaire

Art 1-8 (MAR 5261-MAR 5268) : sauvetage en mer :

étude et documentation sur les moyens du sauvetage en Suède,

programme de reconstruction des sociétés de sauvetage,

moyens des sociétés : matériel, subventions,

réforme et fusion des anciennes sociétés de sauvetage, la SCSN (Société centrale de sauvetage des naufragés) et les HSB (Hospitaliers sauveteurs bretons), et création de la SNSM (Société nationale de sauvetage en mer)

situation, budget, PV du conseil d'administration et du comité de direction, bulletin,

moyens pour les opérations de secours maritime ,

activité de la gendarmerie et des douanes en la matière, relations avec les ORSS (Organisation régionale de surveillance et de sauvetage) et les CROSS (Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage) pour le matériel (vedettes en particulier)

1947-1972

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 8

Métrage linéaire : 0.80 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

³⁹⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-sauvetage-en-mer-1947-1972>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19820395³⁹⁸

Ministère : Marine marchande

Direction : Ports et navigation maritime

Sous-direction : Sécurité des navires

Sommaire

Art 1-8 (MAR 6728-MAR 6735) : CROSS (Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage) : bilans, comptes rendus, organisation

1960-1979

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 8

Métrage linéaire : 0.80 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19920160³⁹⁹

Ministère : Marine marchande

Direction : Ports et navigation maritime

Sous-direction : Sécurité des navires

Sommaire

Art 1-14 : Application du COLREG 72 (Convention sur le règlement international de 1972 pour prévenir les abordages en mer) : relevés d'infractions, surveillance de la navigation, 1972-1985

Art 15-19 : Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (CROSS) : statistiques, comptes-rendus d'activités, 1973-1982

Art 20-48 : Études et projets sur la navigation et la surveillance en mer, notamment tunnel sous la Manche, programme d'aide majeur à la navigation au large d'Ouessant, rapports et conférences de l'Organisation maritime consultative intergouvernementale (OMCI), 1954-1982

398 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Centre-regionale>

399 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-surveillance-de-la-navigation-maritime-1954-1985>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 48

Métrage linéaire : 5 ml (16 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19910305⁴⁰⁰

Ministère : Équipement et logement

Direction : Ports et navigation maritime

Sous-direction : Phares et balises

Sommaire

Art 1-5 : recherche d'énergies de substitution, énergie éolienne , enquête et expérimentation dans les Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) et en Afrique du Nord, 1941-1966

Art 6-10 : énergie marémotrice, usine de la Rance : études, plans, 1929-1962

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 10

Métrage linéaire : 1 ml (3 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

400 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-energie-eolienne-1941-1966-energie-maremotrice>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19800213⁴⁰¹

Ministère : Équipement et logement

Direction : Ports et navigation maritime

Sous-direction : Phares et balises

Sommaire

Art 1-132 (PM 1047-PM 1178) : signalisation maritime : phares, balises, feux, sémaphores, bouées, signaux sonores : travaux d'entretien, de rénovation, ou de reconstruction , balisage des cotes et des ports , affaires diverses

dossiers classés par département et par port (France métropolitaine, puis DOM-TOM) , navigation de la Seine : balisage ,

bateaux-baliseurs, chaloupes baliseurs

dossiers classés par département,

dispositifs radioélectriques : radars , radioalignements , réseaux radiotéléphonistes

1845-1971

Art 133 (PM 1179) : énergie éolienne : jaugeage, 1955-1970

Art 134-136 (PM 1180-PM 1182) : navigation intérieure : signalisation des voies navigables , commission de la Moselle, instances internationales diverses, 1962-1971

Art 137-138 (PM 1183-PM 1184) : tunnel sous la Manche : études, 1959-1965

Art 139-149 (PM 1185-PM 1195) : affaires générales : avis aux navigateurs , sauvetage des personnes en mer : naufrages, échouements, avis de tempête, guet , salon nautique , signalisation et balisage des routes côtières , stations océanographiques , relations avec les pays étrangers (documents sur quelques pays africains), marchés de vedettes , service du littoral sous l'occupation allemande : correspondance avec les allemands et relations avec les alliés, 1940-1970

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 149

Métrage linéaire : 14.90 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

401 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-signalisation-maritime>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19950346⁴⁰²

Ministère : Équipement et logement

Direction : Ports et navigation maritime

Sous-direction : Ports et domaine public maritime

Sommaire

Art 1-10 : études, projets de textes sur les servitudes de passage, utilisation des crédits, interventions

1971-1985

Art 11-24 : protection du littoral :

- enquête nationale de 1983, groupe de travail sur les parcs et réserves, lutte contre la pollution

1974-1988

- conservatoire du littoral : mise en place, rapports

1963-1984

Art 25-56 : domaine public maritime :

- réglementation, 1956-1985

- réservation de terrains privés : arrêtés par département, 1970-1979

- délimitations des rivages, 1970-1986

- concessions d'endigage, 1972-1987

- incorporation des lais et relais : enquêtes, dossiers par département, 1970-1984

- exploitation des fonds marins : études et réglementation sur les recherches d'hydrocarbures, demandes de permis exclusifs, 1955-1973

- cultures marines, chasse : réglementation, délimitation des lots de chasse, 1951-1985

- occupation du domaine par les ouvrages de télécommunications, 1974-1985

- travaux de défense contre la mer : études, dossiers par département, 1969-1989

- affaires ponctuelles, 1979-1985

Art 57 : police, sauvetage en mer

1967-1980

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 57

402 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillee-protection-du-littoral-domaine-public-maritime>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Métrage linéaire : 6 (18 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

4.2.2 Côtes-d'Armor

Versement 1086W⁴⁰³

Direction : départementale de l'équipement des Côtes-d'Armor

Service : mer et environnement

Sommaire

Art 1-19 : Marées noires provoquées par les naufrages de l'Amoco-Cadiz, du Tanio, du Torrey-Canyon, 1967-1983

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 19

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives départementales des Côtes-d'Armor

4.2.3 Finistère

Versement 1689W⁴⁰⁴

Direction départementale des affaires maritimes du Finistère

Pôle maritime de Brest

Sommaire

Art 1-25 : sauvetage en mer, pollution par hydrocarbures, pollution toxiques, épaves non toxiques, commission nautique

403 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-des-Cotes-d-Armor-Marees-noires-provoquees>

404 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-du-Finistere-sauvetage-en-mer-pollutions>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Dates extrêmes : 1967-2005

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 25

Métrage linéaire : 2.50 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

Versement 1672W⁴⁰⁵

Direction départementale des affaires maritimes du Finistère

Quartier de Brest

Sommaire

Art 1-15 : naufrage de l'Amoco-Cadiz

Dates extrêmes : 1976-1984

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 15

Métrage linéaire : 1.50 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

405 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-du-Finistere-naufage-de-l-Amoco-Cadiz-1976>

Versement 1673W⁴⁰⁶

Direction départementale des affaires maritimes du Finistère

Sommaire

Art 1-12 : naufrages et événements de mer

Dates extrêmes : 1946-1982

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 12

Métrage linéaire : 1.20 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

4.3 Gens de mer et enseignement maritime

Versement 19790332⁴⁰⁷

Ministère: Transports

Direction: Administration et gens de mer

Sommaire

travail maritime, 1852-1976

[...]

Art 256-257, 260 : transport de matières dangereuses
1945-1958

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 260

Métrage linéaire : 26.00 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

406 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-du-Finistere-naufrages-et-evenements-de-mer>

407 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-travail-maritime-1852>

5. Énergie et climat

Historique du service producteur

Initialement chargée de « élaborer et mettre en œuvre la politique du gouvernement dans le domaine de l'énergie et des matières premières », la Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP) faisait partie avant 2008 du ministère de l'Industrie (ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie). À cette époque, elle comprend le service des « matières premières et sous-sol », celui des « énergies renouvelables et utilisation rationnelle de l'énergie » ; et les deux directions des « hydrocarbures » et du « gaz, électricité et charbon »¹. En outre, elle est chargée de suivre les activités du Commissariat à l'énergie atomique et de ses filiales, pour les activités relevant de la production de l'énergie et de l'approvisionnement des matières nucléaires de base.

En 2008, elle prend le nom de direction générale de l'Énergie et du Climat. Elle a pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre la politique relative à l'énergie, aux matières premières énergétiques, ainsi qu'à la lutte contre le réchauffement climatique et la pollution atmosphérique.

Elle met en œuvre les mesures de contrôle et de répartition des produits et matières premières énergétiques. Elle veille à la bonne exécution des missions de service public dans le domaine de l'énergie. Elle coordonne, en concertation avec les associations, les partenaires économiques et sociaux, et avec l'appui de l'ensemble des ministères concernés, la préparation et la réalisation du programme français de prévention et d'adaptation en matière de changement climatique.

5.1 Climat

Archives du climat à Météo-France⁴⁰⁸

Site Internet Météo-France

Météo-France conserve des tableaux d'observations météorologiques faites en France métropolitaine, en Outre-mer et dans ses anciennes colonies depuis la fin du 17^e siècle, date des premières mesures instrumentées.

Ce site donne accès aux inventaires de ces archives, témoins du climat passé, conservées à Météo-France ou en dépôt aux Archives nationales, et permet la consultation gratuite des documents numérisés en ligne.

Contacts

archives.climat@meteo.fr

⁴⁰⁸ Description détaillée <https://ressources.histoire-environnement.org/Archives-du-climat-a-Meteo-France-2158>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20150479⁴⁰⁹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale : Énergie et du climat

Service : Climat et efficacité énergétique

Sommaire

Art 1-25 : Lutte contre l'effet de serre et le dérèglement climatique, 2003-2013

Art 26-42 : Travaux du Groupe de travail interministériel sur l'évaluation des impacts du changement climatique, du coût des dommages et des mesures d'adaptation en France, 2007-2009

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 42

Métrage linéaire : 4,7 ml (14 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

5.2 Énergie

5.2.1 Administration centrale

5.2.1.1 Politique énergétique

Versement 19890572⁴¹⁰

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Service : Énergies renouvelables et utilisation rationnelle de l'énergie

Sommaire

Art 1-6 : procès-verbal de réunion du comité consultatif d'utilisation de l'énergie, 1948-1978

Art 7 : annexes des procès-verbaux, réglementation, rapports, études, bilans d'activité, avis du comité, 1948-1975.

Communicabilité : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

409 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Observation-des-effets-du-rechauffement>

410 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-comite-consultatif-d-utilisation-de-l-energie>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 7

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19910591⁴¹¹

Ministère : Industrie

Direction générale : Energie et matières premières

Direction : Hydrocarbures

Sommaire

Dossiers du service documentation et du service des relations internationales de la direction générale de l'énergie et des matières premières.

Art 1-2 : Conseil Supérieur du Pétrole (CSP), Compagnie Française des Pétroles (CFP) : Création, rôle ; situation pétrolière en France (exploration, raffinage, distribution) ; conséquences des événements de mai 1968, 1924-1980.

Art 2 : Relations internationales et situation pétrolière de divers pays (Iran, Irak, Etats-Unis, Canada), 1952-1976.

Art 3-4 : Tarification des produits pétroliers ; préparation des 4e et 7e plans ; économies d'énergie et pollution : Dossiers d'études 1949-1976.

Nombre d'articles : 4

Métrage linéaire : 1 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20020301⁴¹²

Ministère : Industrie

Direction générale : Electricité et matières premières

Sommaire

Art 1-2 : restructuration de l'industrie charbonnière, reconversion des bassins charbonniers, aides de la CECA. 1984-1997.

Art 3-9 : politique énergétique internationale, échanges commerciaux (classement par pays). 1947-1997.

411 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-superieur-du-petrole-relations>

412 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-politique-energetique-1947-1997>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'article : 9

Métrage linéaire : 3 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150463⁴¹³

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale de l'énergie et du climat

Service de la sécurité d'approvisionnement et des nouveaux produits énergétiques

Sommaire

Art 1-49 : activités de l'Institut français du pétrole (IFP), 1924-2008.

Art 50-94 : suivi des dossiers du sous-directeur de l'approvisionnement en hydrocarbures, 1985-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 94

Métrage linéaire : 9 ml (30 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19830568⁴¹⁴

Ministère : Industrie

Direction générale : Industrie

Service d'études des stratégies et des statistiques industrielles

Sommaire

Art 1-5 (IND/83/33 1-5) : Minutier du service, 1975-1981

Art 6 (IND/83/33 6) : Etudes réalisées par le service dans les domaines de l'économie industrielle et de l'énergie ; certaines de ces études ont été publiées par la documentation française, 1979-1981.

413 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-securite-de-2249>

414 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-strategie-industrielle-1975-1981>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 2 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150384⁴¹⁵

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale de l'énergie et du climat

Service de la sécurité d'approvisionnement et des nouveaux produits énergétiques

Sommaire

Art 1-24 : organisation du Service de conservation des gisements hydrocarbures (SCGH), 1957-2004

Art 25-50 : actions internationales, 1929-2008

Art 51-67 : fiscalité amont, textes de loi, code minier, 1959-1998

Art 68-145 : études, 1900-2012

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 145

Métrage linéaire : 13 ml (42 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150386⁴¹⁶

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale : Énergie et du climat

Direction : Énergie

Sous-direction : Sécurité d'approvisionnement et des nouveaux produits énergétiques

415 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-administration-centrale-exploration-et>

416 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-suivi-des-industries>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Sommaire

Art 1-638 : Suivi des industries pétrolières et des nouveaux produits énergétiques 1943-2010

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 638

Métrage linéaire : 68,7 ml (2 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150472⁴¹⁷

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale : Énergie et du climat

Direction : Énergie

Sous-direction : Système électrique et des énergies renouvelables

Sommaire

Art 1-4 : Instances et comité, 2007-2012

Art 5-21 : Éolien en mer, terrestre, hydrolien et énergie photovoltaïque, 200-2013

Art 22-44 : Appels d'offres, 1998-2013

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 44

Métrage linéaire : 5,7 ml (19 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

417 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-soutien-au-developpement>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20090040⁴¹⁸

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Direction : Service des énergies renouvelables et de l'utilisation rationnelle de l'énergie

Sommaire

Art 1-8 : généralités : Débat national énergie et environnement ; programme de lutte contre l'effet de serre ; passage à l'heure d'été ; tutelle de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME). 1976-2003

Art 9-20 : affaires internationales : Sommets et conventions internationales ; dossiers pays ; coopération internationale et financements en faveur de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables ; programmes européens. 1987-2004

Art 20 (suite)-32 : Réglementation : élaboration de directives européennes et de textes réglementaires nationaux. 1990-2004

Art 33-51 : maîtrise et utilisation de l'énergie, énergies renouvelables : Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie ; Fonds spécial grands travaux ; évaluation de la politique de maîtrise de l'énergie ; énergies renouvelables, efficacité énergétique et maîtrise de l'énergie. 1954-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3 sauf Art 6-7 : 50 ans

Nombre d'articles : 51

Métrage linéaire : 17 ml (51dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

418 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Service-des-energies>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20090031⁴¹⁹

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Secrétariat général

Sommaire

Art. 1-6 : Organisation, présentation et fonctionnement de la direction générale. 1985-2002

Art. 6 (suite)-9 : Ressources humaines et politique salariale, rémunération des dirigeants d'entreprises et établissements sous tutelle. 1984-200

Art. 9 (suite)-10 : Systèmes d'information. 1979-2004

Art. 11-20 : Affaires européennes et relations internationales. 1989-2008

Art. 21-24 : Manifestations et journées de rencontre. 2000-2003

Art. 24 (suite)-27 : Schémas de service collectifs de l'énergie. 1999-2004

Art. 27 (suite)-30 : Relations avec les directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE). 1998-2005

Art. 31-38 : Réglementation. 1994-2004

Art. 38 (suite)-40 : Affaires environnementales. 2001-2004

Art. 40 (suite)-41 : Programme communautaire de recherche et développement (PCRD). 1996-2001

Art. 41 (suite) : Publications de la direction générale. 1996-2006

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 41

Métrage linéaire : 4 ml (41 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

419 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-fonctionnement-de-la-direction-generale-de-l>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20090032⁴²⁰

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Sous-direction : Observatoire de l'énergie et des matières premières

Sommaire

Art. 1-3 : organisation et fonctionnement, contribution aux activités de la direction générale, relations avec diverses institutions, 1981-2007

Art. 3 (suite)-4 : méthodologie statistique, 1985-2007

Art. 4 (suite)-14 : études statistiques générales et sectorielles, 1980-2008

Art. 15-16 : relations avec l'Agence internationale de l'énergie (AIE), 1991-2006

Art. 17 : contribution à une réflexion internationale sur la sécurité d'approvisionnement énergétique, 1999-2007

Art. 18-22 : prospective énergétique, 1995-2005

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 22

Métrage linéaire : 7 ml (22 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

420 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Observatoire-de-l-energie-et-des-matieres>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20160474⁴²¹

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Sous-direction : Observatoire de l'énergie et des matières premières

Sommaire

Art 1-35 : Chronos du courrier départ de l'Observatoire de l'énergie et des matières premières, 1990-2006

Art 36-72 : Combustibles minéraux solides. Consommation d'énergie dans l'industrie, 1881-2007

Art 73-103 : Dossiers du secrétaire général de l'Observatoire de l'énergie, Richard Lavergne (1982-2007), 1982-2008

Art 104-159 : Dossiers du secrétaire général de l'Observatoire de l'énergie, Richard Lavergne (1982-2007), 1978-2008

Art 160-171 : Statistiques , 1977-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 171

Métrage linéaire : 20 ml (61 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090040⁴²²

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Direction : Service des énergies renouvelables et de l'utilisation rationnelle de l'énergie

Sommaire

Art 1-8 : généralités : Débat national énergie et environnement ; programme de lutte contre l'effet de serre ; passage à l'heure d'été ; tutelle de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME). 1976-2003

421 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Observatoire-de-l-energie-et-des-matieres-2078>

422 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Service-des-energies>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 9-20 : affaires internationales : sommets et conventions internationales ; dossiers pays ; coopération internationale et financements en faveur de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables ; programmes européens. 1987-2004

Art 20 (suite)-32 : réglementation : élaboration de directives européennes et de textes réglementaires nationaux. 1990-2004

Art 33-51 : maîtrise et utilisation de l'énergie, énergies renouvelables : Comité consultatif de l'utilisation de l'énergie ; Fonds spécial grands travaux ; évaluation de la politique de maîtrise de l'énergie ; énergies renouvelables, efficacité énergétique et maîtrise de l'énergie. 1954-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 51

Métrage linéaire : 17 ml (51 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090186⁴²³

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Direction : Gaz, électricité, charbon

Sommaire

Dossiers du directeur adjoint

Art. 1 : Sécurité et défense, intelligence économique. 1974-1999.

Art. 2 : Affaires internationales. 1996-2002.

Art. 2 (suite)-4 : Schéma des services collectifs de l'énergie, code de l'énergie et des mines. 1996-2008.

Art. 4 (suite)-6 : Association française du gaz naturel véhicule (AFGNV). 1997-2002.

Art. 6 (suite)-12 : Compagnie nationale du Rhône (CNR). 1948-2002.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 12

423 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-securite-Defense-gaz-naturel-vehicule-Compagnie>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Métrage linéaire : 14 ml (12 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090049⁴²⁴

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Sommaire

Dossiers du directeur général Dominique Maillard et ses directeurs généraux adjoints Antoine Gérout, Christophe Baulinet et Philippe Dupuis

Art. 1-9 : Notes et discours des directeurs, bilans et programmes de la direction générale. 1980-2006

Art. 9 (suite)-13 : Dossiers d'information préparés pour le ministre. 1995-2007

Art. 14- 30 : Dossiers thématiques des directeurs (par direction, par service ou par affaire). 1980-2006.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 30

Métrage linéaire : 10 ml (30 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

424 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Energie-et-matieres-premieres-dossiers-DG-1980>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20020314⁴²⁵

Ministère : Marine marchande

Etablissement public national : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer

Sommaire

Dossiers relatifs au développement d'un sous-marin d'assistance à grande autonomie (SAGA) par l'IFREMER avec la société COMEX en vue d'une utilisation par l'industrie pétrolière.

Art 1-2 : aspects techniques du projet. 1983-1999

Art 2 (suite) : suivi juridique, commercial et politique du projet effectué par les présidents directeurs généraux de l'IFREMER 1983-1999

1983-1999

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 2

Métrage linéaire : 0,20

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090084⁴²⁶

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Direction : Ressources énergétiques et minérales

Sommaire

Art. 1-5 : direction des matières premières et des hydrocarbures (DIMAH)/direction des ressources énergétiques et minérales (DIREM) : fonctionnement et dossiers thématiques. 1971-2004

Art. 6-10 : pôle minier. 2000-2005

425 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-IFREMER-sous-marin-pour-l-utilisation-par-l>

426 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-ressources-energetiques-et-minerales-1977-2005>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art. 11-12 : industrie nucléaire. 2001-2005

Art. 12 (suite)-13 : Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM). 2000-2005

Art. 14-15 : relations internationales. 2000-2005

Art. 16-33 : hydrocarbures : sécurité d'approvisionnement, marchés pétroliers, prix, tutelle d'établissements et d'entreprises publiques. 1993-2005

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 33

Métrage linéaire : 11 ml (33 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070460⁴²⁷

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Direction : Gaz, électricité, charbon

Sommaire

Art 1-2 : tarification des concessions hydrauliques, redevances sur l'énergie électrique, litiges entre Électricité de France (EDF) et la Compagnie nationale du Rhône (CNR). 1926-1989

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 2

Métrage linéaire : 1 ml (2 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

427 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-tarification-des-concessions-hydrauliques>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20070461⁴²⁸

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Direction : Gaz, électricité et charbon

Sommaire

Art 1-7 : tarification de l'électricité. 1967-1996

Art 8-15 : politique énergétique, développement des sources d'utilisation de l'électricité, pénétration de l'électricité dans l'habitat et le secteur tertiaire, promotion du chauffage électrique, pénétration de l'électricité dans le secteur industriel. 1973-1993

Art 16-23 : aides et investissements pour les économies d'énergie, les innovations électriques. 1973-1997

Art 23 (suite)-28 : coût de référence de la production électrique, électrification rurale, réseau d'alimentation générale, maîtrise de la demande producteurs autonomes d'électricité. 1965-1999

Art 28 (suite) : coopération internationale dans le domaine de l'énergie électrique, comparaisons internationales. 1966-1986

Communicabilité : voir code du patrimoine

Nombre d'articles : 28

Métrage linéaire : 9 (28 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070464⁴²⁹

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Direction : Gaz, électricité, charbon

Sommaire

Art 1-3 : réforme, harmonisation et suivi de la réglementation européenne sur l'électricité. 1987-1999

Art 4 exportations d'électricité : statistiques, accords bilatéraux ; importations d'équipement nucléaire et électrique. 1981-1993

428 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-tarification-de-l-electricite-politique>

429 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-reglementation-europeenne-sur-l-electricite>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 4

Métrage linéaire : 1 ml (4 dimabs)

Versement 20090043⁴³⁰

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Direction : Demande et marchés énergétiques

Sous-direction : Gaz et distribution des énergies fossiles

Sommaire

Législation et réglementation des infrastructures de production, de stockage et de transport de gaz

Art. 1-25, Art 27-33 : aménagement urbain, aménagement du territoire, distribution publique du gaz, fiscalité, procédure de déclaration d'utilité publique, relations internationales, tarification, transport, tutelle de Gaz de France, 1921-2006

Art. 26 : cote vacante

Art. 33 (suite)-41 : stockage souterrain de gaz, 1954-2005

Art. 42 : relations internationales, 1969-2000

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 42

Métrage linéaire : 14 ml (42 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

430 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Legislation-et>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20090189⁴³¹

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Direction : Gaz, électricité, charbon

Sous-direction : Gaz et distribution des énergies fossiles

Sommaire

Dossiers de la sous-directrice, Florence Tordjman

Art. 1 : Dossiers d'information préparés pour le ministre. 1995-1999

Art. 1 (suite)-3 : Réforme du secteur gazier. 1998-2001. Commission des marchés et comité d'investissements de Gaz de France. 1999-2001. Entreprises de distribution et réseaux d'approvisionnement : conseils d'administration et réunions. 2001-2005.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 3

Métrage linéaire : 1 ml (3 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090046⁴³²

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Direction : Gaz, électricité, charbon

Sous-direction : Gaz

Sommaire

Art 1-7 : concessions de transport de gaz. 1957-2004

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

431 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-gaz-et-distribution-des-energies-fossiles-1985>

432 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-concessions-de-transport-de-gaz-1957-2004>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 7

Métrage linéaire : 2 ml (7 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090182⁴³³

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Direction : Gaz, électricité, charbon

Sous-direction : Électricité

Sommaire

Art. 1-2 : grands chantiers d'aménagement du territoire dans le secteur de l'énergie, 1975-1997

Art. 3-4 : sécurité et sûreté nucléaires : généralités, 1973-1996

Art. 5-12 : commissions locales d'information (CLI) auprès des grands équipements énergétiques (centrales nucléaires ou thermiques) : généralités et dossiers par site, 1979-1997

Art. 13-15 : autres dossiers sur des grands équipements énergétiques (centrales thermiques) : généralités et dossiers par site, 1941-1999

Art. 16 : dossiers thématiques : Caisse nationale de l'énergie, production autonome et cogénération, effet de serre, utilisation de combustible fossile dans les centrales thermiques, 1983-1992

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 16

Métrage linéaire : 5 ml (16 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

433 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-equipements-energetiques>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19980128⁴³⁴

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Service : Énergies renouvelables et utilisation rationnelle de l'énergie

Sommaire

Art 1 : textes et généralités. 1968-1987.

Art 2-4 : comité technique de géothermie : mise en place et comptes-rendus de séances. 1982-1987.

Art 5 : forages de recherches géothermique. 1982-1986.

Art 5 (suite)-8 : rapports sur la géothermie en France, dans les départements d'outre-mer et dans le monde. 1972-1989.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 8

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19820041⁴³⁵

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Sommaire

Politique nucléaire

Art 1-4 : politique électronucléaire (missions du commissariat à l'énergie atomique - Commissariat à l'énergie atomique (CEA), choix techniques, comité de la politique industrielle électronucléaire, commission consultative sur la production d'électricité d'origine nucléaire ou présidée par la commission sur la production d'électricité d'origine nucléaire (commission Péon), usine EURODIF, exportations nucléaires, prolifération nucléaire) : 1970-1980.

434 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-geothermie-1968-1989>

435 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-politique-nucleaire-1963>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 5-7 : EURATOM : 1972-1981.

Art 8-11 : Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) - agence de l'énergie nucléaire, ONU - Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), évaluation internationale du cycle du combustible nucléaire (INFCE) : 1975-1981.

Art 12-16 : relations bilatérales (classement par pays) : 1969-1981.

Art 16 (fin)-24 : CEA : réunions du comité de l'énergie atomique, budget, rapports de sûreté, activités du département de sûreté nucléaire, programme Champlain, documentation technique : 1963-1980.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 24

Métrage linéaire : 8 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

5.2.1.2 Sécurité industrielle

Versement 20000504⁴³⁶

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Sous-direction de la sécurité industrielle

Sommaire

Sécurité dans les mines : Réglementation, prévention, études techniques, 1810-1998.

Art 1 : Personnel du service des mines : Statuts ; application du Code minier, 1810-1980.

Art 2-3. Accidents, prévention et sécurité dans les mines : études techniques, prévention des séismes, réglementation, novation dans l'équipement, 1871-1985.

Art. 3 (suite)-4 : Coopération

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 4

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

436 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Securite-dans-les-mines>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20000493⁴³⁷

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Sous-direction de la sécurité industrielle

Sommaire

Stockages souterrains de gaz d'hydrocarbures, 1948-1999.

Art 1-4 : Travaux de la commission de sécurité des stockages souterrains, 1969-1998.

Art 5-34 : Contrôle et activité des sites (classement par site), 1948-1999.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 34

Métrage linéaire : 10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19910108⁴³⁸

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Sous-direction de la sécurité industrielle

Sommaire

Art 1-26 : Dérogations aux règlements généraux sur l'exploitation des mines et des carrières accordées à des exploitants, 1948-1983.

Art 27-30 : Règlement, action des mines et carrières : élaboration des textes, 1960-1980.

Art 31-50 : Matériels et explosifs utilisés dans les mines : élaboration de la réglementation et agréments ; médecine du travail, 1912-1983.

Art 51-66 : Organe permanent de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) pour la sécurité et la salubrité dans les mines de houille et autres industries extractives : compte rendu de réunions et de groupes de travail, 1953-1983

437 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Stockages-souterrains-de>

438 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-exploitation-des-mines>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 66

Métrage linéaire : 20 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19910107⁴³⁹

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Sous-direction de la sécurité industrielle

Sommaire

Art 1-12. Accidents individuels miniers : enquêtes réglementaires, 1970 1979.

Art 13-16 : Statistiques des accidents miniers et de l'industrie minérale, 1914 - 1970.

Art 17-18 : Accidents collectifs miniers : enquêtes réglementaires, 1958 – 1977.

Art 19-24 : Section technique du conseil général des mines : comptes rendus de réunions, 1968 - 1983.

Art 25-29 : Commission des recherches scientifiques sur la sécurité dans les mines et carrières, 1967 – 1979

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 29

Métrage linéaire : 9 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

439 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-securite-accidents>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19910106⁴⁴⁰

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Sous-direction de la sécurité industrielle

Sommaire

Art 1-24, 26 : Règlements généraux sur l'exploitation des mines et carrières : Élaboration de la réglementation, décrets, circulaires, 1813 - 1981.

Art 24-30 : Agrément de matériel minier et textes réglementaires, 1978 - 1980.

Art 31-36 : Mines présentant des risques spéciaux ; réglementation concernant l'utilisation des explosifs dans les mines, 1926 - 1982.

Art 37-42 : Feux de mines, sauvetage, hygiène, maladies professionnelles : Études, enquêtes, textes officiels, 1893 - 1978.

Art 43-64 : Accidents collectifs miniers (grisou, éboulements, feux de mines, dégagements instantanés) : Dossiers individuels d'accidents, 1890 - 1981.

Art 65-68 : Commission des recherches scientifiques sur la sécurité dans les mines et carrières (CORSS), sous-commission des dégagements instantanés de la CORSS, Comité des études et recherche du CERCHAR : compte rendus de réunions, 1960 - 1971

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 68

Métrage linéaire : 23 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

440 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/https-www-archives-developpement-durable-gouv-fr-repertoire-d-archives-detaille>

Versement 20000494⁴⁴¹

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Sous-direction de la sécurité industrielle

Sommaire

Art 1-2 : Contrôle des appareils à pression de vapeur ou de gaz ; contrôle des installations sous pression de la centrale nucléaire de Creys-Malville (Isère), 1944-1996

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 2

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

5.2.1.3 Énergie électrique, grands barrages

Versement 20090039⁴⁴²

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Service technique de l'énergie électrique et des grands barrages et de l'hydraulique

Sommaire

Art. 1-22 : Commission des marchés d'Électricité de France (EDF), 1987-2006

Art. 22 (suite) : gestion du personnel du service, 1946-1978

Art. 22 (suite)-23 : statistiques de production électrique, 1968-1997

Art. 24-30 : contrôle de la distribution électrique par les directions départementales de l'équipement (DDE), 1941-2001

Art. 30 (suite) : servitudes aéronautiques, 1984-1991

Art. 31-42 : protection des populations à l'aval des barrages : plans d'alerte (classement alphabétique par barrage) et généralités, 1962-2002

441 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-controle-des-installations-sous-pression-de-la>

442 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Service-technique-de-l>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art. 42-54 : dossiers de Jean-Claude Ferrand, chargé de mission auprès du directeur du gaz, de l'électricité et du charbon, secrétaire général de l'observatoire de la diversification d'EDF et GDF : inspections du management des Directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE), observatoire de la diversification d'EDF-GDF, Compagnie nationale du Rhône (CNR) et arbitrages du Conseil supérieur de l'électricité et du gaz (CSEG), 1960-2005

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 54

Métrage linéaire : 18 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19770605⁴⁴³

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Service technique de l'énergie électrique et des grands barrages et de l'hydraulique

Sommaire

Art 1-5 : Usine marémotrice de la Rance (Ille-et-Vilaine), énergie des marées, comparaison du prix du Kw thermique avec les autres pays européens, 1932-1954

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 5

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

443 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Usine-maremotrice-de-la>

5.2.1.4 Énergie nucléaire

Versement 20150475⁴⁴⁴

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale : Énergie et du climat

Direction : Énergie

Sous-direction : Industrie nucléaire

Sommaire

Art 1-34 : Réglementation et gestion des déchets radioactifs, 1990-2012

Art 35-55 : Comité de l'énergie atomique, 1995-2013

Art 56-94 : Collaboration avec l'Autorité de sûreté nucléaire et tutelle des organismes de gestion et de contrôle, 1993-2013

Art 95-114 : Financement des charges de long termes des exploitants nucléaires et fonds dédiés au démantèlement et à l'assainissement des installations nucléaires, 2000-2014

Art 115-161 : Action internationale, 1976-2011

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 161

Métrage linéaire : 18 ml (61 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

444 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillee-administration-centrale-industrie-nucleaire>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20010145⁴⁴⁵

Ministère : Industrie

Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection

Sommaire

Art 1-9 : traitement des déchets radioactifs : contrôle et réglementation des sites de stockage, contentieux, concertation avec la COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires), le CEA (Commissariat à l'énergie atomique), l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique). Coopération internationale pour la non-prolifération nucléaire ; 1973-1999.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20010150⁴⁴⁶

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Service : Mission d'observation et de conseil sur l'implantation de laboratoires de recherche souterrains

Sommaire

Enfouissement des déchets industriels et radioactifs, création de laboratoires de recherche souterrains : études d'impact, enquêtes publiques, consultation des élus, accompagnement économique, protestation ; 1991-2000.

Art 1-3 : mission de médiation (mission bataille) ; 1991-1999.

Art 4-11 : mission d'observation et de conseil, commission locale d'information, ADEC (Association de développement économique), CID (Centre d'information départementale), département du Gard, Haute-Marne, Meuse, Vienne ; 1994-2000.

445 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-traitement-des-dechets>

446 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-enfouissement-des-dechets-industriels-et>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 12 : mission collégiale de concertation granite ; 1999-2000.

Art 13-22 : relations avec les ministères, DATAR, Assemblée nationale, ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs), l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique), CEA (Commissariat à l'énergie atomique), COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires), relations internationales, communication, presse, opposition des écologistes ; 1992-2000

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 22

Métrage linéaire : 8 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20010151⁴⁴⁷

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Service : Mission d'observation et de conseil sur l'implantation de laboratoires de recherche souterrains

Sommaire

Art 1-9 : implantation de laboratoires de recherche souterrains pour l'enfouissement des déchets nucléaires : présentation des sites (Aube, Manche, Gard), mission de médiation ; 1992-1996

Vidéocassettes VHS SECAM

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationale

447 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillee-implantation-de-laboratoires-de-recherche-1117>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20010196⁴⁴⁸

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Service : Mission d'observation et de conseil sur l'implantation de laboratoires de recherche souterrains

Sommaire

Art 1-34 : implantation de laboratoires souterrains pour l'enfouissement des déchets nucléaires : consultations, conférences de presse ; 1993-1994

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 34

Métrage linéaire : 11 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20020022⁴⁴⁹

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Service : Affaires nucléaires

Sommaire

Art 1-9 : gestion des déchets radioactifs, Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA), EURATOM ... 1970-1999.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

448 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-implantation-de-laboratoires-de-recherche>

449 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-gestion-des-dechets>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19960175⁴⁵⁰

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires de base

Sommaire

Art 1-9 : Archives relatives aux activités et au fonctionnement de l'usine de retraitement des déchets nucléaires de la Hague, 1978-1988.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

4.2.1.5 Sûreté des installations nucléaires

Versement 20150632⁴⁵¹

Ministère : Écologie et développement

Direction générale : Prévention des risques

Service : Risques technologiques

Sommaire

Art 1-11 : Élaboration de la réglementation, 1969-2010

Art 12-200 : Sûreté nucléaire, 1969-2012

Art 201-228 : Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire (HCTISN), 1998-2012

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

450 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-activites-et>

451 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-surete-nucleaire-et-radioprotection-1969-2012>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 228

Métrage linéaire : 22 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19950049⁴⁵²

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Sommaire

Dossiers de relations bilatérales et multilatérales dans le domaine nucléaire.

Art 1-14 : Dossiers par pays, 1977-1992.

Art 14-16 : Dossiers relatifs à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), EURATOM, International Meeting on Nuclear Reactor Safety comites, 1979-1986.

Art 16-17 : OCDE, 1970-1984.

Art 18-19 : Minutier chronologique, 1975-1987.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 19

Métrage linéaire : 6 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

452 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-relations-bilaterales-et>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19990104⁴⁵³

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Service : Affaires nucléaires

Sommaire

Art 1-4 : Centrales nucléaires, généralités. 1963-1977.

Art 5 : Réacteurs. 1975-1982.

Art 6 : Sûreté nucléaire. 1980-1983.

Art 7-8 : Débat sur l'énergie. 1981.

Art 9 : Études et rapports. 1973-1978.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19960409⁴⁵⁴

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-9 : Dossiers de centrales nucléaires (classement par site), 1979-1988.

Blayais, Chinon B, Golfech, Paluel

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

453 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-centrales-surete-1192>

454 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-dossiers-de-centrales>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19960176⁴⁵⁵

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-20 : Dossiers relatifs aux activités et au fonctionnement d'installations nucléaires (classement par site), 1976-1990.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 20

Métrage linéaire : 7 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19950370⁴⁵⁶

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-12 : Rapports de sûreté et règles générales d'exploitation de réacteurs nucléaires (classement par site), 1964-1984

455 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-activites-et-1219>

456 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-rapports-de-surete-et>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 12

Métrage linéaire : 4 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19950358⁴⁵⁷

Ministère : Industrie

Direction générale : Énergie et matières premières

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-17 : Dossiers de contrôle technique de centrales et réacteurs nucléaires (classement par site selon un plan de classement), 1961-1988.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 17

Métrage linéaire : 6 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19950071⁴⁵⁸

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et de la radioprotection

Sommaire

Art 1-80 : dossiers de centrales nucléaires (classement par site) : arrêts de tranche, visites de surveillance, accidents, fonctionnement général : notes, correspondance, 1971-1992.

457 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-centrales-nucleaires-2259>

458 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-surete-des-installations>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 80

Métrage linéaire : 8 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19940672⁴⁵⁹

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et de la radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-42 : Dossiers de centrales nucléaires : rapports sur les arrêts de tranches, comptes rendus de visites de surveillance, correspondance administrative et technique (classement dans l'ordre alphabétique des noms de centrales), 1991.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 42

Métrage linéaire : 14 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

459 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-centrales-nucleaires-1215>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19940661⁴⁶⁰

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et de la radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-24 : Dossiers relatifs à la sûreté des installations nucléaires du palier 900 mégawatts, 1974-1993.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 24

Métrage linéaire : 8 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19940660⁴⁶¹

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et de la radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-25 : Dossiers relatifs à la sûreté des installations nucléaires des paliers 1300 et 1400 mégawatts, 1975-1984.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 25

Métrage linéaire : 8 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

460 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-surete-des-installations-1213>

461 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-administration-centrale-Dossiers-relatifs-a-la>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19930339⁴⁶²

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Dossiers relatifs aux réacteurs nucléaires du palier 900 et 1300-1400 Mégawatts.

Art 1-35 : Généralités, 1983-1991.

Art. 36-45 : Agressions, 1987-1989.

Art. 45-83 : Équipements, systèmes, 1982-1989.

Art. 83-86 : Bâtiments, 1983-1989.

Art. 86-90 : Systèmes électriques, 1982-1989. Art. 90-100 : Fonctionnement, 1982-1991

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 90

Métrage linéaire : 30 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19930338⁴⁶³

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art.1-43 : demandes d'autorisation de création, déclarations d'utilité publique et visites de surveillance de centrales nucléaires. 1970-1990.

Art.44-45 : documents généraux sur les centrales nucléaires, 1976-1988.

Art.46 : minutiers chronologiques. 1987-1989.

462 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-reacteurs-nucleaires-du>

463 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-surete-des-installations-1187>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Classement par établissement

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 90

Métrage linéaire : 30 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19930099⁴⁶⁴

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-11 : Minutiers du service central de sûreté des installations nucléaires, 1982.

Art 12 : Téléx arrivés au service, 1982

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 12

Métrage linéaire : 4 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

464 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-courriers-concernant-la-1209>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19920377⁴⁶⁵

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Courrier de la direction.

Art 1-10 : Courrier départ, 1973-1981

Art 11 : Téléx reçus, 1981

Art 12 : Registres du courrier arrivée, 1973-1981

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 12

Métrage linéaire : 4 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19900288⁴⁶⁶

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Courrier du SCSIN.

Art 1-23 : Courrier départ, 1974 - 1980.

Art 24-29 : Courrier arrivé, 1972 - 1980.

Art 30-31 : Téléx reçus, 1977 - 1980

465 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-courriers-concernant-la>

466 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Courrier-du-Service>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 31

Métrage linéaire : 10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19870342⁴⁶⁷

Ministère : Industrie

Direction générale : Industrie et matières premières

Direction : Gaz, électricité, charbon

Service : Législation et réglementation

Sommaire

Art 1-50 : Dossiers de centrales nucléaires, 1956-1986.

Art 50-55 : Dossiers de centrales thermiques, 1961-1985.

Monts d'Arrée à Brennilis (Finistère), Vazzino (Corse-du-Sud), Le Havre (Seine-Maritime), Champagne-Sur-Oise (Val-d'Oise)

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 55

Métrage linéaire : 18 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

467 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Instruction-des>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19830561⁴⁶⁸

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-19 : Rapports de sûreté de centrales nucléaires, 1971-1979

Art 20-30 : Demandes de déclaration d'utilité publique et rapports de sûreté des centres de la Hague et de Saint-Priest-la-Prugne : S. D

Art 31-35 : Guides et codes de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) : S. D

Art 36-42 : Rapports de sûreté de réacteurs et centrales nucléaires, 1965-1980

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 42

Métrage linéaire : 14 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19900388⁴⁶⁹

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-19 : Centrale nucléaire de Blayais (Gironde) : documents sur la déclaration d'utilité publique et la demande d'autorisation de création ; travaux des groupes permanents ; rapports de sûreté ; visite complète initiale ; correspondance technique ; correspondance administrative ; incidents et anomalies ; dérogations et autorisations de modification ; suivi des démarrages et arrêts de tranche, 1975 - 1987

468 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-rapports-de-surete-de>

469 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Centrale-nucleaire-de-1199>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 19

Métrage linéaire : 6 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19900389⁴⁷⁰

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-30 : Centrale nucléaire de Bugey (Ain) documents sur la déclaration d'utilité publique et la demande d'autorisation de création ; travaux des groupes permanents ; rapports de sureté ; visite complète initiale ; correspondance technique ; correspondance administrative ; incidents et anomalies ; dérogations et autorisations de modification ; suivi des démarrages et arrêts de tranche, 1972 - 1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 30

Métrage linéaire : 10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

470 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Centrale-nucleaire-du-1193>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19900390⁴⁷¹

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-9 : Centrale nucléaire de Cattenom (Moselle)

documents sur la déclaration d'utilité publique et la demande d'autorisation de création ; travaux des groupes permanents ; rapports de sûreté ; visite complète initiale ; correspondance technique ; correspondance administrative ; incidents et anomalies ; dérogations et autorisations de modification ; suivi des démarrages et arrêts de tranche, 1977 - 1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19900391⁴⁷²

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-14 : Centrale nucléaire de Chinon (Indre-et-Loire)

documents sur la déclaration d'utilité publique et la demande d'autorisation de création ; travaux des groupes permanents ; visite complète initiale ; correspondance technique ; correspondance administrative ; incidents et anomalies ; dérogations et autorisations de modification ; suivi des démarrages et arrêts de tranche, 1977 - 1987

471 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Centrale-nucleaire-de-1191>

472 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Centrale-nucleaire-de>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 14

Métrage linéaire : 6 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19900394⁴⁷³

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires

Sommaire

Art 1-18 : centrale nucléaire de Dampierre (Loiret)

documents sur la déclaration d'utilité publique et la demande d'autorisation de création ; travaux des groupes permanents ; rapports de sûreté ; visite complète initiale ; correspondance technique ; correspondance administrative ; incidents et anomalies ; dérogations et autorisations de modification ; suivi des démarrages et arrêts de tranche : 1974 - 1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 18

Métrage linéaire : 6 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

⁴⁷³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Centrale-nucleaire-de-1200>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19900395⁴⁷⁴

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires de base

Sommaire

Centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-Rhin)

Art 1-2 : Déclaration d'utilité publique (DUP), Demande d'autorisation de création (DAC), choix du site, 1971-1982

Art 2-7 : Groupe permanent, étude de sûreté, 1976-1980

Art 7-8 : Correspondance administrative, 1982-1987

Art 8-25 : Correspondance technique, 1974-1987

Art 26-27 : Incidents, 1975-1987

Art 27-29 : Visites de surveillance, 1977-1989

Art 29-31 : Autorisations de modifications, 1973-1983

Art 31-33 : Démarrages, 1977-1983

Art 33-38 : Arrêt pour rechargement, 1983-1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 38

Métrage linéaire : 13 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

474 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-centrale-nucleaire-de-1201>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19900403⁴⁷⁵

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires de base

Sommaire

Art. 1-7 : centrales nucléaires de Civeaux (Vienne), Le Pellegrin (Loire-Atlantique), Penly (Seine-Maritime), Plogoff (Finistère),

documents sur la déclaration d'utilité publique et la demande d'autorisation de création ; travaux des groupes permanents ; rapports de sûreté ; visite complète initiale ; correspondance technique ; correspondance administrative ; incidents et anomalies ; dérogations et autorisations de modification ; suivi des démarrages et arrêts de tranche : 1974 – 1987

Art. 8-9 : visites de sûreté effectuées par les directions régionales de l'Industrie et de la Recherche dans les usines des fournisseurs et sous-traitants d'EDF (1982-1985)

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19900396⁴⁷⁶

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires de base

Sommaire

Art 1-6 : centrale nucléaire de Flamanville (Manche)

documents sur la déclaration d'utilité publique et la demande d'autorisation de création ; travaux des groupes permanents ; rapports de sûreté ; visite complète initiale ;

475 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-centrales-nucleaires-de>

476 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Centrale-nucleaire-de-1202>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

correspondance technique ; correspondance administrative ; incidents et anomalies ; dérogations et autorisations de modification ; suivi des démarrages et arrêts de tranche : 1976 - 1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19900397⁴⁷⁷

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires de base

Sommaire

Art 1-31 : centrale nucléaire de Gravelines (Nord)

documents sur la déclaration d'utilité publique et la demande d'autorisation de création ; travaux des groupes permanents ; rapports de sûreté ; visite complète initiale ; correspondance technique ; correspondance administrative ; incidents et anomalies ; dérogations et autorisations de modification ; suivi des démarrages et arrêts de tranche : 1974 - 1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 31

Métrage linéaire : 10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

477 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Centrale-nucleaire-de-1203>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19900398⁴⁷⁸

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Service : Service central de sûreté des installations nucléaires de base

Sommaire

Art 1-5 : centrale nucléaire de Nogent (Aube)

documents sur la déclaration d'utilité publique et la demande d'autorisation de création ; travaux des groupes permanents ; rapports de sûreté ; visite complète initiale ; correspondance technique ; correspondance administrative ; incidents et anomalies ; dérogations et autorisations de modification ; suivi des démarrages et arrêts de tranche : 1978 - 1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 5

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

5.2.1.5.1 Autorité de sûreté nucléaire

En 1973, le contrôle de la sûreté nucléaire en France relève du Service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN), rattaché au ministre chargé de l'industrie.

Ce service devient en 1991 la Direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN), rattachée aux deux ministres chargés respectivement de l'industrie et de l'environnement. L'ASN est alors constituée, au niveau national de la DSIN et, au niveau régional des Divisions des installations nucléaires (DIN) placées au sein des Directions régionales de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DREAL).

Le 22 février 2002, l'ASN voit son champ d'action étendu à la radioprotection. La Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection (DGSNR) remplace alors la DSIN et les Divisions de la sûreté nucléaire et de la radioprotection (DSNR) remplacent les DIN. L'ASN relevait depuis des ministres chargés respectivement de l'industrie, de l'environnement et de la santé.

Le 13 juin 2006, la loi n° 2006-686 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire a transformé le statut de l'ASN en lui conférant celui d'une Autorité administrative indépendante, désormais indépendante des ministres. L'ensemble des personnels et

478 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Centrale-nucleaire-de-1204>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

moyens de l'ex-DGSNR et des ex-DSNR sont désormais présents au sein de la nouvelle ASN.

Le changement de statut, en juin 2006, de l'ASN en autorité administrative indépendante (AAI) ne modifie pas fondamentalement le périmètre et le contenu des missions jusqu'à alors exercées par la direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection (DGSNR) et les divisions de la sûreté nucléaire et de la radioprotection (DSNR).

Versement 20160391⁴⁷⁹

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Sommaire

Art 1-117 : Registres réglementaires des installations nucléaires, 2001-2009

Art 118-248 : Enregistrements cheminées (états mensuels)., 2002-2012

Art 249-273 : Registres réglementaires, 1971-2003

Art 274-275 : Rapports environnement, 2001-2003

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 275

Métrage linéaire : 92 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150254⁴⁸⁰

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Sommaire

Art 1-301: Activités et courriers de la sous-direction « cycle du combustible et transport de matières radioactives », 1955-2006.

479 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_056796

480 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_058017

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 301

Métrage linéaire : 30 ml

Lieu de conservation :Archives nationales

Versement 20150253⁴⁸¹

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Sommaire

Art 1-23 : Dossiers de séances et procès-verbaux de réunions des sections permanentes de la Commission centrale des appareils à pression, 1975-1999

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 22

Métrage linéaire : 7 ml

Lieu de conservation :Archives nationales

Versement 20150171⁴⁸²

Ministère : Industrie

Direction générale : Sûreté nucléaire et radioprotection

Sommaire

Art 1-167 : Registres réglementaires des installations nucléaires de base, 1987-2009

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 167

481 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_058017

482 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_056796

Métrage linéaire : 11 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

5.2.2 Bretagne

Centre d'information sur l'énergie et l'environnement (Rennes), 1960-2011

Cote :

2449 W 1 - 103⁴⁸³

Contenu :

Le versement contient des éléments sur le fonctionnement de la structure et sur ses activités : protection de l'environnement, sensibilisation à la pollution de l'air, gestion des déchets, promotion des énergies renouvelables.

Rapports d'activité, dossiers de subventions, éléments de communication, outils pédagogiques, documents de présentation des actions menées (expositions, conférences, semaines de sensibilisation thématiques), et surtout les nombreuses affiches illustrant ces actions, témoignent de ce que l'association CIELE a été un acteur de l'éducation à l'environnement en Bretagne. Ces actions ont été menées dans les écoles et collèges, principalement en Ille-et-Vilaine, mais également dans les autres départements bretons. CIELE a aussi été un lieu de ressources ouvert au grand public grâce à son centre de documentation ; a mis ses compétences au service des collectivités en les accompagnant dans leurs études sur la maîtrise de l'énergie ou sur la gestion des déchets, dans des opérations de promotion ou encore dans la participation à des commissions de suivi et de surveillance d'installations de traitements de déchets. Des formations ont été proposées aussi bien aux élus, enseignants, collectivités locales que secteur associatif. Les conventions conservées - avec les Conseil régional, Conseil général, Ville de Rennes, DIREN-DREAL- font état des nombreux projets rendus possibles. CIELE a notamment été liée par convention à l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie) de 2001 à 2010.

Publication :

Archives départementales d'Ille-et-Vilaine

20/09/2021

Informations sur le producteur :

Centre d'information sur l'énergie et l'environnement (Rennes)

Informations sur l'acquisition :

Historique de conservation :

Association loi 1901 issue du mouvement écologiste national « Les Amis de la Terre », CIELE (Centre d'information sur l'Énergie et l'Environnement) a été créée à Rennes en 1986. Son objectif principal était de mettre à disposition des particuliers des informations sur les questions environnementales et sur les questions d'énergie.

483 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-Centre-d-information-sur-l-energie-et-l-environnement-Rennes-1960-2011>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Elle a compté jusqu'à 7 salariés et ses locaux étaient situés : 96, canal Saint-Martin à Rennes. Elle a cessé ses activités et a été dissoute en mars 2011.

CIELE a fourni les archives de ses prédécesseurs. L'ensemble a été versé aux Archives départementales d'Ille-et-Vilaine le 30 mars 2011. CIELE ayant exercé des missions de service public, une partie des archives a suivi le sort des archives publiques et a été classée dans le versement 2449W. La partie relevant des archives privées a été cotée en 274J. Y apparaissent quatre producteurs : les archives privées d'Yves Cochet et les archives de trois associations : les amis de la terre de Rennes, l'association rennaise pour la boutique des sciences et CIELE.

Les 2 ensembles contiennent une belle collection d'affiches répartie en fonction de l'origine des fonds. Il n'a pas toujours été possible de déterminer les producteurs pour les affiches antérieures à la création de CIELE.

Description :

Critères de sélection :

Conservation intégrale sauf documents en double.

Conditions d'accès :

Librement communicable à l'exception de 2 articles (2449 W 8 et 88) soumis à un délai de 50 ans (vie privée) en référence au code du patrimoine.

Langues :

Français

Description physique :

Importance matérielle :

8,40 ml

Organisme responsable de l'accès intellectuel :

Archives départementales d'Ille-et-Vilaine

5.2.3 Ile-de-France

Versement 1916W⁴⁸⁴

Direction régionale de l'équipement d'Ile-de-France

Division de l'eau et des résidus urbains

Sommaire

Art 1-4 : Documents généraux, presse, stages, études, 1979-1992

Art 4-8 : Financement régional des opérations de géothermie, 1977-1988

484 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRE-Ile-de-France-Geothermie-en-Ile-de-France-2260>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 8-12 : Inventaires départementaux des ressources géothermiques, 1979-1984

Art 13-15 : Opérations de géothermie en Ile-de-France, 1979-1989

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 15

Métrage linéaire : 2.40 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de Paris

Versement 1764W⁴⁸⁵

Direction régionale de l'équipement d'Ile-de-France

Sommaire

Rapports d'audit technique et financier sur les opérations de géothermie en Ile-de-France

Art 1 : Départements de Seine-et-Marne, de l'Essonne et des Hauts-de-Seine. 1987-1988

Art 2-4 : Département de Seine-Saint-Denis 1987-1988

Art 5-6 : Département du Val-de-Marne 1987-1988

Art 6 : Département du Val-d'Oise 1987-1988

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 0.4 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de Paris

485 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRE-Ile-de-France-audit-technique-et-financier>

5.2.4 Lorraine

Versement 2181W⁴⁸⁶

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Lorraine

Sommaire

Art 1-34 : statistiques, documentation technique, 1846-1988

Nombre de boîtes : 34

Métrage linéaire : 5 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de Moselle

Versement 2431W⁴⁸⁷

Direction régionale de l'environnement, d'aménagement et du logement de Lorraine

Sommaire

Art 1-149 : Renonciation, délaissement, arrêt de travaux, abandon

Art 150-194 : Mutation et amodiation

Art 195-303 : Informations sur les concessions

1822-2007

Nombre d'articles : 303

Métrage linéaire : 34 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de Moselle

486 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-fonctionnement-de-la-DIREN-Lorraine-1974-2004>

487 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-de-Lorraine-concessions-minieres-1822-2007>

5.2.5 Rhône-Alpes

Versement 5820W⁴⁸⁸

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Rhône-Alpes

Sommaire

Art 1-26 : mine d'uranium de Saint-Priest-la-Prugne (Loire) : études, gestion

Nombre d'articles : 26

Métrage linéaire : 3,5 ml

Années : 1949-2009

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales du Rhône

Versement 5846W⁴⁸⁹

Direction régionale de de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Rhône-Alpes

Sommaire

Art 1-68 : concessions hydroélectriques, classement par concession

Nombre d'articles : 68

Métrage linéaire : 7,85 ml

Années : 1910-1969

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales du Rhône

488 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Rhone-Alpes-mine-d-uranium-de-Saint-Priest>

489 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Rhone-Alpes-concessions-hydroelectriques>

Versement 5852W⁴⁹⁰

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Rhône-Alpes

Sommaire

Art 1-78 : arrêts de travaux miniers et renoncations aux concessions minières, classement par département et concession

Nombre d'articles : 78

Métrage linéaire : 8,7 ml

Années : 1819-2007

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales du Rhône

Versement 5925W⁴⁹¹

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Rhône-Alpes

Sommaire

Art 1-38 : stockage d'hydrocarbures : rapports, plans ...

Nombre d'articles : 38

Métrage linéaire : 3,86 ml

Années : 1838-2001

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales du Rhône

490 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Rhone-Alpes-arrets-de-travaux-miniers-et>

491 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Rhone-Alpes-stockage-d-hydrocarbures-1838>

6. Eau, biodiversité

Un Comité national de l'eau (CNE) consultatif a été créé par décret d'application de la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime, à la répartition et à la lutte contre la pollution des eaux (article 14) pour assister le secrétariat général pour l'étude des problèmes de l'eau rattaché au département ministériel de l'environnement. Une Mission interministérielle de l'eau (MIE) avait vu le jour par décret n°87-154 du 27 février de 1987 pour l'examen des projets de textes normatifs que les administrations souhaitent produire dans le domaine de l'eau, ainsi que des redevances perçues par les agences de l'eau, anciennes agences de bassin créées par la loi de 1964.

La Direction de l'eau (DE) a été créée en mai 1992 par transfert des attributions du service de l'eau rattaché jusqu'alors à la Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques (DEPPR).

Elle est composée à l'origine :

- . d'une Mission Eau-Nitrate (MEN), secrétariat du Comité d'orientation pour la réduction de la pollution des eaux par les nitrates (CORPEN) créé en 1984 par une décision conjointe des ministres chargés de l'agriculture et de l'environnement Michel Rocard et Huguette Bouchardeau,
- . de la sous direction du milieu aquatique et de la pêche,
- . de la sous direction de la programmation et de l'action régionale,
- . de la sous direction de la coordination interministérielle, des affaires juridiques et internationales.

A partir de 2002, les attributions étendues de la DE sont complétées par :

- . la co-tutelle confirmée avec le ministère chargé de l'agriculture du CORPEN devenu fin 2004 Comité d'orientation pour des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, assisté par un secrétariat spécifique rattaché au directeur de l'eau (SCORPEN),
- . de la sous direction de l'environnement aquatique et de la pêche,
- . de la sous direction de la protection et de la gestion des eaux,
- . de la sous direction de la programmation et des agences de l'eau,
- . et de la sous direction de la coordination et de la réglementation.

A noter que les titres des sous directions ont peu évolué de 1992 à 2005.

Courant 2004 et 2005, 4 entités nouvelles sont mises en place au sein d'une direction de l'eau réorganisée :

- . le Service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations (SCHAPI) déconcentré à Toulouse,
- . une sous direction du droit de l'eau, des affaires générales et financières,
- . une sous direction de l'action territoriale, de la directive-cadre et de la pêche,
- . une sous direction des milieux aquatiques et de la gestion de l'eau.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

En 2008, la direction générale de la prévention et des risques, et la direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature héritent des attributions de l'ancienne direction de l'eau.

6.1 Milieux et biodiversité

La notion de Protection de la nature était mentionnée dans les attributions du ministre délégué auprès du premier Ministre chargé de la protection de la nature et de l'environnement : "...le ministre [...] a pour mission d'assurer la protection des sites et paysages." (décret n°71-94 du 2 février 1971).

Une Direction de la protection de la nature (DPN), créée en 1975 jusqu'en 1992, était composée d'un service de la chasse et de la faune sauvage, d'un service de la pêche et de l'hydrobiologie et d'un service des espaces naturels.

A partir de 1993, la direction de la protection de la nature devient la Direction de la nature et des paysages. Elle était composée de 3 sous-directions : aménagement du paysage, chasse, faune, flore et espaces naturels

En 1998, la sous-direction aménagement du paysage est devenue sites et paysages. La Chasse, faune, flore est devenue Chasse, faune, flore sauvages. La sous-direction de l'évaluation environnementale et de l'aménagement durable est créée. La sous-direction espaces naturels a été maintenue.

En 2000, l'organigramme est maintenu, seule la sous-direction de l'évaluation environnementale et de l'aménagement durable disparaît.

En 2008 : la Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN) hérite des attributions des anciennes directions de la nature et des paysages et de l'eau du ministère de l'écologie et celles concernant l'habitat et l'urbanisme du ministère de l'équipement.

Elle est composée d'une direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages, d'une direction de l'eau et de la biodiversité et d'un service des affaires générales et de la performance.

6.1.1 Littoral et milieux marins

6.1.1.1 Administration centrale

Versement 20144637⁴⁹²

Ministère : Marine marchande

Sommaire

Art 1-6 : Documents témoins conservés., 1870-1992

Art 7-33 : Fonctionnement de l'administration., 1960-1988

Art 34-41 : Réformes des services des affaires maritimes, 1967-1998

Art 42-45 : Implication du ministère de la mer dans une politique environnementale, établissement de la loi de protection du littoral, 1954-1990

Nombre d'articles : 45

Métrage linéaire : 4,10 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19860098⁴⁹³

Ministère : Urbanisme, Logement et Transports

Direction : Urbanisme et paysages

Sous-direction : Planification

Sommaire

Stations et zones touristiques

Art 1-14 (AFU 9390-AFU 9403) : aménagement du littoral, projets et concessions, enquêtes d'utilité publique, par région :

1961-1982

Art 15-17 (AFU 9404-AFU 9406) : aménagement des zones touristiques, études techniques et environnement
1972-1982

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 17

Métrage linéaire : 1.70 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

492 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-fonctionnement-de-la-Marine-marchande-1870-1998h>

493 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Stations-et-zones-touristiques-1961-1982>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement : 20120083⁴⁹⁴

Ministère : Equipement

Direction : Architecture et urbanisme

Sommaire

Art 1-51 : Politique de protection du littoral, 1960-1992

Art 52-99 : Politique de protection de la montagne, 1977-1992

Nombre d'articles : 99

Métrage linéaire : 11 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19990352⁴⁹⁵

Ministère : Équipement, Logement, Transports et Mer

Direction : Aménagement et urbanisme

Sommaire

Dossiers établis par les Directions départementales de l'équipement (DDE) portant sur la mise en œuvre des servitudes de passage le long du littoral établies par la loi du 31 décembre 1976.

Art 1-4 : rapports, notes et cartes sur l'État et les programmes d'établissement des servitudes littorales par régions et départements, 1978-1984.

Art 5-9 : projet de tracé du passage pionnier le long du littoral de la Manche, dossiers et plans indicatifs par communes, 1981-1985.

Art 10-12 : dossiers d'approbation des modifications ou suspensions des servitudes littorales établies dans le département des Côtes-du-Nord, 1985-1986.

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 12

Métrage linéaire : 1 (4 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

494 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-protection-du-littoral>

495 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-mise-en-oeuvre-des-servitudes-de-passage-le-long>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement : 19970192⁴⁹⁶

Ministère : Tourisme

Direction : Service d'études et d'aménagement touristique du littoral

Sommaire

Art 1-13 : Etudes concernant le littoral les dunes les plages la protection et l'aménagement du littoral, 1972, 1976-1988

Nombre d'articles : 13

Métrage linéaire : 4 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19920538⁴⁹⁷

Ministère : Environnement

Direction : Protection de la nature

Sommaire

Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustre (CELRL)

Art 1-2 : Conseils d'administration, dossiers de séances 1976-1992

Art 3-5 : Activités : colloques, voyages, installation à la corderie royale de Rochefort-sur-Mer, projets et rapports, rapports d'activités : 1970-1991
1970-1992

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 5

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

496 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-amenagemnt-du-littoral-1972-1988>

497 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Conservatoire-de-l>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20030479⁴⁹⁸

Ministère : Environnement

Direction : Protection de la nature

Sommaire

Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL)

Art 1-97 : Dossiers d'acquisition de terrains classés par sites, 1977-2002
classement par commune

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 97

Métrage linéaire : 10 ml (33 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150741⁴⁹⁹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale : Aménagement, logement et nature

Direction : Eau et biodiversité

Sommaire

Art 1-32 : Protection des espaces littoraux et marins, 1978-2011

Art 33-72 : Protection des espèces, 1979-2008

Art 73-90 : Gestion du patrimoine immobilier du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL), 1979-2008

Art 91-99 : Négociation de la Planification spatiale maritime (PSM), 2004-2013

Art 101-103 : Politique maritime intégrée (PMI), 2005-2011

Art 104-105 : Gestion du domaine public maritime et du littoral, 2004-2009

Art 106-109 : Projet de rétablissement du caractère maritime du port du Mont-Saint-Michel (Manche), 1991-1999

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3 -1 à 3

498 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conservatoire-de-l-espace-littoral-et-des-1657>

499 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Protection-du-Littoral-et-des-milieus-marins>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 109

Métrage linéaire : 11 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20120362⁵⁰⁰

Ministère : Équipement

Direction : Transport maritime, ports et littoral

Sommaire

Art. 1-47 : Océanologie, protection des espaces maritimes, 1955-1988

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 47

Métrage linéaire : 5 ml (16 cartons)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20060160⁵⁰¹

Ministère : Marine marchande

Centre national pour l'exploitation des océans

Sommaire

Dossier d'André Giraud, vice-président du comité scientifique d'action concertée " exploitation des océans "

Art. 1 : création du Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO)

1965-1967

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

500 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Oceanologie-protection>

501 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-IFREMER-creation-du-CNEXO-1965-1967>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 1

Métrage linéaire : 1.10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20130453⁵⁰²

Ministère : Mer

Etablissement : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer

Sommaire

Art 1 : Historique et fonctionnement de la Base Océanologique de Méditerranéen 1971-1979

Art 2-3 : Contrats CNEXO physiologie hyperbare, 1971-1985

Art 4-5 : Piles à combustibles COMEX/CNEXO, 1979-1983

Art 6 : Services des engins – STSM et STEP, 1971-1977

Art 7 : Commandes et contrats, 1962-1982

Art 8-15 : Robotique sous marine, 1986-2001

Art 16-27 : Archimède, 1952-1983

Art 28-41 : Archimède, 1963-1991

Art 42-48 : PLA2 6000, 1981-185

Art 49-58 : SAGA, 1968-2001

Nombre d'articles : 58

Métrage linéaire : 18 ml

Conditions d'accès : communicables selon les articles L.213-1 à 213-8 du Code du patrimoine, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Lieu de conservation : Archives nationales

502 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-IFREMER-Base-Oceanologique-de-Mediterranee-1952>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement n° 20060156⁵⁰³

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Eau

Sous direction : Milieux aquatiques et gestion de l'eau

Sommaire

Art 1 : minutiers chronologiques, 1991

Art 2-5 : stratégie de protection, réseau de surveillance, 1974-2003

Art 6-10 : protection du littoral, 1964-2003

Art 10-19 : événements de mer, naufrages, accidents (Amoco-Cadiz, Erika ...), plans POLMAR : bilans, rapports, 1976-2003

Art 20-22 : Centre de documentation de recherche et d'expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux (CEDRE), 1979-2004

Art 23-26 : déchets en mer, 1949-2003

Art 27-36 : droit international de la mer, 1969-2004

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 36

Métrage linéaire : 4 ml (12 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19920558⁵⁰⁴

Ministère : Environnement

Direction : Protection de la nature

Sommaire

Art 1-4 : Réglementation sur la pêche fluviale
1896-1981

503 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Mer-protection-du>

504 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-peche-pollutions-1896>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 5 : Conseil supérieur de la pêche

1960-1979

Art 6-7 : Fédérations des associations de pêcheurs professionnels, 1948-1981

Art 7 : Direction générale de la protection de la nature et de l'environnement

. Réunion, 1971-1972

. Journée de la pêche, 9 mars 1981

Art 8-17 : Exploitation de la pêche :

. réserves, 1972-1986

. baux et adjudications, 1922-1986

. établissements de pisciculture, 1890-1985

Art 18-24 : Espèces, saumon, 1889-1984

. lutte contre le rat musqué, 1935-1977

. enquêtes diverses, 1877-1984

Art 25 : Enseignement de la pêche

1900-1936

Art 25 : Relations internationales

1780-1978

Art 26-81 : Pollution : projets de loi (Art 28), procès-verbaux

1900-1988

Art 82 : Contentieux pêche et pollution

1899-1969

Art 83-88 : Correspondance de la direction générale des eaux et forêts

1960-1989

Art 89-93 : Médailles d'honneur de la pêche et de la pisciculture, mérite agricole

1973-1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 93

Métrage linéaire : 9 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19980051⁵⁰⁵

Ministère : Équipement, logement, transports et mer

Direction : Architecture et urbanisme

Sous-direction : Politiques nationales d'aménagement

Sommaire

Application de la loi de protection du littoral, schémas d'aménagement, interventions par communes

Art 1 : outils administratifs et réglementaires, 1971-1981

Art 2-3 : littoral du Nord-Pas-de-Calais, 1974-1988

Art 4 : littoral picard, 1980-1987

Art 5-11 : littoral normand, 1960-1988

Art 12-16 : littoral breton, 1976-1989

Art 17 : littoral des Pays-de-Loire, département de Loire-Atlantique, 1976-1986

Art 18-19 : littoral vendéen, îles d'Yeu et Noirmoutier, 1974-1987

Art 20-26 : littoral charentais, île de Ré et d'Oléron, 1968-1987

Art 27-29 : littoral aquitain, 1971-1988

Art 30 : littoral méditerranéen, département du Var, 1975-1986

Art 31-34 : littoraux des départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM), 1975-1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 34

Métrage linéaire : 3.40 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

505 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillee-Application-de-la-loi-de-protection-du-littoral>

Versement 19830480⁵⁰⁶

Ministère : Environnement et cadre de vie

Direction : Ports et navigation maritimes

Sommaire

Art 1-5 (PM 1314-PM 1318) : congrès, associations, publications
congrès internationaux de navigation, congrès portuaire international, association des
grands ports français

. Articles publiés concernant les ports maritimes et les voies navigables
1961-1975

Art 1 (PM 1314) : tarification, organisation et réglementation du pilotage
1961-1969

Art 2-4,11-13, 30 (PM 1315-PM 1317, PM 1324-PM 1325, PM 1343) : littoral

. lutte contre la pollution,
. lutte contre la mer et les dommages causés par les inondations maritimes,
. commission de coordination des recherches de corrosions et de salissures marines
. transport de matières dangereuses et d'hydrocarbures,
. commission technique de la prospection et de l'exploitation des hydrocarbures en mer
. enquête du Conseil de l'Europe sur la protection et l'aménagement des zones côtières en
Europe ,
. valorisation des façades maritimes françaises,
. profondeur des ports : problèmes posés par l'adhésion de la France à la convention sur
le plateau continental : PV des séances de la commission interministérielle,
. loi du 3 décembre 1968 sur l'exploration et l'exploitation du plateau continental,
. aménagement touristique du littoral : commission interministérielle et service d'étude
(dossiers des séances, rapports),
. inventaire des ports de plaisance, fiches signalétiques des ports des Alpes-Maritimes,
. protection des sites (Mont-Saint-Michel) et inscription à l'inventaire
1928-1974

Art 5 (PM 1318) : problèmes sociaux : conflits, incidents et grèves, conflits du remorquage
convention concernant les inscrits maritimes
1961-1976

Art 5 (PM 1318) : conditions de navigation dans certaines parties du littoral :
réglementation,
études et réglementation concernant les aéroglesseurs marins
1966-1973

Art 5-10, 14-15, 34 (PM 1318-1323,1327-1328,1347) : ports
. ports francs : proposition de loi tendant à leur création
. ports autonomes maritimes : loi du 29 juin 1965 : études préliminaires, documents
parlementaires, séances du Conseil des Ministres et du Conseil d'Etat, décrets
d'application
. ports maritimes : plans et autres documents les concernant,
administration et régime (décrets),

506 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-congres-portuaires-ports>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

organisation des ports maritimes de commerce

. ports des colonies (Algérie et Tunisie) : création, concessions, règlements, tarifs
1880-1969

Art 13 (PM 1326) : législation, réglementation :

correspondance et autres documents provenant de la direction des ports maritimes et des
voies navigables

1915-1970

Art 16-29 (PM 1329-PM 1342) : domaine public maritime : réglementation,
concessions (de jetées promenades et de ponts transbordeurs entre autres),
gestion

dossiers classés par département et par port

1880-1965

Art 31 (PM 1344) : contentieux, en particulier pour les contraventions de grande voirie
dossiers classés par département

1919-1960

Art 32-33 : aéronautique civile et création d'aéroports sur le domaine public maritime,
mesures générales

dossiers classés par département et par port

1920-1951

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code
du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 33

Métrage linéaire : 3.30 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

6.1.1.1.2 Finistère

Versement 46S⁵⁰⁷

Direction départementale des territoires et de la mer du Finistère

Sommaire

Art 1-6 : extractions de matériaux, travaux maritimes, 1860-1911

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 0.70 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

6.1.1.1.3 Hérault

Cote : 1103 W⁵⁰⁸

Importance matérielle (ml) : 77,57 ml

Dates : 1963-1980

Présentation du producteur

Après quatre ans de réflexion menée notamment par le ministre de la Construction Pierre Sudreau, l'aménagement touristique du littoral du Languedoc-Roussillon est décidé par le gouvernement de Georges Pompidou le 18 juin 1963.

Le décret 63-580 du 18 juin 1963 entérine la création de la Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon dont l'objectif est "d'assurer dans les quatre départements du Gard, de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales la coordination des actions entreprises pour l'aménagement touristique du littoral du Languedoc-Roussillon" (décret n°63-580, art 1). Le gouvernement veut alors apporter à l'économie de la région, déséquilibrée par la prédominance de la viticulture, d'autres activités, notamment celles liées au tourisme. "La Mission est chargée de définir le programme général d'aménagement de la côte du Languedoc-Roussillon, d'en déterminer les moyens d'exécution et d'en suivre la réalisation par l'Etat, les collectivités locales et par tout organisme public ou privé agissant avec l'aide de l'Etat ou son contrôle". (décret 63-580, art 6).

507 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Finistere-extractions-de-materiaux-travaux>

508 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-amenagement-du-littoral-du-Languedoc-Roussillon>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

La Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon est la première "Administration de mission" créée en France, responsable unique de l'opération dont elle est chargée. Elle relève directement du Premier ministre et dispose d'une liberté très grande, notamment dans l'utilisation des moyens financiers très importants dont elle bénéficie. Elle joue, à l'égard de tous les acteurs qui y participent, administrations ordinaires de l'Etat, collectivités locales et entreprises privées, le rôle de chef de file. Dès l'origine, la Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon est présidée par le conseiller d'Etat Pierre Racine.

Elle siège dans les locaux de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) sis à Paris. La Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon est représentée localement par le Service régional d'études de la Mission à Montpellier.

Les grands travaux incombant à l'Etat (routes, ports, boisement) sont étudiés par les différentes administrations, décidés par la Mission interministérielle mais toujours réalisés par l'administration compétente sur des crédits délégués par la Mission. L'aménagement des stations nouvelles (équipement et vente des terrains aux constructeurs) est concédé par l'Etat et les communes concernées aux départements qui ont eux mêmes délégué leur responsabilité à des sociétés d'économie mixte. La Mission exerce alors un contrôle administratif et financier sur ces différentes sociétés d'économie mixte dont elle oriente et soutient l'action.

Les quatre sociétés d'économie mixte créées en 1964 sont :

- la Société d'Aménagement du Département de l'Hérault (SADH), responsable de l'aménagement de la Grande-Motte et de Carnon ;
- la Société d'équipement du Biterrois et de son Littoral (SEBLI) pour le Cap-d'Agde ;
- la Société d'Economie Mixte d'Equipement et d'Aménagement de l'Aude (SEMEEA) pour les stations audoises de Gruissan et Port-Leucate ;
- la Société d'Etudes et d'Aménagement des Pyrénées-Orientales (SEMETA) pour Port-Barcarès.

Par ailleurs, la Mission interministérielle a développé l'action d'un organe de coordination interdépartementale dans le domaine particulier de la démoustication : l'Entente interdépartementale pour la démoustification (EID).

La Mission Racine, créée au départ pour une durée de trois ans a été régulièrement prorogée pour prendre fin le 31 décembre 1982.

Présentation du contenu

Les documents conservés dans ce fonds reflètent plus particulièrement l'aspect politique et décisionnel, ce qui constitue son principal intérêt. Dans la première partie du plan de classement intitulé "Fonctionnement de la Mission", le chercheur pourra trouver des dossiers concernant l'origine du projet et la création de l'institution ainsi que la désignation et la composition de ces membres. Le fonctionnement proprement dit de la Mission est reflété par les comptes-rendus de réunion (1963-1980) mais également par de nombreuses notes rédigées à la fois par le service parisien et l'antenne régionale de Montpellier concernant les activités mais également l'évolution des chantiers. Une correspondance importante couvrant pratiquement l'ensemble de la période de vie de la Mission (1963-1979) complète cette présentation.

Ce fonds explique et complète celui du service régional du service d'études de la mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon, Montpellier, constitué notamment de dossiers illustrant les activités de terrains : documents d'urbanisme, dossiers de grands travaux et d'aménagements routiers, assainissement du littoral et des étangs (démoustication), développement des stations touristiques.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Cotes : 424 W ; 493 W ; 471 W ; 576 W ; 613 W ; 646 W ; 719 W ; 764 W ; 773 W ; 786 W ; 866 W ; 867 W ; 875 W ; 879 W ; 947 W ; 1004 W ; 1022 W ; 1058 W ; 1065 W ; 1075 W ; 1080 W ; 1118 W ; 1128 W ; 1129 W ; 1132 W ; 1143 W ; 1174 W ; 1252 W ; 1259 W ; 1282 W ; 1289 W ; 1303 W ; 1316 W ; 1339 W ; 1412 W ; 1434 W ; 1458 W ; 1487 W ; 1489 W ; 1492 W ; 1493 W ; 1494 W ; 1665 W ; 2252 W ; 2259 W ; 2306 W , 2426 W ; 2427 W ; 2429 W ; 2447 W ; 2449 W ; 2476 W Préfecture de l'Hérault - Environnement, risques naturels et technologiques (1941-2013) 1941-2013 ⁵⁰⁹

Dates : 1941-2013

Nom du producteur

Préfecture de l'Hérault

Présentation du contenu

Ce répertoire méthodique traite de l'ensemble de documents relatifs à l'environnement traité par les services de la préfecture.

On trouve des dossiers sur l'organisation de la protection de l'environnement dans le département (réglementation, services administratifs, commissions, déclarations d'aménagement au titre de la loi sur l'eau), la sensibilisation à l'environnement (Journée de l'arbre, notamment), sur les nuisances et pollutions, la gestion et l'entretien des espaces verts et la protection des espèces. Une partie importante concerne également la protection, l'aménagement et la mise en valeur du littoral (Loi "littoral", études, travaux de défense contre la mer, lutte contre la pollution et protection et aménagement du littoral et des étangs littoraux avec notamment les contrats de baie) ainsi que la gestion de l'eau (police des eaux, ressource en eau, gestion, entretien et protection des cours d'eau et du milieu aquifère).

Enfin la gestion et la prévention des risques naturels constitue le dernier pan de ce répertoire dans lequel on retrouve la mise en place des plans d'exposition aux risques naturels (PER), des plans des risques naturels (PPR) et des plans d'action et de prévention des inondations (PAPI).

Modalités d'accès

Selon les lois et réglemente en vigueur

Lieu de conservation

Archives départementales de l'Hérault

Cote : 931 W art. 3-372 ; 932 W art. 1-96 ; 933 W art. 1-29 ; 1007 W art. 1-488 ; 1219 W art. 1-6 ; 1424 W art. 1-174 ; 1583 W art. 1-163 ; 1621 W art. 1-57⁵¹⁰

Importance matérielle (ml) : 91,73 ml

Dates : 1961-1989

Nom du producteur

Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon - Antenne de Montpellier

Présentation du contenu

Les archives du service régional d'études de la Mission interministérielle d'aménagement du littoral du Languedoc-Roussillon illustrent parfaitement les activités de terrain dudit service ; elles reflètent également les rapports que le service régional d'études entretient avec ses partenaires, notamment l'agence pour l'aménagement du littoral du Languedoc-

⁵⁰⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-prefecture-de-l-Herault-littoral-1941-2013>

⁵¹⁰ Répertoire méthodique <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-methodique-amenagement-du-littoral-du-Languedoc>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Roussillon (qui deviendra à partir de 1977 agence d'urbanisme pour l'aménagement touristique du Languedoc-Roussillon) mais aussi les différentes sociétés d'économie mixte, organismes de terrain chargés de mettre en œuvre la politique définie par la Mission interministérielle.

Ce fonds contient tous les comptes rendus de la Mission interministérielle ainsi que ceux de l'agence d'urbanisme pour l'aménagement touristique du littoral.

Le chercheur trouvera de nombreux documents d'urbanisme (schéma directeur d'aménagement du littoral, plan d'urbanisme directeur (PUD), plans d'occupation des sols (POS) mais aussi les dossiers d'acquisition foncières, préalables aux aménagements des stations touristiques.

Le fonds comprend également les dossiers de grands travaux tels que les aménagements routiers, l'assainissement du littoral et des étangs (opérations de démoustication), de nombreux dossiers relatifs à l'implantation des campings, au développement d'un habitat de loisirs ainsi qu'à la création des ports de plaisance.

Ce fonds compte de nombreux documents iconographiques intéressants : des clichés pris avant, pendant et après les travaux permettent de suivre l'évolution des opérations d'aménagement. Le chercheur trouvera également des photographies de diverses inaugurations, notamment celles du voyage du général De Gaulle sur le littoral le 24 octobre 1967.

L'ensemble de ce fonds couvre la période d'activité de la Mission Racine

La Mission interministérielle étant également chargée d'assurer la protection des sites et paysages, le chercheur pourra trouver de nombreux dossiers relatifs à la protection de l'environnement : classement des sites.(1963-1982).

Modalités d'accès

Selon les lois et réglemente en vigueur

Lieu de conservation

Archives départementales de l'Hérault

6.1.1.1.4 Landes

Référence à demander en salle de lecture

1396 W 1-50⁵¹¹

Documents concernés

Aménagement du littoral landais : gestion du domaine public maritime, ensemble portuaire du Capbreton, suivi et protection du littoral

Période concernée

1935-2004

Volume des documents

49 boîtes

4,30 ml

Organisme responsable de l'accès des documents

Archives départementales des Landes

Provenance des documents

Institution(s) concernée(s)

Direction départementale de l'Équipement - Service maritime

511 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-des-Landes-Amenagement-du-littoral-landais>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Contenu des documents

Le versement apporte de nombreuses informations sur la gestion du domaine public maritime, ainsi que sur l'ensemble portuaire de Capbreton et les aménagements effectués sur le littoral landais. Les dossiers commencent pour la majorité dans les années soixante dix ; certains remontent aux années soixante, et, en moins grand nombre aux années cinquante et quarante. Deux articles remontent aux années trente font exception 1396 W 20 et 35. Leurs pièces antérieures à 1940 n'ont pas été reclassées en série S, afin de ne pas rompre l'unité du dossier.

Modalités de consultation (dont durée d'incommunicabilité et année de libre accès aux documents)

Archives publiques

Selon les modalités de la loi sur les archives du 15 juillet 2008.

6.1.1.1.5 Morbihan

Versement 1560W⁵¹²

Direction départementale de l'équipement du Morbihan

Subdivision de Vannes maritime

Sommaire

1560 W 1-397 : gestion du domaine public maritime du rivage de la mer, ports maritimes, 1903-2002

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 397

Métrage linéaire : 49,50 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

6.1.1.2 Ministère des départements et territoires d'outre-mer

Versement 19950280⁵¹³

Ministère : DOM-TOM

Direction : Direction des affaires économiques, sociales et culturelles ;

Sous-direction : Affaires économiques

512 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-du-Morbihan-gestion-du-domaine-public>

513 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_008988

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Mission des infrastructures publiques, des transports, de l'urbanisme, du logement et de l'environnement

Sommaire

Gestion des infrastructures dans les DOM-TOM, 1954-1993.

Art. 47 : Protection civile : Dégâts des catastrophes naturelles ; programmes de sécurité civile, 1984-1990.

Art. 47-49 : Protection de l'environnement : Parcs naturels ; élaboration du Code du domaine maritime de l'État ; loi sur l'aménagement et la protection du littoral, 1961-1989.

Art. 50 : Îles éparses de l'océan indien : Présentation ; desserte aérienne, 1960-1984.

Art. 50-51 : Terres australes et antarctiques françaises : Recherche scientifique ; mission d'inspection ; desserte maritime et aérienne ; projet de piste d'atterrissage en Terre-Adélie, 1954-1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 5

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

6.1.2 Préservation des espèces animales et végétales

6.1.2.0 Museum national d'histoire naturelle

Cotes

AJ/15⁵¹⁴

Nom du producteur

Museum national d'histoire naturelle

Conditions d'accès

Communication libre au regard des dispositions du code du Patrimoine.

Conditions d'utilisation

Selon le règlement de la salle de lecture des Archives nationales.

Description

Présentation du contenu

Sommaire

AJ/15/515-AJ/15/517

1793-1924

Administration du Muséum

AJ/15/96-AJ/15/143, AJ/15/577- AJ/15/678, AJ/15/728- AJ/15/741

1790-1931

514 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Museum-national-d-histoire-naturelle-1760-1932>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Assemblée des professeurs

AJ/15/1-AJ/15/16, AJ/15/20-AJ/15/94, AJ/15/742-AJ/15/761, AJ/15/814-AJ/15/829
1793-1932

Correspondance,

AJ/15/518-AJ/15/519

1795-1932 Police du Muséum. An IV-1932

AJ/15/522-AJ/15/523

1794-1920

Domaine.

AJ/15/144-AJ/15/148, Nouvelle foliotation : AJ/15/538-AJ/15/540

1795-1924

Enseignement. An IV-1924.

AJ/15/531-AJ/15/537

1794-1930

Personnel. An III -1930.

AJ/15/541-AJ/15/576

1795-1903

Voyageurs, correspondants et personnel.

AJ/15/842-AJ/15/843

1837-1900

Galleries.

AJ/15/844-AJ/15/846

1793-1928

Ménagerie

AJ/15/836-AJ/15/841

1793-1920

Collections.

AJ/15/847-AJ/15/848

1793-1932

Jardins. An II -1932.

J/15/830-AJ/15/835, AJ/15/916

1793-1927

Bibliothèques et publications.

AJ/15/524-AJ/15/530

1834-1930

Expositions et congrès, centenaires, monuments.

AJ/15/849-AJ/15/851

1793-1928

Musées et laboratoires dépendant du Muséum. An II -1928.

AJ/15/17-AJ/15/19, AJ/15/149-AJ/15/312, AJ/15/852-AJ/15/924

1760-1927

Comptabilité et finances.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales-site de Pierrefitte-sur-Seine

Autres instruments de recherche

[Archives du Jardin du Roi \(XVIIe-XVIIIe siècles\)](#) (Site Internet Archives nationales)

[Tutelle du Ministère de l'Instruction publique sur le Muséum national d'histoire naturelle](#)
(Site Internet Archives nationales)

6.1.2.1 Ministère l'agriculture

Versement 19850474⁵¹⁵

Ministère : Agriculture

Direction : Qualité

Sommaire

Historique, organisation et fonctionnement du Service de la Protection des Végétaux.

Art 1-5 : Textes législatifs et réglementaires régissant la protection des végétaux, 1888-1964 (rappel de la loi du 26 ventôse An IV-16 mars 1796 qui ordonne l'échenillage des arbres).

Art 5-7 : Locaux, stands de la PV lors des foires et expositions tracts, affiches et brochures, 1942-1971.

Art 8-24 : Fonctionnement du service : Préparation du budget pelurier, personnel, rapports d'activité, 1958-1983.

Art 25. Amélioration des relations entre l'administration et le public et relations PV/autres services, 1948-1982.

Art 26-30 : Groupes d'études diverses, missions, colloques, 1972-1983

Nombre d'articles : 30

Métrage linéaire : 10 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19890551⁵¹⁶

Ministère : Agriculture

Direction : Forêts

Sommaire

Archives de la direction des forêts concernant la chasse, 1934-1970.

Art 1-8 : Conseil supérieur de la chasse : Dossiers de séances, 1948-1951

Art 9 : Compétence des services administratifs relevant du ministère de l'Agriculture en matière de chasse : Réglementation, notes, correspondance, 1964-1969

Art 10-11 : Réglementation. Affaires diverses, 1934-1970

Art 12-24 : Dossier de M. Faye, chef du service de la chasse à la direction des forêts, 1963-1970

515 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-protection-des-vegetaux-1888-1983>

516 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-chasse-1934-1970>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 24

Métrage linéaire : 8 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20143400⁵¹⁷

Ministère : Agriculture

Direction générale : Alimentation

Sous-direction : Qualité et protection des végétaux

Sommaire

Art 1-13 : Programmes d'action en faveur de la réduction de la pollution par les produits phytosanitaires, 1993-2008

Art 14-17 : Comités interministériels, 1995-2007

Art 18-20 : Projets réglementaires interministériels, 2004-2007

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 20

Métrage linéaire : 1,6 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20144652⁵¹⁸

Ministère : Agriculture

Direction : Mission DOM-TOM

Sommaire

Art 1-30 : Organisation commune du marché de la banane (OCMB), 1962-1997, 2006-2008

Art 31-42 : Plan d'action contre le chlordécone, 2003-2009

517 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_055391

518 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_055481

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 43 : Plan « banane durable », 2006-2009

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 43

Métrage linéaire : 2,7 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

6.1.2.2. Ministère de l'environnement

6.1.2.2.1 Politique nationale

Versement 20040336⁵¹⁹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Chasse, faune et flore sauvages

Sommaire

Art 1-6 : Préparation de la loi 95-101 du 5 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement

1993-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

519 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-loi-sur-le-renforcement-de-la-protection-de-l>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20030379⁵²⁰

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Chasse, faune et flore sauvages

Sommaire

Art 1-15 : préparation de la loi 76-629 du 10/07/1976 relative à la protection de la nature et de ses textes réglementaires d'application (décrets et arrêtés)

1969-1993

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 15

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150745⁵²¹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Chasse, faune et flore sauvages

Sommaire

Archives du sous-directeur

Art 1-9: Projets de textes législatifs et réglementaires, 1995-2008

Art 10-16 : Contentieux, 1993-2007

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 16

520 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-preparation-de-la-loi-76>

521 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-chasse-de-la-faune-et-de-1348>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Métrage linéaire : 4.00 ml (14 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150848⁵²²

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Chasse, faune et flore sauvages

Sommaire

Art 1-48 : Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), 1971-2008

Art 49-63 : Protection des espèces menacées, plans nationaux de conservation et de réintroduction, 1997-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 63

Métrage linéaire : 7.00 ml (24 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080063⁵²³

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Chasse, faune et flore sauvages

Sommaire

Art 1-22 : Préparation de l'intervention française à la convention de Washington (CITES), 1972-2004

522 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Convention-de-Washington>

523 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-convention-CITES-1972>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 22 (suite)-41 : Conférence des parties à la convention de Washington (COP), 1981-2002

Art 41 (suite)-47 : Commission baleinière internationale (CBI), 1985-2006

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 47

Métrage linéaire : 16.00 ml (47 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090378⁵²⁴

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Chasse, faune et flore sauvages

Sommaire

Art 1-5 : Flore sauvage : inventaires, rapports. 1985-1999

Art 6-53 : Faune sauvage : notamment oiseaux, ours et loup. 1895-2008

Art 54-122 : Chasse : Office nationale de la chasse, permis de chasser, fédérations de chasse, oiseaux migrateurs. 1969-2005

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 122

Métrage linéaire : 12.00 ml (41 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

524 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-flore-sauvage-1985-1999>

6.1.2.2.2 Chasse

Versement 20090380⁵²⁵

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et Paysages

Sous-direction : Chasse, faune et flore sauvages

Sommaire

Art 1-6 : Réintroduction de l'ours dans les Pyrénées. 1993-2000

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 16

Métrage linéaire : 1.00 ml (2 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080264⁵²⁶

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Chasse, faune et flore sauvages

Sommaire

Art 1-11 : Législation relative à la chasse, 1955-2002

Art 12-40 : Conseil supérieur de la chasse (CSC), Conseil national de la chasse et de la faune sauvage (CNCFS), Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), gardes-chasse, associations de chasse, 1970-2001

Art 40 (suite)-48 : Relations avec les fédérations et associations de chasseurs, 1979-2004

Art 48 (suite)-67 : Réserves de chasse : forêts domaniales, réserves nationales, 1940-2004

525 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Reintroduction-de-l-ours-dans-les-Pyrenees-1993>

526 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-chasse-reglementation>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 67 (suite)-74 : Plans de chasse et chasses spécifiques, 1957-2003

Art 75-85 : Contentieux de chasse, 1947-2001

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 85

Métrage linéaire : 28.00 ml (85 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150847⁵²⁷

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Chasse, faune et flore sauvages

Sommaire

Art 1-64 : Chasse. - Élaboration des textes législatifs et réglementaires, 1922-2009

Art 65-71 : Suivi des fédérations de chasseurs et des fondations, 1971-2007

Art 72-198 : Secrétariat d'instances consultatives et tutelle d'établissements publics, 1987-2008

Art 99-101 : Réserves nationales de chasse, 1951-2008

Art 102-114 : Connaissance des espèces, 1949-2009

Art 115-131 : Pêche en eau douce, 1989-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 131

Métrage linéaire : 13.00 ml (44 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

527 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-gestion-de-la-chasse-et-de-la-peche-en-eau-douce>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20050528⁵²⁸

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Protection de la nature

Sous-direction : Chasse Faune et Flore Sauvages

Sommaire

Art 1-4 : Associations communales de chasse agréées, 1978-1999

Art 5-7 : Jachères, 1991-2000

Art 8-12 : Domaine public maritime et forestier, 1969-2000

Art 13-27 : Espèces : gibier, nuisibles, chamois 1957-2000

Art 28-30 : Enclos, enclaves, 1979-2002

Art 31-33 : Transport et commercialisation du gibier, 1938-1999

Art 34 : Plan de chasse 1978-2000

Art 35-36 : GIC (Groupement d'intérêt cynégétique), 1988-1992

Art 37 : Contentieux, 1990-2001

Art 38-41 : Chasse en Alsace Lorraine, 1960-1996

Art 42-44 : Parcs nationaux, 1970-1999

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 44

Métrage linéaire : 4 ml (15 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

528 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-politique-de-la-chasse>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19920278⁵²⁹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Chasse, faune et flore sauvages

Sommaire

Législation et réglementation de la chasse

Art 1-5 : Organisation générale, 1881-1985

Art 6-8 : Police de la chasse, 1905-1978

Art 9-10 : Réglementation diverse, 1905-1979

Art 11 : Conseil supérieur de la chasse, 1945-1975

Art 12-21 : Fédérations de chasseurs et garde-chasse, 1930-1978

Art 22-27 : Gibier, 1907-1986

Art 28-32 : Réserves de chasse, 1947-1990

Art 33-34 : Décorations, 1937-1973

Art 34-35 : Adjudications, 1948-1977

Art 36-37 : Arrêtés réglementaires permanents, 1950-1972

Art 38-53 : Arrêtés d'ouverture et de clôture de la chasse, 1947-1988

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 53

Métrage linéaire : 6 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

529 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillee-reglementation-reserve-chasse-1930-1988>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20100134⁵³⁰

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Chasse, faune et flore sauvages

Sommaire

Art 1-2 : chasse, réglementation, armes, 1946-1984

Art 3-7 : fédérations départementales de chasseurs (FDC) : régie de recettes, constitution de partie civile, dossiers spécifiques (par fédération), 1946-1988

Art 8-11 : réserves de chasse, 1949-1981

Art 12-16 : clôtures anticipées de la chasse liées aux vagues de froid, 1956-1982

Art 17-22 : réintroduction du lynx, 1977-1991

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 22

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

6.1.2.2.3 Faune, flore sauvages

6.1.2.2.3.1 Administration centrale

Versement 20080437⁵³¹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Chasse, faune et flore sauvages

Sommaire

Art 1-116 : Faune : réglementation, commissions, enquêtes et gestion des parcs zoologiques, espèces protégées, études et colloques, contentieux et catastrophes naturelles, 1976-2005

Art 117-118 : Dossiers d'associations protectrices des animaux, 1992-2001

530 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-reglementation-chasse-lynx-1946-1991>

531 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-faune-flore-sauvages-1973-2005>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 118 (suite)-119 :Contentieux, 1983-1993

Art 120-126 : Catastrophes maritime (Amoco-Cadiz, Tanio, Erika, Prestige), 1980-2004

Art 126 (suite)-147 : Affaires Internationales concernant la faune sauvage : conférences internationales baleinière (CBI), Convention sur les espèces migratrices (CMS) , Convention de Bonn sur les espèces protégées, Convention de Berne sur la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe, 1990-2001

Art 147 (suite)-157 : Flore : conservatoires botaniques nationaux (CBN), études et colloques, 1973-1999

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 157

Métrage linéaire : 52 ml (157 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150846⁵³²

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Chasse, faune et flore sauvages

Sommaire

Art 1-46 : Élaboration de la réglementation, 1966

Art 47-220 : Connaissance et protection de la flore et de la faune in situ, 1975-2001

Art 221-236 : Tutelle des conservatoires botaniques nationaux (CBN), 1983-2007

Art 237-272 : Secrétariat du Conseil national de la protection de la nature (CNPN), commission faune et flore, 1979-2009

Art 273-279: Commission de certificats de capacité faune, 1990-2008

Art 280-298: Fondations pour la protection animale, 1988-2009

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 298

532Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Protection-de-la-Faune-et-de-la-flore-sauvages>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Métrage linéaire : 35.00 ml (117 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

6.1.2.2.3.2 Doubs

Versement 2640W⁵³³

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté

Service : biodiversité, eau, patrimoine

Sommaire

2640W1-34 : études et publications naturalistes et environnementales à portée régionale dont notamment la faune , la flore, les zones humides

Nombre d'articles : 34 boîtes

Métrage linéaire : 3,60 ml

Dates extrêmes : 1976-2019

Lieu de conservation : Archives départementales du Doubs

Communicabilité : libre

Versement 2683W⁵³⁴

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté

Service : biodiversité, eau, patrimoine

Sommaire

Espèces animales ou végétales protégées

2683W1-7 : permis de réexportation CITES

Nombre d'articles:7 articles

Métrage linéaire : 1,10 ml

Dates extrêmes : 2001-2010

Lieu de conservation : Archives départementales du Doubs

Communicabilité : libre

533 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Bourgogne-Franche-Comte-etudes>

534 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Bourgogne-Franche-Comte-permis-de>

6.1.2.2.3.3 Morbihan

Préfecture du Morbihan

1047 W

Origine

Préfecture du Morbihan

Sommaire

Protection des végétaux, 1890-1963

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

6.1.2.2.4 Espaces naturels

6.1.2.2.4.1 Administration centrale

6.1.2.2.4.1.1 Politique de protection des espaces naturels

Versement 19860672

Ministère Agriculture⁵³⁵

Direction : Forêts

Sommaire

Art 1-34 (17 DF). Aménagement et protection de la nature : Dossiers d'affaires, 1962-1985.

Art 1-2 : Construction de l'autoroute à 86, 1972-1982.

Art 3-4 : Implantation des centrales nucléaires et stockage du gaz naturel, 1975-1980.

Art 5 : Opérations d'aménagement : Le TGV ouest, la Sologne, l'opération grand sud ouest, restauration du littoral suite au naufrage de l'Amoco Cadiz, 1972-1982. **Art 6-7** : Réunions du comité interministériel pour l'aménagement du territoire, 1979-1984.

Art 9-15 : Mise en place du FIDAR (Fonds Interministériel de Développement et d'Aménagement Rural) et programme d'actions, 1979-1983.

Art 16-22 : Préparation de la loi No 1925 de 1980 sur la forêt : Forêt méditerranéenne : Défrichement, schéma directeur forestier du Languedoc Roussillon, mission interministérielle Méditerranée, 1971-1984.

Art 23-27 : Préparation de la loi montagne, 1982-1983. **Art 28-30** : Politique des espaces verts en région parisienne, 1962-1984.

Art 31-32 : Urbanisme ; commission interministérielle des comptes du patrimoine naturel, 1976-1983.

Art 33-34 : Réunions et opérations traitées par le comité interministériel pour la qualité de la vie, 1979-1983.

Art 35-38 (17 DF) préparation de divers textes de lois et décrets : Protection de la nature : Décrets d'application de la loi n 76 629 du 10/07/1976 et décret n 7701141 du

⁵³⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillee-protection-et-amenagement-d-espace-naturel-1947>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

12/10/1977 ; pêche ; orientation agricole ; décentralisation, 1976-1984.

Art 39-42 (17 DF) entretien d'immeubles appartenant à l'Etat et affectés à la direction générale des eaux et forêts situés à Boulogne, 1947-1981.

Art 43-45 (17 DF). Acquisition par l'Etat du massif des trois pignons, 1962-1974 ; opération d'échange du domaine militaire de bois rond avec la forêt domaniale de Nanteau, 1967-1979

Nombre d'articles : 45

Métrage linéaire : 15 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150742⁵³⁶

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Espaces naturels

Sommaire

Politique de protection des espaces naturels : forêts et parcs naturels régionaux

Art 1-130 : Forêts, 1981-2009

Art 131-153 : Parcs naturels régionaux (PNR), 1986-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 19

Métrage linéaire : 2 ml (4 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

536 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Integration-de-la>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19850660⁵³⁷

Ministère : Environnement

Direction : Protection de la nature

Sommaire

Art 1-9 : Protection de la nature, préparation de la loi du 10-07-1976 , lutte contre la pollution, politique des parcs et réserves naturelles

1972-1978

Art 10-17 : Comité interministériel d'action pour la nature et l'environnement (CIANE), dossiers d'opérations examinés

1972-1978

Art 18-19 : Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), groupe d'experts sur l'environnement

1972-1974

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 19

Métrage linéaire : 2 ml (4 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090381⁵³⁸

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous direction : Espaces naturels

Sommaire

Art 1-42 : organisation administrative : Conseil national de la protection de la nature (CNP). 1979-2007 ; comité interministériel, Direction de la nature et des paysages

537 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-parcs-reserves-CIANE-1127>

538 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-espaces-naturels-Natura>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

(DNP), Direction régionale de l'environnement (DIREN). 1993-2004 ; associations, établissements publics. 1995-2007 ; coopération internationale. 1976-2000. 1976-2007

Art 43-50 : législation et réglementation générales : code de l'environnement, textes législatifs. 1976-2005

Art 51-100 : agriculture, biodiversité : Natura 2000/agriculture et biodiversité, agriculture et environnement. 1987-2006 ; inventaire des richesses naturelles, gestion du patrimoine naturel, programme environnemental, fiscalité de l'environnement, biocarburants. 1969-2007. 1967-2007

Art 101-282 : milieux aquatiques : politique et gestion de l'eau, gestion des ressources aquatiques. 1988-2004 ; qualité des eaux, dossier toxicologie, plantes aquatiques. 1983-2004 ; cours et plans d'eau : gestion des milieux naturels et fluviaux, gestion des cours et plans d'eau, domaine public fluvial (DPF), entretien des cours d'eau, EDF/surveillance de l'environnement, travaux de restauration, zones inondables. 1983-2007 ; Plan Loire.1987-2006 ; littoral : protection du littoral, Mont Saint-Michel. 1966-2004 . 1966-2007

Art 283-780 : espaces naturels protégés : documents généraux, gestion des espaces naturels, Natura 2000, agendas locaux. 1976-2006 ; zones humides : Natura 2000, RAMSAR. 1977-2005 ; réserves naturelles : Natura 2000, forêts, sites en milieux ouverts, sites classés, réserves naturelles. 1972-2006 ; parcs naturels nationaux et régionaux. 1968-2006. 1968-2006

Art 781-820 : aménagement du territoire : plan de développement durable, gestion des territoires, terroirs et environnement. 1992-2004 ; territoires ruraux : Natura 2000 et développement des territoires ruraux. 1991-2007. 1991-2007

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 820

Métrage linéaire : 71 ml (218 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20060637⁵³⁹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sommaire

Art 1-14 : Rapports et études concernant les espaces naturels, les sites et paysages classement par région, 1968-1996

539 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-etudes-sur-les-espaces>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 14

Métrage linéaire : 5 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150845⁵⁴⁰

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Espaces naturels

Sommaire

Art 1-22 : Négociation et mise en œuvre des financements européens, 1994-2008

Art 23-186 : Propositions et sélection de sites du réseau Natura 2000, 1992-2008

Art 187-264 : Désignation des zones spéciales de conservation (ZSC), 1986-2008

Art 265-396 : Gestion nationale des sites du réseau Natura 2000, 1980-2009

Art 397-402 : Habitats naturels et espaces végétales dans les sites Natura 2000, 1997-2009

Art 403-422 : Projets d'infrastructure terrestre, ferroviaire, fluviale et maritime, 1996-2007

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 422

Métrage linéaire : 345.00 ml (150 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

540 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-reseau-Natura-2000-1980-1349>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20080436⁵⁴¹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Espaces naturels

Sommaire

Art 1-4 : Législation, réglementation, 1960-1974

Art 4 (suite)- 6 : Année européenne de l'environnement, 1987-1988

Art 7-11 : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL), 1997-2004

Art 11 (suite) : Comité interministériel d'action pour la nature et l'environnement (CIANE), 1971-1977

Art 11 (suite)-35 : Mission de l'environnement rural et urbain (MERU) : généralités, projets d'aménagement et de classement, amélioration du cadre de vie, protection du littoral, politique des villes moyennes, contrats de pays, 1971-1985

Art 35 (suite)-41 : Mission espaces verts : généralités et politique des espaces verts, inventaires des espaces verts, projets d'aménagement, 1970-1978

Art 41 (suite) : Fédération des conservatoires régionaux d'espaces naturels de France (ENF), 1994-2003

Art 42-43 : Atelier technique des espaces naturels (ATEN), 1993-2002

Art 43 (suite)-55 : Forêts : Office national des forêts (ONF), inventaire forestier national (IFN), études, groupes de travail national sur les forêts tropicales, 1980-2007

Art 55 (suite)-58 : Zones de grand intérêt pour la conservation des oiseaux sauvages, 1981-1992

Art 59-63 : Zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF), 1983-1996

Art 64-68 : Parcs naturels régionaux (PNR) : chartes constitutives, dossiers financiers, gestion, études, 1968-1992

Art 69 : Zones protégées : programme "Man and Biosphere" (MAB), 1979-1989

Art 69 (suite)-70 : Études sur le patrimoine géologique, 1975-1989

Art 70 (suite)-75 : Unités touristiques nouvelles (UTN) : programmes pluriannuels de développement touristique, études, 1978-1985

Art 76 : Contentieux, 1969-1973

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

541 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-espaces-naturels-1960>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 76

Métrage linéaire : 25 ml (76 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080065⁵⁴²

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Espaces naturels

Sommaire

Art 1 : fonctionnement des parcs naturels régionaux (PNR), 1985-1997

Art 1 (suite)-5 : PNR (classement par nom de parc), 1972-1997

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 5

Métrage linéaire : 2 ml (5 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

542 Répertoire <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-parcs-naturels-regionaux>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20070114⁵⁴³

Établissement : Parc national des Pyrénées

Sommaire

Affiches produites par le parc concernant

Art 1-15 : le parc national, 1980-2004

Art 16-19 : la flore sauvage, 1985-2005

Art 20-26 : la faune sauvage, 1985-2005

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'affiches : 26

Lieu de conservation : Archives nationales

Forêts

Versement 20140553⁵⁴⁴

Ministère : Agriculture

Direction : Espaces naturels et forêts

Sous-direction : Santé des forêts

Sommaire

Veille sanitaire des forêts françaises.

Art 1 : Documentation technique, 1994-2005

Art 2-7 : Fiches de notation, 2007-2012

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 7

Métrage linéaire : 0,7 ml (3 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

543 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Parc-national-des-Pyrenees-19-affiches>

544 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_055428

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20140400⁵⁴⁵

Ministère : Agriculture

Direction : Espace rural et forêt

Département : Santé des forêts

Sommaire

Veille sanitaire des forêts françaises

Art 1-24 : Notations estivales, 1987-2007

Art 25-30 : Placettes du réseau européen de surveillance de la santé des forêts., 1994-1995

Nombre d'articles : 30

Métrage linéaire : 3 ml

Conditions d'accès : communication libre, sous réserve de restrictions de reproduction liées à l'état matériel des documents.

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20170184⁵⁴⁶

Ministère : Agriculture

Direction : Espaces naturels et forêts

Sous-direction : Forêts

Sommaire

Art 1-43 : Dossiers de classement comme forêts de protection.

Classement par département

1924-2012

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 43

Métrage linéaire : 3 ml (8 dimabs)

545 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-sante-des-forets-1987-2007>

546 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_056088

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20170190⁵⁴⁷

Ministère : Agriculture

Direction : Espaces naturels et forêts

Sous-direction : Forêts

Sommaire

Art 1-44 : Archives électroniques de dossiers de classement comme forêts de protection.

Classement par département

1924-2012

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Importance matérielle : 180 fichiers (7,365 Go)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20170333⁵⁴⁸

Ministère : Agriculture

Direction générale: Eau et forêts

Sous-direction : Forêts

Sommaire

Archives relatives aux affaires forestières, aux défrichements, aux forêts de protection, à la défense

Art 1-5 : Dossiers transversaux, 1972-2002

Art 6-39 : Défrichements, 1935-2003

Art 40-74 : Classement et déclassement des forêts de protection, 1960-2008

Art 75-90 : Défense de la forêt contre les incendies, 1972-2007

Art 91-101 : Restauration des terrains de montagne (RTM), 1986-1998

Art 102 : Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), 2006

547 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_057799

548 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_056916

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 102

Métrage linéaire : 17 ml (52 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19806174⁵⁴⁹

Ministère : Agriculture

Direction générale: Eau et forêts

Sous-direction : Forêts

Sommaire

Archives du bureau du contentieux, 1769-1948.

Art 1 : Législation et réglementation en matière d'échanges d'immeubles forestiers domaniaux, 1867-1937 ; imposition des forêts domaniaux, 1895-1903 ; Pouvoirs des agents forestiers en matière de défrichements et de poursuite des délits, 1922-1939.

Art 2 : Pourvois en cassation : Dossiers d'affaires classés par département, 1880-1926.

Art 3-4. Accords frontaliers : Conventions et relevés d'importations et d'exportations, 1882-1946.

Art 5-85 : Dossiers d'affaires classés par département, 1769-1948.

Art 86 : Délits forestiers : Demandes de remboursements, 1866-1936

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 86

Métrage linéaire : 28 ml (86 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

549 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_012868

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19870399⁵⁵⁰

Ministère : Agriculture

Direction générale: Eau et forêts

Sous-direction : Forêts

Sommaire

Élaboration et application de la législation relative à la protection des forêts, 1907-1959.

Art 1 : Dossier général sur la législation relative aux forêts de protection : Projets de loi, textes réglementaires, documentation, 1907-1930.

Art 2-7. Application de la législation : Dossiers par département, 1924-1959

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 87

Métrage linéaire : 2 ml (7 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20130441⁵⁵¹

Ministère : Agriculture

Direction : Espace rural et forêts

Sous-direction : Forêts

Sommaire

Art 1-80 : Dossiers de demandes d'autorisation de défrichement en espaces boisés, 1984-2000.

Art 81-91. Dossiers de demandes d'autorisation de défrichement en zone incendiée, Classement chronologique puis par ordre croissant de dossiers, 1981-1997

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 91

550 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_014301

551 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_014301

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Métrage linéaire : 9 ml (27 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20120102⁵⁵²

Ministère : Agriculture

Direction générale : Forêts et affaires rurales

Sous-direction : Forêts et bois

Sommaire

Développement économique relatif aux Fonds forestier national (FFN)

Art 1-12: Comité de contrôle du Fonds forestier national (FFN), 1947-1998.

Art 13 Réunions du comité, 1992-1998

Art 14-101 : Dossiers de contrats de prêts de travaux du FFN, Classement des dossiers par département et par ordre croissant de numéro d'enregistrement, 1949-2004

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 101

Métrage linéaire : 10 ml (34 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20140053⁵⁵³

Ministère : Agriculture

Direction générale : Forêts et affaires rurales

Sous-direction : Forêts et bois

Sommaire

Développement économique de la forêt et du bois

Art 1-28: Instances de gestion internationales, 1970-1998.

552 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_051049

553 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_050969

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 29-59 : Tutelle des organismes consultatifs forestiers, 1964-2001.

Art 60-84 : Programmes de subvention 1980-1999

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 84

Métrage linéaire : 10 ml (30 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

6.1.2.2.4.1.2 Parcs nationaux et réserves

Versement 20150743⁵⁵⁴

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Espaces naturels

Sommaire

Parcs nationaux et réserves

Art 1-13 : Secrétariat d'instances consultatives, 1953-2008

Art 14-34 : Création et suivi des réserves naturelles, 1977-2008

Art 35-60 : Création et suivi des parcs nationaux, 1959-2008

Art 61-75 : Création et réforme des parcs naturels marins, 1973-2009

Art 76-95 : Développement et valorisation des compétences de gestionnaire des parcs et réserves, 1988-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 95

Métrage linéaire : 11 ml (37 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

554 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Parcs-nationaux-et-1231>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19960018⁵⁵⁵

Ministère : Environnement

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Parcs nationaux

Sommaire

Art 1-13 : Généralités, 1965-1992

Art 14-92 : Dossiers ou projets de création, études, aménagements :

(14) Camargue, 1993

(15-22) île de Porquerolles, 1971-1984

(23-28) Port-Cros, 1961-1978

(29-30) Guadeloupe, 1969-1979

(31-33) Ariège 1964-1982

(34-39) Cévennes, 1963-1982

(40-42) Écrins, 1971-1981

(43-72) Mercantour, 1966-1987

(73) Mont-Pelvoux, 1963-1966

(74-80) Pyrénées-Occidentales, 1953-1975

(81-92) Vanoise, 1962-1974

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 92

Métrage linéaire : 9 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

555 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-parcs-nationaux-1953>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20130372⁵⁵⁶

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Espaces naturels

Sommaire

Art 1-18 : Parcs nationaux, 1990-2010

Art 19-62 : Réserves naturelles nationales, 1987-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 62

Métrage linéaire : 8.00 ml (24 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080441⁵⁵⁷

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous direction : Espaces naturels

Sommaire

Art 1-7 : Parcs nationaux : généralités : réglementation, méthodologie, statistiques, 1960-2003

Art 7 (suite)-26 : Dossier de création et de gestion des parcs nationaux (classement par parc national) 1947-2004

Art 26 (suite)-29 : Littoral, politique de protection de la mer, du littoral et du conservatoire du littoral, 1974-2003

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

⁵⁵⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillee-administration-centrale-parcs-nationaux-et>

⁵⁵⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillee-Administration-centrale-parcs-nationaux-littoral>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 29

Métrage linéaire : 10 ml (29 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20050530⁵⁵⁸

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Espaces naturels

Sommaire

Art 1-33 : Parcs naturels régionaux (PNR) : charte de constitution, cartes, études (classement par parc), 1969-2000

Art 34-36 : Inventaire forestier national (classement par département), 1988-2001

Art 37-38 : Études, 1990-2000

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 38

Métrage linéaire : 4 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

558 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Parcs-naturels-regionaux-1223>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19950529⁵⁵⁹

Ministère : Environnement

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Parcs naturels régionaux

Sommaire

Art 1-13 : Dossiers généraux :

. PV des réunions de la commission interministérielle et de la conférence permanente, 1964-1967, 1971-1975 ;

. financement, études, actions clés de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), fédération des parcs, 1968-1980

Art 14-48 : Dossiers des parcs : élaboration de la charte, études, programmes d'équipement, 1966-1977

Art 49-60 : documentation et divers (signalisation routière, stages, centres permanents d'initiation à l'environnement), 1966-1978

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 60

Métrage linéaire : 6 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080058⁵⁶⁰

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Espaces naturels

Sommaire

Art 1-4 : Réserves naturelles (RN) : législation, méthodologie, synthèses de gestion et études. 1976-2004

559 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-parcs-naturels-regionaux-1224>

560 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-reserves-naturelles-1973>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 4 (suite)-5 : Espaces naturels, réserves naturelles : gestion, études (classement par département), 1985-2000

Art 6-10 : Réserves naturelles volontaires (RNV) : création et gestion (classement par département), 1997-2000

Art 10 (suite)-12 : Protection de biotope : législation, décisions, arrêté de protection de biotope (APB) (classement par département), 1975-2005

Art 12 (suite) : Réserves biologiques domaniales (RBD) et non domaniales, forêts biologiques domaniales (FBD) : arrêtés d'aménagement, 1979-1987

Art 13-156 : Réserves naturelles : textes de classement, consultations locales et nationales, études, enquêtes, plans, cartes, contentieux (classement par département), 1962-2002

Art 157-159 : Réserves naturelles : projets de classement.(classement par département), 1973-2002

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 159

Métrage linéaire : 53.00 ml (159 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20060544⁵⁶¹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Espaces naturels

Sommaire

Art 1 : Commission interministérielle des comptes du patrimoine naturel : bilans
1985-1987

Art 2-12 : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL) : PV de réunions, bilans, budget ; études concernant les espaces protégés, 1972-2000

Art 13-48 : Parcs nationaux (classement par parc) : PV conseil d'administration, plans d'actions, budgets, études, cartes
1966-2001

561 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-parcs-nationaux-1966>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 49-61 : Projets de parcs : mer d'Iroise (Finistère), Corse, Guyane, Réunion, 1986-2000

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 61

Métrage linéaire : 6 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070116⁵⁶²

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous direction : Espaces naturels

Sommaire

Affiches

Art 1-4 : Natura 2000 : les hommes s'engagent pour la biodiversité
2006

Art 5-11 : Espaces naturels, 1978-2002

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 11

Lieu de conservation : Archives nationales

562 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Natura-2000-et-les-espaces-naturels-affiches>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19920538⁵⁶³

Ministère : Environnement

Direction : Protection de la nature

Sommaire

Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CELRL)

Art 1-2 : Conseils d'administration, dossiers de séances 1976-1992

Art 3-5 : Activités : colloques, voyages, installation à la corderie royale de Rochefort-sur-Mer, projets et rapports, rapports d'activités : 1970-1991
1970-1992

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 5

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20030479⁵⁶⁴

Ministère : Environnement

Direction : Protection de la nature

Sommaire

Conservatoire du littoral et des rivages lacustres

Art 1-97 : Dossiers d'acquisition de terrains classés par sites, 1977-2002
classement par commune

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

563 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Conservatoire-de-l>

564 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conservatoire-de-l-espace-littoral-et-des-1657>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 97

Métrage linéaire : 10 ml (33 dimabs)

Versement 19920221⁵⁶⁵

Ministère : Environnement

Direction : Protection de la nature

Sommaire

Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustre (CELRL)

Art 1-27 : Acquisition de terrains situés sur

(1-26) le littoral

(26-27) les rives de lacs

(27) la Martinique

contrats et titres de propriété, par département

1987-1991

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 27

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

565 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Conservatoire-de-l-1130>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19880603⁵⁶⁶

Ministère : Environnement

Direction : Protection de la nature

Sommaire

Acquisition des terrains situés sur le littoral en vue de la protection des sites et de leur aménagement (classement par conseil de rivage, département, site puis terrain) 1976-1988.

Art 1-10 : Manche mer du Nord

Art 11-33 : Atlantique

Art 34-46 : Méditerranée

Art 47-60 : lacs

1976-1988

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 52

Métrage linéaire : 5 ml (15 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19860161⁵⁶⁷

Ministère : Santé

Sous-direction de la veille sanitaire

Bureau environnement sanitaire, alimentation, toxicologie

Sommaire

Art. 1-5 : bureaux municipaux d'hygiène : organisation et fonctionnement (1945-1982).

Art. 5-6 : hygiène de l'habitation : recours contre l'insalubrité (1973-1982).

Art. 7 : textes relatifs à la protection de la nature (1973-1980).

Art. 7 : parcs naturels nationaux : textes et dossiers de création (1963-1982).

566 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Conservatoire-de-l-1131>

567 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_012856

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art. 7-8 : parcs naturels régionaux : textes (1967-1980), séances de la commission interministérielle des parcs naturels régionaux (1973-1976), dossiers de création (1972-1980).

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 8

Métrage linéaire : 3 ml (8 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

6.1.2.2.4.1.3 Réseau Natura 2000

Versement 20080070⁵⁶⁸

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Espaces naturels

Sommaire

Réseau européen de sites naturels Natura 2000

Art. 1-6 : Mise en œuvre des directives dans les pays membres, coopération européenne, séminaires internationaux, comités et réunions, 1993-2004

Art.6 (suite)-43 : Dossiers d'Action communautaire pour l'environnement (ACE) et Action de la communauté pour la nature (ACNAT), instrument financier pour l'environnement (LIFE), application des directives habitats et directive oiseaux, constitution du réseau Natura 2000, identification des sites et inventaires, contentieux, 1980-2005

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 43

Métrage linéaire : 14.00 ml (43 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

568 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Reseau-europeen-de-sites>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

6.1.2.2.4.1.2 Milieux aquatiques

Versement 20150744⁵⁶⁹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Espaces naturels

Sommaire

Gestion et protection des milieux aquatiques

Art 1-54 : Gestion des cours d'eau, 1977-2006

Art 55-61 : Protection des espèces, 1994-2004

Art 62-69 : Zones humides, 1994-2007

Art 70-71 : Participation aux organismes de normalisation, 2003-2005

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 71

Métrage linéaire : 9 ml (29 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

569 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Milieux-aquatiques-1927>

6.1.2.2.4.2 Alsace

Versement 1891W⁵⁷⁰

Direction départementale de l'équipement du Haut-Rhin

Service de l'Urbanisme et de l'Habitat

Sommaire

Urbanisme et aménagement foncier - installations classées

Art 1-9 : Dossiers de demande pour des créations de gravières, sablières, carrières et étangs (classés par communes).

Contenu de chaque dossier : lettre de demande, services consultés et réponses, plan de situation du projet, décision.

1949-1977

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Haut-Rhin

570 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Haut-Rhin-Dossiers-de-demande-pour-des>

6.1.2.2.4.3 Bretagne

Versement 1896W⁵⁷¹

Direction régionale de l'environnement de Bretagne

Service nature et paysages

Sommaire

Art 1-8 : grands sites naturels et parc national marin d'Iroise (Finistère), 1987-2006

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 8

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives départementales d'Ille-et-Vilaine :

6.1.2.2.4.4 Franche-Comté

Versement 2560W⁵⁷²

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Franche-Comté

Service : Biodiversité, eau, paysages

Sommaire

2560W1-41 : Parcs naturels régionaux (PNR), 1978-2010

2560W42-105 : Réserves naturelles, 1968-2011

2560W106-109 : Arrêtés de protection de biotope (APB), 1970-2012

2560W110 : Conservatoire régional de l'environnement, 1988-1990

2560W111-116 : Conservatoire régional des espaces naturels de France-Comté, 1991-2019

2560W117 : Demandes ponctuelles non abouties de protection, 1992-2005

Nombre d'articles : 117 boîtes

Métrage linéaire : 9 ml

Dates extrêmes : 1970-2012

Lieu de conservation : Archives départementales du Doubs

Communicabilité : Voir code du patrimoine

571 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Bretagne-grandes-sites-naturels-et-Parc>

572 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Franche-Comte-espaces-naturels-1970-2012>

Versement 2639W⁵⁷³

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté

Service : biodiversité, eau, patrimoine

Sommaire

Réseau Natura 2000

2639W1-42 : installation et développement du réseau, 1985-2016

2639W43-153 : Sites Natura 2000 en Franche-Comté, 1970-2018

Nombre d'articles : 153 boîtes

Métrage linéaire : 11 ml

Dates extrêmes : 1970-2018

Lieu de conservation : Archives départementales du Doubs

Communicabilité : libre

Versement 2654W⁵⁷⁴

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté

Service : biodiversité, eau, patrimoine

Sommaire

Etudes naturalistes portant sur des petites régions

2654W1 : second plateau de la combe d'Ain, 1991-2013

2654W2-4 : Avant-Mons, 1986-2014

2654W5 : Bas-Pays, 1975-2013

2654W6-7 : Bresse comtoise, 2000-2017

2654W8-11 : dépression sous-vosgienne, 1985-2016

2654W12 : vallée du Dessoubre, 2001-2017

2654W13-22 : vallée du Dugeon, 1976-2018

2654W23-27 : faisceaux de bordure jurassienne, 1988-2016

2654W28-36 : Finage, val d'Amour et plaine d'ôloise, 1975-2017

2654W37-39 : plateau du Grandvaux, 1988-2011

2654W40 : Haut Doubs, 1991-2017

2654W41-45 : Haute chaîne du Doubs, 1971-2010

2654W46-53 : Haute chaîne du Jura, 1986-2017

2654W54-57 : Haute vallée du Doubs, 1978-2016

2654W58-62 : vallées de Loue et Lisson, 1986-2016

573 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Bourgogne-Franche-Comte-Natura-2000-1970>

574 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Bourgogne-Franche-Comte-etudes-2110>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2654W63 : plateau de Moirans, 1999-2014
2654W64-65 : plateau de Nozeroy et Champagnole, 1998-2011
2654W66-68 : vallée de l'Ognon, 1971-2017
2654W69 : pays d'Amance, 1999-2012
2654W70-75 : petite montagne du Jura, 1994-2017
2654W76 : plateau calcaire de l'Ouest, 1993-2008
2654W77-78 : plateaux calcaires centraux, 1994-2018
2654W79-80 : premier plateau du Doubs, 1975-2016
2654W81-83 : Revermont (bordure jurassienne, 1993-2016
2654W84-86 : vallée de la Saône, 1986-2016
2654W87 : Sungau, 1994-2003
2654W88-93 : Vosges comtoises, 1974-2017

Nombre d'articles : 93 boîtes

Métrage linéaire : 9 ml

Dates extrêmes : 1971-2018

Lieu de conservation : Archives départementales du Doubs

Communicabilité : libre

Versement 2681W⁵⁷⁵

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté

Service : biodiversité, eau, patrimoine

Sommaire

Espaces naturels

2681W1-4 : parcs naturels régionaux (PNR), 1992-2010

2681W5-28 : réserves naturelles, 1975-2015

2681W29-32 : réseau Natura 2000, 1992-1995

2681W433 : zones naturels d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF), 2002-2006

2681W34-36 : orientations générales de gestion de conservation de la faune sauvage et de ses habitats (ORGFH), 2005-2008

2681W37 : suivi de la colonisation naturelle du cerf sur le massif jurassien,

2681W38 : études de gestion forestière, 1991-1999

2681W39 : autres dossiers, 1987-2007

Nombre d'articles:39 articles

Métrage linéaire : 3,60 ml

Dates extrêmes : 1975-2015

575 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Bourgogne-Franche-Comte-espaces-naturels>

Lieu de conservation : Archives départementales du Doubs

Communicabilité : libre

Versement 2682W⁵⁷⁶

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté

Service : biodiversité, eau, patrimoine

Sommaire

Actions de protection l'environnement et de la nature et de la nature en Franche-Comté dans le cadre le programme européen LIFE

2682W1 : LIFE Drugeon, 1991-1997

2682W2-4 : LIFE Loue, 1993-1999

2682W5 : LIFE Apron, 1999-2009

2682W6-10 : LIFE Tétraonidés, 1990-2011

2682W11 : autres dossiers, 1997-2012

Nombre d'articles:11 articles

Métrage linéaire : 3,60 ml

Dates extrêmes : 1990-2012

Lieu de conservation : Archives départementales du Doubs

Communicabilité : libre

Versement 2685W⁵⁷⁷

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté

Service : biodiversité, eau, patrimoine

Sommaire

Réseau Natura 2000 dans le Doubs

2685W1 : Instructions nationales, 1997-2004

2685W2-4 : Constitution du réseau et propositions de sites, 1996-2005

2685W5-8 : Fonctionnement, 1997-2006

2685W29 : Dossiers individuels par site, 1997-2009

Nombre d'articles:13 articles

Métrage linéaire : 1 ml

Dates extrêmes : 1996-2009

576 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Bourgogne-Franche-Comte-actions-LIFE-1990>

577 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Bourgogne-Franche-Comte-reseau-Natura-2000>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Lieu de conservation : Archives départementales du Doubs

Communicabilité : libre

6.1.2.2.4.5 Limousin

Versement 1977W⁵⁷⁸

Direction régionale de l'environnement du Limousin

Service de l'aménagement, du paysage et de la nature

Sommaire

Art 1-11 : Secrétariat, Cellules Sites et paysages, Protection et gestion de la nature, éducation à l'environnement, forêt, 1991-2001

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 11

Métrage linéaire : 1.10 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Haute-Vienne

6.1.2.2.4.6 Midi-Pyrénées

Cotes extrêmes 1211 W art. 1-1398 ; 1218 W art. 1-70 ; 1219 W art. 1-124 ; 1220 W art. 1-4 ; 1513 W art. 1-11 ; 1514 W art. 1-2 ; 1515 W art. 1-19 ; 1516 W art. 1-6 ; 1517 W art. 1-6 ; 1526 W art. 1-429 ; 1527 W art. 1-26 ; 1863 W art. 1-156⁵⁷⁹

Intitulé de l'unité documentaire Parc national des Pyrénées

Sommaire :

Administration : création du parc, gestion administrative, financière, du personnel, relations extérieures

Protection et gestion du patrimoine naturel et culturel : administration et gestion du service scientifique, études scientifiques, inventaires, recensement, élaboration et mise en œuvre d'opérations et de dispositifs de préservation, de mise en valeur et de gestion, archives scientifiques, documentation scientifique

Gestion du patrimoine et développement : aménagement des sites patrimoniaux et naturels, travaux de réhabilitation et d'aménagement des sites, immobilier, équipement, travaux réalisés par EDF, la société hydrauliques du Midi (SHEM) et la SNCF, usage des territoires

578 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Limousin-Service-de-l-Amenagement-du>

579 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-methodique-d-archives-parc-des-Pyrenees-1905-2006>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Communication et accueil : politique de communication dans les parcs nationaux, organisation, gestion et fonctionnement du service communication du parc, actions du service de communication

Date début 1905

Date fin 2016

Niveau de description Fonds

Nombre d'unités 2252

Métrage linéaire 156,00 ml

Lieu de conservation : Archives départementales des Hautes-Pyrénées

6.1.2.2.4.7 Languedoc-Roussillon

Cotes extrêmes : 1851 W 1-5960⁵⁸⁰

Nom du producteur

Parc National des Cévennes

Présentation du producteur

Le parc national des Cévennes est un parc national français créé le 2 septembre 1970, couvrant la région naturelle des Cévennes et situé principalement dans les départements de la Lozère, du Gard et de l'Ardèche. Il s'étend donc sur deux régions : l'Occitanie et l'Auvergne-Rhône-Alpes. Son siège se trouve à Florac, dans le château éponyme.

Le parc national des Cévennes présente plusieurs particularités qui le distinguent des autres parcs nationaux français : c'est le seul parc national français situé en moyenne montagne, et c'est le seul parc national métropolitain dont le cœur est habité et exploité par des résidents permanents.

Les patrimoines naturel et culturel des Cévennes sont connus au moins depuis le XIXe siècle, grâce à des auteurs comme l'écossais Robert Louis Stevenson qui participent à la notoriété de la région, grâce à la publication de son ouvrage Voyage avec un âne dans les Cévennes en 1879, récit de son voyage de 12 jours et 195 km à travers la Lozère et le Gard.

En 1913, le spéléologue Édouard-Alfred Martel, un des pères de la spéléologie moderne publie un article dans la revue Montagne, où il propose de classer en parc national une zone comprenant les gorges de la Borne en Ardèche et une grande partie des Causses Noir et Méjean. Le Club Cévenol et d'autres associations constituées à la fin du XIXe siècle réclamèrent également la création d'un parc national afin de préserver le patrimoine de la région. Face à l'exode rural massif que connaît la région, le Conseil général de la Lozère relancera cette idée après la Seconde Guerre mondiale en 1956.

En 1957, l'« Association du Parc National Culturel des Cévennes » est créée de la fusion de deux groupes porteurs du projet de création du Parc national : l'« association du Parc Cévennes-Lozère » créée en 1953 et animée par Maître Bieau, avoué à Florac puis à Mende, et la « Confrérie des Amis des Sources », créée en 1955 par deux notables locaux, les Docteurs Pellet et Richard.

Lors de la rédaction du projet de loi sur les parcs nationaux français de 1960, l'association du Parc national culturel des Cévennes va jouer le rôle d'un groupe de pression afin de

580 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-parc-national-des-Cevennes-1924-2014>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

s'assurer que les spécificités du territoire des Cévennes seront prises en compte ; alors que les autres parcs nationaux n'ont pas de population permanente résidente en zone centrale, l'association tient à s'assurer que la présence de résidents permanents de la future zone centrale du parc des Cévennes ne nuira pas au projet de création du parc. Après avoir défendu le projet de parc auprès des décideurs nationaux, et présenté aux habitants locaux les bénéfices retirés d'une structure telle qu'un parc national pour lutter contre le dépeuplement des Cévennes, le Conseil national de la protection de la nature émettra un avis favorable à la création du parc national des Cévennes le 7 novembre 1962.

Le parc national des Cévennes sera officiellement créé par le décret n°70-777 du 2 septembre 1970. C'est le quatrième parc national à voir le jour depuis la loi de 1960 instituant les parcs nationaux en France, après celui de la Vanoise, le parc national de Port-Cros et le Parc national des Pyrénées-Occidentales.

Le parc national des Cévennes est géré par un établissement public, placé sous la tutelle du ministère français de l'Environnement. La gestion du parc est assurée par un conseil d'administration. Le conseil est aidé dans sa tâche par un conseil scientifique et par différentes commissions spécialisées, dans les domaines de l'agriculture, de la forêt, de l'architecture, de la cynégétique, de l'eau et des milieux aquatiques, du tourisme, de la culture, des relations internationales. Le directeur qui applique les décisions du conseil et gère l'établissement anime une équipe d'agents de terrain et de personnels des services spécialisés

Sommaire

Organisation du parc : Gestion du personnel, Activité du Parc, aménagement du parc, CA, commissions

Création du parc

Etudes, documentation, fonds photographiques

dates extrêmes

1924-2014

Lieu de conservation

Archives départementales de la Lozère

6.1.2.2.4.8 Pays-de-la-Loire

6.1.2.2.4.8.1 Préfecture de Loire-Atlantique

Versement 2281W⁵⁸¹

Préfecture de Loire-Atlantique

Direction de la Coordination et du management de l'action publique

Bureau de la Coordination et du contrôle de gestion interministérielle

Sommaire

Classement par lieu de protection

581 Répertoire détaillé https://inventaires-archives.loire-atlantique.fr/ead.html?id=FRAD044_2281W&c=FRAD044_2281W_e0000019

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2281 W 1-11 : Sites Natura 2000

2281 W 12-13 : Parc national régional de Brière

2281 W 14-20 : Réserve naturelle du lac de Grand-lieu

2281 W 21-29 : Littoral

2281 W 30-33 : Classement de sites

2281 W 34-38 : Biotope

Dates extrêmes : 1981-2009

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'éléments : 26 boîtes

Métrage linéaire : 2,60 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Loire-Atlantique

6.1.2.2.4.8.2 DIREN Pays-de-la-Loire

Versement 2124 W⁵⁸²

Direction régionale de l'environnement du Pays-de-la-Loire

Service des Ressources naturelles et paysages

Sommaire

2124 W 1-20 : suivi et coordination des schémas d'aménagement, 1982-2004

2124 W 21-37 : inventaires des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistiques et floristiques (ZNIEFF), 1980-2002

2124 W 38-50 : suivi des réserves naturelles nationales (RNN), 1974-2005

2124 W 51 : Catastrophe du pétrolier Le Prestige, 2002

Dates extrêmes : 1974-2005

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'éléments : 42 boîtes, 51 articles

Métrage linéaire : 5,40 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Loire-Atlantique

582 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Pays-de-la-Loire-relevés-hydrometriques>

6.1.2.2.4.9 Poitou-Charentes

Versement 2287 W⁵⁸³

Direction régionale de l'environnement de Poitou-Charentes

Service nature, sites et paysages

Sommaire

Art 1-13 : Protection et conservation des espaces naturels et des espèces, 1988-2004

Art 14-19 : Relations avec des organismes à vocation environnementale, 1991-2000

Art 20-79 : Sites et paysages, 1956-2000

Nombre d'articles : 79

Métrage linéaire : 11

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vienne

6.1.2.2.4.10 Provence-Alpes-Côte d'Azur

Versement 2293W⁵⁸⁴

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt des Bouches-du-Rhône

Sommaire

Art 1-132 : protection des milieux naturels, aménagement foncier, aménagement forestier, défense des forêts contre l'incendie.

1949-2007

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 132

583 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detailles-DIREN-Poitou-Charentes-1956-2010>

584 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDEAF13-protection-des-milieux-naturels-1949>

Lieu de conservation : Archives départementales des Bouches-du-Rhône

6.1.2.2.4.11 Rhône-Alpes

Cote : 1322W 1-4⁵⁸⁵

Producteur : Parc national de la Vanoise

Sommaire

Plan de situation

Art. 1 : Enquête documentaire Denys Pradelle. 1957.

Art. 2 : Enquête publique. 1963.

Art. 3 : Plan de situation du Parc national de la Vanoise.

Art. 4 : Plan de situation des réserves naturelles.

Dates extrêmes

1957-1963

Nombre d'articles

4

Organisme responsable de l'accès intellectuel :

Archives départementales de la Savoie

6.2 Eau

6.2.1 Administration centrale

Versement 19780214⁵⁸⁶

Ministère : Agriculture

Direction : Aménagement

Sommaire

Génie rural et hydraulique agricole, 1921-1966

Art 1-9 : Minutier du directeur général du génie rural et de l'hydraulique agricole, 1953-1956 et de certains bureaux chargés des affaires générales, 1957-1964

Art 10-19 : Budget, préparation, 1956-1960

Art 20-39 : Personnel. Affectation, mutation, avancement, fin de fonction, Service National, 1936-1953 ; concours, 1924-1956 personnel du service de la reconstitution foncière dans les régions libérées (rattaché au génie rural en 1928) ; comité technique paritaire, 1948-1967 ; rapports d'activité et d'inspection des services départementaux du génie rural, 1957-1964

Art 40-45 : Centre de recherches et d'expérimentation du génie rural, centres d'Antony et Vergières (Bouches-du-Rhône) : Création, travaux, équipement, budget, etc., 1945-1965

Art 45-46 : Ecole Nationale du Génie Rural et Ecole Nationale des Travaux Ruraux et des Techniques Sanitaires : Documentation, travaux, etc., 1921-1932, 1945-1965

Art 47-125 : Cotes vacantes

⁵⁸⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-parc-national-de-la-Vanoise-1957-1963>

⁵⁸⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Genie-rural-et-hydraulique-agricole-1921-1966>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 126-205 : Electrification rurale : Subventions : Bordereaux récapitulatifs, 1934-1953 (126-128) ; dossiers, programme 1948-1955 (par département) (129-205)

Art 206-292. Assainissement et aménagement de villages : Subventions aux communes (par département), 1950-1955 (206-267), 1956-1962 (268-292)

Art 293-308 : Fonds National des Adductions d'Eau : Budget et comptabilité, 1956-1966

Art 309-319 : Equipement rural, subventions : Etats récapitulatifs, attribution, etc., 1934-1956

Art 320-359. Aides aux industries agricoles et alimentaires : Prêts de productivité ou de conversion : Dossier général, 1954-1960 (320) ; dossiers des entreprises par années et par département, 1957-1960 (321-327) ; enquête de l'inspection des finances sur les conditions de financement des investissements des IAA, 1962-1963 (338) ; primes d'équipement et prêts de conversion, programme 1963-1965 (par département) (339-359)

Art 360-408 : Programme d'investissements agricoles : Etablissement des programmes 1960 (364-365) et 1961-1963 (366-370) (classement par secteurs d'investissement) ; correspondance et rapports généraux (par département), 1957-1963 ; programme triennal 1961-1963 : Notification, correspondance, bordereaux récapitulatifs (par département) ; divers, 1960-1965 (407-408)

Art 409-452 : Comptabilité des crédits d'équipement (par année et par département), 1968-1970 (409-449) ; divers, 1962-1970 (450-452)

Art 453-502 : Travaux hydrauliques : Subventions : Divers, 1946-1965 (453-454) ; dossiers classés par département, 1952-1958. Ain à Var (455-502)

Nombre d'articles : 424

Métrage linéaire : 141 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19910599⁵⁸⁷

Ministère : Agriculture

Direction : Aménagement

Sommaire

Art 1-8 (15 SH) : Circulaires relatives à l'hydraulique, 1941-1967

Nombre d'articles : 8

Métrage linéaire : 3 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

587 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Circulaires-relatives-a-l-hydraulique-1941-1967>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement : 19920075⁵⁸⁸

Ministère : Agriculture

Direction : Aménagement

Sommaire

Art 1-3 : Comité national de l'eau : Composition, procès-verbaux, 1964-1978.

Art 4-7 : Comités techniques de l'eau. Affaires générales, procès-verbaux, 1962-1968.

Art 5-12 : Commission de l'eau : Procès-verbaux, projets de loi, rapport, 1959-1966.

Art 13 : Comité consultatif interdépartemental pour l'étude de l'eau : Généralités, procès-verbaux, 1962-1966.

Nombre d'articles : 13

Métrage linéaire : 4 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19910530⁵⁸⁹

Ministère : Agriculture

Direction : Aménagement

Sommaire

Archives relatives à l'aménagement des eaux (1968-1979).

Art. 1-22 : tutelle des agences financières de bassin : comptes rendus de réunions des conseils d'administration, préparation de budgets, études réalisées par l'Agence financière de bassin Seine-Normandie (1968-1974).

Art. 23-25 : comptes rendus d'activités des services régionaux d'aménagement des eaux (1973-1979).

Nombre d'articles : 25

Métrage linéaire : 8 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

588 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Comite-national-de-l-eau-1959-1978>

589 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-amenagement-des-eaux-1968-1979>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19920060⁵⁹⁰

Ministère : Agriculture

Direction : Aménagement

Sommaire

Art. 1-30 (45 DIAME) : agences de bassin : dossiers de séances (1975-1979).

Art. 27 [manquant] : Mission déléguée de bassin (22 mars-12 décembre 1977), comité de bassin (31 janvier-4 juillet 1977), Conseil d'administration (31 janvier, 26 avril, 4 juillet, 26 septembre, 17 novembre 1977), généralités Agence financière de bassin.

Nombre d'article : 29

Métrage linéaire : 10 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement : 20180172⁵⁹¹

Ministère : Agriculture

Direction : Aménagement

Sommaire

Archives du Fonds national pour le développement des adductions d'eau (FNDAE)

Art 1-2 : Politique d'orientation, 1987-1994

Art 4-38 : Gestion financière, 1980-1996

Art 49-97 : Gestion financière. 1978-1996

Art 98-108 : Financement des investissements des communes rurales relatifs à l'eau et à l'assainissement, 2001-2005

Nombre d'articles : 108

Métrage linéaire : 19 ml

Conditions d'accès : librement communicable selon les articles L.213-1 à L.213-7 du Code du patrimoine.

Lieu de conservation : Archives nationales

590 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-agences-de-bassin-1975-1979>

591 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Fonds-national-pour-le-developpement-des>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19910560⁵⁹²

Ministère : Agriculture

Direction : Aménagement

Sommaire

Archives du bureau des affaires générales, réglementation, 1919-1976.

Art 1-14. Aménagement des eaux. Dossiers de principe, 1919-1970.

Art 15-18. Affaires diverses : Organisation des services régionaux de l'aménagement des eaux, réunions avec la direction des forêts, 1918-1970

Nombre d'articles : 18

Métrage linéaire : 6 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19910633⁵⁹³

Ministère : Agriculture

Direction : Aménagement

Sommaire

Archives de la section technique centrale de l'aménagement des eaux, puis du bureau d'études techniques du service de l'hydraulique, 1943-1980.

Art 1-11 : Préparation des 5e et 6e plans, 1964-1973.

Art 12 : Inondation de 1957, 1957-1958.

Art 13-18 : Sécheresse de 1976 : Instructions, études, correspondance des services régionaux de l'aménagement des eaux, 1976-1977.

Art 19-34 : Études régionales, études techniques, affaires diverses (météorologie, pédologie), 1943-1980.

Art 35-47 : Participation à des colloques ou des conférences internationales organisés par l'UNESCO, la FAO, l'Organisation Météorologique Mondiale, la commission économique pour l'Asie et l'extrême orient, le conseil de l'Europe, 1958-1973.

Art 48-54. Archives de Roland Darves-Bornoz, chef de la section technique centrale de l'aménagement des eaux : Missions à l'étranger, cours professes à l'École Nationale du Génie Rural des Eaux et des Forêts, congrès de la fédération française d'économie montagnarde, 1956-1964

Nombre d'articles : 54

Métrage linéaire : 18 ml

Communicabilité : libre

Libre de conservation : Archives nationales

592 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-amenagement-des-eaux-1919-1976>

593 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-amenagement-des-eaux-1943-1980>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19910551⁵⁹⁴

Ministère : Agriculture

Direction : Aménagement

Sommaire

Art 1-8 (12 SH) : Étude de l'aménagement du bassin de la Loire : Travaux de la commission interministérielle ad hoc, études diverses, 1961-1967

Nombre d'articles : 8

Métrage linéaire : 3 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080048⁵⁹⁵

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Eau

Sommaire

Art 1-8 : chronos courrier, notes des sous-directeurs et chargés de mission, 1978-1983

Art 9-10 : activités de la direction, 1988-1993

Art 10 (suite)-12 : droit de l'eau, 1977-1988

Art 12 (suite)-16 : coût de l'eau, 1967-1991

Art 16 (suite)-17 : normalisation, 1971-1993

Art 17 (suite)-20 : traitement de l'eau, assainissement, 1969-1992

Art 20 (suite)-25 : pollutions maritimes : protection du littoral français, prévention des pollutions marines par le nucléaire, pollution par accidents maritimes, plan POLMAR, incinération en mer, 1971-1993

Art 26-27 : Prévention des pollutions marines : documentation hors format : thermographies aériennes Institut géographique national (IGN) le long du littoral français, 1975-1976

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

594 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-bassin-de-la-Loire-1961-1967>

595 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-activites-de-la>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 27

Métrage linéaire : 8.00 ml (25 dimabs et 2 hors format)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20050529⁵⁹⁶

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Eau

Sous-direction: Mission du système d'information sur l'eau

Sommaire

Art 1-6 : Réseau national des données sur l'eau : comptes rendus de groupe de travail, études, 1975-2003

Art 7-9 : Banques de données : présentation, évolutions, 1988-2001

Art 10 : Normalisation, certification, codification : comptes rendus de réunions, rapports 1980-1997

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 10

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070065⁵⁹⁷

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Eau

Sommaire

Art 1-5 : Instances nationales : comités, hauts conseils, 1974-2001

596 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Reseau-national-des>

597 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-legislation-sur-l-eau-1311>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 6-9 : Législation, loi sur l'eau, 1977-2003

Art 10-31 : Pêche : législation, pisciculture, qualité de l'eau au lac Léman, 1920-2003

Art 32-43 : Orientations générales, programmes, bilans, actions des agences de l'eau, 1971-2003

Art 44-48 : Réglementation des cours d'eau, prises d'eau, chutes, barrages, 1930-1995

Art 49-70 : Annonce des crues : outils, fonctionnement des services des annonces des crues, gestion des cours d'eau, prévision des crues, 1861-2001

Art 71-76 : Hydroélectricité, centrales nucléaires, 1975-2004

Art 77-102 : Toxicité de l'eau : normes, méthodes, techniques, actions pour la qualité de l'eau, colloques, 1971-2004

Art 103-112 : Assainissement, pollution agricole, sites et sols pollués, 1959-2001

Art 126-132 : Assainissement dans les DOM-TOM, 1989-2004

Art 113-121 : Délégation du service public dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, 1979-2004

Art 122-125 : Consommation – économie d'eau, 1987-2003

Art 133-136 : Coopération internationale dans le domaine de l'eau, 1972-1992

Art 137-161 : Infrastructures routières et ferroviaires, pollution des eaux, 1982-2000

Art 162-165 : Financement de travaux dans le domaine de l'eau, 1975-2000

Art 166-172 : Mise en œuvre d'une politique de l'emploi dans le domaine de l'eau, 1993-2002

Nombre d'articles : 172

Métrage linéaire : 19 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20160123⁵⁹⁸

Ministère : Agriculture

Direction : Aménagement

Sous-direction: Eau et équipements publics

Sommaire

Art 1-6 : Réglementation, 1967-1969

Art 7-35 : Aménagement des équipements hydrauliques, 1954-1998

Art 36-40 : Établissements publics et associations professionnelles, 1964-1998

Art 41 : Activités du bureau de l'hydraulique agricole et des grands ouvrages, 1990-1998

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 41

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20110241⁵⁹⁹

Ministère : Agriculture

Direction : Aménagement

Service : Hydraulique

Sommaire

Art 1-4 : Organisation administrative, 1909-1989

Art 5-10 : Organes consultatifs et associations, 1958-1989

Art 11-17 : Législation et réglementation, 1845-1987

Art 18-37: Affaires juridiques, 1912-2002

Art 38-31 : Activités scientifiques, 1955-1994

598 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Politique-de-l-eau-et-a-l-amenagement-des>

599 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-hydraulique-agricole-et-grands-ouvrages-1845>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 31

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19910714⁶⁰⁰

Ministère : Agriculture

Service : Hydraulique

Sous-direction: Aménagement des eaux

Sommaire

Archives du bureau Législation et Police des eaux du service de l'Hydraulique : notes, études, correspondance, textes et projets de textes réglementaires (1852-1984).

Art. 1-3 : organisation du service de l'Hydraulique (1941-1980).

Art. 4-60 : élaboration ou application de textes législatifs ou réglementaires (1936-1981).

Art. 61-75 : commissions et organismes : correspondance, comptes rendus (1923-1984).

Art. 61-66 : Conseil supérieur de la pêche (1950-1984).

Art. 67-71 : Secrétariat permanent pour l'étude des problèmes de l'eau (1961-1975).

Art. 72-75 : autres organismes (1923-1981).

Art. 76-101 : problèmes généraux relatifs à l'eau (1903-1981).

Art. 76-78 : affaires générales et structurelles (1958-1978).

Art. 79-80 : ressources hydrauliques, hydrologie (1960-1976).

Art. 81-96 : pollution des eaux (1903-1981).

Art. 97-98 : eaux souterraines (1948-1980).

Art. 99-100 : carrières, alluvions (1965-1979).

Art. 101 : eau potable (1946-1979).

Art. 102-134 : police des eaux (1866-1984). Art. 102-104 : affaires générales (1948-1982).

Art. 105-106 : Coordination interministérielle (1963-1980).

Art. 107 : frais de police et de surveillance (1941-1964).

Art. 108-109 : infractions (1951-1984).

600 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Gestion-des-eaux-1244>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- Art. 110-111** : classement des cours d'eau (1950-1976).
- Art. 112-115** : entretien (1946-1981).
- Art. 116** : inondations (1945-1978).
- Art. 117-120** : usage des eaux (1932-1982).
- Art. 121** : usines autorisées (1920-1982).
- Art. 122-127** : barrages (1927-1980).
- Art. 128-131** : pêche, navigation, loisirs (1866-1979).
- Art. 132-134** : affaires diverses (1926-1980).
- Art. 135-147** : hydraulique (1865-1980).
- Art. 135-138** : affaires générales (1865-1980).
- Art. 139** : études (1947-1967).
- Art. 140-141** : planification (1948-1968).
- Art. 142-143** : associations, syndicats et sociétés (1949-1974).
- Art. 144-147** : travaux, drainage, irrigation (1878-1975).
- Art. 148-159** : pelurier (1964-1983).
- Art. 160-211** : dossiers d'affaires par département (1852-1983).
- Art. 160-166** : pollution (1942-1978).
- Art. 167-176** : eau potable (1933-1981).
- Art. 177-181** : canaux (1951-1980).
- Art. 182-183** : vallées submersibles (1947-1977).
- Art. 184-186** : barrages (1962-1978).
- Art. 187-211** : affaires diverses (1852-1983).

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 211

Métrage linéaire : 21 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19830615⁶⁰¹

Ministère : Agriculture

Service : Hydraulique

Sous-direction: Aménagement des eaux

Sommaire

Bureau d'études techniques du service de l'hydraulique (BETSH) : pelurier, 1969-1977

Le BETSH succède vers 1970 aux sections techniques centrales de l'aménagement des eaux et des travaux hydrauliques. En 1976-1977, le BETSH est supprimé en tant que tel et intégré aux deux nouvelles sous-directions du service de l'hydraulique.

Sommaire

Art 1-6 (9 SH) : Pelurier du bureau d'études techniques du service de l'hydraulique, 1969-1977.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150191⁶⁰²

Ministère : Agriculture

Service : Hydraulique

Sous-direction: Aménagement des eaux

Sommaire

Textes réglementaires et actes administratifs relatifs à l'hydraulique agricole et à l'aménagement rural et de forêts.

Art 1-2 : Direction de l'hydraulique et des améliorations agricoles, 1884-1910.

Art 3-4 : Direction générale des eaux et forêts, 1923-1930.

601 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_020948

602 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_055529

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 5-7 : Direction des eaux et du génie rural (1930-1942) puis Direction générale du génie rural et de l'hydraulique agricole (1942-1965)

Art 8-9 : Direction générale de l'espace rural (1965-1966), Direction des aménagements ruraux (1966-1970), Direction de l'aménagement rural et des structures (1970-1976) puis Direction de l'aménagement (1977-1987)

Art 10 : Direction de l'espace rural et de la forêt, 1988-1991

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 10

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19810041⁶⁰³

Ministère : Agriculture

Service : Hydraulique

Sous-direction: Aménagement des eaux

Sommaire

Art 1-24, 27-33 et 85-100 (1 SH). Association française pour l'étude de l'irrigation et du drainage (AFEID) : Correspondance, circulaires aux adhérents et membres du bureau ; journées d'études, 1953-1977.

Art 34-84 (1 SH) : Commission internationale de l'irrigation et du drainage (CIID) : Correspondance, conseils exécutifs, congrès et colloques internationaux, 1951-1978.

Art 25-26 : Cotes vacantes

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 84

Métrage linéaire : 9 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20150412⁶⁰⁴

Ministère : Agriculture

Service : Hydraulique

Sous-direction: Aménagement des eaux

Sommaire

Archives du bureau des sols et des systèmes agraires (1982-1987), du bureau des dols et du bureau de l'agriculture et des ressources naturelles (1987-1993), du bureau de l'agronomie, des ressources naturelles et des sols (1994-1995)

Art 1-22 : Relance agronomique, 1982-1991.

Art 23-25 : Comité d'orientation pour la réduction de la pollution des eaux par les nitrates et les phosphates et les produits phytosanitaires provenant des activités agricoles (CORPEN), 1984-1994

Art 26 : Conseil supérieur de la météorologie, 1992-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 26

Métrage linéaire : 1,70 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19830614⁶⁰⁵

Ministère : Agriculture

Service : Hydraulique

Sous-direction: Aménagement des eaux

Sommaire

Art 1-5 (5 SH) : Pelurier bureau aménagement des eaux, (H 13 puis H 3), 1966-1970 ; devenu bureau aménagement des eaux des rivières et des bassins (SH 12), 1971-1976 ; puis bureau coordination pour les problèmes de l'eau (AE 3 puis AE 2), 1977-1979

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

604 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_055573

605 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_055573

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 5

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19920248⁶⁰⁶

Ministère : Agriculture

Service : Hydraulique

Sous-direction: Aménagement des eaux

Sommaire

Art 1-47 (17 SH) : Dossiers de travaux hydrauliques : Notes, correspondance, dossiers de demandes de subvention, plans, classement régional, 1957-1984.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 47

Métrage linéaire : 15 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19950536⁶⁰⁷

Ministère : Environnement

Direction : Prévention des pollutions et des nuisances

Sommaire

Art 1-11 : Mission interministérielle de l'eau : dossiers des réunions, 1968-1982

Art 12-20 : Agences de bassin : comptes-rendus de réunions, correspondance, rapports, 1969-1987

606 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_018129

607 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-mission-1252>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 20-24 : Groupes de travail, dossiers soumis au Comité interministériel d'action pour la nature et l'environnement (CIANE), plan d'assainissement du littoral ouest, études, 1970-1983

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 24

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080049⁶⁰⁸

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Eau

Sous-direction : Mission internationale

Sommaire

Art. 1-6 : colloques internationaux, 1976-1992

Art. 6 (suite)-13 : institutions internationales, 1964-1993

Art. 14-16 : organismes, comités internationaux, 1972-1993

Art. 17-20 : coopération internationale, classement par continent, 1972-1993

Art. 20 (suite)-25 : coopération internationale, classement par pays, 1967-1993

Art. 26 : pollutions dues à des accidents maritimes dans le monde, 1975-1993

Art. 26 (suite)-27 : Commission internationale pour la protection des eaux du Léman (CIPEL), 1972-1982

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 27

Métrage linéaire : 9.00 ml (27 dimabs)

Lieu de conservation Archives nationales

608 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-affaires-internationales-1256>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement n° 20150740⁶⁰⁹

Ministère : Écologie , développement durable et énergie

Direction : Eau

Sommaire

Art 1-17 : Débat national sur la politique de l'eau, 1998-2005

Art 18-39 : Actions internationales, 1995-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 39

Métrage linéaire : 4 ml (13 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement n° 20150689⁶¹⁰

Ministère : Environnement

Direction : Eau

Sommaire

Art 1-38 : Avis juridiques sur l'élaboration de textes réglementaires et législatifs, 1964-2008

Art 39-48 : Conseil national de l'eau (CNE) et Mission interministérielle de l'eau (MIE), 2000-2004

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 48

Métrage linéaire : 4 ml (14 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

609 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Debats-nationaux-et>

610 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-administration-centrale-Legislation-sur-l-eau>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19950535⁶¹¹

Ministère : Environnement

Direction : Eau

Sommaire

Art 1-3 : Comité national de l'eau : constitution, comptes rendus, 1965-1980

Art 4 : Comptes rendus du Conseil supérieur d'hygiène publique (CSHP), 1973-1974 ; centrales nucléaires, lacs, 1971-1975

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 4

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080431⁶¹²

Ministère : Aménagement du territoire et environnement

Direction : Eau

Sous-direction : Coordination et réglementation de l'eau

Sommaire

Art 1 : législation, 1968-1987

Art. 1 (suite)-10 : contentieux (classement par agence de bassin), 1972-1997

Art. 10 (suite) : enquête sur une source de surface en Seine-et-Marne, 1970-1973

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3.

Nombre d'articles : 10

Métrage linéaire : 3.00 ml (10 dimabs)

611 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Comite-national-de-l-eau>

612 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-eau-legislation>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement n° 20150688⁶¹³

Ministère : Environnement

Direction : Eau

Sommaire

Art 1-31 : Fonctionnement, gestion et activités de la direction de l'eau et des agences de l'eau, 1980-2008

Art 32-50 : Comités de bassins et conseils d'administration des agences de l'eau, 1974-2008

Art 51-68 : Programmes d'intervention des agences de l'eau, 1993-2007

Art 69-79 : Contrat de performance et contrats d'objectif, 2000-2004

Art 80-86 : Intervention de l'Inspection générale de l'environnement (IGE), 2001-2007

Art 87-93 : Contrôle des activités des agences de l'eau par la Cour des comptes, 1994-2005

Art 94-111 : Emplois et gestion du personnel des agences de l'eau, 1978-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 11

Métrage linéaire : 11 ml (37dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

613 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillee-administration-centrale-Tutelle-des-agences-de-l>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20080068⁶¹⁴

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Eau

Sommaire

Études

Art. 1 : littoral, 1978-1997

Art. 1 (suite)-4 : eaux de baignade, 1984-1996

Art. 4 (suite) : « Pavillon Bleu Europe » , 1987-1995

Art. 4 (suite)-6 : qualité de l'eau, 1982-1988

Art. 6 (suite) : pollution de l'eau , 1985-1986

Art. 6 (suite) : assainissement, 1978-1994

Art. 7 : eaux souterraines, sécheresse, la Loire, politique de l'eau, 1979-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 7

Métrage linéaire : 2.00 ml (7 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080440⁶¹⁵

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Eau

Sous-direction : Environnement aquatique et pêche

Sommaire

Art 1-15 : Cours d'eau : hydrologie, hydrométrie, classement, annonce des crues, 1977-1999

614 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-etudes-concernant-l-eau>

615 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-cours-d-eau-lacs-peche>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 15 (suite)-17 : Lacs et plans d'eau : inventaire, typologie, lac Léman, lac du Bourget, lacs de montagne, 1971-1991

Art 17 (suite)-24 : Pêche : généralités, réglementation, contentieux, 1896-1992

Art 24 (suite)-26 : Protection des poissons : poissons migrateurs, création de réserves nationales de pêche, pisciculture, élevage, 1976-1992

Art 26 (suite)-28 : Conférences, colloques, 1985-1998

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 28

Métrage linéaire : 9.00 ml (28 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20050526⁶¹⁶

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Eau

Sous-direction : Environnement aquatique et pêche

Sommaire

Art 1-6 : Poissons migrateurs : plans migrateurs, contrats de plan État région, aménagement d'une passe à poissons dans la Garonne, remontée du saumon (1922-1925), cartes piscicoles (1927-1978), restauration de l'esturgeon (1963-1987), rapports et études (1986-1998), 1922-1998

Art 7 : Schémas départementaux de vocation piscicole (SDVP) : actualisation, guides méthodologiques (1983-1995), études (1992-1994)

Art 8-26 : SDVP par département : synthèse, rapport, cartes, 1982-2001

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 26

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

616 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Poissons-migrateurs>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20080066⁶¹⁷

Ministère : Environnement

Direction : Eau

Sous-direction : Programmation et actions régionales

Sommaire

Art. 1-6 : Déconcentration, gestion, contrats de Plan, comités techniques de l'eau. 1983-1995

Art. 6 (suite)-16 : agences de bassin : fonctionnement, activités, 1973-1996

Art. 16 (suite)-32 : agences de bassin (classement par bassin) : rapports d'activité, contrats de rivières, 1972-1995

Art. 32 (suite)-40 : Loi sur l'eau, loi de finances, prix de l'eau, qualité de l'eau, pollution de l'eau. 1987-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 40

Métrage linéaire : 13.00 ml (40 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090372⁶¹⁸

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Eau

Sous-direction : Actions territoriales, directive cadre et pêche

Sommaire

Art 1-29 : Généralités : Laboratoires d'analyse de l'eau, hydrométrie et services d'annonce des crues, informatisation de la police des eaux, Projets de loi de finances. 1989-2007

Art 30-73 : Mission interministérielle de l'eau, groupes de travail des présidents de bassin. 1976-2005

617 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-agences-de-l-eau-1972>

618 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-agences-de-l-eau>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 74-80 : Directions régionales de l'environnement (DIREN). 1990-2008

Art 81-446 : Agences de bassin, agences de l'eau : conseil d'administration, commission des aides, programmes d'intervention 1966-2005

Art 447-490 : Préparation de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques. 1980-2006

Art 491-681 : Contrats de rivière. (classement par bassin). 1980-2007

Art 682-837 : Gestion de l'eau : Schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) (1996-2007), police de l'eau (1910-2002), zones humides (1983-2002), extractions de matériaux dans le lit des cours d'eau domaniaux (1971-2005), lutte contre la pollution des eaux (1981-2002), prévention des inondations (1876-2004), aménagements de bassin et rivières (1975-2003), protection maritime et du littoral (1958-2001). 1876-2007

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 837

Métrage linéaire : 75 (215 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080616⁶¹⁹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Eau

Sous direction : Protection et gestion des eaux

Sommaire

Art 1-25 : Minutier de Noël Godard, sous directeur de la protection et la gestion des eaux, 2002-2006

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 25

Métrage linéaire : 3 ml (8 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

619 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillee-protection-et-la-gestion-des-eaux-2002-2006>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement n° 20150687⁶²⁰

Ministère : Environnement

Direction : Eau

Sous direction : Protection et gestion des eaux

Sommaire

Art 1-26 : Protection et gestion des eaux, 1980-2008

Art 27-102 : Économie de l'eau, 1993-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 102

Métrage linéaire : 11 ml (37dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement n° 20150884⁶²¹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Eau

Sous direction : Protection et gestion des eaux

Sommaire

Art 1-11 : Protection des ressources naturelles par les activités agricoles, 1996-2007

Art 12-55 : Prévention et réduction des pollutions des eaux, 1991-2008

Art 56-87 : Grenelle de l'environnement, 1989-2008

Art 88-93 : Barrages, 1986-2007

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 93

620 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillee-administration-centrale-Planification-et>

621 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillee-protection-des-ressources-naturelles-par-les>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Métrage linéaire : 12 ml (41 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement n° 20150851⁶²²

Ministère : Écologie , développement durable et énergie

Direction : Eau

Sommaire

Art 1-29 : Assainissement de l'eau, 1977-2007

Art 30-45 : Boues issues du traitement des eaux usées domestiques, 1993-2009

Art 46-56 : Prévention des pollutions par pesticides et produits phytosanitaires dans les zones non agricoles (ZNA), 1992-2006

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 56

Métrage linéaire : 7 ml (23 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150850⁶²³

Ministère : Écologie , développement durable et énergie

Direction : Eau

Sous direction : Protection et gestion des ressources en eaux

Sommaire

Art 1-21 : Élaboration et suivi de la réglementation, 1993-2008

Art 22-41 : Élaboration et suivi de plan national, 1994-2009

Art 42-87 : Suivi des cas locaux, 1990-2008

622 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Luites-contre-les>

623 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Gestion-des-eaux>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 88-122 : Études, 1985-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 122

Métrage linéaire : 12 ml (41 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070065⁶²⁴

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Eau

Sommaire

Art 1-5 : Instances nationales : comités, hauts conseils, 1974-2001

Art 6-9 : Législation, loi sur l'eau, 1977-2003

Art 10-31 : Pêche : législation, pisciculture, qualité de l'eau au lac Léman, 1920-2003

Art 32-43 : Orientations générales, programmes, bilans, actions des agences de l'eau, 1971-2003

Art 44-48 : Réglementation des cours d'eau, prises d'eau, chutes, barrages, 1930-1995

Art 49-70 : Annonce des crues : outils de prévision, fonctionnement des services, gestion des cours d'eau, prévision des crues, 1861-2001

Art 71-76 : Hydroélectricité, centrales nucléaires, 1975-2004

Art 77-102 : Toxicité de l'eau : normes, méthodes, techniques, actions pour la qualité de l'eau, colloques, 1971-2004

Art 103-112 : Assainissement, pollution agricole, sites et sols pollués, 1959-2001

Art 113-121 : Délégation du service public dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, 1979-2004

Art 122-125 : Consommation – économie d'eau, 1987-2003

Art 126-132 : Assainissement dans les départements et territoires d'Outre mer (DOM-TOM), 1989-2004

Art 133-136 : Coopération internationale dans le domaine de l'eau, 1972-1992

Art 137-161 : Infrastructures routières et ferroviaires, pollution des eaux, 1982-2000

624 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-legislation-sur-l-eau-1311>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 162-165 : Financement de travaux dans le domaine de l'eau, 1975-2000

Art 166-172 : Mise en œuvre d'une politique de l'emploi dans le domaine de l'eau, 1993-2002

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 172

Métrage linéaire : 19 ml (57 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090374⁶²⁵

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Eau

Sous direction : Droit de l'eau, des affaires générales et financières

Sommaire

Art 1-4 : Gestion du Fonds national de solidarité pour l'eau (FNSE). contrôle par la Cour des Comptes : rapports, tableaux récapitulatifs des dépenses et recettes, bilans financiers, compte rendus d'audition, notes, correspondance. 2001-2003

Art 5-6 : Comités consultatifs du FNSE : compte rendus, bilans financiers, documentation, notes. 2000-2003

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 1.00 ml (2 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

625 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Fonds-national-de-solidarite-pour-l-eau-2001>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19850439⁶²⁶

Ministère : Environnement

Direction : Eau

Sommaire

Art 1-4 : Commission de l'eau (4ème Plan) sous commissions : administrative et juridique, pollution, ressources et besoins, ressources et lutte contre les inondations, besoins ; groupes de travail : régions hydrauliques, Loire, financement, multifonctionnel, eau domestique, besoins industriels, besoins en eau de l'agriculture, besoins en eau de la navigation intérieure (législation, dossier de séance, rapport), 1937, 1959-1964

Art 3-4-6 : Problèmes de l'eau : mission interministérielle, aménagement (région parisienne), assainissement des agglomérations (Commission Loriferne), 1962-1968

Art 5 : Barrages intéressant la sécurité publique (inventaire) : 1960

Art 7 : Protection contre les inondations : Oise, Aisne, Aire, 1968-1972

Art 8 : Mouvement du sable le long des côtes : Adour : 1953-1954

Art 9-22 : Brochures : bulletin de l'Association internationale permanente des congrès de navigation (AIPCN),

annuaires hydrologiques (Rhône, Méditerranée, Corse, Bretagne, Artois, Picardie, Nord), exploitation du réseau hydrologique de base du bassin Rhône Méditerranée Corse, réseau d'études hydroclimatologiques et d'annonce des crues (subdivision hydraulique de Nîmes), cahiers océanographiques

1960-1980

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 22

Métrage linéaire : 2 ml (8 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

626 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-commission-de-l-eau-inondations-1937-1980>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19770762⁶²⁷

Ministère : Transports

Direction : Ports maritimes et voies navigables

Sommaire

Réglementation de la pêche fluviale

Art 1-3 (VN 82-VN 84) : création, classement, réglementation, exploitation des réserves de pêche (classement par département), 1970-1976

Art 4-11 (VN 85-VN 92) : constitution des commissions des frets et d'exploitation, de bureaux d'affrètement : indemnités, tarifs de halage et de remorquage, prix des frets, revendications syndicales, 1929-1975

Art 12-27 (VN 93-VN 108) :

statut, fonctionnement, situation financière des sociétés de halage, en particulier de la CGTVN (Compagnie générale de traction sur les voies navigables)

réforme du halage (cahier des charges, réglementation)

circulation sur les chemins de halage et les voies publiques (entre autre, projet de nouveau code de la route)

questions sociales relatives au personnel de la traction sur berges (grèves, salaires, accidents, maladie, conventions collectives)

concession sur les voies navigables

affaires diverses (réorganisation, acquisition de matériel, conventions et contrats, tarifs, travaux et installations)

1893-1975

Art 28 (VN 109) : législation, réglementation concernant les ouvriers dockers, 1938-1973

Art 29 (VN 110) : réglementation et correspondance sur les plantations en bordure des voies navigables et routes, 1897-1973

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 29

Métrage linéaire : 2.90 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

627 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-reglementation-de-la>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20030384⁶²⁸

Ministère : Santé

Direction Générale : Santé

Service de la prévention, des programme de santé et de la gestion des risques

Sommaire

Contrôle des eaux, 1823-2001.

Art 1-4 : Textes officiels et généralités sur les eaux minérales, 1890-1995.

Art 5 : Contrôle des eaux minérales, Police des eaux, 1900-1982.

Art 6 : Établissements ; thermalisme, 1951-1985.

Art 7 : Études et enquêtes sur les eaux, 1990-1994.

Art 8-16 : Conseil supérieur d'hygiène publique de France (CSHPF, section des eaux et de l'assainissement : Procès-verbaux des séances (classement par années), 1955-1989.

Art 17-35 : Sources révoquées. Suivi et contrôle : Fiche de suivi, arrêté de révocation, 1823-1995.

Art 36-46 : Demandes d'autorisation de conditionnement d'eau de source avec des matériaux autre que le verre, répondant aux normes de sécurité : Correspondance, arrêtés de 1984 + 1996 (classement par année et par numéro de dossier, et par département), 1922-1997.

Art 47-87. Affaires ponctuelles du CSHPF : Correspondance, rapports, procès-verbaux de séances, 1921-2001.

Art 87 (suite)-89 : Rapports de surveillance de l'environnement des centrales nucléaires (classement par département), 1983-1989.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 89

Métrage linéaire : 30 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

6.2.2 Alsace

6.2.2.1 DIREN d'Alsace

Versement 2441W⁶²⁹

Direction régionale de l'environnement d'Alsace

Service de l'Eau et des Milieux Aquatiques

Sommaire

Fonds du Service régional de l'aménagement des eaux à Horbourg, devenu Service de l'eau et des milieux aquatiques de la Direction régionale de l'environnement.

Art 1-11 : assainissement – ordures, ménagères– stations d'épuration, 1966-1996

Art 12-17 : agriculture et pêche, 1968-2000

Art 18-30 : risques, 1970-2000

Art 31-67 : aménagements, 1963-2000

Art 67-92 : protection de l'environnement, 1967-2002

Art 92-113 : qualité des eaux – pollution, 1963-2001

Art 113-118 : cadre légal, 1969-2001

Art 119-140 : organisation du SRAE / groupes de travail, 1968-2000

Art 141-142 : recherche d'hydrocarbures, 1976-1991

Conditions d'accès : la majorité des documents sont librement communicables. Les exceptions concernent le dossier relatif au personnel coté 2441 W 120 (50 ans) et les contentieux (75 ans)

Nombre d'articles : 142

Métrage linéaire : 17 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Haut-Rhin

629 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Alsace-assainissement-agriculture-et-peche>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 2383W⁶³⁰

Direction régionale de l'environnement d'Alsace
Service de l'Eau et des Milieux Aquatiques

Sommaire

Art 1-5 : relevés climato hydrologiques (1962-1995)

Art 6-8 : surveillance des pipe-lines (1964-1992)

Art 9-12 : concessions de transport de gaz (1966-1990)

Art 13-14 : schéma régional de développement de l'hydraulique agricole (1976-1979)

Art 15-19 : Infrastructures : réseaux ferrés (1966-1997)

Art 20-31 : installations classées (1960-2000)

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 31

Métrage linéaire : 4 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Haut-Rhin

630 Répertoire détaillé [https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-
Alsace-pipelines-hydraulique-installations](https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Alsace-pipelines-hydraulique-installations)

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 2373W⁶³¹

Direction régionale de l'environnement d'Alsace

Service de l'Eau et des Milieux Aquatiques

Sommaire

Art 1-38 : pollution des eaux (1966-1998)

Art 39-61 : pollution par l'azote, les nitrates et les phytosanitaires (1976-2001)

Art 62-96 : études de rivières (1959-1995)

Art 97-100 : objectifs de qualité des eaux (1972-1989)

Art 101-107 : salure de la nappe phréatique (1955-1989)

Art 20-31 : installations classées (1960-2000)

Art 108-114 : Commission Internationale pour la Protection du Rhin contre la Pollution (1954-1992)

Art 115-126 : chutes et barrages (1948-1999)

Art 127-166 : observations climato hydrologiques (1948-1990)

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 166

Métrage linéaire : 20 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Haut-Rhin

Versement 2372W⁶³²

Direction régionale de l'environnement d'Alsace

Service de l'Eau et des Milieux Aquatiques

Sommaire

Art 1-81 : pollution par la salure de la nappe phréatique (1926-2001)

Art 82-87 : pollution des eaux (Thur, Ill, Moder) (1947-1987)

631 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Alsace-pollution-des-eaux-chutes-et>

632 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Alsace-pollution-par-la-salure-de-la-nappe>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 88-96 : centrale nucléaire de Fessenheim (1966-1996)

Art 97-128 : chutes et barrages (Strasbourg, Iffezheim, Gambsheim, Fessenheim, Ottmarsheim, Lauterbourg-Neuburgweier, Oelenberg, Kehl-Strasbourg, Vogelgrun, Rhinau-Sundhouse, Marckolsheim, Gerstheim, Kembs, Lac Blanc, Lac Noir, Kruth-Wildenstein (1919-2000)

Art 129-146 : Commission Internationale d'étude des crues du Rhin (1968-1983)

Art 147-154 : Commission internationale pour la protection du Rhin contre la pollution (1953-1982)

Art 155-167 : aménagement des rivières (1974-1992)

Art 168-178 : contrats de rivières (Thur, Arne, Moder, Zinsel du Nord) (1981-1999)

Art 179-189 : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux - Bassin Rhin-Meuse (1992-2001)

Art 190-194 : Schéma d'Aménagement, de Gestion et d'Entretien Écologique des Cours d'Eau (Seltzbach, Isch, Zorn, Landgraben, Ehn-Andlau-Scheer) (1993-2000)

Art 195-237 : aménagement du Rhin - Coopération Franco-Allemande (1947-2001)

Art 238-269 : comité Technique de l'Eau (1962-1999)

Art 270-283 : organisation et fonctionnement du SRAE. (Service Régional de l'Aménagement des Eaux) puis SEMA (Service de l'Eau et des Milieux Aquatiques) (1951-1999)

Art 284-294 : personnel (1958-1997)

Art 295-298 : comptabilité (1967-1996)

Art 299-331 : Commission Interministérielle d'étude de la nappe phréatique de la plaine d'Alsace (1954-1994)

Art 332-340 : liaison Mer du Nord - Méditerranée (1966-1997)

Art 341-350 : Pipe-line Sud Europeen (1959-1990)

Art 351-357 : carrières et gravières (1978-2001)

Art 358-373 : laboratoire du SRAE à Mulhouse, camionnettes-laboratoires, laboratoire de la ville de Mulhouse (1947-1986)

Art 374-433 : analyse de la qualité des eaux superficielles : Inventaire National de la Pollution et Réseau National de Bassin (1965-1998)

Art 434-435 : qualité de l'eau des rivières : études menées par la SRAE (1975-1992)

Conditions d'accès : le délai de Conditions d'accès de 50 ans s'applique aux dossiers relatifs au personnel ; un délai de 100 ans est appliqué aux Art 88 à 96 ; les autres articles sont librement communicables.

Nombre d'articles : 435

Métrage linéaire : 53 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Haut-Rhin

6.2.3 Aquitaine

6.2.3.1 DDE des Landes

Versement

330W⁶³³

Documents concernés

Service maritime, rivières navigables et hydrologie.

Période concernée

1931-1993

Volume des documents

85 articles.

8,04 ml

Organisme responsable de l'accès des documents

Les Archives départementales des Landes sont responsables de l'accès intellectuel aux archives.

Provenance des documents

Ponts-et-chaussées puis Direction départementale de l'équipement (DDE).. Service maritime et des rivières navigables. Service d'hydrologie. Service hydraulique

Contenu des documents

Suivi du littoral marin, des cours d'eau, des plans d'eau, de l'assainissement et de l'hydrométrie de 1940 à la décentralisation.

Modalités de consultation (dont durée d'incommunicabilité et année de libre accès aux documents)

Archives publiques.

Librement communicable (Code du patrimoine).

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

6.2.3.2 Lot-et-Garonne

Versement

352 W 1-301⁶³⁴

Service producteur

Direction département de l'équipement de Lot-et-Garonne

Volume des documents

301 articles.

30 ml

Période concernée

1837-2008

Présentation du contenu

Même si les deux grandes missions de la cellule de l'eau sont représentées ici, l'essentiel de ce fonds concerne la gestion de l'eau. En effet la grande majorité des dossiers s'articule autour de grands thèmes tels que l'aménagement et les travaux sur les rivières et les canaux, le débit des cours d'eau et les dommages qu'ils occasionnent. La protection des berges, leur recensement et leurs réparations, l'aménagement et les travaux réalisés sur les digues, la constitution et le fonctionnement des associations syndicales d'aménagement, les extractions de matériaux, les exploitations de carrières, les demandes d'autorisation de prises d'eau, le recensement des zones inondées, le nivellement des crues, leurs dommages, les prévisions et les mesures de protection apportées sont les chapitres le plus largement représentés ici. Majoritairement constitué de plans, de rapports, de comptes-rendus de visites, de procès-verbaux de réunions, d'études de faisabilité, de dossiers d'enquêtes, de photographies, de délibérations et d'arrêtés préfectoraux, l'ensemble de ce fonds illustre plus volontiers la période des années 80 à 2000, même si la présence de dossiers de la fin du XIXème siècle et de la première moitié du XXème n'est pas rare.

Modalités d'entrée

Versement

Conditions d'accès↵

Archives publiques librement communicables conformément à la loi n° 2008-696 du 15 juillet 2008.

Conditions d'utilisation↵

Libre sous réserve de leur état de conservation et de leur format.

634 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Lot-et-Garonne-eau-qualite-gestion>

6.2.4 Centre-Val de Loire

6.2.4.1 Service hydrologique centralisateur du bassin de la Loire

Versement 1077W⁶³⁵

Service hydrologique centralisateur du bassin de la Loire

Sommaire

Fonctionnement du service

Protection contre les crues de la Loire

Pollution et qualité des eaux et grandes liaisons fluviales

1962-1980

Métrage linéaire : 0,23 ml

Dates extrêmes : 1963-1980

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales du Loiret

Versement 2262W⁶³⁶

Direction : Direction départementale des territoires du Cher

Service : Mission valorisation appui territoriaux, Transition écologique

Sommaire

Art 1-9 : traitement des déchets, déchetterie (stockage, enfouissement, valorisation), 1994-2006

Art 10-82 : réseaux d'alimentation en eau potable, 1939-2006

Art 83-87 : servitudes créées par un aérodrome, 1935-1983

Art 88-116 : dossiers de remembrement, 1973-2006

Nombre d'articles : 116

635 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Service-hydrologique-centralisateur-du-bassin-de>

636 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDT-du-Cher-eau-potable-dechets-1935-2006>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Métrage linéaire : 11 ml

Dates extrêmes : 1935-2006

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales du Cher

6.2.5 Bourgogne

6.2.5.1 DDE de la Côte-d'Or

Versement 21904SM⁶³⁷

Direction départementale de l'équipement de la Côte-d'Or

Service : Infrastructure

Bureau : Navigation et hydrologie

Sommaire

Art 1-16 (21904SM-21909SM) : canal de Bourgogne, adduction et alimentation en eau potable, routes nationales, 1823-1940

(dossiers produits par le Service hydraulique - héritier le Service Infrastructure, navigation et hydrologie)

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 16

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Côte-d'Or

637 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Cote-d-Or-Canal-de-Bourgogne-adduction>

6.2.6 Bretagne

6.2.6.1 Côtes-d'Armor

Versement 1007S⁶³⁸

Direction départementale de l'équipement des Côtes-d'Armor

Service : Mer et environnement

Unité : Eau-Assainissement

Sommaire

Art 1-3 : hydrologie, inondations, contrôle des eaux

Dates extrêmes : 1861-1964

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 3

Métrage linéaire : 0.30 ml

Lieu de conservation : Archives départementales des Côtes-d'Armor

Versement 1116W⁶³⁹

Direction départementale de l'équipement des Côtes-d'Armor

Service : Mer et environnement

Bureau : Eau assainissement

Sommaire

Art 1-8 : Contrôles des eaux et résultats d'analyses, 1956-1985

crues 1948-1961

défense contre l'incendie 1953-1957, projet de barrage sur le Trieux 1950-1964

débits de rivières stations de jaugeage, 1940-1968

638 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-des-Cotes-d-Armor-hydrologie-inondations>

639 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Cotes-d-Armor-crues-barrage-rivieres-1940>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

gestion de police 1946-1969

Dates extrêmes : 1940-1985

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 8

Métrage linéaire : 0.80 ml

Lieu de conservation : Archives départementales des Côtes-d'Armor

6.2.6.2 Finistère

Versement 54S⁶⁴⁰

Direction départementale des territoires et de la mer du Finistère

Sommaire

Art 1-31 : moulins, irrigations, ... 1830-1943

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 31

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

640 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDTM-Finistere-moulins-irrigations-1830-1943>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 53S⁶⁴¹

Direction départementale des territoires et de la mer du Finistère

Sommaire

Art 1 : marais de Brémoguer, plan de Loctudy, 1850-1922

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'article : 1

Métrage linéaire : 0.10

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

Versement 43S⁶⁴²

Direction départementale des territoires et de la mer du Finistère

Sommaire

Art 1-10 : rivières canalisées : usines et barrages par bassin, 1814-1940

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 10

Métrage linéaire : 1,35 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

641 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Finistere-marais-de-Bremoguer-plan-de>

642 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDTM-Finistere-rivieres-canalisees-usines-et>

6.2.6.3 Ille-et-Vilaine

Versement 2893 W %⁶⁴³

Conseil supérieur de la pêche, puis Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA)

Date : 1875 - 2014

Contenu :

Ce fonds unique, tant par son homogénéité, son périmètre géographique et sa période chronologique, constitue une source exceptionnelle sur l'environnement, l'aménagement du territoire, l'économie et l'industrie liés à l'eau douce. Il contient des documents très variés: de la documentation technique, des plans, des photographies, de la correspondance, des pièces comptables, etc. dont l'intérêt scientifique est pour certains évident. On signalera la longue série constituée par les dossiers des cours d'eau qui donneront, pour les plus importants, un historique pouvant remonter aux années 20. En outre, les dossiers de subventions (1960-2006) permettront de rendre compte des actions mises en place et de leurs conséquences sur les milieux aquatiques bretons.

Publication :

Archives départementales d'Ille-et-Vilaine

14/09/2019

Informations sur le producteur :

Bretagne - Basse-Normandie \ Conseil supérieur de la pêche \ 2e délégation régionale

Histoire administrative : Le Conseil supérieur de la pêche remplace en 1948 le Comité central des fédérations départementales de pêche et de pisciculture, créé par la loi du 12 juillet 1941. Il devient un établissement public à caractère administratif en 1957. Son fonctionnement et ses missions sont codifiés par le Livre IV, titre II, chapitre IV, section 1 du Code rural jusqu'en 2003 puis du Code de l'environnement, abrogés en 2007.

Le CSP se découpe en 9 délégations régionales, dont les pouvoirs ont été renforcés depuis l'arrêté du 15 décembre 1998. La 2e délégation couvre au départ la Bretagne et la Basse-Normandie. Dans les années 1980-1990, elle semble faire partie des plus importantes de France si l'on en croit les rapports d'activités. Elle se compose d'un délégué régional, d'un adjoint, d'ingénieurs et de brigade d'interventions mobiles (BIM) .

Suite à la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006, l'ONEMA succède au CSP mais ses missions restent sensiblement identiques. Le périmètre de la 2e délégation régionale en revanche évolue. Elle perd la Basse-Normandie et gagne la région Pays-de-la-Loire. Elle prendra dorénavant le nom de délégation interrégionale Bretagne - Pays-de-la-Loire jusqu'à la disparition de l'ONEMA, le 1er janvier 2017.

Historique de la conservation : Les archives étaient conservées à la direction interrégionale Bretagne - Pays-de-la-Loire de l'ONEMA, dans un endroit poussiéreux et

643 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Conseil-superieur-de-la-peche-puis-Office>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

humide. Les conditions de conservation plutôt passables ont entraîné la rouille des objets métalliques, le développement de moisissures et la prolifération d'insectes (poissons d'argent). Les documents concernés ont été nettoyés et désinfectés par anoxie avant traitement. Les archives les moins poussiéreuses ont été nettoyées au cours du traitement. Les photographies n'ont pour l'instant pas fait l'objet de reconditionnement ; elles ont été conservées telle quelle dans les dossiers.

Le présent instrument de recherche regroupe trois versements : le premier versé le 26 octobre 2015 sous la cote 2858W, le deuxième le 11 janvier 2016 sous la cote 2872W et enfin le troisième le 26 juin 2016 sous la cote 2893W. Ils contenaient respectivement 83 boîtes et 1 registre, 119 boîtes et 97 boîtes, soit un total de 299 boîtes et 1 registre.

Description :

Évolutions :

Tous les documents concernant le CSP semblent avoir été versés. Il reste néanmoins un fonds iconographique important conservé au sein de la direction interrégionale Bretagne - Pays-de-la-Loire de l'Agence française pour la biodiversité, à Cesson-Sévigné, sans pouvoir déterminer s'il sera versé ou non. Concernant l'ONEMA, le versement 3156 W en cours de traitement sanitaire (2019) complétera le présent fonds.

Critères de sélection :

Une première élimination, pratiquée sur place avant le versement aux Archives départementales, a porté essentiellement sur des pièces comptables, des documents de travail, de la correspondance, pour un total de 7 ml. 3 ml. d'archives ont été détruites en raison de leur très mauvais état sanitaire ; elles portaient sur une partie des dossiers de subvention et des procès-verbaux de l'Assemblée générale de la Fédération des associations de pêche et de pisciculture d'Ille-et-Vilaine. La réglementation générale, les doublons, les brouillons et notes manuscrites, les pièces comptables restantes, les documents hors périmètre (autres délégations du CSP ou de l'ONEMA) ont été éliminés à l'issue du classement, soit 1,12 ml. Un dossier comprenant des éléments relatifs à la carrière d'agents du CSP a été restitué à l'AFB (0,10 ml).

Conditions d'accès :

La communication des informations relatives à l'environnement est prévue par le Code de l'environnement, Livre Ier, Titre II, chapitre IV Les documents sont donc communicables, sauf indication contraire à cause de leur état matériel. Néanmoins, certains dossiers relatifs au secret en matière commerciale et industrielle et relatifs à la protection de la vie privée sont soumis au délai de communication prévu par l'article L213-2 du Code du patrimoine (25 ans à compter de la date du document ou du document le plus récent inclus dans le dossier pour le premier, 50 ans à compter de la date du document ou du document le plus récent inclus dans le dossier pour le second).

Description physique :

Information matérielles :

Photographies

Importance matérielle :

23,00 ml contenant 498 photographies, 1 registre-journal et 14 unités rattachées

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Organisme responsable de l'accès intellectuel :

Archives départementales d'Ille-et-Vilaine

6.2.6.4 Morbihan

Versement 1674 W⁶⁴⁴

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt du Morbihan

Police de la pêche et de l'eau

Sommaire

1674 W 1-35 : Police de la pêche 1942-2004

1674 W 1-13 : Administration générale 1969-2004

1674 W 1-6 : Personnel 1969-1999

1674 W 7-13 : Relations avec les organismes et associations de pêche 1979-2004

1674 W 14-35 : Protection des ressources piscicoles et des milieux aquatiques 1942-2000

1674 W 14-29 : Droit de pêche 1942-1998

1674 W 30-35 : Surveillance des milieux piscicoles 1944-2000

1674 W 36-41 : Police de l'eau 1975-1999

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'éléments : 41

Métrage linéaire : 2, 65 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

644 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAF-du-Morbihan-Police-de-la-peche-et-de-l-eau>

6.2.7 Champagne-Ardenne

6.2.7.1 DDE de l'Aube

Versement 1S⁶⁴⁵

Direction départementale de l'équipement de l'Aube

Sommaire

Art 1-133 : inventaire des dossiers de la cellule eau (archives antérieures à 1940), 1632-1937

Dates extrêmes : 1632-1937

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 133

Métrage linéaire : 13.30 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Aube

6.2.8 Franche-Comté

6.2.8.1 Préfecture du Doubs

Versement 2186W⁶⁴⁶

Préfecture du Doubs

Direction du développement durable

Mission environnement

Sommaire

Protection et utilisation de l'eau.

2186W1-18: Surveillance des eaux et des pollutions, 1963-1997

2186W19-79: Dossiers de travaux et d'équipements, 1978-2007

2186W80-82: Installations hydroélectriques, 1971-2000

645 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Aube-inventaire-des-dossiers-de-la-cellule>

646 Répertoire détaillé <http://recherche-archives.doubs.fr/ark:/25993/a011395738092U39Hhq>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 82

Métrage linéaire : 7 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Doubs

6.2.8.2 DREAL Franche-Comté

Versement 1963W⁶⁴⁷

Direction régionale de l'environnement de Franche-Comté

Service de l'eau et des risques naturels

Sommaire

1963W1-158 : Comité technique de l'eau (1967-2002). Administration générale du SRAE} (1962-2003). Activités opérationnelles du service (1952-2008)..

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 158

Métrage linéaire : 16.00 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Doubs

Versement 2571W⁶⁴⁸

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de

Bourgogne-Franche-Comté

Service : prévention des risques

Sommaire

barrages

2571W1-4 : Généralités, 1955-2002

2571W5-138 : bassin de l'Ain, 1932-2009

647 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Franche-Comte-gestion-des-eaux-1982-2008>

648 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Bougogne-Franche-Comte-ouvrages>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2571W139-210 : bassin du Doubs et de la Saône, 1919-2014

2571W211-257 : bassin de la Seine, 1928-2014

Nombre d'articles : 257 boîtes

Métrage linéaire : 21 ml

Dates extrêmes : 1919-2014

Lieu de conservation : Archives départementales du Doubs

Communicabilité : libre

Versement 2652W⁶⁴⁹

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté

Service : biodiversité, eau, patrimoine

Sommaire

Etudes et publications sur l'eau en Franche-Comté

2652W1 : études générales, 1985-2005

2652W2-79 : études sur les cours d'eau et leur bassin, 1965-2016

2652W80-109 : études sur les plans d'eau, 1974-2016

2652W110 : études sur les sources, 1984-2007

2652W111-120 : études sur la qualité des eaux, 1973-2013

Nombre d'articles : 120 articles

Métrage linéaire : 7 ml

Dates extrêmes : 1965-2016

Lieu de conservation : Archives départementales du Doubs

Communicabilité : libre

Versement 2653W⁶⁵⁰

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté

Service : biodiversité, eau, patrimoine

Sommaire

Gestion de l'eau en Franche-Comté

649 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Bourgogne-Franche-Comte-etudes-sur-l-eau>

650 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Bourgogne-Franche-Comte-gestion-de-l-eau>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2653W1-8 : schémas d'aménagement et de gestion des eaux, 1993-2015

2653W9-39 : contrats de rivière, 1991-2011

2653W40-46 : lutte contre les pollutions, 1977-2008

2653W47-49 : lutte contre les crues et les inondations, 1991-2005

2653W50-58 : études réalisées ou commandées par le service, 1971-2001

2653W59-77 : études hydrologiques, hydro-biologiques et hydrogéologiques, 1962-2007

2653W78 : aménagement de la vallée de l'ognon, 1968-1981

Nombre d'articles : 78 articles

Métrage linéaire : 4,70 ml

Dates extrêmes : 1965-2016

Lieu de conservation : Archives départementales du Doubs

Communicabilité : libre

6.2.8.3 DDE du Doubs

Versement 1880W⁶⁵¹

Direction départementale de l'équipement du Doubs

Service prévention des risques sécurité

Cellule risques naturels et technologiques

Sommaire

Art 1-31 : Service de l'annonce des crues (1940-2005). Surfaces submersibles (1961-1990). Police de l'eau (1940-1991). Pont Battant à Besançon, reconstruction (1940-1944). Zone industrielle d'Exincourt et d'Étupes (1972).

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 31

Métrage linéaire : 4.60 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Doubs

651 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-du-Doubs-annonce-des-crues-police-de-l-eau>

6.2.9 Haute-Normandie

6.2.9.1 DREAL Haute-Normandie

Versement 4218W⁶⁵²

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie

Sommaire

Archives de l'ex Direction régionale de l'environnement (DIREN)

Art 1-29 : Loi sur l'eau et installations classées : avis de la DIREN, 1977-2001

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 29

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Seine-Maritime

Versement 4261W⁶⁵³

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie

Sommaire

Art 1-18 : Archives de l'ex Direction régionale de l'environnement (DIREN) : Rivières : études et aménagements, 1971-2001

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 18

Métrage linéaire : 1.80 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Seine-Maritime

652 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Haute-Normandie-loi-sur-l-eau-et>

653 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Haute-Normandie-rivieres-etudes-et>

Versement 4267W⁶⁵⁴

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie

Sommaire

Art 1-19 : Archives de l'ex Direction régionale de l'environnement (DIREN) : pluviogrammes, 1970-1977

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 19

Métrage linéaire : 1.90 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Seine-Maritime

Versement 4281W⁶⁵⁵

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie

Service Ressources

Sommaire

Études et rapports conservés par l'ex Direction régionale de l'environnement (DIREN), 1965-1994

Art 1-3 : Alimentation en eau / eau potable, 1967-1978

Art 3-4 : Études hydrogéologiques, 1968-1981

Art 4-5 : Études d'assainissement, 1970-1996

Art 6-7 : Études sur la nappe de la craie, 1965-1985

Art 7 : Schémas d'aménagement, 1984

Art 7-8 : Réseau piézométrique, 1981-1985

Art 9 : Pluie, 1967-1987

Art 10 : Pollution de l'eau, 1973-1990

654 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Haute-Normandie-pluviogrammes-1970-1997>

655 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Haute-Normandie-etudes-et-rapports-sur-l>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 11-14 : Données géologiques et hydrogéologiques, 1967-1976

Art 14-22 : Études sur les rivières de Haute-Normandie, 1965-1994

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 22

Métrage linéaire : 2.20 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Seine-Maritime

6.2.10 Ile-de-France

6.2.10.1 DRE d'Ile-de-France

Versement 1722W⁶⁵⁶

Direction régionale de l'équipement d'Ile-de-France

Division de l'eau et des résidus urbains

Sommaire

Art 1-5 : Comité de bassin de l'Agence financière de bassin Seine-Normandie : procès-verbaux de réunion, comptes rendus d'activité, notes de présentation sur les programmes quinquennaux, 1974-1989

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 5

Métrage linéaire : 0.5 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de Paris

Versement 2147W⁶⁵⁷

Direction régionale de l'équipement d'Ile-de-France

Division de l'eau et des résidus urbains

656 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRE-Ile-de-France-Comite-de-bassin-de-l-agence>

657 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRE-Ile-de-France-Programme-d-etudes-de-l-Agence>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Sommaire

Art 1-3 : Coordination des études : programme d'études de l'Agence financière de bassin Seine-Normandie (AFBSN), 1968-1986

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 3

Métrage linéaire : 0.30 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de Paris

Versement 3S⁶⁵⁸

Direction régionale de l'environnement d'Ile-de-France

Service des risques naturels, de l'hydrométrie et de l'annonce des crues

Sommaire

3 S 5-46 : Hauteur de l'eau, relevés quotidiens observés : tableaux récapitulatifs mensuels (" modèles B "), tableaux annuels. 1872-1940

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 42

Métrage linéaire : 7 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Val-de-Marne

6.2.10.2 Agence de l'eau Seine-Normandie

Versements : 2823W, 2824W, 2825W, 2826W, 2827W, 2828W, 2829W, 2830, W2831W, 2833W, 2834W, 2836W, 2838W⁶⁵⁹

Agence de l'eau Seine-Normandie

658 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Ile-de-France-Hauteurs-de-l-eau-relevés-1278>

659 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-agence-de-l-eau-Seine-Normandie-1967-2017>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Sommaire

Le fonds regroupe les archives des différentes instances de l'agence (conseil d'administration, comités, commissions), et quelques dossiers de communication.

Voir également la collection de rapports et publications 2916W 13 à 582 dans notre système de gestion informatisée des bibliothèques des Hauts-de-Seine

Dates extrêmes : 1967 - 2017

Métrage linéaire : 35 ml

Lieu de conservation : Archives départementales des Hauts-de-Seine

Histoire administrative : L'agence de l'eau Seine-Normandie (AESN) est l'une des six agences de l'eau françaises chargées de la lutte contre la pollution et de la protection des milieux aquatiques.

Elle exerce ses missions sur le territoire français du bassin-versant de la Seine et des cours d'eau côtiers de Normandie. C'est un établissement public de l'État, placé sous la tutelle de deux ministères : le ministère chargé de l'Environnement et le ministère chargé des Finances. L'agence finance les ouvrages et les actions qui contribuent à préserver les ressources en eau et à lutter contre les pollutions, en respectant le développement des activités économiques, sur son territoire de compétence : le bassin hydrographique de la Seine et des fleuves côtiers normands. Pour ce faire, elle perçoit des redevances auprès de l'ensemble des usagers. Celles-ci sont redistribuées sous forme d'aides financières et/ou d'avances aux collectivités locales, aux industriels, aux artisans, aux agriculteurs ou aux associations qui entreprennent des actions de protection du milieu naturel.

L'agence de l'eau Seine-Normandie compte six directions territoriales : Seine-Amont, Vallées de Marne, Vallées d'Oise, Seine, Francilienne, Seine-Aval et Bocages Normands. Son siège est situé à Nanterre.

6.2.11 Limousin

6.2.11.1 DIREN Limousin

Versement 1978W⁶⁶⁰

Direction régionale de l'environnement du Limousin

Service de l'Eau et des Milieux Aquatiques

Sommaire

Art 1-26 : Secrétariat, Cellule Gestion de l'eau et Risque, Cellule Données de l'environnement, [1960-1996)

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

660 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Limousin-Service-de-l-Eau-et-des-Milieux>

Nombre d'articles : 7

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Haute-Vienne

8.2.12 Midi-Pyrénées

8.2.12.1 Agence financière de bassin Adour-Garonne

Cotes extrêmes : 7209 W 1 - 11⁶⁶¹

Producteur : Agence financière de bassin Adour-Garonne (Toulouse, Haute-Garonne)

Dates extrêmes : 2001

Présentation du producteur

L'agence financière de bassin Adour-Garonne est créée par la loi sur l'eau du 16 décembre 1964, tout comme les cinq autres agences de la France métropolitaine ; elles sont accompagnées de la création comités de bassin, appelés « parlements de l'eau ». Elle ouvre véritablement ses ...

Présentation du contenu

Le présent versement est composé de dossiers de primes pour épuration pour l'année 2000 de deux départements témoins, l'Aveyron et la Haute-Garonne. ...

Conditions d'accès et d'utilisation

Modalités d'accès

Bordereau de versement communicable et disponible au chrono

Consultable selon la législation en vigueur

Modalités de reproductions

Se reporter aux règlements en vigueur

Sources complémentaires

Lieu de conservation

Archives départementales de Haute-Garonne

Bibliographie

Drobenko Bernard, Introduction au droit de l'eau, paris, éditions Johanet, 2014, 471 p. ...

Rédacteur

Réalisé par Sonia Totaro (archiviste), sous la direction de Nathalie Regagnon (cheffe de service) et d'Anne Goulet (directrice des Archives départementales de la Haute-Garonne), 1er octobre 2019.

6.2.13 Pays-de-la-Loire

6.2.13.1 Préfecture de Loire-Atlantique

Versement 408W⁶⁶²

Préfecture de Loire-Atlantique

661 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Agence-financiere-de-bassin-Adour-Garonne-2001>

662 Répertoire détaillé https://inventaires-archives.loire-atlantique.fr/ead.html?id=FRAD044_408W&c=FRAD044_408W_tt2-11&qid=

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Sommaire

408 W 1-5: Protection de l'environnement, 1976-1988

408 W 6-26 : Hydraulique, 1972-1993

408 W 27-68 : Installations classées, 1956-1990

408 W 69-110: Contentieux, 1961-1983

Dates extrêmes : 1956-1993

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles: 110 boîtes

Lieu de conservation : Archives départementales de la Loire-Atlantique

6.2.13.2 DIREN Pays-de-la-Loire

Versement 2146W⁶⁶³

Direction régionale de l'environnement du Pays-de-la-Loire

Service des ressources naturelles et paysages.

Unité hydrométrique

Sommaire

2146 W 1-191 : suivi des cours d'eau effectué par le Service régional de l'aménagement des eaux (SRAE) puis par l'unité hydrométrique régionale.

Dates extrêmes : 1966-1998

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'éléments : 191 cartes et plans

Lieu de conservation : Archives départementales de la Loire-Atlantique

663 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Pays-de-la-Loire-suivi-des-cours-d-eau>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 2134W⁶⁶⁴

Direction régionale de l'environnement du Pays-de-la-Loire

Service des ressources naturelles et paysages.

Unité hydrométrique

Sommaire

2134 W 1-298 : relevés hydrométriques effectués par le Service régional de l'aménagement des eaux (SRAE) puis par l'unité hydrométrique régionale.

2134 W 299-313 : activités du Service régional de l'aménagement des eaux (SRAE).

2134 W 314-317 : activités du Service hydrologique centralisateur du bassin Loire-Bretagne.

Dates extrêmes : 1950-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'éléments : 317 boîtes

Métrage linéaire : 31,71 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Loire-Atlantique

6.2.14 Poitou-Charentes

6.2.14.1 Préfecture de région de Poitou-Charentes

Versement 1050W⁶⁶⁵

Préfecture de région de Poitou-Charentes

Sommaire

Art 1-28 : dossiers relatifs aux Comités de bassin "Adour-Garonne" et "Loire-Bretagne" (1970-1980), et à la préparation des VIème et VIIème Plans dans la région (1969-1977).

Nombre d'articles : 186

664 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Pays-de-la-Loire-relevés-hydrometriques>

665 Répertoire détaillé

http://archivesnumerisees.cg86.fr/cache/les_inventaires_administration_generale_prefecture_de_region_1050_w.pdf

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Métrage linéaire : 3

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : **Archives départementales de la Vienne**

Versement 2007W⁶⁶⁶

Préfecture de région de Poitou-Charentes

Secrétaire général pour les affaires régionales

Sommaire

2007 W 21-22 : Marais Poitevin 1993-1996

Nombre d'articles : 2

Métrage linéaire : 1

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vienne

Versement 3131W⁶⁶⁷

Préfecture de région de Poitou-Charentes

Bureau de gestion des programmes nationaux et européens

Sommaire

3131 W 16-23 : Dégâts de la tempête Xynthia éligibles au Fonds de solidarité de l'Union européenne (FSUE) 2009-2015

Nombre d'articles : 8

Métrage linéaire : 1

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

666 Répertoire détaillé http://archivesnumerisees.cg86.fr/console/ir_ead_visu.php?PHPSID=7c570918db80a8cec94478b8c8941248&ir=24063

667 Répertoire détaillé http://archivesnumerisees.cg86.fr/console/ir_ead_visu.php?PHPSID=7c570918db80a8cec94478b8c8941248&ir=25091

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vienne

6.2.14.2 DIREN Poitou-Charentes

Versement 2149W⁶⁶⁸

Direction régionale de l'environnement de Poitou-Charentes

Service Eau et Milieux Aquatiques

Sommaire

Art 1-9 : Administration Générale, 1985-2004

Art 10 : Budget, 1995-1999

Art 11-13 : Directive cadre sur l'eau, 2003-2005

Art 14-17 : Relations avec les comités, 1998-2004

Art 18 : Relations avec la DRIRE, 1999-2005

Art 19-30 : Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), 1994-2005

Art 31-43 : Établissements publics territoriaux de bassin (EPTB), 1964-2006

Art 44-45 : Protection des poissons migrateurs, 1933-2003

Art 46-63 : Surveillance de la qualité de l'eau, 1988-2003

Art 64-101 : Études de rivières, 1937-1999

Art 102-105 : Études générales, 1957-2001

Art 106-108 : Études hydrogéologiques, 1975-2002

Art 109 : Recensement des moulins, 1946-[1966]

Art 110 : Stations de jaugeage, 1986-1996

Art 111-113 : Schéma départemental d'aménagement et de gestion de l'eau (SDAGE), 1996-2003

Art 114-127 : Barrages, 1961-1997

Art 142-156 : Plans de gestion des étiages, 1963-2006

Art 157-174 : Restauration et entretien des bassins, 1996-2005

Art 175-177 : Recherche d'eau, 1968-1985

Art 178-179 : Programme LIFE environnement, 2000-2002

Art 180-185 : Banques et bases de données, 1998-2202

Art 186 : Relations avec la MISE, 1999-2004

Nombre d'articles : 186

668 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Poitou-Charentes-1946-2006>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Métrage linéaire : 20

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vienne

6.2.15 Provence-Alpes-Côte d'Azur

6.2.15.1 DDTM des Alpes-Maritimes

Cotes 2004W 0001 à 2004W 0764⁶⁶⁹

Direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes

Service de l'eau et des risques

Sommaire

2004W 0001 - 2004W 0746 : dossiers de travaux d'Aménagement en eau potable (AEP) et d'assainissement, classés par commune

2004W 0747 - 2004W 0748 : transferts FNDAE (Fonds national de développement des adductions d'eau) et agence de l'eau

2004W 0749 - 2004W 0764 : rapports sur la qualité de l'eau

Dates : 1922-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 764 (76 ml)

Lieu de conservation : Archives départementales des Alpes-Maritimes

669 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaile-DDTM-Alpes-Maritimes-assainissement-qualite-de-l>

6.2.16 Rhône-Alpes

6.2.16.1 DREAL Rhône-Alpes

Versement 5854W⁶⁷⁰

Direction régionale de l'environnement Rhône-Alpes

Sommaire

Art 1-50 : mesures de débits journaliers, mensuels ou annuels prises sur différentes stations sur des rivières ou des torrents, classées par département

Nombre d'articles : 50

Métrage linéaire : 5 ml

Années : 1882-1997

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives départementales du Rhône

Versement 5901W⁶⁷¹

Direction régionale de l'environnement Rhône-Alpes

Sommaire

Limnigraphes

Art 1-65 : Ain, 1932-1997

Art 66-83 : Ardèche, 1968-1993

Art 84-103 : Drôme, 1962-1994

Art 104-105 : Hautes-Alpes, 1965-1984

Art 106-152 : Haute-Savoie, 1963-1994

Art 153-165 : Loire, 1965-1994

Art 166-193 : Savoie, 1960-1994

Art 194-195 : documents relatifs à plusieurs stations dans différents départements, 1965-1988

Nombre d'articles : 195

Métrage linéaire : 21,75 ml

Années : 1932-1997

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives départementales du Rhône

670 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Rhone-Alpes-stations-de-mesures-1882-1997>

671 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Rhone-Alpes-limnigraphes-1932-1997>

6.2.16.2 DDE de l'Ain

Versement 1515W⁶⁷²

Direction départementale des territoires de l'Ain

Service : Protection et gestion de l'environnement

Bureau : Gestion de l'eau

Sommaire

Art 1-6 : autorisation loi sur l'eau, 1986-2000

Dates extrêmes : 1986-2000

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 0.60 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Ain

Versement 1354W⁶⁷³

Direction départementale de l'équipement de l'Ain

Service : Service ingénierie et environnement Service aménagement durable et prospective

Bureau : Environnement

Sommaire

Art 1-2 : Captages

Dates extrêmes : 1992-1998

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 2

Métrage linéaire : 0.20 ml

672 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDT-Ain-autorisation-loi-sur-l-eau-1986-2000>

673 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Ain-Captages-d-eau-1992-1998>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Ain

Versement 3S⁶⁷⁴

Direction départementale de l'équipement de l'Ain

Service : Service ingénierie et environnement

Bureau : Environnement

Sommaire

Art 1-17 : Navigation intérieur. Rivières navigables et flottables. Inondations. Police de la navigation.

Art 422-423 : Construction et entretien d'ouvrages d'Art.

Art 424 : Travaux d'assainissement.

Dates extrêmes : 1830-1968

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 20

Métrage linéaire : 2.00 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Ain

6.2.16.3 DDE de la Loire

Versement n° 7S⁶⁷⁵

Direction départementale de l'équipement de la Loire

Sommaire

Dossiers généraux

Travaux et police des cours d'eau non navigables et non flottables

Travaux de drainage et d'assainissement

674 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Ain-Rivieres-navigables-inondations-1830>

675 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-de-la-Loire-service-hydraulique-1802-1947>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Travaux d'irrigation

Travaux d'adduction d'eau et d'assainissement urbain

Associations syndicales autorisées

Date extrêmes : 1802-1947

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'éléments : 654

Lieu de conservation : Archives départementales de la Loire

6.2.16.4 DDE de la Haute-Loire

Versement

1711W⁶⁷⁶

Description physique :

Nombre d'éléments

59 cotes

Métrage linéaire

10,10

Organisme responsable de l'accès intellectuel :

Archives départementales de la Haute-Loire

Présentation du contenu

Aménagements de la Loire à Brives-Charensac (Opération Plan-Loire grandeur nature)
(1993-2001)

Conditions d'accès :

Statut juridique Archives publiques

Conditions d'utilisation

selon la réglementation en vigueur

676 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Haute-Loire-Amenagements-de-la-Loire-193>

6.2.16.5 Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse

Référence⁶⁷⁷

5494W 1-5494W274

Service producteur

Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse,

Dates

1965-1988

Biographie ou Histoire

L'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse est née en 1964. Elle est l'une des six agences françaises chargées de la lutte contre la pollution et de la protection des milieux aquatiques. Elle exerce ses missions sur le territoire du bassin versant du Rhône, des fleuves côtiers français se jetant dans la Méditerranée, et sur la Corse. La mission de l'agence, comme celle de chacune des agences de bassin, est triple : amélioration de la gestion de l'eau, lutte contre la pollution aquatique et protection des milieux aquatiques. Le siège de l'agence est situé à Lyon et trois délégations régionales sont implantées au plus proche du terrain à Besançon, Marseille et Montpellier.

Présentation contenu

Ce fonds rassemble des dossiers touchant à la gestion de l'eau en général et plus particulièrement à son utilisation, sa qualité, ses ressources et la protection contre les crues. Il représente une source très intéressante pour les chercheurs s'intéressant à l'environnement.

Mode de classement

Aucun élément ne nous est parvenu sur l'origine de ce fonds. Nous ne savons pas s'il a été produit par un service de l'agence de l'eau ou constitué de toute pièce en rassemblant les dossiers produits par l'agence touchant de près ou de loin à la gestion de l'eau.

Lieu de conservation

Archives départementales du Rhône

6.2.17 Martinique

6.2.17.1 DDE de la Martinique

Versement 1295W⁶⁷⁸

Direction départementale de l'équipement de la Martinique

Service équipement des collectivités et qualité de l'ingénierie publique

Sommaire

Art 1-2 : Aménagement des rivières

677 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Agence-de-l-eau-Rhone-Meditanee-Corse-1965-1988>

678 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Martinique-Plans-d-amenagement-des-rivieres>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Rivières Lesade, des Roses, de Deux Courants et Basse Pointe, de la Roxelane, de Grand Rivière, du Carbet, de Case Navire, de Cacao et Coulisses, au Prêcheur, Monsieur, Madame, canal du François

Rivière Madame

Protection contre les inondations

Prise d'eau de la rivière Blanche et exploitation d'eaux souterraines de la plaine du Lamentin

1970-1976

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 2

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Martinique

Versement 1435W⁶⁷⁹

Direction départementale de l'équipement de la Martinique

Service : Ingénierie et constructions publiques

Bureau : Aménagements Urbains

Sommaire

Art 1-3 : Commune de Fort-de-France - travaux d'aménagement de la Rivière Madame : rapport d'études, plans, résultats de sondage, correspondances.

Dates extrêmes : 1968-1979

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 3

Métrage linéaire : 0.30 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Martinique

679 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Martinique-commune-de-Fort-de-France-travaux>

7. Prévention des risques

Historique du service producteur

La notion de Prévention des pollutions et des risques était mentionnée dans les attributions du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la protection de la nature et de l'environnement : "...le ministre [...] a pour mission [...] de prévenir, de réduire ou supprimer les pollutions et nuisances de toutes natures.." (décret n°71-94 du 2 février 1971).

Une Direction de la prévention des pollutions et des nuisances (DPPN) est créée en 1975 avec 6 services jusqu'en 1978 : service chargé des problèmes de l'eau, service chargé des problèmes de la mer et des océans, service de l'environnement industriel, service des problèmes de l'atmosphère, service des problèmes de déchets solides, service des problèmes du bruit

A partir de 1981 jusqu'en 1985 cette entité devient direction de la prévention des pollutions avec 3 services et 3 sous-directions (service de l'environnement industriel, sous-direction de la pollution de l'air, service de l'eau, sous-direction des eaux continentales, sous-direction des eaux marines, service des déchets)

De 1986 à 1987, cette direction se compose de 3 services et 4 sous-directions : service de l'environnement industriel, sous-direction de la pollution de l'air, service de l'eau, sous-direction de la coordination et de la programmation, service de l'environnement industriel, sous-direction de la pollution de l'air, sous-direction de la coordination et de la programmation, sous-direction de l'aménagement des eaux, sous-direction de la qualité des eaux continentales et marines, service des déchets

De 1988 à 1992, la direction devient Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques (DEPPR) avec une délégation aux risques majeurs rattachée au directeur, et 3 services - celui de l'environnement industriel, celui de l'eau, Service des technologies propres et déchets

A partir de 1993 la DEPPR se transforme en d'une part en direction de l'eau et d'autre part en Direction de la prévention des pollutions et des risques (DPPR). Le service de l'environnement industriel est maintenu et deux sous-directions sont créées : la sous-direction des produits et déchets et celle de la prévention des risques majeurs.

En 2008, deux directions générales sont créées : la Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC) et la Direction générale de la prévention des risques (DGPR). Elles héritent des attributions de l'ancienne DPPR du ministère de l'écologie et l'ancienne Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP) de l'ancien ministère de l'industrie.

La DGEC est composée d'une direction de l'énergie et un service du climat et de l'efficacité énergétique.

La DGPR est constituée d'un service des risques technologiques, un service de la prévention des nuisances et de la qualité de l'environnement et un service des risques naturels et hydrauliques.

7.1 Risques industriels⁶⁸⁰

7.1.1 Administration centrale

Versement 19780171⁶⁸¹

Ministère : Equipement et aménagement du territoire

Direction : Ports et navigation maritimes

Sous-direction : Service central d'exploitation

Sommaire

Matières dangereuses et pollution

Art 1-10 (PM 640-PM 649) : transport des matières dangereuses

PV de la commission du transport des matières dangereuses et de la commission pour le transport par mer des matières dangereuses, rapports, réglementation et documents du comité des transports du comité économique et social des nations unies, réglementation générale et locale (arrêtés, circulaires, décrets et instructions), accidents, 1887-1966

Art 11-13 (PM 650-PM 652) : pollution des eaux : PV et rapports, correspondance de la commission nationale de la pollution des eaux et d'autres instances, enquêtes, infractions, sanctions, affaires diverses, 1955-1970

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 13

Métrage linéaire : 1,30

Lieu de conservation : Archives nationales

680 Voir Guide des sources (Archives nationales, départementales) concernant l'environnement industriel, du XIX^e siècle à nos jours <https://ressources.histoire-environnement.org/Guide-des-sources-concernant-l-environnement-industriel-du-XIXeme-siecle-a-nos>

681 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillee-Administration-centrale-ports-et-voies>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19800040⁶⁸²

Ministère : Intérieur

Direction : Sécurité civile

Sommaire

Art 1 : Protection civile en France, organisation, missions incombant au ministère, stages, conférences, création de zones sanitaires, plan ORSEC, lutte contre les sinistrés dans les aérodromes et dans les ports, 1952-1976.

Art 2 : Protection civile en Europe, travaux du conseil de l'Europe, rapport sur la protection industrielle dans les pays de l'OTAN, 1958-1976.

Art 3-16 : Coopération internationale en cas de catastrophes, accords d'aide mutuelle entre la France et l'étranger, relations entre le Service National de la Protection Civile, ses homologues étrangers et divers organismes, 1958-1977.

Art 17 : Sécurité nucléaire et sécurité des transports, législation et réglementation, 1963-1977.

Art 18-20 : Actions des Nations-Unies pour la protection de l'environnement, conférence de Stockholm de juin 1972, organismes français chargés de la protection de la nature, 1972-1976.

Art 21-28 : Lutte contre la pollution marine, conférences et accords internationaux, législation nationale et problèmes propres de la France, mesures et procédés divers de prévention, 1969-1977.

Art 29 : Protection des eaux intérieures, législation et réglementation, 1972-1975

Nombre d'articles : 29

Métrage linéaire : 10 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

682 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-protection-contre-les-risques-1952-1977>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19810737⁶⁸³

Ministère : Transports

Direction : Transports terrestres

Sous-direction : Voies navigables

Sommaire

Art 1-3 (VN 978-VN 980) : réglementation des transports de matières dangereuses par voies navigables, en particulier sur le Rhin :dossiers de la commission interministérielle de transports des matières dangereuses (règlement dit ADNR) et de la commission centrale du Rhin, 1962-1978

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 3

Métrage linéaire : 0,30

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19790180⁶⁸⁴

Ministère: Transports

Direction: Transports terrestres

Sous-Direction : Relations internationales

Sommaire

Art 1-8 : (TT 2903-TT 2910) : navigation sur le Rhin et la Moselle :

(1-6) : commission centrale pour la navigation du Rhin : comité économique, comité restreint, comité de police des matières dangereuses, comités divers , rapports annuels , protocoles d'accords, 1950-1978

(7-8) commission de la Moselle : procès-verbaux de séances et autres documents, 1968-1977

Art 9 (TT 2911) : plan départemental des transports scolaires : application de la circulaire du 9 avril 1970 (quelques départements), 1973-1974

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 0.90 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

683 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-reglementation-des>

684 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-navigation-sur-le-Rhin>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19770765⁶⁸⁵

Ministère: Transports

Direction: Ports maritimes et voies navigables

Sous-Direction : Exploitation

Sommaire

[...]

Art 4 : service hydraulique : partage d'attributions entre le ministère de l'agriculture et celui des travaux publics : travaux d'endiguement et de défense : réglementation, correspondance, rapports, 1894-1946

[...]

Art 10 : entretien des barrages : révision des règlements, 1849-1958

[...]

Art 13-16 : réglementation des transports de matières dangereuses par voie navigable, 1911-1975

[...]

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 30

Métrage linéaire : 3.00 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19800425⁶⁸⁶

Ministère : Transports

Direction : Transports terrestres

Sommaire

Art 1-7 (TT 3997-4003) : Conseil économique et social des nations unies : Comité des transports intérieurs : PV de séances et rapports de groupes de travail et de comités d'experts en matière de transports de matières dangereuses et de matières et objets explosibles, leur emballage ; OCTI (Office Central des Transports Internationaux par chemin de fer) : Commission de sécurité et commission d'experts du RID (Règlement International pour le Transport des Matières Dangereuses), 1951-1976

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 7

685 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-exploitation-des-voies>

686 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Comite-des-transports>

Métrage linéaire : 1

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19870385⁶⁸⁷

Ministère : Transports

Direction : Transports terrestres

Division : des transports de marchandises

Sommaire

Art 1-12 (tt 6834-tt 6845) : transports de matières dangereuses :

textes officiels

1945-1981 ;

réglementation sur la sécurité et les accidents de transports de matières radioactives des centrales nucléaires

1973-1981

Art 12-18 (tt 6846-tt 6851) : rapports d'inspection générale de la mission des transports terrestres, activités des services de transport de l'équipement par région

1975-1982

Art 19-50 (tt 6852-tt 6856) : transports de marchandises

1974-1983

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 50

Métrage linéaire : 7 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19800160⁶⁸⁸

Ministère : Transports

Direction : Transports terrestres

Division : Transports de marchandises

Sommaire

Art 1-4 (TT 3849-3852) : SNCF (Société Nationale des Chemins de fer Français) : Trafic marchandises : Fermetures de lignes et de gares : Programmes, situations, décisions ministérielles, réclamations, 1966-1977

Art 5-8 (TT 3853-3856) : SNCF (Société Nationale des Chemins de fer Français) : Conventions de transport mixte rail-route avec la société NOVOTRANS, 1942-1970

Art 9-21 (TT 3857-3869) : Transport de matières dangereuses : Canalisations GDF (Gaz De France) et autres, oléoducs, pipelines, 1965-1979

Art 22-23 (TT 3870-3871) : Transporteurs rapatriés d'Outre-mer : Demandes

687 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-transports-de-matieres>

688 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-SNCF-Trafic-marchandises>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

d'attestations, attribution de licences, reclassement, 1971-1976

Art 24-34 (TT 3872-3882) : Autorisations exceptionnelles de transports (classement par région et chronologique), 1975-1978

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 34

Métrage linéaire : 5 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150490⁶⁸⁹

Ministère : Transition écologie et solidaire

Direction Générale: Prévention des risques

Service : Prévention des nuisances et de la qualité de l'environnement

Sommaire

Art 1-5: Dossiers du chef de service de l'environnement industriel relatifs au Grenelle de l'environnement, 2007

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 5

Métrage linéaire : 0,6 (2 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150629⁶⁹⁰

Ministère : Environnement

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sommaire :

Art 1-27 : Prévention des risques majeurs, 1983-2008

Art 28-363 : Dossiers communaux spécifiques sur les risques majeurs, 1994-2008

689 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-groupe-climat-energie-du>

690 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-information-preventive-des-populations-en>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 363

Métrage linéaire : 43 ml (144 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150580⁶⁹¹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale: Prévention des risques

Sommaire :

Art 1-8 : Conventions et négociations internationales, 1990-2013

Art 9-15 : Fonds européens et internationaux, 2001-2009

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 15

Métrage linéaire : 1.20 ml (4 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20100226⁶⁹²

Ministère : Environnement

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sous-direction: Service de l'environnement industriel

Sommaire

Dossiers de l'ancien Bureau d'analyse des risques et productions industrielles (BARPI) concernant la coopération en Europe de l'Est

Art 1 : coopération entre la France et la République fédérative tchèque et slovaque (RFTS), accord gouvernemental et institutions partenaires. 1991-1994.

Art 2 : données sur l'état de l'environnement de la RFTS. 1991-1992

Art 3-5 : gestion et activité des représentations. 1991-1994

Art 6-8 : déroulement des missions et colloques à Prague et Bratislava . 1993

Art 9-11 : dossiers de coopération thématiques. 1990-1991

Art 12-15 : expertises de sites industriels. 1991-1993.

Art 16-18 : minutier chronologique. 1990-1993

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 18

Métrage linéaire : 3 (6 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

692 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-international-risques-et>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20090371⁶⁹³

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sous direction : Produits et déchets

Sommaire :

Art 1-4 : Conseil national des déchets. 1996-2006

Art 5-6 : associations : France nature environnement, Association générale des hygiénistes municipaux (AGHTM). 1995-2003

Art 6 (suite)-15 : politique des déchets : labellisation des produits, réglementation, traitement. 1982-2008

Art 15 (suite)-16 : mouvements transfrontaliers de déchets dangereux. 1988-1999

Art 16 (suite)-29 : emballages et papier, recyclage des vieux papier. 1988-2007

Art 29 (suite)-54 : décharges et incinérateurs des déchets. 1982-2006

Art 55-98 : déchets industriels : rejets industriels, métaux, minéraux, équipements électriques et électroniques, véhicules hors d'usage (VHU), substances chimiques. 1976-2006

Art 98 (suite)-103 : rejets radioactifs : prélèvements d'eau et rejets d'effluents soumis à autorisation effectués par les installations nucléaires de base , gestion des déchets radioactifs civils à vie longue. 1983-2002

Art 103 (suite)-109 : farines animales, déchets organiques agricoles, Organismes génétiques modifiés (OGM), 1992-2004

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 109

Métrage linéaire : 36.00 ml (109 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

693 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-politique-des-dechets>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20080071⁶⁹⁴

Ministère : Ecologie et développement durable
Direction : Prévention des pollutions et des risques
Sous Direction : Service de l'environnement industriel

Sommaire

Art 1-25 : Technologies propres : procédés, pollution des eaux, 1965-1992
Art 26-45 : Programmes de recherche, action régionales , lutte contre la pollution industrielle, statistiques des pollutions domestiques et industrielles, pollution atmosphérique, agricole, surveillance des installations classées, 1961-2004

Communicabilité : libre
Nombre d'articles : 45
Métrage linéaire : 15 ml (45 dimabs)
Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080061⁶⁹⁵

Ministère : Écologie et développement durable
Direction : Prévention des pollutions et des risques
Sous direction : Produits et déchets

Sommaire

Art. 1-3 : Politique internationale sur les déchets. 1975–1998
Art. 3 (suite)-37 : Législation et réglementation française et européenne sur les déchets, comités. 1972–2003
Art. 37 (suite)-44 : Sites et décharges, schémas d'élimination, 1969–1995
Art. 45-46 : Études et Recherches, 1970–1994

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 46
Métrage linéaire : 15.00 ml (46 dimabs)
Lieu de conservation : Archives nationales

694 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-technologies-propres-pollutions-industrielles>

695 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-produits-et-dechets-1969>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20150492⁶⁹⁶

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sous direction : Produits et déchets

Sommaire

Art 1-25 : Réglementation et interventions, 1922-2008

Art 26-31 : Dossiers opérationnels, 1994-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 31

Métrage linéaire : 2 ml (7 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070211⁶⁹⁷

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sous direction : Produits et déchets

Sommaire

Art 1-8 : Campagnes "Gardez la France propre", "Vacances propres" : affiches
1974-1993

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 8

Lieu de conservation : Archives nationales

696 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-politique-de-gestion-des>

697 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-8-affiches-numerisees-Gardez-la-France-propre>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19950534⁶⁹⁸

Ministère : Environnement et cadre de vie

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sous direction : Produits et déchets

Sommaire :

Art 1 : Réunions du groupe d'études pour l'élimination des déchets solides, élaboration de la loi déchet, 1971-1976

Art 2 : Réunions du comité national pour la récupération et l'élimination des déchets, 1977-1980

Art 3-13 : Procès-verbaux des conseils d'administration de L'ANRED (Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets), 1977-1990

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 13

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150583⁶⁹⁹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale: Prévention des risques

Service : Prévention des nuisances et de la qualité de l'environnement

Sommaire

Art 1-88 : Réglementation des produits chimiques, 1986-2010

Art 89-100 : Réglementation des substances appauvrissant la couche d'ozone, 1989-2008

Art 101-140 : Biocides, 1975-2014

Art 141-162: Produits phytopharmaceutiques, 1994-2008

Art 163-190 : Classification des substances dangereuses, 1988-2006

698 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-elimination-des-dechets>

699 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-politiques-et-reglementations-relatives-aux>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 191-205: Dossiers de substances et préparations chimiques, 1972-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 205

Métrage linéaire : 18 ml (60 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150493⁷⁰⁰

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale: Prévention des risques

Service : Prévention des nuisances et de la qualité de l'environnement

Sous Direction : Département politique de gestion des déchets

Sommaire

Art 1-17 : Filières des piles et accumulateurs, 1986-2011

Art 18-49 : Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ménagers et professionnels, 1983-2012

Art 50-71 : Filière des véhicules hors d'usage (VHU), pneumatiques et huiles usagées, 1994-2011

Art 72-107: Filière des emballages ménagers,

Art 108-116 : Filière de papiers graphiques, 2004-2012

Art 117-121: Prévention des déchets, 2003-2012

Art 122-126 : Filière textiles, linge de maison et chaussures, 2006-2012

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 126

Métrage linéaire : 14 ml (49 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

700 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-qualite-ecologique-des>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20150584⁷⁰¹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale: Prévention des risques

Service : Prévention des nuisances et de la qualité de l'environnement

Sommaire

Art 1-4 : Réglementation, 1984-2012

Art 5-90 : Planification et gestion des déchets, 1976-2014

Art 91-180 : Dossiers techniques des installations, 1965-2014

Art 181-203: Transport transfrontalier de déchets dangereux, 1990-2010

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 203

Métrage linéaire : 21 ml (70 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150673⁷⁰²

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale: Prévention des risques

Service : Prévention des nuisances et qualité de l'environnement

Sommaire

Art 1-5 : Demandes d'approbations pour l'utilisation de nouveaux produits phytopharmaceutiques, 1968-2002

Art 6-128 : Évaluation de l'impact des substances chimiques sur la santé et l'environnement, 1979-2008

701 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Planification-et-gestion>

702 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Evaluation-de-l-impact-des-substances-chimiques>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 128

Métrage linéaire : 14 ml (43 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150585⁷⁰³

Ministère : Environnement

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Service : Mission bruit

Sommaire

Art 1-45 : Politique de la lutte contre les bruits, 1974-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 45

Métrage linéaire : 4 ml (14 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19950533⁷⁰⁴

Ministère : Environnement et cadre de vie

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sous direction : Mission bruit

Sommaire

Art 1-10 : Lutte contre le bruit, 1969-1986

Art 11-14 : Études sur le bruit et la pollution des véhicules à moteur, 1968-1980

703 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-lutte-contre-le-bruit>

704 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-bruit-pollutions-risques>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 15 : Études sur les risques majeurs et la pollution des eaux, 1981-1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 15

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150491⁷⁰⁵

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale: Prévention des risques

Service : Risques sanitaires liés à l'environnement des déchets et des pollutions diffuses.

Sous Direction : Santé-environnement, produits chimiques agriculture

Sommaire

Art 1-131 : Biotecnologie et agriculture, 1978-2008

Art 132-194 : Organismes génétiques modifiés (OGM), 1993-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 194

Métrage linéaire : 20 ml (66 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

⁷⁰⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-biotechnologie-et>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20150589⁷⁰⁶

Ministère : Écologie et développement durable

Direction Générale : Prévention des risques

Service: Service des risques technologiques

Sommaire

Art 1-20 : Élaboration des textes réglementaires, 1973-2010

Art 21-26 : Pilotage de groupe de travail, 2002-2011

Art 27-30 : Participation à des comités, 1996-2006

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 30

Métrage linéaire : 37 ml (12 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150672⁷⁰⁷

Ministère : Écologie et développement durable

Direction Générale : Prévention des risques

Service: Service des risques technologiques

Sommaire

Art 1-192 : Appareils et équipements à pression, 1948-2014

Art 193-216 : Canalisations, 1991-2007

Art 217-254 : Sécurité du gaz, 1990-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 254

706 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-reglementation-et-nomenclature-des-installations>

707 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Securite-des-equipements>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Métrage linéaire : 25 ml (83 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150728⁷⁰⁸

Ministère : Écologie et développement durable

Direction Générale : Prévention des risques

Service: Service des risques technologiques

Sous-direction : Risques accidentels

Sommaire

Art 1-2 : Réglementation maritime de matières dangereuses et suivi de l'application, 1958-2007

Art 3-14 : Normes internationales relatives à la navigation intérieure, 1978-2011

Art 15-46 : Application de la réglementation relative au transport maritime et à la police portuaire, 1976-2008

Art 47-48 : Réglementation ferroviaire, 1898-2006

Art 49-65 : Réglementation routière, 1971-2012

Art 66-108 : Pilotage de commissions, de comités internationaux et de groupes de travail, 1980-2012

Art 109-113 : Conseillers à la sécurité pour le transport des matières dangereuses (CSTMD), 1999-2009

Art 114-130 : Tunnels routiers, 1985-2009

Art 131-136 : Études de dangers, suivi d'application de la réglementation, 1988-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 136

Métrage linéaire : 13 ml (44 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

⁷⁰⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-arcives-detaille-Transport-des-matieres-dangereuses-1898-2012>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20150729⁷⁰⁹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale : Prévention des risques

Service: Service des risques technologiques

Sous-direction : Risques accidentels

Sommaire

Art 1-100 : Prévention des risques industriels et technologiques, 1971-2008

Art 101-158 : Produits explosifs, 1976-2011

Art 159-181 : Substances chimiques, 1985-2009

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 181

Métrage linéaire : 18 ml (60 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150730⁷¹⁰

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale : Prévention des risques

Service: Service des risques technologiques

Sous-direction : Risques accidentels

Sommaire

Art 1-7 : Mise en place des règles de sécurité communes au niveau européen, 1994-2010

Art 8-88 : Définition et contrôle de la réglementation technique des usines, 1983-2013

Art 89-97 : Vérification des produits mis sur le marché européen, surveillance du marché des artifices de divertissement, 1997-2013

709 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Risques-technologiques-et-des-industries>

710 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Risques-technologiques-et-des-industries-1352>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 98-168 : Relation avec l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS), 1990-212

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 168

Métrage linéaire : 16 ml (55 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150480⁷¹¹

Ministère : Environnement

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Service: Service de l'environnement industriel

Sommaire

Art 1-50 : Installations de combustion, 1982-2014

Art 51-119 : Inventaires des émissions de polluants et surveillance de la qualité de l'air, 1990-2008

Art 120-137 : Engagements, négociations, accords, 2000-2011

Art 138-156 : Impact sanitaire de la pollution atmosphérique, études des odeurs, lutte contre les légionelles et observation de la qualité de l'air intérieur, 1994-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 156

Métrage linéaire : 18 ml (59 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

711 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-politique-de-lutte>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20090327⁷¹²

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sous Direction : Service de l'environnement industriel

Sommaire

Art 1-18 : Conseil supérieur des établissements classés (CSEC) (1973-1974) et Conseil supérieur des installations classées (CSIC) (1975-2002) : procès-verbaux. 1973-2002

Art 18 (suite)-36 : sites à risque, catastrophe AZF à Toulouse : rapports, études. 1958-2003

Art 36 (suite)-55 : pollution atmosphérique : plans régionaux pour la qualité de l'air, couche d'ozone, effet de serre. 1950-2008

Art 55 (suite)-82 : pollution des sols : protection de l'eau, réhabilitation et de traitement des sites et sols pollués, sites et sols pollués sur d'anciens sites industriels. 1981-2004

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 82

Métrage linéaire : 37 ml (82 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20040175⁷¹³

Ministère : Environnement

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sous-direction : Service de l'environnement industriel

Sommaire

Art 1-8 : PV de séances, rapports du Conseil consultatif des établissements classés (CCEC), 1951-1970

712 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Conseil-superieur-des>

713 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-comite-consultatif-des-etablissements-classes>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 9-10 : PV de séances , rapports du Conseil supérieur des établissements classés (CSEC), 1970-1976

Art 11-13 : PV de séances , rapports du Conseil supérieur des installations classées (CSIC), 1976-1992

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 13

Métrage linéaire : 1.30 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070113⁷¹⁴

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sous direction : Service de l'environnement industriel

Sommaire

Art 1-419 : Installations classées : plaintes, études techniques, avis du ministère, avis judiciaire

classement par département, commune et entreprise

1948-2006

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 419

Métrage linéaire : 42 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

714 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Installations-classees-plaintes-etudes>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20080069⁷¹⁵

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sommaire

Dossiers de l'ancienne Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques (DEPPR) puis de la Direction de la prévention des pollutions et des risques (DPPR).

Art 1-2 : Comptes rendus de direction, notes, courriers de directeur, 1999-2002

Art 2 (suite)-4 : Comité de directeurs, contrat Plan État Région, colloques, séminaires, 1982-2000

Art 4 (suite)-13 : Comité interministériel d'action pour la nature et l'environnement (CIANE), 1969-1976

Art 13 (suite)-14 : Groupes de travail interministériels, 1994-2000

Art 14 (suite)-21 : Mission bruit : fonctionnement, expertise, études, 1983-1996

Art 21 (suite)-27 : Comité pour l'instrumentation de l'environnement concernant la pollution atmosphérique : évaluation, mesures, 1976-1991

Art 27 (suite)-28 : OCDE, direction de l'environnement, groupe de travail sur la gestion de l'air, 1977-1979

Art 28 (suite)-29 : Documentation concernant la protection des milieux marins, l'assainissement, 1961-1980

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 29

Métrage linéaire : 9 ml (29 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

⁷¹⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Pollution-atmospherique>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20080428⁷¹⁶

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sous Direction : Service de l'environnement industriel

Sommaire

Art 1-3 : Groupe de travail sur l'environnement industriel (GTEI), 1995-2002

Art 3 (suite)-23 : Pollution radioactive : gestion des déchets radioactifs, sites radioactifs, installations nucléaires, 1983-2004

Art 23 (suite)-45 : Pollutions et risques industriels : gestion des déchets industriels, sites et sols pollués, installations et stockages à risque, 1960-2004

Art 45 (suite)-53 : Gestion des risques industriels, accidents majeurs, information du public, 1974-1993

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 53

Métrage linéaire : 18 ml (53 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080265⁷¹⁷

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Prévention de la pollution et des risques

Sous Direction : Service de l'environnement industriel

Sommaire :

Art 1-48 : Conseil national de l'air (CNA), Plan régional de qualité de l'air, Loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (LAURE), effet de serre, mesures de la qualité de l'air, lutte contre les pollutions, 1987-2005

⁷¹⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Pollution-des-sols-et>

⁷¹⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Pollution-atmospherique-2271>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 48 (suite)-58 : transports en commun, véhicules électriques, Engins mobiles non routiers (EMNR), 1991-2004

Art 59-65 : carburants pétroliers, biocarburants, 1990-2004

Art 65 (suite)-71 : pollution industrielle : installations à combustion, industrie du verre, 1979-2005

Art 71 (suite)-72 : industrie du bois, 1984-2004

Art 73-78 : taxe carbone, 1974-2001

Art 78 (suite)-81 : politique internationale concernant la pollution atmosphérique, 1983-2005

Art 81 (suite)-89 : études concernant la pollution atmosphérique, 1988-2005

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 89

Métrage linéaire : 30 ml (89 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080434⁷¹⁸

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sous Direction : Service de l'environnement industriel

Sommaire

Art. 1-8 : contentieux (classement par département), 1971-1986

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 8

Métrage linéaire : 3 ml (8 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

⁷¹⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-environnement-industriel-contentieux-1971-1986>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20080071⁷¹⁹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sous Direction : Service de l'environnement industriel

Sommaire

Art 1-25 : Technologies propres : procédés, pollution des eaux, 1965-1992

Art 26-45 : Programmes de recherche, action régionales , lutte contre la pollution industrielle, statistiques des pollutions domestiques et industrielles, pollution atmosphérique, agricole, surveillance des installations classées, 1961-2000

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 45

Métrage linéaire : 15 ml (45 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080073⁷²⁰

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sous Direction : Service de l'environnement industriel

Sommaire

L'Encéphalopathie spongiforme bovine, (ESB) :

Art 1-20 : Les risques liés aux activités d'équarrissage et à l'épandage des déchets organiques, 1992-2005

Art 21-27 : La valorisation des sous-produits d'origine animale, 1991-2005

Art 27-33 : Les mesures préventives contre l'ESB, 1996-2005

719 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-technologies-propres-pollutions-industrielles>

720 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-environnement-industriel>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 33

Métrage linéaire : 3 ml (11 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080057⁷²¹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sous Direction : Service de l'environnement industriel

Bureau : Risques technologiques et industries chimiques et pétrolières

Sommaire

Art 1-30 : Risques industriels : rejets industriels, stockage, entrepôts, assurance des risques : synthèses, études, enquêtes. 1983-2004

Art 31-56 : Industries chimiques : études, projet de loi, directive SEVESO, 1948-2005

Art 57-73 : Accident AZF à Toulouse, conséquences, projet de loi sur les risques industriels, 1999-2006

Art 74-122 : Produits chimiques : normes, méthodes, accidents, risques, études, 1978-2004

Art 122 (suite)-143 : Industries pétrolières, raffineries, stockages, oléoducs : réglementation, études, 1951-2006

Art 143 (suite)-155 : Transport de matières dangereuses : études, 1986-1999

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 155

Métrage linéaire : 52 ml (155 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

721 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-risques-technologiques>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19960012⁷²²

Ministère : Santé

Direction générale : Santé

Sous-Direction : Veille sanitaire

Sommaire

Art 1-2 : Présentation du Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI), 1952-1992.

Art 2 (suite)-5 : Coopération internationale en matière de radioprotection, travaux des conseils et commissions interministérielles, européennes et internationales, 1963-1992.

Art 5 (suite)-11 : Etudes sur la radioprotection : Tableaux mensuels des mesures de radioactivité réalisés en collaboration avec l'INSERM (1988-1993), études sur les centrales nucléaires françaises (classement par département puis par site) (1973-1993), autorisations de commercialisation d'eaux de source (1973-1986), études sur les dangers du nucléaire (à signaler. Accident de Tchernobyl et satellite soviétique Cosmos 1900) et sur l'iode (1986-1991), 1973-1993

Nombre d'articles : 11

Métrage linéaire : 4 ml

Communicabilité : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

7.1.2 Aquitaine

Référence

1464 W 1-125⁷²³

Documents concernés

Versement de dossiers d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et de carrières (1464 W)

Période concernée

1951-2007

Volume des documents

125 articles.

13,67 ml

Organisme responsable de l'accès des documents

Les Archives départementales des Landes

Provenance des documents

Préfecture des Landes. Direction de l'administration générale et de la réglementation (DAGR). Bureau de l'environnement

Éléments historiques

722 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-administration-a48774.html>

723 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-des-Landes-installations-classes-1951>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Le bureau de l'environnement s'est constitué dans les années 1960, dans le cadre de la DAGR qui a repris les missions de l'ancienne 2e division, en ajoutant au suivi réglementaire des installations classées et des carrières celui de l'environnement plus général (pollution, bruit, etc.).

Contenu des documents

Ce versement est constitué de dossiers d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), principalement ceux des plus importantes usines des Landes dont les papeteries, les élevages avicoles et bovins, les piscicultures, ainsi que des dossiers de carrières et d'explosifs.

Modalités de consultation

Archives publiques

L'accès aux archives publiques est régi par les lois et règlements en vigueur. Les dossiers des commissions de carrières sont immédiatement communicables. Les dossiers d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), carrières, travaux miniers et agréments de fluides frigogérés sont communicables après un délai de 25 ans (atteinte au secret commercial et industriel). Les dossiers contenant des données judiciaires sont communicables après 75 ans (1464 W 54, 95 et 105).

Les dossiers de dépôts d'explosifs sont non communicables (1464 W 113, archives dont la divulgation pourrait permettre de concevoir, de fabriquer, d'utiliser ou de localiser des armes de destruction massive).

7.1.3 Bretagne

7.1.3.1 Préfecture du Morbihan

Versement 2168W⁷²⁴

Préfecture du Morbihan

Installations classées de carrières et industrielles

Sommaire

2168W 1-113: Installations classées de carrières et industrielles, 1971-2016

Ce versement comporte des dossiers d'installations classées de carrières et d'industries, en activité ou non. Ces dossiers sont composés de différentes pièces : arrêtés et demandes d'autorisation, récépissés de déclaration, plans, délibérations.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 113

Métrage linéaire : 8 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

⁷²⁴ Répertoire détaillé

https://recherche.archives.morbihan.fr/archives/archives/fonds/FRAD056_00002168W/view:fonds/n:16

Versement 2216W⁷²⁵

Préfecture du Morbihan

Sommaire

2216W 1-189 Installations classées industrielles, 1981-2016

Ce versement comporte des dossiers d'installations classées d'industries. Ces dossiers sont composés de différentes pièces : arrêtés et demandes d'autorisation, récépissés de déclaration, plans, délibérations.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 189

Métrage linéaire : 10 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

7.1.3.2 DDTM du Morbihan

Versement 2121W⁷²⁶

Direction départementale des territoires et de la mer du Morbihan

Installations classées industrielles

Sommaire

2121W 1-428: Installations classées industrielles, 1946-2015

Ce versement comporte des dossiers d'installations classées d'industries qui peuvent encore être en activité. Ces dossiers sont composés de différentes pièces : arrêtés et demandes d'autorisation, récépissés de déclaration, plans, délibérations.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 428

Métrage linéaire : 30 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

⁷²⁵ Répertoire détaillé

https://recherche.archives.morbihan.fr/archives/archives/fonds/FRAD056_00002216W/view:fonds/n:16

⁷²⁶ Répertoire détaillé

https://recherche.archives.morbihan.fr/archives/archives/fonds/FRAD056_00002121W/view:fonds/n:16

7.1.4 Centre-Val de Loire

7.1.4.1 Préfecture du Loiret

Versement 1542W⁷²⁷

Préfecture du Loiret

Direction des collectivités locales et de l'aménagement

Bureau de l'aménagement et des risques industriels

Sommaire

1542W 1-80 : Établissements dangereux, insalubres ou incommodes, autorisation et contrôle : dossiers d'établissements (classement par arrondissements, communes et dans l'ordre alphabétique des noms des établissements), 1912-2004

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 180

Métrage linéaire : 9 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Loiret

Versement 1761W⁷²⁸

Préfecture du Loiret

Direction départementale de la protection des populations

Service de sécurité de l'environnement industrie

Sommaire

1761W 1-16 : Installations classées pour la protection de l'environnement, 1960-2007

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 16

727 Répertoire détaillé https://consultation.archives-loiret.fr/arkotheque/inventaires/ead_ir_consult2.php?ref=FRAD045_01542W

728 Répertoire détaillé https://consultation.archives-loiret.fr/arkotheque/inventaires/ead_ir_consult2.php?ref=FRAD045_01761W

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Loiret

7.1.4.2 DREAL du Centre

Versement 1709W⁷²⁹

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre
Service Environnement, industriel et risques

Sommaire

Art 1-152 : dossiers individuels d'installations classées pour la protection de l'environnement, 1948-2009

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 155

Métrage linéaire : 16 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Loiret

7.1.5 Haute-Normandie

7.1.5.1 DREAL de Haute-Normandie

Versement 4218W⁷³⁰

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie

Sommaire

Archives de l'ex Direction régionale de l'environnement (DIREN)

Art 1-29 : Loi sur l'eau et installations classées : avis de la DIREN, 1977-2001

⁷²⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Centre-installations-classees-1948-2009>

⁷³⁰ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Haute-Normandie-loi-sur-l-eau-et>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 29

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Seine-Maritime

Versement 4216W⁷³¹

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie

Sommaire

Art 1-10 : Infrastructures aéronautiques et portuaires, usines, centrales nucléaires, 1964-2000

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Dates extrêmes : 1964-2000

Nombre d'articles : 10

Métrage linéaire : 1.00 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Seine-Maritime

7.1.6 Poitou-Charentes

7.1.6.1 DRIRE de Poitou-Charentes

Versements 1137W 1166W 1222W 1585W⁷³²

Direction régionale de l'industrie , de la recherche et de l'environnement de Poitou-Charentes

Sommaire

Installations classées

731 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Haute-Normandie-infrastructures>

732 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Poitou-Charentes-installations-classees>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

1137 W 69-93

1166 W 92-148

1192 W 2-48

1585 W 1-52

Carrières

1137 W 2, 6-7

1166 W 47-50

1222 W 32-33

1940-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 260

Métrage linéaire : 26 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vienne

Versement 2307W⁷³³

Direction régionale de l'industrie , de la recherche et de l'environnement de Poitou-Charentes

Service risques technologiques et naturels

Sommaire

Art 1-9 : Organismes habilités,

Art 10-11 : Entreprises anciennement en auto-surveillance, 1991-2005

Art 12 : Registre de déclaration de générateurs de vapeur avec modèle de déclaration, 1967-2000

Art 13-15 : Accidents/incidents, 1969-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 15

733 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-detaille-DRIRE-Poitou-Charentes-risques-technologiques-et-naturels>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vienne

7.1.6.2 Préfecture de la Charente-Maritime

Versement 2423W⁷³⁴

Préfecture de la Charente-Maritime

Service de l'environnement

Sommaire

Art 1-6 : Installations classées : enquêtes publiques, rapports, plans
classement par no de dossier

Importance matérielle : 6 boîtes

Métrage linéaire : 0,60 ml

Années extrêmes : 1957-2001

Modalités d'accès : Fixées selon les lois et règlements en vigueur

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

Versement 4395W⁷³⁵

Préfecture de la Charente-Maritime

Direction de la coordination et de l'action territoriale

Sommaire

Art 1-28 : Installations classées pur l'environnement (ICPE) :
classement par no de dossier

Importance matérielle : 28 boîtes

Métrage linéaire : 4 ml

Années extrêmes : 2000

Modalités d'accès : Fixées selon les lois et règlements en vigueur

Lieu de conservation : Archives départementales de la Charente-Maritime

734 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-detaille-Prefecture-Charente-Maritime-installations-classees-1957>

735 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-detaille-Prefecture-Charente-Maritime-installations-classees-2000>

7.1.7 Rhône-Alpes

Versement 5822W⁷³⁶

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Rhône-Alpes

Sommaire

Art 1-9 : accidents ou incidents survenus dans les Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 1 ml

Années : 1998-2004

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales du Rhône

Versement 5864W⁷³⁷

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Rhône-Alpes

Sommaire

Art 1-9 : campagne de recherche de substances dangereuses dans les rejets : campagnes, organisation

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 0,80 ml

Années : 1993-2005

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales du Rhône

⁷³⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Rhone-Alpes-accidents-dans-les>

⁷³⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Rhone-Alpes-campagne-de-recherche-de>

Versement 5865W⁷³⁸

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes

Sommaire

Autosurveillance et contrôle

Art 1-24 : Centres nucléaires de production électrique (CNPE), 1994-2009

Art 5-29 : Stations d'épuration, 2001-2009

Nombre d'articles : 29

Métrage linéaire : 2,32 ml

Années : 1994-2009

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales du Rhône

Versement 5870W⁷³⁹

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Rhône-Alpes

Sommaire

Art 1-9 : Metaleurop, sites pollués : rapports, études

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 0,90 ml

Années : 1998-2004

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales du Rhône

738 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Rhone-Alpes-contrrole-des-centres>

739 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DRIRE-Rhone-Alpes-Metaleurop-sites-pollues-1998>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 5883W⁷⁴⁰

Direction régionale de l'environnement Rhône-Alpes

Sommaire

Art 1-4 : pollution par les polychlorobiphényles (PCB) : rapports, diagnostics

Nombre d'articles : 4

Métrage linéaire : 0,40 ml

Années : 2005-2010

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales du Rhône

7.2 Risques naturels

Versement 20170333⁷⁴¹

Ministère : Agriculture

Direction générale : Eaux et forêts

Sommaire

Art 1-5 : Dossiers transversaux, 1972-2002

Art 6-9 : Défrichements, 1935-2003

Art 40-74 : Classement et déclassé des forêts de protection, 1960-2008

Art 75-90 : Défense de la forêt contre les incendies, 1972-2007

Art 91-101 : Restauration des terrains en montagne (RTM), 1986-1998

Art 102 : Restauration des terrains en montagne (RTM), 2006

Nombre d'articles : 102

Métrage linéaire : 30 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

⁷⁴⁰Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Rhone-Alpes-pollution-par-les>

⁷⁴¹Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-defrichements-forets-de-protection-1935-2008>

7.2.1 Ministère de l'Intérieur

7.2.1.1 Direction de la sécurité civile

Versement 19990171⁷⁴²

Ministère : Intérieur

Direction : Sécurité civile

Sommaire

Commission interministérielle des catastrophes naturelles.

Art 1 : Dégâts causés par le cyclone Firinga du 29 janvier 1989 à la Réunion : Reportages photographiques, 1989 ce versement complète le versement 19920176 Art. 66

Nombre d'article : 1

Métrage linéaire : 0,30 ml

Conditions d'accès : la consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19920176⁷⁴³

Ministère : Intérieur

Direction : Sécurité civile

Sommaire

Art 1-45 et 66-68 : Commission interministérielle des catastrophes naturelles : Dossiers soumis en commission et classés par ordre chronologique puis par département, 1982-86.

Art 46-49 et 68-70 : Secours d'extrême urgence : Dossiers de subvention classés par année, 1976-87

Art 49-56 : Comité interministériel de coordination de secours aux sinistrés : Fonds de secours aux victimes de sinistrés et calamités : Dossiers de réunions et correspondances avec le ministère de l'Économie et des Finances, 1975-87

Art 57-63 : Interventions parlementaires, réponses aux questions écrites, 1977-87

Art 63-64 : Demandes d'aide à la Communauté Économique Européenne, 1982-86

Art 64-66 : Cyclones dans les départements et territoires d'Outre-mer, 1979-89

Nombre d'articles : 68

Métrage linéaire : 23 ml

Conditions d'accès : la consultation des documents s'effectue conformément au code du

742 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-cyclone-Firing-a-La-Reunion-1989>

743 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-catatrophes-naturelles-1975-1989>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement n°19940191⁷⁴⁴

Ministère : Intérieur

Direction : Sécurité civile

Sommaire

Art 1-11 : Minutiers et registres courrier, 1966-1989.

Art 11 : Inventions : Dossiers de projets d'inventions concernant la prévention et le traitement des risques, 1965-1982.

Art 12-17 : Concours : Dossiers des concours organisés par le bureau auprès des collectivités locales concernant la prévention des catastrophes naturelles, 1983-1990.

Montagne.

Art 18 : Généralités, 1961-1978.

Art 19-29 : Prévention et réglementation, 1969-1987.

Art 30-31 : Plans et mesures, 1969-1980.

Mer

Art 32-48 : Affaires générales : Pollution, échouage de l'Amoco-Cadiz, 1964-1992.

Art 49-54 : Prévention et réglementation, 1960-1986. A

Art 55-61 : Plans et mesures, 1966-1992.

Eau

Art 62-68. Affaires générales : Inondation, pollution, barrage, 1967-1992.

Art 68-80 : Prévention et réglementation, 1976-1992.

Art 81-94 : Plans et mesures, 1961-1992.

Risques naturels

Art 95-103 : Risques naturels liés à la météorologie, 1951-1990.

Art 104-111 : Risques naturels liés à la géologie, 1960-1986.

Art 111-112 : Risques technologiques, 1976-1991.

Art 112-119 : Plans spécifiques, 1973-1993.

Art 120-121 : Risques naturels en départements et territoires d'Outre-mer, 1968-1986

Nombre d'articles : 121

Métrage linéaire : 40

Conditions d'accès : la consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

⁷⁴⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Interieur-securite-civile-1961-1992>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19800040⁷⁴⁵

Ministère : Intérieur

Direction : Sécurité civile

Cabinet du directeur

Sommaire

Art 1 : Protection civile en France, organisation, missions incombant au ministère, stages, conférences, création de zones sanitaires, plan ORSEC, lutte contre les sinistrés dans les aérodromes et dans les ports, 1952-1976.

Art 2 : Protection civile en Europe, travaux du conseil de l'Europe, rapport sur la protection industrielle dans les pays de l'OTAN, 1958-1976.

Art 3-16 : Coopération internationale en cas de catastrophes, accords d'aide mutuelle entre la France et l'étranger, relations entre le Service National de la Protection Civile, ses homologues étrangers et divers organismes, 1958-1977.

Art 17 : Sécurité nucléaire et sécurité des transports, législation et réglementation, 1963-1977.

Art 18-20. Actions des Nations-Unies pour la protection de l'environnement, conférence de Stockholm de juin 1972, organismes français chargés de la protection de la nature, 1972-1976.

Art 21-28 : Lutte contre la pollution marine, conférences et accords internationaux, législation nationale et problèmes propres de la France, mesures et procédés divers de prévention, 1969-1977.

Art 29 : Protection des eaux intérieures, législation et réglementation, 1972-1975

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 29

Métrage linéaire : 10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

745 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_011989

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19940191⁷⁴⁶

Ministère : Intérieur

Direction : Sécurité civile

Sous-direction : Gestion des risques

Sommaire

Art 1-11 : Minutiers et registres courrier, 1966-1989.

Art 11 : Inventions : Dossiers de projets d'inventions concernant la prévention et le traitement des risques, 1965-1982.

Art 12-17 : Concours : Dossiers des concours organisés par le bureau auprès des collectivités locales concernant la prévention des catastrophes naturelles, 1983-1990.

Art 18-31 : Montagne. Art 18 : Généralités, 1961-1978.

Art 19-29 : Prévention et réglementation, 1969-1987.

Art 30-31 : Plans et mesures, 1969-1980.

Art 32-61 : Mer.

Art 32-48. Affaires générales : Pollution, échouage de l'Amoco-Cadiz, 1964-1992.

Art 49-54 : Prévention et réglementation, 1960-1986.

Art 55-61 : Plans et mesures, 1966-1992.

Art 62-94 : Eau.

Art 62-68. Affaires générales : Inondation, pollution, barrage, 1967-1992.

Art 68-80 : Prévention et réglementation, 1976-1992.

Art 81-94 : Plans et mesures, 1961-1992.

Art 95-103 : Risques naturels liés à la météorologie, 1951-1990.

Art 104-111 : Risques naturels liés à la géologie, 1960-1986.

Art 111-112 : Risques technologiques, 1976-1991.

Art 112-119 : Plans spécifiques, 1973-1993.

Art 120-121 : Risques naturels en départements et territoires d'Outre-mer, 1968-1986

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 121

Métrage linéaire : 40 ml (121 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

746 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_018430

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19960052⁷⁴⁷

Ministère : Intérieur

Direction : Sécurité civile

Sous-direction : Gestion des risques

Sommaire

Art 1-4 : Prévention et plans de secours en montagne, 1959-1989

Art 5-6 : Organisation et planification des secours en matière de risques naturels, 1965, 1981-1992

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 2 ml (6 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19970289⁷⁴⁸

Ministère : Intérieur

Direction : Sécurité civile

Sous-direction : Gestion des risques

Sommaire

Art 1 : Textes de base et organisation des secours au niveau départemental (plans orsec départementaux), 1952-1986.

Art 2-4 : Plan Orsec-Catastrophes majeures : Exercice Vosges 83 et ses enseignements, élaboration du plan, 1980-1989.

Art 4 : Divers : Organisation des secours, transport de matières dangereuses, projet de loi relatif à la prévention des risques majeurs et à l'organisation et la modernisation de la sécurité civile, 1973-1986

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 4

⁷⁴⁷ Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_018463

⁷⁴⁸ Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_009492

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Métrage linéaire : 2 ml (4 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19970293⁷⁴⁹

Ministère : Intérieur

Direction : Sécurité civile

Sous-direction : Gestion des risques

Sommaire

Feux de forêts

Art 1-5 : Campagnes feux de forêts : Préparation, rapports, bilans, ordres d'opération, plans de lutte (dossiers classés par années et dossiers classés par départements), 1979-1988.

Art 6 : Entente inter-départementale, 1965-1977

Art 6-7 : Exercice Florac 1985 et dossiers concernant les grands feux, 1965-1985.

Art 8-13 : Divers : Les retardants, Prométhée (statistiques des feux de forêts), la télédétection, les incendiaires, la Corse, la coopération européenne, 1973-1985.

Art 14-15 : Départements et zones. Analyses, bilans, dossiers divers, 1963-1980.

Art 15 : Statistiques, 1973-1980.

Art 16 : Sécheresse de 1976 et dossier sur les massifs prioritaires, 1976.

Art 16-17 : Technologie et moyens de lutte contre les feux de forêt (moyens aériens, transmissions, techniques), 1975-1982.

Art 18-19 : Documents généraux : Doctrine, données chiffrées, organisation, moyens humains, 1966-1983.

Art 19-26 : Divers : comptes rendus de réunions, rapports au ministre, plan d'action prioritaire No 24 (7ème, 8ème, 9ème plans), subventions, opérations, 1967-1984.

Art 27-50. Analyse, synthèse et gestion de crise. A

Art 27-35 : Catastrophes, incidents et accidents (inondations, tempêtes, sécheresse, accidents maritimes et aériens) en France et à l'étranger, classés par ordre chronologique : Retour d'expérience, rapports (à noter dossiers concernant : Le Torrey Canyon, l'Amoco Cadiz (1978), la soufrière (1976), le barrage de Malpasset (1959), le Tanio (1980), le cyclone Hugo (1989)), 1958-1991.

Art 36-50 : Exercices orsec (dont Vosges 1983), 1980-1991.

Art 51-53 : Salle de coordination opérationnelle CODISC.

Art 51-53 : Opérations diverses en France et à l'étranger, classées par ordre chronologique, 1969-1986

749 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_009496

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 53

Métrage linéaire : 6 ml (18 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19980225⁷⁵⁰

Ministère : Intérieur

Direction : Sécurité civile

Sous-direction : Services opérationnels

Sommaire

Organisation de la sécurité civile.

Art 1-3 : Correspondance avec les départements, (exercices, rapports sur les accidents, avis sur le plan ORSEC, les plans d'interventions), (classement par département), 1953-1988.

Art 4-8. Aspects opérationnels (interventions).

Art 4-6 : Grandes catastrophes maritimes, lutte anti-pollution de la mer (naufrages des navires : Olympic Bravery, Tanio, Bohlen, Amoco-Cadiz), 1971-1984.

Art 7-8 : Éruption volcanique (la soufrière, Guadeloupe), tremblement de terre (Italie, 1976), problèmes climatiques (tempête, inondations, vague de froid), transport de matières dangereuses, incendie (raffinerie de pétrole de Feyzin), 1966-1985.

Art 9 : Doctrine de l'organisation des secours : Rôle des préfets en matière de sécurité civile, Commissaire à l'Étude et à la Prévention des Risques Naturels Majeurs (CEPRINA), sécurité en matière de produits chimiques, 1971-1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 1 ml (3 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

750 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_015912

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20060014⁷⁵¹

Ministère : Intérieur

Direction : Sécurité civile

Sous-direction : Gestion des risques

Sommaire

Feux de forêts

Art 1 Campagnes Feux de forêts 1986, 1988-1991

Art 2-3 Dossiers de veille opérationnelle 1986

Art 4 Dossiers de veille opérationnelle 1988

Art 5-7 Dossiers de veille opérationnelle 1989

Art 8-9 Dossiers de veille opérationnelle 1990

Art 10 Dossiers de veille opérationnelle 1991

Risques naturels

Art 11 Dossiers de veille opérationnelle 1986-1987

Art 12-13 Dossiers de veille opérationnelle 1988

Art 14 Séisme du 7 décembre 1988 à Gumri (Arménie)

Art 15-16 Dossiers de veille opérationnelle 1989

Art 17 Sécheresse de 1989

Art 18-19 Ouragan Hugo du 17 septembre 1989 en Guadeloupe

Art 20-21 Dossiers de veille opérationnelle 1990

Art 22-23 Tempête et intempéries de janvier à mars 1990 en France

Art 24 Séisme du 21 juin 1990 à Tacht (Iran)

Art 25 Dossiers de veille opérationnelle 1991

Risques conflictuels

Art 26 Dossiers de veille opérationnelle 1987-1989

Art 27-28 Détachement français en Roumanie (1989-1990)

Art 29 Dossiers de veille opérationnelle 1990-1991

Risques technologiques

Art 30 Dossiers de veille opérationnelle 1986-1987

Art 31 Dossiers de veille opérationnelle 1988

Art 32 Naufrage du pétrolier Amazzone le 31 janvier 1988

751 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_005964

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 33 Incendie de l'usine PROTEX. Le 8 juin 1988

Art 34 Opération COSMOS 1900 (juin - octobre 1988)

Art 35 Dossiers de veille opérationnelle 1989

Art 36 Dossiers de veille opérationnelle 1990

Art 37-38 Dossiers de veille opérationnelle 1991

Art 39 Exercices risques technologiques 1988-1991

Risques de la vie courante

Art 40 Dossiers de veille opérationnelle 1985-1987

Art 41 Dossiers de veille opérationnelle 1988

Art 42 Dossiers de veille opérationnelle 1989

Art 43 Dossiers de veille opérationnelle 1990

Art 44 Dossiers de veille opérationnelle 1991

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 44

Métrage linéaire : 5 ml (18 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

7.2.2 Ministère de l'écologie et du développement durable

7.2.2.1 Administration centrale

Versement 20020571⁷⁵²

Ministère : Urbanisme

Sommaire

Art 1 : inondations en France (1950-1965)

Nombre d'articles : 1

Métrage linéaire : 0,33

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

⁷⁵² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillee-inondations-en-France-1950-1965>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20170221⁷⁵³

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale: Prévention des risques

Service : Service des risques naturels et hydrauliques

Sous-direction : Service technique de l'énergie électrique, des grands barrages et de l'hydraulique

Sommaire

Séances du Comité technique permanent des barrages et ouvrages hydrauliques (CTBOH)

Art 1 : Suivi des affaires, 2001-2005

Art 7-74 : Plans particuliers d'intervention, rapports, études, mémoires descriptifs, avis, documents préparatoires, notes, comptes-rendus, procès-verbaux, fiches, plans, correspondance, documentation, ,1973-2007

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 74

Métrage linéaire : 27 ml (87 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150631⁷⁵⁴

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale: Prévention des risques

Service : Service des risques naturels et hydrauliques

Sous-direction : Service technique de l'énergie électrique, des grands barrages et de l'hydraulique

Sommaire

Art 1-212 : Gestion et suivi du fonctionnement des barrages, 1958-2013

⁷⁵³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Comite-technique-permanent-des-barrages-et>

⁷⁵⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Service-technique-de-l-energie-electrique-des>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 213-305: Production électrique et réseaux, 1927-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 305

Métrage linéaire : 35 ml (117 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090377⁷⁵⁵

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Eau

Sous-direction : Milieux aquatiques et gestion de l'eau

Sommaire

Art 1-9 : Gestion des rivières : concessions du domaine public fluvial, aménagements. 1985-2002

Art 10-20 : Crues et inondations : enquêtes, bilans, prévention, méthodes, 1877-2007

Art 21-34 : Barrages et hydroélectricité : aménagement, concessions, vidanges, contentieux. 1974-2007

Art 35-37 : Conseil supérieur de la pêche (CSP) : rapports d'activité, statuts, projet de délocalisation. 1986-2005

Art 38-67 : Pêche et poissons migrateurs : protection, actions de restauration, franchissement des barrages. 1958-2007

Art 68-77 : Comité d'orientation pour la réduction de la pollution des eaux par les nitrates (CORPEN) : application des directives, bilans, synthèses, études. 1971-1999

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 77

Métrage linéaire : 9 (25 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

⁷⁵⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Gestion-des-rivieres>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20150588⁷⁵⁶

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale: Prévention des risques

Service : Service des risques naturels et hydrauliques

Sommaire

Politique de prévention des risques météorologiques.

Art 1-2 : Conventions techniques et financières, 2005-2012

Art 3-16 : Groupe de travail, retours d'expérience, 1989-2007

Art 17-27 : Participations à des commissions, 1992-2012

Art 28-31 : Services de prévision des crues et gestion des inondations, 2000-2009

Art 32-51 : Études de connaissance et retours d'expérience relatifs aux inondations par débordement des cours d'eau ou ruissellement, 1990-2008

Art 52-53 : Études du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), 2007

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 53

Métrage linéaire : 5 ml (17 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150587⁷⁵⁷

Ministère : Écologie et développement durable

Direction générale: Prévention des risques

Service : Service des risques naturels et hydrauliques

Sommaire

Politique de prévention des risques et inondations

Art 1-19 : Élaboration de la législation, 1993-2006

Art 20-76 : Plan de prévention des risques et des inondations (PPRI), 1971-2008

756 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-administration-a46288.html>

757 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-action-territoriale-du>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 77-80 : Programmes d'action et de prévention des inondations (PAPI), 2000-2007

Art 81-170 : Expropriation pour risques naturels majeurs, 1994-2009

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 170

Métrage linéaire : 15 ml (45 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070643⁷⁵⁸

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sous direction : Prévention des risques

Sommaire

Plans de prévention des risques naturels et inondations (PPRI)

Art 1-6 : Point avec préfets : avancement, bilans, enquêtes publiques, questions parlementaires, 1994-2004

Art 7-61 : PPRI : rapport de présentation, arrêté portant approbation, règlement, carte des aléas , plan de zonage (classement par département et commune), 1972-2005

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 61

Métrage linéaire : 15 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

⁷⁵⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Plans-de-prevention-des>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20150670⁷⁵⁹

Ministère : Environnement

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sommaire

Politique de lutte contre la pollution des sols et sous-sols

Art 1-154 : Pollution des sols , 1942-2008

Art 155-160: Dépollution, 1993-2004

Art 161-182 : Comité de suivi stockage souterrain, gaz naturel, 1985-2088

Art 183-230 : Après-mine, 1990-2010

Art 231-234 : Préparation de textes juridiques, 2007-2012

Art 235-239 : Pilote de groupe de travail, 1993-2006

Art 240-278 : Mines d'or de Salsigne, 1985-2009

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 278

Métrage linéaire : 26 ml (87 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20150630⁷⁶⁰

Ministère : Environnement

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sommaire

Politique de prévention des risques d'origine géologique

Art 1 : Instruction et indemnisation des catastrophes naturelles, 2002-2007

Art 2-6: Programmes de recherche, travaux liés aux catastrophes naturelles , 1993-2007

Art 7-142 : Comité de suivi stockage souterrain, gaz naturel, 1958-2088

759 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-pollution-des-sols-et-sous-sols-1942-2012>

760 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-politique-de-prevention>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 143-273 : Sécheresse, 2003-2005

Art 273-314 : Inondations, 2004-2008

Art 315-368 : Risques sismiques et volcaniques, 1980-2012

Art 369-380 : Incendies de forêt, 1994-2008

Art 381-413 : Avalanches, crues torrentielles, 1970-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 413

Métrage linéaire : 42 ml (139 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090314⁷⁶¹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sous direction : Risques majeurs

Sommaire

Art 1-9 : Coordination interministérielle sur la prévention des risques naturels majeurs. 1979-2008

Art 10-13 : Plans de prévention des risques. 1982-2004

Art 13 (suite)-14 : Incendies de forêt. 1983-2006

Art 15-16 : Produits agro pharmaceutiques. 1983-2001

Art 16 (suite)-18 : Avalanches (1999-2000), glissements de terrain (1979-2007). 1979-2007

Art 19-27 : Inondations. 1981-2007

Art 27 (suite)-28 : Tempêtes (2004), protection du littoral contre l'érosion marine (1980-2007). 1980-2007

Art 28 (suite)-29 : Cyclones. 1981-1989

Art 29 (suite)-33 : Séismes, 1981-2006

Art 33 (suite)-48 : Volcans dans les départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM) et les pays étrangers. 1983-2005

⁷⁶¹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Risques-majeurs>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 48 (suite)-51 : Déchets radioactifs. 1991-2000

Art 51 (suite) : Sécheresse. 2006

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 51

Métrage linéaire : 15 ml (51 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080059⁷⁶²

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sous direction : Prévention des risques majeurs

Sommaire

Art. 1-6 : Prévention des risques, stratégie, plan d'exposition aux risques (PER), recherches et études. 1982-2002

Art. 7 : Transports de matières dangereuses. 1988-1993

Art. 8-11 : Volcans, séismes, cyclones, inondations 1978-2001

Art. 12-13 : Affaissements dans les mines et carrières. 1950-1993

Art. 13 (suite)-18 : International : institutions, coopération par pays. 1986-2000

Art. 19-44 : Mouvements de terrain, prévention d'inondations : dossiers techniques (classement par département et par site). 1975-2001

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 44

Métrage linéaire : 15.00 ml (44 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

⁷⁶² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-risques-majeurs-1950>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19960017⁷⁶³

Ministère : Environnement

Direction : Prévention des pollutions et des risques

Sous direction : Risques naturels majeurs

Sommaire

Art 1-10 : Risques naturels majeurs : commissariat à l'étude et à la prévention des risques naturels majeurs, sécurité dans les campings, risques volcaniques, 1971-1989

Art 11-26 : Plan d'exposition aux risques naturels dans les départements (PER), 1982-1987

Art 27-40 : Pollution atmosphérique, rapports annuels d'information des centrales nucléaires, 1974-1986

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 40

Métrage linéaire : 4 m.l.

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19860103⁷⁶⁴

Ministère : Environnement

Direction : Eau

Sommaire

Annonces des crues

Art 1-36 : Travaux de la commission des annonces de crues, des services de navigation, du service central d'hydrologie - organisation des télécommunications (télégraphe, téléphones d'alerte), des services météorologiques, des travaux contre les inondations

1875-1971

⁷⁶³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Risques-naturels-majeurs>

⁷⁶⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-annonce-des-crues-1852>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 37-70 : Annonces de crues par bassin : relevés hydrométriques, inspection des services, rapports sur les travaux de protection, règlements locaux

1852-1973

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 70

Métrage linéaire : 7 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19850439⁷⁶⁵

Ministère : Environnement

Direction : Eau

Sommaire

Art 1-4 : Commission de l'eau (4ème Plan) sous commissions : administrative et juridique, pollution, ressources et besoins, ressources et lutte contre les inondations, besoins ; groupes de travail : régions hydrauliques, Loire, financement, multifonctionnel, eau domestique, besoins industriels, besoins en eau de l'agriculture, besoins en eau de la navigation intérieure (législation, dossier de séance, rapport)

1937, 1959-1964

Art 5 : Barrages intéressant la sécurité publique (inventaire) : 1960

Art 6 : Assainissement des agglomérations (Commission Loriferne)

1962-1968

Art 7 : Protection contre les inondations : Oise, Aisne, Aire :

1959-1961

Art 8 : Mouvement du sable le long des côtes : Adour : 1953-1954

Art 9-22 : Brochures : bulletin de l'association permanente des congrès de navigation, annuaires hydrologiques (Rhône, Méditerranée, Corse, Bretagne, Artois, Picardie, Nord), exploitation du réseau hydrologique de base du bassin Rhône Méditerranée Corse, réseau d'études hydroclimatologiques et d'annonce des crues (subdivision hydraulique de Nîmes), cahiers océanographiques, 1960-1980

⁷⁶⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-commission-de-l-eau-inondations-1937-1980>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 22

Métrage linéaire : 7 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19840535⁷⁶⁶

Ministère : Qualité de la vie

Direction : Eau

Sommaire

Art 1-14 : Stations de jaugeage : instructions, inondations de 1910 ; inventaires des stations hygrométriques, pluviométriques de jaugeage, climatologiques ; résultats et programmes de jaugeage ; documents concernant l'exploitation des stations et l'hydrologie

1883-1975

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 14

Métrage linéaire : 7 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

766 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Stations-de-jaugeage>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20060156⁷⁶⁷

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Eau

Sous direction : Milieux aquatiques et gestion de l'eau

Bureau : Mer

Sommaire

Art 1 : minutiers chronologiques, 1991

Art 2-5 : stratégie de protection, réseau de surveillance, 1974-2003

Art 6-10 : protection du littoral, 1964-2003

Art 11-19 : Événements de mer, naufrages, accidents (Amoco-Cadiz Erika ...), plans POLMAR : bilans rapports, 1976-2003

Art 20-22 : Centre de documentation de recherche et d'expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux (CEDRE), 1979-2004

Art 23-26 : déchets en mer, 1949-2003

Art 27-36 : droit international de la mer, 1969-2004

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 36

Métrage linéaire : 3.60 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

⁷⁶⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Mer-protection-du>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20060019⁷⁶⁸

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Eau

Sous direction : Protection et gestion de l'eau

Sommaire

Art 1-8 : Minutier de Noël Godard, sous directeur de la protection et la gestion des eaux, 1999-2001

Art 9-10 : Pré-contentieux avec la Communauté européenne concernant la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine : réponses du ministère, 1995-2002

Art 11-12 : Sécheresses, 1989-2003

Art 13-46 : Crues : bassins Adour-Garonne, Seine-Normandie, Loire-Bretagne, Rhin-Meuse, départements du Calvados et du Pas-de-Calais, 1864-1991

Art 47-51 : Nivellement, cartographie et débits des cours d'eau, 1905-1953

Art 52-79 : Loire : barrages, aménagements, 1971-1999

Art 80-83 : Adour : barrages, aménagements,, 1981-2000

Art 84 : Aube et Marne : barrages, 1977-1985

Art 85-87 : Outre mer : barrage et aménagements, 1981-1997

Art 88 : Aménagements divers (classement par rivière), 1988-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 88

Métrage linéaire : 9 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

⁷⁶⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Protection-et-gestion>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20080060⁷⁶⁹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Eau

Sous direction : Protection et gestion de l'eau

Bureau : Prévention des inondations et domaine public fluvial

Sommaire

Art 1-5 : Aménagement des cours d'eau : généralités, législation, planification, police des eaux, 1978-1994

Art 5 (suite)-10 : Aménagement des barrages, 1967-1992

Art 10 (suite)-12 : Aménagement des fleuves et rivières (classement par bassin), 1981-1990

Art 12 (suite) : Aménagement des cours d'eau en Outre mer, 1977-1989

Art 13 : Extraction des matériaux, 1977-1985

Art 13 (suite)-14 : Navigation et tourisme fluvial, 1980-1995

Art 14 (suite)-23 : Risques naturels : crues, pollutions de l'eau, 1910-1993

Art 23 (suite)-25 : Dossiers particuliers (hydrologie, TGV...), 1972-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 25

Métrage linéaire : 8.00 ml (25 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

⁷⁶⁹ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Prevention-des>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20080067⁷⁷⁰

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Eau

Sous direction : Protection, gestion de l'eau

Sommaire

Art 1-7 : Généralités : législation, police des eaux, programmes scientifiques, 1961-1997

Art 7 (suite)-42 : Eaux souterraines et superficielles : généralités, aménagement hydraulique, pollution, sécheresse, qualité des eaux, 1930-1998

Art 42 (suite)-45 : Littoral et mer, qualité des eaux, protection contre les pollutions, 1968-1995

Art 45 (suite)-46 : Conférences internationales, colloques et séminaires nationaux, 1972-1981

Art 46 (suite) : Surveillance des eaux dans le monde, 1983-1999

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 46

Métrage linéaire : 15.00 ml (46 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20060194⁷⁷¹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Eau

Sous-direction: Coordination et de la réglementation de l'eau

Sommaire

Dossiers de l'ancienne sous direction des affaires juridiques et internationales

770 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-protection-et-gestion-de>

771 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/versement-20070643-Ministere-Ecologie-et-developpement-durable-Direction>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 1-35 : Protection du Rhin contre la pollution : conventions, comptes rendus de réunions plénières, rapports de la commission internationale pour la protection du Rhin contre la pollution, études, programmes d'actions, bilans, 1963-2003

Art 36-40 : Protection de la Meurthe, de la Moselle et de la Sarre : comptes rendus de réunions plénières, rapports de la commission internationale pour la protection de la Moselle et de la Sarre contre la pollution, études, contentieux, 1978-1997

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 40

Métrage linéaire : 4 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070065⁷⁷²

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Eau

Sommaire

Art 1-5 : Instances nationales : comités, hauts conseils, 1974-2001

Art 6-9 : Législation, loi sur l'eau, 1977-2003

Art 10-31 : Pêche : législation, pisciculture, qualité de l'eau au lac Léman, 1920-2003

Art 32-43 : Orientations générales, programmes, bilans, actions des agences de l'eau, 1971-2003

Art 44-48 : Réglementation des cours d'eau, prises d'eau, chutes, barrages, 1930-1995

Art 49-70 : Annonce des crues : outils, fonctionnement des services des annonces des crues, gestion des cours d'eau, prévision des crues, 1861-2001

Art 71-76 : Hydroélectricité, centrales nucléaires, 1975-2004

Art 77-102 : Toxicité de l'eau : normes, méthodes, techniques, actions pour la qualité de l'eau, colloques, 1971-2004

Art 103-112 : Assainissement, pollution agricole, sites et sols pollués, 1959-2001

Art 126-132 : Assainissement dans les DOM-TOM, 1989-2004

⁷⁷² Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-legislation-sur-l-eau-1311>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 113-121 : Délégation du service public dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, 1979-2004

Art 122-125 : Consommation – économie d'eau, 1987-2003

Art 133-136 : Coopération internationale dans le domaine de l'eau, 1972-1992

Art 137-161 : Infrastructures routières et ferroviaires, pollution des eaux, 1982-2000

Art 162-165 : Financement de travaux dans le domaine de l'eau, 1975-2000

Art 166-172 : Mise en œuvre d'une politique de l'emploi dans le domaine de l'eau, 1993-2002

Nombre d'articles : 172

Métrage linéaire : 19 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19770771⁷⁷³

Ministère : Transports

Direction : Ports maritimes et voies navigables

Sous-direction : Travaux

Sommaire

Défense contre les inondations

Art 1-2 (VN 461-VN 462) : généralités : enquête effectuée sur l'initiative du Conseil économique et social

législation relative a la lutte contre les inondations

1930-1958

Art 3-62 (VN 463-VN 522) : prise en charge par l'État d'une partie du financement des travaux de défense contre les eaux, entrepris à l'initiative des collectivités locales

classement par département

1838-1975

⁷⁷³ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Voies-navigables-Defense>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 62

Métrage linéaire : 6 (18 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

7.2.2.1 Alsace

7.2.2.1.1 DDE du Haut-Rhin

Versement 1990W⁷⁷⁴

Direction départementale de l'équipement du Haut-Rhin

Service de l'Urbanisme et de l'Habitat

Sommaire

Environnement – eau

Art 1-4 : Crue du 29 décembre 1947 (inondations) - dégâts à la voirie, aux ouvrages d'art, aux particuliers - vallées de la Fecht, de la Lauch, de la Thur et de la Doller - Échange de messages avec l'armée, rapports des dégâts, estimations chiffrées des réparations, courriers des maires avec la Préfecture et l'administration centrale, 1947-1954

Urbanisme et aménagement foncier – études

Art 5 : Projet de Nécropole à Sigolsheimau lieu-dit "Blutberg - coupures de journaux, plans et études du terrain et de l'environnement avec photos, estimation chiffrée, 1955-1964

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 5

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Haut-Rhin

⁷⁷⁴ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Haut-Rhin-Crue-du-29-decembre-1947>

7.2.2.2 Bretagne

7.2.2.2.1 DRIRE Bretagne

Versement 1750W⁷⁷⁵

Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bretagne

Sommaire

1750W 1-39: dossiers de suivi des carrières du Morbihan, comprenant des déclarations d'ouverture et fermeture de carrière, des autorisations d'exploitation, des procès-verbaux de visites, des consignes, des croquis, des plans et des dossiers d'accidents survenus dans ces carrières, 1913-2008

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 39

Métrage linéaire : 4,50 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

7.2.2.2.2 DDE du Finistère

Versement 1830W⁷⁷⁶

Direction départementale de l'équipement du Finistère

Sommaire

Art 1-6 : Pollution par les algues vertes, 1969-2004

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 0,60

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

⁷⁷⁵ Répertoire détaillé <https://recherche.archives.morbihan.fr/archive/egf/n:16>

⁷⁷⁶ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Finistere-Pollution-par-les-algues-vertes>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

7.2.2.2.3 Préfecture du Morbihan

Versement 1513W⁷⁷⁷

Préfecture du Morbihan

Direction : Cabinet et sécurité

Service interministériel de défense et de protection civile

Sommaire

1513W 103-240 : Catastrophes naturelles : tempêtes, inondations, sécheresse, incendies, séismes, 1962-1994

1513W 16-17, 241-436 : Prévention des risques, 1947-1994

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 116

Métrage linéaire : 10 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

Versement 1085W⁷⁷⁸

Préfecture du Morbihan

Direction : Actions interministérielles

Bureau de l'environnement et de l'urbanisme

Sommaire

1085W 1-269 : Établissements classés : établissements insalubres, substances dangereuses, 1927-1969

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 269

Métrage linéaire : 20 ml

⁷⁷⁷ Répertoire détaillé

https://recherche.archives.morbihan.fr/archives/archives/fonds/FRAD056_00001085W/view:fonds/n:16

⁷⁷⁸ Répertoire détaillé

https://recherche.archives.morbihan.fr/archives/archives/fonds/FRAD056_00001513W/view:fonds/n:16

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

Versement 1243W⁷⁷⁹

Préfecture du Morbihan

Direction : Actions interministérielles

Bureau de l'environnement et de l'urbanisme

Sommaire

1243W 1-163 : Établissements classés , 1980-1981

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 163

Métrage linéaire : 12 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

Versement 1244W

Préfecture du Morbihan

Direction : Actions interministérielles

Bureau de l'environnement et de l'urbanisme

Sommaire

1244W 1-114 : Établissements classés , 1982-1984

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 114

Métrage linéaire : 11 ml

⁷⁷⁹ Répertoire détaillé

https://recherche.archives.morbihan.fr/archives/archives/fonds/FRAD056_00001243W/view:fonds/n:16

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

Versement 1405W⁷⁸⁰

Préfecture du Morbihan

Direction : Actions interministérielles

Bureau de l'environnement et de l'urbanisme

Sommaire

1405W 1-26 Établissements classés : élevage , 1979-1993

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 1405

Métrage linéaire : 93 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

Versement 1412W⁷⁸¹

Préfecture du Morbihan

Direction : Actions interministérielles

Bureau de l'environnement et de l'urbanisme

Sommaire

1412W 1-13 : Établissements classés : élevage , 1962-1986

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 13

Métrage linéaire : 1,55 ml

780 Répertoire détaillé

https://recherche.archives.morbihan.fr/archives/archives/fonds/FRAD056_00001405W/view:fonds/n:16

781 Répertoire détaillé

https://recherche.archives.morbihan.fr/archives/archives/fonds/FRAD056_00001412W/view:fonds/n:16

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

Versement 1439W⁷⁸²

Préfecture du Morbihan

Direction : Actions interministérielles

Bureau de l'environnement et de l'urbanisme

Sommaire

1439W 1-324: Établissements classés , 1939-1996

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 324

Métrage linéaire : 36 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

Versement 1496⁷⁸³

Préfecture du Morbihan

Direction : Actions interministérielles

Bureau de l'environnement et de l'urbanisme

Sommaire

1496W 1-6: Établissements classés : élevages de porcs, élevages de volailles , 1978-1993

Ce versement est constitué de dossiers d'installations classées pour des élevages de porcs et de volailles. Ces dossiers sont composés de différentes pièces : arrêtés et demandes d'autorisation, récépissés de déclaration, plans d'épandage

782 Répertoire détaillé

https://recherche.archives.morbihan.fr/archives/archives/fonds/FRAD056_00001439W/view/fonds/n:16

783 Répertoire détaillé

https://recherche.archives.morbihan.fr/archives/archives/fonds/FRAD056_00001496W/view/fonds/n:16

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 0,55 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

Versement 1849W⁷⁸⁴

Préfecture du Morbihan

Direction : Réglementation

Bureau de l'environnement et du cadre de vie

Sommaire

1849W 1-4: Installations classées, 1968-2010

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 4

Métrage linéaire : 0,35 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

7.2.2.4 Franche-Comté

7.2.2.4.1 DREAL Franche-Comté

Versement 1979W⁷⁸⁵

Direction régionale de l'environnement de Franche-Comté

Service : de l'eau et des risques naturels

Sommaire

Art 1-285 : Cartes et plans des réseaux hydrographiques franc-comtois. - Géologie (1983), hydrogéologie (1962-1987), hydrologie et hydrométrie (1967-1983), hydrobiologie et qualité des cours d'eau (1971-1982)...

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 285

Métrage linéaire : 0.20 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Doubs

Versement 1980W⁷⁸⁶

Direction régionale de l'environnement de Franche-Comté

Service : de l'eau et des risques naturels

Sommaire

Art 1-254 : Cartes, plans, photographies, 1954-1984

Les cartes et plans Répertoires proviennent de l'activité du service régional de l'aménagement des eaux, administration régionale dont la fusion avec la délégation régionale à l'architecture et à l'environnement donna naissance à la direction régionale de l'environnement...

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

785 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Franche-Comte-eau-et-risques-naturels-1962>

786 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Franche-Comte-eau-et-risques-naturels-1954>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 254

Métrage linéaire : 0.20 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Doubs

7.2.2.4.2 DDE du Doubs

Cote 1880 W1-31⁷⁸⁷

Direction départementale de l'équipement du Doubs

Service : prévention des risques, sécurité

Cellule : risques naturels et technologiques

Sommaire

1880W1-20 : Service de l'annonce des crues, 1940-2005

1880W21-27 : Surfaces submersibles, 1961-1990

1880W28-29 : Police de l'eau

1880W30 : Pont battant à Besançon, reconstruction , 1940-1944

1880W31 : Zone industrielle d'Exincourt et d'Étupes, 1972
1940-2005

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Description physique : 4.60 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Doubs

⁷⁸⁷ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Franche-Comte-risques-naturels-et>

7.2.2.5 Ile-de-France

7.2.2.5.1 DRE Ile-de-France

Versement 2766W⁷⁸⁸

Direction régionale de l'environnement d'Ile-de-France

Sommaire

2766 W 1 - 2766 W 79 : Jaugeages

classement par nom de station

1950-1993

2766 W 80 - 2766 W 120 : Hauteurs d'eau observées

Hauteur de l'eau, relevés quotidiens observés : tableaux récapitulatifs mensuels ("modèles B"), tableaux récapitulatifs annuels.

Classement par commune

1941-1992

2766 W 121 - 2766 W 326 : Hauteurs d'eau automatiques

Hauteur de l'eau, relevés quotidiens automatiques : limnigrammes (relevés hauteur-temps de la hauteur de l'eau).

Classement par commune

1955-1992

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 326

Métrage linéaire : 49 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Val-de-Marne

⁷⁸⁸ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Ile-de-France-jaugeages-hauteurs-d-eau>

Versement 3S⁷⁸⁹

Direction régionale d'environnement d'Ile-de-France

Sommaire

3 S 5-46 : Hauteur de l'eau, relevés quotidiens observés : tableaux récapitulatifs mensuels (" modèles B "), tableaux annuels.

1872-1940

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 42

Métrage linéaire : 7 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Val-de-Marne

7.2.2.6 Languedoc-Roussillon

Cotes extrêmes⁷⁹⁰

1623 W 1-17

Dates extrêmes

2002-2005

Description physique

Nombre d'éléments

17 boîtes d'archives

Métrage linéaire

1,70

Lieu de conservation

Archives départementales du Gard

Nom du producteur

Préfecture du Gard. Secrétariat général. Direction des collectivités et du développement local. Mission Foncier agricole

Informations sur les modalités d'entrée

Versement en date du 9 février 2017

Statut juridique

Archives publiques

Communicabilité

Selon les dispositions prévues pour les archives publiques par le Code du Patrimoine (art. L 213-1 à 8).

La totalité de ce versement est librement communicable.

789 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DIREN-Ile-de-France-Hauteurs-de-l-eau-relevés-1278>

790 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-du-Gard-inondations-2002-2005>

Guide des sources de la gestion des crises et des risques naturels dans l'Hérault (1940 à nos jours), 2011⁷⁹¹

Publication Archives départementales de l'Hérault

Guide des sources réalisé par Gabriel Amalvi, stagiaire étudiant en Master 2 d'Histoire à l'université Paul Valéry, 2011

Sommaire

Première partie

Introduction

Présentation générale

Réglementation et dispositifs

Acteurs

Avant-propos

Partie II

Guide des sources

Répertoire méthodique par Emmanuel Lion et Evelyne Secondy, travail coordonné par Martine Bourmaud ; sous la direction de Sylvie Desachy

Archives départementales de l'Hérault

Montpellier - 2016

Cote : 424 W ; 493 W ; 471 W ; 576 W ; 613 W ; 646 W ; 719 W ; 764 W ; 773 W ; 786 W ; 866 W ; 867 W ; 875 W ; 879 W ; 947 W ; 1004 W ; 1022 W ; 1058 W ; 1065 W ; 1075 W ; 1080 W ; 1118 W ; 1128 W ; 1129 W ; 1132 W ; 1143 W ; 1174 W ; 1252 W ; 1259 W ; 1282 W ; 1289 W ; 1303 W ; 1316 W ; 1339 W ; 1412 W ; 1434 W ; 1458 W ; 1487 W ; 1489 W ; 1492 W ; 1493 W ; 1494 W ; 1665 W ; 2252 W ; 2259 W ; 2306 W ; 2426 W ; 2427 W ; 2429 W ; 2447 W ; 2449 W ; 2476 W

Dates : 1941-2013

Nom du producteur

Préfecture de l'Hérault

Présentation du producteur

C'est avec l'apparition d'un ministère spécifique en janvier 1971 que l'environnement prend une place dans le débat politique. Depuis, sa défense et l'importance des questions environnementales n'ont fait que croître.

Modalités d'entrées

Versement

Présentation du contenu

Ce répertoire méthodique traite de l'ensemble de documents relatifs à l'environnement traité par les services de la préfecture.

On trouve des dossiers sur l'organisation de la protection de l'environnement dans le département (réglementation, services administratifs, commissions, déclarations d'aménagement au titre de la loi sur l'eau), la sensibilisation à l'environnement (Journée

791 Guide des sources https://archives-pierresvives.herault.fr/data/guide_des_risques_naturels_amalvi.pdf

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

de l'arbre, notamment), sur les nuisances et pollutions, la gestion et l'entretien des espaces verts et la protection des espèces. Une partie importante concerne également la protection, l'aménagement et la mise en valeur du littoral (Loi "littoral", études, travaux de défense contre la mer, lutte contre la pollution et protection et aménagement du littoral et des étangs littoraux avec notamment les contrats de baie) ainsi que la gestion de l'eau (police des eaux, ressource en eau, gestion, entretien et protection des cours d'eau et du milieu aquifère).

Enfin la gestion et la prévention des risques naturels constitue le dernier pan de ce répertoire dans lequel on retrouve la mise en place des plans d'exposition aux risques naturels (PER), des plans des risques naturels (PPR) et des plans d'action et de prévention des inondations (PAPI).

Accroissement

Fonds ouvert

7.2.2.7 Lorraine

7.2.2.7.1 DREAL Lorraine

Versement 2718W⁷⁹²

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine

Sommaire

Art 1-39: repères de crues sur les rivières Meuse, Orain, Moselle, Esh, Seille, Meurthe, Vezouze, Moselotte et Sanon sur lesquelles le service exerçait le police de l'eau (inter-régional)

1740-2006

Nombre d'articles : 39

Métrage linéaire : 4 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales de Moselle

792 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Lorraine-reperes-de-crues-1740-2006>

7.2.2.8 Poitou-Charentes

7.2.2.8.1 DRIRE de Poitou-Charentes

Versement 2242W⁷⁹³

Direction régionale de l'industrie , de la recherche et de l'environnement de Poitou-Charentes

Service risques technologiques et naturels

Sommaire

Art 1-3 : Accidents en carrières, 1880-1983

Art 4-5 : CLIC (Comité local d'information et de concertation), 2007

Art 6-14 : Eaux minérales, 1755-2006

Art 15 : Étude de dangers Jouffray Drillaud à Cissé , 2008

Art 16-18 : Mémento roches et minéraux industriels (tomes 1 à 3), 1987-1996

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 18

Métrage linéaire : 2,6 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vienne

Versement 2295W⁷⁹⁴

Direction régionale de l'environnement, l'aménagement et du logement de Poitou-Charentes

Service risques technologiques et naturels

Sommaire

Art 1-6 : Dossiers de carrières antérieurs à leur intégration dans la nomenclature des installations classées (1994), 1887-1986

Art 7 : Explosifs : demandes d'utilisation des explosifs dès réception et consignes, 1980-2000

793 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-detaille-DRIRE-Poitou-Charentes-risques-technologiques-et-naturels-1353>

794 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-detaille-DREAL-Poitou-Charentes-risques-naturels-1887-2008>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 7

Métrage linéaire : 0,70 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vienne

Versement 2306W⁷⁹⁵

Direction régionale de l'industrie , de la recherche et de l'environnement de Poitou-Charentes

Service risques technologiques et naturels

Sommaire

Art 1-12 : Études de dangers, 1988-2008

Art 13-17 : Crédits de service publics du BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières) - programmation des opérations, 1995-2003

Art 18 : Plaquettes DRIRE Poitou-Charentes, 1992-2006

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 18

Métrage linéaire : 2,5 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Vienne

⁷⁹⁵ Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-detaille-DRIRE-Poitou-Charentes-risques-technologiques-et-naturels-1355>

7.2.2.9 Rhône-Alpes

Versement 5853W⁷⁹⁶

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes

Sommaire

Art 1-10 : crues et étiages : rapports, plans ...

Nombre d'articles : 10

Métrage linéaire : 1 ml

Années : 1840-1989

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales du Rhône

7.2.2.9.1 DDE de l'Ain

Versement 848W⁷⁹⁷

Direction départementale de l'équipement de l'Ain

Service : Subdivision

Bureau : Nantua

Sommaire

Art 1-4 : Travaux contre les risques de crues à Nantua, Brion et Montréal-la-Cluse.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Dates extrêmes : 1962-1994

Nombre d'articles : 4

Métrage linéaire : 0.40 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Ain

796 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DREAL-Rhone-Alpes-crues-et-etiages-1840-1989>

797 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-de-l-Ain-Travaux-contre-les-risques-de-crues>

Versement 495W⁷⁹⁸

Direction départementale de l'équipement de l'Ain

Service aménagement durable et prospective

Sommaire

Art 1-13 : qualité des eaux, alimentation en eau, défense contre les eaux, police des eaux (1920-1990), sécheresses (1971-1973), eaux souterraines en Dombes (1861-1875), 1865-1990

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 13

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Ain

Versement 658W⁷⁹⁹

Direction départementale de l'équipement de l'Ain

Service aménagement durable et prospective

Sommaire

Art 1-37 : Police des eaux. Inondations Carrières. Création ou remise en eau d'étangs. Captages. Crues, 1869-1992

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 37

Métrage linéaire : 3

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Ain

798 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Ain-qualite-des-eaux-alimentation-en-eau>

799 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Ain-Police-des-eaux-inondations-1869-1992>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 784W⁸⁰⁰

Direction départementale de l'équipement de l'Ain

Service aménagement durable et prospective

Sommaire

Art 1-24 : Déchets, schéma départementale d'ordures ménagères. Cellule d'alerte de la rivière de l'Ain. Impact des centrales nucléaires. Hydrauliques, qualité des eaux. Installations classées, captages, carrières., 1954-1994

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 24

Métrage linéaire : 2

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Ain

Versement 952W⁸⁰¹

Direction départementale de l'équipement de l'Ain

Service aménagement durable et prospective

Sommaire

Art 1-13 : Police des eaux des rivières suivantes : Ain, Furans, Reyssouze, Rhône, 1947-1994

Art 9-12 : Commission internationale pour la protection des eaux du Léman (CIPEL), 1980-1993

Art 13 : Carrières dossier d'autorisation., 1973-1994

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 13

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Ain

800 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Ain-Dechets-Cellule-d-alerte-de-la-riviere>

801 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Ain-Police-des-eaux-1947-1994-protection-des>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 1076W⁸⁰²

Direction départementale de l'équipement de l'Ain

Service : aménagement durable et prospective

Sommaire

Art 1-10 : Dossiers concernant les cours d'eau Ain, Albarine, Rhône. Station d'épuration d'Ambérieu-en-Bugey (STEASA). Réserves naturelles. 1972-1993

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 10

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Ain

Versement 959W⁸⁰³

Direction départementale de l'équipement de l'Ain

Service aménagement durable et prospective

Sommaire

Art 1 : Comité international pour la protection des eaux du Léman (CIPEL), 1994-1995

Art 2-5 : Travaux de protection des rivières l'Albarine et le Seran, 1960-1995

Art 6 : Synthèse hydrologique pour les régions Bresse, Dombes, Bas Dauphiné., 1985-1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Ain

802 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Ain-Dossiers-concernant-les-cours-d-eau>

803 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Ain-protection-des-eaux-du-Leman-travaux-de>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 656W⁸⁰⁴

Direction départementale de l'équipement de l'Ain

Service : aménagement durable et prospective

Sommaire

Art 1-51 : Dossiers de carrières : instruction, autorisation, renouvellement, déclaration d'abandon, études d'impact. Procès verbaux de réunions du Conseil Départemental d'Hygiène (DRIRE, DAS, DSV). Cartes de la Dombes 1857, Mâcon, Saint-Claude, Nantua, Chambéry 1870, département de l'Ain, 1855-1922

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 51

Métrage linéaire : 5 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Ain

Versement 7S⁸⁰⁵

Direction départementale de l'équipement de l'Ain

Service aménagement durable et prospective

Sommaire

Art 1-78 : Défense des rives. Amélioration des cours d'eau. Prises d'eau pour usines hydrauliques. Syndicat des eaux. Irrigation. Polices des eaux., 1773-1962

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 78

Métrage linéaire : 8

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Ain

804 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Ain-Carrieres-cartes-de-la-Dombes-Macon-1855>

805 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Ain-Defense-des-rives-amelioration-des-cours>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 964W⁸⁰⁶

Direction départementale de l'équipement de l'Ain
Service aménagement durable et prospective

Sommaire

Art 1-16 : Plans d'expositions aux risques inondations (PERI) sur différentes communes du Val de Saône, 1994.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 16

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Ain

Versement 647W⁸⁰⁷

Direction départementale de l'équipement de l'Ain

Service aménagement durable et prospective

Sommaire

Art 1-2 : Amarrage de bateaux, 1935-1974

Art 3 : Usines hydrauliques. Cours d'eau, plans d'eau., 1864-1970

Art 4-17 : Commission internationale pour la protection des eaux du Léman (CIPEL), 1971-1990

Art 18-23 : Compagnie nationale du Rhône : aménagements, 1948-1989

Art 23 (suite)-26 : Centrales nucléaires de Creys-Malville et du Bugey : demandes de rejets d'effluents, 1965-1989

Art 27 : Schéma directeur d'aménagement urbain (SDAU) du Haut Rhône, 1974-1975

Art 28 : Étangs de Bresse et Dombes, 1858-1862

Art 29 : Plans d'eau, 1977-1981

Art 3g : Aménagement de la rivière la Reyssouzze, 1958

806 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Ain-Plans-d-expositions-aux-risques>

807 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-Ain-Lac-Leman-Compagnie-nationale-du-Rhone>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 31 : Traitement des ordures ménagères, 1971-1974

Art 32-33 : Unités touristiques nouvelles : col de la Faucille 1978-1987

Art 34-40 : Protection des sites : projet d'une réserve naturelle du Haut Jura Gessien et d'une réserve naturelle des Brotteaux de l'Ain, 1976-1988

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 40

Métrage linéaire : 4 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Ain

Versement 498W⁸⁰⁸

Direction départementale de l'équipement de l'Ain

Service : aménagement durable et prospective

Sommaire

Art 1-22, 25-31 : rivière de l'Ain : crues, barrages, digues, défense contre les eaux, occupation du domaine public, limnigrammes, 1856-1990

Art 23 : rivière la Saône : autorisations de prises d'eau, 1976-1980

Art 24 : rivière le Séran, 1922-1984

Art 32-33 : rivière la Reyssousse : aménagement, 1936-1975

Art 34-35 : aménagement du Haut Rhône, 1936-1988

Art 36 : lac de Nantua : pollution, 1961-1970

Art 37-38 : rivière le Furans : débits, crues, aménagement hydraulique, 1952-1987

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 38

Métrage linéaire : 4 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de l'Ain

808 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-de-l-Ain-rivieres-lacs-amenagements-crues>

7.2.2.9.1 Haute-Loire

Cote

1899 W 1-17⁸⁰⁹

Intitulé

Répertoire numérique du 1899 W

Dates

XIXe-XXe siècles

Description physique**Genre et caractéristiques physiques**

Document d'archives

Nombre d'articles

17 cotes d'archives

Nombre d'articles

1,80 ml

Unité de conditionnement

Carton traditionnel

Organisme responsable de l'accès intellectuel

Archives départementales de la Haute-Loire

Localisation physique

Le Puy-en-Velay

Langue des unités documentaires

Français

Origine

Direction départementale des territoires. Service environnement forêts

Informations sur les modalités d'entrée

Versement en date du 12 décembre 2012

Présentation du contenu

Dossiers de lutte contre les inondations des fleuve et rivières, police des eaux.

Conditions d'utilisation

selon la réglementation en vigueur

809 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDT-de-Haute-Loire-lutte-contre-les-inondations>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

7.2.2.10 Martinique

7.2.2.10.1 DDE de la Martinique

Versement 1295W⁸¹⁰

Direction départementale de l'équipement de la Martinique

Service : équipement des collectivités et qualité de l'ingénierie publique

Sommaire

Art 1-2 : Plans d'aménagement des rivières (1970-1973), prises d'eau et exploitation des eaux souterraines (1976), protection contre les inondations (1970-1976)

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 2

Métrage linéaire : 0.2 ml

Lieu de conservation : Archives départementales de la Martinique

810 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDE-de-la-Martinique-Plans-d-amenagement-des>

8. Construction, protection et gestion des sites et paysages

Versement 20010046⁸¹¹

Ministère : Équipement, logement, transports et mer

Direction : Architecture

Sous-Direction : Mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques

Sommaire

Actions de communication et bilans de l'activité de la Mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques (MIQCP)

Participations au concours d'architecture organisés par les administrations de l'État ou les collectivités locales

Art 1 : actions de communication de la mission : publications, organisation d'expositions, 1986-1991.

Art 2 : réflexions sur les procédures de concours, 1985-1988

Art 3-5 : recensement des réalisations en matière d'accueil des personnes âgées dépendantes dans le cadre de l'opération faire connaître les réalisations de qualité, 1987

Art 6-7 : bilan des réalisations du programme architectures publiques, 1989

Art 8-24 : participation aux concours concepteurs constructeurs organisés par les administrations de l'État, ministères, administration des postes, 1987-1993

Art 25-27 : participation aux concours concepteurs constructeurs organisés par les collectivités locales pour des opérations d'urbanisme ou d'équipement des villes, 1987-1992

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 27

Métrage linéaire : 2.70 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19920434⁸¹²

Ministère : Équipement, logement et transports

Direction : Construction

Sous-Direction : Économie du bâtiment

Sommaire

Dossiers de François Godlewski, sous-directeur

811 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Mission-interministerielle-pour-la-qualite-des>

812 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-qualite-des-constructions-publiques-de-l-habitat>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 1-7 : politique du logement et contrats de plan régionaux
1976-1984

Art 8-13 : participation aux travaux de la mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques sur la réforme de l'ingénierie, préparation de textes et circulaires relatifs à :

la politique technique du bâtiment,

la réglementation thermique,

l'économie d'énergie,

1979-1986

Art 14-22 : programmes du secrétariat permanent du Plan construction et habitat (**H2E85, H3E90, Habitat 88**),

réunions du comité produits industriels et productivité,

contrats de développement,

1981-1986

Art 23-24 : dossier qualité technique "maisons individuelles", par le groupe maison familiale, 1981

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 24

Métrage linéaire : 2.40 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

8.1 Sites et paysages

Historique du service producteur

Sous la dénomination d'espaces protégés étaient regroupés d'une part les sites protégés (loi du 2 mai 1930), d'autres part les constructions en abords de monuments historiques et les secteurs sauvegardés (lois des 25 février 1943 et 4 août 1962). Ces attributions ont relevé de l'Éducation nationale puis de la Culture jusqu'en 1978 ; la réorganisation de 1995 les a partagés entre la l'Environnement (pour les sites) et la Culture (pour le reste).

Les espaces protégés ont formé de 1978 à 1995 une sous-direction, sous des dénominations diverses (en 1978 sites et espaces protégés, en 1985 mise en valeur et protection des espaces).

Versement 20070066⁸¹³

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sommaire

Art 1-7 : Rapports et études concernant les sites et paysages

813 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-sites-et-paysages-rapports-etudes-1960-1995>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

classement par département

1960-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 7

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20010046⁸¹⁴

Ministère : Équipement, logement, transports et mer

Direction : Architecture

Sous-Direction : Mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques

Sommaire

Actions de communication et bilans de l'activité de la Mission interministérielle pour la qualité des constructions publiques (MIQCP)

Participations au concours d'architecture organisés par les administrations de l'Etat ou les collectivités locales

Art 1 : actions de communication de la mission : publications, organisation d'expositions, 1986-1991.

Art 2 : réflexions sur les procédures de concours, 1985-1988

Art 3-5 : recensement des réalisations en matière d'accueil des personnes âgées dépendantes dans le cadre de l'opération faire connaître les réalisations de qualité, 1987

Art 6-7 : bilan des réalisations du programme architectures publiques, 1989

Art 8-24 : participation aux concours concepteurs constructeurs organisés par les administrations de l'État, ministères, administration des postes, 1987-1993

Art 25-27 : participation aux concours concepteurs constructeurs organisés par les collectivités locales pour des opérations d'urbanisme ou d'équipement des villes, 1987-1992

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 27

Métrage linéaire : 2.70 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

814 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Mission-interministerielle-pour-la-qualite-des>

8.1.1 Sites

Versement 20100528⁸¹⁵

Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer

Direction : Architecture et urbanisme

Sous-direction : Mission pour le rétablissement du caractère maritime du Mont Saint-Michel

Sommaire

Art 1-4 : réactions consécutives à la construction de la digue et premières propositions de restauration du caractère maritime du Mont Saint-Michel, 1874-1936

Art 5 : reprise du projet de dégagement du Mont Saint-Michel, 1956-1973

Art 6-23 : premier projet mené, à la demande du directeur de l'architecture et de l'urbanisme, par Jean Doulcier, architecte, ingénieur des ponts et chaussées, 1974-1989

Art 24-30 : second projet amené par l'intervention de Jean-Pierre Maillard, architecte, ingénieur, pour la coordination et l'assistant à maîtrise d'ouvrage, 1989-1994.

Art 31-35 : nouvelle mission du Mont Saint-Michel conduite par Jean-Pierre Morelon, ingénieur général des ponts et chaussées, nommé « Chef de projet pour le rétablissement du caractère maritime du Mont Saint-Michel » et chargé de mission auprès du préfet de la Manche, 1995-1996

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 35

Métrage linéaire : 4 ml (11 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

815 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-retablissement-du>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20090379⁸¹⁶

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Sites et paysages

Sommaire

Art 1-3 : Sites classés à Sèvres et Suresnes (Hauts-de-Seine). 1922-1990

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 3

Métrage linéaire : 0.3 (1 dimab)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090321⁸¹⁷

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Sites et paysages

Sommaire

Art 1-11 : sites classés et inscrits : fiches cartographiques sous forme de calque comportant un croquis de délimitation du site et un extrait de décret ou arrêté de création du site (classement par département) . [1970]

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 11

Métrage linéaire : 4 ml (11 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

816 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-sites-classes-a-Sevres-et-Suresnes-Hauts-de>

817 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-sites-classes-et>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20060546⁸¹⁸

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Sites et paysages

Sommaire

Art 1-29 : Exposition « Les sites protégés au titre de la loi du 2 mai 1930 – lieux de beauté, lieu de mémoire » : affiches éditées par l'ancienne sous direction des sites protégés

1999

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 29

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19820688⁸¹⁹

Ministère : Construction

Sommaire

Art 1-19 (AFU 6165-AFU 6183) : Dossiers sur les zones sensibles

classes par département, puis par catégorie

zones pittoresques,

constructions industrialisées,

monuments historiques

sites classés

1960-1964

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

818 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-29-affiches-numerisees>

819 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-zones-sensibles-1960>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 19

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

8.1.2 Paysages

Versement 19900253⁸²⁰

Ministère : Equipement, logement, aménagement du territoire et transports

Direction : Architecture et urbanisme

Sous-Direction : Mise en valeur et protection des espaces

Sommaire

Réglementation de l'affichage et de la publicité

Art 1-19 : loi du 12 avril 1943 relative à la publicité par panneaux réclame, par affiches et aux enseignes

élaboration,

textes d'application

1935-1981

Art 20-30 : recours contentieux d'application de la loi du 12 avril 1943

Art 31-50 : préparation et élaboration de la loi 79-1150 du 29 décembre 1979 sur l'affichage et la publicité, ainsi que de ses textes d'application crédits d'études sur l'affichage publicitaire, 1965-1988

Art 51-73 : courrier parlementaire et particulier sur l'affichage et la publicité par département

1984-1987

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 73

Métrage linéaire : 7.30 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

820 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Reglementation-de-l-affichage-et-de-la-publicite>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20080075⁸²¹

Ministère de l'environnement

Direction : Nature et paysages

Sous direction : Sites et paysages

Sommaire :

Art 1-136 : Concours photographique « Mon paysage, nos paysages » : photographies couleur (classement géographique), 1992

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 136

Lieu de conservation Archives nationales

Versement 20100529⁸²²

Ministère : Équipement, logement, transports et mer

Direction : Architecture et urbanisme

Sous direction : Mission paysage

Sommaire

Art 1-3 : organismes, actions et moyens œuvrant pour une politique du paysage, 1981-1988.

Art 4-7 : réflexions et programmes d'actions sur des éléments du paysage, 1981-1989

Art 8-10 : rapports et projets d'études paysagères localisées, 1979-1988.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 10

Métrage linéaire : 1.00 ml (3 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

821 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Concours-photographique-Mon-paysage-nos-paysages>

822 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-politique-du-paysage-programmes-d-actions>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20080064⁸²³

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Sites et paysages

Sommaire

Art 1-11 : Études concernant les paysages, 1968-2001

Art 11 (suite)-13 : Études concernant les fleuves et rivières, 1980-2002

Art 14-16 : Études concernant les arbres, domaine de la sylviculture, 1982-2000

Art 17-26 : Concours « Mon paysage, nos paysages », 1992

Art 27-28 : Études concernant l'aménagement paysager en territoire urbain. 1975-1990

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 28

Métrage linéaire : 9.00 ml (28 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20060545⁸²⁴

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : sites et paysage

Sommaire

Pré-inventaire des ouvrages d'art remarquables

Art 1 : Généralités, études, 1986-1996

Art 2-26 : Fiches descriptives illustrées, études (classement par région)
1980-2000

823 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-etudes-sur-les-paysages>

824 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Pre-inventaire-des-ouvrages-d-art-remarquables>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 26

Métrage linéaire : 3 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090266⁸²⁵

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Sites et paysage

Sommaire

Art 1 : Itinéraire n°1 - Parc naturel régional du Pilat : photographies couleur, 20x30 cm, par Sophie Ristelhueber 1992-1993

Art 2 : Itinéraire n°2 - Hérault : photographies noir et blanc, 40x50 cm, par Raymond Depardon. 1988-1992

Art 3-4 : Itinéraire n°3 - Plateau de l'Arbois (Bouches-du-Rhône) : photographies noir et blanc, 30x40 cm, par Alain Ceccarolli et Jean-Paul Bouilloud. 1992-1998

Art 5 : Itinéraire n°4 : Nord-Pas-de-Calais : photographies couleur, 30x40 cm, par Dominique Auerbacher. 1993

Art 6-7 : Itinéraire n°5 - Les Côtes-d'Armor : photographies couleur, 30x40 cm, par Thibaut Cuisset. 1994-1998

Art 8 : Itinéraire n°6 - Canton de Saint-Benoît-du-Sault (Indre) : photographies noir et blanc, 30x40 cm, par John Davies. 1994-1997

Art 9 : Itinéraire n°7 - Les environs de Valence (Drôme) : photographies couleur, 20x30 cm, par Gérard Dufresne. 1992-1999

Art 10 : Itinéraire n° 8 - Département des Hauts-de-Seine : photographies couleur, 40x50 cm, par Jean-Marc Tingaud. 1995-1998

Art 11-12 : Itinéraire n° 9 - Ville de Montreuil (Seine-Saint-Denis) : photographies couleur, 40x50 cm, par Anne Fravert et Patrick Manez. 1996-1998

Art 13 : Itinéraire n° 10 – Vallée des Dhuyes et de la Bléone (Alpes-de-Haute-Provence) : photographies couleur, 40x50 cm, par Gilbert Fastenaekens. 1996-1999

Art 14 : Itinéraire n° 11 – Parc Régional des Vosges du Nord : photographies noir et blanc, 40x50 cm, par Thierry Girard. 1997-1999

825 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillee-photographies-de-paysage-1992-2004>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 15 : Itinéraire n° 12 – Livradois-Forez (Auvergne) : photographies noir et blanc, 40x50 cm, par Anne-Marie Filaire. 1997-1999

Art 16 : Itinéraire n° 13 - Parc naturel régional de la Haute Vallée de Chevreuse (Yvelines) : photographies couleur, 40x50 cm, par Gérard Dalla Santa. 1997-1999

Art 17-18 : Itinéraire n° 14 – Forêt d'Orient (Aube) : photographies noir et blanc, 40x50 cm, par Jacques Vilet. 1997-1999

Art 19-20 : Itinéraire n° 15 : Friches industrielles de Lorraine : photographies noir et blanc, 40x50 cm, par Claude Phillipot. 1997-2002

Art 21 : Itinéraire n° 16 - Parc naturel régional d'Armorique : photographies noir et blanc, 40x50 cm, par Jean-Christophe Ballot. 1997-2000

Art 22-23 : Itinéraire n° 17 – Picardie maritime : photographies couleur, 40x50 cm, par Fred Boucher. 2001-2005

Art 24 : Itinéraire n° 19 - Réunion : photographies noir et blanc, 40x60 cm, par F-L Athénas. 2003-2004

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 24 (1152 photographies)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20050523⁸²⁶

Ministère : Aménagement du territoire et environnement

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Sites et paysage

Sommaire

Art 1-10 : Pré inventaire des jardins remarquables par les Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) : diapositives

Classement par région et département

1989-1998

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

826 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-pre-inventaire-des>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 10

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20050520⁸²⁷

Ministère : Aménagement du territoire et environnement

Direction : Nature et paysages

Sous-direction : Sites et paysage

Sommaire

Jardins remarquables

Art 1-4 : Dossiers généraux, politique sur les parcs et jardins, enquête

1982-1994

Art 5-64 : Pré inventaire des jardins remarquables : fiches de visites, repérage, études, cartes

classement par région

1970-1998

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 64

Métrage linéaire : 6.40 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Cotes extrêmes : 1803 W 1-67⁸²⁸

Dates extrêmes : 1964-2009

Producteur : Préfecture. Direction de l'aménagement du territoire et des affaires financières

827 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Pre-inventaire-des-1184>

828 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Prefecture-Morbihan-commission-des-sites-et>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Présentation du contenu

Ce versement comporte des dossiers de la commission départementale des sites, perspectives et paysages.

Modalités d'entrée

Versement du 13 septembre 2011

Modalités d'accès

Conformément à la réglementation en vigueur, les documents sont librement communicables.

Statut juridique

Archives publiques

Lieu de conservation

Archives départementales du Morbihan

9. Agriculture, territoires, forêt

9.1 Pêches maritimes

Historique du service producteur⁸²⁹

La pêche française se caractérise par la diversité de ses flottilles, de ses captures (en eaux communautaires : sole, baudroie, langoustine, cabillaud, anchois, merlu ; autres régions du globe : lieu noir, thon, crevette, espadon, langouste) et de ses techniques (drague, casier, filet, ligne).

La pêche et les cultures marines intègrent, en mars 1993, le ministère de l'Agriculture alors que la mer dépend toujours du ministère de l'Équipement même si les agents du secteur pêche sont encore gérés par la Direction des affaires maritimes. C'est sous l'influence d'États européens qui ont depuis longtemps assimilé pêche et agriculture que ce regroupement ministériel est décidé. En 2013, les pêches et les cultures marines retournent dans le giron du ministère en charge des infrastructures de transport et des affaires maritimes.

Depuis les années 1980, la politique française des pêches maritimes et de l'aquaculture s'inscrit dans le cadre européen de la politique commune des pêches qui se concrétise par la communautarisation des eaux et l'ouverture des marchés pour les pêcheurs et les aquaculteurs. Au plan national, les orientations de la politique des pêches et de l'aquaculture trouvent leur expression dans les principes de la loi d'orientation n° 97-1051 du 18 novembre 1997 sur les pêches et les cultures marines. Ceux-ci visent à favoriser une gestion durable de la ressource, à accompagner la modernisation des entreprises, ainsi qu'à mieux valoriser la production. La loi d'orientation affirme parallèlement l'incessibilité des droits de pêche et en particulier les quotas. La répartition des quotas et la délivrance des autorisations de pêche sont opérées en fonction de trois critères : les antériorités de pêche des navires, les orientations du marché et les équilibres socio-économiques.

Au niveau local, la Commission régionale des pêches maritimes et de l'aquaculture marine (COREPAM) succède en 2006 au Comité régional de modernisation et de développement de la flotte de pêche artisanale et des cultures marines (COREMODE). Elle concourt, dans chaque région littorale, à la mise en œuvre de la politique publique de la pêche et de l'aquaculture marine et à l'orientation des choix d'équipement dans ces secteurs (décret n°2006-665, Art 22).

Les aides en faveur de la pêche maritime relèvent, pour la part des financements européens, de cofinancements communautaires au titre de la politique de cohésion économique et sociale et de la politique agricole commune. Le Fonds européen pour la pêche (FEP) a succédé à l'instrument financier d'orientation de la pêche (IFOP) en 2008.

⁸²⁹Source : DGP/SIAF/2012/0123 (Annexe 1.12, p.90, de la circulaire)

9.1.1 Administration centrale

Versement 20160496⁸³⁰

Ministère : Agriculture

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sommaire

Art 1-12 : Statistiques des pêches maritimes et de l'aquaculture de 1875 à 1998, 1876-1999

Art 13-99 : Activité des pêches maritimes et de l'aquaculture de 1945 à 1999, 1946-2000

Art 100-107 : Flottes et navires de pêche, 1972-1999

Nombre d'articles : 107

Métrage linéaire : 14 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19890468⁸³¹

Ministère Agriculture

Direction : forêt

Sommaire

Pêche et pisciculture.

Art 1-12 : Commissions et comités (commission de la pêche fluviale, commission du régime de la pêche dans les embouchures fluviales, commission des estuaires, conseil supérieur de la pêche, commissions diverses, comités départementaux de pêche et de pisciculture) : Correspondance, notes, avis, procès-verbaux et dossiers de séances, 1899-1953

Art 13-20 : Établissements piscicoles (Neuville-Sainte-Gemme, Marots Sainte-Barbe-en-Saint-Rémy, Courville, Chambon-sur-Lignon, Brioude, Bertrichamps, Beaune, Sainte-Fer, le Der près d'Eclaroy). Activités, fonctionnement, 1937-1950

Art 21-27 : Réglementation de la pêche dans le lac Léman : Textes législatifs et réglementaires, incidents de pêche, conventions, accord, statistiques sur la pêche, 1866-1944

Art 28-30. Alsace lorraine réglementation de la pêche, encouragements à la pisciculture, 1905-1947

Art 31 : Eaux frontières : Réglementation de la pêche dans les eaux frontières, incidents de pêche, 1897-1933

830 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Statistiques-et-monographies-des-peches>

831 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-peche-et-pisculture-1866-1971>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 32 : Pêche dans les étangs, dossiers d'affaires, 1899-1941

Art 33-41 : Importations et contingentements, 1930-1939

Art 42-43 : La pêche dans le département des Landes, 1861-1919

Art 44 : Législation sur la pêche, 1941-1961

Art 45. Application de la réglementation de la pêche fluviale : Correspondance, 1943-1953

Art 46-47 : Exploitation du droit de pêche : Dossiers par départements, 1907-1965

Art 48 : Documents divers : Taxes piscicoles, comptes rendus des activités des 3 e et 4 e régions piscicoles, 1943-1947

Nombre d'articles : 48

Métrage linéaire : 15 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19950244⁸³²

Ministère : Mer

Etablissement : Institut scientifique et technique des pêches maritimes

Sommaire

Art 1-49 : Relations entre l'Institut Scientifique et Technique des Pêches Maritimes (ISTPM) et ses laboratoires : Correspondance, rapports d'activités, 1920-1985

Nombre d'articles : 49

Métrage linéaire : 5 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19940527⁸³³

Ministère : Mer

Etablissement : Institut scientifique et technique des pêches maritimes

Sommaire

Art 1-34 : Dossiers des navires de recherche de l'ISTPM : Equipage, équipements, programmes et résultats de missions (cahiers et dossiers de missions), 1920-1982

832 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Institut-scientifique-et-technique-des-peches>

833 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Institut-scientifique-et-technique-des-peches-1633>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 34
Métrage linéaire : 10 ml
Communicabilité : libre
Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080658⁸³⁴

Ministère : Mer
Etablissement : Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO)

Sommaire

Art 1-4 : Conseils d'administration, 1970-1981
Art 5-6 : Comités scientifiques et techniques (CST), 1967-1983
Art 7 : Généralités sur le CNEXO ; documents essentiels, 1969-1984
Art 8-32 : Archives du Siège, 1966-1985
Art 33-64 : Centre Océanologique de Bretagne, 1961-1984
Art 65 : Base Océanologique de Méditerranée ; aquaculture, 1973-1984
Art 66-67 : Centre Océanologique du Pacifique, 1971-1984
Art 68-70 : Conseil de la Recherche Océanologique, 1976-1980

Nombre d'articles : 70
Métrage linéaire : 22 ml
Conditions d'accès : communicables selon les articles L.213-1 à 213-8 du Code du patrimoine, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Versement 20080377⁸³⁵

Ministère : Outre-mer
Direction : Département de l'agriculture et de la pêche

Sommaire

Art 1-7 : Mer et pêche, 1967-1988
Art 8-40 : Agriculture, 1949-1990
Dont notamment l'indemnisation des agriculteurs victimes de cyclones tropicaux. Sept cyclones font ici l'objet de dossiers (deux dans les années 1950-1960 et cinq entre 1979

834 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Centre-national-pour-l-exploitation-des-océans>

835 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Outre-mer-peche-agriculture-1949-1990>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

et 1981) :

- le cyclone *Betsy*, qui frappe la Guadeloupe le 11 août 1956 ;
- le cyclone *Inès*, qui frappe la Guadeloupe le 27 septembre 1966 ;
- le cyclone *David*, qui frappe la Guadeloupe et surtout la Martinique le 28 août 1979 ;
- le cyclone *Frédéric*, qui frappe la Guadeloupe et la Martinique le 3 septembre 1979 ;
- le cyclone *Allen*, qui frappe la Guadeloupe et la Martinique les 3 et 4 août 1980 ;
- le cyclone *Hyacinthe*, qui sévit à La Réunion entre le 15 et le 27 janvier 1980 ;
- le cyclone *Florine*, qui touche La Réunion le 7 janvier 1981.

Art 39-40 : Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) : Dossiers de séance du Conseil d'administration, 1984-1987

Nombre d'articles : 40

Métrage linéaire : 13 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19830301⁸³⁶

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sommaire

Art 1-29, 31-38 (MAR 8138-MAR 8175) : subventions diverses à la pêche artisanale et à la pêche industrielle

1970-1978

Art 30 (MAR 8170) : naufrages de pétroliers et indemnisation aux pêcheurs

1977-1979

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 30

Métrage linéaire : 3.00 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20130515⁸³⁷

Direction affaires maritimes

Sommaire

Art 1-14 : Océanographie, 1983-1996

836 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-subventions-diverses-a-la-peche-artisanale-et-a>

837 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Etudes-concernant-l-oceanographie-l-aquaculture>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 15-30 : Architecture et techniques navales, 1978-1996

Art 31-43 : Economie du transport maritime 1979-2002

Art 44-65 : Aquaculture et pêches maritimes, 1979-2002
1967-2002

Communicabilité : Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine.

Nombre d'articles : 65 (18 dimabs)

Métrage linéaire : 6.50 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Relations internationales et réglementation des pêches

Versement 20130512⁸³⁸

Ministère : Équipement, logement, transports et mer

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sommaire

Art 1-5 : Plan de relance et soutien au secteur des pêches maritimes, 1972-1988

Art 6-14 : Protection et gestion des ressources, assistance et contrôle des pêches, 1946-1992

Art 15-34 : Politique européenne de la pêche maritime, réglementation et adhésion des pays, 1978-1993

Art 35-54 : Notes, rapport d'études et documentation, 1965-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 54

Métrage linéaire : 5,40 ml (14 Dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

838 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaile-protection-et-gestion-des-ressources-halieutiques>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20100526⁸³⁹

Ministère : Équipement, logement, transports et mer

Direction : Pêches maritimes

Sommaire

Art 1-15 : politique des pêches maritimes, fondement réglementaire, organismes de soutien et d'étude, 1930-1990.

Art 16-30 : mesures de gestion et de protection des ressources, moyens affectés à l'assistance et à la surveillance des pêches, 1947-1983.

Art 31-58 : droit international des pêches maritimes, conventions et organisations internationales, politique et relations européennes, accords bilatéraux d'accès à la ressource, 1954-1985.

Art 59-81 : organisation de la pêche côtière et des activités aquacoles, 1849-1984

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 81

Métrage linéaire : 8 (25 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19850394⁸⁴⁰

Ministère : Marine marchande (secrétariat d'état)

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Relations internationales et de la réglementation des pêches

Sommaire

Art 1-4 (MAR 9580-MAR 9583) : droit de la mer, rapport Martray (Haut fonctionnaire de la Défense)

1979-1982

839 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-peches-maritimes>

840 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-relations-2274>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 5, 21-24 (MAR 9584, MAR 9600-MAR 9603) : CEE (Communauté économique européenne)

- . adhésion de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal ,
- . problèmes traités par le Comité scientifique et technique des pêches maritimes (CSTPM),
- . retrait du Groenland

1976-1982

Art 6-9 (MAR 9585-MAR 9588) : campagnes de navires océanographiques français et étrangers

1980-1981

Art 10-18, 20, 25-33 (MAR 9589-MAR 9597, MAR 9599, MAR 9604-MAR 9612) : conférences internationales :

. COPACO (Commission des pêches de l'atlantique Centre-Ouest), CIPASE (Commission internationale des pêches de l'Atlantique du Sud-Est),

OCDE,

. ACP (Association des états caraïbes du pacifique),

. IATTC (Commission inter-américaine du thon tropical),

. COFI (Comité des pêches de la FAO),

. comptes rendus de réunions et documents s'y rapportant , négociations et conventions internationales ,

. rapports avec la Pologne, le Sénégal, les DOM-TOM ,

. convention sur le saumon ,

. Commission baleinière internationale

1977-1982

Art 19 (MAR 9598) : statistiques des captures de poissons

1978-1980

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 33

Métrage linéaire : 3.30 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19780536⁸⁴¹

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Relations internationales et réglementation des pêches

Sommaire

Réglementation du domaine public maritime

Art 1-2 : cadastre : corps technique du contrôle des établissements de pêche maritime :

. concours, statut, commissions paritaires

1937-1975

Art 3-5 : statistiques de production des établissements de pêche maritime

1953-1975

Art 6-11 : affaires diverses relatives au domaine public maritime

1906-1973

à noter : Art 8 : commission de visite des gisements coquilliers du littoral

1918-1955

Art 11 : pêches spéciales

1961-1973

Art 12-13 : peluriers du bureau

1976

Art 14-16 : études de l'ISTPM (Institut scientifique et technique des pêches maritimes) et autres documents sur les centrales nucléaires et les rejets d'effluents radioactifs

1972-1976

Art 17-19 : prévention des pollutions d'origine tellurique

. projets de textes réglementaires sur les opérations d'immersion

1971-1976

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 19

Métrage linéaire : 1.90 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

841 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-reglementation-du>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19800113⁸⁴²

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Relations internationales et réglementation des pêches

Sommaire

Droit de la mer : sessions et réunions d'instances internationales, négociations, réglementation

1894-1976

Art 1-4, 6 : Organisation des nations unies (ONU) : comité élargi des fonds marins et comité des utilisations pacifiques du fond des mers et des océans au-delà des limites de la juridiction nationale

1971-1975

Art 1, 5 : Communauté économique européenne (CEE)

1971-1974

Art 7-12 : conseil et comité des pêches de la Food and agriculture organization (FAO)

1966-1975

Art 13-15 : CIB (Commission internationale baleinière)

1946-1975

Art 15 : CIEM (Conseil international pour l'exploration de la mer)

1965-1967

Art 16-18 : ICNAF (International commission for the north atlantic fisheries)

1966-1971

Art 19-24 : NEAFC (North east atlantic fisheries commission)

1964-1974

Art 25-27 : conseil indo-pacifique des pêches et commission des pêches pour l'océan indien

1950-1972

Art 28-30 : négociations bilatérales entre la France et le Portugal, la Pologne, le Maroc, l'Espagne et le Brésil concernant divers problèmes (guerres de l'anchois basque et de la langouste brésilienne notamment)

1955-1973

Art 31-32 : conférences et rapports sur les ressources en thons et la conservation de l'espèce, aide à la flottille thonière

842 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-conventions-internationales-sur-la-peche>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

1968-1972

Art 33-41 : police des pêches, eaux réservées, plateau continental, eaux territoriales : conflits, négociations et réglementation, notamment au niveau de la CEE

1894-1973

Art 42-46 : réunions du conseil supérieur de la pêche, des comités interprofessionnels du thon, de la sardine et de l'anchois, des crustacés, de la grande pêche

1953-1973

Art 47-50 : infractions à la police des pêches et de la navigation (par quartier maritime) , contentieux à ce sujet , problèmes juridiques posés par les délits de pêche maritime , rapports bimestriels sur l'activité des vedettes garde-pêche

1949-1971

Art 51 : assistance à la pêche : utilisation de l'avion léger et de l'hélicoptère

1961

Art 52 : missions d'étude de la pêche maritime en URSS

1958 et 1963

Art 53-58 : documentation (classée dans l'ordre alphabétique des noms de pays) et informations générales sur les pêches maritimes étrangères

1950-1976

Art 59-61 : textes relatifs aux eaux maritimes étrangères réservées par les pays classés dans l'ordre alphabétique des noms de pays

1950-1973

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 61

Métrage linéaire : 6.10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19780541⁸⁴³

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Relations internationales et réglementation des pêches

Sommaire

Art 1-12 (MAR 2671-MAR 2682) : courrier du service

1961-1972

Art 13-16, 19-40 (MAR 2683-MAR 2686, MAR 2688-MAR 2710) : conventions internationales et relations avec diverses instances internationales des pêches maritimes, la Food and agriculture organization (FAO) et l'ONU

1953-1976

Art 17-18 (MAR 2684-MAR 2685) : bilans périodiques d'activité des navires pour les ports du Havre, de Nantes-Saint-Nazaire, de Bordeaux et de Marseille

1975

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 18

Métrage linéaire : 1.80 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19790255⁸⁴⁴

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Relations internationales et réglementation des pêches

Sommaire

Réglementation des pêches maritimes :

Art 1-3 : étangs salés :

843 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-relations-2276>

844 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-reglementation-des-2277>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

réglementation de la pêche et de l'exploitation, travaux effectués

1844-1938

Art 4-5 : commission mixte des travaux publics

1878-1974

Art 6-91 : parcs à huîtres et à moules, gisements coquilliers

1890-1977

Art 6-23, 28-38, 44-45, 80-82, 86-89 : réglementation et contentieux concernant la salubrité des coquillages et leur pêche :

- . suspensions et radiations de certificats de salubrité,
- . classement et déclassement de gisements coquilliers,
- . contrôles divers,
- . PV de visites,
- . dossiers particuliers par gisements,
- . écluses à poissons,
- . calamités naturelles,
- . exportation et importation de coquillages

1890-1969

Art 24-25, 46-78 : organisations professionnelles :

comité interprofessionnel de l'ostréiculture et des cultures marines,

comité interprofessionnel de la conchyliculture :

- . organisation,
- . nomination des membres,
- . assemblées plénières et réunions, textes divers,
- . réunions des commissions régionales

1932-1977

Art 39-40 : travaux (par gisements)

1948-1971

Art 41, 43, 90-91 : concessions et suppressions d'établissements de pêche

1928-1977

Art 42 : productivité : notes et instructions du commissariat général à la productivité, octroi de subventions par celui-ci

1953-1962

Art 83-85 : plans confectionnés en vue de la réfection du cadastre maritime

1953-1964

Art 93-95 : budgets des pêches maritimes

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

1970-1977

Art 96-101 : peluriers du bureau

1967-1971

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 101

Métrage linéaire : 10.10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19830298⁸⁴⁵

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Relations internationales et réglementation des pêches

Sommaire

Art 1-26 (MAR 7976-MAR 8101) : réglementation internationale de la pêche maritime :

- . PV de réunions internationales sur la pêche maritime,
- . commissions baleinières,
- . incidents de pêche,
- . quotas de captures,
- . navires océanographiques

1952-1978

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 26

Métrage linéaire : 2.60 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

845 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-reglementation>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19840622⁸⁴⁶

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Relations internationales et de la réglementation des pêches

Sommaire

Art 1-27 : réglementation et surveillance des pêches

1924-1973

Art 28-31 : recherche de pétrole dans l'Atlantique et en Méditerranée (étang de Thau)

1955-1974

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 31

Métrage linéaire : 3.10 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19840630⁸⁴⁷

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Relations internationales et de la réglementation des pêches

Sommaire

Art 1-3, 5 (MAR 9216-MAR 9218, MAR 9220) : réglementation de la pêche dans le golfe de Gascogne et la Bidassoa ,

. incidents de pêche ,

. incidents avec des sous-marins

1930-1973

Art 4, 6-7 (MAR 9219, MAR 9221-MAR 9222) : réunions d'instances internationales :

846 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-peches-recherche-de>

847 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-peche-dans-le-golfe-de>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- . commission internationale sur la protection des câbles sous-marins,
 - . comité des fonds marins,
 - . commission des pêches de l'Atlantique du nord-est
- 1967-1975

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 7

Métrage linéaire : 0.70 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19840631⁸⁴⁸

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Relations internationales et de la réglementation des pêches

Sommaire

Art 1-9 (MAR 9223-MAR 9231) : réglementation, police et contrôle des pêches :

- . sécurité des navires de pêche
- . assistance, couverture radio

1960-1978

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 0.90 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

848 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-reglementation-police-et>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19850200⁸⁴⁹

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Relations internationales et de la réglementation des pêches

Sommaire

Art 1-113 (MAR 9217-MAR 9829) : pêche industrielle :

- . aides de l'État,
- . réorganisation de la flotte,
- . transformation et commercialisation des produits de la mer,
- . politique des marchés,
- . organisations professionnelles

1945-1984

Art 1-24 (MAR 9717-9740) : pêche industrielle

1971-1984

Art 1-13 (MAR 9717-MAR 9729) : aides à la pêche industrielle :

- . généralités : rapports d'exécution du VIème Plan ,
- . budget des pêches maritimes ,
- . inventaire des aides de l'État dans les pays de la CEE (Communauté économique européenne) ,
- . GFAI (Groupe de financement de l'armement industriel) : PV de séances et programmes d'investissement ,
- . pêche industrielle : aides financières et statistiques ,
- . aide au maintien en flotte et à l'investissement : armements de Boulogne-sur-Mer, Lorient, La Rochelle, Concarneau ,
- . dossier concernant la société pour le développement des industries de la pêche en Bretagne,
- . aide au carburant et aux économies d'énergie

1971-1984

Art 14-24 (MAR 9730-MAR 9740) : opérations de redéploiement des flottilles de pêche industrielle coordonnées par l'ACTIM (Agence pour la coopération technique et industrielle), en coopération avec les pays concernés ,

- . situation de la pêche thonière

849 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-peche-industrielle-1945>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

. études et rapports internationaux sur la pêche industrielle

1962-1984

Art 25-113 (MAR 9741-MAR 9829) : organisations professionnelles et marchés : pêche, transformation et commercialisation des produits de la mer

1949-1980

Art 25-46 (MAR 9741. MAR 9762) : organisation des campagnes de pêche et situation des flottilles : pêche au thon, à la sardine, et autres poissons, pêche aux crustacés, aux coquillages et autres produits de la mer (dossiers comprenant souvent des statistiques)

1957-1980

Art 47-65 (MAR 9763-MAR 9782) : transformation et commercialisation des produits de la mer : enquêtes, études, statistiques sur la manutention, la conservation et la transformation de ces produits ,

marchés : rapports des commissions régionales d'amélioration des circuits de distribution et statistiques de l'ANIA (Association nationale des industries agroalimentaires) ,

. contrôle des conditions d'hygiène du transport des produits de la mer ,

. aides à l'équipement ou à la construction d'entreprises de conservation et de transformation des produits de la mer ,

. fixation des normes françaises et communautaires de commercialisation des produits de la mer , consommation : PV de séances, enquêtes et autres documents du comité national de propagande pour la consommation des produits de la mer (PROMER), études sur la distribution et la consommation du poisson

1949-1980

Art 67-75 (MAR 9783-MAR 9791) : mise en place d'une politique communautaire en matière de pêche : négociations et travaux de différentes instances internationales et communautaires pour l'établissement de structures communes, une organisation commune des marchés et une réglementation communautaire

1949-1978

Art 76-79 (MAR 9792-MAR 9795) : FIOM (Fonds d'intervention et d'organisation des marchés des produits de la pêche maritime et de la conchyliculture) : création ,

. comptes rendus du conseil de gestion ,

. interventions

1975-1980

Art 80-84 (MAR 9796-MAR 9800) : mise en œuvre d'une politique des marchés et des prix des produits de la mer

1962-1980

Art 85-113 (MAR 9801-MAR 9829) : organisations professionnelles : PV de séances, rapports d'activité et décisions, budgets du CCPM (Comité central des pêches maritimes), du comité interprofessionnel de la grande pêche, et d'autres organisations professionnelles

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

1945-1980

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 113

Métrage linéaire : 11.30 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20070121⁸⁵⁰

Ministère : Agriculture et pêche

Direction : Pêches maritimes et aquaculture

Sous-direction : Pêches maritimes

Sommaire

Dossiers relatifs à la Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'antarctique (CCAMLR) et aux terres australes et antarctiques françaises (TAAF)

Art. 1-16 : commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'antarctique (réunions annuelles ; lutte contre la pêche illégale, non réglementée, non déclarée ; pêche exploratoire, licences CCAMLR ; prévention de la mortalité aviaire ; volet communautaire ; coopération entre les États ; administration de la CCAMLR), 1982-2005

Art. 17-36 : terres australes et antarctiques françaises (conseil consultatif ; réglementation ; gestion des armements ; contrôle des pêches ; coopération avec d'autres États ou organismes ; programmes scientifiques ; protection de la faune et de la flore), 1970-2005

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 3 ml

Nombre d'articles : 36 (10 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

850 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-Conservation-de-la-faune>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20070123⁸⁵¹

Ministère : Agriculture et pêche

Direction : Pêches maritimes et aquaculture

Sous-direction : Pêches maritimes

Sommaire

Élaboration du droit de la mer

Art. 1-3 : droit international de la mer, 1945-1989

Art. 4-5 : droit européen de la mer, 1963-1972

Art. 6-7 : droits de pêche accordés par le Royaume-Uni à la France, 1964-1974

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 1

Nombre d'articles : 7 (2 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20080044⁸⁵²

Ministère : Agriculture et pêche

Direction : Pêches maritimes et aquaculture

Sous-direction : Pêches maritimes

Sommaire

Art. 1-22 : Conseil de l'union européenne des ministres charges de la pêche. 1991-2003

Art. 23 : Présidence française de l'union européenne au premier semestre 1995. 1993-1995

Art. 24-31 : groupe « politique extérieure et intérieure de la pêche ». 1980-2004

Art. 32 : conseil indo-pacifique des pêches. 1948-1996

851 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-elaboration-du-droit-de>

852 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-peches-maritimes-2283>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art. 33 : comité des pêcheries de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). 1996-2004

Art. 34 : comité des pêches (COFI) de l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). 1985-2003

Art. 35-78 : Comité national des pêches maritimes et des élevages marins (CNPMEM). 1974-2004

Art. 79-83 : réglementation. 1974-2000

Art. 84-141 : affaires internationales. 1951-2006

Art. 142-174 : gestion des ressources. 1983-2001

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3 sauf Art 49-59 : 50 ans

Nombre d'articles : 174 (56 Dimabs)

Métrage linéaire : 17 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19840625⁸⁵³

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Cultures marines

Sommaire

Dossiers sur la pêche

Art 1-2 (MAR 9156-MAR 9157) : incidents de pêche avec l'Espagne ,
zone de pêche norvégienne
1975-1980

Art 3-5 (MAR 9158-MAR 9160) : PV de séances de la CIPASE (Commission internationale
des pêches de l'Atlantique du Sud-Est)
1977-1979

Art 6-8 (MAR 9161-MAR 9163) : réglementation et accords internationaux en matière de
pêche

853 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-international-sur-la>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

1953-1980

Art 9-10 (MAR 9164-MAR 9165) : dossiers réunis par M. Hery, adjoint au directeur des pêches :

- . assemblée sur l'Antarctique ,
- . droits de pêche de différents pays

1977-1980

Art 11-12 (MAR 9166-MAR 9167) : PV de séances du CCPM (Comité central des pêches maritimes) et du CGPM (Conseil général des pêches en Méditerranée)

1976-1979

Art 13-17 (MAR 9168-MAR 9172) : campagnes de navires de recherche français et étrangers

1975-1979

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 17

Métrage linéaire : 1.70 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Pêches maritimes

Versement 19840624⁸⁵⁴

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sommaire

Art 1-67 (MAR 9089-MAR 9155) : cultures marines et pêche

cultures marines :

- . réglementation et coordination avec d'autres administrations (en particulier avec le ministère de l'agriculture)
 - . instances administratives et organisations professionnelles diverses :
 - . membres et financement du comité interprofessionnel de la conchyliculture et des sections régionales conchyloles ,
- conseil supérieur de la pêche.

854 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-cultures-marines-et-peche-1927-1981>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

. enseignement de la conchyliculture

. coquillages : immersion en mer, importation, commercialisation, salubrité

aménagements de zones côtières : dossiers du cadastre, schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme de bassins, travaux

1927-1981

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 67

Métrage linéaire : 6.70 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19800483⁸⁵⁵

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Pêches maritimes

Sommaire

Art 1-20 (MAR 5689-MAR 5708) : dossiers de M. Boulard, adjoint au secrétaire général de la marine marchande pour les pêches

1969, 1973-1978

dossiers de principe concernant

les difficultés des pêches et des cultures marines,

les problèmes des coopératives, les aides à la pêche et à la construction,

le plan de relance,

le budget des pêches maritimes

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 20

Métrage linéaire : 2.00 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

855 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-dossiers-de-M-Boulard>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19790335⁸⁵⁶

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Pêches maritimes

Sommaire

Art 1-12 (MAR 3189-MAR 3200) : entreprises de pêche :

- . subventions et aides diverses pour travaux ou essais de matériel dans les parcs de repeuplement de crustacés, les parcs ostréicoles, et pour diverses pêches ,
- . plan de relance de la pêche ,
- . conférences de la Food and agriculture organization (FAO) sur les investissements dans le secteur de la pêche

1964-1972

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 12

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19790353⁸⁵⁷

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sommaire

Documentation et statistiques diverses :

Art 1 (MAR 3907) : commission de simplification des formalités à l'exportation

1953-1954

Art 1-4 (MAR 3907-MAR 3910) : publications diverses, dont la marée du mardi

1965-1966

856 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-entreprises-de-peche>

857 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-peches-maritimes-et-cultures-marines>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 5-14 (MAR 3911-MAR 3920) : carnets de grande pêche :

. publications et statistiques de l'International Commission for the northwest atlantic fisheries,

. statistiques diverses de grande pêche : pêche fraîche et pêche salée

1950-1973

Art 15-27 (MAR 3921-MAR 3933) : DOM-TOM :

. études,

. rapports et autres documents concernant les pêches maritimes, l'aquaculture, les industries de la conserve des produits de la mer,

. notes et documentation d'ordre plus général

1949-1976

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 27

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19790624⁸⁵⁸

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sommaire

Art 1-16 : (MAR 4575-MAR 4590) : statistiques mensuelles de l'ISTPM (Institut scientifique et technique des pêches maritimes) :

. listings

1971-1976

Art 17-21 : (MAR 4591-MAR 4595) : pêches maritimes dans les DOM-TOM :

. documentation ,

. aides diverses accordées à des entreprises ,

. recherches menées par l'ISTPM (institut scientifique et technique des pêches maritimes) et le FIDOM (Fonds d'investissement pour le développement économique et social des DOM)

858 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-peches-maritimes-et-cultures-marines-etudes-et>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

1967-1976

Art 22-69 : (MAR 4596-MAR 4643) : statistiques, enquêtes et autres documents sur les pêches maritimes

1948-1976

Art 33-34 : conserves de poissons :

- . statistiques,
- . règlement,
- . prix,
- . tonnages ,
- . autorisations,
- . prix,
- . réglementation de l'importation et exportation de conserves

1964-1967

Art 36-39 : enquête et rapport sur la pêche artisanale

1938-1973

Art 41-58 : enquêtes annuelles auprès des navires pour le répertoire des points de vente en France des produits de la mer (annuaire de la marée)

1970-1973

Art 59-62 : fichiers de la flotte de pêche

1965-1975

Art 63-65 : recueil des espèces et recueil des produits de la mer : . refontes

1966-1974

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 65

Métrage linéaire : 6.50 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19840607⁸⁵⁹

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Pêches maritimes

Sommaire

Art 1-16 (MAR 8765-8780) : Indemnisation des pêcheurs à la suite de la catastrophe maritime de l'Amoco-Cadiz, 1978-1982

Art 17 (MAR. 8781) : Indemnisation des pêcheurs à la suite de la catastrophe maritime du Tanio, 1980-1982

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 17

Métrage linéaire : 2 ml (6 Dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19840612⁸⁶⁰

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Pêches maritimes

Sommaire

Art 1 (MAR 8958) : exploitation des terres australes et antarctiques, rapport Ponchelet, président de la commission des terres australes et antarctiques 1971-1976

Art 2 (MAR 8959) : infractions à la police des pêches aux îles Saint-Paul et Amsterdam 1969-1976

859 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-indemnisation-des-pecheurs-a-la-suite-de-la>

860 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-exploitation-des-terres>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 2

Métrage linéaire : 0.20 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20160294⁸⁶¹

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Pêche maritime aquaculture

Sous-direction : Aquaculture et économie des pêches

Sommaire

Art 1-75 : Conchyliculture et environnement littoral, 1963-2012

Art 76-196: Économie des pêches, 1965-2012

Art 197-236 : Pisciculture et pêche continentale, 1986-2010

Art 237-270 : Suivi financier de la politique structurelle européenne, 1995-2009

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 270

Métrage linéaire : 36 ml (119 Dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

861 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-aquaculture-et-economie-des-peches-1963-2012>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20160293⁸⁶²

Ministère : Écologie et développement durable

Direction : Pêche maritime aquaculture

Sous-direction : Ressources halieutiques

Sommaire

Art 1-314 : Politique de conservation et de gestion des ressources halieutiques, 1927-2012

Art 315-335: Pêche et environnement, 1972-2011

Art 336-413 : Contrôle des pêches maritimes, 1984-2012

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 413

Métrage linéaire : 61 ml (185 Dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20050310⁸⁶³

Ministère : Agriculture, pêche et la ruralité

Direction : Pêches maritimes et aquaculture

Sommaire

Dossiers de Jean-Marie Aurand, directeur des pêches maritimes et de l'aquaculture de juillet 1999 à janvier 2003.

Art. 1-2 : organisation de l'administration de la pêche, situation de la pêche. 1974-1995

Art. 3-20 : préparation et application de la loi d'orientation sur la pêche n°97-1051 du 18 novembre 1997 (mise en place d'un conseil supérieur d'orientation des politiques halieutique, aquacole et halio-alimentaire, application des quotas de pêche, droit du travail dans la filière "pêche", nouveau régime des infractions, des saisies et des amendes). 1992-1999

862 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillee-administration-centrale-Conservation-et-gestion>

863 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaillee-Administration-centrale-dossiers-du-directeur>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art. 21-22 : gestion des crises conjoncturelles dans le domaine de la pêche. 1993-1995

Art. 23 : travaux de la commission de suivi des pêches.

1994-1997

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 3 ml

Nombre d'articles : 23 (8 Dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19780064⁸⁶⁴

Ministère : Transports

Direction : Pêches maritimes

Sommaire

Art 1-143 (MAR 521-MAR 663) : contentieux et affaires diverses concernant des concessions d'établissements de pêche maritime ostréicoles, myticoles et autres, et demandes de concessions sans suite

. dossiers classés par quartier maritime du nord au sud du littoral

1939-1971

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 143

Métrage linéaire : 14.30 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

864 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Administration-centrale-contentieux-et-affaires>

9.1.2 Finistère

Versement 1688W⁸⁶⁵

Direction départementale des affaires maritimes du Finistère

Pôle : Maritime du Guilvinec, station d'Audierne.

Sommaire

Art 1-42 : administration du quartier, événements de mer, statistiques, organisation de la pêche, centrale nucléaire de Plogoff , registres

Dates extrêmes : 1940-1992

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 4.20 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

Versement 1715W⁸⁶⁶

Direction départementale des affaires maritimes du Finistère

Quartier : d'Audierne

Sommaire

Art 1-198 : gestion du service, gestion du littoral, gens de mer, pêche, monographies, statistiques, Campagnes de pêches, Affaires économiques , pêcheries, événements de mer, extractions

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Dates extrêmes : 1944-2002

865 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-du-Finistere-Audierne-evenements-de-mer>

866 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-du-Finistere-gestion-du-quartier-d-Audierne>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 198

Métrage linéaire : 19.80

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

Versement 1687W⁸⁶⁷

Direction départementale des affaires maritimes du Finistère

Pôle : maritime de Brest

Sommaire

Art 1-36 : Monographies, statistiques des pêches, campagnes coquillières rade de Brest, aménagement et préservation du littoral, manifestations nautiques

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Dates extrêmes : 1945-2004

Nombre d'articles : 36

Métrage linéaire : 3,60 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

Versement 1676W⁸⁶⁸

Direction départementale des affaires maritimes du Finistère

Quartier : de Brest

Sommaire

Art 1-4 : plan de relance des pêches, rade de Brest : vocation ostréicole, coquilles, reconstitution fond homardiens

867 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-detaille-d-archives-DDAM-du-Finistere-peches-campagnes-coquillieres>

868 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-du-Finistere-plan-de-relance-des-peches>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Dates extrêmes : 1960-1970

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 4

Métrage linéaire : 0,40 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

Versement 1694W⁸⁶⁹

Direction départementale des affaires maritimes du Finistère

Pôle maritime : de Brest

Sommaire

Art 1-124 : vie du marin, administration des navires, statistiques monographies études, administration du quartier, hydrocarbures, infractions et surveillance, pilotage et remorquage, naufrages et sauvetages, pêche, cultures et extraction en rade, mortalité coquillages

Dates extrêmes : 1910-2004

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 124

Métrage linéaire : 12.40

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

869 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-du-Finistere-hydrocarbures-infractions-et>

Versement 1967W⁸⁷⁰

Direction départementale des affaires maritimes du Finistère

Pôle maritime : de Morlaix

Sommaire

Art 1-55 : administration du quartier, naufrages et accidents de mer , commission nautique locale, coopératives maritimes, cultures marines, pêche

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Dates extrêmes : 1900-2003

Nombre d'articles : 55

Métrage linéaire : 5.50 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

9.2 Cultures marines

9.2.1 Administration centrale

Répertoire 20090211⁸⁷¹

Ministère : agriculture et pêche

Direction : pêches maritimes et aquaculture

Sous-direction : aquaculture

Bureau : conchyliculture

Sommaire

Réglementation relative à la qualité des eaux. 1935-1991

Art 1 Conventions internationales de protection des eaux. [1970]-1991

Art 2-3 Réglementation nationale. 1975-1991

Art 3 (suite) Instauration de périmètres de protection autour des zones conchylicoles. 1935-1984

Réglementation et contrôle sanitaires des coquillages. 1962-1994

Art 4 Réglementation sanitaire. 1977-1991

Art 4 (suite)-5 Réforme du contrôle sanitaire et technique des coquillages. 1984-1990

870 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-DDAM-du-Finistere-naufrages-et-accidents-de-mer>

871 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Reglementation-relative-a-la-qualite-des-eaux>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 5 (suite)-6 Régime des importations de coquillages. 1962-1994

Art 7 Régime des exportations de coquillages. 1970-1993

Protection du littoral et des milieux aquatiques. 1968-2004

Art 7 (suite)-10 Réglementation relative à l'urbanisme et l'aménagement du littoral. 1974-1994

Art 10 (suite)-18 Agrément des contrats de rivière et contrats de baie. 1990-2004

Art 18 (suite)-19 Concessions de cultures marines sur le domaine public maritime. 1968-1995

Art 19 (suite) Délimitation du périmètre de rivage. 1973-1979

Gestion des crises sanitaires et environnementales. 1976-1994

Art 19 (suite)-20 Eaux résiduaires dans les zones de cultures conchylicoles. 1977-1987

Art 20 (suite)-21 Parasitose de *Bonamia ostreae* sur les huîtres plates élevées en Bretagne. 1981-1988

Art 22-23 Pollution de l'estuaire de la Seine. 1976-1994

Aides au développement des cultures marines. 1966-2003

Art 23 (suite)-28 Culture des coquillages. 1966-2003

Art 28 (suite) Culture des algues. 1989-1991

Organisation économique et professionnelle de la conchyliculture. 1921-1990

Art 29 Réglementation de la vente des coquillages. 1921-1989

Art 30 Organisation de la profession conchylicole. 1973-1990

Communicabilité : libre sauf 20090211/1, 4 : 25 ans ; 20090211/5-6, 18-19, 23, 28 : 75 ans

Métrage linéaire : 3 ml

Nombre d'articles : 30

Support : plan, photo tirage couleur

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20090211⁸⁷²

Ministère : Agriculture et pêche

Direction : Pêches maritimes et aquaculture

Sous-direction : Aquaculture

Sommaire

Réglementation relative à la qualité des eaux. 1935-1991

Art 1 Conventions internationales de protection des eaux. [1970]-1991

Art 2-3 Réglementation nationale. 1975-1991

Art 3 (suite) Instauration de périmètres de protection autour des zones conchylicoles. 1935-1984

872 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-administration-a37844.html>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Réglementation et contrôle sanitaires des coquillages. 1962-1994

Art 4 Réglementation sanitaire. 1977-1991

Art 4 (suite)-5 Réforme du contrôle sanitaire et technique des coquillages. 1984-1990

Art 5 (suite)-6 Régime des importations de coquillages. 1962-1994

Art 7 Régime des exportations de coquillages. 1970-1993

Protection du littoral et des milieux aquatiques. 1968-2004

Art 7 (suite)-10 Réglementation relative à l'urbanisme et l'aménagement du littoral. 1974-1994

Art 10 (suite)-18 Agrément des contrats de rivière et contrats de baie. 1990-2004

Art 18 (suite)-19 Concessions de cultures marines sur le domaine public maritime. 1968-1995

Art 19 (suite) Délimitation du périmètre de rivage. 1973-1979

Gestion des crises sanitaires et environnementales. 1976-1994

Art 19 (suite)-20 Eaux résiduaires dans les zones de cultures conchylicoles. 1977-1987

Art 20 (suite)-21 Parasitose de *Bonamia ostreae* sur les huîtres plates élevées en Bretagne. 1981-1988

Art 22-23 Pollution de l'estuaire de la Seine. 1976-1994

Aides au développement des cultures marines. 1966-2003

Art 23 (suite)-28 Culture des coquillages. 1966-2003

Art 28 (suite) Culture des algues. 1989-1991

Organisation économique et professionnelle de la conchyliculture. 1921-1990

Art 29 Réglementation de la vente des coquillages. 1921-1989

Art 30 Organisation de la profession conchylicole. 1973-1990

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 3 ml

Nombre d'articles : 30

Support : plan, photo tirage couleur

Lieu de conservation : Archives nationales

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20120361⁸⁷³

Ministère : Équipement, transports et mer

Direction : Pêches et cultures marines

Sommaire

Art 1-50 : Développement des cultures marines, 1969-1997

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Métrage linéaire : 5 ml

Nombre d'articles : 50 (15 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19920161⁸⁷⁴

Ministère : Équipement, transports et mer

Direction : Pêches et cultures marines

Sous-direction : Cultures marines

Sommaire

Art 1-6 : concessions conchyliques : répertoires, interventions, réglementation, 1899-1982

Art 7-14 : études et rapports sur l'ostréiculture et l'aménagement du littoral, 1923-1980

Art 15-16 : projets d'établissements en zone insalubre, sinistres, 1940-1979

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 16

Métrage linéaire : 2 (5 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

873 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-detaille-administration-centrale-a37845.html>

874 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-administration-a16200.html>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 19850395⁸⁷⁵

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches et cultures marines

Sous-direction : Cultures marines

Sommaire

Art 1-3 (MAR 9613-MAR 9615) : généralités sur le FIDAR (Fonds d'investissement pour le développement et l'aménagement rural), et programme des tranches d'aide à l'aquaculture

1980-1982

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 3

Métrage linéaire : 0.30 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19830283⁸⁷⁶

Ministère : Marine marchande

Direction : Pêches maritimes et cultures marines

Sous-direction : Cultures marines

Sommaire

Art 1-10 (MAR 7537-MAR 7546) : conchyliculture, études, procès verbaux de sections régionales, établissements des pêches maritimes

1924-1981

Art 11-27 (MAR 7547-MAR 7563) : salubrité des coquillages, maladies, calamités, pollution

1937-1980

Art 28-35 (MAR 7564-MAR 7571) : pollution

875 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-administration-a37841.html>

876 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-administration-a37839.html>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- . Mission interministérielle déléguée de l'eau (MIDE),
- . Comité interministériel d'action pour la nature et l'environnement (CIANE)

1962-1980

Art 36-47 (MAR 7572-MAR 7583) : salubrité des coquillages

- . contrôle par l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes (ISTPM), mortalité des coquillages

1924-1976

Art 48-57 (MAR 7584-MAR 7593) : prix des huîtres, taxes, aides à la conchyliculture

1926-1977

Art 58-67 (MAR 7594-7603) : importations, immersions de coquillages

1932-1978

Art 68-109 (MAR 7604-7645) : aquaculture, grands travaux, chasse sur le domaine public maritime

1950-1978

Art 110-139 (MAR 7646-MAR 7675) : cadastre des établissements publics maritimes

1908-1977

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 139

Métrage linéaire : 13.90 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement : 20110381⁸⁷⁷

Ministère : Mer

Etablissement : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer

Sommaire

Archives du contrôle sanitaire des établissements et des coquillages

Art 1-3 : Contrats du COMité scientifique de l'action concertée « EXploitation des Océans » (COMEXO), 1961-1966

Art 4 : Conseils d'administration du Centre National pour l'Exploitation des Océans (CNEXO), 1967-1969

Art 5-23 : Contrats du CNEXO, 1967-1983

Art 24-29 : Rapports du CNEXO, 1970-1984

877 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-ifremer-controle-a48737.html>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 30-33 : Archives de Philippe Le Lourd et Olivier Le Faucheu, 1970-1984

Art 34-35 : Archives de G. P. Allen et Jean-Louis Mauvais, 1976-1984

Art 36-38 : Archives de Marc Kempf, 1977-1986

Art 39 : Archives de Jean-Claude Sibuet, 1973-179

Art 40-43 : Archives du Professeur Lucien Laubier, 1962-1985

Art 44-49 : Archives de Jean Boucher, 1966-1984

Nombre d'articles : 49

Métrage linéaire : 16 ml

Conditions d'accès : en application des dispositions de l'article L. 213-2 du Code du Patrimoine.

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20170529⁸⁷⁸

Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer

Sommaire

Art 1-27 : Administration -50 : générale, 1978-2004

Art 28-50 : Coopération internationale, 1979-2004

Art 51 : Collaboration internationale : World aquaculture society (WAS), European aquaculture society (EAS) et AQUA 2000, 1994-2002

Art 52-62 : Projets européens, 1990-2003

Art 63-65 : Projets nationaux, 1991-2004

Art 66-144 : Stations aquacoles, 1978-2005

Art 145-155 : Projets régionaux, 1983-2004

Art 156-159 : Réseaux et outils scientifiques, 1991-2004

Art 160-179 : Collaboration scientifique, 1976-2004

Art 180-193 : Activités et études scientifiques spécifiques sur l'aquaculture, 1978-2003

Art 194-201 : Rapports d'activités, 1989-2004

Art 202-207 : Rapports scientifiques et techniques, 1989-2003

Art 208-209 : Rapports et comptes-rendus de missions, 1989-1995

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Dates extrêmes : 1976-2005

Nombre d'articles : 209

878 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-ifremer-fonds-du-a48369.html>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Métrage linéaire : 34 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement : 20170295⁸⁷⁹

Ministère : Mer

Etablissement : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer

Sommaire

Archives du Centre National pour l'EXploitation des Océans (CNEXO) et de L'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) : Dossiers de chercheurs, conseils d'administration et conseils scientifiques

Art 1-15 : Rapports du CNEXO, 1972-1983

Art 16-93 : Rapports de l'IFREMER, 1984-2014

Art 94-114 : Archives de personnalités d'IFREMER, 1973-2005

Nombre d'articles : 114

Métrage linéaire : 34 ml

Conditions d'accès : en application des dispositions de l'article L. 213-2 du Code du Patrimoine.

Lieu de conservation : Archives nationales

879 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-cnexo-ifremer-1959-a48736.html>

9.2.2 Finistère

Versement 1675W⁸⁸⁰

Direction départementale des affaires maritimes du Finistère

Quartier de Brest

Sommaire

Art 1-6 : conchyliculture en rade de Brest

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Dates extrêmes : 1952-1971

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 0.60 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

Versement 1677W⁸⁸¹

Direction départementale des affaires maritimes du Finistère

Pôle Maritime de Brest

Sommaire

Art 1-4 : comité interprofessionnel des algues marines section goémon

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Dates extrêmes : 1943-1974

Nombre d'articles : 4

Métrage linéaire : 0,40 ml

880 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-ddam-du-finistere-a37834.html>

881 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-ddam-du-finistere-a37835.html>

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

Versement 1671W⁸⁸²

Direction départementale des affaires maritimes du Finistère

Quartier de Brest

Sommaire

Art 1-61 : cultures marines

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Dates extrêmes : 1941-1979

Nombre d'articles : 61

Métrage linéaire : 3,10

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

9.3 Agriculture, territoires

9.3.1 Administration centrale

Versement 19880333⁸⁸³

Ministère : Agriculture

Direction : Aménagement

Sommaire

Art 1-9 : le génie rural : historique, généralités, 1848-1967

Art 10-160 : carrière de Jean Roche, directeur, 1930-1978

Art 161-204 : autres activités de Jean Roche, 1940-1977

Nombre d'articles : 204

Métrage linéaire : 68 ml

882 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-ddam-du-finistere-a29773.html>

883 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-amenagement-rural-a48705.html>

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement : 19830507⁸⁸⁴

Ministère : Agriculture

Direction : Forêts

Sommaire

Aménagement du territoire, protection de la nature, 1960-1982

Art 1-39. Affaires interministérielles : Comité Interministériel pour l'Aménagement de la nature et de l'Environnement (CIAME), 1971-1978 ; Mission Interministérielle d'Aménagement de la Cote Aquitaine (MIACA), 1967-1978 ; Mission Interministérielle pour l'Aménagement Touristique du Littoral du Languedoc-Roussillon (MIATLLR), 1965-1979 ; mission interministérielle pour l'aménagement du plateau de Valbonne, 1974-1981 ; Conservatoire de l'espace Littoral et des Rivages Lacustres (CLRL), 1980-1982 ; comité technique interministériel des Unités Touristiques Nouvelles en montagne (UTN), 1977-1979 ; préparation du 7ème plan, 1975-1978 ; préparation du 8ème plan, 1979-1980 ; protection de la nature, 1970-1981 ; urbanisme, 1966-1982 ; sites, 1973-1981 ; environnement, paysage, qualité de la vie, 1974-1977 ; aménagement du territoire, 1978-1980 ; Défense Nationale, 1970-1979 ; tourisme, 1967-1970 ; mines et carrières, 1974-1981 ; infrastructures, 1965-1980 ;

Art 40-53 : Espaces verts forestiers : Dossiers par régions, 1967-1981

Nombre d'articles : 53

Métrage linéaire : 5 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 20180129⁸⁸⁵

Ministère : Agriculture

Direction : Aménagement

Sommaire

Art 1-8 : Instances de concertation, 1980-1994

884 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-administration-a48732.html>

885 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-administration-a48723.html>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 9-12 : Subventions financières, 2002-2006

Art 13-60 : Aménagement du territoire, 1987-2007

Art 61-99 : Développement rural, 1976-2008

Art 100-108 : Développement régional, 1980-1993

Art 109-130 : Disponibilité des ressources en eau, 1972-2004

Art 131-134 : Assistance architecturale paysagère, 1977-1984

Art 135-143 : Informatique en agriculture, 1981-1994

Art 144-148 : Contentieux, 1978-2003

Art 149-153 : Études, 1974-1990

Nombre d'articles : 153

Métrage linéaire : 16 ml

Conditions d'accès : librement communicable, à l'exception des articles 20180129/3-20180129/4, 20180129/59, 20180129/68, 20180129/86, 20180129/106, 20180129/110-20180129/111, 20180129/118 et 20180129/149-20180129/153 soumis à un délai de 25 ans à compter du document le plus récent dans le dossier ; de l'article 20180129/119 soumis à un délai de 50 ans à compter du document le plus récent dans le dossier et des articles 20180129/144-20180129/148 qui sont soumis à un délai de 75 ans à compter du document le plus récent dans le dossier, conformément à l'article L.213-2 du code du patrimoine.

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19860498⁸⁸⁶

Ministère: Agriculture

Institut national agronomique

Sommaire

Art 1-17: direction des études, 1868-1971

Art 18-24: Recherche et formation professionnelle, 1956-1978

Art 25-48: Relations avec l'étranger, 1940-1973

Art 49-82: affaires administrative et financières, 1918-1981

Art 83-84: Fondation de l'Institut national agronomique à la Cité universitaire, 1931-1977

Art 84-85: Institut d'études supérieures des industries et de l'économie laitières (IESIEL), 1963-1976

Nombre d'articles: 85

Métrage linéaire: 24 ml

Communicabilité: libre

886 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Institut-national-agronomique-1882-1981>

Lieu de conservation: Archives nationales

Versement 19870735⁸⁸⁷

Ministère: Agriculture

Institut national de recherche agronomique

Département sciences sociales ; Station d'économie et de sociologie rurales

Sommaire

Art 1-3. Correspondance de M. Claude Reboul, 1957-1987.

Art 4-42. Activités scientifiques de M. Reboul :

4-5 - Préparation d'articles, 1969-1986.

7 - Participation à des colloques, 1973-1986.

8-30 - Dossiers documentaires, 1963-1986.

31-42 - Dossiers documentaires concernant l'étranger, 1958-1983.

Art 43 - Documents pour conférence, 1968-1983.

Art 44-53. Participation aux activités de l'INRA.

44 - Mémoires de concours, compte rendu d'activité, 1964- 1984.

45-47, 49-50. - Réunions des comités scientifiques INRA I, II et III, 1981-1985.

48 - Département économie et sociologie rurales, 1965- 1982.

51-52 - Audit SAD, 1978-1986.

53 - Commissions paritaires, 1973-1977.

Nombre d'articles: 53

Métrage linéaire: 18 ml

Communicabilité: libre

Lieu de conservation: Archives nationales

887 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Institut-national-de-recherche-agronomique-1957>

Versement 19890330 ⁸⁸⁸

Ministère: Agriculture

Institut national de recherche agronomique

Département sciences sociales ; Station d'économie et de sociologie rurales

Sommaire

Archives de Denis Bergmann, ancien chef de la station d'économie et de sociologie rurales, 1904, 1948-1986.

Art 1-5 : Correspondance, 1948-1985

Art 6-11 : Gestion et orientation du département : Personnel, conférences, conseils, journées du département, notes de lecture, comptes rendus d'activité, 1960-1983

Art 12 : Conseils aux politiques, 1954-1976

Art 14-15. Activités scientifiques : Conférences, colloques, notes, études, 1961-1985

Art 16 : Manuscrits de d. Bergmann relatifs à la politique agricole, 1972-1979

Art 17-18. Articles, notes et communications de d. Bergmann, 1958-1986

Art 19 : L'agriculture au Liban : Perspectives, 1980

Art 20 : Enseignement : Cours, projets de cours, programmes d'enseignement, 1950-1982

Art 21-22 : Politique foncière : Dossiers concernant les structures, 1904, 1959-1983

Nombre d'articles: 22

Métrage linéaire: 7 ml

Communicabilité: libre

Lieu de conservation: Archives nationales

Versement 19900161 ⁸⁸⁹

Ministère: Agriculture

Institut national de recherche agronomique

Départements de recherche ; Service d'exploitation et d'innovation

Sommaire

Archives de Jean Rebischung, Directeur du Service d'Expérimentation et d'Innovation de l'INRA (1963-1977), inspecteur général de l'INRA, 1959-1979.

Art 1-7 fonctionnement de la SARV (Section d'Application de la Recherche à la Vulgarisation), prédécesseur du service d'expérimentation et d'innovation, 1959-1963

1-2 constitution, notes et rapports, correspondance

3-7 secteurs spécialisés et domaines expérimentaux.

Art 8-20 fonctionnement du SEI (Service d'Expérimentation et d'Innovation), 1963-1979

8-9 organisation, notes et rapports, conseil scientifique, fiches descriptives des opérations de recherche, correspondance

10-20 domaines expérimentaux, sections régionales, secteurs spécialisés.

Art 21-36 relations extérieures, 1956-1979

21-24 relations avec l'I. N. R. A. : Direction, départements, stations

25-26 actions de vulgarisation : Comités départementaux de vulgarisation du progrès agricole, 1961-1979.

27 enseignement agricole, 1962-1976

28 Association Nationale pour le Développement Agricole (ANDA), 1971-1977

29 association française pour la production fourragère, 1956-1963

30 commission officielle de contrôle des semences de plantes fourragères, comité technique paritaire de la sélection (sections plantes fourragères et arbres fruitiers'), 1950-1979

31-34 autres organismes : Groupement National Interprofessionnel des Semences et Plants (GNIS), Institut Technique des Céréales et du Fourrage (ITCF).. , 1958-1979

35-36 relations internationales : Rapports de missions, 1964-1979 ; association Européenne pour l'Amélioration des Plantes Fourragères (EUCARPIA), 1957-1963.

Art 37 expérimentations : Essai sur les variétés françaises de graminées fourragères, 1961-1964 ; sécheresse de 1976 : Bilans, analyses de la situation fourragère, 1976

Nombre d'articles: 37

889 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Institut-national-de-recherche-agronomique-1904>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Métrage linéaire: 12 ml

Communicabilité: libre

Lieu de conservation: Archives nationales

Versement 19900318 ⁸⁹⁰

Ministère: Agriculture

Institut national de recherche agronomique

Sommaire

Archives de Jacques Poly, conseiller technique au ministère de l'Agriculture (1967-1970), directeur de la Station centrale puis du département de Génétique animale de l'INRA (1962-1972), directeur général adjoint, directeur général puis PDG de l'INRA (1972-1989).

Art. 1-4 : activité au cabinet du ministre de l'Agriculture (1966-1970).

Art. 5-6 : direction de la Station centrale, puis du département de Génétique animale (1961-1973) : comptes rendus d'activités, correspondance.

Art. 7-39 : direction de l'INRA.

Art. 7-12 : affaires générales : conseil d'administration, conseil scientifique, réunions de direction, correspondance, relations avec les universités, relations avec divers organismes de recherche (1973-1988).

Art. 12-14 : visites, colloques et réunions (1982-1989).

Art. 14-19 : relations avec les services administratifs de l'INRA : préparation des budgets (1979-1987) ; service du personnel : statut, mesures individuelles, comités techniques paritaires, relations avec les syndicats, service de la formation permanente (1972-1988) ; mission informatique (1983-1985).

Art. 19-26 : relations avec les services scientifiques de l'INRA : comptes rendus de réunion, concours de recrutement, suivi des activités des différentes directions scientifiques (1972-1987).

Art. 27-30 : relations internationales, voyages de J. Poly, rapports de missions (1975-1989).

Art. 30-33 : relations avec les centres de recherche régionaux : visites dans les centres, comptes rendus de réunions, correspondance (1972-1988).

Art. 33-39 : activités diverses, participation de J. Poly à divers organismes et entreprises, participation à des conseils d'administration (Rhône-Poulenc, INSERM, CIRAD, GERDAT, INA Paris-Grignon, EMC, SCPA, Institut Curie, Institut Pasteur) (1981-1987) ; publications de Jacques Poly (1977-1988).

890 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Institut-national-de-recherche-agronomique-1946>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles: 39

Métrage linéaire: 13 ml

Communicabilité: libre

Lieu de conservation: Archives nationales

Versement 19910064⁸⁹¹

Ministère: Agriculture

Institut national de la recherche agronomique

Sommaire

Les archives de Bernard Hurpin, chef du département de zoologie de l'INRA, doivent être mises en étroite relation avec celles de Pierre Grison (versement 910063, 5 INRA) avec lesquelles elles ont été versées. On y retrouve, en effet, des dossiers relatifs à la lutte biologique.

19910064/1. Relations avec l'INRA, 1976-1982.

19910064/2. Préparation des "Assises nationales de la recherche et de la technologie", 1981.

19910064/2-19910064/4. Lutte biologique : notes, rapports, correspondance, 1974-1983.

19910064/5-19910064/6. Relations avec la Commission des communautés européennes, programme "Lutte biologique et lutte intégrée", 1978-1983.

Nombre d'articles: 6

Métrage linéaire: 2 ml

Communicabilité: libre

Lieu de conservation: Archives nationales

891 *Répertoire détaillé* <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Institut-national-de-recherche-agronomique-1973>

Versement 20040148 ⁸⁹²

Ministère: Agriculture

Institut national de la recherche agronomique

Sommaire

Dossiers de Guy Paillotin, Directeur Général Adjoint puis Président de l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA), 1984-1989 et 1991-1999.

Art 1-3 : Fonctionnement de l'INRA : Instances de Direction, Relations avec l'Etat et la Cour des Comptes, 1985-2003.

Art 3 (suite)-4 : Relations de l'INRA avec d'autres acteurs de la recherche et de l'enseignement, 1985-2003.

Art 4 (suite)-5 : Textes de rapports, notes, interventions,. Articles et interviews de M. Paillotin, 1984-2004.

Art 5 suite)-7. Autres activités de M. Paillotin dans le secteur de la recherche, 1982-2001.

Art 7 (suite) : Publications scientifiques de M. Paillotin, 1972-1983

Nombre d'articles: 7

Métrage linéaire: 2 ml

Communicabilité: libre

Lieu de conservation: Archives nationales

Versement 20060193 ⁸⁹³

Ministère: Agriculture

Institut national de la recherche agronomique

Sommaire

Dossiers de Jean-Pierre Bourgin, directeur du laboratoire de Biologie cellulaire de l'institut national de la recherche agronomique (centre de Versailles), 1966-1994

Art 1 : carrière de Jean-Pierre Bourgin, 1966-1982

892 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Institut-national-de-recherche-agronomique-1972>

893 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Institut-national-de-recherche-agronomique-1966>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 1 (suite)-17 : fonctionnement du laboratoire ; rapports d'activité ; gestion du personnel ; gestion administrative et coordination des recherches ; réunions ; recherches ; financement ; relations extérieures ; publications, 1967-1994

Nombre d'articles: 17

Métrage linéaire: 8 ml

Communicabilité: libre

Lieu de conservation: Archives nationales

Versement 20070269 ⁸⁹⁴

Ministère: Agriculture

Institut national de la recherche agronomique

Sommaire

Art 1-3 : Délégation au Conseil d'administration et au Comité d'éthique et de précaution pour les applications de la recherche agronomique (COMEPRA) : PV du conseil d'administration de l'INRA, 1946-2000

Nombre d'articles: 3

Métrage linéaire: 1 ml

Communicabilité: libre

Lieu de conservation: Archives nationales

894 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Institut-national-de-recherche-agronomique-1966>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20080107⁸⁹⁵

Ministère: Agriculture

Institut national de la recherche agronomique

Sommaire

Dossiers de Philippe Evrard, membre du Commissariat général du Plan et de l'Institut national de la recherche agronomique

Art 1-5 : Commissariat général du Plan. Service agricole, 1971-1989

Art 6-13 : Institut national de la recherche agronomique , 1978-2005

Nombre d'articles: 13

Métrage linéaire: 9 ml

Conditions d'accès: Communicables selon les articles L.213-1 à 213-8 du Code du patrimoine, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Lieu de conservation: Archives nationales

9.3.2 Alpes-Maritimes

Versement 2002W⁸⁹⁶

Direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes

Service de l'économie agricole, de la ruralité et des espaces naturels

Sommaire

Archives de l'ex DDAF (direction départementale de l'agriculture et de la forêt)

Art 1-373: Dossiers de défrichement. Dossiers de travaux pistes DFCI (Défense de la forêt contre les incendies), subventions et contentieux. Dossiers de dommages causés par les loups

Subventions PAC (politique agricole commune), primes à l'herbe et autres subventions (échantillon)

(fonds en cours de classement)

895 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Institut-national-de-recherche-agronomique-1964>

896 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Institut-national-de-recherche-agronomique-1946-2202>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 373

Lieu de conservation : Archives départementales des Alpes-Maritimes

Versement 0542W⁸⁹⁷

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt des Alpes-Maritimes

Service de l'eau et de l'assainissement

Sommaire

Art 1-18 : Nappe alluviale du Var (1963-1976)

Art 19-358 : Alimentation en eau potable et hydraulique agricole (1940-1989)

Art 19-239 : Dossiers par commune

Art 240-358 : Dossiers des syndicats intercommunaux

(Syndicat intercommunal du canal de la Moyenne Corniche, syndicat intercommunal du Var et de l'Estéron inférieur, syndicat intercommunal de Levens, Contes, l'Escarène et Nice SILCEN, syndicat intercommunal du littoral de la rive droite du Var, syndicat intercommunal des Trois Vallées, syndicat intercommunal des Cinq Communes, syndicat intercommunal du Canton de Guillaumes, syndicat intercommunal du Cannet, Vallauris et Mougins, syndicat intercommunal de défense contre les inondations de la Frayère, syndicat intercommunal de Valberg, syndicat intercommunal de défense contre les inondations de la Siagne, syndicat intercommunal d'aménée d'eau du Barlet, syndicat intercommunal de la Tinée)

Art 358-372 : Associations syndicales libres et associations syndicales autorisées (1940-1989)

Art 373-504 : Assainissement (1952-1986)

Art 373- 66 : Dossier par commune

Art 467-504 : Dossiers des syndicats intercommunaux

(SILCEN, syndicat intercommunal des Cinq communes, syndicat mixte d'assainissement de la rive droite du Var, syndicat intercommunal de la Colle-sur-Loup, Saint-Paul et Villeneuve-Loubet, syndicat intercommunal de collecte et de traitement des eaux usées du Paillon, syndicat intercommunal de Valberg, syndicat mixte d'aménagement du plateau de Valbonne SYMIVAL, syndicat intercommunal de défense contre les inondations de la Siagne)

897 Répertoire détaillé www.archives.developpement-durable.gouv.fr/sommaire-ddaf-alpes-maritimes-assainissement-a40986.html

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 504

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives départementales des Alpes-Maritimes

9.3.3 Morbihan

Versement 1653W⁸⁹⁸

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt du Morbihan

Aménagement hydraulique et police de l'eau

Sommaire

Art 1-234 : Aménagement hydraulique et police de l'eau, 1937-2005

Nombre d'articles : 234

Métrage linéaire : 9 ml

Conditions d'accès : Conformément à la réglementation en vigueur, les dossiers d'aide sont communicables après un délai de 50 ans à compter de la clôture du dossier.

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

Versement 1765W⁸⁹⁹

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt du Morbihan

Aménagement hydraulique et police de l'eau

Sommaire

Art 1-14 : aides, programme de maîtrise des pollutions agricoles., 1994-2000

898 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-ddtm-morbihan-a37692.html>

899 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-ddtm-morbihan-aides-a37693.html>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : Conformément à la réglementation en vigueur, les dossiers d'aide sont communicables après un délai de 50 ans à compter de la clôture du dossier.

Nombre d'articles : 14

Métrage linéaire : 1 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Morbihan

9.3.4 Puy-de-Dôme

Versement 208 FI 1 à 1264⁹⁰⁰

Direction départementale de l'agriculture et de la forêt du Puy-de-Dôme

Aménagement hydraulique et police de l'eau

Sommaire

Aménagement foncier. - Procès-verbaux de la commission départementale d'aménagement foncier (1947, 1951 à 1962, 1965, 1967, 1971) ; remboursements (1934-2007) ; échanges amiables consécutifs au remembrement (1955-1964) ; plans (1944-1973) ; réglementation des boisements (1959-2003).

Travaux d'équipement. Aménagement hydraulique agricole. - Aménagement de la Limagne (1936-1982) ; aménagement de cours d'eau (1940-1987). Abattoirs (1949-1998). Assainissement (1968-2005). Eau potable (1960-1993).

Organisation et productions agricoles. - Associations syndicales autorisées (1981-1985) ; aides à la production (1985-2008) ; aides au développement rural (1987-2002).

Protection des milieux naturels. - Gestion (1955-1996) ; police de la pêche (1958) ; eau potable (1966-2007) ; assainissement (1964-1997) ; police de l'eau (1962-1977).

Statistiques agricoles. - Recensement général de l'agriculture (1979-2000) ; enquêtes associées au recensement (1979-1980) ; enquêtes collectivités locales et environnement (1997) ; enquêtes et statistiques annuelles de synthèse (1941-2000) ; enquêtes périodiques (1975-2005).

Inspection du travail, emploi et politiques sociales agricoles. - Suivi des entreprises (1959-2007) ; main-d'œuvre et emploi (1975-2005) ; travail (1947-2003) ; protection sociale (1980-2006) ; tribunal des affaires de sécurité sociale agricole (1956-1998) ; infractions au code de travail (1983-1992).

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

900 Répertoire méthodique <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-methodique-ddaf-du-puy-de-a48189.html>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Nombre d'articles : 1264

Métrage linéaire : 160 ml

Lieu de conservation : Archives départementales du Puy-de-Dôme

9.4. Forêts

Versement 19870518⁹⁰¹

Ministère : Agriculture

Direction : Forêts

Sommaire

Archives de la direction des forêts relatives à l'entretien et à la fixation des dunes, 1801-1955.

Art 1 : Dossier général : Législation relative aux dunes, attribution du service des dunes à l'administration des forêts, documentation sur les dunes, conservation et entretien des dunes, 1801-1946.

Art 2-9 : Dossiers par département : Gironde, Landes, Pyrénées Atlantiques, Finistère, Morbihan, Corse, Hérault, Nord, Pas-de-Calais, Manche, Vendée, Somme, Charente-Maritime, 1832-1940

Nombre d'articles : 9

Métrage linéaire : 3 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19910295⁹⁰²

Ministère : Agriculture

Direction générale : Eaux et forêts

Sommaire

Archives du 2e bureau de la direction des Forêts (1804-1961).

Art. 1- 10 : administration générale (1922-1944).

Art. 11- 23 : aménagement, séries artistiques, délimitations et bornages (notamment forêt de Fontainebleau, forêts d'Alsace) (1804-1961).

Art. 24-32 : techniques sylvicoles (1902-1947).

Art. 33- 85 : essences : information générale, exploitation industrielle de certaines

901 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-administration-a48730.html>

902 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-administration-a48711.html>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

essences (1841-1947).

Art. 86-102 : protection contre les maladies et les intempéries (1878-1946).

Art. 103-111 : concessions (champs de course, sociétés de tir, fêtes champêtres) (1871-1942).

Art. 112-122 : statistiques (contenance des forêts, Etats signalétiques, reboisements, acquisitions, places d'expérience, coupes) (1890-1941).

Art. 123-128 : imposition des forêts (évaluations de valeur, dossiers de principe, Etats annuels, paiements) (1904-1942).

Art. 129-149 : gestion des propriétés immobilières de la direction des Forêts (1920-1960).

Art. 150-153 : exploitation industrielle (bois de chauffage, bois sur pied) (1922-1941).

Art. 154-160 : connaissance des forêts (visites, missions et travaux scientifiques) (1913-1939).

Art. 161-166 : renseignements sur l'industrie du bois dans les pays étrangers et dans les colonies (1875-1947).

Art. 166-167 : commerce à l'exportation (1907-1932).

Art. 168 : registre des procès-verbaux de délimitation (1870-1953).

Nombre d'articles : 168

Métrage linéaire : 56

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19990112⁹⁰³

Ministère : Agriculture

Direction : Forêts

Sommaire

Dossiers d'aménagement des forêts soumis au régime forestier

Art 1-29. Arrêtés originaux d'aménagement des forêts domaniales et communales (classement par département), 1964-1984

Art 30-34 : Directives générales et régionales d'aménagement des forêts soumises au régime forestier, 1955-1982

Art 35-37 : Directives d'aménagement forestier (classement par conservation), 1954-1959

Art 38-41 : Plan général d'aménagement pour la récréation et le tourisme en forêts domaniales (classement par département), 1967-1978

Art 42-47. Aménagement de forêts domaniales et communales (classement par département), 1966-1979

Art 48-49 : Projets d'aménagement soumis à l'examen du conseil général du génie rural et des eaux et forêts, 1970-1983. Plans quinquennaux, 1971-1985. Coût des aménagements, 1963-1984

Art 50-52 : Incorporation de terrains des domaines forestiers, militaires, routiers, 1960-

903 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-amenagement-des-a48717.html>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

1981

Art 53-65 : Demandes de concessions de terrains en forêts domaniales, acquisitions, 1966-1980

Art 66-67 : Barrages, canal d'Orléans, 1957-1981

Art 68-70 : Périmètres d'actions forestières, 1963-1981

Art 71-75 : Circulaire sur les compétences de l'Office national des forêts (ONF), 1966-1969. Etude critique des aménagements, 1970-1977. Modification des plans de gestion, 1966-1970. Plans d'action forestiers, 1961-1962. Comité d'études et d'aménagement du Morvan, 1961-1962. Commissions de développement économique régionales, 1964-1965. Textes d'application relatifs aux Groupements Agricoles d'Exploitation en Commun (GAEC), 1962-1965. Création de réserves biologiques domaniales, 1980-1984. Voyage en Finlande, 1985-1986. Plaquette institutionnelle, 1947-1948

Art 76-77. Aménagements pour la récréation et le tourisme de forêts non domaniales, 1966-1976

Nombre d'articles : 77

Métrage linéaire : 25 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19940353⁹⁰⁴

Ministère : Outre-mer

Direction : Mission de l'agriculture et des industries agro-alimentaires

Sommaire

Art 1-4 : Documentation générale, rapports de synthèse, plans de développement relatifs aux activités économiques liées à l'élevage et à la forêt Outre-mer ; intervention Outre-mer d'organismes parapublics spécialisés dans l'économie forestière, 1961-1978.

Art 5-16, 19 : DOM et Saint-Pierre et Miquelon-études scientifiques et techniques (origines diverses) sur le développement des activités économiques liées à l'élevage et à la forêt ; projets publics et privés d'exploitation des ressources forestières et de développement de l'élevage ; documentation sur les entreprises intervenant dans ces secteurs, 1952-1979.

Art 17-19 : Nouvelle-Calédonie, Nouvelles-Hébrides-idem, 1966-1980

Nombre d'articles : 19

Métrage linéaire : 6 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

904 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-administration-a48735.html>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement 20200002⁹⁰⁵

Ministère : Agriculture

Direction : Forêts

Sommaire

Art 1-13 : Chrono courrier, 1984-1996

Art 14-19 : Protection des forêts contre la pollution atmosphérique, 1987-1994

Art 20-30 : Action communautaire pour la protection des forêts contre la pollution atmosphérique, 1987-1999

Art 31-35 : Dispositifs nationaux de protection de l'espace forestier français, 1988-2000

Art 36-40 : Organisation de manifestations internationales, 1989-1991

Art 41 : Réseau de surveillance de dépérissement des forêts, dit « réseau bleu », 1990-1994

Nombre d'articles : 40

Métrage linéaire : 4 ml

Conditions d'accès : Librement communicable selon l'article L. 213-1 du code du patrimoine. L'article 20200002/35 est soumis à un délai de communicabilité de 25 ans à compter du document le plus récent dans le dossier parce qu'il porte atteinte au secret des délibérations du gouvernement. Les articles 20200002/24 et 20200002/36 sont soumis à un délai de communicabilité de 50 ans à compter du document le plus récent présent dans le dossier soit parce qu'ils portent atteinte à la vie privée soit parce qu'ils portent atteinte à la conduite de la politique extérieure (art. L. 213-2 du code du patrimoine)

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement 19970334⁹⁰⁶

Ministère : Agriculture

Direction : Espace rural et forêt

Sommaire

Art 1-3 : Préparation du projet de loi sur l'aménagement foncier agricole et forestier dans les zones de montagne et défavorisées, 1980-1984.

Art 4-11 : Forêt méditerranéenne, 1979-1991.

Art 12-20 : Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI), 1979-1990.

Art 21-22 : Plans d'Exposition aux Risques naturels prévisionnels (PER), 1981-1989.

Art 23-28 : Restauration des Terrains en Montagne (RTM), 1971-1991.

905 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-sante-des-forets-a48700.html>

906 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/repertoire-d-archives-detaille-protection-des-a48713.html>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 29-30 : Dunes, 1966-1991.

Art 31 : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, 1986-1987.

Art 32 : Ski en forêt, Jeux olympiques d'Albertville, banque de la forêt, 1982-1991

Nombre d'articles : 32

Métrage linéaire : 10 ml

Communicabilité : libre

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement n° 19830507⁹⁰⁷

Ministère : Agriculture

Direction : Forêt

Sous-direction : Aménagement et équipement forestier

Sommaire

Aménagement du territoire, protection de la nature, 1960-1982

Art 1-39. Affaires interministérielles : Comité Interministériel pour l'aménagement de la nature et de l'environnement (CIAME), 1971-1978 ; Mission Interministérielle d'aménagement de la cote aquitaine (MIACA), 1967-1978 ; Mission Interministérielle pour l'aménagement touristique du littoral du Languedoc-Roussillon (MIATLLR), 1965-1979 ; Mission interministérielle pour l'aménagement du plateau de Valbonne, 1974-1981 ; Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CLRL), 1980-1982 ; comité technique interministériel des Unités touristiques nouvelles en montagne (UTN), 1977-1979 ; préparation du 7ème plan, 1975-1978 ; préparation du 8ème plan, 1979-1980 ; protection de la nature, 1970-1981 ; urbanisme, 1966-1982 ; sites, 1973-1981 ; environnement, paysage, qualité de la vie, 1974-1977 ; aménagement du territoire, 1978-1980 ; Défense Nationale, 1970-1979 ; tourisme, 1967-1970 ; mines et carrières, 1974-1981 ; infrastructures, 1965-1980 ;

Art 40-53 : Espaces verts forestiers : Dossiers par régions, 1967-1981

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 53

Métrage linéaire : 15 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

907 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_020852

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Versement n° 19860672⁹⁰⁸

Ministère : Agriculture

Direction : Forêt

Sous-direction : Aménagement et équipement forestier

Sommaire

Aménagement et protection de la nature : Dossiers d'affaires, 1962-1985.

Art 1-2 : Construction de l'autoroute A86, 1972-1982.

Art 3-4 : Implantation des centrales nucléaires et stockage du gaz naturel, 1975-1980.

Art 5 : Opérations d'aménagement : Le TGV ouest, la Sologne, l'opération grand Sud Ouest, restauration du littoral suite au naufrage de l'Amoco Cadiz, 1972-1982.

Art 6-7 : Réunions du comité interministériel pour l'aménagement du territoire, 1979-1984.

Art 9-15 : Mise en place du FIDAR (Fonds Interministériel de Développement et d'Aménagement Rural) et programme d'actions, 1979-1983.

Art 16-22 : Préparation de la loi No 1925 de 1980 sur la forêt : Forêt méditerranéenne : Défrichement, schéma directeur forestier du Languedoc Roussillon, mission interministérielle Méditerranée, 1971-1984.

Art 23-27 : Préparation de la loi montagne, 1982-1983.

Art 28-30 : Politique des espaces verts en région parisienne, 1962-1984.

Art 31-32 : Urbanisme ; commission interministérielle des comptes du patrimoine naturel, 1976-1983.

Art 33-34 : Réunions et opérations traitées par le comité interministériel pour la qualité de la vie, 1979-1983.

Art 35-38 (17 DF) préparation de divers textes de lois et décrets : Protection de la nature : Décrets d'application de la loi n 76 629 du 10/07/1976 et décret n 7701141 du 12/10/1977 ; pêche ; orientation agricole ; décentralisation, 1976-1984.

Art 39-42 (17 DF) entretien d'immeubles appartenant à l'Etat et affectés à la direction générale des eaux et forêts situés à Boulogne, 1947-1981.

Art 43-45 (17 DF). Acquisition par l'Etat du massif des trois pignons, 1962-1974 ; opération d'échange du domaine militaire de bois rond avec la forêt domaniale de Nanteau, 1967-1979

Nombre d'articles : 45

Métrage linéaire : 15 ml

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

908 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/Fran_IR_013283

***Aperçu* des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature**

Lieu de conservation : Archives nationales

2ème partie : Archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Patrick Cavalié
archiviste

Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement

Acteurs privés

Antoine Serge

Référence

20080615⁹⁰⁹

Niveau de description

Groupe de cotes

Intitulé

Fonds Serge Antoine, haut fonctionnaire du ministère de l'environnement.

Dates extrêmes

1949-2005

Noms des principaux producteurs

Serge Antoine

Importance matérielle

427 boîtes, 144 cartons, 42 ml.

Langue des documents

Français

Anglais

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine.

Conditions d'accès

Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

Conformément aux règles de réutilisation des données publiques régies par la loi n°78-753 du 17 juillet 1978, dite loi CADA.

Modalités d'entrée

Don

Historique du producteur

Quelques jalons dans la carrière de Serge Antoine

- De 1954 à 1970, à la Délégation à l'aménagement du territoire, cet énarque est l'artisan de la création des régions françaises et des observatoires économiques régionaux, il est

909 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Serge-Antoine-Amenagement-du-territoire>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

aussi un des responsables de la mise en place des parcs naturels régionaux et du conservatoire du littoral

- En 1976, il est nommé secrétaire général du Haut comité de l'environnement, devient directeur de la revue « 2000 » de la DATAR.

- En 1971 naît le ministère de l'environnement. Serge Antoine y occupe diverses positions - notamment chef de la mission des études et de la recherche (1978-1984), puis chef de la mission environnement-développement (1984-1991) - qui lui permettent de contribuer à la définition du patrimoine naturel, à la naissance de la politique environnementale liée à l'aménagement du territoire.

- Il crée, en 1971, dans les salines d'Arc-et-Senans (Doubs) un centre international de réflexions sur le futur (la Fondation Claude-Nicolas Ledoux) qui organise des colloques sur les innovations technologiques et l'évolution de la société. Les archives de la fondation, conservées aux Archives départementales du Doubs, contiennent les actes de ces débats sur l'avenir.

- La création par Serge Antoine, en 1978, du carrefour international de la communication, dans l'Arche de la Défense, procède de la même passion de futurologie et de son sens de l'ouverture. Dans le même esprit, ce visionnaire participe à la création de l'association internationale et de la revue « Futuribles », à laquelle il apporte de nombreuses contributions.

- Serge Antoine participe aux conférences des Nations Unies sur l'environnement, de Stockholm (1972) à Rio de Janeiro (1992) et de Kyoto (1997) à Johannesburg (2002), où se détermine l'avenir de notre monde. Les rapports, les études, les documents de travail, les notes et les correspondances recueillis par ce représentant de la France constituent une source précieuse pour l'histoire.

- Serge Antoine est en grande partie à l'origine du Programme des Nations unies pour l'environnement(PNUE) en faveur de la Méditerranée. Il devient vice-président de ce plan d'action pour la Méditerranée, dit « Plan Bleu ». La mobilisation sans précédent d'États multiples et si différents autour du grand plan de sauvetage de la Méditerranée se décrit dans la durée à travers les expertises, les analyses, les études mais aussi les comptes rendus de réunions, les rencontres des « parties contractantes », les protocoles et les programmes d'intervention.

- Enjeu majeur pour l'environnement, l'accroissement démographique et l'urbanisation sont les thèmes de réflexion et d'action débattus aux sommets mondiaux des villes organisés sous l'égide de l'UNESCO, à Lisbonne (1994) ou à Istanbul (1996). Serge Antoine qui participe à ces conférences contribue à la formation de la Fédération mondiale des cités unies (FMCU).

- Une coopération scientifique, au travers de forums et de publications, s'établit avec de nombreux centres de recherche, tels que le Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED), le Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), le Groupement d'études et de recherches sur la Méditerranée (GERME)...

- Serge Antoine s'engage personnellement dans plusieurs organisations : il est administrateur de la « Fondation Seydoux pour la Méditerranée » et président de

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

l'association « Méditerranée 2000 » dont nous pouvons suivre les activités à travers les conseils d'administration.

- En 1992 Serge Antoine participe au sommet de Rio, en tant que conseiller spécial de la France.

- Il est nommé représentant de la France à la Commission méditerranéenne du développement durable créée en 1996. Il préside le Comité français pour l'environnement et le développement durable (le « Comité 21 ») et collabore étroitement avec la Commission mondiale du développement durable.

- Il encourage les initiatives de coopération culturelle par la création d'un réseau de librairies de la Méditerranée, l'organisation de colloques, de forums. Il soutient le projet de protection des « 100 sites culturels méditerranéens » sous le patronage des Nations Unies et prend une part active aux colloques francophones organisés par le haut conseil de la Francophonie à Tunis (1991) ou en marge du sommet mondial de Johannesburg (2002).

- Décès en mars 2006.

Bernard Vuillet

Archiviste au ministère, 2008

Présentation du contenu

Serge Antoine, décédé en mars 2006, a consacré toute sa carrière de haut fonctionnaire à la cause de l'environnement. Son épouse et fidèle collaboratrice, consciente de l'importance de la documentation et des dossiers constitués, décide de les donner au ministère de l'Écologie pour les mettre pleinement à la disposition des chercheurs et du public.

Ces archives, représentant 42 mètres linéaires, sont d'une richesse exceptionnelle : elles reflètent toute l'activité et la réflexion de Serge Antoine qui a tenu des postes de haute responsabilité dans l'administration française et dans les instances internationales.

De 1954 à 1970, à la Délégation à l'aménagement du territoire, cet énarque est l'artisan de la création des régions françaises et des observatoires économiques régionaux, il est aussi un des responsables de la mise en place des parcs naturels régionaux et du conservatoire du littoral. Les dossiers conservés retracent les débats et les aspects du remodelage administratif de la France.

Précurseur et homme de convictions, Serge Antoine déploie une énergie inlassable. En 1976, il est nommé secrétaire général du Haut comité de l'environnement, devient directeur de la revue « 2000 » de la DATAR.

En 1971 naît le ministère de l'environnement. Serge Antoine, qui a œuvré à sa création, y occupe diverses positions – notamment chef de la mission des études et de la recherche (1978-1984), puis chef de la mission environnement-développement (1984-1991) – qui lui permettent de contribuer à la définition du patrimoine naturel, à la naissance de la politique environnementale liée à l'aménagement du territoire. Fort de ses relations avec les cabinets ministériels, avec les responsables politiques, il se bat pour faire admettre les exigences écologiques. Il participe aux groupes de réflexion, tels que « prospective et environnement » ou « environnement et aménagement du territoire », multiplie les interventions dans les colloques, écrit des articles dans les revues spécialisées qu'on retrouve dans le fonds d'archives. Les dossiers montrent aussi comment, des

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

préoccupations environnementales, la pensée de Serge Antoine s'élargit à la protection du patrimoine culturel et s'intéresse même à l'aménagement du temps et des loisirs.

Très tôt, Serge Antoine envisage les problèmes à l'aune de l'international. Pour l'aménagement du territoire, par exemple, sa réflexion s'étend d'emblée à l'horizon européen. Passionné de prospective et ouvert à la coopération internationale, il crée, en 1971, dans les salines d'Arc-et-Senans (Doubs) un centre international de réflexions sur le futur (la Fondation Claude-Nicolas Ledoux) qui organise des colloques sur les innovations technologiques et l'évolution de la société. Les archives de la fondation, classées à part du fonds Serge Antoine, contiennent les actes de ces débats sur l'avenir auxquels participent des experts venus d'Europe et d'ailleurs.

La création par Serge Antoine, en 1978, du carrefour international de la communication, dans l'Arche de la Défense, procède de la même passion de futurologie et de son sens de l'ouverture. Dans le même esprit, ce visionnaire participe à la création de l'association internationale et de la revue « Futuribles », à laquelle il apporte de nombreuses contributions.

La dimension internationale, Serge Antoine va pleinement la mettre en pratique en participant aux conférences des Nations Unies sur l'environnement, ces sommets mondiaux, de Stockholm (1972) à Rio de Janeiro (1992) et de Kyoto (1997) à Johannesburg (2002) où se détermine l'avenir de notre monde. Les rapports, les études, les documents de travail, les notes et les correspondances recueillis par ce représentant de la France constituent une source précieuse pour l'histoire. A travers ces dossiers réunis par un témoin et acteur de premier plan, on peut suivre les préparatifs à ces forums, puis leur déroulement et les orientations prises.

C'est à la conférence de Stockholm en 1972 que Serge Antoine commence à évoquer l'intérêt d'une coopération multilatérale pour la préservation de la Méditerranée. Il est en grande partie à l'origine de l'initiative prise par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) en faveur de la Méditerranée, initiative qui conduit au rapprochement des États riverains signataires des accords de Barcelone (1975). Serge Antoine est considéré à juste titre comme le « père du Plan Bleu », ce Plan d'action pour la Méditerranée (PAM) qui ne s'attache pas seulement à lutter contre les sources de pollution, mais entend établir un développement intégré et une gestion attentive des ressources à l'échelle du bassin. Le Plan Bleu, dont Serge Antoine est l'organisateur et le fervent ambassadeur auprès des autorités politiques comme auprès de la communauté scientifique, tant en France qu'en Europe et dans tout le monde méditerranéen, occupe la plus grande part de ce fonds d'archives. La mobilisation sans précédent d'États multiples et si différents autour du grand plan de sauvetage de la Méditerranée se décrit dans la durée à travers les expertises, les analyses, les études mais aussi les comptes rendus de réunions, les rencontres des « parties contractantes », les protocoles et les programmes d'intervention.

A l'immensité de la tâche correspondent la diversité et la technicité des dossiers que Serge Antoine a patiemment étudiés, annotés, complétés. Aux côtés des textes officiels, des rapports publiés et des communications, l'historien a la chance de trouver, dans ce gisement documentaire, les notes préparatoires, les échanges, les projets qui éclairent sur le travail en profondeur effectué en amont des déclarations solennelles et des rencontres diplomatiques.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Pour s'investir dans tant de projets à la fois et gérer cette masse d'informations, Serge Antoine, distingue les domaines d'intervention tels que la protection du littoral, l'état de la pollution marine, la gestion des ressources en eau, l'évolution de l'agriculture et de la forêt méditerranéenne, le changement climatique... Enjeu majeur pour l'environnement, l'accroissement démographique et l'urbanisation sur le pourtour de la Méditerranée figurent parmi les principaux thèmes de réflexion et d'action. « Le fait urbain, déclare Serge Antoine, est pour moi au cœur de la problématique des sociétés contemporaines. Cela m'est apparu à maintes reprises et, en particulier, lors de la conférence de Vancouver en 1976 sur l'habitat et les établissements humains. » Les sommets mondiaux des villes organisés sous l'égide de l'UNESCO, à Lisbonne (1994) ou à Istanbul (1996), montrent bien que la pensée du visionnaire s'applique au-delà du bassin méditerranéen. Serge Antoine contribue à la formation de la Fédération mondiale des Cités unies (FMCU).

En tant que vice-président du Plan Bleu, il entretient des relations avec les instances internationales (UNESCO, OCDE...) et les représentants des gouvernements, dont les dossiers se font l'écho. Relations avec les bailleurs de fonds que sont la Banque européenne d'investissement et la Banque mondiale, avec la Commission européenne dans le cadre du programme Euro-Méditerranée qui institue un partenariat entre les deux rives de la Méditerranée. Contacts également avec les Organisations non gouvernementales associées aux travaux du Plan Bleu, avec les organismes liés à la protection et au développement de la Méditerranée comme l'Institut méditerranéen de l'eau (IME), Environnement, développement et action (ENDA), ou encore le Mediterranean Aspen Institute.

Une coopération scientifique, au travers de forums et de publications, s'établit avec de nombreux centres de recherche, tels que le Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (CIRED), le Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), le Groupement d'études et de recherches sur la Méditerranée (GERME)...

Pour Serge Antoine, le travail pour la protection et le développement de la Méditerranée se traduit aussi par un engagement personnel dans plusieurs organisations : il est administrateur de la « Fondation Seydoux pour la Méditerranée » et président de l'association « Méditerranée 2000 » dont nous pouvons suivre les activités à travers les conseils d'administration.

Toujours à l'avant-garde des idées, il fait siens le concept d'écodéveloppement formulé par Ignacy Sachs (professeur à l'École des hautes études en sciences sociales) vers 1974, et la notion de développement durable officialisée par le rapport Brundtland en 1987. Désormais, comme le montrent ses dossiers, s'impose une stratégie d'écodéveloppement et de développement durable qu'il tend à mettre en œuvre avec ses partenaires méditerranéens.

En 1992, le sommet de Rio, auquel Serge Antoine participe en tant que conseiller spécial de la France, nourrit sa réflexion et donne un nouveau dynamisme au Plan Bleu. Serge Antoine est nommé représentant de la France à la Commission méditerranéenne du développement durable créée en 1996. Il préside le Comité français pour l'environnement et le développement durable (le « Comité 21 ») et collabore étroitement avec la Commission mondiale du développement durable.

Comme le prouvent ses interventions et écrits, il a depuis longtemps une conception globale du développement. Il ne considère pas l'environnement comme un domaine, mais

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

associe sa protection au développement économique et social et au respect des pratiques culturelles.

Dès son entrée au ministère, cet homme de dialogue et d'ouverture agit pour instaurer une éducation à l'environnement ainsi que pour une meilleure connaissance réciproque entre les cultures. Il encourage les initiatives de coopération culturelle (création d'un réseau de librairies de la Méditerranée, organisation de colloques, de forums), il soutient le projet de protection des « 100 sites culturels méditerranéens » sous le patronage des Nations Unies et prend une part active aux colloques francophones organisés par le haut conseil de la Francophonie à Tunis (1991) ou en marge du sommet mondial de Johannesburg (2002).

Au terme de cette fructueuse carrière consacrée à la protection et à la mise en valeur de l'environnement, les archives laissées par Serge Antoine revêtent un caractère exceptionnel. Les dossiers permettent de suivre les étapes de la réflexion d'un précurseur, les engagements et les actions d'une personnalité influente, pendant près d'un demi-siècle où l'écologie s'est peu à peu imposée comme le principal enjeu de notre survie. Par ses hautes fonctions, par ses relations avec le monde scientifique, politique et associatif, et surtout par l'envergure de sa pensée, il nous conduit au cœur de décisions qui engagent notre avenir.

L'entrée des archives de Serge Antoine aux Archives nationales s'inscrit dans la continuité de l'œuvre du militant et pédagogue qui déclarait : « je suis le père du Plan Bleu, mais nous en sommes tous propriétaires ».

Bernard Vuillet, archiviste au ministère, 2008

Armand Louis

Versement 85J⁹¹⁰

Auteur : par Evelyne Mermet

Sous-titres : Répertoire détaillé

Langue : Instrument de recherche rédigé en Cet instrument de recherche est rédigé en français.

Description physique :

Genre/Carac. phys. : Document d'archives

1051

8.00 ml

Dates extrêmes : 1879-1989

Organisme : : Les Archives départementales de la Haute-Savoie sont responsables de l'accès intellectuel des archives.

Producteur des archives

Louis Armand

Biographie ou histoire :

Savoyard, " né à Cruseilles, Haute-Savoie ", village dont il cite seize fois le nom en huit pages, dans le premier chapitre de son ouvrage *Simple propos*, voilà bien la véritable identité de Louis Armand, celle qu'il décline sur les feuilles de police de tous les continents. Un peu oublié des jeunes générations, l'on retiendra de lui son savoir, son humanité, son enthousiasme et sa sincérité, de belles qualités de toutes les époques. Jean Ullmo, son ami le plus intime et le plus constant, disait de lui : " Il nous offrait une image complète d'un homme sans ombre, c'est-à-dire dépourvu de mesquinerie. Il croyait parfaitement en l'homme et agissait parfaitement pour lui. Il était le modèle qui donne confiance ". Un bel exemple de vie à découvrir.

- 1905 (17 janvier) : Naissance de Louis Armand à Cruseilles (Haute-Savoie), fils de Jean-Marie et Marie-Clotilde Masson, instituteurs.
- 1917 : Entre directement en quatrième, au lycée Berthollet à Annecy. Baccalauréat.
- 1922 : Entre en classe de Mathématiques Spéciales, au lycée du Parc à Lyon.
- 1924 : Reçu aux concours d'entrée à l'École polytechnique, et à l'École normale supérieure. Entre à Polytechnique en octobre (en sortira second).
[...]
- 1929 : Ingénieur du Corps des Mines à Clermont-Ferrand. **Travaux scientifiques personnels sur les eaux minérales.**
[...]
- 1935 : Prix du Collège de France et de l'Académie nationale de médecine pour ses travaux scientifiques personnels sur les eaux minérales.[...]
1945 : Directeur du Service central du matériel à la SNCF (8 mai). Président du comité de la recherche appliquée du **Commissariat à l'énergie atomique** (CEA).
[...]
1950 : Robert Schumann lance l'idée d'une Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) (mai).
[...]
1956 : Adhésion de Louis Armand au comité d'action pour les États-Unis d'Europe

910 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-Louis-Armand-1879-1989>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

de Jean Monnet (janvier). Président de la commission de l'énergie nucléaire de la CECA. Discours de Louis Armand à l'Assemblée nationale sur l'énergie atomique (juillet). Exposé de Louis Armand à une commission du Conseil économique. Nomination des Trois Sages (décembre). Président du conseil de perfectionnement de l'École polytechnique.

[....]

1958 : Président d'honneur de la SNCF. Premier président d'Euratom (janvier). Accord Euratom, USA (juin). Premier rapport de gestion d'Euratom, signé par Louis Armand (septembre).

1959 : Démission d'Euratom pour des raisons de santé (janvier). Président des Houillères de Lorraine (février). Création du comité Rueff-Armand (novembre).

1960 : Vice-président du comité Rueff-Armand chargé d'établir un rapport sur les obstacles à l'expansion économique. Membre de l'Académie des Sciences morales et politiques (décembre). Vice-président de la Fondation européenne de la culture. Publication du rapport de la commission Rueff-Armand. Président de la commission d'action contre la **pollution atmosphérique**.

1961 : Publication de Plaidoyer pour l'Avenir. Secrétaire général de l'UIC (janvier).

1962 : Président de l'Association française de normalisation (AFNOR).

1963 : Membre de l'Académie française (13 juin), élu au fauteuil du professeur Henri Mondor.

1964 : Démission de la présidence des Houillères de Lorraine. Accord des réseaux européens de chemin de fer sur l'installation de l'attelage automatique.

1968 : Quitte le conseil de perfectionnement de l'École polytechnique. Publication du Pari Européen et Simples propos.

1969 : Président du comité pour l'**amélioration de l'environnement**.

1970 : Adoption par le gouvernement des **cent mesures en faveur de l'environnement**, proposées par Louis Armand. Publication de Propos ferroviaires.

1971 (30 août) : Mort de Louis Armand à Villers-sur-Mer (Calvados). Inhumation à Cruseilles.

1978 : Publication des Leçons de choses de Louis Armand.

1984 : Mort de Geneviève Armand, son épouse.

Historique de la conservation :

Ce fonds privé a été donné aux Archives départementales de la Haute-Savoie en avril 1990, par l'association des Amis de Louis Armand constituée le 31 mai 1972, après son décès, en vue de conserver son souvenir, et poursuivre son action en diffusant sa pensée.

Présentation du contenu :

Composé de documents, photographies, films et enregistrements couvrant l'activité intense et variée de Louis Armand, homme de la technique et du chemin de fer, grand résistant, académicien, ce fonds accessible sous la cote 85 J, représente 6 ml et se compose de 1051 articles faisant chacun l'objet d'une analyse détaillée.

Modalités d'accès :

Don

Statut juridique :

Archives privées

Conditions d'utilisation :

La reproduction des documents est soumise à l'autorisation des archives départementales de la Haute-Savoie. En cas de reproduction d'une ou plusieurs pièces, il conviendra de faire apparaître le nom du service dépositaire et la cote du ou des documents. Si un usage

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

commercial des documents est envisagé, l'obtention de l'autorisation des ayants droits est nécessaire.

Bibliographie :

Ouvrages de Louis Armand :

- Simples propos, librairie Arthème Fayard, 1968, 310 p.
- Propos ferroviaires , librairie Arthème Fayard, 1970, 244 p.
- Les leçons de Choses , Del Duca-Paris, 1979, 222 p.
- " Booklet " sur le chemin de fer, 1971, 103 pages dactylographiées (ouvrage posthume, achevé, non publié, consultable dans l'inventaire sous la cote 85 J 1011).

Ouvrages de Louis Armand et Michel Drancourt :

- * Plaidoyer pour l'avenir , Calmann-Lévy éd., 1961, 254 p.
- Le Pari européen, librairie Arthème Fayard, 1969, 311 p.

Ouvrages sur Louis Armand

- Louis Armand, 40 ans au service des hommes, par l'association des Amis de Louis Armand, Charles Lavauzelle éd., 1986, 172 p.
- Louis Armand, visionnaire de la modernité , par Henri Teissier du Cros, éd. Odile Jacob, 1987, 484 p.

Aubert Maurice

Versement 233J 1-2⁹¹¹

Fonds du professeur Maurice Aubert

Présentation du contenu

Docteur en médecine à la Faculté de Lyon, Docteur de l'université de Marseille en sciences naturelles, Maurice Aubert se consacre à l'étude des relations entre le milieu marin et l'Homme et ouvre ainsi la voie à un nouvel ordre de recherche : l'Océanographie médicale.

Sur son initiative est fondé en 1960, avec le concours de l'INSER et de la ville de Nice, le Centre d'études et de recherche de biologie et d'océanographie médicale, le CERBOM. dont il a assuré la direction jusqu'en 1992. À la cessation d'activité de cet organisme en 1996, il fonde à Cagnes-sur-Mer l'Université Internationale de la mer, l'UIM dont il est élu président. Cet organisme qui poursuit l'activité du CERBOM prépare les étudiants à divers métiers de la mer tels que l'océanographie, la biologie marine, l'aquaculture etc... et réalise des recherches scientifiques en partenariat avec les institutions publiques et privées.

Les travaux de Maurice Aubert ont porté sur la microbiologie marine, l'eutrophisation, la distribution et l'impact des métaux lourds en milieu marin, la modélisation de la diffusion des micro-organismes en mer, la découverte des antibiotiques issus du phytoplancton ainsi que celle des médiateurs chimiques qui règlent les équilibres inter-espèces océaniques.

Chef de mission scientifique et capitaine du navire océanographique du CERBOM il a conduit de nombreuses campagnes de recherche dans l'ensemble de la Mer Méditerranée, en Mer Noire, en Atlantique et en Mer du Nord.

L'ensemble de ses travaux a fait l'objet de deux cent cinquante trois publications scientifiques.

Le fonds documentaire déposé par le professeur Maurice Aubert se compose de publications sur des travaux de recherche scientifique réalisés par le déposant et ses collaborateurs sous l'égide du CERBOM puis de l'UIM.

Note : base Archives privées

Historique du producteur

Professeur Maurice, fondateur du CERBOM et l'UIM.

Modalités d'entrée

Don

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3.

911 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-du-professeur-Maurice-Aubert>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Autre(s) instrument(s) de recherche

Base de données Internet des Archives départementales

<http://www.basesdocumentaires-cg06.fr/os-html/apri/home.html>

Description physique

0.30 ml

Localisation

Archives départementales des Alpes-Maritimes

Beaugé Henri

1. Identification

1.1 Type d'entité

Personnalité

1.2 Forme autorisée du nom

Henri Beaugé

1.3 Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1920 -

2.2 Histoire

2.3 Lieux

Parc Naturel Régional d'Armorique au Faou.

2.4 Statut juridique

2.5 Fonctions et activités

Originaire de Brest, Henri Beaugé répond à 19 ans à l'Appel du Général de Gaulle et décide de rallier Londres. Il entre alors à l'École des élèves officiers de la France Libre à Camberley, mettant fin à ses études à l'École nationale des Arts et métiers. Compagnon de la Libération, il est promu Lieutenant en 1945, puis officier des Affaires indigènes au Maroc et au Sahara, et directeur du centre pétrolier d'*Hassi Messaoud* de 1960 à 1963.

Il entre ensuite en poste à la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR). En 1964, Olivier Guichard, alors ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire, le nomme « chargé de mission » pour la création des premiers parcs naturels régionaux. Après avoir créé un « poumon vert » pour la région de Lille, Henri Beaugé s'attaque à la création des parcs de Toulouse, de Camargue, puis d'Armorique. C'est dans sa terre natale qu'il mettra au point le premier parc naturel régional à vocation rurale, dont il sera le directeur de 1967 à 1972.

Il a entre-temps quitté l'armée en 1965 avec le grade de lieutenant-colonel de réserve. Il est ensuite l'artisan de la renaissance des centres culturels d'Arc-et-Sénans (Doubs) de 1972 à 1975, et de l'Ancienne abbaye royale de Fontevraud (Maine-et-Loire) dont il prend la direction à partir de 1976 et jusqu'à sa retraite en 1980.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Mai 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Rosemarie Lucas, *Parcs naturels régionaux et écomusées en France, un demi-siècle d'histoire commune. L'expérience du parc d'Armorique (1957-1997)*, thèse, Université Rennes 2 Haute Bretagne, 2010.

Fonds "Henri Beaugé".

Parcs naturels régionaux (PNR) de France et Parc naturel régional d'Armorique (PNRA) : mise en place des parcs, documents relatifs au voyage d'étude en Europe, aux États-Unis et au Japon (1959-1967), session de formation des directeurs de PNR, articles d'Henri Beaugé (1965-1989), documents préliminaires et actes des journées nationales d'études sur les parcs naturels régionaux (1966), études du Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons (CELIB) et de la DATAR (1966-1968), publications et documentations... (1959-1989).

Documents iconographiques : photographies des différents sites du PNRA, photographies prises lors du voyage d'étude sur les parcs naturels étrangers (États-Unis, Japon, Belgique, Allemagne) (1959-1989).

1959-1989

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 1,00 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé au siège du parc naturel régional d'Armorique, au Faou.

Origine

Beaugé, Henri

Accroissements

Le fonds est clos.

Conditions d'accès

Communication soumise à l'autorisation préalable de la direction du parc naturel régional d'Armorique (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr).

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Bibliographie

Rosemarie Lucas, "Parcs naturels régionaux et écomusées en France, un demi-siècle d'histoire commune. L'expérience du parc d'Armorique (1957-1997)", thèse, Université Rennes 2 Haute Bretagne, 2010.

Beaulieu François de

1. Zone d'identification

1.1 Type d'entité

Personnalité

1.2 Forme autorisée du nom

François de Beaulieu

1.3 Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1947 -

2.2 Histoire

2.3 Lieux

Domicile privé

Morlaix

2.4 Statut juridique

2.5 Fonctions et activités

François de Beaulieu a été secrétaire général de Bretagne Vivante-SEPNB (Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne) de 1998 à 2002, au sein d'une direction collégiale qui se met en place à ce moment.

Il est enseignant de français retraité. Il exerce également le métier d'écrivain. A ce titre, il a publié aux éditions du *Chasse Marée* et d'*Ar Men*, un certain nombre d'ouvrages sur la faune, la flore et la nature en Bretagne.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Maurice Le Démézet, Bruno Maresca, *La protection de la nature en Bretagne – La SEPNB (1953-2003)*, Presses Universitaires de Rennes, 2003

Fonds "François de Beaulieu".

Bretagne Vivante-SEPNB : documents sur la gestion de l'association, les réserves naturelles, documents sur le mouvement antinucléaire, correspondance... (1973-2010).

Archives d'Édouard Lebeurier : botanique, ornithologie, correspondance avec d'autres naturalistes sur des thèmes ornithologiques, vingt classeurs d'observations ornithologiques... (1907-1987).

1907-2010

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 3,50 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez François de Beaulieu.

Origine

Beaulieu, François de

Accroissements

Le fonds est clos.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (adresse électronique : francois.de-beaulieu@yahoo.fr)

Bellart Agnès

Cote : FR-FEP-4AM

Nom du fonds : Agnès Bellart

Dates extrêmes : 1961-2015

Description physique: papier

Importance matérielle : 10 conteneurs soit 44 boîtes d'archives, 5 ml

Langue: Français

Producteur : Annick Bellart

Notice biographique : Éducatrice de jeunes enfants à la retraite, elle a exercé dans les quartiers périphériques parisiens dont 28 ans dans le 20ème arrondissement de Paris. Elle s'est investie tout au long de sa carrière dans le syndicalisme, notamment interprofessionnel (union locale du 20ème) à la Confédération française démocratique du travail (CFDT) et en politique depuis 1967 au sein du Parti socialiste unifié (PSU) puis à partir de 1998 chez Les Verts. Elle est par ailleurs bénévole dans plusieurs associations locales dont la permanence juridique migrants de Ménilmontant et participe au conseil de quartier Belleville depuis 2002.

Présentation du contenu : Le fonds n'est pas classé.

Autre instrument de recherche : Bordereau de versement

Historique de la conservation: Le fonds a été donné à la fondation afin que celle-ci en assure le traitement et la conservation pérenne.

Modalités d'entrée : Don – convention du 10 octobre 2016

Versement n° 04/16

N° d'entrée FEP006

Date de création de la description : 11 janvier 2016

Date de la dernière modification de la description : 7 mai 2016

Statut juridique : privé.

Lieu de conservation: Fondation de l'écologie politique

Conditions de consultation : libre dans le respect de la législation sur les archives, des droits d'auteurs et dans le respect de la vie privée

Contact : Meixin Tambay

m.tambay@fondationecolo.org ou archives@fondationecolo.org

Bennahmias Jean-Luc

Dates extrêmes

1976-1991

Biographie⁹¹²

Jean-Luc Bennahmias, né le 2 décembre 1954 dans le 12^e arrondissement de Paris, est un journaliste et homme politique français. Élu député européen en 2004 sous l'étiquette des Verts, il rejoint le Mouvement démocrate (MoDem) de François Bayrou en 2007 pour en devenir vice-président lors de son premier congrès à Villepinte, il resta néanmoins dans le groupe des Verts au Parlement européen jusqu'en juin 2009. Il est à nouveau candidat aux européennes de juin 2009, avec Fabienne Faure et Gilles Artigues, et mène la liste du Mouvement démocrate dans la circonscription Sud-Est. Il est réélu le 7 juin 2009, sa liste réunissant 7,37 % des suffrages exprimés. Il quitte le MoDem en 2014 pour fonder son propre parti de centre-gauche, le Front démocrate.

Présentation du contenu

Ce fonds regroupe des archives de 1976 à 1991, en particulier des revues alternatives et écologistes (Actuel, La gueule ouverte). Il comporte également des chronologies, des récits de l'histoire des Verts et divers communiqués et entretiens de Jean-Luc Bennahmias.

Conditions d'accès et d'utilisation

Consultable sur demande

Contact :

icire@agroparistech.fr

Description physique

1 ml

Producteur

Bennahmias (Jean-Luc), personnalité politique.

Lieu de conservation

AgroParisTech

Centre interdisciplinaire de recherche sur l'écologie

912 Source https://fr.wikipedia.org/wiki/Jean-Luc_Bennahmias

Bernard Dominique (1)

Référence

224 J 1-143

Niveau de description

Fonds

Intitulé

Fonds Dominique Bernard

Date extrême début

1969

Date extrême fin

2010

Importance matérielle

10,40 ml

Modalité d'entrée

dépôt

Lieu de conservation

Archives départementales d'Ille-et-Vilaine

Date d'entrée

2011, 2012

Contenu

Dominique Bernard, physicien, adhère aux Amis de la Terre avec Yves Cochet en 1977, engagement politique auprès de Brice Lalonde à partir de 1981 en tant que responsable départemental ; participe à la création des Verts Nationaux et au niveau régional au regroupement de l'Écologie politique au sein de la Fédération écologiste bretonne qui deviendra Les Verts Bretagne, adhésion aux Verts en 1983 ; membre de la coordination et du secrétariat de Rennes-Verte ; délégué breton au Conseil national inter-régional des Verts (CNIR)

Fondateur et président du Centre d'information sur l'énergie et l'environnement (CIELE), membre fondateur de la Feuille d'érable et de la Maison de la consommation et de l'environnement (MCE) et président de l'association Agir pour l'environnement.

Très actif aussi dans la diffusion de la culture scientifique et technique : fondateur d'une Boutique de Sciences à Rennes, membre du Groupe de scientifique pour l'Information sur l'énergie nucléaire (GSIEN), nommé à la Commission française du développement durable, militant anti-nucléaire.

***Aperçu* des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature**

Accès

Conditions d'accès

libre

Sources complémentaires

A signaler : Fonds du CIELE (2449 W), Coopérative de l'érable (184 J)

Notes

(supplément non classé, juin 2017)

Bernard Dominique (2)

Référence : FR-FEP 11AM 1-116⁹¹³

Intitulé : Dominique Bernard.

Dates prépondérantes : 1977-2008

Dates réelles : 1977-2008

Niveau de description : fonds

Producteur : Dominique BERNARD, physicien, adhère aux Amis de la Terre en 1977 et s'engage en politique à partir de 1981 lors de la campagne présidentielle de Brice Lalonde, candidat écologiste à présidence de la République. Il concourt au regroupement régional des mouvements écologistes de Bretagne au sein de la Fédération Écologiste Bretonne et à la création des Verts nationaux auquel il adhère à la création en 1984. Il est membre de la coordination et du secrétariat de Rennes-Verte, délégué breton au Conseil national linter-régional des Verts (CNIR) mais également vice-président du Centre d'information sur l'énergie et l'environnement (CIELE) et membres de plusieurs associations dont la Feuille d'Érable et le Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire (GSIEN).

Importance matérielle : 0,7 m. l. (soit 7 boîtes).

Modalités d'entrée : Le fonds a été déposé par Dominique Bernard à la fondation le 30 novembre 2017.

Lieu de conservation : Fondation de l'écologie politique

Historique de la conservation : Réunie au cours de ses années de militantisme, la collection d'autocollants présentée dans cet inventaire a été classée thématiquement par son producteur. Elle a été déposée à la FEP en même temps que le reste de son fonds composé de documents, affiches et objets de campagne.

Présentation du contenu : Le fonds contient des documents internes ou externes aux Verts que ce soit au niveau national, de la Bretagne ou du groupe de Rennes. Il y a également de nombreuses revues de presse concernant l'écologie politique. Sont également conservés de nombreux badges, d'autocollants, de diapositives, de bandes magnétiques et des affiches abordant de nombreux thèmes.

Mode de classement : Les documents ont été classés de façon chronologique pour respecter l'organisation de départ du producteur. Au sein de chaque année, les documents ont été regroupés par thème. Beaucoup d'entre eux reviennent pour chaque année : les Verts, les Verts Bretagne, les différentes élections. Les doubles ont été éliminés ainsi que de nombreuses coupures de presse de différents journaux lorsqu'elles n'avaient pas de lien avec les mouvements écologistes ou avec des sujets écologiques.

Conditions d'accès : Libre dans le respect des droits d'auteur du règlement intérieur de la FEP.

Conditions de reproduction : Libre dans le respect des droits d'auteur du règlement intérieur de la FEP.

Langue des documents : français, allemand, anglais.

913 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-Dominique-Bernard-1977-2008>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Sources complémentaires : On pourra également aux archives départementales d'Ille-et-Vilaine le fonds Dominique BERNARD conservé sous la cote 224 J.

Date de la description : juin 2021.

Contact : Meixin Tambay

m.tambay@fondationecolo.org ou archives@fondationecolo.org

Berton André

Archives d'André Berton, médecin et botaniste

1877 - 1981

Présentation du contenu

Papiers personnels, correspondance, travaux de botanique.

Modalités d'entrée

Don

Conditions d'accès

Accès libre

Autre(s) instrument(s) de recherche

Répertoire numérique dactylographié.

Description physique

0,80 ml

Noms de personne :

Berton (André)

Fournisseur de contenu

Archives départementales du Nord

Bessineton Christophe

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Personne privée.

1.2. Forme autorisée du nom

Christophe Bessineton

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2.2. Histoire

Monsieur Bessineton a travaillé sur l'estuaire de la Seine dès 1976 afin de trouver des solutions face aux problèmes de qualité de l'eau.

Il a participé à la commission chargée du contrôle de l'évolution de la pollution de l'estuaire de Seine. Cette commission a été créée pour lutter contre la profusion des rejets industriels dans les années 70.

Des études sur les sédiments et les poissons ont été effectuées à proximité de ces rejets. Monsieur Bessineton a, par la suite, travaillé pour la Cellule de Suivi du Littoral Haut-Normand ainsi que pour la Maison de l'Estuaire.

2.3. Lieux

Le Havre.

2.5. Fonctions et activités

Monsieur Bessineton a œuvré dans plusieurs domaines :

- Rejets industriels,
- Qualité de l'eau,
- Études plus générales,
- Aménagement des espaces.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Présentation du contenu :

Activités : articles rédigés pour des ouvrages ou des magazines spécialisés, bons à tirer, recherches personnelles, documents de travail.

Correspondance.

Documentation : CD-ROM, enregistrements VHS et cassettes audio, articles de presse,

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

revues de travaux, revues scientifiques, ouvrages.

Métrage linéaire : environ 1 ml.

Lieu de conservation :

M. Christophe Bessineton

31, rue de l'Épargne

76600 Le Havre

Betolaud Yves

Né le 26 février 1926 à Paris, Yves Betolaud est diplômé de l'Institut national agronomique en 1948 et de l'École nationale des Eaux et Forêts en 1950. Sa première affectation le conduit au Maroc en 1951, où il devient chef de la circonscription forestière de Tiznit (1951-54) puis de Marchand (1954-57). En 1957, il rejoint la Direction générale des Eaux et Forêts à Paris. Il crée les premiers parcs nationaux français et propose le système des parcs naturels régionaux, ainsi que la constitution de réserves naturelles. Il est chef de la division de la protection de la nature et des parcs nationaux, de sa création en 1961 jusqu'en 1965. En 1966-1967, il est conseiller technique au sein du cabinet d'Edgar Faure, ministre de l'Agriculture. Il est ensuite nommé sous-directeur de l'espace naturel (1967-1970), fonction durant laquelle il met en place un pré-inventaire des richesses naturelles de la France, puis il est chef du service des forêts au ministère de l'Agriculture (1971-1974). De 1974 à 1983, il est directeur de l'Office national des forêts. Il est ensuite président de la première section (1983-1987) puis vice-président (1987-1991) du Conseil général du génie rural des eaux et des forêts. En 1985, il mène une mission de conciliation confiée par Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement, dans le parc national des Pyrénées. Il est également président (1987-1992) puis président honoraire du Parc national de la Vanoise, président (1992-1997) puis président honoraire de l'Association des amis du parc national de la Vanoise, président (1987-1992) puis président honoraire de l'Agence de l'eau Adour-Garonne.

Yves Betolaud est commandeur de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du mérite, commandeur du mérite agricole, chevalier des palmes académiques.

Il a été membre du Haut comité de l'Environnement, membre du Conseil national de la chasse et de la faune sauvage, administrateur de l'École nationale du génie rural, des eaux et des forêts, administrateur de l'Office national de la chasse, administrateur du Centre technique du bois, administrateur de l'Institut national du bois.

Pendant sa carrière, il remplit plusieurs missions à l'étranger : mission en Allemagne en 1964 à la demande du ministre de l'Agriculture et de la DATAR, vice-président du VIIe congrès forestier mondial à Buenos-Aires en 1972, membre du comité des forêts à Rome (FAO), membre du comité du bois à Genève, membre du conseil des directeurs des forêts à Bruxelles.

Yves Betolaud est associé du Muséum national d'histoire naturelle (1976) ; vice-président (1980) puis président (1984) et enfin président honoraire (1992) de la Société nationale de la protection de la nature ; correspondant de l'Institut scientifique chérifien (1955). Il fut aussi membre du Comité scientifique de lutte biologique de la DGRST. En 1994, il devient administrateur de la Coopérative agricole et forestière Sud Atlantique. Il est aussi administrateur honoraire du club de la Maison de la chasse et la nature

Fonds Yves Betolaud

Cotes

20190511/1-20190511/7

Date

1963-2002

Nom du producteur

Office national des forêts - France. Conseil général du génie rural, des eaux et forêts (1966-2006)

Importance matérielle et support

0,50 ml (4 cauchards)

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

Conditions d'accès

Communicable selon les articles L. 213-1 à 213-8 du Code du patrimoine, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Conditions d'utilisation

Reproduction et réutilisation selon le règlement de la salle de consultation en vigueur aux Archives nationales

Description

Langue des documents

Français

Présentation du contenu

Sommaire

20190511/1

1974-1998

Vie personnelle

20190511/2-20190511/3

1960-1983

Directeur de l'Office national des forêts (ONF)

20190511/4

1985-1991

Conseiller général du génie rural, des eaux et forêts

20190511/5

1982-2002

Participation à des conseils d'administration

20190511/6-20190511/7

1963-1994

Articles, exposés et documentation

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Entrée et conservation

Modalités d'entrée

Don de Madame Christine Betolaud, fille d'Yves Betolaud, en octobre 2019.

Sources et références

Documents de même provenance

19840645/29 Premier Ministre, Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale, Bois et forêts : politique de la forêt

19870388/33 Agriculture ; Cabinet du Ministre ou du Secrétaire d'Etat (1964-1980),

Agriculture ; Cabinet du Ministre ou du Secrétaire d'Etat (1964-1980), filière bois

19870490/16 Premier ministre ; Secrétariat général du Gouvernement ; Service documentation (1970-1986) ; Service dossiers, procès-verbaux (1986-) (1959-1982), Bois et forêts, politique de la forêt

19890567/5 Ministère de l'Industrie (1962-1985), Chimie, textiles, industries diverses (1978-1981)

20160608/17 Ministère de l'Agriculture ; Conseil général du génie rural, des eaux et des forêts (1971-2006) et Conseil général de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux (2007-2009) : rapports de mission, 1986

20190404/1-20190404/91 Ministère de l'Agriculture. Archives du Conseil général du génie rural, des eaux et des forêts [CGGREF] (1965-2009)

Bieau Charles

21 J 1-23

Fonds Charles Bieau

1956 - 1971

Présentation du contenu

Thèse de Me Bieau sur la région de Florac ; archives de l' "Association du Parc national culturel des Cévennes" : création, activités, gestion, revue "Cévennes et Mont-Lozère" : création, ; documentation sur l'économie rurale et les parcs nationaux, manifestations culturelles (photographies).

Historique du producteur

Charles Bieau (1925-1993), avoué puis avocat à Mende et à Florac, défenseur d'un renouveau économique des Cévennes fondé sur la forêt, l'agriculture et le tourisme, crée en 1957 l'Association du parc national culturel des Cévennes. Cette association dont le siège est à Florac se dote d'une revue Cévennes et Mont-Lozère en 1961 et propose des animations théâtrales à partir de l'été 1964. Elle œuvre surtout, avec l'Association Font-Vive, pour la création d'un Parc national des Cévennes qui voit le jour en 1970. L'Association prend alors le nom d'Association des amis du parc national des Cévennes.

Modalités d'entrée

Don de Me Charles Bieau (1981)

Conditions d'accès

Accès soumis à autorisation

Conditions d'utilisation

Reproduction soumise à autorisation du déposant

Autre(s) instrument(s) de recherche

21 J - Répertoire numérique dactylographié, 2 p.

Description physique

1 ml

Fournisseur de contenu

Archives départementales de la Lozère

Blandin Marie-Christine

Référence : FR-FEP 12AM 1-43⁹¹⁴

Intitulé : Fonds Marie-Christine Blandin

Dates prépondérantes : 1992-2016

Dates réelles : 1985-2017

Niveau de description : fonds

Producteur : Marie-Christine Blandin (née le 22 septembre 1952 à Roubaix), professeur de sciences naturelles, enseigne à Fourmies avant de partir trois ans en Algérie. Dès ses premières années d'enseignement, elle commence son engagement écologiste en adhérant au club Ecologie-nature d'un centre socio-culturel, elle milite alors également au Planning familial et au Secours populaire. En 1977, elle se présente pour la première fois à une élection lors des élections municipales. C'est à son retour d'Algérie, en 1984 ou 1985, qu'elle adhère aux Verts. Elle fait alors partie avec Guy Hascoët de la minorité « Verts au pluriel ». Elle est à nouveau candidate aux élections cantonales de 1985 à Saint-Pol-sur-Ternoise.

À la suite des élections régionales du 22 mars 1992, après le retrait de la tête de liste socialiste et grâce à au soutien des communistes et des socialistes, Marie-Christine Blandin est élue présidente du conseil régional de Nord-Pas-de-Calais, devenant la première élue verte à diriger une région française et même une région européenne ainsi que la première femme présidente de région en France.

Le score des Verts aux élections régionales de 1998 ne permet pas à Marie-Christine Blandin de rester à la tête du conseil régional et elle devient donc simple conseillère régionale jusqu'en 2001, année où elle est élue sénatrice du Nord. Elle est alors la première sénatrice verte en France (elle est rattachée au groupe socialiste). Lors de ce premier mandat, dans le cadre du Grenelle de l'environnement, elle copréside le groupe de travail n°2 sur la biodiversité.

En 2011, elle est réélue sénatrice du Nord, cette fois pour un mandat de six ans et devient présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Elle quitte Europe Écologie Les Verts en 2014 tout en restant membre du groupe écologiste au Sénat. Lorsque ce dernier est dissous en 2017, Marie-Christine Blandin démissionne de son mandat de sénatrice.

Importance matérielle : 1,2 m. l. (soit 12 boîtes).

Modalités d'entrée : Marie-Christine Blandin a donné ses archives à la Fondation en février 2018 (bordereau de versement 02/18).

Historique de la conservation : Les archives ont été versées en 2018.

Présentation du contenu : Les archives portent principalement sur les différents mandats occupés par Marie-Christine Blandin, en premier lieu ses deux mandats de sénatrice. On trouve aussi dans le fonds des documents concernant les Verts du Nord et les Verts Lille.

914 Répertoire détaillé <https://ahpne.fr/Fonds-Marie-Christine-Blandin-1985-2017>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Mode de classement : Les documents ont été classés par producteur.

Plusieurs éliminations ont été pratiquées :

- brochure de Fondapol « Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ? » de Pascal Perrineau ;
- brochure du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement « 58 actions concrètes pour l'environnement et les territoires de 1997 à 2001 ».
- « La pollution de la Méditerranée : état et perspectives à l'horizon 2030 », rapport de M. Roland COURTEAU, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, n°652, 2011 ;
- 11 cahiers de Global chance (disponibles en ligne : <http://www.global-chance.org/Les-Cahiers-de-Global-Chance-794>) ;
- L'express n°1201 du 15-21 juillet 1974.
- Nouvel observateur n°613 du 9 au 15 août 1976.
- Ushuaïa n°14, décembre 2008-janvier 2009.
- autre documentation généraliste (périodiques).

Des VHS contenant des extraits d'interventions télévisées de Marie-Christine Blandin (accessibles par l'INA), à titre informatif, voici la liste par ordre chronologique :

- Le droit de savoir du 25/04/1992, TF1, avec Marie-Christine Blandin.
- Deux passages dans le journal télévisé de France 3 du 7/06/1996 et du 08/07/1996 dans le sujet
« Grève de la faim ».
- « Portrait de Marie-Christine Blandin », Arte, 1997 (15 min).
- « Direct », France 3 Lille, 26/10/2002.
- Interview sur les migrants et Calais pour Public Sénat, 2002.
- Forum public (sur Davos) avec Marie-Christine Blandin, Public Sénat, janvier 2003.
- « Portrait de sénateur du Nord, Marie-Christine Blandin, Les Verts », Jean Paul Gurliat, Public Sénat, 2003, 10 min.
- « Grippe aviaire », France 3 Nord, vers 2003.

Des photographies en version numérique conservées sur CD sont stockées par la fondation.

Le fonds comprend aussi 22 affiches (non classées).

Lieu de conservation: Fondation d'écologie politique

Conditions d'accès : Ces documents sont des archives privées. Se référer au contrat de don pour voir les modalités de communication.

Conditions de reproduction : Les reproductions dans le cadre d'un usage privé se font conformément au règlement de la FEP. Dans le cas d'un usage public, l'autorisation écrite du donateur est requise.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Langue des documents : français.

Sources complémentaires : Concernant l'action de Marie-Christine Blandin au conseil régional du Nord, on pourra consulter les archives de cette institution. De même, Marie-Christine Blandin a déposé un fonds personnel aux archives du Sénat. En outre, elle a également effectué un don d'archives aux archives départementales du Nord, dans lequel figurent les documents des Assises pour le travail et l'emploi (coproduction de la société civile et des chercheurs) ou encore les notes exhaustives des réunions de la commission Mauroy pour l'avenir de la décentralisation.

Date de la description : avril 2021.

Contact : Meixin Tambay

m.tambay@fondationecolo.org ou archives@fondationecolo.org

Bonduelle Antoine

Référence : FR-FEP 6AM 1-37⁹¹⁵

Nom du fonds : Antoine Bonduelle

Dates prépondérantes : 1989-2000

Dates réelles : 1976-2005

Description physique: papier

Producteur : Antoine Bonduelle commence son combat militant dès 1978, lorsqu'il adhère aux Amis de la Terre de Lille. L'année suivante, on le retrouve aussi parmi les animateurs de Radio Lille 80, une radio libre émettant en public depuis la Maison de la nature et de l'environnement (MNE), devenue depuis la Maison régionale de l'environnement et des solidarités (MRES). De nombreuses fois ciblée par des saisies policières, cette radio est la dernière à émettre avant la fin de la présidence de Valéry Giscard d'Estaing.

Antoine Bonduelle s'engage dès 1984 auprès des Verts dont il soutient les campagnes électorales, essentiellement dans sa région du Nord-Pas-de-Calais.

En 1988, il développe avec Philippe Tostain l'Association droit au vélo (ADAV), devenue par la suite la première association de Lille en nombre d'adhérents. Il travaille en parallèle au développement du rapport de force institutionnel et médiatique pour les Verts, à l'élargissement de la base des militants écologistes, à la réflexion sur la logique de l'action collective...

À partir de 1994 et jusqu'en 2003, il est associé au bureau d'études coopératif INESTENE (Paris) sur l'énergie et l'environnement, fondé par Pierre Radanne. Dans ce cadre, il effectue des travaux pour l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME), l'Union européenne, Greenpeace, le WWF ou encore le Groupe Vert au Parlement européen. Il effectue à ce titre nombre de modélisations et formule des critiques du système électrique français.

Il fonde, en 1996, le Réseau Action Climat - France (RAC-F), section française du Climate action network, dont il prend la première présidence jusqu'en 2003. Il poursuit jusqu'à ce jour son travail bénévole au bureau exécutif. Il a été, par le biais du RAC notamment, le responsable des ONG françaises de défense de l'environnement lors des conférences internationales sur le climat, notamment à Berlin (COP1, 1995) et à Kyoto (COP3, 1997).

Il a par ailleurs participé au Groupe intergouvernemental d'étude des changements climatiques (GIEC), comme Expert Reviewer du groupe III (mitigation, politiques énergétiques) du GIEC de 2007 et 2013 ainsi que pour le rapport du GIEC de 2011 sur les énergies renouvelables.

Ingénieur et journaliste formé en sciences politiques, Antoine Bonduelle est actuellement – et ce depuis 2005 – consultant en énergie et environnement pour des entreprises, des ONG ou des collectivités publiques. Il a été membre du Conseil économique, social et environnemental durant deux mandats (2010-2015, 2015-2021).

Importance matérielle : 0,8 m. l. (soit 8 boîtes).

915 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-Antoine-Bonduelle-1976-2005>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Modalités d'entrée : Antoine Bonduelle a donné ses archives papier à la Fondation en octobre 2016 (bordereau de versement 11/16), auquel il faut ajouter deux dons d'affiches (bordereaux de versement n°9/16 et 3/17).

Historique de la conservation : Les archives ont été versées en 2016.

Présentation du contenu : Les archives d'Antoine Bonduelle retracent son parcours militant de la fin des années 1970 au début des années 2000, en particulier son implication au sein des Verts du Nord et de la Commission énergie des Verts.

Mode de classement : Les documents ont été classés chronologiquement, en fonction des engagements d'Antoine Bonduelle. Trois livres¹ ont été mis à part dans la bibliothèque de la FEP.

Plusieurs éliminations ont été pratiquées :

- coupures de presse et documentation sur Euralille ;
- presse nationale généraliste sur l'actualité politique ;
- documentation sur la mobilité, les transports et l'aménagement urbain ;

doubles de documents des Verts.

Le fonds comporte aussi des affiches qui feront l'objet d'un classement ultérieur.

Conditions d'accès : Ces documents sont des archives privées. Se référer au contrat de don pour voir les modalités de communication.

Conditions de reproduction : Les reproductions dans le cadre d'un usage privé se font conformément au règlement de la FEP. Dans le cas d'un usage public, l'autorisation écrite du donateur est requise.

Langue des documents : français, allemand et anglais.

Sources complémentaires : Concernant les Verts de Lille et du Nord-Pas-de-Calais, voir les fonds des Verts Nord-Pas-de-Calais (7AP) et le fonds Marie-Christine BLANDIN (12AM) conservés à la FEP pour des compléments.

Date de la description : février 2022.

Lieu de conservation: Fondation d'écologie politique

Contact : Meixin Tambay

m.tambay@fondationecolo.org ou archives@fondationecolo.org

Botté François

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Personnalité.

1.2. Forme autorisée du nom

François Botté

1.3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

22 août 1947 – 3 mars 2022

2.2. Histoire

François Botté est une personnalité de la protection de la nature et de l'environnement de la Région Centre Val-de-Loire, né le 22 août 1947. Intéressé par la nature depuis l'âge de six ans, il développe un goût prononcé pour la botanique et l'étude de la flore dès la sixième ainsi que la géologie et l'entomologie.

François Botté effectue ses études secondaires à Paris, successivement dans les Lycées Jeanson de Saily (1962) puis Chaptal (1965).

Après avoir fait une Classe préparatoire aux Grandes Écoles Agronomiques au Lycée Chaptal de Paris (1965 et 1966), il se dirige naturellement vers des études supérieures d'ingénieur agronome. Ces dernières débutent à l'ENSA de Rennes (École Nationale Supérieure Agronomique, promotion 1967), puis se poursuivent à l'ENSA de Thiverval-Grignon (promotion 1969), où François Botté se spécialise en écologie et en phytosociologie⁹¹⁶, et obtient un DEA d'écologie végétale et phytosociologie et un DEUG d'écologie et entomologie en tant qu'auditeur libre. Enfin, ses études supérieures s'achèvent en 1970 par un mémoire à l'ENGREF de Nancy (aujourd'hui ParisTech) sur le sujet suivant : « Comparaison floristique, phytosociologique, écologique et forestière des Monts Ventoux et Aigoual ».

À cette période, François Botté est déjà très investi en tant que militant associatif de la protection de la nature et de l'environnement (sans être militant politique) pour répondre aux préoccupations de la très riche actualité (Vanoise, Néouvielle, Torrey Canyon).

Entre 1970 et 1971, François Botté effectue son service militaire dans le cadre de la coopération technique Haute Volta au Niger et Cameroun. Celui-ci s'inscrit dans la lignée de son parcours de naturaliste et d'aménageur, puisqu'il participe notamment à l'étude et à la définition de parcours de pâturages pour les pasteurs Peuls de la Réserve de Tin Arkachen et réalise un herbier.

De retour de son service militaire, en 1972, François Botté est chargé de mission avec la SNPN (Société nationale de protection de la nature), le Bureau MAR (protection des marais) du Muséum national d'histoire naturelle de Paris et la FFSPN (Fédération française des sociétés de protection de la nature devenue par la suite France nature environnement) sous la responsabilité de Michel Brosselin dans le cadre d'une commande

⁹¹⁶ *Étude des associations végétales.*

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

du Ministère de la protection de la nature et de l'environnement. À l'issue cette mission, il rédige un rapport sous la forme d'un inventaire bibliographique et réalise une mise en forme cartographique des sites à soumettre au gouvernement pour l'instauration de réserves ornithologiques et cynégétiques sur le littoral français.

En 1973, François Botté, est recruté par la Ville de Tours au sein du service des espaces verts en tant qu'ingénieur écologue. Chargé des collections animales et végétales vivantes du Jardin botanique et de l'aménagement écologique et de loisirs des futures zones naturelles acquises au titre du FIANE (Fonds d'intervention pour l'aménagement de la nature et l'environnement) par la Ville à Larçay, Esvres, les Hâtes, soit près de 400 hectares, il rédige notamment un inventaire des animaux « exotiques » du Jardin botanique, l'inventaire et la cartographie des arbres de l'Arboretum, « l'inventaire et la cartographie du patrimoine paysager, floristique, faunistique et écologique des communes de l'agglomération tourangelle », assure la gestion de l'ensemble du domaine forestier des dites zones naturelles et met en place des visites pédagogiques.

Son arrivée en Touraine coïncide avec la naissance et la montée en puissance du mouvement de la protection de la nature et de l'environnement dans la Région Centre Val-de-Loire, lequel est initié par des personnalités telles que Vincent Labeyrie. François Botté voit ainsi l'éclosion des associations environnementales telles que la SEPAN (première expérience d'une fédération régionale « Société d'étude et de protection de la nature » en 1966), la SEPANT (« Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature en Touraine » née en 1966-1967) ou la SEPANI (« Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans l'Indre », fondée en 1969). De témoin, il devient très rapidement acteur en s'investissant dans les très nombreuses associations tourangelles telles que la SEPANT, la Société tourangelle des amis des oiseaux (aujourd'hui Ligue pour la protection des oiseaux de Touraine) ou Entomologie tourangelle et ligérienne. Il réalise par exemple des études d'impact sur la flore et la faune de l'agglomération tourangelle dans le cadre de projets d'aménagement.

Préoccupé également par la sauvegarde de l'architecture rurale traditionnelle, François Botté rejoint également l'association Maisons paysannes de Touraine.

S'étant découvert une passion de l'enseignement dans ces différents domaines, il entre progressivement à partir de 1974 au CESA (Centre d'études supérieures d'aménagement devenu par la suite Polytech'DA - École d'ingénieurs de l'université de Tours en génie de l'aménagement), fondé en 1969 par les écologues, agronomes et géographes Vincent Labeyrie, Yves Babonax et René Benoît. François Botté répond d'abord à une commande de cours, en particulier sur les forêts périurbaines, l'aménagement du littoral et le sol. Il rejoint vers 1975 le laboratoire d'écologie expérimentale sur les agrosystèmes (devenu par la suite IBEAS puis IRBI (Institut de recherche sur la biologie de l'insecte) de Vincent Labeyrie pour définir un sujet de recherche et débiter une thèse de Docteur Ingénieur en écoéthologie sur le sujet de floristique des Allium de France, de systématique, de cartographie et d'écologie. En 1976, François Botté est nommé comme assistant non agrégé stagiaire au CESA, puis assistant titulaire enseignant chercheur en 1977, enseignant en Ingénierie des milieux aquatiques et des corridors fluviaux (*IMACOF*) et Maître de conférence en 2002.⁹¹⁷

⁹¹⁷ Pour rappel, au cours de sa carrière universitaire François Botté a prodigué les enseignements suivants : agronomie, agrologie, agriculture, sylviculture, géologie et pédologie, géomorphologie, hydrologie, hydrogéologie, hydrographie, systématique végétale, forestière et horticole et animale, étude des milieux humides, conservation génétique végétale et animale, écologie fondamentale et appliquée, biologie et

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Au cours de sa carrière au CESA – Polytech, il enseigne notamment en agronomie, agrologie, agriculture, sylviculture, géologie et pédologie, géomorphologie, hydrologie, hydrogéologie, hydrographie, systématique végétale, conservation génétique végétale et animale, écologie fondamentale et appliquée, biologie et physiologie, éthologie, biogéographie et phytosociologie. François Botté réalise également des encadrements universitaires qui lui donnent l'occasion de réaliser de nombreuses études d'impacts d'environnement et d'incidences, de terroirs, d'écosystèmes, de parcelles forestières de milieux humides et d'espaces ruraux, des diagnostics écologiques, et des évaluations du Patrimoine naturel lors de sessions, sorties et voyages écologiques, paysagers, sylvicoles et agricoles en Touraine, Berry, Poitou, Sologne, Brenne, Loire et dans d'autres régions françaises (Rochefort, Rance-Mont-Saint-Michel, Côte d'émeraude, bassin de la Seine...).

En parallèle de sa carrière universitaire au CESA, François Botté poursuit son engagement au service de la protection de la nature et de l'environnement au sein de nombreuses structures associatives de niveaux national, régional, départemental ou local. Il est surtout très investi dans les activités naturalistes et en particulier dans le domaine de la botanique, notamment au sein de France nature environnement Centre-Val de Loire (réalisation de listes et livres rouges des espèces menacées de faune et de flore), de la Société française d'orchidologie (groupe Val de Loire, où il coécrit un livre sur les Orchidées de la région Centre), d'Entomologie Tourangelle et Ligérienne (administrateur, réalisation d'expertises principalement sur les lépidoptères), de la Société botanique ligérienne (Président fondateur, organisation de sessions et sorties botaniques notamment), ou du Conservatoire d'espaces naturels Centre-Val de Loire (administrateur, délégué départemental, membre du Conseil scientifique, initiateur de l'opération LIFE Loire 1 en Indre-et-Loire...).

Ces activités naturalistes permettent de compléter ses différents axes de recherche en tant qu'enseignant-chercheur au CESA (prospections et inventaires floristiques, études des allium rares et des espèces menacées dans le Val de Loire, étude des mares, inventaire des microhabitats rivulaires et alluviaux des rivières d'Indre et Loire, inventaires mycologiques...).

En 2010, François Botté prend sa retraite et poursuit son engagement en faveur de la protection de la nature et de l'environnement ainsi que ses activités naturalistes dans le cadre associatif, ou en participant à différents comités de pilotages, comités de coordination et conseils scientifiques.

2.3. Lieu

Saint-Cyr-sur-Loire.
Indre-et-Loire

2.4. Statuts juridiques

Droit privé.

2.5. Fonctions et activités

Synthèse des activités et du parcours professionnel et associatif de François Botté :

physiologie, éthologie, biogéographie et phytosociologie, étude de terroirs, d'écosystèmes, de parcelles forestières, des milieux humides et d'espaces ruraux, diagnostic écologique et évaluation du patrimoine naturel, études d'impact, d'environnement et d'incidences, matériaux et connaissance de l'architecture rurale traditionnelle et du petit patrimoine.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Carrière professionnelle (retraité depuis 2010) :

- Ingénieur Agronome dans le cadre de la coopération militaire en Afrique de l'Ouest (18 mois, de 1970 à 1971 (Maisons-Alfort) : inventaire de la flore africaine et des groupements végétaux phytosociologie), cartographie des pâturages sahéliens, relation avec les transhumances des troupeaux, les Mossi, Touaregs, Peuls Bororo (Ouagadougou Bangao au nord en Haute Volta (Burkina Fasso), Niamey (Niger), Yaoundé Ngaoundéré (Cameroun francophone), Bamenda (Cameroun anglo-germanophone de l'Ouest)).
- Chargé de mission sur Contrat avec la SNPN (Société nationale de protection de la nature), le Bureau MAR du Muséum national d'histoire naturelle de Paris du 1er mars 1972 à la fin août 1972, s'occupant de la politique de protection des marais et la FFSPN (Fédération française des sociétés de protection de la nature devenue FNE) sous la responsabilité de Michel Brosselin, sur une commande du Ministère de la protection de la nature et de l'environnement : « Inventaire bibliographique et mise en forme cartographique des sites à soumettre au gouvernement pour l'instauration de réserves ornithologiques et cynégétiques sur le littoral français ».
- Ingénieur subdivisionnaire écologue aux espaces verts à la Ville de Tours (septembre 1973 – septembre 1974 (1 an 1 mois) : chargé de la mise en place d'une politique « écologique » au sein d'un service municipal (jardin botanique, espaces verts, forêts municipales périurbaines Hâtes/Larçay/Esvres/Preuilly-sur-Claise), et de gestion des collections vivantes.
- Universitaire au CESA (Centre d'études supérieures d'aménagement) – Polytech de Tours entre 1975 et 2010 en tant qu'enseignant-chercheur, d'abord comme assistant non agrégé stagiaire, puis comme assistant titulaire enseignant chercheur en poste à partir de 1977, puis enseignant en Ingénierie des milieux aquatiques et des corridors fluviaux (IMACOF), et maître de conférence en 2002[2].

Engagements associatifs (nature, environnement et patrimoine rural) :

- Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature en Touraine (SEPANT) (administrateur, membre depuis 1970),
- Société botanique de France (membre depuis 1970),
- Maisons paysannes de Touraine / France (MPF/MPT) (Président, administrateur, membre depuis 1970),
- Ligue pour la protection des oiseaux de Touraine (anciennement STAO 37 puis GOT) (administrateur, membre depuis 1970),
- Entomologie tourangelle et ligérienne (ETL) (Vice-Président, membre depuis 1970),
- Bretagne vivante (membre depuis 1970),
- Société française de phytosociologie (membre depuis 1975),
- Société botanique du Centre Ouest (SBCO) (administrateur, membre depuis 1975),
- Conseil scientifique et prospective PNR LAT (membre depuis 1980),
- France nature environnement Centre-Val de Loire (anciennement Nature Centre) (administrateur)

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- Société botanique ligérienne (SBL) (depuis janvier 1989, Président),
- Conservatoire d'espaces naturels Centre-Val de Loire (vice-président, administrateur, délégué d'Indre-et-Loire, membre du conseil scientifique depuis sa création en 1990),
- Société française d'odonatologie (membre depuis 2000)
- Société d'étude de la rivière Indre et ses affluents (membre depuis 2000),
- Société française d'orchidophilie (SFO) et SFO Centre – Val de Loire (membre depuis 2014).

Anciens engagements associatifs ou simples adhésions (nature, environnement et patrimoine rural) :

- Société française d'écologie (membre entre 1975 et 1990),
- Naturalistes parisiens (NP) (membre entre 1965 et 2004),
- Office pour les insectes et leur environnement (OPIE) (membre entre 1980 et 2000),
- ALEXANOR,
- Alauda, Société ornithologique de France (SOF)
- Croqueurs de pomme – section 37,
- Conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN) Centre,
- Maison de la Loire de Touraine (ancien membre et représentant),
- Loiret nature environnement (anciennement les Naturalistes orléanais),
- Société d'études scientifiques de l'Anjou,
- Société entomologique de France (SEF),
- Société française d'étude des mammifères (SEFPM) (ancien membre).

Participations dans différents organismes (protection de la nature et de l'environnement) :

- Parc naturel régional Loire Anjou Touraine (membre du conseil scientifique),
- Comité de pilotage de la base de données STERNE (Carnets de sorties, première charte et collaboration scientifique auprès du CNPN, révision de la charte),
- CSRPN Centre (Conseil scientifique régional de protection de la nature) auprès de la DIREN puis de la Région, depuis sa création dans le cadre des DRAE (contrôle Natura 2000, espèces protégées, espèces et habitats déterminants pour les ZNIEFF...),
- NATURA 2000 : Comités de pilotage régional, départemental et de certains sites (Puys du Chinonais, Loire, Champeigne, complexe Changeon Roumer et Gatine du Nord Ouest...), proposition initiale scientifique des grandes enveloppes, exposés de leur validité, collaboration plus ou moins étroite avec les opérateurs,

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- CBN MA et CBN BP (Conservatoires botaniques du Massif armoricain et du Bassin Parisien),
- DDAF: DGERF (Document de gestion de l'espace rural et forestier) Inventaire des zones humides et Comité de pilotage avec le Conseil Général d'Indre-et-Loire,
- Chambre d'Agriculture 37 : SCOT agricole avec le Lycée agricole de Fondettes,
- Bureaux d'études nombreux et Maîtres d'ouvrages divers dont le Conseil Général d'Indre-et-Loire : études d'impact d'élargissements routiers, TGV atlantique et « Comité de pilotage » TGV aquitaine 37, prises d'eau en Loire, réhabilitation de gravières en fin d'exploitation, Autoroutes A 85, A 28, Périphérique de Tours (Comité de suivi et d'évaluation),
- ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique) première et seconde génération : coordination scientifique et surtout administrative d'un inventaire DIREN et Région Centre Val-de-Loire, réponses sur le contenu scientifique pour des demandeurs et maîtres d'ouvrages, pour et via la DIREN,
- LIFE : initiateur et lancement de l'opération européenne LIFE Loire ou Loire Nature 1 à « Montlouis » et sur le cours de la Loire in fine, relayée par Loire Nature, propositions, participations et expertises pour d'autres sites LIFE (pelouses...),
- ENS (Espaces naturels sensibles) : nombreuses collaborations personnelles, associatives ou universitaires à des inventaires, expertises (forêt alluviale du Bois Chétif, prairies inondables de la vallée de l' Indre à Loches, Bois des Rouchoux, Île de Rochecorbon, Vieux Cher...),
- Commissions préfectorales.

Bénévolat

- Coopération militaire Haute Volta Niger Cameroun (septembre 1970 – décembre 1971) : Aide à la définition de parcours de pâturages pour les pasteurs Peuls.

Nominations, prix et distinctions :

- Palmes académiques : Chevalier dans l'ordre des Palmes académiques le 27 juillet 1995, Officier dans l'ordre des Palmes académiques le 27 février 2001,
- Ordre du mérite agricole (Chevalier).

Publications⁹¹⁸

- « Inventaire de la flore exogène du bassin de la Loire (Orléans) », REMUCE (Muséums de la Région Centre), novembre 2005.
- Coécrit avec botanistes relais du Bassin et de la Région Centre, Société botanique ligérienne (SBL), SEPANT, et Dominique Tessier, « Inventaire des messicoles du Bassin de la Loire (GAP) », CBN Alpin, 1995.

⁹¹⁸ *Liste non exhaustive.*

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- Coécrit avec P. Lebrun, « Étude phytosociologique et écologique de la Réserve de Tin Arkachen en Haute Volta » IEMVT Maisons Alfort, IEMVT Maisons Alfort, décembre 1970.

Divers

- Participation à la réalisation d'expositions,
- Interventions lors de séminaires et conférences.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

François Botté entretient ou a entretenu les relations suivantes :

- Université de Tours (carrière professionnelle en tant qu'enseignant-chercheur),
- Engagement dans le monde associatif de la protection de la nature et de l'environnement à niveau national, régional et local en Touraine (voir liste ci-dessus dans les Fonctions et activités occupées par François Botté),
- Participations avec différents organismes à des comités de pilotages, comités de coordination et conseils scientifiques (voir liste ci-dessus dans les Fonctions et activités occupées par François Botté).

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Janvier 2019.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

François Botté

Présentation du contenu conservé par François Botté :

Papiers personnels :

Études d'agronomie approfondie (1961-1970) (0,60 ml) : cahiers, mémoires ;

Archives personnelles diverses (0,70 ml).

Papiers de fonctions :

Carrière professionnelle :

Dossier relatif à la mission de François Botté avec le Muséum national d'histoire naturelle (0,10 ml) ;

Archives d'ingénieur subdivisionnaire écologue Espaces vert à la Ville de Tours (1973-1974) (0,60 ml) ;

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Archives produites dans le cadre des fonctions de François Botté en tant que maître de conférence au CESA (Centre d'études supérieures d'aménagement) - Polytech de Tours⁹¹⁹, concernant notamment. - Études d'impacts (décennie 1980 – décennie 1990) (1,20 ml), dont : Plan Loire Grandeur Nature (0,70 ml) et barrage Maisons Rouges (0,20 ml) ; travaux de recherches sur l'allium (2,0 ml) ; études effectuées par des étudiants dans le cadre de travaux pratiques (0,50 ml) ; cours dispensés au CESA sur l'écologie (1975-2010) (3,0 ml) ; études communales (dont communes tourangelles) : calques, coupes (un carton à dessin), cartes, calques, dossiers (classeurs 1,50 ml), stage d'étudiants ; projet d'éco musée de Charentilly (0,10 ml) ; catalogues de livres (dont certains provenant de la librairie Thomas à Paris) sur la nature, l'environnement et le patrimoine (0,40 ml) ; contrats étudiants pour les ENS (espaces naturels sensibles) de la vallée de l'Indre dans le lochois (0,10 ml) ; bibliographie sur les plantes invasives (0,10 ml) ;

Travaux personnels « TAP » (0,30 ml).

Engagement à titre individuel en faveur de la protection de la nature

Agendas (0,5 ml) ;

Carnets et agendas naturalistes et cahiers des herborisations⁹²⁰ (1989-2018) (3,0 ml) (avec compléments concernant diverses îles) ;

Herborisation avant 1989 ;

Carnets botaniste rédigés à partir d'observations sur la flore du littoral français (dont l'île du Ponant) (10 pièces) ;

Herbier de mousses, lichens et algues (1,0 ml) ;

Prospections et herborisations diverses (0,10 ml) ;

Cartes Institut géographique national (IGN) annexées ;

Bibliographies sur les oiseaux et la botanique (1,20 ml).

Activité au sein de la Société botanique ligérienne (SBL) :

Archives associatives relatives à sa fonction de Président de l'association (1989-2018) (3,40 ml) ;

Inventaires parcellaires des forêts de Touraine (0,60 ml) ;

Étude relative au Vieux Cher et au Bois chétif pour le Conseil Général d'Indre-et-Loire (0,10 ml) ;

Étude relative à la presqu'île de Berthenay (Indre-et-Loire) (0,10 ml) ;

Projet de périphérique de Tours à Choisille, Saint-Cyr-sur-Loire et Fondettes (0,10 ml) (décennie 1990) : réunions, études, rapports ;

⁹¹⁹ Le CESA, devenu depuis 2002 l'École polytechnique de l'université de Tours (Polytech Tours), a été créée en 1969 par Vincent Labeyrie afin de former des ingénieurs spécialistes des questions relatives à l'aménagement, l'urbanisme, le développement territorial et la gestion de l'environnement.

⁹²⁰ Une herborisation est une promenade ou excursion faite pour effectuer la collecte de spécimens végétaux intéressants, notamment en vue de constituer un herbier.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Étude sur les espèces végétales protégées dans le cadre de la participation à la publication du « Livre Rouge des habitats naturels et des espèces menacées » (FNE – Agence Bretagne Presse) (0,30 ml) : listes ;

Conférence « arbres de Parcs » (0,10 ml) ;

Expositions « orchidées » et « graminées » (deux cartons à dessin).

Activité au sein de l'association Maisons aysannes de France – Touraine :

Fonctionnement et vie statutaire de l'association (environ 3,70 ml) ;

Expositions (30 panneaux).

Activité au sein du Conservatoire d'espaces naturels (CEN) Centre – Val de Loire :

Fonction d'administrateur du Conservatoire d'espaces naturel (CEN) Centre - Val de Loire (1989-2018) (2,20 ml) : pré-études, convocations, procès-verbaux de réunions, documents reçus divers.

Activité au sein de la Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature en Touraine (SEPANT) :

Suivi du projet de Ligne à grande vitesse (LGV) Bordeaux-Paris (2013) (0,10 ml).

Activité non restreinte à un seul organisme ou association⁹²¹:

Natura 2000 : comité de pilotage (membre en tant que SEPANT, CESA, SBL, ETL), suivi (0,40 ml) ;

Études communales relatives aux activités de François Botté à la SBL ou au CESA (dont à Saint-Cyr-sur-Loire) (1,80 ml) ;

Étude relative au projet de périphérique à Choisille (0,10 ml) (vers décennie 1990) ;

Études de sites : Bertignolles (0,30 ml), Puy du Chinonnais (0,20 ml) ;

Études diverses en cours et terminées (avec liste) (environ 5,0 ml), dont : île Aucard, soie, sentier pédestre, Bray de Sonzay ;

Zones naturelles d'intérêt écologique faunistiques et floristiques (ZNIEFF) (environ 2,80 ml) (vers 1982-2005) : création en région Centre, préfiches, base de données par commune, inventaires réalisés par François Botté à titre individuel ou dans le cadre de ses fonctions à la SBL ou au CESA (0,80 ml) ;

Site des landes de Larçay (fonctions occupées à la SEPANT, à la LPO Touraine et à la SBL) (2013-2016) (0,20 ml) : Mesure compensatoire ;

Dossiers TGV et autoroutes (1,0 ml) ;

Aménagement de la plaine de la gloriette à Tours (1962) (0,10 ml) ;

Participation à la commission des sites : bordereaux des procès-verbaux (0,10 ml) ;

Documents de participation au Conservatoire botanique national (0,20 ml) ;

921 De nombreux fonds d'archives ne peuvent être associés à une fonction particulière de François Botté, étant donné qu'il a souvent été le producteur dans le cadre de multiples fonctions au même instant.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Bibliographie réalisée à titre individuel ou dans ses fonctions au CESA ou à la SBL relative à la botanique ou à la nature classée par thématique ou groupe d'espèce (7,30 ml) ;

Fonds d'archives associatives diverses non clos (dont CEN Centre et SBL) (décennie 2010) (3,0 ml) : dossiers en cours, plans de gestion du CEN, sentiers botaniques.

Varia :

Fonds de diapositives réalisées par François Botté à titre personnel ou dans le cadre de ses activités associatives (principalement SBL) et professionnelles (CESA) (environ 100 000 pièces avec plusieurs carnets faisant office d'inventaires)⁹²². - Touraine : paysages, communes, architecture rurale, opérations d'aménagement, faune et flore ; France (une trentaine de régions concernant des espaces ciblés tels que le Queyras, les îles, Saint-Pierre et Miquelon) ;

Photocopies de flores (1,0 ml) ;

Collection de coupures de presse de « La nouvelle République » produite dans le cadre d'un dépouillement relatif aux thématiques sur la nature et le patrimoine (1978-2006) (3,0 ml) ;

Bibliothèque personnelle (22,0 ml). - Ouvrages et publications sur diverses thématiques (dont écologie, ornithologie, poissons, mollusques, coquillages, batraciens, reptiles, mammifères, orchidées (4,0 ml), plantes alimentaires, lichens et mousses, arbres et arbustes) (19,0 ml), ouvrages anciens du XIX^e sur la botanique (2,00 ml) ;

Revue et magazines naturalistes (dont « Martinia », « Sybium », « NOROIS ») (15,0 ml) ;

Collection d'affiches relatives à la nature, à l'environnement et au patrimoine, dont certaines sont en relation directe avec l'engagement associatif de François Botté (un carton à dessin) ;

Collection de prospectus et brochures touristiques sur le patrimoine et la botanique (1,0 ml) ;

Inventaire de cartes postales anciennes (0,10 ml) ;

Collection de cartes postales relatives à la France, à la Touraine, aux espaces ruraux, et aux communes rurales (3,0 ml) ;

Fonds de Cartes de végétation au 200 000^e du CNRS créées et dédiées par le chanoine Corillon ;

Cartes IGN relatives au bassin de la Loire et à la Touraine (une centaine de pièces) (vers décennie 1960) ;

Cartes géologiques de la Touraine (1,0 ml) ;

⁹²² Ce fonds a été constitué afin de servir de base documentaire pour assurer ses cours au CESA ou dans le cadre de sorties individuelles, stages botaniques ou avec la SBL

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Fonds Michel Brosselin (vers 1972) (0,20 ml) ⁹²³. - Documents ayant servi au manuscrit du rapport sur le « milieu naturel et environnements littoraux » de 1972-1973 (dont calques).

Dates extrêmes

1961 - 2018

Métrage linéaire conservé

Environ 90 ml.

Stockage bureautique conservé

Non renseigné.

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Très bon état de conservation des fonds d'archives dans un environnement sain dédié, et bénéficiant en général d'un conditionnement adapté (boîtes archives, cartons à dessins).

Classement selon les activités de François Botté, la typologie de document ou leur format.

Localisation physique

Au domicile de François Botté à Saint-Cyr-sur-Loire

Modalités d'accès

Sur demande auprès de François Botté :

Courriel : f.botte@yahoo.fr

923 Michel Brosselin : Né le 27 septembre 1936 à Clermont-Ferrand ; diplômé de l'Ecole nationale supérieure d'agronomie (ENSA) de Rennes (1959) ; titulaire de l'International Short Course on the administration of National Parks and Equivalent Reserves (Ann Arbor University) en 1969 ; conseiller d'études techniques du Centre d'Études techniques agricoles de Villefranche-de-Rouergue (1962-1964) ; chargé de mission du projet MAR de l'UICN pour le littoral atlantique (1965-1970) ; directeur scientifique de la Société nationale de protection de la nature (SNPN) (1970-1980) ; décédé accidentellement le 7 août 1980 à Chasnaïs (Vendée).

Pour plus de détails, voir notice biographique complète rédigée par Jean-Pierre Raffin sur le site de l'AHPNE (<http://ahpne.fr/spip.php?article169>).

Bresson Lucien

Archives Lucien Bresson, 1977-1986

Présentation du contenu

Papiers, notes, documents, correspondances

Historique du producteur

Lucien Bresson, militant Parti socialiste unifié (PSU) entré en 1968 à la section de Mantes la Jolie (fédération des Yvelines), quitte le parti en 1970, est élu membre du secrétariat fédéral lors du congrès départemental de Porcheville, militant syndical lors de son passage à l'éducation nationale, participe au mouvement écologique et de protection de l'environnement dans le cadre d'associations locales. Rejoint le Parti socialiste (PS) en 1977, il est membre de la commission exécutive fédérale, du bureau et du secrétariat fédéral. Il devient attaché parlementaire de Bernard Schreiner, député de Mantes de 1981 à 1993. Fondateur du Cercle Condorcet du Mantois et fut directeur du Centre régional d'études historiques de l'Ouest parisien de 1977 à 1996

Modalités d'entrée

dépôt

Conditions d'accès

Accès soumis à autorisation jusqu'en 2006

Conditions d'utilisation

Reproduction soumise à autorisation du déposant

Autre(s) instrument(s) de recherche

Répertoire provisoire des archives privées de Lucien Bresson, par Lucien Bresson, 1996, 2 p. dactyl.

Description physique

5,60 ml

Fournisseur de contenu

Archives départementales des Yvelines

Burgunder Jean-Luc et Sophie

Cote : FR-FEP-4AM

Nom du fonds : Jean-Luc et Sylvie Burgunder

Dates extrêmes : [1970]-2002

Description physique: papier et numérique

Importance matérielle : 536 affiches

Langue: Français ; Allemand

Producteur : Jean-Luc et Sophie Burgunder

Notice biographique : Militants de la première heure, les époux Jean-Luc et Sylvie Burgunder ont été impliqués depuis plus de quarante ans dans les luttes des mouvements écologistes.

Cette longue histoire commence lorsque Jean-Luc Burgunder fonde, en 1969 à Montargis (Loiret), le « Mouvement pollution non », à implantation nationale. Ce groupe porte par la suite de nombreuses luttes et revendications, parmi lesquelles un soutien à la candidature de René Dumont à l'élection présidentielle de 1974.

Jean-Luc Burgunder est ainsi membre permanent du comité de soutien de René Dumont et participe à l'élaboration de son programme, tout en assurant sa promotion autour de Montargis. Après la campagne, il organise en juin à Montargis et Bazoches-sur-le-Betz (Loiret) les aspects matériels d'assises écologistes qui rassemblent 2 500 participants venus des quatre coins de la France.

Pour les élections législatives de 1978, Jean-Luc Burgunder est nommé porte-parole national (et des régions du Centre et de la Bourgogne) des revendications écologistes. Il participe, un an plus tard, à la fondation du Mouvement écologie politique (MEP), destiné à introduire l'écologie dans le débat politique, qui devient en 1984 le parti Les Verts-Confédération écologiste, Parti écologiste en fusionnant avec la Confédération écologiste.

Cette même année, Jean-Luc Burgunder est pour la première fois candidat en se présentant aux élections européennes sur la liste « Europe-Écologie. Il continue son implication en prenant part à l'équipe de campagne de Brice Lalonde, représentant du MEP et des Amis de la Terre pour la campagne présidentielle de 1981. Il participe également à la campagne d'Antoine Waechter, candidat des Verts en 1988. Il poursuit son engagement politique à Montargis en se présentant aux élections municipales (1989), cantonales (1992), régionales (sur la liste verte du Loiret, 1992) et législatives (dans la quatrième circonscription du Loiret en 1993).

Jean-Luc Burgunder est désigné porte-parole des Verts du Loiret de 1994 à 1999 et président des Verts Centre entre 1994 et 1995. En ces qualités, il se représente aux élections législatives de 1997.

En 1998, il est élu pour un mandat de six ans au conseil régional du Loiret en tant que vice-président, délégué à la formation professionnelle et l'apprentissage ; son mandat est renouvelé en 2004. Il est également élu conseiller municipal d'opposition à Montargis en 2001 et en 2008.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

De 2002 à 2010, il anime le Groupement d'intérêt public (GIP) Alfa-Centre dont il est le président délégué. En 2008, il est élu président d'un Établissement public SIVU de 39 communes de l'Est-Loiret, vice-président du centre Info (jusqu'en 2010) et représentant de l'Association des régions de France au Conseil d'administration du Centre Info.

Il se présente enfin aux élections cantonales de 2011 et à une élection cantonale partielle de 2012 à Montargis, puis en 2014 aux élections municipales.

En parallèle de ses activités de candidat et d'élu, Jean-Luc Burgunder fonde en 1974 l'Agence de presse écologie (APRE) qu'il dirige. Jusqu'en 1992, il dirige ainsi la publication de 600 publications, une trentaine de dossiers spéciaux et de trois livres.

Son activité de militant est toujours en cours, puisqu'il a cofondé en 2014 le Collectif « Gâtinais en transition, ensemble, vivre et travailler autrement » dont il est devenu le coprésident en 2017.

Présentation du contenu : Affiches issues des archives du journal APRE et collection du journal.

Autre instrument de recherche :

Historique de la conservation: Le fonds a été donné à la fondation afin que celle-ci en assure le traitement et la conservation pérenne.

Modalités d'entrée : Dépôts

Versement n° BV 07/16 ; 08/16 ; 15/16 ; 08/17 ; 05/18 ; 08/18

Date de création de la description : 5 décembre 2017

Date de la dernière modification de la description : 7 mai 2020

Type : Affiches ; périodiques.

Statut juridique : privé.

Liens : https://www.larep.fr/montargis-45200/actualites/montargis-berceau-de-l-ecologie-politique_13582816/

Lieu de conservation: Fondation de l'écologie politique

Conditions de consultation : libre dans le respect de la législation sur les archives, des droits d'auteurs et dans le respect de la vie privée

Contact : Meixin Tambay

m.tambay@fondationecolo.org ou archives@fondationecolo.org

Carlier Jean

Dates extrêmes

[1950-1995]

Biographie⁹²⁴

Jean Carlier est né le 24 mai 1922 à Pont-du-Château (Puy-de-Dôme). Son père, Aimé Bassin, était représentant de commerce. Après des études au lycée Jean-Baptiste-Say à Paris, il entre à l'École normale d'Auteuil et devient enseignant. Il quitte rapidement cette profession pour commencer une nouvelle carrière dans la presse, d'abord comme caricaturiste et dessinateur, puis comme journaliste. Il entre au Populaire puis à Combat et enfin à RTL en 1955, radio qu'il ne quittera qu'en 1982. Il y est rédacteur en chef en 1960, directeur-adjoint puis directeur du service des informations de 1967 à 1982. En 1971, il se marie en troisièmes noces avec Jeanne-Charlotte Monod-Broca, médecin et cousine de Théodore Monod dont il a trois enfants, Sylvie, Agnès et François, auxquels s'ajoute un enfant d'un premier mariage, Claude.

À partir des années soixante, par son activité journalistique et ses engagements associatifs, il n'a de cesse de promouvoir une approche globale de la protection de l'environnement, enrichie des apports de l'écologie scientifique, mais aussi intimement liée à un émerveillement devant le spectacle de la nature...

Présentation du contenu

Le fonds "Jean Carlier" est un fonds très diversifié car il regroupe des archives issues de son activité de journaliste et de son militantisme. On y trouve de ce fait un grand nombre de documents liés à la rédaction de ses chroniques pour RTL (La qualité de la vie, par exemple) comprenant des notes manuscrites, et des documents de travail (rapports émanant du Sénat, des ministères, mais aussi rapports, études et documents d'acteurs très divers). Le fonds comprend aussi des archives issues de ses voyages à l'étranger dès les années 1950. De nombreuses archives sont classées par dossiers thématiques (chasse, environnement et politique, nucléaire en France...). Jean Carlier constituait également des dossiers de presse. A ceci s'ajoute toutes les archives liées à son activité de militant dans l'écologie (Association des journalistes écrivains pour la nature et l'écologie, Fondation Cousteau, Fédération française des sociétés de protection de la nature, Rassemblement des opposants à la chasse, Greenpeace France) et la lutte contre le tabac (Comité national contre le tabagisme). Le fonds contient également la correspondance de Jean Carlier et de nombreuses revues écologistes.

Modalités d'entrée

Don

Conditions d'accès et d'utilisation

Consultable sur demande

Contact :

icire@agroparistech.fr

924 Source <https://ahpne.fr/CARLIER-Jean-1922-2011>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Description physique

100 ml

Producteur

Carlier (Jean), journaliste, militant écologiste

Lieu de conservation

AgroParisTech

Centre interdisciplinaire de recherche sur l'écologie

Chabasson Lucien

Entretien de Lucien Chabason, 2006

Extrait du versement **20170332**

Conseil général de l'environnement et développement durable (CGEDD)

Comité d'histoire

Archives orales des ministères de l'Équipement et de l'Environnement, 1994-2016

Voir cote **20170332/43**⁹²⁵ (Site Internet Archives nationales)

22 décembre 2006

Entretien Lucien Chabason (109'37")

Lieu de conservation : Archives nationales

925 <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-entretien-de-Lucien-Chabason-2006>

Chambolle Thierry

Entretien de Thierry Chambolle 2006

Extrait du versement **20170332**

Conseil général de l'environnement et développement durable (CGEDD)

Comité d'histoire

Archives orales des ministères de l'Équipement et de l'Environnement, 1994-2016

Voir cote **20170332/41**⁹²⁶ (Site Internet Archives nationales)

22 décembre 2006

Entretien Thierry Chambolle (2 MiniDisc (95"14"), 2 fichiers wav, 1 mp3 (versions numérisées). Transcription : 1 fichier pdf.

Lieu de conservation : Archives nationales

926 <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-entretien-de-Thierry-Chambolle-2006>

Chanal Théophile

Versement 285 J 1-2⁹²⁷

Herbier de Théophile Chanal

1892, 1914-1918

Présentation du contenu

4 volumes constitués des planches des herbes et fleurs classées par familles et espèces, de la région du Monastier-sur-Gazeille.

Importance matérielle

0,20 ml

Historique du producteur

Théophile Chanal fut instituteur Chaudeyrolles, Freycenet-Latour puis au Monastier-sur-Gazeille entre 1884 et 1900. Il fut adjoint au maire du Monastier-sur-Gazeille. Il est l'auteur du monographie de la commune de Freycenet-Latour publiée en 1986.

Informations sur les modalités d'entrée

Dépôt

Conditions d'accès

Accès libre

Conditions d'utilisation

Reproduction libre

Noms de lieu :

Le Monastier-sur-Gazeille (Haute-Loire), Freycenet-Latour (Haute-Loire), Velay, Chaudeyrolles (Haute-Loire)

Lieu de conservation

Archives départementales de la Haute-Loire

Cochet Yves⁹²⁸

Dates extrêmes

1981-2000

Biographie⁹²⁹

Yves Cochet, né le 15 février 1946 à Rennes (Ille-et-Vilaine), est un membre des Verts puis d'Europe-Écologie - Les Verts. Il est député du Val-d'Oise de 1997 à 2002, puis de la 11e circonscription de Paris de juin 2002 à décembre 2011. Il est président du groupe de la Gauche démocrate et républicaine à l'Assemblée nationale durant ce dernier mandat. Il est député européen de 2011 à 2014.

Il devient ministre de l'Aménagement du territoire et de l'environnement du gouvernement de Lionel Jospin en juin 2001, succédant à Dominique Voynet qui venait de démissionner pour pouvoir postuler au secrétariat national des Verts.

Producteur

Cochet (Yves), personnalité politique

Présentation du contenu

Le fonds Yves Cochet est assez similaire au fonds Voynet tant par sa structure que par son contenu. Il comporte tout d'abord des archives relatives aux élections (législatives de 1981, 1993 et 1997, municipales de 1989, cantonales de 1985, 1988, présidentielles de 1988). Il comporte également des archives classées par thématiques (climat, nucléaire, OGM, déchets radioactifs, chasse, grand Paris, Grenelle de l'environnement...). Un ensemble d'archives est lié à la vie du mouvement écologiste puis du parti vert : vie du mouvement entre 1980 et 1990 (journée d'été, assemblée générale) ; instances exécutives et parlementaires du parti ; médias et conférences de presse ; textes théoriques et politiques... Des archives de 1997 à 2000 relatives à l'activité de député d'Yves Cochet font également partie du fonds, avec en particulier des documents liés à ses interventions à l'Assemblée nationale. On peut également trouver des archives relatives à « Rennes verte » (1980-1990), Yves Cochet ayant en outre été conseiller municipal de Rennes à partir de 1989. Des dossiers de presse, des revues complètent ce fonds.

Modalités d'entrée

Don

Conditions d'accès et d'utilisation

Consultable sur demande

Contact :

icire@agroparistech.fr

928 Voir aussi fonds Cabinet Yves Cochet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, 2001-2002

929 Source https://fr.wikipedia.org/wiki/Yves_Cochet

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Description physique

11,7 ml

Lieu de conservation

AgroParisTech

Centre interdisciplinaire de recherche sur l'écologie

Danielsson Bent⁹³⁰

Biographie

né le à Norrköping (Suède), mort le à Stockholm) est un anthropologue suédois, spécialiste de la Polynésie, qui a participé à l'expédition de Thor Heyerdahl sur le Kon-Tiki (1947) et aux actions contre les essais nucléaires de la France dans le Pacifique de 1966 à 1996

Sources :

[Wikipedia](#)

Lieu de conservation

Archives historiques de Polynésie française

Conditions d'utilisation

Application de la loi sur les archives

David Michel

1. Identification

1.1 Type d'entité

Personnalité

1.2 Forme autorisée du nom

Michel David

1.3 Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1944 -

2.2 Histoire

2.3 Lieux

Domicile privé

Crozon

2.4 Statut juridique

2.5 Fonctions et activités

Michel David est retraité de l'enseignement.

En 1965, il devient membre de la Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne (SEPNB). Au sein de cette association, Michel David est le responsable de la section locale de la Presqu'île de Crozon.

Au début des années 1980, il devient également membre de la Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France (SPPEF).

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Informations transmises par Michel David.

Fonds "Michel David".

Revue de presse sur le Finistère et la Presqu'île de Crozon : extraction du sable, algues vertes, environnement, protection du littoral, faune et flore, pollution marine, aménagement du littoral, aquaculture, urbanisme et patrimoine, sites classés et grands sites, tourisme, dunes, camping sauvage, Bretagne Vivante-SEPNB... (1980-2000).

Documentation : "Sites et Monuments" (revue trimestrielle, à partir de 1980), "Combat nature" (revue des associations écologiques et de défense de l'environnement, 1984-1993), "Bretagne Vivante" (à partir de 2000), "Penn ar Bed" (à partir de 1957), "Oxygène Bretagne" (collection complète, 1979-1985).

Documents iconographiques : 5 affiches Bretagne Vivante-SEPNB.

1957-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 2,15 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez le propriétaire.

Origine

David, Michel

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr).

Delhaye Annick

Cote : FR-FEP-1AMDEL

Nom du fonds : Annick Delhaye

Dates extrêmes : 2010-2015

Description physique: numérique et papier

Importance matérielle : 5 cartons de déménagement, 5 ml

Langue: Français

Producteur : Annick Delhaye, vice-présidente du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), déléguée au développement soutenable, à l'environnement, l'énergie, et au climat, et conseillère régionale rattachée au groupe Europe-Écologie - Les Verts.

Notice biographique : Annick Delhaye a voyagé et travaillé à l'étranger, dans l'agriculture aux États-Unis et en Algérie et a enseigné le français au Brésil. En France, elle a travaillé pendant 15 ans aux Assedic puis a été chargée de mission dans des grands groupes avant de devenir pour une quinzaine d'année conseillère principale d'éducation (CPE). Elle est aujourd'hui retraitée de l'Éducation nationale.

Membre du syndicat CFDT-SGEN, juge aux prud'hommes et présidente du conseil des prud'hommes d'Aix en Provence, elle a été conseillère municipale de la ville d'Aix-en-Provence dans la majorité de 1989 à 1995 et actuellement (en 2015) dans l'opposition à Eguilles, où elle réside.

En 2004 : débute son mandat au Conseil régional, elle est vice-présidente du Conseil régional PACA, déléguée à l'écologie, l'environnement et le développement durable. Elle permet à la région de devenir leader dans les secteurs de la maîtrise de la demande énergétique, de l'efficacité et sobriété énergétique et des énergies renouvelables avec le programme AGIR. Elle a soutenu l'Agenda 21 régional et les acteurs de l'éducation à l'environnement et au développement durable, ainsi que la création de nouveaux Parcs Naturels Régionaux et de réserves naturelles régionales. Elle a contribué à la mise en place d'un schéma régional de la ressource en eau, le SOURCE (Schéma d'orientation pour une utilisation raisonnée et solidaire de la ressource en eau).

2010 : nouvelle mandature. Vice-présidente du Conseil régional PACA, déléguée au développement soutenable, à l'environnement, l'énergie et au climat. Elle poursuit son travail sur les économies d'énergie à travers la démarche AGIR+ pour l'énergie et la planète et le Plan climat énergie régional (PCER), volet énergie de l'Agenda 21. En partenariat avec Annabelle Jaeger, déléguée à la biodiversité, elle met en place une stratégie régionale de la biodiversité. Annick Delhaye a quitté son poste au sein du Conseil régional lors des élections régionales de décembre 2015, depuis la région PACA est gouvernée par une majorité Les Républicains, UDI et MoDem et une opposition FN.

Présentation du contenu : Le fonds est actuellement en cours de traitement. Il s'agit d'archives portant sur les actions d'Annick au cours de son mandat et notamment sur la démarche AGIR+.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Autre instrument de recherche : Bordereau de versement

Date de création de description: 5 janvier 2016

Date de dernière modification de la description: 2 février 2016

Historique de la conservation: Le fonds a été donné à la fondation par Annick Delhaye afin que celle-ci en assure le traitement et la conservation pérenne.

Modalités d'entrée : Don – convention du 14 décembre 2015

Versement n° 01/15

N° d'entrée FEP01/15

Statut juridique : privé.

Lieu de conservation: Fondation de l'écologie politique

Conditions de consultation : libre dans le respect de la législation sur les archives, des droits d'auteurs et dans le respect de la vie privée

Contact : Meixin Tambay

m.tambay@fondationecolo.org ou archives@fondationecolo.org

Deslandres Michel

Don des enfants de Michel Deslandres le 13 novembre 2013.

Entrée des documents au lieu de conservation : Archives départementales de Seine-et-Marne le 12 février 2014. N° 2014/111, fonds 908234⁹³¹.

Dates extrêmes :

[1950] - 2013

Importance matérielle :

2 mètres linéaires

Historique du producteur :

Michel Deslandres est né le 24 juin 1926 et décédé le 2 mars 2013.

En pré-retraite en 1982, il s'installe à Bois-le-Roi en 1990.

Cet homme passionné de forêt et de randonnée est membre puis administrateur de l'association Les Amis de la forêt de Fontainebleau (AFF). Il s'investit totalement dans l'association, en particulier dans la Commission terrain. Il participe au balisage des sentiers et plus particulièrement celui du sentier 12. Il anime de nombreuses sorties, chacune centrée sur une présentation thématique et une histoire, en relation avec la forêt, les arbres ou les monuments. Soucieux des archives et de l'histoire de l'association, il dresse la table de la revue La Voix de la forêt.

Michel Deslandres est également adhérent à d'autres associations de défense de la nature. Il est en particulier, animateur aux "Randonneurs d'Île-de-France", membre et vice-président de "Codérando 77", adhérent au "Réseau Natura 2000" et à l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Outre les dossiers consacrés à ses activités forestières (plans, balisage et entretien des sentiers, orientation et lecture de carte), cette passion l'amène à réunir un fonds documentaire important : histoire de la forêt, dossiers sur le tourisme et les monuments en Île-de-France et plus précisément en Seine-et-Marne, dossiers techniques.

Histoire administrative, notice biographique :

Michel Deslandres a été un membre très actif au sein de l'association des Amis de la Forêt de Fontainebleau (AFF).

Cette association, fondée en 1907, a comme objectif de contribuer à assurer la conservation et la protection des peuplements végétaux et animaux, des sites et monuments pittoresques du massif forestier de Fontainebleau Elle assure l'entretien et le balisage de plus de 300 kilomètres de sentiers ce qui comprend les " sentiers bleus", les divers circuits de promenades de l'Office national des forêts (ONF), le circuit des 25 bosses dans le massif des Trois Pignons et le tour du massif à vélo.

L'AFF collabore avec l'ONF à l'élaboration de l'inventaire des arbres remarquables.

931 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-Michel-Deslandres>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Elle travaille également avec une vingtaine d'organismes et en particulier à la Commission départementale des sites, au Comité consultatif scientifique et des usagers de la Forêt de Fontainebleau et au Comité des réserves biologiques

. Elle est également membre fondatrice de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

L'AFF a été reconnue comme établissement d'utilité publique par décret du Ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des collectivités territoriales en date du 3 février 2010.

L'Association produit des guides et revues :

- La Feuille Verte
- La Voix de la Forêt
- Les Cahiers des AFF
- Le Guide des arbres remarquables.

Afin de rendre hommage à Michel Deslandres, l'Association des Amis de la Forêt de Fontainebleau et les membres de sa famille se sont réunis en Forêt le samedi 28 juin 2014. Ils lui ont dédié un "arbre remarquable", un alisier torminal (*sorbus torminalis* ou sorbier d'ornement), situé à la butte Saint Louis, près des vestiges de la Chapelle, à trente minutes dans la descente vers la RN6.

Historique de la conservation :

Les archives de Michel Deslandres ont été récupérées au domicile de M. Jean-Louis Camisuli, situé à Bois-le-Roi.

Modalités d'entrée :

Don manuel des enfants de Michel Deslandres en 2013.

Présentation du contenu :

Ce fonds contient très peu d'archives personnelles.

Il décrit essentiellement les missions et activités de Michel Deslandres au sein de l'association des Amis de la Forêt de Fontainebleau. Il était très impliqué dans l'association en tant que baliseur de sentier, animateur de promenades en forêt mais aussi en tant qu'administrateur.

L'ensemble de documents suivant regroupe les archives liées à la participation plus ou moins active de Michel Deslandres dans diverses associations liées à la nature et la forêt.

Le dernier ensemble de documents représente une importante documentation relative à la forêt, aux végétaux et aux animaux, aux sites et monuments pittoresques d'Île-de-France mais surtout de Seine-et-Marne.

Évaluation, tri et éliminations, sort final :

Seuls les documents et brouillons illisibles et les documents faisant doublons ont été éliminés.

Ces éliminations représentent l'équivalent d'un carton de déménagement soit environ 0,66 ml.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Accroissements :

Fonds clos.

Mode de classement :

Thématique et chronologique.

Conditions d'accès :

Librement communicables à l'exception des articles 9, 13-18 qui eux sont soumis à l'autorisation de Guillaume Deslandres jusqu'en 2023 (inclus).

M. Jean-Louis Camisuli bénéficie à titre permanent de la libre consultation et reproduction, pour son usage personnel, de la totalité des documents.

Conditions de reproduction :

Soumis à l'autorisation de monsieur Guillaume Deslandres, fils de Michel Deslandres jusqu'en 2023 (inclus) pour les documents relatifs aux activités de Michel Deslandres au sein de l'Association Les Amis de la Forêt de Fontainebleau. (Soient les articles 9, 13-18).

Langue et écriture des documents :

Français.

Bibliographie et sources complémentaires :

Souvenirs de Fontainebleau, éditions Michel de Seguin

Archives de Henri Flon, secrétaire général des Amis de la Forêt de Fontainebleau 68J 1-48 (1907-1983)

Dumont René

Dates extrêmes

[1930-1995]

Biographie⁹³²

René Dumont, né le 13 mars 1904 à Cambrai (Nord) et mort le 18 juin 2001 à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), est un agronome français, connu pour son combat pour le développement rural des pays pauvres et son engagement écologiste. Il est le premier candidat à s'être présenté sous l'étiquette écologiste à une élection présidentielle française, en 1974. C'est un auteur prolifique avec près de 70 ouvrages dont L'Afrique noire est mal partie en 1962 et L'Utopie ou la mort ! en 1973.

Présentation du contenu

Le fonds "René Dumont" comprend un grand nombre d'archives regroupant ses notes et des documents supports (études de terrain, rapports...). Ces documents datent (pour de nombreux rapports et études agronomiques) de la fin des années 1940 jusqu'aux années 1980. Cet ensemble est classé par pays (Afrique, Amérique du Sud, Asie majoritairement), par région française, par type de procédé agronomique ou de culture (hydraulique-irrigation, maïs), par événement historique (conférence de Genève de 1963, sommet de Rio de 1992...) et par acteur institutionnel (CNRS...). Le fonds comporte aussi les versions successives de ses manuscrits, ses carnets, ses articles, sa correspondance et enfin ses cours. Le fonds comporte également des objets (affiches, etc.)

Modalités d'entrée

Don

Instrument de recherches

Inventaire de documents numérisés

<http://poleimage.agroparistech.fr/musee/category/568>

Conditions d'accès et d'utilisation

Consultable sur demande

Contact :

icire@agroparistech.fr

Description physique

50 ml

Producteur

Dumont (René), personnalité politique

Lieu de conservation

AgroParisTech

Centre interdisciplinaire de recherche sur l'écologie

932Source https://fr.wikipedia.org/wiki/Ren%C3%A9_Dumont

Durand Georges

118 J - Papiers Georges Durand. XXe siècle

Présentation du contenu :

Notes, correspondance scientifique et revues spécialisées de Georges Durand, naturaliste vendéen.

Importance matérielle :

4,00 ml

Modalités d'entrée :

Dépôt du Muséum d'histoire naturelle, 1988

Conditions d'accès :

Le fonds est communicable sur autorisation

Instrument de recherche :

Récolement partiel (2006, 1 p., ms)

Sources complémentaires aux Archives de la Vendée :

70 lettres de Georges Durand à Raymond Duguy, docteur en biologie, 1950-1964 (1 J 1985) ainsi que la collection de périodiques de Georges Durand (BIB 3 G)

Lieu de conservation :

Archives départementales de Vendée

Durand Michel

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Personnalité.

1.2. Forme autorisée du nom

Michel Durand.

1.3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1940 - 2017

2.2. Histoire

Professeur de physique, Michel Durand (1940-2017) fut reconnu notamment par ses engagements en politique et dans le monde associatif.

Il fut ainsi le premier maire socialiste de Chambray-lès-Tours (1977-1983). Durant son mandat, la ville a connu des transformations profondes, notamment en matière d'équipements publics avec le Centre de loisirs, l'école Claude Chappe, le complexe sportif du Breuil, le gymnase Danguillaume ou encore l'acquisition du bois de Chambray. Michel Durand a oeuvré au développement des quartiers et de la vie associative, ainsi qu'au rayonnement économique avec la création des nouvelles zones industrielles et commerciales Jean Perrin et la Vrillonnerie. Il fut par la suite conseiller municipal de 1983 à 1989, puis conseiller régional Parti socialiste avant de s'engager dans la vie associative.

Grand animateur de la prise de conscience écologiste, Michel Durand était un ardent défenseur de l'environnement et de la protection de la biodiversité. Il a notamment accompagné la ville de Chambray-lès-Tours dans son passage au zéro pesticide et dans la démarche participative engagée sur l'éco-quartier de la Guignardière.

Passionné de climatologie et d'hydrologie, Michel Durand s'était également engagé comme militant dans la défense de la Loire, notamment avec l'association Loire Vivante.

Son engagement associatif a surtout été reconnu au sein de la Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature en Touraine (SEPANT), dont il fut le président à onze reprises (2001-2017) et Vice-Président cinq fois. *« Au sein de la SEPANT, il était apprécié par son expertise, son côté parfois visionnaire, mais aussi par son sens du travail en équipe et son sens du consensus »*, ont souligné Pierre Richard et Gérard Van Oost, respectivement président et trésorier de l'association. Il a notamment rédigé en 2008 le projet associatif de la SEPANT, dans lequel il a formalisé la notion de crise écologique, à travers trois facteurs centraux : le dérèglement climatique, la perte de biodiversité, et la dégradation de la ressource en eau. Il avait aussi veillé à accompagner les politiques publiques dans la protection des milieux naturels et contre les atteintes à l'environnement.

Michel Durand fut également fondateur ou animateur de plusieurs associations dans le domaine de l'humanitaire et de l'économie sociale.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Les archives de Michel Durand relatives à son engagement en matière de protection de la nature et de l'environnement ont été données à la SEPANT par sa veuve, Jacqueline Durand, et rapatriées à l'été 2018 au siège social de l'association.

2.3. Lieu SEPANT

8 bis allée des rossignols
37170 Chambray-lès-Tours

2.4. Statuts juridiques Droit privé.

2.5. Fonctions et activités Carrière professionnelle

- Professeur de Physique.
 - Carrière politique
- Maire de socialiste de Chambray-lès-Tours (1977-1983).
- Conseiller municipal de Chambray-lès-Tours (1983-1989). Conseiller régional (PS).
 - Engagement associatif
- Militant Loire Vivante Touraine
- Membre de la Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature en Touraine (SEPANT), dont il fut le président à onze reprises (2001-2017) et vice-président cinq fois.
- Fondateur ou animateur de plusieurs associations dans le domaine de l'humanitaire et de l'économie sociale.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

En raison de son engagement associatif et de ses mandats électoraux, Michel Durand a notamment été amené à côtoyer :

- La commune de Chambray-lès-Tours
- La Région Centre
- Loire Vivante Touraine
- La SEPANT

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement

4.2. Règles ou conventions ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution Octobre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s) Français.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

4.8. Sources

Pierre Richard, président de la SEPANT.

Dominique Boutin, secrétaire de la SEPANT.

DVD des 50 ans de la SEPANT « Un demi-siècle d'engagement pour la protection de l'environnement en Touraine : Récit d'une histoire humaine et associative ».

Présentation du contenu conservé par la SEPANT relatif au fonds Michel Durand :

Fonds relatif à ses fonctions à la SEPANT (2005-2017) (0,50 ml). - Statuts (modification de 2006) ; vie associative (vers 2005 – vers 2012) : projets associatifs, dossiers de préparation des assemblées générales et des conseils d'administration (2005-2012) ; comptabilité de l'association (2008-2016) (0,20 ml) : comptes et rapports d'activités, expertise comptable, documents de montage des comptes, budgets prévisionnels 2016 et 2017, financements divers et subventions ; recrutement du personnel de l'association ; photographies de paysages de Touraine ; varia, dont : courriers (copies de courriels), notes, projet d'une convention verte.

Fonds relatif aux travaux de recherche de Michel Durand classé par champ d'étude (4,50 ml) (vers décennie 1990 – décennie 2010)⁹³³. - Climatologie, Loire, crues et inondations, hydrologie, air (dont documents relatifs à son engagement dans l'association Lig'Air : documents de travail, notes, varia.

Interventions de Michel Durand dans le DVD retraçant les 50 ans de la SEPANT « Un demi-siècle d'engagement pour la protection de l'environnement en Touraine : Récit d'une histoire humaine et associative ».

Dates extrêmes

Vers décennie 1990 - 2017

Métrage linéaire conservé

Environ 5,0 ml

Stockage bureautique conservé

Non renseigné.

Accroissement

Fonds clos.

Mode de classement et état de conservation.

Le fonds relatif aux fonctions de Michel Durand à la SEPANT se présente sous la forme de dossiers et nécessite un conditionnement en boîte. Comme susmentionné, le second fonds relatif à ses travaux de recherche dispose d'un conditionnement adapté, mais nécessite un important travail de tri et de classement en raison de sa nature de vrac.

L'ensemble des archives est en bon état et se trouve dans un environnement relativement sain.

⁹³³ Les archives de ce fonds ont été regroupées et conditionnées par Dominique Boutin, Secrétaire de la SEPANT pour conserver la cohérence intellectuelle suivant les domaines de recherche de Michel Durand. Néanmoins, l'ensemble du fonds nécessite un travail de classement et de tri très important.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Localisation physique

Au siège de la SEPANT :

8 bis allée des rossignols

37170 Chambray-lès-Tours

Modalités d'accès

Sur demande à la SEPANT :

Tél. 09 64 10 82 16

Mél : sepant@wanadoo.fr

Faivet Christiane et Marc

Cotes 115 J 1-332⁹³⁴

Présentation du contenu

Papiers personnels et d'associations de Christiane Faivet-Tranchant : Les Amis de la Terre (1983-2003), Les Amis du parc naturel du Lubéron (1989-1999), Conseil des associations du Parc naturel régional du Lubéron (1993-2004), Commission locale de l'eau Calavon-Coulon (1993-2005), Union départementale pour la sauvegarde de la vie et de la nature de Vaucluse (1978-2001).

Fonds Marc Faivet.- Papiers d'enseignement et de recherches dans le Tricastin, dossier Fréquence Mistral (radio locale) à La Garde-Adhémar (1963-2005). Dossiers d'associations (Amis de la Terre) et Parc naturel régional du Lubéron (1981-2005). Dossiers d'activités politiques : candidatures à diverses élections, parti Vert et Mouvement Écologiste Indépendant (1976-2005), dossiers thématiques et de travaux comme conseiller régional Vert au conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur (1992-1998). Commissions locales d'information nucléaire de Cadarache, Marcoule et Tricastin (1974-2006). Collectif national Stop Melox et Mox (1997-2008). Documentation écologiste et dossiers thématiques, publications périodiques, affiches (1975-2003)

Historique du producteur

Marc Faivet (1926-2013) et Christiane Faivet, son épouse, née Tranchant (1924-2009) ont été des militants actifs dans le domaine de l'écologie et de la protection de l'environnement. Tous deux ont animé en Vaucluse, entre 1985 et 2005, plusieurs associations de défense de l'environnement, dont Les Amis de la Terre et Les Amis du parc naturel du Lubéron.

Christiane Faivet fut présidente des Amis de la Terre-Vaucluse dont elle a été cofondatrice, de 1985 à 2004, et secrétaire-adjointe du Conseil des associations du Parc national du Lubéron (1996-2004).

Marc Faivet, après une carrière d'enseignant d'histoire-géographie, fut militant actif dans plusieurs associations (Amis de la Terre, associations de défense du Lubéron, Collectif Stop Melox). Adhérent au parti des Verts en 1984 et co-fondateur en 1985 des Verts-Vaucluse, il s'est présenté à plusieurs élections locales, et fut élu conseiller régional Provence-Alpes-Côte d'Azur sous l'étiquette des Verts en 1992. En 1994, il rejoint le Mouvement écologiste indépendant (MEI). Il siège au conseil régional de 1992 à 1998 et y défend ses idées et projets sur l'environnement. Engagé également sur les questions du nucléaire, il a été membre des commissions locales d'information nucléaire de Tricastin, Marcoule et de Cadarache, et anima le collectif national Stop Melox et Mox, opposé au procédé Mox développé sur le site de Marcoule, qui fit l'objet d'une procédure jusque devant la cour européenne des droits de l'homme (2008).

934 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-Christiane-et-Marc-Faivet>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Modalités d'entrée

Don (2005-2008)

Conditions d'accès

Fonds classé. Fonds communicable

Conditions d'utilisation

Reproduction libre

Autre(s) instrument(s) de recherche

Fonds Christiane et Marc Faivet. Répertoire numérique détaillé de la sous-série 115 J, par Vanessa Aerts et Marie-Claude Stanescu. Avignon, 2011, 65 p.

Affiches du fonds Marc Faivet. Répertoire numérique des articles 115 J 256-257, par Justine Virideau-Falzone et Bernard Thomas. Avignon, 2008, 10 p.

Description physique

332 articles 7,20 ml

Noms de collectivité :

Amis de la Terre

Amis du Parc naturel régional du Lubéron

Parc naturel régional du Lubéron

Collectif national Stop Melox et Mox

Commission locale de l'eau Calavon/Coulon

Conseil des associations du Parc naturel régional du Lubéron

Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Mouvement écologiste indépendant

Les Verts

Union départementale pour la sauvegarde de la vie et de la nature de Vaucluse

Faivet (fonds)

Occupations :

militant associatif

élu

conseiller régional

association de défense de l'environnement

Type de document : affiche, publication périodique

Lieu de conservation

Archives départementales du Vaucluse

Février Raymond

Versement 20170135⁹³⁵

Don Raymond Février

Présentation du contenu

Le fonds Raymond Février comprend pour l'essentiel des dossiers de travail constitués dans le cadre des fonctions de chercheur, d'inspecteur général et de directeur général qu'il occupe successivement, de 1946 à 1978, à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) (20170135/1-20170135/17), comme des missions d'administration et d'expertise qu'il remplit notamment auprès d'établissements d'enseignement et de recherche (parmi lesquels l'université de Corse, le Centre du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts [CEMAGREF] et le Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes [CIHEAM]), du Conseil économique et social et de la Commission des Communautés européennes (20170135/18-20170135/36).

À ces dossiers s'ajoutent des documents relatifs à son engagement durable au Parti socialiste (20170135/38-42) et à d'autres aspects de sa vie privée (20170135/43-20170135/47).

Une large partie de son parcours professionnel et politique se trouve ainsi documenté. Il faut toutefois noter l'absence de pièces concernant les responsabilités qu'il exerce, dans les années 1980, à l'École nationale supérieure agronomique de Toulouse (ENSAT) et au Conseil d'Etat.

Nombre d'articles : 13

Métrage linéaire : 1,40 ml

Conditions d'accès

Communicable selon les articles L. 213-1 à 213-8 du Code du patrimoine, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Conditions d'utilisation

Reproduction et réutilisation selon le règlement de la salle de consultation en vigueur aux Archives nationales.

Lieu de conservation : Archives nationales

935 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Fonds-Raymond-Fevrier-1946-2010>

Forichon Robert

Cotes extrêmes

93 J 1-18⁹³⁶

Intitulé de l'unité documentaire

Fonds d'archives de Robert Forichon, inspecteur général de l'Équipement, chargé de mission pour la zone périphérique des parcs nationaux des Pyrénées et des Cévennes

Date de l'unité documentaire

1965-1973

Niveau de description

Fonds

Nombre d'unités de niveau bas

18

Métrage linéaire

0,26 ml

Support

Papier

Organisme responsable de l'accès intellectuel

Archives départementales des Hautes-Pyrénées ([coordonnées](#))

Origine

Forichon, Robert (1907-2008)

Catégorie du producteur

Personne physique

Historique de la conservation

Ce fonds provient d'un don effectué par la veuve de Robert Forichon aux Archives départementales de la Haute-Garonne le 11 décembre 2009.

Modalités d'entrée

Don, entrée n°20100027 du 2 mars 2010.

Présentation du contenu

Constitué de notes consignées par Robert Forichon, de la correspondance échangée avec les acteurs de la création des parcs nationaux des Pyrénées et des Cévennes, d'éléments d'étude, d'analyse et de documentation, ce fonds d'archives permet de suivre le fil des réflexions engagées pour le développement des parcs nationaux des Pyrénées et des Cévennes, au lendemain de leur création, et de retracer la genèse de la construction des premiers programmes de mise en valeur de leur zone périphérique. Il met en lumière les coulisses de la création des parcs nationaux des Pyrénées et des Cévennes, la perspective des enjeux et des objectifs d'un parc national, et, au-delà, la complexité qu'implique de concilier valorisation d'un territoire et préservation de l'environnement, de la culture et du patrimoine local. Il propose un point de vue subsidiaire à celui qu'offre le fonds d'archives provenant du Parc national des Pyrénées. Quelques documents permettent par ailleurs de documenter d'autres parcs nationaux et naturels français.

936 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-d-archives-Robert-Forichon-parcs-des-Pyrenees-et-des-Cevennes>

Gausсен Henri

Fonds photographique d'Henri Gausсен, botaniste, cartographe et biogéographe de renommée internationale

Dates extrêmes : 1910-1979

Cotes extrêmes : 20 FI

Importance matérielle : Plus de 40 000 photographies : 4431 plaques de verre négatives, 1199 négatifs souples, 2710 plaques de verre positives, 25 albums de tirages papier et environ 35000 diapositives couleur

Présentation du contenu

Henri Gausсен (1891-1981) enseigna à l'Université des Sciences de Toulouse entre 1921 et 1962 et se consacra tout au long de sa vie à ses activités de botaniste et de cartographe de la végétation. Ses travaux de recherche le conduisirent à voyager dans les Pyrénées, la France et le monde entier. Toujours équipé d'un appareil photographique, Gausсен photographia inlassablement les nombreux paysages observés au cours de ses pérégrinations.

Ce fonds photographique se divise en deux époques :

Le fonds ancien dont les photographies ont été prises entre 1910 et la fin des années 1940 se compose de plaques de verre, de négatifs souples et de tirages papier regroupés en albums.

Ces images représentent principalement les Pyrénées françaises et espagnoles, auxquelles s'ajoutent, à partir de la fin de la Seconde guerre mondiale, des paysages de la France et des Alpes et plus largement de l'Europe et de l'Afrique du Nord.

Une grande partie du fonds ancien est pour le moment accessible sur une base de données spécifique.

Le fonds récent qui concerne la période 1949-1979, se démarque du fonds précédent car, à la fin des années 1940, Gausсен a délaissé ses encombrantes plaques de verre au profit des diapositives couleur 24 x 36 mm. Ce fonds en est intégralement constitué.

Ces photographies concernent le monde entier (Europe, Asie, Afrique, Amérique, Océanie). Toutefois, la majorité d'entre elles ont également été prises dans les Pyrénées françaises et espagnoles.

Le fonds récent est classé par continent, pays, région ou communauté autonome (pour la France ou l'Espagne), département (pour la France) et ville.

Dans un premier temps, toutes les images relatives à l'arboretum de Jouéou ont fait l'objet d'un instrument de recherche, les autres seront traitées ultérieurement

Conditions d'accès et d'utilisation

Modalités d'accès

Sur rendez-vous auprès du service des archives figurées

Modalités de reproductions

Soumises à l'autorisation du directeur du laboratoire botanique et forestier Henri Gausсен de l'Université Paul-Sabatier de Toulouse

Lieu de conservation

Archives départementales de Haute-Garonne

Girerd Louis

231 J 01⁹³⁷

Auteurs : par Association Connaissance de la flore de l'Ain ; sous la direction de Florence Beaume

Dates extrêmes : 1898-1985

Année de publication : 2013

Nombre d'éléments : 13 boîtes

Métrage linéaire : 3,60

Présentation du producteur

Louis Girerd est né à La Gresle près de Roanne en 1900 et décédé à Belley en 1986.

Il a fait ses études jusqu'en 3e au Lycée Lamartine de Belley et s'est engagé ensuite comme ouvrier mécanicien à Lyon. Après son service militaire, il travaille à Paris où il achève sa carrière comme conducteur de travaux à la Compagnie du Gaz de Paris. A sa retraite en 1955, il s'installe à Virieu-le-Grand, berceau de la famille.

L'auteur semble s'être intéressé très tôt aux sciences naturelles, influencé sans doute par Antoine Richard, l'un de ses professeurs au collège, qu'il citait souvent. Il s'est passionné pour la mycologie, l'entomologie, l'ornithologie, et, vers la fin de sa vie, pour la botanique. Homme de terrain, il a sillonné le Bugey à vélo ou à mobylette, sa longue boîte verte des herboristes en bandoulière. C'est à l'occasion d'une de ces randonnées, comme le souligne l'Abbé Bozonnet, qu'il a découvert une station de *Primula auricula* unique pour le département de l'Ain.

Louis Girerd était membre de nombreuses sociétés comme la Société linéenne de Lyon, la Société des naturalistes parisiens ou la Société mycologique de France. Il a participé à la création de la Société des naturalistes du Bugey dont il a été le président d'honneur.

On le savait lié d'amitié avec le mycologue Victor Piane et le botaniste Pierre Chevassus. Il a également contribué à différentes publications.

Présentation du contenu

Description de l'herbier :

Nombre et état des cartons : 13 cartons en très bon état. Format : 46x30x21 cm.

Nombre de parts : 2218. Format : 45x28 cm.

Papier : plus ou moins 170 g/m²

Fixation des spécimens : 100 %, bandelettes de ruban adhésif ou de papier.

Fixation des étiquettes : 100 %, collées, en l'absence d'étiquette, les informations sont notées sur la feuille. Fréquence des informations manuscrites : 100 %

État des parts : attaques d'insectes rares. En très bon état. Quelques échantillons à refixer.

937 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Herbier-de-Louis-Girerd-1898-1985>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Flore : angiospermes et ptéridophytes.

Couverture géographique : toute la France : l'Ain, principalement, la Savoie, la région parisienne, la Corse, les Hautes-Alpes, etc. Rarement les pays limitrophes.

Période de constitution : 1898-1985.

Classement : selon Les Quatre Flores de France de Fournier. Classé.

Fréquence du nom de l'herbier : 0 % ; du nom de famille : 95 % ; du nom du genre : 100 % ; du nom de l'espèce : 100 % ; du nom de l'auteur : 100 %

Fréquence et précision des localités : 99 %, imprécises ; des dates de récolte : 99 %, complètes.

Principaux collecteurs : l'auteur, P. Chevassus, H. Gillet, Brunard, Meyer, Lingot, Madame Conrad.

Source : Faure (Andrine), Herbiers de la Région Rhône-Alpes, 2006

Statut juridique

Archives privées

Bibliographie

Girerd (Louis), A la recherche des orchidées sauvages de notre Bugey, dans Bulletin de la Société des naturalistes d'Oyonnax, n° 16-17-18, 1966.

Girerd (Louis), Catalogue de l'herbier Lingot, dans Bulletin de la Société des naturalistes d'Oyonnax, n° 14-15, 1962.

Lieu de conservation

Archives départementales de l'Ain

Grison Pierre

Versement 19910063⁹³⁸

Don Pierre Grison

Sommaire

Art 1-10 (5 INRA) : Archives de Pierre Grison, directeur de la station de recherche de lutte biologique et de biocénologie de la minière (1955-1978), président du comité scientifique équilibre et lutte biologique de la DGRST (1966-1976), président du comité faune et flore du ministère de l'Environnement (1975-1981), président du comité français du programme MAB : L'homme et la biosphère de l'UNESCO (1972-1981) : Études, correspondance, rapports, 1955-1982.

Nombre d'articles : 5

Métrage linéaire : 1 ml

Conditions d'accès

Communicable selon les articles L. 213-1 à 213-8 du Code du patrimoine, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Conditions d'utilisation

Reproduction et réutilisation selon le règlement de la salle de consultation en vigueur aux Archives nationales.

Lieu de conservation : Archives nationales

938 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-fonds-Pierre-Grison-1955-1982>

Guy Pierre

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Personnalité.

1.2. Forme autorisée du nom

Pierre Guy

1.3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

24 février 1935– aujourd'hui

2.2. Biographie

Retraité depuis janvier 1997

Pierre Guy fut dans le cadre de sa vie associative

- Président de « l'Association Française pour la Conservation des Espèces Végétales ». Plantes sauvages et domestiques, indigènes et exotiques.
- Président de « l'Association DANONE pour les fruits », Sauvegarde et valorisation du patrimoine fruitier français.
- Président de « Poitou-Charentes Nature », Fédération régionale, membre de France Nature Environnement durant plus de 35 ans.
- Membre du Conseil Economique et Social Régional du Poitou-Charentes de 1992 à 2001 : Rapporteur de la Commission Infrastructure et Cadre de Vie de 1992 à 1998, puis rapporteur de la Commission Culture, Patrimoine, Environnement et Tourisme depuis 1998.
- Administrateur de France Nature Environnement
- Vice-Président d'Espaces Naturels de France
- Vice-Président du Conservatoire Régional d'Espaces Naturels Poitou-Charentes
- Président du Conseil Scientifique du Conservatoire Régional d'Espaces Naturels Poitou-Charentes
- Membre de la Commission de génie génétique pour un mandat de trois ans
- Membre de la Commission des produits phytosanitaires
- Membre renouvelé de la Commission Flore du Conseil National de Protection de la Nature
- Membre de la Commission des Conservatoires botaniques nationaux
- Membre de la section Forêt du Comité Technique permanent de la sélection.
- Membre de la Commission de suivi TGV Sud Europe Atlantique

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- Membre des Commissions de France Nature Environnement : Agriculture - Forêt - Biotechnologie

Collaborateur au Courrier de l'Environnement de l'INRA

2.3 Adresse

4, rue de la Rangonnière 86 600 Lusignan

2.4. Statuts juridiques

Droit privé.

2.5. Fonctions et activités

Parcours professionnel

Elève à l'Institut National Agronomique – Paris 1955-1958

- Certificat de génétique (2e cycle)
- Certificat de génétique approfondie (3e cycle)

Station Centrale d'Amélioration des Plantes I.N.R.A. de Versailles

- Assistant
- Certificat de géologie générale et certificat de physiologie végétale approfondie

Station d'Amélioration des Plantes Fourragères de Lusignan

- Directeur de Recherche 2ème classe
- Docteur Honoris Causa de l'Université de Gôdôllô (Hongrie)

Activités associatives

voir biographie

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Pierre Guy entretient ou a entretenu les relations suivantes :

- France nature environnement (FNE)
- FNE Poitou-Charentes
- Conseil Economique et Social Régional du Poitou-Charentes
- 'Espaces Naturels de France
- Commission de génie génétique
- Conseil National de Protection de la Nature
- ...

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'Histoire de la Protection de la Nature et de l'Environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de
révision ou de dissolution

21/03/22

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Pierre Guy

Présentation du contenu conservé par Pierre Guy

Papiers personnels : de l'ordre de 20ml, 1976-2015

Fonds de diapositives, photographies : très peu

– naturalistes : flore et faune

dont de nombreux atlas mammifères, oiseaux, insectes, habitats du Poitou-Charentes et de France surtout depuis 1976 jusqu'à 2015

ressources génétiques

– paléontologie et histoire de l'homme et Theilhard de Chardin

- Activités à couverture nationale : compte-rendu de colloque

dossiers OGM, Pesticides, ressources génétiques, inventaires, agriculture ...

Revue et magazines : Sésame, Courrier de l'Environnement,...

Collection d'affiches : Peu

Dates extrêmes

1976 – 2015

Métrage linéaire conservé

Environ 20 ml.

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Très bon état de conservation des fonds d'archives dans un environnement sain dédié, et bénéficiant en général d'un conditionnement adapté.

Classement selon les activités de Pierre Guy

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Localisation physique

Au domicile de Pierre Guy 4, rue de la Rangonnière 86 600 Lusignan

Modalités d'accès

Sur demande auprès de Pierre Guy

Courriel : pierreadrien.guy@orange.fr

Hamon Bernard

Sous-série 111 J⁹³⁹

Archives relatives à ses activités syndicales et ses activités associatives dans le domaine de la protection de l'environnement : études des milieux souterrains et des chauves-souris (1970-2004)

(dépôt effectué en 2002 , complété en 2004)

Introduction

Bernard Hamon s'est impliqué dans le monde associatif à partir de 1975, dans le monde du travail en participant à la vie de sections syndicales (Confédération française démocratique du travail - CFDT, Confédération générale du travail - CGT), ainsi que dans les domaines de l'environnement.

A ce titre, il est l'un des membres fondateurs de la Commission permanente d'étude et de protection des eaux, du sous-sol et des cavernes de Lorraine (CPEPESC Lorraine) à Metz, en 1979, et du Conservatoire des sites lorrains (CSL) à Fénétrange, en 1984. Il a en outre participé à la vie de différentes associations au sein des conseils d'administration ou comme simple membre comme ce fut le cas au Groupe d'étude des mammifères lorrains (GEML), à la Société française d'étude et de protection des mammifères (SFPEM), à la Société d'étude et de protection des oiseaux de Moselle (SEPOM) ou encore à la Société d'histoire naturelle de la Moselle (SHNM).

Il s'est spécialisé dans l'étude des milieux souterrains, leur protection, leur gestion et s'est penché sur la faune particulière qui les fréquente : chauves-souris et crustacés entre autres.

Il s'est ainsi trouvé impliqué dans différents conseils scientifiques comme ceux du Conservatoire des sites lorrains (CSL), du Parc naturel régional des Vosges du Nord (PNRVN) ou encore du Patrimoine Naturel Régional de Lorraine placé sous l'égide du Préfet de Région et de la Direction régionale de l'environnement de Lorraine. C'est dans ces cadres que des fiches d'inventaires ZNIEFF (zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique) ou Natura 2000 ont été rédigées sur les milieux cavernicoles lorrains connus les plus significatifs.

Son domaine d'intérêt s'étend également au patrimoine, à l'histoire des techniques minières et métallurgiques, ainsi qu'à la Préhistoire qu'il a pu développer au sein d'associations comme la CPEPESC Lorraine, la Société d'histoire et d'archéologie de la Lorraine (SHAL) (Section de Saint-Avold)... Il a participé à des chantiers archéologiques, collabore à la carte archéologique régionale, travaille à des inventaires du patrimoine tant souterrain que de surface. Il a été correspondant de la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) pour l'archéologie.

939 Répertoire détaillé <http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/fonds-bernard-hamon-a48155.html>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Ses publications portent sur les domaines suivants :

- les milieux souterrains et environnements cavernicoles
- les chauves souris, espèces et espaces (Lorraine et Franche Comté)
- les crustacés des milieux souterrains
- l'histoire minière, la métallurgie (fer et non ferreux)
- la Préhistoire

Ses activités professionnelles (Ministère de la Santé - Préfecture/DDASS de la Moselle) l'ont également conduit à rédiger un certain nombre de notes, articles et rapports dans les domaines de l'eau potable, des baignades et piscines, des déchets.

Le fonds qui s'articule autour du monde associatif environnemental rend compte de ces différents aspects et occupe 4,70 mètres linéaires.

Lieu de conservation : Archives départementales de Moselle

Huglo-Lepage (cabinet d'avocats)

Versement 120J 1-38⁹⁴⁰

Archives du cabinet d'avocats Huglo-Lepage, 1978-1988

Présentation du contenu

Affaires consécutives au naufrage du pétrolier Amoco-Cadiz : dossiers des collectivités et des marins-pêcheurs, synthèses des expertises, documents juridiques et conclusions récapitulatives de première instance

Historique du producteur

Cabinet d'avocats Huglo-Lepage

Modalités d'entrée

Dépôt

Conditions d'accès

Accès soumis à autorisation

Conditions d'utilisation

Reproduction soumise à autorisation

Autre(s) instrument(s) de recherche

État sommaire

Description physique

30 ml

Mots-clefs

Matières :

accident, contentieux, dommage, hydrocarbure, mer, navigation, pollution, procédure

Noms de lieu :

Bretagne, Côtes d'Armor, Manche, New York, Paris

Noms de personne :

Amoco-Cadiz, Huglo, Josselin, Arzel

Noms de collectivité :

CETAME, CIAT, Huglo-Lepage (cabinets d'avocat)

Localisation

Archives départementales des Côtes-d'Armor

940 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-cabinet-d-avocats-Huglo-Lepage>

Kervern Georges-Yves

Versement 20100225⁹⁴¹

Le fonds particulier Georges-Yves Kervern , ingénieur, expert en risques

Biographie

Né le 9 mai 1935 à Nantes. Décédé le 16 décembre 2008.

Fils de Georges Kevern expert maritime, et de Marguerite Touz. Marié à Simone Alloiteau, directrice de galerie d'art (3 enfants)

Ancien élève de l'École polytechnique (promotion 1955 ; sorti classé 12ème, "Mines de France d'Outre-Mer"). Ancien élève de l'École des mines de Paris (Entré en 1958 classé 10 sur 13 corpsards, sorti classé 5 sur 13). Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris 9, où il sera Maître de conférences de 1968 à 1971. Corps des mines.

Il travaille d'abord au Ministère de l'industrie de 1961 à 1968, au service des minerais et métaux, puis au Cabinet du ministre.

De 1968 à 1986, il travaille dans le groupe Pechiney, comme directeur à la direction générale, puis comme président de Tréfinmétaux (1976), puis président d'Aluminium Pechiney (1980) et de Cégédur.

De 1986 à 1989, il est conseiller à la direction générale de Paribas.

De 1989 à 1995, il est à l'Union des assurances de Paris (UAP), comme conseiller du président puis comme directeur général adjoint.

Il dirige ensuite le projet de télé-assurance commerciale Tactic. Il fonde Assurland. Très au fait de la gestion des risques, il dirige le projet Cyndinopolis à partir de 1999.

En parallèle, il continue à faire des cours, notamment à la Sorbonne et à l'Université de Lyon 3. En 1996-1997, il est directeur général de la Fondation Sophia-Antipolis, puis en 1997-1998, Président de l'association des villes numérisées. A partir de 1997, il est membre du Comité national d'évaluation de la recherche (domaines économique, social, culturel, scientifique et technique).

Pour en savoir plus site Internet Annales des Mines⁹⁴²

Présentation du fonds

Le présent fonds est un don de l'épouse de Georges-Yves Kervern, recueilli à son domicile peu de temps après le décès de celui-ci et retraçant un pan essentiel d'une carrière aux multiples facettes.

G.Y. Kervern (1935-2008), polytechnicien et ingénieur des mines, a effectué une grande partie de sa carrière dans le secteur privé, en particulier à Pechiney et à l'UAP, après un

941 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Don-Georges-Yves-Kervern-concernant-la>

942 <http://www.annales.org/archives/x/kervern.html>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

passage au ministère de l'Industrie de 1961 à 1968. Devenu spécialiste de la gestion des risques, enseignant et initiateur de nombreux projets, il avait été nommé en 1997 au Conseil national d'évaluation de la recherche (CNER).

Il est, avec quelques autres penseurs, à l'origine d'une démarche encore peu connue : la cindynique. Le fonds particulier G.Y. Kervern n'est pas celui d'un haut fonctionnaire de l'Environnement ou de l'Équipement, on n'y trouvera pas les missions et les rapports qui constituent le fruit des postes successifs, ce n'est pas non plus l'empreinte de son parcours personnel et professionnel mais les « outils de travail » qu'il a rassemblés autour d'un objet intellectuel qui touche l'essence même des administrations précitées.

La cindynique, qui se veut la science du danger et reprend la racine grecque du mot, a été fondée en décembre 1987 à la suite d'un colloque international réunissant à l'United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) plus de mille experts des risques technologiques majeurs à l'initiative de l'Association française des cadres dirigeants pour le progrès social et économique (ACADI) présidée par G. Y. Kervern. A cette époque, les grandes entreprises s'interrogeaient sur le développement d'une nouvelle fonction spécifique, le « Risk manager »⁹⁴³, plus réfléchi et aussi plus « moderne » que le traditionnel responsable de la sécurité.

Accidents et catastrophes industriels avaient déjà été regroupés et analysés dès 1979 par Patrick Lagadec, ingénieur de recherche au Laboratoire d'économétrie de l'École Polytechnique, sous l'étiquette de « risques technologiques majeurs ». La France se dota entre 1984 et 1986 d'un Secrétariat d'État chargé de la Prévention des risques technologiques et naturels majeurs tenu par le vulcanologue Haroun Tazieff.

La réflexion cindynique va progresser au cours de séminaires tenus en 1989 et 1992 puis se déployer à travers diverses institutions : l'Institut européen des cindyniques créé en janvier 1990 dont les présidents ont été Pierre Tanguy puis Claude Frantzen, Cindynopolis en 1999. Les pôles d'enseignement se multiplient également : l'École des mines de Paris qui inaugure une chaire de Sécurité industrielle en novembre 2006, dès les années 1990 les cours de G. Y. Kervern à la Sorbonne et à Lyon en matière de gestion globale des risques et des crises ainsi que de nombreux autres cursus.

G. Y. Kervern distingue trois générations de recherches cindyniques : la première (1987-1994) correspond à la question du risque technologique majeur illustrée par plusieurs catastrophes, la seconde (1994-2001) abordait le risque psychologique en transférant les premiers concepts cindyniques vers la société civile représentée ici par la famille, la ville, la santé publique, enfin la troisième serait celle de la « menace anthropologique majeure », soit le terrorisme, les conflits mais aussi la transformation totale du milieu naturel, son artificialisation par des technologies non réversibles.

L'ambition de ses géniteurs qui peuvent la présenter hors de son cadre originel comme « un nouveau paradigme en sciences sociales » et une formalisation toujours plus poussée pour maîtriser la complexité ont conduit au transfert progressif des cindyniques des activités des risk-managers industriels vers les sciences humaines, la sociologie mais aussi le milieu des psycho-thérapeutes qui en ont repris très vite les concepts.

G.Y. Kervern s'est ainsi placé à l'orée d'une multitude de chemins qui demandent à être explorés.

⁹⁴³ Le « Risk manager » a été inventé en 1956 par Russel Gallagher des assurances Philco dans la Harvard business review, en France les « gestionnaires de risque » sont notamment représentés par l'Association pour le management des risques et des assurances dans l'entreprise (AMRAE)

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Sommaire

Dossiers de Georges-Yves Kervern, ingénieur des mines, expert en risques

Art 1-2 : données propres à Georges-Yves Kervern, 1991-2008

Art 3-9 : évolution formalisée de la démarche cindynique (évaluation des risques), épistémologie et modélisation de la complexité, anthropologie cindynique, 1989-2006.

Art 10-24 : diffusion de la cindynique : instituts et outils, enseignement et colloques, 1987-2008.

Art 25-34 : politique et gestion des risques : systèmes, organisation et réponses, gestion territoriale, 1987-2008

Art 35-50 : application casuelle de la cindynique : risques des réseaux et organisations humaines, risques naturels, 1988-2008.

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 50

Métrage linéaire : 5 (16 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Jonin Max

1. Identification

1.1 Type d'entité

Personnalité

1.2 Forme autorisée du nom

Max Jonin

1.3 Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1943 -

2.2 Histoire

2.3 Lieux

Domicile privé

Plabennec

2.4 Statut juridique

2.5 Fonctions et activités

Max Jonin a été maître de conférence à l'Université de Bretagne Occidentale de 1965 à 2003 en faculté des sciences – géologie.

Dès 1965, il s'investit au sein de la (SEPNB) comme bénévole. En 1973, il entre au conseil d'administration en tant que secrétaire général et remplit alors la fonction de directeur bénévole de la SEPNB jusqu'en 2000, date où il quitte l'association.

Au sein de la SEPNB, il devient le conservateur de la réserve de Trévor dès 1966, puis des réserves de Groix, des Glénan et d'Iroise. Il y structure également le réseau des réserves naturelles.

Dès 1982, Max Jonin contribue à mettre en place le Conservatoire permanent des réserves naturelles (CPRN) qui deviendra Réserves naturelles de France (RNF). En 2000, Max Jonin s'investit dans le renouveau de la Société Géologique et Minéralogique de Bretagne (SGMB), une société savante créée en 1920. Il en devient membre puis président.

Max Jonin est actuellement membre du conseil scientifique régional du patrimoine naturel, expert du patrimoine géologique au Ministère de l'Environnement, nommé à la conférence permanente du patrimoine géologique et membre de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Mars 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Informations transmises par Max Jonin.

Maurice Le Démézet, Bruno Maresca, *La protection de la nature en Bretagne – La SEPNB (1953-2003)*, Presses universitaires de Rennes, 2003

Fonds "Max Jonin".

Conférence permanente des réserves naturelles (CPRN) devenu Réserves naturelles de France (RNF) : compte-rendu de réunion et de conseil d'administration, rapport d'activité, études, convention avec EDF, études sur le patrimoine géologique, commission patrimoine géologique (compte-rendu des réunions, questionnaire), revue de presse, correspondance... (1982-2003).

(SGMB) : dossiers administratifs, fonctionnement, rapport sur les affaires traitées, projet de sites... (à partir de 2000).

Bretagne Vivante - (SEPNB) : documents administratifs et fonctionnement (compte-rendu de réunion de bureau et de conseil d'administration, rapport d'activité..., 1976-2000), revue et communiqué de presse (1976-2000), affaires quotidiennes (animations, projet de réserve, études, correspondance..., 1990-1999), Réserves naturelles (dont François le Bail - Ile de Groix, Iroise, Saint Nicolas des Glénan, Falguerec - marais de Séné, Goulien - Cap Sizun... : projet de classement, plan de gestion, rapport d'activité, études sur la faune et la flore, convention, compte-rendu de réunion, correspondance, les annuaires et travaux des réserves, budget des réserves, commission réserve de l'association, 1978-2004), marées noires (Erika et Amoco Cadiz : dossier financier, rapports sur les conséquences, communiqué et revue de presse, décision de justice, dons, bulletin de liaison..., 1978-2001), dossiers sur le port du Conquet, l'éolien, l'opération Grand Site pour la Pointe du raz et le Mont Saint Michel, la tourbière de Creac'h Gwen, la zone aquacole de Ploubazlanec, les sternes (projets, études, correspondance, jurisprudence, revue de presse..., 1976-2003), Conservatoire régional des espaces naturels de Bretagne - CREN Bretagne (étude de projets, charte, documents historiques, rapport d'activité, bilan...,

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

1991-1999), Conseil départemental de la chasse et de la faune sauvage 29 - CDCFS (études, compte rendu de réunion..., 1996-2000).

Documentation : revue "Oxygène Bretagne" (1979-1985), "la lettre des réserves" de Réserves naturelles de France (1986-2006), études et publications sur le développement durable, l'environnement, l'agriculture durable, Natura 2000, les zones humides, la faune et la flore (1972-2001), thèse de Jean-Yves Le Floc'h "cartographie de la végétation marine et observation aquatique dans l'archipel de Molène" (1967)

Documents iconographiques : 22 affiches de Bretagne Vivante-SEPNB sur les réserves naturelles, des animations et expositions (1978-1992), 50 cartes postales de Bretagne Vivante-SEPNB, 2800 photographies et diapositives sur le patrimoine naturel et géologique de Bretagne, sur les réserves naturelles et sur l'Erika (1980-2001), dépliants et autocollant de Bretagne Vivante-SEPNB.

Enregistrement audiovisuel : une cassette vidéo VHS "Goulien Cap Sizun, l'école de la falaise" produite par Bretagne Vivante-SEPNB (1997).

Enregistrement audioanalogique : une cassette audio "excursion à Groix".
1967-XXle 1967-XXle siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 19,00 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez Max Jonin.

Origine

Jonin, Max

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (adresse électronique : joninlormeau@wanadoo.fr).

Laurent Pierre

1. Identification

1.1 Type d'entité

Personnalité

1.2 Forme autorisée du nom

Pierre Laurent

1.3 Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1904 – 2002

2.2 Histoire

2.3 Lieux

Fonds « Pierre Laurent »

Centre de recherche bretonne et celtique (CRBC), Université de Bretagne Occidentale, Brest.

2.4 Statut juridique

2.5 Fonctions et activités

Pierre Laurent a appris la langue bretonne à quinze ans. Il entre à l'École polytechnique en 1922.

De 1947 à 1956 il est président de Ker Vreiz, le foyer culturel breton de Paris.

Jusqu'en 1973 il est vice-président de l'Union fédéraliste des communautés ethniques en Europe.

Puis élu président de l'Union régionale bretonne de l'environnement (URBE), il entre à ce titre au Comité économique et social régional. Il a notamment participé à l'élaboration de la Charte culturelle bretonne et à la mise en place de l'Institut culturel de Bretagne.

Il est décoré de l'ordre de l'Hermine en 1991.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Fonds "Pierre Laurent".

Journées régionales de l'environnement, Pontivy, mars 1972 : réunion des conseillers généraux de Bretagne sur le thème de l'environnement, rapports préparatoires sur les ressources naturelles, l'urbanisme, les constructions en zone littorale et la protection de l'environnement, enquête auprès de touristes, discours d'ouverture, rapports présentés, programme, note d'information, liste des invités, motion adoptée au terme des journées (1971-1972).

Union régionale bretonne de l'environnement - URBE : correspondance, articles de presse, notes, motion adoptée en assemblée générale (1974), les assises permanentes de l'environnement en Bretagne (fiche d'information, correspondance au sujet des états régionaux de l'environnement, bilan trois ans après les états régionaux de l'environnement), la lettre de l'URBE, espace pour demain... (1972-1986).

Projet de centrale nucléaire à Plogoff : correspondance, études, rapports, notes, articles de presse, conseil économique et social régional... (1975-1981).

Amoco Cadiz : correspondance, études, rapports, articles de presse... (1978-1979).

Documentation : collection de périodiques.

1971-1986

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 2,65 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé au Centre de recherche bretonne et celtique à l'Université de Brest.

Origine

Laurent, Pierre

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Accroissements

Le fonds est clos.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable du détenteur du fonds. La demande doit être motivée par un travail de recherche ou de valorisation. Elle doit être adressée à Philippe Jarnoux, directeur du Centre de recherche bretonne et celtique, 20 rue Duquesne, 29200 Brest (philippe.jarnoux@univ-brest.fr).

Lebeurier Édouard

Répertoire détaillé (site Internet : Archives départementales du Finistère⁹⁴⁴)

Répertoire d'archives détaillé 243 J 1-24

Don Edouard Lebeurier

Sommaire

Vingt-et-un classeurs contenant des relevés d'observations d'oiseaux de Bretagne. Certaines fiches contiennent des croquis et des photographies....

1942-1957

Lieu de conservation : Archives départementales du Finistère

Conditions d'accès : librement communicable

243 J 1

Cahier de baguage

1956-1957

243 J 2

Liste d'oiseaux avec noms en français et en breton

Sans date

Les noms en breton sont pris des dictionnaires de Vallée, de Grégoire de Rostrenen et du dialecte de Fouesnant.

243 J 3

fiches d'observations générales

Sans date

243 J 4

fiches d'observations générales pour la Loire-Atlantique

1942-1949

243 J 5-24

fiches d'observations par oiseau

Sans date

Ces fiches contiennent systématiquement des relevés d'observations, des notes prises dans différents articles, et occasionnellement des croquis,...

944 http://mnesys-portal.archives-finistere.fr/?id=recherche_guidee_plan_detail&doc=accounts/mnesys_cg29/datas/ir%2Fserie_j%2FFRAD029_00000243J.xml

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

243 J 5

Plongeon arctique, plongeon imbrien, plongeon à bec blanc, plongeon catmarin, grèbe huppée, grèbe jougris, grèbe de Hollboell, grèbe esclavon, grèbe à cou noir, grèbe castagneux, pétrel culblanc, pétrel tempête, puffin des Anglais, puffin des Baléares, puffin majeur, puffin cendré, puffin fuligineux, petit puffin, pétrel géant, pétrel fulmar, fou de bassan, grand cormoran, cormoran huppé.

Sans date

243 J 6

Héron cendré, héron pourpré, aigrette garzelle, grande aigrette, héron crabier, héron garde-boeufs, héron bihoreau, butor blongios, butor étoilé, cigogne blanche, cigogne noire, spatule blanche, ibis falcinelle, flamant rose, cygne sauvage, cygne de Bewick, cygne tuberculé, oies esp ?, oie cendrée, oie rieuse, oie naine, oie des moissons, oie à bec court, oie des neiges, bernache cravant, bernache cravant à ventre pâle, bernache nonnette, bernache du Canada, bernache à cou roux.

Sans date

243 J 7

Tadorne de Belon, canard casarca, canard colvert, sarcelle d'hiver, sarcelle d'été, canard chipeau, canard siffleur, canard pilet, canard souchet, canard mandarin, nette rousse, fuligule milouin, fuligule nyroca, fuligule morillon, fuligule milouinan, garrot à oeil d'or, harelde de Miquelon, macreuse brune, macreuse à lunettes, macreuse noire, garrot arlequin, eider à duvet, erismature à tête blanche, harle lièvre, harle huppé, harle piette, harle couronné.

Sans date

243 J 8

Vautour fauve, aigle royal, aigle ravisseur, aigle criard, aigle botté, buse variable, buse pattue, épervier d'Europe, autour des palombes, milan royal, milan noir, pygargue à queue blanche, bondrée apivore.

Sans date

243 J 9

Busard des roseaux, busard Saint-Martin, busard cendré, busard cul blanc.

Sans date

243 J 10

Circaète Jean-le-Blanc, balbuzard pêcheur, faucon pèlerin, faucon hobereau, faucon émérillon, faucon kobez, faucon cresserelle.

Sans date

243 J 11

Perdrix rouge, perdrix grise, caille des blés, faisan de chasse, grive cendrée, rale d'eau, marouette de Baillon, marouette ponctuée, marouette poussin, rale des

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

genêts, poule d'eau, poule sultane, foulque macroule, outarde barbue, outarde canepitière.

Sans date

243 J 12

Huîtrier pie, vanneau huppé, grand gravelot, petit gravelot, gravelot à collier interrompu, pluvier ou gravelot asiatique, pluvier argenté, pluvier doré, pluvier doré asiatique, tournepierre à collier.

Sans date

243 J 13

Bécassine des marais, capella gallinago faeronensis, bécassine double, bécassine sourde, bécasse des bois, courlis cendré, pluvier guignard, courlis corlieu, barge à queue noire, limosa limosa isalndica Brehm, barge rousse.

Sans date

243 J 14

Chevalier culblanc, chevalier sylvain, chevalier guignette, chevalier gambette, chevalier arlequin, petit chevalier à pattes jaunes, chevalier aboyeur, chevalier stagnatile, bargette de Terek, limnodrome gris, bécasseau maubiche, bécasseau violet, bécasseau minute, bécasseau de Temminck, bécasseau de Bonaparte, bécasseau tacheté, bécasseau variable, bécasseau de Schinz, bécasseau cocorli, bécasseau sanderling, bécasseau rousset, bécasseau falcinelle, chevalier combattant, échasse blanche, avocette, phalarope à bec large, phalarope à bec étroit, phalarope de Wilson, oedicnème criard, glaréole à collier, courvite isabelle.

Sans date

243 J 15

Labbes, grand labbe, labbe promarin, labba parasite, goëland argenté, labbe à laongue queue, goëland marin, goëland brun oriental, goëland argenté, goëland argenté atlantis ?, goëland argenté, goëland cendré, goëland bourgmestre, goëland leucoptère, goëland à bec cerclé, mouette mélanocéphale, mouette rieuse, mouette pygmée, mouette de Sabine, mouette tridactyle, guifette noire, guifette leucoptère, guifette moustac, sterne hansel, sterne caspienne, sterne Pierregarin, sterne arctique, sterne de Dougall, sterne fuligineux, sterne naine, sterne caugek.

Sans date

243 J 16

Petit pingouin, mergule nain, guillemot de troil, guillemot bridé, guillemot de Brünnich, guillemot à miroir, macareux moine, pigeon bizet, pigeon colombin, pigeon ramier, tourterelle des bois, tourterelle turque, coucou gris, coucou gai.

Sans date

243 J 17

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Chouette effraie, hibou petit-duc, hibou grand-duc, chouette harfang, chouette chevêche, chouette hulotte, hibou moyen-duc, hibou des marais, chouette tengalm, engoulvent d'Europe, martinet noir, martinet pâle, martinet alpin, martin pêcheur, guêpier d'Europe, rollic d'Europe, huppe d'Europe.

Sans date

243 J 18

Pic vert, pic cendré, pic épeiche, pic épeichette, pic mar, pic noir, torcol familier, alouette calandre, alouette calandrelle, cochevis huppé, alouette lulu, alouette des champs, hirondelle de cheminée, hirondelle de fenêtre, hirondelle de rivage, hirondelle de rochers, loriot.

Sans date

243 J 19

Grand corbeau, corneille noire, corneille mantelée, corbeau freux, choucas des tours, pie bavarde, cassenoix moucheté, geai des chênes, crave à bec rouge.

Sans date

243 J 20

Mésange charbonnière, mésange bleue, mésange azurée, mésange noire, mésange huppée, mésange nonnette, mésange boréale, mésange à longue queue, mésange rémiz, mésange à moustaches, sittelle torchepot, grimpeur des jardins, tichodrome échelette, troglodyte, cincle plongeur, grive litorne, grive draine, grive musicienne, grive mauvis, grive obscure, grive à ailes rousses, grive dorée, merle à plastron, merle noir, merle de roche, troquet oreillard, troquet pâtre, troquet pâtre oriental, troquet tarier.

Sans date

243 J 21

Rougequeue à front blanc, rougequeue noir, rossignol philomèle, rossignol progné, goergebleue, rouge-gorge, bouscarle de Cetti, locustelle tachetée, locustelle fluviatile, locustelle luscinoïde, rousserolle turdoïde, rousserolle effarvate, rousserolle verderolle, phragmite des joncs, phragmite aquatique, hypolaïs polyglotta, hypolaïs ictérine, fauvette épervière, fauvette orphée, fauvette à tête noire, fauvette des jardins, fauvette grisette, fauvette babillarde, fauvette passerinette, pitchou breton.

Sans date

243 J 22

Agrobate roux, cisticole des joncs, pouillot vélocé, pouillot fitis, pouillot verdâtre, pouillot siffleur, pouillot de Bonelli, pouillot à grands sourcils, roitelet huppé, roitelet triple-bandeau, gobemouche gris, gobemouche noir, gobemouche à collier, gobemouche nain, accenteur mouchet, accenteur alpine, pipit de Richard, pipit rousseline, pipit des arbres, pipit à gorge rousse, pipit farlouse, pipit spioncelle, pipit martitime, bergeronnette grise, bergeronnette de Yarrell, bergeronnette des ruisseaux, bergeronnette printanière.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Sans date

243 J 23

Jaseur boréal, pie grièche grise, pie grièche à poitrine rose, pie grièche à tête rousse, pie grièche écorcheur, étourneau sansonnet, martin roselin, gros-bec, clardonneret, tarin des aulnes, linotte mélodieuse, linotte à bec jaune, sizerin flammé, venturon montagnard, serin cini, bouvreuil pivoine, roselin cramoisi, durbeux des sapins, pinson des arbres, pinson du nord, bruant proyer, bruant jaune, bruant zizi, bruant ortolan, bruant nain, bruant lapon, bruant des neiges, moineau domestique, moineau friquet, bruant des roseaux, bruant lapon.

Sans date

243 J 24

Oie d'Égypte, sarcelle soucrourou, sarcelle élégante, charadrius asiaticus Pall, frégate superbe, canard siffleur américain, canard noirâtre, chevalier solitaire, bécasseau semi-palmé, bécasseau minuscule, bécasseau de David, bécasseau d'Alaska, troquet isabelle, locustelle fasciée, vireo à oeil rouge, bruant à calotte blanche, bruant à tête rousse, mouette atricille, rouge queue américain, fauvette des ruisseaux, pigeon migrateur, téléphone tchagra.

Sans date

Le Démézet Maurice

1. Identification

1.1 Type d'entité

Personnalité

1.2 Forme autorisée du nom

Maurice Le Démézet

1.3 Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1942 -

2.2 Histoire

2.3 Lieux

Domicile privé

Brest

2.4 Statut juridique

2.5 Fonctions et activités

Maurice Le Démézet a été professeur d'Université au laboratoire de géoarchitecture de l'université de Brest.

Il a été secrétaire général de la Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne (SEPNB) de 1973 à 1981, puis président de 1987 à 1990.

Il a participé à la création de la réserve biosphère en tant que président du comité scientifique (SEPNB), en lien avec le Parc naturel régional d'Armorique (PNRA) qui est gestionnaire de cette réserve.

En 1975, Maurice Le Démézet participe également à la mise en place du et siège au conseil d'administration de 1976 à 2003.

A la fin des années 1990, il est responsable national de la zone atlantique au sein du programme Natura 2000.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Mars 2011

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Maurice Le Démézet, Bruno Maresca, *La protection de la nature en Bretagne – La SEPNB (1953-2003)*, Presses universitaires de Rennes, 2003

Fonds "Maurice Le Démézet".

Dossiers de l'activité : Bretagne Vivante-Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne-SEPNB (compte-rendu de conseil d'administration et de réunion de bureau, dossiers sur la chasse, les zones humides, la biosphère et le conservatoire botanique de Brest (études, correspondance), contrat bureau étude, commission tourisme nature, 1974-1990), le Parc marin d'Iroise (études préalables, rapports, correspondance, 1982-2000), la station ornithologique d'Ouessant (études préalables, courriers de Michel-Hervé Julien, 1957-1980), la protection des zones humides littorales à la suite de l'Amoco Cadiz (fiches individuelles de rénovation du littoral site par site dans le Finistère et les Côtes-d'Armor, 1978-1980), les archives de la publication de son livre sur la Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne (documents de travail, articles de presse, iconographie, documents originaux, 1960-2003).

Revue de presse sur Bretagne Vivante-SEPNB, le Parc marin d'Iroise (1981-2000).

Documentation : le schéma d'aptitude et d'utilisation de la mer - SAUM (études, version définitive, arrêtés officiels, 1974-1981), le livre blanc de l'environnement (rapport des Etat régionaux de l'environnement, 1982), le Schéma d'aménagement du littoral breton et des îles - SALBI (schéma provisoire, version définitive, 1975-1976), les cahiers et les annales des ateliers du conservatoire du littoral (1990-1998), Man and Biosphere (études de l'UNESCO, 1987-1989), Amoco-Cadiz (rapport de recherches, études, publications, 1978-1980), le milieu dunaire, l'énergie, le nucléaire, l'agriculture bretonne et le littoral (études et publications, 1970- 2000), la collection complète "Penn ar Bed" de Bretagne Vivante-SEPNB (à partir de 1953), la collection complète d'"Oxygène Bretagne" (1979-1985)

Documents iconographiques : vingt affiches sur Bretagne Vivante-SEPNB et sur l'écologie (1960-2000), 200 diapositives et photographies de Man and Biosphère et sur Ouessant (1987-1995).

Enregistrements audio analogiques : trois cassettes audio de Man and Biosphère (1987-1995).

1953-2010

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 8,50 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez Maurice Le Démézet.

Origine

Le Démézet, Maurice

Informations sur l'évaluation

Le fonds est clos.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (adresse électronique maurice.ledemezet@wanadoo.fr)

Le Duc Jean-Patrick

Cote : FR-FEP-2AMLED

Nom du fonds : Patrick Le Duc

Dates extrêmes : 2010-2015

Description physique : papier

Importance matérielle : 7 cartons de déménagement, 2,5 ml

Langue : Français

Producteur : Jean-Patrick Le Duc est un chercheur spécialiste des questions environnementales. Il a exercé à ce titre de nombreuses missions au sein d'organismes publics :

- Chef de l'unité lutte contre la fraude au Secrétariat de la Convention sur le commerce international de la faune et de la flore, Programme des nations unies pour l'environnement (PNUE)

- Chargé de mission puis Conseiller technique (Milieux naturels, faune, flore, chasse) au Cabinet du Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement⁹⁴⁵

- Adjoint au Chef de la mission des relations internationales du Muséum national d'histoire naturelle. Suivi des conventions internationales relatives à la diversité biologique, aspects internationaux du développement durable, enseignement, formation

Il a été également conseiller communautaire pour l'agglomération du val d'orge et conseiller municipal pour la ville de Saint-Michel-sur-Orge et Vice-président du Syndicat intercommunal pour le recyclage et l'énergie par les déchets et ordures ménagères (SIREDOM). Au sein du groupe local d'Europe-Écologie - Les Verts, il a été pendant de nombreuses années secrétaire départemental de l'Essonne.

Présentation du contenu : Le fonds n'est pas classé.

Autre instrument de recherche : Bordereau de versement

Liens : <http://eelv91.fr/spip.php?auteur10>

<http://eelv91.fr/spip.php?article208>

Date de création de description : 18 février 2016

Date de dernière modification de la description : 30 janvier 2017

Historique de la conservation : Le fonds a été donné à la FEP suite au déménagement de son propriétaire pour conservation et valorisation.

Modalités d'entrée : Don effectué le 18 février 2016

Versement n°02/16

N° d'entrée FEP02

Statut juridique : privé.

945 Voir fonds d'archives du cabinet de Barbara Pompili, secrétaire d'État chargée de la biodiversité, 2015-2017

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Lieu de conservation : Fondation de l'écologie politique

Conditions de consultation : libre dans le respect de la législation sur les archives, des droits d'auteurs et dans le respect de la vie privée

Contact : Meixin Tambay

m.tambay@fondationecolo.org ou archives@fondationecolo.org

Le Gal Yves

1. Identification

1.1 Type d'entité

Personnalité

1.2 Forme autorisée du nom

Yves Le Gal

1.3 Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1939 -

2.2 Histoire

2.3 Lieux

Domicile privé

Concarneau

2.4 Statut juridique

2.5 Fonctions et activités

Yves Le Gal a été directeur de 1968 à 2005 de la station de biologie marine du Muséum national d'histoire naturelle à Concarneau et du Collège de France

Il a également été président de la Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne (SEPNB) de 1976 à 1978. Militant anti-nucléaire, partisan d'une approche globale des problèmes d'environnement, Yves Le Gal va donner une impulsion décisive au changement de la SEPNB, qui devient alors un contre pouvoir effectif.

De 1978 à 1985, il devient le directeur-rédacteur d'Oxygène Bretagne, une revue mensuelle d'écologie militante éditée par un collectif d'associations dont la SEPNB.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

4.3 Règle ou convention

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

4.7 Langues et écritures

4.8 Sources

Informations transmises par Yves Le Gal.

Maurice Le Démézet, Bruno Maresca, *La protection de la nature en Bretagne – La SEPNB (1953-2003)*, Presses universitaires de Rennes, 2003

Fonds "Yves Le Gal".

Collection complète d'"Oxygène Bretagne", mensuel écologique breton (le nucléaire, Plogoff, l'alimentation, les nouvelles énergies, l'eau, l'agriculture, le remembrement..., 1979-1985).

Documents préparatoires : originaux d'illustrations de Nono, Iffic, Goutal, photographies, pré-maquette, documentation (1979-1985).

1979-1985

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 0,40 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez Yves Le Gal.

Origine

Le Gal, Yves

Accroissements

Le fonds est clos

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (adresse électronique : y.legal@orange.fr)

Léger Dominique

Entretien de Dominique Léger 2006

Extrait du versement **20170332**

Conseil général de l'environnement et développement durable (CGEDD)

Comité d'histoire

Archives orales des ministères de l'Équipement et de l'Environnement, 1994-2016

Voir cote **20170332/40**⁹⁴⁶ (Site Internet Archives nationales)

22 décembre 2006

Entretien Dominique Léger (Enregistrement : 2 MiniDisc (109'18"), 1 fichier mp3 (version numérisée). Transcription : 1 fichier pdf).

Lieu de conservation : Archives nationales

946 <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-entretien-de-Dominique-Leger-2006>

Legrand Patrick

Fonds d'archives versé aux Archives nationales

Référence

801AP⁹⁴⁷

Niveau de description

Groupe de cotes

Intitulé

Activités de Patrick Legrand, personnalité de la protection de la nature et de l'environnement.

Dates extrêmes

1971-2012

Noms des principaux producteurs

Patrick Legrand.

Importance matérielle

37 boîtes, 3,70 ml.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales (don en cours de réalisation)

Conditions d'accès

947 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Fonds-d-archives-Patrick-Legrand-1971-2012>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

Conformément aux règles de réutilisation des données publiques régies par la loi n°78-753 du 17 juillet 1978, dite loi CADA.

Modalités d'entrée

Don

Historique de la conservation

Patrick Legrand a conservé ces dossiers chez lui

Évaluation, tris et éliminations

Les doubles ont été détruits. Les publications externes ont été retirées du fonds d'archives.

Mode de classement

Le plan de classement suit le déroulement carrière de Patrick Legrand.

Autres instruments de recherche

Versement 19880071 : Cabinet Huguette Bouchardeau : dossiers des conseillers techniques, 1972-1986

Versement 20080050 : Cabinet Dominique Voynet : dossiers des conseillers techniques, 1995-2001

Versement 217AS : France nature environnement (1851, 1885, 1923-1941 et 1954-2016)

Versement 20180615 : Fonds Serge Antoine, 1948-2006

Versement 20100529 : mission paysage : politique du paysage, programmes d'actions, rapports et projets, 1979-1989

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Présentation du contenu

Ce versement présente les dossiers de Patrick Legrand qui relatent sa carrière depuis 1970 jusqu'à 2013 à savoir

Bureau d'études Eco-Projet, 1971-1983

Cabinet Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement, 1982-1984

Mission du paysage (direction de la protection de la nature, ministère de l'environnement), 1984-1988

Ecole nationale des ponts et chaussées (ENPC)-Centre d'enseignement et de recherche pour la gestion des ressources Naturelles et de l'Environnement (CERGRENE), 1981-1984

INRA/Cellule environnement puis mission environnement société, 1982-2008

France nature environnement (FNE), 1992-1993

Collectif environnement développement international (CEDI)., 1991-2002

Conseil économique et social, 1988-1999

Cabinet Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement., 1999-2000

Commission nationale du débat public (CNDP), 2001-2012

Le Guillou Madeleine

Cote 144J 1-18⁹⁴⁸

Dates extrêmes

1985-2006

Nom du producteur

Madeleine Le Guillou

Présentation du producteur

Madeleine Le Guillou est fondatrice et présidente de l'association Sauvegarde de l'étang des mouettes et de l'environnement au milieu des années 1980. Elle fonde en 1997, et préside depuis cette date, l'Association frontignanaise de défense des contribuables.

L'association 'Sauvegarde de l'étang des mouettes et de l'environnement' a été créée en réaction à un projet d'urbanisation (création de 2500 logements et d'une marina) sur l'étang des Mouettes à Frontignan. L'association s'est opposée par des manifestations, des actions en justice, durant 6 ans jusqu'à obtenir la protection de la zone naturelle et son achat par le conservatoire du littoral. Après cette victoire, l'association change de nom et prend la dénomination d'association 'Frontignan-La Peyrade environnement'. Elle s'intéresse désormais à la protection de l'environnement dans la zone Frontignan-Sète et mène plusieurs actions contre un projet de décharge d'ordures à Frontignan, contre l'installation de grandes surfaces commerciales sur le littoral (espace protégé), contre la non-conformité de l'usine d'incinération d'ordures de Sète...

Historique de la conservation

Archives conservées chez Madeleine Le Guillou jusqu'à leur don aux Archives départementales de l'Hérault.

Présentation du contenu

Le fonds est essentiellement composé de dossiers de presse, mémoires et rapports, pièces de procédure et photographies relatives aux causes environnementales défendues par les deux associations présidées par Madeleine Le Guillou.

Le premier thème concerne le port de Sète et notamment le port de commerce, le port de pêche et les installations portuaires (144 J 1-4).

Le second thème concerne la zone portuaire de Sète-Frontignan et notamment l'extension du port de pêche de Frontignan ainsi que ses équipement annexes (144 J 5-6).

Le dernier thème concerne la protection de l'étang de Thau et des activités conchylicoles (144 J 7-8).

Modalités d'accès

Conditions d'accès immédiate sauf pour les pièces judiciaires (100 ans).

948 Répertoire détaillé http://archives-pierresvives.herault.fr/archive/fonds/FRAD034_000000044/n:%7B%7B34

Malengreau Daniel

1. Identification

1.1 Type d'entité

Personnalité

1.2 Forme autorisée du nom

Daniel Malengreau

1.3 Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1949 -

2.2 Histoire

2.3 Lieux

Domicile privé

Plougastel – Daoulas

2.4 Statut juridique

2.5 Fonctions et activités

Daniel Malengreau adhère en 1971 à Bretagne Vivante – SEPNB. Dès 1975, il collabore comme bénévole à la préparation du rapport de Jean-Yves Lesouéf sur le projet de création d'un centre international de conservation des plantes sauvages, à Brest, rédigé à la demande du ministère de l'environnement.

De 1976 à 1987, il est chargé d'études à la (SEPNB), chargé de la mise en place et de la gestion du Conservatoire botanique de Brest, premier établissement entièrement consacré à la conservation de la flore menacée créé en France et dans le monde.

Puis de 1987 à 2004, il devient le directeur du Syndicat Mixte chargé de la gestion du Conservatoire botanique de Brest

Daniel Malengreau monte le projet de la Fédération des Conservatoires Botaniques Nationaux et en devient le premier président de 2000 à 2004. Puis de 2004 à 2009, il en est le directeur. Daniel Malengreau a fortement œuvré à la structuration du réseau des conservatoires botaniques nationaux (CBN). Son action professionnelle s'achève avec la reconnaissance législative des CBN dans les lois « Grenelle » et avec la mise en place d'une équipe scientifique et technique⁹⁴⁹ chargée de l'expertise nationale dans le domaine de la flore et des habitats naturels.

Daniel Malengreau est actuellement le directeur intérimaire bénévole de Bretagne Vivante – SEPNB, après avoir été administrateur à plusieurs reprises.

949 <http://www.tela-botanica.org/actu/article3146.html>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Mars 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Informations transmises par Daniel Malengreau.

Fonds "Daniel Malengreau".

Création du Conservatoire botanique national de Brest : échanges préliminaires, correspondance entre la SEPNEB, Lesouëf et la mairie de Brest, documents manuscrits, cartes... (1972-1975).

Création d'Océanopolis : Création correspondance et documents de lancement de l'association pour la création d'un aquarium muséum à Brest et de l'association pour la maison de la mer (1980-1990).

Création de la Fédération des conservatoires botaniques nationaux: statuts, correspondance, rapports... (1998-2001).

Archives électroniques : Fédération des conservatoires botaniques nationaux (compte-rendu de réunion et de conseil d'administration, mails..., 2000-2011).

Documentation : collection complète "Penn ar Bed" de Bretagne Vivante-SEPNEB (à partir de 1953).

Documents iconographiques : 3-4 affiches de Bretagne Vivante-SEPNEB.
1972-2011

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 0,06 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez Daniel Malengreau.

Origine

Malengreau, Daniel

Accroissements

Le fonds est clos.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, aux adresses électroniques suivantes joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr

Mansion Dominique

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Personnalité

1.2. Forme autorisée du nom

Dominique Mansion

1.3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1952 - aujourd'hui

2.2. Histoire

Né en 1952 à Chauvigny-du-Perche, Dominique Mansion est un auteur et artiste-plasticien de renommée nationale (dessinateur, sculpteur, peintre, illustrateur botaniste et naturaliste et photographe). Il est également une figure emblématique de la protection de la nature et de l'environnement du Perche Vendômois.

Après avoir fait ses études dans le secondaire à Blois, Dominique Mansion entre à l'École des Beaux-Arts à Tours entre 1972 et 1976 pour être formé dans l'art et non dans les sciences naturelles. Il est ensuite recruté par la société Heuliez dans les Deux-Sèvres comme styliste et *designer* en carrosserie automobile (1976-1978), et obtient entre-temps son diplôme en 1977 avec les félicitations du Jury.

En 1979, Dominique Mansion change de carrière et devient Directeur animateur de « l'Atelier vivant » au centre d'animation municipal de la Zone à urbaniser en priorité (ZUP) de Blois. Il y monte des animations autour de la nature en recrutant des amis des Beaux-Arts à partir de séquences d'animations très précises, puis se laisse à davantage de libertés en faisant intervenir des acteurs et en proposant des jardins éducatifs dans une volonté de transmettre.

Parallèlement à cette activité au large aspect créatif, ses racines percheronnes le rattrapent. Dominique Mansion s'investit alors dans la protection de la nature et de l'environnement dans un contexte de disparition progressive d'une des caractéristiques propres au paysage percheron : la haie.

Ainsi, née en 1980 l'association Perche nature, dans laquelle il fait figure de membre fondateur au même titre notamment que Patrick Chevallier ou François Léger. Son engagement y est total. Dominique Mansion sera même bénévole à temps plein durant un an. Avec Dominique Pilon, le premier permanent de cette association, il réalise en 1982 les dessins et les textes d'une exposition itinérante « le bocage, ses rôles, son avenir ». Cette exposition rencontre un succès important entraînant dans son sillage des conférences (soirées débats sur le bocage avec diaporama), des articles de presse, des animations publiques et scolaires. Elle va par la suite rapidement être sollicitée à travers toute la France et au-delà des frontières parce qu'il n'existe jusque-là aucune exposition abordant ce thème.

En 1983, il sort l'un de ses premiers livres aux éditions Perche nature : « Les oiseaux nicheurs du Perche », avec Alain Perthuis, agent de l'Office national des forêts (ONF). Petit

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

à petit, Dominique Mansion se fait connaître par sa production artistique. Il réalise ses premiers dessins botaniques en participant notamment au catalogue de typologies des stations forestières pour le ministère de l'agriculture vers 1983-1984, puis se voit confier la réalisation entre 1985 et 2008 des illustrations des trois tomes de la « Flore forestière française ». Entre-temps son statut d'artiste est officiellement reconnu avec son affiliation à la Maison des artistes de Paris. Son travail artistique et son engagement à destination de la protection de la nature sont récompensés et reconnus dès 1987 avec l'obtention du Prix de l'environnement décerné par le Conseil général du Loir-et-Cher.

Dans la décennie 1990, Dominique Mansion poursuit sa production artistique. Il réalise notamment les illustrations de « La Mémoire en Plantant » pour Perche nature (1990, avec textes), du deuxième tome de la flore forestière française » (1994), de « l'Atlas de la flore des Hautes-Alpes » pour le Conservatoire botanique alpin (1994) et collabore avec de nombreux éditeurs (Éditions Ouest-France, Actes Sud, Gallimard...). En 1997, Dominique Mansion reçoit le premier prix d'illustration du salon des artistes naturalistes du Muséum national d'histoire naturelle de Paris. Successivement en 1998 et 1999, il expose un certain nombre de ses œuvres au Musée des arts et traditions populaires du Perche et à l'Hôtel de Ville de Tours (exposition « Dessins à la noix et bandes de glands »).

Parallèlement à cette effervescence artistique, il devient salarié du Conservatoire aux espaces naturels de Loir-et-Cher, dans lequel il restera douze ans.

Dominique Mansion poursuit également son engagement en faveur de la protection de la nature et de l'environnement avec la volonté de transmettre ses connaissances. En 1994, il crée ainsi le premier chemin forestier à Boursay intitulé le « chemin botanique ». La même année, il est sollicité par l'organisation du festival international des jardins de Chaumont-sur-Loire pour réaliser des animations, de la formation et pour un projet de jardin d'acclimatation sur la thématique des trognes et de la renaissance du bocage. Faute de temps, Dominique Mansion doit décliner la proposition qui verra finalement le jour au festival de 1999 avec la création du « Jardin des Trognes » dans lequel sont exposées 28 trognes. Remarqué, ce jardin se prolonge l'année suivante à Chaumont-sur-Loire. Depuis, ses recherches sur ces arbres taillés périodiquement pour produire du bois constituent une documentation unique sur le sujet.

En 2000, il fonde la Maison botanique de Boursay, dans l'objectif de transmettre la connaissance de la nature. Dominique Mansion continue à œuvrer pour redorer le blason des trognes. Sur ce thème, il a notamment l'appui du « monde » de l'agroforesterie. En janvier 2001, les trognes présentées au Festival international des jardins de Chaumont-sur-Loire reviennent à Boursay, puis sont remises en place en juin 2002 (avec de nouvelles trognes pour un total de 43) le long d'un nouveau chemin reliant la Maison botanique et le Chemin botanique. Le Chemin des Trognes est alors inauguré en novembre 2002. L'année suivante est créé le Centre européen des Trognes au sein de la Maison botanique dans l'objectif de conduire des actions multiples sur cette thématique. En 2006, Dominique Mansion organise à Vendôme avec la Maison botanique de Boursay le premier colloque européen sur les trognes. Suivent alors pour lui de nombreuses autres actions en faveur des trognes et de la mise en valeur de la nature (réalisation en 2007 d'une exposition à Asnières-sur-Seine, conférence Angleterre à l'invitation du *Wood Land Trust* en 2007, parrainage d'une plantation de haie champêtre pour le lycée agricole de Bourges en 2008, exposition « Trognes menhirs vivant » au sein du Parc naturel régional du Perche en 2009,

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

conférences notamment dans l'Orne et en Espagne en 2010, exposition « Mansion Nature » à la médiathèque d'Issoudun en 2011, expositions et conférences à Marciac en 2011 et 2012, exposition « Têtard et têteaux, arbres paysans aux mille usages » à l'Écomusée de la Brenne au Blanc en 2012, exposition « Biennale de l'arbre » à Blois en 2016, formations au plessage en 2017 et 2018, organisation du deuxième colloque européen sur les Trognés à Sare dans le Pays-Basque en 2018...)

Aujourd'hui retraité, cet homme poursuit son action en faveur de la nature et des trognés, par la transmission de ses connaissances et par ses créations et ses œuvres d'art.

2.3. Lieu

Boursay (Loir-et-Cher).

2.4. Statuts juridiques

Droit privé.

2.5. Fonctions et activités

Dominique Mansion s'engage auprès de deux activités, intimement liées.

Son activité artistique couvre un vaste champ qui va du dessin naturaliste et botanique rigoureux à des réalisations abstraites, de recherches à la photocopieuse sur la disparition et la transformation de l'image et du message au détournement et à la création d'ustensiles culinaires, de la récupération et de l'installation d'arbres détruits (trognés) issus du bocage en voie d'effacement à des interventions sur le terrain et à des expositions pour promouvoir leur création dans les paysages ruraux et urbains, et de photos témoin de trognés.

Son engagement militant et naturaliste est orienté vers la préservation de l'environnement et de la biodiversité au cœur d'une création qui ne cherche pas à s'installer dans un style particulier et qui s'est toujours méfiée des cadres institutionnels. Notamment défenseur des trognés et du paysage percheron, il milite à sa manière par la transmission de son savoir, par la volonté de créer des dynamiques (création de Perche nature et de la Maison botanique), et par ses dessins botaniques et autres œuvres artistiques (dont, trois tomes de la « flore forestière française » et la publication annuelle depuis 2002 d'un « agenda nature » aux éditions Ouest-France).

Synthèse des activités de Dominique Mansion :

Carrière professionnelle (actuellement retraité) :

- Directeur animateur de « l'Atelier vivant » au centre d'animation municipal de la ZUP de Blois.
- Salarié du Conservatoire aux espaces naturels (CEN) de Loir-et-Cher pendant douze années.

Carrière artistique :

- Artiste-plasticien affilié à la Maison des artistes depuis 1984 (dessinateur, sculpteur, peintre, illustrateur botaniste et naturaliste, photographe)
- Auteur

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Monde associatif :

- Vice-président et fondateur de la « Maison botanique – Atelier vivant » à Boursay
- Fondateur de l'association « Perche nature »

Bibliographie partielle de Dominique Mansion ⁹⁵⁰:

- « Les Oiseaux nicheurs du Perche en Loir-et-Cher », *illustrateur*, Perche nature, 1983.
- « Flore forestière française t. 1 plaines et collines », *ill.*, IDF, 1989.
- « La mémoire en plantant », *texte et ill.*, Perche nature, 1990.
- « Flore forestière française t. 2 Montagnes », *ill.*, IDF, 1993.
- « Atlas de la flore des Hautes-Alpes », *ill.*, Conservatoire botanique alpin, 1994.
- « La forêt de Rambouillet », *ill.*, éditions Ouest-France, 1996.
- « Île de Batz », *ill.*, Actes Sud, 1997.
- « Les insectes », *ill.*, Millepages, 1998.
- « Les mésaventures du petit mouton », *ill.*, Gallimard, 1998.
- « Les jardins du Rayol », *ill.*, Actes Sud, 1999.
- « Le sapin », *ill.*, Actes Sud, 2000.
- « Agenda Nature 2002 », *ill.*, éditions Ouest-France, 2002.
- « Agenda Nature 2003 », *ill. et texte*, éditions Ouest-France, 2003.
- « Tisanes et vieux remèdes », *ill.*, Éditions Ouest-France, 2004.
- « Les Mots du mois », *ill.*, Donner à voir, 2005.
- « Atlas des plantes rares ou protégées des Hautes-Alpes », *ill.*, Naturalia-SAPN, 2006.
- « Flore forestière française t. 3 Méditerranée », *ill.*, IDF, 2008.
- « Petit atlas des plantes de bord de mer », *ill.*, Delachaux Niestlé, 2009.
- « Les trognes, l'arbre paysan aux mille usages », *texte et ill.*, éditions Ouest-France, 2010.
- « 12 mois pour jardinier bio », *ill.*, éditions Ouest-France, 2011.
- « Cette nature secrète qui nous entoure », *texte et ill.*, éditions Ouest-France, 2013.
- « Guide des arbres et arbustes du bocage costarmoricain », *ill.*, « Conseil Général des Côtes d'Armor », 2014.
- « Petit guide du trogneur », *texte et ill.*, collectif d'associations, 2018.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées et types de relations

Dans le cadre de sa carrière professionnelle (actuellement retraité) :

⁹⁵⁰ Dans le référencement de la BNF (data.bnf.fr), Dominique Mansion est auteur de 8 ouvrages et illustrateur de 64 ouvrages.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- Mairie de Blois (Directeur animateur de « l'Atelier vivant » au centre d'animation municipal de la ZUP de Blois).
- Conservatoire aux espaces naturels (CEN) de Loir-et-Cher (salarié pendant douze années).

Dans le cadre de sa carrière artistique :

- La Maison des artistes (affilié depuis 1984).
- Collectivités, musées, parcs naturels régionaux (notamment pour les expositions).
- Associations.
- Éditeurs (dont éditions Ouest-France, Actes Sud, Gallimard).
- Artistes et auteurs.

Dans le cadre de son engagement militant en faveur de la protection de la nature et de l'environnement

- La « Maison botanique – Atelier vivant » à Boursay (administrateur, fondateur)
- «Perche nature» (fondateur, bénévole, auteur et illustrateur)
- Commune de Boursay (sentiers pédagogiques)

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution Novembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s) Français.

4.8. Sources Dominique Mansion.

Présentation du contenu conservé par Dominique Mansion :

- **Papiers personnels :**

Archives administratives relatives au travail de Dominique Mansion (décennie 1980 – 2018) (0,80 ml) : comptes, contrats avec les éditeurs, devis.

- **Papiers de fonctions**

Engagement à titre individuel en faveur de la protection de la nature – Fonds relatifs aux actions nature :

Fonds Trognès (6,0 ml) : Notes et travail de recherche, diapositives classées par localités, documentation (dont études), carte postale ;

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Articles rédigés par Dominique Mansion relatif à la connaissance de la nature (notamment sur la transplantation de haies dans « Le courrier de la nature » et « Combat nature ») ;

Diapositives « nature et environnement » classées dans des classeurs par thème ou sujet (dont, oiseaux, poiriers, habitats et paysages locaux, plessage) (3,50 ml).

Activité au sein de l'association «Perche nature» - Fonds « Perche nature » (1980 - début de la décennie 1990) (0,5 ml) :

Création et vie statutaire de « Perche nature », dont. - Projet des premiers statuts : brouillons et notes (1980) ; Conseils d'Administration : cahiers de notes de séances, feuilles de présence, ordres du jour ;

Courriers ;

Activités et fonctionnements.- Actions entreprises dans la décennie 1980 (dont plantations de haies et dossier habitat) ;

Publications de Perche nature. - Feuilles de liaisons ; bulletins : dessins réalisés par Dominique Mansion, maquettes ; esquisses d'autocollants ; publications diverses (dont « Oiseaux nicheurs du Perche », « La mémoire en plantant », prospectus et brochures) ; bons de commande ;

Documentation. - Coupures de presse.

Activité au sein de la Maison botanique de Boursay :

Dont diapositives et dossier d'inauguration.

Carrière professionnelle :

Animateur à la ZUP (quartiers nord) de Blois : animations arts et nature.

• Œuvres

Œuvres d'art n'ayant aucun lien particulier avec la nature (décennie 1970 – 2018) (volume non estimé) : peintures abstraites, sculptures, détournements d'objets ;

Dessins, aquarelles et croquis. - Aquarelles classées par thème ou sujet (principalement relatives à la flore) conservées dans cartonniers à dessins (environ 5 ml) ; Fonds d'aquarelles sur la faune et la flore classées dans des classeurs par sujet (dont originaux d'ouvrages) (1,20 ml) ; dessins au trait (0,80 ml) ; carnets de croquis ; dessins publiés et illustrations diverses ;

Publication de la « Flore forestière française ». - Dossiers de travail (vers 1985) : courriers, contacts, listes de plantes, dessins originaux, croquis de terrain (environ 0,5 ml), documents préparatoires ;

Créations, expositions dont : chemin botanique (avec réactualisation), chemin des trognes, Jardin des Trognes du Festival international des jardins de Chaumont-sur-Loire, jardin médiéval de la Commanderie d'Arville (2001), exposition « Mansion Nature » à la

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

médiathèque d'Issoudun (2011), exposition à Selommes « le jardin et son cadre », Perche nature ;

Expositions, préparations et rétrospectives (dont Chapelle Saint-Jacques à Vendôme en 2000, Hôtel de Ville de Tours en 1999, Maison du Loir-et-Cher) (environ 2,0 ml) : photographies, catalogues ;

Expositions, créations. - Panneaux, réalisations diverses ;

Travail sur la « disparition de l'image » (avec exposition).

• Varia

Bibliothèque principalement composée d'ouvrages naturalistes avec une prédominance botaniste (environ 13 ml) ;

Documentation diverse rassemblée ou produite par Dominique Mansion (dont sur le plessage et le bouturage) (0,80 ml) ;

Cassettes relatives aux interviews, colloques, entretiens à la radio et la télévision de Dominique Mansion ;

Coupures de presse relatives aux interventions, conférences, articles, expositions, films, et animations pour la Maison botanique de Boursay (1973-2018) (1,0 ml) ;

Fonds Marcel Mansion⁹⁵¹ (vers 1925 – décennie 1950) (0,10 ml) : carnets de dessins, courriers.

Herbier de M. Pousset (pharmacien et ancien Maire de Mondoubleau) sur la flore du canton de Mondoubleau (début XX^e siècle) (9 volumes) ;

Herbier de M. Richard⁹⁵².

Dates extrêmes

1925 - 2018

Métrage linéaire conservé

Environ 53,5 ml⁹⁵³

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné. Il comprend un fonds photographique (70 000 photographies) principalement sur les trognes, similaire au fonds diapositive conservé.

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

⁹⁵¹ *Enseignant et botaniste amateur. Son fonds d'archives se trouve à la Maison botanique de Boursay et il est composé des éléments suivants :*

Fonds M. Richard (vers 1934-1970) (0,20 ml) : notes d'ouvrages, dépouillements de flores (dont carnet), recherches sur la végétation de l'Adour, note d'un colloque de 1959, courriers, bulletins « le Monde des Plantes » (1934-1950) et feuille d'information de « Science et Nature » (association des Amis du Muséum d'Histoire naturelle) (1958-1970).

⁹⁵² *Il s'agit du père de Dominique Mansion.*

⁹⁵³ *Calcul somme toute relatif en raison du nombre conséquent d'œuvres d'art réalisées ne pouvant pas toujours être pris en considération dans le comptage dudit volume.*

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Très bon état de conservation dans un environnement sain. Les dessins et aquarelles sont notamment conservés dans des cartonniers adaptés à leur bonne conservation. La masse la plus importante des archives est conservée soit dans des classeurs identifiés ou dans des boîtes archives également identifiées.

Classement selon les activités de Dominique Mansion ou selon le format des documents.

Localisation physique

Au domicile de Dominique Mansion à Boursay (Loir-et-Cher)

Modalités d'accès

Sur demande :

Tél. : 02 54 80 94 75

Courriel : dominique.mansion@orange.fr

Marrou Jean

Cotes

20080261/1-20080261/6⁹⁵⁴

Date

1954-1998

Nom du producteur

Marrou, Jean

Importance matérielle et support

6 articles (20080261/1-6) ; 1 mètre linéaire.

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

Conditions d'accès

Libre selon les modalités en vigueur aux Archives nationales.

Conditions d'utilisation

Libre selon les modalités en vigueur aux Archives nationales.

Présentation du contenu

20080261/1-20080261/6 : archives de Jean Marrou directeur de recherches à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA).

20080261/1. Travaux sur les semences. 1954-1995.

20080261/2. Travaux sur les variétés végétales. 1988-1998.

20080261/3. Travaux sur les variétés à usage industriel. 1989-1994.

20080261/4-5. Organismes génétiquement modifiés (OGM). 1990-1998.

20080261/6. Documentation. 1977-1996.

L'intérêt du présent fonds réside en particulier dans les nombreuses notes manuscrites qui le composent et permettent d'éclairer la genèse des documents officiels élaborés par les différentes instances auxquelles a pris part Jean Marrou, spécialement le comité technique permanent de la sélection des plantes cultivées (CTPS).

Ces documents complètent les archives publiques de l'INRA, dont ils peuvent permettre de combler d'éventuelles lacunes pour la période des années 80 et 90.

Langue des documents

Français

954 Répertoire détaillé https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/IR/FRAN_IR_056288

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales de France

Historique du producteur

Après des études secondaires à Lyon au lycée Ampère puis à Sceaux au lycée Lakanal, Jean Marrou intègre l'École nationale d'Horticulture de Versailles (Yvelines). En 1956 il est recruté par le Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes (CTIFL) dans l'équipe des ingénieurs de recherche et de développement en poste au centre de l'Institut national pour la recherche agronomique (INRA) à Versailles (Yvelines).

Il intègre par la suite l'INRA en tant qu'agent scientifique (1957-1961), chargé de recherches (1961-1967) puis directeur de recherches (1967-1996). Ses activités de chercheur et ses travaux de laboratoire l'amène également à être nommé directeur de la station pathologie végétale du centre d'Avignon (1968), puis administrateur du Centre de recherche agronomiques du Sud-Est (1975).

Jean Marrou termine sa carrière en tant que conseiller technique au ministère de l'Agriculture d'abord à la direction de la production et des échanges (1988-1996) puis à la direction générale de l'alimentation (1996-1997).

Entrée et conservation

Modalités d'entrée

Don de madame Paule Marrou, 2004.

Sources complémentaires

Les Archives nationales conservent des archives relatives à l'Institut de recherche agronomique ainsi que des archives de certains de ses membres :

- Versement 20040010 : archives de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA).

- Versement 19910063 : archives de Pierre Grison.

- Versement 20040395 : archives personnelles de Denis Poupardin.

Sur l'opération Archorales, on se reportera aux versements suivants :

Versement 20040010/1- 2004010/451 : enquête orale réalisée par Denis Poupardin et Bernard Desbrosses auprès de scientifiques, ingénieurs, techniciens et administratifs de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) : bandes sonores d'enregistrement des entretiens, 1995-2003.

Menu Jean-Claude

Versement 106 J 1-156⁹⁵⁵

Fonds Jean-Claude Menu

1925-2000

Présentation du contenu

Documentation, correspondance, comptabilité, etc. Association rochelaise de pêche à la vapeur (ARPV) : procès-verbaux de réunions, assemblées générales, registres de présence ; Syndicat des armateurs : procès-verbaux de réunions, assemblées générales, correspondance avec le milieu politique et administratif, correspondance générale, statistiques, réunion franco-espagnole, relations avec d'autres syndicats d'armateurs, relations avec la presse ; missions et études : déplacements (Saint-Pierre et Miquelon, Louisiane, Algérie, Égypte ...) ; documentation.

Historique du producteur

Monsieur Jean-Claude Menu est né à Paris où il a suivi des études de Sciences politiques, et obtenu une licence en droit maritime. Il a exercé de très nombreuses fonctions dans le domaine maritime, nautique et sportif. Il a été en outre vice-président depuis 1955 et président depuis 1968 du Syndicat des armateurs à la pêche de La Rochelle, et administrateur de l'institut scientifique et technique des pêches maritimes de 1972 à 1984.

Modalités d'entrée

Don, 15 juin 2000

Conditions d'accès

La consultation est soumise par assimilation aux lois et règlements en vigueur pour les archives publiques.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents se fait selon les modalités matérielles en vigueur aux Archives départementales de la Charente-Maritime.

Autre(s) instrument(s) de recherche

Répertoire numérique détaillé.

Bibliographie

Menu (Jean-Claude) - La Rochelle : deux nouveaux ports, deux destins. Quelques réflexions sur la naissance et le destin du port de plaisance des Minimes et du port de pêche de Chef-de-Baie /par Jean-Claude Menu. Ports/La Rochelle/port des Minimes/navigation de plaisance/pêche maritime/XIXe-XXe siècles P. F. 3742

955 Répertoire détaillé

http://www.archinoe.fr/cache/archives_d_origine_privee_entrees_par_voie_d_achat_dont_legs_ou_depot_sauf_documents_figures_sonores_et_audiovisuels_serie_j_fonds_prives_106j.pdf

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Description physique

5,60 ml

Lieu de conservation

Archives départementales de la Charente-Maritime

Nicol Jean-Pierre

Cote 101J 1-17⁹⁵⁶

Intitulé

Jean-Pierre Nicol, activités au sein d'associations d'histoire locale et de défense de l'environnement sur Mandres, Marolles et l'Est parisien : Les Amis de Mandres, Agir ensemble à Marolles, Est-environnement, Pour la connaissance du Val d'Yerres, Marolles autrement.

dates extrêmes

1933-2010

description matérielle

1,40 ml. 14 boîtes type Cauchard

Producteur

Nicol Jean-Pierre

Présentation du fonds

101J 1-3, 18-20: Les Amis de Mandres-les-Roses, 1948-2012

101J 4: Pour la connaissance du Val d'Yerres, statuts, fonctionnement, activités : comptes-rendus de réunions, maquette, liste des membres, liste des collaborateurs, textes, sommaire, correspondance, 1983-1986

101J 5-9: Est-Environnement, 1961-1988

101J 10-11: Participation aux élections municipales de Marolles-en-Brie de 1983 et 1989. - Association Marolles autrement (1983), Agir ensemble à Marolles (1989-1999).

101J 12: Participation de Jean-Pierre Nicol à la vie locale de Mandres-les-Roses, élections, conseils municipaux : comptes-rendus de réunion, correspondance, tracts, documentation, bulletins municipaux, 1965-2008

101J 13: Participation de Jean-Pierre Nicol à la rédaction d'un rapport sur le SDAURIF (schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France) : carnet de notes (1979-1980), rapports de Jean-Marie Poirier au district de la région parisienne (1974-1976).

101J 14-16: Dossiers documentaires et notes de dépouillement pour la rédaction de textes et d'études, de conférences d'histoire locale sur la Brie, l'Yerres, les communes de Seine-et-Marne, Val-de-Marne, et Essonne : textes manuscrits, textes tapuscrits, photographies, documentation, dessins, recensement de cotes d'archives, bibliographie, photocopies de publications, 1942-1999

956 Répertoire détaillé http://archives.valdemarne.fr/arkotheque/inventaires/ead_ir_consult2.php?ref=FRAD094_000602

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

101J 17: Écrits de Georges Huré, études historiques et géographiques, nouvelles, poèmes : cahiers de notes, plans, dessins, cahiers contenant cartes aquarellés, dessins, cartes postales, coupures de presse, documentation, 1933-1969

Conditions d'utilisation

Le donateur donne une autorisation permanente et générale de communication de ces documents selon la législation et la réglementation archivistique en vigueur. Les opérations de reproduction et de publication sollicitées par les tiers s'entendent sans restriction. Deux intentions de don ont été signées en 1998 et en 2012.

Type de documents

brochure • correspondance • coupure de presse • document figure • documentation • photographie • plan • presse institutionnelle

Lieu de conservation : Archives départementales du Val-de-Marne

Nicoulaud Louis-Robert

Historique du producteur

Louis-Robert Nicoulaud est né le 13 novembre 1913 à Orléans. Diplômé de l'École nationale des arts et métiers de Châlons-sur-Marne, il devient ingénieur pour la Compagnie de chemin de fer du Paris-Orléans devenue par la suite la Société nationale des chemins de fer (SNCF). Il épouse Paulette Cosson avec laquelle il aura un fils prénommé Claude. Très impliqué dans le tissu associatif local et dans la vie de son quartier, Robert Nicoulaud décède le 9 février 1996.

Durant la seconde guerre mondiale, il participe à la campagne de France. Démobilisé en juillet 1940, il rejoint d'abord la région parisienne où il habitait avant guerre. Mais dès 1943-1944, il s'installe provisoirement à Bordeaux puis à Mérignac en Gironde. En 1948, il devient chef de dépôt SNCF à Worth en Allemagne où il participe au rétablissement du réseau ferroviaire.

De retour à Orléans, il participe à la fondation, en 1951, du Centre Culturel d'Orléans – Maison des jeunes et de la culture d'Orléans (CCO). Il s'agit sans doute de la première du genre en région Centre. Pour recevoir les jeunes, Robert Nicoulaud fait installer au 213bis, rue des Murlins un baraquement servant initialement à loger les sinistrés de la Seconde Guerre mondiale. Ultérieurement, il fait construire sa maison devant le CCO. Jusqu'à la dissolution du CCO en 1968, il se bat pour l'accès de la jeunesse à la culture populaire et laïque. Il sera ainsi actif au sein de la Fédération départementale des Maisons de jeunes et de la culture du Loiret ainsi que de la Fédération régionale. Lorsque la gestion des MJC locales est reprise par la municipalité d'Orléans, il semble s'éloigner de ce mouvement. Malgré de nombreux déménagements dus à son activité professionnelle, Robert Nicoulaud reste fondamentalement attaché à la ville qui l'a vu naître. Avec Paulette, son épouse, il multiplie les engagements associatifs. Entre autres, il est sociétaire de l'Automobile-club de France de la région parisienne en 1964. Il est membre de la Société des anciens élèves de l'école nationale des Arts-et-Métiers, du Cercle Péguy, de l'Association pour la protection du site du Loiret, de l'Association pour la protection de l'environnement et de la qualité de la vie (APEAO), de l'Association populaire d'art et de culture (APAC).

Sur le plan politique, il participe en 1977 aux élections municipales sur la liste d'Union pour la démocratie municipale et le renouveau d'Orléans, menée par Michel de La Fournière. Au début des années 1980, il adhère au parti politique naissant Les Verts.

La fibre sociale de Robert Nicoulaud est l'un des traits les plus marquants de sa personnalité. Dans un premier temps, c'est son intérêt pour la jeunesse qui en témoigne. Durant les années 1970, c'est la naissance d'une entreprise familiale qui en apporte une nouvelle preuve. Les Tricots Nicou ont pour but de fournir du travail à des femmes au foyer et ainsi leur apporter un complément de revenus. L'entreprise se porte d'ailleurs très bien puisqu'elle expédie jusque sur la Côte d'Azur.

Sur le plan intellectuel, on notera que Robert Nicoulaud adhérait à la revue Esprit à laquelle il a peut-être d'ailleurs collaboré via des groupes de travail.

En 2010, 213bis rue des Murlins, la plaque signalant l'entrée du CCO existe toujours à l'entrée de la propriété. L'ancienne Maison de jeunes et de la culture est désormais utilisée comme garage par Claude Nicoulaud, devenu propriétaire de la maison de ses parents.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Historique de la conservation

L'ensemble des documents était conservé 213bis rue des Murlins, d'abord dans la maison de Robert Nicoulaud puis dans le grenier de l'ancien Centre Culturel d'Orléans. Une partie des documents a été empruntée par Laurent Besse et entreposée à son domicile à l'occasion des recherches effectuées dans le cadre de sa thèse. L'ensemble des dossiers a souffert avant tout de l'humidité et de la poussière. Ils ne présentaient pas de dégradations physiques importantes.

Suite au signalement par Laurent Besse, les archives de Louis-Robert Nicoulaud ont été données par son fils Claude Nicoulaud aux Archives municipales d'Orléans en janvier 2009.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Les archives sont d'un grand intérêt pour l'histoire du Centre Culturel d'Orléans - Maison de jeunes et de la culture d'Orléans (CCO). Qu'il s'agisse des dossiers de fonctionnement ou d'activités de l'association, le fonds présente un intérêt exceptionnel d'autant plus qu'il couvre les débuts de la MJC en 1951 jusqu'au milieu des années 1970 : statuts, comptes rendus de réunion (assemblées générales, conseil d'administration, bureau), rapports annuels du directeur, liste des adhérents, correspondance, comptabilité, documents concernant les adhérents, brochures, coupures de presse, photographies, notes, enquêtes et rapports concernant différentes activités de la MJC, etc.

Par ailleurs, le fonds renferme des documents concernant d'autres MJC comme la MJC des Blossières (1971-1975) ou l'Association orléanaise des MJC (1964-1974), ainsi que les actions de Louis Nicoulaud au sein de la Fédération départementale des MJC du Loiret (1967-1971) et la Fédération régionale des Maisons de Jeunes et de la Culture de l'académie d'Orléans (1970-1971).

Enfin, le fonds comporte quelques pièces sur l'Université populaire d'Orléans (1950-1954), le Comité des jeunes d'Orléans (1960-1961), la Ligue des droits de l'Homme (1960-1963), la Fédération des œuvres laïques du Loiret (FOL) (1962-1964, 1967-1968), l'Association populaire d'art et de culture à Orléans (APAC) (1963), l'Union régionale des œuvres privées sanitaires et sociales (1964), le Sporting-Orléanais (1967), l'Amicale des directeurs semi-permanents (1968), les foyers de jeunes travailleurs à Orléans (1959-1960).

Auteur de la notice

Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire (PAJEP), Archives départementales du Val-de-Marne

Date de la notice

Dernière mise à jour 11/01/2019

Localisation du fonds du producteur

Archives municipales d'Orléans

Nicoulaud Robert, 24S

Don en 2009. Archives privées. Communication selon les délais en vigueur.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Instrument de recherche : répertoire numérique.

Importance matérielle : 32 articles (cotes concernant ses activités associatives 24S 3 à 24), 2,20 mètres linéaire.

Dates extrêmes : 1931-1984

Pêcherat René

Fonds René Pêcherat, 104 J

Histoire - Biographie

René Pécherat (1922-2016) naquit à Sainte-Lizaigne et passa une partie de son enfance au Blanc. Instituteur à Buzançais, puis à Châteauroux, il entra dans la Résistance durant la Seconde Guerre mondiale. Ses centres d'intérêt furent multiples : patrimoine, environnement, photographie. Il devint ainsi, après sa retraite, le photographe des Archives départementales de l'Indre. Militant de la protection de la nature et de l'environnement, il créa en 1969 la Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans l'Indre SEPANI (aujourd'hui, Indre Nature ⁹⁵⁷) et devint son premier Président. Il fut également à l'origine de la création du parc naturel régional (PNR) de la Brenne. Ardent défenseur des sites géologiques, préhistoriques et archéologiques et amoureux du patrimoine, il occupa trente-six années durant la présidence de l'Académie du Centre.

Modalités d'entrée

Don

Conditions d'accès

Non communicable. Fonds en cours de classement

Conditions d'utilisation

Libre sous réserve de leur état de conservation et de leur format.

Lieu de conservation

Archives départementales de l'Indre

957 Voir inventaire d'archives d'Indre Nature

Pélagio Norbert

Archives privés de Norbert Pélagio, 1980-2003

Sous-série 67 J⁹⁵⁸

Dans le cadre de l'association Asse-Rancure, qu'il avait créée en 1983 et dont il était président, Norbert Pélagio a milité contre un barrage EDF sur l'Asse et pour la défense de la pêche, en particulier du poisson appelé apron. Dans les années 1998 il s'est élevé contre un projet d'installation d'élevage de poules à Valensole. Ses archives sont les témoignages de ses combats : réglementation, rapports, pétitions, procès, correspondance, coupures de presse.

Nombre d'articles : 21

Métrage linéaire : 2 ml

Lieu de conservation : Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence

Philippon Guy

Cote : FR-FEP-3AMPHI

Nom du fonds : Guy PHILIPPON

Dates extrêmes : [1970] - 2010

Description physique : papier

Importance matérielle : 70 éléments

Langue : Français

Producteur : Guy Philippon est né dans la Creuse en 1927. Il était professeur agrégé de mathématiques à la retraite et est décédé en 2018. Il adhère au Syndicat national des enseignements de second degré (SNES) jusqu'en 1980 puis au Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN). Il est membre du Parti socialiste unifié (PSU) dès sa création en 1960. Fervent opposant à la colonisation et partisan de l'indépendance algérienne, il a également participé au mouvement social de Mai 68, aux mouvements écologiques des années 70-80 et a soutenu la lutte pour l'autogestion des ouvriers horlogers de LIP.

Après la dissolution du PSU, le 7 avril 1990, il rejoint comme un grand nombre d'anciens militants du PSU les rangs de l'Alternative rouge et verte (AREV) créée en décembre 1989. Lors des élections municipales de 1995, Guy Philippon est élu au conseil municipal du 20^e arrondissement dirigé par l'élu socialiste Michel Charzat. Le 20^e est alors le premier arrondissement parisien à élire une majorité de gauche alors que Paris est dirigé par la droite depuis le rétablissement de la fonction de Maire de Paris en 1977. En 1998, Guy adhère au parti Les Verts puis à Europe-Écologie - Les Verts (EELV) en 2010 où il continue de militer activement. D'abord militant dans le 9^e puis le 19^e et enfin le 20^e, Guy a animé pendant de nombreuses années la section 20^e du PSU puis des Verts. En 2002, alors qu'il est secrétaire du groupe Les Verts 20^e, Françoise Galand crée le 25 janvier 2002 les salons de la teinturerie, devenu « Les Vendredis de la Teinturerie » qu'il organise et anime dans le local des Verts 20^e. Il s'agit d'une réunion d'échange sur un sujet d'actualité où se côtoie adhérents du parti et non adhérents.

Présentation du contenu : Affiches provenant du PSU ainsi que de divers mouvements écologistes et du parti EELV anciennement Les Verts. Plusieurs thématiques sont abordées : nucléaire, transport, élections.

Autre instrument de recherche : Fonds Guy Philippon, [1970]-2010, inventaire numérique détaillé, Amandine Payement, Fondation de l'écologie politique, 2016.

Liens : Guy Philippon Mon PSU, dialogue avec Stéphane Sitbon-Gomez, Les Petits matins, 2013.

Pierre Duquesne, « Guy Philippon, infatigable apôtre de l'autogestion », L'Humanité, lundi 22 juillet 2013,

[<http://www.humanite.fr/politique/guy-philipponinfatigable-apotre-de-l-autogestion-546278>].

Date de création de description : 2 mars 2016

Date de dernière modification de la description : 15 mars 2016

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Type : Iconographie (affiches)

Historique de la conservation : Le fonds a été donné à la FEP suite au déménagement de son propriétaire pour conservation et valorisation.

Modalités d'entrée : Don – convention du 26 février 2016 –

Versement n° 03/16

N° d'entrée FEP06

Statut juridique : privé.

Lieu de conservation : Fondation de l'écologie politique

Conditions de consultation : libre dans le respect de la législation sur les archives, des droits d'auteurs et dans le respect de la vie privée

Contact : Meixin Tambay

m.tambay@fondationecolo.org ou archives@fondationecolo.org

Pouey-Mounou Louis

Versement 2 Z 109⁹⁵⁹

Producteur famille Pouey-Mounou

Don d'archives

Présentation du fonds

Les dossiers ont été conditionnés dans 6 boîtes. Elles couvrent à la fois la carrière politique et l'engagement associatif de Louis-Pouey-Mounou dont notamment le projet de la coulée verte. L'ensemble est accessible à tous les chercheurs.

Nombre d'articles : 6

Métrage linéaire : 0,60 ml

Dates extrêmes : 1969-1999

Lieu de conservation : Archives municipales de Fontenay-aux-Roses

Communicabilité : Librement communicable

Poupardin Denis

Versement 20040395⁹⁶⁰

Don Denis Poupardin

Introduction

Ces documents, qui sont principalement des publications, ont été donnés aux Archives nationales (Centre des archives contemporaines) par Denis Poupardin, directeur de recherche à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), en même temps qu'il a versé les témoignages recueillis auprès de ses collègues de l'INRA dans le cadre de l'enquête Archorales menée entre 1995 et 2004.

Sur l'opération Archorales, on se reportera aux versements suivants :

- 20040010 art. 1-451 : enquête orale réalisée par Denis Poupardin et Bernard Desbrosses auprès de scientifiques, ingénieurs, techniciens et administratifs de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) : bandes sonores d'enregistrement des entretiens, 1995-2003
- 20040179 art. 1-11 : enquête orale réalisée par Denis Poupardin et Bernard Desbrosses auprès de scientifiques, ingénieurs, techniciens et administratifs de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) : dossiers individuels sur les interviewés et dossiers relatifs à l'opération Archorales, 1995-2004

Denis Poupardin a également versé sous les cotes 20040394, art. 1-3 des documents rassemblés pour une enquête du Groupe d'étude et de recherche en économie forestière (GEREF) sur les groupements forestiers (1969-1990).

Sommaire

Art 1 : Eléments biographiques, 1965-2004

Art 2 : Publications sur les forêts, 1977-2004

Nombre d'articles : 2

Métrage linéaire : 1 ml

Conditions d'accès

Communicable selon les articles L. 213-1 à 213-8 du Code du patrimoine, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Conditions d'utilisation

⁹⁶⁰ Répertoire détaillé https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detail-fonds-Denis-Poupardin-1965_2004

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Reproduction et réutilisation selon le règlement de la salle de consultation en vigueur aux Archives nationales.

Lieu de conservation : Archives nationales

Raffin Jean-Pierre

Référence

20190492

Niveau de description

Fonds

Intitulé

Fonds numérique : entretien de Jean-Pierre Raffin, président d'honneur de France nature environnement

Dates extrêmes

26 septembre 2016 – 16 novembre 2016

Noms des principaux producteurs

Ministère de Transition écologique et solidaire, Comité d'histoire

Importance matérielle

26,4 Mo

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. L.213-1 à L.213-7. Voir contrat de confidentialité

Conditions de réutilisation

Non librement réutilisable.

Sources complémentaires

217AS : Activités de France nature environnement (1941-2003)

Modalités d'entrée

Versement

Historique de la conservation

Créé en 1995, le **Comité d'histoire ministériel** a pour mission de maintenir vivante la mémoire et de se consacrer à l'étude et à la recherche nécessaire pour assurer la conservation, l'enrichissement et la valorisation de son patrimoine. Il développe des activités dans les domaines concernant aujourd'hui les champs de compétences des ministères dont il dépend : transition écologique et solidaire (environnement, prévention des risques, des transports et de la mer) et cohésion des territoires (urbanisme, logement, aménagement).

Jean-Pierre Raffin, né le 1er avril 1937 à Boulogne-Billancourt (Seine), est une personnalité française de la protection de l'environnement. Licencié ès sciences naturelles, il est docteur de 3e cycle en histologie et cytologie comparées et docteur d'État ès sciences naturelles. Avant sa retraite en 2002, il occupa différentes fonctions à la faculté des sciences de Paris puis à l'université Paris VII-Denis-Diderot. Il débute comme enseignant chercheur en 1963 comme moniteur de travaux pratiques de zoologie (invertébrés et vertébrés) il créa l'enseignement de l'écologie en 1970 avec François Ramade. Il devient ensuite maître-assistant en écologie à partir de 1973 puis maître de conférences en écologie dès 1985. Depuis 1984, il est cofondateur et coresponsable de la filière Connaissance, Gestion et Aménagement des Espaces Naturels et humanisés (CGEN) puis du département, du DESU et du DESS "Espace et milieux" de l'université Paris VII-Denis-Diderot (de 1996 à 1997) et enfin responsable du DESS "Espace et

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

milieux" (de 2000 à 2002). Engagé dans la défense du parc national de la Vanoise, il s'engage à France Nature Environnement, dont il sera président et dont il est maintenant président d'honneur. Il est à l'origine du choix du logo du hérisson. Il a occupé de nombreuses fonctions dans des instances en rapport avec l'environnement. Il a été membre du Conseil national de protection de la nature et de son comité permanent (de 1977 à 1989), membre puis responsable du Groupe Ours (entre 1983 et 1990), puis membre du Haut Comité à l'Environnement (de 1982 à 1986), président de sa commission "Environnement et équilibre des espèces et des milieux, membre des Conseils d'administration du parc national des Écrins (de 1978 à 1989 puis de 1995 à 1997) et du Parc national des Pyrénées (de 1989 à 1995). Ensuite, il est membre puis président (de 2002 à 2006) du Conseil scientifique du Parc national des Ecrins, Président du Collège des Pts de Conseils scientifiques de Parcs nationaux (en 2005 et 2006), membre de l'UICN. SSC Bear Specialist Group (de 1991 à 2002). Catholique, il est membre de la Commission "Sauvegarde et gérance de la création" de Pax Christi depuis 1991, devenue Antenne d'Environnement & modes de vie " Pax Christi – Commission sociale des évêques de France en 2002, vice-président de cette antenne depuis 2002, membre du comité de sélection Eole 2005 (de 1996 à 1997), membre du cabinet du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (de 1997 à 1999), membre du Conseil Environnement d'EDF (depuis 1998), membre de la Commission du génie biomoléculaire (de 2000 à 2002), et enfin Président de l'Observatoire des marées noires (de 2000 à 2002). Il est l'auteur de 15 ouvrages dans le domaine de l'histochimie et de la neuroembryologie expérimentale et 73 dans le domaine de la connaissance et de la gestion du patrimoine naturel et a été nommé chevalier puis officier de l'ordre national du Mérite (en 1983 et 1996) puis chevalier et officier de l'ordre de la Légion d'honneur (en 1987 et 2000). Candidat sur la liste des Verts aux élections européennes de 1989, il est député européen du 11 décembre 1991 au 18 juillet 1994, en remplacement de députés démissionnaires. Il est membre de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la protection des consommateurs. Il choisit de ne pas briguer de second mandat.

Évaluation, tris et éliminations

Conformément à la politique d'archivage du ministère de la Transition écologique et solidaire, seuls les dossiers identifiés pour leur valeur patrimoniale sont conservés.

Mode de classement

Le plan de classement des archives est construit par les producteurs des archives et les archivistes. Afin de rendre compte des actions réalisées dans le cadre des politiques publiques portées par l'administration, il est organisé par fonction et activité. Aussi, le classement actuel respecte le(s) plan(s) de classement adopté(s) lors du versement aux archives du ministère de la Transition écologique et solidaire.

Accroissement

Fonds non clos

Présentation du contenu

Le Comité d'histoire constitue un fonds d'archives sonores, composé de témoignages pour la recherche en sciences humaines sur l'histoire et la mémoire du ministère. À l'heure actuelle, il a recueilli plus de 200 témoignages de membre de cette administration. Il s'est intéressé à l'évolution des métiers et des cultures professionnelles, aux grands bouleversements qui l'ont touchée (collection « Campagnes thématiques et métiers », aux parcours de carrière des personnalités de ce ministère (collection « récits de carrière). Le comité d'histoire met en œuvre, avec l'aide de chercheurs associés, des campagnes de

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

recueil de témoignages oraux qui portent sur des thématiques variées. Les enregistrements recueillis servent à alimenter la recherche sur les politiques publiques et l'histoire de l'administration en France, mais également à construire une histoire du ministère, et à garder la mémoire des métiers de l'équipement et des bouleversements survenus ces cinquante dernières années dans l'administration. A ces campagnes s'ajoute la collection Récit de carrière, créée en 2004, qui donne la parole à de grandes figures de l'administration, témoins et acteurs des politiques publiques mises en œuvre par le ministère. Ces entretiens, réalisés conjointement par des chercheurs et des membres du comité d'histoire, reviennent sur les bouleversements politiques et administratifs de ces cinquante dernières années vus par de hauts fonctionnaires de l'administration centrale et régionale. Après le don aux Archives nationales des archives de France nature environnement (FNE) réalisé en 2015 par Jean-Pierre Raffin , président d'honneur de FNE, la mission archives du ministère a demandé au comité d'histoire de réaliser un entretien de Jean-Pierre Raffin. Ce fonds comporte, en format numérique , l'entretien sonore, la transcription écrite de l'entretien et le contrat de condition de communicabilité

Sources complémentaires

217AS :Activités de France nature environnement (1941-2003)

Référence

2021-0232⁹⁶¹

Niveau de description

Groupe de cotes

Intitulé

Collection de diapositives couleur de France Nature environnement réalisées par Jean-Pierre Raffin

Dates extrêmes

1978-1996

Noms des principaux producteurs

Jean-Pierre Raffin

Importance matérielle

133 diapositives couleur

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales (don en cours de réalisation)

Conditions d'accès

961 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Collection-de-diapositives-couleur-de-France-nature-environnement-realisees-par>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

Conformément aux règles de réutilisation des données publiques régies par la loi n°78-753 du 17 juillet 1978, dite loi CADA.

Modalités d'entrée

Don

Historique de la conservation

Jean-Pierre a réalisé et conservé chez lui une collection de diapositives couleur conservées dans de bonnes conditions. Toutes les diapositives sont numérotées, datées et décrites

Évaluation, tris et éliminations

L'ensemble des diapositives ont été conservées

Mode de classement

Le plan de classement du fond correspond à celui réalisé par Jean-Pierre Raffin

Sources complémentaires

versement 217AS : Activités de France nature environnement, 1941-2003

versement 20210231 : Collection d'affiches FNE, 2009-2018

versement 20210198 : Conseil d'administration, assemblées générales, réseaux, publications, 1967-2021

Présentation du contenu

Ce fonds concerne des diapositives relatives à l'ours et les marées noires.

Marée noire.

Lors de l'Assemblée générale de la FFSPN (maintenant surnommée France Nature Environnement) consacrée à « la valeur économique du littoral », les associations réunies à Brest les 3 et 5 février 1978, ayant en mémoire la marée noire du Torrey Canyon (1967), avaient interrogé le représentant du Préfet maritime sur les mesures prévues en cas d'éventuelle marée noire. Il leur fut répondu qu'improbable, compte tenu de la qualité des pétroliers en circulation, tout avait été prévu pour y pallier cependant. Les faits démontreront le contraire un mois et demi après.

Alors secrétaire général de la FFSPN et enseignant-chercheur en écologie à l'Université Paris 7-Denis Diderot (co-fondateur de l'enseignement de cette discipline, en 1970, dans cette université), j'ai alors demandé, après le naufrage, aux collègues universitaires et associatifs bretons ce que pouvaient faire des biologistes parisiens pour les aider. La réponse a été d'examiner une partie du littoral des Côtes d'Armor pour relever les impacts sur la flore et la flore marine de la zone intertidale et sur la frange littorale terrestre contiguë. C'est ainsi que j'ai monté une équipe de biologistes de différentes disciplines. Les clichés illustrent essentiellement une première mission en mai 1978. Sur place nous nous sommes dits qu'il serait intéressant d'assurer un suivi pour observer comment se reconstitueraient les milieux touchés. Ce qui a été fait pour certains sites jusqu'en 2009.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Mais se posait deux questions : comment évaluer sans avoir l'état des lieux avant la marée noire ? (c'est ainsi que nous avons préconisé à la suite de la marée noire de l'Amoco Cadiz, la mise en place d'observatoires du milieu littoral où serait suivie l'évolution de la diversité biologique sur le long terme. Cette proposition n'a pas été retenue par les pouvoirs publics) ; comment évaluer la part due au pétrole ou aux produits de nettoyage utilisés largement sur les milieux rocheux des hauts de plage qui par ruissellement fluaient vers les zones sableuses de ces plages ou vers les zones vaseuses ? Cela était d'autant plus vrai que nous ignorions, de plus, la nature des produits détergents utilisés, faute que les autorités responsables du nettoyage ne se soient manifestement souciés d'en faire l'inventaire et de conserver une trace de ce qui avait été utilisé, où et quand.

L'improvisation qui a présidé aux opérations de nettoyage du printemps 1978 et l'usage de détergents (dont les collègues britanniques ayant vécu la pollution du Torrey Canyon nous avait fait savoir qu'ils pouvaient avoir un impact sur la flore et la faune pire que le seul pétrole) a amené les biologistes et associatifs bretons à préconiser une anticipation des futures marées noires. Cela concernait notamment le matériel de récolte du pétrole (les seuls engins efficaces avaient été les tonnes à lisier des paysans du littoral et pelles et seaux pour un ramassage « à la chinoise » moins vulnérant pour le milieu vivant que les engins lourds de travaux publics) et l'installation de fosses dédiées réellement imperméabilisées permettant un stockage sécurisé avant traitement des déchets. Ce sera inscrit dans le plan POLMAR mais non mis en œuvre, ce qui fait qu'après le naufrage de l'Erika (12 décembre 1999) l'on constatera la même improvisation qu'après celui de l'Amoco Cadiz et le doublement d'une pollution marine par une pollution terrestre.

Protection de l'Ours brun dans les Pyrénées

Constatant la régression accélérée de l'Ours brun dans les Pyrénées, des associations de protection de la nature nationales (comme la FFSPN (Fédération française des Sociétés de Protection de la Nature) maintenant dénommée France Nature Environnement, la Société française d'Etude et de Protection des Mammifères (SFPEM) et pyrénéennes (comme le Fonds d'Intervention Ecopastoral-FIEP) se sont regroupées en Groupe Ours, en 1983, et ont été rejointes par des personnalités comme l'écrivain Jean Rolin. Mais elles agissaient déjà depuis les années 1970. Le but de ce regroupement était d'agir pour faire cesser les causes de la régression des populations relictuelles d'ours, à savoir :

- le développement de pistes forestières par l'Office National des Forêts (ONF) ayant abandonné le débardage par câbles. Or ces pistes sont perturbantes pour l'ours à l'occasion de leur création :
- bruits des explosions lors des minages, des engins de travaux publics, etc.
- tracé à proximité de zones de tanières.

Elles restaient, après exploitation des parcelles, sources de dérangement pour l'ours. Théoriquement elles devaient alors être fermées mais de nombreuses dérogations accordées pour des chasseurs ou d'autres usagers voire même des encouragements à les emprunter, conduisait à ce que les zones de nourrissage des oursons et d'alimentation des adultes perdent leur tranquillité et ne soient plus exploitées par les plantigrades. Lorsque le Directeur régional de l'ONF avait été alerté, en 1978, par le Directeur du Parc national des Pyrénées qui lui demandait de surseoir à la création de certaines pistes en zone à ours, il lui fut répondu qu'il n'en était pas question et que ces pistes étaient au contraire bénéfiques pour l'ours.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- le braconnage (même si la chasse à l'ours avait été arrêtée en 1957).
- l'hostilité de certains bergers et éleveurs dotés de troupeaux plus importants et quelquefois non gardés. Il est intéressant de lire l'ouvrage d'E. Lamazou « L'ours et les brebis. Mémoires d'un berger transhumant des Pyrénées à la Gironde » Seghers (1988) où l'auteur rapporte qu'il a fréquenté des estives en zone à ours pendant des décennies sans avoir de problème majeur avec les plantigrades. Il est vrai que l'ours, animal omnivore dont l'alimentation est pour bonne part végétale (60 à 80 %) et à base d'insectes (fourmis, larves d'insectes xylophages, etc) et de charogne, s'attaque parfois à du bétail, mais il est possible de s'en prémunir par un gardiennage sérieux (chiens de protection, enclos nocturnes, etc.).

C'est pourquoi le Groupe Ours s'est engagé dans de multiples campagnes pour attirer l'attention de l'opinion publique dont deux éléments majeurs seront l'organisation de l'exposition « D'ours en ours » au Museum national d'Histoire naturelle avec l'aide de La Maison de Valérie, inaugurée par le Président François Mitterrand le 6 octobre 1988 ; la première du film « L'ours » de Jean-Jacques Annaud à Pau le 11 octobre en présence du réalisateur. Le Groupe Ours se transformera ensuite en l'Association Artus, toujours appuyée par la Maison de Valérie, et sera à l'origine du renforcement de population initié en 1996 avec le lâcher de deux ourses slovènes, Mellba et Ziva, à Melles en Haute-Garonne.

En effet constatant l'effondrement des populations relictuelles, les écologistes associatifs ou professionnels avaient envisagé dès l'été 1987 un programme d'apport d'ours venus d'autres pays. C'est ainsi que dans le cadre du programme de coopération franco-soviétique : thème VIII, j'ai été envoyé, en septembre 1987, avec François Colas-Belcour de la Direction de la Protection de la Nature du Ministère de l'Environnement dans le Caucase et dans la Réserve centrale forestière de Nelidovo. Il s'agissait de se renseigner pour savoir si l'on pourrait obtenir des ours russes pour un éventuel renforcement de population pyrénéen.

Dans le Caucase nous avons rencontré Kudatkin (dont j'ai oublié le prénom qui figure dans le dossier Ours versé aux AN en 2016), chercheur travaillant sur l'Ours dans la réserve biologique de Khosta et dans la haute vallée de Krassnaia Pol'nia.(Abkhazie alors au sein de la Georgie alors partie de l'URSS). De là nous avons ensuite gagné la réserve de Nelidovo au Nord-Ouest de Moscou. Nous y avons rencontré Valentin Pajetnov, naturaliste exceptionnel dont le sens du terrain rappelait celui de Dersou Ousala, l'un des guides de Vladimir Arseniev. Kudatkin et Pajetnov furent invités en France en 1989 et visitèrent les zones à ours des Pyrénées. Ils en tirèrent la conclusion que les ressources alimentaires disponibles devaient permettre le maintien d'une population viable mais que les perturbations diverses (pistes forestières, chasses en battue, etc.) empêchaient les ours d'y accéder. Pajetnov étudiait l'Ours brun et notamment le comportement des oursons dont la mère avait disparue (chasse, mort naturelle, etc). Il avait constaté qu'à 5-6 mois, les oursons pouvaient se débrouiller seuls. Cette expérience me servira en 1997. Lorsque Mellba fut abattue par un chasseur en septembre, j'étais conseiller technique dans le cabinet de Mme Voynet, ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement. Les autorités locales voulaient, à tout prix, capturer ses oursons, Bouxy et Caramelles, et les mettre dans un zoo pour les sauver. Me souvenant du résultat des études de Pajetnov, j'ai préconisé à Mme Voynet de s'opposer à la capturer car il y avait de fortes chances que les oursons survivent. C'est ce qui s'est passé et Caramelles eut une belle descendance. »

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Jean-Pierre Raffin (enseignant-chercheur, co-fondateur (1970) de l'enseignement de l'écologie à l'Université Paris 7-Denis Diderot. Secrétaire général (1972-1982) puis président de la FFSPN (1982-1986).

Bibliographie

- La nature n'est plus ce qu'elle était [sous la dir. J. P. Raffin, Daniel Sibony et David Western], étude, Editions de l'Aube, 2002
- L'ABCdaire des ours, Sophie Bobbé, Jean-Pierre Raffin, Paris : Flammarion, 1997
- L'écologie : comprendre la nature : rencontre avec Jean-Pierre Raffin. Lucien Buisson, Jocelyne Pied, Pierre Guérin, réal. Jean-Pierre Raffin, ill. interview de Jean-Pierre Raffin, Cannes la Bocca : Coopérative de l'enseignement laïc, 1987
- Connaître les plantes protégées [sous la dir. de J. P. Le Duc et J. P. Raffin] Paris : Fédération française des sociétés de protection de la nature, 1986
- Les cahiers rationalistes n° 274 : La Vanoise et les parcs nationaux français, Jean-Pierre Raffin et Roland Platel, 1970
- Les cahiers rationalistes n° 265 : Plaidoyer pour la zoologie Jean-Pierre Raffin et Roland Platel, 1969

Reille Antoine

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Personnalité

1.2. Forme autorisée du nom

Antoine Reille

1.3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1943 - Aujourd'hui

2.2. Histoire

« *Ornithologue amateur, Antoine Reille a longtemps présidé la LPO (Ligue pour la protection des oiseaux) et participé à la fondation de la FFSPN (Fédération française des sociétés de protection de la nature) devenue FNE (France nature tnvironnement).*

Fils du baron Karl Reille, grand peintre de la chasse à courre, Antoine Reille est né en Touraine le 2 décembre 1942. De brillantes études le mènent en 1961, à Ecole normale supérieure. Son intérêt pour les oiseaux vient d'une rencontre avec Michel Lacoste, normalien comme lui avec qui il lance des opérations de baguage et réalise des échanges d'oiseaux entre parcs zoologiques, notamment avec celui de Clères (Seine-Maritime), propriété de Jean Delacour, président de la LPO.

Agrégé de physique, il prépare une thèse de 3^e cycle sous la direction d'Yves Rocard, le père de Michel, qui le charge d'étudier le champ magnétique terrestre perçu par les oiseaux. Pour cela, il dispose d'un élevage de pigeons sur le toit de la Halle aux vins, la nouvelle faculté des sciences, puis sur le toit de l'ENS. Son intérêt pour les oiseaux et leur protection le conduit à être un des premiers bénévoles au siège parisien de la LPO. Il en devient le secrétaire général de 1965 à 1976, vice-président de 1976 à 1978, président de 1978 à 1986 et président d'honneur depuis lors⁹⁶².

En 1968, il est recruté par François de la Grange pour l'assister dans l'émission *Les animaux du monde*. Après sa mort, en 1976, il en devient le producteur avec la femme de François, Marlyse. Il y restera jusqu'en 1988, date à laquelle TF1 est rachetée par l'entrepreneur Francis Bouygues qui, divisant par deux le budget de l'émission, provoquera sa suppression.

En 1969, il participe à la fondation de l'Association des journalistes pour la protection de la nature et de l'environnement (AJPNE). Il sera aussi à l'œuvre pour la création, la même année de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN), aujourd'hui France Nature Environnement (FNE) dont il devient secrétaire général. Antoine Reille publie en 1970, en collaboration avec François de la Grange, *Les Oiseaux du*

⁹⁶² Pour préciser, Antoine Reille entre au bureau de la Ligue pour la protection des oiseaux en 1964. L'année 1986, où il cède la Présidence Allain Bougrain-Dubourg, correspond au début du procès de l'Amoco Cadiz à Chicago dans lequel figurait des associations telles que la LPO et la SNPN (Société nationale de protection de la nature).

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Monde. Il assure aussi la réédition de *l'histoire naturelle des oiseaux* de François-Nicolas Martinet et publie des guides sur les réserves naturelles et les parcs naturels régionaux.

Antoine Reille a aussi appartenu au Conseil national de la protection de la nature (CNPN) de 1982 à 2000⁹⁶³, au World wide found⁹⁶⁴ (WWF) France⁹⁶⁵ et il a assuré la direction de la réserve des Sept-Iles⁹⁶⁶ de 1993 à 2005. Retiré dans sa propriété de Touraine, il y préside le Syndicat des propriétaires forestiers privés et participe aux comités de pilotage de plusieurs sites Natura 2000 du département.⁹⁶⁷

Aujourd'hui comme hier, il partage toujours ses loisirs entre la vénerie et les voyages au long cours à la recherche des oiseaux du monde. »⁹⁶⁸

2.3. Lieu

Château de Baudry
37 390 Cerelles

2.4. Statuts juridiques

Droit privé.

2.5. Fonctions et activités

Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) : Président d'honneur, ancien secrétaire, vice-président et Président,

Administrateur au Conseil national de la protection de la nature (CNPN) de 1982 à 2000,

Administrateur à WWF France et directeur de la réserve des Sept-Iles de 1993 à 2005,

Animateur et producteur de l'émission *Les animaux du monde* de 1968 à 1988,

Président du Syndicat des propriétaires forestiers privés d'Indre-et-Loire depuis 1999.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Cf. Fonctions et activités.

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Mai 2018.

963 Antoine Reille a présidé la commission faune au sein du Comité permanent du CNPN

964 Au sein de la WWF France, Antoine Reille a été administrateur et à participé au montage des opérations.

965 Au sein de la WWF France, Antoine Reille a été administrateur et à participé au montage des opérations.

966 Pour préciser le rôle d'Antoine Reille dans la Direction de la RN des Sept îles, ce dernier est à l'origine de la réintroduction les macareux avec l'aide du Colonel Millon.

967 Antoine Reille est le président du Syndicat des propriétaires forestiers privés d'Indre-et-Loire depuis 1999.

968 Biographie écrite par Roger Cans et Jean-Marc Thiollay.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Antoine Reille.

Présentation du contenu conservé par Antoine Reille :

Fonds relatif aux fonctions occupées à Ligue pour la protection des oiseaux(LPO) (décennies 1980 - 1990) (0,2 ml) : documents de travail, études, courriers ;

Fonctions au sein du Conseil national de la protection de la nature (CNPN) (décennies 1980 - 1990) (3,5 ml). - Réserves naturelles (dont PNR Vercors, Guyane) : actions (dont procès-verbaux), études classées par aire géographique (dont charte en Guyane), documentation ;

Fonds de la Présidence de la Réserve Naturelle des Sept îles ;

Érismature en corse : études ;

Fonds relatif à la faune classé par espèce (dont Hamster, ortolan, tertres, mammifères marins) : études, actions de la LPO (environ 5,5 ml) ;

Fonds Cormoran : action de déclassement dans le cadre de la LPO et CNPN ;

Dossier de protection « tourterelle » contre les chasseurs ;

Dossier relatif au trafics d'animaux en tant qu'expert auprès des tribunaux (décennies 1970-1980) (0,1 ml) : opérations ;

Fonds relatif au réseau faune Nature France – France Nature Environnement ;

Articles ;

Documentation. - Revues et magazines (dont *Alauda, revue d'ornithologie*) (5,0 ml) (1963-2018).

Dates extrêmes

1963 - 2018

Métrage linéaire conservé

Environ 16,0 ml

Stockage bureautique conservé

Non renseigné.

Accroissement

Fonds clos.

Mode de classement et état de conservation.

Classement par dossier, le plus souvent par aire géographique ou par espèce. Archives

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

pour la plupart non conditionnées. Très bon état de conservation dans un environnement sain.

Localisation physique

Château de Baudry
37 390 Cerelles

Modalités d'accès

Sur demande.

Courriel : antoine.reille@orange.fr

Revelière Eugène

Fonds Eugène Revelière

1855 - 1900

Présentation du contenu

Correspondance scientifique et privée entre Eugène Revelière, vivant à Portovecchio, et son frère Jules qui gérait ses biens en France.

Historique du producteur

Eugène Revelière (naturaliste qui mena des recherches en Histoire naturelle, notamment sur les insectes de l'île de Beauté)

Modalités d'entrée

Dépôt

Conditions d'accès

Application de la loi sur les archives

Conditions d'utilisation

Application de la loi sur les archives

Autre(s) instrument(s) de recherche

Répertoire dactylographié (Introduction)

Description physique

0,50 ml

Noms de personne :

Revelière (Eugène), Revelière (Jules)

Localisation

Archives départementales de la Loire-Atlantique

Rose-Rosette Robert

Présentation du contenu

Ce fonds témoigne de l'activité d'un érudit, le docteur Robert Rose-Rosette qui a œuvré pour mieux faire connaître l'histoire de son île. D'une grande richesse et d'une grande richesse documentaire, il renseigne principalement sur des personnes et des événements qui ont marqué l'histoire martiniquaise mais également celle de la France. Les documents relatifs à son engagement politique et à ses fonctions municipales sont peu nombreux. En ce qui concerne ses centres d'intérêt scientifiques (botanique, zoologie ...) seuls quelques documents en témoignent dans cet ensemble documentaire.

- Dans ce fonds d'archives, quelques dossiers concernent les parcs et jardins. A titre d'exemple, on notera : 14 J 104 Réhabilitation du Jardin botanique de Saint-Pierre par l'Association pour la sauvegarde de Saint-Pierre. s.d.

Origine des documents

Robert Rose-Rosette

Fournisseur de contenu

Archives départementales de la Martinique

Localisation physique

Archives départementales de la Martinique

Historique de la conservation

A la mort de Robert Rose-Rosette en 1996, sa famille a fait don de ses archives au Conseil général de la Martinique.

Historique du producteur

Natif de la commune de Saint-Esprit (Martinique), Robert Rose-Rosette (1905-1996) est issu d'une famille d'agriculteur. Très tôt orphelin, il est recueilli par des parents qui l'aident à poursuivre ses études au lycée de Fort-de-France. Élève brillant, il obtient une bourse et part poursuivre des études supérieures en France. Titulaire d'un doctorat en médecine vétérinaire, il regagne la Martinique en 1928. D'un esprit ouvert et curieux, c'est un homme à plusieurs casquettes : botaniste, archéologue, enseignant, écologiste, pionnier du tourisme, membre de la Société des amis des archives. Engagé dans la vie politique de la Martinique, il est maire des Trois-Ilets de 1953 à 1971. En 1944, il fait l'acquisition du domaine de La Pagerie aux Trois-Ilets, lieu de naissance de l'impératrice Joséphine et crée un musée inauguré en février 1954 qui devient un haut lieu touristique. Le 3 septembre 1992 il est élevé au grade de commandeur de la Légion d'honneur. Il meurt le 31 octobre 1996.

Modalités d'entrée

Don

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Inventaire

Répertoire numérique / Véronique Haustant en collaboration avec Frédéric Kouby, sous la direction de Dominique Taffin. Fort-de-France, 2009.⁹⁶⁹

Conditions d'accès

Accès libre

Conditions d'utilisation

Application de la loi sur les archives

969 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-Robert-Rose-Rosette>

Rousseau Henri (Association de Keremma)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Personnalité

1.2 Forme autorisée du nom

Henri Rousseau – Association de Keremma

1.3 Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1902 – 2003

2.2 Histoire

Henri Rousseau (1902-2003), a été le président de l'association de Keremma de 1965 à 1974. Il a succédé à Louis Jullien qui était le premier président dès 1963, année de création de l'association de Keremma.

L'association de Keremma, fondée en 1963, est agréée au titre de la protection de la nature.

Depuis la donation au Conservatoire du littoral de 1987, elle participe activement au comité de gestion des dunes et aux réunions de concertation (par exemple pour l'élaboration du plan de gestion)

2.3 Lieux

Fonds Henri Rousseau

Chez ses descendants

Siège de l'association de Keremma

Keremma, 29430 Tréfléz

2.4 Statut juridique

2.5 Fonctions et activités

L'association a pour objet essentiel :

a) de conserver aux terres de Keremma, acquises et/ou conquises sur les éléments, et aménagées à partir de 1823 par Louis Rousseau et son épouse Emma Michau, puis par leurs descendants et ceux de leur neveu Henri Michau, le caractère original qui en fait un site exceptionnel au pays du Léon.

Ces terres sont réparties, pour l'essentiel, sur les communes de Tréfléz et Plounévez-Lochrist.

b) d'y maintenir chez tous les descendants des fondateurs et de leur neveu Henri Michau, les solides traditions qui n'ont cessé d'assurer la cohésion de la famille et du domaine de Keremma.

Les actions de l'association :

a)

la préservation du site de Keremma et le respect, par ses membres et tous autres, des servitudes et droits découlant de l'acte d'afféagement de 1789, le suivi de la protection des dunes contre la mer et l'érosion des vents, contre les

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

éboulements, les incendies d'oyats et toutes autres dégradations, en liaison avec les organismes compétents,

les questions relatives à l'aménagement paysager du domaine de Keremma, à la circulation et à la sécurité dans ce domaine,

l'entretien de la chapelle de Saint-Guévroc,

b)

Le maintien de l'unité et de la solidarité familiales,

l'organisation dans un cadre familial de toutes activités et manifestations sportives, artistiques, littéraires ou de loisirs, soit directement, soit par appui à des groupements spécialisés,

l'utilisation, l'entretien et le développement d'installations communautaires sur les terrains mis à sa disposition à cette fin par la Société Civile Immobilière de Keremma ou sur d'autres terrains dont elle dispose en propriété propre ou en location.

la communication entre ses membres par exemple au moyen d'une revue familiale et d'un annuaire des descendants des fondateurs de Keremma et de leur neveu Henri Michau,

la représentation et la défense éventuelles des intérêts de tout ou partie de ses membres, vis-à-vis des pouvoirs publics, de toute personne physique ou morale, de tout établissement public ou privé, dans la mesure où ces intérêts particuliers sont représentatifs des intérêts que l'Association a pour objet de défendre,

l'assistance à tout ou partie de ses membres, à leur demande, pour ce qui concerne leurs propriétés immobilières situées notamment sur les communes de Tréfléz et de Plounévez-Lochrist, dans la mesure où ces intérêts particuliers sont représentatifs des intérêts que l'Association a pour objet de défendre, les consultations juridiques, l'entraide.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

<http://www.assokeremma.free.fr>

Fonds "Henri Rousseau (Association de Keremma) ".

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, compte-rendu de réunion... (1962-1998).

Dossiers de l'activité : classement du site de Keremma (projet de classement, inscription à l'inventaire, correspondance..., 1968-1972), donation au conservatoire du littoral (réflexions, études de l'approbation des propriétaires à la signature de la convention, convention, donation, correspondance..., 1974-1988).

Documentation : "la dépêche de Keremma" (publication interne semestrielle, à partir de 1968).

1962-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 0,60 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez les descendants d'Henri Rousseau.

Origine

Rousseau, Henri (Association de Keremma)

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr)

Saint-Marc Philippe

Dates extrêmes

1960-2007

Biographie

Fils de Pierre Saint-Marc, avocat au Conseil d'État, et de Jacqueline Saint-Marc, née Istel, Philippe Saint-Marc naît le 20 septembre 1927 à Paris. Sa formation est pluridisciplinaire, il étudie à la Faculté de droit et de lettres de Paris puis à l'Institut d'études politiques de Paris. Après un doctorat en droit, il se présente au concours de l'École nationale d'administration (ENA) où il est reçu major (promotion Jean Giraudoux, 1950-52). Il se marie en 1956 avec Michèle Bertrand, universitaire et économiste à la Banque de France. Ils auront trois enfants, Marie-Hélène, Hubert et Gilles. Pour en savoir plus⁹⁷⁰

Présentation du contenu

Le fonds Philippe Saint-Marc comprend des archives variées liées à la Charte de la nature (années 1970-1980), l'aménagement de la côte aquitaine (1960-2000), l'insécurité routière (1970-1990), la vallée de Chevreuse (années 2000) ainsi que des documents de campagne des élections présidentielles de 2007.

Modalités d'entrée

Don

Conditions d'accès et d'utilisation

Consultable sur demande

Contact :

icire@agroparistech.fr

Description physique

3,5 ml

Producteur

Hantzberg (Robert), journaliste

Producteur

Saint-Marc (Pierre), personnalité politique

Lieu de conservation

AgroParisTech

Centre interdisciplinaire de recherche sur l'écologie

970 <https://ahpne.fr/SAINT-MARC-Philippe>

Serne Pierre

Cote : FR-FEP-8AM

Nom du fonds : Pierre Serne

Dates extrêmes : 1997-2016

Description physique: papier

Importance matérielle : 10 boîtes

Langue: Français ; Anglais

Producteur : Pierre Serne

Notice biographique : Pierre Serne, né à Bagnolet le 28 mai 1972, est un homme politique français. Ancien élève de l'École normale supérieure, agrégé d'histoire (1994) il a été enseignant-chercheur à Paris-Sorbonne en science politique et sociologie.

Il rejoint en 2000 le cabinet de Dominique Voynet, ministre de l'environnement puis devient conseiller politique d'Yves Cochet quand celui-ci est nommé ministre suite au départ de Dominique Voynet. De 2003 à 2005, il est directeur de cabinet de Khadidja Bourcart, adjointe au maire de Paris chargée de l'intégration. Il est, entre 2005 et 2008, directeur de cabinet adjoint de Denis Baupin, adjoint au maire de Paris chargé des déplacements.

Pierre Serne est également responsable de plusieurs associations environnementales ou LGBT au niveau national ou européen comme la Fondation Danielle Mitterrand France Libertés.

Lors des élections législatives de 2002, il est le candidat d'union des Verts et du Parti socialiste et réalise un score de 43 % au 2nd tour. En 2007, il est le candidat des Verts pour la 6ème circonscription du Val-de-Marne.

En outre, il est, suite aux élections municipales de 2001, conseiller municipal de la ville de Vincennes. La même année, lors des élections cantonales il obtient 44 % au 2nd tour sur le canton de Vincennes-ouest. Il est de nouveau tête de liste en 2008 (liste Les Verts) et en 2014 (liste EELV/PS). Lors des élections régionales de 2010, il est élu conseiller régional d'Île-de-France sur la liste de 2nd tour d'union de la gauche menée par Jean-Paul Huchon. En janvier 2012, il est élu 2ème vice-président de la région chargé des transports et des mobilités et devient 1er vice-président du STIF (Syndicat des transports d'Île-de-France). Tête de liste de la liste Europe-Écologie - Les Verts (EELV) pour le Val-de-Marne lors des élections régionales de décembre 2015 il est au 2nd tour élu sur la liste d'union de la gauche et siège dans l'opposition depuis. Il est également réélu administrateur du STIF début 2016 au titre des représentants de la région.

Il démissionne, début 2017, du conseil municipal de Vincennes suite à son emménagement à Montreuil et est désigné comme candidat EELV et citoyen aux élections législatives de juin 2017 dans la 7ème circonscription de Seine-Saint-Denis. Il arrive en 5e position au 1er tour. Il est membre de l'équipe de campagne de Benoît Hamon lors de l'élection présidentielle de 2017 comme responsable, avec Christine Revault d'Allonnes-Bonnefoy, de la thématique Transports. Il intègre en décembre 2017 la coordination politique provisoire de Génération-S.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Présentation du contenu : Les archives permettent d'avoir un bon aperçu de la galaxie verte (différents échelon du parti Les Verts, organisations liées) et des différents engagements de Pierre Serne depuis la fin des années 1990 et dans les années 2000.

Autre instrument de recherche : Répertoire numérique détaillé.

Historique de la conservation: Les archives ont été versées par Pierre Serne lors de son déménagement en janvier 2017.

Modalités d'entrée : Don – convention du 9 février 2017

Versement n° 01/17

N° d'entrée FEP011

Date de création de la description : 7 mai 2020

Date de la dernière modification de la description : 7 mai 2020

Type : Dossiers papier, documents iconographiques.

Statut juridique : privé.

Lieu de conservation: Fondation de l'écologie politique

Conditions de consultation : libre dans le respect de la législation sur les archives, des droits d'auteurs et dans le respect de la vie privée

Contact : Meixin Tambay

m.tambay@fondationecolo.org ou archives@fondationecolo.org

Sournia Gérard

Fonds "Gérard Sournia"

Dates extrêmes

1970-2007

Biographie

Gérard Sournia, Docteur en géographie tropicale, a consacré la totalité de sa carrière à la coopération, en particulier avec l'Afrique, et plus particulièrement, avec les pays francophones d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique centrale, de l'Océan indien, ainsi qu'avec le Québec où il effectua de très nombreux séjours. Ses domaines de prédilection étant les questions d'environnementales, la francophonie et la coopération décentralisée ; il a successivement vécu en Algérie, en Côte-d'Ivoire, au Sénégal, aux Comores et à l'île Maurice.

Délégué régional de l'UICN (Union internationale pour la conservation de la nature) en Afrique de l'Ouest, puis directeur de cette même institution en France, il fut également conseiller de plusieurs gouvernements africains et français (cabinets de Charles Josselin, ministre de la coopération et de la francophonie et de Brice Lalonde, ministre de l'environnement, qui lui confia, entre autres mission celle de négocier l'interdiction du commerce de l'ivoire) ; il fut également conseiller de coopération dans les pays de l'Océan indien, où il fut chargé de promouvoir la coopération régionale entre les départements de la Réunion et de Mayotte et les pays environnants (Maurice, Madagascar, Seychelles et Comores). Il a également effectué des missions dans une vingtaine d'autres pays africains, ainsi qu'en Amérique du Sud et centrale.

Dans le domaine de la francophonie Il fut toujours très proche de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) et de son actuel Secrétaire général, l'ancien président sénégalais A. Diouf, avec lesquelles il a collaboré à maintes reprises et encore aujourd'hui (Atlas mondial de la Francophonie, entre autres). Ses fonctions l'ont conduit à côtoyer nombre d'instances internationales (Union européenne, Banque mondiale, Patrimoine mondial de l'Unesco, Nations unies, autres coopérations bilatérales : suisse, allemande, scandinaves...).

Il termina sa carrière en 2011 au conseil régional d'Île-de-France, où il fut, entre autres, collaborateur du président JP Huchon pour les questions internationales.

Il collabora au cours de ces années avec Théodore Monod, Nicolas Hulot, Hubert Reeves et servit la plupart des ministres de l'environnement et de la coopération depuis le milieu des années 70 jusqu'en 2004.

G. Sournia est, en outre, auteur d'une centaine d'articles, auteur ou coauteur d'une quinzaine d'atlas, parmi lesquels plusieurs atlas de pays d'Afrique, l'atlas du continent africain, l'atlas des forêts d'Afrique, l'atlas mondial de la francophonie, ainsi que d'autres ouvrages : Les espaces protégés d'Afrique francophone (thème de sa thèse), Des éléphants, des hommes et de l'ivoire, de l'eau et des hommes, (ce dernier titre étant un

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

ouvrage collectif, publié en avril 2011, nominé pour un prix du ministère de la recherche scientifique et dont il fut coauteur et coordinateur général).

Il a été fait chevalier de l'Ordre du Mérite par le gouvernement français (1997) et chevalier du Mérite par le gouvernement du Burkina Faso (2011).⁹⁷¹

Présentation du contenu

Ce fonds comporte principalement des archives (documentation, revues, rapports, travaux d'étudiants ingénieurs) relatifs à des pays africains de la fin des années 1970 à 2007. Ces archives sont relatives à l'agronomie, l'écologie, l'environnement et le développement. Des revues écologistes sont également présentes dans le fonds.

Modalités d'entrée

Don

Conditions d'accès et d'utilisation

Consultable sur demande

Contact :

icire@agroparistech.fr

Description physique

1,4 ml

Producteur

Sournia (Gérard), personnalité politique

Lieu de conservation

AgroParisTech

Centre interdisciplinaire de recherche sur l'écologie

Thyrion Jean-Pierre

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Personnalité.

1.2. Forme autorisée du nom

Jean-Pierre Thyrion

1.3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1947 - aujourd'hui

2.2. Histoire

Avant d'être une personnalité connue et reconnue dans la protection de la nature et de l'environnement dans le département du Cher, Jean-Pierre Thyrion est d'abord un passionné d'aéronautique.

Ainsi à l'âge 16 ans, il obtient son brevet de pilote d'avion privé (Private *Pilot* Licence - PPL). Jean-Pierre Thyrion s'est ensuite naturellement dirigé vers une carrière professionnelle dans l'aéronautique. Il a commencé sa vie professionnelle dans l'évaluation des matériels aéronautiques et de leur certification à la *Direction technique des constructions aéronautiques* (DCTA) en Île-de-France.

En 1980, Jean-Pierre Thyrion a l'opportunité de travailler à Bourges pour le compte de l'État au sein du SIAR (Service industriel de l'armement), avec pour mission de surveiller les productions aéronautiques auprès de l'Aérospatiale en s'assurant « de la qualité des produits, de gérer les modifications, de contrôler le suivi financier des marchés et contrats, et de vérifier la satisfaction client »⁹⁷².

Cette évolution dans sa vie professionnelle lui permet de s'installer à Pigny, dans la campagne environnante de Bourges en raison de sa passion pour la nature. Sa vision idyllique du milieu rural est alors confrontée à un environnement en pleine mutation dans un contexte des premiers remembrements et du développement d'une agriculture productiviste et destructrice des milieux naturels. Passionné par la nature, Jean-Pierre Thyrion cherche alors à s'impliquer en tant que militant dans l'écologie.

Dès 1982, il adhère à la Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature et de l'environnement du Cher (SEPANEC). Son entrée dans l'association coïncide avec le contexte des pré-études pour le projet de barrage de Chambonchard contre lequel Jean-Pierre Thyrion milite activement au sein de la SEPANEC et de Loire-Vivante. Il participe ainsi à des occupations, des marches et à diverses actions en faveur de l'annulation de ce projet, définitivement abandonné en 1999. Jean-Pierre Thyrion devient alors très rapidement un des bénévoles les plus actifs de la SEPANEC, laquelle changera de nom en 1988 pour devenir Nature 18. Il entre ainsi au Conseil d'administration dès la décennie

972 Extrait de l'article « Mémoire vive. Jean-Pierre Thyrion : un homme de passions » rédigé par Bernard Rousseau et Gilles Pineau.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

1980, puis obtient successivement les mandats de président (vers 2012 – 2016) et de vice-président (vers 2016 à aujourd'hui).

Dans le cadre de ses activités militantes au service de l'environnement, Jean-Pierre Thyrion rejoint également l'Association de veille environnementale du Cher (AVEC), dont il est actuellement le Vice-Président. Cette association, présidée par Willy Beteau, est notamment très active sur les sujets des farines animales et des épandages des boues d'Achères dans le département du Cher.

Jean-Pierre Thyrion milite principalement contre l'agriculture productiviste (lutte contre les produits phytosanitaires et contre les brûlages de pailles, de haies et de champs) en réalisant notamment des enquêtes de terrain ou en écrivant des articles militants avec un ami journaliste au Berry Républicain, Laurent Courtet. Il défend également la préservation et la plantation des haies qui constituent notamment un abri naturel pour les oiseaux et la faune. Jean-Pierre Thyrion promeut ainsi leur plantation par la transmission de son savoir, par ses conseils sur l'application de la méthode Soltner, par des actions de valorisation et par des initiatives telles que la création du programme « Plantons-le-décor »⁹⁷³.

2.3. Lieu

Pigny (Cher)

2.4. Statuts juridiques

Droit privé.

2.5. Fonctions et activités

Carrière professionnelle dans l'aéronautique.

- Engagement dans les associations de protection de la nature :
 - Vice-président de Nature 18 (anciennement SEPANEC) et ancien Président,
 - Vice-président de l'Association de veille environnementale du Cher (AVEC),
 - Ancien adhérent au FIR (fonds d'intervention des rapaces),
 - Militant à titre individuel.
- Divers :
 - Photographe amateur,
 - Adhérent à la Société pomologique du Berry (Indre), fondée par Jacques Aubourg,
 - Rédaction d'articles humoristiques et pamphlets sous le pseudonyme « Alain Broglio » dans le blog de Jean-Pierre Gilbert « La Borne / Gilblog » (<http://www.gilblog.fr/>).

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Monde associatif de la protection de la nature et de l'environnement, dont :

- SEPANEC – Nature 18 (Vice-Président, ancien Président).

⁹⁷³ Le programme « Plantons-le-décor » a été créé dans le but d'aider et de sensibiliser les particuliers et/ou les collectivités à la plantation de haies selon la méthode Soltner. Depuis sa création, 7000 à 1000 arbres ont été plantés grâce au concours de Jean-Pierre Thyrion et de Nature 18. Ce programme a été depuis repris par les « Pays » de Bourges et de Vierzon.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- Association de veille environnementale du Cher (AVEC) (vice-président).

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Octobre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Jean-Pierre Thyron

Présentation du contenu conservé par Jean-Pierre Thyron :

Correspondance :

Courriers relatifs aux activités de protection de l'environnement de Jean-Pierre Thyron (dont relatives à ses fonctions au sein de la SEPANEC - Nature 18).

Activités :

Dossier « la Haie – SEPANEC » (vers 1983 - 85) (un classeur). - Pédagogie et techniques de plantation (avec fiches rédigées par Jean-Pierre Thyron) ; photographies relatives au remembrement de Lizy-Pigny ; plantations de haies : campagnes du milieu de la décennie 1980, photographies, coupures de presse ;

Opération « plantons le décor » : dossier relai avec le Pays de Bourges (vers 2001-2003) ;

Fonds relatif aux haies : écrits et revue de presse sur la haie champêtre, modèle personnel d'une plantation en terrain argilocalcaire chez Jean-Pierre Thyron ;

Dossiers des litiges et contentieux (décennie 1980 - 2016) : décharges sauvages, plantations de haies ;

Dossier de pétition contre le brulage de pailles (avec réserve) (1986) ;

Dossier de sauvegarde du site du Patouillet à la Chapelle Saint-Ursin (1980-1985) ;

Notes de travail, ébauches d'articles, conseils et réflexions (pièces manuscrites).

Documentation :

Articles de presse : sur Jean-Pierre Thyron, tribune faune-flore de Nature 18 dans le journal le Berry Républicain), sur l'environnement principalement dans le département du Cher ;

Documentation personnelle (0,30 ml) (nucléaire, busard, OGM, remembrement, haie).

Identification du fonds et conditions d'accès

Dates extrêmes

1994 - 2018

Métrage linéaire conservé

0,50 ml environ

Stockage bureautique conservé

Volume total de 461 Mo. Décennies 2000 – 2010.

Les archives numériques sont conservées sur disque dur. Dans leur dossier originel, ces archives ne suivent aucun plan de classement et ne bénéficient d'aucun nommage particulier. Ce travail de nommage et de classement a été par la suite réalisé à l'aide de la copie des fichiers donnée par Jean-Pierre Thyron à l'AHPNE.

Le fonds se compose désormais de la manière suivante :

- **Activités :**

Défendre. - Enquêtes personnelles de Jean-Pierre Thyron ou en relation avec son engagement au sein de Nature 18 : décharges sauvages (dont enquête de 2014 relative à une décharge sauvage sise sur les communes de Vierzon et Foëcy avec le courrier à la Ministre de l'Environnement, Ségolène Royal), pesticides et produits phytosanitaires (dont enquête relative à un épandage massif de désherbant entraînant la destruction de prairies humides et haies à Achères), dossiers divers (dont unité de désamiantage à Vierzon, Installation de stockage de déchets non dangereux de Saint Palais).

Sensibiliser. - Opération « Zéro Pesticide » ; Programme « Plantons le décor » ; documents de sensibilisation relatifs à la haie champêtre ; reportage relatifs aux conférences de la COP 21 organisées par Nature 18.

Articles écrits par Jean-Pierre Thyron.

- **Documentation :**

Bulletin de nature 18 « Le traine-buissons » (2014-2016).

Coupures de presse.

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Les archives sont classées par dossier selon les activités ou les thèmes abordés. Elles disposent pour la plupart d'entre elles d'un conditionnement adapté (boîte, classeur), mais les différents dossiers ne sont pas toujours séparés par des chemises.

L'ensemble des archives est en très bon état et se trouve dans un environnement sain.

Localisation physique

Pigny

Modalités d'accès

Sur demande :

Téléphone : 02 48 69 41 56

Courriel : jp.thyron@orange.fr

Viré François

Archives scientifiques de M. François Viré

Lieu de conservation : Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence

Sous-série 042 J⁹⁷⁴

Les papiers de François Viré, attaché au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), professeur au lycée de Digne, sont le témoignage de ses engagements par rapport à la protection de la nature. On lui connaît une passion pour le vautour.

Répertoire dressé sous la direction de Jean-Christophe Labadie

Par Annie Massot, 2011

Présentation du contenu

Dossiers relatifs à la protection des espèces, 1959-1978 ; la réserve naturelle du Lauzanier, 1960-1982 et la chasse, 1996-1989.

Voynet Dominique

Fonds "Dominique Voynet"⁹⁷⁵

Dates extrêmes

1983-2007

Biographie⁹⁷⁶

Dominique Voynet, née le 4 novembre 1958 à Montbéliard (Doubs), est une anesthésiste et femme politique française. Elle est l'une des figures historiques des Verts, parti qu'elle a représenté à deux reprises à l'élection présidentielle. À la suite de la fusion des Verts et d'Europe Écologie, elle est membre d'Europe-Écologie - Les Verts. Elle est maire de Montreuil du 22 mars 2008 au 4 avril 2014.

Elle entre dans le gouvernement de Lionel Jospin, dit de la « Gauche plurielle », comprenant les écologistes et des représentants des différentes formations de la gauche parlementaire. Nommée ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement (poste qu'elle conserve jusqu'en 2001), elle devient ainsi la première ministre issue des Verts dans un gouvernement en France.

Son passage au ministère de l'environnement est marqué par l'adoption du protocole de Kyoto (décembre 1997) et par la tenue d'une série de réunions des Nations unies sur le changement climatique, en vue de la mise en œuvre de ce texte. Ainsi, la 6^e conférence internationale sur le climat se tient en novembre 2000 à La Haye, alors que la France préside l'Union européenne. En tant que chef de la délégation européenne, Dominique Voynet y tient tête aux exigences américaines et se félicite d'avoir évité la conclusion d'« un accord faible ».

Elle fait voter la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire, dite « loi Voynet ». Au titre de la compétence de son ministère dans l'aménagement du territoire, elle négocie des contrats de plan État-régions intégrant des mesures de diversification des modes de transport ou en faveur des énergies renouvelables et de l'agriculture biologique.

La loi sur la chasse qu'elle fait également voter vise notamment à définir les conditions d'un usage partagé des espaces naturels et ruraux entre les chasseurs et les autres usagers. Elle instaure un « jour de non-chasse » et permet à tout citoyen qui le désire de s'opposer à l'inclusion de ses propriétés dans le territoire d'une association communale de chasse agréée, en raison de ses convictions personnelles. Le rôle de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, établissement public de l'État, est renforcé dans le domaine des études et des actions techniques ainsi que de la police de la chasse.

Producteur

Voynet (Dominique), personnalité politique

⁹⁷⁵ Voir aussi Fonds Cabinet Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement (1997-2001), versé aux Archives nationales

⁹⁷⁶ Source https://fr.wikipedia.org/wiki/Dominique_Voynet

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Présentation du contenu

Le fonds "Dominique Voynet" comprend des archives liées aux différentes élections (municipales de 1983, législatives de 1993 et 1997, régionales de 1992, présidentielles de 1995, 2002 et 2007). Sont également présentes des archives classées par thématiques qui vont jusqu'à la fin des années 2000 (grand canal, transport, jeunesse, Roms, santé et environnement, aménagement du territoire etc.). Des dossiers du Sénat de 2005 à 2007 retracent l'activité sénatoriale de Dominique Voynet. De nombreux courriers et dossiers de presse des années 1990 sont aussi présents avec entre autres des lettres adressées à Dominique Voynet dans le cadre de l'élection présidentielle de 1995. Des documents relatifs aux Verts des années 1990-2000 complètent ce fonds. Enfin il rassemble un nombre important de revues écologistes (notamment Vert Contact).

Modalités d'entrée

Don

Conditions d'accès et d'utilisation

Consultable sur demande

Contact :

icire@agroparistech.fr

Description physique

35 ml

Producteur

Voynet (Dominique), femme politique

Lieu de conservation

AgroParisTech

Centre interdisciplinaire de recherche sur l'écologie

Zonabend Françoise

295 J 1-28⁹⁷⁷

Fonds Françoise Zonabend

[1960]-2006

par Julie Laplanche, Domnine Plume

2008

Présentation du contenu

Le fonds comprend les notes et les documents qui ont servi à Françoise Zonabend pour publier un livre et un documentaire sur la région de la Hague face au nucléaire. Les archives sont essentiellement de la documentation, des notes de travail et les transcriptions des entretiens qu'elle a réalisés.

Historique du producteur

Françoise Zonabend est ethnologue, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales. Elle a axé ses travaux, entre autre, sur les questions de parenté et du risque. Ses recherches l'ont menée à travailler sur la région de la Hague et les liens qui unissent ses habitants aux entreprises nucléaires. Elle a fait partie de la commission pour le débat public sur la construction de la centrale EPR⁹⁷⁸.

Historique de la conservation

Les archives ont été déposées par Françoise Zonabend en 2008.

Modalités d'entrée

Dépôt, 2008

Conditions d'accès

Archives privées

Les archives sont librement communicables, sauf les articles 11, 12, 13 et 14 (comptes-rendus d'entretien). Ces articles sont consultables avec l'autorisation de Françoise Zonabend.

Existence et lieu de conservation des originaux

Le fonds doit être lié aux enregistrements audiophoniques des entretiens menés par Françoise Zonabend. Ces documents sont cotés avec les fonds audiovisuels, en 107 AV.

Importance matérielle

28

Fournisseur de contenu

Archives départementales de la Manche

⁹⁷⁷ Voir aussi : entretien 2016 par la Fondation d'écologie politique de Françoise Zonabend

<http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/entretien-avec-francoise-zonabend-a48288.html>

⁹⁷⁸ Evolutionary power reactor

***Associations de protection de la
nature et de l'environnement et
mouvements écologistes***

Abers nature

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Abers Nature

1.3 Autres formes du nom

Consommation et Environnement

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1988 – aujourd'hui

2.2 Histoire

L'association « Consommation et environnement » a été créée en 1988 par un groupe de bénévoles préoccupés par les problèmes qu'engendrait la société sur son environnement (déchets, méfaits de l'agriculture intensive ...).

En 1992, elle devient « Abers Nature ». Les objectifs de l'association sont alors peu à peu centrés sur la reconquête de la qualité de l'eau (notamment sur l'aber Benoît), la gestion de la nature et la sensibilisation à l'environnement.

En 2000, l'association obtient l'agrément au titre de la protection de l'environnement par la préfecture du Finistère.

2.3 Lieux

Siège social

68 avenue de Waltenhofen, 29860 Plabennec

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

But de l'association : La protection de l'environnement, la gestion des zones humides et l'éducation à l'environnement.

Moyens de l'association : des enquêtes, des informations (exposés, débats, spectacles), des propositions écrites ou orales, et des actions d'aide sur le terrain en ce qui concerne la défense et la protection de l'environnement.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association

Fonds "Abers Nature"

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, compte-rendu d'assemblée générale et de conseil d'administration, demande d'agrément..., (à partir de 1988).

Comptabilité : demandes de subvention, salaires, factures... (1988-2003).

Études et inventaires réalisés par l'association : zone humide de Kérivin, de Lanorven, landes de Lanveur, zones humides de la communauté de communes de Plabennec et des Abers, inventaire de la faune et de la flore des zones humides... (1999-2006).

Dossiers de l'activité : gestion de la zone humide de Lanorven (plan de gestion, cartographie, inventaire floristique et ornithologique, contrat nature, bilan, convention de gestion..., 1996-2006), contrat restauration entretien-CRE sur l'Aber Benoît et les cours d'eau du pays des Abers - Côte des légendes (projets, études, dossiers de demande de subvention, fiche de renseignement..., 1999-2000), programme bocage Plabennec Leader + (comité de pilotage environnement, projet de protection et valorisation des zones humides de la communauté de communes de Plabennec et des Abers, compte-rendu de réunion, correspondance..., 2000-2006), programme d'action de sensibilisation et d'éducation à l'environnement de l'association (2005-2006), actions inter-association (collectif eau pure Léon Trégor, 1998-2002).

Revue de presse sur l'association, les municipalités... (1988-2000).

Documentation : Syndicat de l'*Elorn* et de la rivière de Daoulas (1998), charte intercommunale de développement et d'aménagement du territoire (1998), études agropédologiques, contrat de baie programme pour la rade de Brest, études sur l'Aber Benoît de Jean-Yves Piriou (1990-1995).

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Documents iconographiques : 150 photographies non légendées sur la nature, les zones humides, la flore, des fêtes de l'association... (2000-2005), photographies sur un CD-Rom (inventaire de l'entomofaune de la zone humide de Kérivin, 2006), plaquettes de l'association (à partir de 1998), exposition sur les zones humides.

1988-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 1,40 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé dans les locaux de l'association à Plabennec.

Origine

Abers Nature

Accroissement

Le fonds continue de s'accroître.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable

(adresse électronique : abers.nature@laposte.net)

Agence régionale de l'environnement de Haute-Normandie (AREHN)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Agence régionale de l'environnement de Haute-Normandie.

1.3. Autres formes du nom

A.R.E.H.N.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1996 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

Un premier centre de documentation a été créé en 1978, au sein du , afin de conserver sa bibliothèque, une des plus importantes de France. Le fonds était alors essentiellement scientifique.

Le centre de documentation a, par la suite, accueilli le fonds de la Société des amis des sciences naturelles et du Muséum de Rouen et celui de la Société d'horticulture.

En 1983, le centre de documentation est devenu une association. Tout en gérant la bibliothèque, il continuait à acquérir des fonds.

Depuis 1983, plusieurs associations se sont succédées : Le Centre de documentation des milieux (CDM), l'Observatoire régional de l'environnement puis en 1996, l'A.R.E.H.N..

Le centre de documentation de l'A.R.E.H.N. est ouvert gratuitement à tous les publics.

De nombreux thèmes y sont développés : nature, biodiversité, jardinage, écologie, faune, flore, géologie, environnement, développement durable, énergie, changement climatique, aménagement, transports, aménagement urbain, urbanisme durable, habitat écologique, éco-gestes au quotidien, éducation à l'environnement, santé et environnement, pollutions, nuisances, législation, nature, protection de la nature, métiers, formations et emplois en environnement.

2.3. Lieu

Pôle Régional des Savoirs

115 Boulevard de l'Europe

76100 Rouen

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'A.R.E.H.N. a pour mission d'informer et de sensibiliser.

Elle accompagne les collectivités, les entreprises, les associations ou encore les particuliers dans leurs démarches environnementales ou de développement durable. Elle aide à cadrer les projets :

- appui technique, ou stratégique,
- diagnostics et préconisations en amonts des études,
- formation, sensibilisation du public et des personnels des collectivités ou des entreprises,
- conférences, sorties sur le terrain commentées pour tous publics,
- journées techniques, voyages d'étude, colloques,
- conception et édition de supports d'information et de communication (brochures, livres, panneaux).

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Tout ceci se traduit par des activités très variées comme :

- Le Club éco mobilité scolaire de Haute-Normandie : réseau créé en 2010, pour accompagner et fédérer les acteurs de terrain (établissements scolaires, parents d'élèves, collectivités locales, associations). Il met à la disposition de ses membres des supports pédagogiques et méthodologiques, des outils éducatifs et de communication (vidéos, plaquettes), une aide à la création de projet, et organise des ateliers et des visites de terrain.

- L'Educ'Tour : il s'agit de rencontres de terrain entre élus locaux et acteurs du développement durable.

- La découverte/sensibilisation grâce à des sorties thématiques (biodiversité dans les villes, les villages, les jardins familiaux, ou sur les exploitations agricoles...).

- Les expositions : l'association en possède un très grand nombre. En plus de gérer les expositions de l'ADEME, l'association a à son actif une cinquantaine d'expositions qui lui sont propres.

Elle édite également des supports d'information et de communication : brochures, livres, panneaux. Ces publications balayent un large éventail et concernent, entre autre, la biodiversité, les problèmes de mobilités, les énergies.

Enfin, l'association est un observatoire régional du développement durable. En réseau avec d'autres associations, elle réalise la synthèse de données brutes régionales et territoriales.

2.7. Organisation interne

12 salariés.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<http://www.arehn.asso.fr>

<http://www.arehn-asso.superdoc.com>

Présentation du contenu :

Création : statuts, récépissé de création, règlement intérieur.

Administration et composition (1996-2014) : compte-rendu de conseil d'administration et d'assemblée générale, dossiers salariés, bulletins d'adhésions, abonnements lecteurs, correspondance.

Comptabilité : bilans annuels, grands livres, journaux de recettes et de dépenses, pièces justificatives.

Activités : expositions, plaquettes, brochures, fiches lectures, questionnaires pédagogiques, répertoires d'outils pédagogiques et de sentiers de découvertes, synthèses de données brutes, veilles, répertoires, études, rapports d'activités, fiches ressources, annuaires des acteurs du développement durable et de la consommation durable.

Études : collection *Études du Centre de Documentation des Milieux*, *Rapports du Centre de Documentation des Milieux*, *Dossier du Centre de Documentation des Milieux*.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Publications : collection *Connaître pour Agir, Environnement Haute-Normandie, AREHN Infos*.

Documentation : affiches, plaquettes, fascicules, brochures, ouvrages, ouvrages pour la jeunesse, journaux de presse, jeux de société, bandes dessinées, cartes, études, rapports, exposition, carnets d'adresse, revues et publications de sociétés savantes, ouvrages anciens (1618-1876).

Notes : l'association détient un fonds ancien précieux de la Société des amis des sciences naturelles et du Muséum de Rouen comprenant des ouvrages notamment de Voltaire, Darwin, Gadeau-de-Kerville (1618-1876). Le dépôt aux Archives départementales de la Seine-Maritime est prévu en 2015.

Métrage linéaire : environ 200 ml.

Lieu de conservation :

A.R.E.H.N. - Pôle Régional des Savoires
115 Boulevard de l'Europe
76100 Rouen

Agir ensemble pour Combrit Sainte-Marine

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Agir ensemble pour Combrit Sainte Marine

1.3 Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1995 – aujourd'hui

2.2 Histoire

Cette association créée en 1995 a obtenu l'agrément au titre de la défense de l'environnement en 2001.

2.3 Lieux

Siège social

Chez un membre de l'association à Combrit.

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

L'association « Agir ensemble pour Combrit Sainte Marine » a pour but la réflexion et l'action sur tous les sujets concernant la commune de Combrit Sainte-Marine et ses habitants, ses entreprises notamment en ce qui concerne les points de vue écologique, politique, sociologique, culturel et historique, la protection et la sauvegarde de l'environnement, l'étude et la protection du patrimoine et tout autre sujet d'intérêt collectif de la population concernée.

Ses moyens d'action sont notamment les publications sous quelque forme que ce soit, cours et conférences ; l'organisation de toutes manifestations jugées utiles au but de l'association.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

<http://arbannour.free.fr>

Fonds "Agir ensemble pour Combrit Sainte-Marine".

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, demande d'agrément au titre de la protection de l'environnement, liste des adhérents, compte-rendu d'assemblée générale, bulletin d'adhésion, commissions internes, lettre d'information inter-adhérents... (à partir de 1995).

Comptabilité : bilan financier, relevés et livres de compte... (à partir de 1995).

Dossiers de l'activité concernant l'environnement : dune (publication sur le plan de prévision des risques, articles de presse, correspondance, photographies, cassette vidéo VHS), urbanisme (motocross, plan, articles de presse, projet, compte-rendu de réunion, correspondance), lotissement de Pen Diry (articles de presse, plan, projet, photographies, vidéo mp4 "La France défigurée 20 ans après" émission diffusée sur France 2), publication de la revue "Ar Bannour" (correspondance, inscription CPPAP, dépôt BNF), polder,

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

abattage d'arbres, plan d'occupation des sols et plan local d'urbanisme, décharges, animations... (1983-2003).

Documentation : "Ar Bannour" (revue publiée par l'association, 15 numéros et un hors série, 1996-1999).

1983-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 0,60 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez un membre de l'association.

Origine

Agir ensemble pour Combrit Sainte-Marine

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr..

Air-Normand

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Air-Normand.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1973 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

C'est au cours des années 1973/1974 que sont créés des réseaux de mesure de la pollution autour de l'estuaire de la Seine et à Rouen.

Ce sont les associations ALPA. (*Association pour la mise en œuvre du réseau d'étude, de mesure et d'alarme pour la prévention de la pollution atmosphérique de la Basse-Seine au niveau de l'estuaire*) et REMAPPA (*Association pour la mise en œuvre du réseau d'étude, de mesure et d'alarme pour la prévention de la pollution atmosphérique de la Basse-Seine au niveau de Rouen*) qui en avaient la charge et, qui étaient, à l'époque, parmi les toutes premières à se créer en France.

L'ALPA et la REMAPPA ont été réunies en décembre 2005 en une seule et même association : Air Normand, depuis lors agréée par l'État sur l'ensemble de la Haute-Normandie.

Air Normand se place au service de l'intérêt général et s'attache à respecter le caractère factuel des données, la neutralité dans l'interprétation et la diffusion des résultats.

2.3. Lieu

3, place de la Pomme d'Or

76000 Rouen

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901 agréée par l'État.

2.5. Fonctions et activités

L'association Air Normand a pour but :

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- d'assurer la gestion et le bon fonctionnement du dispositif de surveillance de la qualité de l'air en Haute Normandie,
- de participer à l'application des procédures d'information et d'alerte sur délégation du Préfet,
- de servir de support à la mise en place d'actions destinées à étudier, mesurer ou réduire les pollutions et les nuisances atmosphériques et leurs effets sur la santé et l'environnement,
- d'informer et de sensibiliser le public sur les problèmes de qualité de l'air.

En plus de la qualité de l'air, l'association évalue, également, les nuisances olfactives depuis 1991 en réunissant des groupes de riverains habitant sur des sites industriels : *les Nez Normands*.

Elle est régie par les lois sur l'air. Air Normand est une association agréée par le ministère de l'Écologie et du Développement Durable.

2.7. Organisation interne

24 salariés.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Membres du conseil d'administration :

- Préfecture de la Seine-Maritime,
- Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie,
- Agence régionale de santé de Haute-Normandie,
- Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie de Haute-Normandie
- Grands Ports Maritimes de Rouen et du Havre,
- Conseils généraux de la Seine-Maritime et de l'Eure,
- Conseil régional de Haute-Normandie
- Différentes CCI,
- UFC Que Choisir de Haute-Normandie,
- Écologie pour le Havre,
- Différentes communautés de communes,
- Association des usagers de la plaine alluviale de l'estuaire de la Seine,

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- (ASICEN),
- Fédération Haute-Normandie nature-environnement
- Effet de serre, toi-même !
- Eco Choix,
- Mr le docteur LE ROUX.

Collège des membres d'Air Normand :

- Services de l'État et Établissements publics de Haute-Normandie : préfectures de Seine-Maritime et Eure, DREAL, Agence régionale de santé (ARS), Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et des forêts (DRAAF), Grands ports maritimes de Rouen et du Havre, ADEME, SNCF,
- Collectivités territoriales et groupements de communes : conseils généraux de Seine-Maritime et de l'Eure, conseil régional de Haute-Normandie, communautés d'agglomération (Rouen-Elbeuf-Austreberthe, Le Havre, Évreux, Seine-Eure, Caux Vallée de Seine, Saint-Romain-de-Colbosc, Quillebeuf-sur-Seine, Région dieppoise), parc naturel régional des Boucles de la Seine Normande,
- Industriels et Chambres de commerces et de l'industrie (CCI) : Association des usagers de la plaine alluviale de l'estuaire de la Seine, ASICEN, Union Régionales de Normandie, Association des Industries de Port-Jérôme et sa région, CCIR de Haute-Normandie, les CCIT de Rouen, d'Elbeuf, du Havre et de Fécamp-Bolbec,
- Associations, personnalités qualifiées et professions de santé : Effet de serre, toi-même !, Eco Choix, Famille de France, Écologie pour le Havre, Fédération de Haute-Normandie Nature-Environnement, UFC Que Choisir de Haute-Normandie, Messieurs les professeurs Czernichow, Marguet, messieurs les docteurs Le Roux, Gehanno, monsieur Boudhabhay, professionnel de santé, monsieur le délégué régional de Météo France Haute-Normandie.

3.2. Type de relations

Membres du conseil d'administration et membres d'Air Normand.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français

4.8. Sources

<http://www.air-com.asso.fr/>

Présentation du contenu conservé par Air Normand :

Administration (1986-2014) : comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale, dossiers bureaux, comptes-rendus d'assemblée générale R.E.M.A.P.P.A. (1986-2005), dossiers de candidatures, documents assurance-qualité, dossiers stagiaires et salariés, demandes de l'État.

Correspondance (1991-2014).

Comptabilités (1973-2014) : journaux de recettes et de dépenses, grands livres des comptes, bilans annuels (1989-2013), budget, trésorerie, pièces justificatives, fiches de paie, comptabilité de l'A.L.P.A.

Activités : bulletin d'information *La Lettre Air Normand* (1984-2013), plaquettes, panneaux d'exposition, comptes-rendus de réunion, rapports de stage, rapports d'étude, articles de presse, dossiers relatif aux projets « *Odeur* » et « *CYRANO* ».

Étude de la qualité de l'air : historique des stations, plan de protection atmosphérique, tests d'inter comparaison, dossier de maintenance, données techniques brutes des stations en activité et arrêtées, campagnes et rapports de mesure, photographies, résultats techniques d'analyseurs, documents de maintenance annuelle des appareils de mesures, fiches des appareils de contrôle, fiches d'alerte (1989-2013), fiches d'appels.

Documentation : documents divers sur les transports, l'école des Mines, INERIS, la surveillance de la qualité de l'air, les industries nucléaires, cartographies, exposés, études et protocoles.

Métrage linéaire : 80 ml.

Présentation du contenu conservé aux Archives départementales de la Seine-Maritime (332J) :

Statuts (2006).

Administration et composition (1997-2002) : comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale (2002-2005), bureau, restructuration, ARMO (2005-2006),

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Interreg II, III et IV, commission d'information, conférences, communiqués de presse (1997-2002).

Personnel (1996-2003) : congés annuels, notes de service.

Correspondance (1991-2004).

Activités (1973-2014) :

Rapports : campagnes de mesures (1983-2006), études de lichens (1994-2000), LARCHER, techniques (1987-1990).

Appareils de mesures et stations : relevés de stations (1973-1978), classeurs de situations géographiques.

Pollution : relevés atmosphériques et météorologiques, graphiques, plans du port autonome du Havre et usine Atochem, correspondance, matériel de mesures, fiches d'identité des stations ALPA et REMAPPA, rapports, thèses, études, état sanitaire des végétaux aux environs de Gaillon (1984-1985).

Alertes : arrêtés préfectoraux, alertes (1989-2012), récapitulatifs (1974-1985), correspondance, fiches et cahiers d'alertes (1986-2004).

« *Plomb, acidité* » : relevés, guide des pathologies végétales.

Forêts : dossier forêt de Roumare, lichens et qualité de l'air, forêts normandes.

Publications : bilans d'activités de mesures (1997-2004), *La Gazette du Nez* (2000-2014), *La Lettre Air Normand* (1991-2004), revues de presse (1990-1992).

« *Trafic aggro Rouen* » : essais, rapports techniques.

Études odeurs « Cyrano » (1990-1991), herbiers, compte-rendu d'activité, notes, conférence de presse, dossiers de presse odeurs (2006) et de transfert de fichiers informatiques.

Documentation (1992-2010) : documentation ONF et FEDER (2000-2006), conférences de presse (1995-1996), rapports de stage, thèses, coupures de presse (1999-2010), conventions d'études, expositions, dossier « implantation, évolution du système d'acquisition de données », programme PIREN-SEINE (2009), dossier de recherches de l'IES (2007), notice d'utilisation du code MINERVE (1999), *user's manuel*, projet (1992), coupures de presse, cassettes vidéos et audio, CD-Rom.

Métrage linéaire : environ 30 ml

Lieux de conservation :

Association Air Normand

3, place de la Pomme d'Or

76000 Rouen

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Archives départementales de la Seine-Maritime

Pôle Culturel Grammont

42, rue Henri II Plantagenêt

76100 Rouen

Alpes de lumière (ADL)

Coordonnées

Adresse : 1 place du Palais, BP 58, 04300 Forcalquier

Téléphone : 04 92 75 22 01

Courriel : adl-documentation@wanadoo.fr

Site internet : www.alpes-de-lumiere.org

Historique du producteur

Création : 12 mai 1953

Agrément éducation populaire : 31 octobre 1967

Reconnaissance d'utilité publique : 8 août 1984

Créée en 1953 par Pierre Martel, cette association a pour objet l'étude, la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine bâti, naturel et culturel de la Haute-Provence. C'est pourquoi elle organise un programme d'activités varié : animations pédagogiques, chantiers de bénévoles, stages de formation, journées de découvertes sur le terrain, conférences, formation professionnelle, édition d'une revue, gestion d'un musée conservatoire ethnologique au prieuré de Salagon dans la commune de Mane durant les années 1980-1990.

Historique de la conservation

Une partie des archives sont conservées au musée de Salagon mais l'essentiel du fonds se trouve au siège de la maison d'édition de l'association à Mane, dans une cave. L'association envisage à terme de déposer aux Archives départementales des Alpes de Haute-Provence.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le volume actuel est d'environ 150 cartons de déménagement. Parmi cette masse, les archives à vocation historique sont estimées à environ 40 mètres linéaires, les plus anciennes remontant à la création de l'association. Les dossiers d'instances, bien qu'incomplets, remontent à l'origine ; ceux d'activités concernent les expositions, les sorties, les projets pédagogiques, les chantiers volontaires de jeunes, la protection de la nature, la revue et les différentes publications éditées par l'association.

Auteur de la notice

Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire (PAJEP), Archives départementales du Val-de-Marne

Date de la notice

Dernière mise à jour 11/01/2019

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Localisation du fonds du producteur

Siège national

Alpes de lumière, non coté

Archives privées. Communication soumise à autorisation d'Alpes de Lumières.

Instrument de recherche : aucun,

40 mètres linéaires.

Dates extrêmes : 1953-2007.

Alsace nature

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Alsace Nature

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1965 – aujourd'hui

2.2 Histoire

L'histoire d'Alsace Nature débute le 20 mars 1965, autour des docteurs Henri-Jean Maresquelle et Henri Ulrich, alors président et vice-président de l'association connue à l'époque sous le nom d'Association fédérative régionale pour la protection de la nature (AFRPN). La nécessité de créer un tel mouvement vient d'un constat : l'aménagement du territoire ne prend que trop rarement en considération ses effets sur les sites, les paysages, le patrimoine, l'équilibre biologique et la réglementation en matière de protection de l'environnement est quasi inexistante.

Les premiers pas de l'AFRPN l'emmène vers l'initiation d'un inventaire des sites, monuments naturels, plantes et animaux rares ou menacés, dans le but de définir les moyens à mettre en jeu pour les protéger. L'un des premiers chantier sera la mise sur pied de la surveillance des faucons pèlerins. .

2.3 Lieux

Siège social: 8 rue Adèle Riton à Strasbourg

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

Alsace Nature est affilié à France nature environnement et est composée de trois entités : la fédération régionale, Alsace Nature Région et deux fédérations départementales Alsace Nature 67 et Alsace Nature 68.

Alsace Nature réunit et coordonne les efforts et volontés en regroupant le savoir et les compétences de près de 140 associations fédérées.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

En tant que fédération, elle mobilise et anime un large réseau d'experts et bénévoles. Les réflexions produites par l'association contribuent au débat public et apportent des propositions dans plus de 300 instances officielles.

Alsace Nature alerte et sensibilise les acteurs locaux dans des domaines telles que la sauvegarde d'espèce menacées, les pollutions, la préservation des sites

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

France nature environnement

3.2. Type de relations

Membre du réseau.

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.6 Dates de création

1965

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

<http://www.alsacenature.org>

Fonds « Alsace Nature " », 1989.-2012

Présentation du contenu conservé par Alsace nature :

Documents administratifs et fonctionnement

Rapports d'activités (parfois sur cédérom) : 1998-2010, 3 ml

Dossiers de formation : 1989-2010, 3 ml

Comptabilité : 1998-2011, 15 ml

Contentieux : 1995-2013, 4 ml

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Dossiers de l'activité : 1983-2012, 50 ml

Animation réseau, relations avec fédérations d'associations : 1998-2007, 4 ml

Espèces protégées : 1991-2015, 5 ml (dont Grand hamster, 1988-2015, 1 ml)

Aménagement, transports, énergie, pollution, déchets, espaces naturels

Participation à des commissions départementales

Revue de presse 2004-2008, 1 ml

Documentation : 1995-2010, 15 ml

Espaces naturels, Natura 2000, zones humides

Plaquette : bulletin Alsace nature info (1995-1997)

Documents iconographiques :

2000 photographies (négatifs et tirage papier) du Dr Pierre Schmitt concernant la région Alsace, ses rieds, la forêt du Rhin ...

Les photographies sont décrites dans un fichier informatique. Projet de numérisation en collaboration avec le conseil général du Bas-Rhin.

Métrage conservé : 150 ml dont 30 ml non triés

Localisation physique : Le fonds est conservé dans les locaux de l'association, 8 rue Adèle Riton à Strasbourg

Modalités d'accès : Communication libre après demande préalable d'autorisation.

Aquacaux

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Aquacaux.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1988 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

Installée sur une ancienne base de l'OTAN construite dans les années 50 (ancienne station de pompage de carburant), l'association Aquacaux a été créée le 16 juin 1988 pour favoriser l'émergence de projets novateurs et porteurs d'emplois.

Le projet d'origine s'appuie sur le développement d'installations aquacoles. En collaboration avec l'Éducation nationale, les fondateurs de l'association élaborent un projet de transformation de l'ancienne station de pompage en ferme marine et choisissent de s'intéresser au turbot.

En 1993, l'association, fidèle à sa vocation de lutte contre les exclusions liées au chômage, met en place un premier chantier d'insertion s'appuyant sur la restauration des bâtiments de la station de pompage.

Dès 1994, ce chantier d'insertion s'élargit à la problématique de l'environnement littoral avec la mise en œuvre de chantiers de nettoyage des plages et d'entretien des falaises sur la zone allant du Havre à Saint-Jouin-Bruneval.

En 1998, l'association crée huit postes autour de la protection et de l'éducation à l'environnement dans le cadre de la mesure emplois-jeunes. Quatre de ces huit postes sont aujourd'hui transformés en postes permanents, grâce à une réflexion menée en 2003 sur la réécriture du projet associatif et qui conduit à la rédaction du programme d'actions ETIQ (Environnement, tourisme, insertion, qualification).

2.3. Lieu

70, chemin de Saint-Andrieux

76390 Octville-sur-Mer

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2.4. Statuts juridiques

Chantier d'insertion.

2.5. Fonctions et activités

L'association ne pratiquait que des chantiers d'insertion dont le premier a été mis en place en 1993. Puis elle s'est spécialisée dans l'éducation à l'environnement grâce à sa ferme marine.

Depuis 1994, elle mène des actions de nettoyage de plage et d'entretien de l'environnement entre Le Havre et Saint-Jouin-de-Bruneval au vu du grand nombre de déchets qui s'échouent.

Depuis quelques années, l'association a mis en place des actions plus scientifiques. Elle est ainsi devenue spécialiste du littoral en réalisant par exemple des inventaires faunistiques et floristiques (inventaire botanique annuel).

Elle met également en place des pâturages de chèvres et d'ânes ainsi que des chantiers de débroussaillage afin d'entretenir les sites naturels pour le compte du conseil général. Elle entretient et crée, par ailleurs, des sentiers pédestres pour accéder à la mer.

Aquacaux est aussi prestataire pour le comptage d'oiseaux et pour le suivi des pêcheurs à pieds pour le conservatoire du littoral.

Enfin, depuis 2 ans, elle est partenaire avec la région afin de cartographier les espaces naturels transférés ensuite sur l'atlas de la biodiversité.

2.7. Organisation interne

11 salariés et trente adhérents.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

4.8. Sources

<http://www.aquacaux.fr>

Présentation du contenu :

Création : statuts.

Administration et composition (1988-2013) : comptes-rendus de Conseil d'administration et d'assemblée générale (1988-2013), conventions (1988-2006), dossiers salariés, dossiers contrats aidés, feuilles d'émargements.

Comptabilité : comptes annuels, livres de caisse, impôts, bilans comptables, charges sociales, factures, journal des recettes et des dépenses, bulletins de paie.

Activités (1988-2013) : revue de presse, rapports d'activités (1998-2013), plans du site, livrets pédagogiques, dépliants, panneaux d'expositions, documents de travail.

Métrage linéaire : 15 ml.

Lieu de conservation :

Aquacaux

70, chemin de Saint-Andrieux

76390 Octville-sur-Mer

Amis de la nature – section Berry

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Les Amis de la Nature - section Berry

1.3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1974 (date officieuse), 1978 (date officielle) – 2018

2.2. Histoire

« Les Amis de la nature - section Berry » est l'une des 100 associations locales appartenant à la fédération nationale « L'union touristique des amis de la nature », dénommée depuis 2018, « Les Amis de la nature - France » qui est elle-même membre de l'Internationale des Amis de la nature.

La création de l'association « les Amis de la Nature » remonte à 1895. Elle a été fondée par un instituteur d'Autriche-Hongrie « qui voulut, qu'après leurs 12 à 15 heures de travail quotidien, les ouvriers se réfugient dans la nature, plutôt que dans les cafés »⁹⁷⁹. L'association s'est ensuite développée en Allemagne, puis dans toute l'Europe centrale et nordique et à partir de 1919, dans le monde et notamment en France.

Le développement des Amis de la Nature en France a d'abord débuté dans les régions montagneuses des Alpes et des Vosges, puis dans l'ensemble du pays dans l'ordre suivant : la région parisienne, les régions côtières de la Manche et de l'Atlantique et les Pyrénées et la Méditerranée. En 1949, est créée à Colmar (aujourd'hui à Montreuil) la fédération « L'union touristique des amis de la nature ». La fédération et les différentes associations locales rassemblent des gens faisant de la randonnée et possèdent un réseau de chalets ou de terrains de camping comme en Alsace. Le rapport à la nature est abordé avec une vision idyllique et hygiéniste : « la nature est faite pour se promener, respirer et se purifier ». L'approche est également assez similaire avec celle des auberges de jeunesse, tout en proposant une variété d'activités dans la nature.

La création d'une association locale dans le Berry est quant à elle beaucoup plus récente, le mouvement des Amis de la Nature n'ayant pas pénétré le centre de la France pendant de nombreuses décennies. La section Berry des Amis de la Nature a été finalement fondée le 17 avril 1974 suite à l'installation en 1973 dans le département du Cher de deux couples, membres des Amis de la Nature : Jean et Jacqueline Leclercq et Roger et Réjane Meugnier.

⁹⁷⁹ *Extrait du rapport du 31 décembre 1977 de la section du Berry des Amis de la Nature destiné à M. Le Maire de Bourges et à toutes autorités départementales, régionales et nationales.*

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Avec l'appui apporté par les dirigeants de la « Fédération des Œuvres Laïques du Cher » et des enseignants de Saint-Amand-Montrond, proches des auberges de jeunesse, « la section du Berry des Amis de la Nature » est officiellement créée le 8 juin 1978 (date à laquelle sont publiés les statuts au Journal officiel). Les quatre années nécessaires à cette création ont permis aux fondateurs de la section de s'organiser, de réaliser des sorties, de créer un bulletin intitulé « Le Chant du Berry », de nouer des relations avec le monde association (dont, affiliation avec la SEPANEC) et de se donner des objectifs clairs, à savoir : « la pratique du plein air par des promenades et randonnées et de favoriser toutes les activités para-sportives dans un esprit d'enrichissement et d'amélioration humaine, hors de conceptions compétitives ou de recherches »⁹⁸⁰. Jean Leclercq devient le premier Président et passera ensuite le relais à un autre fondateur de la section : Roger Meugnier.

Depuis sa création en 1974, la section du Berry des Amis de la Nature, organise une marche – randonnée chaque dimanche.

En 2018, un nouveau Président dirige la section en la personne de Jean-François Lerat. L'objectif de l'association reste le même depuis sa création, à savoir organiser des randonnées dans la nature. Cependant, le public et l'approche ont évolué : si tous les âges sont accueillis, la section fait face aux problématiques de son vieillissement et de la baisse des adhérents ; l'association est confrontée au vieillissement et à la gestion des équipements ; le public est désormais majoritairement féminin et à la recherche d'entretien physique et de santé ; le Président essaye également de mettre en place une démarche participative et davantage de vie collective au sein de l'administration de la structure.

2.3. Lieu

Siège de la section Berry :

16, rue de Vauvert

18000 Bourges

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

« Les Amis de la Nature » ont, depuis leur création, œuvré pour la préservation de l'environnement et des milieux de vie, pour la paix et le rapprochement des peuples, pour les droits sociaux et démocratiques de tous, ainsi que pour des pratiques de loisirs enrichissantes sur le plan physique et culturel.

Les principales activités principales de la section Berry des Amis de la Nature sont :

- L'organisation de marches et de randonnées chaque dimanche. Tout âge est représenté. Concernant leur organisation : un programme des sorties est régulièrement établi à l'aide de guides papier ou informatisé (via des applications), la section entreprend de trouver de nouveaux itinéraires en mettant en valeurs certains thèmes, le système de covoiturage est privilégié, des bénévoles de l'association partagent leurs passions en expliquant divers éléments afin de partager leurs connaissances (Histoire, patrimoine, botanique...).
- La participation à la fête des associations à Bourges.

980 Extrait du rapport du 31 décembre 1977 de la section du Berry des Amis de la Nature destiné à M. Le Maire de Bourges et à toutes autorités départementales, régionales et nationales.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

« L'Internationale des Amis de la Nature » compte environ 350 000 adhérents dans 45 organisations membres et partenaires, dont figure « Les Amis de la Nature - France », fédérant elle-même 100 associations locales qui représentent près de 7 500 adhérents.

La « section Berry des Amis de la Nature » compte environ 50 adhérents, majoritairement des femmes. L'Assemblée générale se réunit une fois par an et le Conseil d'administration tous les trimestres pour réaliser les programmes de marche. Ce dernier est composé de 12 membres.

Quant au Bureau, il est actuellement composé de :

Jean-François Lerat (Président)

Gislène Miolin (Vice Présidente et Trésorière)

Vivianne Lehaye (Secrétaire)

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

La « section Berry des Amis de la Nature » entretient ou a entretenu les relations suivantes :

- Membre de la fédération « Les Amis de la Nature - France ».
- Anciennement (à la création) soutenue « Fédération des Œuvres Laïques du Cher ».
- Mairie de Bourges (participation à la Fête des associations).
- Associations locales et régionales de grande randonnée.
- Nature 18 (anciennement SEPANEC).

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Novembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

4.8. Sources

Jean-François Lerat, Président de la section Berry des Amis de la nature.

<http://www.amis-nature.org> (site de la fédération nationale).

Rapport du 31 décembre 1977 de la section du Berry des Amis de la Nature destiné à M. Le Maire de Bourges et à toutes autorités départementales, régionales et nationales.

Présentation du contenu conservé par les Amis de la Nature section Berry⁹⁸¹ :

Création :

Statuts : Modification du 15/01/2017 ;

Rapport du 31 décembre 1977 de la section du Berry des Amis de la Nature destiné à M. Le Maire de Bourges et à toutes autorités départementales, régionales et nationales.

Administration et composition :

Assemblée générale : comptes-rendus (2018) ;

Conseil d'administration : comptes-rendus (1994, 2018) ;

Cahier des adhérents (1979-1989) ;

Listes et fiches des adhérents (décennie 1990, 2018).

Correspondance :

Courriers avec la fédération (vers 1996).

Comptabilité :

Livres de comptes (1993-2009) ;

Facturier (1996-2009) ;

Comptes du jumelage (1999) ;

Cotisations et abonnements au bulletin de l'association (1974-1976, décennie 1980 – 2009) (0,10 ml), dont : 4 cahiers, bulletins, lettres de demandes de timbres.

Fonctionnement et activités⁹⁸² :

Séjours longs (environ 4 jours) : voyages touristiques ;

Sorties journalières ;

Programmes des marches (avec parcours) (2015-2018) ;

Fiches des marches thématiques ;

Dossier sauvegarde des sentiers cadastrés appartenant aux collectivités (2018) : pétition ;

Menu du XX^e anniversaire de la section (1994).

981 Il s'agit du fonds d'archives réuni par l'actuel Président de l'association : Jean-François Lerat.

982 Chaque dossier comporte des éléments de correspondance liés à chaque activité de l'association.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Documentation :

Bulletins : « L'ami de la Nature » (fédération) (n°89-104), « le chant du Berry des amis de la nature » (section Berry) (1997-2008) (n°81 – 104) ;

Cartes IGN renseignées ;

Diapositives des sorties et des chalets (1975 - décennie 1980) (3 boîtes) ;

Photographies anciennes de la vie associative (vers 1975 – 1983)

Album photographique du séjour de la section Berry des Amis de la Nature à Augsburg (1982) ;

Photographies des activités (décennie 1990) ;

Blason et broche de « l'Union touristique des Amis de la Nature ».

Dates extrêmes

1974 – 2018

Métrage linéaire conservé

Environ 0,60 ml

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné (comprends notamment : des courriels, la préparation de sorties, des cartes numériques, des échanges et des comptes-rendus des Assemblées générales et Conseils d'administration).

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Les fonds d'archives sont conservés dans des boîtes dédiées ou dans d'autres supports de conservation et classés par dossiers, typologies documentaires ou objets.

Très bon état de conservation des fonds d'archives dans un environnement sain.

Localisation physique

Au siège de la section Berry :

16, rue de Vauvert

18000 Bourges

Modalités d'accès

Sur demande auprès du Président de l'association, Jean-François Lerat :

Courriel : lerat.francois@wanadoo.f

Association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique de l'Elorn (AAPPMA Elorn)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique de l'Elorn

1.3 Autres formes du nom

AAPPMA Elorn

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1981 – aujourd'hui

2.2 Histoire

2.3 Lieux

Siège social

Maison de la Rivière, Moulin de Vergraon, 29450 Sizun

2.4 Statut juridique

Association type « loi 1901 »

2.5 Fonctions et activités

L'association a pour objet :

1. De détenir et de gérer des droits de pêche :

2. De participer activement à la protection et à la surveillance des milieux aquatiques et de leur patrimoine piscicole, notamment :

. par la lutte contre le braconnage,

. par la participation à la lutte contre toute altération de l'eau et des milieux aquatiques, la pollution des eaux et la destruction des zones essentielles à la vie du poisson, et en œuvrant en faveur du maintien dans les cours d'eau de débits garantissant la vie aquatique et la libre circulation des espèces piscicoles,

. par la participation à la sauvegarde, à la protection et à la restauration de la biodiversité.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

3. D'élaborer et de mettre en œuvre un plan de gestion piscicole prévoyant les mesures et interventions techniques de surveillance, de protection, d'amélioration et d'exploitation équilibrée des ressources piscicoles de ses droits de pêche.

4. D'effectuer tous travaux et interventions de mise en valeur piscicole, tels des inventaires piscicoles, la constitution de réserves, l'aménagement de frayères, des opérations de repeuplement, l'établissement de passes à poissons et, plus généralement, toute réalisation nécessaire à l'accomplissement du but qu'elle s'est fixé.

5. De mener des actions d'information, de formation et d'éducation en matière de protection des milieux aquatiques et du patrimoine piscicole et d'éducation à l'environnement, au développement durable et à la biodiversité.

6. De se rapprocher des associations du même bassin ou sous-bassin pour constituer des regroupements permettant une cohérence de gestion, d'élaboration des mesures et interventions techniques de surveillance, de protection, d'amélioration et d'exploitation équilibrée des ressources piscicoles des droits de pêche.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

Fédération départementale et nationale des associations agréées de pêche et de protection du milieu aquatique

3.2 Type de la relation

Adhésion

3.3 Description de la relation

Office national de l'eau et des forêts

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Mars 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association

<http://www.elorn-aappma.com>

Fonds "Association Agréée de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique de l'Elorn" (AAPPMA Elorn).

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, rapport d'activité, compte-rendu d'assemblée générale et de conseil d'administration, bulletin de liaison interne au conseil d'administration, agrément jeunesse et sport, pisciculture, protection de la nature et garde... (à partir de 1981).

Comptabilité : rapport financier, bilan, grand livre, factures... (à partir de 1981).

Dossiers de l'activité : actions en justice par rapport à des pollutions (abattoir GAD, SA Rolland Flippi...) et à la pêche (Procès-verbaux d'infraction, dépôt de plainte, jugement, mémoire d'avocat, enquête publique, résultat d'analyse, correspondance..., à partir de 1981), gestion de sites (comité de gestion Kerhamon, plan de gestion piscicole, études et comptage de saumons, chantiers d'entretien de rivières, cartographie..., à partir de 1982), école de pêche (la création de l'école, compte-rendu d'activité, charte des écoles de pêche, correspondance..., 1984-2001), partenariats (syndicat de bassin de l'*Elorn*, contrat de restauration entretien de l'*Elorn*, schéma d'aménagement et de gestion des eaux - SAGE *Elorn*, contrat de baie rade de Brest, conseil supérieur de la pêche, compagnie des eaux et de l'ozone, conseil général du Finistère..., à partir de 1995), enquête tourisme-pêche de l'*AAPPMA* (rapport, feuilles d'enquête, 1996-2000), Pétition de l'association contre la pêche au filet en estuaire (1995), Fédération *AAPPMA* du Finistère (compte rendu d'assemblée générale, à partir de 1983).

Revue de presse sur l'association, la pêche et les rivières (à partir de 1995).

Documentation : études du conseil général, du Forum Centre Bretagne Environnement, du ministère de l'environnement, de l'inspection générale de l'environnement et des rapports de stage sur l'eau, les tourbières et la pêche (à partir de 1990), revue "Eaux et Rivières de Bretagne" (à partir de 1996), "Bulletin de liaison ABPM" (association bretonne de pêche à la mouche, à partir de 1996), diverses revues sur la pêche.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Documents iconographiques : 400 photographies de rivières, berges, fête de l'*AAPPMA*, Kerhamon (à partir de 1985), 1200 diapositives sur l'accident GAD, la faune, la flore, les rivières (1985-1995), dépliants, plaquettes et brochures de l'association (à partir de 1989).

1981-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 9,00 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé dans les locaux de l'association : Maison de la rivière, Moulin Vergraon, 29450 Sizun

Origine

Association Agréée de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique de l'*Elorn*

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la Nature et de l'Environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr).

Association Brayonne dynamique (ABD)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Association Brayonne Dynamique.

1.3. Autres formes du nom

A.B.D.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1988 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

L'association Brayonne Dynamique a été créée pour lutter contre le projet de circuit de Formule 1 sur les communes de Mauquenchy et Rouvray.

Malgré l'abandon du projet, l'association a décidé de continuer à mettre tout en œuvre afin de préserver le patrimoine bâti et paysager du Pays Brayon.

Tout en considérant les exigences et l'évolution du monde moderne, l'A.B.D. tente de sensibiliser à la nécessité de respecter l'environnement humain et naturel.

2.3. Lieu

Chez Madame Sylvie Turban

4, rue Abbé Forgé

76440 Forges-les-Eaux

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901 agréée depuis 2009 au titre de la protection de l'environnement.

2.5. Fonctions et activités

L'Association Brayonne Dynamique a lancé son premier chantier de restauration, celui de l'oratoire fontaine Sainte-Anne, tout en mettant en place un chantier jeune. Elle continue aujourd'hui à participer à des chantiers de restauration du patrimoine bâti.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Par ailleurs, elle organise différentes manifestations notamment autour du bocage et de sa préservation, des expositions (sur le Pays Brayon, sur les champignons), des thèmes et visites pour les Journées européennes du patrimoine ainsi que des journées découvertes.

L'association intervient auprès des scolaires notamment en organisant des sorties nature avec des intervenants spécialisés (mycologie, découvertes de mare, de potager sans pesticides, des abeilles...).

L'association mène également des enquêtes d'utilité publique, intervient pour la mise en place du plan local d'urbanisme (PLU).

Enfin, elle met en place des pétitions et organise ou participe à des commissions.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Association Haute-Normandie Nature-Environnement (H.N.N.E.).

3.2. Type de relations

Membre du réseau H.N.N.E.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Notes : Une partie des archives de l'Association Brayonne Dynamique se trouve aux Archives départementales de la Seine-Maritime (J 1499).

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Présentation du contenu conservé par l'Association Brayonne Dynamique, 1988 à aujourd'hui :

Création (1988) : statuts, récépissé de création.

Administration et composition (1988-2014) : comptes-rendus de conseils d'administration et d'assemblées générales (1988-2014), correspondance, demande d'agrément et récépissé.

Comptabilité (1988-2014) : bilan, projet de budget, pièces justificatives, journaux de recettes et de dépenses, grands livres.

Activités : comptes-rendus de commissions, panneaux d'exposition, notes de présentation, bulletins d'informations *L'Ami brayon* (1988-2014), photographies, plaquettes, articles de presse (2005-2014).

Réalisation du film *La Bergère et l'orchidée* (2009) : DVD, correspondances, notes d'explication, liste de gestion des stocks, demande de subventions.

Fascicules pour les Journées Européennes du Patrimoine (2001-2003) : *Patrimoine de la céramique architecturale, 1880-1930, dans le Bray-Oise et le Beauvaisis* (2001), *Patrimoine argile du premier au troisième millénaire* (2002), *Patrimoine argile du premier au troisième millénaire dans le Bray Seine-Maritime* (2003).

Métrage linéaire : non communiqué.

Lieu de conservation :

Association Brayonne Dynamique

Chez Madame Sylvie Turban

4, rue Abbé Forgé

76440 Forges-les-Eaux

Présentation du contenu conservé par les Archives départementales de la Seine-Maritime

(J 1499).

Création (1988) : statuts.

Administration et composition (2009) : demande et autorisation d'agrément.

Activités : notes de présentation, bulletins d'informations *L'Ami brayon* (1988-2012), notes de présentation de l'association et des panneaux d'exposition, plaquette.

Film *La Bergère et l'orchidée* (2009) : DVD, notes d'explication.

Fascicules pour les Journées Européennes du Patrimoine (2001-2003) : *Patrimoine de la céramique architecturale, 1880-1930, dans le Bray-Oise et le Beauvais* (2001), *Patrimoine argile du premier au troisième millénaire* (2002), *Patrimoine argile du premier au troisième millénaire dans le Bray Seine-Maritime* (2003).

Métrage linéaire :

0,10 ml.

Lieu de conservation :

Archives départementales de la Seine-Maritime

42 rue Henri II Plantagenêt

76100 Rouen

Association Brenne – Pays d'Azay (CPIE Brenne-Berry)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Association Brenne – Pays d'Azay

1.3. Autres formes du nom

Association Brenne – Pays d'Azay (création – aujourd'hui),

Centre permanent d'initiation à l'environnement (CPIE) Brenne-Pays d'Azay (label CPIE depuis 1980 – vers 1997),

Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) Brenne- Pays d'Azay (vers 1997 – vers 2014),

Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) Brenne-Berry (nom sans modification des statuts vers 2014-2015).

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1979 - aujourd'hui

2.2. Histoire

« L'Association Brenne – Pays d'Azay » (plus communément appelé CPIE Brenne-Pays d'Azay entre 1980 et 2014, puis CPIE Brenne-Berry) a été fondée en 1979 dans l'objectif de devenir un Centre permanent d'initiation à l'environnement (CPIE)^[1]. Cette association doit sa création à des personnalités et des institutions locales (dont Raymond Coutant, décédé en 2016).

Elle obtient en 1980, sa labellisation en tant que CPIE Brenne-Pays d'Azay. Dès sa création, son principal objectif est l'accueil de groupes principalement scolaires pour faire de l'éducation à l'environnement.

Par la suite, l'association s'implique activement dans la préfiguration du parc naturel régional (PNR) de la Brenne, créé en 1989.

À sa création « L'Association Brenne – Pays d'Azay » étend seulement son action que sur une partie de l'Indre. L'action vers le territoire est donc venue plus tardivement. Son expansion est finalement réalisée vers 2002-2003 sur l'ensemble du département, puis en 2016 dans celui du Cher, avec la création d'une antenne à Saint-Amand-Montrond. En parallèle, les activités du CPIE augmentent jusqu'à prendre la forme actuelle.

Vers 2014-2015, par proposition de ses adhérents à l'Union nationale des CPIE (UNCPIE), l'association change de nom sans pour autant modifier ses statuts pour devenir le CPIE Brenne-Berry.

Le CPIE a eu notamment pour anciens présidents Raymond Coutant, Pascal Sionneau (2007 – 2008) et Jean-François Hellio (2008 – 2015/16).

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2.3. Lieu

Siège⁹⁸³ :

35 rue Hersent Luzarche

36290 Azay-le-Ferron

Antenne :

16 rue de la Brasserie

18200 Saint-Amand-Montrond

35 rue Hersent Luzarche

36290 Azay-le-Ferron

Antenne :

16 rue de la Brasserie

18200 Saint-Amand-Montrond

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

« L'Association Brenne – Pays d'Azay » ou plus communément dénommée « Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) Brenne-Berry » mène de nombreuses missions en lien avec l'éducation à l'environnement vers tous les publics, la formation professionnelle et l'accompagnement de démarches de développement durable.

Il s'agit d'une association de loi 1901 qui entreprend différentes actions dans les départements de l'Indre et du Cher pour répondre aux deux objectifs généraux suivants :

- Faciliter l'appropriation de connaissances, de capacités et d'attitudes nécessaires à la prise de conscience des réalités du monde actuel et des enjeux liés au développement durable ;
- Accompagner les projets permettant l'évolution des comportements individuels ou collectifs au regard des enjeux liés au développement durable.

Outre le label CPIE obtenu en 1980, l'association est reconnue d'utilité publique et a toujours gardé un lien fort avec l'éducation nationale en raison d'une cohérence pédagogique et de son histoire (les anciens directeurs étaient tous enseignants de profession). À la différence du CPIE Touraine – Val de Loire, elle ne mène aucune étude afin de centrer ses activités sur l'éducation à l'environnement.

Ses principales missions sont les suivantes :

- Par l'intermédiaire de son équipe d'animateurs, le CPIE Brenne-Berry réalise de nombreuses animations à destination de tous les publics et particulier vers les scolaires. Il privilégie le contact avec le terrain et la pédagogie par objectifs (notionnels, méthodologiques, comportementaux). Ces animations peuvent se dérouler sur une ou

983 Les locaux sont situés dans les anciens communs du château d'Azay-le-Ferron. Ils sont eux-mêmes issus d'un legs qui appartient à la ville de Tours et ont été cédés à la commune d'Azay-le-Ferron par bail emphytéotique jusqu'en 2047.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

plusieurs demi-journées ou journées tout au long de l'année. Le CPIE a également la capacité d'accueillir son public dans le cadre de séjours de classes découvertes ou de camps (dont colonies) lors des vacances.

- Le CPIE Brenne-Berry propose des formations naturalistes, méthodologiques ou artistiques à différents publics (particuliers, professionnels, élus...). Chaque année depuis 2003, un programme est élaboré (« Stages en Brenne ») et comprend une vingtaine de formations pour permettre aux professionnels et particuliers d'approfondir leurs connaissances sur la faune et la flore, d'enrichir leurs compétences dans le domaine de l'éducation à l'environnement, ou encore de développer leur esprit créatif et artistique.

- Parallèlement, le CPIE apporte un accompagnement pédagogique et technique pour favoriser l'évolution des comportements individuels ou collectifs au regard des enjeux liés au développement durable. Par exemple, le CPIE s'est associé depuis 2010 avec l'association « Indre Nature » pour développer l'opération « Objectif Zéro Pesticide dans nos villes et villages » (OZP) dans l'Indre. Il a aussi accompagné des collectivités pour un approvisionnement en circuits courts de proximité de ses cantines scolaires ainsi que cinq collèges du territoire de l'Indre.

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

« L'Association Brenne – Pays d'Azay » / « CPIE Brenne-Berry », se compose d'un Conseil d'administration qui se réunit d'une à trois fois par an et qui comprend des membres de droit (Président de la Région et Président du Conseil départemental, Président du PNR de Brenne, directeur académique, maire d'Azay-le-Ferron, conseillers municipaux d'Azay-le-Ferron, élus de la ville de Tours) et des membres individuels élus. Le président actuel est Patrick Roux (conseiller municipal de la commune d'Azay-le-Ferron)

L'association compte également environ 160 adhérents.

Le bureau et les salariés ont un rôle prépondérant pour assurer le fonctionnement au quotidien.

L'équipe salariée est quant à elle actuellement composée de 13 permanents, d'une personne mise à disposition par l'éducation nationale et de contractuels (dont un animateur de vie quotidienne en CDD). Elle se décompose en différents « pôles » : administration (dont l'actuelle directrice est Aline Chérencé) ; pôle animations ; pôle Développement territorial ; pôle Formations et Communication ; antenne de Saint-Amand-Montrond ; pôle Hébergement et Restauration ; Sécurité, maintenance et transport.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Le CPIE Brenne-Berry entretient notamment des relations avec l'Union nationale des CPIE, le Centre permanent d'initiation à l'environnement Touraine – Val de Loire et la commune d'Azay-le-Ferron, le parc naturel régional de la Brenne, la Réserve de Chérine, et les associations Groupe régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement Centre et Indre Nature.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Novembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Aline Chérencé, directrice du CPIE Brenne-Berry.

Dominique Bachelart, Administratrice du CPIE Touraine – Val de Loire et maître de conférences à l'Université François Rabelais de Tours.

<http://www.cpiebrenne.fr/>

Présentation du contenu conservé par l'Association Brenne – Pays d'Azay (CPIE Brenne-Berry) :

Administration et composition :

Registre des délibérations (1985-1998) : comptes rendus des assemblées générales et des conseils d'administration, convocations et ordres du jour ;

Réunions du bureau et du conseil d'administration (1998-2018) (0,2ml) : comptes rendus ;

Comptes rendus de réunions d'équipe (2003-2005) ;

Registre du personnel (1982-2018) ;

Rapports d'activités (2001-2012) ;

Dossiers de la direction (0,2ml).

Correspondance :

Courriers reçus (2006).

Comptabilité :

Comptabilité (1999-2016) (environ 13 ml). - Comptabilité générale (avec factures) ; salaires et charges ; subventions (2009-2016) (0,4 ml) ; demandes de financements (0,5ml) ;

Assurances.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Fonctionnement et activités :

Agréments ;

Conventions (dont conventions vertes avec la région Centre entre 2004-2017 (0,3 ml) ;

Animateurs de vie ;

Animations. - Projets ; réalisations dans le cadre de Natura 2000 (2000-2005) (0,2 ml) ; animations des clubs nature et jardins ; agendas des salariés (2010-2017) ; plannings (2008-2018) ; rapports de stages (0,5 ml) ; outils pédagogiques ; documentation ;

Projets (dont non aboutis) ;

Bilans de séjours (2009-2018) (0,1 ml) ;

Dossiers clients relatifs à l'accueil des publics (2013-2017) (environ 2 ml) ;

Programme « Objectif Zéro Pesticides » : projets, chartes avec les communes ;

Formations (dont stages, bilans pour la période 2011-2018 (0,2ml)) ;

Dossiers relatifs aux espaces naturels sensibles (ENS) ;

Travaux entre le CPIE et les institutions ;

Relations avec les partenaires du CPIE (dont parc naturel régional, réserve de Chérine, Graine Centre) (0,4 ml) ;

Autorisations d'images ;

Attestations de sécurité.

Documentation :

Publications du CPIE Brenne-Berry, dont : « Passeport Mare », « Passeport Rivière », bulletin « Le Bout' bout » (du n°9, 2008 au N°23, 2011),

Documentation produite par le CPIE Brenne-Berry et l'UNCPIE : affiches et plaquettes, DVD inauguration d'un sentier pédagogique ;

Rapport de stage effectué au CPIE Brenne-Berry ;

Revue de presse (2003-2018) (0,5 ml) ;

Diapositives : 3 classeurs concernant notamment des sorties et activités du CPIE (classement thématique) (décennies 1980 – 1990) ;

Exposition : panneaux relatifs à l'écogestion ;

Plaque d'accueil ancienne du CPIE Brenne-Berry ;

Centre de documentation (11 ml) : publications diverses classées par thème (dont éducation à l'environnement, jardinage), DVD ;

Films sur support VHS ;

Documentation diverse (0,5 ml).

Dates extrêmes

1982 – 2018

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Métrage linéaire conservé

Environ 40,5 ml.

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné (comprends notamment un fonds photographique important et les documents relatifs à l'ensemble de la vie statutaire de l'association depuis 2012). Des copies sont réalisées régulièrement.

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Bon état de conservation des archives. L'environnement est sain malgré le manque de capacité de stockage, sauf pour certaines archives (principalement de la comptabilité) qui malgré leur bon état sont conservées dans un hangar et exposées aux risques suivants : variations de température, à l'humidité et aux nuisibles.

Localisation physique

35 rue Hersent Luzarche
36290 Azay-le-Ferron

Modalités d'accès

Sur demande :

Tél. : 02 54 39 23 43

Courriel : info@cpiebrenne.org

Association culture et loisirs (ACL)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Association Culture et Loisirs.

1.3. Autres formes du nom

A.C.L.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1981 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

L'association Culture et Loisirs a été créée en 1981 et comptait à ses débuts deux sections : le ciné club et la peinture sur soie.

Progressivement, l'association s'est enrichie de nouveaux membres et de bénévoles compétents qui ont su développer les activités de l'A.C.L.. Ils ont participé à l'illustration de l'évolution historique de Saint-Pierre-lès-Elbeuf.

L'association a ainsi retracé toute l'histoire de la ville, depuis le paléolithique.

Elle s'intéresse également au patrimoine culturel et naturel et a convaincu la municipalité d'acheter le pressoir de la ville et de préserver le site naturel des Communaux, devenu site naturel sauvegardé à des fins conservatrices et didactiques.

Ce site est remarquable par sa richesse naturelle. Situé sur une ancienne marnière, il disparaissait sous les déchets incontrôlés. Face à cela, la municipalité a confié à l'A.C.L. la gestion du site. Elle en est devenue un acteur principal en pérennisant l'entretien du site. Le site présente, aujourd'hui, une flore et une faune importante, protégée au niveau national (l'orchidée frelon par exemple).

La violette de Rouen, plante extrêmement rare et protégée, y a été réintroduite en 1989 sur un talus crayeux devenu un véritable laboratoire.

Elle a également créé des classes natures.

2.3. Lieu

Le Pressoir

27, rue Martin Luther King

B.P. 24

76320 Saint-Pierre-les-Elbeuf

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2.5. Fonctions et activités

L'association compte 7 volets d'activités :

les loisirs ;

le cinéma enfant ;

les jeux de société ;

les activités sportives : randonnées pédestres ;

la culture ;

les manifestations et sorties naturelles et culturelles ;

la gestion du site des Communaux.

Elle organise des « classes Nature », qui visent à sensibiliser les enfants de la ville à l'environnement et à la nécessaire préservation de la nature, ainsi que des opérations de nettoyage.

La présentation des essences du site au public a été diminuée à cause de la mise en danger d'espèces floristiques protégées.

L'association participe aux Journées du développement durable et à la labellisation d'arbres remarquables en Normandie ;

Elle travaille en étroite collaboration avec l'Office national des forêts, et fait partie des membres du comité de pilotage Natura 2000 des Coteaux d'Orival et des îles et berges de la Seine.

2.7. Organisation interne

237 adhérents.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Haute-Normandie Nature-Environnement.

3.2. Type de relations

Membre du réseau.

3.3. Description de la relation

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Note : les archives de l'association se trouvent sur deux sites à Saint-Pierre-les-Elbeuf. Seule une partie des archives a été vue.

Présentation du contenu :

Création : statuts (1981).

Administration et composition (1981-2014) : bulletins d'adhésion (2011-2014), subventions, comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale (1981-2014).

Comptabilité (2009-2014) : bilans, projets de budget, journaux de recettes et de dépenses, balances des comptes, pièces justificatives.

Activités : tableaux et panneaux d'exposition, photographies, press-book (1981-2014), rapports d'activités (1981-2014), présentation des activités, comptes-rendus de réunion, documents de travail, dépliants, plaquettes.

Publications : *Le P'tit Pierrotin* (1981-2013), *Le P'tit Pierrotin : Faune et flore d'un coin de Normandie*, *Communaux de Saint-Pierre* (2004), *Saint-Pierre d'hier à aujourd'hui*, *Hier Saint-Pierre*, *Atlas des Orchidées sauvages de Haute-Normandie*, *Arbres remarquables de Haute-Normandie* (2010), *étude : 1857, Naissance de Saint-Pierre-les-Elbeuf*.

Documentation : *Géo*, *le Journal de la Nature*, *le Viquet* ; cartes, bulletins, cassettes vidéo, CD-Rom, ouvrages.

Métrage linéaire : 20 ml.

Lieu de Conservation :

Association Culture et Loisirs

Le Pressoir

27, rue Martin Luther King

B.P. 24

76320 Saint-Pierre-les-Elbeuf

Association de défense de l'environnement, du patrimoine, pour la lutte anti-Inondations et ruissellements (DEPLAIR)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Association de Défense de l'Environnement, du Patrimoine, pour la Lutte Anti-Inondations et Ruissellements.

1.3. Autres formes du nom

D.E.P.L.A.I.R.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2001-2007.

2.2. Histoire

L'association a été fondée en 2001 suite à une importante inondation.

Cette association a été mise en place pour protéger les communes d'Anneville-sur-Scie, de Manénuville et de Crosville des ruissellements et débordements de rivières dont elles peuvent être victimes.

Elles travaillaient en collaboration avec les bassins versants.

2.3. Lieu

6, route de la Chaussée

76590 Anneville-sur-Scie

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'association avait pour but de mettre tout en œuvre afin que des travaux soient mis en place dans le but de protéger les 3 communes contre les ruissellements et les débordements de ruisseaux et rivières.

2.7. Organisation interne

Nombre de membres variables selon les incidents.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Présentation du contenu :

Création (2001) : programme d'assemblée générale (2001), statuts (2001), déclaration au journal officiel (2001), récépissé de déclaration de création (2001), modification d'association, guide pratique de la vie associative, documents de travail.

Administration et composition (2001-2007) : correspondance, registre des réunions de comité (2001-2005), ordre du jour et compte-rendu d'assemblée générale (2001-2007), ordre du jour de réunion (2003), documents de travail (2003).

Comptabilité (2001-2007) : journal des recettes et des dépenses (2001-2004), carnets de reçus, pièces justificatives (2001-2007).

Activités (2000-2006) : articles de presse (2000), correspondance, reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, exercices, projet de budget et exercice du syndicat des bassins versants (2001-2006), *Reflets* 76 (2000), flyers, bilan (2002), documents de travail, cartes, programme d'activité, plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondations (2001), marché de maîtrise d'œuvre, graphiques, schémas, études et orientations d'aménagement, procès verbal de réunion (2001), projets et bilans de travaux (2001), photographies.

Documentation : cartes, bulletins municipaux.

Métrage linéaire : 0,32 ml.

Lieu de conservation :

Archives départementales de la Seine-Maritime

42, rue Henri II Plantagenêt

76100 Rouen

n° versement 322J

Association de Langazel

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Association de Langazel

1.3 Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1979 – aujourd'hui

2.2 Histoire

L'association est née le 15 février 1979 par la volonté de certains habitants de Trémaouézan de conserver le patrimoine naturel de leur commune. Un an plus tôt, en 1978, le S.I.V.O.M de Landerneau a proposé le site de Langazel pour la construction d'une usine de broyage des ordures ménagères. Les riverains se mobilisent, adressent une pétition aux autorités, et obtiennent le retrait du projet. L'association de Langazel est alors constituée.

Historique :

1979 : Création de l'association

1984 : Organisation de la 1ère Fête de la Bruyère et protection de 120 ha du site.

1985/86 : Création par les bénévoles d'un circuit de randonnée de 7 km.

1991/92 : Embauche du 1er salarié et accueil de classes de nature.

1993 : Première opération de gestion : achat d'animaux et mise en place du pâturage extensif.

1994 : Acquisition de 25 ha par le conseil général du Finistère et création d'une zone de préemption départementale (140 ha).

1995 : Signature du Contrat Nature 1995-1998

1999 : L'association est désignée comme opérateur local Natura 2000

La tourbière de Langazel est datée comme étant la plus ancienne de Bretagne + de 10 000 ans).

2000 : Signature du Contrat Nature 2000-2003

2001 : Acquisition de 3 ha de prairies humides.

2003 : validation du document d'objectifs Natura 2000

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2.3 Lieux

Siège social

Maison commune, 29800 Trémaouézan

2.4 Statut juridique

Association type « loi 1901 »

2.5 Fonctions et activités

Actions sur la tourbière de Langazel

Entretien du site naturel :

- . Suivi d'un troupeau de Vaches bretonnes pie noir et de poneys .
- .Entretien du sentier de randonnée.
- . Travaux de génie écologique pour la conservation d'espèces remarquables.

Éducation à l'environnement :

- . Classes de nature et d'écologie.
- Formation aux métiers des espaces naturels.

Randonnées et sorties naturalistes

Accueil de stagiaire.

Études et coordination :

- . Inventaire faune - flore -habitats naturels.
- . Études scientifiques.
- . Coordination des actions des partenaires : Contrat-Nature, Natura 2000...

Actions dans le département du Finistère

- . Expertise et conseil en gestion des espaces naturels auprès des collectivités.
- . Représentation associative (ex : comité de pilotage bassin versant Aber Wrac'h)
- . Suivi d'espèces végétales menacées (Ciste hérissé, Spiranthe d'été, Prêle des bois).
- . Éducation à l'environnement (Classes de nature, d'écologie, formation aux métiers des espaces naturels)

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Mars 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

<http://www.langazel.asso.fr>

Fonds "Association de Langazel".

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, rapport d'activité, procès-verbaux de réunion (à partir de 1979).

Études et inventaires réalisés par l'association sur les tourbières, la faune, la flore, l'archéobotanique, l'hydrogéologie, les zones humides de Langazel, Ploudiry, Landerneau... (à partir de 1985).

Dossiers de l'activité : gestion de la zone humide de Langazel (contrat nature, Natura 2000, plan de gestion, convention de gestion..., à partir de 1994), protection de la tourbière de Langazel (actions en justice, études, arrêté de protection biotope, correspondance..., 1974-1984), suivi de trois plantes protégées pour le conservatoire botanique de Brest (à partir de 2003), conservatoire régional des espaces naturels en Bretagne (statuts, procès-verbaux de réunion, fiches d'action, correspondance..., 2002-2008).

Revue de presse sur l'association (à partir de 1977).

Documentation : "La lettre de Langazel" (à partir de 1997), "L'échos des tourbières" (1995-2008), "les annuaires et travaux des réserves" de Bretagne Vivante-SEPNB (à partir de 2000), "Penn ar Bed" de Bretagne Vivante-SEPNB (à partir de 1985), documentation et publication pour les animations.

Documents iconographiques : sept DVD de photographies sur les animations, l'architecture, les atteintes à l'environnement, la faune, la flore, les paysages, la gestion de la zone humide (1984-2010).

1977-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 12,00 ml

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Localisation physique : Le fonds est conservé dans les locaux de l'association : maison commune, 29800 Trémaouzan.

Origine

Association de Langazel

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr..

Association de l'industrie et du commerce pour l'environnement normand (AsICEN)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Association de l'Industrie et du Commerce pour l'Environnement Normand.

1.3. Autres formes du nom

As.I.C.E.N.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1977 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

Le C.E.D.I.H.N. a été créé en 1975 par des industriels suite à la loi sur les déchets. Cette association est tournée vers l'étude des déchets industriels dangereux et non dangereux.

Après la guerre, la reconstruction de la ville a engendré une augmentation de la consommation et donc de la pollution.

Des lois se sont ainsi succédé pour réglementer les usines.

En effet, la plupart rejetait leurs déchets directement dans la Seine ou dans les ruisseaux. l'A.S.I.C.E.N. a été créée, dans ce cadre, par des industriels membres du Mouvement des entreprises de France (MEDEF) pour devancer les questions environnementales en rapport avec les déchets industriels.

Il s'agit d'associations interprofessionnelles régionales. Elles ont pour vocation de regrouper les entreprises de toute taille autour d'enjeux environnementaux, de santé et de sécurité.

2.3. Lieu

66, quai de Boisguilbert

76000 Rouen

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Il s'agit d'un service d'informations créé pour répondre aux questions des entreprises mais également pour aider à la défense de leurs intérêts dans les instances et réunions régionales.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Elle offre la possibilité d'une assistance sur le terrain ainsi que des tarifs préférentiels pour leurs journées techniques, les « jeudis de l'environnement », et permet d'accéder plus facilement aux agences environnementales, syndicats professionnels et organismes consulaires.

L'Action Collective Carbone, lancée en 2009 par le Groupe régional haut normand « *Stratégie Carbone* » (en collaboration avec l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (A.D.E.M.E.), l'ASICEN ainsi que des professionnels visent à réunir tous les acteurs qui ont réalisé, réalisent ou sont intéressés par la démarche carbone.

Les 3 priorités de l'Action Collective Carbone sont :

- amplifier la quantification GES, notamment auprès des PME ;
- encourager les entreprises à engager des plans d'action par le soutien financier à des études de cadrage ou de mise en œuvre ;
- animer, par le biais d'un consultant expert, une appropriation collective des enjeux, des objectifs et des solutions par une dynamique de fertilisation croisée d'idées et d'initiatives.

2.7. Organisation interne

1 salarié.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

- Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (A.D.E.M.E.),
- Fonds Européen de Développement Régional (F.E.D.E.R.).

3.2. Type de relations

- A.D.E.M.E. : collaboration,
- F.E.D.E.R. : soutien financier.

3.3. Description de la relation

L'A.D.E.M.E. et l'A.S.I.C.E.N. mènent une action collective favorisant le partage des expériences entre les entreprises haut-normandes. Cette initiative est soutenue par l'Union Européenne à travers le Fonds européen de développement régional (FEDER).

3.4. Dates de la relation

2009.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Français.

4.8. Sources

<http://www2.asicen-carbone.fr>

Notes : Une partie des archives de l'association a été déposée aux Archives départementales de la Seine-Maritime.

Présentation du contenu conservé dans les locaux de l'Association de l'Industrie et du Commerce pour l'Environnement Normand (As.I.C.E.N.) :

Administration et composition (1978-2010) : comptes-rendus de réunions (1998-2010), procès verbaux de la commission environnement (1993-1998), comptes-rendus de réunions S3PI (1978-1993), dossiers emploi jeune.

Comptabilité : journaux de banque, journaux de recettes et de dépenses, bilans annuels, grands livres, balance des comptes, pièces justificatives.

Activités : études, enquêtes sur les déchets (1990-2004), rapport environnement.

Documentation : fascicule INERIS, revue *Bulletins du droit de l'environnement industriel*, ouvrages, guides, documents de travail (sur les zones humides, Natura 2000, plan climat...), plans départementaux.

Métrage linéaire : 18 ml.

Présentation du contenu conservé aux Archives départementales de la Seine-Maritime (316J) :

Documentation (1980-2011) : *Revue juridique de l'Environnement* (1984-2002), *Droit de l'Environnement* (2009-2011), rapport d'action et d'orientation de la DREAL (2009-2010), livret de la Direction Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) (2006-2009), bilan et objectifs de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE) de Haute-Normandie (2002-2005), bilans DRIRE de l'environnement industriel haut-normand (1994-2004), rapports d'activités de la DRIRE (2000-2001), guide des déchets en Haute-Normandie (2004), Code de l'Environnement et protection de la Nature et de lutte contre les nuisances (1980), articles de presses (1997-2005).

Métrage linéaire : 1,15 ml.

Lieux de conservation :

Association de Commerce et de l'Industrie pour l'Environnement Normand

66, quai de Boisguilbert

76000 Rouen

Archives départementales de la Seine-Maritime

42, rue Henri II Plantagenêt, 76100 Rouen

Association de préservation du Clos-Masure du Gourvaudon

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Association de préservation du Clos-Masure du Gourvaudon.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2012 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

Le clos-masure de Gourvaudon est un domaine familial construit sous Henri IV. La première trace remonte à l'achat du clos-masure par un seigneur de Gourvaudon en 1602.

Il a ensuite été acquis en 1792 par un ancêtre du propriétaire actuel. Aujourd'hui il reste une forêt de 15 hectares, une pâture de 10 hectares et des bâtiments. Le clos-masure en lui-même représente 4 hectares.

Au sein du clos on trouve une maison à pans de bois sur deux étages ainsi qu'une maison bourgeoise. Certains bâtiments sont à l'abandon et ont permis à certaines espèces protégées de s'y installer (hirondelles, chauves-souris).

Ce clos-masure est lié à l'industrie normande, puisque c'est le frère de Durecu-Lavoisier Jean-Pierre Durecu) qui a acheté le clos-masure en 1792.

L'association a été créée pour la protection du clos contre la construction d'une autoroute reliant Barentin à Yvetot.

2.3. Lieu

Villers-Ecalles.

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Une autoroute en cours de construction passera à 9 mètres d'une des haies du clos-masure.

Elle a pour but de lutter pour la protection de la biodiversité qui s'est développée dans le clos-masure, ainsi que dans les bois qui ont été lourdement déboisés. Avec le déboisement il y a des impacts directs sur le clos-masure : chute de certains chênes formant la haie ou encore problèmes de toiture.

Un procès a été engagé contre les constructeurs d'autoroutes. L'association a également commandé deux études d'impacts sur les oiseaux auprès de naturalistes.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2.7. Organisation interne

Une trentaine de membres.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Haute-Normandie Nature-Environnement (H.N.N.E.).

3.2. Type de relations

Membre du réseau H.N.N.E.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Présentation du contenu :

Création : statuts de l'association, récépissé de création.

Activités : plans, photographies, affiches, études sur les espèces protégés.

Documentation : études d'impacts, études Air et Santé, extraits de loi sur l'eau.

Métrage linéaire : non communiqué.

Lieu de conservation :

Association de préservation du Clos-Masure du Gourvaudon

Chez Mme Baudu

Ferme du Gourvaudon

La Croisée des chemins

76360 Villers-Ecalles

Association des amis de la nature, section d'Épinal

Versement 143 J

Fonds de l'Association des amis de la nature, section d'Épinal
vers 1935 - vers 1960

Présentation du contenu

Registres d'inscription, d'hébergement, correspondance, notes, circulaires nationales.

Historique du producteur

Association des amis de la nature, section d'Épinal.

Modalités d'entrée

Dépôt (contrat du 24 octobre 2005)

Conditions d'accès

Code du patrimoine

Conditions d'utilisation

Reproduction interdite

Autre(s) instrument(s) de recherche

Néant

Description physique

2 ml

Noms de collectivité :

Amis de la nature (Les)

Lieu de conservation

Archives départementales des Vosges

Association des amis de l'île de Ré

Versement 217 J

Association des amis de l'île de Ré

1958 - 2005

Présentation du contenu

Statuts, conseils d'administration, assemblées générales, administration générale, comptabilité, activités de l'association, bulletins.

Modalités d'entrée

Don, mercredi 11 mars 2009

Conditions d'accès

Non communicables (inventaire non réalisé).

Conditions d'utilisation

Non reproductibles (inventaire non réalisé).

Description physique

2,50 ml

Localisation

Archives départementales de la Charente-Maritime

Association de sauvegarde de la nature en Deux-Sèvres

Versement 130 J

Fonds de l'Association de sauvegarde de la nature en Deux-Sèvres

1969 - 1979

Présentation du contenu

Archives du président de l'association de sauvegarde de la nature en Deux-Sèvres. - Fonctionnement de l'association : procès-verbaux d'assemblées générales, notes de travail, correspondance, bulletins de l'association, dossiers de presse. Relations avec d'autres associations œuvrant pour l'environnement (départements limitrophes et Union centre-atlantique pour la protection de la nature et l'environnement). Documentation.

Modalités d'entrée

Don

Autre(s) instrument(s) de recherche

Fonds non classé

Description physique

0,20 ml

Noms de collectivité :

Association de sauvegarde de la nature en Deux-Sèvres

Lieu de conservation

Archives départementales des Deux-Sèvres

Association entomologique et invertébriste de Haute-Normandie (ASEIHN)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

Association Entomologique et Invertébriste de Haute-Normandie.

1.3. Autres formes du nom

A.S.E.I.H.N.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2010.

2.2. Histoire

L'association a été fondée en 2010.

Elle prend la suite de l'AEE (Association entomologique d'Évreux) qui a existé de 1975 à 2010 dont l'activité était plutôt concentrée sur les papillons.

L'A.S.E.I.H.N. a pour but de faire connaître le monde entomologique et invertébriste.

2.3. Lieu

Saint-Pierre-les-Elbeuf.

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'A.S.E.I.H.N. organise :

des sorties sur le terrain,

des réunions mensuelles,

des relevés sur le terrain,

des sorties pour détermination.

Elle participe également aux 24h de la biodiversité.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Enfin, elle édite des catalogues sur les insectes (libellules, coprophages, longicornes...) et un bulletin annuel (2011-2012).

2.7. Organisation interne

45 adhérents.

4. Zone du contrôle

4.1. Code d'identification de la notice d'autorité

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Présentation du contenu :

Activités : bulletin annuel de l'A.S.E.I.H.N. (2011-2012), fiches d'enquêtes écologiques (1968-1969), catalogue *L'Entomologiste Haut-Normand* (2012), bulletin de l'association entomologique d'Évreux (1978-2006), lettre de liaisons *Atlas amphibiens et reptiles de Normandie* (1999-2004) liste des lépidoptères de Mr MAECHLER, liste des papillons de France selon P. Lérau.

Documentation : Mémoires du Muséum national d'histoire naturelle (1947), annales du Muséum du Havre *Macre lépidoptères de Normandie* (1976-1986), notes fauniques de Gemblaux (1993), atlas des orthoptères de France (1991), réglementations nationales et internationales relatives aux invertébrés, revue de la Réserve Naturelle de l'Estuaire de la Seine, *Catalogue permanent de l'entomologie*, catalogue d'exposition, livret *Symbioses* (1999-2010).

Bulletins : *Le Courrier de l'Environnement de l'INRA* (1994-1996), *Bulletin de la Société d'études des Sciences Naturelles et du Musée d'Elbeuf* (1974-2013), *Bulletin d'Entomologie Picard* (1990-2010), *Bulletin d'entomologie de Mulhouse* (1976-2008), *Bulletin de la Société Scientifiques de Touraine* (2001-2010), *Rutilus* (1974-1978), *Bulletin de la Société Entomologique de France*, *Gretia*, *Bulletin d'Entomologie champenoise*, *Les Nouvelles de l'Entomologie de l'Union Entomologique de France*.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Ouvrages : Le Peuplement de Lépidoptères de la Bourgogne, Nota Lepidopterologica (1995-2006), Inventaire et cartographie des invertébrés comme contribution à la gestion des milieux nationaux français (1995), l'Affaire du Courier de Rouen : carnet d'un Poilu de l'Eure.

Fascicules : Les Actes du Muséum de Rouen (1978-1996), Papillons et Coccinelles, Oiseaux, Côte d'Albâtre, Connaître et gérer les milieux sensibles des forêts, Les coteaux crayeux, Les zones humides, Éduquer à la biodiversité, Notre environnement, Le Paysage et ses fonctions, Les Cours d'eau, Pollution, Vallée de Seine, Écosystèmes et biodiversité.

Métrage linéaire : 4 ml.

Lieu de conservation :

Maison de la Nature

Place Mendès France

76640 Saint-Pierre-les-Elbeuf

Association nationale pour la protection des eaux et rivières - truite ombre saumon (ANPER TOS)

Cote 165J⁹⁸⁴

Intitulé : Association nationale pour la Protection des Eaux et Rivières - Truite Ombre Saumon (ANPER TOS), activités et fonctionnement

Dates extrêmes : 1982-2009

Description matérielle : 72 boîtes

Introduction : voir site Internet AD Val-de-Marne⁹⁸⁵

Producteur : Association nationale pour la Protection des Eaux et Rivières - Truite Ombre Saumon

Historique de la conservation : Le bail du local sis 67, rue de Seine à Alfortville résilié le 30 mars 2010, sans état des lieux ni prise en compte des archives, a amené le responsable de l'association à prendre contact début avril 2010 avec les Archives départementales, pour demander l'accueil en urgence de ses archives dans le dépôt. La collecte a été effectuée à la mi-mai, sur trois jours. Il concerne un volume de 45 ml consistant pour un tiers en de la documentation.

Conditions d'utilisation : Convention de don signée en 2010. Autorisation permanente et générale des documents avec documents à caractère judiciaire communicables selon les délais réglementaires.

Lieu de conservation : Archives départementales du Val-de-Marne

984 Répertoire détaillé http://archives.valdemarne.fr/arkotheque/inventaires/ead_ir_consult2.php?ref=FRAD094_000791

985 http://archives.valdemarne.fr/_depot_ad94/ead/Introduction_165J.pdf

Association pour la découverte du monde sous-marin (ADMS)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Association pour la découverte du monde sous-marin

1.3 Autres formes du nom

ADMS

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1983 – 2001

2.2 Histoire

L'association pour la découverte du monde sous-marin, fondée en 1983, est agréée « association de protection de l'environnement ».

2.3 Lieux

Siège social

Station de biologie marine du Muséum national d'histoire naturelle, 29900 Concarneau

Chez un membre de l'association

Melgven

2.4 Statut juridique

Association type « loi 1901 »

2.5 Fonctions et activités

L'ADMS est une association qui faisait le lien entre des scientifiques naturalistes appartenant à des grands organismes (CNRS, Muséum national d'histoire naturelle, IFREMER,...) et des plongeurs passionnés par la nature.

En collaboration avec les nombreux clubs de plongée échelonnés le long de la façade Manche-Atlantique, l'ADMS réalisait les actions suivantes :

Initiation à la biologie marine et aux techniques de relevé et d'échantillonnage ;

Prospection des fonds sublittoraux, inventaires floristiques et faunistiques ;

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Sensibilisation et éducation à l'environnement ;

Édition de documents scientifiques destinés au grand public.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Mars 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Fonds "Association pour la Découverte du Monde Sous-marin" (ADMS).

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, compte-rendu d'assemblée générale et de conseil d'administration, demande de subventions, relations CNRS-ADMS, convention avec le Muséum national d'histoire naturelle... (1983-2001).

Etudes réalisées par l'association : inventaire des Zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (Ouessant, Crozon-Cap Sizun, les sept Iles, Saint-Malo-Dinan, l'estuaire du Trieux, Côte de Granite Rose, la baie de Lannion, Groix, le golfe du Morbihan-Etel, Bréhat, la rade de Brest, les Glénan, 1990-2001).

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Dossiers de l'activité : fichiers d'identification d'espèces sous-marines (1983-1985), fiches de plongées (1983-2001)

Revue de presse sur l'association (1983-2001).

Documentation : "les nouvelles de l'ADMS" (bulletin pour les adhérents, 1984-2000), Annie Castric "La vie sous-marine en Bretagne, découverte des fonds rocheux" (les cahiers naturalistes de Bretagne, 2001).

Documents iconographiques : diapotheque sur les fonds marins (1983-2001).

1983-2001

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 3,00 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé à la station de biologie marine de Concarneau et chez un membre de l'association.

Origine

Association pour la Découverte du Monde Sous-marin

Accroissements

Le fonds est clos.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la Nature et de l'Environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr).

Association pour la protection de l'environnement de Saint-Aubin et Cléon (APESAC)

1. zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Association pour la protection de l'Environnement de Saint-Aubin et Cléon.

1.3. Autres formes du nom

A.P.E.S.A.C.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2005

2.2. Histoire

L'A.P.E.S.A.C. est une association de défense de l'environnement et du cadre de vie.

Elle a été créée pour améliorer les conditions de vie des habitants des deux communes de Saint-Aubin-les-Elbeuf et de Cléon en contribuant à protéger leur environnement.

2.3. Lieu

Saint-Aubin-les-Elbeuf.

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Note : cette association n'ayant pu être rencontrée, le détail du fonds ci-dessous a été rédigé selon la fiche de renseignement envoyée au début de la mission.

Présentation du contenu :

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Administration et fonctionnement : comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale.

Correspondance : diverses correspondances avec les institutions locales telles que DREAL, Air Normand, SANOFI .

Métrage linéaire : non communiqué.

Lieu de conservation :

A.P.E.S.A.C.

108, avenue Pasteur

76410 Saint-Aubin-les-Elbeuf

Association pour la protection des dunes de Porspoder (APDP)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Association pour la Protection des Dunes de Porspoder

1.3 Autres formes du nom

APDP

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1983 – aujourd'hui

2.2 Histoire

L'association pour la Protection des Dunes de Porspoder a été fondée en octobre 1983.

Elle a reçu le 2 septembre 2003, l'agrément au titre de la protection de l'environnement pour les actions qu'elle mène dans la commune de Porspoder.

2.3 Lieux

Siège social

Porspoder

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

But de l'association :

Protéger les dunes de Porspoder dans le cadre du décret n° 79-716 du 25 août 1979 relatif à la protection et à l'aménagement du littoral ;

Eviter qu'aucune délimitation quelle qu'elle soit ne soit faite sur ces dunes et qu'aucune construction en dur n'y soit édifiée à l'avenir

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

<http://apdp29.pagesperso-orange.fr>

Fonds "Association pour la Protection des Dunes de Porspoder" (APDP).

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, procès-verbaux de réunion, compte-rendu de conseil d'administration et d'assemblée générale... (à partir de 2000).

Dossier de l'activité : protection des dunes de Porspoder (retrait du camping (correspondance avec la mairie, la communauté de communes du pays d'Iroise, le préfet), participation au plan local d'urbanisme de Porspoder, convention de pâturage sur les dunes, dossiers des trophées de la vie locale..., à partir de 2000).

Documents iconographiques : 100 photographies des dunes de Porspoder (à partir de 1983).

1983-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 0,50 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez le président de l'association.

Origine

Association pour la Protection des Dunes de Porspoder

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (adresse électronique : apdp29@orange.fr)

Association pour la qualité de la vie dans l'agglomération tourangelle (AQUAVIT)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

Fonds Association pour la Qualité de la vie dans l'agglomération Tourangelle.

1.3 Autres formes de nom

AQUAVIT

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1990 – aujourd'hui

2.2. Histoire

L'Association pour la Qualité de la Vie dans l'agglomération Tourangelle (AQUAVIT) a été créée en 1990 en réaction à des choix politiques en matière d'urbanisme et d'environnement dans l'agglomération Tourangelle : autoroute intra-urbaine, artificialisation du lit du Cher, remblaiement des zones inondables, effets de la périurbanisation, dégradations de la qualité de vie liées aux promoteurs immobiliers et aux entreprises de Bâtiments et de travaux publics.

Parmi les dossiers notables que l'association a défendu, on peut par exemple citer la sauvegarde des bâtiments de caractère de l'Hôpital Bretonneau, la protection du Couvent des Minimes à La Riche et la restauration de l'ancienne école Mirabeau qui devait être démolie.

L'association - qui a été en sommeil quelques années durant - a été relancée depuis la reprise de la Présidence par François Louault.

La Présidence d'AQUAVIT a été occupée successivement par Claude Guillomaud, Hervé Buisson (début des années 2000), Jean-Michel Bouillet (fin des années 2000), et François Louault.

2.3. Lieu

8, rue Charles-de-Grandmaison,
37000

Tours

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901 inscrite au Journal officiel le 1er février 1990 et agréée au titre de l'urbanisme par arrêté préfectoral du 20 juin 1995.

2.5. Fonctions et activités

L'AQUAVIT est une association citoyenne, indépendante, apolitique, sans subventionnement local, hors des milieux d'affaires et des réseaux de pouvoir. Elle s'en

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

tient strictement à ses objectifs statutaires et aux choix démocratiquement formulés par ses sociétaires dans le but de contribuer à une meilleure qualité de vie des Tourangeaux.

L'association s'intéresse de ce fait à l'ensemble des problématiques environnementales concernant l'agglomération tourangelle et ses environs, participant du concept d'écologie urbaine. Sa priorité va à la maîtrise des impacts environnementaux et patrimoniaux de l'urbanisation afin d'améliorer le cadre et la qualité de vie des habitants. L'AQUAVIT défend une approche globale de tous les thèmes aidant à la promotion d'un mode de vie soutenable en zone urbaine (valorisation de la démocratie locale, urbanisme, habitat, transports, lutte contre les nuisances et pollutions, sauvegarde des milieux naturels et des continuités écologiques, notamment des « trames vertes et bleues » urbaines, etc.).

Chaque second jeudi du mois se tient aux Halles une réunion des adhérents, ouverte aux sympathisants, au cours de laquelle est fait le point de tous les dossiers en cours et se décide l'ouverture de nouveaux dossiers.

Pour chaque dossier, après discussion, l'assemblée esquisse les actions à mener. Les particuliers peuvent exposer lors de cette assemblée les difficultés liées à leur environnement ; l'AQUAVIT essaye d'y repérer les éléments significatifs et s'efforce d'apporter des réponses ou d'indiquer des pistes à explorer et de soutenir les actions proposées par des particuliers ou des « collectifs ».

Les dossiers traités par l'AQUAVIT abordent différents thèmes relevant de l'intérêt général :

- urbanisation,
- qualité de l'eau et traitement des eaux usées,
- qualité de l'air et Plan de déplacement urbain,
- protection des espaces verts,
- protection et mise en valeur du patrimoine architectural,
- problèmes locaux de circulation,
- traitement des déchets, etc.

L'association est particulièrement attachée à :

- La préservation de l'urbanisme XIX^{ème} siècle et à la protection juridique de ce patrimoine au titre d'une Zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP).
- La protection des arbres remarquables et des jardins publics : le jardin botanique, le jardin des Prébendes, le parc Mirabeau, le parc Grandmont ainsi que les alignements d'arbres des boulevards et de l'avenue de Grammont.
- La préservation des rives et des îles de la Loire avant même que la vallée de la Loire n'entre dans le patrimoine mondial de l'humanité sur l'initiative de l'Unesco : Coteau Saint-Symphorien, Sainte-Radegonde, Marmoutier.
- La qualité de l'eau et au traitement des eaux usées de l'agglomération dans des conditions techniquement et écologiquement satisfaisantes.
- La qualité de l'air et un Transport en commun en site propre (TCSP) issu d'un débat démocratique mené au niveau de toute l'agglomération.
- La prise en compte du bruit : trafic routier, aérien, etc.....
- La limitation de la publicité. L' AQUAVIT est adhérente à l'association Paysages de France. Notre association est intervenue à plusieurs reprises pour faire démonter des panneaux illégaux. Elle a participé aux groupes de travail chargés de préparer un nouveau règlement de publicité à Tours et Saint-Avertin. Actuellement, elle fait partie du groupe de travail de Joué les Tours.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- La surveillance des implantations de téléphonie mobile.

L'AQUAVIT présente son actualité, ses actions et son analyse de la situation tourangelle par l'intermédiaire d'un bulletin disponible sur le site de l'association et de courriels d'information.

2.6 Textes de référence

Statuts de l'association.

2.7 Organisation interne

L'association est entièrement composée de bénévoles (environ une centaine) qui se réunissent chaque second jeudi du mois aux « Halles ».

Le président actuel est François Louault, géographe à l'université de Tours. Claude Guillaumaud-Pujol est présidente d'honneur.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Monde associatif : Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature en Touraine (SEPANT), Association santé protection et information environnement (ASPIE), adhésion à l'association Paysages de France.

Collectivités.

3.2. Type de relations

L'association est membre de la SEPANT et mène des actions communes avec cette dernière ainsi qu'avec l'ASPIE.

En tant qu'association ancrée dans l'agglomération Tourangelle, l'AQUAVIT est en relation avec les différentes collectivités et les différents services déconcentrés de l'État selon les actions menées et selon la participation de l'association dans le débat public (ville de Tours pour le Tramway et la défense des arbres dans la commune, Direction départementale des territoires dans le cadre de questions relatives à l'urbanisme...)

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.3. Règles ou conventions

ISAAR (CPF)

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Août 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français

4.8. Sources

François Louault, Président d'AQUAVIT.

<http://www.aquavit37.fr>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

<http://pressibus.org/blogcvl/>

<http://pressibus.org/blogcvl/a2/arbres2d.html> (« Les luttes de l'Aquavit de 1993 à 2006 » relatives à la défense des arbres)

Beyrand Alain, *Tours et ses arbres qu'on ne laisse pas grandir : chronique d'un saccage écologique urbain*, ILV éditions, 2012.

Présentation du contenu conservé par l'AQUAVIT

- Archives courantes et intermédiaires conservées chez le Président François Louault (2010-2017) (environ 2,50 ml)

Création:

Statuts

Administration et composition

Comptes rendus des réunions de bureau et des Assemblées Générales (2010-2017)

Fonctionnement et activités :

Suivis des inondations et des digues (décennie 2010) (0,20 ml). - Dossier Pont-sur-le-Cher, recours relatif à la digue du canal, procédures diverses ;

Dossiers clos relatifs à l'urbanisation (dont rue de la Pierre, « îlot Vinci à Tours », Château de Saint-Avertin)

Dossier Tramway ;

Recours divers et dossiers en cours.

Documentation :

Documentation diverse (dont juridiques)

- Archives définitives (environ 18 ml) :

Personnel

Secrétariat de l'association (0,10 ml).

Correspondance :

Courrier (2004-2010).

Fonctionnement et activités :

Recours contre l'implantation d'une zone commerciale « Casino » à La Riche (1992-2003) (0,40 ml) : recours, courriers informatifs, coupures de presse, documentation ;

Défense des arbres du Parc de Grammont (avec un livre d'or des arbres réalisé par des enfants) (2000) ;

Défense du parc Montsoudun (avec recours et pétition) (2000-2001) (0,30 ml) ;

Actions diverses relatives à la défense contre l'abatage d'arbre et la bétonisation dans l'agglomération tourangelle ;

Tramway de Tours : dossier de participation à la concertation, étude, documentation ;

Dossier relatif à la construction du Parc des expositions « Vinci » à Tours (avec recours pour la période 1990-1992) ;

Actions de défense du patrimoine. - Protection du couvent des Ursulines à Tours, dossier foyer Mirabeau ; défense de la chapelle à l'Hôpital Bretenneau (1991-1992) : historique, pétition, revue de presse ;

Urbanisme : recours ;

Avis de l'AQUAVIT sur le Plan de déplacement urbain (PDU) (2002-2003) ;

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Participation à l'enquête publique du Plan local d'urbanisme (PLU) de Tours (2011) (0,10 ml) : sondage sur la stratégie locale, courriers, travail d'information dans le cadre du débat public ;

Participation à la commission des sites (0,40 ml)

Actions diverses (dont rue de la Fourbisserie à Joué-lès-Tours) (0,10 ml).

Documentation :

Affiches de l'AQUAVIT ;

Plaquettes de l'AQUAVIT ;

Revue de presse thématique (aménagement du territoire, transport, etc.) et photographies aériennes (0,20 ml) ;

Coupures et dossiers de presse (1990-2010) (0,60 ml) ;

Réglementation sur la publicité (dont mémoire de stage pour l'AQUAVIT) (0,30 ml) ;

Photographies (dont construction du Parc des expositions « Vinci » à Tours) (décennies 1990 – 2000) ;

Diapositives relatives aux actions de l'AQUAVIT (dont Hôpital Bretonneau et rue Nationale à Tours) : une mallette ;

Documentation relative à l'urbanisme et au Plan d'occupation des sols (POS) de la ville de Tours (avec double), aux zones inondables et aux secteurs sauvegardés.

Identification du fonds et conditions d'accès :

Dates extrêmes

1990-2017

Métrage linéaire conservé

Environ 6.20 ml

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné en raison de présence de nombreuses ressources mises en ligne sur le site de l'AQUAVIT.

Bulletins de l'association (2012-2017) :

<http://www.aquavit37.fr/bulletins/index.html>

Dossiers archivés de l'association (1990-2018) :

<http://www.aquavit37.fr/dossiers.html>

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Les archives courantes et intermédiaires sont conservées dans un environnement sain et sont classées par dossiers selon leur suivi.

Les archives définitives (fonds clos des anciennes Présidences) sont quant à elles conservées dans des boîtes archives et sont en bon état. L'environnement est relativement sain, mais présente des risques (variations de température, poussière, nuisibles).

Localisation physique

Chez François Loualt, Président actuel de l'AQUAVIT.

Modalités d'accès

Sur demande par courriel à l'adresse suivante:

contact@aquavit37.fr

Association pour la sauvegarde de la basse vallée de l'Ourcq et de ses affluents (ASBVO)

Série de classement : 295 J⁹⁸⁶

Dates extrêmes : 1977-2013

Contenu : Fonds des archives de l'association, donné par Jean-Louis Duffet, président de l'association, aux Archives départementales de Seine-et-Marne.

Ce fond contient des documents liés à l'administration de l'association (statuts, comptes-rendus, correspondances, etc.) et à ses actions : aménagement et sauvegarde du « Pays d'Ourcq », sensibilisation à la protection de l'environnement, exploitation des ressources énergétiques et la protection du paysage. Le fonds contient ainsi une riche documentation concernant la protection de l'environnement. Par ailleurs, des dossiers complets de l'activité de Gaz de France en Seine-et-Marne permettent de suivre l'action de l'entreprise dans son environnement social et sociétal, ainsi que les phases de la réalisation d'un projet de stockage souterrain de gaz naturel en nappe aquifère, sur une période de près de trente ans, de la fin des années 1970 au début des années 2000.

Nombre d'articles : 32

Lieu de conservation : Archives départementales de Seine-et-Marne

Association pour la sauvegarde de la rivière de Pont-l'Abbé et de ses environs (ASRIPE)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Association de sauvegarde de la rivière de Pont L'Abbé et de ses environs

1.3 Autres formes du nom

ASRIPE

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1971 – aujourd'hui

2.2 Histoire

L'association de sauvegarde de la rivière de Pont L'Abbé (ASRIPE) est créée en août 1971.

Le 6 janvier 1991, son nom est modifié. Elle devient l'association de sauvegarde de la rivière de Pont L'Abbé et de ses environs (ASRIPE).

En 2006, elle obtient l'agrément d'association de protection de l'environnement.

2.3 Lieux

Siège social

Pont L'Abbé

Chez un ancien président de l'association

Quimper

2.4 Statut juridique

Association type « loi 1901 »

2.5 Fonctions et activités

But de l'association :

Sauvegarder l'intérêt écologique de la rivière (ornithologie, géologie, flore...) contre toute pollution et atteinte à son environnement (déboisement, remblais, urbanisation, bruits...) ;

. Défendre le patrimoine historique, éducatif et culturel ;

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

. Action sur les communes : Pont L'Abbé, Plogastel Saint Germain, Plonéour Lanvern, Tréméoc, Saint Jean Trolimon, Plomeur, Plobannalec, Loctudy, L'île Tudy, Combrit, l'anse de Pouldon.

Moyens d'action :

- . Publication d'une étude circonstanciée sur tous les aspects de la rivière, d'un bulletin et d'articles dans les revues déjà existantes (SEPNB, Site et monument) ;
- . Conférences et projections ;
- . Expositions ;
- . Organisation de concours, de manifestations relatives à son objet ;
- . La possibilité d'agir en justice

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Mars 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

Fonds "Association pour la sauvegarde de la rivière de Pont-l'Abbé et de ses environs" (ASRIPE).

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, compte-rendu de réunion et de conseil d'administration, les décisions du conseil d'administration pour les actions en justice... (à partir de 1971).

Dossiers de l'activité : actions en justice contre des particuliers et des municipalités pour le respect de la loi littorale et du domaine public maritime (permis de construire, certificat d'urbanisme, station d'épuration, le chemin du Pouldon, sentier côtier, le polder de Combrit, le port de Loctudy, le plan d'occupation des sols de Pont L'Abbé..., à partir de 1973), mise en réserve de chasse du Pouldon (1972-1983), conservatoire du littoral

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

(correspondance au moment de l'achat de terrains, 1980-1984), participation à l'élaboration du plan d'occupation des sols de Pont L'Abbé (1975-1980), correspondance sur l'association (membres du comité d'honneur, M. Brissaud l'administrateur de Kérazan, ambassade des Etats-Unis et du Canada..., 1971-1991), ornithologie (relevés ornithologiques, remblais pour la nidification des sternes au Dourdy, recensement des oiseaux d'eau pour l'atlas Wetlands, à partir de 1971), Natura 2000, Zone Naturelle d'Intérêt écologique faunistique et floristique, Bretagne Vivante (études sur la faune et la flore autour de la rivière de Pont L'Abbé, mesure de protection, correspondance..., 1995-2007).

Revue de presse sur l'association, les municipalités... (à partir de 1971).

1971-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 1,75 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez le président et chez un ancien président de l'association.

Origine

Association pour la sauvegarde de la rivière de Pont-l'Abbé et de ses environs

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la Nature et de l'Environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr..

Association pour la sauvegarde du patrimoine et de l'eau

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Association pour la sauvegarde du patrimoine et de l'eau.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2001 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

L'association a été créée par l'ancien Maire de la commune d'Ectot-l'Auber, Antoine Leforestier, dans le but de préserver le caractère rural du village.

L'association est actuellement en sommeil mais pas dissoute.

2.3. Lieu

Ferme de la Maison Blanche

Rue d'Esquetot

76760 Ectot-l'Auber

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'association a pour but de :

planter et veiller à la protection des arbres du village (plus de 1000 arbres ont été plantés, notamment des pommiers), elle subventionne également les plantations d'arbres fruitiers ;

conserver, entretenir et revaloriser le patrimoine bâti du village ;

gérer et contrôler la qualité des eaux naturelles ;

créer et protéger les mares d'Ectot-l'Auber ;

protéger les talus, véritables remparts contre les inondations ;

lutter contre l'implantation de l'A29.

2.7. Organisation interne

Le bureau est constitué de 8 bénévoles.

Environ 30 adhérents.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Présentation du contenu :

Administration et composition : comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale, bulletins d'adhérents.

Comptabilités : pièces justificatives.

Activités : comptes-rendus de réunion d'informations, bulletins municipaux : articles sur les activités de l'association, informations sur les marnières...

Documentation : articles de presse.

Dates extrêmes : depuis 2001

Métrage linéaire : 0,6 ml.

Lieu de conservation :

Ferme de la Maison Blanche

Rue d'Esquetot

76760 Ectot-l'Auber

Association pour la sauvegarde du pays fouesnantais (APF)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Association pour la sauvegarde du Pays Fouesnantais

1.3 Autres formes du nom

ASPF

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1972 – aujourd'hui

2.2 Histoire

L'association pour la Sauvegarde du Pays Fouesnantais (ASPF) a été créée en 1972, par un groupe de Fouesnantais inquiets des projets d'urbanisation des marais littoraux de Beg-Meil.

Elle obtient en 2002 l'agrément « association de protection de l'environnement ».

L'ASPF fait partie de l'Union des associations de défense du littoral (UADL) et participe aux ateliers du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT).

2.3 Lieux

Siège social

Chez un membre de l'association à Fouesnant.

2.4 Statut juridique

Association type « loi 1901 »

2.5 Fonctions et activités

Buts de l'association :

Entreprendre toutes actions et susciter toutes initiatives, coordonner toutes campagnes ayant pour but la préservation des sites, la protection de l'environnement naturel du Pays Fouesnantais et de son littoral ;

Veiller à ce que le développement du Pays Fouesnantais se réalise de façon harmonieuse et dans le respect des composantes de toute nature qui en constituent la richesse ;

Défendre les intérêts collectifs tant moraux que matériels des habitants et résidents du Pays Fouesnantais, pour tout ce qui concerne les objectifs mentionnés ci-dessus ;

Se constituer partie civile pour toute action judiciaire relative à des faits portant atteinte ou entraînant un préjudice direct aux intérêts que l'association a pour objet de défendre.

2.6 Textes de référence

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Mars 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

<http://www.aspfasso.fr>

Fonds "Association pour la Sauvegarde du Pays Fouesnantais" (ASPF).

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, compte-rendu d'assemblée générale et de conseil d'administration... (à partir de 1942).

Dossiers de l'activité : actions en justice et défense du littoral (le sentier côtier de Beg Meil jusqu'au Cap Coz, les marais de Moustierlin, les plan d'occupation des sols de Moustierlin, Fouesnant, Beg Meil et du Cap Coz, le plan local d'urbanisme de Fouesnant-Moustierlin, les permis de construire et projets immobiliers (Tipiak, Bouygues, Mona Lisa, Ker Elo...), les algues vertes, la station d'épuration de l'anse du petit moulin, l'eau et l'assainissement, les chemins ruraux, les zones humides et les carrières..., à partir de 1972), Union des Associations de Défense du Littoral (compte-rendu d'assemblée générale, recours contre les municipalités, correspondance..., à partir de 2005), Contrat territorial Odet-Aven (enquête publique, études, correspondance..., à partir de 2005).

Documentation : bulletin de l'association (à partir de 2000).

Documents iconographiques : 200 photographies des marais, de la côte de Beg Meil, Fouesnant, Moustierlin (1972-2002).

1972-XXIe siècle

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 4,70 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez le président de l'association.

Origine

Association pour la sauvegarde du Pays Fouesnantais

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr).

Association pour le développement durable de Doudeville et ses environs (A3DE)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Association pour le développement durable de Doudeville et ses Environs.

1.3. Autres formes du nom

A.3.D.E.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2009 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

L'association a été constituée le 8 avril 2009 dans le prolongement d'un mouvement contre le projet de déménagement du supermarché actuellement situé dans le centre de Doudeville.

L'A3DE a pour but « *de promouvoir le développement durable sur le secteur de Doudeville en défendant un développement économique viable à l'échelle du territoire, qui tient compte du respect de l'environnement et de la qualité de vie des habitants, et en agissant pour la préservation et la restauration de la biodiversité et des habitats naturels* ».

2.3. Lieu

953, rue des Forrières

76560 Doudeville

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'association a deux grandes actions prévues pour 2014 et 2015 :

favoriser la mise en place de consignes des bouteilles en verre en collaboration avec les entreprises locales ;

l'étude des mares de Doudeville. En effet, la biodiversité du plateau de Caux est sous-inventoriée. Bien souvent, toutes les espèces présentes dans la commune ne figurent pas forcément dans les atlas et inventaires. L'association s'est également rendue compte que toutes les mares ne sont pas Répertoirees sur les cartes. Pour identifier ces mares à préserver dans le PLU de Doudeville actuellement en cours d'élaboration, il faut recenser les plus intéressantes, notamment du point de vue de la biodiversité.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Par ailleurs, en 2015, un inventaire faunistique et floristique sera réalisé par un professionnel.

Cet inventaire comportera un volet participatif concernant un petit nombre d'espèces indicatrices, faciles d'identification et de valeur patrimoniale. La collecte de données par des non spécialistes peut jouer un rôle utile pour la connaissance de la biodiversité. Des espèces protégées comme la salamandre ou le crapaud alyte sont des amphibiens patrimoniaux dont l'inventaire peut se révéler difficile dans le cadre d'une étude classique. La fédération des habitants autour d'un tel projet permet, entre autres, de récolter de nombreuses informations et connaissances.

L'association mène également une opération, « *Jardins de la biodiversité* », par l'organisation de visites de jardins, en mettant l'accent sur l'action collective en faveur de la faune et flore.

Elle met aussi en place des chantiers de restauration de mares.

Enfin, elle propose des sorties nature et organise de conférences.

2.7. Organisation interne

15 adhérents.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

3.2. Type de relations

Membre du réseau.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<http://www.a3de.org>

Présentation du contenu :

Création (2009) : statuts, récépissé de création.

Administration et composition (2009-2014) : comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblées générales, procès verbaux de réunions, convocations.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Activités : communiqués de presse, plaquettes, livrets, contenu du site internet <http://www.a3de.org>, revue de presse, conférences, comptes-rendus d'événements.

Dossier de contestation d'un projet de déménagement et d'agrandissement d'une grande surface : remarque de l'association dans le cadre d'une enquête publique, recours au tribunal administratif, pièces juridiques, documents de travail.

Métrage linéaire : non communiqué.

Lieu de conservation :

Association pour le développement durable de Doudeville et de ses environs

953, rue des Forrières

76560 Doudeville

<http://www.a3de.org>

Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement

Niveau de description

Fonds

Intitulé

Fonctionnement de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

Dates extrêmes

2007 – 2021

Noms des principaux producteurs

Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement

Importance matérielle

24784 fichiers pour une volumétrie d'environ 100 087 029 760 octets. Les courriels ont été enregistrés en format Word ou HTML, les enregistrements audio en format mp3, les enregistrements vidéos des colloques en format mov et mp4, les affiches des manifestations en format pdf.

Langue des documents

Français

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. L.213-1 à L.213-7.

Conditions de réutilisation

Librement réutilisable sauf liste des membres, échanges, déroulements de conseil d'administration enregistrés

Modalités d'entrée

Proposition de don aux Archives nationales

Historique de la conservation

L'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE) a été créée en 2011. Elle a pour objet :

- de rassembler et faire connaître les travaux existant en France et à l'étranger sur l'histoire de la protection de la nature, des sites et des paysages ; l'histoire de l'écologie, de l'environnement et du développement durable ;
- d'encourager de nouveaux travaux sur ces thèmes ;
- de susciter des recherches, des études, des bibliographies et des guides de sources et fonds documentaires, les publier et assurer leur promotion et leur accès auprès du public ;
- d'organiser des séminaires, des colloques et toutes autres manifestations dans ce domaine ;
- de promouvoir et aider à la coordination des efforts des institutions, des personnes physiques et morales qui effectuent des études et des recherches dans ce domaine ;
- de favoriser le rassemblement, le classement et la conservation de tout document utile à la connaissance de cette histoire ;
- de nouer et entretenir avec des institutions publiques et privées, des associations, y compris étrangères, qui poursuivent des objectifs semblables, des relations visant à développer des synergies dans ce domaine.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Évaluation, tris et éliminations

Le président de l'association, Henri Jaffeux, a conservé depuis 2007 la production numérique sur son PC. Il a supprimé les doubles et conservé les documents institutionnels et opérationnels de l'association puis a transmis le fonds numérique à l'archiviste de l'association via un disque externe.

Mode de classement et tri

Le classement actuel respecte le plan de classement initial. Pour une meilleure lisibilité, quelques rubriques ont été fusionnées, les dossiers vides et les documents comptables ont été supprimés.

Accroissement

Fonds non clos

Présentation du contenu

Ce versement présente l'intégralité des dossiers nativement numériques issus de l'AHPNE à savoir

- Elaboration du projet GH PNE
 - 2007
 - Autres initiatives
 - Réunions du GT
 - 2008
 - Bibliographie
 - Comité histoire ministère
 - Recensement archives
 - Réunions du GT
 - Sympathisants
- Création de l'AHPNE
- Post création
 - Activités
 - 50ème anniversaire ministère environnement
 - Activités-membres
 - Archives
 - Bibliothèque de l'écologie
 - Biographies
 - Colloques-Manifestations
 - Histoire de l'environnement
 - Lutter pour l'environnement. Trois siècles de débats et de combats
 - Administration
 - Adhésions
 - AG
 - CA
 - Enregistrements audio AG et CA
 - Communication
 - Externe
 - Interne
 - Logo
 - Partenariats
 - ATEN
 - Centre A. Koyré

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

CIRE
Comité d'histoire
FCPN
FNE Archives de France
ICOMOS
SNPN

Sigles

AAC : Appel à communication
AG : Assemblée générale
AHPNE : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement
AMOMSL : L'Association ornithologique et mammalogique de Saône-et-Loire
ANR : Agence nationale de recherche
APN : Association de protection de la nature
APNE : Association de protection de la nature et de l'environnement
ATEN : Atelier technique des espaces naturels
AFB : Agence française pour la biodiversité
CA : Conseil d'administration
CIRE : Centre interdisciplinaire de recherches en écologie
COA : Centre ornithologique Auvergne
FCPN : Fédération des clubs de protection de la nature
FNE : France nature environnement
FNPNR : Fédération nationale des parcs naturels régionaux
FRAPNA : Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature
GH PNE : Groupe histoire de la protection de la nature et de l'environnement
ICOMOS : Conseil International des Monuments et des Sites
IFORE : Institut de formation de l'environnement
JNE : Journalistes écrivains pour la nature et l'écologie
LPO : Ligue pour la protection des oiseaux
PAJEP : Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire
PICRI : Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation
PNR : Parc naturel régional
PUR : Presses universitaires de Rennes=
SEPANSO : Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans le Sud-Ouest
SEPN 41 : Société d'étude et de protection de la nature en Loir-et-Cher
SNPN : Société nationale de protection de la nature
UICN : Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources

Association pour les espaces naturels (ASPEN).

Fonds d'archives papier de l'Association pour les espaces naturels. Don aux Archives nationales.

Répertoire détaillé⁹⁸⁷

Association pour les espaces naturels (ASPEN)

Versement n°20010135

Sommaire

Don de Roland Bechmann, membre fondateur de l'ASPEN,

Art 1-3 : vie des associations Groupe d'études et de réalisations en montagne (GERM) et ASPEN ainsi que de la revue Aménagement et Nature, 1963-1985

Art 4 : ASPEN : fonctionnement, 1964-1992

Art 5-10 : revue Aménagement et Nature : fonctionnement, collection des numéros, photographies, publicité, 1965-1993

Art 11-18 : ASPEN : partenaires en France et à l'étranger, 1964-1992

Art 19-20 : journées Aménagement et Nature , 1968-1981

Art 21-34 : études diligentées par Aménagement et Nature, 1850-1983

Art 35-37 : textes de réflexion produits par Roland Bechmann , 1987

Art 38-55 : base documentaire pour études et colloques , 1967-1993

Art 56-64 : Collaborations et opérations conjointes, 1965-1996

Art 65-66 : Interventions et aides , 1968-1992

Art 67 : Expositions, 1968-1972

Art 68 : Exposition Universelle de 1989 , 1981-1983

Art 69 : Participation à l'élaboration de projets de loi, 1970-1982

Art 70 : Projets de film , 1969-1976

Art 71 : Patrimoine et architecture, 1965-1978

Art 72 : GERM, 1962-1963

Art 73 : Mai 68, 1962-1968

1850-2000.

⁹⁸⁷ <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Association-pour-les-espaces-naturels-ASPEN-540>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 76

Métrage linéaire : 8 m.l. (24 Dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

Fonds photographique de l'Association pour les espaces naturels. Don aux Archives nationales

Répertoire détaillé⁹⁸⁸

Versement n° 20010133

Association pour les espaces naturels (ASPEN)

Sommaire

Don de Roland Bechmann membre fondateur de l'Association pour les espaces naturels (ASPEN)

Art 1-3 : planches photographiques noir et blanc : Paris, région parisienne, province, pays étrangers, 1968-1974

Art 4 : étude Kerjouanno - Crouesty (Finistère) diligentée par Aménagement et Nature : photographies, 1973

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 4

Lieu de conservation : Archives nationales

⁹⁸⁸ <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Association-pour-les-espaces-naturels-ASPEN>

Association régionale pour l'étude et l'amélioration des sols (AREAS)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

Association Régionale pour l'Étude et l'Amélioration des Sols

1.3. Autres formes du nom

A.R.E.A.S.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1985 à aujourd'hui

2.2. Histoire

L'association régionale a été créée par le Docteur Jacques Couture en partenariat avec des élus locaux et la Chambre d'agriculture de la Seine-Maritime. L'association s'adresse tout particulièrement aux collectivités territoriales et aux syndicats des bassins versants en leur apportant des conseils et des expertises en matière de phénomènes de ruissellement et d'érosion des sols, de coulées de boue, d'inondations et de pollution des eaux. Cela concerne des dossiers techniques et les politiques d'actions.

Les membres de l'association sont les syndicats de bassins versants de la Seine-Maritime et des syndicats d'eau potable et des communautés de communes de l'Eure. Elle est financée par le département de la Seine-Maritime et de l'Eure, l'Agence de l'eau Seine-Normandie, l'Europe, l'État et la région, ainsi que par les cotisations des collectivités membres.

2.3. Lieu

2, avenue Foch

76460 Saint-Valéry-en-Caux

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2.5. Fonctions et activités

Sa principale activité est d'œuvrer pour la réduction des ruissellements : trouver et développer des solutions préventives et curatives afin de limiter l'érosion des sols, les pollutions associées, les coulées de boues et les inondations. Les compétences portent sur l'aménagement du territoire, l'agronomie et les systèmes de culture, les eaux pluviales et l'érosion des sols.

L'association a 3 principales missions :

1- Apporter un appui technique aux maîtres d'ouvrages de la région (syndicats de bassins versants, communautés de communes) sur les thèmes de la réduction de l'érosion des sols, du ruissellement et des inondations ;

2- Transmettre ses connaissances et son expérience à tous les acteurs locaux lors de formations et de visites (approche globale de bassin versant, méthodologie d'études et d'aménagements cohérents des bassins versants, conception d'aménagements hydrauliques, développement d'indicateurs d'efficacité ou de suivi d'actions...);

3- Conduire des expérimentations sur le terrain et participer à l'acquisition de références régionales et aux travaux de recherches appliquées.

A titre d'exemple, de 2000 à 2014, la production de connaissances et de savoirs-faire a porté notamment sur :

la réalisation du film « *Lutter contre l'érosion – un enjeu de territoire* » ;

la conduite de l'étude de caractérisation de l'efficacité et des conditions d'utilisation des haies et des fascines pour réduire les effets du ruissellement érosif ;

la création et gestion de l'observatoire « Pesticéros », observatoire des usages et des transferts de produits phytosanitaires dans les eaux de ruissellement du bassin versant érosif de Bourville (76) ;

la création et gestion du site de démonstration de haies et de fascines « HairoSION »

la création et gestion de la base de données « BD Castor » de recensement des aménagements de réduction de l'érosion, des ruissellements et des inondations en Haute-Normandie ;

l'initiation du développement de la culture du risque inondation (enquête auprès des maires, conférence, plaquette de sensibilisation).

2.6. Textes de référence

Statuts de l'association et règlement intérieur (en date du 16/06/14).

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2.7. Organisation interne

9 salariés – un Conseil d'administration composé de 10 à 15 membres élus parmi les adhérents.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Conseils généraux de la Seine-Maritime et de l'Eure, chambre d'agriculture de la Seine-Maritime, agence de l'eau Seine-Normandie, services de l'État, syndicats de bassins versants et autres structures intercommunales chargées de la réduction des ruissellements et des inondations.

Institutions et organismes de recherche : INRA, Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (IRSTEA), Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA), ministère de l'écologie et du développement durable, Université de Rouen, université de Leuven...

3.2. Type de relations

Partenariat.

3.3. Description de la relation

Apport de connaissances et d'expériences, aide au développement de solutions globales et durables.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création

Mai 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Plaquette de l'association. Site internet : www.areas.asso.fr

Présentation du contenu :

Administration et composition (années non précisées) :

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale, correspondance, conventions, dossier de fonctionnement interne, contrats de travail.

Comptabilité (2000-2013) :

Bilans, balance des comptes, journaux de recettes et de dépenses, fiches de paie, pièces justificatives, classeur banque, documentation technique.

Activités (1985-2014) :

Inondations : photographies, diapositives, vues aériennes (1982-2000) et vidéos, rapports, articles de presses, documents de travail, dossiers d'études.

Mesures agro-environnementales : montage de dossiers avec les agriculteurs dans le cadre du Fonds de gestion de l'espace rural (FGER), participation aux PDD (Plan de développement durable), aux CTE et CAD.

Expérimentations de terrain : observations d'état de surface, résultats de mesures de ruissellement sous pluie naturelle et à l'aide d'un simulateur de pluie, enquête européenne sur les techniques culturales antiérosives.

Ouvrages hydrauliques : documents relatifs au premier recensement des ouvrages hydrauliques de lutte contre les inondations (1998-2001), fiches d'identification par ouvrage hydraulique, photos, publications des recensements.

Documents d'urbanisme : bilans hydrologiques réalisés dans le cadre de l'élaboration ou de la révision des POS, PLU et cartes communales des communes de Seine-Maritime (et 2 communes de l'Eure).

Participation à des études : études de remembrements et d'aménagements fonciers, études hydrauliques de bassins versants, études de maîtrise d'œuvre des aménagements hydrauliques, schémas de gestion des eaux pluviales, plans communaux d'aménagement d'hydraulique douce, Plans de prévention des risques d'inondation (PPRI), Schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE).

Documentation (1989-2014) :

Thèses, mémoires de fin d'études, rapports de stage en lien avec le ruissellement, l'érosion, les inondations, dossier de presse Vie de l'AREAS.

Plaquettes et brochures diverses : newsletter European Society for Soil Conservation (1989-2013), bulletin du Réseau Erosion de l'Orstom (1995-2004), publications de CATENA, revue internationale La Houille Blanche (1999-2013), Publications de la SHF (Société hydrotechnique de France), journal Le Courrier de l'Environnement de l'INRA, journal Cultivar, journal l'Echo du Cedapa, journal Fertil Info et autres publications de la Chambre d'agriculture de la Seine-Maritime, journal l'Agriculteur Moderne de Haute-Normandie (1988-2004), revue TCS (Techniques Culturelles Simplifiées), journal du CER France, lettre des acteurs de l'eau Journ'eau, cassettes vidéo et DVD, journal Le Moniteur

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

des travaux publics, articles de journaux, lettres d'information de plusieurs collectivités régionales, publications de l'AREHN, du CAUE 76...

Documentation technique : études, cartes IGN, cartes des sols et autres cartes, atlas de zones inondables, atlas de l'aléa érosion en Haute-Normandie, atlas hydrogéologiques de la Seine-Maritime et de l'Eure...

Métrage linéaire : 113,55 ml

Lieu de conservation :

2, avenue Foch

76460 Saint-Valéry-en-Caux

Association rurale brayonne pour le respect de l'environnement (ARBRE)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Association Rurale Brayonne pour le Respect de l'Environnement.

1.3. Autres formes du nom

A.R.B.R.E.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1988.

2.2. Histoire

L'association est née en 1988. Son siège social est situé à Forges-les-Eaux mais son rayon d'action s'étend sur l'ensemble du Pays de Bray, territoire aux paysages marqués par la présence du bocage et de zones humides.

Tout en s'opposant ponctuellement à des projets néfastes d'un point de vue écologique et en dénonçant, auprès des autorités administratives compétentes, des actes répréhensibles au regard de la législation sur la protection de l'environnement, l'A.R.B.R.E. se bat pour mieux faire connaître et défendre le patrimoine naturel du Pays de Bray, et pour s'efforcer de léguer une planète vivable aux futures générations.

L'A.R.B.R.E. est une association agréée de protection de l'environnement et reconnue par les diverses administrations et par les élus pour lesquels elle est devenue un interlocuteur incontournable.

2.3. Lieu

Place de la Presle

76440 Beaubec-la-Rosière

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901, agréée au titre de la protection de l'environnement.

2.5. Fonctions et activités

L'association A.R.B.R.E a de nombreuses activités :

Sorties "découverte de la nature" ou à des actions de protection de la biodiversité (installation de plateformes à cigognes par exemple) ;

Publication de la « Feuille de l'ARBRE », bulletin de liaison et d'information sur les activités et actions de l'association et sur l'évolution des problèmes d'environnement locaux ou plus généraux.

Projet de création d'une mission « bocage » en Pays de Bray.

Organisation de campagnes de protection locale (pétition pour la sauvegarde des haies) ou nationale (nucléaire, OGM, chasse).

Conseils et soutien aux citoyens confrontés à des problèmes de nuisances (décharges sauvages, arrachages de haie, pollutions industrielles ou agricoles, bruit, etc.)

Participation à la demande des administrations, à des réunions de travail, d'étude de projets ou de contrôle d'installations existantes.

Consultation pour des avis sur les projets qui touchent le Pays de Bray.

Participation aux comités de pilotage « Natura 2000 » pour le Bray.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Implication pour le classement du Pays de Bray en Parc Naturel Régional et en étant un acteur de la structure « Pays ».

Elle est membre fondateur de la fédération des associations de protection de la nature et de l'environnement de Haute-Normandie (H.N.N.E.).

Enfin elle fait la promotion active des énergies renouvelables (solaire, éolien, biomasse....) et des économies d'énergie tout en militant activement pour la sortie du nucléaire.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Haute-Normandie Nature-Environnement

3.2. Type de relations

Membre fondateur du réseau

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<https://sites.google.com/site/arbrepaysdebray/presentation-de-l-association>

Présentation du contenu conservé par les Archives départementales de la Seine-Maritime (328J) :

Comptabilité (1989-2003) : subvention : correspondance (1989-2003), notes personnelles, budget prévisionnel (1989), pièces justificatives (1989-2002), appel à projet (2003), conventions (2000), compte-rendu de réunion (2000).

Activités (1988-2014) : autocollants, flyers, notices, bulletin d'adhésion, pétition, documents d'informations, présentation de projet (1997), cartes, plaquettes, documents de travail, fiches action, rapports d'études (2000), cassettes vidéos (1990-1991), correspondance (2000-2003).

« *Natura 2000* » : Analyses comparatives (2005), cartes, présentation power point, dépliants, notes d'informations et personnelles, bulletins d'informations *La Lettre Natura 2000* et *Zone Humide Infos* (1998) ; documents d'objectifs et suivi des sites Natura 2000 (2004), contrat territorial d'exploitation (2001), documents de travail, comptes-rendus de comité de pilotage et de conférence (2000-2002), fiches sur les espèces, communiqué de presse (2002), synthèse de diagnostic écologique, ordre du jour de réunion (2003), circulaire de direction de la nature et des paysages (2001), guide d'entretien pour diagnostic des exploitations, cahier des charges, articles de presse (2000-2003), correspondance (1997-2006).

« *Agriculture* » : plaquette, notes d'informations, bulletin d'information *Zone Humide infos*, Confédération paysanne (1999-2000) ; dépliant, flyers, calendrier de réunion de travail (1999), rapports d'activités (1997), articles de presse (1998-2000), correspondance (1998-2000).

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

« *Décharge Roquemont* » : articles de presse (2003), journal d'associations (2003), pétition.

« *Carrière Saint-Riquier* » : communiqué, notes d'information, articles de presse (1999-2004).

« *Ligne SNCF* » : schéma local de transport de voyageurs normands (1994-1996), articles de presse (1988-1994), correspondance (1994-1996).

« *Tourisme, bocage, remembrement, club nature Forges, école nature* » : notes personnelles et d'informations, échéancier d'actions (1989), budget prévisionnel, carte, flyers, bulletin d'information, articles de presse (1988-1994), correspondance (1989).

« *Affaire Clais : déclassement de voies communales* » : certificat (2003), photocopies de registre d'enquête publique (2003), notice explicative (2003), notes personnelles, enquête publique (2003), carte, articles de presse (2003), correspondance (2003-2004).

« *Pesticides Bully Mesnières* » : ordre du jour du conseil départemental d'hygiène (2001), conférence (2000), rapport (2001), documents de travail (2001), notes d'informations, bilan de qualité de l'eau (1999), cartes, diagramme, photographies, plaquette, décret (2000), directives européennes (1998), avis du conseil supérieur d'hygiène (2000), bulletin d'information *La Feuille de l'A.R.B.R.E.* (2001-2014), flyers, dépliants, cahier d'acteurs France nature environnement (2010), articles de presse (2000-2001), correspondance (1998-2001).

« *Boue Chapelle d'Arblay* » : notes d'information, documents de travail (2002), dépliants, communiqué de presse (2001), registre et rapport d'enquête, devis (2000), extrait de délibération de conseil municipal (1999), correspondance (1999-2001), articles de presse (1999-2001).

« *Marais de Fesques* » : photographies (2000), arrêté préfectoral et ministériel (1990-2000), extrait code rural, statuts (1995), dépôt de plainte (2000), décret (1993), extrait du code permanent environnement et nuisances (1992), documents de travail, récépissé de consignation (2000), correspondance (1999-2002), article de presse (1999).

« *Problèmes eau* » : journal *Le Canard sauvage* (1993), documents de travail, recommandations de la commission des clauses abusives (2002), listing, notes personnelles, réunion préparatoire (2002), invitation, compte-rendu d'enquête publique (2000), livret, articles du code rural, de la santé publique, des communes et des collectivités territoriales, bilan du comité de bassin de Seine Normandie, bulletin d'information *Zone Humide Infos* (1998), dépliant, discours (1997), dispositions communes eau et assainissement (1997), articles de presse (1990-2003), correspondance (1998-2002).

« *Dampierre en Bray* » :

« *Dampierre données ZNIEFF dossier arrêté de biotope* » : fiche d'observation ornithologique, fiche ZNIEFF (1983), document descriptif d'un site naturel (1986), notes personnelles, cartes, données d'observation ornithologique, inventaire ZNIEFF ;

« *dossier plainte* » : correspondance (1999-2002), compte-rendu d'audience et conclusion de tribunal de grande instance (2001), délibération et procès verbal de conseil d'administration (1998-2001), décret (2001), ordonnance de dispenses de consignation (1998), notes personnelles ;

"*Dampierre*" : correspondance (1982-1986), avant projet et projet d'études d'impacts, cartes, documents de travail, extrait de lois et décrets, articles de presse (1986).

« *Coordination eau Haute-Normandie* » : articles de presse (1999-2001), comptes-rendus de réunion (1999-2001), bilan financier (2000-2002), correspondance (2000), dépliant, plaquette, notes d'information, flyers, préparation de réunion (1999), extrait de loi.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

« *Mauquenchy* » : analyse (1987), articles de presse (1989-2002), proposition de reconversion de Mauquenchy (1995), correspondance (1987-2002), projet de communiqué de presse, intervention, dossier de présentation (1997), synthèse financière (1997), rapport du conseil départemental d'hygiène (2002), enquête publique (2002), présentation de projet, "*Mauquenchy : F1, centre de loisirs, hippodrome*" : correspondance (1997-2001), articles de presse (1987-2001), procès-verbal de délibération (1997-1998), communiqué de presse, pétition.

« *Mauquenchy documents officiels* » : carte, analyse des sites pressentis (1987), rapport (1988), notice explicative (1987), extrait de procès-verbal de délibération (1987-1988), correspondance (1987-1989).

« *Autoroute et RN31* » : avant projet, flyers, carte, communiqué de presse (1988-1998), notes personnelles, articles de presse (1994), correspondance, charte, documents de travail.

Documentation (1982-2006) : études (1988-1989), lettre d'information (1990-1991), recensement régional (1988), études d'impacts (1988-1989), fichier analytique, article de presse (1998-1999), inventaire du patrimoine naturel de Picardie, projets (2004), *le courrier de l'environnement de l'instance nationale de la recherche agronomique* (2002-2003), diagnostic environnement (2006), diagnostic ornithologique (2006), rapport (2005), commission de suivi (2002), article de presse, schéma départemental des carrières de Seine-Maritime, réglementation, dossier d'enquête publique (2001).

Centre de documentation sur le milieu naturel : études (1988-1989), rapports d'activité et de stage (1982-1989), enquêtes (1985), programmes et comptes-rendus des journées de l'environnement (1985), études d'impacts (1985), bibliographie (1985), techniques documentaires (1985) ; note de présentation du groupement régional des associations pour la protection de l'environnement en Haute-Normandie.

Métrage linéaire : 0,96 ml.

Lieu de conservation :

Archives départementales de la Seine-Maritime
42, rue Henri II Plantagenêt
76100 Rouen

Association vie environnement respect nature (AVERN)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Association Vie Environnement Respect Nature

1.3. Autres formes du nom

AVERN (sigle).

Association Vernouillaise pour un environnement respectueux et nouveau (ancienne dénomination).

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2001 - aujourd'hui

2.2. Histoire

« L'Association Vie Environnement Respect Nature » (AVERN) a été fondée officiellement le 8 octobre 2001 (date du dépôt des statuts ; l'annonce au Journal officiel date du 3 novembre 2001) sous la dénomination « Association Vernouillaise pour un environnement respectueux et nouveau ».

Cette création fait suite à une prise de conscience environnementale d'habitants du bourg (« les corvées ») de la commune de Vernouillet dans le département de l'Eure-et-Loir. En 2001, une déchetterie sauvage s'était installée au milieu des habitations de la commune de Vernouillet. Après la réaction des riverains, le Maire de la commune est venu sur place et la déchetterie sauvage fut fermée. Cette prise de conscience environnementale d'habitants, liée notamment avec cet événement déclencheur, donna alors lieu à la création d'une association de protection de la nature et de l'environnement : l'AVERN.

Dès sa création, l'association a pour ambition de dépasser les seuls intérêts locaux, tout en poursuivant les actions auprès de la commune de Vernouillet pour améliorer le cadre de vie des habitants. L'association se donne alors pour objet la protection et le respect de l'environnement, de la nature, des animaux, de la santé, du cadre de vie et de la qualité de vie ainsi que du patrimoine sous tous ses aspects (architectural, paysager...).

Le tri et le compostage individuel ont été l'un des premiers engagements de l'AVERN dans l'agglomération drouaise. En effet, plusieurs membres de l'association étaient déjà sensibilisés à ce sujet, n'employaient ni pesticides, ni engrais et pratiquaient le tri de leurs déchets en faisant notamment du compost. L'association commence alors son travail de sensibilisation sur le tri des déchets et le compostage individuel en organisant une conférence et en distribuant des composteurs à l'issue de celle-ci.

En parallèle, l'AVERN accompagne et porte une demande de haies de la part de la population de Vernouillet. Cette demande est acceptée vers 2002 - 2003 par la commune.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

En 2005, l'association poursuit son engagement sur le tri des déchets malgré les difficultés rencontrées pour convaincre les élus. Une réunion d'information est organisée à Luray dans laquelle sont présents un atelier enfant, des promenades à cheval et une loterie gratuite où sont offerts des plantes, des outils et trois composteurs. Germaine Fraudin, Présidente de l'association réalise également des interventions sur le tri et le compostage dans les classes des écoles élémentaires de Luray, Vernouillet et Dreux. Ces actions contribuent à l'institution d'un plan de prévention des déchets à Luray en 2008, qui fut par la suite adopté à échelle départementale en 2012.

En 2007, l'AVERN obtient l'agrément de protection de l'environnement sur les 75 communes du Drouais.

En 2009, l'association est reconnue d'intérêt général.

En 2010, l'AVERN est acceptée comme membre de Nature Centre (depuis, France nature environnement Centre-Val de Loire).

En 2013, l'association obtient l'agrément de protection de l'environnement sur le département de l'Eure-et-Loir.

2.3. Lieu

41, rue Henri Dupont
28500 Vernouillet

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'AVERN a pour objectif d'informer, de sensibiliser et d'agir pour une prise de conscience collective au plan environnemental et assurer un avenir meilleur et durable. L'association s'engage principalement sur les thématiques et sujets suivants : la protection de la biodiversité, l'eau et sa qualité, la santé, la réduction des déchets et le compostage individuel, le jardin au naturel, les économies d'énergie, la promotion d'une agriculture non productiviste, le cadre de vie et la santé, l'intervention auprès des jeunes et des pouvoirs publics pour respecter et protéger la nature.

Afin de parvenir à ses objectifs, l'AVERN mène les actions suivantes :

- Participation et organisation de conférences, colloques et débats sur des thèmes variés (dont biodiversité, climat, environnement et santé, qualités des eaux, manipulations génétiques, rapports avec les animaux, énergies durables, nucléaire, biomimétisme, nanomatériaux, agriculture, agroécologie, arbres et forêts, polluants chimiques et pesticides, perturbateurs endocriniens, OGM) en invitant des spécialistes et personnalités de la protection de la nature (dont Lauriane d'Este, *prof.* ; Jane Lecomte, *prof.* ; Jacques Testart ; Jean-Mary Pelt ; Allain Bourgrain Dubourg ; Jean Jouzel ; Jean-Marc Lainé, journaliste ; Perrine Hervé-Gruyer, « ferme du Bec Hellouin » dédiée à la permaculture ; Hervé Kempf).
- Organisation de projections de films suivis de débats avec le public.
- Organisation d'ateliers « jardin au naturel » et formation à la permaculture.
- Organisation de sorties nature avec des naturalistes de l'association.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- Plantation d'arbres à Vernouillet en 2010 (des aulnes en raison de l'étymologie de la commune : « Vern » correspond à aulne en Celte) et 2011 (120 arbustes pour les dix ans de l'association et à Dreux en 2016 (2 pommiers).
- Protection du patrimoine et valorisation des lieux de mémoire (brochure sur l'église de Vernouillet, don de deux plaques pour rebaptiser une place « la place de la Mare », don d'une stèle en l'honneur du lieutenant Walter Francis Perra dont l'avion a été abattu en 1944).
- Protection et sensibilisation autour du sujet de l'eau (conférences dans des lycées, sorties et visites).
- Mobilisation pour sensibiliser les habitants et les scolaires aux problèmes des déchets ménagers et pour promouvoir le tri et le compostage.
- Interventions auprès des scolaires et des jeunes pour les sensibiliser, les informer et les éduquer à l'environnement.
- Organisation et participation au salon « Vivre et habiter, écologique et bio » afin de faire évoluer les modes de pensées et les conduites qui accentuent le changement climatique et la perte de la biodiversité en incitant à adopter un autre mode de vie (stands, conférences, atelier...).
- Présence de l'AVERN au forum des associations à Dreux.
- Partenariat avec la Lyonnaise des eaux pour la mise en œuvre d'un plan d'action « Biodiversité et milieux naturels » (protection des captages des eaux, de l'usine de traitement des eaux de Vernouillet et à Ivry-la-Bataille, inventaire faune-flore, conseils).
- Actions auprès des pouvoirs publics et des élus pour protéger la nature, l'environnement et le cadre de vie (dont contre projet à celui de l'autoroute concédée A 154).
 - Publication d'un bulletin depuis 2005.

2.6. Textes de référence

Statuts du 8 octobre 2001, modification de 2009.

2.7 Organisation interne

L'AVERN se compose d'une assemblée générale ordinaire qui réunit chaque année tous les adhérents et dans laquelle sont notamment abordés la situation morale, les activités, la gestion et le bilan financier de l'association.

L'AVERN est également composé d'un conseil d'Administration de 3 à 20 Membres élus par l'Assemblée générale ordinaire pour 2 ans et d'un Bureau composé notamment de la Présidente actuelle Germaine Fraudin. Tous les membres sont rééligibles.

L'Association se compose actuellement de 412 adhérents (membres fondateurs, membres actifs et membres bienfaiteurs versant une cotisation annuelle). Reposant sur le bénévolat exclusivement, elle ne compte aucun salarié, ni ne dispose de local dédié.

3. Zone des relations

3.1 Collectivités, personnes ou familles associées

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

L'AVERN entretient des relations avec les entités, structures associatives et institutions suivantes :

- Membre de France nature environnement Centre-Val de Loire depuis 2010, et vice-présidence assurée par Germaine Fraudin.
- Membre de la Fédération environnement Eure-et-Loir (FEEL).
- Participation au débat public par sa présence et ses représentations aux commissions et dans les instances délibératives : membre de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPP), du Conseil de développement de l'agglomération du Pays de Dreux, de la Commission consultative des services publics locaux (CCSPL de Vernouillet), du Comité de pilotage du plan de prévention des déchets (départemental et régional), du Comité de suivi de l'aménagement autoroutier RN 154 – RN 12, participant à l'élaboration du Plan local d'urbanisme (PLU) de Vernouillet, et à celle de l'Agenda 21 de l'agglomération de Dreux.
- Région Centre Val-de-Loire (subvention relative au salon « Vivre et habiter, écologique et bio »).
- Commune de Vernouillet et agglomération du Pays de Dreux.
- Lyonnaise des eaux (convention dans la mise en œuvre d'un plan d'action Biodiversité et milieux naturels).

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Novembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Germaine Fraudin, Présidente de l'AVERN et Vice-Présidente de France nature environnement (FNE) Centre – Val de Loire.

<https://avern.fr/>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Présentation du contenu conservé par l'AVERN :

Création :

Statuts (08/10/2001), modification (2009).

Administration et composition :

Assemblée générale et Conseil d'Administration (2001-2018) : comptes-rendus, rapports moraux d'activités et financiers.

Fonctionnement et activités :

Actions de l'AVERN classées par année (2001-2017) (0,80 ml) : comptes rendus des activités, courriers, coupures de presse, documentation relative aux manifestations (dont brochures) ;

Participation et organisation à des salons (dont « Mieux vivre autrement ») (0,5 ml).

Documentation :

Bulletin de l'AVERN (2005-2018) (46 numéros, soit 3 par an) ;

Lettres d'informations de l'AVERN (2001-2004) ;

Affiches des conférences et manifestations diverses organisées par l'AVERN (deux classeurs) ;

Publication « La cause des animaux : des livres clés » ;

Documentation diverse (1,0 ml).

Varia :

Archives non classées (environ 1,0 ml)

Dates extrêmes

2001-2018

Métrage linéaire conservé

4,0 ml

Stockage bureautique conservé

85 Go (dont plaquette de l'association, courriels et 60 Go de photographies).

Enregistrements audio de conférenciers sur le site de l'association :

<http://www.avern.fr/enregistrements-audio/>

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

La majorité des fonds d'archives sont conservés dans des classeurs ou des dossiers (les actions et activités de l'AVERN suivent un classement chronologique). Un fonds est cependant non classé.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Bon état de conservation des fonds d'archives dans un environnement sain.

Localisation physique

41, rue Henri Dupont

28500 Vernouillet

Modalités d'accès

Sur demande auprès de Germaine Fraudin, présidente de l'AVERN :

Tél. : 02 37 46 71 97

Courriel : fraule@wanadoo.fr

Beva e bro Daoulas

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Beva e bro Daoulas

1.3 Autres formes du nom

Association logonnaise pour la défense de l'environnement

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1976 – 2001

2.2 Histoire

En 1976, Jean Salaün participe à la création de l'association Logonnaise pour la défense de l'environnement, qui deviendra l'association Beva e bro Daoulas. Cette association a obtenu l'agrément « environnement et urbanisme ». Elle est dissoute en 2001.

2.3 Lieux

Chez un membre de l'association

Logonna Daoulas

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

Jean Salaün a été le président de l'association Beva e bro Daoulas de 1976 à 2001, c'est à dire de sa création à sa dissolution.

Au sein de cette association, Jean Salaün qui a également été président de la Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne (SEPNB) de 1984 à 1988, puis de 1990 à 1991, a œuvré pour la protection du domaine public maritime en collaboration avec la SEPNB.

En effet, l'association Beva e bro Daoulas a pour but la défense du littoral, notamment sur des dossiers comme le comblement de la rade de Brest et l'étang du Moulin Mer.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Mars 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Informations transmises par Jean Salaün.

Fonds "Beva e bro Daoulas".

Dossiers sur des atteintes au domaine maritime : comblement de zones humides dans la rade de Brest (jugement, mémoire d'avocat, procès-verbaux de réunion de la commission départementale des rivages et de la mer, rapport, correspondance..., 1978-1995), la domanialité publique de l'étang du Moulin-Mer (acte de vente, enquête, correspondance..., 1995-2005).

1978-2005

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 0,06 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez le président de l'association.

Origine

Beva e bro Daoulas

Accroissements

Le fonds est clos.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr).

Blaise vallée durable

1. Zone d'identification;

1.1. Type d'entité; Association

1.2. Forme autorisée du nom; Blaise Vallée Durable

1.3. Autres formes du nom; BVD,

Anciennement Saulnières préservation et valorisation du cadre de vie (SPVCV) (aujourd'hui fusionnée avec Blaise Vallée Durable)

2. Zone de la description;

2.1. Dates d'existence; SPVCV : septembre 2003 – 2014

BVD : 2009 – aujourd'hui

2.2. Histoire; Blaise Vallée Durable (BVD) a été créée en 2009 pour s'inscrire dans la mouvance de l'association Saulnières Préservation et Valorisation du Cadre de Vie (SPVCV) qui s'est battue avec succès contre une carrière qui menaçait l'environnement de la commune de Saulnières et la rivière de la Blaise. Cette création résulte aussi de l'idée d'élargir les actions de la SPVCV à l'ensemble de la vallée de la Blaise (actions de protection de la nature et de l'environnement, d'éducation à l'environnement et de protection du patrimoine) (cf. tableau du site).

Depuis 2009, cela a amené l'association à faire un certain nombre d'actions, ou publier divers documents. Entre 2011 et 2013 a été mis en place la conception et la création de supports graphiques, suivi du projet dans l'opération signalétique à Crécy-Couvé (flyers ; plaques de maison ; panneau central et site internet pour l'association Crécy d'Hier et d'Aujourd'hui ; conception, réalisation graphique et initialisation du site internet de la mairie pour valoriser la commune). En 2014, l'association organise la visite à la ferme du Bec Hellouin en permaculture, réalise un document d'information sur le panachage dans les communes de moins de 1 000 habitants et assiste dans le projet d'amélioration de la circulation rue principale de Crécy-Couvé. En avril, 2016, BVD ouvre le Café 16 - de la Blaise autour duquel s'organise de nombreuses manifestations tels que des concerts. Ce café culturel a pour objectif de valoriser la commune et son patrimoine historique et environnemental.

Quant à l'association Saulnières Préservation et Valorisation du Cadre de Vie (SPVCV), elle n'a jamais été officiellement dissoute. La SPVCV a fusionnée au sein de Blaise Vallée durable en décembre 2014 après le dédommagement, la même année, des frais de procédure relatifs à la lutte contre la carrière de Saulnières.

La SPVCV a été créée en 2003 en raison de cette lutte emblématique pour l'association. Il s'agissait d'un projet de carrière appartenant au groupe Béton-Lafarge. Ce projet consistait à la création d'une exploitation de silex, prévue sur 35 hectares, pouvant être étendue en zone sauvegardé. La SPVCV s'est alors créée en réaction à la menace environnementale sur la vallée de la Blaise. En effet, cette carrière devait laver les cailloux dans la Blaise (rivière de vallée carstique avec une présence de multiples nappes phréatiques) avec des produits hautement toxiques dont du floculant. En 2005, après l'avis favorable du Préfet, malgré le désaccord des Mairies, de commissaire enquêteur et

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

des habitants, la SPVCV lance urgence un référé. Même si l'action en justice devant le tribunal est gagnée par les opposants à la carrière, il faut attendre l'année 2011 pour que le Conseil d'État se prononce et casse le projet de carrière.

En parallèle à cette lutte la SPVCV a mené différentes actions de protection de la nature et de l'environnement telles que l'organisation en 2003 d'une Foire au fleur ou « de sorties natures ».

2.3. Lieu; Le 16 – Café de la Blaise

16 rue de l'ancien château

28 500 Crécy-Couvé

2.4. Statuts juridiques; Association Loi 1901.

2.5. Fonctions et activités; Saulnières Préservation et Valorisation du Cadre de Vie (SPVCV) avait pour but de protéger et de valoriser l'environnement et le Patrimoine de la commune Saulnières. L'association s'est construite autour de la lutte emblématique qu'elle a mené Lutte emblématique contre une carrière de silex, tout en réalisant des actions de protection et de valorisation de la nature et de l'environnement (organisation d'une Foire au fleur ou « de sorties natures », nettoyage de la Blaise, actions d'éducation à l'environnement).

Blaise Vallée Durable (BVD) est quant à elle une association « citoyenne », domiciliée à Crécy-Couvé, qui se veut résolument tournée vers l'information au citoyen dans la vie de tous les jours.

En tant qu'association de la protection de la nature et de l'environnement et plus largement, BVD a pour buts⁹⁸⁹ :

- La protection de la nature et de l'environnement,
- La protection et l'amélioration du cadre de vie, la protection de l'eau, de l'air, du sol, des sites et des paysages, de l'*urbanisme*,
- La lutte contre les pollutions et les nuisances,
- La mise en valeur du patrimoine naturel, culturel et historique.

- *Partage et mise en valeur des compétences*
- *Sentinelle : relais et/ou force de proposition auprès des collectivités locales, en direction des scolaires »*

BVD a réalisée comme principales actions :

- 2011-2013 : Mise en place, conception et création des supports graphiques, suivi du projet dans l'opération signalétique à Crécy-Couvé : flyers, plaques de maison, panneau central et site internet pour l'association Crécy d'Hier et d'Aujourd'hui, réalisation graphique et initialisation du site internet de la Mairie de Crécy-Couvé.
- 2014 : organisation de la visite à la ferme du Bec Hellouin en permaculture, réalisation d'un document d'information sur le panachage dans les communes de moins de 1 000 habitants et assistance dans le projet d'amélioration de la circulation rue principale de Crécy-Couvé.
- Depuis avril 2016 : Gestion du Café 16 – de la Blaise (ouvert en avril 2016), café culturel valorisant le patrimoine, et l'environnement de la vallée de la Blaise.

989 Extrait des statuts de l'association.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2.6. Textes de référence; Statuts.

2.7 Organisation interne; Blaise Vallée Durable dispose d'un bureau et d'un Conseil d'administration. Elle se réunit en Assemblée Générale environ une fois par an.

Le bureau actuel est notamment composé de sa Présidente, Catherine Aussel et de sa Vice Présidente Dominique Van Den Heede.

BVD compte 350 adhérents dont 30 bénévoles actifs et un « noyau dur » d'une dizaine de personnes.

Les locaux du 16 - Café de la Blaise sont prêtés à titre gracieux par un particulier et fonctionnent grâce aux bénévoles selon des services.

3. Zone des relations;

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées; BVD (et anciennement SPVCV) sont membres de la Fédération environnement Eure-et-Loir (FEEL),

Partenariats et actions communes avec l'agglomération du Pays Drouais et les communes de la vallée de la Blaise,

BVD, est membre de Maisons paysannes de France,

BVD, est adhérente au réseau des cafés culturels associatifs.

4. Zone du contrôle;

4.1. Identification de la notice d'autorité;

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions; ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution; Juin 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s); Français.

4.8. Sources; Dominique Van Den Heede (vice-présidente de BVD)

Présentation du contenu conservé par BVD et ex SPVCV :

- **Fonds de l'association SPVCV (2003-2015) (environ 1,80 ml)**

Création, modifications :

Statuts (2003), modification sous la forme d'une fusion/absorption (2015).

Administration et composition :

Assemblée Générale, Conseil d'administration (2003-2015) . - Comptes rendus et procès verbaux : 1 classeur ;

Listes d'adhérents.

Correspondance :

Courriers divers : 1 dossier.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Comptabilité (2003-2015) (0,3 ml) :

Livre de comptabilité, Cotisations, dons, relevés bancaires, factures.

Activités :

Carrière de silex de Saulnières (environ 1,0 ml) (2003-2014) : dossier explicatif du projet, mémoires des procès (0,40 ml), expertises (dont fiche donnée de sécurité, expertise de l'hydrogéologue François Fillon), pièces du Conseil d'État, copie du dossier d'enquête publique, soutiens, courriers, affiches de journaux, coupures de presse, réunions d'informations, documentation (concernant principalement des recherches sur l'impact touristique, et la dangerosité des produits), cassette de l'enregistrement de la présentation du carrier au Conseil municipal ;

Dossier de lutte contre le projet d'autoroute A 154 : documentation ;

Étude paysagère ;

Fiches de liaisons interne au Conseil municipal ;

Dossiers d'activités diverses et de sensibilisation à la nature et à l'environnement : rallyes à pied, à cheval et à vélo, week-end champignons.

Documentation :

Varia : Doubles relatif à l'activité de Dominique Van Den Heede au sein de l'association.

• Fonds de l'association Blaise Vallée Durable (BVD) (2009-2018) (0,2 ml)⁹⁹⁰

Administration et composition :

Assemblée Générale, (2009-2017) : comptes rendus ;

Cahiers-registres d'adhésions.

Comptabilité : demandes de subvention.

Activités, fonctionnement :

Activités diverses, actions (2009 – 2015) (0,05 ml) . - Projet d'assainissement collectif : document de conférence (2015) ; Action scolaire « l'eau à la Maison » : document distribué dans les écoles (2016) ; signalétique de circuit touristique (vers 2009) ; participations aux manifestations ; dossier sur le panachage (2014), dossier éolien ;

Café 16 de la Blaise, fonctionnement, actions. - Dossiers de présentation du Café de la Blaise classés par année (2014-2018) (0,05 ml) ; personnel : Service civique ; organisation de manifestations diverses (avec affiches et flyers) ; concerts (avec documents comptables) ; participation aux réseaux des cafés culturels associatifs.

Dates extrêmes; 2003-2018

Métrage linéaire conservé; Environ 2,0 ml.

Stockage bureautique conservé; Volume non renseigné (présence pour les archives de BVD de : rapports moraux ; comptes rendus des Assemblées Générales, des Conseils d'Administration et des réunions de Bureau ; cahier d'adhésion).

Accroissement; Fonds clos pour la SPVCV,

990 *Archives essentiellement numériques.*

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Fonds non clos pour Blaise Vallée Durable.

Mode de classement et état de conservation.; Classement dans des classeurs, ou dans des dossiers rangés dans des cartons. Bon état de conservation.

Localisation physique; Chez Catherine Aussel (Présidente de BVD) et Dominique Van Den Heede (Vice-Présidente de BVD).

Modalités d'accès; Sur demande par courriel adressé à Dominique Van Den Heede : dvdh.16@orange.fr

Bretagne Vivante - Société pour l'étude de la protection de la nature en Bretagne (SEPNB)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Bretagne Vivante – Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne

1.3 Autres formes du nom

SEPNB

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1958 – aujourd'hui

2.2 Histoire

La Société pour l'étude et la protection de la nature (SEPNB) est créée en décembre 1958 afin de prolonger l'action des « Cercles Géographiques et Naturalistes du Finistère », formés en novembre 1953.

Fondée à une époque où l'écologie ne concernait encore que quelques initiés, la SEPNB a joué un rôle précurseur en créant des réserves ornithologiques sur le littoral. Son champ d'action s'est rapidement élargi à tous les problèmes de défense de l'environnement se posant sur l'ensemble des cinq départements de la Bretagne historique.

En 1968, l'association SEPNB est reconnue d'utilité publique.

En 1998, la SEPNB change de nom et devient Bretagne Vivante-SEPNB.

En 2009, à l'occasion de ses 50 ans, l'association a réactualisé son projet associatif, et s'est dotée d'un plan d'action sur trois ans déclinant les actions qu'elle se fixe d'entreprendre en priorité.

Portée par près de 3000 adhérents, de nombreux militants et une quarantaine de salariés, l'association gère aujourd'hui un réseau de plus de 100 espaces naturels protégés, répartis sur les cinq départements de la Bretagne historique.

2.3 Lieux

Siège social

186 rue Anatole France, 29200 Brest

Sections locales

Trégor-Goëlo, Concarneau-Trégunc, Crozon, Douarnenez, Pays de Morlaix, Quimper-Pays Bigouden, Quimperlé, Rade de Brest, Fougères, Rance-Emeraude, Rennes, Châteaubriant, Estuaire-Loire-Océan, Nantes, Belle-Ile, Brocéliande-Lanvaux, Kreiz Breizh, Pays de Lorient, Pays de Vannes

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2.4 Statut juridique

Association type « loi 1901 »

2.5 Fonctions et activités

Bretagne Vivante est une association régionale active qui est intégrée à des réseaux scientifiques (programmes européens) et institutionnels (commissions régionales et départementales).

But de l'association :

Sauvegarder dans les départements des Côtes-d'Armor, Finistère, Ille-et-Vilaine, Loire Atlantique, Morbihan et éventuellement dans les départements limitrophes faisant biogéographiquement partie de la même région naturelle que la Bretagne, la faune et la flore naturelles en même temps que les milieux dont elles dépendent (roches, paysages, sols et eaux) lorsque leur conservation s'impose par suite d'un intérêt scientifique, économique ou esthétique caractérisé ;

Développer le goût et l'intérêt pour les sciences naturelles, la géographie et la protection de la nature ;

Réaliser des études scientifiques ;

Protéger de l'extinction les espèces animales et végétales menacées ;

Veiller à la protection de l'environnement en étant compétent et capable d'intervenir

dans différents domaines indissociables et complémentaires de la protection de la nature (protection des espèces et des espaces), domaine traditionnel d'action de la SEPNE : les déchets, la gestion des ressources naturelles, l'utilisation de l'espace, l'urbanisme et l'aménagement du territoire, l'énergie, l'impact des aménagements.

Moyens d'action de l'association :

Obtenir en propriété, par achat, ou à défaut en location des terrains et les ériger en réserves ou parcs naturels ;

Aménager et mettre en valeur les différentes sortes de parcs et réserves de l'association, de les surveiller et de les entretenir à l'aide d'un personnel rétribué ou bénévole ;

Créer dans ces parcs et réserves, ou en dehors mais dans le cadre de la zone d'influence de la société, des stations scientifiques, musées, parcs faunistiques ou botaniques et en assurer la gestion avec l'aide d'un personnel rétribué ou bénévole ;

Mener toute action en justice, se constituer partie civile, réclamer des dommages et intérêts dans l'intérêt de la conservation de la nature ;

Entreprendre toutes recherches, mener toute enquête, donner tout avis, poursuivre toutes études se rapportant directement ou indirectement à toutes ces questions ;

Faire fonctionner une ou plusieurs bibliothèques de Sciences Naturelles et de géographie ;

Publier périodiquement son bulletin « Penn ar Bed », des mémoires, ainsi que des brochures, affiches, tracts, cartes postales, etc... se rapportant à l'étude ou la protection de la nature, au besoin en collaboration avec des sociétés ou établissements poursuivant en tout ou partie des buts analogues ;

Assurer des missions d'éducation à l'environnement pour tous types de publics ;

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Gérer des centres d'éducation à l'environnement avec ou sans hébergement et restauration ;

Organiser des actions de formation ;

Participer à différentes instances de concertation avec les pouvoirs publics.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Mars 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

Maurice Le Démézet, Bruno Maresca, *La protection de la nature en Bretagne – La SEPNB (1953-2003)*, Presses universitaires de Rennes, 2003.

<http://www.bretagne-vivante.org>

Fonds "Bretagne Vivante - Société pour l'étude de la protection de la nature en Bretagne" (SEPNB). Finistère

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, décrets, compte-rendu et extrait de délibération du conseil d'administration, rapport d'activité... (à partir de 1958).

Comptabilité : bilan comptable, grand livre de compte, subventions, budgets des réserves naturelles, budget des réserves nationales... (à partir de 1963).

Etudes réalisées par l'association sur les zones humides, les goélands, l'Amoco-Cadiz, la faune, la flore, les réserves naturelles, le parc éolien... (à partir de 1975).

Revue de presse sur l'association, la faune, la flore, les atteintes à l'environnement... (à partir de 1989).

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Dossiers de l'activité : affaires juridiques et contentieux (Amoco Cadiz, Tanio, Erika, la chasse, la ligne haute tension Brennilis-Pleyber Christ, le sentier littoral du Pouldon - Loctudy..., à partir de 1978), la gestion des 110 réserves naturelles (études, convention de gestion, compte-rendu de réunion, rapport d'activité et financier, actes notariés, plan de gestion, annuaires et travaux des réserves, dossiers des réserves naturelles nationales (Glénan, Molène, Iroise, Groix, Falguerec-Séné, Venec), bilan des animations, projets de réserves, dossiers spécifiques à Goulien, au Cragou et au Bois Joubert, correspondance..., à partir de 1957), le suivi des oiseaux et des mammifères marins (sternes, goélands, oiseaux mazoutés, oiseaux échoués, belugas, phoques..., à partir de 1950), l'Erika (suivi de chantier de nettoyage, compte-rendu de Bretagne Vivante et de la préfecture, conseils et protocole technique plan Polmar, organisation de Bretagne Vivante, études post Erika, suivi des oiseaux et soins..., 2000-2001), Unité Mobile de Soins pour Oiseaux Mazoutés - UMSOM (rapports, dossier technique, correspondance..., à partir de 2000), programmes européens (Life, Natura 2000, Interreg, contrat nature, programme Morgane : phragmite aquatique, archipels et îlots marins, mulette, sterne..., à partir de 1990), partenariats (conservatoire du littoral, conservatoire botanique de Brest, opération "grands sites nationaux", commission départementale des sites 29, communauté urbaine de Brest, DIREN, réserves naturelles de France..., à partir de 1977), dossiers sur les sites naturels du littoral et du continent en Bretagne, les routes départementales, la faune, la flore, l'eau, les déchets, les zones humides, le littoral, l'agriculture, les différentes interventions de Bretagne vivante... (1985-2005), les animations (fiches et outils pédagogiques, documents de préparation, réseau d'éducation à l'environnement en Bretagne - REEB, colloque Life landes, les 40 ans de l'association, à partir de 1995).

Documentation : Bretagne Vivante dispose d'un centre de documentation dans ses locaux, ouvert au public le jeudi de 14h à 18h, "bulletin de liaison SEPNB" (1980-1999), "Bretagne vivante" (revue trimestrielle de l'association, à partir de 2000), "Penn ar Bed" (revue de l'association, à partir de 1953), 7 publications de Bretagne Vivante (1999-2010), "atelier technique des espaces naturels" (revue, 1987-2007), "la lettre des réserves" (revue de Réserves naturelles de France, à partir de 1990).

Documents iconographiques : 60 affiches sur Bretagne Vivante-SEPNB, les réserves naturelles et l'environnement (à partir de 1960), photothèque (2400 photographies des réserves naturelles et de l'Erika au siège de l'association, 30000 diapositives et 4200 photographies numérisées à la photothèque chez un membre de l'association sur la flore, la faune, les oiseaux, les oiseaux marins mazoutés, les milieux divers, les grands sites, les réserves naturelles, dont le fonds d'Edouard Lebeurier de 4000 diapositives naturalistes, à partir de 1950).

Enregistrements audiovisuels : 35 cassettes vidéo VHS sur les îles, les réserves naturelles..., dont 32 pour le service animation de l'association, à partir de 1990. 1950-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 70,00 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé au siège social de l'association :

186 rue Anatole France, 29200 Brest

Origine

Bretagne Vivante - Société pour l'étude de la protection de la nature et de l'environnement

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (adresse électronique : contact@bretagne-vivante.org)

Bibliographie

Maurice Le Demézét, Bruno Maresca, "La protection de la nature en Bretagne, la SEPNB (1953-2003)", Presses Universitaires de Rennes, collection "Espace et territoires", 2003.

Fonds versé aux Archives départementales d'Ille-et-Vilaine

Référence

297 J 1-310⁹⁹¹

Niveau de description

Fonds

Intitulé

Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne

Historique

La Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne (SEPNB) est une association créée en 1958, reconnue d'utilité publique en 1968.

Buts et activités : Etude de la géographie physique et économique, des sciences naturelles et de la conservation de la nature dans le cadre régional ; création de réserves, parcs naturels et stations scientifiques ; protection de la flore et de la faune sauvages et des sites ; publication de travaux dans la revue trimestrielle Penn ar Bed.

Depuis 1964, mise en place d'un bureau d'étude interdépartemental dont le rôle est de promouvoir des recherches et d'informer les collectivités sur les problèmes relatifs à l'aménagement de l'espace rural, tourisme côtier et à la conservation de la nature.

En 1998, l'association change de nom et devient Bretagne Vivante - SEPNB.

L'association Bretagne Vivante est gestionnaire de plusieurs réserves naturelles en Bretagne (Saint-Nicolas des Glénan, île de Groix, Venec, marais de Séné, Cap Sizun et marais de Pen an Toul).

Fonds complémentaire

Fonds Max Jonin (245 J).

Date extrême début

991 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-Societe-pour-l-etude-et-la-protection-de-la-nature-en-Bretagne-1935-2017>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

1935

Date extrême fin

2017

Importance matérielle

24,90 ml

Modalité d'entrée

don privé

Lieu de conservation

Archives départementales d'Ille-et-Vilaine

Contenu

Sommaire

Structure et fonctionnement

297 J 1-7 Assemblées générales, conseils d'administration, réunions du bureau et commissions

1961-2001

297 J 8

Adhérents, abonnés, Mécénat, financement d'actions de protection de la nature, autofinancement

1972-1994

297 J 9

Recours en justice, procédures contre la SEPNB

1999-2013

297 J 10-11

« Fête des 40 ans de Bretagne Vivante-SEPNB (5-6 juin 1999) »

1997-2000

297 J 12

SEPNB : revue de presse

1978-2005

297 J 13- 54

Courriers (siège) et pièces annexes

1960-2015

297 J 55-57

Rapport d'activité

1982-2010

297 J 58-60

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Annuaire des réserves bretonnes

1979-2007

297 J 61

Travaux des réserves

1982-1996

297 J 62-63

Ressources humaines

1982-2008

297 J 64-67

Comptabilité et trésorerie

1959-1999

Participation institutionnelle - représentation

297 J 68-75

France nature environnement (FNE), Espaces naturel de France, Conservatoires d'espaces naturels, WWF, Ligue française de protection des oiseaux (LPO), Réseau d'éducation à l'environnement en Bretagne (REEB), Université de Bretagne Occidentale (UBO) ...

1962-2004

297 J 76-81

Commissions départementales des sites (Bretagne)

1963-2005

297 J 82

Préfecture du Finistère - Conseil général du Finistère

1976-2012

297 J 83

Schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE)

2001-2008

297 J 84

Organismes divers

1966-1982

Réseau des réserves

297 J 85-86

Parc naturel régional d'Armorique.- projet, création

études, rapports, réunions, correspondance, photos1, coupures de presse

1960-1980

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

297 J 87

Plan d'interprétation de la réserve de Goulien-Cap-Sizun

1997-1999

Animations - formations

297 J 88-92

Commission « animation-formation nature », Communauté urbaine de Brest (CUB) ...

1979-2003

297 J 93-98

Maison de la nature du Bois-Joubert (Donges)

1981-2004

297 J 99

Journées de l'environnement, expositions, ...

1972-1998

Expertises et inventaires

297 J 100-108

Bureau d'études

1969-2009

297 J 109- 125

Pollution de l'Erika

1999-2006

Actions de communication - édition

297 J 126-129

Publications, brochures

1967-1991

297 J 130

Penn Ar Bed

1957-1992

297 J 131-136

Oxygène Bretagne

1978-1985

297 J 137

Bretagne Vivante

2005-2009

297 J 138-139

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Autres supports de communication

1962-2001

Actions juridiques

297 J 140-193

Dossiers juridiques

1969-2017

297 J 194-200

Dossiers « chasse »

1989-2013

297 J 201-208

Dossiers « pollutions maritimes - marées noires »

1976-2015

297 J 209-216

Courriers contentieux

1998-2007

297 J 217-221

Législation, formation et veille juridique

1981-2014

Ressources documentaires

297 J 222-304

Dossiers thématiques

1935-2007

297 J 305-306

Périodiques

1959-2009

297 J 307-310

Documents audiovisuels

1967-2000

Conditions d'accès

La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Centre de découverte de la nature (CEDENA)

1. Identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Centre de Découverte de la Nature.

1.3. Autres formes du nom

CE.DE.NA.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1973-2000.

2.2. Histoire

Au cœur du parc naturel de Brotonne , créée en 1973, le centre de découverte de la nature a pour principale mission d'initier et de sensibiliser le public, et notamment les scolaires, à l'environnement en Haute-Normandie.

Le parc naturel de Brotonne, avant de devenir le parc naturel régional des bouches de la Seine normande (syndicat mixte autonome), délégait certaines missions à des associations comme le CE.DE.NA., pour la partie environnementale.

L'association a été dissoute en 2000 et ses attributions ont été récupérées par le syndicat mixte autonome.

D'une façon générale, le CE.DE.NA. avait pour but de donner au parc naturel de Brotonne un conseil scientifique en matière de gestion et d'aménagement de son patrimoine foncier.

Le CE.DE.NA. était également responsable de la gestion de la Réserve Naturelle des Manneville au Marais Vernier.

Il avait pour but de mener à bien des actions à caractère scientifique :

- en effectuant l'inventaire des ressources naturelles et ethno biologiques du territoire du Parc Naturel.

Il entreprenait également des actions à caractère pédagogique et d'éducation populaire :

- en organisant des campagnes d'information et de sensibilisation (stages, expositions, conférences, sorties, publications) pour tout public,

- en formant ou en participant à la formation de personnes susceptibles de participer à la pédagogie de l'environnement. De façon générale, il agissait pour l'intérêt du parc ou de son patrimoine naturel, en ce qui concerne la connaissance du milieu naturel, la recherche, l'expérimentation ainsi que l'information du public.

2.3. Lieu

Le Trait.

2.4. Statuts juridiques

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Association loi 1901 agréée au titre de la protection de la nature, de la formation professionnelle.

2.5. Fonctions et activités

Ses principaux domaines d'intervention étaient :

- La pédagogie de l'environnement (découvertes de milieux naturels au travers de sorties, de classes découvertes, de camps nature et sport), la réalisation d'outils pédagogiques à l'intention des enseignants, l'organisation de manifestations et la mise en place du Naturalibus (bus itinérant de découverte de la nature) ;
- La gestion des espaces naturels ;
- L'élaboration et la rédaction d'études portant sur l'environnement ;
- La création et l'animation de stages de formation.

L'association avait pour vocation d'être un lieu d'accueil d'information pour la découverte des paysages et des sites naturels de Haute-Normandie tels que les forêts, les boucles et coteaux de la Seine, les tourbières et prairies humides, le marais de la Risle.

Elle a mené plusieurs opérations au niveau des espaces naturels seino-marins :

la restauration et la revalorisation écologique, par le pâturage extensif de tourbières abandonnées sur la réserve des Manneville au Marais Vernier,

l'entretien de la richesse naturelle de prairies humides par des chevaux de Camargues dans les Marais de Saint-Wandrille,

la conduite d'un projet de gestion du milieu en étroite collaboration avec la commune de Saint-Sulpice de Graimbouville dans les Marais de la Risle.

Elle a mené aussi plusieurs études scientifiques :

des cartes communales d'inventaires systématiques de zones d'intérêt écologique sur le territoire du Parc Naturel de Brotonne (outil d'aide et de décision dans le cadre des plans d'occupation des sols),

des études écologiques sur le milieu estuarien de la basse vallée de la Seine,

des études botaniques du vallon de Rogerville dans le cadre de la mise en place d'une autoroute,

des études de suivi scientifique du milieu géré par le CE.DE.NA..

2.6. Textes de référence

Statuts de l'association.

2.7. Organisation interne

Salariés et adhérents.

3. Zone des relations

3.1. collectivités, personnes ou familles associées

Parc naturel de Brotonne.

3.2. Type de relations

Conseil scientifique du Parc Naturel de Brotonne.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Statuts de l'association.

Note : L'ensemble du fonds a été déposé aux Archives départementales de la Seine-Maritime.

Présentation du contenu conservé aux Archives départementales de la Seine-Maritime (319J) :

Statuts (1982-1993) : statuts (1982-1992), certificat d'identification au répertoire national des entreprises et leurs établissements (1993) ; approbation des statuts (1984) ; délibération de réunion de bureau, cahier des charges, convention entre le CE.DE.NA. et le parc naturel Régional de Brotonne.

Administration et fonctionnement (1984-2000) : conseil d'administration : comptes-rendus, ordres du jour (1984-1997), bulletin de participation, délibération (1984), bilans, listes de membres.

Comptes-rendus d'assemblée générale et de réunion de bureau (1991-2000), baux, convention et révision, documents de travail, audit (1996-1999), notes de synthèse, barème de rémunération, état des lieux de la situation de l'association (1999), études, cahier des charges, contrat État-Région (1994), notes personnelles et de service, listes de membres (1987-1996), attestations, rapport moral (1995), notes sur l'organisation administrative (1996), projet de convention cadre.

Dossiers du personnel.

Comptabilité (1979-1999) : exercices (1993), grands livres (1993-1997), comptes de résultat (1983-1999), budget (1991-1998), journal des recettes et des dépenses (1981-1999), pièces justificatives (1991-1994), bilan (1986-1995), notes de synthèse de compte annuel (1997), devis, plan de financement, taxes sur les salaires (1991-1997), charges sociales (1992-1996), cotisations sociales (1994), taxes sur la valeur ajoutée, rapport d'expertise, situation financière (1997), état des dettes (1997), valeur comptable de cheptel (1994), études des comptes (1983-1984), subventions, rapport financier (1979), coût et tarification des interventions pédagogiques (1990), tableau synthétique de reprise de déficit.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Correspondance (1971-2000).

Activités (1988-1999) : comptes-rendus de réunion de bureau (1994), travaux de recherches, dossiers de presse, études ZNIEFF (1999), bilan d'activités, projet, travaux scientifiques sur la réserve, notes d'information et techniques, documents de travail, projet d'acquisition, dossier de restauration des prairies humides, propositions de stratégie de développement du tourisme (1992), organigrammes, projet de réalisation d'une carte de l'environnement naturel, proposition de plan quinquennal (1989), photographies, inventaire climatique.

Activités scientifiques et pédagogiques : projets pédagogiques (1992), dossiers d'offres, guides, calendriers d'activités, bilans, programmes d'actions pour la pédagogie (1991), propositions d'actions de formation pour instituteurs (1988).

Pâturage extensif : étude sur la gestion d'un marais par le pâturage extensif, suivi de pâturage (1987), devis, demande de financement, notes explicatives, articles de presse.
Travaux sur la déprise agricole (1987) : études, déclaration d'intention, procédures de classement de réserve naturelle.

Projet de maison de la nature (1995) : commission d'appel d'offre, programme, acte d'engagement, documents de travail, listes, cahiers des clauses administratives, projets de contrat, cahiers des charges, notes d'information, financements.

Projet sur la chouette chevêche (1988-1995) : correspondance (1989), plaquettes, plan de communication, projet d'élaboration de produits pédagogiques (1988).

Publications : dépliants, brochures, fascicules, flyers, livrets, carte, bulletins de liaison, dépliants.

Projet de réseau régional de vergers-conservatoires (1989) : descriptions, notes personnelles, mise en place du réseau.

Documentation (1975-1999) : dépliants, flyers, bulletins d'informations (1976), plaquettes, livrets, fiches techniques, press-book, articles de presse, lettres d'information, rapports d'études, comptes-rendus d'assemblées générales et de conseils d'administration (1997-1999), dossiers d'inscription, programme, projet d'exposition, articles de presse, documentation sur les intérêt phytothérapeutiques des arbres (1986), informations sur les éoliennes, comptes-rendus de restauration des richesses naturelles de la réserve des Manneville (1980), articles de lois, études d'impacts, plan de recherche, mémoire (1975), cahier d'exposition (1971), schéma.

Associations partenaires (1996-1998) : statuts, règlement intérieur, comptes-rendus de conseils d'administration et d'assemblées générales, fiches descriptives, photographies, proposition de projet, livret, situation financière.

Pont de Normandie : dépliants, liste de destinataires, relevé de décisions de réunions (1988), compte-rendu de réunion (1987), correspondance (1985-1988), articles de presse (1988), notes personnelles, études de commission de convention, projet de création de réserves naturelles (1984), carte, plan.

Métrage linéaire : 3,50ml.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Lieu de conservation :

Archives départementales de la Seine-Maritime

Pôle culturel Grammont

42, rue Henri II Plantagenêt

76100 Rouen

Centre de recherches sur les mammifères marins

Versement 214 J

Fonds du centre de recherches sur les mammifères marins ; société Dolphin & Co. ; Association Circé, conservation, information et recherche sur les cétacés

1971 - 2001

Présentation du contenu

Administration générale, comptabilité, service financier, correspondance, activité et personnel du Centre de recherche, de la société Dolphin et de l'association Circé.

Modalités d'entrée

Don, mardi 13 janvier 2009

Conditions d'accès

Il n'y a pas de restriction juridique à la consultation de ces documents qui se fait selon les modalités en vigueur aux Archives départementales de la Charente-Maritime.

Conditions d'utilisation

Il n'y a pas de restriction juridique à la consultation de ces documents qui se fait selon les modalités en vigueur aux Archives départementales de la Charente-Maritime.

Description physique

4.50 ml

Noms de personne :

Collet, Anne (directrice du Centre de recherche sur les mammifères marins ; La Rochelle)

Localisation

Archives départementales de la Charente-Maritime

Centre d'initiation à la nature de Boult-aux-Bois

Don des archives du Centre aux Archives départementales des Ardennes

Historique du producteur

Le Centre d'initiation à la nature a été créé en 1983 par des naturalistes ardennais suite à la scission de la Société départementale de protection de la nature des Ardennes (SDPNA), surnommée « l'Épine Noire », qui hébergeait également les activités du journal La Hulotte

À la fin de la décennie 1980, le CIN de Boult-aux-Bois emploie 7 personnes et accueille des stagiaires et des objecteurs de conscience. Le centre organise des sorties nature de toute sorte : recherche de traces d'animaux, observation d'oiseaux, élagage des arbres, greffes, recyclage, etc. Il prépare également les stagiaires à la fonction d'animateur nature/environnement. Le centre relaie ses informations par un journal, La Gazette des terriers, dans lequel sont diffusées des fiches techniques et pédagogiques.

Le Centre d'initiation à la nature était affilié à la Fédération des clubs de protection de la nature (FCPN).

Historique de la conservation

Les archives du CIN de Boult-aux-Bois ont été données aux Archives départementales des Ardennes à la suite de sa dissolution en 2004.

Présentation des sources

Niveau de description : fonds

Le fonds rassemble les statuts, les documents des assemblées générales, la comptabilité, les dossiers de subvention, les archives relatives à la gestion du personnel (permanents, stagiaires, objecteurs de conscience), des revues de presse et des dossiers d'organisation de stages.

Auteur de la notice

Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire (PAJEP), Archives départementales du Val-de-Marne

Date de la notice

Dernière mise à jour 11/01/2019

Localisation du fonds du producteur

Archives départementales des Ardennes

Centre d'Initiation à la Nature de Boult-aux-Bois, 75J

Don en 2004. Archives privées. Communication libre sauf documents touchant à la vie privée.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Instrument de recherche : inventaire succinct.

Importance matérielle : 4,5 mètres linéaires.

Dates extrêmes : 1983-2004

Centre d'écologie montagnarde

Versement 108 J 1-9

Fonds du Centre d'écologie montagnarde, à Gabas

Présentation du contenu

Correspondance, circulaires et documents officiels, factures d'hébergements de stagiaires

Historique du producteur

Le centre d'écologie montagnarde est situé à Gabas, dans la vallée d'Ossau.

Modalités d'entrée

Dépôt

Conditions d'accès

Accès libre

Autre(s) instrument(s) de recherche

Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques. Répertoire numérique détaillé du fonds du Centre d'écologie montagnarde de Gabas (sous-série 108 J), établi par Didier Ciran, agent technique, Pau, 1999, 1 p.

Description physique

1 ml

Localisation

Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques

Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) de Touraine - Val de Loire

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) Touraine – Val de Loire

1.3. Autres formes du nom

Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) de Touraine – Val de Loire (vers 1997-1998) ;

Centre permanent d'initiation à l'environnement (CPIE) d'Indre-et-Loire (à partir de 1980) ;
CPIE Maison Val de Vienne (antenne du CPIE à Lerné) ;

Centre permanent d'initiation à l'environnement (CPIE) de Lerné (1976-1980) ;

Association Val de Vienne (support du CPIE) (1971 - aujourd'hui).

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1976 - aujourd'hui

2.2. Histoire

La création du CPIE Touraine – Val de Loire remonte à la fondation en 1971 de l'Association Val de Vienne par Yves Dauge⁹⁹². Cette association soutient alors activement un projet de création de Centre permanent d'initiation à l'environnement (CPIE) qui aboutit officiellement le 15 mars 1976 par la déclaration des statuts du CPIE de Lerné en préfecture. L'association a pour objet de « favoriser et développer l'étude des questions concernant l'homme et son environnement, et conseiller les personnes ou associations appelées à intervenir dans les domaines de l'aménagement, de la conservation de l'environnement et de l'action éducative »⁹⁹³.

Durant les années suivantes le CPIE de Lerné, s'inscrit dans le cadre du projet de création d'un CPIE départemental en Indre-et-Loire porté depuis 1977 par Marc Jacquet, Conseiller général du canton d'Azay-le-Rideau. Ce CPIE prend alors la forme d'une structure départementale à deux antennes, l'une à Lerné, l'autre au Teillay à Saint-Benoît-la-Forêt.

Le 11 février 1980, le label CPIE est officiellement attribué en 1980 au CPIE d'Indre-et-Loire et l'antenne de Lerné devient la « Maison Val de Vienne ». Les premiers postes de salariés sont alors créés et Jean-Pierre Camuzard devient le premier Directeur. L'équipe

⁹⁹² *Président de l'association Val de Vienne, Maire de Saint-Germain-sur-Vienne, puis Président du SIVOM de la rive gauche de la Vienne et Conseiller général du canton de Chion*

⁹⁹³ *Extrait des statuts du 15 mars 1976.*

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

professionnelle s'implante l'année suivante sur le site de l'abbaye de Seuilly pour accueillir des actions éducatives telles que des séjours scolaires. L'action du CPIE se fonde ainsi sur une « approche pluridisciplinaire de l'environnement » visant à « apprendre de son cadre de vie » et propose dans son programme de 1981 des animations en milieu rural, la participation au développement économique, la participation à la vie sociale, la formation de formateurs, des actions éducatives, des études d'impacts et des contrats d'enseignement avec le Centre d'études supérieures d'aménagement (CESA) à Tours.

En 1982, les statuts du CPIE sont de nouveau modifiés pour notamment permettre sa reconnaissance comme association d'éducation populaire et pour élargir les activités aux études à la demande d'administration, d'organismes public ou d'intérêt public.

Au début des années 1990, le CPIE s'implique dans le projet de parc naturel régional Val de Loire - Anjou – Touraine en tant « qu'opérateur technique et logistique du projet ».

Après une courte période marquée par des difficultés (dont fragilité financière), le CPIE recentre dans son programme de 1994 ses activités autour de l'initiation à l'environnement (classes découvertes, interventions auprès d'établissements scolaires), de l'action de sensibilisation et d'animation à l'environnement et au patrimoine et au développement d'un service d'étude et de conseil en environnement. En parallèle, l'association voit son équipe salariée se reconstituer.

En 1997, Franck Boitard devient le nouveau directeur du CPIE. La même année les CPIE changent de noms pour devenir des centres permanents d'initiatives pour l'environnement, marquant ainsi une évolution de la structure et du secteur de l'éducation à l'environnement qui s'oriente désormais vers le développement durable.

En 2004, Vincent Lecureuil devient le nouveau directeur.

En 2010, l'Union régionale Centre Val-de-Loire (URCPIE) est créée et s'installe à l'abbaye de Seuilly.

2.3. Lieu

4 route de l'Abbaye

37500 Seuilly

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Le CPIE Touraine – Val de Loire est une association loi 1901 labellisée Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement. Ce label traduit la nature et la qualité de ses activités et son appartenance à un réseau national (UNCPIE : Union Nationale des CPIE) qui contribue au développement durable des territoires.

Situé dans le cadre historique de l'Abbaye de Seuilly, le CPIE a pour mission de développer des actions de valorisation, de sensibilisation et de gestion de l'environnement et du patrimoine local. Il joue également le rôle de médiateur, alliant le conseil et l'action à travers des disciplines aussi diverses que l'écologie, l'écotourisme, les sciences de l'éducation.

Les principales missions du CPIE sont ainsi :

- L'éducation à l'environnement pour les scolaires :

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

L'équipe salariée conçoit et anime des journées et des séjours d'initiation pour les scolaires. Elle met également en oeuvre des programmes pédagogiques pour le compte des collectivités.

- La formation de professionnels :

En tant que spécialiste de l'environnement, le CPIE mène des actions de formation pour des publics variés (programme régional de formation à l'environnement, intervention dans des formations universitaires...).

- Le Conseil et les études :

Le CPIE mène des études et propose ses conseils pour répondre aux demandes et aux interrogations des collectivités et des services de l'État en matières de gestion, d'entretien d'espaces naturels et d'aménagement rural.

- Chantiers d'entretien de milieux naturels :

Une équipe d'agents de l'environnement (Régie rurale de l'environnement et des espaces naturels) aide les collectivités pour réhabiliter et gérer des sites naturels..

- Tourisme de nature – écotourisme :

Le CPIE organise des rendez-vous lors des diverses balades et d'itinérances organisées tout au long de l'année afin de découvrir des sites patrimoniaux. Ces balades se déroulent à pied, en bateaux traditionnels (à Candes-Saint-Martin) et en roulotte (itinérance nature).

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

Le CPIE Touraine - Val de Loire dispose d'un Conseil d'Administration de 20 personnes qui participent au pilotage de l'association. Celui-ci est composé des membres du bureau, d'un collège des élus membres de droit, d'un collège d'élus et d'un collège des membres individuels.

Le bureau actuel est le suivant :

Présidente : Madame Lise Couedy-Gruet

Vice-président délégué : Monsieur Christian Porcherel

Trésorier : Monsieur Franck Hennebel

Secrétaire : Madame Maryvonne Albert

Afin de remplir ses missions au quotidien, le CPIE s'appuie sur une équipe de salarié de 14 permanents répartie en 5 « pôles » (direction, gestion, secrétariat, communication ; Environnement (étude, animation locale) ; animation, formation et interprétation du patrimoine ; régie rurale ; tourisme de nature). L'actuel directeur est Vincent Lecureuil.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Partenaires Institutionnels :

- Union régionale des CPIE Centre-Val de Loire (URCPIE) (créée en 2010, elle se trouve également à l'abbaye de Seuilly).
- Union nationale des CPIE
- Parc naturel régional Loire-Anjou-Touraine
- Agence de l'eau Loire-Bretagne
- Direction régionale de l'environnement Centre
- Communautés de communes Chinon Vienne et Loire et Touraine – Val de Vienne
- Ville de Chinon
- Conseil départemental d'Indre-et-Loire
- Conseil régional Centre-Val de Loire
- SMICTOM du chinonais
- Syndicat de la Manse et de ses affluents
- Syndicat d'Aménagement de la Vallée de l'Indre
- Syndicat Intercommunal d'aménagement des cours d'eau du bassin de l'Authion (SIACEBA)
- Syndicat mixte du pays du Chinonais
- Conservatoire d'espaces naturels de la région Centre
- Ecomusée du Véron
- Chambre d'agriculture d'Indre-et-Loire
- Fédération de pêche d'Indre-et-Loire

Partenaires associatifs environnement et patrimoine:

- Ligue pour la protection des oiseaux de Touraine
- Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature en Touraine (SEPANT)
- Jardiniers des Hucherolles
- Jardiniers de Nouâtre
- Foyer associatif rural Lerné

Tourisme :

- Office de tourisme Azay – Chinon – Val de Loire
- Agence départementale du tourisme d'Indre-et-Loire
- Maison des vins et du tourisme du Véron

Education à l'environnement :

- CPIE Brenne Berry
- Groupe régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement Centre

Gîtes et hébergements :

- Gîte Pic Epeiche, Lerné

Partenaires Privés (dont EDF (mécénat d'entreprise) et Cofiroute (prestation)).

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Septembre 2018

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Vincent Lecureuil, directeur du CPIE Touraine – Val de Loire.

Dominique Bachelart, Administratrice du CPIE Touraine – Val de Loire et maître de conférences à l'université François Rabelais de Tours.

<http://www.cpie-val-de-loire.org/>

Présentation du contenu conservé par le CPIE Touraine – Val de Loire :

Création

Projet de création de création du CPIE de Touraine. - Programme de développement et de projet pédagogique intitulé « Dossier Programme » ;

Statuts.

Administration et composition :

Registre associatif relatif à la vie statutaire (avec ordres du jour, comptes rendus de réunions, rapports moraux...) (1976-1996) ;

Conseil d'Administration, Bureau : comptes rendus (2004-2005) ;

Conseil d'administration : comptes rendus sous format papier (2004-2005) et sous format numérique (2004-2018) ;

Bureau : comptes rendus des réunions (2004-2005) ;

Assemblées générales, conseils d'administration et bureau. - Réunions (1998-2009) : notes, documents préparatoires, convocations) ;

Rapports d'activités (1994-2007) ;

Bilans (décennie 1990).

Correspondance :

Courriers : copies (vers 1989), originaux (1996) (0,2 ml) ;

Comptabilité :

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Comptabilité générale (environ 15,0 ml) (1999-2015) : grands livres, factures (clients et fournisseurs), pièces justificatives, relevés de banque ;

Comptes annuels (2003-2006) (0,1 ml) ;

Demandes de subvention (décennie 1990) ;

Personnel :

Salaires et cotisations ;

Registre d'enregistrement des salariés (1982-2003) ;

Mutations, démissions ;

TUC, objecteurs de conscience ;

Dossiers de salariés.

Fonctionnement et activités :

Locaux de l'abbaye de Seuilly (0,5 ml) : chantier de 1981 et aménagements, plans ;

Préfiguration du parc naturel Régional (PNR) Val de Loire - Anjou - Touraine porté par le CPIE (avec création de l'association, échange de courriers avec Jean Royer Maire de Tours défendant un autre projet de PNR, courriers et comptes rendus de réunions, documents annotés par Yves Dauge , président du CPIE) (vers 1990) ;

Contrats verts ;

Conventions d'études (2000-2006) (0,5 ml) ;

Dossier Loire Vivante relatif à la remontée du saumon (1990) ;

Espaces naturels sensibles (aménagements) et protection de la faune et flore (1,0 ml) ;

Questionnaires dans le cadre de l'enquête « décideurs locaux et environnement » (1992) (0,1 ml) ;

Étude sur les batraciens (1993) ;

Éducation à l'environnement. - Séjours scolaires, activités sur le thème de l'énergie (0,1 ml) (décennie 2000), projets de classes, documentation ;

Tourisme. - Balades (dont bateaux et nature) (2009-2012) (0,2 ml) ; projets de séjours touristiques ; séjours relatifs au centre de loisirs (décennie 2010) ; aménagements de gîtes ;

Sorties nature : observations naturalistes, balades (avec plaquettes, programmations) ;

Chantiers et actions d'insertion ;

Stages (avec conventions) ;

Prestations sous la forme d'animations extérieures ;

Prestations diverses (dont stages, réalisation théâtrale sur Rabelais, demandes de séjours) (1987 - décennie 1990) ;

Procédures et contentieux (0,2 ml) ;

Organisation de manifestations (dont « Veillée aux noix », sur Rabelais (1992-1996)) ;

Relations avec l'Union nationale des CPIE (UNCPIE).

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Documentation :

Centre de documentation. - Études du CPIE classées par thème (environnement, milieux et habitats, espèces, eau, sciences humaines, ressources territorialisées, développement durable, agriculture) (environ 12,0 ml) ; Documentation (environ 25,0 ml) : ouvrages et publications extérieures à l'association (dont périodiques et revues), outils pédagogiques, supports vidéos ;

Revue de presse (vers 1994 – décennie 2010) (environ 1,5 ml) ;

Documentation pédagogique (0,1 ml) ;

Photographies de « sorties » ;

Documentation diverse (dont articles de presse, bulletin du syndicat intercommunal à vocations multiples (SIVOM) sur le CPIE).

Varia :

Fonds Jacky Breton relatif à ses fonctions d'administrateur et de vice-président délégué du CPIE (1976-1993) (0,30 ml). - Dossier de création et de genèse de l'association Val de Vienne (dont récépissé de déclaration en préfecture) (1976-1980) ; vie statutaire : comptes rendus de réunions de Conseil d'Administration et de bureau (décennie 1980 - vers 1992), Assemblée Générale de 1985, projet de budget ; contrat de travail ; courriers ; actions du CPIE : constitution de l'association de préfiguration du PNR Val de Loire – Anjou – Touraine (1990), projets (dont projet de formation dans le cadre de la création du PNR en 1993, projets pédagogiques, projet d'exposition artistique (1992), activités diverses (dont classe patrimoine), participation à des commissions (décennie 1980) ; plaquettes de l'association ; coupures de presse ; documentation ; notes.

Archives orales (4 témoignages constitués dont celui de Jacky Breton, en cours de dépôt).

Dates extrêmes

1976 - 2017

Métrage linéaire conservé

Environ 64,0 ml

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné. Existence d'archives sur support numérique.

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Bon état de conservation.

Les archives dans les bureaux et dans le centre de documentation sont classées et mises en boîte archives lorsqu'il cela s'avérerait nécessaire.

Le fonds Jacky Breton n'est ni conditionné, ni classé.

Un fonds important (environ 21 ml) situé dans un grenier présente des risques de conservation, en raison de facteurs environnementaux (variation de température, poussière très présente). Les archives sont cependant en bon état de conservation et pour la plupart en boîte.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Localisation physique

4 route de l'Abbaye

37500 Seuilly

Modalités d'accès

Sur demande :

Tel : 02 47 95 93 15

Courriel : info@cpievaldeloire.org

Centre permanent d'initiation à la nature de Gorre Menez (CPIE vallée de l'Elorn)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Centre permanent d'initiation à la nature de Gorre Menez

1.3 Autres formes du nom

CPIE Vallée de l'Elorn

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1985 – aujourd'hui

2.2 Histoire

L'association est labellisée Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) depuis juillet 1996.

2.3 Lieux

Siège social

Gorre Menez, 29470 Loperhet

2.4 Statut juridique

Association type « loi 1901 »

2.5 Fonctions et activités

But de l'association :

Favoriser la découverte, l'étude et la protection du milieu naturel, en développant les activités éducatives à caractère scientifique, technique et l'étude du milieu ;
Créer, gérer et promouvoir le centre permanent d'initiation à la nature de Gorre Menez ;

Permettre l'utilisation du centre et de ses infrastructures aux associations dûment déclarées ;

Promouvoir l'équitation par l'animation d'une école d'équitation et par la mise en place et la gestion d'une base équestre sur la commune de Plougastel-Daoulas et en partenariat avec la municipalité de la commune ;

Contribuer à l'insertion sociale et professionnelle de personnes éloignées du marché de l'emploi.

Moyens d'action de l'association :

L'accueil de groupes d'enfants, de jeunes, dans le cadre de classes de nature et centres de loisirs ;

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

L'accueil de groupes d'institutions spécialisés ;

L'accueil d'adultes : formation permanente, stages, rencontres, débats, conférences, associations... ;

Le conseil, l'étude, le diagnostic, la gestion, l'entretien, l'aménagement, la valorisation et la préservation des milieux naturels ;

La réalisation d'études, d'expertises, de conseils, d'ingénieries qui concourent à une meilleure prise en considération de l'environnement et du développement durable ;

L'organisation de chantiers d'insertion.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

Union régionale et nationale des CPIE (URCPIE et Union nationale des CPIE)

3.2 Type de la relation

Adhésion, labellisation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Mars 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

<http://www.cpie-elorn.net>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Fonds "Centre permanent d'initiation à la nature de Gorre Menez" (CPIE vallée de l'Elorn).

Documents administratifs et fonctionnement :

statuts, compte-rendu de conseil d'administration, rapport d'activité, bilan financier, grand livre comptable... (à partir de 1985).

Études réalisées par l'association : étude de mouillage, études cartographiques, étude pour la création d'un verger conservatoire à Loperhet, rapports de stages, études sur les zones humides, études naturalistes... (à partir de 1990).

Dossiers de l'activité :

contrat nature Loperhet (bilan annuel, cartographie, proposition de gestion..., 2000-2008), Natura 2000 Elorn et rade de Brest (rapports du comité de pilotage, compte-rendu de réunion de la commission espaces naturels, correspondance avec les élus, plaquettes, lettre d'information..., à partir de 2003), Étang du Roual (rapport, cartographie, inventaire, correspondance, revue de presse, documents de recherche..., 2003-2005), eau (agence de l'eau, Direction Régionale de l'Environnement - DIREN, Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux - SDAGE, conventions, bilan des actions, commissions géographiques, rapport d'activité, études sur les éducateurs à l'environnement..., à partir de 1996), Schéma d'aménagement et de gestion des eaux - SAGE Elorn (documents validés du SAGE, 2010), charte environnement de la communauté de communes de Landerneau - Daoulas (compte-rendu de réunion et des commissions, 2003), Collectif breton pour la préparation d'assises régionales d'éducation à l'environnement (compte-rendu de réunion, 1999), Réseau éducation environnement en Bretagne - REEB, dispositif emploi jeune (convention avec les directions régionales et départementales du travail, compte-rendu du comité de pilotage, Diagnostic territorial approfondi et diagnostic d'ancrage territorial dans le Pays de Brest, études, synthèses, protocole d'enquête, dossiers des structures..., 1997-2004), Contrat de baie - rade de Brest (documents scientifiques et techniques, documents d'animation des communes du bassin versant, exposition..., 1999-2006), contrat de ville Brest (correspondance, fiches de capitalisation..., 2003-2005), chantier d'insertion pour détenus en fin de peine (gestion, valorisation de secteurs naturels, travaux écologiques, bilan annuel, dossiers de financement, contrat de travail, correspondance avec les partenaires..., à partir de 2000), Agenda 21 - Conseil général du Finistère (convention avec le Conseil général, soutien aux groupes de pilotage, à l'état des lieux et suivi par l'association..., 2007-2010), Union nationale des centres permanents d'initiatives pour l'Environnement - UNCPPIE (documents et rapports de la commission d'attribution du label CPIE, études de candidatures, compte-rendu d'assemblée générale, tableau de bord, état des actions années par années..., à partir de 1992), actes des journées nationales des CPIE (ateliers d'éducation à l'environnement, 1994-2004), chambre régionale de l'économie sociale et solidaire, ADESS Brest (compte-rendu de réunion, statuts, documents de travail, à partir de 2007), plate forme inter-associative du Pays de Brest (compte-rendu de réunion, documents de propositions pour les collectivités, à partir de 1990), appel à projet du conseil régional (documents d'élaboration d'actions pédagogiques, à partir de 1990), animations (emploi du temps des classes vertes, à partir de 2000).

Revue de presse sur l'association (1990-2005).

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Documentation sur l'énergie, les déchets, la forêt, la faune et la flore, revues "Eau et Rivières de Bretagne", "Polypode", magazine d'animation en Finistère (à partir de 1985).

Documents iconographiques : 500 photographies naturalistes et sur l'association (1985-2000), maquettes et plaquettes CPIE (à partir de 1986).

1985-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 16,30 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé dans les locaux de l'association.

Origine

Centre permanent d'initiation à la nature de Gorre Menez

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la Nature et de l'Environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr)

Chauve qui peut

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

Chauve-qui-peut

3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1997 - aujourd'hui

2.2. Histoire

Peu avant la création de « Chauve-qui-peut », Laurent Arthur et Michèle Lemaire (direction du Muséum d'histoire naturelle de Bourges) et Jean-Jacques Chaut, tous trois spécialistes des chauves-souris, décidèrent de soutenir financièrement la structure « Bats » dans l'Indre, afin de participer activement à la protection de l'espèce.

L'association « Chauve-qui-peut » est finalement créée en 1997 dans le but de servir de « banque » pour aider à la conservation et à la préservation des colonies de chauves-souris dans le département du Cher. Afin de remplir cet objectif, l'association a dégagé des fonds propres grâce aux bénéfices de la vente de jeux, achetés à l'occasion d'une importante exposition au Muséum d'histoire naturelle de Bourges. Ce premier apport financier a été ensuite complété par des droits d'auteurs perçus sur des photographies de chauves-souris, des ventes de produits, des dons privés et des subventions. L'association perçoit également des revenus provenant d'actions particulières, d'expertises et de ventes de données à des tarifs avantageux contre des connaissances pour des études. Ces études sont commandées par des bureaux d'études dans le Cher, des collectivités (conseil régional Centre-Val de Loire et conseil départemental du Cher), des services déconcentrés de l'État (DREAL) ou des entreprises. L'ensemble de ces modes de financement sont d'ailleurs toujours d'actualité.

Depuis l'année 2000⁹⁹⁴, « Chauve-qui-peut » mène des actions d'urgence (« programmes d'aide ») en faveur des chauves-souris. L'efficacité de ses interventions est due à son autonomie, son indépendance et à sa faculté de pouvoir débloquer des fonds très rapidement.

Vers 2007, « Chauve-qui-peut » prend une dimension internationale en menant des programmes internationaux, notamment au Burkina Fasso, au Cameroun ou au Bénin pour encourager la préservation des colonies de chauves-souris et pour aider les personnes faisant appel à l'association.

« Chauve-qui-peut » va prochainement évoluer avec le projet d'une structure associative (« Chiroveille ») au champ plus large (réalisation d'études, publication, journées d'étude).

994 Cf. document « Programmes d'aide aux chauves-souris soutenus par Chauve-qui-peut ».

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2.3. Lieu

Mme Lemaire - L'Observatoire

22, Rue Ranchot

18000 Bourges

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Depuis sa création, l'association n'a pas vocation à faire du militantisme. Elle souhaite surtout apporter une aide aux chauves-souris lorsqu'il y a conflit d'usage ou problème de cohabitation avec l'homme (l'espèce peut être source de nuisances). Elle consacre ainsi environ 6000 euros par an dans la protection de sites.

« Chauve-qui-peut » priorise ainsi le dialogue en faisant notamment du travail de lobbying pour par exemple obtenir des contreparties lors de l'aménagement de la rocade nord de Bourges. L'association va donc rarement devant les tribunaux (elle n'a porté plainte qu'à trois reprises pour des cas de destruction d'espèces).

« Chauve-qui-peut » assume sa discrétion en matière de communication pour se consacrer pleinement à son rôle de « banque » en faveur de la conservation et préservation des colonies de chauves-souris dans le Cher et aussi pour conserver son autonomie et indépendance. Pour autant, l'association est reconnue dans la région centre et s'inscrit comme la pièce financière du réseau de protection de chauve-souris dans le département du Cher. « Chauve-qui-peut » a également une dimension internationale en raison des actions qu'elle mène notamment en Afrique.

Les principales actions et activités de l'association sont les suivantes :

- Programmes d'aide aux chauves-souris dans le département du Cher : aménagements de gîtes avec des entrepreneurs et des artisans (pose de bâche au sol, aménagement de grenier, etc. comme à l'abbaye de Blairon pour l'aménagement d'une colonie de sérotines pour 3000 euros).
- Programmes d'aide aux chauves-souris à dimension internationale (« Chauve-qui-peut » investit environ 500 euros par an au Burkina Fasso et encourage et aide à la protection des colonies de chauves-souris dans de nombreux pays tels que le Cameroun ou le Bénin).
- Aide à la valorisation et assistance financière pour le Muséum d'histoire naturelle de Bourges lors d'acquisitions (ex. : gravures de François Saint-Hilaire).
- Promotion des structures de soins pour les chauves-souris.
- Gratifications à des personnes ayant oeuvré à la protection des chauves-souris.
- Acquisitions de terrains au niveau de la rocade de Bourges en connexion avec la zone Natura 2000 pour favoriser la biodiversité.
- Travail de lobbying (blocage de la construction d'un parc de loisirs et d'un projet de fast-food à Bourges, rôle dans le détournement de la rocade de Bourges).
- Découvertes de nouvelles colonies grâce aux aménagements réalisés dans le cadre de programmes d'aide.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- Réalisation d'analyses et d'études pour des programmes scientifiques.
- Paiement de bus pour des écoles dans des communes éloignées de Bourges pour les « rencontres chauve-souris ».

Depuis sa création, l'association a mené et soutenu les programmes d'aide aux chauves-souris suivants⁹⁹⁵:

2000-2002

- Plantation de noyers et de tilleuls aux entrées d'une cavité souterraine (Charly, Cher)
- Pose d'une bâche dans une grange pour une colonie de grands rhinolophes (Vornay, Cher)
- Bâche dans un grenier pour maintenir une colonie de sérotines (Loye sur Arnon, Cher)
- Pose d'une bâche au sein d'une colonie de pipistrelles (commune de Foëcy, Cher)
- Réouverture d'un clocher pour une colonie de sérotines (Saint-Eloy-de-Gy, Cher)
- Maintien d'un accès à un site d'hibernation de petits rhinolophes (Bourges, Cher)
- Prise en charge d'une chiroptère pour maintenir une colonie de Petits rhinolophes
- Pose d'une gouttière anti-guano sous une colonie de sérotines (commune de Villabon, Cher)
- Plantation d'une haie protéger l'entrée d'un site d'hibernation (commune de Charly, Cher)

2003-2006

- Participation à la pose d'un plancher sur une colonie d'oreillards (Dampierre en Crôt, Cher)
- Pose d'un plancher sous une colonie de sérotines (Loye sur Arnon, Cher)
- Construction d'un mini-grenier à sérotines (Bengy sur Craon, Cher)
- Percement d'un accès à une colonie de sérotines (Saint-Eloy-de-Gy, Cher)
- Occultation d'un éclairage pour rendre un accès aux sérotines (Lugny Bourbonnais, Cher)
- Travaux pour le maintien d'une colonie de sérotines (Colombiers, Cher)
- Pose d'un plancher sous une colonie de M.emarginatus (Sancoins, Cher)
- Travaux pour le maintien d'une colonie de sérotines (Bengy, Cher)
- Pose d'une cloison pour une colonie de pipistrelle (Nohant en Graçay, Cher)
- Cloison isolante pour une colonie mixte rhinolophes / échancrés (Saint-Denis-de- Palin, Cher)
- Pose d'une bâche dans un grenier pour une colonie de sérotines communes (Ménétréol, Cher)

2007-2011

995 Extrait de la liste des actions et de leur financement intitulée « Programmes d'aide aux chauves-souris soutenus par « Chauve-qui-peut » » (sous format numérique) transmise par Laurent Arthur.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- Participation à la création d'un réseau associatif pour les chauves-souris au Cameroun
- Pose d'un plancher dans une colonie de sérotines (Saint-Amand-Montrond, Cher)
- Aide au réseau chauves-souris de Madagascar
- Pose d'une chiroptière sur colonie de grand murins (Vignoux-sur-Barangeon, Cher)
- Participation à la formation d'un réseau chauve-souris au Bénin
- Aide au réseau chauves-souris du Cameroun
- Isolation d'un grenier de sérotines (Loye-sur-Arnon, Cher)
- Aménagement d'une chiroptière pour une colonie de grands murins (Cher)
- Aménagement pour le maintien de 200 noctules de Leisler (Sidiailles, Cher)
- Aménagement d'un grenier suspendu pour une colonie de sérotines (Saint-Amand-Montrond, Cher)
- Participation à la construction d'une tour à chauves-souris au Bénin
- Participation à l'isolation pour une colonie de pipistrelles (Jars, Cher)
- Aide au réseau malgache

2012-2014

- Aménagement d'une passerelle métallique de guidage sur une rocade (Bourges, Cher)
- Aménagement sur un gîte à sérotines commune (Saint-Amand-Montrond, Cher)
- Pose d'un nichoir géant pour une colonie de noctules communes (Culan Cher)
- Achat de 5 nichoirs de substitution pour les particuliers
- Pose d'un plancher sous une colonie de 150 sérotines
- Aménagement sur colonie de pipistrelles + pose nichoir substitution
- Aménagement et programme de sensibilisation pour les chauves-souris du Burkian-Fasso
- Aménagement accès sur colonie mixte de 400 rhino-échancrées (Saint-Denis-de-Palin Cher)
- Pose de gîtes de substitution pour une colonie de barbastelles (pose de deux gîtes en bénévolat)
- Changement de l'isolation sur colonie de 160 leisler (Sidiailles, Cher)

2015-2018

- Aménagement gîte à 40 sérotines (Farges-Allichamps, Cher)
- Pose ouate cellulose sur gîte 150 sérotines (Dun-sur-Auron, Cher)
- Pose d'une grille sur colonie de 400 rhino-échancrées (Saint-Denis-de-Palin Cher)
- Mise en place d'une toiture-access sur colonie 250 grands murins (Mareuil Cher)
- Pose d'un plancher pour une colonie de 500 grands murins (Morogues)
- Installation d'une pièce gîte pour une colonie de 800 grands murins (La Guerche)

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- Changement de l'isolation sur une colonie de sérotines (Saint-Amand-Montrond)
- Pose d'un gîte prototype sur chien-assis (Sidiailles)

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

Pour plus d'efficacité, l'association a pour particularité de n'avoir aucun adhérent et de seulement compter sur les membres de son bureau qui sont les suivants :

Président : Jean-Jacques Chaut

Trésorier : Laurent Arthur

Secrétaire : Michèle Lemaire

Membres d'honneur : Patrick Hafnner, Gunther Capo

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Muséum d'histoire naturelle de Bourges (structure institutionnelle par laquelle il est possible de contacter l'association).

Monde associatif (dont associations de chiroptologues et Indre Nature).

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Octobre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Laurent Arthur, trésorier de Chauve-qui-peut et directeur adjoint du Muséum d'Histoire naturelle de Bourges.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Présentation du contenu conservé par « Chauve-qui-Peut »⁹⁹⁶ :

Statuts ;

Liste des actions et de leur financement intitulée « Programmes d'aide aux chauves-souris soutenus par « Chauve-qui-peut » » (sous format numérique) ;

Compte-rendu d'assemblée général (1999-2018) : 1 classeur ;

Livre de compte.

Dates extrêmes

1997 - 2018

Métrage linéaire conservé

0,1 ml

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné (comprends notamment les programmes d'aide aux chauves-souris soutenus par « Chauve-qui-peut »)

Accroissement

Fonds non clos

Mode de classement et état de conservation.

Bon état de conservation.

Localisation physique

Chez les membres de l'association.

Modalités d'accès

Sur demande :

Téléphone (numéro du Muséum d'histoire naturelle pour joindre Laurent Arthur) :

02 48 65 37 34

Courriel : laurent.arthur@ville-bourges.fr

996 L'association produit assez peu d'archives en raison de sa structure qui priorise une efficacité optimale pour débloquer des fonds le plus rapidement possible afin de venir en aide aux chauves-souris. Le livre de compte est le document essentiel pour rendre compte de l'activité de « Chauve-qui-peut ».

Club connaître et protéger la nature « La Sittelle »

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Club Connaître et Protéger la Nature « La Sittelle ».

1.3. Autres formes du nom

C.P.N. « la Sittelle ».

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1982 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

Depuis 1983, la fédération des CPN développe des clubs nature à travers la France et ailleurs, afin de promouvoir la culture de la nature et de la faire connaître au plus grand nombre.

La Sittelle est l'un de ses clubs et membre de la fédération parmi 400 autres CPN présents en France et en Europe, voire en Afrique.

Son but est d'initier les enfants à la connaissance et à la protection de la nature.

Elle regroupe des enfants âgés de 7 à 12 ans qui s'intéressent à la nature. Ces enfants, aidés par leur animateur, entreprennent des actions pédagogiques.

Depuis 2009, une nouvelle section a vu le jour : la Sittelle adulte.

La Sittelle évolue dans une réserve naturelle de 2 hectares, appartenant à la commune de Saint-Laurent-de-Brévedent, où elle a aménagé un ensemble de milieux accueillants pour la faune et la flore.

On y trouve un arboretum de quatre-vingt essences différentes, quatre mares ainsi que trois modèles de haies normandes : une haie brise-vent, une haie fleurie et une haie champêtre.

2.3. Lieu

Ancienne école

76700 Saint-Laurent-de-Brévedent

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

L'association mène différentes actions en faveur de la protection de la nature normande mais aussi en faveur d'une pédagogie naturaliste.

Pour cela, elle organise :

- des sorties natures,
- des chantiers de plantation d'arbres,
- des ateliers (fabrication d'hôtel à insectes, recyclage...),
- des actions de nettoyage de la nature,
- des moments d'observations (reconnaissance des arbres, de l'avifaune, étude du rôle des rivières et de leur biotope).

Au sein de la réserve, elle a mis en place un parcours de visite aménagé accessible à tous et notamment aux écoles.

Elle a également mis en place un sentier pédestre en milieu forestier dans les bois d'Aplemour jonché de 13 bornes, et a publié un guide.

Elle organise également des journées telles que les 24h de la Biodiversité, en collaboration avec le réseau des CPN de Haute-Normandie, ainsi que « Les Z'arts des bois ».

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Fédération des Clubs Connaître et Protéger la Nature
(HNNE).

3.2. Type de relations

Membre de la fédération

Membre du réseau HNNE.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<http://www.lasittelle.org/>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Note : cette association n'ayant pu être rencontrée, le détail du fonds ci-dessous a été rédigé selon la fiche de renseignement envoyée au début de la mission.

Présentation du contenu :

Administration et fonctionnement : comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale.

Activités : comptes-rendus de réunion, dossiers d'animation nature, cahiers techniques, cahiers du jeune naturaliste, fiches pédagogiques, vidéos, campagnes éducatives, fiche de signalement, guide.

Métrage linéaire : non communiqué.

Lieu de conservation :

CPN La Sittelle

Ancienne école

76700 Saint-Laurent-de-Brévedent

Collectif Plus jamais ça ni ici ni ailleurs - Croix-de-Pierre

Cotes extrêmes : 209 J 1 - 97⁹⁹⁷

Producteur : Collectif Plus jamais ça ni ici ni ailleurs - Croix de Pierre

Dates extrêmes : 2001-2014

Importance matérielle : 3,5 m.l.

Présentation du contenu

En premier lieu (209 J 1-15), l'on peut consulter des documents ayant trait à l'organisation et au fonctionnement du collectif. Pour les instances et la vie associative, un même ensemble mêle documentation, comptes rendus d'assemblées générales et de réunions internes, mais également de la correspondance reçue et envoyée (copies de mails, courriers papiers et pièces jointes). Le second ensemble porte sur le soutien et le support aux sinistrés d'AZF (209 J 16-48), apportés par le collectif. Pour l'action juridique, on trouvera des comptes rendus de réunions, des copies de documents extraits des dossiers d'instruction du procès AZF, tels que des rapports d'expertises, des procès-verbaux d'interrogatoires et d'auditions. Pour les recours administratifs, les dossiers de procédure lancés par des membres du collectif contiennent de la documentation, de la correspondance avec les avocats et les différents tribunaux, ainsi que des notifications d'arrêts. Un troisième ensemble (209 J 49-68) porte sur les actions de prévention des risques chimiques du collectif, qui intervient en qualité de membre de la commission locale d'information et de la prévention et du comité local d'information et de concertation. Une abondante documentation, des comptes rendus de réunions et d'assemblées générales ainsi que les plans de prévention des risques technologiques de la Société nationale des poudres et explosifs et d'Esso à Toulouse y sont présents. Dans un dernier ensemble (209 J 69-97) se concentrent les documents liés à l'information et la communication assurées par le collectif. On y trouve de nombreuses affiches et banderoles, des cartes postales, des tracts mais également des documents audiovisuels, sous la forme de cassettes audios et vidéos.

Conditions d'accès et d'utilisation

Modalités d'accès

Consultable selon la législation en vigueur

Cotes associées (autre producteur)

Tribunal de grande instance de Toulouse 6697 W - Procès AZF. - Audiences du 23 février 2009 au 30 juin 2009 ; jugement du 19 novembre 2009 : enregistrements audiovisuels (2009). Cour d'appel de Toulouse 7145 W - Procès AZF. – Audiences du 3 novembre 2011 au 24 septembre 2012 : enregistrements audiovisuels (2011 – 2012). Préfecture de la Haute-Garonne 7509 W - Concours de l'Etat aux entreprises suite à l'explosion de l'usine AZF (21 septembre 2001). – Accompagnement à la reconversion du pôle chimique ; aides financières exceptionnelles (2001 – 2008). Conseil général de la Haute-Garonne 6983 W - Archives de Claude Touchefeu, conseillère générale du canton de Toulouse 12 (1998 - 2007).

Lieu de conservation :

Archives départementales de Haute-Garonne

997 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-du-Collectif-Plus-jamais-ca-ni-ici-ni-ailleurs-Croix-de-Pierre-2001-2004>

Collectif STOP EPR, ni à Penly ni ailleurs

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Collectif STOP EPR, ni à Penly ni ailleurs.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2009.

2.2. Histoire

L'association a été créée afin de s'opposer de façon pacifiste à la construction du réacteur électronucléaire de type *European Pressurized Reactor*, dit EPR, sur la commune de Penly. Elle agit également sur le territoire national ou à l'étranger.

2.3. Lieu

Rouen.

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'association informe les populations locales et les élu(e)s sur les dangers du nucléaire.

Elle tente de promouvoir des débats démocratiques locaux, nationaux et internationaux sur les politiques énergétiques.

L'association développe et anime des actions publiques collectives et unitaires.

Par ailleurs, elle sensibilise à l'utilisation des énergies renouvelables.

Enfin, elle œuvre pour la protection de l'environnement et pose la question de la suppression du nucléaire.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Note : cette association n'ayant pu être rencontrée, le détail du fonds ci-dessous a été rédigé selon la fiche de renseignement envoyée au début de la mission.

Présentation du contenu :

Administration et fonctionnement : comptes-rendus de conseils d'administration et d'assemblées générales.

Correspondance.

Activités : communiqués de presse, dossiers d'études, tracts, affiches, comptes-rendus de réunions et de débats.

Métrage linéaire : non communiqué.

Lieu de conservation :

Collectif STOP EPR, ni à Penly ni ailleurs

Maison des associations et de la solidarité

22, rue Dumont d'Urville

76000 Rouen

Comité de défense de l'environnement et des sites de Moëlan sur Mer (CDESM)

Présentation du contenu :

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, compte-rendu d'assemblée générale et de conseil d'administration, rapport général, liste des adhérents, dissolution... (1986-2011).

Comptabilité : bilan financier, factures, relevés de compte, adhésions... (1993-2011).

Dossiers d'actions en justice et de recours auprès des municipalités :

Station de lagunage de Kergloanou (compte-rendu de réunion, registre de délibération de conseil municipal, correspondance entre l'association, les mairies, le préfet et l'avocat, plan d'occupation des sols, revue de presse, déclaration d'utilité publique, dossier du bureau d'étude Guitton..., 1987-1994) ;

Permis de construire d'un entrepôt de boisson au lieu dit Le Vern (projet, jugement, mémoire d'avocat, revue de presse, correspondance..., 1987-2003) ;

Elevage de saumon hors sol à Malachappe et chemin de Malachappe à Brigneau (jugement, mémoire d'avocat, revue de presse, convention avec le conservatoire du littoral, correspondance..., 1992-2001) ;

Colombier de Kermoguer (projet de restauration, dossier avec photographies, convention, correspondance..., 1999-2002) ;

Urbanisme (logement, plan d'occupation des sols et plan local d'urbanisme de Moëlan sur Mer, plans, dossiers, revue de presse, correspondance avec la mairie et le préfet..., 1992-2009) ;

Environnement (décharges, infractions à la loi littorale, permis de construire illicite, porcheries, élevages, espaces boisés, camping sauvage, correspondance, dossiers, plans, revue de presse, photographies, jugements..., 1992-2009).

Métrage conservé : 1,40 ml

Localisation physique : Le fonds est déposé aux Archives départementales du Finistère

Modalités d'accès : Communication libre après demande d'autorisation préalable

Comité de défense du quartier des moulins neufs (CDQMN)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Comité de défense du quartier des Moulins Neufs

1.3. Autres formes du nom

CDQMN

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1978 - aujourd'hui

2.2. Histoire

Le Comité de défense du quartier des Moulins Neufs (CDQMN) est une association loi 1901 qui a été fondée le 8 avril par Serge de Filippis, ancien magasinier d'une entreprise de serrurerie né en 1935 et aujourd'hui à la retraite. D'abord association de riverains, elle a évolué très rapidement en association militante de protection de la nature et de l'environnement dans le département de l'Eure-et-Loir et en particulier dans le secteur de Jouy.

Cette création fait suite à un incident de quartier et problèmes environnementaux locaux. En 1976, Serge de Filippis voit la construction de bâtiments industriels contre sa maison dans un site protégé de la commune de Jouy. L'installation de cet Atelier-usine d'art et de mobilier cause alors de nombreuses nuisances (fumées de plastiques et d'amiante brûlés, poussières, peinture et nuisances sonores). Après la création d'une pétition, une association de voisinage - le CDQMN - a été constituée par des riverains du quartier, dont figure Serge de Filippis. S'en est suivie une action en justice menée par ladite association. En 1980, le Comité de défense du quartier des Moulins Neufs gagne le procès.

En parallèle à cette action, Serge de Filippis, préoccupé par une autre menace pesant sur l'environnement du hameau des Moulins Neufs, se mobilise contre la fermeture d'une décharge dans une ballastière.

Dans la foulée du procès gagné en 1980, il rejoint une autre association de protection de la nature et de l'environnement en adhérant à « l'Amicale des Vallées »⁹⁹⁸.

Depuis, le Comité de défense du quartier des Moulins Neufs et Serge de Filippis ont mené de nombreuses actions sous la forme de luttes ciblées à l'encontre d'atteintes à la nature et l'environnement qui ont valu à son président de fortes inimitiés et des menaces physiques et verbales. Ainsi en 1991, des chasseurs sont venus demander l'aide du CDQMN, suite à des déversements de boues de fosses septiques dans un bois entre Jouy-et-Berchère la Maingot qui risquaient de polluer la nappe phréatique. Ce lieu a

⁹⁹⁸ Cette association est aujourd'hui dissoute, mais a fortement contribué à la création de la Fédération Environnement Eure-et-Loir (FEEL).

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

d'ailleurs auparavant fait l'objet d'une mobilisation de Serge de Filippis en raison de résidus et de déchets provenant d'une usine d'abattage de poulets qui a été fermée à l'aide notamment du soutien apporté par l'association « l'Amicale des Vallées » et de l'un de ses membres, François Fillon.

En 1996, le CDQMN rejoint la « Fédération environnement Eure-et-Loir » (FEEL) dans l'idée de pouvoir s'unir et de peser lorsque la construction d'un rapport de force est nécessaire. De nombreuses actions communes ont ainsi été menées telles que le soutien au parc naturel régional du Perche, l'encouragement des syndicats intercommunaux d'Épernon, de Maintenon, d'Auneau et de Rambouillet à valoriser le tri sélectif, l'engagement en faveur de la réouverture de la ligne ferroviaire Chartres-Orléans et la lutte contre le projet de troisième aéroport bassin parisien.

L'association a également mené des actions de sensibilisation et de protection sous la forme de campagnes informatives, d'expositions-débats notamment sur le thème de l'eau, de plantations d'arbres avec les enfants des écoles de Saint-Prest et de Jouy, de ramassage de déchets dans les bois et de rédactions d'articles.

Depuis la décennie 2010, le CDQMN est en sommeil relatif en tant qu'organisme associatif. Cependant, Serge de Filippis poursuit sa mission de protection de l'environnement en prodiguant de nombreux conseils à la FEEL et en prenant position sur divers sujets tels que récemment des brûlages de déchets plastiques à Jouy ou la lutte contre le projet de mise en concession autoroutière des routes nationales 154 et 12.

2.3. Lieu

2, rue des Moulins Neufs

28300 Jouy

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Le Comité de défense du quartier des Moulins Neufs (CDQMN) est une association loi 1901 qui milite en faveur de la protection de la nature et de l'environnement.

Ses principales activités sont l'information et la sensibilisation du patrimoine naturel, et la dénonciation et la lutte contre des projets ou des actions menaçant l'environnement dans le département d'Eure-et-Loir, et plus particulièrement dans le secteur de la commune de Jouy.

Depuis 1978, le CDQMN a notamment mené les actions notables suivantes :

- Luttons et actions militantes en faveur de la protection de l'environnement.
- Fermeture d'une décharge publique dans une ballastière.
- Mobilisation contre la construction de bâtiments industriels « Atelier-usine » contre la maison de Serge de Filippis dans un site protégé de la commune de Jouy, et responsable de nombreuses nuisances (fumées de plastiques et d'amiante brûlés, poussières, peinture et nuisances sonores) (condamnation en 1982).

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- Intervention contre la réutilisation de l'« Atelier-usine » en atelier de customisation de véhicules et causant également des nuisances sonores (dont nocturnes) et provoquant un certain nombre de risques en raison de l'utilisation de produits dangereux.
- Arrêt d'un projet d'extension d'une usine et de création d'une conserverie situé dans un secteur protégé de la vallée de l'Eure.
- Dénonciation auprès des médias et mobilisation contre des déversements de boues de fosses septiques dans un bois entre Jouy-et-Berchère la Maingot qui risquaient de polluer la nappe phréatique.
- Interventions auprès des services de l'État (Préfecture, Ministère de l'écologie, Direction départementale de l'agriculture) au sujet d'un abattage massif d'arbres dans la vallée de l'Eure.
- Implication contre le projet de troisième aéroport Bassin-Parisien (dont manifestations).
- Lutte contre les carrières de Villebeau, Mondeville Sainte-Barbe et Prasville.
- Assistance contre un élevage de porcs à Authon-du-Perche avec la FEEL.
- Lutte contre des constructions illégales en zone inondable.
- Participation à la mobilisation contre l'ouverture d'un club de moto-trial à l'emplacement de l'ancienne décharge du quartier des Moulins Neufs à Jouy.
- **Actions de sensibilisation et d'informations.**
 - Expositions-débats sur la protection de l'environnement (dont sur les inondations et zones inondables, thème de l'eau).
 - Tables rondes avec la presse.
 - Rédactions d'articles et de films.
 - Implication lors de fêtes de villages (création de chars, stands...).
 - Participation aux rencontres de l'écologie.
 - Interventions de sensibilisation dans les écoles (avec plantations d'arbres avec les scolaires).
 - Participation à la Journée de la Terre (nettoyages avec les enfants des communes de Jouy et de Saint-Prest).
- **Actions diverses.**
 - Actions d'aide pour d'autres associations (dont formation avec « l'Amicale des vallées », participation à la commission environnement de « l'UFC d'Eure-et-Loir », membre et vice-présidence de la Fédération Environnement Eure-et-Loir, recueil de signatures pour une action de la fondation Cousteau...).
 - Participation à la vie communale de Jouy et de Saint-Prest (remise en état d'un fossé, busé en accord avec la commune de Saint-Prest, intervention au sujet de l'appropriation d'un chemin communal, obtention d'un passage piéton et d'un panneau de signalisation dans un lieu de passage fréquenté par les écoliers...).
 - Achat et revente de jeux au bénéfice de futures plantations d'arbres.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

Le Comité de défense du quartier des Moulins Neufs a compté jusqu'à 54 bénévoles. Actuellement en sommeil relatif, elle est présidée depuis sa création par Serge de Filippis.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Le Comité de défense du quartier des Moulins Neufs entretient, ou a entretenu des relations avec notamment :

- L'association « l'Amicale des Vallées » (aujourd'hui dissoute) : adhésion de Serge de Filippis et engagements communs.
- La (FEEL) (membre) et les associations membres (dont l'UFC Que-choisir ? d'Eure-et-Loir)⁹⁹⁹ : actions communes.
- La coordination d'Eure-et-Loir.
- Les communes de Saint-Prest et Jouy.
- Les écoles de Saint-Prest et de Jouy.
- Les services de l'État (dont Préfecture d'Eure-et-Loir) : alertes.
- Personnes ou groupes divers : chasseurs, randonneurs, spéléologues, promeneurs...

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Novembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Serge de Filippis

999 Cf. Notice et inventaire de la FEEL.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Présentation du contenu conservé par le Comité de défense du quartier des Moulins Neufs (CDQMN) :

Création :

Création de l'association (1977-1978) (1 classeur). - Statuts ; dossier de constitution ; Assemblée Générale constituante ; comptes rendus de Conseil d'administration (procès-verbaux) ; participations aux commissions communales ; premières actions de l'association ; courriers ; photographies (dont des premières réunions) ; coupures de presse.

Fonctionnement et activités :

Dossiers des actions de l'association ¹⁰⁰⁰ (2,00 ml), dont. - Dossier « usine-atelier » de la Société Philippe Jean (avec dossier de procédure au tribunal) (1976-1983) ; informations relatives aux inondations et lutte contre les constructions en zone inondable (avec plans) ; dossier Manoir des près du Roy relatif au déversement de déchets (2001) ; dossier contre le projet d'autoroute A 154 ; plantations d'arbres (avec invitations) ; dossier usine d'abattage de poulets à Jouy ;

Participation et organisation de manifestations (1989 - décennie 1990) (0,1 ml), dont. - Animations avec enfants, album de photographies (1989-1998) ;

Expositions réalisées par l'association (dont sur l'eau) : panneaux ;

Dossier des 30 ans du CDQMN : coupures de presse, photographies, lettres, dessins, comptes rendus, articles rédigés par Serge de Filippis, pétitions ;

Notes écrites par Serge de Filippis (dont notes sur les menaces et les dégradations à son endroit) (0,20 ml).

Documentation :

Articles pour la presse ;

Communiqués de presse ;

Coupures de presse (dont l'écho République, La République du Centre) ;

DVD de vidéos prises (2008-2009) ;

DVD 55e anniversaire de la libération de Saint-Prest ;

Cassette VHS des inondations de 1995,1997,1999 et de l'orage de 2000 ;

Films sur les inondations.

Documentation diverse (environ 0,10 ml) : informations et bulletins d'associations de la protection de la nature et de l'environnement (dont bulletins du PIAF, combat nature), dans le cadre de la Coopération à l'écriture du Livre Blanc de l'environnement (1982), sur le bruit.

Dates extrêmes

1976 - 2017

Métrage linéaire conservé

1000 Pour précision, chaque dossier d'action menée par le CDQMN contient un certain nombre de photographies.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Environ 3,50 ml

Stockage bureautique conservé

Conservation de films également déposés à l'agence régionale du Centre pour le livre, l'image et la culture numérique (CICLIC).

Accroissement

Fonds non clos

Mode de classement et état de conservation.

Classement des fonds par dossier.

Bon état de conservation des archives dans un environnement sain.

Localisation physique

Au domicile du Président du CDQMN, Serge de Filippis :

2, rue des Moulins Neufs

28300 Jouy

Modalités d'accès

Sur demande :

Tél. : 02 37 22 31 94

Courriel : serge.defilippis@sfr.fr

Comité départemental de la protection de la nature et de l'environnement (CDPNE)

1. Zone d'identification;

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Comité départemental de la protection de la nature et de l'environnement.

1.3. Autres formes du nom

CDPNE

2. Zone de la description;

2.1. Dates d'existence

1972 – Aujourd'hui

2.2. Histoire

Le Comité départemental de la protection de la nature et de l'environnement (CDPNE) fût constitué sous la forme d'une association Conseil départemental du Loir-et-Cher de type loi 1901, avec Maurice Druon comme président d'Honneur qui définissait cette structure comme « un conseil des sages en Loir et Cher pour que l'application de la science demeure sous le contrôle politique, par instances élues et interposées de la conscience de chacun »

Par la suite, le CDPNE a développé des actions éducatives en matière d'environnement à destination des milieux scolaires et du grand public et a engagé une démarche de gestion et d'animation des sites naturels. Depuis 1972, le CDPNE a contribué à la création de diverses réserves naturelles, notamment celle de « Grand-Pierre et Vitain », création officialisée par décret en 1979.

Cette Réserve dont le CDPNE est gestionnaire pour le compte de l'État est associée à la Maison de la nature à Marolles, récemment aménagée sous forme d'équipements muséographiques. Cette maison est ouverte au public et plus particulièrement destinée à la sensibilisation des scolaires.

Le CDNPE propose depuis plus de 20 ans avec l'appui du Conseil départemental du Loir-et-Cher, des animations, visites et conférences principalement sur les thèmes liés à l'environnement. Ces « Rendez-Vous Nature », organisés à Blois avec l'aide financière du conseil départemental de Loir- et- Cher, se sont étendus depuis 2004 à d'autres villes.

2.3. Lieu

Centre Administratif

Porte B

34 avenue Maunoury

41000 Blois

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2.5. Fonctions et activités

Les orientations du CDPNE se définissent en quatre grands secteurs :

- Études et expertises : Les collectivités comme les entreprises, s'inscrivent de plus en plus dans une démarche de management et de qualité où l'environnement prend une grande place. Elles doivent par ailleurs satisfaire à la demande sociétale (exprimée par les riverains, les associations, la population...) et prendre en compte les contraintes réglementaires. Dans cet esprit, le CDPNE fournit son appui pour définir les éléments d'une politique environnementale, concevoir et finaliser un projet, gérer la mise en œuvre d'actions environnementales. Le CDPNE réalise ainsi diverses prestations pour le compte de donneurs d'ordre privés ou publics et fournit une assistance aux maîtres d'ouvrage (expertises environnementales, études préalables d'environnement, diagnostics environnementaux, études de faisabilité, assistance au maître d'ouvrage, missions de génie écologique, dossiers réglementaires tels que l'autorisation d'installations classées pour la protection de l'environnement, loi sur l'eau, études d'impact, et notices d'incidence Natura 2000).
- Conseils et assistance aux communes, communautés de communes, Pays, conseil départemental, pour intégrer au mieux les préoccupations de cohérence et de qualité environnementales.
- Gestion d'espaces naturels : Le CDPNE est notamment gestionnaire de la réserve naturelle de Grand-Pierre et Vitain, de la réserve naturelle régionale géologique de Pontlevoy et de la réserve archéologique et géologique des Grouais de Chicheray – Pezou. Pour accomplir sa mission, l'association dispose de compétences qui lui permettent de mettre en œuvre des opérations de génie écologique, des actions de gestion et d'aménagement des milieux naturels.
- Éducation à l'environnement : Le CDPNE anime les sites naturels et les réserves dont il est gestionnaire en proposant des modules de formation sur différents thèmes et des visites guidées. La Maison de la nature à Marolles propose par exemple une muséographie fondée sur l'interactivité, permettant de donner les clés de lecture et de compréhension de la réserve naturelle de Grand-Pierre et Vitain en s'adressant principalement au public scolaire. Le CDPNE peut également intervenir dans les structures (écoles, centres de loisirs) sur des thématiques liées à la biodiversité, à l'eau, au sol, au jardin.

2.6. Textes de référence; Statuts.

2.7 Organisation interne

Le CDPNE est une association de statut « loi 1901 ». A ce titre il est constitué de membres actifs qui se réunissent une fois par an en assemblée générale et élisent leurs administrateurs.

Le conseil d'administration est actuellement composé de 22 membres, renouvelable chaque année par tiers et d'un bureau élu pour un an. En outre, l'association se compose de membres d'honneur, membres associés et membres correspondants (dont 4 membres de droits du conseil départemental de Loir-et-Cher).

L'équipe salariée est actuellement composée de 11 permanents et de 7 non permanents (services civiques, CDD).

L'association compte également une centaine d'adhérents.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

3. Zone des relations;

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Le CDPNE est principalement en relation avec le Conseil départemental du Loir-et-Cher, la Région Centre Val-de-Loire, le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), Life CROAA, et la Direction régionale de l'environnement, aménagement et logement Centre-Val-de-Loire .

3.2. Type de relations; Partenariats et collaborations avec le monde associatif et les collectivités,

Conseils aux collectivités,

Prestations aux entreprises et aux collectivités,

Éducation à l'environnement auprès du public scolaire,

Mission de service public par l'intermédiaire de la gestion des espaces naturels.

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Avril 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Angélique Vallée-Sygut, Directrice du CDPNE

Nathalie Procureur, Secrétaire du CDPNE

Site : <http://www.cdpne.org/>

Présentation du contenu conservé par le CDPNE à Blois :

Administration et composition :

Conseils d'administration, assemblées générales (1973-2018) (4,0 ml) : Comptes-rendus, procès-verbaux, rapports d'activités.

Correspondance :

Registres des courriers arrivés : 12 pièces (1994-2018) ;

Courriers départs et arrivés (chronos) (1988-2016) (2,0 ml).

Comptabilité :

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Grand Livres de comptabilité (1991-2002) ;

Registre journaux de banques ;

Comptes de gestion : exercices (1973-2013) ;

Pièces comptables (1978-2014) (environ 10,0 ml) : factures (dont « fournisseurs »), justificatifs kilométriques et véhicules (1996-2002), pièces justificatives ;

Assurances : devis, factures.

Personnel, salaires :

Registres des salaires, salaires et cotisations, dossiers de personnel (1978-2014) (5,00ml) ;

Fiches horaires dites « Temps de travaux » (1996-2007).

Fonctionnement et activités :

Agréments ;

Subventions (dont demandes et arrêtés) (1981-2018) ;

Conseils aux communes : dossiers par communes (1989-2000) (3,0 ml) ;

Prestations, études. - Propositions d'études (1992-2001), dossiers de prestations (avec devis, factures) (1996-2015), certificats de capacités (décennie 2000) ;

Études (décennie 1970-2005). - Dont sur la faune (réintroduction du Castor, le blaireau, les batraciens, comptages d'oiseaux, nuisibles) : dossiers d'études, documentation, conseils (2,0 ml) ; sur la Loire-Moyenne (1997-1998) (0,5 ml) ; dossier Center Parc de Chaumont-sur-Tharonne ; remembrements ; études d'impacts relatives aux ZAC, lotissements, carrières et stations d'épurations (avec dossiers d'autorisations d'exploitation de carrières et de stockage d'engrais liquides) ;

Manifestation. - *Rendez-vous Nature* : organisation (1979-2007) (3,0 ml) ;

Mise en œuvre de *Natura 2000* ;

Relations avec France nature environnement (FNE) : Convocations aux assemblées générales FNE (1999-2007) ;

Participation aux commissions (dont Conseil départemental de l'Hygiène (CDH), Commission locale d'informations (CLIS)) (Décennie 1990 – 2016) : dossiers de préparations, procès-verbaux, documentation ;

Participation aux conférences régionales de l'environnement (1991-1997).

Activité, gestion et projets de Réserves naturelles (RN) :

RN de Grand-Pierre et Vitain (1975-2018) : création (1975-1976), comités de gestion et rapports d'activités, plans de gestion, budgets, bail, projet de convention, dossiers chasse (1979-1991), documentation, courriers, plans, sentiers, commémoration des 30 ans, audioguides, Inventaires de la faune et de la flore (dont ornithologiques, entomologiques, lichens et mousses) suivis des oiseaux, bibliographie (6,0 ml) ;

RN des Grouais de Chichery : projet d'aménagement, (décennie 1980) (0,50 ml) ;

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

RN régionale de la Chesnaye – La Ferté-Saint-Cyr (vers 1976-1988) : conventions, plans de gestion, plans, cartes, photos, sorties d'études (avec relevés de faune et flore) (décennie 1990) ;

RN naturelle Pontlevoy : missions, aménagements (dont études) (0,5 ml) ;

RN d'Herbaut-en-Sologne : dossier de projet (fin décennie 1970) ;

Projets de gestion de sites (dont la Rougellerie à Chaumont-sur-Tharonne) ;

Documentation :

Revue de presse (1973-2017) ;

Documentation du CDPNE : dépliants, cassettes vidéos, affiches ;

Bibliothèque du CDPNE. - Ouvrages, publications et études extérieurs à l'association par thème (la flore, les réserves naturelles et parcs, l'éducation à l'environnement, la biodiversité, l'écologie, la faune, les déchets, l'eau, la climatologie, les risques naturels, l'archéologie, le patrimoine, la géologie, le développement durable, l'agriculture, l'aménagement, le jardinage, la chasse et la pêche) (environ 15,0 ml) ;

Thèse « *La Grande Sologne* » par Pierre Gillardot (1981) ;

Revue spécialisée sur les insectes, la faune, la Sologne, la botanique et biologie, le paysage et l'aménagement ;

Bulletins et revues d'associations de la protection de la nature et de l'environnement : dont *La lettre du hérisson*, *Forêt conservation* (1983-1986), *Le courrier de l'environnement*, *Revue du Palais de la Découverte*, *Plein champ*, *Greenpeace*, *Terre Sauvage* (1986-1990), *bulletin de la société herpétologique française*, *Ornitho*, *La Houlette*, *Environnement Magazine*, *Combat Nature* (1977-1984), *Courrier de la Nature* (1969-2008), *Espaces Naturels* (2011-2017), *Les Naturalistes Orléanais* (1984-1994), *Perche nature*. (12,0 ml) ;

Documentation relative à la chasse : réglementation, plans de chasses (1981-2006) (2,0 ml) ;

Documentation diverse (dont comptes-rendus de l'agence de l'eau Loire-Bretagne, observatoire de l'économie et des territoires, textes réglementaires, plans).

Varia :

Fonds botaniste Philippe Maubert, dossiers de travail (1985-2014)¹⁰⁰¹. - Études et diagnostics sur la faune et la flore (dont études pour des PLU), inventaires botaniques (dont zone des étangs de Sologne et réserve naturelle de Chérine), propositions, courriers, conseils. (3,0 ml).

Vrac (dont concours architecture, documentation, photographies, études) (environ 3 ml)

Dates extrêmes; 1973-2018

Métrage linéaire conservé; Environ 100,0 ml.

1001 *Philippe Maubert est un ancien permanent du CDPNE.*

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Stockage bureautique conservé; Non renseigné.

Accroissement; Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation; Plupart des archives mises en boites ou dans des cartons, certains fonds sont classés et stockés dans un local dédié ; Bon état de conservation.

Localisation physique

Centre Administratif

Porte B

34 avenue Maunoury

41000 Blois

Modalités d'accès; sur demande :

Tél. : 02 54 51 56 70

Courriel : contact@cdpne.org

Comité pour la protection de la nature et des sites

115 J 1-21 -

Papiers du Comité pour la Protection de la Nature et des Sites. 1966-1995

Présentation du contenu :

Papiers relatifs au fonctionnement de l'association ; dossiers sur l'aménagement des communes de Saint-Gilles-Croix-de-Vie, Saint-Hilaire-de-Riez, Brétignolles-sur-Mer).

Importance matérielle : 1,00 ml ; 21 liasses ; 21 liasses ; 1,00 ml

Modalités d'entrée :

Dépôt du Comité, 1996

Conditions d'accès :

Le fonds est communicable sur autorisation

Instrument de recherche :

Récolement (1997, 1 p., dact.)

Lieu de conservation: Archives départementales de Vendée

Confédération A29

1. Identification

1.1. Type d'entité

Association loi 1901.

1.2. Forme autorisée du nom

Confédération A29.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1988-1996.

2.2. Histoire

L'association a été créée afin de lutter contre la construction de l'A29.

L'association est aujourd'hui dissoute.

2.3. Lieu

Le Havre

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Sa lutte a consisté à organiser un bivouac de plusieurs jours.

Elle s'occupait également d'interpeller les élus locaux.

Elle a mis en place de nombreux communiqués de presse et a participé à des émissions de radio tout en menant des contre-enquêtes.

2.7. Organisation interne

Non communiquée.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Note : L'ensemble du fonds est conservé aux Archives départementales de la Seine-Maritime (323 J).

Présentation du contenu :

Comptabilité : pièces justificatives (1989).

Activités : registre de signatures du bivouac du Bec-de-Caux (1989), contre enquête d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de l'A29 (1990), cassettes audio, diapositives, photographies (1988-1990), négatifs, avis du collège de prévention des risques technologiques (1990-1992), articles de presse, ordre du jour d'assemblée général de Conseil d'État (1990), déclaration d'utilité publique de l'A29 (1991), flyers, diagnostic de sécurité, recours au tribunal administratif (1992), magazine *Macadam Magazine* (1989), autocollant, carte, invitation, conférence et communiqué de presse (1989, 1992), correspondance (1989-1995), notes d'informations, notion d'urgence (1992), requête pour enquête publique complémentaire (1992), communiqué de syndicat (1990), ordre du jour de comité d'établissement extraordinaire (1990), ordre du jour de réunion, journal *Hebdo* (1995), plaquette.

Plainte pour mise en danger de la personne (1995-1996) : projet de dépôt de plainte (1994), correspondance, photographies, avis d'ordonnance rendu.

Contentieux avec l'association « Ecologie Pour le Havre », "EPLH au Tribunal Administratif" : correspondance, notifications d'ordonnance (1995).

Documentation : panneau, dossier de la préfecture de région Haute-Normandie, correspondance (1989), documents de travail, notes d'informations, cartes, fascicule d'informations sur les ZNIEFF, journal écologiste de Haute-Normandie *Le Canard sauvage* (n.d.-1998), articles de presse (1989-1995)

Fascicules de conférences (1990-1991) : *Eau et environnement* (1991), *L'Avocette* (1990), *La Faune du Pays de Caux* (1991), *Les Groupements forestiers du Vallon*, *Écologie des fonds de vallées humides* (1991).

Métrage linéaire : 0,41 ml.

Lieu de conservation :

Archives départementales de la Seine-Maritime

42, rue Henri II Plantagenêt

76100 Rouen

Conseil d'architecture d'urbanisme et d'environnement de la Corse du Sud

75J 1-34

Archives du Conseil d'Architecture d'Urbanisme et d'Environnement de la Corse du Sud (CAUE)

1979 - 1987

Présentation du contenu

Études et documentation, informations, conseils et assistance technique (collectivités locales, associations, particuliers), interventions en milieu scolaire.

Historique du producteur

Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement de la Corse du Sud

Modalités d'entrée

Don

Conditions d'accès

Accès en partie soumis à autorisation

Conditions d'utilisation

Reproduction soumise en partie à autorisation

Autre(s) instrument(s) de recherche

Bordereau de versement, dactyl

Description physique

4,50 ml

Fournisseur de contenu

Archives départementales de la Corse-du-Sud

Conseil d'architecture d'urbanisme et d'environnement de Dordogne

Versement 75 J

Archives du Conseil en Architecture Urbanisme et d'Environnement de la Dordogne
1995 - 1997

Présentation du contenu

Questionnaires collectés dans le cadre de la préparation d'une exposition sur l'architecture des mairies du département ; imprimés réalisés par le service dans le cadre de l'opération "Jardins en usage".

Conditions d'accès

Application de la loi sur les archives dès lors qu'il sera classé

Conditions d'utilisation

Application de la loi sur les archives dès lors qu'il sera classé

Localisation

Archives départementales de la Dordogne

Conseil d'architecture d'urbanisme et d'environnement de Seine-et-Marne

Série de classement : 178 J¹⁰⁰²

Dates extrêmes : 1979-1996

Importance matérielle : 1,2 ml

Communicabilité : Selon l'article 4 de la convention de dépôt, les documents ne seront communicables qu'avec l'autorisation du CAUE 77. L'autorisation devra être sollicitée par écrit pour chaque demande.

Contenu : Fonds d'archives du Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE 77), déposé aux Archives départementales de Seine-et-Marne par Dominique Siat, directeur du CAUE en décembre 1996.

Ce fonds contient des documents liés au fonctionnement de l'association (statuts, organigrammes...) puis les productions imprimées ou audiovisuelles servant à sa présentation. L'essentiel du fonds est constitué des études de projet d'aménagement réalisées à la demande des communes de Seine-et-Marne.

Lieu de conservation : Archives départementales de Seine-et-Marne

Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire

1.3. Autres formes du nom

CEN Centre Val-de-Loire

Conservatoire du patrimoine naturel de la région Centre (ancien nom entre 1990 - 2014)

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1990 - aujourd'hui

2.2. Histoire

Le Conservatoire d'espaces naturels (CEN) Centre Val-de-Loire a été créé en 1990, à l'initiative du tissu associatif régional de la protection de la nature et de l'environnement, sous la dénomination suivante : « Conservatoire du patrimoine naturel de la région Centre ». Les statuts de l'association ont été adoptés lors de l'assemblée générale du 27 octobre 1990.

Cette création est le résultat d'un processus de plus de 20 ans remontant à la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature et à son application. Cette application de la loi sur le patrimoine naturel se concrétise essentiellement par la création des parcs et des réserves naturelles. Cette démarche est longue et complexe (en près de 30 ans, les sites préservés en France, comme en région Centre, concernent moins de 1 % du territoire), mais devant la dégradation rapide des milieux naturels et de la biodiversité, les mesures réglementaires se révèlent parfois insuffisantes.

C'est pourquoi un large réseau d'associations s'est engagé en faveur d'une politique de préservation des sites remarquables. Les conservatoires d'espaces naturels sont alors nés de cette initiative. En 1987, le Conservatoire d'espaces naturels de Loir-et-Cher est fondé par des membres du tissu associatif du département sous le nom de « *Conservatoire des sites de Loir-et-Cher* ». Dans une volonté d'un élargissement à l'ensemble de la région Centre – Val de Loire une seconde structure – indépendante de la première - est créée : le « Conservatoire du patrimoine naturel de la région Centre ». Association d'initiative citoyenne, consensuelle et professionnelle, le CEN permet, grâce au soutien de plusieurs partenaires convaincus de l'intérêt de sa démarche, de compléter les mesures réglementaires à une échelle plus fine, et plus adaptée aux différents contextes locaux dans l'ensemble de la région.

En 2015, le Conservatoire du patrimoine naturel de la région Centre change de nom pour devenir Conservatoire d'espaces naturels Centre Val-de-Loire, mais ses objectifs et

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

missions restent les mêmes, à savoir la sauvegarde des milieux naturels remarquables pour leur faune, leur flore, leur qualité paysagère ou leur intérêt géologique.

Après 20 ans d'action, le CEN Centre-Val de Loire et ses quatre antennes (Antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher, antenne Loiret, antenne Eure-et-Loir, antenne Cher/Indre) gèrent et protègent un réseau de près de 120 de sites protégés, répartis sur près de 3 500 hectares en région Centre-Val de Loire, dont la réserve naturelle du Val de Loire.

2.3. Lieu

3, rue de la Lionne

45000 Orléans

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Le Conservatoire d'espaces naturels (CEN) Centre - Val de Loire est une association Loi 1901 qui s'est donnée pour mission la sauvegarde des milieux naturels les plus remarquables pour leur faune, leur flore, leur qualité paysagère ou géologique.

Ses priorités d'intervention portent sur la préservation des sites ligériens les plus beaux et les plus menacés, la sauvegarde des milieux humides les plus remarquables (mares, étangs, tourbières, prairies...) ainsi que la protection et la gestion de milieux naturels variés abritant des espèces rares (pelouses sèches, sites à outarde canepetière...). Le CEN assure ainsi la gestion et la protection de près 120 sites répartis sur près de 3500 hectares¹⁰⁰³.

Ses axes de travail et activités principales sont :

- **La connaissance des espèces et des milieux afin d'assurer leur protection.**

Le CEN Centre – Val de Loire réalise des études et s'appuie sur les inventaires nationaux tels que les ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique) et sur le réseau Natura 2000 principalement pour définir ses priorités d'intervention et les objectifs de gestion établis. Il fait également appel à l'expertise de son Conseil scientifique composé de bénévoles choisis et reconnus pour leurs compétences scientifiques. Grâce à son expérience de gestionnaire, le CEN intervient également comme expert dans de nombreuses instances (Natura 2000, conférence régionale de l'environnement pour un développement durable, politiques Espaces naturels sensibles...).

- **La préservation et la protection par la maîtrise foncière et la maîtrise d'usage.**

En fonction du contexte, le CEN Centre - Val de Loire dispose de différents moyens d'intervention afin de pérenniser les actions en faveur des espaces et des espèces et de les rendre efficaces : signature de baux (emphytéotiques...), conventions d'usage (avec des propriétaires privés ou des collectivités), conventions avec les services de l'État pour la gestion du domaine public fluvial et acquisitions en propre. Le cas échéant, des

¹⁰⁰³Chiffres de 2017.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

mesures réglementaires peuvent être appliquées pour renforcer la protection : réserve naturelle, arrêté de protection du biotope...

- **La gestion des espaces naturels.**

Chaque site du réseau des espaces protégés par le CEN Centre - Val de Loire fait l'objet de la rédaction d'un plan de gestion pour définir les actions à mettre en œuvre pour entretenir, voire restaurer la biodiversité. Ces actions consistent notamment à des travaux de fauche, à la mise en place de pâturage, au débroussaillage de pelouses, à la restauration de mares, à la réhabilitation de carrières, à l'entretien ou à la libre évolution des forêts.

- **La Valorisation des espaces et des espèces.**

Les sites naturels en région Centre - Val de Loire constituent un support pour l'éducation à l'environnement et à la sensibilisation du grand public (animations « balades nature », chantiers de bénévoles, conférences, informations...) et des scolaires (actions et projets pédagogiques à destination des établissements scolaires proches). Pour la plupart ouverts au public, les espaces sont aménagés pour favoriser une découverte autonome ; un effort particulier est mené sur les sites propices au développement du tourisme de nature.

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

Le CEN Centre – Val de Loire repose sur un Conseil d'administration d'une quarantaine de membres répartis en trois collèges, les deux premiers avec voix délibérative. Ainsi, le Conseil d'administration est composé de la manière suivante :

- 16 membres de droit : Conseil régional (deux sièges), Conseils départementaux du Cher, d'Eure-et-Loir, de l'Indre, de l'Indre-et-Loire, du Loir-et-Cher et du Loiret (un siège chacun), France nature environnement Centre-Val de Loire (deux sièges), Conservatoire d'espaces naturels du Loir-et-Cher (un siège), Conseil scientifique (un siège), représentants du personnel du Conservatoire (deux sièges), Comités de bassin (un siège pour Loire-Bretagne, un siège pour Seine-Normandie), délégué des conservateurs de sites (un siège) ;
- 21 membres élus par l'assemblée générale parmi les adhérents. Treize d'entre eux forment le bureau, dont figure l'actuel président de l'association : Michel Prévost, également délégué départemental de l'Indre.
- Un collège de membres invités, avec voix consultative.

Le CEN Centre – Val de Loire dispose également d'un conseil scientifique composé d'une quarantaine de bénévoles choisis pour leurs compétences scientifiques (disciplines naturalistes, gestion de sites...) et l'intérêt qu'ils portent à la préservation des espaces naturels. Par ses avis et ses propositions, le Conseil scientifique guide le conseil d'administration sur le choix des sites à acquérir, sur les études à y réaliser et sur leur gestion. Il est le garant de la rigueur scientifique du Conservatoire d'espaces naturels Centre-Val de Loire.

Le CEN Centre – Val de Loire se décline également à l'échelle départementale par l'intermédiaire de ses quatre antennes (antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher, antenne

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Loiret, antenne Eure-et-Loir, antenne Cher/Indre) et des délégués départementaux. Ces derniers, au nombre de six, sont des bénévoles qui ont pour mission de représenter le CEN à l'échelon départemental. Ils coordonnent ainsi l'action sur les sites et s'attachent à mettre en œuvre la politique du conservatoire. Leur rôle est d'établir un relais entre le conseil d'administration et le réseau des conservateurs. Les délégués départementaux sont également conservateurs provisoires des sites non encore pourvus.

Le CEN Centre – Val de Loire s'appuie aussi sur son réseau de conservateurs bénévoles, nommés par le conseil d'administration, et chargés de représenter le CEN à l'échelon local, en tenant le rôle d'ambassadeur de leur site naturel et d'assurer sa surveillance et son entretien. Ils veillent aussi aux côtés de l'équipe technique concernée à la mise en œuvre du plan de gestion.

Le CEN Centre – Val de Loire emploie 31 personnes aux fonctions diverses (directeur, chargé de mission territoriale, responsable scientifique et technique, responsable communication-animation, géomaticien, chargé d'études scientifiques, chargé de gestion écologique, animateur, secrétaire, comptable, animateur Natura 2000). Ils sont répartis entre le siège social à Orléans, les antennes Indre-et-Loire/Loir-et-Cher (à Tours), Cher/Indre (à Vierzon), Eure-et-Loir/Loiret (à Orléans), la mission Eure-et-Loir (à Chartres) et la Réserve naturelle du Val de Loire dont le conservatoire est co-gestionnaire (à Pouilly-sur-Loire). L'actuel directeur est Frédéric Breton.

Enfin, l'association compte environ 350 adhérents, dont 70 bénévoles actifs (conservation de sites).

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Le CEN Centre – Val de Loire entretient les relations suivantes :

- Adhésions au CEN Centre – Val de Loire
 - Collectivités : mairie de Barjouville, mairie de Bonny-sur-Loire, ville de Chartres, mairie d'Oulins, ville de Beaugency, ville de Dordives, syndicat mixte de la Vallée de l'Ouanne et du Loing, ville de Neung-sur-Beuvron, ville de Châtillon-sur-Loire, ville de Vierzon.
 - Entreprises et associations : Entomologie tourangelle et ligérienne (ETL), Ligue pour la protection des oiseaux de Touraine, Bon'Eure de Vivre, Saint-Martin-d'Abbat demain, Castel vie et joie, Association pour la valorisation des coteaux Luynois, Foyer rural de Couffy, Société de chasse La Saint Hubert, Société pour le muséum d'Orléans et les sciences, GEOD SARL, Pisciculture Hennequart.
- Partenaires financiers
 - L'État par le biais du ministère de l'écologie et de sa direction régionale, la Direction régionale de l'environnement, aménagement et logement Centre-Val-de-Loire : l'État soutient le CEN depuis sa création dans le cadre du contrat de plan État-Région et du Plan Loire Grandeur Nature notamment. Le CEN accompagne l'État dans l'application en région des politiques de préservation de la biodiversité, dont Natura 2000.
 - L'Union européenne : Plusieurs dispositifs européens permettent au Conservatoire de financer ses actions, notamment dans le cadre du plan Loire grandeur nature (Life, Fonds européen de développement régional, Fonds européen agricole pour le développement rural).

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- Le Conseil régional Centre-Val de Loire (dans le cadre du contrat de plan État-Région et du Plan Loire Grandeur Nature, dans le cadre des politiques régionales de préservation de la biodiversité comme la mise en place des réserves naturelles régionales, du réseau écologique régional ainsi que dans le cadre d'ÉcoPôle).

- Les agences de l'eau Loire-Bretagne et Seine-Normandie (actions liées aux zones humides dans le cadre de leur 10e programme (2013-2018) et dans le respect de la directive cadre sur l'eau (DCE), les contrats restauration entretien (AELB) ou contrats garde zones humides (AESN)).

Les conseils départementaux (Cher, Eure-et-Loir, Loir-et-Cher, Indre-et-Loire et Loiret) dans le cadre de mise en œuvre de politiques, d'assistances, de gestions de sites et espaces naturels, de conventions et du plan Loire Grandeur Nature.

- EDF/centre nucléaire de production d'électricité de Dampierre-en-Burly (Loiret) (EDF soutient notamment le projet de réinstauration du pâturage comme mode de gestion et de préservation des bords de Loire et des actions de mises en oeuvre sur les sites proches de Benne (Dampierre-en-Burly) et la Plaine de Villaine (Ouzouer-sur-Loire).

- **Partenaires techniques**

L'Agence française pour la biodiversité (AFB) Centre-Val de Loire, le réseau France nature environnement Centre-Val de Loire, le Conservatoire botanique national du bassin parisien, la SAFER Centre, le Conservatoire d'espaces naturels de Loir-et-Cher (avec qui le CEN Centre travail en étroite collaboration), la Direction régionale de l'agriculture et de la forêt Centre-Val de Loire, les Directions départementales des territoires (DDT), les Chambres d'agriculture, l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), la Fédération régionale des chasseurs, les fédérations départementales pour la pêche et la protection du milieu aquatique, les Maisons de Loire, le Groupe régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement (GRAINE) Centre, le SINP (Système d'information sur la nature et les paysages), les agences de développement touristique, et les Gîtes de France Loiret.

- **Mécénat d'entreprise** (dont Caisse d'Épargne Loire-Centre, Cemex, Fondation du Patrimoine)

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Décembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Frédéric Breton, directeur du CEN Centre – Val de Loire.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Isabelle Gravrand, responsable communication – animation.

Site : <https://www.cen-centrevaldeloire.org/>

4.9. Fonds associés

Conservatoire d'espaces naturels Centre–Val de Loire: antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher.

Présentation du contenu conservé par le Conservatoire d'espaces naturels (CEN) Centre Val-de-Loire au sein de son siège à Orléans :

• **Fonds du siège du CEN Centre – Val de Loire**

Administration et composition :

Vie statutaire (1990 – 2017) (5,50 ml). - Assemblée générale (1995-2017), Conseil d'administration (1990-2009, 2013-2017), Bureau (2000-2008, 2011-2017) et réunions internes (2003-2007): comptes rendus des réunions, procès-verbaux, feuilles d'émargement, extraits des délibérations et dossiers de séances ; agréments ; déclarations de modification des statuts ; maîtrise foncière des locaux ; Conseil scientifique (0,80 ml) ;

Rapports d'activités (2001-2017) (0,20 ml) ;

Projets stratégiques (2007-2013) (0,10 ml).

Personnel :

Dossiers de carrières, salaires, cotisations et charges (1,50 ml) ;

Formations des salariés et des conservateurs bénévoles (avec états de frais et remboursements) (0,70 ml).

Comptabilité, biens de l'association :

Comptabilité générale (2006 – 2014) (8,0 ml). - Bilans financiers, factures, notes de frais, devis, appels d'offres, taxes foncières ;

Subventions reçues et demandées par le CEN Centre – Val de Loire (dont , Région Centre, État, conseil départemental du Loiret) (1999-2015) (5,0 ml) ;

Assurances ;

Maîtrise foncière et d'usage des sites : actes notariés (3,50 ml).

Fonctionnement et activités :

Gestion des locaux (0,10 ml) ;

Réserve naturelle Val de Loire (1993-2000) (0,10 ml) : convention, courriers ;

Plans de gestion de sites gérés par le CEN Centre – Val de Loire principalement classés par département (avec rapports d'activités et études) (environ 4,0 ml) ;

Fonds d'études et d'inventaires réalisés par le CEN Centre – Val de Loire et des partenaires extérieurs (dont thématiques sur la Loire, les forêts et dans le cadre de Natura 2000) (5,0 ml) ;

Études diverses réalisées par le CEN Centre – Val de Loire (originaux) (2,0 ml) ;

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Plan Loire Grandeur Nature (2,0 ml) : programmes, études, documents de travail, cartes documentation ;

Participation au programme *Life* relatif aux pelouses (avec rapports techniques, plans de gestion, études et documentation) (1,0 ml) (décennie 2000) ;

Dossiers de travail relatifs à la communication et à l'animation (4,0 ml) ;

Études de fréquentation des sites protégés.

Documentation :

Bulletin du CEN Centre - Val de Loire « La Feuille de liaison Expli-sites » (1991-2015) ;

Newsletter du CEN Centre – Val de Loire (support informatique) ;

Plaquettes du CEN Centre – Val de Loire ;

Communiqués de presse ;

Revue de presse (1991-2017) (1,0 ml) ;

Expositions ;

Affiches ;

Diapositives et photographies des sites protégés par le CEN et des événements (0,50 ml) ;

Publications extérieures au CEN Centre – Val de Loire : bulletins associatifs et autres (dont courrier de l'environnement de l'INRA) (2,0 ml) ;

Documentation juridique (1,50 ml) ;

Documentation diverse (environ 5,0 ml), dont. - Ouvrages, publications et études extérieures au CEN (4,0 ml) ; films VHS ; dessins d'illustrateurs.

Varia non identifié (1,50 ml).

• **Fonds de l'antenne Eure-et-Loir (environ 1,50 ml)¹⁰⁰⁴**

Inventaires communaux du patrimoine naturel de l'Eure et Loir (2001-2004) (0,60 ml) ;

Schéma de gestion des sites dans le département de l'Eure-et-Loir ;

Cartographie nationale des enjeux territoriaux de biodiversité remarquable réalisée par le CEN Centre – Val de Loire « Carnets B » ;

« Cahiers du Patrimoine naturel d'Eure-et-Loir » (2001-2008) ;

Photographies et diapositives.

¹⁰⁰⁴Les fonds les plus récents de l'antenne Eure-et-Loir du CEN Centre Val de Loire sont situés au siège de ladite antenne :

21, rue de Loigny-la-Bataille - 28000 Chartres

Téléphone : 02 37 28 54 48

Courriel : antenne28@cen-centrevalde Loire.org

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

• Fonds de l'antenne Loiret (environ 5,50 ml)

Gestion et études par site (3,0 ml) (dont Vallée des ardouses, Val de Sully) ;

Suivis de travaux par site (0,30 ml) ;

Études (1,0 ml) ;

Programmes transversaux avec le CEN Centre (dont Ligerio et Pasto Loire) (1,0 ml) ;

Photographies et diapositives.

Dates extrêmes

1990-2017

Métrage linéaire conservé

Environ 61 ml.

Stockage bureautique conservé

Volume total estimé : 1,68 To. Stockage sur un serveur (avec sauvegardes très fréquentes). Les archives numériques sont divisées en fonction des missions et des fonctions de l'association sur plusieurs disques et suivent une arborescence précise. L'association adopte depuis peu le nommage des fichiers.

L'arborescence est dans ses grandes lignes la suivante :

- Siège :- Vie statutaire
- Administratif
- Comptabilité
- Communication – Animation
- Scientifique
- Iconographie (191 Go, 60 000 fichiers)
- Antenne :- Sites
- Photothèque
- Valorisation
- Vidéos et visites virtuelles
- Archives informatiques
- Plan d'action quinquennal

Certains documents numériques produits par le CEN sont consultables sur le site :

Films et vidéos : <https://www.cen-centrevaldeloire.org/videos>

Photographies concernant principalement des sites gérés par le CEN : <https://www.cen-centrevaldeloire.org/images-photos>

Documentation éditée par le CEN (dont certains numéros du bulletin « Expli-Sites ») :
https://www.cen-centrevaldeloire.org/telechargements/view_repository_sort_order/

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Le CEN Centre – Val de Loire organise ses archives dans un but d'efficacité dans le travail quotidien de l'équipe salariée. Ainsi, certains fonds sont non conditionnés (en raison de leur utilité permanente, les études et les plans de gestion des sites sont classés comme un fonds documentaire et ne disposent pas de conditionnement particulier pour la plupart ; les actes notariés relatifs aux sites sont classés dans des armoires). D'autres fonds sont rangés dans des boîtes ou carton pour archives. De manière générale les fonds ne sont pas éclatés et sont répartis en fonction de leur typologie dans les bureaux ou dans des pièces (exemples : fonds des antennes Loiret et Eure-et-Loir dans un même bureau, subventions dans une pièce à part...).

Très bon état de conservation des fonds d'archives localisés pour la grande majorité dans un environnement sain (exception faite pour les archives comptables les plus anciennes qui sont situées dans le sous-sol de l'ÉcoPôle, un environnement potentiellement soumis à d'importantes variations de température et à la poussière).

Localisation physique

3, rue de la Lionne

45000 Orléans

Modalités d'accès

Sur demande :

Téléphone : 02 38 77 02 72

Courriel : siege.orleans@cen-centrevaldeloire.org

Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire : Antenne Cher/Indre

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association - antenne

1.2. Forme autorisée du nom

Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire : Antenne Cher/Indre

1.3. Autres formes du nom

CEN Centre – Val de Loire : Antenne Cher/Indre

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

Vers 1999 - aujourd'hui

2.2. Histoire

Le 27 octobre 1990 est fondé le Conservatoire d'espaces naturels (CEN) Centre Val-de-Loire à l'initiative du tissu associatif régional de la protection de la nature et de l'environnement sous la dénomination suivante : « Conservatoire du Patrimoine Naturel de la région Centre »¹⁰⁰⁵. L'association s'est donnée dès sa création pour mission la sauvegarde des milieux naturels les plus remarquables pour leur faune, leur flore, leur qualité paysagère ou géologique.

Dans le cadre de cette démarche, le CEN Centre Val-de-Loire a entrepris de compléter les mesures réglementaires relatives à la protection du patrimoine naturel dans une échelle de plus en plus fine, et de plus en plus adaptée aux différents contextes locaux de l'ensemble de la région.

C'est ainsi qu'à la fin de la décennie 1990, l'association décide de créer des antennes locales (antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher, antenne Loiret, antenne Eure-et-Loir et Cher/Indre) afin de couvrir au mieux le territoire et d'assurer une gestion encore plus optimale des sites protégés. L'antenne Cher/Indre a été fondée vers 1999. Depuis, ses bureaux sont installés à Vierzon. Depuis sa création, l'antenne est amenée par l'intermédiaire de ses bénévoles et de ses salariés à gérer et protéger un réseau de 41 sites sur près de 1000 hectares en comprenant la Réserve naturelle nationale des Chaumes du Verniller (département du Cher) et la Réserve naturelle du Val de Loire qui dispose également d'un bureau et d'une équipe détachée à la Charité-sur-Loire (Nièvre).

2.3. Lieu

16, rue bas de Grange

18100 Vierzon

2.4. Statuts juridiques

¹⁰⁰⁵ Le « Conservatoire du Patrimoine Naturel de la région Centre » est devenu Conservatoire d'espaces naturels (CEN) Centre Val-de-Loire en 2015.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Association Loi 1901 par l'intermédiaire Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire.

2.5. Fonctions et activités

L'antenne Cher/Indre remplit les mêmes missions que CEN Centre – Val de Loire, car elle dépend directement du siège localisé à Orléans. Néanmoins, elle limite ses interventions dans un territoire plus restreint, à savoir les départements du Cher et de l'Indre.

Pour rappel, CEN Centre – Val de Loire s'est donné pour mission de la sauvegarde des milieux naturels les plus remarquables pour leur faune, leur flore, leur qualité paysagère ou géologique, notamment à travers la gestion et la protection d'un réseau de 41 sites sur près de 1000 hectares (la réserve naturelle du Val de Loire comprise)^[2].

Ses priorités d'intervention portent sur la préservation des sites ligériens les plus beaux et les plus menacés, la sauvegarde des milieux humides les plus remarquables (mares, étangs, tourbières, prairies...) ainsi que la protection et la gestion de milieux naturels variés abritant des espèces rares (pelouses sèches, sites à outarde canepetière...).

Ses axes de travail et activités principales sont :

- La connaissance des espèces et des milieux afin d'assurer leur protection.
- La préservation et la protection par la maîtrise foncière et la maîtrise d'usage.
- La gestion des espaces naturels.
- La Valorisation des espaces et des espèces.

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

Le CEN Centre – Val de Loire repose sur un Conseil d'administration d'une quarantaine de membres répartis en trois collèges (membres de droits, membres élus et membres invités), les deux premiers avec voix délibérative.

Il dispose aussi d'un conseil scientifique composé d'une quarantaine de bénévoles choisis pour leurs compétences scientifiques (disciplines naturalistes, gestion de sites...) et l'intérêt qu'ils portent à la préservation des espaces naturels.

L'association compte également environ 350 adhérents, dont 70 bénévoles actifs (« conservateurs bénévoles », chargés de représenter le CEN à l'échelon local, en tenant le rôle d'ambassadeur de leur site naturel, d'assurer leur surveillance et leur entretien et de veiller aux côtés de l'équipe technique concernée à la mise en œuvre du plan de gestion).

Elle emploie 31 personnes réparties entre le siège social à Orléans, les antennes et au bureau de la réserve naturelle du Val de Loire dont le CEN est co-gestionnaire.

L'antenne Cher/Indre du CEN Centre – Val de Loire est quant à elle organisée comme une déclinaison territoriale du CEN Centre – Val de Loire.

Deux délégués bénévoles (actuellement : Jean-Claude Bourdin pour le Cher et Michel Prévost pour l'Indre) représentent l'association, coordonnent l'action sur les sites et mettent en œuvre la politique du CEN dans chaque département.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

L'antenne dispose de locaux à Vierzon dans lesquelles sont présents sept salariés permanents aux fonctions diverses et assurant ainsi les missions du CEN Centre – Val dans les départements du Cher et de l'Indre (dont le responsable d'antenne Jean-Baptiste Colombo).

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

En raison de sa dépendance directe au siège du CEN Centre – Val de Loire localisé à Orléans, l'antenne Cher/Indre entretient les relations avec les mêmes partenaires et collaborateurs que l'ensemble de l'association. Ces relations sont orientées vers l'échelon territorial attribué à l'antenne (communes et Conseil départemental de l'Indre et du Cher et partenaires techniques locaux).

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Décembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Jean-Baptiste Colombo, responsable de l'antenne Cher/Indre du CEN Centre – Val de Loire

Site : <https://www.cen-centrevaldeloire.org/>

4.9. Fonds associés

Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire

Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire : antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher.

Présentation du contenu conservé par l'Antenne Cher/Indre du Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire :

Correspondance :

Courriers reçus (2010-2018).

Personnel :

Dossiers de recrutements.

Comptabilité :

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Mécénat (doubles des documents présents au siège du CEN Centre – Val de Loire à Orléans).

Fonctionnement et activités :

Projets d'acquisitions foncières dans les départements de l'Indre et du Cher ;

Plans de gestion de sites protégés dans les départements de l'Indre et du Cher (0,30 ml) ;

Gestion et suivi des sites (dont Hauts de Lapan, Île Marie, Terres de l'Orme, étang Massé, Prairies de Chênevièvres, Chaumes du Vernillet, Chaumes de Périsset, Bois des Roches, Prairies de Guzon, Îles de la Gargaude, carrière de Baraize, Val d'Herry (captage, sentiers), Chabris, Bocage de Noirlac) (environ 9,50 ml) : communication, animation, historique, inventaires, études, documents de gestion (dont plan de gestion, devis), financements ;

Pelouses calcicoles du site de Lapan (avec études et projet d'acquisition) (1992-2001) ;

Réserve Naturelle Val de Loire (1999 - vers 2018). - Plan d'interprétation (1999), synthèse, plans de gestion (dont provisoire), subventions, études (dont diagnostique écologique), captages, chantiers expérimentaux ;

Suivi « Hors Site » relatif au Parc naturel régional (PNR) Brenne-Berry (environ 1,0 ml) ;

Demandes d'autorisations de capture (1 dossier) ;

Programme Loire Nature (environ 0,50 ml) (dont site du Val d'Herry). - Études, subventions et organisation de séminaires ;

Cartographie nationale des enjeux territoriaux de biodiversité remarquable réalisée par l'antenne « Carnets B » ;

Études et projets (dont Val d'Allier, Pays Fort) (0,40 ml) ;

Souscriptions pour la préservation de chauves-souris de la cave du Parc (1998) ;

Dossiers de travail relatif à l'éducation à l'environnement (dont bilans animations 2000-2018) ;

Dossier écoparc ;

Sites Natura 2000 (2,0 ml). - Participation aux comités de pilotage (dont animation des sites Natura 2000 des îlots de marais et des coteaux calcaires au nord-ouest de la Champagne Berrichonne), documentation ;

Participation aux commissions (dont commission des sites), au Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Yèvre-Auron et au Conseil scientifique de la Réserve Naturelle du Val de Loire (environ 1,0 ml) ;

Relations avec les associations, l'État, les collectivités et la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) (0,50 ml).

Documentation :

« Centre de documentation » (12,0 ml). - Bulletins « feuille de liaison » du CEN – Val de Loire, rapports d'activités du CEN Centre – Val de Loire, études sur les milieux (dont études réalisées par le CEN Centre – Val de Loire) (1,0 ml), réglementation et textes juridiques (notamment relatifs à la gestion des sites) (0,80 ml), cartes IGN, publications

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

extérieures au CEN Centre – Val de Loire : revues et bulletins (dont « Le courrier de l'INRA », « Symbiose ») ;

Documentation diverse (dont juridique et SAGE), doubles (environ 2,0 ml).

Varia non classé (dont projets scolaires, rapports et dossiers de travail, documentation du CEN Centre – Val de Loire, dossier tourisme, contrat territorial d'exploitation, rapport de stage) (environ 1,0 ml).

Dates extrêmes

1992 – 2018

Métrage linéaire conservé

Environ 33 ml.

Stockage bureautique conservé

Outre l'accès au serveur du CEN Centre – Val de Loire dont le volume total est estimé à 1,68 To, l'antenne Cher/Indre dispose d'un serveur local où sont notamment stockés les courriers et les dossiers de travail de chaque salarié. Des sauvegardes sont également réalisées fréquemment (journalières et hebdomadaires). Comme au siège de l'association à Orléans, le nommage des fichiers est appliqué.

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Les fonds d'archives sont dans un très bon état de conservation et se trouvent dans un environnement sain. Ils sont regroupés par fonds selon l'usage des salariés et conditionnés dans des boîtes. À noter toutefois que par manque d'espace de stockage, un fonds de 4,0 ml (documentation et archives n'ayant plus d'utilité administrative) est entreposé à l'écart et peut présenter un risque en vue du déménagement prochain de l'antenne.

Localisation physique

16, rue bas de Grange

18100 Vierzon

Modalités d'accès

Sur demande :

Téléphone : 02 48 83 00 28

Courriel : antenne18-36@cen-centrevalde Loire.org

Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire : Antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association - antenne

1.2. Forme autorisée du nom

Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire : Antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher

1.3. Autres formes du nom

CEN Centre – Val de Loire : Antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

Vers 1998 - aujourd'hui

2.2. Histoire

Le 27 octobre 1990 est fondé le Conservatoire d'espaces naturels (CEN) Centre Val-de-Loire à l'initiative du tissu associatif régional de la protection de la nature et de l'environnement sous la dénomination suivante : « Conservatoire du Patrimoine Naturel de la région Centre »¹⁰⁰⁶. L'association s'est donnée dès sa création pour mission la sauvegarde des milieux naturels les plus remarquables pour leur faune, leur flore, leur qualité paysagère ou géologique

Dans le cadre de cette démarche, le CEN Centre Val-de-Loire a entrepris de compléter les mesures réglementaires relatives à la protection du patrimoine naturel dans une échelle de plus en plus fine, et de plus en plus adaptée aux différents contextes locaux de l'ensemble de la région.

C'est ainsi qu'à la fin de la décennie 1990, l'association décide de créer des antennes locales (antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher, antenne Loiret, antenne Eure-et-Loir et Cher/Indre) afin de couvrir au mieux le territoire et d'assurer une gestion encore plus optimale des sites protégés. L'antenne Indre- et-Loire/Loir-et-Cher est fondée vers 1998 et s'installe à ses débuts à la Maison de la Loire à Montlouis-sur-Loire, avant de déménager - peu de temps après - à Tours. Depuis sa création, elle est amenée par l'intermédiaire de ses bénévoles et de ses salariés à gérer et protéger un réseau de 34 sites sur près de 1300 hectares. Le premier site protégé acquis dans le département a été celui de l'île de la Folie (Loir-et-Cher) grâce aux crédits *Life*.

2.3. Lieu

6 Place Johann Strauss

37 200 Tours

¹⁰⁰⁶Le « Conservatoire du Patrimoine Naturel de la région Centre » est devenu Conservatoire d'espaces naturels (CEN) Centre Val-de-Loire en 2015.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901 par l'intermédiaire Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire.

2.5. Fonctions et activités

L'antenne Indre- et- Loire/Loir-et-Cher remplit les mêmes missions que CEN Centre – Val de Loire, car elle dépend directement du siège localisé à Orléans. Néanmoins, elle limite ses interventions dans un territoire plus restreint, à savoir les départements de l'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher¹⁰⁰⁷

Pour rappel, CEN Centre – Val de Loire s'est donné pour mission de la sauvegarde des milieux naturels les plus remarquables pour leur faune, leur flore, leur qualité paysagère ou géologique, notamment à travers la gestion et la protection d'un réseau de 34 sites sur près de 1300 hectares¹⁰⁰⁸.

Ses priorités d'intervention portent sur la préservation des sites ligériens les plus beaux et les plus menacés, la sauvegarde des milieux humides les plus remarquables (mares, étangs, tourbières, prairies...) ainsi que la protection et la gestion de milieux naturels variés abritant des espèces rares (pelouses sèches, sites à outarde canepetière...).

Ses axes de travail et activités principales sont :

- La connaissance des espèces et des milieux afin d'assurer leur protection.
- La préservation et la protection par la maîtrise foncière et la maîtrise d'usage.
- La gestion des espaces naturels.
- La Valorisation des espaces et des espèces.

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

Le CEN Centre – Val de Loire repose sur un Conseil d'administration d'une quarantaine de membres répartis en trois collèges (membres de droits, membres élus et membres invités), les deux premiers avec voix délibérative.

Il dispose aussi d'un Conseil scientifique composé d'une quarantaine de bénévoles choisis pour leurs compétences scientifiques (disciplines naturalistes, gestion de sites...) et l'intérêt qu'ils portent à la préservation des espaces naturels.

L'association compte également environ 350 adhérents, dont 70 bénévoles actifs (« conservateurs bénévoles », chargés de représenter le CEN à l'échelon local, en tenant le rôle d'ambassadeur de leur site naturel, d'assurer leur surveillance et leur entretien et de veiller aux côtés de l'équipe technique concernée à la mise en œuvre du plan de gestion).

¹⁰⁰⁷À noter que l'antenne est à cheval dans le département du Loir-et-Cher avec un autre CEN indépendant de celui du Centre – Val de Loire : « le Conservatoire d'espaces naturels du Loir-et-Cher » (créé en 1987).

¹⁰⁰⁸À noter que l'antenne est à cheval dans le département du Loir-et-Cher avec un autre CEN indépendant de celui du Centre – Val de Loire : « le Conservatoire d'espaces naturels du Loir-et-Cher » (créé en 1987).

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Elle emploie 31 personnes réparties entre le siège social à Orléans, les antennes et au Bureau de la Réserve naturelle du Val de Loire dont le CEN est co-gestionnaire.

L'antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher du CEN Centre – Val de Loire est quant à elle organisée comme une déclinaison territoriale du CEN Centre – Val de Loire.

Deux délégués bénévoles (actuellement : Gérard Tardivo pour l'Indre-et-Loire et Jean-Pierre Jollivet pour le Loir-et-Cher) représentent l'association, coordonnent l'action sur les sites et mettent en œuvre la politique du CEN dans chaque département.

L'antenne dispose de locaux à Tours dans lesquelles sont présents sept salariés permanents aux fonctions diverses (animatrice nature, chargé d'études scientifiques, chargé de gestion écologique, chargés de mission animation, chargée des mesures compensatoires et informaticien rattaché au siège), assurant ainsi les missions du CEN Centre – Val dans les départements du Loir-et-Cher et de l'Indre-et-Loire. La responsable d'antenne est actuellement Cécile Otto-Bruc

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

En raison de sa dépendance directe au siège du CEN Centre – Val de Loire localisé à Orléans, l'antenne Indre- et- Loire / Loir - et-Cher entretient des relations avec les mêmes partenaires et collaborateurs que l'ensemble de l'association.

Ces relations sont orientées vers l'échelon territorial attribué à l'antenne (communes et Conseil départemental d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher, partenaires techniques locaux, partenaires privés financiers locaux, dont Vinci en raison de mesures compensatoires).

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Décembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Cécile Otto-Bruc, responsable de l'antenne Indre- et- Loire/Loir - et - Cher du CEN Centre – Val de Loire

Site : <https://www.cen-centrevaldeloire.org/>

4.9. Fonds associés

Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire

Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire : antenne Cher/Indre.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Présentation du contenu conservé par l'Antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher du Conservatoire d'espaces naturels Centre – Val de Loire :

Fonctionnement et activités :

Suivi et gestion des sites (dont Puys du Chinonais, prairies du Fouzon, bocage du Véron, Val de Langeais, Val de Montlouis, île de la Folie, vallée de la Choisille, étang de Beaumont) (environ 6,50 ml) (vers 1998-2017). - Plans de gestion (doubles), études et données scientifiques, réflexions et prises de positions, conventions, baux de chasse et de régulation d'espèces (principalement des copies), observations, demandes de financements, aménagements (avec factures) ;

« Hors sites » du CEN Centre – Val de Loire (0,70 ml). - Plans de gestion (0,20 ml), études hors sites CEN (région Centre, Indre et Loire, Loir-et-Cher) (0,50 ml) ;

Suivi et animation des sites Natura 2000 (environ 1,0 ml) (vers 2006) : conventions, courriers, comité de pilotage, dossiers de travail, documents d'objectifs, doubles du CEN Centre, documentation ;

Programme Loire Nature (1,0 ml) : doubles, documentation ;

Animations (0,60 ml, dont : dossiers de travail (0,10 ml) et sorties ;

Fiches pédagogiques (0,50 ml)

Événements et manifestations (vers 2003-2017) (0,50 ml) : organisation et préparation, dossiers de travail, programmation, communication ;

Actions de valorisation diverses (dont aménagement de sentiers pédagogiques) (0,50 ml).

Documentation :

Newsletters ;

Brochures et prospectus du CEN Centre – Val de Loire ;

Revue de presse (1999-2015) (0,40 ml) ;

Cartes IGN

Bibliothèque/centre de documentation. - Ouvrages et publications classés par thématique (dont pédagogie, insectes, botaniques, mammifères, ornithologie) ; revues et magazines (dont « Symbiose », « Le courrier de l'environnement de l'INRA », « Recherches naturalistes ») (1,0 ml) ;

Documentation diverse (dont relative aux amphibiens, aux pelouses calcicoles et à l'agro-environnement) (2,50 ml).

Dates extrêmes

1998-2017

Métrage linéaire conservé

Environ 15,50 ml.

Stockage bureautique conservé

Outre l'accès au serveur du CEN Centre – Val de Loire dont le volume total est estimé à 1,68 To, l'antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher dispose d'un serveur local où sont

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

notamment stockés les courriers et les dossiers de travail de chaque salarié, ainsi que les photographies et une cartothèque. Des sauvegardes sont également réalisées fréquemment tous les jours. Comme au siège de l'association à Orléans, le nommage des fichiers est appliqué.

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Les fonds d'archives sont dans un très bon état de conservation et se trouvent dans un environnement sain. Ils sont regroupés par fonds selon l'usage des salariés et conditionnés dans des boîtes ou rangés dans des étagères (pour la documentation).

Localisation physique

6 Place Johann Strauss

37 200 Tours

Modalités d'accès

Sur demande :

Tél. : 02 47 27 81 03

Courriel : antenne37-41@cen-centrevaldeloire.org

Conservatoire d'espaces naturels de Haute-Normandie

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Conservatoire d'Espaces Naturels de Haute-Normandie.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1993 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

Le Conservatoire d'espaces naturels a été créé en 1993 à l'initiative de naturalistes bénévoles soucieux de préserver la richesse écologique du territoire normand.

C'est une association Loi 1901, d'intérêt général et à but non lucratif, qui a pour objet la protection du patrimoine naturel, la conservation des sites présentant un intérêt biologique, écologique, géologique et paysager.

Son équipe est composée de membres bénévoles formant un conseil d'administration et un Bureau, organes décisionnels de l'association élus en assemblée Générale.

2.3. Lieu

Rue Pierre de Coubertin

B.P. 424

76805 Saint-Étienne-du-Rouvray

2.4. Statuts juridiques

Association agréée au titre de la protection de l'environnement et au titre des associations de jeunesse et d'éducation populaire.

2.5. Fonctions et activités

Le conservatoire intervient sur le territoire haut-normand en tant qu'animateur Natura 2000 et partenaire des Politiques espaces naturels sensibles des départements de l'Eure et de la Seine-Maritime.

Il accompagne également les collectivités locales soucieuses de mettre en place une gestion responsable de leur patrimoine.

Il est un acteur privilégié de la mise en œuvre de la Trame Verte et Bleue dans le cadre du schéma régional de cohérence écologique.

Elle a pour objectif :

la protection du patrimoine naturel,

la conservation des sites présentant un intérêt biologique, écologique, géologique et paysager.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Ses buts :

connaître et comprendre le fonctionnement des milieux naturels par des études et des inventaires scientifiques,

protéger par la maîtrise foncière ou d'usage, les sites naturels présentant une forte valeur patrimoniale,

gérer les milieux naturels par la restauration et l'entretien pour maintenir la biodiversité, valoriser les sites et sensibiliser le grand public.

Plusieurs filières d'activités interviennent :

- *La filière scientifique* : qui travaille à la réalisation d'études, d'inventaires, à la rédaction de plans de gestion et au suivi scientifique de la gestion mise en place. Elle dispose également de qualifications dans le domaine du traitement et de la cartographie des données.

- *La filière technique* : qui maîtrise les techniques d'aménagement d'espaces naturels. Elle réalise des travaux de gestion écologique : fauchage, débroussaillage, déboisement, création de mares, curage, élagage.

- *La filière zootechnique* : intervient dans la mise en place d'actions de pâturage (moutons, chèvres, vaches et chevaux) sur les sites naturels et veillent au suivi sanitaire des différents cheptels.

Le conservatoire veille également à la valorisation du territoire en informant le grand public de ses actions grâce à l'édition de brochures, guides et fiches conseils, des visites de sites, des animations nature, des conférences, des chantiers « natures » et des interventions scolaires.

La valorisation du patrimoine naturel passe par des travaux d'équipement sur les sites, par des panneaux d'information et de sensibilisation, par la création de sentiers pédagogiques, par des aménagements favorisant l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

2.7. Organisation interne

23 administrateurs, 16 membres du Conseil Scientifiques

24 conservateurs bénévoles, 35 salariés.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Union Européenne, État, région Haute-Normandie, départements de l'Eure et de la Seine-Maritime, communautés d'agglomérations Seine-Eure, Rouen-Elbeuf-Austreberthe, Dieppe Maritime, Grand Evreux agglomération, villes de Tourville la Rivière, Tréport, Harfleur, Rouen, agence de l'eau Seine-Normandie, Grand port maritime de Rouen, SAPN, CEMEX, LAFARGE Granulats, Carrières STREFF.

3.2. Type de relations

Partenariats.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Présentation du contenu :

Administration et composition : comptes-rendus d'assemblée générale (2001-2007) et de conseil d'administration (2003-2010).

Comptabilité : journaux de recettes et de dépenses (2009-2011), factures, bulletins de paie, taxes salariales, bilans, charges sociales.

Activités : mémoires, dossiers animations, chantiers bénévoles, études.

Correspondance (2005-2010).

Métrage linéaire : 45 ml.

Lieu de conservation :

Conservatoire d'espaces naturels de Haute-Normandie

Rue Pierre de Coubertin

B.P. 424

76805 Saint-Étienne-du-Rouvray

Coordination entomologique de la région Centre pour l'organisation de projets d'études (CERCOPE)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Coordination entomologique de la région Centre pour l'organisation de projets d'études

1.3. Autres formes du nom

CERCOPE

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2005

2.2. Histoire

La création de la CERCOPE fait suite à un groupe plus ou moins informel d'entomologistes spécialisés dans les Odonates qui réunissait les adhérents régionaux de la Société française d'odonatologie (les Libellules).

Le projet de lancement d'une étude pluriannuelle régionale sur deux espèces protégées de cette faune avec l'appui financier de la Direction régionale de l'environnement (DIREN) a poussé ce groupe à prendre son autonomie, la DIREN ne souhaitant pas apporter son financement à un organisme national.

La CERCOPE est à ce jour la seule association d'entomologie à l'échelle régionale

2.3. Lieu

Siège :

3 rue de la Lionne

45000 Orléans

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901 déclarée le 1er mars 2005 au Blanc (Indre).

2.5. Fonctions et activités

La CERCOPE est une association pluridisciplinaire, spécialisée dans le domaine des invertébrés, intégrant l'ensemble des ordres d'Insectes, mais également les autres arthropodes et les mollusques.

L'activité associative se divise en deux parties principales, souvent liées :

– d'une part les études (de sites, d'espèces, de groupes d'espèces...) menées de façon collective ou individuelle, l'organisation des études ainsi que les rendus auprès des financeurs lorsqu'il y en a, revenant au salarié de l'association.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

– d'autre part les sorties de prospection sur le terrain, ouvertes aux entomologistes des autres structures.

2.6. Textes de référence

Statuts de l'association publiés au Journal Officiel.

2.7 Organisation interne

La CERCOPE se compose d'environ 10 à 15 membres selon son évolution.

Elle emploie un salarié permanent à plein temps depuis avril 2013.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

La CERCOPE entretient des contacts avec des associations et groupes entomologiques de la région Centre-Val-de-Loire.

L'association est également membre de France Nature Environnement Centre-Val-de-Loire.

3.2. Type de relations

En tant que membre affilié à France nature environnement Centre-Val de Loire, la CERCOPE participe par ce biais au Pôle faune de l'Ecopole à Orléans.

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Février 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Jean-Louis Pratz, trésorier de la CERCOPE.

Présentation du contenu conservé par la CERCOPE¹⁰⁰⁹ :

A part les comptes-rendus d'activité annuels sous format informatique qui reprennent principalement les études en cours ou réalisées, la CERCOPE génère très peu d'archives.

Le gros de la production de l'association se résume aux données brutes produites par ses membres et sont pour une grande part versées sur un compte spécial auprès du Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) (base de données collective Cardobs saisies en ligne

1009 En raison du volume d'archives restreint et de la disponibilité de M. Pratz, les locaux de la CERCOPE n'ont pas été visités. La liste des archives a été donnée par Jean-Louis Pratz.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

et régulièrement versées dans l'Institut national du patrimoine naturel (INPN) accessible à tous publics. La base compte actuellement 90 000 données saisies pour 4500 taxons de faune et de flore (certains travaux amènent à produire également des données en flore et vertébrés).

La rédaction d'un listing des études et publications scientifiques menées par l'association et/ou ses membres depuis la création de l'association a été engagé. Toutes ces études sont archivées sous format informatique, moins systématiquement en format papier.

Dates extrêmes

2005 - aujourd'hui

Métrage linéaire conservé

Inconnu.

Stockage bureautique conservé

Inconnu.

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Fonds principalement composé d'archives numériques.

Localisation physique

- Au siège de l'association, 3 rue de la Lionne à Orléans.

- Chez les différents membres de l'association.

Modalités d'accès

Les données numériques relatives aux études sont accessibles en ligne sur la base de données Cardobs (<https://cardobs.mnhn.fr/>).

Défense de l'environnement bigouden (DEB)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Défense de l'environnement Bigouden

1.3 Autres formes du nom

DEB

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1990 – aujourd'hui

2.2 Histoire

L'association Défense de l'environnement Bigouden, fondée en 1990, est agréée au titre de la protection de l'environnement.

2.3 Lieux

Siège social

Plobannalec-Lesconil

Chez un membre de l'association

Plomeur

2.4 Statut juridique

Association type « loi 1901 »

2.5 Fonctions et activités

Cette association a pour objet la protection et la défense de l'environnement naturel dans la baie d'Audierne, de la pointe du Raz à la pointe de Penmarc'h et dans l'ensemble du pays bigouden.

Elle veille tout particulièrement à la défense du milieu naturel, des paysages, de la qualité des sites, des perspectives et des ensembles monumentaux, notamment des points de vue esthétiques, historiques ou écologiques.

Elle lutte contre les pollutions ou nuisances et œuvre pour la protection de la faune et de la flore.

Exceptionnellement, elle peut intervenir indirectement en soutien d'une autre association de protection de l'environnement. Elle peut alors, sur décision spéciale de son conseil d'administration, apporter une aide financière, remboursable ou non, à une association si elle est de création récente ou si elle met en œuvre une action visant à défendre les intérêts énumérés précédemment.

2.6 Textes de référence

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Mars 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

Fonds "Défense de l'environnement Bigouden" (DEB).

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, procès-verbaux d'administration et d'assemblée générale, correspondance... (à partir de 1990).

Revue de presse sur l'association, les municipalités du pays bigouden, la qualité de l'eau... (à partir de 1990).

Dossiers d'actions en justice (plans d'occupation des sols (à signaler, celui de Saint-Jean-Trolimon, particulièrement intéressant), plans locaux d'urbanisme, pollutions, permis de construire, à partir de 1990).

Documentation (à partir de 1990).

1990-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 5,00 ml

Localisation physique : Fonds conservé chez le président de l'association.

Origine

Défense de l'Environnement Bigouden

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr).

Eau et rivières de Bretagne (ERB)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Eau et Rivière de Bretagne

1.3 Autres formes du nom

ERB

Association pour la protection des salmonidés en Bretagne – Basse-Normandie (APPSB)

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1969 – aujourd'hui

2.2 Histoire

En 1969, l'Association pour la protection des salmonidés en Bretagne – Basse-Normandie (APPSB) est créée par des pêcheurs de saumon et des naturalistes inquiets de la disparition de ce poisson des rivières.

Devenue en 1983 « Eau & rivières de Bretagne », l'association a élargi son action et sa réflexion à l'ensemble des problèmes de gestion et de protection de l'eau et des milieux naturels de la source à la mer.

L'association est agréée par l'État :

. au titre de la protection de la nature par un arrêté du ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement du 17 février 1998 ;

. au titre de la défense et de l'information des consommateurs par un arrêté du préfet des Côtes d'Armor du 16 novembre 2007 ;

. au titre de l'éducation nationale par une décision du recteur de l'académie de Rennes du 17 décembre 2007 ;

. au titre de l'éducation populaire par un arrêté de la Directrice Départementale de la Jeunesse et des Sports des Côtes d'Armor du 29 octobre 2007.

« Eau et rivières de Bretagne » est membre de la fédération nationale (« France nature environnement ») et européenne (« Bureau européen de l'environnement ») des associations de protection de la nature.

2.3 Lieux

Siège social

Guingamp

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Centre régional d'Initiation à la rivière

Belle Ile en Terre

Délégations territoriales

Lorient

Rennes

Brest

Quimper

Guingamp

Loire-Atlantique

Chez un ancien président de l'association

Baden

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

Eau et rivières de Bretagne exerce ses activités dans les départements des Côtes-d'Armor, du Finistère, de l'Ille-et-Vilaine, de la Loire-Atlantique, de la Manche et du Morbihan, ainsi que sur les eaux intérieures, la mer territoriales et la zone économique exclusive adjacentes à ces départements.

But de l'association :

Faire œuvre d'éducation populaire en élevant la conscience écologique, la connaissance des règles qui régissent les équilibres naturels et le respect du patrimoine naturel, et en développant les comportements citoyens individuels et collectifs des consommateurs ;

Promouvoir le respect de l'eau et des milieux naturels aquatiques, tout au long du cycle de l'eau, et notamment des sources et des nappes jusqu'aux estuaires et à la mer ;

Créer un mouvement de sympathie et d'intérêt autour de l'eau et des milieux naturels, notamment en contribuant à développer les activités éducatives, récréatives et touristiques autour d'eux ;

Susciter la participation des citoyens à la remise en valeur et à l'entretien de ces espaces naturels ;

Défendre les intérêts des usagers de l'eau et des milieux aquatiques, en particulier des consommateurs, notamment du fait des atteintes à la qualité de l'eau affectant directement ou indirectement la santé publique ;

Contribuer à l'amélioration de la gestion équilibrée des eaux souterraines et superficielles, phréatiques, alluviales, fluviales, estuariennes et marines, notamment en luttant pour la promotion des économies d'eau et contre le gaspillage de la ressource ;

Protéger la faune et la flore de ces espaces naturels aquatiques, notamment en faisant apparaître les salmonidés comme les symboles de l'eau pure, et en contribuant à la reconstitution du patrimoine aquatique et son environnement ;

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Participer à la lutte contre la pollution directe et indirecte de l'eau, des milieux et écosystèmes aquatiques, leur transfert à d'autres milieux tout au long du cycle de l'eau, à la lutte contre les atteintes aux équilibres naturels, boisés, paysagers, esthétiques des vallées et des bassins versants, des estuaires et de la mer, de leur sol et leur sous-sol ;

Promouvoir une meilleure gestion des espèces vivant dans ces milieux, parmi lesquelles celles piscicoles, notamment salmonicoles, en contribuant à moraliser l'exercice des activités économiques et de loisirs, dont la pêche

Prendre position sur les problèmes de société et de participer à des actions collectives à ce propos, ayant trait à titre principal à la mission sociale de l'association.

Moyens d'action de l'association :

Participation au fonctionnement des organismes publics et privés intéressés par la gestion de l'eau et du patrimoine naturel, en contribuant à l'orientation des politiques définies par ces organismes ;

Création et animation de centres d'initiation à l'environnement, de classes de découverte de l'eau et des rivières et d'écoles de pêche ;

Réalisation, édition et diffusion de travaux et de réflexions, notamment d'analyses, études, consultations, expertises, rapports scientifiques et techniques, évaluations environnementales ;

Organisation, réalisation et animation de travaux de remise en valeur du milieu naturel, notamment de chantiers de nettoyage de cours d'eau et de toutes activités de loisirs, de tourisme et de plein air s'articulant autour de l'eau et des rivières ;

Réalisation, édition et diffusion de bulletins, revues, cahiers, publications diverses, montages audiophoniques et audiovisuels ;

Organisation et animation de conférences, colloques, expositions, sessions de formation, manifestations, interventions diverses ;

Acquisition ou la gestion d'espaces naturels représentatifs des écosystèmes aquatiques ;

Application des sources du droit international, du droit communautaire, des lois, règlements et actes individuels de droit interne, relatifs à la protection de la nature, de l'environnement, de la santé publique et des usagers-consommateurs, à la conservation des sites, des paysages et des monuments.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

France nature environnement

3.2. Type de relations

Membre du réseau.

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

<http://www.eau-et-rivieres.asso.fr>

Fonds "Eau et Rivières de Bretagne" (ERB)

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, compte-rendu de conseil d'administration, de bureau et d'assemblée générale, bulletin de liaison interne au conseil d'administration... (à partir de 1969).

Comptabilité : grands livres de compte (à partir de 2000).

Dossiers de l'activité : vie associative (convention pluriannuelle d'objectifs, congrès d'orientation de 2001, compte-rendu de réunion, commissions, stratégie et formations de l'association, manifestations menées par l'association, élections présidentielle et législative de 2002, plan d'action..., à partir de 1995), actions en justice (plan d'eau, pisciculture, captage, porcheries..., à partir de 1987), dossiers sur le nucléaire, les pesticides, l'eau potable, les marées vertes, la pisciculture, les nitrates, les autres pollutions (études, rapports, plan d'action, analyses, enquêtes, correspondance..., à partir de 1972), l'agriculture et l'élevage (charte pour un développement pérenne de l'agriculture et de l'agroalimentaire en Bretagne, études, rapports, enquêtes, correspondance..., 1982-2002), protection des milieux naturels (Natura 2000, eau, faune, flore, loutre, littoral, assainissement : Trégor Goëlo, baie de Guiberon-Vilaine, les rivières de Crach, Noyal et Penerf, Moulin du Roch, Arzano, marais de Redon, Parc naturel régional d'Armorique..., à partir de 1980), Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques - CODERST (anciennement conseil départemental d'hygiène - CDH : rapport, études, correspondances..., à partir de 1994), actions d'Eau et Rivières de Bretagne sur l'eau et appui scientifique (directive cadre sur l'eau - DCE, schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux - SDAGE Loire Bretagne, schéma d'aménagement et de gestion des eaux - SAGE, agence de l'eau Loire Bretagne - AELB, Bretagne eau pure - BEP, Comités de bassin versant (Trieux, Leff, Bizien, Jaudy, Guindy, Gouët, Gouessant), schéma régional d'alimentation en eau potable..., à partir de 1985), contrat de rivière et de baie (1993-2000), zones humides et plan local d'urbanisme (inventaire, études, convention..., à partir de 1982), Comité de gestion des poissons migrateurs - Cogepomi saumon (à partir de 1995), Commission pour la réduction de la pollution des eaux par les pesticides (1990-2008), Programme de maîtrise des pollutions

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

agricoles - PMPOA (1995-2005), Aménagement du territoire, contrat de plan état-région (1994-1997), le Centre régional d'initiation à la rivière - CRIR (revue de presse, projet aquarium (études, réflexions, plans, muséographie), commission CRIR (rapports, compte-rendu de réunion, protocole de partenariat, convention, correspondance)..., à partir de 1987).

Revue de presse sur l'association, la faune, la flore, l'environnement..., (à partir de 1969).

Documentation : "Saumon et truite de Bretagne et de Basse Normandie" et "Eau et Rivières de Bretagne" (revue trimestrielle publiée par l'association, à partir de 1969), colloques régionaux d'Eau et Rivière de Bretagne, revues diverses ("France nature environnement", "la lettre du hérisson", "Ar Men", "Porc magazine", "Nature et progrès", "Combat nature"...), publications et documentations diverses sur la qualité de l'eau, la pêche, la chasse et le saumon, études de sociologie sur Eau et Rivière de Bretagne.

Documents iconographiques : cinquante affiches d'Eau et Rivière de Bretagne (à partir de 1969), entre 4000 et 5000 photographies numérisées sur l'eau, les rivières, l'environnement, la faune, la flore... (à partir de 2002).

1969-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 54,80 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé au siège de l'association à Guingamp, au Centre régional d'Initiation à la rivière à Belle Ile en terre et chez un membre de l'association.

Origine

Eau et Rivières de Bretagne

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (adresses électroniques : delegue-regional@eau-et-rivieres.asso.fr ou henri-girard@orange.fr).

Ecol'eau

L'association n'a pas été rencontrée. Les informations ci-présentes dans la notice d'autorité et dans l'inventaire ont été transmises par le président de l'association Tony Lukacs lors d'un échange téléphonique.

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Écol'eau

1.3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2007 - aujourd'hui

2.2. Histoire

L'association Écol'Eau a été créée en juillet 2007. Depuis sa création, elle a pour objectif de nettoyer les rivières en canoë des nombreux déchets qu'elles contiennent et qui constituent un danger pour la nature et pour l'homme.

2.3. Lieu

5 rue Maréchal Rochambeau

41100 Vendôme

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'association organise chaque dimanche d'avril à octobre des sorties en canoë (appelées « ballades écologiques ») lorsque le temps le permet. Elles ont principalement lieu sur le Loir (principalement dans le Vendômois), mais peuvent également se dérouler dans l'Indre ou dans la Sarthe. Lors de ces sorties de 6 à 9 km, les bénévoles œuvrent pour nettoyer les berges et les cours d'eau afin de préserver l'environnement. Entre 100 kg et 200 kg de déchets sont récoltés à chaque sortie et remis dans des bacs à ordures appropriés. Chaque année, c'est environ deux tonnes de matériaux qui sont retirés des rivières.

En parallèle, l'association mène des opérations de sensibilisation auprès des scolaires pour informer sur les dangers de la pollution aquatique.

2.6. Textes de référence

Statuts.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2.7 Organisation interne

L'association est entièrement constituée de bénévoles. Le président actuel est Tony Lukacs.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

L'association entretient principalement des relations avec les autorités locales (Police, Gendarmerie), notamment dans le cadre de signalements avant opérations (comme dans le cadre de découvertes de corps).

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Février 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Tony Lukacs, Président de l'association.

Site : <https://ecoleau.jimdo.com/>

Présentation du contenu conservé par Tony Lukacs, Président de l'association Écol'eau :

Statuts ;

Fiches des sorties en canoë, dites « ballades écologiques » (2011-2017) ;

Photographies.

Dates extrêmes

2007 - 2017

Métrage linéaire conservé

Non communiqué.

Stockage bureautique conservé

Non communiqué.

Accroissement

Fonds non clos.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Localisation physique

Au domicile du président d'Écol'eau, Tony Lukacs

Modalités d'accès

Par demande auprès de Tony Lukacs, président d'Écol'eau :

Tél. : 06 79 01 95 90

Courriel : ecoleau41@gmail.com

Estran, cité de la mer

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Estran, cité de la Mer.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

Mai 1987 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

L'association Estran, cité de la mer est un centre de culture scientifique et technique associatif sur le thème du littoral haut-normand situé à Dieppe.

Elle accueille environ 40 000 visiteurs par an et est ainsi placée au 5ème rang des lieux muséographiques les plus fréquentés de Seine-Maritime.

2.3. Lieux

37, rue Asile Thomas

76200 Dieppe

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901

Association d'intérêt général agréée Jeunesse et sport.

2.5. Fonctions et activités

Ses domaines de compétences couvrent des thématiques spécifiques. Elle s'attelle à la diffusion et à la vulgarisation des sciences et techniques liées à l'identité maritime littorale de la Manche entre la baie de Somme et la baie de Seine. Ces thématiques sont développées dans les espaces du musée.

Ses missions sont :

- la vulgarisation de la culture scientifique et technique de la mer et de la pêche ;
- le développement d'un centre régional d'innovation et de technologie,
- la création d'une structure d'accueil, de formation et de recherche.

Elle présente à travers 1600 m² d'exposition la construction navale, les techniques de pêche, l'environnement littoral et la faune de la Manche à travers deux salles de grands aquariums.

Elle possède également un centre de documentation.

2.7. Organisation interne

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

42 membres actifs

20 associés (membres bienfaiteurs et entreprises)

22 salariés (CDI, CDD, contrats aidés)

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

- L'Association des musées de culture scientifique, technique et industrielle (AMCSTI) ;
- la Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente ;
- l'association Cap sur Anita Conti.

3.2. Type de relations

- Membre du réseau de l'association des musées de culture scientifique, technique et industrielle (AMCSTI) ;
- Affiliée à la Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente ;
- membre de l'association Cap sur Anita Conti.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français

4.8. Sources

<http://www.estrancitedelamer.fr/>

Présentation du contenu :

Création : récépissé de création.

Activités (1982-2014) : photographies et diapositives (1994-2014), livret pédagogique, plans, plaquettes et livrets, thèses, mémoires, rapports de stage, dossier d'animation nature, inventaires faunistiques et floristiques, études de projets, comptes-rendus de travaux, rapports annuels d'activités, rapports sur la pollution du littoral, rapports d'études (prélèvements GIS, surveillance EDF et Penly), articles de presse, bulletins d'informations.

Activités insertion sociale par la mer : programmes, études et réalisations.

Activités pédagogiques : fiches, jeux et livrets pédagogiques, mallettes pédagogiques, itinéraires de découvertes.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Aquariophilie : liste des espèces en aquarium d'eau de mer froide, documents techniques d'installation et de maintenance d'un aquarium, notes d'informations sur le nourrissage et le soin des espèces en aquarium.

Météorologie : études et conséquences des changements climatiques.

Documentation (1982-2014) :

Données touristiques régionales, données culturelles externes, données économiques régionales, européennes et mondiales, dictionnaires, encyclopédies, répertoires, index, bulletins bibliographiques, plans en rouleaux : plan de bateaux, cartes. Construction navale, maquettes concernant différents types de bateaux (unités anciennes et récentes), les bateaux de pêche à voile et à vapeur, les bateaux de pêche classique et à moteur, les bateaux de pêche industrielle, les bateaux de commerce, les chimiquiers, les remorqueurs et bateaux de sauvetage, les bateaux de surveillance, les bateaux de drague portuaire et d'extraction au large, les bateaux de recherche, les bateaux de course et de compétition, les bateaux de combat, les bateaux de plaisance : techniques de réalisation, les types de maquettes ; documents d'informations sur l'entretien et la maintenance du bateau, documents d'informations sur les drapeaux et pavillons, documents d'informations sur les matériaux de construction, études des techniques et fonctionnements des moyens de propulsion.

Environnement littoral :

Aménagements de la mer et du littoral par l'homme, édifices de protection côtières, édifices maritimes : phares, ponts, tunnels, sémaphores ; les ports maritimes : Dieppe, Fécamp, Le Havre, Boulogne-sur-Mer, Dunkerque.

Énergies, les énergies fossiles : charbon, gaz, pétrole ; le nucléaire, les énergies renouvelables : soleil, vent, eau.

Développement durable : politiques énergétiques et gestes écocitoyens.

Pollution du littoral et milieux littoraux, types de pollution et processus : déchets, macro déchets, pollution chimique, CO₂, hydrocarbures (marées noires et dégazage) ; impacts sur les milieux littoraux : maladies et malformations, prolifération et raréfaction des espèces, risques écotoxiques et sanitaires, qualité de l'eau de mer et frange côtière.

Les mesures et actions de protection de la mer et du littoral : outils d'écologie côtière, outils de surveillance SIG, réseaux de surveillance REPHY, REMI, RNO, programme de recherches et d'études GIS, systèmes de régulation d'exploitation des milieux littoraux, réglementation, trafic maritime, exploitation des ressources, fonds marins, classement et protection des sites naturels, programmes et outils d'éducation à l'environnement.

Exploitation, transformation et commercialisation des ressources : documents relatifs au débarquement de la ressource, à la transformation à terre et en mer, au transport et au stockage, à la commercialisation et à l'économie de la pêche.

Géologie, géomorphologie : documents sur la sédimentologie : formation de craie, silex et granulats marins, exploitation, transformation et commercialisation de la matière ; documents sur la géomorphologie : processus et conséquences de recul du trait de côte.

Métiers et gens de la mer : documents de travail sur la chasse-marée, Anita Conti, Jules Verne, Paul Vatine, les métiers de la mer.

Océanographie : courants marins, marées, vagues.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Techniques de navigation : remorquage, manœuvres portuaires, sauvetages, signaux et codes de navigations, techniques de cordages et de nœuds marins, instruments de navigations anciens et récents, règles de sécurité à bord, surveillance et réglementation du trafic maritime, cours de navigation et guide du navigateur, cartographie.

Technique de pêche : pêche à pied, arts dormants côtiers et types de pêche, arts traînant hauturiers et types de pêche, entretien et maintenance des filets et instruments de pêche.

Biologie marine, faune, flore, mer et littoral, baie, estran, mer, dune, lagune, estuaire, falaise ; aquaculture : espèces développées, techniques et procédés, normes et réglementations.

Revue (1982-2014) : *La Recherche, Le monde de la Mer, Manche Magazine, Sciences et Avenir, Sciences et Vie, Met Mar, Systèmes Solaires, Science Illustrée, Normandie Magazine, Études Normandes, Revue des Travaux de l'Institut des pêches maritimes, Océans, Hydroppolis, Chasse-marée, Connaissance du Dieppe.*

Métrage linéaire : environ 60 ml.

Lieu de conservation :

Centre de documentation de l'Estran, cité de la Mer

37, rue Asile Thomas

76200 Dieppe

Eure-et-Loir nature

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

Eure-et-Loir nature

1.3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1992 - aujourd'hui

2.2. Histoire

L'association Eure-et-Loir nature a été créée le 10 mars 1992. Cette création résulte d'une scission des Amis du muséum d'histoire naturelle de Chartres. Parmi les quatre membres fondateurs, figure Jean-Pierre Barnagaud, directeur de l'association jusqu'en 2018. Eure-et-Loir Nature comptait alors 63 adhérents avec comme premier président Michel Doublet. Toujours dans la même année, paraît le premier numéro *la Garzette*. Eure-et-Loir nature mène dès sa création de nombreuses études (atlas des oiseaux en hiver, participation à l'atlas des mammifères de la région Centre, et étude floristique d'une pelouse calcicole à Maintenon). L'association réalise son premier dossier « protection » relatif à la destruction d'une héronnière dans le Perche, sur l'étang de Moulin-Richer.

En 1993, l'association est affiliée à Nature Centre, fédération régionale de France nature environnement.

En 1994, le sentier-nature de Séresville, à Mainvilliers est inauguré dans le cadre du premier « contrat vert » avec la région Centre (d'autres sentiers suivront en 1995 et 1996). En parallèle, est créé le premier poste salarié (coordination des activités, animations scolaires). L'association débute aussi ses premières animations pour les scolaires.

Vers 1994-1995, des membres de Perche nature présents dans le département de l'Eure-et-Loir rejoignent Eure-et-Loir nature.

Après l'agrément Jeunesse et éducation populaire, Eure-et-Loir nature bénéficie en 1996 de l'agrément protection de la nature et de l'environnement. Le contrat vert « chemins de nature en Eure-et-Loir » est achevé avec la création de 5 parcours nature dont les panneaux sont toujours en place aujourd'hui. En parallèle, l'opération « les Oiseaux dans la Ville » est lancée (un parcours d'observation dans chaque ville du département). Eure-et-Loir nature s'empare du thème des déchets et prend position contre le plan d'élimination (trop d'incinération, pas assez de recyclage).

En 1998, François Perchet devient président de l'association.

En 1999, un second poste salarié dédié à l'éducation à l'environnement est créé, ainsi que la zone humide de Fontenay-sur-Eure. Cette année marque aussi le début du creusement du nouveau cours de la Cloche à Margon, dans le cadre du second contrat

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

vert, en cours depuis 1998. Eure-et-Loir nature mène l'opération « Avifaune de plaine et environnement » avec des agriculteurs et des enfants des écoles des communes concernées : 41 classes bénéficient d'animations.

Suite au décès de François Perchet en 2000, Eric Le Bras devient président. Un troisième poste salarié (chargé de mission biodiversité) est en place depuis le 1er septembre 2000.

En 2001, l'association bénéficie de l'agrément Éducation nationale (renouvelé en 2011 et 2016).

Après des travaux d'aménagement, la Maison de la nature à Morancez est inaugurée par le préfet le 12 septembre. Eure-et-Loir nature s'installe le 1er juillet 2002. L'association dispose depuis d'un bail emphytéotique de La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3. Une Fête de la Nature, rassemblant environ 4800 visiteurs, est organisée sur le site le 22 septembre, coïncidant avec la parution du numéro 50 de *La Gazette*. 65 classes sont inscrites aux cycles d'animations scolaires. L'association est également occupée par de nombreux dossiers tels que l'extension de la carrière de la STAR à Margon (qui débouchera sur la création de la zone humide actuellement en cours de réalisation), le débat public sur le projet de 3ème aéroport en Beauce, la révision du plan départemental d'élimination des déchets, qui ne parle pas encore de prévention (il faudra attendre 2012).

En 2004, la seconde Fête de la nature à Morancez rassemble 3000 visiteurs. Un quatrième poste de salarié d'assistance à la vie associative est créé.

Entre 2004 et 2008, l'association réalise un 4ème et 5ème contrat vert avec la région Centre (parcours nature à Vernouillet, édition de 3 guides-nature, Fête de la nature, animations scolaires) et participe au plan d'élimination des déchets du BTP et des boues d'épuration. En parallèle Eure-et-Loir nature relaie l'opération régionale *Récup'ère* (exposition et atelier à Chartres d'Ambroise Monod, fils de Théodore en 2005), puis l'exposition *Vues sur la Mare*, mène un inventaire des Arbres remarquables pour le département, réalise les premières études d'impact avifaune associées au projet de fermes éoliennes et mène diverses études naturalistes telles que la participation à l'enquête Rapaces, à l'atlas national des oiseaux nicheurs et hivernants, et à l'atlas régional des orchidées, et la réalisation de premières recherches entomologiques. Depuis 2005 l'association est présidée par Joël Aubouin et voit ses actions évoluées (biodiversité et agriculture, avec la réalisation de diagnostics biodiversité, l'organisation d'un colloque en décembre 2005 au lycée agricole de La Saussaye), l'aide à la création d'une première AMAP sur Chartres ; préfiguration de la Trame Verte avec les corridors écologiques dans le Perche ; accompagnement de la gestion différenciée des bords de routes mise en place par le département ; partenariat avec les agences de l'eau, pour relayer les consultations du public prévues par la directive-cadre sur l'eau ; investissement du thème de l'énergie (organisation d'un salon Eco-Habitats, et de l'opération Eco Mobiles, et enquêtes économies d'énergie dans les lycées par des lycéens.). Durant cette période, l'association se dote également d'un site internet.

En 2009-2010, l'association organise un colloque sur les trajets domicile-travail, avec l'objectif de lancer une dynamique sur Chartres et son agglomération. Dans le domaine de l'eau, Eure-et-Loir nature poursuit son action de sensibilisation en proposant des « parcours-spectacles » (dont *A l'eau, citoyens*). Eure-et-Loir nature participe également au débat public sur le devenir de la RN 154, en se prononçant contre l'option autoroutière,

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

dans un cahier d'acteurs et à l'occasion de plusieurs séances publiques. L'année 2010 est aussi marquée par le début de l'action *Objectif Zéro Pesticide*.

En 2011, Eure-et-Loir nature réalise ses premiers Inventaires de la Biodiversité Communale à Mainvilliers et Champhol. En parallèle, un cinquième poste salarié est créé.

En 2012, l'association participe aux actions « Carnets B » sur les amphibiens et les chiroptères, organise et anime Jurys citoyens sur l'eau et élabore le plan de gestion de la centrale photovoltaïque de Crucey.

En 2015 est organisé un Repair Café à Mainvilliers (2ème édition en 2016). L'association adhère à la nouvelle base de données SIRFF Centre-Val de Loire et articule ses études sur les odonates et les amphibiens. En parallèle Eure-et-Loir nature accroît son action en direction des entreprises en se préparant à accompagner les PME dans les démarches Responsabilité Sociétale et Environnementale et sur la gestion différenciée des emprises dans les zones d'activité.

En 2016, la demande des communes s'accélère dans le cadre de l'opération *Objectif zéro pesticide* avec l'approche de l'application de la Loi Labbé (Illiers-Combray est la 200ème commune de la région et la 40ème d'Eure-et-Loir à signer la charte). Un partenariat commence avec Cofiroute dans le but de suivre la fréquentation des écoducs installés sous l'A11. L'association améliore sa communication en révisant la présentation de *La Garzette*, en ouvrant un compte Facebook et en démarrant un partenariat avec L'Echo Républicain.

En 2017, Eure-et-Loir nature fête ses La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3 et compte alors 244 adhérents dont une soixantaine de bénévoles actifs. La 56ème commune signe la charte Objectif zéro pesticide et 11 communes ont bénéficié d'un inventaire de la biodiversité communale. L'action avec les scolaires continue de prendre de l'ampleur avec 34 classes bénéficiaires d'animations.

En 2018, sont lancées deux actions biodiversité sur la Cloche et sur l'Eure en partenariat avec les agences de l'eau tandis que se prépare la *Semaine de l'Arbre* et d'un colloque sur l'eau en Eure et Loir.

2.3. Lieu

Maison de la Nature,

rue de Chavannes

28630 Morancez

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'association exerce son action sur l'ensemble du département d'Eure-et-Loir, et sur tout fait externe au département qui serait de nature à avoir une incidence sur la préservation de la nature et de l'environnement en Eure-et-Loir.

En tant qu'association de la protection de la nature et de l'environnement, Eure-et-Loir nature a pour but¹⁰¹⁰ :

¹⁰¹⁰Extrait des statuts : article 2.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- La connaissance, la conservation et la restauration des espaces, milieux, habitats et ressources naturels, de la biodiversité et des équilibres fondamentaux écologiques,
- La protection de l'environnement et la lutte contre les pollutions et nuisances,
- L'aménagement équilibré du territoire et de l'urbanisme,
- L'information et la sensibilisation du public sur la nature et l'environnement,
- La mise en œuvre de toute action favorisant la connaissance et l'appropriation par le public de ces thématiques et de toute mesure concourant à un développement durable
- La participation aux instances consultatives et de débat public concernant la nature et l'environnement,
- La réalisation de projets en partenariat avec les instances publiques et les personnes morales privées concernées ou intéressées par les objets pré-cités.

Les actions phares de l'association sont la participation aux opérations Zéro Pesticides, Jardin au Naturel , Famille à énergie positive, la réalisation d'études (dont inventaires de la biodiversité communale) et les actions de sensibilisation à l'environnement par des animations scolaires.

L'association dispose des agréments de l'inspection académique et départemental « Protection de l'environnement ». A ce titre, et par ses compétences et son activité, l'association est représentée dans de nombreuses instances extérieures et commissions (CODERSET, CESER, SAGE, conseils de développements, espaces fonciers) au sein desquelles elle poursuit son objectif de protection de la nature et de l'environnement.

Eure-et-Loir Nature travail également en coordination avec les Agences de l'eau Loire Bretagne et Seine-Normandie.

Elle publie aussi un bulletin (*La Garzette Eure-et-Loir Nature*), des numéros hors série de la Garzette ainsi que des petits guides.

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

Eure-et-Loir nature se compose d'un bureau et d'un Conseil d'administration composés de 14 membres (sept hommes et sept femmes). Michel Cohu est le président actuel.

L'organisation interne est quant à elle structurée autour de sept commissions ou groupes (Groupe naturaliste, Commission nature/environnement, communication-animation, groupe social-économique...).

L'équipe salariée est actuellement dirigée par Jean-Pierre Barnagaud. Elle compte six salariés (direction, trois chargés de missions, secrétariat, technicien faune) à laquelle se joint des services civiques.

L'association compte également environ 250 adhérents et d'un noyau d'une cinquantaine de bénévoles composé en majorité de naturalistes amateurs.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Associations : France nature environnement (FNE), France nature environnement Centre-Val de Loire, réseau FNE CVL, Conservatoire d'espaces naturel (CEN), Fédération

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

départementale de pêche et de protection des milieux aquatiques d'Eure-et-Loir, Fédération des chasseurs d'Eure-et-Loir, Groupe régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement Centre, Hommes et Territoires.

État, Collectivités, familles associées : DREAL, agence régionale de santé Centre-Val de Loire, conseil régional Centre-Val de Loire, Conseil départemental d'Eure-et-Loir, Communes, parc naturel régional du Perche, Office national de la chasse (ONC), Office national des forêts (ONF), CESER, SGAR, CCI, chambre d'agriculture d'Eure-et-Loir.

Entreprises : (dont EDF pour l'éolien, Caisse des dépôts et consignations, Cofiroute).

Agences de l'eau (Seine-Normandie, Loire-Bretagne).

3.2. Type de relations

Partenariats avec le monde associatif.

Partenariats, financements (principalement DREAL et Région Centre Val-de-Loire), prestations (collectivités), relations techniques (PNR du Perche), colloques (CCI) avec l'État, les collectivités et familles associées.

Représentation au sein d'instances extérieures et commissions.

Partenariat avec Eau de Paris depuis 2018 pour 5 ans (convention sur les aires de captages).

Prestations pour des entreprises.

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Mai 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Jean-Pierre Barnagaud, directeur d'Eure-et-Loir nature.

Site : <http://www.eln28.org/>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Présentation du contenu conservé par Eure-et-Loir nature :

Administration et composition :

Conseil d'Administration (1992-2018) : procès-verbaux, rapports ;

Assemblée générale ordinaire et extraordinaire (1997-2017) : comptes-rendus.

Comptabilité :

Comptabilité générale (2001-2016) (environ 28,00 ml) : bilans et comptes de résultats, grand livre, journaux de comptes, factures, pièces justificatives de comptabilité ;

Rapports financiers au commissaire au compte (2012-2017).

Fonctionnement et activités :

Convention collective ;

Personnel : salaires et charges (1,0 ml), dossiers de stagiaires.

Activités (décennie 2000 – décennie 2010). - Actions spécifiques ; dossiers relatifs aux animations de sensibilisation et d'éducation à l'environnement (avec documentation) ; parcours spectacle : dossiers de préparation ; projet pédagogique sur les déchets ; études et diagnostics (dont sur les éoliennes, la biodiversité, la faune et la flore) ; collaborations avec les agences de l'eau ; activités naturalistes : dessins de bénévoles sur la flore, la faune et les milieux naturels (environ 10 classeurs) ; carton non identifié relatif aux activités (0,5 ml) ;

Actions : conventions, projets, dossiers administratifs, bilans (dont conventions vertes) (1999-2016) (0,4 ml) ;

Dossiers thématiques (décennie 2000) : avant projet de charte du parc naturel régional (PNR) du Perche, déchets, transports ;

Organisation de la fête de la nature (vers 2004) ;

Contrats vert (1993-2004).

Documentation :

Revue des actions d'Eure-et-Loir nature (un classeur) ;

Publications d'Eure-et-Loir nature : Bulletin *La Gazette d'Eure-et-Loir Nature* (collection complète de 128 numéros) (1992-2018), hors séries de *La Gazette d'Eure-et-Loir Nature*, dites « spéciales », études (principalement botaniques) ;

Affiches et banderoles (1,0 ml) ;

Plaquettes de l'association (4,0 ml) ;

Dépliants de sentiers ;

Bibliothèque d'Eure-et-Loir nature (Centre de documentation). - Publications extérieures, études et rapports de stages (dont mémoires d'étudiants) et DVD classés par thème (sur l'ornithologie, les déchets, le génie urbain, l'agriculture, la forêt, le jardinage, l'urbanisme et l'aménagement urbain, sites naturels, la faune (dont batraciens, insectes, arthropodes), la flore, les eaux douces, la biodiversité, la protection de la nature, l'énergie, la science de la nature et le droit) ;

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Bulletins et revues d'associations de la protection de la nature et de l'environnement (dont *La Hulotte*, *Environnement Magazine* de l'INRA) ;

Planches et tables de Gaston Bonnier, botaniste (1934) ;

Documentation diverse (dont SDAGE Eau Seine Normandie).

Varia (0,4 ml) : dont photographies (0,1 ml) et diapositives.

Dates extrêmes

1992-2018.

Métrage linéaire conservé

Environ 58 ml.

Stockage bureautique conservé

Non renseigné.

Accroissement

Fonds non clos

Mode de classement et état de conservation.

Fonds documentaire classé, archives mises en boîtes.

Bon état de conservation et environnement sain.

Localisation physique

Maison de la Nature,

rue de Chavannes

28630 Morancez

Modalités d'accès

Sur demande (accueil à la Maison de la Nature sur rendez-vous.

Permanence téléphonique du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 14h à 17h30).

Tél : 02 37 30 96 96

Europe-Écologie – Les Verts - secrétariat national

Cote : FR-FEP-4APEELVSN

Nom du fonds : Europe-Écologie - Les Verts - secrétariat national

Dates extrêmes : 1974-2012

Description physique: papier

Importance matérielle : 117 conteneurs et 36 affiches - 58 ml

Langue: Français

Producteur : Europe Écologie - Les Verts est un parti politique français héritier du parti Les Verts - Confédération écologiste, Parti écologiste. Il trouve son origine dans la fusion de deux mouvements écologistes français : Les Verts-Parti écologiste (anciennement MEP) et Les Verts-Confédération écologiste. Ces deux mouvements se réunissent à Clichy les 28 et 29 janvier 1984 et fondent alors le parti Les Vert - Confédération écologiste, Parti écologiste communément dénommé Les Verts. Le parti disparaît le 13 novembre 2010 lors des Assises nationales du rassemblement des écologistes à Lyon et devient Europe-Écologie- Les Verts (EELV). Ce dernier intègre les adhérents de la mouvance Europe Écologie créée lors des élections européennes de 2009.

Tout comme le parti Les Verts, Europe Écologie-Les Verts est un parti fédéral réparti en 3 échelons : national, régional et local. Actuellement, EELV est présent dans 26 régions.

Autre instrument de recherche : Bordereaux de versement

Liens:

Date de création de description: 6 août 2016

Date de dernière modification de la description: 30 janvier 2017

Historique de la conservation: Les archives d'Europe Écologie – Les Verts ont fait l'objet lors du déménagement des Verts en 2005 d'une division en 2 parties : l'une d'entre-elle a été conservé chez un imprimeur dans le Nord de la France avant d'être pris en charge à AgroParisTech en 2011. La deuxième partie a quant à elle été conservé au siège dans une cave dédiée aux archives. Suite au déménagement du siège en fin d'année 2016, les archives ont été prises en charge par la Fondation pour conservation, classement et valorisation.

Modalités d'entrée : Dépôt – convention du 22 juillet 2016.

Versements n°s : 06/16, 12/16, 13/16, 14/16

Décision du BE 13/07/2016

N° d'entrée : FEP09

Présentation du contenu: Le fonds porte principalement sur Les Verts. On y trouvera peu de documents sur Europe Écologie – Les Verts. Son contenu n'est pas connu avec précision car il est en cours de classement. Néanmoins, le chercheur y trouvera les archives incomplètes des instances du Conseil national inter-régional des Verts (CNIR) et du CE, les campagnes électorales de 1994 à 2010, des revues de presse, les revues

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

internes du parti (VC, TV et VCPS) ainsi que la comptabilité. Il convient de souligner que la campagne présidentielle de 1995 est incomplète car une partie des archives se trouvent à AgroParisTech.

Le fonds est complété par un fonds iconographie où l'on trouvera les archives de propagandes et de campagnes du parti (tracts, affiches, autocollants, objets...)

Statut juridique : privé.

Lieu de conservation: Fondation de l'écologie politique

Conditions de consultation : libre dans le respect de la législation sur les archives, des droits d'auteurs et dans le respect de la vie privée

Contact : Meixin Tambay

m.tambay@fondationecolo.org ou archives@fondationecolo.org

Europe-Écologie – Les Verts - secrétariat national: commission féminisme, 1985-2006

Référence : FR-FEP 2F 1-32¹⁰¹¹

Intitulé : Commission féminisme (anciennement Commission femmes).

Dates prépondérantes : 1988-2006

Dates réelles : 1985-2006

Niveau de description : sous-fonds.

Producteur : La Commission femmes (puis Commission condition féminine) du parti EELV a été créée fin 1985-début 1986. Elle se dénomme aujourd'hui Commission Féminisme. « Elle agit pour faire du mouvement de l'écologie politique, EELV, un mouvement féministe dans son projet politique comme dans ses pratiques. »

Importance matérielle : 32 articles soit 0,5 ml.

Modalités d'entrée La Commission féminisme a déposé ses archives à la FEP le 12 septembre 2018 (bordereau de versement 06/18).

Accroissement : La série est ouverte.

Historique de la conservation : Les archives ont été déposées à la Fondation de l'Écologie Politique en septembre 2018, soit après le déménagement du siège d'Europe Écologie Les Verts à Montreuil.

Présentation du contenu : La sous-série 2F se compose de documents de gestion : correspondance, liste des membres, comptes rendus de réunions. Outre ces documents sur le fonctionnement de la commission, on trouve aussi quelques documents sur son activité et des dossiers documentaires qui reflètent les sujets d'intérêt de ces années-là. Enfin, la sous-série garde la trace de commissions locales et d'autres initiatives concernant l'égalité homme-femmes menées au sein du parti.

Mode de classement : Quelques doubles ont fait l'objet d'une élimination.

Langue des documents : français.

Sources complémentaires :

- Fonds Europe Écologie – Les Verts, Secrétariat national
- série A, Conseil fédéral (4AP A)
- série C, Conseil statutaire (4AP C)
- série D, Congrès (4AP D)
- série S, Scrutins (4AP S)

Lieu de conservation: Fondation de l'écologie politique

Conditions d'accès : Ces documents sont des archives privées. Selon le contrat de dépôt, ils sont communicables sur autorisation du déposant (c'est-à-dire la Commission

1011 Répertoire détaillé <https://ahpne.fr/Fonds-Europe-Ecologie-Les-Verts-secretariat-national-commission-feminisme-1985>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

féminisme). S'agissant des documents sur les adhérent-e-s, ils ne sont pas communicables avant 50 ans (loi 2008, Code du patrimoine, livre II).

Conditions de reproduction : Les reproductions dans le cadre d'un usage privé se font conformément au règlement de la Fondation de l'écologie politique. Dans le cas d'un usage public, l'autorisation écrite du déposant est requise.

Date de la description : octobre 2021.

Contact : Meixin Tambay

m.tambay@fondationecolo.org ou archives@fondationecolo.org

Europe-Écologie – Les Verts Corse

Cote : FR-FEP-3APEELVC/SR

Nom du fonds : Europe-Écologie - Les Verts Corse

Dates extrêmes : 1988-2014

Description physique: numérique et papier

Importance matérielle : 25 boîtes d'archives et 92 affiches, 5 ml

Langue: Français

Producteur : Europe Écologie - Les Verts est un parti politique français héritier du parti Les Verts - Confédération écologiste, Parti écologiste. Il trouve son origine dans la fusion de deux mouvements écologistes français : Les Verts-Parti écologiste (anciennement Mouvement d'écologie politique - MEP) et Les Verts-Confédération écologiste. Ces deux mouvements se réunissent à Clichy les 28 et 29 janvier 1984 et fondent alors le parti Les Verts - Confédération écologiste, Parti écologiste communément dénommé Les Verts. Le parti disparaît le 13 novembre 2010 lors des Assises nationales du rassemblement des écologistes à Lyon et devient Europe-Écologie – Les Verts (EELV). Ce dernier intègre les adhérents de la mouvance Europe Écologie créée lors des élections européennes de 2009.

Tout comme le parti Les Verts, Europe Écologie - Les Verts est un parti fédéral réparti en 3 échelons : national, régional et local. Actuellement, EELV est présent dans 26 régions dont la région Corse.

Les archives qui composent le présent fonds proviennent du Secrétariat régional d'Europe Écologie - Les Verts Corse qui est l'instance de gouvernance de la fédération.

Présentation du contenu : Le contenu précis du fonds n'est pas connu car celui-ci n'est pas encore classé. Il semble s'y trouver des documents relatifs à la vie des Verts nationaux, puis d'Europe Écologie, quelques documents sur la vie des Verts Corse, les élections nationales et locales, des documents sur différentes thématiques. Le fonds est complété par un fonds iconographie où l'on trouvera les archives de propagandes et de campagnes du parti (tracts, affiches, autocollants, objets...)

Autre instrument de recherche : Bordereau de versement

Date de création de description: 6 août 2016

Date de dernière modification de la description: 30 janvier 2017

Historique de la conservation: Suite au déménagement du siège régional, les archives ont été données à la Fondation pour conservation, classement et valorisation.

Modalités d'entrée : Don – convention du 24 avril 2016.

Versements n° : 05/16

N° d'entrée : FEP08

Décision du Conseil Politique

Statut juridique : privé.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Lieu de conservation: Fondation de l'écologie politique

Conditions de consultation : libre dans le respect de la législation sur les archives, des droits d'auteurs et dans le respect de la vie privée

Contact : Meixin Tambay

m.tambay@fondationecolo.org ou archives@fondationecolo.org

Europe-Écologie – Les Verts Nord-Pas-de-Calais - secrétariat régional

Cote : FR-FEP-7APEELVPDC/SR

Nom du fonds : Europe-Écologie - Les Verts – Nord-Pas-de-Calais – Secrétariat Régional

Dates extrêmes : 1979-2015

Description physique: papier

Importance matérielle : 9 conteneurs, 45 ml

Langue: Français

Producteurs : Europe-Écologie - Les Verts est un parti politique français héritier du parti Les Verts-Confédération écologiste, Parti écologiste. Il trouve son origine dans la fusion de deux mouvements écologistes français : Les Verts-Parti écologiste (anciennement MEP) et Les Verts-Confédération écologiste. Ces deux mouvements se réunissent à Clichy les 28 et 29 janvier 1984 et fondent alors le parti Les Verts-Confédération écologiste, Parti écologiste communément dénommé Les Verts. Le parti disparaît le 13 novembre 2010 lors des Assises nationales du rassemblement des écologistes à Lyon et devient Europe-Écologie - Les Verts (EELV). Ce dernier intègre les adhérents de la mouvance Europe Écologie créée lors des élections européennes de 2009.

Tout comme le parti Les Verts, Europe-Écologie - Les Verts est un parti fédéral réparti en 3 échelons : national, régional et local. Actuellement, EELV est présent dans 26 régions dont la région Nord-Pas-de-Calais.

Les archives qui composent le présent fonds proviennent du Secrétariat régional d'Europe-Écologie - Les Verts Nord-Pas-de-Calais qui est l'instance de gouvernance de la fédération.

Autre instrument de recherche : Bordereau de versement

Date de création de description: 7 mai 2020

Date de dernière modification de la description: 7 mai 2020

Historique de la conservation: Le fonds a été donné à la Fondation afin que celle-ci en assure le traitement et la conservation pérenne.

Modalités d'entrée : Don – convention du 21 février 2018

Versement n°01/18

N° d'entrée sur le registre FEP015

Présentation du contenu : Archives de la Fédération Nord-Pas-de-Calais des Verts puis d'EELV :

- groupe local Lille ;
- secrétariat régional ;
- groupe des élus au CR, mandature 2010-2015.

Statut juridique : privé.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Lieu de conservation: Fondation de l'écologie politique

Conditions de consultation : libre dans le respect de la législation sur les archives, des droits d'auteurs et dans le respect de la vie privée

Contact : Meixin Tambay

m.tambay@fondationecolo.org ou archives@fondationecolo.org

Europe-Écologie – Les Verts PACA - secrétariat régional

Cote : FR-FEP-2APEELVPACA/SR

Nom du fonds : Europe-Écologie - Les Verts – Provence-Alpes-Côte d'Azur – Secrétariat Régional

Dates extrêmes : 2001-2015

Description physique: papier

Importance matérielle : 64 pièces et 11 affiches. 0,5 ml

Langue: Français

Producteur : Europe-Écologie - Les Verts est un parti politique français héritier du parti Les Verts - Confédération écologiste, Parti écologiste. Il trouve son origine dans la fusion de deux mouvements écologistes français : Les Verts-Parti écologiste (anciennement Mouvement d'écologie politique - MEP) et Les Verts-Confédération écologiste. Ces deux mouvements se réunissent à Clichy les 28 et 29 janvier 1984 et fondent alors le parti Les Verts - Confédération écologiste, Parti écologiste communément dénommé Les Verts. Le parti disparaît le 13 novembre 2010 lors des Assises nationales du rassemblement des écologistes à Lyon et devient Europe-Écologie – Les Verts (EELV). Ce dernier intègre les adhérents de la mouvance Europe Écologie créée lors des élections européennes de 2009.

Tout comme le parti Les Verts, Europe Écologie-Les Verts est un parti fédéral réparti en 3 échelons : national, régional et local. Actuellement, EELV est présent dans 26 régions dont la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les archives qui composent le présent fonds proviennent du Secrétariat régional d'Europe Écologie - Les Verts Provence-Alpes-Côte d'Azur qui est l'instance de gouvernance de la fédération.

Autre instrument de recherche : Bordereau de versement

Liens: <http://paca.eelv.fr>

Date de création de description: 3 février 2016

Date de dernière modification de la description:

Historique de la conservation: Il s'agit des archives du Secrétariat Régional EELV-PACA. Le fonds a été donné à la fondation afin que celle-ci en assure le traitement et la conservation pérenne. Lors du déménagement du SR en avril 2015 (d'Aix à Marseille) les archives papiers ont été éliminées. Il n'y a pas de traces de la vie « passée » du SR de la région..

Modalités d'entrée : Don effectué le 3 février 2016

Versement n°01/16

N° d'entrée sur le registre FEP04/16

Statut juridique : privé.

Lieu de conservation: Fondation de l'écologie politique

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions de consultation : libre dans le respect de la législation sur les archives, des droits d'auteurs et dans le respect de la vie privée

Contact : Meixin Tambay

m.tambay@fondationecolo.org ou archives@fondationecolo.org

Europe-Écologie – Les Verts PACA - conseil régional

Cote : FR FEP-1APEELVPACA/CR

Nom du fonds : Groupe EELV-PACA, Conseil Régional

Dates extrêmes : 2010-2015

Description physique: numérique

Importance matérielle : 100 Go

Langue: Français

Producteur : Archives du groupe EELV-PACA – parti occitan ayant siégé au Conseil Régional. Le fonds porte sur la mandature 2010-2015. Mandat 2010-2015 : Entré au Conseil régional lors des élections régionales de 2004, Europe Écologie, anciennement les Verts, présente sa propre liste au premier tour des élections régionales de 2010 et ce malgré l'appel de Michel Vauzelle, président PS sortant, à constituer une liste d'union de gauche avec le Front de gauche. Dans l'entre-deux-tours, sous la direction de Michel Vauzelle, les trois listes de gauche fusionnent permettant d'arriver en tête au second tour. A la suite du scrutin, Europe-Écologie - Les Verts - Parti occitan obtient 21 élus dont 4 vice-présidences:

- André Aschieri, Vice-Président Foncier, Logement, Habitat (2010-2014).
- Sophie Camard - Co-présidente du groupe- Présidente Commission Emploi, Développement économique régional, Enseignement supérieur et Innovation.
- Colette Charriau, déléguée Logement, Habitat.
- Philippe Chesneau, délégué auprès du Président pour le Développement de l'Economie responsable.
- Annick Delaye, vice-présidente Développement soutenable, Environnement, Energie et Climat.
- Christian Desplats- co-président du groupe
- Joëlle Faguer, déléguée Solidarité Internationale.
- Patrick Garnon
- Hervé Guerrera (membre du Partit occitan), délégué Schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire (SRADDT).
- Anne-Marie Hautant (membre du Partit occitan), vice-présidente Santé et Alimentation.
- Annabelle Jaeger, déléguée biodiversité - Présidente de l'Agence régionale pour l'environnement (ARPE).
- Philippe Mussi (Membre de Nouvelle Donne), délégué à la recherche et à l'économie numérique. Membre de la commission d'appel d'offres (CAO).
- Alain Nicolas (Membre de Nouvelle Donne)
- Jacques Olivier , président Commission Agriculture.
- Jean-Yves Petit, vice-président Transports et Ecomobilité

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- Michèle Rubirola-Blanc
- Christine Sandel, déléguée Protection Littoral et Milieux marins
- Aïcha Sif, présidente Commission Culture, Patrimoine culturel et Tourisme.
- Pierre Souvet, Secrétaire Général de l'Observatoire régional de la santé (ORS).
- Marie Tarbouriech, décédée en janvier 2013 - Elle était déléguée à l'alimentation de qualité.
- Laurence Vichnievsky.

Le groupe est dans un premier temps codirigé par Philippe Chesneauet Aïcha SIF de 2010 à 2013 puis par Christian Desplats et Sophie Camard en vertu de la rotation des responsabilités de co-gouvernance.

Il est à noter que le mandat 2010-2015 a été avancé à décembre 2015 (au lieu du printemps 2016) afin de permettre la correspondance entre l'entrée en vigueur des nouvelles régions au 1er janvier 2016.

Autre instrument de recherche :

Liens: <http://paca.elus-ecologistes.fr>

Date de création de description: 6 janvier 2016

Date de dernière modification de la description: 2 février 2016

Historique de la conservation: Il s'agit exclusivement des archives du groupe EELV. Le fonds a été donné à la fondation par le groupe afin que celle-ci en assure le traitement et la conservation pérenne.

Modalités d'entrée : Don effectué le 14 décembre 2015 –

Versement n° 02/15

N° d'entrée FEP02/15

Statut juridique : privé.

Lieu de conservation: Fondation de l'écologie politique

Conditions de consultation : libre dans le respect de la législation sur les archives, des droits d'auteurs et dans le respect de la vie privée

Contact : Meixin Tambay

m.tambay@fondationecolo.org ou archives@fondationecolo.org

Europe-Écologie – Les Verts Rhône-Alpes - secrétariat régional

Cote : FR-FEP-6APEELVPDC/SR

Nom du fonds : Europe-Écologie - Les Verts – Rhône-Alpes – Secrétariat régional

Dates extrêmes : 1986-2014

Description physique: papier

Importance matérielle : 8 cartons dont 4 déménagements, 1 équivalent DIMAB et 3 de taille 35x50x25, 3,5 ml

Langue: Français

Producteurs : Europe-Écologie - Les Verts est un parti politique français héritier du parti Les Verts-Confédération écologiste, Parti écologiste. Il trouve son origine dans la fusion de deux mouvements écologistes français : Les Verts-Parti écologiste (anciennement MEP) et Les Verts-Confédération écologiste. Ces deux mouvements se réunissent à Clichy les 28 et 29 janvier 1984 et fondent alors le parti Les Verts-Confédération écologiste, Parti écologiste communément dénommé Les Verts. Le parti disparaît le 13 novembre 2010 lors des Assises nationales du rassemblement des écologistes à Lyon et devient Europe-Écologie - Les Verts (EELV). Ce dernier intègre les adhérents de la mouvance Europe-Écologie créée lors des élections européennes de 2009.

Tout comme le parti Les Verts, Europe-Écologie - Les Verts est un parti fédéral réparti en 3 échelons : national, régional et local. Actuellement, EELV est présent dans 26 régions dont la région Rhône-Alpes.

Les archives qui composent le présent fonds proviennent du Secrétariat régional d'Europe-Écologie - Les Verts Rhône-Alpes qui est l'instance de gouvernance de la fédération.

Autre instrument de recherche : Bordereau de versement

Liens : <https://rhonealpes.eelv.fr/>

Date de création de description: 7 mai 2020

Date de dernière modification de la description: 7 mai 2020

Historique de la conservation: Le fonds a été donné à la Fondation afin que celle-ci en assure le traitement et la conservation pérenne.

Modalités d'entrée : Don – convention du 3 décembre 2017

Versement n°01/17

N° d'entrée sur le registre FEP014

Présentation du contenu : Le fonds est principalement constitué des archives des Verts (1986- 2010) et un peu d'EELV (2011-2014). On y trouvera quelques documents sur la création des Verts Rhône-Alpes en 1986 et son fonctionnement (1986-CA. 2000) ainsi que les archives de campagnes (1995-2010). Pour la période plus récente (EELV) quelques documents de campagne (2011-2014). Du fait du partage du même local, on trouve des documents tant sur le fonctionnement du groupe local de Lyon, des groupes

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

départementaux du Rhône et de l'Ain ainsi que du groupe régional Rhône-Alpes. Ayant connu 4 déménagements depuis 1986, les archives sont partielles et parcellaires. On signalera quelques documents sur les premières années du parti Les Verts à l'échelle nationale ainsi que sur le groupe écologiste au sein du conseil régional.

Enfin, lors de la préparation de ce versement, intervenant dans le cadre du déménagement, un tri et des éliminations ont été effectués (voir BE 03/17).

Statut juridique : privé.

Lieu de conservation: Fondation de l'écologie politique

Conditions de consultation : libre dans le respect de la législation sur les archives, des droits d'auteurs et dans le respect de la vie privée

Contact : Meixin Tambay

m.tambay@fondationecolo.org ou archives@fondationecolo.org

Fédération connaître et protéger la nature (FCPN)¹⁰¹²

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Fédération connaître et protéger la nature .

1.3. Autres formes du nom

FCPN

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1972 - aujourd'hui

2.2. Histoire

En 1972, Pierre Déom, instituteur dans les Ardennes et membre de la société départementale de protection de la nature des Ardennes, crée au sein des écoles ardennaises les clubs CPN pour connaître et protéger la nature. Il rédige leur bulletin de liaison, *La Hulotte*, destiné à populariser la découverte de la nature. Finesse des dessins exécutés à la plume, humour des textes, rigueur scientifique des informations en sont les qualités principales..

De 1973 à 1983, les clubs se multiplient rapidement avec des lycéens ou des adultes. La Hulotte acquiert un succès international et se consacre maintenant uniquement à la connaissance de la nature. Les clubs CPN se dotent alors de leur propre bulletin de liaison *le Mulot* puis *la Gazette des terriers* et de fiches techniques et pédagogiques. Parallèlement, la maison des CPN se crée à Boulton-aux-Bois, dans les locaux du centre d'initiation à la nature¹⁰¹³. Des stages sont organisés et des milliers de jeunes adhèrent à des clubs CPN, se sensibilisant ainsi à l'environnement, acquérant des connaissances concrètes et s'initiant à la vie associative.

Le réseau informel des clubs CPN adopte la forme juridique d'association de type Loi 1901 en 1983 et devient la FCPN (Fédération nationale des clubs CPN). Elle a pour but de soutenir, coordonner et promouvoir l'action de tous les clubs. Membre de la fédération française des sociétés de protection de la nature (devenue aujourd'hui France nature environnement), elle respecte l'autonomie et la spécificité de chaque club.

En 1985, les clubs se retrouvent tous à Céré-la-Ronde (Indre-et-Loire) pour la première fois. De grandes associations nationales ainsi que Madame Bouchardeau, ministre de l'environnement, sont présentes, marquant un pas décisif dans la reconnaissance des clubs CPN. Madame Huguette Bouchardeau reçoit la 10000 e carte de membre CPN.

Sources [Wikipedia](#)

1012 La fédération prépare un don d'archives aux Archives départementales des Ardennes

1013 Voir fonds « Centre d'initiation à la nature de Boulton-aux-Bois »

<https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-Centre-d-initiation-a-la-nature-de-Boulton-aux-Bois>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2.3. Lieu

43 grand rue 08430 Poix-terron

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Les clubs CPN

Les clubs CPN sont nés en 1972. Ils sont les enfants de *La Hulotte* .

Un club CPN est un groupe d'enfants, d'ados, ou d'adultes qui s'intéressent à la nature et qui ont décidé de mieux la connaître et de la protéger ensemble. Ces clubs constituent des écoles de « jeunes naturalistes » où la soif d'apprendre et de transmettre des connaissances constituent la motivation première des membres. Il peut être créé entre copains ou en famille, dans une école ou encore un centre de loisirs, une association nature ou socio-culturelle (MJC, foyer rural), dans un mouvement de jeunesse ou un parc naturel.

Les clubs CPN sont des lieux d'apprentissage où les plus expérimentés accompagnent les novices. Ils agissent localement en faveur de la nature; les actions de découverte et d'étude, de protection et de sensibilisation constituent leur cadre d'activité fondamental et mènent des activités strictement respectueuses des écosystèmes naturels, de la faune et de la flore sauvages.

Les Familles CPN

En 2013, la fédération CPN lance une action spécifique vers les familles : les familles Nature. Toute famille peut adhérer à la FCPN. Les outils de communication électronique permettent à la fédération d'animer le réseau des clubs et celui des familles au plus près des besoins spécifiques de chaque type de structure adhérente.

Sources [Wikipedia](#)

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

La FCPN est composée d'un conseil d'administration qui se réunit 4 à 6 fois par an. L'assemblée générale se réunit un ou 2 fois par an. La présidente actuelle est Céline Urso Baiardo.

L'équipe salariée est composée de 4,5 permanents.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

La FCPN fédère des collectifs

Affiliée à FNE et École et nature

3.2. Type de relations

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions
ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution
Novembre 2019

4.7. Langue(s) et écriture(s)
Français.

4.8. Sources
Amélie Sander, vice-présidente

Site officiel : www.fcpcn.org/

Présentation du contenu conservé par la FCPN à son siège 43 grand rue 08430 Poix-Terron

Dates extrêmes

1972-2018

Métrage linéaire conservé

Environ 10 ml

Stockage bureautique conservé

1 serveur, PC, Mac (mise en page édition)

CA, xxxx (19xx) xx Go

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

La plupart des archives sont conditionnées dans des boîtes archives, et sont le plus souvent identifiées.

Très bon état de conservation global.

Localisation physique

Au siège de la FCPN

Modalités d'accès

Sur demande :

Tél. : 03-24-22-54-55

Courriel : info@fcpcn.org

Personne référente : Amélie Sander

21 rue Masséna

59650 Villeneuve d'Ascq

03-20-25-32-26

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Années extrêmes : 1972-2018

Nombre de boîtes : 96 boîtes

Nombre de cartons 16

Soit 10 ml

Fonds « Fédération connaître et protéger la nature »

Description réalisée par la FCPN

Administration et composition :

Liste des adhérents : dossier de 5000 structures adhérentes (1972-2018)

Boîte N°1 à 44 4 ml

Carton 1 : Clubs inactifs

Boîte 1 : Clubs N°59 à 198

Boîte 2 : Clubs 200 à 339

Boîte 3 : Clubs 400 à 436

Boîte 4 : Clubs 437 à 799

Boîte 5 : Clubs 500 à 563 (1996).

Carton 2: Clubs inactifs

Boîte 6 : Clubs 564 à 599

Boîte 7 : Clubs 600 à 699

Boîte 8 : Clubs 700 à 799

Boîte 9 : Clubs 800 à 899

Boîte 10 : Clubs 900 à 999

Boîte 11 : Clubs 1000 à 1125

Boîte 12 : Clubs 1126 à 1510

Carton 3 : Clubs par Région actif et inactifs

Boîte 13 : Midi-Pyrénées

Boîte 14 : Aquitaine

Boîte 15 : PACA

Boîte 16 : Languedoc Roussillon

Boîte 17 : Rhône Alpes ½

Boîte 18 : Rhône Alpes 2/2 – Bourgogne

Boîte 19 : Poitou Charente – Corse – Limousin – Auvergne

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Boîte 20 : Centre

Carton 4 : Clubs par Région actif et inactifs depuis leur création

Boîte 21 : Haute Normandie

Boîte 22 : Haute Normandie + Basse Normandie + Dom + tom

Boîte 23 : Pays de Loire 1/2

Boîte 24 : Pays de Loire 2/2

Boîte 25 : Alsace

Boîte 26 : Champagne Ardennes

Carton 5 : Clubs par Région actif et inactifs depuis leur création

Boîte 27 : Ile-de-France 1/2

Boîte 28 : Ile-de-France 2/2

Boîte 29 : Nord Pas-de-Calais

Boîte 30 : Lorraine

Boîte 31 : Bretagne

Boîte 32 : Franche comté + Picardie

Carton 6 : Clubs Etrangers

Boîte 33 : Fédération espagnole des clubs CPN

Boîte 34 : Clubs de Roumaine, Slovénie, Syrie, Arménie, Russie

Boîte 35 : Clubs de Belgique, Suisse et Canada

Boîte 36 : Clubs Benin, Madagascar, Comores.

Boîte 37 : Clubs d'Algérie, Maros, Tunisie, Sénégal, Burkina Faso

*Boîte 38 : Clubs Togo, Benin, Congo Brazza, Cameroun, Niger, Mali, Guinée, Nigéria,
Côte d'Ivoire, Ghana, Niger, Centre Afrique, Ethiopie, Haïti*

Boîte 39 : Séminaires internationaux CPN – Liste adhérents – campagne Arbres à palabres

Carton 7 : Observatoire des clubs

*Boîte 40 : Liste des adhérents année 1985 à 2014 –Année 2004 -2009 - 2011-2014 /
Enquête 1995 – Enquête club en milieu urbain 1997) – les clubs en 1999 — Enquête ISA
juin 2001 – Statistiques 2002 – 2003 - 2004- 2014*

Boîte 41 : Malle d'accueil des nouveaux clubs 2010-2017

Boîte 42 : Adhésion 2003-2004

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Boîte 43 : Adhésion 2004-2005

Boîte 44 : Assurance CPN MAIF 91 à 03

Conseil d'administration, assemblée : comptes rendus (1985-2018)

Boîte 46 à 49 .0,60 ml

Carton 8 CA et AG Séminaire

Boîte 46 : PV de CA et Bureau 1989 à 1997

Boîte 47 : PV de CA et Bureau 02-1992 à 11/2012

Boîte 48 : Séminaire réflexion (1994-96-98-00) / Gestion interne, réunion salariés 1996 à 2003

Boîte : 49 Gestion interne et réunions de salariés 2002 à 2008

Comptabilité générale 85 à 2010 (0,20 ml).

Carton 8 Boîte : 50 Compte : FCPN 85-89 / 92 à 2010

Correspondance : Courrier adhérents, abonnées et clients de la Boutique de publications (1984-2005)

Boîte 51 à 68 2ml

Carton 9 envoi Gazette clubs et abonnés

Boîte 51 : Abonnement gazette 1984 à 87

Boîte 52 : Abonnement gazette + vente 1988

Boîte 53 : Abonnement gazette + vente 1990

Boîte 54 : Abonnement gazette 1991

Boîte 55 : Abonnement gazette 1994 à 2001 + relance

Boîte 56 : courrier activité info Club 2003-2004

Carton 10 : vie des clubs 1/2

Boîte 57 : Courrier des clubs 84 à 87 + 89

Boîte 58 : Courrier des clubs 90-91

Boîte 59: Courrier des clubs 95

Boîte 60 : Courrier des clubs 96

Boîte 61 : Courrier des clubs 1997 + demande de doc

Carton 11 : Vie des clubs 2/2

Boîte 62 Journaux club 1/2 1985 à 1991

Boîte 63 : Journaux club 2/2 1985 à 1991

Boîte 64 : Projets club 1996 à 2005

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Boîte 65 : Courriers club 1992 à 1995 et journaux

Carton 11 : Réseau régionaux de 1998 à 2005

Boîte 66 : Réseaux Régionaux de 1998 à 2004

Boîte 67 : 1999 à 2003 Région Centre + le Puys

Boîte 68 : 1999 à 2003 Région Pays de la Loire / PACA/ Presse champagne Ardennes

Rencontres des clubs: dossiers de montage, 1985 à 2013

Boîte 68 à 75 : 0,8ml

Carton 12 Fête CPN

Boîte 69 1985 Céré la ronde

Boîte 70 1987 Aureil

Boîte 71 1989 Boulton aux bois

Boîte 71 1991 Launaguet (31)

Boîte 72 1993 Onzain

Boîte 73 1993 Spicheren Moselle

Boîte 74 1997 Frouville 1999 Belle garde en Forez + Fête CPN Mode d'emploi

Boîte 75 2001 Marolle (loi et cher) 2003 Chauve (44) 2005 Mouscron (Belgique) 2007 Saint Bazille 2009 Saint Laurent de Brevedent (76) 2011 Saint Martin d'Uriage (39) 2013 Marolle

Actions FCPN : campagnes, journées d'action, formation, camps

Boîte 76 à 85 + 91 à 96 2ml

Carton 13 Action FCPN 1/3

Boîte 76 : printemps des grenouilles 96 / Nuit chouette 95

Boîte 77 : Actions et partenariat divers : « l'odyssée des martinets » / Enquête le Printemps

arrive 85-92 / Printemps vivant / la rivière m'a dit 2000 / Fête de la Nature 2007-2010

Boîte 78 : journée mares, inscription et bilan 98 à 2000

Boîte 79 : Campagne chauvesouris 2002

Boîte 80 : Campagne nature en ville refuge à insectes

Carton Action 14 FCPN 2/3

Boîte 81 : Campagne Agaric Nature en Ville 96

Boîte 82 : Campagne Arbre 2007 à 2009 Doc généraux : presse : Week-end

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Boite 83 : Campagne Arbre Action des clubs par Région 1/2

Boite 84 : Campagne Arbre Action des clubs par Région 2/2

Boite 85 : Campagne Chemin + concoure poésie 2009 à 2004

Carton 16 : Actions Divers 3/3

Boite 91 : Jeunes et Nature Paris 79-85

Boite 92 : ANSTJ 80-86

Boite 93 : Pole Nature Boulton aux bois 92-94 et 08-09

Boite 94 : Camps CPN 1985à2001 / Chantier 1996-2002/ Piste verte (camps et concours

1995-96

Boite 95 : Formation : FNDVA, plaquette programme, dossier subvention 95 à 20015

Boite 96 : Projet 98 à 2008 (Partenariat Nature et Découverte)/

Partenariat Magasin Leclerc / Action Champagne Ardennes : Petite bibliothèque 2000 /doc pédagogique/2008 / Belgique Europ projet éducatifs 1997/ Fonjep 98 à 2007 / /Fond européens pour la jeunesse 1995 /

Divers subventions divers : Pentagonia 1999 / Agence de l'eau 1998 / Champagne Ardennes Active 2006 / Nicolas Hulot 2004

Documentation publications, coupures presse

Boite 86 à 88 + 56 +89-90 0,8ml

Carton 15 : Documents Edition FCPN Gazette

Boite 86 : Gazette des Terriers N°1 à 99 (1977 à 2001) / Mulot N° 3 et 4 /Fiches techniques de la gazette des Terriers 1977 à 1991

Boite 87 : Gazette des Terriers N°100 à 137 (2001 à 2017) Mini-Gazette N° 1 à 20 (1992 à 1997+ Catalogue 1997 à 2018

Boite 88 : Dossier de la gazette des terriers (CT, CTJ, Coloriage, malette etc.....voir liste) 1989 à 2019

Carton 9 Boite 56 : Newsletters Gazette 2013-2016

Carton 16 : Divers finance Presse

Boite 90 : Presse 1985-1999

Boite 89 : Presse 2001-2012

Personnel: Dossiers de salariés (1985-2018)

0,2 ml

Carton 7: Observatoire des clubs

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Boite 45 : Coordinateurs réseaux régionaux Emploi jeunes CNASEA 99-2004 + demande subvention

Fédération de la Seine-Maritime pour la pêche et la protection du milieu aquatique

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

Fédération de la Seine-Maritime pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1941 à aujourd'hui.

2.3. Lieu

11, Cours Clémenceau

76100 Rouen

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901, chargée par l'État de missions d'intérêt général. Elle est donc reconnue comme établissement d'utilité publique, agréée au titre de l'article L141-1 du code de l'environnement relatif à la protection de la nature et de l'environnement.

2.5. Fonctions et activités

Protection des milieux aquatiques :

- en luttant contre la pollution des eaux ;
- en participant à la police de la pêche ;
- en contribuant aux actions qui permettent le respect des zones de reproduction et en œuvrant en faveur du maintien dans les cours d'eau de débit garantissant la vie aquatique et la libre circulation du poisson.

Mise en valeur piscicole :

- Réalisation du plan départemental pour la protection du milieu aquatique et la gestion des ressources piscicoles de Seine-Maritime. (PDPG 76) ;
- Constitution du document d'objectifs Natura 2000 du bassin versant de l'Arques ;
- Aménagement de frayères à brochets, nettoyages de rivières, actions de repeuplement.

Promotion de la pêche :

- Animations et ateliers pêche nature ;
- Sensibilisation à l'environnement auprès des scolaires ;

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- Formation et éducation des jeunes à la connaissance et à la préservation des milieux aquatiques.

2.7. Organisation interne

Bénévoles.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Fédération nationale de la pêche en France (FNPF).

3.2. Type de relations

Association coordinatrice.

3.3. Description de la relation

Construction pyramidale : FNPF, fédération régionale, fédération départementale puis association de pêche.

La FNPF coordonne les actions et assure la représentation nationale des fédérations départementales de pêche, et par leur intermédiaire, celles des associations de pêche.

3.4. Dates de la relation

1947

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Mai 2014

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<http://www.federationpeche.fr/76>

Présentation du contenu conservé par l'association :

Administration (1988-2013) : comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale (1988-2011), correspondance, congrès annuels.

Comptabilité (1987-2013) : bilan, journal de recettes et de dépenses, livre des comptes.

Activités : procès verbaux (2000-2013).

Métrage linéaire : 32 ml.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Présentation du contenu déposé aux Archives départementales de la Seine-Maritime

(320J) :

Administration et composition : comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale (1988-2011), correspondance, congrès annuels.

Comptabilité (1981-1999) : journal de recettes et de dépenses, livre des comptes, balance des comptes, produits des stocks, barèmes transactionnels (1982-1988), extrait de budget (1998), bilans financiers.

Subventions : demande de subventions (1981-2002), demande de subvention présentée par le comité départemental de pêche sportive à coup de Seine-Maritime (2004-2006), demande de subvention de la FDAPP Seine-et-Marne pour l'acquisition de matériel de pêche électrique (1990), demande de subvention présentée par l'APP de Dieppe pour l'aménagement de frayères sur la Varenne (1991), demande de subvention présentée au CSP pour l'acquisition d'un camion pour la pisciculture (1989), demande de subvention présentée par l'APP de Dieppe pour l'acquisition d'un local (1988), circulaire portant sur les modalités d'attribution de subvention pour travaux piscicoles (1999), subvention de travaux piscicoles, circulaires du Conseil Supérieur de la pêche (1990-1993), demande de subvention présentée par l'APP de Dieppe TUC (1987-1989).

Activités (1948-2011) :

Dossiers pêche : médaille d'honneur pisciculture, ouverture et fermeture de pêche (P2), Parc régional de Brotonne, pêche électrique, Le pêcheur de France, Pollution/Loi, Plan départemental de lutte pollution, réserves de pêche, secrétariat et trésorerie, Union des fédérations de pêcheurs, fête de la pêche, dossier antérieur au 30 mai 1981 à l'union, taxe piscicole, véhicules (1975-1980), Conseil supérieur de la pêche, buses d'Arques (1986-1994), études, synthèse de débat (1991), surveillance de la qualité des eaux (1980-2011), synthèse et proposition d'orientation pour une réforme de la politique de l'eau (2003), dossier de presse (1993-1995). Dossier sur les associations agréées pour la pêche et la protection des milieux aquatiques (1948-2006).

Rivières : l'Andelle (1967-2006), l'Arques, pollution de l'Arques, la Bethune, la Bresle (1977-2006), Clères et Cailly (1971-2006), le Crevon, le Dun, la Durdent, l'Eaulne (1978-2006), l'Epte (1980-2006), l'Eure, l'Héranchelles (1969-2006), la Lézarde (1967-2006), l'Aubette et le Robec, la Sâane (1977-2006), Valmont-Ganzeville, la Seine, la Scie, la Varenne, l'Yères (1970-2006), petits cours d'eau (1975-2006).
« *Opérations jeunes* » : pisciculture fédérale opération jeune (1999), opération jeune (1996), liste des AAPPMA (Association Agréée pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatiques) ayant reçu des cartes de pêche jeunes (1995).

Vocation piscicole : annuaire de données piscicoles, schéma de vocation piscicole et halieutique de la Seine-Maritime (1991), notes d'information, schéma de vocation piscicole de l'Eaulne SDVP, synthèse du schéma des vocations piscicoles et halieutiques de l'Aube (1985-1987), schéma départemental de vocation piscicole (1984-1985), correspondance (1987), réunion schéma départemental (1988), schéma départemental à vocation piscicole du département de l'Eure (1988), recrutement au titre du schéma de vocation piscicole (1990), réunion du schéma départemental de vocation piscicole (1990-1991).

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Pollutions : tableau de bord du SDAGE (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau) Seine-Normandie, bilan (1977-1998), compte-rendu du service rural d'aménagement des eaux (1980), rapport d'activité de l'agence Seine-Normandie (1992-1995), résultats du réseau hydrobiologique et piscicole (1995), synthèses de données (1997), document introductif pour le débat national pour l'aménagement du territoire (1993), recensement des sites et impacts sur l'environnement (1995), bilan et alternatives des effets de l'extraction des granules alluviales sur les milieux aquatiques (2000), consultation nationale pour une loi sur le littoral, synthèse (1992), bilan de la pollution et proposition d'acquisition pour le littoral normand (1992), bulletin d'information (1997), résultats de mesures de surveillance de la qualité des eaux piscicoles (1980-1982), résultats de mesures du suivi de la qualité des eaux des rivières de Seine-Maritime (1984), carte, campagne de qualité des eaux de rivières de Haute-Normandie (1986), analyses comparatives et propositions réglementaires à propos de la pêche des salmonides migrateurs en Seine-Maritime, cartographies des limites administratives fluviales maritimes et zone d'interdiction de pêche aux débouchés des rivières de l'estuaire de la Seine à la frontière belge (1992), bulletin d'information (1987), qualité sanitaire des eaux de baignade en Seine-Maritime (1994-1997), enquête sur la qualité des eaux de consommation (1994), relations par les médias de la présentation du bilan annuel "qualité des eaux de baignades" (1995-1996), cartes de visite, plaquette.

Rapports sur les pollutions (1986-1991) : recherches (1990), présentation au comité du bassin Seine-Normandie (1986), incidence sur les autres usagers et en particulier sur l'alimentation en eau potable de l'exploitation thermique des nappes (1986), ressources en eau et agriculture (1991), les pollutions accidentelles ayant affecté les eaux libres (1991), groupe de travail spécialisé "protection et gestion des plaines alluviales" et "protection des milieux naturels aquatiques" (1991).
Comptes-rendus : de réunion, d'activité (1993), de camp de surveillance (2003).

Procès-verbaux : pour non respect d'autorisation, d'infraction (1996-1997), de délits divers dressés au titre de la loi pêche (1999), pour pollution (1984-2002), de repeuplement (1988-2009), de contrôle (1994-1995), de prélèvement (1999), différents contentieux (1971-1975), correspondance.

Plan de classement à l'usage des délégations régionales, rapports d'activité du conseil supérieur de la pêche (1990-1997), contribution au débat sur la reconquête des effectifs de pêcheurs.

Enquêtes : hydraulique (1991), sur les pêcheurs (1990-1991).

Correspondance active et passive (1965-1982).

Documentation (1981-2001) :

Synthèse sur les débits des cours d'eau (1984-1993), prévention et indemnisation des risques de pollution industrielle (1991), bilan sécheresse (1992), schéma des vocations piscicoles et halieutiques du département de l'Aisne, comptes-rendus d'activité des agences financières de bassin (1986), la sauvegarde et la restauration du saumon atlantique dans les bassins fluviaux français (1992), qualité des eaux de baignades (2001), rapport annuel sur le prix et la qualité du service public communautaire d'assainissement de l'agglomération rouennaise (2001), carte départementale des objectifs de qualité des eaux superficielles (1997), carte départementale des objectifs des eaux des rivières de Seine-Maritime (1981-1983), suivi de la qualité des rivières de Haute-

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Normandie, compte-rendu de campagnes de surveillance de la pêche des civelles (2002), diagnostic régional de la pollution des eaux par les produits phytosanitaires (2001), enjeux du bassin Seine et cours d'eau côtiers normands (2003), synthèses de données du réseau hydrobiologique et piscicole (1997), livrets sur les zones humides, actes du forum du pôle compétence "Sol et Eau" Haute-Normandie (1998), schéma des services collectifs des espaces naturels et ruraux, profils physico-chimiques et hydro-biologiques.

Législation : projet de loi sur l'eau (1990-1991), projet de loi pêche et modifications (1987-1990), les pêcheurs et leurs droits civiques (1989), journées d'étude et circulaire D001 (1986), application de l'article 5 du décret 85.139, inventaire des barrages de Seine-Maritime (1985), législation notamment sur les rivières à poissons migrateurs truites de mer (1969-1988).

Conseil départemental des risques sanitaires et technologiques (2010-2011) : correspondance, présentation powerpoint, rapport arrêté préfectoral, bilan d'activités, rapports, prescriptions complémentaires, prescriptions techniques.

Métrage linéaire : 27 ml.

Lieux de conservation :

Fédération de la Seine-Maritime pour la pêche et la protection du milieu aquatique

11, cours Clémenceau

76100 Rouen

Pisciculture de la Fédération de la Seine-Maritime pour la pêche et la protection du milieu aquatique

5, chemin de la Roselière

76490 Maulevrier-Sainte-Gertrude

Archives départementales de la Seine-Maritime

42, rue Henri II Plantagenêt

76100 Rouen

Fédération des parcs naturels régionaux

Versement 20030503¹⁰¹⁴

Don d'archives privées

Fédération des parcs naturels régionaux

Sommaire

Art 1-13 : statuts, règlement intérieur, instances dirigeantes. 1970-1995

Art 14-50 : fonctionnement de la fédération : minutier chronologique, budget, Personnel, contentieux, adhésions. 1971-1994

Activités de la fédération

Art 51-83 : relations avec les corps constituants, les ministères, les associations, la conférence permanente des parcs (CPP).

1968-1996

Art 84-98 : relations internationales, relations avec le fédération des parcs naturels et nationaux d'Europe. 1964-1994

Art 99-101 : réflexions et organisation nationale des parcs naturels régionaux.

1975-1984

Art 102-119 : fonctionnement des parcs naturels régionaux : législation, réglementation, budget, personnel, opérations de formation, informatique. 1966-1995

Art 120-144 : aménagement des parcs, tourisme, activités économiques, ethnologie, programmes de recherches inter parcs. 1963-1994

Art 145-150 : mécénat, expositions, salons, colloques, journées d'études, concours.

1966-1993

Art 151-162 : campagnes de communication, publications, revue parcs. 1970-2004

Art 163-166 : projets de parcs, relations avec les parcs naturels régionaux. 1969-1992

Conditions d'accès : accord de la fédération

Nombre d'articles : 166

Métrage linéaire : 17 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

1014 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Federation-des-parcs-naturels-regionaux-1963-543>

Fédération environnement Eure & Loir (FEEL)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

Fédération environnement Eure & Loir

1.3 Autres formes du nom

FEEL

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

Mai 1995-aujourd'hui

2.2. Histoire

La Fédération environnement Eure & Loir (FEEL) a été créée en 1995, suite au décès d'Albine Du Peyrat, présidente de l'Amicale des vallées du bassin de l'Eure et vallées limitrophes et militante très active contre les implantation des carrières dans l'Eure-et-Loir dans les décennies 1970 et 1980.

Cette fédération a été constituée par douze d'associations euréliennes dont Action nature (aujourd'hui dissoute), le Comité de défense du quartier des Moulins Neufs, la Confédération paysanne 28 et l'Union fédérale des consommateurs d'Eure-et-Loir. En tout, trente-deux associations sont ou ont été membre de la FEEL.

La fédération s'est ainsi constituée afin de continuer une action militante relative à la protection de la nature et l'environnement dans le département (dont les carrières).

Gérard Breteaux, membre fondateur de l'association et membre de l'Amicale des vallées depuis l'opposition à un projet d'implantation des carrière à Saint-Georges-sur-Eure, devient en décembre 1995 le premier président de la FEEL. Se succèdent ensuite Jean Moreau (2001-2006 ; 2007-2012), Jacques Le Gall (2006-2007) et depuis janvier 2012 Martine Trofleau.

En tant qu'acteur de la protection de la nature et de l'environnement dans l'Eure-et-Loir, la FEEL a été mobilisée par de nombreux dossiers, dont les plus emblématiques sont :

- La lutte contre le projet de troisième aéroport du bassin parisien qui a durée 9 ans. L'action de la FEEL s'est traduite par l'organisation et la participation à de nombreuses conférences et débats, par la rédaction de documents (dont « dossier de non candidature ») et par des participations à des manifestations et à des délégations (dont l'une au ministère des transports).
- La lutte contre le projet d'autoroute concédée A 154 depuis janvier 2007.
- La lutte contre les boues d'Achères.
- Le Plan départemental d'élimination des déchets ménagers.
- L'élaboration du Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la nappe de Beauce.
- La réouverture aux voyageurs de la ligne Chartres-Orléans.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- Les dysfonctionnements de la Paris-Chartres-Le Mans.

La FEEL soutient et participe également à des combats régionaux et nationaux tels que la mobilisation contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, le Comité Stop TAFTA 28 et des manifestations de passage (Marche contre les OGM, mobilisation contre l'enfouissement des déchets nucléaires à Bure...).

La Fédération décernait également entre 1997 et 2007 les prix symboliques « Blés d'Or » et « Orties ». Ces prix avaient pour objet de mettre en valeur les acteurs ayant fait des actions notables en faveur de l'environnement et à l'inverse de dénoncer des acteurs allant à l'encontre des questions environnementales.

2.3. Lieu

Siège social : mairie de Chartres

Archives historiques de la FEEL et secrétariat (Gérard Breteaux) :

3 rue basse – Berneuse

28 190 Saint-Georges-sur-Eure

Présidence (Martine Trofleau) :

5 rue des Louveries

28 210 Faverolles

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901

2.5. Fonctions et activités

La FEEL est une fédération regroupant une dizaine d'associations ayant pour principe de constituer un rapport de force en sa faveur afin de « défendre l'environnement pour le respect de tous et des générations à venir ».

Les principales actions de la FEEL sont les suivantes :

- défense de l'environnement du département de l'Eure-et-Loir en participant notamment au débat public.
- défense des lignes SNCF du département et pour la réouverture de la liaison Chartres – Orléans
- opposition au projet d'autoroute concédée A 154
- opposition à l'implantation d'un 3^{ème} aéroport du bassin parisien.

Entre 1995 et 2006 la FEEL a publié sous la forme d'une feuille d'information de 2 à 16 pages, un bulletin d'information dénommé « Bulletins infos Environnement 28 ». Ce bulletin informe sur les actions menées par la fédération, et par les associations et acteurs du département soutenus par la FEEL.

Entre 1995 et 1999, six brochures thématiques de 40 pages ont été également publiées (transport aérien ; aménagement du territoire ; protection de la nature et de l'environnement et défense de la faune et flore ; gestion des déchets et carrières ; agriculture et alimentation ; gestion de l'eau des rivières et de consommation).

2.6. Textes de référence

Statuts de 1995, nouveaux statuts de 2017

2.7 Organisation interne

La FEEL a compté jusqu'à 14 associations fédérées. Elles sont actuellement au nombre de 9.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Le conseil d'administration est constitué par l'ensemble des associations membres de la fédération. Chacune d'entre elles est représentée par un délégué.

La FEEL dispose d'un bureau permanent composé de bénévoles.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Associations membres (ou ayant été membres) de la FEEL (dont Action Nature, Amicale des Vallées, Association de défense et de sauvegarde du cadre de vie et de l'environnement de Garnay (ASVEG), le Comité de défense du quartier des Moulins Neufs, la Confédération paysanne 28 , l'Union fédérale des consommateurs d'Eure-et-Loir, Association pour la protection du site et de la salubrité de Voves, Pour la qualité de vie dans le Perche et Dunois, Vivavre).

État et collectivités.

3.2. Type de relations

Participation aux actions de protection de la nature et de l'environnement (associations membres de la FEEL ou amis).

En opposition avec l'État ou les collectivités lorsqu'ils veulent faire aboutir un projet néfaste pour la nature et l'environnement.

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Avril 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français

4.8. Sources

Gérard Breteaux secrétaire actuel du FEEL et ancien Président du FEEL.

Fonds de la Fédération Environnement Eure & Loir (FEEL):

Création :

Statuts : 20 mai 1995, modification de 2017.

Administration et composition :

Conseils d'administrations : comptes-rendus (2002-2018) ;

Rapports moraux, d'activités et financier (2000-2017) ;

Fonctionnement et activités :

Documents d'activités par année (2010-2017) : dossiers de suivis et de travail (avec relations avec les autres associations) ;

Projet d'autoroute A 154. - Projet alternatif de la FEEL (avec dossiers pour l'aménagement et la sécurisation des RN 154 – RN 12 et pour la réouverture aux voyageurs de la ligne SNCF Chartres-Orléans) ; revues de presses de l' A 154 : originaux, récapitulatifs (2007-2018) ; documentation : rapport d'orientation des infrastructures, étude d'impact, rapport des commissaires enquêteurs ;

Dossiers sur le thème de l'eau et déchets ;

Dossier d'opposition au projet de 3e aéroports bassin parisien (dont enquête publique) ;

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Dossier d'opposition au projet de carrière Berneuse (années 1980).

Documentation :

Publications de la FEEL. - Bulletins *infos Environnement 28* et numéros hors séries thématiques (dont gestion de la nature flore et faune, déplacements urbains, carrières et déchets) (0,5 ml) (1995-2006) ;

Revue de l'*Amicale des Vallées* (1978-1995) ;

Coupures de presse ;

Documentation diverse (dont CESER).

Dates extrêmes

1978-2008

Métrage linéaire conservé

Environ 4,0 ml

Stockage bureautique conservé

Non renseigné

Accroissement

Fonds non clos

Mode de classement et état de conservation

Bon état de conservation global, Mise en boîte archives d'une partie du fonds.

Localisation physique

Chez Gérard Breteaux, secrétaire de la FEEL.

3 rue basse – Berneuse

28190 Saint-Georges-sur-Eure

Modalités d'accès

Demande

Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA)

Cote 297J 1-492¹⁰¹⁵

Dates extrêmes

1971-2016

Description matérielle

Le fonds représente 19,70 ml. Les documents sont répartis en 492 articles.

Origine

Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, unité régionale.

Historique

La Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature est créée le 15 juillet 1971, sous l'impulsion de Philippe Lebreton, à partir de quatre associations : le Comité de défense des sites lyonnais ou COSILYO (Ain et Rhône), la Société d'histoire naturelle (Haute - Savoie), la Société pour la sauvegarde des monuments et des sites (Savoie) et la Société des sciences naturelles (Loire). Elle est agréée par le Ministère de l'environnement en 1978 puis reconnue d'utilité publique en 1984. Elle possède l'agrément Jeunesse et Sports et l'agrément Éducation nationale.

En 1996, elle a obtenu l'agrément pour dispenser des formations aux élus locaux.

La fédération se répartit en huit sections départementales : Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie et Haute-Savoie. Elle fédère 212 associations.

Historique de la conservation

Les archives ont été conservées dans les différents locaux administratifs de l'Union régionale de la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature :

- 1971-1995 : 43 boulevard du 11 novembre à Villeurbanne
- 1995-2000 : 32 rue Sainte-Hélène à Lyon
- 2000-2013 : 19 rue Jean Bourget à Villeurbanne
- 2013-2018 : 77 rue Jean-Claude Vivant à Villeurbanne
- À partir de 2018 : 2 rue professeur Zimmermann à Lyon

Modalités d'entrée

Le fonds a été déposé le 22 février 2018 aux Archives du département du Rhône et de la métropole de Lyon par l'unité régionale de la Fédération Rhône-Alpes de la protection de la nature.

1015 Répertoire détaillé http://archives.rhone.fr/accounts/mnesys_cg69/datas/medias/IR_pour_internet/297%20J.pdf

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Présentation du contenu

Le fonds permet de comprendre les missions d'une association de protection de l'environnement. La FRAPNA participe à de nombreuses commissions tant régionales que départementales. Les registres de comptes rendus des assemblées générales et des conseils d'administration (cotes 297J1-2) sont significatifs de l'évolution d'une association de protection de la nature.

La FRAPNA travaille en partenariat avec de nombreux interlocuteurs comme des collectivités territoriales ou des personnes privées pour développer des actions visant à protéger le patrimoine naturel mais surtout à sensibiliser, éduquer et former à la conservation de la nature et de l'environnement. Parmi ces partenariats, on retrouve ceux avec les illustrateurs François Crozat (cotes 297J55-56, 297J66, 297J413-414) et Alexis Nouaihlât (cotes 297J66 et 297J356) ainsi qu'avec le réalisateur Marc Peyronnard (cotes 297J43-44 et 297J434).

Évaluation, tris, et éliminations, sort final

Les documents en double ou illisibles ainsi que les documents liées aux charges sociales qui ont dépassé leur durée d'utilité administrative ont été éliminés. Parmi les archives audiovisuelles, les diapositives en surnombre et les CD illisibles en raison de l'obsolescence matérielle ou logicielle ont été éliminés.

Accroissements

Pas d'accroissement prévu, sauf en cas de nouveau dépôt.

Mode de classement

Les dossiers ont été ordonnés en fonction des missions de la fédération.

Dans une première partie sont rassemblés les documents administratifs de l'association puis dans une deuxième partie, on retrouve les dossiers concernant les différentes missions. Et dans une dernière partie, nous avons regroupé toute la documentation ainsi que les archives iconographiques que l'association a compilée.

Un inventaire a été fait par Monique Bertrand dans les années 1990. En 2017, un récolement a été fait à partir de cet inventaire par Adeline Chanellière et Tiphaine Gaumy

Conditions d'accès

Le fonds n'est pas la propriété du Département du Rhône ou de la métropole de Lyon mais de la Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature.

L'accès aux documents est libre selon la réglementation en vigueur.

Conditions d'utilisation

Conformément au règlement de la salle de lecture des Archives du département du Rhône et de la métropole de Lyon et à la législation sur la réutilisation des données publiques .

Langue des unités documentaires

La langue principale des documents composant le fonds est le français mais l'on retrouve des documents en anglais, en allemand, en espagnol et en russe.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Caractéristiques matérielles et contraintes techniques

Les documents sont sur papier principalement mais l'on retrouve des documents audiovisuels tels que des photographies, des diapositives, des CD et VHS. L'intégralité des données présentes sur les CD et les DVD ont été transférés en tant qu'archives électroniques.

Il est à noter que les bulletins de paies et les cotisations salariales (depuis 1991) ainsi que les rapports d'activités (depuis 2013) sont totalement informatisés et conservés par l'association.

Existence et lieu de conservation des originaux

Archives départementales du Rhône et de la métropole de Lyon.

Existence et lieu de conservation de copies

Présence de copies partielles des dossiers sur l'affaire du canal Rhin (cotes 297J166 et 297J247-255) conservées par le Comité de liaison anti-canal Ile-de-France (CLAC).

Cote :

361J 1-361J255¹⁰¹⁶

Contenu :

Le fonds d'archives est constitué d'archives associatives typiques : statuts, comptes rendus d'instances, bulletins d'information. Ces dernières permettent de retracer l'histoire de la protection de l'environnement dans le Rhône, avec notamment un dossier du COSELYO, contenant comptes rendus de réunions et pièces comptables de 1966 à 1981 (361 J 97).

Une seconde partie intitulée « Pôle nature » rassemble des études et rapports des experts naturalistes dans différents domaines : espace naturel sensible, faune, ressource en eau, forêt et arbres, planification environnementale. Par exemple, la thématique de la préservation et la replantation de haies comporte des données naturalistes de 1945 à 2004 (361 J 116, 121, 152). Seul ce dossier haie remonte à 1945 : il doit s'agir d'un dossier laissé par un bénévole. Les premiers dossiers de ce fonds d'archives remontent à 1966.

Le volet « information et sensibilisation à l'environnement » renferme des dossiers sur les événements organisés ou relayés par l'association, tels que la biennale de l'art animalier (361 J 154-156). Le rôle pédagogique de la FRAPNA auprès du public scolaire est également illustré par les campagnes nationales d'éducation à l'environnement, et la confection de jeux "La forêt m'a dit" et "La rivière m'a dit" et jeu sur l'eau (361 J 235).

Enfin, un fonds documentaire rassemble de belles photographies et diapositives de faune, flore, sites à protéger.

Publication :

Archives du département du Rhône et de la métropole de Lyon

2021

1016 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-Federation-Rhone-Alpes-de-protection-de-la-nature-1945-2019>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Informations sur le producteur :

Comité de défense des sites du Lyonnais (COSILYO)

Fédération Rhône-Alpes pour la Protection de la Nature (FRAPNA) Rhône

France Nature Environnement (FNE) - Rhône

En 1968, le comité de défense des sites du Lyonnais (COSILYO) est créé. Il lutte pour la sauvegarde de la nature et de l'environnement dans un souci de développement durable. En 1972, les associations de ce type en Rhône-Alpes décident de se regrouper en une fédération, la Fédération Rhône-Alpes de Protection de la Nature (FRAPNA). Il y a une antenne dans chacun des 8 départements de la région et le COSILYO devient la section Rhône de la FRAPNA.

L'association France nature environnement (FNE) est la dénomination depuis 2018 de l'association FRAPNA.

Informations sur l'acquisition :

Le fonds a été donné le 1er juin 2021 aux Archives du département du Rhône et de la métropole de Lyon par la FNE Rhône qui le conservait.

Historique de conservation :

Les archives ont suivi l'association dans ses différents déménagements : 39 quai St Vincent à Lyon 1er, 32 rue Ste Hélène à Lyon 2, 114 boulevard du 11 novembre 1918 à Villeurbanne, puis au 22 rue Edouard Aynard à Villeurbanne.

Description :

Mise en forme :

Cet instrument de recherche est un récolement. Les dossiers ont été analysés sans tri interne, puis ordonnés selon trois grands axes :

Gestion administrative ;

Pôle nature et expertise naturaliste ;

Information et sensibilisation à l'environnement.

Conditions d'accès :

L'accès aux documents est libre, sous réserve des dispositions prévues par la loi pour le respect de la vie privée (art. 9 du code civil).

Ressources complémentaires :

Archives du département du Rhône et de la métropole de Lyon

297J FRAPNA, fédération régionale

Archives nationales

217AS Archives de Jean-Pierre Raffin au sein de la FNE

Observations :

La présente introduction et le récolement ont été réalisés en 2021 par Adeline Chanellière et Mahaut Faré, rattachées à la sous-direction des fonds anciens, notariaux, judiciaires et privés.

***Aperçu* des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature**

Organisme responsable de l'accès intellectuel :

Archives du département du Rhône et de la métropole de Lyon

Forum Centre-Bretagne environnement (FCBE)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Forum Centre-Bretagne Environnement

1.3 Autres formes du nom

FCBE

Fédération Centre-Bretagne Environnement

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1991 – aujourd'hui

2.2 Histoire

Forum Centre-Bretagne Environnement, anciennement Fédération Centre-Bretagne Environnement créée en 1991, est une association agréée au titre de la protection de la nature en Finistère, Côtes d'Armor et Morbihan.

2.3 Lieux

Siège social

Mairie de Locarn, 8 place du Centre, 22340 Locarn

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

Les objectifs du FCBE :

Initier une politique de gestion écologique des espaces naturels, notamment en liaison avec le milieu agricole par le recours aux mesures agri-environnementales ;

Impulser une politique des espaces naturels remarquables de l'Argoat par la voie de la maîtrise foncière et d'usage ;

Sensibiliser le grand public à l'intérêt et à la nécessité de protéger le patrimoine naturel du Centre-Bretagne ;

Et plus largement, conduire toutes actions pouvant contribuer à la protection de la nature en Centre-Bretagne.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

<http://www.fcbe-tourbiere.info>

Fonds "Forum Centre-Bretagne Environnement" (FCBE).

Comptabilité : grands livres, bilan, balance, pièces comptables... (1993-2003).

Etudes réalisées par l'association : inventaire des tourbières du Finistère et des espaces remarquables du Centre-Ouest Bretagne, inventaire des espaces naturels de l'intérieur des Côtes d'Armor, inventaire de l'Avifaune du bois du Plessis, pré-inventaire des landes humides et des tourbières, études préalables au conservatoire des tourbières de l'Argoat, études sur les tourbières et les zones humides de Locarn, du Menez-Hom, des Mont d'Arrée, de la vallée du Léguer, de la vallée du Mendy, de La Feuillé, étude sur l'anaplasme et l'ehrlichiose... (à partir de 1987).

Dossiers de l'activité : gestion des tourbières (Argoat, Langazel, Menez Hom, Locarn, Moustereu, landes de Kermadou, sources du Mendy : titres de propriété et actes notariés, convention de gestion, contrat nature, projets, études, plan de gestion, stratégie de conservation, demande de subvention, correspondance..., 1991-2005), appui scientifique dans des comités de pilotage ou scientifique (réserve du Venec, Langazel, Lann Berg Magoar, Groupe Mammalogique Breton-GMB, Mougau, Menez Du, Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux, commission environnement, Bretagne Vivante-SEPNB, Eau et Rivières de Bretagne, agence de l'eau, Fonds de Gestion de l'Espace Rural..., 1991-2004), contrat de baie rade de Brest (rapport, programme, actions..., 1997-2002), Arbres remarquables (fiches inventaires, articles de presse..., 2000-2002), Carrières de Goask en Scignac et de Kaolin à Menez Du en Loqueffret (compte-rendu de réunion, commission départementale des carrières, articles de presse, correspondance..., 2001-2003), Groupe d'Action Locale pour le développement du Centre Ouest Bretagne -

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

GALCOB (compte-rendu de réunion, études, correspondance..., 1998-2004), Conservatoire Régional des Espaces Naturels de Bretagne - CREN Bretagne (statuts, propositions de composition du conseil scientifique, contrat nature, compte-rendu de réunion, fiches opérations, correspondance..., 1996-2002).

Documentation : sur l'eau et les tourbières, chartes éoliennes, cahiers d'habitat en zone humide, conservatoire des habitats naturels DIREN, thèses sur l'écologie, les zones humides, l'environnement, les landes... (1976-1992), "Penn Ar Bed" et "les annuaires et travaux des réserves" de Bretagne Vivante, études de Bretagne Vivante-SEPNB, du Groupe Mammalogique Breton, du Parc naturel régional d'Armorique, du conseil général du Finistère et des Côtes d'Armor, inventaire de Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique - ZNIEFF, diverses publications... (à partir de 1951).

Documents iconographiques : 650 photographies et diapositives non légendées sur les tourbières, les arbres remarquables... (1990-2004).

Enregistrement audiovisuel : quatre cassettes vidéo VHS sur les tourbières et les espaces naturels.

1951-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 15,00 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé dans les locaux de l'association.

Origine

Forum

Centre-Bretagne Environnement

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la Nature et de l'Environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr

France nature environnement (FNE)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

France nature environnement

1.3 Autres formes du nom

FNE, FFSPN

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1968 – aujourd'hui

2.2. Histoire

France nature environnement (FNE) est la fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement. Créée en 1968 sous le nom de Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN), la fédération est née de la volonté de plusieurs associations régionales et nationales de protection de la nature de s'unir pour décupler leurs forces, tout en gardant chacune son originalité et son autonomie.

Entre 1969 et 1971 elle se mobilise pour la sauvegarde du narc de la Vanoise.

La fédération est reconnue d'utilité publique en 1976. Elle est la porte-parole d'un mouvement de 3500 associations, regroupées au sein de 80 organisations adhérentes, en métropole et outre-mer.

Elle est devenue en 1989, France nature environnement (FNE). Le logo de la Fédération est le hérisson, sa signature est « Partout où la nature a besoin de nous ».

2.3. Lieu

Paris

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

France nature environnement est la fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement. Elle est à ce titre la porte-parole d'un mouvement de 3500 associations, regroupées au sein de 80 organisations adhérentes, présentes sur tout le territoire français, en métropole et outre-mer.

La fédération réunit 44 associations territoriales (qui sont souvent elles-mêmes des fédérations d'associations), 14 associations nationales, qui se mobilisent pour une cause environnementale spécifique, et 12 associations correspondantes.

France nature environnement est également membre du Bureau **européen de l'environnement, qui rassemble 140 associations européennes.**

Elle a pour objectifs de :

- « Stopper les causes d'érosion de la biodiversité et la surexploitation des ressources »

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- « Protéger l'homme et participer à la vie démocratique » face aux risques sanitaires environnementaux
- « Changer de modèle de développement »

2.6. Textes de référence

Statuts de l'association.

2.7 Organisation interne

L'association réunit des militants, bénévoles et/ou environ 46 salariés

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.3. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Janvier 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français

4.8. Sources

<https://www.fne.asso.fr/>

4.9 Bibliographie

- J. P. Raffin Daniel Sibony et David Western (sous la dir.), *La nature n'est plus ce qu'elle était*, étude, Éditions de l'Aube, 2002.
- Sophie Bobbé et J. P. Raffin, *L'ABCdaire des ours*, Flammarion, Paris, 1997.
- L'écologie: comprendre la nature : rencontre avec Jean-Pierre Raffin . Lucien Buisson, Jocelyne Pied, Pierre Guérin, réal. . Jean-Pierre Raffin, ill. . interview de Jean-Pierre Raffin, Cannes la Bocca : Coopérative de l'enseignement laïc, 1987
- Connaître les plantes protégées [sous la dir. de J. P. Le Duc et J. P. Raffin] Paris : Fédération française des sociétés de protection de la nature, 1986
- Les cahiers rationalistes n° 274 :La Vanoise et les parcs nationaux français, Jean-Pierre Raffin et Roland Platel, 1970
- Les cahiers rationalistes n° 265 :Plaidoyer pour la zoologie Jean-Pierre Raffin et Roland Platel, 1969

Premier don aux Archives nationales

n° versement 217AS¹⁰¹⁷

Fonds de France nature environnement (FNE)

1941-2003

Historique de la conservation

L'ensemble des dossiers de France nature environnement situé au siège de l'association ainsi qu'à l'université Paris VII-Denis-Diderot. ont été inventoriés par Jean-Pierre Raffin.

Ce don a été réalisé en collaboration avec l'Association pour l'histoire de la nature et de l'environnement (AHPNE)

1017 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/217AS-Fonds-de-France-nature-environnement>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Mode de classement

Le plan de classement du fond correspond à celui mis en place par Jean-Pierre Raffin. Classement par thème.

Présentation du contenu

Ce fonds concerne les activités de France nature environnement ainsi que des interventions de Jean-Pierre Raffin. Les domaines abordés sont les suivants : barrages, chasse, études d'impact, enquêtes publiques, lois et directives sur la protection de la nature, marées noires, ours, parcs nationaux, piste d'atterrissage de Terre-Adélie, prises de position des partis et hommes politiques sur l'environnement

2ème don aux Archives nationales

Conseils d'administration, assemblées générales, réseaux, publications, 1967-2021 ¹⁰¹⁸

Historique de la conservation

L'ensemble des dossiers de France nature environnement situés 3, Rue de la Lionne à Orléans ainsi qu'au 81-83 bd Port-Royal à Paris. Ce don a été réalisé en collaboration avec l'Association pour l'histoire de la nature et de l'environnement (AHPNE www.AHPNE.fr)

Mode de classement

Le plan de classement du fond correspond aux activités de FNE

Accroissement

Fonds non clos

Présentation du contenu

Ce fonds concerne le fonctionnement de France nature environnement ainsi que des réseaux.

Modalités d'entrée

Don

Conditions d'accès

Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine.y

Description physique

15 ml

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

1018 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-FNE-Conseils-d-administration-assemblees>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Affiches de FNE, 2009-2018 ¹⁰¹⁹

Historique de la conservation

France nature environnement a conservé au siège une collection d'affiches dans de bonnes conditions. Toutes les affiches sont datées.

Mode de classement

France nature environnement a conservé au siège une collection d'affiches dans de bonnes conditions. Toutes les affiches sont datées.

Accroissement

Fonds non clos

Présentation du contenu

Ce fonds concerne des affiches produites par France nature environnement.

Modalités d'entrée

Don

Conditions d'accès

Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine.

Description physique

38 affiches

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

Sources complémentaires

Répertoire numérique détaillé du versement 217AS¹⁰²⁰: Activités de France nature environnement (1941-2012)

¹⁰¹⁹Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Collection-d-affiches-de-France-nature>

¹⁰²⁰<https://ressources.histoire-environnement.org/217AS-Fonds-de-France-nature-environnement>

FNE a fait un don de leurs archives aux Archives nationales en 2017. L'ensemble des dossiers de France nature environnement situés au siège de l'association ainsi qu'à l'université Paris VII-Denis-Diderot ont été inventoriés par Jean-Pierre Raffin.

Ce fonds, correspondant à 298 dossiers et couvrant la période 1941-2012, concerne les activités de FNE ainsi que des interventions de Jean-Pierre Raffin. Les domaines abordés sont les suivants : barrages, chasse, études d'impact, enquêtes publiques, lois et directives sur la protection de la nature, marées noires, ours, parcs nationaux, piste d'atterrissage de Terre-Adélie, prises de position des partis et hommes politiques sur l'environnement

Ce don a été réalisé en collaboration avec l'Association pour l'histoire de la nature et de l'environnement (AHPNE). Il sera accompagné d'un entretien avec Jean-Pierre Raffin. Il est disponible aux Archives nationales. Le descriptif du fonds est consultable sur le site ainsi que sur celui des Archives nationales et du ministère de la transition écologique et solidaire.

Une journée d'étude, "Les associations de protection de la nature face à leur mémoire: amnésie ou transmission ?" a été réalisée le 6 avril 2018 sous l'égide des Archives nationales, de FNE, de l'AHPNE et du comité d'histoire du ministère de l'environnement. Les enregistrements vidéo sont disponibles sur Dailymotion.

France nature environnement Centre Val-de-Loire (FNE CVL)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

France nature environnement Centre Val-de-Loire

1.3. Autres formes du nom

FNE CVL

FRAPEC (ancien nom, 1980 - 1987)

Nature Centre (ancien nom)

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1980 - aujourd'hui

2.2. Histoire

France nature environnement Centre Val-de-Loire, est une association Loi 1901 fédérée à France nature environnement¹⁰²¹. Elle a été fondée le 15 février 1980 (date de la déclaration à la préfecture du Loiret) sous la dénomination « Fédération régionale des associations de protection de l'environnement du Centre » (FRAPEC). Cette création résulte du regroupement de six associations départementales qui décidèrent de créer une nouvelle structure dans la région Centre, afin coordonner leurs actions et communiquer sur les dossiers pluridépartementaux qu'elles suivent.

La première décennie de l'association est marquée par son engagement militant.

Ainsi, au début de la décennie 1980, deux préoccupations environnementales majeures concernent le Val-de-Loire et la Loire en particulier. La première est celle de l'important développement du nucléaire. Tandis que les réacteurs des premières centrales de la région produisent leurs premiers kilowatts, ceux de la seconde génération sont en cours de construction à Chinon, Saint-Laurent, et Dampierre-en-Burly. L'autre sujet préoccupant de l'époque est l'aménagement hydraulique du fleuve. L'Association nationale pour l'étude de la communauté de la Loire et de ses affluents (ANECLA) réclame pas moins de 15 ouvrages. L'État accorde alors des crédits, notamment pour éviter aux centrales qui sont de grosses consommatrices d'eau de se retrouver « à sec ».

Très préoccupée par ces enjeux et leurs conséquences sur l'environnement ligérien, la toute jeune FRAPEC organise en novembre 1980 à Tours le colloque « L'écologie et l'aménagement de la Loire » qui fut l'événement fondateur de la fédération. L'objectif est d'établir un « bilan des connaissances sur les différents paramètres écologiques du bassin de la Loire » afin que ceux-ci soient pris en compte « dans les opérations d'aménagement et de gestion du fleuve ». Grâce à l'organisation de ce colloque, la

¹⁰²¹France nature environnement a été créée en 1968 sous le nom de Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN).

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

FRAPEC est désormais reconnue. Dans le contexte des « états généraux de l'environnement » dans toutes les régions décidés en 1981 par le gouvernement, la jeune fédération est alors sélectionnée pour organiser ceux de la région Centre. Ils se tiennent en 1982 à Orléans. La FRAPEC s'organise et embauche ses 2 premiers salariés en qualité d'objecteurs de conscience.

En 1983, la FRAPEC édite la première « feuille de liaison », destinée à maintenir le lien entre des membres disséminés à l'échelle régionale. L'année suivante, cette publication évolue et laisse sa place à « Nature Environnement en région Centre ».

Entre-temps, l'engagement militant de la FRAPEC relatif à la Loire se poursuit en raison de l'accélération du programme hydraulique. Après le refus qu'un siège soit accordé à la fédération au sein du récent Etablissement public pour l'aménagement de la Loire et de ses affluents (EPALA), créé par l'État, un accord tripartite est signé en février 1986 entre l'EPALA, l'État et l'Agence de bassin Loire-Bretagne. En réaction, la FRAPEC lance l'idée d'un outil de combat spécifique à la Loire. Ainsi, née le 14 juin 1986 Loire Vivante, dont l'objectif est de rassembler le maximum d'acteurs écologistes. La FRAPEC assure la coordination par l'intermédiaire de son représentant Jean Louis Sénotier, puis par une permanente biologiste de formation, Christine Jean. La stratégie de Loire Vivante évolue très rapidement. Elle ne consiste plus seulement à opposer des arguments « naturalistes » (comme la protection des sternes), mais de démontrer méthodiquement l'argumentaire technique et scientifique de l'EPALA. Dans cet objectif, Jean-Louis Sénotier fait rentrer à Loire Vivante Bernard Rousseau, un scientifique, membre du Comité de bassin Loire Bretagne, et Vice-président de la FRAPEC. Le travail des dossiers et la sensibilisation des journalistes permettent de mettre en lumière le combat Loire auprès de la presse. Par l'intermédiaire de la FRAPEC - devenue entre-temps Nature Centre -, Loire Vivante sensibilise également les journalistes avec des présentations d'arguments techniques et de documentations, organise de nombreuses visites des déversoirs, des vils inondables et des repères de crues, et informe sur le réseau associatif qui œuvre depuis le Mont Gerbier-de-Jonc jusqu'à l'estuaire de la Loire.

En 1989, Nature Centre organise avec Loire Vivante pendant 15 jours l'opération des « Marcheurs de l'eau » qui rencontre un énorme succès¹⁰²².

En février 1990, Loire Vivante est reçue par Michel Rocard à Matignon et présente ses revendications. Bernard Rousseau, président de Nature Centre, est présent et remet au Premier ministre deux flacons d'eau d'un vert éclatant, puisée dans les barrages de Villerest et de Grangent, fortement eutrophisés. Impressionné par le niveau de pollution de ces barrages, le Premier ministre s'y référera souvent dans ses décisions.

En août 1990, se renouvelle pendant 15 jours l'opération des « Marcheurs de l'eau » qui se termine par le dynamitage symbolique de l'effigie du barrage de Poutès Monistrol, obstacle à la migration des saumons, suivi d'une fête sur le site de Serre de la Fare.

En septembre 1991, Nature Centre organise la fête de l'eau à Orléans en bord de Loire. Théodore Monod préside la manifestation. Au cours de cette fête une pyramide de 3 mètres de haut est construite, sur laquelle des échantillons d'eau polluée, prélevés en rivières ou en sortie des stations d'épuration ou ailleurs sont installés.

1022 Portée à dos d'homme vers la mer, l'eau de la Loire est prélevée à chaque étape depuis les sources du Mont Gerbier de Jonc jusqu'à son estuaire à Nantes.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Le début de la décennie 1990 annonce une nouvelle période pour Nature Centre ; celle de l'institutionnalisation progressive de la fédération. Si de nombreux « naturalistes » s'étaient transformés en militants ligériens, d'autres ne se retrouvaient pas le combat Loire. Ainsi, tout en gardant un œil sur la Loire, de nouvelles thématiques sont découvertes (Air, Énergie, Déchets, ...).

Le président de Nature Centre, Bernard Rousseau, annonce son départ en février 1991 et devient administrateur de France nature environnement (puis Président de mars 1999 à décembre 2004). En parallèle, un directeur est embauché à Nature Centre pour piloter les projets et coordonner les actions de la fédération.

Depuis la fin de la décennie 1980, Nature Centre s'implique dans la création et le lancement d'un conservatoire régional du patrimoine naturel pour la région Centre. Ce projet aboutit en 1990 avec la création d'un Conservatoire sous la forme d'une structure indépendante assurant la gestion et la protection des espaces naturels, réputés pour leurs qualités biologiques ou esthétiques.

L'année suivante la région Centre crée sa propre direction de l'environnement qui a pour objectif de guider la politique de la région en matière d'environnement. Daniel Muselet, ancien président de Nature Centre, en est le premier directeur. Une politique contractuelle voit alors le jour. Dans ce cadre Nature Centre se voit proposer des « contrats verts » (pour la réalisation d'études, de chantiers sur le terrain, d'actions pédagogiques en direction du public ou des scolaires) par la Région.

Toujours en ce début des années 1990, deux nouvelles structures voient le jour : la Direction régionale de l'environnement (DIREN) et la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et l'environnement (DRIRE). Ces nouveaux acteurs sont appelés bien souvent à prendre des décisions, et les écologistes se positionnent en partenaires à même d'apporter une expertise technique. Nature Centre apprend ainsi à s'institutionnaliser, en s'asseyant dans les commissions, au milieu des fonctionnaires de l'État, où elle est censée apporter son expertise technique aux cotés de lobbies (agriculture, chasse,...).

En 1994, l'État et l'EPALA co-signent le Plan Loire Grandeur Nature (1994-2000), qui représente un tournant dans l'histoire du fleuve. Si un volet hydraulique subsiste, il n'est plus question de chercher à « dompter » la Loire (le Plan 2 (2000-2006), portant la marque de Dominique Voynet, mettra l'accent sur la reconquête des milieux naturels et après un échec en 1999, la Loire est finalement inscrite au Patrimoine de l'Humanité le 30 novembre 2000, lors d'une assemblée de l'UNESCO à Cairns).

De 1994 à 1996, Nature Centre participe à l'élaboration du plan régional des déchets spéciaux avec la DRIRE. Il s'agit de s'impliquer dans la rédaction de ce plan, d'étudier notamment l'implantation d'un « Centre de stockage de déchets ultimes stabilisés » (CSDUS) dans la région Centre. Un partenariat avec la société France Déchets sera formalisé le 29 avril 1996 par une convention pour 3 ans incluant une participation financière en échange de laquelle Nature Centre s'engage à mener des actions de sensibilisation sur les déchets auprès du public dans la région. C'est la première fois que Nature Centre se lie à une société privée. Pour autant, une polémique naît autour d'un projet de création de centre à Charenton dans le Cher par France déchets. « L'indépendance » de Nature Centre est alors mise en doute, puis le 15 décembre 1997, la fédération dénonce la convention avec France Déchets.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Dans le contexte de la loi de 1996 sur le niveau de pollution et la qualité de l'air dans les agglomérations de plus de 100.000 habitants, Nature Centre participe à la création de LIG'AIR, le 27 novembre 1996 (association mandatée pour assurer la surveillance de la qualité de l'air dans la région Centre).

En 1997, Nature Centre lance l'idée d'un rassemblement du monde associatif de l'environnement sur un seul lieu. Ainsi sont notamment pressentis, la Fédération nationale des conservatoires du patrimoine naturel, le Conservatoire régional du patrimoine naturel Centre, Nature Centre et le Groupe régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement Centre. De plus, après un soutien de l'État, de la Région, de la Ville d'Orléans, plusieurs projets émergent en faveur de la réalisation d'un centre régional de ressources sur le développement durable permettant d'offrir une vitrine aux associations de niveau national et régional œuvrant dans le domaine de l'environnement, et du développement de la formation des acteurs et de la sensibilisation du public. Ce projet évolue, d'abord par la création d'un Écopôle virtuel, puis physiquement avec la création de l'Écopôle au 3 rue de la Lionne à Orléans qui regroupe aujourd'hui dans ces locaux des associations telles que FNE, FNE Centre – Val de Loire et le CEN Centre – Val de Loire et qui fédère un réseau régional d'une cinquantaine d'associations.

À partir de 1999, Nature Centre est particulièrement active dans l'élaboration du Plan régional sur la qualité de l'air (PRQA) et innove en introduisant la notion du risque sanitaire. En parallèle, la fédération réalise une « Expo Air » qui fera, par la suite, le tour de tous les réseaux en France.

En décembre 1999, Nature Centre participe à un séminaire de réflexion sur les milieux naturels, organisé par FNE. La fédération est peu organisée sur ces questions agricoles, en dehors de son réseau « eau » qui travaille sur la mise en place des SAGE. Progressivement Nature Centre avance sur le sujet et met en place un réseau « agriculture » (Nature Centre négociera par la suite avec les agriculteurs pour effectuer un diagnostic d'évaluation de la biodiversité sur les exploitations agricoles et en 2006 une trentaine seront effectués par 3 des associations du réseau par l'intermédiaire de financements de la Région).

Au début de la décennie 2000, Nature Centre affirme sa capacité d'action.

Ainsi, la fédération met à cette période à disposition un centre de prêt d'outils pédagogiques à vocation régionale, sur des thèmes aussi divers que les déchets, l'air, l'énergie, et sur des supports variés (du CD Rom à la mallette pédagogique...). Cependant suite aux restructurations internes, l'outilthèque sera transféré, courant 2008, chez Loiret Nature Environnement qui en assure désormais la gestion.

Toujours au début des années 2000, Nature Centre crée une banque de données sur les habitats et les espèces de la région (ODONAT) qui est toujours utilisée par la majorité des associations fédérées et qui continue d'être alimentée régulièrement. La fédération travaille également à l'inventaire des Zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) de la seconde génération. Au 31 décembre 2004, malgré les problèmes de trésorerie, plus de 350 sites sont proposés par les associations du réseau. Néanmoins en 2005, la convention ZNIEFF entre la fédération et la DIREN n'est pas reconduite.

À partir de 2003, Nature Centre intervient dans la préparation des Plans de protection de l'atmosphère (PPA) et insiste pour que le réchauffement climatique et la prise en compte des émissions de CO₂ y soient intégrés.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

La période du début des années 2000, est pourtant marquée par des difficultés financières pour Nature Centre et le monde associatif en général. En 2002, le gouvernement décide de supprimer les emplois jeunes et incite les associations à se tourner vers les collectivités locales. Le monde associatif est déstabilisé, et en 2005, Nature Centre - qui avait compté jusqu'à dix permanents - est contrainte de supprimer 2 postes et demi. La note suivante apparaît alors dans son rapport d'activités de l'année : « Le désengagement de l'État est également assorti d'une pression très forte pour que les associations de protection de la nature et de l'environnement trouvent les moyens de leur fonctionnement en proposant des « prestations », en intégrant le « marché ». Une telle orientation serait contraire à l'éthique du mouvement associatif, ferait perdre aux militants ce rôle si précieux de médiateur et d'animateur du débat public, pour transformer les associations en bureaux d'études, ou en entreprises de communication à vocation commerciale, désertées par l'engagement citoyen ».

Après les années bouillonnantes de 2000, les subventions ont baissé et la fédération, malgré les nombreuses déclarations sur le développement durable, accuse le coup. Après une diminution importante du personnel, Nature Centre décide de repenser son organisation.

C'est l'objet d'un séminaire interne de février 2008 qui oriente son action en concentrant d'une part son rôle de coordination auprès de ses associations fédérées et d'autre part en revendiquant clairement son attitude militante. Ainsi, elle choisit de renforcer ses activités autour de trois pôles majeurs que sont la biodiversité, l'agriculture, l'eau. Ces orientations ne laissent pas de côté pour autant des réflexions et des réactions sur le changement climatique, l'énergie et les transports...

C'est ainsi que Nature Centre, devenue entre-temps France nature environnement Centre – Val de Loire, se distingue sur de nombreux dossiers d'actualité : la réduction de l'usage des pesticides, des manifestations contre l'ouverture de l'autoroute A19, sa participation aux plans régionaux santé environnement, sur les déchets spéciaux, sur la qualité de l'air.

Son travail collégial avec ses associations affiliées lui permet de promouvoir plusieurs dispositifs du Grenelle comme la trame verte et bleue, les plans climats territoriaux, la place de l'éolien, la dynamisation de l'agriculture biologique...

2.3. Lieu

3 rue de la Lionne

45000 Orléans

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901

2.5. Fonctions et activités

France nature environnement Centre-Val de Loire (anciennement FRAPEC, puis Nature centre) est la fédération régionale des associations de protection de la nature et de l'environnement en région Centre - Val de Loire.

FNE Centre-Val de Loire est apolitique, affiliée à France nature environnement, sa fédération nationale depuis 1980, et agréée pour la protection de l'environnement depuis

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

1984. Forte des 16 associations locales qui lui sont affiliées, elle est reconnue comme l'interlocutrice des collectivités et administrations en région Centre-Val de Loire.

Au travers de ses différentes missions, la fédération s'est donnée pour objectifs la protection et la conservation du patrimoine naturel ainsi que la restauration de la biodiversité dans une perspective de développement durable en proposant, favorisant et accélérant les démarches et en assurant le relais de la connaissance scientifique.

Pour parvenir à ses objectifs :

- La Fédération fait émerger des projets d'ampleur régionale poursuivant les buts précédemment cités.
- Elle assure une mission d'animation et de coordination avec chacune des associations affiliées pour les accompagner dans la mise en œuvre de la déclinaison des projets régionaux sur leur territoire d'action.
- Elle participe aux débats publics en faisant part de sa position et en étant force de proposition. Les solutions qu'elle apporte visent toujours à préserver et protéger l'environnement (FNE Centre Val-de Loire siège dans plusieurs organismes consultatifs tels que le Comité de Bassin Loire-Bretagne et le Conseil économique, social et environnemental de la région...).
- Par l'intermédiaire de la rédaction et de l'élaboration d'outils de communication, FNE Centre-Val de Loire œuvre à la sensibilisation du grand public et des professionnels sur de nombreuses thématiques (usage des produits phytosanitaires, plantes invasives, biodiversité animale et végétale...).

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

France nature environnement Centre Val-de-Loire dispose d'un conseil d'administration comptant actuellement 29 membres, représentatifs et issus des 16 associations qui la composent.

Le Bureau de FNE Centre Val-de-Loire se compose de huit membres, dont l'actuel Président Samuel Senave.

FNE Centre Val-de-Loire dispose de cinq salariés permanents, dont l'actuelle Directrice Lucile Pierrard.

Les présidents successifs de la fédération sont les personnalités suivantes :

- Jean-Paul Thévenin (1980-1982)
- Jean-Louis Senotier (1983-1984)
- René Pecherat (1985-1987)
- Daniel Muselet (1988)
- Bernard Rousseau (1989-1991)
- René Pecherat (1991-1994)
- Guy Janvrot (1995-1998)

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- Bernard Rousseau (1999-2001)
- Guy Janvrot (2001-2017)
- Samuel Senave (2017 - aujourd'hui)

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

France nature environnement Centre Val-de-Loire entretient les relations suivantes :

- Membre du réseau national France nature environnement.
- Composée d'un réseau de seize associations, réparties dans l'ensemble de la région Centre – Val de Loire et qui ont, de par leur histoire et leur contexte local, chacune leur spécificité et leurs domaines de compétences privilégiés, mais se coordonnent au sein de la fédération dans l'objectif de protéger la nature et l'environnement : l'AVERN, le CDPNE, la CERCOPE, Corbeaux Gâtinais Nature, Eure-et-Loir Nature, Indre Nature, Loiret Nature Environnement, LPO-Touraine, Loir-et-Cher Nature, Mardiéval, Mauves Vivantes, Nature 18, Perche nature, la SEPANT, Sologne nature Environnement, Société française d'orchidophilie Centre-Loire.
- Partenariats avec notamment le Conseil régional Centre-Val de Loire, l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA), , ÉcoPôle de la région Centre – Val de Loire, Agence régionale de santé, Direction régionale de l'environnement, aménagement et logement Centre-Val-de-Loire, Direction régionale de l'agriculture et de la forêt Centre-Val de Loire.
- Représentation dans des instances extérieures, dont : le Conseil économique social et environnemental, le Mouvement associatif, le Comité de suivi des fonds européens, le Comité régional d'attribution des aides de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME,) l'Observatoire régional d'énergie, Lig'Air, la Commission régionale de la forêt et du bois, le Conservatoire d'espace naturels de la région Centre-Val de Loire, le Comité de bassin Loire-Bretagne, le Comité de pilotage éolien de la région Centre-Val de Loire, le Groupe de concertation nitrates.

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Décembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Samuel Senave, Président de FNE Centre – Val de Loire et administrateur à Sologne nature environnement.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Guy Janvrot, Vice-président de FNE Centre – Val de Loire, ancien président de FNE Centre – Val de Loire et Administrateur à Loiret nature environnement

Site : <http://www.fne-centrevalde Loire.org/>

Présentation du contenu conservé par France Nature Environnement (FNE) Centre Val-de-Loire et Guy Janvrot :

- **Fonds FNE Centre Val-de-Loire conservé au sein de son siège 3, rue de la Lionne à Orléans (1980-2017) (environ 10,0 ml)¹⁰²³**

Administration et composition :

Comptes rendus de Conseils d'administration (1996-1998).

Personnel (1,0 ml) :

Salaires (1993-2003), dossiers de personnels.

Comptabilité :

Livre de compte de la FRAPEC (1980-1984) ;

Comptabilité générale (1994-2017) (4,0 ml). - Grand Livre et bilans financiers (1996-2001), factures (dont ventes) (1996-2017), subventions, impôts, cotisations, talons de chéquiers.

Fonctionnement et activités :

Élaboration du SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Nappe de Beauce (1997-2005) (1,0 ml) : dossiers de réunions et de groupes de travail, études et diagnostics (dont étude préalable de 1999) (1983-2005), courriers, comité de suivi, documents de communication (dont plaquettes et lettres d'information) ;

Dossier de travail sur les pesticides (2003-2008) (0,10 ml) ;

Biodiversité. - Étude et diagnostic dans les exploitations agricoles ; dossier de travail relatif à l'élaboration du livre rouge ; inventaires ZNIEFF.

Documentation

Publications diverses de la FRAPEC, Nature Centre et FNE Centre – Val de Loire : « Recherches naturalistes », « Annales biologiques du Centre : mammalogie », (1985), brochures et plaquettes FNE CVL, documents de sensibilisation divers ;

Affiches ;

Banderole ;

Photographies et diapositives (0,50 ml) ;

Mémoires sur les mares et zones humides ;

Documentation diverse (dont inondations et crue de la Loire (décennie 1990)).

¹⁰²³La majeure partie des fonds de FNE Centre – Val de Loire ont été détruits vers 2007, lorsque la fédération était en proie avec d'importantes difficultés financières et menacée de perdre ses anciens locaux.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

• Fonds d'archives numériques FNE Centre Val-de-Loire « Guy Janvrot » (1996-2017) (16 Mo)¹⁰²⁴

Administration et composition, vie statutaire :

Statuts de Nature Centre (1997) ;
Adhésion au Graine Centre (1997) ;
Règlement intérieur de Nature Centre (1998) ;
Projet fédéral Nature Centre de l'année 2005 ;
Rapport d'activités de l'année 2006 ;
Information de Guy Janvrot sur la refondation de Nature Centre (2007) ;
Séminaire de Nature Centre de 2008 à l'abbaye de Seully : compte-rendu ;
Projet politique de Nature Centre (2009).

Correspondance :

Courriers de Nature Centre - FNE CVL, dont : à la DRAF (2006), au Préfet de région au sujet des biocarburants (2006), au Préfet de région au sujet de la qualité de l'environnement et du développement durable (2006) ;

Lettre de Bernard Rousseau à Monsieur Gayssot, Ministre de l'Équipement, du Transport et des Logements au sujet de l'aéroport de Beauvilliers (15 mars 2000).:

Charte entre Nature Centre et le Conservatoire du Patrimoine Naturel de la région Centre (30 avril 1996) ;

Intervention de Nature Centre au CESR sur la consultation préalable à la réalisation du TGV Tours - Bordeaux (1998) ;

Plate-forme d'orientation du réseau déchets régional de Nature Centre (1998) ;

Propositions de Nature Centre au Conseil régional pour les élections (1998) ;

Réflexion sur le contrat de plan 1999-2004 (1998) ;

Compte rendu de la rencontre avec le SAFER (2010) ;

Accord cadre régional 2010-2012 ;

Contributions de Nature Centre relatives : à l'élaboration d'un plan régional en région Centre (1999), au CDSUS de Charenton-sur-Cher (1999), à l'élaboration du schéma de services collectifs sur l'énergie (1999), au Contrat de plan 2007-2013 (2006), à la stratégie régionale Biodiversité de Nature Centre (2010), au SCRAE (2012), au FEADER (2013) ;

Projet de questions soumis aux candidats lors des élections de 2004 (2004) ;

Projet du « Grand Défi pour la Biodiversité régionale » (2010) : présentation ;

Énergies. - Note sur les interventions de Nature Centre lors de la discussion sur le SSC énergies (1999) ; contribution de Nature Centre pour la région Centre relative aux

¹⁰²⁴Passionné de photographie dès l'âge de 15 ans, et amoureux de la nature, Guy Janvrot a investi son temps de loisir à la préservation de l'environnement en présidant l'association Loiret Nature Environnement (LNE) pendant 6 ans, puis pendant 23 ans, en présidant la fédération régionale Nature Centre - France-Nature-Environnement Centre-Val de Loire (FNE CVL). Guy Janvrot est actuellement administrateur de LNE et Vice-Président de FNE CVL.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

expériences et propositions : document de travail (2000) ; réflexion sur l'émergence de la demande chez les particuliers et sur la sensibilisation et l'information (2006) ;

Étude de faisabilité d'un Parc naturel régional de Sologne par Jean-Pierre Bernagaud (2001) ;

Étude sur le positionnement stratégique de Nature Centre : rapport final (2007) ;

Étude de faisabilité de la mise en œuvre de la stratégie biodiversité en région Centre (2011) ;

Prises de position de Nature Centre, dont : sur le troisième aéroport bassin parisien (2000), sur le projet de plan régional de la qualité de l'air en région Centre (2001), sur l'agriculture (2006), sur les boues des stations d'épuration (2009), sur l'Agence régionale de biodiversité (ARB) (2017) ;

Réflexion et position de Nature Centre pour une Conférence régionale de l'Environnement modifiée (1998) ;

Argumentaire de la fédération Nature Centre dans le cadre de la préparation de la loi sur la biodiversité ;

Discours de Guy Janvrot en tant que Président de Nature Centre (1997-2014) (dont à l'occasion de l'inauguration du SIRFF (Système d'Information Régional sur la Faune et la Flore) et inauguration de l'observatoire régional de la biodiversité).

Documentation produite par Nature Centre – FNE CVL :

Livre Blanc (1997) ;

Lettres d'informations FNE CVL;

Historiques de la FRAPEC - Nature Centre (2008).

Dates extrêmes

1980 – 2017

Métrage linéaire conservé

Environ 10,0 ml.

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné (comprend notamment les comptes rendus des assemblées générales (2010-2017), des vidéos et des publications, disponibles sur le site de l'association)

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Bon état de conservation des archives, situées dans un environnement sain, malgré le manque d'espace de stockage.

La plupart des documents disposent d'un conditionnement.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Localisation physique

3 rue de la Lionne

45000 Orléans

Modalités d'accès

Sur demande :

Courriel : contact@fne-centrevalde Loire.org

Tél. : 02.38.62.78.57

Groupement d'intérêt public Seine-Aval

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

GIP.

1.2. Forme autorisée du nom

Groupement d'Intérêt Public Seine-Aval.

1.3. Autres formes du nom

GIP Seine-Aval.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2003 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

Le programme de recherche scientifique Seine-Aval a été mis en place en 1995 sur l'estuaire de la Seine. D'abord concentré sur le fonctionnement environnemental de l'estuaire, il a évolué vers un programme de recherche finalisée.

Dans son prolongement, le Groupement d'intérêt public Seine-Aval a été créé en 2003 puis, renouvelé en 2007 pour 6 ans et en 2013 pour 8 ans, afin de disposer sur l'estuaire de la Seine d'une interface pérenne, capable de renforcer les collaborations entre chercheurs, gestionnaires et décideurs du territoire.

Un groupement d'intérêt public (GIP) est une structure partenariale qui permet de développer des coopérations entre collectivités publiques et partenaires privés. Les membres décident de mettre en commun leurs moyens pour une durée déterminée et sur des missions précises.

Les limites géographiques du GIP, sont fixées :

- . à l'amont : par le barrage de Poses, le Programme interdisciplinaire de recherches sur l'environnement (PIREN) Seine étant chargé des problématiques en amont du bassin ;
- . à l'aval : au tiers oriental de la Baie de Seine;
- . à tous les bassins versants internes au système estuarien et à leurs milieux.

2.3. Lieux

Pôle régional des savoirs

115, boulevard de l'Europe

76100 Rouen

2.4. Statuts juridiques

Établissement public.

2.5. Fonctions et activités

Le GIP Seine-Aval a pour but de transmettre des données à haute valeur. Il assure, par son pôle scientifique, la maîtrise d'ouvrage des actions de recherche du programme Seine Aval et par son pôle opérationnel, la maîtrise d'ouvrage des applications de la recherche et le transfert des résultats de cette recherche. Le GIP est appelé à contribuer à la réflexion engagée dans le cadre du Plan de Gestion Globale de l'Estuaire de la Seine auquel il apporte son expertise et son savoir-faire opérationnel.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

- . L'Agence de l'eau Seine-Normandie
- . les Grands ports maritimes du Havre et de Rouen,

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- . les conseils régionaux de Basse et Haute-Normandie,
- . les conseils généraux du Calvados, de Seine-Maritime et de l'Eure,
- . l'Union des industriels de la chimie – Normandie,
- . la communauté de l'agglomération Havraise,
- . la communauté d'agglomération Rouen-Elbeuf-Austreberthe.

3.2. Type de relations

Ces 11 membres assurent le pilotage et le financement du GIP Seine-Aval au travers d'un conseil d'administration.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<http://seine-aval.crihan.fr/>

Présentation du contenu conservé par le Groupement d'intérêt public Seine-Aval :

Administration et composition : compte-rendu de conseil d'administration et d'assemblée générale, instances et organigrammes.

Comptabilité : journaux de recettes et de dépenses, bilan, exercices, comptes de résultats, grands livres...

Activités (1999-2014) : études de synthèse, référentiels topographiques, suivis en continu.

Ouvrage « La Seine en Normandie » (2012).

Programmes scientifiques numéros 1 à 16 (1999-2007).

Journal d'information *Comprendre notre estuaire* numéros 2 à 9 (2009-2013).

Synthèses des travaux BEEST (2011).

Bulletin spéciale Seine-Aval *Estuaires Nord-Atlantique : problèmes et perspectives* (2006).

Posters sur les poissons de Seine, panneaux.

Livrets (2007-2012) : *Stratégie d'observation à long terme en milieu estuarien, Biodiversité et restauration dans l'estuaire, Restauration environnementales et reconquête de l'estuaire de Seine, Le Paysage dans l'estuaire de la Seine, partage des visions et des projets, Impacts du réchauffement climatique sur l'estuaire de la Seine, Contamination de l'estuaire de la Seine et notion de risque, Restauration et Reconquête, Outils d'observation et modèles mathématiques.*

Guides : *Le Suivi du zooplancton en milieu estuarien, Le Suivi de l'avifaune en estuaire de Seine, Le Suivi de l'ichtyfaune en estuaire de Seine, L'Étude du macrobenthos.*

Plaquettes (2008-2013) : *État des ressources biologiques, Usages et aménités, Contextes climatique, morphologique et hydro-sédimentaire, Du Bassin à la Seine, L'Estuaire de Seine, Qualité de l'eau et contaminations.*

Fascicule (2009-2014) : *Programme Seine-Aval, la Génotoxicité, Évolution morphologique d'un estuaire anthropisé, Le Benthos, Effet de la contamination chimique, Écologie du copépode eurytemora affinis, Contre Vents et marées, L'Estuaire de la Seine : état de*

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

santé et évolution ; Fascicule de vulgarisation (2010) : *25 Questions sur la contamination en PCB de l'estuaire de Seine*.

Recueils cartographiques (2011) : cartographies des zones riveraines de l'estuaire de la Seine : *Végétation, hygrophylie et connectivités latérales, Nature, état et accessibilité des berges*.

Dates extrêmes : 2003-2014.

Métrage linéaire : 20 ml.

Présentation du contenu conservé aux Archives départementales de la Seine-Maritime (325J) :

Activités (1999-2014) : ouvrage « La Seine en Normandie » (2012).

Programmes scientifiques numéros 1 à 16 (1999-2007).

Journal d'information *Comprendre notre estuaire* numéros 2 à 9 (2009-2013).

Synthèses des travaux BEEST (2011).

Bulletin spéciale Seine-Aval : *Estuaires Nord-Atlantique : problèmes et perspectives* (2006).

Posters sur les poissons de Seine, panneaux.

Livrets (2007-2012) : *Stratégie d'observation à long terme en milieu estuarien, Biodiversité et restauration dans l'estuaire, Restauration environnementales et reconquête de l'estuaire de Seine, Le Paysage dans l'estuaire de la Seine, partage des visions et des projets, Impacts du réchauffement climatique sur l'estuaire de la Seine, Contamination de l'estuaire de la Seine et notion de risque, Restauration et Reconquête, Outils d'observation et modèles mathématiques*.

Guides : *Le Suivi du zooplancton en milieu estuarien, Le Suivi de l'avifaune en estuaire de Seine, Le Suivi de l'ichtyfaune en estuaire de Seine, L'Étude du macrobenthos*.

Plaquettes (2008-2013) : *État des ressources biologiques, Usages et aménités, Contextes climatique, morphologique et hydro-sédimentaire, Du Bassin à la Seine, L'Estuaire de Seine, Qualité de l'eau et contaminations*.

Fascicule (2009-2014) : *Programme Seine-Aval, la Génotoxicité, Évolution morphologique d'un estuaire anthropisé, Le Benthos, Effet de la contamination chimique, Écologie du copépode eurytemora affinis, Contre Vents et marées, L'Estuaire de la Seine : état de santé et évolution* ; Fascicule de vulgarisation (2010) : *25 Questions sur la contamination en PCB de l'estuaire de Seine*.

Recueils cartographiques (2011) : cartographies des zones riveraines de l'estuaire de la Seine : *Végétation, hygrophylie et connectivités latérales, Nature, état et accessibilité des berges*.

A noter :

Présents uniquement en version numérique : posters des poissons de Seine, dépliant, panneaux.

Des compléments d'informations ou des plaquettes manquantes en version papier sont présentes en version numérique.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Métrage linéaire : 0,50 ml.

Lieux de conservation :

G.I.P. Seine-Aval

Pôle régional des Savoirs

115, boulevard de l'Europe

76100 Rouen

Archives départementales de la Seine-Maritime

42, rue Henri II Plantagenêt

76100 Rouen

Groupe nature caudacien

Versement 98 J

Fonds du Groupe nature caudacien

1969 - 1995

Présentation du contenu

Dossier sur des recherches archéologiques effectuées à La Queue-en-Brie (photographies, coupures de presse, cahiers de fouilles, correspondances, notes diverses, inventaires d'objets. Statuts, composition, comptes-rendus d'assemblés générales et correspondance de l'association. Documentation écologique : retraitement des déchets, qualité de l'environnement, actions ciblées telles que la pollution du Morbras, les incendies du Bois Notre-Dame. Documentation sur la géologie, l'astronomie, la zoologie. Documents sur les activités politiques et professionnelles de Guy Pesier : correspondances, bulletins municipaux ou émanant du Centre hospitalier "Les Murets", tracts électoraux, politiques ou syndicaux.

Historique du producteur

Groupe Nature Caudacien, fondé par Guy Pesier, en 1969, à la suite d'expositions annuelles à l'hôpital des Murets ou au village. Axé sur la sauvegarde de la nature (bagueage des oiseaux, pose de nichoirs, nettoyage de la rivière Morbras...), le groupe s'oriente aussi vers la découverte et la sauvegarde patrimoniale.

Modalités d'entrée

Don

Conditions d'accès

Application de la loi sur les archives

Autre(s) instrument(s) de recherche

Répertoire numérique, Charlette Maniez, Créteil, 1998, 11 p.

Description physique

4,50 ml

Lieu de conservation

Archives départementales du Val-de-Marne

Haute-Normandie nature environnement (HNNE)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Haute-Normandie nature environnement.

1.3. Autres formes du nom

H.N.N.E.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2000 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

Haute-Normandie nature environnement est une fédération des associations de Haute-Normandie de protection de la nature et de l'environnement.

Fondée en 2000, elle regroupe près de 80 associations sur l'ensemble de la région (Seine-Maritime et Eure).

H.N.N.E. s'est constituée sous l'impulsion de personnes engagées sur un objectif commun : la protection de la nature et de l'environnement régional.

Membre de France nature environnement, fédération française reconnue d'utilité publique, elle intervient tantôt en qualité de lanceur d'alerte afin de mobiliser l'opinion publique ou des décideurs locaux devant des dossiers primordiaux ou des projets dangereux et de faire reconnaître les préoccupations en matière d'environnement.

2.3. Lieu

Pôle Régional des Savoirs

115, Boulevard de l'Europe

76100 Rouen

2.4. Statuts juridiques

H.N.N.E est agréée au titre de l'article L 141-1 du Code pour la protection de la nature et de l'environnement et au titre du Ministère de la Justice.

2.5. Fonctions et activités

HNNE fédère un mouvement diversifié d'associations de terrain, d'associations régionales spécialisées, investies sur un ensemble de thématiques bien définies : faune, flore, espaces naturels, biodiversité, risques industriels, santé, eau, air, déchets, transports, énergies, patrimoine, développement durable...

En tant que fédération régionale, H.N.N.E. a pour but d'animer le réseau associatif, et d'assurer un rôle de représentation de la société civile dans diverses instances pour

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

apporter sa contribution, permettant ainsi d'enrichir les politiques publiques par la prise en compte des préoccupations environnementales.

Elle a pour principaux objectifs :

- d'agir pour la protection de l'environnement en étant force de proposition à chaque échelle du territoire régional ;
- de coordonner et structurer le mouvement associatif par la diffusion d'informations, en servant de relais de la fédération nationale France Nature Environnement, en se positionnant à l'échelle régionale sur les grandes problématiques environnementales ;
- de soutenir et d'accompagner les actions de ses associations membres ;
- de représenter les associations auprès de l'administration et des collectivités et de contribuer à la construction de politiques publiques durables ;
- d'éduquer, de former, et de sensibiliser les citoyens ;
- de saisir les tribunaux lorsque le droit de l'environnement est bafoué.

Chaque année, H.N.N.E. réalise 4 projets de sensibilisation à la nature dont :

Les rencontres du Hérisson, programme de plus de 420 sorties nature, gratuites et réalisées sur le terrain par les bénévoles des associations membres de la fédération ;
« Que deviennent nos Hirondelles ? » : enquête unique qui permet le comptage des nids occupés sur le territoire haut-normand en constituant un réseau d'observateurs pour mesurer leur évolution et sensibiliser la population à la protection de ces espèces menacées.

Pour dynamiser le réseau, l'association multiplie les échanges de savoirs et d'expériences par la diffusion d'informations, l'organisation de réunions, de formations ou la conduite de projets communs.

2.7. Organisation interne

1 salarié

80 associations membres d'HNNE

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

France nature environnement ;

Groupement national des employeurs associatifs.

3.2. Type de relations

Membre du réseau.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Septembre 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<http://www.hnne.fr/>

Présentation du contenu :

Administration et composition (2000-2014) : comptes-rendus de conseil d'administration et de d'assemblée générale (2000-2014), dossiers de gestion du personnel, correspondance.

Comptabilité (2000-2014) : comptes de résultats, journaux de recettes et de dépenses, demandes de subventions, correspondance, pièces justificatives.

Correspondance (2010-2014).

Activités (2000-2014) : rapports d'activités, bilans, agenda d'activités, livret.

« *Que deviennent nos Hirondelles ?* » (2003-2007) : dossiers de subventions, fiche questionnaire, mallette pédagogique, enquête, comptabilité, correspondance.

Salon Nature et Jardin : documents de travail, plaquettes, présentation des stands, travaux sur les thèmes développés par le salon, correspondance.

Les Rencontres du Hérisson : rédaction d'articles, tiré à part, livret, programme des associations membres, correspondance.

Documentation : guides, Code civil, Code de l'Environnement.

Documentation fédérale : rapports d'activités, guide pratique des infrastructures de transport en environnement, flyers, plaquettes, livrets.

Documentations des associations membres de H.N.N.E. : plaquettes, livrets, dépliants, flyers.

Métrage linéaire : non communiqué.

Lieu de conservation :

Haute-Normandie nature environnement

115, boulevard de l'Europe

76100 Rouen

Institut pour la maîtrise des risques (ImdR)¹⁰²⁵

Historique

Créé le 1er juillet 2002, grâce à l'appui de 14 grands groupes industriels, l'IMdR-SdF est une association loi 1901 qui succède à l'Institut pour la sûreté de fonctionnement (ISdF, entité du Mouvement français pour la qualité) en élargissant son domaine de compétences à la maîtrise des risques. En intégrant en son sein l'Institut européen des cindyniques (IEC) à l'été 2006, l'Institut devient "Institut pour la maîtrise des risques - Sûreté de fonctionnement - Management - Cindyniques" dit "Institut pour la maîtrise des risques".

Sa vocation consiste à aider les entreprises et les organismes publics à adopter, face aux risques, une démarche préventive pour correctement identifier, évaluer, quantifier, hiérarchiser, maîtriser et gérer les événements redoutés. Cette démarche se veut systémique et globale : systémique car la nature des dysfonctionnements peut être technique, documentaire, organisationnelle, humaine, environnementale ; globale car elle doit embrasser toutes les fonctions de l'entreprise (technique, finance, juridique, ...).

L'Institut pour la maîtrise des risques repose sur : le dynamisme d'une vingtaine de groupes de travail et de réflexion (GTR), ses études menées sous formes de projets multipartenaires commandés par des industriels, des rencontres (sous la forme de petits-déjeuners, demi-journées ou journées à thèmes) et son congrès bisannuel de maîtrise des risques et de sûreté de fonctionnement dénommé Lambda Mu, son Centre d'orientation, de documentation et d'informations techniques (CODIT) qui accueille et guide les membres de l'IMdR à travers toute la documentation spécialisée, la qualité de ses relations avec ses partenaires.

Versement n° 20080076¹⁰²⁶

Don d'archives de l'Institut pour la maîtrise des risques (IMdR)

Sommaire

Art. 1-17 : Historique, colloques, congrès, séminaires, journées d'informations, 1968-2006

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Nombre d'articles : 17

Métrage linéaire : 2 ml (6 dimabs)

Lieu de conservation : Archives nationales

1025 Voir aussi fonds « Georges-Yves Kervenn »

1026 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Institut-pour-la-maitrise-des-risques-historique>

Indre nature

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Indre Nature

1.3. Autres formes du nom

Fusion de trois anciennes associations :

- la Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans l'Indre (SEPANI, créée en 1969),
- Nature Brenne Pays blancs,
- le Groupe d'étude de l'avifaune de l'Indre (GEAI).

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1988 - aujourd'hui

2.2. Histoire

Fondée en 1988, « Indre Nature » est à l'origine une fusion de trois associations historiques de la protection de la nature et de l'environnement dans le département de l'Indre : la « Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans l'Indre » (SEPANI), « Nature Brenne Pays blancs » et le « Groupe d'étude de l'avifaune de l'Indre » (le GEAI).

L'association a été déclarée en Préfecture le 21 juillet 1988 (déclaration publiée au Journal officiel du 24 août 1988) au chapitre des modifications du « Groupe d'Étude de l'Avifaune de l'Indre ». Les principales personnalités fondatrices de l'association sont Dominique Moreau, premier Président et ancien Président de « Nature Brenne Pays blancs », Joël Moulin et Jean-Pierre Barbat. L'association s'installe alors au cœur du parc naturel régional de la Brenne, au lieu dit de Cambrai dans la commune de Rosnay.

Cette fusion d'associations en une entité est la réunion d'un héritage et d'un passé commun au service de la protection de la Nature. Il est ainsi nécessaire de remonter à l'origine de ce mouvement dans le département de l'Indre avec la création en 1969 de la « Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans l'Indre » (SEPANI) par René Pécherat¹⁰²⁷.

¹⁰²⁷René Pécherat (1922-2016) naquit à Sainte-Lizaigne et passa une partie de son enfance au Blanc. Instituteur à Buzançais, puis à Châteauroux, il entra dans la Résistance durant la Seconde Guerre mondiale. Ses centres d'intérêt furent multiples : patrimoine, environnement, photographie. Il devint ainsi, après sa retraite, le photographe des Archives départementales de l'Indre. Militant de la protection de la nature et de l'environnement, il créa en 1969 la SEPANI (aujourd'hui, Indre Nature) et devint son premier Président. Il fut également à l'origine de la création du parc naturel régional (PNR) de la Brenne. Ardent défenseur des sites géologiques, préhistoriques et archéologiques et amoureux du patrimoine, il occupa trente-six années durant la présidence de l'Académie du Centre.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Cette fondation de la première association de défense de la nature dans l'Indre, s'inscrit dans la lignée de l'émergence du mouvement de la protection de la nature dans la région Centre et de départementalisation du mouvement associatif débutée dans la décennie 1960 impulsée par des personnalités telles que Vincent Labeyrie ou René Pécherat (création de la SEPANT en 1966 dans l'Indre-et-Loire par Marc Jacquet, Vincent Labeyrie et le chanoine Corillon ; de la SEPANEC en 1970 dans le Cher ; de la SEPANLC dans le Loir-et-Cher...).

Dans la foulée, d'autres associations éclosent dans le département de l'Indre. Vers 1974 – 1976 sont créées « l'Alouette » et « Le chevalier », toutes deux associations de naturalistes. En 1978 est fondé le « Groupe d'Étude de l'Avifaune de l'Indre » (GEAI) par également de jeunes naturalistes, dont l'ancien Président Michel Prévost.

La décennie 1980 voit à l'inverse la fusion de ses associations aux nombreuses visions communes de la protection de la nature et de l'environnement. Vers 1981, « l'Alouette » et « Le chevalier » deviennent « Nature Brenne Pays blancs » sous la Présidence de Dominique Moreau. En 1988, c'est enfin la réunion de cette dernière avec le GEAI et la SEPANI pour former « Indre Nature ».

En 1992, le siège « d'Indre Nature » se déplace à son lieu actuel au Parc Balsan à Châteauroux (par convention précaire avec la Mairie, devenue depuis 2017 annuelle).

Après le décès de Dominique Moreau en 1998 - en cours de son mandat de Président – débute une crise interne au sein « d'Indre Nature » pour des divergences de visions. Il s'opère alors en 2000 une séparation qui voit le départ d'un certain nombre de naturalistes et donne lieu à la fondation de « Berry Nature Environnement » par Michel Prévost.

Depuis, « Indre Nature » s'est reconstruite et redéveloppée en recentrant ses objectifs qui ont été notamment redéfinis lors de la modification des statuts de 2005 ou lors de l'adoption du projet associatif de 2015.

2.3. Lieu

Parc Balsan

44 Avenue François Mitterrand

36000 Châteauroux

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

« Indre Nature » est une association de protection de la nature et de l'environnement de type Loi 1901, à but non lucratif et qui a pour objet :

- *« la gestion, l'étude et la protection de la nature (faune et flore) ainsi que la conservation du patrimoine naturel et de la biodiversité du département de l'Indre ;*
- *L'initiation, l'éducation et la formation du public et des jeunes à l'écologie et aux sciences naturelles ;*

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- *La conservation des écosystèmes terrestres et aquatiques ainsi que la gestion de la ressource en eau dans un souci d'équilibre écologique ;*
- *la protection et l'aménagement du cadre de vie et de l'environnement »¹⁰²⁸.*

Pour l'association, ces objectifs constituent les enjeux majeurs pour le devenir de la planète et l'avenir des générations futures. « Indre Nature » participe ainsi activement au débat environnemental afin de garantir à la population actuelle et aux générations futures un patrimoine naturel préservé, un environnement et un cadre de vie de qualité. L'association entend relever, au niveau local du département de l'Indre ces enjeux à la fois par la mobilisation de ses adhérents et de son équipe de naturalistes spécialisés et en s'inscrivant dans une démarche de partenariat et de dialogue avec les pouvoirs publics et les acteurs économiques, techniques et sociaux de l'Indre.

En conséquence, « Indre Nature » mène de nombreuses actions qui sont organisées dans le projet associatif¹⁰²⁹ défini en 2015 et autour des quatre objectifs statutaires et des axes stratégiques suivants :

- Améliorer la connaissance : L'association mène de nombreuses études des espèces et des milieux (notamment sur la botanique, les mollusques, les odonates, les amphibiens, les oiseaux et les mammifères) et enrichit une base de données naturaliste : OBS'Indre.¹⁰³⁰
- Diffusion des connaissances dans les médias (publications d'ouvrages d'Atlas départementaux de fascicules thématiques et de guides, bulletin de l'association, lettres d'information, mise à jour du site internet, réalisation et diffusion d'expositions et de conférences...).
- Protéger les milieux et les habitats à forts enjeux et prioritaires au regard du contexte local (bocage, zones humides, milieux aquatiques, mares, pelouses sèches, prairies naturelles).
- Protéger des espèces emblématiques à fort enjeu et la biodiversité ordinaire.
- Évaluer, restaurer et favoriser la prise en compte de la biodiversité dans les politiques d'aménagement (réalisation d'études d'incidences, d'expertises écologiques, de plans de gestions de sites naturels, de plans régionaux et nationaux d'actions, de mesures agro-environnementales, contribution à l'animation de réseaux Natura 2000, études et suivis avifaunistiques et chiroptérologiques des parcs éoliens, vigilance sur l'ensemble des espaces naturels du département...).
- Éduquer et sensibiliser à l'environnement en proposant des animations sur le terrain, en réalisant des actions de communication et de vulgarisation, pour que la connaissance et la prise en compte du patrimoine naturel soient partagées par le plus grand nombre et en proposant des formations naturalistes et à l'écologie, notamment auprès des jeunes.

1028 Extrait de l'article 2 des statuts modifiés et adopté lors de l'Assemblée générale extraordinaire du 19 mars 2005.

1029 [https://www.indrenature.net/documents/association/Projet associatif 2015.VD.pdf](https://www.indrenature.net/documents/association/Projet%20associatif%202015.VD.pdf)

1030 <https://obsindre.fr/>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- Sensibiliser et accompagner les *acteurs économiques et les collectivités (notamment en contribuant à la mise en place des Trames Vertes et Bleues et à la réalisation de Plans locaux d'urbanisme (PLU))*.
- Participer au débat public, favoriser la prise en compte de la nature et de l'environnement dans les politiques publiques et faire appliquer la réglementation (Indre Nature est représentée *auprès d'une quarantaine de commissions et comités locaux, départementaux et régionaux*).
- Contribuer à la préservation de la ressource en eau et de la continuité écologique des cours d'eau par la défense du point de vue de l'association sur les différentes composantes de la politique de l'eau : continuité écologique de la Creuse, cartographie des cours d'eau, défense de la ressource en eau au plan quantitatif (ex : Observatoire de la ressource en eau) et qualitatif (pollution des eaux).
- Contribuer à la réduction de l'utilisation des pesticides (co-animation de l'action Objectif Zéro Pesticides (OZP)).

Afin d'exercer pleinement ses missions, Indre Nature bénéficie de plusieurs agréments :

- association agréée pour la protection de l'environnement,
- Jeunesse et éducation populaire,
- au titre des associations éducatives complémentaires de l'enseignement public,
- missions d'intérêt général (environnement) proposées au titre du service civique.

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

Indre Nature se réunit une fois par an en Assemblée générale. Elle s'articule autour d'un Conseil d'administration de 12 membres dont le mandat est renouvelé par tiers tous les ans et d'un bureau composé des membres suivants :

- Président : Jacques Lucbert (depuis 2014 et administrateur depuis 2012)
- 1^{er} Vice-Présidente : Ann Woods
- 2^{ème} Vice-Président : Daniel Dufour
- Secrétaire : Régis Cleva
- Secrétaire adjoint : Damien Deschamps
- Trésorière : Agnès Auclair
- Trésorier adjoint : Jean-Pierre Barbat
- Président d'honneur : René Pêcherat (décédé en 2016)

Indre Nature emploie également une équipe de salariés de 9 permanents dont le directeur Francis Lherpinière. Ces derniers sont des naturalistes spécialisés (ornithologues, chiroptérologues, herpétologues, entomologistes, botanistes, et animateurs...).

Cette équipe de salariés est secondée par un réseau de bénévoles expérimentés. Ensemble, ils sont organisés en commissions et groupes thématiques ou clubs (photo, eau, pelotes, biodiversité, bocage, ornithologie...) afin de couvrir l'ensemble des secteurs d'activités de l'association.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Enfin, l'association dispose en 2018 d'un réseau de 702 adhérents.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

« Indre Nature » entretient ou a entretenu les relations suivantes :

- Avec le monde associatif (partenariats et actions communes) : affiliée au niveau régional à France nature environnement Centre-Val de Loire (entretien donc des relations avec l'ensemble des associations du réseau) et au niveau national à France nature environnement, l'Union pour les ressources génétiques du Centre-Val de Loire (URGC), la Société pomologique du Berry, la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO).
- Avec l'État et les collectivités (financements, partenariats et accompagnement, participation au débat public), dont : Union européenne (via le Fonds européen de développement régional (FEDER)), région Centre-Val de Loire, conseil départemental de l'Indre, commune de Châteauroux, participation auprès d'une quarantaine de commissions.
- Avec le mécénat d'entreprise : Jean Hervé, Espace Bio, La Banque populaire.

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Décembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Francis Lherpinière, Directeur d'Indre Nature.

Jacques Lucbert, Président d'Indre Nature.

Jean-Pierre Barbat, Trésorier adjoint et co fondateur d'Indre Nature, ancien membre du GEAI.

Édith Armand, ancienne secrétaire d'Indre Nature, adhérente depuis 1989.

Site de l'association : <https://www.indrenature.net/>

Présentation du contenu conservé par Indre Nature à son siège :

Administration et composition :

Assemblée Générale (décennie 2000) : préparation, comptes rendus, émargement et déroulement ;

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conseil d'administration et bureau (1989-2016) (0,35 ml) : comptes rendus des réunions ;
Adhésions (2000-2002) ;

Correspondance :

Courriers départs et arrivés (chronos) (vers 1992 - 2007) (4,2 ml).

Personnel :

Objecteurs de conscience, TUC, emplois jeunes (0,20 ml) ;

Dossiers de personnels (avec contrats), cotisations et charges (1993-1999).

Comptabilité :

Comptabilité générale (1995-2015) (5,0 ml) : grands livres, journaux de comptes, factures, salaires, pièces justificatives ;

Financements et subventions (1989-2016) (1,0 ml) ;

Financements FEDER (2009-2013) (0,40 ml).

Fonctionnement et activités :

Contrat patrimoine naturel Boischaud Sud (0,5 ml) ;

Contrats Vert (0,40 ml) ;

Contrat Vert avec l'Office national des forêts (ONF) (0,1 ml) ;

Contentieux juridiques (1,0 ml) (vers 1984 -2010) ;

Rapports d'études classées par thèmes (dont agriculture, faune, éolien, milieux, sites géographiques) (6 ml) ;

Inventaires, études d'impacts, études des espèces et des milieux et rapports (dont Chauve-souris, oiseaux d'eau hivernaux, outardes, faune-flore en Brenne-Chérine, pelouses calcicoles) (environ 5,0 ml) ;

Fiches de saisies et de données faune-flore (environ 5,0 ml) ;

Études sur la vallée de l'Indre (vers 1996, 2005) ;

Inventaires ZNIEFF (dont fiches pour l'élaboration) ;

Élaboration de l'atlas Orchidées (avec bilan et observations) (2003) ;

Enquêtes diverses (dont hirondelles) ;

Études d'impacts diverses (dont contournement autoroutier RN 20 de Châteauroux de 1992, pelouses calcicoles, Parc Balsan à Châteauroux) (0,5 ml) ;

Diagnostiques « nitrates » ;

Dossier relatif aux projets d'implantations d'éoliennes ;

Dossier relatif au remembrement de Mongivray ;

Dossier relatif à l'Autoroute A20 ;

Dossier éco parc ;

Dossiers eau et rivières ;

Tourisme : soutien à la petite randonnée ;

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Dossiers de travail d'un permanent (0,30 ml) ;

Centres de soin : fiches (1991-2012) ;

Conférences et formations à l'environnement (0,10 ml) ;

Propositions de mesures agro-environnementales ;

Application de Natura 2000 : sensibilisation des agriculteurs dans le cadre de mesures agro-environnementales territorialisées (MAET-MATER) ;

Participation au programme LIFE Brenne (1994) ;

Participation au programme LIFE de conservation de l'Outarde avec la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) (1997-2001) (1,0 ml) ;

Participation aux commissions (dont CDH, CODERST, CLIS, SDAGE, chasse, carrières) (environ 3,0 ml) ;

Participation à la commission remembrement (2006) ;

Relations avec EDF (dont conventions) (0,20 ml).

Documentation :

Bibliothèque d'Indre Nature « Centre de documentation ». - Publications de l'association : Bulletin « Le G.E.A.I » (1981, 1983 - 1994), bulletin de liaison « Mosaïque » (sous format numérique depuis 2013) (1994-2018), suppléments (« Geai Lu », « Mosaïque ») (1988-2014), publications thématiques (dont « Orchidées », « reptiles et amphibiens », « Orthoptères », « les Chauve-souris »), cassettes VHS (dont « L'Indre Couleur Nature ») ; Publications extérieures à l'association : ouvrages principalement naturalistes (dont « Vertébrés Sauvages du département de l'Indre », René Martin et Raymond Rollinat, 1894), revues et magazines (dont « Ornithos », « Le courrier de la Nature », « L'oiseau magazine », « Symbiose ») ;

Bulletins « Le GEAI » (0,5 ml) et « Mosaïque » (1,0 ml)[\[3\]](#) ;

Publications extérieures à Indre Nature non intégrées à la Bibliothèque de l'association. - Ouvrages et bulletins d'associations diverses (dont « Cormoran », « bulletin des naturalistes orléanais », « CICONIA », « Combat Nature », « Les naturalistes d'Eure-et-Loir », « Alauda », « La lettre du Hérisson ») (environ 12,5 ml) ;

Réédition des « Oiseaux du département de l'Indre à la fin du XIX^e s. » de M. Rollinot ;

Revue de presse : du Geai et d'Indre Nature par année (1978-2017) (8 classeurs), par thématique environnementale (dont agriculture, manifestations, énergies, Brenne PNR Chérine, eau, pollutions, éolien) (2,0 ml), thématique généraliste (1,70 ml) ;

Association « Jeunes pour la nature » : Albums photo (1973-1978) (2 classeurs) ;

Albums photo divers (dont fleurs de l'Indre) (1,0 ml) ;

Diapositives (dont relatives activités Indre Nature) (1,5 ml) ;

Dessins (dont réalisés par des bénévoles de l'association) ;

Affiches d'Indre Nature ;

Panneaux d'expositions (dont exposition du 20^e anniversaire d'Indre Nature) et objets scénographiques ;

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Matériel de stands ;

Maquette du recueil de jurisprudence d'Indre Nature ;

Documentation diverse.

Varia :

Fonds de l'association SEPANI (1969-1991) (0,4 ml) : déclaration au Journal officiel, dossier de constitution, assemblées générales et conseils d'administration (dont comptes rendus 1983-1987), dossiers de personnel, comptabilité, contentieux concernant un complexe auto-moto de Saint-Maur (vers 1991) (0,2 ml) ;

Fonds de l'association Le G.E.A.I : photographies (vers 1979-1992) ;

Fonds Germinet relatif aux questions juridiques et au droit de l'environnement (0,90 ml) ;

Carnets d'observation de Pierre Boyer ;

Cartes des rivières de Brenne (1865) ;

Vrac non identifié et documentation diverse.

Dates extrêmes

1969 - 2018

Métrage linéaire conservé

Environ 74 ml

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné (comprends notamment les statuts et les documents administratifs importants).

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Les archives d'Indre Nature sont localisées au siège de l'association dans deux environnements différents.

Les premiers fonds d'archives (environ 34 ml) se situent dans les bureaux (environnement sain, très bon état de conservation) et sont principalement classés par activités dans des dossiers ou des boîtes archives.

Quant aux autres fonds (environ 40 ml), ceux-ci sont situés à l'étage dans un grenier. L'état de conservation de ces archives est bon malgré un environnement soumis à d'importantes variations de température et à la poussière. Les archives ne sont pas toutes conservées dans des cartons ou des boîtes (surtout la documentation extérieure) et des étagères sont renversées en raison du poids imposé par lesdites archives.

Localisation physique

Parc Balsan

44 Avenue François Mitterrand

36000 Châteauroux

Modalités d'accès

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Sur demande :

Tél. : 02 54 22 60 20

Courriel : association@indrenature.net

Présentation du contenu associé, conservé par les Archives départementales de l'Indre, « Fonds René Pécherat » (104 J) :¹⁰³¹

Ce fonds actuellement non classé, concerne en premier lieu les activités environnementales de René Pécherat.

Dates extrêmes

[XX^e siècle]

Métrage linéaire conservé

9,70 ml

Accroissement

Fonds clos.

Mode d'entrée

Par voie extraordinaire (don effectué en 2016).

Mode de classement et état de conservation.

Non classé. Cotes provisoires attribuées : 104 J 1-77

Localisation physique

Archives départementales de l'Indre

1, rue Jeanne d'Arc

36000 Châteauroux

Modalités d'accès

Non renseignées.

Demande à effectuer auprès des services d'archives départementales de l'Indre :

Tél. : 02 54 27 30 42

Les Archives départementales de l'Indre sont ouvertes au public les lundis, mercredis, jeudis et vendredis de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h.

¹⁰³¹<https://ressources.histoire-environnement.org/Fonds-Rene-Pecher>

Journalistes et écrivains de la nature et de l'environnement (JNE)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Journalistes écrivains pour la Nature et l'Écologie

1.3 Autres formes du nom

JNE

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1969 – aujourd'hui

2.2 Histoire

L'association des Journalistes-écrivains pour la nature et l'écologie a été créée en 1969, la même année que la Fédération française des sociétés de protection de la nature devenue dans les années 1980 France nature environnement.

Cette création, au lendemain du mouvement de Mai 1968, correspondait à la fois à la montée des revendications d'une partie de la population française dans les domaines de la protection de la nature et de la préservation de l'environnement et aux efforts d'organisation des associations s'efforçant de convaincre le public et les pouvoirs publics de l'urgence de prendre un certain nombre de mesures. La création de cette association de journalistes spécialisée, deux ans avant cette du ministère de l'Environnement intervenue le 2 janvier 1971, par des professionnels comme Pierre Pellerin (Bêtes et Nature) Jean Carlier (RTL), André Mars-Vallet (L'Humanité), Robert Hantzberg (Le Parisien), Antoine Reille (Télévision), François de La Grange (Télévision), Marcel Ichac ou Jacques Penot, correspondait à un besoin ressenti par les premiers professionnels de la presse et de l'écriture, plus ou moins spécialisés dans les problèmes d'environnement, d'organiser, d'améliorer l'information dans un domaine tout à fait nouveau pour la presse. Avec l'idée que ce regroupement donnerait plus de poids et de force à chacun de ses membres.

Cette association se voulait alors un « relais » des revendications du mouvement associatif pour la protection de la nature et des premiers écologistes. L'association a contribué à créer et à soutenir les nouvelles rubriques des journaux consacrés aux questions d'environnement à une époque où tout le monde se méfiait de ce type d'informations.

Les fondateurs de l'association et ses premiers membres étaient essentiellement des naturalistes et des responsables de rubriques liées à la chasse ou à la pêche. Mais très rapidement, le recrutement de l'association s'est diversifié. Au point qu'en 1974, seule occasion pour laquelle l'association de mêla à la politique, elle participa de façon active à « l'invention » de la première candidature « écologiste » à une élection en soutenant et organisant la campagne électorale à la présidentielle de René Dumont.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Ensuite, l'association s'abstient volontairement de jouer un rôle para-politique, retrouvant ainsi une neutralité donnant plus de poids et de liberté à ses membres. Progressivement, les journalistes de toutes sensibilités environnementales ont rejoint cette association, lui donnant une richesse et une « biodiversité » qu'elle conserve aujourd'hui et qui fait sa force et probablement son efficacité. Pour que cesse toute confusion, et tout en gardant de bonnes relations avec cette organisation, l'association des Journalistes pour la Nature et l'écologie, a cessé de faire partie de FNE dans les années 1990, coupant ainsi un cordon ombilical qui pouvait prêter à confusion même s'il avait des raisons historiques. Mais il est clair aussi que la majorité de ses membres restait des « journalistes concernés ». Le postulat de départ d'une sensibilité de ses membres aux problèmes d'environnement n'a jamais été remis en cause, même si l'association a évolué, notamment en s'élargissant. Notre association regroupe aujourd'hui 290 professionnels de la presse écrite ou audiovisuelle, de la formation ou de l'écriture. Ils sont tous spécialisés, en partie ou totalement, dans les problèmes d'environnement, d'écologie, d'éco-tourisme, de protection de la nature, du cadre de vie, des énergies et de l'aménagement du territoire. L'essentiel des médias nationaux et des magazines spécialisés est représenté au sein de l'association et c'est probablement ce qui, depuis le début, constitue aussi sa force d'intervention et de médiation. Un annuaire, reflet de la diversité des membres, est publié chaque année, fournissant les noms, les adresses et les spécialisations de ceux qui adhèrent. Ils sont cooptés par le Conseil d'administration sur des critères liés à l'exercice d'un travail régulier d'écriture et d'information dans les secteurs Répertoires ci-dessus.

Sources <http://jne-asso.org>

2.3 Lieux

Siège social: 6ter rue du colonel Oudot, 75012 Paris

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

L'association a pour fonction de mettre en rapport tous les acteurs de l'environnement et de la protection de la nature, qu'il s'agisse d'organismes officiels, d'entreprises, de collectivités territoriales, d'associations ou d'individus, avec des lecteurs, des auditeurs et de téléspectateurs de toutes les sensibilités. L'association se veut donc un intermédiaire entre les sources d'information et le public. Par la participation de ses membres et de ses responsables aux conférences de presse, aux colloques et aux événements liés à ses intérêts multiples, par l'organisation régulière de déjeuners et de petits déjeuners, par des voyages en France et à l'étranger, par la fréquentation des salons et expositions, par la diffusion de dossiers et évidemment par son journal et désormais son site, l'association s'efforce d'organiser efficacement la collecte et la diffusion d'informations que chaque journaliste utilise ensuite en toute liberté. Cette action collective de l'association, y compris lorsqu'il s'agit de provoquer un débat sur un sujet controversé, représente aussi une pression permanente pour une incitation à la transparence dans les domaines qui intéressent chacun de ses membres. Régulièrement, elle reçoit des personnalités aussi diverses que le ministre des Transports, le ministre de l'Environnement, les responsables de la chasse, les présidents d'associations de protection, les directeurs de parc nationaux ou les responsables de la protection nucléaire. A chaque fois, l'objectif reste la diffusion la plus large possible, après contrôle de spécialistes, des informations environnementales,

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

au sens le plus large de ce terme. L'association, qui s'affirme libre de toute attache politique ou partisane est membre-fondatrice de la Fédération Internationale des Journalistes de l'Environnement créée à Dresde en 1993 avant de s'organiser à Paris en 1994. Cette Fédération, actuellement présidé par un journaliste indien, a son siège social et son centre administratif en France. L'association des Journalistes pour la nature est l'écologie est actuellement présidée par Carine Mayo.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Fédération internationale des journalistes de l'environnement

3.2. Type de relations

Membre fondatrice

4. Contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Journalistes écrivains pour la Nature et l'Environnement (JNE), Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.6 Dates de création

1969

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

<http://jne-asso.org>

Fonds « JNE » versé aux Archives nationales¹⁰³²

Référence

227AS

Niveau de description

Groupe de cotes

Intitulé

Fonctionnement de Journalistes écrivains pour la nature et l'écologie (JNE).

Dates extrêmes

1969-2017

Noms des principaux producteurs

Journalistes écrivains pour la nature et l'écologie.

Importance matérielle

16 boîtes, 6 cartons, 1.80 ml.

Langue des documents

Français.

Institution responsable de l'accès intellectuel

¹⁰³²Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detialle-Journalistes-ecrivains-pour-la-Nature-et-l>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Archives nationales.

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine.

Conditions d'accès

Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine. Sept articles sont soumis à l'autorisation de JNE. 227AS 4-227 AS 7: délai de La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3 à compter de la date du document le plus récent.

Conditions d'utilisation

Conformément aux règles de réutilisation des données publiques régies par la loi n°78-753 du 17 juillet 1978, dite loi CADA.

Modalités d'entrée

Don

Historique du producteur

Source : <http://jne-asso.org>

L'association des Journalistes-écrivains pour la nature (AJEPN) a été créée en 1969, la même année que la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN), devenue dans les années 1980 France nature environnement (FNE).

L'AJEPN est devenue Association des Journalistes et écrivains pour la protection de la nature et de l'environnement (AJEPNE) en 1972 puis Journalistes écrivains pour la nature et l'écologie (JNE) en 1981.

La création de cette association de journalistes spécialisée, au lendemain du mouvement de Mai 1968, correspondait à la fois à la montée des revendications d'une partie de la population française dans les domaines de la protection de la nature et de la préservation de l'environnement et aux efforts d'organisation des associations s'efforçant de convaincre le public et les pouvoirs publics de l'urgence de prendre un certain nombre de mesures. Elle correspondait, deux ans avant celle du ministère de l'environnement intervenue le 2 janvier 1971, à un besoin ressenti par les premiers professionnels de la presse et de l'écriture¹⁰³³, plus ou moins spécialisés dans les problèmes d'environnement, d'organiser, d'améliorer l'information dans un domaine tout à fait nouveau pour la presse. L'idée était aussi que ce regroupement donnerait plus de poids et de force à chacun de ses membres.

Cette association se voulait alors un « relais » des revendications du mouvement associatif pour la protection de la nature et des premiers écologistes. L'association a contribué à créer et à soutenir les nouvelles rubriques des journaux consacrés aux questions d'environnement, à une époque où tout le monde se méfiait de ce type d'informations.

Les fondateurs de l'association et ses premiers membres étaient essentiellement des naturalistes et des responsables de rubriques liées à la chasse ou à la pêche. Mais très rapidement, le recrutement de l'association s'est diversifié. Au point qu'en 1974, seule occasion pour laquelle l'association se mêla à la politique, elle participa de façon active à « l'invention » de la première candidature « écologiste » à une élection en soutenant et organisant la campagne électorale à la présidentielle de René Dumont, l'association s'abstint volontairement de jouer un rôle para-politique, retrouvant ainsi une neutralité qui donnait plus de poids et de liberté à ses membres. Progressivement, les journalistes de

1033 Pierre Pellerin (Bêtes et Nature) Jean Carlier (RTL), André Mars-Vallet (L'Humanité), Robert Hantzberg (Le Parisien), Antoine Reille (Télévision), François de La Grange (Télévision), Marcel Ichac ou Jacques Penot.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

toutes sensibilités environnementales ont rejoint cette association, lui donnant une richesse et une « biodiversité » qu'elle conserve aujourd'hui et qui fait sa force et probablement son efficacité. Pour que cesse toute confusion, et tout en gardant de bonnes relations avec cette organisation, l'association des Journalistes pour la Nature et l'écologie, a cessé de faire partie de France Nature Environnement dans les années 1990, coupant ainsi un cordon ombilical qui pouvait prêter à confusion même s'il avait des raisons historiques. Il est clair néanmoins que la majorité de ses membres reste des « journalistes concernés ». Le postulat de départ d'une sensibilité de ses membres aux problèmes d'environnement n'a jamais été remis en cause, même si l'association a évolué, notamment en s'élargissant. Elle regroupe aujourd'hui 290 professionnels de la presse écrite ou audiovisuelle, de la formation ou de l'écriture. Ils sont tous spécialisés, en partie ou totalement, dans les problèmes d'environnement, d'écologie, d'éco-tourisme, de protection de la nature, du cadre de vie, des énergies et de l'aménagement du territoire. L'essentiel des médias nationaux et des magazines spécialisés est représenté au sein de l'association et c'est probablement ce qui, depuis le début, constitue aussi sa force d'intervention et de médiation. Un annuaire, reflet de la diversité des membres, est publié chaque année, fournissant les noms, les adresses et les spécialisations des adhérents. Ils sont cooptés par le Conseil d'administration sur des critères liés à l'exercice d'un travail régulier d'écriture et d'information dans les secteurs Répertoires ci-dessus.

Historique de la conservation

L'ensemble des dossiers de JNE étaient situés au 6ter rue du colonel Oudot, 75012 Paris Ce don a été réalisé en collaboration avec l'Association pour l'histoire de la nature et de l'environnement (AHPNE www.AHPNE.fr).

Évaluation, tris et éliminations

Seuls les dossiers comptables ont été conservés par l'association.

Mode de classement

Le plan de classement du fonds correspond à celui mis en place par Carine Mayo, membre de l'association, soit une répartition thématique des documents.

Accroissement

Fonds non clos. Association des journalistes-écrivains pour la nature

Présentation du contenu

Ce fonds concerne le fonctionnement de JNE : conseils d'administration, comptes rendus de voyages, colloques, création de la Fédération internationale des journalistes de l'environnement, études, bulletin « Canard sauvage ».

Sigles

AFP : Agence France Presse

AJE : Association des journalistes de l'environnement

AJEPN : Association des journalistes-écrivains pour la nature

AJEPNE : Association des journalistes-écrivains pour la nature et l'environnement

FFSPN : Fédération française des sociétés de protection de la nature

FIJE : Fédération internationale des journalistes de l'environnement

FNE : France nature environnement

JNE : Journalistes écrivains pour la nature et l'écologie

MNHN : Muséum national d'histoire naturelle

UICN : Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Bibliographie

- La place de l'environnement dans les médias [sous la dir. Claude-Marie Vadrot], enquête, Victoires éditions, 1998 (enquêtes réitérées en 2002, 2005 et 2007 mais non publiées).
- Annuaire des 1000 associations pour l'environnement_[sous la dir. Claude-Marie Vadrot], annuaire, Victoires éditions, 2001.

Don aux Archives nationales : répertoire d'archives détaillé

227AS/1-227AS/7

Statuts.

1977-2005

227AS/1-227AS/2

Conseil d'administration.

1977-2001

Comptes rendus de réunion.

227AS/1

de 1977-1990

1977-1990

AJEPNE (1977-1980) puis JNE (1980-1990).

227AS/2

de 1990 à 2001.

1990-2001

227AS/3-227AS/7

Adhérents.

1969-2017

227AS/3

Annuaire.

1969-2017

AJEPN (1969), AJEPNE (1972-1978), JNE (1982-2017).

227AS/4-227AS/7

Fiches d'adhésions.

1969-2007

Délai de Conditions d'accès de La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3 à compter de la date du document le plus récent.

227AS/4

1969-1975.

1969-1975

Bulletin d'adhésion.

227AS/5

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

1976-1981, 1984.
1976-1984
Bulletin d'adhésion, cotisation.

227AS/6
1990.
1990
Bulletin d'adhésion.

227AS/7
1992-1996, 1998-2004, 2006-2007.
1992-2007
Bulletin d'adhésion.

227AS/8-227AS/11
Colloques, enquêtes.
1978-2006

227AS/8
L'annuaire des associations pour l'environnement.
2000-2001
Questionnaire, réponses des associations ; annuaire des 1000 associations pour l'environnement, préface Dominique Voynet, introduction Claude-Marie Vadrot, JNE, 2001 – 1ère édition.

227AS/9
La place de l'environnement dans les médias.
1998-2006
Enquête par Claude-Marie Vadrot et Marianne Dejouet (2002) ; Les Français, l'environnement et les médias, sondage exclusif CSA/JNE (mars 2002) ; La place de l'environnement dans les médias, Claude-Marie Vadrot, Marianne Dejouet de JNE, enquête (1998), préparation du livre blanc (1997) ; coupures de presse (1997-2006).

227AS/10
Projets, colloques, voyages de presse.
1978-1997
Questions aux partis politiques (1978) ; Faut-il supprimer les parcs nationaux, colloque (1983) ; Nature en réserve, Nature en conserve, colloque (1985) ; Quel avenir pour la vie sauvage ?, colloque (1989) ; Journées du livre (1993) ; Temps des livres (1997) ; Voyages de presse au Brésil (1984), au Canada (1986), à Malte (1986), en Guyane (1987), au Moyen-Orient (1996), en Sibérie (1994), à Tchernobyl (1988, 1996).

227AS/11
Projets, congrès, colloques, débats
1994-2005

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Invitations reçues (1994) ; Devenir journaliste de la nature et de l'environnement, synthèse, document d'information (1995) ; Les essais nucléaires à Mururoa, communiqué JNE (1995) ; Congrès de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), synthèses, interventions (1998) ; Déjeuner salon Pollutec (1999) ; colloque Chasse (1999) ; relations avec les chasseurs, synthèses, correspondance (2000) ; création du site Internet de JNE, correspondance (2000) ; dernier n° de Combat nature (2004) ; Salon du livre, débat sur l'éducation de l'environnement (2005).

227AS/12

Congrès JNE.

1996-2004

Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) (1996), Ile de Tatihou dans le Cotentin (1999), Vercors (2000), Porquerolles (2004) : organisation, déroulement.

227AS/13

Fédération internationale des journalistes de l'environnement (FIJE).

1992-2002

Création, note, réponse à l'appel de propositions pour des actions générales d'information et de sensibilisation dans le domaine de l'environnement (1993) ; statuts (1994) ; congrès, organisation (1994), congrès, organisation, publications (2002).

227AS/14-227AS/16

Publications, coupures de presse.

1985-2011

227AS/14-227AS/15

Bulletin de liaison, « Canard Sauvage ».

1985-2011

227AS/14

Bulletin de liaison puis « Canard sauvage ».

1985-1996

Bulletin de liaison n°1 à 25 (1985-1986), « Canard sauvage » n°26 à 45 (1986-1996).

227AS/15

« Canard sauvage ».

1996-2011

N°51 à 101.

227AS/16

Coupures de presse, petits-déjeuners, relations avec les adhérents.

1985-2010

Coupures de presse (1997-2007) ; dépêches Agence France presse (AFP), relevés de dépêches (1996-1997) ; petits-déjeuners, carnet de notes (1999-2000) ; Fusion JNE/Association des *journalistes* de l'environnement (AJE),

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

correspondance (2006) ; consultation des adhérents (2010), échanges avec les adhérents, cahier (1976-2009), participations, correspondance (1985-1998), hommage à Jacques Penot, ornithologue, recueil de documents (2000).

La Presle

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

La Presle

1.3 Autres formes du nom

La Presle, dite des 4 vallées

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2002-aujourd'hui

2.2. Histoire

La Presle a été créée en 2002. Il s'agissait à l'origine d'une association de riverains d'une dizaine de personnes luttant contre la création d'un stockage de produits phytosanitaires à Faverolles.

Après le succès de son action, la Presle s'est engagée contre la construction par une coopérative d'un silo de grains avec une extension de stockage de produits phytosanitaires à Coulombs près de Nogent-le-Roi. Cette action a demandé à l'association un important travail d'information et est allée jusqu'au tribunal. Cependant, la procédure judiciaire s'est soldée par un échec vers 2005 – 2006.

Malgré cet échec, la Presle poursuit son engagement de protection de la nature et de l'environnement en faisant notamment la promotion d'une agriculture biologique. Dans le cadre de cette démarche, l'association se rapproche de la ferme bio de « Néron » et mène vers 2010 une opération de sensibilisation auprès de communes dans l'objectif d'introduire des produits bio dans les cantines scolaires. La Presle entame alors un rapprochement avec les GAB (Groupe d'agriculteurs biologiques) et SELF Bio Centre (implantation dans le secteur de l'alimentation dans les lycées). Malgré plusieurs échecs, l'association poursuit jusqu'à aujourd'hui la promotion de l'alimentation bio dans la restauration collective en travaillant notamment avec la Fédération nationale de l'agriculture biologique (FNAB).

La Presle mène également depuis une dizaine d'années le suivi écologique de la rivière Maltorne. Des relevés sont réalisés deux fois par an en dix points de la rivière. Toujours dans cette démarche de protection de la rivière, l'association a créé un aménagement pédagogique en invitant les maires des communes bordant la Maltorne. Un partenariat s'est par la suite développé entre la Presle, la commune de la Boissière (située à la source de la Maltorne), l'école élémentaire, la ferme de la Tremblaye, et l'école Hériot (internat de primaires sur le modèle d'un éco-établissement scolaire). Dans le cadre de ce partenariat, un projet d'aménagement des berges a été lancé à partir de la source. La Presle encadre également tous les jeudis, sous la forme d'un tutorat, des étudiants stagiaires en BTS GPN (Gestion protection de la nature) qui réalisent des animations ou des présentations de travaux.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

En parallèle, la Presle a mené de nombreuses réflexions sur de multiples sujets environnements en s'appuyant sur les passions des bénévoles (la gestion des déchets, la sensibilisation au compostage...).

2.3. Lieu

Faverolles

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901

2.5. Fonctions et activités

En tant qu'association de la Protection de la nature et de l'environnement, la Presle s'est fixé pour principaux objectifs d'assurer la transition écologique, d'alerter et de participer au débat public, de valoriser le patrimoine environnemental, et de sensibiliser et d'éduquer à l'environnement à Faverolles et dans la communauté de communes.

Les principales activités menées par l'association sont :

- Participation au débat public dans le cadre de luttes telles que les créations et extensions de stockages de produits phytosanitaires à Faverolles et à Coulombs.
- Assurer la promotion de l'agriculture biologique (notamment dans la restauration scolaire) et de manière plus générale, construire une réflexion sur la question alimentaire inscrite dans une démarche globale de protection de la nature et de l'environnement.
- Protection et mise en valeur des rivières (principalement la Maltorne grâce à la réalisation d'aménagements, d'un suivi écologique régulier et du tutorat d'étudiants stagiaires en BTS GPN...).
- Réflexions et des actions autour de la question des déchets (sur le composte (dont réalisation d'une enquête sur la fonction du composteur), l'épandage des boues d'Achères, la méthanisation de la ferme de la Tremblaye (question des déchets ultimes).
- Réflexions sur de multiples sujets environnements en s'appuyant sur les passions des bénévoles.

La Presle publie également une lettre d'information intitulée la « Feuille de Presle » au rythme de quatre éditions par an (format recto verso 4 fois /an).

2.6. Textes de référence

Statuts

2.7 Organisation interne

La Presle est composée d'un bureau d'environ 10 membres. Le conseil d'administration se réunit environ quatre fois par an. L'association organise son Assemblée générale une fois dans l'année.

La Presle s'organise autour de 15/20 bénévoles actifs pour une quarantaine d'adhérents.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Monde associatif : Fédération environnement Eure-et-Loir (FEEL) (membre), Bio Centre, GAB (Groupes d'agriculteurs biologiques), Fédération nationale de l'agriculture biologique (FNAB).

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Collectivités : communes de la Boissière et de Faverolles.

Écoles.

Étudiants stagiaires en BTS GPN

3.2. Type de relations

Avec le monde associatif : adhésions (FEEL , Bio Centre) et/ou actions communes.

Partenariat avec les communes de la Boissiere (avec subvention) et de Faverolles, l'école élémentaire, la ferme de la Tremblaye, et l'école Hériot dans le cadre du projet d'aménagement de la Maltorne.

Tutorat d'étudiants stagiaires en BTS GPN.

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juillet 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français

4.8. Sources

Martine Trofleur, Présidente de la Presle¹⁰³⁴ .

Présentation du contenu conservé par La Presle chez Martine Trofleur

Les archives de La Presle sont essentiellement numériques et non sur support papier (cf. ci-après).

Statuts.

Fonctionnement et activités de la Presle :

Comptes-rendus ;

Actions communes et relations avec la Fédération Environnement Eure-et-Loir (FEEL) et BIO Centre ;

Contentieux : extension du silo de Coulombs (0,30 ml) ;

Notes de conférences et d'entretiens.

Documentation :

Lettres d'information « Feuille de Presle » : 60 numéros (2002-2018) (0,20 ml), divers.

Dates extrêmes

2002-2008

Métrage linéaire conservé

Environ 1,0 ml

Stockage bureautique conservé

Archives essentiellement numériques (volume : 5 Go)

Classement dans des dossiers selon le thème et l'activité et l'action : abeilles, adhérents, administration, assemblée générale et conseil d'administration, agence de l'eau Seine-Normandie, Agroécologie, alimentation, arbres et haies, bassins de captage, agriculture et

1034Martine Trofleur est également l'actuelle Présidente de la FEEL

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

alimentation biologique, biodiversité, compostage, déviation de Nogent-le-Roi, déchets, eau, démocratie environnementale, fumier épandage.

Accroissement

Fonds non clos

Mode de classement et état de conservation

Très bon état de conservation des archives qui sont classées dans des dossiers et des classeurs.

Localisation physique

Faverolles

Modalités d'accès

Sur demande auprès de l'association :

Courriel : lapresle@orange.fr

Les amis de la terre

Histoire du producteur

L'association Les Amis de la Terre France a été créée en 1970 et est cofondatrice de la Fédération Internationale des Amis de la Terre. Depuis leur fondation, les Amis de la Terre, berceau des mouvements d'écologie politique en France, n'ont eu de cesse de faire connaître et de lutter contre les graves atteintes à l'environnement : énergie nucléaire, emploi massif des hydrocarbures, agriculture industrielle, pollutions de l'air, de l'eau et de la terre, organismes génétiquement modifiés, destruction de la forêt mondiale et pillage des milieux naturels, tout en dénonçant les impacts sociaux de ces technologies au Nord comme au Sud de la planète et en défendant la démocratie participative partout dans le monde.

En 2004, les Amis de la Terre - France, outre les actions de leurs groupes locaux qu'ils coordonnent et soutiennent, concentrent leurs actions sur la protection de la forêt, la nécessaire réforme des institutions financières nationales et internationales, et soutiennent l'action des collectifs Sortir du Nucléaire, Réseau Action Climat et ATTAC dont ils sont membres depuis l'origine.

Versement n°20050521¹⁰³⁵

Don de l'association les Amis de la terre

Sommaire

Fonctionnement, activité de l'association, dossiers documentaires et thématiques

Art 1-14 : Histoire de l'association : organisation, actions, projets, budget, bureau, groupes régionaux, relations internationales, Greenpeace, Organisation non gouvernementales (ONG), 1970-2002

Art 15-21 : Environnement et politique, économie et développement, développement durable, droit de l'environnement, éducation à l'environnement, environnement et religion, Europe et environnement, mondialisation, 1971-2003

Art 22-23 : Afrique, Tiers-monde, faim dans le monde, 1971-2002

Art 24-25 : Aménagement du territoire, urbanisme, aménagement rural, carrières et extraction de matériaux, Plateau du Larzac, défense et armement, 1975-2000

Art 26-28 : Agriculture - élevage, 1972-2002

Art 29-34 : Nature : protection de la nature, forêts, bois tropicaux, arbres, espaces protégés, parcs, jardins, haies vives, 1967-2001

Art 35 : Faune, pêche, chasse, 1971-2000

¹⁰³⁵Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Association-Les-Amis-de-la-Terre-organisation>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 36-37 : Santé, alimentation, 1975-2001

Art 38-49 : Energie : politique de l'énergie, énergies renouvelables, énergie nucléaire, uranium, pollution radioactive, risques du nucléaire, opposition aux centrales nucléaires, 1954-2002

Art 50-56 : Transports : transports aériens, transports terrestres, transports ferroviaires, transports maritimes et fluviaux, vélo, tunnels et ponts, pollution due aux transports, pollution par le bruit, 1971-2000

Art 57-60 : Déchets : politique des déchets, déchets industriels, déchets radioactifs, ordures ménagères et incinération, valorisation des déchets, 1973-2001

Art 61-62 : Emballages, recyclage, 1976-2002

Art 63-71 : Pollution : sites et sols pollués, pollutions industrielles, pollution atmosphérique, effet de serre, pluies acides, 1972-2001

Art 72-79 : Eau : politique de l'eau, informations et campagnes, eau potable, eaux souterraines, eaux continentales, qualité des eaux, sauvegarde des eaux, eaux marines, littoraux, estuaires, pollution et traitement des eaux, pollution par les nitrates, 1963-1999

Art 80-85 : Plomb : plomb et usine, pollution par le plomb, usine Métal-Blanc, 1974-2001

Art 86-89 : Entreprises et environnement : écomanagement, indicateurs environnementaux, normes, association Orée, Union des industries chimiques, labellisation des produits, écobilans, environnement et emploi, 1983-2001

Art 90-100 : Publications périodiques : "Le Courrier de la Baleine", publications de l'association, publications sur l'énergie, publications de Greenpeace, publications sur l'écologie et l'environnement, publications pour la protection des animaux, publications sociales et politiques, 1948-2003

Communicabilité : libre

Nombre d'articles : 100

Métrage linéaire : 10.00 ml

Lieu de conservation : Archives nationales

Versement n°20050519¹⁰³⁶

Présentation du versement

Le présent versement est composé de 184 affiches produites ou reçues par l'association. Elles sont classées selon un plan de classement thématique.

Sommaire

Don de l'association des amis de la terre

1036 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Association-les-Amis-de-la-Terre-184-affiches>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Art 1 : Vie de l'association, 1990

Art 2-11 : Politique internationale, 1972-1987

Art 12-71 : Elections présidentielles, législatives, municipales, 1974-1981

Art 72-132 : Energie, solaire, nucléaire, 1970-1986

Art 133-143 : Agriculture, alimentation, santé, 1975-1986

Art 144-155 : Pollution, 1973-1989

Art 156-181 : Protection de la nature : la terre, la mer, la forêt, les espèces protégées, 1978-1987

Art 182-184 : Transport, 1980-1985

Communicabilité : libre (droits de reproduction réservés, s'adresser à www.amisdela terre.org)

Nombre d'articles : 181

Métrage linéaire : 9 cartons à dessins

Lieu de conservation : Archives nationales

Les amis de la terre et des chemins du Pré-Bocage

Cotes extrêmes¹⁰³⁷

33J/1-33J/4

Date

1995-2002

Organisme responsable de l'accès intellectuel

Archives départementales du Calvados

Description physique

0,4 ml

Origine

Pierre Blanchard, trésorier.

Biographie ou Histoire

Association déclarée le 27 septembre 1995, dissoute en décembre 2001.

La cote 33J/5 a été éliminée, elle contenait des documents comptables.

Modalités d'entrées

Don,2002

Présentation du contenu

Vie de l'association, comptabilité et assurance, relations extérieures, actions et manifestations, documentation.

Conditions d'accès

Librement communicable suivant la réglementation en vigueur aux Archives du Calvados

Conditions d'utilisation

Libre pour la communication, le prêt, la reproduction et l'utilisation des archives par le Département ou toute autre personne en faisant la demande et pour toute exploitation non commerciale auquel cas l'autorisation écrite sera requise.

1037 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Les-Amis-de-la-terre-et-des-chemins-du-Pre-Bocage-1995-2002>

Les amis des chemins de ronde du Finistère (ACR)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Les amis des chemins de ronde du Finistère

1.3 Autres formes du nom

ACR

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1994 – aujourd'hui

2.2 Histoire

L'association des amis des chemins de ronde en Finistère a obtenu en 1999 l'agrément « protection de la nature et de l'environnement ». Elle a pour but la promotion et la défense des sentiers côtiers et de leur environnement naturel.

2.3 Lieux

Siège social

Chez un membre de l'association à Moëlan-sur-Mer

2.4 Statut juridique

Association type « loi 1901 »

2.5 Fonctions et activités

L'association a pour objet :

De participer, sur tout le littoral du Finistère, à la création ou à la sauvegarde des « chemins de ronde », c'est-à-dire des chemins publics côtiers, des servitudes de passage établies conformément à la loi du 31 décembre 1976 et des sentiers divers, parallèles ou perpendiculaires à la mer et permettant d'y accéder et de la longer.

De veiller au maintien de l'aspect naturel des sentiers côtiers et à la sauvegarde de leurs abords,- landes, dunes, zones humides, plages, domaine public maritime, milieu littoral en général,- contre les excès de la circulation automobile et ceux de l'urbanisation, notamment.

D'introduire tous recours, gracieux ou contentieux, contre toutes initiatives privées ou actes administratifs qui, par leur non-conformité avec les lois et règlements en vigueur, compromettraient ou ruineraient l'assiette matérielle ou juridique, l'entretien, la conservation des chemins de ronde, ou encore porteraient une atteinte de quelque gravité que ce soit à l'environnement naturel de ces chemins.

De prendre part à toutes actions de préservation des richesses biologiques du milieu naturel,-en particulier de la faune et de la flore.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

Les statuts de l'association.

<http://amischeminsderonde.free.fr>

Fonds "Les amis des chemins de ronde du Finistère" (ACR).

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, compte-rendu d'assemblée générale et de conseil d'administration, agrément au titre de la protection de la nature... (à partir de 1994).

Dossiers d'actions en justice : servitude de passage des piétons le long du littoral, permis de construire, plan d'occupation des sols, plan local d'urbanisme, décharges sur le littoral finistérien... (à partir de 1993).

Revue de presse sur l'association, la protection du littoral, les municipalités... (à partir de 1994).

Documentation : "journal des amis des chemins de ronde", texte de loi, publications sur la protection et l'aménagement du littoral, l'environnement... (à partir de 1994).

Documents iconographiques : 500 photographies sur des atteintes à l'environnement sur le littoral finistérien (1994-2008).

1993-XXIe siècle

Genre/Caractéristiques physiques :

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Métrage linéaire : 3,30 ml

Localisation physique : Le fonds est conservé chez un membre de l'association

Origine

Les amis des chemins de ronde en Finistère

Accroissements

Le fonds continue de s'accroître

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (faire la demande auprès de l'Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement, aux adresses électroniques suivantes : joninlormeau@wanadoo.fr ou patrick.singelin@yahoo.fr)

Les amis des sources

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité : Association – Personne privée

1.2. Forme autorisée du nom Les Amis des Sources – Fonds Pierre de Brétizel¹⁰³⁸

1.3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence : 1994 - aujourd'hui

2.2. Histoire

L'association *Les amis des sources* a été créée par le géologue et ancien hydrogéologue agréé de Loir-et-Cher Pierre Borel-de-Brétizel en 1994, alors en pré-retraite. Le siège social de l'organisme dans la commune Peillon correspond avec une recherche menée dans le massif du Mercantour.

L'objectif était de servir d'une part de relais pour les publications des étudiants de l'Institut de Géologie de Cergy Pontoise et d'autre part de réaliser des études hydrogéologiques sur les sources et eaux souterraines en vue de leur protection. Des études ont ainsi été entreprises dans le massif Mercantour, puis dans l'Arc de Nice, le Perche Vendômois et Bassin du Loir, le Haut-Berry (Sancerrois et zones avoisinantes), le Morbihan (bassin de l'Elle et landes de Lanvaux), le Val de Loire Orléanais et le Bassin du Cher. Actuellement un projet de recherche avec la *Cellule de recherche et développement d'expertise et de transfert en traçages appliqués à hydrogéologie et à l'environnement* de l'université d'Orléans (CETRAHE) en partenariat avec l'État, la région Centre Val-de-Loire et l'agence Loire Bretagne se consacre à l'étude de la petite Beauce.

En parallèle, l'association intervient à titre gracieux comme expert pour des particuliers et des collectivités disposant de moyens trop limités pour payer des cabinets de géologues. On dénombre une vingtaine d'interventions d'expertise depuis 1994. L'une d'entre elle a notamment contribué à l'annulation par le Conseil d'État en 2016 d'un projet de centre de stockage des déchets à Nonant-le-Pin (Orne). Il convient de préciser que *Les Amis des sources* a un rôle uniquement d'expert et de scientifique et non de militant.

2.3. Lieu Siège social : 3 le Baous – 06440 Peillon

Direction technique : Malitourne – 41270 Villebarout

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'association mène des recherches géologiques sur les eaux souterraines, les systèmes aquifères profonds et leurs émergences naturelles dans l'objectif d'améliorer les connaissances sur la genèse et l'environnement des sources et des eaux souterraines. Sa principale activité concerne la cartographie de la Petite Beauce jusqu'aux portes de la

¹⁰³⁸Pierre de Brétizel est indissociable du fonds de l'association, car il est principal producteur, les archives sont conservées chez lui et il est à l'origine de la création de la structure.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Gatine Tourangelle. L'ensemble des recherches font l'objet de publications sous forme d'ouvrages ou d'articles de le bulletin de l'organisme.

En parallèle et sur demande, l'association intervient à titre gracieux comme expert pour des particuliers et des collectivités.

Le site internet <http://amisdessources.org> rend compte de l'activité de l'association et des publications.

2.6. Textes de référence

Statuts de l'association, publication au Journal Officiel du département des Alpes maritimes de 1994.

2.7 Organisation interne

L'association se compose de géologues confirmés, d'étudiants et d'amateurs (environ 50 membres). Son président est le géologue Pierre Borel-de-Brétizel.

L'organisme se réunit annuellement en Assemblée Générale.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

L'association regroupe et travail avec une quinzaine d'organismes-membres, dont :

- AISE Saint-Agil (Loir-et-Cher)
- Comité départemental protection nature et environnement Loir-et-Cher.
- Association Perche nature (Loir-et-Cher)
- Association Saint-Just avenir et environnement (Cher)
- Association Sainte-Montaine (Cher)
- Société d'histoire naturelle de Loir-et-Cher

Sans être adhérente du réseau France nature environnement (FNE) Centre, l'association est affiliée à la structure.

D'autres partenariats sont menés selon la nature de l'intervention ou le champ de recherche.

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.3. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Janvier 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Français.

4.8. Sources

<http://amisdesources.org>

Présentation du contenu conservé par Pierre de Brétizel, Président des Amis des Sources :

Création : statuts (1994).

Administration et composition : comptes rendus des assemblées générales, convocations

Correspondance : chronos, courriels

Comptabilité : journal de caisse, comptabilité analytique, factures, cotisations, dons, subvention de la commune de Peillon.

Fonctionnement et activités : comptes rendus d'activités, prévisions d'activités, trophée agence Loir-Bretagne (1999), dossiers des interventions, études générales (3 ml).

Documentation : bulletins de l'association (dont maquettes), publications (dont maquettes)¹⁰³⁹, documents relatifs aux relations avec l'imprimerie Gruel, cartes topographiques et géologiques, ouvrages de géologie, prospectus.

Photographies (environ 1,0 ml) : albums, pellicules argentiques, CD-Rom (Mercantour).

Identification du fonds et conditions d'accès :

Dates extrêmes

1994-2017

Métrage linéaire conservé

environ 10 ml

Stockage bureautique conservé

100 Go (dont copie numérique de l'ensemble des données en version papiers)¹⁰⁴⁰

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Fonds d'archives physiques non classé, aucun instrument de recherche existant.

Bon état de conservation, environnement sain.

1039 L'ensemble des publications ont été versées à la BnF (N°issn 1265-5139, isbn 978-2-28641050-7-7, isbn 978-2-9536394-2-1)

1040 Le volume conséquent résulte du fonds photographique.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Localisation physique

Le fonds est conservé chez Pierre Borel de Brétizel :

Malitourne,
41270 Villebarout

Modalités d'accès

Par contact avec Pierre Borel-de-Brétizel. pierre.debretizel@nordnet.fr

Les Verts

Fonds "Les Verts"¹⁰⁴¹

Dates extrêmes

1977-2002

Producteur

Les Verts

Mouvement écologique

Mouvement d'écologie politique

Présentation du contenu

Le fonds des Verts comprend les archives du Mouvement écologique (ME), du Mouvement d'écologie politique (MEP), et des Verts. Les archives ont trait à la vie de ces organisations, à leurs différents organes, à leurs événements et à leur fonctionnement (congrès, assemblées générales, commissions, journées d'été et correspondance...). De nombreuses archives (notes, communiqués, courrier, planning, comptes rendus, coupures de presse) sont relatives aux élections municipales, cantonales, régionales, législatives, présidentielles et européennes qui se sont déroulées de 1977 à 2002. Enfin, le fonds compte un important nombre de revues écologistes.

De nombreuses archives (notes, communiqués, courrier, planning, comptes rendus, coupures de presse) sont relatives aux élections municipales, cantonales, régionales, législatives, présidentielles et européennes qui se sont déroulées de 1977 à 2002. Enfin, le fonds compte un important nombre de revues écologistes.

Modalités d'entrée

Don

Conditions d'accès et d'utilisation

Consultable sur demande

Contact :

icire@agroparistech.fr

Description physique

80 ml

Lieu de conservation

AgroParisTech

Centre interdisciplinaire de recherche sur l'écologie

1041 Voir aussi Fonds Cabinet Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement (1997-2001), versé aux Archives nationales

Ligue pour la protection des oiseaux(LPO) – Groupe du Cher

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Groupe faisant partie de l'association LPO France

1.2. Forme autorisée du nom

Ligue pour la protection des oiseaux(LPO) – Groupe du Cher

1.3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

Décennie 1990 - aujourd'hui

2.2. Histoire

Le groupe LPO du Cher a été constitué au début des années 1990 par des passionnés d'oiseaux. En tant que groupe LPO, les activités sont communes à celles de la France. Par conséquent, il ne s'agit pas une personnalité morale indépendante, mais d'un membre dépendant du réseau LPO France.

Depuis 2006, le groupe LPO du Cher dispose de locaux au Moulin de Voiselle à Bourges.

2.3. Lieu

Moulin de la Voiselle

5 boulevard Chanzy

18000 Bourges

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901 (par l'intermédiaire de la LPO France).

2.5. Fonctions et activités

Le groupe LPO du Cher a pour objectifs de faire connaître les activités de la LPO France auprès du grand public en participant à des manifestations locales comme la fête de la nature à Bourges ou lors de conférences.

Les principales actions et activités du groupe LPO sont les suivantes :

- actions pédagogiques à la demande d'enseignants auprès des élèves des écoles et collèges (meilleure connaissance des oiseaux, sensibilisation aux problèmes liés à la biodiversité),
- tenue de stands pour faire connaître la LPO et sensibiliser le grand public, avec vente de publications ornithologiques, nichoirs, mangeoires, etc. lors de marchés bio, de marchés de Noël, de fêtes associatives (fête des Associations de Bourges, fête des Marais de Bourges, fête de la Nature),
- création de parcours pédagogiques sous la forme de sentiers nature,

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- sorties nature animées par un ornithologue (observation et suivi de la faune et de la flore locales),
 - sortie-animation dans le cadre de la Journée mondiale des zones humides et de l'eurobirdwatch (migrations),
 - organisation de manifestations telles que la Nuit de la Chouette tous les deux ans, de conférences, d'expositions,
 - création et gestion de refuges (collectivités ou particuliers),
 - Pose et suivi de niohirs (rapaces nocturnes, hirondelles ...),
 - comptage d'oiseaux (migration des grues, oiseaux d'eau, rapaces, etc),
 - aide et protection dans les cas de destruction de sites et aide sur les nuisances pour les particuliers
 - activités de conseils relatives à la faune blessée
 - inventaires de biodiversité,
 - actions pour améliorer la biodiversité,
 - participation à certaines commissions locales ayant pour sujet l'environnement,
 - organisation de l'approvisionnement en tournesol biologique en hiver,
 - études ponctuelles menées de concert avec les agriculteurs,
- réflexions et sensibilisation sur les problématiques d'abattages d'arbres.

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

Le groupe LPO – Cher compte une dizaine de bénévoles actifs et environ 250 adhérents. Il est représenté auprès de la LPO par un délégué qui est actuellement Alain Dailly et qui a succédé à Bernard Michel. Le secrétariat est quant à lui assuré par Jacqueline Dailly.

Le groupe LPO – Cher est financé grâce aux adhésions et au produit de la vente des publications LPO sur les stands lors de manifestations.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Le groupe LPO – Cher mène des actions communes et des partenariats avec le monde associatif local (Nature 18, l'Union française des centres de sauvegarde de la faune sauvage (UFCS) de Vierzon, Atoupic, GO Vierzon, BIO Berry, Patrimoine Marais) et le monde institutionnel (Muséum d'histoire naturelle de Bourges et l'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) pour des cas de litiges).

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Octobre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Alain Dailly (délégué)

Jacqueline Dailly (secrétaire)

<http://lpocher.blogspot.com/>

Présentation du contenu conservé par LPO 18 - Groupe du Cher :

Vie statutaire (1993-2018) (0,1 ml). - Comités de pilotage et réunions : comptes rendus, ordres du jour ;

Revue de presse des actions du groupe LPO du Cher (1994-2018) (0,2 ml) ;

Demandes de subventions (avec documentation) (décennie 2000) (0,1 ml) : 2 classeurs ;

Comptabilité (2006-2010) : pièces justificatives ;

Documentation concernant principalement des publications de la LPO France et ornithologiques ;

Panneaux d'expositions (une dizaine).

Dates extrêmes

1994-2018

Métrage linéaire conservé

Environ 0,50 ml

Stockage bureautique conservé

Non renseigné.

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Bon état de conservation. Fonds principalement dans des classeurs.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Localisation physique

- Au siège social :

Moulin de la Voiselle

5 boulevard Chanzy

18000 Bourges

- Chez Alain Dailly, délégué du groupe du Cher.

Modalités d'accès

Sur demande :

cher@lpo.fr

07 67 02 51 17

Ligue pour la protection des oiseaux – Touraine – association locale (LPO Touraine)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Ligue pour la protection des oiseaux – Touraine – Association Locale

1.3. Autres formes du nom

Anciennement Société tourangelle des amis des oiseaux (STAO) (1949-1979) ;

Anciennement Groupe ornithologique de Touraine (GOT) (1979-1999) ;

Ligue pour la Protection des Oiseaux Délégation Touraine dite LPO Touraine (depuis 1999) ;

Ligue pour la Protection des Oiseaux – Touraine – Association locale (nom actuel).

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

8 avril 1949 (modifiée en 1972 et 1999) - aujourd'hui

2.2. Histoire

Ligue pour la protection des oiseaux – Touraine – Association Locale (LPO Touraine) a été fondée le 8 avril 1949 sous le nom de Société tourangelle des amis des oiseaux (STAO) par un groupe de naturalistes passionnés d'ornithologie (parmi lesquels figurent M. Arsicaud, photographe et M. Baecroot). À sa création la STAO a pour objectifs de « développer, propager, vulgariser et enseigner par tous les moyens l'élevage des oiseaux ; perfectionner les races par la sélection et par l'échange entre les sociétaires ; intensifier les moyens de protection des oiseaux utiles à l'agriculture »¹⁰⁴²

En 1972, l'association change ses statuts et se fixe les objectifs suivants : l'étude et la protection des oiseaux libres dans leur milieu naturel. En parallèle, les locaux sont transférés du café de l'époque place Jean Jaurès à Tours vers ceux de la chambre d'agriculture.

Dans la continuité de l'évolution commencée en 1972, la STAO change alors de nom pour devenir le 31 janvier 1979, le Groupe ornithologique de Touraine (GOT) et se déplace au quartier des Fontaines à Tours.

En 1983, les statuts de l'association sont de nouveau modifiés pour étendre son champ d'action à la protection de l'ensemble de la faune en lien avec les oiseaux.

En 1994, le GOT déménage ses locaux à la Maison des associations à Saint-Cyr-sur-Loire.

1042 Extrait du journal Officiel du 8 avril 1949.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Pour plus de visibilité, l'association s'est ensuite ralliée par conventionnement à la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), pour devenir le 9 mai 1999 une antenne locale. Pour autant, l'association reste indépendante dans ses actions et dans son financement. Elle a depuis pour objet de « favoriser l'étude et la protection des oiseaux et des écosystèmes dont ils dépendent et en particulier de la faune et de la flore ; développer une action éducative ». ¹⁰⁴³

2.3. Lieu

148 rue Louis Blot

37540 Saint-Cyr-sur-Loire

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

La Ligue pour la protection des oiseaux – Touraine est une association loi 1901 indépendante, mais conventionnée avec la LPO qui est une des plus importantes associations françaises ayant pour objet d'agir pour l'oiseau, la faune sauvage, la nature et l'homme, et lutter contre le déclin de la biodiversité, par la connaissance, la protection, l'éducation et la mobilisation. L'association agit sur l'ensemble du département d'Indre-et-Loire.

Les principales activités et missions de la LPO Touraine sont :

- L'enrichissement des connaissances sur les espèces et leurs milieux
 - Suivi annuel des espèces remarquables du département (outardes, sternes, chauves-souris...).
 - Enquêtes et réalisation d'études (enquêtes locales et nationales (comptage Wetlands International, enquête sur les rapaces nocturnes, enquête EPOC relatif au recensement des oiseaux communs...), participation à l'atlas des oiseaux, engagement sur l'Inventaire de biodiversité communale, saisie des données naturalistes sur le département, expertises dans divers domaines pour conseiller et accompagner les publics).
 - Mise en ligne d'un portail collaboratif pour la saisie et la consultation des données naturalistes sur le département : www.faune-touraine.org
- La protection des espèces et de leurs milieux
 - Sauvegarde des nids de busards et des nichées de râles des genêts en collaboration avec les agriculteurs, des colonies de chauves-souris...
 - Protection des colonies de sternes (suivi des oiseaux, pose de panneaux d'information, surveillance de grèves, sensibilisation les canoéistes et les kayakistes et organisation des chantiers de dévégétalisation des îlots).
 - Préservation de la nature de proximité grâce au programme « [Refuges LPO](#) » et à l'intégration de la biodiversité dans le bâti.
 - Accompagnement des collectivités dans leur projet d'aménagement grâce à notre expertise sur les oiseaux et les chauves-souris.

1043 *Extrait des statuts.*

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

La sensibilisation et l'éducation

- Développement de projets pédagogiques de la maternelle au lycée.
- Réalisation de sorties nature¹⁰⁴⁴ sur les sites remarquables du département.
- Formation de professionnels pour intégrer la biodiversité dans leurs pratiques.
- Constitution d'un centre documentaire principalement composé de publications sur l'ornithologie.
- Tenue de stands lors de manifestations locales.

La LPO Touraine rédige également un certain nombre de publications dont son bulletin d'information, « LPO Info » (envoyé à tous ses adhérents chaque trimestre) et sa revue naturaliste annuelle, « le P'tit Grav' ».

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

LPO Touraine s'articule autour d'un bureau composé de trois membres, dont l'actuel président, Christian Andres. Le conseil d'administration compte quant à lui 10 membres.

LPO Touraine est composée de 8 salariés permanents et compte entre 800 et 900 adhérents (dont environ 200 bénévoles actifs pour les comptages, manifestations, travaux techniques, sorties nature).

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

- Monde associatif (partenariats et actions communes) : BirdLife, Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) (membre par convention), France nature environnement Centre-Val de Loire (membre), Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature en Touraine (partenaire local).

- État et collectivités (partenariats, expertises, sensibilisation, participation au débat public) : Direction régionale de l'environnement, aménagement et logement Centre-Val-de-Loire, conseil régional Centre-Val de Loire, conseil départemental d'Indre-et-Loire, Pays, Communautés de Communes, Communes, PNR Loire-Anjou-Touraine, Centre des monuments nationaux.

- Autres acteurs : Agriculteurs locaux (sensibilisation et collaboration)

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

¹⁰⁴⁴http://www.lpotouraine.fr/?page_id=12

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Septembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<http://www.lpotouraine.fr/>

Christian Andres, président LPO Touraine.

Cécile Wallis, administratrice LPO Touraine.

Présentation du contenu conservé par LPO Touraine :¹⁰⁴⁵

- **Archives définitives situées dans le local de stockage des archives de la LPO Touraine (Tours) (volume total estimé à environ 16,50 ml) :**

Création :

Groupe ornithologique de Touraine (GOT) : modifications des statuts de 1983 et 1985 (avec bilans financiers).

Administration et composition :

Assemblée générale : rapports moraux d'activités, élections du bureau (1989-2000) ;

Conseil d'administration : cahiers de comptes rendus (avec adhésions) (1982, 1990-1998) ;

Adhésions (dont listes des adhérents et fiches adhérents) (décennie 1990) (0,2 ml)

Personnel :

Dossiers de TUC et d'objecteurs de conscience ;

Emplois du temps des salariés.

Correspondance :

Courriers (décennie 1980) (0,8 ml)

Comptabilité :

Comptabilité générale (1970-2006) (1,3 ml) : livre de comptes (1972-1988), carnet de caisse de la participation à la foire de Tours (décennie 1980), bilans de l'expert comptable (avec comptes de résultat), factures, relevés bancaires (1997-1998), pièces justificatives (dont talons de chèques et fiches de déplacements) ;

Demandes de subvention (1998-2002) (0,1 ml) ;

Subventions du FIR (fonds d'intervention pour les rapaces) (1981-1986) ;

Assurances (0,1 ml).

Fonctionnement et activités :

1045Un don d'archives en cours aux Archives départementales d'Indre-et-Loire

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Classeurs intitulés vie de l'association GOT comprenant notamment des études, les ordres du jour de réunions, des factures, l'organisation de séjours nature, et le calendrier des activités (décennie 1990) (2 pièces) ; contrat vert avec l'ONF et la région (1996) : dossier de préparation ;

Protection de la Loire (0,50 ml) (1975 – décennie 1990) : dont étude Loire-Moyenne (1996), projet de réserves naturelles (dont à Montlouis 0,2 ml), études d'impacts dans le cadre de projets tels que le renforcement de la digue Val de Cisse ;

Climatologie (1983-1993): relevés et observations (0,2 ml) ;

Suivi des mesures agro-environnementales et actions de protection des busards (décennie 1980) ;

Données et études naturalistes. - Études et suivis des espèces (dont Busard, étourneaux, castors) (avec fiches d'observation) (0,1 ml), fiches d'observation d'espèces (environ 2,0 ml), élaboration banque de données naturaliste Région Centre, données naturalistes pour l'Atlas des Mammifères (vers 1983) et l'Atlas des Hivernants (1985) ;

Campagnes sur le cormoran. - Commission de régulations, études (décennies 1990 – 2000) ;

Infrastructures de transports. - Étude d'impact autoroute, étude du GOT sur le TGV, projet de route nationale à Rillé (0,2 ml) ;

Chasse. - Participation et prises de position à la Commission départementale de la chasse et de la faune (CDCFS), prise de position du GOT sur la chasse (décennie 1990), procès-verbaux relatifs à la sous-commission nuisibles ;

Contentieux. - Technopole de Tours (décennie 1990) (0,2 ml), recours en justice concernant principalement la chasse d'espèces protégées (1982-1998) ;

Animations (0,5 ml) ;

Organisation de voyages « nature » de LPO Touraine : 3 dossiers préparation ;

Manifestations, expositions. - Panneaux d'expositions, projet d'exposition « Loire itinérante ».

Gestion de la bibliothèque. - Fiches de prêts livres ;

Publication du livre « Voir les oiseaux en Touraine ». - Fiches de souscripteurs (début décennie 2000), dossier de préparation de l'ouvrage (avec relevés et observations de terrain) ;

Participation au débat public. - Participation aux commissions (dont carrières, remembrement, A 85) (1985-2004) (environ 0,3 ml), participation à l'élaboration Natura 2000 ;

Relations avec LPO France, refuges. - Documentation LPO France, courrier (copie) ;

Relations avec Nature France Centre.

Documentation :

Publications de la Société tourangelle des amis des oiseaux (STAO) et du Groupe Ornithologique de Touraine (GOT) (environ 2,0 ml). - Bulletins de la STAO (avec nombreuses lacunes) (1971-1975), bulletins de liaison du GOT « La Sterne » : numéros, maquettes (vers 1987- 1994) (0,3 ml) ;

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Publications extérieures à la LPO Touraine (environ 7,0 ml) : dont publications ornithologiques en italien, « Oiseaux de France », « La lettre du Hérisson », « Le Courrier de la nature », revue du centre ornithologique d'Auvergne, « Le Héron » (Groupe Ornithologique de Normandie) ;

Conférence régionale de l'environnement (1991-1995) ;

Suivi de l'élaboration du SDAGE ;

Photographies de sorties de terrain du GOT (décennie 1980) ;

Affiches et plans cadastraux ;

Documentation diverse (0,5 ml).

Varia :

Études et maquette pour l'élaboration de l'ouvrage « Étymologie des noms d'oiseaux » (1^{ère} édition de B. Chavet et de P. Cabard) (0,3 ml) ;

Travaux de Georges Fournier.

• Archives au sein du siège de la LPO Touraine à Saint-Cyr-sur-Loire (volume total estimé à environ 30,0 ml) :

Création :

Statuts.

Administration et composition :

Assemblée générale : comptes rendus et procès-verbaux (2001-2018) ;

Conseil d'administration : comptes rendus et procès-verbaux (1994-2017) ;

Agréments.

Comptabilité :

Comptabilité générale (2007-2017) (environ 2,0 ml) ;

Subventions ;

Fiches de déplacements ;

Personnel :

Dossiers de stagiaires, salariés et services civiques (dont contrats, paies, cotisation) (1,0 ml).

Fonctionnement et activités :

Conventions ;

Contrat vert ;

Études d'impacts : dont TGV Aquitaine, Autoroute Tours-Angers, déviation de Richelieu ;
Données et études naturalistes (environ 3,50 ml). - Études et suivis d'espèces, rapports (dont à Rillé, orientation régionale de gestion de la faune sauvage et de l'amélioration et de l'amélioration de la qualité de ses habitats 2003, balbuzard pêcheur, outarde, hirondelle, oiseaux d'eau, hulottes, râles, rapaces) (environ 1,5 ml) (décennies 2000-2010), fiches d'observation (environ 2,0 ml) ;

Données ZNIEFF ;

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Études et suivis divers : dont suivi de la Vallée de l'Indre, études ZPS (zones protégées sensibles), Inventaires de Biodiversité Communal (IBC), Données pour l'atlas des oiseaux nicheurs (1970-1987), études et comptages relatifs à l'élaboration de l'atlas des oiseaux ; Actions de Préservation des zones humides (dont à Limeray 2009) ; Indice ponctuel d'abondance (IPA) (2004-2011) (0,6 ml) ; Participations à la nuit de la chouette (1995-2017) ; Prestation relative à la Ligne de Grande Vitesse (LGV) : étude d'impact de la LGV, rapport de suivis ; Élaboration du Plan Loire grandeur nature ; Refuges LPO Touraine ; Projet d'arrêté biotope de Tours ; Enquêtes et réflexions ; Action relative aux poteaux téléphoniques ; Suivi Natura 2000 ; Animations (avec prestations) (1,0 ml) ; Sorties « nature » ; Participation aux commissions.

Documentation :

Publication GOT, LPO Touraine (environ 0,5 ml). - Bulletins de liaison du GOT (1974-1990), « La Sterne » (1988-2000), « LPO Touraine info », « le p'tit grav » (n°2-7) (2004-2014) ; rapport de stage ;

Publications extérieures à l'association (environ 12,0 ml) : bulletins associatifs (dont « Touraine Nature », « Symbioses », « L'oiseau Magazine »), revues d'ornithologie et naturalistes classées par région, ouvrages ;

Coupures de presse par thème (1999-2003) ; Revue de presse de la LPO Touraine (2013-2018) (avec version au format numérique) ; Brochures ;

Documentation de la LPO France ;

Diapositives.

Dates extrêmes

1970-2018

Métrage linéaire conservé

Environ 46,5 ml

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné. LPO Touraine dispose d'un réseau interne sous la forme d'un serveur. Les sauvegardes sont effectuées régulièrement de manière automatique et/ou manuelles.

Les archives numériques concernent principalement les différents bulletins (Bulletin de liaison GOT - « La Sterne » - « Le P'tit Grav' »), des études et rapports, des bases de données et les documents de travail relatifs aux animations.

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Très bon état de conservation global. L'association dispose d'un local de stockage dédié aux archives dans un environnement sain, mais soumis aux variations de températures et à la poussière.

Les archives sont conservées dans des boîtes dédiées. Il existe de nombreuses lacunes concernant principalement la première appellation de l'association (Société tourangelle des amis des oiseaux (STAO)).

Localisation physique

148 rue Louis Blot

37540 Saint-Cyr-sur-Loire

Modalités d'accès

Sur demande :

Tél. : 02.47.51.81.84

Courriel : touraine@lpo.fr

Limousin nature environnement (LNE)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Limousin nature environnement

1.3 Autres formes du nom

LNE

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1975 – aujourd'hui

2.2 Histoire

La Fédération limousine pour l'étude et la protection de la nature (FLEPNa) naît en 1975.

Elle adhère à la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN) dès 1976.

A l'origine, elle réunit douze associations environnementalistes de Haute-Vienne, de Creuse et de Corrèze. Jusqu'en 2015, 140 associations y adhéreront au total.

En 2000, elle change de nom : la FLEPNa devient Limousin nature environnement. En 2017, elle regroupe 39 associations.

2.3 Lieux

Siège social: Ferme de la Loutre Les Vaseix

87 430 Verneuil-sur-Vienne

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

Habilitée par l'État pour participer aux débats sur l'environnement, Limousin nature environnement joue un rôle de médiateur civil en faisant entendre la voix militante dans de nombreuses commissions consultatives sur la nature, les paysages, l'agriculture, la chasse, les risques naturels ou technologiques, la santé, la gestion de l'eau, l'énergie. LNE a aussi un rôle de sentinelle au regard du droit de l'environnement.

LNE gère un centre d'initiation à l'environnement à destination des jeunes et du grand public : Le Centre Nature « La Loutre ». Structure au service de l'environnement, le Centre Nature est reconnu comme un acteur de l'éducation à l'environnement qui accueille des enfants à la journée ou pour des courts séjours. Les animateurs interviennent en milieu scolaire, auprès du grand public : dimanches nature, fête de la nature, balades nature l'été sur des sites remarquables du Limousin, conçoivent des sentiers de découverte pédagogiques, participent à des foires et fêtes publiques

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Sources : site Internet <http://lne-asso.fr/>

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

France nature environnement (FNE)

3.2. Type de relations

Association affiliée

4. Contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.6 Dates de création

1975

4.7 Langues et écritures

Français

4.8 Sources

<http://lne-asso.fr/>

Fonds « LNE », 1977-2010

Présentation du contenu conservé par LNE

Les archives sont classées dans des cartons ou dans des dossiers ; certaines études sont reliées. Une grande partie des archives a été donnée aux archives départementales de la Haute-Vienne et est ouverte à la consultation. Une dernière partie reste conservée par LNE dans ses locaux.

Inventaire réalisé en mars 2016 par Anna Trespeuch-Berthelot, complété en novembre 2017 par Michel Galliot.

I. Archives déposés aux Archives départementales de la Haute-Vienne

- A. Courrier reçu
- B. Courrier envoyé
- C. Comptabilité
- D. Vie associative
- E. Locaux
- F. Associations affiliées
- G. Publications
- H. Divers

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

I. Subventions – bilan des actions

J. Agriculture

K. Chasse

L. Forêts

M. Urbanisme-Environnement

N. Eau

O. Gestion des déchets

P. Faune

Q. Transports

R. Énergie

S. Installations classées

T. Santé

U. Nucléaire

V. Club nature l'Écrevisse

W. Revues de presse

II. Documents conservés par l'association dans ses locaux

A. Vie de l'association

B. Nucléaire

I. Archives déposés aux Archives départementales de la Haute-Vienne

A. Courrier reçu

n° carton Dates

1 Courrier reçu 1975-1977

2 Courrier reçu 1977-1980

3 Courrier reçu 1987

4 Courrier reçu 1988

5 Courrier reçu 1989

6 Courrier reçu 1990

7 Courrier reçu 1991

8 Courrier reçu 1991

9 Courrier reçu 1992

10 Courrier reçu 1992

11 Courrier reçu 1993

12 Courrier reçu 1993

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- 13 Courrier reçu 1994
- 14 Courrier reçu 1994
- 15 Courrier reçu 1995
- 16 Courrier reçu 1995
- 17 Courrier reçu 1996
- 18 Courrier reçu 1997
- 19 Courrier reçu 1998
- 20 Courrier reçu 1998
- 21 Courrier reçu 1999
- 22 Courrier reçu 1999
- 23 Courrier reçu 2000
- 24 Courrier reçu 2001
- 25 Courrier reçu 2001-2002
- 26 Courrier reçu 2002
- 27 Courrier reçu 2003
- 28 Courrier reçu 2003
- 29 Courrier reçu 2004
- 30 Courrier reçu 2005
- 31 Courrier reçu 2006
- 32 Courrier reçu 2008
- 33 Courrier reçu 2009
- 34 Courrier reçu 2009-2010
- 35 Courrier reçu 2010
- 36 Courrier reçu 2013
- 37 Courrier reçu 2014

B. Courrier envoyé

N° Carton dates

- 38 Courrier envoyé 1983
- 39 Courrier envoyé 1984-1985
- 40 Courrier envoyé 1986 à 1988
- 41 Courrier envoyé 1989 à 1992
- 42 Courrier envoyé 1992-1993
- 43 Courrier envoyé 1993-1994
- 44 Courrier envoyé 1994-1995

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

45 Courrier envoyé 1996-1997

46 Courrier envoyé 1998

47 Courrier envoyé 1999

48 Courrier envoyé 2000 à 2002

49 Courrier envoyé 2002-2003

50 Courrier envoyé 2004

51 Courrier envoyé 2005-2006

52 Courrier envoyé 2008 à 2012

C. Comptabilité

N° Carton dates

53 Comptabilité 1975 à 1983

54 Comptabilité 1984

55 Comptabilité 1986-1987

56 Comptabilité 1987

57 Comptabilité 1990-1991

58 Comptabilité 1992

59 Comptabilité 1993

60 Comptabilité 1994

61 Comptabilité 1995

62 Comptabilité 1996

63 Comptabilité 1997

64 Comptabilité 1998

D. Vie associative

N° Carton contenu

65 Conseils d'administration 1975 à 1988

66 Assemblées générales 1976 à 1982

67 Conseils d'administration et assemblées générales 1983 à 1988

68 Conseils d'administration et assemblées générales 1989 à 1993

69 Conseils d'administration et assemblées générales 1994 à 2000

70 Conseils d'administration et assemblées générales 2001 à 2006

70 bis Réunions de bureau 1983 à 1994

71 Divers / le contrôle des pouvoirs publics sur les associations note d'information

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

E. Locaux

N° Carton contenu

72 rue Jauvion maison de la nature

73 rue Jauvion maison de la nature

74 moulin du Fieux / ferme de l'Echo domaine des Vaseix

75 Equipement du Fieux / centre de soins / aménagement centre de soins ;

BEATEP 2003 / Dossier Père Castor / sentier de Ladignac le Long / dossier DIREN (général)

F. Associations affiliées

N° Carton contenu

76 adhésions associations 1975 à 2000 (dont radiations)

77 adhésions associations 1975 à 1984

78 Turenne environnement – ALBL – St Junien environnement – La Digitale – Eyjeaux environnement – Nature 19 – SLO – Nature et patrimoine de Laurière – Nature et chemins de Couzeix – Serre de Condat – L'Aurenzelle – Arbre à l'Estre – Association Meuzac – CPN Hérisson – Association Val de Briance – Défense des Monédières

79 Associations : Espaces pour demain – Fondation Dina Gray - Bonnac Défense (1977-1978) – Nature 19 (bulletins 4 à 9) – Club du Soleil (1976-1977) – Moulin des Apprentis (1981-1982)

80 ADEMAU (Association de défense des Monts d'Auriat), commission Uranium (1982) – La pierre dans le jardin (2002) – Société mycologique du Limousin (2003

2007) – La Rapiette (1998-2008) – Lo Direm (2007-2008) – La Feuille de l'arbre (2001-2002)

81 L'arbre à l'Estre 1998 à 2001

G. Publications

N° Carton contenu

82 Limousin Nature n°1 -68

83 Limousin Nature n°69 -121

84 Loutre infos (1996-1998, 3 n°) / Inter-notes (1998-2002)

85 La feuille verte 2005-2008 / Feuille bio du Limousin : n°21 (2002) – n°88 (2008)

H. Divers

N° Carton contenu

86 Conservatoire d'espaces naturels du Limousin 1994 à 2005

87 Etudes de stagiaires Eau et Environnement

I. Subventions – bilan des actions

N° Carton dates

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

88 Subventions 1985 à 1990

89 Subventions 2001

90 Subventions 2002

91 Subventions 2003

92 Subventions 2004

93 Subventions 2007

94 Subventions 2008

95 Subventions 2009

96 Subventions 2010

97 Subventions 2011

97 bis Subventions 1999 – 2000

J. Agriculture

N° Carton contenu

98 Porcherie St Priest-Palus

99 Porcherie industrielle La Roche-l'abeille 1997-1998/ porcherie de Doms 1997-1998

100 Foire écolo 26 sept 1992 et 1991

101 Foire écolo 1994-1995-1996

102 RADP Réseau agriculture durable et paysanne – n°1 nov 1998 – n°10 nov 2001 à 22/Actions de LNE dans le cadre réseau agriculture durable et paysanne, 2001-2005 2004 / plan de développement rural Haute Vienne 1992

103 Commission Agriculture – habitat rural

104 Commission agriculture / CODEGE Haute Vienne 1995 / schéma régional de gestion sylvicole CRPF 2006/ proposition pour une agriculture écologique et paysanne 2000

K. Chasse

N° Carton contenu

106 chasse – dossiers T.A. à classer

107 chasse – dossiers T.A. à classer

108 recours arrêtés chasse 1988-1989

109 arrêts tribunal administratif

110 recours arrêtés chasse 1988-1989 – Creuse- Corrèze-HV, Jugements

111 Recours chasse – documents divers, 1989 / Affaires chasse.

L. Forêts

N° Carton contenu

112 commission Forêt-bois / Étude faune Office national des forêts (ONF) Guéret 1994 / Forêt et paysage en Limousin 2000 / Orientations régionales forestières, sylviculture et diversité biologique FLEPNA 1997

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

M. Urbanisme-Environnement

N° Carton contenu

- 113 Commission départementale des sites 1992-1999
- 114 Commission municipale de l'environnement et des nuisances de Limoges 1994-2000 / collège régional sites et paysages 1994-1997
- 115 urbanisme 1978 / sites en Creuse 1981 / création du CAUE 1979 / comité départemental du tourisme 1980 / commission départementale urbanisme 1981 / dépliant habitat rural 1982 / fond régional espaces verts 1978 / schéma de voirie de l'agglomération de Limoges 1999 / l'environnement en Haute-Vienne 1986
- 116 DDE Urbanisme et construction 1978 / réunion départementale de l'environnement 1978 / élections législatives, 1978 / Etude espaces naturels Tulle 1994 // livre blanc de l'environnement 1982
- 117 Réunion départementale de l'environnement 1980-1981 / conseil régional / programme routier 1980 / exposition CRDP 1982 / brochure nature et campagne 1982
- 118 Réunion départementale environnement 1979 / sentiers bords de Vienne / création de réserves naturelles 1979/ code de bonne conduite en milieu rural 1979 / POS de Saint Junien 1979 / l'observatoire météo Garrigou Lagrange de Limoges 1979 / exposition énergies nouvelles 1979
- 119 Concours Limousin propre 1977 / réunions départementales de l'environnement 1977 / les sentiers 1977 / POS de Limoge 1977 / abattage d'arbres sur le CD 941 1977
- 120 comité d'action contre le bruit correspondance 1984 à 1990 / tracts / réunions / revue de presse / dossiers plaignants
- 120 bis États généraux de l'environnement et livre blanc 1982 / étude sur la faisabilité d'un observatoire de l'environnement régional : analyses et propositions 1995

N. Eau

N° Carton contenu

- 121 Sébastien Nickel, Etude préalable au contrat de restauration-entretien sur la communauté de communes de l'Aurence et Glane développement, rapport de stage IUT Génie biologique (Aurillac), sd (mais aux alentours 2000) / Frank Boutot, Opération libre cours. Etude préalable à la mise en place d'un programme de restauration des rivières de HV, rapport de stage à LNE de diplôme professionnel universitaire, 2000 / Sébastien Vignais, Opération libre cours. Etat des berges et des cours d'eau de HV, formation Technicien de cours d'eau, 2000 / Céline Borie et Cédric Dupré, Approche de la gestion des cours d'eau sur le territoire d'une communauté de communes, mémoire de licence, faculté Sciences, univ Limoges, 2002, sous la direction de C. Leyrat. / Patrice Gayou, La SAUR en Limousin au pays de l'arbre et de l'eau. L'avenir de la potabilité des eaux naturelles, mémoire de stage pour le certificat supérieur de maîtrise de l'environnement, 1994 / Céline Borie et Cédric Dupré, Approche de la gestion des cours d'eau sur le territoire d'une communauté de communes, mémoire de licence, faculté Sciences, univ Limoges, 2002, sous la direction de C. Leyrat. ;

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

122 contrat de rivière Sédelle : dossier de candidature par Syndicat intercommunal d'aménagement de la Sédelle, Cazine et Brézentine – industries – courrier (2000-2002) / Le Sedelle, un bassin versant pilote pour une gestion raisonnée des plans d'eau 2001 Julie Landrieux / concertation directive européenne sur l'eau 2005

123 LNE, Christèle Leyrat, Etude prospective de mise en œuvre d'outils de gestion intégrée de l'Eau en Haute Vienne et en Creuse, La Gartempe moyenne, sept 1999 / LNE, Christèle Leyrat, Etude prospective de mise en œuvre d'outils de gestion intégrée de l'Eau en Haute Vienne et en Creuse, le bassin versant de la Gartempe (partie creusoise), sept 1999 / Réflexion sur l'évaluation de la gestion intégrée de l'eau en Limousin, janv 2002 / LNE Etude prospective de mise en œuvre d'outils de gestion intégrée de l'eau en Haute-Vienne et en Creuse / études prospectives d'outils de gestion intégrée de l'eau (La petite Creuse ; le bassin du Taurion ; bassin de la Creuse ; bassin versant du Cher ; bassin de la Gartempe ; etc) ; 1999 / dossiers reliés : études prospectives d'outils de gestion intégrée de l'eau : rapport final en Haute-Vienne et en Creuse (déc 1999), / Projet contrat de rivière – Vienne Moyenne, 2001-2003

124 Recours / sursis à exécution Micro-centrale Luzège, 1989 / Dossier Sources et rivières du Limousin – FLEPNa / Syndicat intercommunal Vianon-Luzège (micro-centrale), 1989 / / Barrage de Chambonchard 1996 / micro centrales 1981 / usine du Gour noir 1987 / centrale électrique de Saint Junien 1999

125 LNE, Étude préalable à la mise en place d'un programme de gestion de l'entretien des milieux aquatiques. Territoire de la communauté des communes l'Aurence et Glane développement, déc 2001 / Dossier vert « eau » - aménagement de la Vienne – 1980 / fête de l'eau 2000 / Vézère / retenue d'eau du Mazeaud 1998 / pollution de la Gartempe 2000 / LNE les étangs en Limousin 1999 / Pollution

ruisseau de Brégéras (Condat) 2000

126 Station d'épuration de Saint Junien 1998 / Propositions d'actions d'information et de sensibilisation sur l'assainissement autonome, doc de travail, janvier 2002 / diagnostic environnemental de territoire 2002 / SAGE Vienne 1991 / zone humide La Baraque 2005 / divers / EPALA 1991 / les micro centrales hydroélectriques en Haute Vienne 1980

127 barrage des Chezelles 1984 / pollution Corrèze 1988 / SOLIC 1989 / pollution Vienne Saillat 1989 /

128 Gorges de la Creuse / barrage des Chezelles

O. Gestion des déchets

N° Carton contenu

129 commission recyclage 1980

130 réseau Déchets de FNBE, divers documents 1990

131 déchets : documentation, presse, affaires, 1989-1994

132 OM (ordures ménagères) : dossier « décharges, incinération ou valorisation » (presse, documentation, correspondance, 1982-1990 ; dossier décharge St Bonnet-Briance (1989) / presse, documentation, correspondance/ déchetterie

134 Déchets 1985 – dioxine (déchets Séveso) – Roumazières (Charente)

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

133 Commission déchets Flepna – campagnes 1981 – réunion 1982 – brochure recyclage – position de la Flepna / Brochure Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets, La récupération et le recyclage des papiers et cartons, vers 1984 / Dossier Eureka-Wattelez, Palais-sur-Vienne (usine de régénération du caoutchouc) : dépollution des produits chimiques mais pas des pneus, ce qui cause des incendies récurrents, 1992-1994/ Incinérateur de Beaubreuil / décharge à St Just du Martel, revue de presse, 1985 / Boussac : projet de décharge, 1983 / les déchets hospitaliers en Haute Vienne 1987/ année Européenne de l'environnement – en Haute Vienne 1987

135 Décharge du Puy Aufrin (Creuse) 1983 / Décharge de Rochechouart / décharge Guéret/ compostière de Turenne 2004 / décharge de Genouillac 1989 / décharge de Crezin 1980-1982 / co emballage 1994 / Maître Jean / du pyralène à Limoges 1985 / décharge de Rochechouart 1991-1992

136 Brochure et archives : bureau Veritas Service environnement, Centre de recyclage des déchets / association Vivre à Beaune (1995) / collect' de verre SOCVADIM 1984-1985 / collecte des annuaires 1984 collecte des papiers FLEPNA 1984 / campagne Limousin propre 1984 / déchets urbains 1990 / Usine d'incinération CHRU Limoges , 1995-1996 / Mise en œuvre d'un réseau d'agents d'assainissement non collectif, avril 2003

137 Incinérateur de Limoges 1981-1985 / quinzaine du recyclage 1984 / ordures ménagères de Limoges, la FLEPNA propose 1985

138 Damien Constantin, La responsabilité des communes vis à vis de leur ancienne décharge avec à l'appui l'étude d'un cas concret, l'implantation d'un centre commercial à Feytiat (87) sur l'ancienne décharge du « ponteix », Limoges, faculté de droit, rapport de stage à LNE, Magistère droit de l'environnement, 2002 / commission de contrôle de la centrale énergie déchets de Limoges 1992-2000

139 plan départemental Haute Vienne sur les déchets du BTP 2000 / la gestion des déchets ménagers en Haute Vienne 1996

140 Incinérateur de Limoges 1996

P. Faune

N° Carton contenu

141 nuisibles 1989 / rapaces 1987 / conseil supérieur de la pêche 1986

142 droit de gîte 1985 / ouverture chasse / maquette document chauve-souris / étude amphibiens et mammifères A89 1977 rencontre avec les taxidermistes / Destruction d'espèces protégées 2001

143 abeilles et pesticides / abattoir d'Eymoutiers 1995 / Sanders 1995 / sites naturels 1976-1978 / Commission faune 1980-1985 I : campagne faune 1984

144 étude Buses 1993 / étude impact déviation de Limoges à Feytiat et Panazol 1994 / Études naturalistes conduite de gaz 2001 / études diverses (Chaptelat, ZI Romanet, Chapsac ...)

Q. Transports

N° Carton contenu

145 Contournement ouest de Limoges – recours en annulation (mémoire / annexes)

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

146 A89 / Comité de pilotage du 1% Paysage et développement / A20 (1992-2001) / Comité départemental de pilotage du 1% Paysage et développement (A 20 et RN 141), juin 2002/ Dossier Saint-Genest/Roselle – complexe automobile / demande de classement du site de Val de Briance (1990) / liaison A20 – RN 141 – RD 979 (1994) : commentaires enquête publique

147 documentation (Fédération nationale des associations d'usagers des transports ; 5 numéros de Transports urbains 1992-1995 ;) / débat national 1995 / Étude faune/flore liaison A20 – RN 141 – RD 979 (1994) / La circulation périurbaine et urbaine, l'exemple de Limoges Ouest Danielle Verrion 1982

148 dossier « les transports en commun entre Limoges et les communes périphériques » IUT/Flepna 1979 / suggestions de la FLEPNa à propos des transports en commun de Limoges en 1983 ; / étude 1982 / campagne levez le pied 1987 / propositions de la FLEPNA 1982 / Le transport en Limousin étude 1993/ le programme routier en Haute Vienne 1980 / bruit autour de l'aéroport de Limoges 1992 / RN 141 1998 / RN20 1984 / contournement sud de Limoges 2004 / Voie de contournement d'Aixe-sur-Vienne 2001 / schéma ferroviaire régional FLEPNA 1982 / étude impact déviation de Limoges à Feytiat et Panazol 1994 avis de la FLEPNA

R. énergie

N° Carton contenu

149 énergies en Limousin /nucléaire (revue presse) /énergies douces : guide

150 commission Uranium et énergie (1983-1984)

151 utilisations pratiques du méthane, photocopie d'une revue, fév 1979 / dossier Habitat solaire – exemples Isle / conclusion de travaux de groupes : « économie d'énergie » (fév 1980), « charbon » (mars 1980) / dossier rose : revue de presse et documentation sur économies d'énergie (début des 1980') / dossier EDF/énergie (1975-1979) / Guy Bouet et Olivier Balabanian, Energie et agriculture en Limousin, laboratoire de géographie rurale, octobre 1980 / Roger Guilhot, ingénieur-conseil, Barrage de Chambonchard, Examen des solutions alternatives, août 1989 / Commission énergie 2003

152 CLER Comité de liaison énergies renouvelables : annuaire des associations 1986 / micro centrale de la Luzège / micro centrale du moulin de la Reine / Pascal Flambard, Les microcentrales hydroélectriques, mémoire de stage, service de l'aménagement hydraulique et forestier de la HV, sept 1981 (annexes) / dossier énergies renouvelables CAMIF 1980 / Énergie éolienne en bref (EDF) / Micro centrales oui—mais FLEPNA

S. Installations classées

N° Carton contenu

153 carrière de Chaumeil

154 Papeterie à Saillat 1990

155 Montulat

156 carrière de Pérols-sur-Vézère (19) – 2004

157 Aussedat Rey Saillat

158 carrière de Cieux (projet) / carrière Barriaud / carrière de Folles / Total Compagnie minière 1992 / Carrière de St Jouvent (entreprise Pierre Rougier) : étude d'impact (1997)

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

159 carrières 1992 / Dossier carrière à Saint-Yrieix-la-Perche / Sarl LAMA (1995)/ Société des mines du Bourneix : déclaration d'ouverture de travaux miniers d'exploitation à ciel ouvert et souterrains sur le secteur de la Fagassière – commune de Château-Chervix – avril 1997

160 usine Autosil-France / Turenne Environnement 1997 (fabrication de batteries d'accumulateurs de plomb pour l'automobile et l'industrie) – procès

161 carrière manoir de Lavaud (contentieux) / Sevenlakes Cieux 2003

162 karting à Pageas 1996 / VALDI 1999 / CGEP 1993 / Dossier permis de recherches de mines à Lastours-Bosredon et La Jaurie (1987)

163 SCI Isadier Feytiat Construction d'un ensemble de fabrication et de vente de produits en béton ; dossier et contentieux Boucher à Feytiat - procès (1992-1993) // SOROMEC Verneuil 1992 / la source St Martial, construction d'immeubles Feytiat 1993

164 pollution : plusieurs affaires.

165 Base ULM Pérols-sur-Vézère (1992)

166 Société des mines de Bourneix (1998)/ Saint Yriex sous Aixe déjections animales et carcasses de voitures 1993 / Saint Gence piste aéromodélisme 1993 / carrière Perpezac le noir 1992 / Guéret charte environnement 1993 / sondages miniers Jouac 1992

167 CERDA centre européen de recherche et de développement automobile Saint Genest sur Roselle 1993

T. Santé

N° Carton contenu

168 Conseil départemental d'hygiène Haute Vienne 1989-1993

169 Conseil départemental d'hygiène Haute Vienne 1994-1995

170 Conseil départemental d'hygiène Haute Vienne 1996-1998

171 Conseil départemental d'hygiène Haute Vienne 1999 – 2001

U. Nucléaire

N° Carton contenu

172 aménagement des sites Compagnie générale des matières premières (COGEMA) / affaire « Gorby », 1991 / Bellezane Montmassacrot

173 B- Colloque international Les effets sanitaires des faibles doses liées à la chaîne de l'uranium, Flepna – Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité CRIIRAD (1993) / Circuit de visite des membres de la commission locale d'information sur les sites Cogema-Simo, 11 juin 1992 / Cogema Slmo , Réunion CLI, 16 juin 1992

174 C - Courriers préfecture 1991-1992 / Dossier CLI (commission locale d'information), 19 novembre 1994 : préparation, presse, courrier ; DRIRE : Evaluation de l'impact radiologique sur les zones habitées proches des sites COGEMA (à partir des données du rapport de la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité CRIIRAD), 1er juillet 1994 / Dossier CLI Bessines, 8 fév 1993 Arrêt modificatif CLIS (commission locale d'information et de surveillance) Bellezane et CLIS anciens sites

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

uranifères 2008 / Papiers relatifs à CLIS / fermeture du site du Bernardan exploité par Société des mines de Jouac (2002) / Dossier Flepna /SIMO - Appel jugement T.A., Annulation AP 2 août 1990, 1992-1997 / Dossier : recours en annulation A.P., FLEPNA / SIMO, 2 août 1990 / Dossier Flepna-SIMO, Recours en annulation AP 9 avril 1992, 1992-1993 / FLEPNa / SIMO, Sursis à exécution, Arrêté préfectoral, 9 avril 1992 / FLEPNa / SIMO, Sursis à exécution, Arrêté préfectoral, 2 août 1990 / Dossier Flepna - Appel SIMO contre jugement T.A. – SAE A.P. 2 août 1990, 1992/ Recours en conseil d'Etat – SIMO, appel décision 23 juillet 1992

175 D - Centrale nucléaire de Civaux

176 E -Courrier coordination limousine anti-déchets radioactifs (la Clade) à DRIRE 21 sept 1994 / Correspondance diverse (début 1990') / Dossier « Fûts SEPA » Bessines: photos, presse, documents, 1996

177 F - Margnac II-Bellezane- Montmassacrot / dossier

178 G - dossier (enveloppe) école maternelle Bessines 1994 / informations diverses sur le radon / Dossier Jugement TA / Presse – Contentieux stockage d'uranium à Bessines, 1996

179 H - Compte rendu réunion de la CLI de Bessines 4 juillet 1994 / Maquette compte-rendu réunion annuelle Réseau Uranium – 5-6 nov 1983 / Dossier TA-Limoges Recours SIMO, 1991 : documents, presse, correspondance / Ensemble de documents libres (presse, correspondance) / stockage de sesquioxyde d'uranium appauvri à Bessines (observations de Michel Prieur, 1995 ? ; CR commission restreinte de la CLI de Bessines, 21 sept 1994 ; conférence de presse 14 sept 1992 à propos reconversion sites COGEMA en Limousin / Dossier Total compagnie minière de France/ exploitation des mines de Jouac : contentieux 1992-1996 / « les 22 mensonges des maîtres atomiseurs » Christian Pénicaud 1979

180 I -dossier (enveloppe) Mines du Bourneix, 1998 / Vidange lac de St Pardoux : revue de presse et documents – 1998 /Référé réaménagement des sites miniers (tract, 1990 ?) / Cogema, Référé Travaux site industriel, juin 1994 / Pétition contre le projet d'implantation d'un laboratoire nucléaire souterrain et de stockage de déchets hautement radioactifs dans parc naturel régional Périgord-Limousin, (Guéret environnement et LNE, 2000) / Conseil général Groupe communiste, Rencontre l'uranium en Limousin, 18 janv 1986 CRDP Limoges / Dossier sur le laboratoire de recherche souterrain dans le granite : presse, brochure, notes, 2000

181 Stockage Uranium appauvri à Bessines – contentieux 1995-1999

V. Club nature l'écrevisse

N° Carton contenu

182 carton 1 courrier

183 carton 2 albums photo

184 carton 3 albums photo

185 carton 4

186 la gazette des terriers 1979 à 2000

187 cahiers de réunions 1976 à 1979

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

188 cahiers de réunions 1980 à 1986

W. Revues de presse

N° Carton dates

189 Revues de presse 1981-1982

190 Revues de presse 1983 à 1988

191 Revues de presse 1983

192 Revues de presse 1983

193 Revues de presse 1984

194 Revues de presse 1985

195 Revues de presse 1986-1987

196 Revues de presse 1988 à 1990

197 Revues de presse 1990

198 Revues de presse 1990

199 Revues de presse 1991

200 Revues de presse 1994

201 Revues de presse 1994-1995

202 Revues de presse 1997-1998

II. Documents conservés par l'association dans ses locaux

A. Vie de l'association

N° de carton

1. adhésions 1989-1992

2. adhésions 1992-1996

3. adhésions 1997-1998

4. adhésions 1999

5. adhésions 2000-2002

6. adhésions 2003-2004

7. adhésions 2005-2006-2007

8. adhésions 2008-2012

9. vie de l'association (convocations, comptes rendus de réunions)

10. compte rendus de conseils d'administration (doubles des documents déposés aux archives départementales)

11. revue Limousin nature (doubles des documents déposés aux archives départementales)

12. réseau naturaliste

13. Conservatoire des espaces naturels

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

14. emplois TUC et autres, stagiaires 1981
15. emplois TUC et autres, stagiaires 1982
16. emplois TUC et autres, stagiaires 1983
17. emplois TUC et autres, stagiaires 1984
18. emplois TUC et autres, stagiaires 1985
19. emplois TUC et autres, stagiaires 1986
20. emplois TUC et autres, stagiaires 1987
21. application des 35 heures
22. réduction du temps de travail ARTT
23. charges sociales 2004 à 2008 2 classeurs et 1 carton
bulletins de paye 1995 à 2009 6 cartons et 2 classeurs
courriers récents 3 cartons

B. Nucléaire

N° de carton

- 1 Dossier beige : COGEMA – division de la Crouzille, Mise en sécurité des ouvrages miniers souterrains, fév 1993.
- 2 Site industriel de Bessines – projet de réaménagement – juin 1993 - Brochure Compagnie générale des matières premières (COGEMA), Un projet COGEMA sur Bessines L'entreposage d'oxyde d'uranium appauvri, oct 1993 Classeur blanc : COGEMA, Demande d'autorisation d'installation classée pour la protection de l'environnement, Entreposage de sesquioxyde d'uranium appauvri sur le site industriel de Bessines, fév 1994
- 3 Classeur blanc : idem, annexes.
- 4 Inventaire : Observatoire de l'ANDRA, État et localisation des déchets radioactifs en France, 7ème éd, 1999, 583 p -- ANDRA, Observatoire national des déchets radioactifs, 1995
- 5 Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA), Observatoire national des déchets radioactifs, 1993 - ANDRA, Inventaire national des déchets radioactifs et des matières valorisables, 2004 --ANDRA, Déchets radioactifs et matières valorisables en France : résumé de l'inventaire national, 2004 - ANDRA, Où sont les déchets radioactifs en France ?, brochures 1-6, 2004 - ANDRA, Catalogue descriptif des familles de déchets radioactifs, 2004
- 6 SIMO Bessines, Demande d'autorisation d'exploiter les installations : fabrication d'ammoniaque dans un atelier de caustification, dépôt de chlorate de sodium, extension à plus de 100 m3 d'un dépôt de liquides inflammables, emploi à froid supérieur à 10 m3 de liquides inflammables, juin 1992 - Chemise orange : Revue de presse COGEMA-Bessines, 1991-1992
- 7 classeur noir : site industriel de Bessines, projet de réaménagement, juin 1993
- 8 Société SIMO (Société industrielle des minerais de l'Ouest, siège à Vélizy Villacoublay) Bessines, Étude établissant les dangers de l'établissement, tome 1 et tome Annexes,

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

décembre 1992 – Rapport GEP - Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire – direction de l'environnement et de l'intervention, Inventaire national des sites miniers d'uranium, version 1 dans le cadre du programme MIMAUSA (mémoire et impact des mines d'uranium : synthèse et archives), avril 2004 - EDF, Situation et perspectives nationales et en Limousin pour l'électricité et le gaz, janv 1982 - EDF-dir de l'équipement, Le programme électronucléaire français, 1982 - EDF-dir de l'équipement, Résultats des études d'environnement relatives aux centrales nucléaires, E 45, 1980 - EDF-dir de l'équipement, Les déchets nucléaires en question, G27, 1980 - EDF-dir de l'équipement, Les microcentrales hydroélectriques, W13, 1980 - EDF, Information, documentation et bibliographie nucléaires, U 15 L, éd. Olivier Lesourd Guide international de l'énergie nucléaire, 1980 - EDF-dir de l'équipement, Que s'est-il passé lors de l'accident de Three Mile Island ?, 1979 (rééd d'article d'Information des cadres, août-oct 1979) - Brochure L'énergie nucléaire dans le monde, éd. 1980 - Les déchets et les effluents des centrales thermiques et nucléaires et l'environnement – 5ème colloque Energie électrique et environnement – Villeneuve lez Avignon, 2 et 3 oct 1980 (diffusé par EDF-dir de l'équipement) - (min de l'industrie), L'énergie nucléaire – la sureté 25 questions – 25 réponses, éd SOFEDIR, 1980 - Brochure « La lettre de la Crouzille », n°7, nov 1994

9 COGEMA, Enquête publique relative à la demande d'autorisation d'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement sur le site industriel de Bessines/ Gartempe pour un entreposage d'oxyde d'uranium appauvri, rapport de la commission d'enquête, 1995 - COGEMA, Dossier d'information – sites miniers COGEMA et stockages de résidus et Stériles, novembre 1991 / COGEMA, Division minière de la Crouzille, janv 1992 / SIMO, Usine de Bessines – procédé, avril 1990

10 JM Fernandez, T Lagier , N Legaud, P Merigoux, M Rosier et B Sélas, module Recherche. Conséquences sur l'exploitation de l'uranium sur l'environnement, Licence ACQE, Juin 1995 - CRESAL, Mines d'uranium et sécurité en terre limousine, Retour sur le passé pour maintenir la vigilance, Actes du séminaire de la Crouzille (HV), 8-9 juin 2000, Programme « Risques collectifs e situations de crise » du CNRS - Tract format A4 : CLADE (Coordination limousine anti-déchets), « 46 ans d'exploitation de l'uranium en Limousin ou l'histoire d'une odieuse supercherie »- Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, Rapport sur la gestion des déchets très faiblement radioactifs par le député Jean-Yves Le Déaut, t. 2 : comptes-rendus et auditions, séance 23 avril 1992 – CRIIRAD (Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité), Etudes radioécologiques sur la division minière de la Crouzille – Site SIMO de Bessines – Sites de Montmassacrot, Bellezane et Puy-de-l'Age, 3 volumes / vol d'annexes (prélèvements et mesures entre janv et sept 1993), fév-mars 1994. -

11 Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, Rapport sur les conséquences de l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl et sur la sûreté et la sécurité des installations nucléaires, déposé le 17 décembre 1987 - Commission d'examen des dépôts de matières radioactives, Rapport aux Ministres de l'environnement, délégué à l'industrie et au commerce extérieur, à la santé, juillet 1991. – commission nationale d'évaluation relative aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs Rapports 2000+2001+2002+2003+2005

12 – revue de presse - commission nationale d'évaluation relative aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs, Rapports d'évaluation n° 4 à 9, oct 1998+1999 ; n°11, juin 2005- dossier vert : mobilisation contre l'implantation d'un laboratoire nucléaire souterrain

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

d'étude de stockage de déchets hautement radioactifs : pétition, documentation, correspondance, presse, 2000 - dossier rose Revue de presse / affaire des boues radioactives lac St Pardoux, 1998

13 Lettres INFO du Commissariat à l'énergie atomique (CEA)

14 Limair/univ Limoges, Le risque radon et ses remédiations, vol 1 : aspects généraux vol 2 : aspects législatifs, vol 3 : aspects communication, vol 5 : aspects sanitaires et épidémiologiques, vol 6 : aspects remédiations ; rapport n°3 présenté au comité de pilotage du 16 sept 2004, document de synthèse, 2004.- Brochure de communication : Compagnie générale des matières premières (COGEMA), La division minière de la Cruzille, sd

Divers

15 dossier Saillat - Note d'info générale, Raccordement au réseau électrique de la centrale de production à la société de cogénération de Saillat sur Vienne, novembre 1998

16 dossier (enveloppe) Mines du Bourneix, 1998 - Société des mines du Bourneix – concession de Chamousseau, Déclaration d'ouverture de travaux miniers souterrains – secteur de Fau Marie, étude d'impact, vers 1993, 58 p. + annexes

17 centrale électrique du Pas de la Mule Le Palais sur Vienne

18 - Association universitaire limousine pour l'étude et la protection de l'environnement (AULEPE), Annales scientifiques du Limousin, t. 6 et t. 7, Limoges, 1991 – Plan de prévention Nitro Bickord Saint Sylvestre – Livre blanc de l'environnement 1992 – le jardin sauvage : projet de jardin sur les bords de la Vienne à Limoges

19 carrière Lachaud à Brive – Estivals à Brive

Accroissement

Le fonds continue de s'accroître.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable (adresse électronique : galliot.lne@free.fr)

Loiret nature environnement (LNE)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

Loiret Nature Environnement.

1.3 Autres formes du nom

LNE, anciennement Naturalistes orléanais, anciennement Naturalistes orléanais et de la Loire Moyenne.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1946 – aujourd'hui

2.2. Histoire

L'Association est créée en 1945 par quelques enseignants (instituteurs, professeurs de sciences naturelles) amoureux de la nature. L'objectif est alors d'organiser des sorties de groupes pour mieux faire connaître et aimer le pays orléanais à travers les sciences naturelles. Le 24 janvier 1946, elle est déclarée à la préfecture d'Orléans sous le nom de Les Naturalistes Orléanais. Le Siège social est alors au musée d'histoire naturelle, à Orléans. L'association a pour objectif de faire connaître l'Orléanais, y développer le goût des sciences naturelles et faciliter les études des spécialistes de ces sciences.

Paul Sougy est le premier président, Roger Gauthier le secrétaire et Bernard Perroneau le trésorier. Les autres membres fondateurs sont Jean Avezard et Lucien Fardet. Maurice Genevoix est le Président d'honneur.

Dans les années 1950, l'association dont le siège social est situé au Muséum de Sciences naturelles d'Orléans se structure peu à peu en diverses sections spécialisées qui ne prendront leur essor que quelques années plus tard : Botanique, Mycologie, Entomologie, Ornithologie, Archéologie, Géologie, Spéléologie, Histoire & Géographie locales sont les disciplines étudiées à cette époque. Les Naturalistes Orléanais reçoivent l'agrément du Ministère de la Jeunesse et des Sports au titre de la jeunesse et de l'éducation populaire.

En 1962, l'association crée la Station ornithologique de Saint-Pryvé-Saint-Mesmin avec un encadrement bénévole quasi-permanent en la personne de François Larigauderie. Toujours dans les années 1960, le Muséum de sciences naturelles accueille pour la première fois en 1966 le salon du champignon qui existe depuis 10 ans. L'année suivante une salle Roger Gauthier est inaugurée le 14 janvier par le maire d'Orléans Roger Secrétain.

Dans les années 1970, la notion de protection de la nature prend de l'importance dans les esprits des adhérents de l'Association, au point d'ajouter le sous-titre «Association pour l'étude des sciences naturelles et la protection de la nature en région Centre». Ce caractère régional se perdra peu à peu avec l'apparition de plusieurs sociétés d'Étude et de protection de la nature dans d'autres départements de la région.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Un concours annuel de photographies de sciences naturelles voit le jour avec la collaboration du Photo-ciné-club orléanais.

A l'initiative de François Larigauderie et du président de l'association, Michel Rivière, est créée en 1975 la première réserve naturelle nationale pour la région Centre. La réserve de l'île de Saint-Pryvé-Saint-Mesmin sur la Loire fait alors l'objet d'une convention de gestion et d'animation (convention entre l'État, le conseil général du Loiret et les Naturalistes orléanais). Cela permet l'embauche d'un premier salarié (François Larigauderie) chargé de la gestion, de l'animation et de la surveillance de la Réserve ainsi que de l'animation sur les bases de loisirs dépendant de la direction départementale de la jeunesse et des sports. Le site de la « station ornithologique » de la réserve naturelle accueille alors de nombreux élèves et étudiants et devient aussi un lieu de formation pour les passionnés de nature. En 1977, ses responsables présentent un travail d'étude de recherche mené depuis les années 1960 sous la houlette du Muséum national d'histoire naturelle de Paris. Plus de 200 000 oiseaux ont été bagués à Saint-Mesmin, près d'un million de données biométriques ont été recueillies et les 3 000 « reprises » effectuées ont prouvé les grandes distances parcourues par les oiseaux visiteurs de l'Oural à l'Afrique du Sud.

En 1978, l'association reçoit du ministère de l'environnement son agrément au titre de la loi du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature. Un groupe mammalogie est créé et fournit un travail important de réflexion en cette période de rage vulpine suivi de la réalisation d'une exposition et de la publication d'un numéro spécial de la revue de l'association.

Dans la première moitié des années 1980, les objectifs de l'association sont redéfinis. L'assemblée générale extraordinaire de 1980 décide de développer les activités de protection et de sensibilisation à l'Environnement et de se doter de moyens tant matériels qu'humains. L'association participe notamment à l'élaboration du livre blanc sur l'environnement. De nombreuses actions de protection de la faune sauvage sont initiées par les adhérents notamment en faveur des sternes et des rapaces. Le balbuzard pêcheur effectue son retour naturel en forêt d'Orléans. Les ornithologues de l'association s'impliquent fortement pour surveiller le site de nidification. En parallèle, sont créés un groupe herpétologique qui entreprend le premier inventaire de l'herpétofaune du Loiret ainsi qu'un groupe de réflexion sur les cervidés. Un nouvel outil audiovisuel sur le thème du recyclage, des huiles usagées et du papier est également créé.

L'association est aussi déjà représentée dans beaucoup de commissions consultatives préfectorales (commission des sites, des carrières, plan de chasse...). Au début de la décennie le préfet signe les premiers « arrêtés de biotope » officialisant la protection de plusieurs zones sensibles : l'une au confluent Loire/Loiret, à la Pointe de Courpain ; l'autre pour préserver une héronnière à Ouvrouer-les-Champs. Quatre nouveaux arrêtés préfectoraux de protection de biotope permettent de préserver des sites de nidification des sternes en Loire.

Sous l'impulsion des Naturalistes Orléanais, la Fédération régionale des associations de protection de l'environnement du Centre (la FRAPEC, aujourd'hui France nature environnement Centre-Val de Loire) est créée et organise un premier colloque sur la Loire et son aménagement.

En raison de l'accroissement des activités de l'association celle-ci est alors contrainte de se réorganiser. Cela se traduit par l'embauche de salariés. Le siège social doit également

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

déménager dans un bâtiment préfabriqué situé à l'arrière du Muséum pour cause de travaux d'extension et de modernisation du Musée.

En 1986-1987, après une souscription lancée auprès des adhérents, les Naturalistes orléanais décident d'acheter un immeuble à Orléans afin de créer la première Maison de la nature et de l'environnement (MNE). Cette première MNE est inaugurée en mars 1987, Année Européenne de l'Environnement. Elle est sise au n° 96 rue du Faubourg Saint-Vincent à Orléans.

La catastrophe de Tchernobyl amène à réfléchir sur la question du risque nucléaire. C'est pourquoi l'association décide en 1987 de parrainer la création de l'Association pour le contrôle et l'information sur la radioactivité (ACIRAD) Centre, organe indépendant spécialisé dans le domaine du nucléaire. La même année est créé un poste de conservateur de la réserve naturelle de Saint-Pryvé-Saint-Mesmin qui sera confié à Michel Chantreau. Un premier plan de gestion est alors rédigé puis validé par le comité de gestion réuni par le préfet du Loiret. Toujours en 1987, l'assemblée générale décide d'adjoindre les mots « et de la Loire moyenne » au nom de l'association.

A la fin de la décennie 1980, la présence de l'association est toujours plus grande sur le front des débats sur les grands problèmes d'environnement (autoroutes, élimination des déchets, aménagement de la Loire...). Elle est également représentée à la commission départementale d'hygiène et rédige la charte départementale des usagers de la Loire qui est signée par de nombreux élus locaux et des associations. Un premier contrat d'étude est aussi passé avec la ville d'Orléans, tandis que la barre des 10 000 enfants ayant bénéficié des actions de sensibilisation par les animateurs professionnels de l'association est franchie.

Au début des années 1990, la première MNE étant devenue trop petite, le Conseil d'administration décide d'acheter une maison plus grande dotée d'un jardin. Les adhérents aident au financement de cette acquisition. L'aménagement de bureaux, de la boutique, de la salle d'exposition et du jardin ont demandé des milliers d'heures de travail à un noyau de bénévoles. C'est également avec le soutien d'entreprises mécènes que la nouvelle MNE devient opérationnelle et identifiable au 64 route d'Olivet à Orléans. Jean-Louis Pratz devient en même temps le premier directeur des naturalistes Orléanais, grâce au Fonds Régional pour l'Emploi. L'équipe des permanents s'étoffe quant à elle régulièrement et le centre d'information et de documentation sur la nature voit le jour grâce à l'obtention d'un Contrat Vert avec le conseil régional.

En 1994, la Maison de la nature et de l'environnement est inaugurée en présence de Théodore Monod.

En 1996, l'extension du périmètre de protection de la réserve naturelle de Saint-Pryvé-Saint-Mesmin est approuvée par le préfet du Loiret après plusieurs années d'instruction.

Entre 1997 et 1999, l'activité d'animation se diversifie avec une approche sur le thème du jardin grâce à l'embauche d'une animatrice permettant l'ouverture et la réorganisation progressive des 600 m² du jardin pédagogique de la MNE. Un premier catalogue des animations, édité dans le cadre d'un Contrat Vert avec le conseil régional, est diffusé dans tous les établissements scolaires du Loiret. L'association soutient ou organise également des activités périscolaires et mène des actions de sensibilisation auprès des scolaires, notamment sur les thèmes de l'eau, de l'air et de l'énergie et de l'élimination des déchets. Par exemple, les Naturalistes Orléanais rencontrent un grand succès lors du dixième

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

concours scolaire lancé auprès de toutes les écoles primaires du Loiret sur le thème l'eau (cent soixante classes du département participantes). Une exposition à la MNE, présentant les réalisations des classes, couronne l'opération avec succès.

En parallèle, l'association poursuit sa professionnalisation avec des recrutements, dont celui de trois médiateurs environnement en contrat emplois jeunes qui viennent peu à peu remplacer les objecteurs de conscience. Le niveau de qualification de ces nouveaux professionnels permet de répondre aux attentes des adhérents et des partenaires de façon plus efficace et plus spécialisée.

En 2000, un important travail préparatoire est engagé à la demande du ministère de l'environnement pour étudier un agrandissement conséquent de la Réserve Naturelle de Saint-Pryvé-Saint-Mesmin

Au printemps 2001, une caméra vidéo est mise en service sur l'un des très rares sites de reproduction du Balbuzard pêcheur de France.

En 2002, l'association adopte la convention « Collective nationale de l'animation socioculturelle », mais l'association se retrouve en difficulté pour pérenniser ses emplois après l'abandon par l'État du système d'aide à l'emploi jeune.

En 2003, pour la première fois, et pour être en conformité avec la loi, un commissaire aux comptes a été appelé. En parallèle l'association mène plusieurs études collaboratives sur des sujets tels que le peuplier noir et l'éolien.

En 2004, la MNE devient l'un des pôles de distribution des paniers bio, opération initiée par l'association « Les Jardins de Cocagne ».

En 2005, le site internet est créé tandis que les derniers restes de la station ornithologique de la rue Deffier à Saint-Pryvé-Saint Mesmin sont retirés du terrain. En 2006, se lance l'opération « Objectif Zéro Pesticide dans nos villes et nos villages » qui a pour but d'impliquer les communes dans la réduction de l'utilisation des pesticides dans les espaces publics. Elle est le fruit du travail collaboratif entre un groupe de bénévoles de l'association, la Fédération régionale de lutte et de défense contre les organismes nuisibles (FREDON) et les Jardiniers de France. La même année est créée la Réserve naturelle nationale (RNN) de Saint-Mesmin, résultat de huit années de travail. La RNN n°26 protège et gère un tronçon de 7,5 kilomètres de Loire, principalement sur le domaine public fluvial et s'étend sur 263 hectares. Elle touche désormais six communes : Saint-Pryvé-Saint-Mesmin, Mareau-aux-Prés, La Chapelle-Saint-Mesmin, Saint-Ay, Saint-Hilaire-Saint-Mesmin et Olivet.

En 2007, l'assemblée Générale extraordinaire dote les Naturalistes Orléanais et de la Loire moyenne de nouveaux statuts et entérine le changement de nom et de logo de l'association qui désormais s'appelle : Loiret nature environnement (LNE) adopte le Hérisson comme logo. Ces changements symboliques sont destinés à marquer l'affiliation de LNE à et à Nature Centre.

En 2008, l'opération « Objectif Zéro Pesticide dans nos villes et nos villages » connaît un tournant avec la signature de la charte par la ville d'Orléans. En parallèle, la rénovation de la MNE est engagée pour être plus respectueuse de l'environnement et pour des raisons de mise aux normes « zone inondable ». En 2009, en droite ligne de l'opération Objectif Zéro Pesticide qui voit la signature de sept nouvelles communes, deux nouvelles opérations sont lancées : opérations : « Mon jardin au naturel », « Jardiner au naturel, objectif zéro pesticide » qui consistent à accompagner

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

les enseignes de l'agglomération d'Orléans vendant des produits phytosanitaires vers les alternatives et à initier un changement de comportements des jardiniers amateurs. L'opération « Pull-Over Plus » destinée à engager les écoles et mairies à réduire significativement leurs émissions de gaz à effet de serre et à adopter des gestes écocitoyens est également lancée la même année. L'année 2009 voit également se dérouler la première édition de la fête de la réserve naturelle de Saint-Mesmin.

En 2010, la Maison de la nature et de l'environnement fête ses 20 ans en présence notamment d'élus dont la vice-présidente de la région, Pascale Rossler. L'opération Objectif zéro pesticide est quant à elle régionalisée par la fédération Nature Centre. Dans le même temps s'opère un regroupement des 3 opérations « Zéro Pesticide dans nos villes et nos villages », « jardiner au naturel, objectif zéro pesticide » et « Mon jardin au naturel » sous l'appellation : « Pesticides, comment s'en passer ? ». Le projet de « transmission d'images » du nid de balbuzard de l'étang du Ravoir au muséum d'Orléans se concrétise également la même année.

En 2011, l'association cherche à se renforcer sur la question des inventaires relatifs aux espèces et des territoires peu connus par la pérennisation d'un second poste de chargé d'étude et par le soutien de la région Centre. LNE lance aussi l'opération l'opération « Bienvenue dans mon jardin au naturel » avec pour point d'orgue l'organisation d'un week-end Portes-ouvertes dans 24 jardins sur 15 communes.

En 2012-2013, démarre un Inventaire de la biodiversité communale sur la commune d'Ingré tandis que le programme Val Mares dans le pays Loire-Beauce se termine par l'inauguration de l'exposition photographique « Zoom sur la mare » et la finalisation du Circuit des mares dans le pays. En 2013 se déroule le colloque international sur le balbuzard pêcheur qui est organisé par le muséum d'Orléans, la Ligue pour la protection des oiseaux et Loiret nature environnement. Les actions pédagogiques de l'association bénéficient également de la création de nouveaux outils, dont celui de « la malle aux herbes folles » qui est un outil mobile destiné à l'acceptation des herbes sauvages par les habitants des communes signataires. L'année 2013 est également marquée par l'arrivée officielle de la Loure dans la réserve naturelle nationale de Saint-Mesmin.

En 2014, les bénévoles du centre de documentation de la M.N.E. se lancent dans l'informatisation de la photothèque qui contient plus de 30 000 clichés.

En 2015, l'association participe au lancement de la base de données régionale SIRFF (Système d'information régional sur la faune et la flore), rendant accessible en ligne la nouvelle base de données naturalistes de LNE. L'association se voit également reconduire la gestion de la réserve naturelle de Saint-Mesmin pour 5 ans après validation du nouveau Plan de gestion de celle-ci. En parallèle est créé un nouveau sentier de découverte à la réserve naturelle sur le site de Micy. LNE participe à la COP 21 de Paris par l'intermédiaire du témoignage vidéo de Didier Papet Président de l'association sur les opérations de développement durable menées conjointement avec la ville d'Orléans. L'animation du plan régional d'action « Pélobate brun » est confiée par la DREAL (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement), confirmant ainsi l'importance des stations à pélobates à l'orée de la Sologne du Loiret.

En 2016, le site du Ravoir est visité par la secrétaire d'état Barbara Pompili lors de la signature d'un engagement des différents partenaires (ONF, RTE, ville d'Orléans, LNE...) pour la relance du projet de caméra sur le nid de Balbuzard pêcheur avec transmission des images par internet et animations autour de cet oiseau emblématique. L'année est

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

également marquée par les 70 ans de LNE qui voit la ré-édition du livre de Jacques Baillon Faune sauvage des temps jadis – Orléanais, Beauce, Sologne, Gâtinais [...] dans lequel est inclus un cahier spécial « Historique de l'association » illustré de photos issues des archives de l'association.

2.3. Lieu

Maison de la nature et de l'environnement

64, route d'Olivet

45 000 Orléans

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901, inscrite au journal officiel en date du 24 janvier 1946.

2.5. Fonctions et activités

A l'origine une société de naturalistes, Loiret nature environnement est désormais pluridisciplinaire. L'association mène principalement des projets d'éducation et de sensibilisation à la protection de la nature et de l'environnement ainsi que des inventaires, suivis scientifiques et des diagnostics « biodiversité » sur les exploitations agricoles.

Selon ses statuts, LNE a pour objet :

- d'étudier et de protéger les milieux naturels, dans une perspective de léguer une nature préservée aux générations futures ;
- de veiller et de participer activement à la préservation de la faune, de la flore et des sites nécessaires à la conservation de celles-ci ;
- d'œuvrer dans un souci d'éducation à l'environnement de tous publics par une vulgarisation scientifique rigoureuse s'appuyant sur les recherches en cours ;
- de participer au débat public auprès des institutions locales, départementales, régionales ou nationales ;
- d'engager toute action visant à réduire les impacts néfastes de l'homme sur son environnement.

Les principales actions de LNE dans le département du Loiret sont donc les suivantes :

- Mieux connaître pour mieux préserver
- Éduquer à l'environnement pour sensibiliser un large public
- Agir pour plus d'éco-citoyenneté

Loiret nature environnement faisait paraître jusqu'en 2005 un bulletin, remplacé depuis par des lettres d'information. Elle crée également de nombreux documents de sensibilisation et des outils pédagogiques.

Loiret nature environnement dispose également de plusieurs agréments :

Protection de la nature (au titre de loi de 1976)

Habilitation à participer au débat sur l'environnement dans le cadre d'instances consultatives départementales

Jeunesse et éducation populaire

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Association éducative complémentaire de l'enseignement public (local, départemental et académique)

Formation continue

Code de l'Urbanisme

Loiret nature environnement est gestionnaire d'une réserve naturelle nationale depuis 1975 : la réserve naturelle de Saint-Mesmin.

2.6. Textes de référence

Les statuts complets sont accessibles sur le site de l'association à l'adresse suivante :

http://www.loiret-nature-environnement.org/images/Loiret_Nature_Environnement/Pr%C3%A9sentation/statut-lne.pdf

2.7 Organisation interne

LNE est formée par des bénévoles et des salariés.

Un conseil d'administration est élu chaque année par l'assemblée générale. Il est actuellement de 15 membres qui se réunissent tous les trimestres à la Maison de la nature et de l'environnement d'Orléans. Ils discutent de l'ensemble des activités et préoccupations de l'association et approuvent les projets portés par celle-ci. Issu du conseil d'administration, le bureau se réunit régulièrement à la Maison de la nature et de l'environnement d'Orléans.

L'équipe salariée est quant à elle composée de 14 membres et se divise entre l'administration générale de l'association et 4 pôles (réserve naturelle nationale de Saint-Mesmin, pôle animations, pôle inventaire et expertises, pôle projets : zéro pesticides et développement durable).

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Associations et organismes privés : Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), Groupe régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement Centre, France nature environnement (FNE), Réserves naturelles de France, Fédération régionale de lutte et de défense contre les organismes nuisibles de la région Centre (FREDON)...

Organismes publics : Office national des forêts (ONF), Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS), Agence française pour la biodiversité (AFB), communes.

3.2. Type de relations

Loiret nature environnement est membre de France nature environnement Centre-Val de Loire.

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Mars 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français

4.8. Sources

Didier Papet (actuel vice-président de LNE)

Site de l'association : <http://www.loiret-nature-environnement.org>

Présentation du contenu conservé par Loiret nature environnement (LNE) :

Création :

Pièces isolées (1945 - décennie 1950)

Administration et composition :

Dossiers préparatoires d'assemblées générales ;

Bureau : dont comptes-rendus de bureaux (1993-1999) ;

Dossiers de l'inauguration Maison de la nature (avec invitations) (1994) ;

Relations avec le Muséum d'histoire naturelle d'Orléans (années 1970).

Comptabilité :

Facturiers, salaires.

Fonctionnement et activités :

Feuilles mensuelles d'activités (vers 1958- années 1980) ;

Programmes des conférences ;

Fiches d'observations ;

Études et suivi sur les balbuzards (avec cahiers de terrain (1984- 1994)) ;

Analyses (vers années 1970) ;

Dossiers de suivi des communes concernant principalement le projet « Objectif zéro pesticide dans nos villes et villages » ;

Dossiers thématiques : dont chasse, pollution, mycologie, entomologie, faune (loups, lynx, loutres, castors, balbuzards...) ;

Concours scolaires ;

Expositions (vers décennie 1980-2017) : affiches, panneaux (dont cinquantenaire de LNE), photographies ;

Consultations relatives aux enquêtes publiques du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) (2012-2015) ;

Archives de la réserve naturelle de Saint-Mesmin (doubles) (5ml) : plans de gestion de la RN, cadastre, POS, , commission animation (documentation), recensements d'oiseaux.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Documentation:

Revue. - Bulletin Les naturalistes orléanais, Loiret Nature (1945-2017) : « première édition » avril (1945-1957), nouvelle édition (1958-2005) ; lettres d'information (1); collections de bulletins reçues de sociétés savantes et d'associations scientifiques et de protection de la nature et de l'environnement (dont Gazette de Loir-et-Cher, Perche nature, bulletin climatologique du Loiret, Courrier de la nature, Salamandre, Loire et ses terroirs, Société géologique de France) (environ 25,0 ml) ;

Revue de presse sur la thématique de la nature et de l'environnement ; coupures de presse ;

Études ;

Cartes géologiques ;

Textes législatifs (dont Natura 2000) ;

Plaquettes de l'association ;

Diapositifs et photographies concernant principalement la faune et la flore locale en lien avec l'activité naturaliste de l'association.

Varia:

Outils pédagogiques ;

Documents de protection de la nature donnés par Roger Gauthier (années 1970).

Dates extrêmes

1945-2005

Métrage linéaire conservé

environ 130 ml

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné, dont : bulletins des Naturalistes Orléanais numérisés 1965-2004, diaporama de plus de 200 photographies numérisés relatif aux 70 ans de LNE disponible sur le site de l'association.

Accroissement

Fonds non clos

Mode de classement et état de conservation

Fonds majoritairement non classé avec conditionnement en boîte archives cartonnées dans un environnement sain.

Classement documentaire pour les ouvrages de la bibliothèque.

Localisation physique

Maison de la Nature et de l'environnement

64 route d'Olivet

45 000 Orléans

***Aperçu* des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature**

Modalités d'accès

Accueil de chercheurs sur demande à la Maison de la Nature..

Maison botanique - Atelier vivant de Boursay

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Maison botanique - Atelier vivant

1.3. Autres formes du nom

L'Atelier vivant (vers 1991-2001).

Maison botanique - Atelier vivant (depuis 2001).

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

Vers 1991 - aujourd'hui

2.2. Histoire

La création de la « Maison botanique - Atelier vivant », remonte à l'installation dans la commune de Boursay au début de la décennie 1980 de Dominique Mansion. Cet artiste, passionné de botanique et également l'un des membres fondateurs de l'association « Perche nature » décide de s'investir dans la préservation et la valorisation du Perche et plus localement dans sa commune. Il lance alors de nombreuses initiatives avec le maire de Boursay, Paul Bianquis. À la demande de ce dernier, Dominique Mansion réalise avec « Perche nature » en 1990 les projets de plantation de haies champêtres autour du terrain de la salle communale et le long du lagunage.

Cette dynamique de projets se poursuit à Boursay avec la naissance de l'association « l'Atelier vivant » vers 1991. En 1993, le projet d'une halte-garderie par la Mairie évolue en centre de loisirs « L'atelier Vivant », sous l'impulsion de l'association et de jeunes parents habitant Boursay et les alentours. Ce centre de loisirs a pour objet de proposer aux enfants du village et des environs des animations nature pendant les vacances scolaires.

L'année suivante est créé le chemin botanique à Boursay. Ce chemin, d'environ 2.5 kilomètres de long propose un balisage de la flore arborée, arbustive et herbacée du Perche. Il a été financé par la région (CRIL), installé par la commune de Boursay et conçu bénévolement par Dominique Mansion, suite à sa réalisation des dessins de la flore forestière française. L'inauguration du chemin botanique a été l'occasion de présenter son prolongement : le projet de la Maison botanique.

En 2000, soit après 6 ans de réunions, de démarches et dossiers, le projet porté par le Syndicat intercommunal de Droué se réalise. L'association « Maison botanique - Atelier vivant » voit le jour ainsi que le centre du même nom. 450 personnes sont présentes lors de l'inauguration des locaux mis à disposition par la mairie de Boursay (des anciens bâtiments restaurés au cœur du village grâce au concours financier de la région et du département).

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

En janvier 2001, les Trognés présentées par Dominique Mansion au festival international des jardins de Chaumont-sur-Loire reviennent à Boursay, puis sont remises en place en juin 2002 (avec de nouvelles trognés pour un total de 43) le long d'un nouveau chemin reliant la Maison botanique et le Chemin botanique. Le Chemin des Trognés est alors inauguré en novembre 2002, prolongeant et confortant la réputation et la vocation pédagogique de la Maison botanique. L'année suivante est créé le Centre européen des Trognés.

En 2006, le Marché bio créé à Romilly par Monique Plateau, devenu Fête bio, prend racine à Boursay. Les salariés et des bénévoles de l'association « Maison botanique - Atelier vivant » s'impliquent dans cette manifestation annuelle pour devenir les principaux organisateurs.

En 2009, les chemins Botanique et Trognés sont classés en espace naturel sensible par le département.

En 2011, ont lieu les premières Rencontres nationales du plessage à Boursay.

En 2015, la Maison botanique et les chemins sont enrichis par la mise en place d'une signalétique venant élargir et détailler le champ d'information autour des enjeux environnementaux, patrimoniaux et sociétaux.

2.3. Lieu

Maison botanique – Atelier vivant

Rue des Écoles

41270 Boursay

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

La « Maison botanique - Atelier vivant » est une association Loi 1901 ayant pour principaux objets la transmission de savoir, l'éducation et la sensibilisation à l'environnement, l'accompagnement à l'environnement (notamment dans le cadre de formations telle que sur le plessage, de stages et de l'accompagnement des agriculteurs à l'agroforesterie) et le développement du tourisme local. Elle aborde un angle d'approche différent selon le public.

L'animation de la Maison botanique et la gestion de « L'atelier vivant » (centre d'accueil de loisirs agréé jeunesse et éducation populaire) constituent les principales activités de l'association. « L'atelier vivant » propose ainsi aux enfants de 3 à 12 ans des activités de découverte du patrimoine naturel et culturel local par l'animation d'ateliers (jardin, cuisine sauvage, céramique, mini-stages...), de jeux collectifs extérieurs, de balades et d'activités libres (atelier jardin, jeux de société...). Le fonctionnement du centre de loisirs se veut « éco-citoyen » (tri des déchets, recyclage et réutilisation d'objets, sensibilisation à l'économie d'eau et d'énergie, restauration d'origine locale).

« L'atelier vivant » se donne pour objectifs et principes de :

- Susciter des changements de perception et générer des comportements respectueux et responsables vis-à-vis de la nature et de l'environnement, en s'appuyant sur le végétal et les relations entre les Hommes et les végétaux.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- Permettre des échanges et des transferts de connaissances sur des savoir-faire liés au monde végétal.
- Favoriser la découverte de la nature sur le terrain, s'immerger dans l'environnement,
- Éveiller la curiosité au monde végétal,
- Transmettre les savoirs et savoir-faire liés au monde végétal,
- Sensibiliser aux enjeux environnementaux actuels,
- Informer, sensibiliser et favoriser le questionnement, tout en respectant les points de vue de chacun.

Selon ses statuts l'association a pour buts¹⁰⁴⁶ :

– « L'accueil de la petite enfance et la création d'animations pour les enfants en âge scolaire, ainsi que l'éducation populaire en favorisant les rencontres et activités entre personnes d'âge et d'origine différents.

– L'association a également pour but d'animer la Maison botanique, comprenant un musée sur la flore et la faune locale, les usages et savoir faire qui leur sont liés, en vue d'y accueillir tout public, d'y organiser des animations et d'y dispenser des stages de formation ouverts à tous.

– L'association a encore pour but de créer et gérer le centre européen des Trognés (recueil d'informations, organisation de stages de formation, animations...) y compris le chemin des trognés situé à proximité de la Maison botanique.

– Agir pour le maintien et la protection de la diversité floristique sauvage et domestique et leurs milieux. »

La « Maison botanique - Atelier vivant » remplit également les missions suivantes :

– L'aménagement et l'entretien des sentiers (chemin des trognés et chemin botanique).

– L'organisation de la fête du Bio de Boursay depuis 2006.

– La participation à l'organisation du Marché au livre de Boursay depuis sa création en 2017.

– L'accompagnement de projets de plantations de haies.

– L'accompagnement technique sur les trognés par l'intermédiaire du Centre européen des trognés.

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

L'association « Maison botanique - Atelier vivant » est composée d'un Conseil d'Administration élu chaque année lors de l'assemblée générale. Il rassemble actuellement 10 membres bénévoles qui se réunissent tous les mois à la Maison botanique. Ils discutent de l'ensemble des activités et préoccupations de l'association et approuvent les projets portés par celle-ci.

Le bureau est également élu chaque année par les membres du conseil d'administration. Il est actuellement composé de :

¹⁰⁴⁶Extrait des statuts du 30/01/2010.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- Sandrine Casarin : présidente,
- Dominique Mansion : vice-président,
- Eric Casarin : trésorier,
- Séverine Secretain : trésorière adjointe,
- Martine Coursaget : secrétaire,
- Philippe Cornet : secrétaire adjoint.

L'association compte également une équipe salariée de 4 permanents dirigée actuellement par Étienne Monclus. Des stagiaires et des services civiques viennent régulièrement renforcer cette équipe.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Collectivités et associées : Région ; Département ; Union européenne et la communauté de commune pour les financeurs ; le Parc naturel régional (PNR) du Perche dans le cadre d'animations ; le Centre départemental de soins d'accompagnement et d'éducation du Val de Loire (CDSAE) à Herbault ; le lycée agricole d'Areines (partenariat) ; et la commune de Boursay comme partenaire local et financeur.

Monde associatif : Perche nature (actions communes et partenariats) ; le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement du Loir-et-Cher (CAUE 41) ; le Groupe régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement Centre adhérent) ; la Fédération départementale des chasseurs du Loir-et-Cher.

Divers : Syndicat mixte du Pays Vendômois (relais de financement), agriculteurs locaux, public scolaire.

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juillet 2018

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Dominique Mansion, vice-président et fondateur.

Étienne Monclus, coordinateur et animateur nature.

<http://www.maisonbotanique.com/>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Présentation du contenu conservé par la Maison botanique - Atelier vivant :

Administration et composition :

Comptes rendus des réunions de l'assemblée générale et du conseil d'administration : format papier (1991-2013) (0,2 ml), format numérique (1991 - jusqu'en 2018) ;

Rapports d'activités (0,1 ml) ;

Dossiers de direction ;

Déclarations d'accueil ;

Adhésions.

Personnel (0,5 ml) :

Salaires (0,30 ml), stagiaires, « emplois jeunes ».

Correspondance :

Courriers départs/arrivés (chronos).

Comptabilité :

Comptabilité générale (environ 3,5 ml) (vers 2002-2016) : comptes annuels, factures, pièces justificatives, devis (2005-2008), chéquiers, assurances.

Fonctionnements, activités :

Dossiers d'activités et de formations (dont plessage et classes découvertes) (environ 2,0 ml) ;

Marché Bio (2008-2014) (environ 1,0 ml) : préparation, matériel, tickets, factures, affiches et affichage divers.

Documentation :

Documentation pédagogique relative à l'animation nature (3,0 ml) ;

Rapports de stages ;

Brochures et prospectus de la Maison botanique ;

Banderole de la fête Bio de Boursay organisée par l'association.

Expositions (dont « écorces », « champignons », « graines », « racines ») : dossiers de préparations, objets scénographiques, panneaux et affiches (environ 5,0 ml hors panneaux) ;

Herbiers (2 classeurs) ;

Bibliothèque – centre de documentation. - Publications et ouvrages classés par thème ou collection (dont sur le jardinage, la cuisine, la vannerie, la botanique, l'agriculture, l'énergie, la connaissance des simples, les arbres, livres anciens et livres « jeunesse ») (environ 15 ml) ; cassettes audio et diapositives.

Varia :

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Fonds M. Richard¹⁰⁴⁷ (vers 1934-1970) (0,20 ml) : notes d'ouvrages, dépouillements de flores (dont carnet), recherches sur la végétation de l'Adour, note d'un colloque de 1959, courriers, bulletins « le Monde des Plantes » (1934-1950) et feuille d'information de « Science et Nature » (association des Amis du muséum d'histoire naturelle) (1958-1970) ;

Vrac non identifié (environ 1,0 ml).

Dates extrêmes

Vers 1934 - 2018

Métrage linéaire conservé

Environ 31 ml

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné (sont notamment conservés : les comptes rendus d'assemblée générale et de conseil d'administration ainsi que les rapports d'activités).

Le site de l'association propose également en libre accès un certain nombre d'archives numériques, dont :

- Les statuts mis-à-jour du 30/01/2010

<http://www.maisonbotanique.com/images/download/statuts-maison-botanique.pdf>

- Le Projet pédagogique du centre d'accueil

<http://www.maisonbotanique.com/images/download/AV-projet-pedagogique.pdf>

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Les fonds sont en bon état, conditionnés en boîte archives pour la plupart, et se situent dans un environnement sain.

Localisation physique

Maison botanique

Rue des écoles

41270 Boursay

Modalités d'accès

Sur demande aux coordonnées suivantes :

Tél. : 02 54 80 92 01

Courriel : contact@maisonbotanique.com

1047 Enseignant et botaniste amateur. Un herbier composant le fonds est conservé chez Dominique Mansion.

Mardiéval

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

Mardiéval

1.3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1972 - aujourd'hui

2.2. Histoire

Mardiéval est à l'origine une association créée en 1972 sous le nom « d'Association pour la défense des intérêts des propriétaires et habitants de la Commune de Mardié ».

Tombée progressivement en sommeil, l'association est relancée en 1996 pour réagir au projet de grand contournement d'Orléans et d'un second pont sur la Loire près de Jargeau. Ce projet de déviation routière, notamment soutenu par le cabinet d'avocat de Corinne Lepage, s'inscrit dans le cadre des politiques d'aménagement de l'agglomération orléanaise débuté en 1974 avec l'adoption d'un SDAU (Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme). Quant au projet de construction d'un second pont à proximité de Jargeau, il a pour objectif de dévier le trafic hors du bourg de la commune. La première intention était de le construire à proximité de « Chenailles » à l'ouest de Jargeau. L'idée est rapidement abandonnée pour le choix de la commune de Mardié au cœur de la « ceinture verte » ou « coupure verte » d'Orléans. Partant d'un besoin de défendre le patrimoine communal et la tranquillité du village, des habitants de Mardié en sont venus à prendre conscience de la valeur inestimable du patrimoine naturel et paysager ligérien local. Ils se sont alors réunis au sein de « l'Association pour la défense des intérêts des propriétaires et habitants de la commune de Mardié » afin de le protéger contre ce projet routier. L'association, disposant alors des statuts pour mener une action en justice entama alors une procédure qui fut par la suite déboutée.

Le projet de déviation et de pont sur la Loire se poursuit dès lors. Vers 2002, un collectif de défense contre le grand contournement d'Orléans est alors créé. Il permet alors aux différentes associations de protection de l'espace ligérien autour de l'agglomération orléanaise (dont « Mauves Vivantes ») de coordonner leurs actions lors de l'enquête publique. En 2004, des études sont lancées pour la construction du pont de Mardié, puis le début des travaux est annoncé pour 2006.

Malgré un premier échec, « l'Association pour la défense des intérêts des propriétaires et habitants de la commune de Mardié » est rebaptisée en septembre 2006 Mardiéval et ses statuts sont sensiblement rénovés. Le VAL de ce nouveau nom évoque à la fois le Val de Loire, auquel appartient la commune de Mardié, et la notion de valorisation qui doit prendre le pas sur celle de défense, laquelle avait prévalu dans le passé. Cette évolution

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

traduit également la prise de conscience de l'importance des enjeux de la valorisation comme ceux de la préservation du cadre de vie et de l'environnement, dans une dimension collective, et des besoins d'initiatives offensives et défensives, de stratégies, d'organisation et de communication nécessaires pour atteindre les objectifs de l'association.

En 2009, l'association est marquée par le retrait pour cause de maladie de son président, Yves de la Martinière qui décède la même année.

Suite aux actions menées, les travaux de construction du pont sont retardés. En parallèle, Mardiéval s'implique contre un projet de carrière de soixante hectares (la carrière de « l'étang ») en soutenant l'action en justice entreprise par la commune de Mardié. Tout en faisant toujours front contre ces projets menaçants, l'association développe un certain nombre d'initiatives en faveur de la valorisation et de la protection du Patrimoine ligérien. En 2010, Yann Arthus-Bertrand vient soutenir l'action de Mardiéval en parrainant les deux premiers Balbuzards pêcheurs nés sur une aire que l'association a installée à Mardié. La même année, un blog est lancé, devenu par la suite Loire & biodiversité¹⁰⁴⁸ afin d'illustrer l'exceptionnelle biodiversité que l'on peut rencontrer près de la Loire à Mardié, et plus largement dans le Val de Loire du Loiret.

En 2014, Mardiéval redéfinit ses statuts. L'année suivante un nouveau collectif dénommé « La Loire vivra » est fondé. Incluant l'association ainsi que Mauves Vivantes, il a pour objectif de se coordonner contre le projet de contournement est d'Orléans qui redémarre.

Durant l'automne 2015, une webcam filmant le nid des Balbuzards pêcheurs est installée par l'association.

En mars 2016, l'association lance le site BalbuCam¹⁰⁴⁹ qui permet de suivre chaque année la saison de reproduction du balbuzard pêcheur, un rare rapace migrateur piscivore. Cette initiative au budget relativement modeste (investissement 3 500 euros) rencontre un important succès (60 000 visiteurs passionnés ayant ouvert 400 000 sessions en 2017).

La même année se déroule l'enquête publique relative au pont de Mardié. Dans ce cadre, Mardiéval dépose un dossier de 40 pages parmi 2200 autres (1600 défavorables au projet, 600 favorables). À la fin de l'année, la Déclaration d'utilité publique (DUP) est adoptée. L'association engage alors un recours devant le tribunal administratif, tandis que 10 hectares de bois sont défrichés et qu'un Partenariat Public Privé est mis en place à l'initiative du conseil départemental du Loiret.

Afin de poursuivre son action en justice Mardiéval, doit faire appel aux dons en 2017 et collecte 15 000 euros (l'objectif était de 10 000 euros).

En septembre 2018, un nouvel arrêté pris par la préfecture du Loiret permet la reprise des travaux de déboisement liés au projet de déviation. Mardiéval entreprend alors avec le concours de France nature environnement Centre – Val de Loire de déposer un nouveau recours au Tribunal administratif. Le mois suivant, le Conseil d'État rend une décision défavorable à la commune au sujet de l'exploitation du site de « l'Étang » par l'entreprise « Ligérienne Granulats SA ».

2.3. Lieu

Siège social (adresse postale) :

1048<http://www.loire-et-biodiversite.com/>

1049<http://www.balbucam.fr/fr/accueil/>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Mairie de Mardié

105, rue Maurice Robillard

45430 Mardié

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Mardiéval est association Loi 1901 de protection de la nature et de l'environnement de la commune de Mardié et plus largement dans le Val de Loire du département du Loiret.

Selon ses statuts, elle a pour buts :

- a. D'assurer aux habitants un cadre de vie équilibré et sain. De contribuer au respect et à l'amélioration de la qualité de la biodiversité et des paysages. De contribuer à la connaissance et à la valorisation des milieux, et à l'éducation à l'environnement.
- b. De protéger ces territoires et leurs patrimoines naturels et urbains, face à toute menace, contre toute atteinte d'où qu'elle vienne et de quelque nature qu'elle soit ; notamment à l'occasion de tout plan d'ensemble, de tout programme et/ou de tout projet d'infrastructure, d'aménagement ou d'urbanisme public ou privé.
- c. A ces occasions, le cas échéant, de défendre les intérêts légitimes des habitants de ces territoires. Et/ou de contribuer à la sauvegarde des droits de ses membres, ou de tiers concernés, face à toute collectivité ou de tout organisme public ou privé.

Les solidarités pourront amener l'association à soutenir des actions hors de son territoire d'élection. ¹⁰⁵⁰

Plus précisément, Mardiéval a pour principales activités :

- La défense et la protection du patrimoine naturel de Mardié et plus largement du milieu ligérien, partie intégrante du patrimoine mondial de l'humanité désigné par l'UNESCO, et qui est classé par l'Europe zone de protection spéciale Natura 2000, au titre de la directive Oiseaux, et site d'importance communautaire au titre de la directive Habitats :

En conséquence, Mardiéval lutte contre le projet de déviation routière d'Orléans incluant le projet de construction d'un pont traversant la Loire au cœur de la « ceinture verte » ou « coupure verte » d'Orléans dans la commune de Mardié, et contre le projet de carrière sur le site de « l'Étang ».

- Le partage de la connaissance par l'inventaire de la très riche biodiversité locale (avec notamment plus de cent trente espèces d'oiseaux sauvages tels que balbuzards pêcheur, plus de trente espèces d'Odonates, castors, loutres...) et sa diffusion sous forme d'inventaire photographique vivant et observations naturalistes faites sur le site/blog [Loire & biodiversité](#).
- La valorisation du patrimoine ligérien et la restauration de sa biodiversité :

L'association participe et soutient des actions menées par la commune de Mardié pour ouvrir le milieu naturel au public tout en le respectant. Les rives de Loire ont ainsi accueilli

1050Extrait de l'article II des statuts modifiés du 17 octobre 2014.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

de plus en plus d'activités de randonnées et de loisirs « verts ». De plus, l'association a lancé depuis 2016 l'initiative du suivi de la saison de reproduction du balbuzard pêcheur « balbucam » grâce à l'installation d'une plate-forme dédiée au rapace et d'une caméra. Depuis cette opération, Mardiéval organise une fête annuelle dénommée « balbufête ».

– L'éducation et la sensibilisation à l'environnement, principalement à destination du public scolaire.

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

Mardiéval se réunit en assemblée générale une fois par an. Elle dispose d'un conseil d'administration qui se réunit en principe tous les mois, ou sur convocation expresse du président.

L'association se compose d'un bureau, dont les principaux membres sont actuellement Jean-Marie Salomon (président), Sylvie-David Rousseau (vice-présidente, également membre d'une association luttant contre un projet de déviation à Sully-sur-Loire), Thierry Solé (également conseiller départemental Europe-Écologie - Les Verts (EELV) de l'arrondissement de Chécy), Sylvie Boyon (secrétaire), Sylvette Beziat, Jérôme Lamour (se consacre au projet balbucam).

Mardiéval compte également environ 200 à 250 adhérents, dont une dizaine de bénévoles actifs.

L'association ne dispose d'aucun salarié.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Mardiéval entretient principalement les relations suivantes :

- Membre de la fédération France nature environnement Centre – Val de Loire (FNE CVL) depuis 2012.

- Actions communes avec les associations membres du réseau France nature environnement Centre-Val de Loire (notamment avec le conservatoire d'espaces naturels Centre-Val de Loire dans le cadre d'activités naturalistes et avec l'association Mauves Vivantes dans le cadre des luttes de protection du Val de Loire).

- Ami de la fondation de Yann Arhus-Bertrand (parrainage des deux premiers Balbuzards pêcheurs nés sur une aire que l'association a installée à Mardié).

- Actions communes avec la commune de Mardié dans le cadre de la protection du patrimoine naturel de la commune.

- En contact avec le conseiller général Europe-Écologie Les Verts de Chécy, Thierry Soler (soutien contre le projet de contournement d'Orléans).

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Décembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Jean-Marie Salomon, Président de Mardiéal.

Site de l'association :

<http://le-castor-enerve.fr/>

Site d'observation du albuzzard pêcheur : <http://www.balbucaam.fr/fr/accueil/>

Site de valorisation du patrimoine naturel ligérien : <http://www.loire-et-biodiversite.com/>

Présentation du contenu conservé par Mardiéal :

Administration et composition :

Assemblée générale : comptes rendus de séances ;

Activités de trésorerie : comptes rendus.

Fonctionnement et activités :

Actions entreprises par Mardiéal contre la déviation d'Orléans à Mardié et la construction du pont.- Recours en justice ; dossier relatif à l'enquête publique ; réception aux commissions plénières au Parlement Européen ; pièces annexes ; plans ; copies des études d'impact ; participation à la commission permanente du conseil départemental du Loiret ;

Communiqués de presse ;

Sorties avec le public scolaire : plaquettes ;

« Balbucaam » (2015-2017) : projet (2015), documents de communication ;

« Balbufêtes » : signalétique, affiches ;

Contre inventaire naturaliste site Natura 2000 de Mardié est (2006-2007) ;

Projet Mardié-Loire pour la création d'un observatoire et mise en valeur de la propriété ;

Recours contre la carrière de l'étang (2011-2017) ;

Dossier groupe Pandions (sur étude du albuzzard) ;

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Actions diverses ;

Relations avec France nature environnement Centre – Val de Loire.

Documentation :

Publications de Mardiéval. - « BalbuCam la lettre » (2015-2018), « La lettre du Castor » (format recto verso ou 4 pages) (2006-2018), plaquettes de l'association, « La Fiche du Castor » sur différents thèmes, tracts ;

Panneaux d'exposition.

Varia :

Archives de l'ancienne présidence (1994-2005) (2,50 ml) concernant principalement le dossier « Grand contournement d'Orléans » (avec pétition, documentation et études, délibérations du Conseil Général du Loiret, conférences de presse, coupures de presse, correspondance).

Dates extrêmes

1994 - 2018

Métrage linéaire conservé

Environ 4,80 ml.

Stockage bureautique conservé

Volume estimé à 18,6 Go.

Classement chronologique des documents. Classification des données, dont :

- Courriers ;
- Carnets d'adresses ;
- Dossier « agir contre le pont » et la déviation d'Orléans (avec communication, contentieux, documentation) (9 Go) ;
- Photographies classées chronologiquement et par espèce ;
- Publications de l'association en format numérique.

À noter que les « Lettres du Castor » sont disponibles sur le site de l'association en format .doc ou en .pdf.

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Bon état de conservation des archives dans un environnement sain. Les archives les plus anciennes sont conservées dans des boîtes dédiées. Les archives courantes sont quant à elles classées dans des dossiers.

Localisation physique

Au domicile de Jean-Marie Salomon, président de Mardiéval, à Mardié.

Modalités d'accès

Sur demande auprès de Jean-Marie Salomon, président de Mardiéval :

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Courriel : jean-ma.salomon@wanadoo.fr

Tél. : 06.08.70.67.37

Mouvement de protection, intervention et droit aux animaux sans frontières

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Mouvement de protection, intervention et droit aux animaux sans frontières.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2013 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

L'association a été créée en 2013 afin d'œuvrer pour la cause animale. Elle veille à la protection des animaux domestiques ainsi qu'à la protection et à la réhabilitation des espèces protégées et/ou sauvages à l'échelle nationale, européenne et internationale.

2.3. Lieu

19, rue Pierre Corneille

76300 Sotteville-lès-Rouen

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'association a pour but :

- de recueillir, protéger et défendre les animaux de toutes espèces, maltraités, abandonnés, voués à l'abattoir ainsi que les animaux sauvages blessés ;
- d'informer et de sensibiliser le public ;
- de créer des aménagements d'urgence pour l'hiver avec de nombreuses associations et des structures afin de recueillir les animaux en détresse ;
- de mettre en place des programmes spécifiques en faveur des sans domicile fixe afin de soigner et nourrir leurs animaux, de même pour les personnes les plus démunies ou encore les gens du voyage ;
- de renforcer la réglementation pour une meilleure protection animale en intervenant auprès du gouvernement, de l'Assemblée nationale, du Sénat, des maires, de la commission et du parlement européen, mais aussi des médias (télé, radio, etc.) ;
- de soutenir et financer la sauvegarde, les soins et la réhabilitation des animaux sauvages et domestiques.

4. Zone du contrôle

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Journal Officiel.

Note : cette association n'ayant pu être rencontrée, le détail du fonds ci-dessous a été rédigé selon la fiche de renseignement envoyée au début de la mission.

Présentation du contenu :

Documentation : DVD et cassettes vidéos *National Geographic*, ouvrages sur la protection de la faune et de la nature.

Métrage linéaire : non communiqué.

Lieu de conservation :

Mouvement de protection, intervention et droit aux animaux sans frontières

19, rue Pierre Corneille

76300 Sotteville-lès-Rouen

Nature 18

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Nature 18

1.3. Autres formes du nom

Anciennement, Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature et de l'environnement du Cher (SEPANEC)

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1970 - Aujourd'hui

2.2. Histoire

En 1970, la Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature et de l'environnement du Cher (SEPANEC) est fondée par Simone Fromage et son mari (ce dernier sera par la suite salarié du Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) de Tronçais dans l'Allier, créant ainsi de nombreux liens entre les personnes des deux départements).

Cette création s'inscrit dans la lignée de l'émergence du mouvement de la protection de la nature dans la région Centre et de départementalisation du mouvement associatif débutée dans la décennie 1960 impulsée par des personnalités telles que Vincent Labeyrie (création de la SEPANT en 1966 dans l'Indre-et-Loire par Marc Jacquet, Vincent Labeyrie et le chanoine Corillon ; création en 1969 de la SEPANI dans l'Indre par René Pecherat).

La SEPANEC change de nom le 29 juin 1988 pour devenir Nature 18.

En 1991, Nature 18 recrute son premier salarié permanent.

Nature 18 est une association militante, libre de toute appartenance politique et confessionnelle, et a pour objet dès la fondation de la SEPANEC de mener toute étude ou action pouvant aider à la connaissance, à la protection et à l'amélioration du milieu naturel et de l'environnement, principalement dans le département du Cher. Sa devise actuelle « Connaître et Protéger, Transmettre et Accompagner » témoigne de cet engagement inscrit dans les statuts.

Parmi les actions notables de l'histoire de la SEPANEC – Nature 18, peuvent être cités l'engagement contre l'implantation du centre de stockage des déchets ultimes à Charenton-du-Cher en 1996, ou celui au début des années 90 contre les chasseurs qui détruisent massivement les populations de blaireaux dans le département du Cher.

2.3. Lieu

16 rue Henri Moissan

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

18000 Bourges

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901

2.5. Fonctions et activités

Nature 18 est une association départementale d'étude et de protection de la nature et de l'environnement dans le Cher. Il s'agit d'une association militante, libre de toute appartenance politique et confessionnelle qui a pour objet d'aider à la connaissance, à la protection et à l'amélioration du milieu naturel et de l'environnement, principalement dans le département du Cher.

« L'association s'efforce, dans la mesure de ses moyens, d'atteindre ces buts par les voies suivantes¹⁰⁵¹ :

- dresser l'inventaire de la faune, de la flore et des habitats;
- coopérer, au besoin par adhésion ou fédération, avec tous les organismes, collectivités ou associations qui pourraient aider à la réalisation des buts de l'association.
- s'efforcer d'obtenir le classement en réserves ou parcs naturels de tous terrains de grande valeur écologique, appartenant ou non à l'association ;
- aménager et mettre en valeur les sites gérés par l'association, surveiller leur évolution et les entretenir à l'aide d'un personnel rétribué ou bénévole ;
- développer le goût et l'intérêt du plus grand nombre, par et pour la connaissance et la protection de la nature, des milieux et de l'environnement ;
- se mettre à la disposition des organismes ou institutions pour les aider à améliorer le capital constitué par la faune sauvage *res nullius* (qui n'appartient à personne), ainsi que la flore et les milieux ;
- s'attacher à protéger les espèces animales et végétales menacées ;
- entreprendre toute recherche, mener toute enquête, donner tout avis, poursuivre toute étude se rapportant directement ou indirectement à toutes ces questions ;
- promouvoir et réaliser des études scientifiques entrant dans le cadre des objets de l'association ;
- veiller au respect des espaces verts et du cadre naturel dans les plans d'urbanisme et d'aménagement ;
- publier bulletins, brochures, affiches, tracts, cartes postales, etc. se rapportant à l'étude, la protection ou l'aménagement de la nature, au besoin en collaboration avec des associations ou établissements poursuivant des buts analogues ;
- mener toute action en justice, se constituer partie civile et réclamer des dommages et intérêts en faveur de la conservation de la nature et de l'environnement;
- entreprendre toute action visant à lutter contre les pollutions de l'air, de l'eau, des sols ou des milieux naturels. »

1051 Extrait de l'article 2 des statuts de Nature 18.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

En se référant à sa devise « Connaître et Protéger, Transmettre et Accompagner », Nature 18 remplit quatre missions principales :

- Connaître

La connaissance naturaliste sur le terrain est l'une des principales activités de Nature 18. L'association s'engage ainsi dans un grand nombre d'inventaires (ornithologie, herpétologie, botanique, *etc.*).

- Protéger

Nature 18 s'engage à défendre la nature et l'environnement en menant constamment des actions très diverses telles que : la protection d'espèces en danger, la gestion de sites remarquables, la participation au débat public pour porter la voix de la Nature auprès des décideurs ou encore l'engagement sur la réduction d'usage des pesticides dans les communes.

- Transmettre

Nature 18 mène des actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement en s'adressant aussi bien au grand public que dans des écoles, collèges et lycées du département.

- Accompagner

Nature 18 propose ses services aux collectivités locales et aux entreprises et les accompagne pour leur permettre de prendre en compte la biodiversité et la transition écologique dans leurs décisions.

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

Nature 18 compte aujourd'hui plus de 370 adhérents. Elle est gérée par un conseil d'administration de 9 bénévoles et 6 salariés y travaillent à plein temps (dont la directrice Marion Fourtune). Isabelle Vaissade-Maillet est la présidente actuelle. La vice-présidence est quant à elle assurée par Alain Favrot.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

- Monde associatif (dont France nature environnement (FNE), France nature environnement Centre-Val de Loire, le Groupe régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement Centre, et la Fédération connaître et protéger la nature (FCPN), Conservatoire des espaces naturels (CEN)).

- Collectivités et associés : Conseil régional Centre-Val de Loire, Conseil départemental du Cher, Agence régionale de santé Centre-Val de Loire, communes (dont ville de Bourges), Agence de l'eau Loire-Bretagne, Direction régionale de l'environnement, aménagement et logement Centre-Val-de-Loire.

- Entreprises.

3.2. Type de relations

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

L'association est adhérente France nature environnement (FNE) (adhérente) et membre de FNE Centre Val-de-Loire

Nature 18 entretient de nombreux partenariats techniques avec le monde associatif dans le cadre d'actions communes.

L'association dispose aussi de partenaires financiers (dont le département du Cher).

Nature 18 accompagne également les collectivités et les entreprises, notamment dans le cadre d'études d'impacts ou de diverses prestations.

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Août 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Marion Fourtune, Directrice de Nature 18.

Présentation du contenu conservé par Nature 18 :

- Local de stockage archives (environ 17 ml)

Administration et composition :

Comptes rendus de bureau (avec ceux du bureau de Nature centre) (vers 2012) ;

Bulletins d'adhésions (avec des lacunes) (1999-2018).

Correspondance :

Registres des courriers reçus (2002-2014) et des courriers envoyés (1996-2014).

Comptabilité :

Subventions (2009-2011) (0,9 ml)

Comptabilité générale (2001-2016) (environ 1,50 ml) : bilans annuels (2001-2005), factures, pièces justificatives ;

Personnel, salaires. - Fiches de paies, cotisations ;

Reçus pour dons.

Fonctionnement et activités :

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Actions. - Plan de valorisation du patrimoine naturel de Boischaud (Comité de pilotage (COFIL), état des lieux) (2004) ; valorisation des haies : projet, documentation (2002 – décennie 2010) ; projet de réserve naturelle d'Herry ; études des Marais de Rampenne, étude Yèvre-Auron ; protection des marais de Bourges (0,30 ml) (avec documentation) (décennie 1980-2009) ;

Études d'impacts (1991-2003) ;

Activités naturalistes. - Inventaires de la faune et de la flore des étangs du Cher (dont fiches par étangs) ; prestations d'inventaire ; inventaires pelouses (dont atlas 2012), inventaires divers ; lichen (0,3ml) : observations de terrains, photographies, documentation ;

Val d'Auron. - Observations ornithologiques (avec synthèses) (décennies 1980-1990) (0,30 ml) ; valorisation : panneaux (2010) ;

Contentieux (0,20 ml) : dont contentieux Blaireau (1994), poulailler de Barlieu (2004), recours contre la carrière de Saint-Saturnin (2009) ;

Manifestations : grand défi biodiversité de Lignères (2010) ;

Animation (dont Maison de l'éclusière, recyclage, « récupère ») ;

Participation aux commissions (dont Comité local d'information et de surveillance (CLIS), Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), Hygiène, Agence régionale de sécurité (ARS), *Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux* (SDAGE), SAGE (*Schéma d'aménagement et de gestion des eaux* SAGE, aménagement, carrières) (2,50 ml).

Documentation :

Bulletin de la SEPANEC, « *la lettre aux adhérents* », « *le Traine-Buisson* » (1971-2018) ;

Publication Nature 18 : plaquettes du groupe ornitho « carnets de terrain », « atlas des Oiseaux », « le Cher, d'étang en étang », « des marais en plein cœur », « j'observe les oiseaux dans le Cher », « j'observe les oiseaux les arbres et arbustes dans le Cher », « Le guide pratique du planteur de haies champêtres dans le Cher », plaquettes et brochures diverses ;

Mémoires de stages ;

Revue extérieures à Nature 18 (dont LPO Magazines, Courriers de la Nature) ;

Photographies et diapositives : Pochette de cartes postales (dont Nature 18) ;

Cartes IGN.

Varia :

Collection de lichens ;

Affiches de Nature 18 et de la SEPANEC ;

Dessins naturalistes de bénévoles ;

Relations avec Nature 18

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

• Bureaux de Nature 18 (environ 20 ml, bibliothèque comprise)

Fonctionnement et activités :

Participation au Schéma d'Aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) de l'Auron ;

Participation au plan national d'action en faveur des plantes messicoles ;

Opération Zéro Pesticides : dossier de lancement (2009) ;

Activités du Groupe ornithologique (dont fiches d'observation de terrain) ;

Études de la faune (dont chouette chevêche, sonneur à ventre jaune et avifaune de Noirlac) (0,50 ml) ;

Études sur le Busard : rapports d'étude, fiches d'espèce ;

Études d'impacts (principalement dans le cadre d'installation d'éoliennes) ;

Études sur l'éolien ;

Gestion et protection de sites (dont bas marais du Val d'Auron et pelouses calcicoles des Coillards) ;

Chantiers « jeunes bénévoles » (2000-2011) : 0,20 ml ;

Dossier relatif aux déchets ultimes de Charenton ;

Atlas des oiseaux nicheurs (1985-1990 ; 2009-2012) : dossier de rédaction, publications.

Documentation :

Bibliothèque (environ 10 ml) : publications et ouvrages classés par thème ;

Brochures réalisées par Nature 18.

Dates extrêmes

1971 - 2018

Métrage linéaire conservé

37 ml

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné (classé par mission de salarié).

Accroissement

Fonds non clos

Mode de classement et état de conservation.

Très bon état de conservation global. L'association dispose d'un local de stockage dédié aux archives dans un environnement sain, mais à la capacité limitée.

Les archives sont conservées dans des boîtes dédiées. Il existe de nombreuses lacunes relatives aux premières décennies de l'association.

Localisation physique

16 rue Henri Moissan

18000 Bourges

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Modalités d'accès

Sur demande (téléphone : 02 48 70 76 26).

Perche nature

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Perche nature

1.3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1980 - aujourd'hui

2.2. Histoire

Un petit groupe de défenseurs de la nature d'une dizaine de personnes, composé surtout de naturalistes, décide de créer en 1980 une association afin d'alerter sur la disparition progressive d'une des caractéristiques propre au paysage percheron : la haie.

Afin de sensibiliser le public, une exposition « Le bocage, ses rôles, son avenir » est réalisée la même année. Cette exposition rencontre un succès important entraînant dans son sillage des conférences (soirées débats sur le bocage avec diaporama), des articles de presse, des animations publiques et scolaires. Elle va par la suite rapidement être sollicitée à travers toute la France et au-delà des frontières parce qu'il n'existe jusque-là aucune exposition abordant ce thème.

Grâce à ce support, Perche nature prend rapidement une ampleur tant locale que régionale, pour progressivement devenir un interlocuteur privilégié dans le domaine de l'environnement.

Elle s'investit notamment sur la question du TGV, la sensibilisation des agriculteurs, la rédaction « d'un inventaire de la biodiversité », des propositions d'inventaires pour préserver la faune et la flore, et la sauvegarde des carrières.

En 1992, en raison de contraintes géographiques, une partie des membres de l'association se joignent à la création d'Eure-et-Loir Nature.

Depuis, Perche nature poursuit et renforce sa mission d'étude et de protection de la nature et de l'environnement sur une zone appelée communément « Le Perche Vendômois » et la « Vallée du Loir ».

2.3. Lieu

Maison Consigny

41170 Mondoubleau

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

L'association Perche nature - Perche et Vallée du Loir - se donne pour buts¹⁰⁵² :

- de faire œuvre d'éducation populaire en élevant la conscience écologique, la connaissance des règles qui régissent les équilibres naturels et le respect des patrimoines naturel et lié à l'homme,
- de promouvoir le respect des patrimoines naturel et lié à l'homme,
- de créer un mouvement de sympathie et d'intérêt autour des patrimoines naturel et lié à l'homme, notamment en contribuant à développer les actions éducatives, récréatives et touristiques autour d'eux,
- de susciter la participation des citoyens à la remise en valeur et à l'entretien du patrimoine naturel et lié à l'homme,
- de défendre les intérêts des usagers, notamment du fait des atteintes à la qualité de la vie et à l'équilibre du patrimoine naturel affectant directement ou indirectement le cadre de vie,
- de protéger la faune et la flore des patrimoines naturel et lié à l'homme,
- de participer à la lutte contre les nuisances directes et indirectes sur les patrimoines naturel et lié à l'homme,
- de promouvoir une meilleure gestion du patrimoine naturel, notamment les milieux et espèces dits sensibles, en contribuant à moraliser l'exercice des activités économiques et de loisirs,
- de défendre l'intérêt de ses membres.

Ses orientations se définissent en quatre grands secteurs :

- Étude et protection de la nature et de l'environnement. Le secteur d'étude de l'association, d'un peu moins de 2000 km² (107 communes), couvre l'intégralité du Perche du Loir-et-Cher, quelques communes de la Petite Beauce et de la Gâtine tourangelle. Il est limité à l'ouest par la Vallée de la Brayre et au sud par la limite avec l'Indre-et-Loire.
- Éducation à l'environnement (notamment dans le cadre de sorties et d'intervention auprès du public scolaire)
- Publications et conseils en environnement
- Participation au débat public

Outre la parution d'un bulletin associatif et de feuilles de diffusion à destination des adhérents, Perche nature a édité et publié un nombre conséquent d'ouvrages : atlas naturalistes, guides, affiches, cartes postales, plaquettes de randonnées ... mais aussi des ouvrages évoquant des métiers locaux aujourd'hui disparus (comme « La Dernière Brique »). Cette diffusion de documents permet de rendre compte des travaux entrepris par l'association et de sensibiliser le public à l'environnement.

La liste suivante permet de rendre compte des travaux et des ouvrages publiés et édités par Perche nature depuis sa création :

1983 : Les Oiseaux nicheurs du Perche en Loir-et-Cher (atlas)

1985 : Les Orchidées du Perche et de la Vallée du Loir (atlas)

1986 : Les Oiseaux en hiver du Perche-Gouët et Perche Vendômois (atlas)

1987 : Les Reptiles et Batraciens du Perche (atlas réactualisé en 1997)

1989 : La mémoire en plantant (guide de plantation de haies)

¹⁰⁵²Extrait de l'article II des statuts de l'Association.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

1990 : La dernière brique (ouvrage ethnologique)

1992 : Synopsis ornithologique (atlas de synthèse de dix années d'observations)

1993 : Guide pratique des richesses du Perche (guide écrit en collaboration avec les Amis du Perche)

1997 : Amphibiens du Perche et de la Vallée du Loir (atlas)

1998 : Mammifères du Perche et de la Vallée du Loir (atlas)

2004 : Synopsis ornithologique (réactualisation de dix années 1990-2000 de données ornithologiques, diagnostic et évolutions des espèces)

2005 : Atlas des Mollusques du Loir-et-Cher

2006 : L'Avifaune de Loir-et-Cher, inventaire communal 1997-2002 (ouvrage collectif des associations de protection de l'environnement en Loir-et-Cher)

2007 : Les Méandres du Loir

2017 : Amphibiens et reptiles du Loir-et-Cher (ouvrage collectif des associations de protection de l'environnement en Loir-et-Cher)

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

Perche nature se compose d'un bureau dont l'actuel président est Gérard Sauve et s'organise autour de l'assemblée générale et du conseil d'administration.

L'association compte une vingtaine de bénévoles actifs.

Perche nature compte également trois salariés permanents dont l'actuel directeur, Thibaut Bourget.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Associations de protection de la nature et de l'environnement à dimension locales, régionales et nationales (dont France nature environnement (FNE), France nature environnement Centre-Val de Loire (FNE CVL), Groupe régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement Centre, La Maison botanique de Boursay, Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), Association pour la protection des animaux sauvages (ASPAS), Conservatoire d'espaces naturels de Loir-et-Cher (CEN 41), Association « Les Amis des sources »).

Collectivités : Communes et Communautés de communes du Perche et de la Vallée du Loir qui par leur subvention annuelle contribuent au bon fonctionnement de l'association, Conseil départemental du Loir-et-Cher

3.2. Type de relations

Perche nature est adhérente de France nature environnement et fait partie du réseau France nature environnement Centre Val-de-Loire. En conséquence l'association est en relation avec l'ensemble des associations membres du réseau FNE CVL.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

L'association est également membre de Graine Centre qui fédère le réseau régional de l'éducation à l'environnement.

En plus de ses fédérations régionale et nationale, Perche nature est adhérente à de nombreuses structures afin d'apporter son soutien mais aussi de bénéficier de conseils de la part de ces associations :

- Ligue pour la protection des Oiseaux (LPO)
- Association pour la protection des animaux sauvages (ASPAS)
- Conservatoire d'espaces naturels de Loir-et-Cher (CEN 41)
- Association « Les Amis des sources »

Perche nature collabore aussi régulièrement avec de nombreux partenaires associatifs dont, le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement du Loir-et-Cher (CAUE), le Comité départemental du patrimoine et de l'archéologie (CDPA), Les croqueurs de pommes, Maison familiale rurale des Forges, Société d'histoire naturelle de Loir-et-Cher (SHN 41), Chemins et paysages.

Plusieurs communes et communautés de communes du Perche et de la vallée du Loir aident Perche nature par leurs subventions annuelles, contribuant ainsi au bon fonctionnement de l'association.

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Avril 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Christian Andres (Vice-président de Perche nature)

Thibaut Bourget (Directeur de Perche nature)

Site de l'association : <http://www.perchenature.fr/>

Présentation du contenu conservé par Perche nature :

Administration et composition :

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conseils d'administrations : comptes-rendus (décennie 1980 - début des années 2000 ; 2009-2018) ;

Comptes rendus des travaux en cours diffusés auprès des adhérents « Feuilles de liaisons » (décennies 1980-1990).

Correspondance :

Courriers (chronos) (décennie 1980 - 2012) (4,00 ml).

Comptabilité :

Comptes de résultat ;

Subventions.

Fonctionnement et activités :

Rapports d'activités, bulletin annuels (1982-2017) ;

« Chantiers » de nettoyages (1984-1996) (1,5 ml) ;

Études naturalistes de Perche nature : inventaires sur la faune et la flore (1983-1992), rapports d'études et études d'impacts (2001-2017) ;

Activités naturalistes : herbiers (1960's-1980's) : 3 classeurs (0,60 ml) ;

Participation aux commissions dans le cadre de débats publics (dont Commission départemental d'Hygiène CDH), déchets, aménagement foncier) : dossiers préparatoires, comptes rendus (1997-2012) ;

Animations réalisées par l'association (décennies 1980 -1990) (2,00 ml)

Expositions et communications. - Panneaux de « l'exposition Bocage » (1980), 20 ans de Perche nature (2000), affiches.

Documentation :

Documents de l'association, dont : bulletins annuels (originaux et maquettes), cartes, sur les zones humides, sur les mares, affiches ;

Publications extérieures : thèses rapports de stages, publications de perche Nature (dont atlas, oiseaux, mollusques, amphibiens) (10 ml) ;

Documentation diverse.

Varia :

Fonds naturaliste « Michel Gervais »¹⁰⁵³ : inventaires de la faune, carnets d'observations, photographies (dont chauve-souris, batraciens (dont sonneurs à ventre jaune, reptiles, mollusques) (1,0 ml) (décennies 1980-2000) ;

Cartons Archives concernant principalement des bulletins d'autres associations (dont collection provenant de la Société d'Histoire Naturelle de Loir-et-Cher) (6,00 ml)

Dates extrêmes

1980-2018

Métrage linéaire conservé

¹⁰⁵³ Membre historique de Perche nature et naturaliste qui a versé ses archives à l'association.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Environ 35 ml

Stockage bureautique conservé

323 Go (dont photothèque)

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Archives définitives mises dans boîtes archives ou dans des cartons. Bon état de conservation global malgré la présence de risques environnementaux pour certaines archives (variations de température, rongeurs).

Localisation physique

Maison Consigny

41170 Mondoubleau

Modalités d'accès

Sur demande :

Tél : 02.54.80.11.05 - perche.nature@wanadoo.fr

Priorité nature

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Priorité nature.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2013.

2.2. Histoire

Priorité nature a été créée en 2013.

Elle tente d'analyser rationnellement l'impact de la chasse sur la faune sauvage dans toutes ses composantes.

L'association a fait un état des lieux de la protection de la faune sauvage et de la cause animale.

Elle a pour but de protéger, comprendre et expliquer les changements du XXI^{ème} siècle : celui de l'humain au service de la biodiversité.

2.3. Lieu

7, rue d'Elbeuf

76500 Orival

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Priorité nature met à la disposition du public une plate-forme qui rassemble les savoirs en matière de protection de la nature et de la biodiversité, dans une logique de valorisation, le but étant de protéger les animaux en limitant les abus des chasseurs et des braconniers.

Pour cela, elle s'est fixé plusieurs objectifs :

- développer des partenariats avec toutes les structures protégeant la nature ;
- diffuser des informations par des publications, site internet... ;
- éveiller l'intérêt du public à la diversité de la nature, à son importance pour l'homme et aux menaces auxquelles la nature est confrontée ;
- faire connaître les actions et les projets ; développer les chantiers nature.

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Haute-Normandie nature-environnement

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

3.2. Type de relations

Membre du réseau.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<http://www.prioritenature.fr/>

Note : cette association n'ayant pu être rencontrée, le détail du fonds ci-dessous a été rédigé selon la fiche de renseignement envoyée au début de la mission.

Présentation du contenu :

Activités : rapports d'activités et d'étude, fiches techniques, bulletins internes, suivi d'espèces, articles de vulgarisation sur les animaux axés sur un angle de démonstration de l'intérêt d'une gestion de la faune sans la nécessité de chasser, poster sur des chemins de randonnées et/ou site nature, poster sur les rapaces, film.

Documentation : bibliographie, veille documentaire.

Métrage linéaire : non communiqué.

Lieu de conservation :

Association Priorité nature

7, rue d'Elbeuf

76500 Orival

Réseau GRANDDE développement durable en entreprises

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Réseau GRANDDE développement durable.

1.3. Autres formes du nom

GRANDDE (Groupe régional des acteurs normands pour le développement durable en entreprise).

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2006 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

L'association a été créée en 2006 par des acteurs Hauts-Normands qui souhaitent voir la notion de développement durable se développer dans le monde des entreprises afin qu'elle ne reste pas uniquement l'objet de colloques ou de conférences mais qu'elle s'introduise dans la réalité économique de la région.

2.3. Lieu

47, boulevard des Belges

76000 Rouen

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Avec le soutien financier de l'Europe, l'État, la région, la caisse des dépôts et consignations, la communauté de communes Caux Vallée de Seine, elle a un programme d'actions variées :

donner un sens à la notion de développement durable pour le monde économique et en faire la promotion,

accompagner les entreprises qui souhaitent s'engager en faveur du développement durable,

agir pour le territoire et ses habitants en contribuant à la résolution de problèmes de société en renforçant les liens entre les entreprises et les différentes composantes des territoires.

Le réseau GRANDDE s'est donné comme objectif de contribuer à la réussite du territoire régional et des entreprises qui y sont implantées en les aidant à négocier le nécessaire virage vers une économie plus soutenable.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Elle est à la fois dans la réflexion et dans l'action et souhaite rassembler les points de vue d'acteurs variés afin de croiser les regards au bénéfice d'une vision élargie de l'orientation que doit prendre le monde.

2.6. Textes de référence

2.7. Organisation interne

4 salariés (le président et le trésorier sont bénévoles) ;

120 adhérents (entreprises morales et physiques, collectivités, personnes physiques).

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou des familles associées

- l'Europe ;

- l'État ;

- la région ;

- la caisse des dépôts et consignations ;

- la communauté de communes Caux Vallée de Seine.

3.2. Type de relations

Soutien financier.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF)

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<http://www.grandde.fr/>

Présentation du contenu :

Administration et composition (2007-2014) :

comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale (2007 à 2014),
listes d'adhérents, dossier du personnel.

Comptabilité :

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

dossiers banque, journal des recettes et des dépenses, balance des comptes, bilan annuel, pièces justificatives, fiches de paie.

Activités :

comptes-rendus et organisation de séminaires, actions de l'association, rapport d'actions.

Correspondance

(dates non précisées).

Documentation :

plaquettes FEDER.

Métrage linéaire : 6,60 ml.

Lieu de conservation :

47, boulevards des Belges

76000 Rouen

Société amicale pour la bicyclette en Normandie de l'agglomération de Rouen

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Société amicale pour la bicyclette en Normandie de l'agglomération de Rouen.

1.3. Autres formes du nom

SABINES Agglo.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1994 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

Depuis 1994, l'association SABINES Agglo défend l'usage du vélo comme moyen de transport idéal pour les courts trajets en ville et met tout en œuvre pour démontrer que se déplacer à bicyclette est économique et pratique, bon pour la santé et non polluant.

Elle agit auprès des décideurs pour la création ou l'amélioration d'aménagements cyclables afin d'assurer la sécurité des cyclistes.

Elle incite également les collectivités locales à diminuer l'usage de la voiture au profit de transports moins polluants.

2.3. Lieu

2, rue du Réservoir

76000 Rouen

.5. Fonctions et activités

L'association a pour objectifs de :

- Promouvoir l'utilisation de la bicyclette, notamment en milieu urbain, comme moyen de déplacement silencieux, non polluant, économique, pratique et sain en organisant des animations, des formations ou des manifestations ;
- Proposer aux autorités, collectivités et gestionnaires :

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

* la création et l'amélioration d'aménagements cyclables et d'équipements et services annexes (stationnement

vélo, prêt ou location, bus-vélo, marquages antivols ...)

* la mise en œuvre d'une réelle inter modalité (train/vélo, bus/vélo, tramway/vélo, automobile/vélo) ;

* l'adoption de mesures pour assurer un niveau de sécurité optimal pour les cyclistes ;

- Mener toute action ou démarche en vue d'assurer la défense des cyclistes, tant auprès des divers maîtres d'ouvrage et collectivités que devant les tribunaux et les instances européennes si besoin ;

- Plus généralement, inciter à une politique d'urbanisme et de déplacement dans l'agglomération qui soit propre à favoriser les modes alternatifs à l'automobile pour rééquilibrer l'usage de l'espace public, dans un objectif de développement durable ;

- Mettre en place et gérer un atelier de réparations-ventes de vélos réservé aux adhérents.

L'action de l'association s'inscrit dans une démarche de défense de l'environnement et de lutte contre l'exclusion sociale et spatiale.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Haute-Normandie nature-environnement.

3.2. Type de relations

Membre du réseau HNNE.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<http://rouensabine.fubicy.org/>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Note : cette association n'ayant pu être rencontrée, le détail du fonds ci-dessous a été rédigé selon la fiche de renseignement envoyée au début de la mission.

Présentation du contenu :

Statuts : statuts, récépissé de création.

Administration et composition : comptes-rendus de conseils d'administration et d'assemblées générales.

Comptabilité : rapports financiers.

Correspondance : courriers échangés avec les collectivités, les services de l'État.

Activités : journal de l'association « Vélo Info », avis émis lors d'enquêtes publiques, recours devant la Commission européenne et devant le tribunal administratif, photographies, coupures de presse.

Métrage linéaire : non communiqué.

Lieu de conservation :

Association SABINE Agglo

2, rue du Réservoir

76000 Rouen

Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature en Touraine (SEPANT) Centre-Val de Loire

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature en Touraine.

1.3 Autres formes de nom

SEPANT

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1966 – aujourd'hui

2.2. Histoire

La SEPANT est née officieusement le 27 décembre 1966 à partir de la Société des Sciences naturelles de Touraine, où un certain nombre de membres du comité directeur ont voulu créer avec l'accord de ceux restés à la Société des Sciences, une société de Protection de la Nature indépendante. La SEPANT est aussi née de la rencontre entre Vincent Labeyrie, Marc Jacquet, conseiller général, soucieux de préserver une partie du camp américain de la forêt de Chinon au départ de leurs troupes en en faisant une réserve cynégétique et une zone d'accueil de classes vertes, et Pierre Robin, ingénieur en chef d'Agronomie, responsables des services agricoles puis directeur du lycée agricole de Fondettes.

Cette création obéissait principalement à l'impulsion donnée par le professeur Vincent Labeyrie, biologiste, membre de la Société des sciences naturelles de Touraine depuis 1965, fondateur en 1961 du laboratoire d'écologie de la faculté des sciences de Tours, puis en 1969 du Centre d'études supérieures d'aménagement (CESA). Préoccupé par les questions environnementales et voulant un élargissement des sciences naturelles, le professeur Labeyrie souhaitait créer une fédération régionale, la Société d'étude et de protection de la nature (SEPAN).

Cette fédération fut créée en janvier 1967 par des naturalistes et des Universitaires (dont faisait partie Vincent Labeyrie). Des réflexions sont alors menées sur divers sujets (nucléaire, Tiers-Monde, surpopulation, alimentation, remembrements, protection de la nature, parasites, aménagement du territoire...) et plusieurs colloques sont organisés. La SEPAN élargit ensuite son champ d'action pour devenir jusqu'à la fin des années 1970, la SEPAN Loire-Moyenne qui renaîtra par la suite sous le nom de SEPAN Centre. Cette structure macro-régionale était à l'origine destinée à s'appuyer sur un certain nombre de sociétés départementales fédérées qui étaient alors en train de se créer. Ces Présidents furent notamment Vincent Labeyrie, le Chanoine Corillion de la faculté catholique d'Angers et M. Pecherat.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Ainsi, dans ce contexte de naissances de sociétés départementales de protection de la nature, la création de la SEPANT fut actée en Assemblée générale le 22 avril 1967 pour se pencher sur la protection de la nature dans le Val de Loire et principalement en Touraine. Son premier président fut Louis Marsigny, Maître de conférences de chimie au collège universitaire de Tours (les vices-présidents étant le Dr Jacquet et Vincent Labeyrie). Entre temps, le phénomène de départementalisation des associations de la protection de la nature et de l'environnement se poursuivit jusque dans les années 1980 (création de la SEPANEC dans le Cher, de la SEPANI dans l'Indre, de la SEPANLC dans le Loir-et-Cher...).

A son origine, la SEPANT a créée quatre commissions afin de remplir ses objectifs : espaces forestiers (Dr Jacquet), espaces verts urbains (Mademoiselle Maye), La Brenne (J.-P. Berton) et pollution (L. Marsigny). En 1970, elle publie le premier numéro de son bulletin qui se distingue par un caractère de revue de plus en plus affirmé. Dans la décennie 1970, l'association se renforce par l'arrivée en son sein de deux nouvelles personnalités qui organisent notamment de nombreuses sorties de terrain jusque dans des pays européens : Jean-Mary Couderc à partir de 1970 (sciences naturelles et protection de la nature) et François Botté (botanique et entomologie).

Comme l'en attestent les bulletins de la SEPANT, les deux structures, SEPANT et SEPAN sont souvent confondues en raison des connexions des nombreuses personnalités qui ont marqué leur histoire, souvent commune. A ce titre les personnalités marquantes sont ou ont été René Joumier, Jean-Mary Couderc, Frank Hennebel, Martine Hubert, Dominique Boutin, Annie Chamerois, Gérard Coinde, Michel Durand, Jean-François Hogu, Marc Jacquet, Vincent Labeyrie, Jean-Pierre Berton (biologiste attaché de recherche au CNRS), Yves Babonaux (géographe, spécialiste de la Loire) et Jacques Dubois, (professeur de physique et de chimie).

Depuis le 10 novembre 1978, la SEPANT dispose de l'agrément de protection de l'environnement qui sera complété par la suite par celui de la Jeunesse et d'Éducation populaire.

L'association s'est fait connaître à propos de sujets majeurs qui ont parfois absorbé plusieurs années de lutte, dont :

- La protection des îles de la Loire.
- L'affaire Danbros : pollution aux triazines d'une partie de la zone industrielle de Joué-les-Tours.
- L'élaboration du Livre Blanc de l'Environnement au niveau régional.
- L'achat et la protection en 1971 de quarante hectares des Puys du Chinonais, collines au nord de Chinon hébergeant une flore originale et rare le choix raisonné d'un itinéraire autoroutier Tours-Angers évitant les massifs forestiers.
- La défense de la Loire vivante.
- La bataille juridique autour de la construction du pont Voisin sur la Loire.
- La gestion des eaux potables.
- La lutte contre les pollutions (dont récemment, celles de l'usine PROTEX-SYNTHRON).

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Le projet associatif de la SEPANT formalisé en 2008 propose des actions locales en cohérence avec les enjeux environnementaux mondiaux afin de répondre localement aux grandes crises que sont le dérèglement climatique et la perte de biodiversité.

Comme ses fondateurs l'avaient souhaité, la SEPANT a développé sa capacité à fédérer les associations locales de l'Indre et Loire. Une première ébauche de fédération a vu le jour dans les années 1990 (vers 1993-1999) sous l'appellation Touraine Environnement, puis autour de la SEPANT elle-même. Dans la même logique, la SEPANT fait elle-même partie du réseau national de France nature environnement (anciennement Nature France) en étant membre de France nature environnement Centre-Val de Loire.

2.3. Lieu

8 bis allée des rossignols

Chambray-lès-Tours

37170

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

De manière générale l'association prend part à toutes les questions environnementales actuelles en Touraine.

Elle participe aux débats publics dans les grands choix d'aménagement du territoire départemental : préservation et gestion des milieux naturels, gestion des déchets, développement du réseau de transports, préservation de la ressource en eau... La SEPANT est également représentée au sein de commissions préfectorales ainsi qu'aux groupes de travail des collectivités territoriales sur les thématiques liées à l'environnement, au cadre de vie et à la nature. Ces participations s'inscrivent dans une démarche de veille concernant l'actualité environnementale pour pouvoir alerter, prendre part aux débats locaux et sensibiliser les citoyens.

De plus, elle développe et accompagne divers projets visant à préserver l'environnement et à amener les acteurs locaux (élus, techniciens, agriculteurs) vers une meilleure prise en considération de cette question. Voici quelques exemples de projets :

- Mise en place de site Natura 2000 (Pelouses de Champeigne, Basse vallée de la Vienne et de l'Indre...),
- Mise à jour des ZNIEFF,
- Diagnostic de biodiversité (dans les exploitations agricoles, Inventaire de la Biodiversité communale,...),
- Accompagnement à la mise en place de mesures compensatoires,
- Accompagnement de collectivités ou d'entreprise dans l'évolution de leurs pratiques (éco-administration, 0 pesticides dans nos villes et villages, gaspillage alimentaire, Agenda 21, Responsabilité sociétale des entreprises,...)

La SEPANT intervient également dans le champ de l'éducation à l'environnement. Elle sensibilise le grand public ou les scolaires aux comportements écocitoyens, en participant à diverses manifestations et en accompagnant des projets scolaires. Pour cela, la SEPANT a réalisé plusieurs expositions (écoconsommation, écoadministration, La vallée

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

de l'Indre et son patrimoine naturel...). L'association mène également des actions dans le cadre d'opérations telles que « Objectif Zéro Pesticides » ou « Laissons pousser! ».

L'action de la SEPANT est particulièrement orientée à l'heure actuelle vers la protection de la biodiversité, à travers des inventaires naturalistes, ou la gestion des mesures d'urgence liées à la construction de la LGV Tours-Bordeaux, vers la réduction des déchets et l'amélioration de la gestion de ceux-ci, la réduction de l'utilisation des pesticides, l'amélioration de la qualité des eaux, ou l'éducation à l'environnement.

Afin de marquer le 50e anniversaire de la SEPANT, l'association a réalisé un film sur la protection de l'environnement en Touraine pour ainsi retracer les combats menés depuis 50 ans.

L'association publie également un bulletin depuis 1970.

2.6 Textes de référence

Statuts

2.7 Organisation interne

La SEPANT est composée d'un bureau dont le Président actuel est Pierre Richard. Elle dispose aussi d'un conseil d'Administration et se réunit tous les ans en assemblée générale.

L'équipe salariée est composée de 8 permanents.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

La SEPANT fédère ou a fédéré 17 associations¹⁰⁵⁴ :

- Association de sauvegarde de l'environnement, du département d'Indre-et-Loire, de la commune de Chargé et ses environs.
- ADEVE
- ADTT
- AMAP La Riche en bio
- APE Athée-sur-Cher
- Association pour la protection de la nature et de l'environnement (APNE)
- APNEAE
- Ensemble pour bien vivre à Verneuil-le-Château et dans le pays de Richelieu
- Entomologie Tourangelle et ligérienne
- Esvres Environnement
- Int'AIRlibre Touraine
- Le Pic Noir
- Mouvement de lutte contre les nuisances aériennes de Tours (MLNAT)
- Nature et environnement Sorigny

1054Cf. Annuaire à l'adresse suivante : <http://www.sepant.fr/index.php/vie-de-l-association/associations-fédérées>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- PAPOU
- PVCT
- Raiponce

La SEPANT est également affiliée au réseau France nature environnement. Par conséquent elle entretient de multiples relations avec les associations du réseau FNE, comme localement avec la Ligue pour la protection des oiseaux de Touraine.

La SEPANT est aussi en relation avec les collectivités (communes, communautés de communes, conseil départemental, conseil régional), l'État, des entreprises et diverses associations locales et régionales (dont GRAINE Centre et Inpact 37).

Enfin, la SEPANT est représentée sein de commissions préfectorales ainsi qu'aux groupes de travail des collectivités territoriales (dont le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, la commission PIVOT (la nature - les paysages et sites - les carrières - faune sauvage captive), la commission d'orientation de l'agriculture - MAE / la commission nitrate, le Comité de suivi des engagements de l'état LGV SEA, la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage, la commission de suivi du grand cormoran, les CLIC (Socagra DeSangosse / Arch water / Synthron / Terralys Serpot), la Commission consultative de l'aérodrome de Tours, le comité de pilotage Natura 2000 : Champeigne, Basses vallées de la Vienne et de l'Indre, Natura 2000, le comité de pilotage du schéma départemental des espaces naturels sensibles, la commission départementale des espaces, Sites et Itinéraires, le CLIC du centre nucléaire de production d'électricité de Chinon-Avoine).

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.3. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français

4.8. Sources

Pierre Richard

Dominique Boutin

François Botté

Site officiel : <http://www.sepant.fr/>

Présentation du contenu conservé par la SEPANT

- **Fonds conservé par la SEPANT à son siège 8 bis allée des Rossignols à Chambray-Lès-Tours (environ 30,5 ml)**

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Comptabilité :

Comptabilité générale (décennie 2010) (2,0 ml). - Factures et pièces justificatives.

Fonctionnement et activités :

Espaces naturels sensibles (décennies 2000 - 2010). - Sites de Prairies du Roy à Beaulieu-les-Loches et de Perrusson : études pour classement, suivis, procès-verbaux des réunions avec les collectivités ;

Comités de pilotage (dont Aménagement du Puys de chinonais) ;

Actions sur les déchets (dont rapports d'activités, projets, documentation) ;

Conventions relatives à des contrats verts (2011-2014) ;

Dossier SYNTHRON-PROTEX : dont recours et coupures de presse (décennies 1980 - 2000) (0,30 ml) ;

Dossiers concernant diverses actions (dont Aéroport de Tours, Chasse, SOCAGRA de SANGOSSE à Saint-Antoine du Rocher, Ford CSS Nitrobrick, périphérique de Tours) ;

Participations aux commissions (dont carrières) (1,0 ml) ;

Commémoration du 50e anniversaire de la SEPANT (2016) : concours de photographie, exposition, film, conférence, repas ;

Manifestations de la SEPANT (décennie 2000) : dossiers d'organisation ;

Expositions, panneaux (2005-2016). - Dont « La Vallée des trois prairies » (12 panneaux 120x80 cm) (2005), « éco-administration » (5 panneaux 60x80 cm) (2006), « Consommer autrement » (6 panneaux 120x80 cm) (2008), « Alimentation et écobilan » (6 panneaux 60 X 80 cm) (2010), « L'évolution du lit Loire de 1800 à aujourd'hui entre Montlouis et Amboise » (6 panneaux 80x60 cm) (2008), « Connaître et protéger la nature en Touraine : 50 ans d'actions de la SEPANT » (20 panneaux 60x60 cm) (2016).

Documentation :

Publications de la SEPANT. - Bulletins : SEPANT (dont hors séries) (1970-1999) (avec lacunes), Touraine Nature 47 n° (2000-2018) ; études (dont sur les zones humides) ;

DVD de la SEPANT sur la vallée de l'Indre et sur le 50e anniversaire de l'association ;

Centre de documentation au siège de la SEPANT (15 ml). - Publications extérieures : ouvrages, études, mémoires, rapports de stage, bulletins d'autres sociétés ; DVD.

Documentation diverse (dont climat, COP 21, eau, Natura 2000) (2,0 ml).

Varia :

Fonds Jean-Mary Couderc¹⁰⁵⁵ (vers 1979 - fin décennie 1990) (0,20 ml). - Papiers de sa présidence de la SEPANT (principalement de la correspondance) ; dossiers de travail (dont relatifs aux déchets).

Fonds Annick Lenoir¹⁰⁵⁶ (décennies 1980 - 2000) (0,40 ml). - Carnets, sorties botaniques, études et recherches sur la botanique, documentation (donts bulletins de la Société d'histoire naturelle Tourangelle).

1055 Naturaliste de la SEPANT, maître de Conférence à l'IUT de Tours en Biologie appliquée.

1056 Récolement des archives courantes et intermédiaires de la SEPANT effectué par Pierre Richard. Volume non communiqué.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- **Fonds conservé par la SEPANT dans son local dédié aux archives à Tours-Sud (environ 18 ml) :**

Administration et composition :

Liste des adhérents de la SEPANT (1991-1996) ;

Objecteurs de conscience (0,10 ml).

Correspondance :

Courrier (1991-2000).

Comptabilité :

Comptabilité générale (dont pièces justificatives) (décennie 1990) (0,40 ml).

Fonctionnement et activités :

Lutte contre les OGM ;

Dossier relatif à l'implantation de la ZAC de Sorigny ;

Eau (0,40 ml) ;

Ligne à grande vitesse (LGV) : documentation ;

Expositions, panneaux (dont exposition de 1982 relative aux espaces de la Touraine) ;

Participations aux commissions (Hygiène, sites, carrières, déchets, eau) (4 ml) ;

Relations avec Nature Centre.

Documentation :

Publications de la SEPANT. - Bulletins de la SEPANT (avec maquettes), lettres d'information *Brassica SEPANTI* ;

Publications extérieures à la SEPANT (1,0 ml) ;

Coupures de presse (0,30 ml) ;

Diapositives ;

Documentation diverse (1,0 ml).

Varia :

Fonds Touraine environnement (1993-1999) : projet de création d'une fédération départementale, statuts, dissolution, adhésion à nature centre, comptes-rendus des Assemblées générales, courriers, comptabilité (dont livre de comptes), lettres d'informations ;

Fonds Loire Vivante Touraine (décennie 1990) (1,50 ml) : opérations (dont Barrage Maisons Rouges, Technopole au quartiers des deux lions à Tours, usine Pfizer à Possé-sur-Cisse (1,0 ml), inondations (décennie 1990), relevés d'études) ;

Fonds Jean Domec (0,50 ml) ;

Herbier.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- **Fonds conservé par la SEPANT chez Pierre Richard, Président de l'association¹⁰⁵⁷ :**

Administration de la SEPANT :

Bureau hebdomadaire : comptes-rendus et relevés de décisions (fichiers électroniques) (2012 à 2018).

Conseils d'administration et assemblées générales : préparation ; relevé de décisions ;

Actualisation du projet associatif de la SEPANT.

Comptabilité :

Suivi budgétaire et financier de la SEPANT.

Fonctionnement et activités .

Dossiers papier sur projets et actions de la SEPANT :

Décision agrément SEPANT au titre du code de l'environnement ;

Dispositif « conventions vertes » avec le Conseil Régional ;

Zéro pesticide : signatures chartes communales

Communication SEPANT ;

50e anniversaire de la SEPANT : manifestations en 2016 ;

Préparation de la conférence-débat « la Loire dans tous ses états » (SEPANT/Université de Tours) ;

ZAC des Courelières. - Actions en justice (conjointement avec l'AQUAVIT) : contre la modification du PLU de Joué-lès-Tours permettant l'urbanisation de terres agricoles ; contre les décisions d'urbanisme commercial permettant la construction d'un hypermarché, sa galerie marchande et ses commerces satellites, sur des terres agricoles à Joué-lès-Tours ;

Lande de Larçay : défense d'un espace naturel, recours (Tribunal Administratif, CAA) contre un permis de construire préfectoral de construire un parc photovoltaïque sur cet espace, et actions militantes ;

Autoroute A 10 : projet élargissement à 2X3 voies ;

LGV Sud Europe Atlantique : gestion des mesures compensatoires environnementales, recours contre COSEA et DTP relatifs aux dommages environnementaux dus au chantier de la LGV ;

Rigny-Ussé : lutte contre l'implantation d'un Travel Park BMW ;

ZAC Pasqueraie 3 à Ballan-Miré : construction sur un espace naturel ;

Projet agro-environnemental et climatique (PAEC) « Prairies Humides » ;

Zones de non-traitement (ZNT) par produits phytopharmaceutiques. - Points d'eau : recours gracieux puis juridictionnel contre un projet préfectoral définissant les ZNT ;

Fondettes : projet de zone d'activité

1057 Récolement des archives courantes et intermédiaires de la SEPANT effectué par Pierre Richard. Volume non communiqué.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Ile des Buteaux à Saint-Pierre-des-Corps : projet de bivouac pour paddles géants ;
Eco-quartier Chambray-lès-Tours ;
Affaire PalPack : plainte pour pollution ;
Tours Nord : site du Vieux Groison ;
Bois de la Duporterie, projet d'éco-lodges. - Études de biodiversité ;
Bondésir (Montlouis-sur-Loire) : déboisement massif dans une zone Natura 2000 ;
Conseils de développement (CODEV) de l'agglomération Tours Métropole Val de Loire ;
Mise en place de SIRFF (système d'information sur la flore et la faune) Centre-Val de Loire ;
Parc de Grandmont : préparation d'un plan de gestion ;
Plantes messicoles : Conservatoire de Saint-Luarent-de-Lin ;
Saules pleureurs de la Guinguette de Tours ;
Cher canalisé : continuité écologique sur le Cher ;
Préparation SRADDET ;
Inventaires de la biodiversité communale (IBC) ;
Jury du concours Eco-Trophées du PNR LAT ;
Notre-Dame-d'Oé : zone humide du Tertreau ;
Forêts alluviales de la Loire ;
Préparation du contrat territorial du Filet et du petit Cher ;
Groupe « eau » de la SEPANT ;
Gestion des déchets : préparation du PRPGD ;
Digues du Cher : préservation de la végétation ;
Dossier peupleraies.
Relations, partenariats :
Relations avec le Parc Naturel Régional Loire-Anjou-Touraine ;
CDPENAF Indre-et-Loire ;
Relations avec Vienne Nature ;
Nature Centre ;
Commissions, participations. - Conciliation en matière d'urbanisme, choix des commissaires-enquêteurs du Département d'Indre-et-Loire.

Documentation :

revue de presse « environnement et développement durable en Indre-et-Loire » (à partir de juillet 2010, sur support électronique).

Revue « Touraine Nature » (n° 28, 32 à 35, 38 à 47 et 1 hors-série) : format papier.

Identification du fonds et conditions d'accès :

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Dates extrêmes

1970-2018

Métrage linéaire conservé

Environ 50 ml (hors fonds conservé par Pierre Richard)

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné (concerne notamment les Inventaires de biodiversité communale (IBC))

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

La plupart des archives sont conditionnées soit dans des cartons, soit dans des boîtes archives, et sont le plus souvent identifiées.

Très bon état de conservation global. L'environnement dans le local archives à Tours-Sud peu présenter quelques risques (poussière, variations de température), mais celui est sain.

Localisation physique

Au siège de la SEPANT (8 bis allée des rossignols ; 37170 ; Chambray-lès-Tours)

Dans le local du quartier des Fontaines à Tours.

Chez diverses personnalités de l'association (dont au domicile du président actuel, Pierre Richard)

Modalités d'accès

Sur demande :

Tél. 09 64 10 82 16

Mail : sepant@wanadoo.fr

Société des amis des sciences naturelles et du muséum de Rouen (SASNMR)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Société des amis des sciences naturelles et du muséum de Rouen.

1.3. Autres formes du nom

S.A.S.N.M.R.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1865 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

C'est Emmanuel Blanche (1824-1908), médecin des hôpitaux de Rouen, qui fut le fondateur et le premier président de la Société des amis des sciences naturelles en 1865. Elle se compose alors de notables passionnés par les sciences naturelles étudiant la faune et la flore locales. Les membres de cette société savante créent une véritable osmose entre leur association et le musée qui profitera, plus tard, des dons de leurs collections et de leurs ouvrages.

La Société des amis des sciences naturelles et du muséum de Rouen a pour vocation l'étude et la recherche dans le domaine des sciences naturelles et notamment sur le milieu naturel régional, avec le soutien du muséum de Rouen.

Dès 1865, la Société édite un bulletin qui est toujours d'actualité.

Henri Gadeau-de-Kerville a notamment fait parti de la Société. Il a été un grand animateur et mécène pour l'association.

Aujourd'hui, la Société fait toujours partie du paysage rouennais : études, réunions et sorties mettent régulièrement en contact des scientifiques. Elle a une centaine de membres qu'elle regroupe dans les domaines de la mycologie, la botanique, l'entomologie et la géologie.

Elle organise des conférences thématiques et des prospections sur le terrain en Normandie avec comme double but la transmission d'un savoir naturaliste régional et la contribution à la meilleure connaissance des milieux en constante évolution.

2.3. Lieu

Muséum d'histoires naturelles de Rouen

198, rue Beauvoisine

76000 Rouen

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2.4. Statuts juridiques

L'association est reconnue d'utilité publique et possède un agrément régional au titre de la protection de l'environnement.

2.5. Fonctions et activités

Ses missions sont de :

Participer à l'étude et, au développement des sciences naturelles, plus particulièrement en ce qui concerne la Normandie ;

Concourir à la vulgarisation des connaissances dans tous les domaines des sciences naturelles ;

Promouvoir la protection de la nature et de l'environnement ;

Participer aux cartographies régionales mycologiques, botaniques et entomologiques.

Elle évolue autour de quatre disciplines qui s'organisent en comités :

groupes de naturalistes qui développent les connaissances autour d'une spécialité de sciences naturelles de Haute-Normandie et participent ainsi à la connaissance de la biodiversité régionale. Ils sont animés par des spécialistes confirmés et organisent des conférences, des expositions, des séances de travail, ainsi que de nombreuses sorties sur le terrain (sorties mycologiques, botaniques...).

Plusieurs sorties pluridisciplinaires, regroupant des naturalistes des divers comités, permettent de réaliser l'inventaire naturaliste exhaustif d'un site naturel.

On y trouve :

la botanique : inventaires communaux cartographies floristiques de Haute-Normandie, comptes-rendus des prospections et inventaires dans le bulletin et sur le site internet de la SASNMR, caractérisation phytosociologique des habitats.

L'entomologie : compte-rendu des prospections et inventaires dans le bulletin et sur le site internet de la SASNMR, inventaires cartographiques communaux des papillons de jour, de nuit et autres insectes de Haute-Normandie.

La mycologie : présentation des champignons les plus intéressants recensés dans l'année, publication avec l'aide de la DIREN d'un ouvrage intitulé : *Inventaire et cartographie des fungi – protozoa – chromista de Haute Normandie*. Ce travail est actualisé par le comité de mycologie lors d'inventaires effectués à l'occasion de sorties mycologiques hebdomadaires.

La géologie : conférence et rédaction d'articles sur les particularités géologiques.

Elle édite également annuellement un bulletin annuel.

2.7. Organisation interne

110 membres bénévoles.

4. Zone du contrôle

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Juin 2014

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<http://www.sasnmr.fr>

Notes :

Les archives anciennes de la Société sont conservées à l'Agence régionale de l'environnement de Haute-Normandie (Pôle Régional des Savoirs de Rouen).

Il est possible de consulter l'ensemble de leurs archives dans le bulletin annuel de la Société.

Présentation du contenu conservé par la Société des amis des sciences naturelles et du muséum de Rouen :

Création : statuts.

Administration et composition (1865-1966) :

comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale, documents de legs, feuilles d'informations sur les adhérents (1920-1966), registres des présences (1866-1908), modèles de lettres (1865-1866).

Correspondance

Comptabilité :

pièces comptables, rapports financiers, journaux de recettes et de dépenses, bilan, exercices, projets de budget, pièces justificatives, prix de ventes des bulletins.

Activités (1874-2013) :

XIX^{ème} siècle :

Procès-verbaux de réunions, procès-verbaux du comité d'ornithologie de Rouen (1874-1880), procès-verbaux de séances (1880-1900), notes d'informations sur la Société, copies de lettres manuscrites (1886), catalogue des publications périodiques (1880-1900), travaux de recherches, bibliographie de la liste des ouvrages du Docteur Blanche, comptes-rendus de séances du congrès international de zoologie (1890-1913), catalogue des ouvrages et des brochures envoyés et reçus (1886-1906), affiche de mention honorable d'exposition universelle (1889-1900).

XX^{ème} siècle :

Bulletins (1990-2013), jubilé scientifique de Monsieur Gadeau-de-Kerville (1936), comptes-rendus de cession botanique en région Haute-Normandie (1990), documents de travail, inventaire et cartographie des champignons de Haute-Normandie (2002), inventaire et cartographie botanique de Haute-Normandie, comptes-rendus d'excursion.

Documentation :

cassettes audio, catalogues de zoologie du Japon, des États-Unis et de l'Allemagne, procès-verbaux de la Société malacologique de Belgique, documentation sur les fruits à cidre (1865), liste rouge des champignons, circulaires.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Métrage linéaire : environ 30 ml.

Lieux de conservation :

Muséum d'histoire naturelle de Rouen

198, rue Beauvoisine

76000 Rouen

Centre de documentation de l'agence régionale de l'environnement de Haute-Normandie

Pôle Régional des Savoirs

115, boulevard de l'Europe

76100 Rouen

Société d'histoire naturelle de la Haute-Savoie

Cotes

203 J 1-6¹⁰⁵⁸

Informations sur le producteur :*

Société d'histoire naturelle de la Haute-Savoie

La Société d'histoire naturelle de la Haute-Savoie est fondée le 24 novembre 1954 sous l'impulsion de deux membres de la Société d'histoire naturelle de Savoie qui souhaitaient constituer une section annécienne. C'est une association loi 1901. Elle a pour vocation l'étude des sciences naturelles et la protection de l'environnement. Elle propose diverses activités à ses adhérents comme des sorties, des voyages et des conférences. Après 60 ans d'existence, elle est dissoute le 17 novembre 2014.

Informations sur l'acquisition :

Don, 2015.

Conditions d'utilisation :

La réutilisation d'archives exige que les informations ne soient pas altérées, que leur sens ne soit pas dénaturé et que leurs sources soient mentionnées. En vertu du Code de la propriété intellectuelle, la reproduction ou représentation d'une œuvre de l'esprit est autorisée sous réserve d'en indiquer clairement le nom de l'auteur. Si sur le document réutilisé figure une personne identifiable, il convient d'obtenir son autorisation avant toute diffusion. Cette obligation disparaît avec le décès de la personne concernée.

Description physique :

Document d'archives

Nombre d'unités

6

Métrage linéaire

0,08

Lieu de conservation :

Archives départementales de la Haute-Savoie

Ressources complémentaires :

Les cotes indiquées entre crochets sont celles des Archives départementales de la Haute-Savoie.

Bulletin de la Société d'histoire naturelle de la Haute-Savoie. Annecy, 1955-1999. [PER 1399]

Société d'histoire naturelle de Haute-Savoie. Annecy, 2004-2013. [PER 1328]

Société française pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France (SPPEF)

La Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France (SPPEF), pionnière des associations de rang national de sauvegarde du patrimoine a fait don de ses archives aux Archives nationales

Cotes

AS/205(I)/1-AS/205(I)/259, AS/205(II)/1-AS/205(II)/24¹⁰⁵⁹

Date

1902-2012

Importance matérielle et support

283 cartons, 32,30 mètres linéaires.

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

Conditions d'accès

Communication libre, sous réserve du règlement en vigueur dans la salle de lecture des Archives nationales, à l'exception des articles AS/205(I)/12-AS/205(I)/15 (protection de la vie privée).

Conditions d'utilisation

Reproduction selon le règlement en vigueur aux Archives nationales.

Documents de substitution

Une seconde collection des publications, moins complète que celle constituée dans le fonds, est conservée, au sein de la bibliothèque historique.

Description

Présentation du contenu

Une association plus que centenaire mais un fonds amputé de son premier demi-siècle d'existence

Sauf quelques bribes, les archives antérieures à la Seconde guerre mondiale ont disparu pendant celle-ci ou à la suite d'une dégradation matérielle irréparable. Nous devons ainsi nous contenter seulement de la collection partielle de la revue initiale, le Bulletin de la SPPF (1902-1939), puis de la correspondance de la présidence Boivin-Champeaux interrompue par la guerre, enfin des traces de la refondation avec les nouveaux statuts et le refinancement après-guerre autour de la personnalité d'Henri Texier.

Une mémoire à double-fonds : deux associations sœurs dans un second demi-siècle d'existence

Sur le plan thématique, le cœur du fonds de la SPPEF, qui se retrouve idéalement au centre du plan de classement, est véritablement constitué par la correspondance des délégations départementales, qui représente la partie la plus volumineuse, soit 45 %. Le reste se répartit comme suit : 6 % pour les parties administratives (administration, finances-comptabilité, personnel), 27 % pour les documents d'activités (internes, et secondairement, externes), 12 % en terme de documentation. Sur le plan chronologique, il apparaît que le volume d'archives est substantiel à partir de la présidence Silvestre de Sacy, et que la diversification des activités s'intensifie sous la présidence Albrecht. La partie ANPVA, constituée aussi d'une correspondance importante des délégués des villes d'art, représente 10 % de l'ensemble.

Limites et passerelles chronologiques

Il convient de signaler des lacunes notables dans le fonds. Il s'agit des coupures dans la

¹⁰⁵⁹[Répertoire d'archives détaillé](#)

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

collection de dossiers des assemblées générales (1960-1984) puis des conseils d'administration (1967-1992), le courrier général de la direction pouvant offrir des compensations pour ces périodes, plus certaines à partir de 1978, date de début du chrono départ. La remarque est valable pour la partie ANPVA depuis sa création en 1964 et pendant toute la présidence de Silvestre de Sacy : la collection commune des assemblées générales et des conseils d'administration n'étant pas constituée avant 1994 peu après l'arrivée de Paule Albrecht, il faut se référer au courrier général de la direction disponible à partir de 1972, et avant cela, éventuellement dans celui de la SPPEF sous la présidence Palewski, Silvestre de Sacy en étant vice-président depuis 1954.

Par ailleurs, il faut signaler la constitution tardive de séries importantes telles que les affaires judiciaires (pas avant 1987) et les groupes de travail (pas avant 1992) dans le cadre des activités internes, et les commissions (pas avant 1971) dans le cadre des activités externes. Concernant les affaires, il faut considérer qu'avant l'arrivée de Maître Olivier Chaslot, les dossiers contentieux ne sont pas séparés de ceux des délégations départementales. A propos de la conservation des dossiers des colloques annuels, 1985 apparaît comme un jalon : à partir de cette date, on dispose d'un sous-dossier dans chaque assemblée générale pour les journées d'étude SPPEF (les dossiers d'assemblée générale manquent jusqu'à 1984 et il semble que les journées d'études n'existaient pas avant) ; parallèlement, on dispose d'un dossier conséquent pour chaque congrès ANPVA (ces derniers, qui existent dès l'origine depuis 1964, ne laissent qu'un dossier limité jusqu'en 1984). Enfin, la chronologie comparée de la correspondance des délégués dans chaque association n'est pas complètement synchrone : contrairement à la correspondance des délégués SPPEF qui court jusqu'à 2011, celle de l'ANPVA ne dépasse pas 1990.

Sommaire

AS/205(I)/1-AS/205(I)/259. SPPEF. 1902-2012.

AS/205(I)/1-7. Administration. 1930-2011

AS/205(I)/8-10. Finances-comptabilité. 1945-2011.

AS/205(I)/11-15. Personnel. 1970-2011.

AS/205(I)/16-161. Correspondance. 1936-2011.

- AS/205(I)/16-25. Direction. 1936-2008.

- AS/205(I)/26. Trésorier. 1998-2009.

- AS/205(I)/27-161. Délégations. 1952-2011.

AS/205(I)/27-39. Paris, par arrondissement. 1961-2011.

AS/205(I)/40-57. Ile-de-France, par département. 1966-2010.

AS/205(I)/58-159. Province, par département. 1952-2011.

AS/205(I)/160-/161. Revues de presse. 1953-2008.

AS/205(I)/162-224. Activités organisées en interne. 1960-2012.

- AS/205(I)/162-187. Travaux internes. 1970-2011.

AS/205(I)/162-171. Groupes de travail. 1992-2011.

AS/205(I)/172-178. Veille juridique, lobbying, action législative. 1977-2010.

AS/205(I)/179-187. Contentieux, action judiciaire. 1987-2006.

- AS/205(I)/188-224. Événements publics. 1960-2012.

AS/205(I)/188. Conférences et colloques. 1984-2011.

AS/205(I)/189-AS/205(I)/217. Concours et prix. 1960-2012.

AS/205(I)/218-AS/205(I)/223. Campagnes de sensibilisation. 1978-1998.

AS/205(I)/224. Centenaire. 1999-2001.

AS/205(I)/225-238. Participation à des activités extérieurs. 1971-2011.

- AS/205(I)/225-236. Travaux communs. 1971-2011.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

AS/205(I)/225. Conseils nationaux. 1994-2008.

AS/205(I)/226-230. Commissions de protection. 1971-2011.

AS/205(I)/231-236. Associations. 1996-2010.

- AS/205(I)/237-/238. Événements publics. 1991-2011.

AS/205(I)/239-259. Documentation produite. 1902-2012.

- AS/205(I)/239-245. Bibliothèque, publications internes. 1902-2012

AS/205(I)/239. Bulletins de la SPPEF. 1902-1939.

AS/205(I)/240-245. Revues Sites et Monuments. 1958-2012.

- AS/205(I)/246-258. Photothèque. 1968-2001.

- AS/205(I)/259. Audiothèque. 1987-2010.

AS/205(II)/1-AS/205(II)/24. ANPVA. 1961-2011.

AS/205(II)/1. Création et administration. 1964-2011.

AS/205(II)/2-10. Correspondance. 1961-1992.

- AS/205(II)/2. Correspondance générale. 1972-1992.

- AS/205(II)/3-10. Correspondance par ville d'art. 1961-1992.

AS/205(II)/11-24. Congrès annuels. 1966-2011.

Mode de classement

État de classement

Fonds classé, à l'exception de :

certaines délégations départementales :

- indicatifs 01, 02, 03, 07, 08, 09, 11, 14, 15, 18, 19 et 20 (pré-classés)

- indicatifs 21 à 74, 76 et 78 à 95 (non classés).

la photothèque, hors exposition : cotes 246 à 256.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales (France)

Société française pour l'étude et la protection des mammifères (SFEPM)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Société française pour l'étude et la protection des mammifères

1.3. Autres formes du nom

SFEPM

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1977 - aujourd'hui

2.2. Histoire

La Société française pour l'étude et la protection des mammifères (SFEPM) a été créée en 1977. La première mission de cette association loi de 1901 fut la réalisation du premier « atlas des Mammifères sauvages de France » (publié en 1984). Depuis sa création, la SFEPM œuvre pour la connaissance, la promotion et la protection des Mammifères et de leurs habitats sur tout le territoire national, métropole et DOM-COM.

2.3. Lieu

19 allée René Ménard

18000 Bourges

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

La SFEPM est une association loi 1901, agréée au titre de la protection de la nature et structurée par un réseau de bénévoles agissant en partenariat avec d'autres associations, des administrations ou des organismes scientifiques pour connaître, protéger les Mammifères et sensibiliser le public à leur diversité et à leur rôle. Elle assure ainsi le rôle de tête de réseau associatif sur les mammifères de France. Ses principaux projets actuels sont la rédaction et l'animation de Plans nationaux d'actions (PNA), la publication d'un nouvel atlas des mammifères de France (dont le premier volume sur les mammifères marins est paru en 2016), la création d'un observatoire national des mammifères, la rédaction des guides techniques pour mieux inventorier et connaître, l'actualisation d'une nouvelle liste rouge, et le lancement d'études nationales participatives.

La philosophie de l'association est la conservation des espèces de mammifères sauvages et de leurs habitats, dans un monde en évolution où la cohabitation homme-mammifères est devenue inévitable. L'association développe son action autour de trois axes :

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

La connaissance :

Depuis sa création, la SFEPM mène de nombreuses études sur les différentes espèces en France (métropole et DOM-COM) avec l'appui d'associations régionales et/ou locales. En outre, elle actualise l'atlas national, participe aux atlas régionaux et à des groupes de travail thématiques, et centralise les données. Plus particulièrement, l'association :

- coordonne des campagnes d'études : Campagnol amphibie (2008-2014), Chiroptères de Martinique (2013), Rat des moissons (2013-...), etc.
- actualise la liste des espèces des Mammifères sauvages de France.
- publie la revue naturaliste scientifique *Arvicola*¹⁰⁶⁰ dédiée aux Mammifères sauvages.
- partage et valide des connaissances : relations avec le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) et l'Inventaire national du patrimoine naturel (INPN), et publie la revue *l'Envol des Chiros*¹⁰⁶¹, base de données bibliographiques, etc.
- a publié *l'Encyclopédie des Carnivores de France*¹⁰⁶² (21 fascicules disponibles actuellement).

La protection et la conservation :

La SFEPM anime, rédige et/ou met en œuvre des programmes ou plans d'actions (dont Plans nationaux d'actions ou PNA) en faveur d'une espèce ou groupe d'espèces, réalise l'expertise de l'état de conservation des espèces et de leurs habitats. En particulier, l'association :

- anime des Plans nationaux d'actions (PNA) en faveur d'espèces : Vison d'Europe (1999-2003) ; Chiroptères (1999-2003) et rédaction du deuxième PNA (2008-2012) ; Loutre d'Europe (2010-2015)
- réalise l'opération refuge pour les chauves-souris (campagne de conservation des gîtes de chauves-souris dans les bâtiments et les jardins créée et conduite par le Groupe mammalogique breton ou GMB depuis 2006. Cette opération, transcrite aujourd'hui à l'échelle nationale, est menée par la SFEPM avec l'appui des groupes Chiroptères ou associations régionales et locales adhérentes.).
- a été en charge du rapportage Natura 2000 (2007-2013) qui consiste à évaluer l'état de conservation des espèces de la Directive Habitats Faune Flore de l'Union européenne
- conseille le ministère en charge de l'écologie pour le classement des espèces (protection, régulation)
- intervient dans des lois cadre (biodiversité, nuisibles, etc.), sur des décrets (bromadiolone, piégeage, destruction d'espèces, espèces exotiques, etc.), pour la cohabitation homme-mammifères auprès d'organismes socioprofessionnels, de particuliers ou de collectivités
- soutient les actions de différentes associations dont FERUS et l'Association pour la protection des animaux sauvages (ASPAS), y compris sur le plan juridique si nécessaire.

L'information et la sensibilisation :

1060 <https://www.sfepm.org/revuesSFEPM.htm>

1061 <https://www.sfepm.org/revuesSFEPM.htm>

1062 <https://www.sfepm.org/encyclopediescarnivoresdeFrance.htm>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Qu'il s'agisse de naturalistes adhérents, du grand public, de partenaires socioprofessionnels ou autres, la SFPEM :

- coordonne l'organisation de manifestations et promeut des actions à destination du grand public : Nuit de la Chauve-souris¹⁰⁶³, Printemps des castors¹⁰⁶⁴, Fête de la Nature¹⁰⁶⁵, etc.
 - réalise des actions à destination du réseau associatif : organisation du Colloque francophone de mammalogie, participation à différentes manifestations (Festival de Ménigoute¹⁰⁶⁶, Rencontres mammalogiques picardes¹⁰⁶⁷, Rencontres régionales Chiroptères, etc.)
 - assure la coordination des groupes Chiroptères et Loutre au niveau national.
 - diffuse des informations sur l'actualité des mammifères sauvages via son bulletin *Mammifères sauvages*¹⁰⁶⁸
-

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

La SFPEM compte environ 500 adhérents directs et 10 160 adhérents indirects associés au travers de 46 associations adhérentes (chiffres décembre 2014).

Elle est composée d'un conseil d'Administration et d'une équipe salariée regroupant des spécialistes des mammifères sauvages (amateurs ou professionnels) : scientifiques, naturalistes, vétérinaires, acteurs de l'étude et de la conservation de la faune, etc.

Le président actuel est Christian Arthur.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

associations nationales régionales et/ou locales (partenariats et soutiens)

- membre de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) – France
- membre de la Fédération française des sociétés de sciences naturelles (FFSSN).
- Ministère en charge de l'écologie (conseils)
- Muséum d'histoire naturelle de Bourges
- partenaires socioprofessionnels divers

1063<http://www.nuitdelachauvesouris.com/>

1064<http://www.printempsdescastors.fr/>

1065<http://www.fetedelanature.com/>

1066<http://www.menigoute-festival.org/>

1067http://cpie60.pagesperso-orange.fr/rencontres_mamma.html

1068<https://www.sfepm.org/revuesSFPEM.htm>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Novembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Christian ARTHUR (président de la SFPEPM)

<https://www.sfepm.org>

Présentation du contenu conservé par la Société française pour l'étude et la protection des mammifères (SFPEPM)

Fonctionnement et activités :

Études sur les mammifères, dont (0,5 ml). - « Mode d'utilisation de l'espace et des exigences écologiques du vison d'Europe dans les landes de Gascogne » ; « Mortalité exceptionnelle du minioptère de Schreibers en France lors de l'année 2002 » : bilan national, propositions pour l'établissement du plan de restauration du vison d'Europe en France (1998) (avec bilan d'activité 1999-2000) ;

Fonds relatif aux chauves-souris (0,5 ml) : convention d'étude (2010), études et rapports, comptes-rendus et actes de rencontres de la SFPEPM, publications diverses.

Documentation :

Publications de la SFPEPM (environ 15 ml), dont : Bulletin de liaison « Mammifères sauvages » (2 numéros par an) (1980 n°3 - 2018), Revue « Arvicola » (depuis le tome 1) (1984-2017), « L'envol des Chirois » (2002 n°5 – 2017 n° 23) ; ouvrages et publications diverses (dont ouvrages collectifs) : dont « Atlas des Mammifères d'Auvergne », « Atlas des Mammifères sauvages de Midi-Pyrénées », « L'étude et la conservation des carnivores », « Encyclopédie des carnivores de France » (la fouine, la loutre, le blaireau, la martre, le urois...) (1986-2011) ; rencontres et actes de colloques (dont colloques francophones de mammologie de la SFPEPM (1987-2015), « 3e rencontres nationales des chauves-souris » (1991)) ; brochures ;

Articles de François Moutou¹⁰⁶⁹ ;

Affiches réalisées par la SFPEPM ;

Collection de cartes de la SFPEPM intitulée « portraits de carnivores » ;

¹⁰⁶⁹Ancien Président de la SFPEPM.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Expositions (environ 1,0 ml) : panneaux (dont présentation de la SFPEM), affiches, objets ludiques et scénographiques ;

Publications extérieures à la SFPEM, revues et bulletins classés par nom dont : « La Lettre du Hérisson », « Biotopes & Bulletin de Mayenne Science » (Mayenne Nature), « Nature Allier », « Jura Nature », « Annales de Biologia », « Galemys » (SECEM), « Donaña », « Cahiers de l'éthologie appliquée », « La Terre et la vie », Travaux scientifiques du PNR de Corse, « Wildlife Biology », « Mammalia », « African Wild Life », « Mammal Review », « Revue de la fédération des sociétés de Sciences Naturelles », « Journal of Mammology », « Mémoires de la Société de Biogéographie », « Journal of the society for the preservation of the fauna of the Empire », Bulletin du Muséum national d'histoire naturelle, « Acta Theriologica », « Oryx », « Linx », « Species », « Le courrier de l'environnement de l'INRA », « Sologne nature Infos », « Sud-Ouest Nature », « Férus : la Gazette des Grands prédateurs », « La Salamandre », « PIAF environnement », « L'écho des tourbières », « Canopée », « Le Castor : petits secrets d'un patrimoine oublié » de Gilles Larnac, « A l'affut des Loutres » de Stéphane Raimond, « L'Europe des Ours » de Jean-Paul Mercier, « Les Cahiers techniques de la Gazette des Terriers » ;

Publications et ouvrages extérieurs à la SFPEM classés par thèmes (dont mammifères marins, ornithologie, le Loup) ;

Bibliothèque spécialisée de la SFPEM. - Ouvrages et publications extérieurs à la SFPEM : dont « Nos derniers Loups » de Jacques Baillon, « Histoire naturelle des carnivores de France » de Jean Méloche, « Les carnivores au sein des mammifères des départements et territoires français d'Outre-Mer » par François Moutou, « Atlas des mammifères sauvages d'Aquitaine » ;

Documentation diverse (dont affiches).

Dates extrêmes

1980 - 2017

Métrage linéaire conservé

Environ 42 ml.

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné.

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Très bon état de conservation dans un environnement sain.

Classement documentaire des ouvrages et publications.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Localisation physique

19 allée René Ménard

18000 Bourges

Modalités d'accès

Sur demande à :

Dominique Solomas (chargé de communication et de la vie associative).

Tél : 02 48 70 40 03

courriel : contact@sfepm.org

Société linnéenne de la Seine-Maritime

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Société linnéenne de la Seine-Maritime.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1913 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

La Société linnéenne de la Seine-Maritime a été fondée le 21 février 1913 par Raoul Mail, naturaliste et herboriste réputé. Elle a pris son nom en hommage à Carl Von Linné, grand botaniste suédois de renommée mondiale considéré comme le père de la botanique moderne au XVIIIème siècle.

L'association est centrée sur la géologie, la botanique, la mycologie et la zoologie.

Elle connaît un grand succès avec plus de 450 membres à son apogée.

Pendant la seconde guerre mondiale, la société est l'une des seules associations seinomarines qui voit le nombre de ses membres croître (les hommes qui sont sur le front envoient des herbiers, insectes ou minéraux).

Sa vocation déclarée a toujours été l'étude, le développement et la diffusion des sciences naturelles. Son action auprès du public, tant havrais, qu'extérieur, est depuis l'origine une constante de la valeur qu'elle attache à son rôle social.

2.3. Lieu

Fort de Tourneville

55, rue du 329^{ème} Régiment d'Infanterie

76620 Le Havre

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

"Étude, progrès et diffusion des Sciences Naturelles."

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Elle a pour but de dresser un inventaire des richesses naturelles et de rechercher l'éveil permanent de la curiosité des membres.

Elle a un rôle pédagogique face à la fragilité de la nature (sorties pédagogiques, expositions).

La Société linnéenne agit depuis peu sur les interactions "milieu-climat-être vivants" (l'écologie).

Les membres de l'association mènent des études sur le terrain, réalisent des inventaires de plantes, de champignons, d'insectes des landes, de pelouses, de bords de routes, des zones humides et de l'interface terre-océan ou des zone de balancement des marées.

Certains inventaires amènent à des demandes de sauvegarde ou de classement de sites en vue de la conservation d'un patrimoine précieux.

La Société linnéenne organise également des sorties nature, des expositions et un salon annuel du champignon.

2.7. Organisation interne

30 membres bénévoles.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français

Présentation du contenu :

Création : récépissé de création d'association, statuts.

Administration et composition (1930-2014) : règlement intérieur, comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale, correspondance, listes des adhérents (1930-2014), rapports d'activité.

Comptabilité : journaux de recettes et de dépenses, pièces justificatives, demandes de subventions.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Activité (1875-2014) : *Bulletins de la Société linnéenne de la Seine-Maritime* (1913-2013), herbiers et alguiers (1875-2014), diapositives d'insectes, photographies, panneaux d'exposition, plaquette, rapport d'inventaire botanique.

Documentation : documentation sur la mycologie, ouvrages d'histoire naturelle classés par thématique : faune, géologie, paléontologie, botanique ; encyclopédies et dictionnaires, revues, bulletins de sociétés savantes, ouvrages pédagogiques, *Annales de Normandie*, VHS, coupures de presse.

Dates extrêmes : 1875-2014.

Métrage linéaire : 50 ml.

Lieu de conservation :

Fort de Tourneville

55, rue du 329^{ème} Régiment d'Infanterie

76600 Le Havre

Société nationale de protection de la nature

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Société nationale de protection de la nature

1.3 Autres formes du nom

SNPN

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1854 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

Une société d'acclimatation.

La Société impériale zoologique d'acclimatation a été fondée en 1854 par Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, professeur au Muséum national d'Histoire naturelle, titulaire de la chaire de zoologie des mammifères et des oiseaux. Elle se proposait alors de concourir à l'introduction, à l'acclimatation et à la domestication des espèces d'animaux utiles ou d'ornement, au perfectionnement et à la multiplication des races nouvellement introduites ou domestiquées et se donnait pour seul objectif de

« ... peupler nos champs, nos forêts, nos rivières, d'hôtes nouveaux ; d'augmenter le nombre de nos animaux domestiques, cette richesse première du cultivateur ; d'accroître et de varier les ressources alimentaires, si insuffisantes, dont nous disposons aujourd'hui ; de créer d'autres produits économiques ou industriels ; et, par là même, de doter notre agriculture, si longtemps languissante, notre industrie, notre commerce et la société tout entière de biens jusqu'à présent inconnus ou négligés, non moins précieux un jour que ceux dont les générations antérieures nous ont légué le bienfait » (Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, Bull. SZA, 20 janvier 1854).

Aux yeux de l'homme du XIX^e siècle, la nature constituait un capital inépuisable dont il était nécessaire de mettre en œuvre les ressources.

Ainsi durant ses premières années d'existence, la Société chercha à introduire le yack ou la chèvre angora dans les élevages français, à améliorer l'élevage du ver à soie, à populariser la consommation de la viande de cheval, du riz, de l'igname,... avec un succès des plus mitigé. Pour cela il lui fallait un lieu pour recevoir les animaux et les plantes amenés de l'étranger et que l'on se proposait d'acclimater ; des soins pour les conserver ; un laboratoire pour les expérimentations... Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, après avoir dirigé la Ménagerie zoologique du Muséum, avait reconnu la nécessité de former un Jardin zoologique d'acclimatation. Forte du soutien de l'empereur Napoléon III

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

et des élites de l'époque, la Société impériale zoologique inaugura en 1860 le Jardin d'acclimatation du Bois de Boulogne.

Le constat précoce de la destruction de la nature par l'homme

Mais, dès l'origine, cette société savante s'inquiète également des destructions causées par l'homme. De plus, les préoccupations qui avaient présidé à sa fondation, sous l'influence même des naturalistes, savants et amateurs, qui l'animaient, se sont modifiées en même temps que progressait la connaissance de la nature et que la civilisation industrielle et technique étendait son emprise. Les naturalistes constatent en effet que le « progrès » met à mal de nombreuses espèces sauvages et en conduit certaines jusqu'à l'extinction tout en faisant peser sur les ressources naturelles le risque de la surexploitation. Ainsi de plus en plus de voix s'élèvent pour demander la protection des animaux dits « utiles » (et notamment des oiseaux insectivores), l'arrêt de la destruction des forêts (y compris dans les colonies), une exploitation des ressources plus mesurée et rationnelle (pêche, chasse, bois, mines,...), la fin de la notion de « nuisible ».

Des combats pionniers

Progressivement, sous l'influence notamment de figures marquantes, la Société d'acclimatation délaisse puis abandonne son projet initial pour se consacrer à la cause de la protection de la nature qu'elle envisage d'un point de vue scientifique. Les combats et les réalisations sont nombreux (voir « La SNPN en dates ») :

- élaboration de la Convention internationale pour la protection des oiseaux utiles à l'agriculture (1902),
- protection du castor du Rhône (1909),
- fondation de la LPO et de la réserve des Sept-Îles (1912),
- création des réserves de Camargue (1927), de Néouvielle (1935), du Lauzanier (1936),
- organisation des deux premiers Congrès internationaux de protection de la nature (1923, 1931),
- lutte contre le commerce des plumes d'oiseaux,
- repeuplement des cours d'eaux français en poissons, aménagement des barrages et autres seuils pour permettre leur franchissement par les migrateurs,
- sauvegarde de l'éléphant d'Afrique et plus largement de la grande faune,
- soutien aux projets de parcs nationaux,...

Vers la SNPN

Forte de cet héritage qui en fait la mère de la protection de la nature en France, la Société d'acclimatation décide en 1960 de changer son nom en **Société nationale de protection de la nature** et, tout au long du XX^e et du XXI^e siècles, elle poursuit son action avec constance :

- soutien à la création des parcs nationaux à qui elle confie la gestion de ses réserves du Lauzanier (Parc du Mercantour) et du Néouvielle (Parc des Pyrénées) ;
- première campagne publique pour la protection de la nature (1961)

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- campagne Vanoise (1969-1971) ;
- gestion et défense de la réserve de Camargue ;
- gestion de la réserve de Grand-Lieu depuis 1985 ;
- opération « Message à la mer »
- campagne pour le droit de gîte (1977)
- participation à la fondation et aux travaux de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) ;
- initiatrice de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN, 1968) devenue France nature environnement ;
- campagne « Amnistie pour les éléphants »

Sources <http://www.snpn.com>

2.3. Lieu

Siège social : 9 rue Cels, 75014 Paris

Adresse postale actuelle : 44 rue d'Alésia 75014 Paris

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

La protection des zones humides

La SNPN a participé à la création de la convention de Ramsar de 1971 sur les zones humides et assure aujourd'hui sa politique de sensibilisation. L'action de la SNPN en faveur de ces milieux remarquables est quotidienne : elle gère deux réserves nationales en zones humides et œuvre, depuis 2007, à la préservation des milieux humides d'Île-de-France. Enfin, elle coordonne et anime le laboratoire d'idées « Zones humides » qui émet des avis et fait des propositions pour la préservation de ces milieux.

La protection des espèces et des milieux menacés

Les actions que la SNPN effectue pour la sauvegarde de la biodiversité s'inscrivent dans la durée : participation à des campagnes pour la protection des grands mammifères, préservation d'habitats menacés et restauration des milieux dégradés, sensibilisation des citoyens à la nature de proximité.

L'éducation, la sensibilisation

À travers ses actions d'animation, ses sorties éducatives et son réseau d'adhérents, la SNPN contribue à une meilleure connaissance de la nature et à son respect. Envie de sorties ou d'animations nature ?

Sources <http://www.snpn.com>

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

France nature environnement

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Initiatrice de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN, 1968) devenue France nature environnement

3.2. Type de relations

Affiliation

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association Histoire de la protection de la nature et l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

mai 2021

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français

4.5 Sources

<http://www.snpn.com>

Présentation du contenu :

Fonds d'archives versés aux Archives nationales

Activités de la Société nationale de la protection de la nature, 1835-2018

Versement 232AS¹⁰⁷⁰

Historique de la conservation

L'ensemble des dossiers de la SNPN situés au siège de l'association ont été inventoriés par Rémi Lugliá et l'équipe de la SNPN

Ce don a été réalisé en collaboration avec l'Association pour l'histoire de la nature et de l'environnement (AHPNE).

Mode de classement

Le plan de classement du fonds correspond à l'inventaire.

1070 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Activites-de-la-Societe-nationale-de-la>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Accroissement

Les dossiers concernant le « projet Life Lac Grand Lieu », le Bureau MAR ainsi que les dossiers de l'ancien directeur scientifique de la SNPN Michel Brosselin sont actuellement stockés à la SNPN . Cette dernière proposera un 2ème don aux Archives nationales.

Bureau MAR. En réaction à l'assèchement et au drainage des zones humides qui inquiètent et mobilisent les défenseurs de la nature et de la sauvagine, le Bureau MAR (pour la racine commune aux mots désignant les MARécages en français, MARshes en anglais, MARismas en espagnol et MARemma en italien) est créé en 1962, à l'instigation de Luc Hoffmann (1923-2016), dans le cadre de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN). En France, son action est animée par Michel Brosselin (1936-1980) puis par la Société nationale de protection de la nature (SNPN) quand celui-ci en devient le directeur scientifique en 1970. Relayé dans plusieurs pays, conjugué à celle d'organisations cynégétiques, le lobbying du bureau MAR aboutira à l'élaboration et à la signature en 1971, dans la ville iranienne de Ramsar, de la convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau.

Présentation du contenu

Ce fonds concerne les dossiers de création, les PV d'assemblée générale, les comptes rendus des comités directeurs et scientifiques, les dossiers concernant les zones humides, les espèces, les réserves naturelles de la Camargue, de Grand-Lieu ainsi que les actions d'éducation à l'environnement.

Modalités d'entrée

Don

Conditions d'accès

Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine. Trois articles sont soumis à l'autorisation de la SNPN. 20210530/11, 20210530/37 et 20210530/38 : 75 ans à compter de la date du document plus récent.

Description physique

56 boîtes d'archives, 5,60 ml

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Collection d'affiches de la Société nationale de la protection de la nature, 1980-1998

Versement CP/232AS¹⁰⁷¹

Historique de la conservation

La Société nationale de la protection de la nature a conservé au siège une collection d'affiches dans de bonnes conditions. Toutes les affiches sont datées.

Mode de classement

Classement par thème

Accroissement

Fonds non clos

Présentation du contenu

Ce fonds concerne des affiches produites par la Société nationale de la protection de la nature.

Sommaire

20210231/1 : espèces protégées, [Années 1980]-1998

7 affiches

20210231/2 : espaces naturels ; [Années 1980]-1996

7 affiches

Modalités d'entrée

Don

Conditions d'accès

Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine.

Description physique

14 affiches

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

1071 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-d-archives-detaille-Collection-d-affiches-de-la-Societe-nationale-de>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Fonctionnement du bureau MAR, gestion de réserves naturelles, 1962-2000

Versement 232AS¹⁰⁷²

Historique de la conservation

L'ensemble des dossiers de la SNPN situés au siège de l'association ont été inventoriés par Patrick Cavalié, archiviste, membre de l'Association pour l'histoire de la nature et de l'environnement (AHPNE).

Mode de classement

Le plan de classement du fond correspond à celui réalisé par la SNPN.

Accroissement

Fonds ouvert.

Présentation du contenu

Ce fonds concerne les dossiers de Michel Brosselin, du fonctionnement du bureau MAR de la SNPN et de la gestion des réserves naturelles

Sommaire

232AS 59-232AS 65

Dossiers de Michel Brosselin

1964-1978

232AS 66-232AS 77

Fonctionnement du bureau MAR.

1962-1980

232AS 78-232AS 84

Gestion de réserves naturelles.

1970-2000

232AS 85-232AS 86

Activités de la Société nationale de protection de la nature..

1994-2000

Modalités d'entrée

Don

1072 Répertoire détaillé <https://ressources.histoire-environnement.org/Repertoire-detaille-Societe-nationale-de-la-protection-de-la-nature>

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Conditions d'accès

Librement communicable sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents et des dispositions de l'art. L.213-2 du Code du patrimoine.

Description physique

28 boîtes d'archives, 2,80 ml

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

Sologne nature environnement (SNE)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Sologne nature Environnement.

1.3. Autres formes du nom

SNE

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1984 - aujourd'hui

2.2. Histoire

Sologne nature Environnement (SNE) est une association fondée en 1984 par un petit groupe de naturalistes mobilisé contre un gros projet touristique à Saint-Viâtre (projet de l'Arsenderie - étang du Galop). SNE élit son premier conseil d'Administration (11 membres) lors de l'Assemblée générale du 4 février 1984. Alain Beignet en est le premier président. Le siège social se situe alors au centre d'accueil et de loisirs de Nouan-le-Fuzelier. À la fin de l'année, l'association compte une centaine d'adhérents. Dès l'année 1984, se met en place un groupe ornithologique avec pour objectif annoncé la réalisation d'un atlas des oiseaux nicheurs de Sologne et un groupe botanique dont l'objectif est de constituer un atlas des plantes rares et localisées en Sologne (le départ des botanistes verra cesser ce travail en 1988). S'élabore ainsi en décembre 1984, le premier suivi en Sologne de la migration des grues cendrées sur l'axe Sully-sur-Loire – Lamotte-Beuvron. En parallèle, l'importance des milieux aquatiques de la Sologne incite certains naturalistes à s'intéresser aux odonates et en particulier aux libellules. Un inventaire est alors envisagé. Dès sa création, SNE s'attache à la diffusion des connaissances et à la sensibilisation des publics à la protection de la nature et de l'environnement. Ainsi, un bulletin trimestriel « Sologne nature Infos » voit le jour afin d'informer les adhérents au sujet des activités de SNE, l'association élabore en partenariat avec l'Union pour la culture populaire en Sologne (l'UCPS) un projet de maisons à thèmes sur l'ensemble de la Sologne ainsi qu'un balisage écologique des étangs sur les communes de Marcilly-en-Gault et de Saint-Viâtre. La même année se tient à Nouan-le-Fuzelier le premier salon du champignon en collaboration avec le centre d'animations et de loisirs local au cours duquel sont décomptés plus de 3000 visiteurs.

En 1985 SNE voit l'arrivée de son premier animateur, en tant qu'objecteur de conscience et une employée en contrat TUC (Travaux d'utilité collective), comme secrétaire administrative. Concernant les activités, l'association s'associe à la mise en place une commission « Agriculture-tourisme-Environnement », afin de développer un partenariat positif avec les agriculteurs. Les herpétologues de SNE commencent la réalisation d'un inventaire des reptiles et batraciens de la Sologne afin de constituer la base d'un atlas

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

pour la région Centre. L'association entreprend également à cette période l'organisation de randonnées pour adultes (une vingtaine entre 1985 et 1986) et l'encadrement de plusieurs classes découvertes et des week-ends nature pour tous les âges.

En 1986, un second objecteur de conscience et un second TUC sont recrutés. Alain Callet devient président pour quelques mois.

SNE débute sa participation à de nombreuses études d'impact et à la surveillance des aménagements engagés dans le cadre de révision de POS (Plan d'occupation des sols) par les communes en raison de la décentralisation et de la déprise agricole. L'année 1986, voit ainsi l'implication de l'association dans le POS de Nouan-le-Fuzelier (suivront notamment des études d'impacts pour le POS Chaumont-sur-Tharonne en 1988, le projet de zone artisanale sur un site à protéger à Selles-sur-Cher en 1991, le tracé de l'autoroute A 85 en 1997, le diagnostic écologique de l'étang de la Brosse en vue de l'extension des installations de Gaz de France en 2001 ou les études biologiques du Centre de tri de Mur-de-Sologne en 2001 et de celle du Centre de stockage de déchets de St-Laurent- Nouan en 2007).

En 1987, le problème du financement fait irruption. SNE ne peut pas payer un permanent, les différentes subventions étant insuffisantes. Seuls des emplois aidés, TUC et Service national civil peuvent être provisoirement utilisés. Un inventaire ornithologique des forêts domaniales de Lamotte-Beuvron et de Boulogne est entrepris ainsi qu'une étude précise concernant la chronologie de la reproduction des anatidés. L'année 1987 correspond également à l'année européenne de l'Environnement. SNE organise alors des sorties ornithologiques auprès des étangs constituant l'échantillon de suivi pour réaliser l'inventaire et l'étude. L'association organise aussi de nombreuses autres activités, dont la présentation de l'exposition « Pour que vive la Nature », empruntée à Nature Centre (future France nature environnement Centre – Val de Loire), à Romorantin-Lanthenay, à Nouan-le-Fuzelier et à Lamotte-Beuvron dans le cadre du premier festival international du film Chasse-Nature.

En 1988, SNE poursuit son travail au profit de la connaissance du patrimoine naturel de Sologne en continuant l'inventaire de ses richesses naturelles. L'association enquête ainsi sur le Vanneau huppé et sa raréfaction (l'oiseau paraît avoir des difficultés à nicher, sans doute à cause de la déprise agricole), atteste de la présence de la loutre, de la genette et du astor et met ses connaissances au service des acteurs territoriaux en conduisant notamment un inventaire ornithologique sur le POS de Chaumont-sur-Tharonne.

En 1989, le premier permanent salarié sur les fonds propres de l'association est engagé. SNE commence également à recevoir des subventions des communes, notamment de Romorantin-Lanthenay. L'association réalise un travail important en encadrant la découverte des milieux naturels. Ainsi, elle commence la mise en place de stages Nature pour les scolaires (dont un en liaison avec le magazine WAPITI) et intensifie l'organisation de sorties naturalistes (40 en 1989 – 45 en 1990), notamment en direction des étudiants et des universitaires.

En 1990, le budget prévisionnel atteint 570 000 francs, ce qui devait permettre de financer un Directeur, un animateur et une secrétaire. Cependant, l'aide de l'État, promise, est gelée. Malgré ces difficultés financières, SNE poursuit ses études et enquêtes naturalistes (étude du stationnement hivernal du grand cormoran, en liaison avec l'institut d'écologie appliquée qui se poursuivra pendant plusieurs années, et réalisation d'une enquête pour

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

la DRAE (Direction régionale de l'architecture et de l'environnement) permettant d'évaluer les actions à entreprendre pour la préservation des paysages suite à la déprise agricole).

En 1991, SNE organise la première édition de la fête des saisons, au cours de laquelle il s'agit, dans une localité de Sologne, de présenter au grand public une saison avec tout ce qui se passe dans la nature à ce moment-ci. Cette manifestation évoluera par la suite pour devenir la Fête de la Nature. La même année, l'association participe à la réalisation d'un atlas des mammifères en région Centre, lancé par Nature Centre. Ce travail s'achèvera en 1996, et conduira à la publication par SNE d'un pré-atlas des mammifères de Sologne.

Au cours de ces années 1990-1991, l'idée d'un «Observatoire Permanent du Patrimoine Naturel en Sologne» s'active et les discussions, propositions et explications sont ouvertes en vue de la création d'un PNR (Parc naturel régional) de la Sologne. L'objectif est de mettre en place un suivi quantitatif et qualitatif des paysages englobant la faune, la flore et l'évolution agricole.

En 1992, la mise en place d'un « contrat vert » avec le Conseil Régional permet l'embauche de Jean-Michel Serveau comme animateur permanent. Cependant, les difficultés de trésorerie sont réelles et perdurent malgré le soutien de nombreuses communes. En parallèle, l'association manifeste ses inquiétudes en ce qui concerne le plan d'environnement Sologne, proposé par le syndicat de Sologne, qui semble valoriser la région uniquement à travers la chasse et néglige la question des enclosures excessives. Si SNE n'est pas opposée à la chasse, elle se bat pour la sauvegarde et la pérennisation des espèces et pour que la réglementation soit respectée. Dans ce cadre, l'association apporte sa contribution à la rédaction du plan d'environnement Sologne et milite pour sa bonne mise en œuvre. SNE émet également ses inquiétudes concernant la question des décharges en Sologne pour laquelle elle réaffirme son attachement à une gestion contrôlée des déchets.

En 1993, l'association remet par l'intermédiaire d'Alain Beignet un rapport à la conférence régionale de l'environnement en vue de développer un tourisme rural, publie sa synthèse des observations de mammifères de Sologne de 1986 à 1992 et commence à participer activement au conseil Scientifique et aux réunions du conservatoire régional du patrimoine naturel de la région Centre (devenu par la suite Conservatoire d'espaces naturels Centre-Val de Loire).

En 1994, Hubert Morand prend la succession d'Alain Beignet qui avait repris le poste de Président laissé vacant par Alain Callet. De nouvelles difficultés financières touchent l'association, l'obligeant à licencier son chargé de mission (aide espérée et non obtenue et retards de l'État pour les remboursements des sommes engagées pour les objecteurs de conscience). S'établit alors une ferme rigueur de gestion et la mise en informatique de la comptabilité.

En 1995, SNE se redresse financièrement grâce notamment à une seconde tranche de « contrat vert » avec le Conseil Régional et des subventions communales qui permettent à l'association de recruter trois nouveaux salariés et d'accueillir quatre stagiaires. Concernant les activités, l'association participe notamment aux Journées nationales de l'Environnement et réalise une exposition des différents milieux solognots faite au travers des sentiers-nature ainsi qu'une exposition sur les oiseaux de Loire.

En 1996, SNE compte quatre permanents à temps plein et plus de 200 adhérents. Un nouveau groupe botanique est constitué par des étudiants, quelques initiés et de

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

nombreux de débutants. Toujours actif, son objectif n'est pas tant de dresser un inventaire que d'étudier les plantes par familles ou par sites. En parallèle, SNE remet un important rapport sur l'inventaire du patrimoine naturel de Chambord ainsi qu'un inventaire faune-flore sur la commune de Nançay, dans le cadre d'une étude d'impact.

En 1998 vont réapparaître les difficultés financières. Elles vont contraindre l'association à licencier 2 permanents importants. Nature Centre, le Centre d'animation et de loisirs (CAL) de Nouan-le-Fuzelier et l'Union pour la culture populaire en Sologne (UCPS) vont alors aider SNE en prêtant les fonds nécessaires à la survie de l'association. L'année 1998 marque également l'essor des camps naturalistes organisés par SNE. Ils permettent l'observation systématique de nombreux étangs (250 étangs visités dans l'année) et de préciser les sites de nidification de la guifette moustac, du busard des roseaux et du balbuzard pêcheur.

En 1999, l'association fait appel au nouveau dispositif des emplois jeunes pour embaucher deux animateurs nature, permettant ainsi de proposer un plus grand nombre d'animations de découverte du patrimoine naturel de Sologne et d'actions de sensibilisation à la protection de la nature (elles passent de 90 demi-journées en 1995 à 240 demi-journées en 1999). SNE est également missionnée par la direction régionale de l'environnement Centre pour réaliser des inventaires et des recherches bibliographiques des habitats naturels et habitats d'espèces d'intérêt européen de la Sologne des étangs et de la Sologne de l'Est au titre des annexes I et II de la directive habitats. Enfin, l'année 1999 voit le déménagement des bureaux de l'association au Parc de Beauvais à Romorantin-Lanthenay, « capitale » de la Sologne, pour à l'avenir toucher un plus large public.

En 2000, une nouvelle équipe de sept permanents se constitue autour du nouveau Directeur Maurice Sempé. L'universitaire bio-géographe Bertrand Sajaloli devient le nouveau Président. SNE participe à l'inventaire des rapaces nicheurs de France ainsi qu'à celui des mollusques dans le Loir-et-Cher (par l'intermédiaire de Jean-Pierre Brault et en collaboration avec Michel Gervais, membre de Perche nature). L'association s'implique aussi dans des formations d'animateurs en liaison avec «Familles rurales» et qui se poursuivront avec le Groupe régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement Centre.

Les années suivantes se montreront tout aussi positives pour SNE avec une augmentation du nombre des adhérents, un budget autour de 250 000 euros et le renouvellement du parc informatique. L'association met alors en place un dispositif de conventions partenariales et d'associations correspondantes pour s'allier avec des associations plus petites comme l'association pour la sauvegarde de la nature et de la qualité de vie de Gièvres. Elle crée aussi un « Collectif Chemins », qui regroupe 17 structures concernées et de nombreux particuliers autour de la défense et la promotion des chemins ruraux de Sologne. Dans le cadre de ses activités naturalistes, SNE définit une première cartographie des amphibiens de Sologne après de nombreuses études et observations. L'association prépare aussi la publication de l'inventaire des mollusques du Loir-et-Cher, poursuit ses repérages et comptages de chiroptères et propose l'aménagement de sites de préservation en vue du projet de l'autoroute A 85.

L'année 2003 est marquée par le départ de Bertrand Sajaloli et le retour d'Alain Beignet comme Président, après une période d'Intérim assurée par Hubert Morand. SNE développe un pôle ressources nature au Parc de Beauvais à Romorantin-Lanthenay,

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

dans le cadre d'un Contrat Vert qui propose différents programmes d'animation et de sensibilisation à la nature (dont des interventions en milieu carcéral qui vont permettre à une quinzaine de personnes de s'engager dans une formation de sensibilisation à l'environnement). L'association s'engage aussi en liaison avec le musée de Sologne à Romorantin- Lanthenay, une valorisation du fonds Émile Martin en vue d'une présentation au public¹⁰⁷³

En 2004, SNE fête son vingtième anniversaire malgré des incertitudes budgétaires dues notamment à la fin du dispositif « Emplois Jeunes ». Pour autant, l'association organise la première édition du salon des éco-consom'acteurs qui se déroule dans le parc de Beauvais à Romorantin-Lanthenay. C'est aussi l'année où Maurice Sempé quitte son poste de directeur et où Pierre Havard remplace Alain Beignet comme Président.

Une période de transition débute alors à la tête de SNE. En 2005, Thierry Cherrier devient le nouveau Directeur, lequel sera remplacé par Patrice Devineau en 2006. Toujours en 2006, l'association réalise un inventaire des espèces de chiroptères présentes sur la réserve naturelle de la Vallée de Grand Pierre et Vitain et se dote d'une grande exposition intitulée « Le Patrimoine naturel de Sologne : une richesse à transmettre » (40 panneaux), qui a été présentée à travers la Sologne et a été accompagnée d'une conférence-débat. En 2006 et 2007, SNE participe à l'édition de deux ouvrages en partenariat avec les autres associations naturalistes du Loir-et-Cher, : « L'Atlas de l'Avifaune de Loir-et-Cher » et « Les oiseaux du Loir-et-Cher ». En 2007, l'association est sollicitée et missionnée à de multiples reprises pour la réalisation d'études (réalisation d'Indices Ponctuels d'Abondance des passereaux sur la Réserve de chasse de Malzone à Millançay pour l'ONCFS, étude complémentaire pour la définition de la ZPS « Étangs de Sologne » pour la DIREN, ou encore suivi des oiseaux des grandes cultures pour le ministère de l'agriculture). En 2007 et 2008, SNE réalise également une étude approfondie sur la présence de la Loutre sur tous les cours d'eau de Sologne et leurs affluents et une muséographie pour la Maison de la nature et de l'eau à Chalette-sur-Loing.

Depuis, l'association s'est redressée face à ses difficultés financières en continuant de développer les activités d'études et les animations.

2.3. Lieu

23, Route de Selles

41200 Romorantin-Lanthenay

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Sologne nature environnement, conformément à son objet social, se consacre à l'étude, à la sauvegarde et à la valorisation du patrimoine naturel de Sologne. Elle privilégie la concertation entre tous les acteurs et s'efforce de rechercher l'intérêt général lié à la

¹⁰⁷³Le fonds Émile Martin est une collection de livres anciens de 2 400 ouvrages que cet ancien juge d'instruction et bibliophile a rassemblé au cours de sa vie (1812-1895). Il a légué cette collection à la ville de Romorantin-Lanthenay. Aspect méconnu du patrimoine culturel, cette bibliothèque est un reflet des goûts d'Émile Martin (voyages, littérature classique, histoire,...) et se compose surtout d'une précieuse collection de livres de botanique (du XV^{ème} à la fin du XIX^{ème} siècle) accompagnée d'un herbier et d'un meuble à graines.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

protection de l'environnement. Elle œuvre pour un avenir durable de la Sologne, en cherchant à concilier dans la mesure du possible les problématiques économiques, sociales et environnementales, en s'assurant que la dimension environnementale de ce triptyque ne soit pas laissée pour compte.

À ces fins, Sologne nature environnement réalise de nombreuses actions concernant tout particulièrement :

- La connaissance du patrimoine naturel de la Sologne et les diagnostics environnementaux

Depuis sa création, SNE a mis en œuvre un inventaire des richesses naturelles de la Sologne qui est le fruit du travail de ses bénévoles et de ses salariés. L'association réalise alors des études et des diagnostics, des suivis faunistiques (ornithologie, entomologie, mammalogie, herpétologie, malacologie) et floristiques, étudie les habitats et les écosystèmes de Sologne, et elle participe également à divers programmes scientifiques nationaux et internationaux (WETLANDS International) afin de préconiser des modalités de gestion appropriées dans l'esprit d'un développement durable.

- La sensibilisation et l'éducation à la nature et à l'environnement

Par l'intermédiaire de son équipe d'animateurs, SNE propose des activités pédagogiques à destination des scolaires et des sorties nature pour tous à la découverte de l'environnement et du patrimoine naturel solognots. L'objectif est également de rendre accessible et de partager ce patrimoine naturel très privatisé. L'association sensibilise chaque année environ 10 000 personnes, dont près de 7 000 scolaires, et s'investit en faveur de la valorisation éco-touristique du patrimoine naturel de Sologne.

- Les expertises-conseils, la participation au débat public et les actions à vocation territoriale

SNE veille à ce que l'aménagement du territoire et les politiques publiques tiennent compte des préoccupations environnementales. En tant que membre affiliée à France nature environnement et association de protection de la nature et de l'environnement, SNE prend position dans le débat public en participant à de nombreuses commissions départementales, régionales, et nationales, liées tout particulièrement à l'aménagement durable du territoire et à l'environnement. Elle accompagne également les collectivités locales et des acteurs du secteur privé en mettant à disposition ses compétences juridiques, scientifiques et techniques, notamment dans le cadre de conventions partenariales (exemple : conventions de gestion de sites avec les communes). SNE mène aussi de nombreuses actions à vocation territoriale, telles que :

- Participation aux opérations « Objectif Zéro Pesticides » et « Jardins au Naturel »,
 - Participation à des salons,
 - Organisation d'une fête de la nature devenue par la suite Salon des Eco-consomm'acteurs (arrêtée au début de la décennie 2010),
 - Organisation et participation au salon du champignon en octobre (avec accueil du congrès national de mycologie en 2017).
- L'information, la diffusion des connaissances et la formation du public et des acteurs socio-économiques

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

SNE met à disposition sa documentation bibliographique, iconographique et informatique sous forme d'un pôle « Ressource Nature ». Elle publie des ouvrages et son bulletin « Sologne nature Infos » (4 fois par an, existe depuis la création de l'association) pour partager et diffuser les connaissances. SNE réalise également des expositions, publie des documents pédagogiques, crée et aménage des sentiers d'interprétation et organise des manifestations, des conférences et des colloques. Les permanents assurent régulièrement l'encadrement de stages pour la formation des étudiants (scolaires, universitaires).

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

Sologne nature environnement se réunit une fois par an en assemblée générale. L'association dispose d'un conseil d'administration, composé actuellement de :

Président : Emmanuel Regent

Trésorier : Didier Roux

Secrétaire : François Grison

Autres membres : Stéphane Baldeck, Francine Carton, Pierre Havard, Jean-Marie Ravel, Michel Roubalay, Samuel Senave, Thomas Thevenet.

SNE dispose également d'une équipe de 10 salariés permanents (les trois-quarts sont des animateurs nature, deux chargés de missions naturalistes, une chargée de mission environnement, un chargé de communication et un comptable), des stagiaires et des services civiques. L'actuel directeur est Patrice Devineau.

L'association fait appel à un commissaire aux comptes et un expert comptable.

SNE compte aussi sur le soutien de 300 adhérents (60 à 80 bénévoles actifs) répartis sur les trois départements qui composent la Sologne.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Sologne nature Environnement entretient ou a entretenu les relations suivantes :

- Monde associatif (partenariats et associations amis), dont : France nature environnement (FNE) (affiliation par l'intermédiaire de son adhésion à la fédération régionale France nature environnement Centre-Val de Loire), Groupe régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement Centre (membre actif et administrateur du réseau), l'Union pour la culture populaire en Sologne ([UCPS](#)), les associations membres de FNE Centre – Val de Loire (notamment, , Eure&Loir nature, Loiret nature environnement, le Comité départemental de la protection de la nature et de l'environnement (CDPNE), Loir-et-Cher Nature, la Ligue pour la protection des oiseaux de Touraine et Perche nature), Conservatoire d'espaces naturels Centre-Val de Loire.
- État et collectivités (partenariats, financements), dont : services déconcentrés de l'État (dont direction régionale de l'environnement, aménagement et logement Centre-Val-de-Loire et anciennement direction régionale de l'environnement Centre), conseil régional Centre-Val de Loire, Conseil départemental du Loir-et-Cher, communes (dont Romorantin-

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Lanthenay), l'agence régionale de santé Centre-Val de Loire (prestations, partenariats, IBC).

- Membre de commissions et participant à différents programmes, dont : Syndicat de la Sologne, Plan d'environnement pour la Sologne, Pays d'accueil Sologne, commissions de la conférence régionale de l'environnement pour un développement durable, comité de programmation LEADER et Charte forestière du Pays de Grande Sologne, comité de pilotage Natura 2000 et directive Habitats, conseil de développement des Pays Grande Sologne, Romorantinais et du Monestois, Sologne Val Sud, Châteaux et Sancerre Sologne, conseil départemental d'hygiène de Loir-et-Cher (devenu CODERST), Commission locale d'information (CLI) pour le démantèlement de Saint-Laurent-des-Eaux, CLI sur les grands équipements énergétiques du Loir-et-Cher (centrale de Saint-Laurent-des-Eaux et Centre de stockage de gaz de Chémery), comité régional du tourisme et des loisirs, commission locale de l'eau du SAGE Sauldre, comité de pilotage du syndicat du Cosson, syndicat d'entretien du bassin du Beuvron, Mission inter-services de l'eau (MISE), commission pour l'inventaire des espaces naturels sensibles du Loir-et-Cher, commission de nomination des commissaires enquêteurs.

- Secteur privé, entreprises (accompagnement, sensibilisation), dont : accompagnements de chantier avec Cofiroute.

- Divers : agences de l'eau, maison du braconnage, La Maison des étangs, la Société française d'orchidophilie.

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Décembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Patrice Devineau directeur et coordinateur de Sologne nature environnement.

« Sologne nature environnement 1984-2009 : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3 d'actions en faveur de l'environnement en Sologne »

Site : <https://www.sologne-nature.org/>

Présentation du contenu conservé par Sologne nature Environnement (SNE) :

Création :

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Récépissé de la déclaration des statuts et enregistrement au Journal officiel (1984).

Administration et composition :

Assemblée générale (1985-2012) : comptes rendus (1985-1992), rapports d'activité (1998-2012) ;

Conseil d'administration (1988-1996) : comptes rendus des réunions et enregistrements audio en cassette ;

Fichier des adhérents (1984-2018) ;

Adhésions (1984-1986).

Correspondance :

Courriers (dont chronos) (1984 - vers 2003).

Personnel :

Salaires, charges et cotisations ;

Objecteurs de conscience (avec candidatures) ;

Stagiaires ;

Services civiques ;

Emplois jeunes ;

Fiches horaires des salariés.

Comptabilité :

Comptabilité générale (1984-2017) (environ 19,0 ml). - Grands-Livres, facturiers, factures (fournisseurs, clients, animations, prestations diverses), adhésions, pièces justificatives, comptes bancaires, subventions.

Fonctionnement et activités :

Dossiers isolés de Direction (0,50 ml) ;

Contrats verts (décennie 1990) : dossier de projets ;

Études (environ 15,0 ml). - Faune-flore (avec documentation et données de terrain et recensements), dont : loutres (0,60 ml), amphibiens, oiseaux, odonates ; inventaires ZNIEFF (0,50 ml), Plans d'Occupation des Sols (POS) ; études d'impacts ; zones humides ; sites (avec atlas et enrichissement des bases de données) ;

Inventaires de biodiversité communale (IBC) ;

Dossiers sur les infrastructures de transport : Ligne à grande vitesse (LGV) Paris-Lyon (0,10 ml), Dossiers Autoroute A 85 (0,20 ml) et Autoroute A 71 ;

Dossier contre le projet « les Veillas » au sujet d'un passage pour les cervidés (0,20 ml) ;

Dossier agriculture ;

Suivi Natura 2000 ;

Animations thématiques (dont astronomie, faune-flore, l'eau, la Loire, alimentation, le jardin potager, le bruit, la forêt) (1993-2018) (environ 6,50 ml) : dossiers de travail (avec

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

supports) (4,0 ml), dossiers des partenaires (dont graines), programmes (1,0 ml), bilans, projets, propositions, devis, factures ;

Outils pédagogiques (1,0 ml) ;

Tourisme (0,80 ml) : études, bilans, documentation ;,

Manifestations, organisation, participation (décennie 1990) (1,0 ml), dont.- « Journée de l'environnement », sentiers nature (maquette), « Fêtes du printemps » (été, automne, hiver) ;

Consultations (2013-2015) (0,40 ml) ;

Relation avec le Graine Centre (décennies 2000-2010) (0,20 ml) : participation aux Conseils d'administration (notes), aux ateliers, dossiers réseau ;

Participation aux commissions (dont sur les déchets) (2,0 ml) ;

Affaires juridiques (1,50 ml) (dont POS, rapports d'activités d'usines).

Documentation :

Publications de SNE (environ 7,50 ml) : bulletin « Sologne nature Infos » (1984-2018) (108 numéros) ; « Sologne nature Infos : hors séries », prospectus (dont lettre d'information « Objectif zéro Pesticide »), brochures (dont « baromètre de la nature »), ouvrages, plaquettes et affiches ;

Maquettes de bulletins et publications de l'association (vers décennie 1990) ;

Publications extérieures à SNE (environ 15,0 ml). - Revues extérieures à l'association concernant principalement la Sologne (dont : « Les naturalistes Orléannais », « le Courrier de la nature », « Le journal de la Sologne », le « bulletin de la Société d'étude de la protection de la nature de Loir-et-Cher » (SEPNLC) / « Loir-et-cher nature » (1973-2010)) (4,0 ml) ; ouvrages relatifs à la faune et à la flore (dont atlas des oiseaux) (5,0 ml) ; Publications thématiques (dont pêche, jardin, écologie, réglementation) (3,0 ml) et documentation thématique (dont mycologie, botanique, forêt, espace naturel, zones humides, herpétologie, ornithologie, énergie, Parcs Naturels Régionaux (PNR), eau, POS, chasse, air, nucléaire) (3,0 ml) ;

Panneaux d'expositions de SNE ;

Dossiers et communiqués de presse (décennie 1990) ;

Revue de presse (1984-1993) ;

Coupures de presse (0,20 ml) ;

Diapositives faune-flore (0,70 ml) ;

Cartes des chemins communaux (0,60 ml) : classeurs ;

Cartes IGN ;

Documentation diverse (décennie 1990-2018).

Dates extrêmes

1984 - 2018

Métrage linéaire conservé

Environ 97,0 ml.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Stockage bureautique conservé

Environ 1,33 To. Stockage des archives électroniques sur un serveur dédié avec sauvegardes fréquentes, comprenant notamment, les courriels, une photothèque, les dossiers courant en fonction du poste et/ou de la mission, et les dossiers archivés.

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Les archives se trouvent dans un environnement sain et sont dans un très bon état de conservation. Une pièce sert de local de stockage pour les fonds les plus anciens de l'association pour un volume estimé à 50,0 ml, lesquels sont conditionnés et identifiés. Les autres fonds d'archives sont répartis dans les différentes pièces de l'association selon leur utilité ou typologie.

Localisation physique

23, Route de Selles

41200 Romorantin-Lanthenay

Modalités d'accès

Sur demande :

Courriel : info@sologne-nature.org

Tél. :02.54.76.27.18

Patrice Devineau (coordinateur, dir.) :

Courriel : Patrice.devineau@sologne-nature.org

Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

.2. Forme autorisée du nom

Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay

1.3. Autres formes du nom

SDN Berry – Giennois – Puisay

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2013 - 2018

2.2. Histoire

« Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay » est une association Loi 1901 fondée en 2013 faisant partie de l'un des 200 groupes adhérents au réseau « Sortir du nucléaire ».

Alors que le chantier de construction de la centrale nucléaire de Dampierre dans le département du Loiret s'achève (mise en service en 1980), un autre projet de centrale est en train de naître à Belleville-sur-Loire dans le département du Cher à une distance orthodromique de 35 km. Une association, l'Association pour la défense de la qualité de la vie en Val de Loire (ADQVL) s'opposant à ce dernier projet est alors créée à la fin de la décennie 1970. Malgré des contestations, le projet est retenu. La Centrale nucléaire de Belleville met en service ses deux unités de fonctionnement en 1987 et en 1988.

Vers 1995 est créé le « Comité Stop Belleville Stop Dampierre » qui a pour objectif de réunir toutes les personnes et associations qui souhaitent la fermeture des deux centrales, notamment en raison de la porosité du béton de celle de Belleville. À partir de 2007, l'association tombe progressivement en sommeil, jusqu'à la catastrophe nucléaire de Fukushima en 2011 qui donne lieu à une nouvelle prise de conscience et une remobilisation contre le nucléaire. Localement, des manifestations sont organisées tous les mardis de ce mois de mars 2011.

Une nouvelle association est alors fondée le 11 juin 2013 (déclaration en Préfecture le 2 juillet et publiée le 27 juillet au Journal officiel), par d'anciens militants du « Comité Stop Belleville et Stop Dampierre », de Bourges, de l'Yonne, du Loiret et de la Nièvre. L'objectif était de reconstituer une structure associative forte, pour informer et agir en faveur d'un abandon au recours de l'énergie nucléaire et à la force armée nucléaire. Dès sa constitution, il a été décidé unanimement d'adhérer à la charte nationale du Réseau Sortir du nucléaire, notamment pour accéder à ses compétences. Depuis, de nombreuses actions sont réalisées dans cet objectif de l'abandon du nucléaire, tout en proposant et favorisant la maîtrise de l'énergie, et le développement d'autres moyens de production électrique.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2.3. Lieu

Siège – adresse postale :

9 bis, chemin de la Taupinière

Bourges

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

- « Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay » est une association Loi 1901 qui exerce sa compétence dans les départements du Cher, du Loiret, de la Nièvre et de l'Yonne. Elle adhère symboliquement au réseau « Sortir du nucléaire » et est invitée à l'Assemblée générale annuelle. Bien qu'appartenant à ce réseau, SDN Berry-Giennois-Puisay conserve son autonomie pour mener différentes actions avec pour principaux objectifs, la sortie du nucléaire (l'association estime que le danger représenté par le fonctionnement des centrales nucléaires et l'utilisation d'armes nucléaires sont réel et sérieux, et qu'il tend à s'accroître avec le vieillissement des centrales, et le développement non contrôlé des techniques évoluées des armes nucléaires : d'où, la demande de l'arrêt programmé des centrales et l'abolition de l'arsenal nucléaire), la sensibilisation sur les énergies alternatives et la lutte contre le gaspillage environnemental.

Plus précisément, « Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay » a pour buts :

- « de fédérer localement les individus, les associations et autres personnes morales qui veulent sortir du nucléaire,
- de mettre en œuvre toutes les actions que la loi autorise, pour une sortie du nucléaire selon la charte du réseau « Sortir du nucléaire » annexée aux présents statuts,
- d'informer la population sur les dangers de la filière nucléaire, ainsi que sur les alternatives énergétiques,
- de favoriser les énergies renouvelables respectueuses de l'environnement et les moyens de maîtriser la demande en énergie et en électricité.
- de lutter contre les pollutions et les risques pour l'environnement et la santé que représente l'industrie nucléaire et les activités et projets d'aménagement qui y sont liés (création ou extension d'installations nucléaires de base, construction de lignes à haute tension, programmes de recherche et de développement, etc.)
- de défendre en justice l'ensemble de ses membres. »¹⁰⁷⁴

En conséquence, l'association mène des actions qui se veulent populaires. Elles sont proposées d'un commun accord par les membres du conseil d'administration, mais elles sont soumises à l'accord de tous les adhérents, qui peuvent assister à tous les travaux du Conseil d'Administration. Ces actions sont les suivantes :

- Organisation de manifestations et participations aux marches (notamment, devant les centrales de Belleville/Loire et St Laurent-des-Eaux lors des dates anniversaires de Tchernobyl et de Fukushima, manifestation régionale

¹⁰⁷⁴Article 2 des statuts de l'association.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

« FukuChinon » à l'automne 2014, manifestation « le Cher marche pour la paix », manifestation européenne « Fermons Fesseinheim » le 26 avril 2015),

- Organisation d'actions symboliques, dites « actions en réaction »,
- Réalisations de prélèvements d'eau (comme en 2017 à Monstsoreau dans le cadre d'une action collective avec le collectif « Loire-Vienne »),
- Campagnes d'informations et de communication : mises à plat des informations, communiqués de presses, passages en radios,
- Tractages, notamment sur les ronds-points de Cosnes/Loire, Saint Satur et Bourges,
- Sensibilisation des élus locaux à l'importance de ramener le débat nucléaire dans un cadre démocratique,
- Propositions de remplacer l'énergie produite à partir du nucléaire par les énergies renouvelables (éolien, Solaire, Biomasse...) et en développant les techniques tendant à assurer « une sobriété énergétique »,
- Actions en justice : dépôt d'une plainte à l'encontre de la Centrale de Belleville pour non-respect des règles de sécurité et infractions de fonctionnement, infractions relevées par l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) lors d'un contrôle à l'été 2014, dépôts de plaintes par l'intermédiaire du réseau national (en 2015 pour 36 infractions et en 2017 pour 46 infractions).

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

« Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay » se réunit une fois par an en Assemblée générale. L'association s'articule autour d'un Conseil d'administration de 12 membres. Son actuelle Présidente est Françoise Pouzet.

« Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay » compte également une soixante d'adhérents.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

« Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay » entretient les relations suivantes :

- Membre du réseau « Sortir du nucléaire » (adhésion à la charte du réseau, accès aux compétences, actions communes, deux adhérents administrateurs du réseau).
- Participation et membre du collectif « Sortir du nucléaire Loire et Vienne » créé en 2015 (réunion tous les deux mois et action annuelle commune)¹⁰⁷⁵.

¹⁰⁷⁵Le collectif « Sortir du nucléaire Loire et Vienne » est un groupe macro régional oeuvrant pour la sortie du nucléaire. Ce regroupement ambitionne de mutualiser et dynamiser la réflexion, les informations et les actions autour de cet objectif. Il se compose des structures suivantes : SDN Berry-Giennois-Puisaye autour des centrales de Belleville et Dampierre, l'ACIRAD Centre et le réseau Fukushima basés à Orléans, SDN 41 autour de St Laurent des Eaux, SDN 37 à Tours et Chinon, SDN 49 aux alentours d'Angers, la coordination poitevine « Vivons sans nucléaire » autour de Civeaux, SDN 72 et SNE 72 autour du centre d'ionisation des aliments Ionisos, SDN 79 dans les Deux-Sèvres et, SDN Pays Nantais.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

- Mouvement de la paix (manifestations communes).
- Représentation au sein de la commission locale d'information (CLI).
- Actions communes avec les associations locales (dont « l'Association pour la défense de la qualité de la vie en Val de Loire » (ADQVL)).

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Décembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Françoise Pouzet, Présidente de SDN Berry-Giennois-Puisay.

Site : <https://sdn-berry-puisaye.webnode.fr/>

Présentation du contenu conservé par l'association « Sortir du nucléaire Berry – Giennois – Puisay »¹⁰⁷⁶:

Dossier de présidence de Françoise Pouzet (0,10 ml) (archives courantes). -

Fonctionnement de l'association : adhésion, listes de sympathisants ;

Activités et actions : demande d'autorisation et déclaration de manifestation, chansons de manifestations, préparation de communiqué de presse pour une conférence à Boulleret, fiche relative à des prélèvements et analyse d'eau, intervention de Daniel Desprez¹⁰⁷⁷ à la commission locale d'information de Belleville (2017) ;

Notes et documents de travail (dont préparation rapport moral de l'association pour l'Assemblée générale 2017, réunions d'Assemblées générales et de Conseils d'administration, brouillon de discours, notes et listes de contacts) ;

Documentation : tracts de « Sortir du nucléaire Berry-Giennois-Puisay », affichettes, coupures de presse, brochure relative au dépôt de plainte effectué en 2017 ;

¹⁰⁷⁶À titre informatif, les archives décrites ci-dessous ne représentent que quelques dossiers des 5,0 ml d'archives conservées chez François Pouzet, Présidente de l'association : le récolement de l'ensemble des fonds n'ayant pas pu être effectué.

¹⁰⁷⁷Vice Président de SDN Berry-Giennois-Puisay.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

Lettre du Conseil d'État rejetant un arrêt de chantier à la centrale de Belleville (14/05/1979).

Dates extrêmes

1979 - 2018

Métrage linéaire conservé

Environ 5,0 ml¹⁰⁷⁸.

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné (comprends notamment les comptes rendus des Assemblées générales et des conseils d'administration et les courriels).

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Classement par dossiers.

Bon état de conservation.

Localisation physique

Au domicile de la Présidente de SDN Berry-Giennois-Puisay, Françoise Pouzet.

Modalités d'accès

Sur demande pouzet.francoise18@gmail.com auprès de François Pouzet, Présidente de SDN Berry-Giennois-Puisay :

S.O.S. Estuaire

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

S.O.S. Estuaire.

1.3. Autres formes du nom

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

1988 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

Le 23 décembre 1987, un groupe de personnes se concertent pour sauvegarder l'estuaire de la Seine alors menacé par la construction du pont de Normandie.

Ce combat a abouti à l'obtention de mesures compensatoires pour réhabiliter le milieu naturel. Mais il est apparu rapidement que le pont n'était pas la seule menace : l'aménagement portuaire, les décharges et les dragages compromettent également l'écologie de l'estuaire.

C'est dans ce cadre que l'association est créée en 1988 (mais elle ne se dote de statuts qu'en 1991).

L'association S.O.S. Estuaire a pour objectif :

la protection de la biodiversité et des espaces naturels de l'estuaire et de la baie de Seine ;

le combat contre toutes dégradations des écosystèmes en s'opposant à leur détérioration ;

l'information au public des menaces mais aussi des richesses de ces espaces naturels par de nombreuses actions de sensibilisation ;

la participation à toutes entreprises contribuant au maintien et à l'amélioration de ses fonctions et de biologie.

L'estuaire de la Seine est situé sur les départements de la Seine-Maritime, de l'Eure et du Calvados.

2.3. Lieu

32 Rue Clovis

76600 Le Havre

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901, agréée au titre de l'article L 141-1 depuis 1996.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

2.5. Fonctions et activités

S.O.S. Estuaire publie trois fois par an son bulletin, *la Spatule*

Son site internet <http://www.sosestuaire.free.fr> rend compte de toutes ses activités et publications.

Des plaquettes diffusées à plusieurs milliers d'exemplaires sont un de ses principaux vecteurs de communication.

L'association a participé à tous les débats et enquêtes publics sur des projets mettant en danger la biodiversité et les espaces naturels de l'estuaire de la Seine. Elle a, ainsi, participé aux réunions du comité des usages de l'eau de la réserve naturelle et aux groupes de travail sur l'élaboration du troisième plan de gestion de la réserve naturelle.

En outre, l'association organise des sorties nature dans l'estuaire, des conférences au Havre, des manifestations, des concours ou encore des pétitions. Elle mène également des actions en justice, en se constituant partie civile, afin de réclamer des dommages et intérêts en faveur de la conservation des milieux estuariens.

S.O.S. Estuaire met en place des études concernant la protection et l'aménagement des estuaires.

Enfin, l'association a entamé depuis 3 ans une démarche de classement de l'estuaire de Seine en site Ramsar (convention relative aux zones humides d'importance internationales, particulièrement comme habitat des oiseaux, il s'agit d'un traité international) afin de lui faire reconnaître une notoriété internationale. Une demande officielle a été adressée à la DREAL de Haute-Normandie et de très nombreux courriers ont été adressés aux élus locaux pour soutenir la démarche.

2.6. Textes de référence

Statuts de l'association.

2.7. Organisation interne

Une cinquantaine d'adhérents individuels et des associations dont une fédération.

9 associations ont adhéré à la fédération S.O.S. Estuaire : Écologie pour le Havre, Les Amis de la nature, Estuaire Sud, Chêne, Ligue pour la protection des oiseaux (LPO), Société nationale de protection de la nature (SNPN), Protégeons Saint-Pierre-du-Val, Eco Choix, Groupe ornithologique normand.

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

Grand port maritime de Rouen

Grand port maritime du Havre

Etares

Lafarge

Ecostuair

Citron

Millenium

Sedibex

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

H.N.N.E.

Maison de l'Estuaire

3.3. Description de la relation

SOS Estuaire siège au comité consultatif de la réserve naturelle, au comité de suivi environnemental du Grand port maritime de Rouen, au conseil de développement du Grand port Maritime du Havre, aux commissions locales d'information (CLIS) de Etares, Lafarge, Ecostuaire, Citron, Millenium et Sedibex.

Elle est également membre de la fédération régionale Haute-Normandie Nature-Environnement et l'un de ses membres siège au conseil d'administration de la Maison de l'estuaire.

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Note : Le fonds décrit ci-après correspond au fonds de M. Robert Mercier, vice-président et ancien président de l'association qui a donné ses documents aux Archives départementales de la Seine-Maritime.

Présentation du contenu conservé aux Archives départementales de la Seine-Maritime (318J) :

Statuts (1998-2008) : statuts (2006), fiche de renseignements, certificat d'inscription (2008), extrait de journal officiel (1998).

Administration et composition (1999-2008) : listes de membres et de destinataires, rapports moraux (2003-2005), arrêtés préfectoraux et inter préfectoraux, comptes-rendus de réunion (2008), ordres du jour et comptes-rendus de conseil d'administration (2008), règlement intérieur, notes d'information, dossiers de demande de subvention (2003-2004), convention tripartite (1999).

Comptabilité (2000-2009) : bilans comptables (2004-2008), pièces justificatives (2009), comptes de résultat (2007-2009), journaux de recettes et de dépenses (2005-2009), budget (2000-2001).

Correspondance (1993-2013).

Activités (1996-2009) : rapports d'activités (1996), rapports et synthèses d'études, rapports moraux (2007), comptes-rendus de réunion (1997-2009), de colloque, de débats, de manifestations (2008) et de commissions (2008), évaluations de plan de gestion (2000-2006), fiches opération, recommandations du Conseil national de la protection de

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

la nature (1999), notes personnelles et d'information, liste de poissons, crustacés et mollusques recensés dans l'estuaire de la Seine, tableau des impacts sur la qualité des eaux, propositions de comité consultatif (2000), cartes (2003-2005), prospectives sur l'estuaire de Seine (2004), relevés phytosociologiques, enquêtes, projet de plan de gestion écologique (2008), cahiers des charges, pétition, convention d'appui, projet de charte (2000) et de décret (2003), plans cadastraux (2001).

Conseil scientifique : comptes-rendus, avis (2000), séances, projet de suivi scientifique (2002-2003).

Natura 2000 : tableau « Baromètre Natura 2000 », carte de zone de non chasse, programme de sauvegarde du Butor étoilé (2005), documents d'objectifs Natura 2000 (2002-2004), procédure et conséquences d'une désignation Natura 2000 (1996), compte-rendu de comité de pilotage Natura 2000 (2000-2002), plan d'action de zone humide, programme d'actions concernant l'avifaune et la chasse (2005), fiches ZNIEFF et ZICO.

Publications : flyers, projets de plaquette et de dépliant, plaquette, éditorial et lettre d'information *La Spatule*.

Documentation (1994-2011) : analyses diachroniques, cartographies, photographies et vues aériennes, statuts fonciers, rapports environnementaux, plans (2007), types d'habitats, listes des principales études sur l'environnement et les milieux naturels, programmes d'actions DIREN (2005), études d'impacts, listes rouge et orange des oiseaux nicheurs de Haute-Normandie, listes des zones industrielles de Seine-Maritime, mémoire d'enquête, rapports de stage (2002-2003).

Législation : codes et intitulés divers, articles de lois, fiches juridiques.

Publications : lettres et documents d'informations (1996-1997), bulletins (1999-2005), livrets, fascicules, plaquettes, flyers, articles de presse (1994-2011), ouvrage *Le Conservatoire du littoral* en 1996 (1997).

Métrage linéaire : 1,22 ml.

Lieu de conservation :

Archives départementales de la Seine-Maritime

Pôle culturel Grammont

42, rue Henri II Plantagenêt

76100 Rouen

Terre-Mer-Forêt (TMF)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Terre-Mer-Forêt.

1.3. Autres formes du nom

T.M.F.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2012 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

L'association a été créée en 2012, prenant le relais du collectif de riverains « Vigie Environ » constitué lors de l'enquête publique du projet d'agrandissement d'une déchetterie – centre de traitement. Ceux-ci souhaitent faire entendre leur point de vue sur le sujet.

L'association présente également une volonté de s'inscrire dans d'autres débats de société en rapport avec l'environnement. Elle a notamment apporté son soutien à des agriculteurs contre les déchets qui jonchent les abords d'une départementale.

2.3. Lieu

27, rue de Monchy

76260 Saint-Pierre-en-Val

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

Son but est de sensibiliser et de mener diverses actions et interventions visant à la préservation de la nature et de l'environnement des habitants de Saint-Pierre-en-Val, de la communauté de communes de Yères et Plateaux ainsi que des communes avoisinantes.

Elle tente d'agir pour la sauvegarde de leurs intérêts dans le domaine de l'environnement, de l'aménagement harmonieux et équilibré du territoire et de l'urbanisme.

Elle fournit également une assistance juridique à l'ensemble des membres de l'association.

Pour cela, elle organise des réunions, des débats ainsi que des conférences, notamment sur le réchauffement climatique, la pollution de l'air et de l'eau.

Aperçu des fonds d'archives publiques et privées concernant la protection de la nature

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

Note : cette association n'ayant pu être rencontrée, le détail du fonds ci-dessous a été rédigé selon la fiche de renseignement envoyée au début de la mission.

Présentation du contenu :

Administration et fonctionnement : comptes-rendus de conseil d'administration et d'assemblée générale.

Activités : comptes-rendus de réunion, de débats et de conférence, tracts, recours au Tribunal administratif, démarches auprès des élus et représentants de l'État.

Documentation : articles de presse.

Métrage linéaire : non communiqué.

Lieu de conservation :

Association Terre-Mer-Forêt

27, rue de Monchy

76260 Saint-Pierre-en-Val

Union fédérale des consommateurs – Que Choisir – d'Eure & Loir (UFC-Que Choisir-28)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association

1.2. Forme autorisée du nom

Union Fédérale des Consommateurs – Que Choisir – d'Eure & Loir : association locale d'Eure-et-Loir.

1.3. Autres formes du nom

UFC-Que Choisir- 28

Anciennement, Union locale des consommateurs d'Eure-et-Loir

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

13 juin 1981 - aujourd'hui

2.2. Histoire

Au début de la décennie 1980, l'Union fédérale des consommateurs veut étendre son implantation sur l'ensemble de la France et cherche à créer des unions locales un peu partout. Une invitation est notamment lancée dans le département de l'Eure-et-Loir, donnant lieu à la création d'une Union locale le 13 juin 1981. L'assemblée générale constitutive a alors rassemblé 66 participants et élu Michel Lamarche comme Président fondateur. Cette création voit immédiatement la formation de plusieurs animateurs de l'Union locale d'Eure-et-Loir ainsi que la publication d'un bulletin : « Le Consommateur d'Eure-et-Loir ».

L'association a pour particularité de s'intéresser à la question de l'environnement dès sa naissance avec la création en 1981 d'une commission dédiée parmi deux autres (Prix par Dominique Cossoux et Information par Gérard Breteaux). La commission Environnement, représentée alors par Jean-Louis Damble s'intéresse particulièrement aux problèmes relatifs aux nitrates dans l'eau.

En 1982 sont créées cinq nouvelles commissions (litiges, santé, automobile, logement et transport), un avocat vient aider l'association en raison de l'afflux de litiges et les premières enquêtes sont alors menées. La même année, une permanence est ouverte au cercle des sociétés, rue Noël Parfait à Chartres. En parallèle, l'Union locale tisse très rapidement un réseaux de contacts avec les différentes structures associatives du département en relation avec la protection de la nature de l'environnement (La coopérative biologique « Nature & Vie 28 », « L'Amicale des Vallées du bassin de l'Eure et vallées limitrophes » présidée par Albine Du Peyrat, « l'ACLV de Châteaudun », « Le Comité de défense du quartier des Moulins Neufs » ou CDQMN présidée par Serge de Filippis, « Nature et Progrès 28 » et la « Confédération paysanne d'Eure-et-Loir »). La commission Environnement s'investit en organisant des conférences sur l'eau et la pollution des nappes phréatiques à Auneau, Châteaudun et Voves en 1982, participe à celles

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

organisées par « L'amicale des vallées » et le CDQMN et milite activement pour l'utilisation du papier recyclé, notamment en organisant en 1984 en collaboration avec d'autres associations une manifestation intitulée « Récupérons Recyclons » pendant un week-end (avec exposition et conférence).

En 1984, l'Union locale réalise plusieurs enquêtes (dont l'une relative aux cabines téléphoniques de Chartres), débute sa participation au Centre Technique départemental de la Consommation¹⁰⁷⁹ et contribue à la création de l'UFC région Centre.

En 1985, l'association change de Président (Gérard Breteaux succède à Jean-Louis Damble) et s'engage pour la réouverture de ligne ferroviaire Rouen-Évreux-Dreux-Chartres-Orléans / Tours en réponse au projet contesté d'arrêt TGV à Courtalain.

Durant la fin de la décennie 1980, l'Union locale poursuit son travail d'enquêtes (dont celles sur les centres de contrôles techniques, les maternités du département, prix dans les grandes surfaces et la collecte des déchets en Eure-et-Loir), organise des expositions, tient un stand lors de la Foire de Saint-André et se consacre à la publication de numéros spéciaux du « Consommateur d'Eure-et-Loir » (dont l'un sur le thème de la qualité de l'eau et de sa pollution et un autre sur l'environnement : installations classées, carrières, la rivière de la Conie, les bords de l'Eure, les produits biologiques et les actions du CDQMN).

En 1992, la Fédération conclut avec 9 autres organisations nationales « l'Alliance Paysans, écologistes consommateurs » pour stopper le modèle agricole productiviste. L'Union locale d'Eure-et-Loir y participe alors localement en signant avec des associations de la Région dont figure la « Confédération paysanne d'Eure-et-Loir », le « groupement des agriculteurs biologiques d'Eure-et-Loir » ou « Perche nature ».

L'année suivante l'Union locale obtient un local 78 rue du faubourg Lagrappe à Chartres.

En 1994 l'association change de nom pour devenir « L'Union Fédérale des consommateurs Que Choisir d'Eure-et-Loir » (UFC – Que Choisir – 28) dans le contexte d'unification des appellations des unions locales. La même année elle commence à suivre avec attention - du point de vue des consommateurs - l'élaboration du schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la nappe de Beauce qui ne sera approuvé qu'en 2013.

En 1995, une nouvelle structure est créée dans le département : « la Fédération Environnement Eure-et-Loir » (FEEL). L'UFC Que Choisir 28 se joint à cette création de fédération avec onze autres associations qui agissent dans le domaine de l'environnement. Gérard Breteaux devient alors le premier Président et y restera jusqu'en 2000. Avec la FEEL, l'Union locale s'engage notamment dans l'opposition du projet de troisième aéroport du bassin parisien et pour la défense de la ligne ferroviaire Chartres-Courtalain, menacée de fermeture.

1079Le CTC regroupait des structures départementales de consommateurs et menait de nombreuses enquêtes. Il a été créé en 1983, puis dissous en 1994, faute de subventions.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

En 1998, Clément Duluard (responsable des litiges) devient le nouveau Président de l'UFC Que Choisir 28 et met alors en place avec Dany Rousseau une nouvelle organisation de l'association.

En 2015, Didier Eleaume, arrivé à l'UFC Que Choisir 28 en 2013, devient le Président de la structure¹⁰⁸⁰.

2.3. Lieu

25 place Saint-Louis

28000 Chartres

2.4. Statuts juridiques

Association Loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'UFC Que Choisir 28 est la déclinaison locale de l'Union Fédérale des Consommateurs – Que Choisir. Elle n'est ni composée de professionnels, ni un service public. Ce n'est pas non plus une association de protection de la nature et de l'environnement par définition, mais par son histoire, ses prises de positions, ses actions, le traitement de litiges en lien avec l'environnement, et les études réalisées, l'UFC Que Choisir 28 a une influence réelle sur la protection de la nature de l'environnement dans le département.

En tant qu'association de défense des consommateurs, elle a pour principale activité d'intervenir dans des litiges entre particuliers (consommateurs) et professionnels en apportant son aide et ses conseils lorsque ledit litige n'est pas déjà soumis à la justice. L'association assure ainsi un rôle d'écoute et d'accueil du consommateur pour l'aider à régler le litige et intervient en tant que médiateur et conseiller (étude du dossier, détermine les autres recours envisageables...). Le litige est celui du consommateur et non celui de l'association, même si elle peut prendre des positions ou bien entreprendre des actions dans la limite de ses moyens (il ne s'agit pas d'un cabinet d'avocats). À cette fin l'UFC Que Choisir 28 assure un accueil téléphonique et des permanences dans plusieurs localités du département. Cette mission est remplie par sa secrétaire et ses bénévoles. Actuellement, entre 450 et 500 dossiers de litiges sont traités par l'association locale chaque année. Ils concernent principalement les secteurs du logement, de la copropriété, de l'immobilier, des assurances, des banques et organismes de crédit, des véhicules (auto, moto, caravane, mobile-home, bateau), de l'alimentation, des services marchands, de l'administration, des opérateurs de télécommunication, de la santé, de l'énergie, de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement.

Pour autant, les activités de l'association ne se limitent pas qu'aux règlements des litiges :

– Réalisation d'études et d'enquêtes de façon anonyme (quatre à cinq par an en moyenne) comme : sur les auto-écoles, la qualité de l'eau, les EHPAD, les pompes funèbres, sur les produits phytosanitaires dans les magasins de jardinage, enquête sur les magasins bio. L'objectif est de faire des états des lieux, de connaître les

1080 Par manque de témoins et d'archives, l'histoire de l'UFC de la décennie 2000 comporte de nombreuses zones d'ombres.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

alternatives ou substitutions et de s'assurer que les règles soient bien respectées pour de la mise en conformité.

- Réalisation de campagnes, notamment : les retards sur les trains en région, l'eau (avec remontés d'informations de consommateurs sous le contrôle du cabinet Veritas et le développement de cartes interactives).
- Propositions et prises de positions, notamment : le développement du compteur linky, l'opposition au projet d'autoroute concédée A 154, la gestion des déchets, l'étiquetage, l'énergie (baisse des tarifs, l'ouverture à la concurrence, proposition de contrats avec de nouveaux fournisseurs).
- Rédaction et publication du bulletin « Le Consommateur d'Eure-et-Loir ».

2.6. Textes de référence

Statuts.

2.7 Organisation interne

L'Union fédérale des consommateurs – Que Choisir est composée de 146 associations locales, d'environ 141 000 adhérents, de 144 salariés dans l'ensemble des associations locales et de 133 salariés à échelle fédérale.

Quant à l'UFC Que Choisir 28, elle est composée d'un bureau et d'un conseil d'administration dont l'actuel Président est Didier Eleaume. L'association compte également une salariée permanente et environ 765 adhérents localement (dont une quarantaine de bénévoles actifs). En 2017, 461 litiges ont été traités en Eure-et-Loir (sur les 56 000 traités nationalement).

3. Zone des relations

3.1. Collectivités, personnes ou familles associées

L'UFC Que Choisir 28 entretiens les relations suivantes :

- L'Union fédérale des consommateurs – Que Choisir (nationale).
- Membre de la « la Fédération environnement Eure-et-Loir » (FEEL).
- Partenariats sous la forme de subventions avec la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), la Mairie de Chartres et la Mairie de Dreux.
- Présente dans de nombreuses commissions à titre consultatif et dispose de représentants auprès des instances délibératives :
 - Préfecture : Commission départementale d'aménagement commercial (CDAC), Conseil de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), commission départementale des taxis, préservation des ressources en eau, commission départementale du commerce non sédentaire, comité local des usagers, comité de pilotage permis de conduire.
- Sous-Préfecture de Nogent le Routrou : comité local d'usagers.
- Sous-Préfecture de Dreux : comité local d'usagers.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- Dreux – agglomération : comité local d'usagers, commission eau assainissement – commission aménagement du territoire, Eure&Link (développement de la fibre optique)
- Commission consultative des services publics locaux (CCSPL).
- Comité sécheresse.
- Agence de l'eau Seine-Normandie.
- Agence de l'eau Loire-Bretagne.
- Chambre d'agriculture.
- SICTOM de Nogent-le-Routrou : COPIL local pour la réduction des déchets.,
- Conseil territorial de Santé (CTS).
- Commission des usagers (CDU).

4. Zone du contrôle

4.1. Identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE).

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.6. Dates de création, de révision ou de dissolution

Décembre 2018.

4.7. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

Didier Eleaume (actuel Président).

Gérard Breteaux (Secrétaire de la FEEL et administrateur et ancien Président de l'UFC 28, administrateur du Conservatoire d'Espaces Naturels de la Région Centre – Val de Loire).

« Histoire de l'UFC – que Choisir d'Eure-et-Loir » par Gérard Breteaux.

Présentation du contenu conservé par l'Union fédérale des consommateurs – Que Choisir – d'Eure & Loir (UFC-Que Choisir-28) - Association locale d'Eure-et-Loir¹⁰⁸¹ :

Administration et composition :

¹⁰⁸¹Le fonds d'archives présente de nombreuses lacunes, notamment en raison des déménagements.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Assemblée générale et conseil d'administration (1998-2018) (1,0 ml) : comptes rendus, procès-verbaux, rapports et bilans (très nombreuses lacunes).

Personnel (0,3 ml) : contrats, salaires.

Comptabilité :

Comptabilité générale (1997-2018) (2,0 ml). - Factures, livres de comptes, relevés bancaires, pièces justificatives ;

Subventions.

Fonctionnement et activités :

Litiges et fiches d'accueil (2012-2018) (2,0 ml).

Documentation :

Bulletin trimestriel « Le consommateur d'Eure-et-Loir » (n°1-143) (1981-2018) (0,3 ml) ;

Documentation diverse (dont revue de l'Union Fédérale) (3,0 ml).

Dates extrêmes

1981-2018

Métrage linéaire conservé

8,50 ml.

Stockage bureautique conservé

Volume non renseigné.

Accroissement

Fonds non clos.

Mode de classement et état de conservation.

Mise en boîte des archives, sauf de la documentation.

Bon état de conservation des fonds d'archives, malgré de nombreuses lacunes.

Localisation physique

25 place Saint-Louis

28000 Chartres

Modalités d'accès

Sur demande auprès de :

Didier Eleaume (président) :

pdt-eureetloir@ufc-quechoisir.org

Siège de l'association :

Tél. : 02.37.30.17.57

**Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la
nature et de l'environnement**
courriel : contact@eureetloir.ufcquechoisir.fr

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Union nationale des centres permanents d'initiatives pour l'environnement

Cotes¹⁰⁸²

20210471/1-20210471/144

Date

1969-2011

Nom du producteur

Union nationale des centres permanents d'initiatives pour l'environnement (France ; 1977-....)

Importance matérielle et support

- 21,78 ml
- papier photographie argentique66

Localisation physique

Pierrefitte-sur-Seine

Conditions d'accès

Communication libre sous réserve du respect du secret des délibérations, par assimilation aux dispositions du Code du patrimoine (article L 213-2).

Conditions d'utilisation

Les documents librement communicables sont librement reproductibles. Toute demande de reproduction de documents non librement communicables sera soumise, en même temps que la demande de consultation, à l'accord du donateur.

Présentation du contenu

Le fonds rassemble des archives issues de deux contextes de production distincts mais naturellement liés.

Le premier est celui qui, de 1971 à 1977-1978, voit les différents ministères se réunir en vue d'implanter, cofinancer, organiser, réglementer, cartographier et suivre le développement des premiers CPIE : on y trouve une abondante correspondance et de nombreux comptes rendus de réunions interministérielles particulièrement instructifs, des archives d'ordre législatif (circulaires et directives nationales) et technique (répartitions budgétaires, cartes) ainsi que les premières références réglementaires de l'association (statuts, formulaires de déclaration).

Le deuxième est celui qui, à partir de 1977-1978 mais surtout à partir des années 1980, voit l'Union nationale fonctionner et déployer ses projets de façon autonome.

Les archives des assemblées générales de l'Union se répartissent entre deux ensembles : si le premier commence à partir de 1988-1989, les archives des

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

précédentes assemblées générales sont à retrouver dans les dossiers des journées nationales, inaugurées à partir de 1978 et ayant joué le rôle d'assemblées générales. Pour les conseils d'administration et les bureaux, on constate un manque significatif pour la période 1978-1988.

Les parties consacrées aux subventions et aux relations extérieures illustrent assez fidèlement la diversité des projets et des partenariats que l'Union a engagés à partir des années 1980-1990.

La partie relative à l'attribution et la gestion du label CPIE, à l'animation et au suivi du réseau des unions régionales, départementales et des CPIE est la plus importante du point de vue quantitatif et qualitatif. Outre qu'elle permette aux chercheurs de comprendre l'étendue des actions et des initiatives menées en faveur des jeunes, de la nature et de l'environnement sur l'ensemble du territoire (stages, formations, séjours scolaires, animations scientifiques, activités sportives de pleine nature, sensibilisations à l'écologie, actions de protection de la nature, éco-tourisme, observation naturalistes), elle renseigne aussi sur l'implantation territoriale des centres (de nombreuses coupures de presse locale ont été conservées dans les dossiers) et sur les relations que l'Union entretient avec son réseau : les diverses formes d'accompagnement, les convergences et les divergences, les collaborations et les affrontements théoriques ou pratiques.

Un ensemble d'archives résultant de la communication permettent, enfin, de voir l'évolution de la stratégie de visibilité de l'Union et son discours sur la nature, l'environnement et la société, ainsi que sur elle-même. Les photographies rassemblées et identifiées par les salariés de l'Union permettent de matérialiser des événements institutionnels, comme des inaugurations ou des signatures de convention, ou plus pédagogiques comme des immersions de groupes dans la nature.

Table des matières

CIANE : Comité interministériel d'action pour la nature et l'environnement.

CIQV : Comité interministériel pour la qualité de la vie.

CNFPT : Centre national de la fonction publique territoriale.

EDF : Électricité de France.

OGAF : Opérations groupées d'aménagement foncier.

UNCPIE : Union nationale des centres permanents d'initiatives pour l'environnement.

Mode de classement

Les archives de l'UNCPIE ont été organisées en sept grands ensembles :

Documents de préfiguration, statutaires et réglementaires : on y trouve notamment les archives de la préfiguration de l'UNCPIE par l'État (1969-1977)

Instances : bureaux, conseils d'administration, commissions et réunions depuis 1988
Administration (subventions et gestion du personnel)

Relations extérieures (ministères, partenaires européens, entreprises publiques)

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Attribution et gestion du label CPIE, animation et suivi du réseau des unions régionales, départementales et des CPIE : il s'agit de la partie la plus imposante. Elle rassemble d'abord les dossiers de suivi et de coordination générale (dont les journées nationales à partir de 1978, qui complètent les archives des assemblées générales) puis les dossiers relatifs à chaque structure

Stages et formations

Communication : on y trouve des supports de communication, des revues de presse et des photographies remontant à 1975.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Archives nationales

Entrée et conservation

Modalités d'entrée

Don

Historique de la conservation⁶

L'État (probablement le ministère de l'Environnement) a confié les archives du groupe de travail interministériel sur les CPIE à l'Union nationale en 1982, en même temps qu'il transférait à l'Union la gestion du label « CPIE » et organisait la mise à disposition d'Anne-Marie Stasiak au poste de déléguée nationale de l'association - celle-ci travaillait auparavant comme chargée d'études dans OREAC pour le compte du ministère de l'Environnement. Les archives ont suivi les différents locaux de l'UNCPIC (rue de Lisbonne, puis rue de Washington), avant d'être stockées dans une cave de la rue Beaubourg, vers 1998. Ces archives ont été sorties de la cave puis ont fait l'objet d'un classement par le Pajep et d'un transfert aux Archives nationales en 2022.

Accroissements

Fonds ouvert.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Union régionale bretonne de l'environnement (URBE)

1. Identification

1.1 Type d'entité

Association

1.2 Forme autorisée du nom

Union régionale bretonne de l'environnement

1.3 Autres formes du nom

URBE

2. Zone de la description

2.1 Dates d'existence

1972 – 1989

2.2 Histoire

L'Union régionale bretonne de l'environnement fondée en 1972 a obtenu l'agrément au titre de la protection de l'environnement en 1984.

2.3 Lieux

Chez les descendants d'un ancien membre de l'association

Lanester

2.4 Statut juridique

Association loi 1901

2.5 Fonctions et activités

Sous le titre de l'Union régionale bretonne de l'environnement, il est constitué une association entre toutes les personnes morales et physiques qui adhéreront aux statuts.

L'Union régionale bretonne de l'environnement groupe les associations, mouvements, syndicats et tous groupements, y compris les comités locaux de mouvements plus larges, dotés de la personnalité civile, qui visent à défendre et à mettre en valeur dans les départements bretons, la nature et le cadre de vie particulier à la Bretagne.

Pour défendre la qualité spécifique de la vie en Bretagne, cette union prendra tous les moyens à sa portée.

Elle s'efforcera en particulier :

de fournir à ses membres une documentation sérieuse ;

de mettre ses membres en relation avec des personnes et organismes pouvant les aider à résoudre tel problème précis ;

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

et quand eux-mêmes auront épuisé les moyens à leur portée,
de représenter ses membres devant les pouvoirs publics s'ils le demandent ;
de créer des mouvements d'opinion en faveur des valeurs qu'elle entend défendre ;
de définir enfin une véritable politique de l'environnement.

2.6 Textes de référence

2.7 Organisation interne

3. Relations

3.1 Noms, numéro d'immatriculation des collectivités associées

3.2 Type de la relation

3.3 Description de la relation

4. Contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

4.3 Règle ou convention

ISAAR-CPF

4.3 Niveau d'élaboration

4.5 Niveau de détail

4.6 Dates de création

Avril 2011

4.7 Langues et écritures

Français

Fonds "Union régionale bretonne de l'environnement" (URBE).

Documents administratifs et fonctionnement : statuts, règlement intérieur, compte-rendu de conseil d'administration, bilan financier, poste FONJEP, correspondance... (1972-1989).

Dossiers de l'activité : courriers départ et arrivée (1971-1975), états régionaux de l'environnement (correspondance, comité d'organisation des états régionaux, projet de déclaration..., 1982), positions sur les centrales nucléaires (1975-1978), projet de loi relatif aux enquêtes publiques (1983), proposition pour le VIIe plan d'occupation des sols (1973), voiries pour cycles, piétons et chevaux (1973), réaction par rapport au schéma d'aménagement du littoral (1974), charte culturelle, projets, compte-

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

rendu de réunions, photographies, revue de presse, correspondance, dossiers divers sur la sauvegarde de sites (1971-1988).

Documentation : "La lettre de l'URBE" (bulletin trimestriel publié par l'association, correspondance, 1977-1986).

1971-1989

Genre/Caractéristiques physiques :

Métrage linéaire : 0,55 ml

Localisation physique :

Archives départementales du Finistère, site de Quimper.

Origine

Union régionale bretonne de l'environnement

Informations sur les modalités d'entrée

Dépôt.

Accroissements

Le fonds est clos.

Conditions d'accès

Communication sur autorisation préalable.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Val de Seine vert

Versement 180 J¹⁰⁸³

Association "Val de Seine Vert"

Introduction

Les documents conservés retracent les activités de l'association, qu'il s'agisse d'organisation et de participation à des réunions, d'enquêtes et présentations publiques de projets, de partenariat avec les communes et l'Etat ou avec les associations d'environnement et de politique de communication. On y trouve notamment les études d'urbanistes, les documents retraçant le suivi des actions de VDSV au fil des ans pour des grands projets d'aménagement du territoire du Val de Seine, ainsi que les dossiers juridiques associés

Histoire administrative

Créée en 1992 à l'arrêt de l'activité des usines du site de Renault Billancourt, Val de Seine Vert (VDSV) est une association "Loi 1901" agréée depuis 1999 au titre de la protection de l'environnement dans un cadre intercommunal rassemblant Boulogne-Billancourt, Issy-les-Moulineaux, Meudon, Saint-Cloud, Sèvres et Vanves. Elle intervient sur les sujets d'environnement, de transports, de réduction des nuisances routières. Elle a voix consultative sur les plans locaux d'urbanisme intercommunaux qui sont en cours d'élaboration, les projets de zones d'aménagement concertée (ZAC) et sur les projets d'aménagement d'une certaine importance.

Sommaire

180J1-180J5 : Administration générale de l'association : conseil d'administration, suivi d'activités, adhésions et abonnements, 1992-2020

180J6-180J25 : Actions environnementales : dossiers de suivi, documentation, affaires judiciaires, communication, 1990-2020

Nombre d'articles : 25

Métrage linéaire : 2,50 ml

Lieu de conservation : Archives départementales des Hauts-de-Seine

Conditions d'accès : La consultation des documents s'effectue conformément au code du Patrimoine, art. 213-1 à 3

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Vent de colère sur le plateau du Petit-Caux (Vdc sur PC)

1. Zone d'identification

1.1. Type d'entité

Association.

1.2. Forme autorisée du nom

Vent de colère sur le Plateau de Petit-Caux.

1.3. Autres formes du nom

Vdc sur PC.

2. Zone de la description

2.1. Dates d'existence

2003 à aujourd'hui.

2.2. Histoire

L'association est née suite à l'émergence de projets éoliens afin prévenir les riverains des inconvénients que cela peut entraîner. Son but premier est d'informer, sans parti pris, des conséquences de telles installations mais également de préserver les paysages et les habitations environnantes.

2.3. Lieu

Monsieur François Mary

5, route de Saint-Rémy

76260 Baromesnil

2.4. Statuts juridiques

Association loi 1901.

2.5. Fonctions et activités

L'association a plusieurs objectifs :

- Protéger les espaces naturels et les paysages du département de Seine-Maritime et plus particulièrement de la région du Petit-Caux.
- Sensibiliser l'opinion publique aux problèmes d'environnement.
- Défendre les identités culturelles et naturelles des paysages ainsi que leurs intérêts économiques et sociaux.
- Lutter contre toutes les atteintes pouvant être portées à cet environnement et chaque fois qu'elles touchent au caractère naturel des espaces et des paysages, ainsi qu'aux équilibres biologiques des espèces animales et végétales.

2.7. Organisation interne

Une trentaine de membres.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

4. Zone du contrôle

4.1 Code d'identification de la notice d'autorité

Auteur : Archives départementales de la Seine-Maritime

4.2. Règles ou conventions

ISAAR (CPF).

4.3. Dates de création, de révision ou de dissolution

Juin 2014.

4.4. Langue(s) et écriture(s)

Français.

4.8. Sources

<http://vdcpetitcaux.chez-alice.fr/>.

Les archives de l'association Vent de colère sur le Plateau du Petit-Caux sont essentiellement numériques et sont consultable à l'adresse suivante : <http://vdcpetitcaux.chez-alice.fr/>.

Présentation du contenu :

Activités (2002-2008) : contre-études d'impacts (2005-2008), interventions et comptes-rendus de réunions publiques (2002-2005), sollicitations de politiques (2004), photographies, documents et pièces de procédures en recours. Dossiers d'implantations d'éoliennes : articles de presse, communiqués de presse, carte des voies migratoires, extrait de rapport du conseil général des Mines.

Documentations : cartes des projets d'implantations d'éoliennes, études d'impacts, Manifeste de Darmstadt (2008), vidéos d'oiseaux se fracassant sur les éoliennes.

Métrage linéaire : absent.

Lieu de conservation :

Association Vent de Colère sur le Plateau du Petit-Caux
5, route de Saint-Rémy – 76620 Baromesnil

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Annexes

Extraits de notices d'archives concernant des mots-clés récurrents

Amoco-Cadiz

Cet aperçu de présentation d'archives historiques est le résultat de recherche sur les sites Internet

<https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr>

<http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/>

<https://ressources.histoire-environnement.org/Ressources>

Archives publiques

Administration centrale

Premier ministre

Cote 19910006/1

Naufage de l'Amoco Cadiz, indemnisation (janvier-février 1988).

Cote 19900579/37

Sécurité, rapport de la Commission d'enquête sur l'accident de l'Amoco-Cadiz. 1978

Cote 19910247/8

Naufage du pétrolier Amoco-Cadix. Mars-septembre 1978.

Cote 19810407/2

Dossier Amoco-Cadiz : réflexions sur les enseignements à tirer, 1978.

Intérieur

Cote 19790381/1

Echouage de l'Amoco-Cadiz : Télégrammes et dépêches recus par le Secrétariat d'Etat aux Collectivités Locales, Mars-Octobre 1978. - Notes prises sur le terrain, Mars-Avril 1978. - Situation "pollution" : état des côtes et moyens utilisés : rapport de la Sécurité Civile, Avril-Juin 1978. - Conseil des Ministres : communications et communiqués A.F.P. Mars-Août 1978 ; comité restreint du 13 Juin 1978 et relevé de ses décisions. - Réception par le Premier Ministre des Député-Maire du Finistère, des Côtes-du-Nord et de l'Ille-et-Vilaine, 23 Mars 1978.

Cote 19980224/1

Notes faisant le bilan de l'action conduite par la DSC depuis la catastrophe de l'Amoco Cadiz et fiche concernant les dispersants pour le traitement des nappes de pétrole. 1980

Cote 19980501/1

Restauration du littoral sinistré par la marée noire de l'Amoco-Cadiz, 1980

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Justice

Cote 20010085/275

Naufrage de l'Amoco Cadiz, lutte contre la pollution (1978-1979)

Agriculture

Cote 19880215/5

Reportage sur le naufrage de l'Amoco Cadiz : marée noire de mars 1978 (la moitié de l'album).

Environnement

Cote 19810285/6

réunions présidées par M. Delmas, secrétaire d'État, 1976-980

Cote 19960016/52

Centre océanologique de Bretagne "Bilan écologique de la pollution de l'Amoco Cadiz" (1978-1981)

Cote 20080427/120

Amoco-Cadiz : rapport de l'affaire, mesures à prendre pour la lutte contre les marées noires, oiseaux mazoutés, subventions, étude sur le milieu naturel après la catastrophe, 1978-1993

Industrie

Cote 19970096/1

Carte de la position du bateau au moment du sinistre et dossier de presse. Août 1978

Bilan de la pollution en mer et sur terre

Pollution des zones côtières par les hydrocarbures : organisation d'une audition parlementaire, Conseil de l'Europe. Juillet 1978

Marine

Cote 19830288/46

lutte contre la pollution, Amoco-Cadiz, 1971-1980

Cote 19830424/6

Amoco-Cadiz : - album photographique et correspondance se rapportant à cette pollution 1978-1979

Cote 19840056/29

Comité maritime MOCI

catastrophe de l'Amoco-Cadiz (enquêtes en France par quartiers sur mesures anti-pollution) rapport du groupe de travail sur amendements de la convention SOLAS, 1978-1980

Cote 19840607/2

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

- aspects scientifiques et techniques (ISTPM et CNEOX). Mars-Avril 1978

- notes sur les conséquences de l'accident sur les ressources vivantes - Expection ISTPM. Mars-Mai 78

- conséquences techniques et économiques de la "Marée Noire" sur l'ostréiculture du Nord-Finistère. Juin 1978

- Évaluation du préjudice. Mars dec 1978

Cotes 19840607/1-19840607/16

indemnisation des pêcheurs à la suite de la catastrophe maritime de l'Amoco-Cadiz, 1978-1982

Cote 19870460/35

Dossiers "évènements de mer" : Amoco-Cadiz, Montlouis, Cité d'Aleph. Communiqués et réactions du ministère. 1981-1984

Cote 19870460/58

Pollution (Tanio, Amoco-Cadiz). Naufrage Montlouis. 1981-1985

Cote 19920156/1

Naufrages : Rapports, correspondances relatives à l'indemnisation, coupures de presse : Amoco-Cadiz (Mars 1978)

Cote 19850629/3

Données techniques de l'Amoco-Cadiz et du Boehlen. 1978

Cote 19840629/10

actions immédiates à la suite de l'échouement de l'Amoco-Cadiz-mars 1978 réponses aux questionnaires de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale

Cote 19840136/77

Rapport Bellier sur l'"Amoco-Cadiz" 1978

Cote 19810668/2

Sinistre de l'Amoco Cadiz : correspondance, 1978

Tourisme

Cote 19930560/2

- Suivi du procès Amoco-Cadiz 1978-1980, correspondance, textes réglementaires, tableaux

Cote 19990367/61

Bilan écologique de la pollution de l'Amoco-Cadiz centre océanique de Bretagne (1979) 60 pages

Services déconcentrés

Direction départementale de l'équipement des Côtes-d'Armor

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Cotes 1086W1-1086W11

Marée noires provoquées par les naufrages de l'Amoco-Cadiz : rapports, traitement des déchets1977-1980

Direction départementale des affaires maritimes du Finistère

1972W1-1672W15

nauffrage de l'Amoco-Cadiz : publications, télédétection des nappes d'hydrocarbures . 1976-1984

Archives privées

Fonds France nature environnement (1941-2003)

Cotes 217AS 120-217AS 124

Dossiers presse, conférence, rapports, revues, colloques, ouvrages, 1978-2008

Fonds André Colin (1930-2001)

Cote 681AP/29

Interventions au Sénat : Pollution de la mer et Amoco Cadiz. 1976-1978

Papiers Michel Poniatowski (1922-2002)

Cotes AP/340(III)/352

note du D^r Cornelis BERKHOUWER à la suite d'un article publié dans un journal néerlandais sur le naufrage de l'Amoco Cadiz, communiqués de presse, invitations. 24 juillet-21 septembre 1979.

Fonds Cabinet d'avocats Huglo-Lepage

Cotes 120J 1-38

Affaires consécutives au naufrage du pétrolier Amoco-Cadiz : dossiers des collectivités et des marins-pêcheurs, synthèses des expertises, documents juridiques et conclusions récapitulatives de première instance

dépôt aux Archives départementales des Côtes d'Armor

Fonds Maurice Le Démézet (1953-2010)

Inventaire

[...] la protection des zones humides littorales à la suite de l'Amoco Cadiz (fiches individuelles de rénovation du littoral site par site dans le Finistère et les Côtes d'Armor, 1978-1980

Fonds conservé chez Maurice Le Démézet.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Fonds Bretagne Vivante - Société pour l'étude de la protection de la nature en Bretagne (SEPNB), 1950-XXIème siècle

Inventaire

[...]Études réalisées par l'association sur les zones humides, les goélands, l'Amoco-Cadiz, la faune, la flore, les réserves naturelles, le parc éolien... (à partir de 1975).

Le fonds est conservé au siège social de l'association : 186 rue Anatole France, 29200 Brest

Fonds Max Jonin, 1967-XXIème siècle

Inventaire

[...] Erika et Amoco Cadiz : dossier financier, rapports sur les conséquences, communiqué et revue de presse, décision de justice, dons, bulletin de liaison..., 1978-2001

Le fonds est conservé chez Max Jonin.

Fonds Pierre Laurent, 1971-1986

Inventaire

[...]Amoco Cadiz : correspondance, études, rapports, articles de presse... (1978-1979).

Le fonds est conservé au Centre de Recherche Bretonne et Celtique à l'Université de Brest.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Natura 2000

Cet aperçu de présentation d'archives historiques est le résultat de recherche sur les sites Internet

- Portail européen des archives¹⁰⁸⁴
- France Archives¹⁰⁸⁵
- Archives nationales¹⁰⁸⁶
- Ministère de la transition écologique et solidaire¹⁰⁸⁷

Europe

Allemagne

05.02. Natura 2000, Schutzgebietssystem

Titre :Landesamt für Umweltschutz Sachsen-Anhalt

Référence du fonds :L 22 (Benutzungsort: Magdeburg)

Allemagne - Landeshauptarchiv Sachsen-Anhalt

ökologischen Netzes Natura 2000 23. März 2007

Titre :Urschriften von Gesetzen, Verordnungen, staatsrechtlichen Verträgen und Verwaltungsvereinbarungen des Landes Sachsen-Anhalt

Cote :L 35, Nr. 294 (Benutzungsort: Magdeburg)

Allemagne - Landeshauptarchiv Sachsen-Anhalt

Zankapfel Natura 2000 - Wie Europas 1. Juli 2004

und Natura 2000 - Was genau steckt hinter dem fachchinesisch der Eurokraten? 2. Zu

Titre :Hörfunksendungen des SWR aus dem Jahre 2004

Cote :R 3/007 D043107/104

Allemagne - Landesarchiv Baden-Württemberg, Abt. 7. Hauptstaatsarchiv Stuttgart

Natura 2000 - Umsetzung in Baden-Württemberg, Landesanstalt 1999

1084<https://www.archivesportaleurope.net/fr/home>

1085<https://francearchives.fr/>

1086<https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/>

1087<http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/>

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Titre :Drucksachen von Behörden, Körperschaften, Anstalten und Stiftungen des öffentlichen Rechts (amtliche Druckschriften)

Cote :J 122/191 Nr. 62

Allemagne - Landesarchiv Baden-Württemberg, Abt. 7. Hauptstaatsarchiv Stuttgart

Naturschutzbeirat Karlsruhe 2002-2007 2002-2007

Enthält u.a.: Natura 2000; Ramsar-Gebiet

Titre :Sammlung Umweltschutz Wilhelm Knobloch

Cote :S Umweltschutz Nr. 743

Allemagne - Landesarchiv Baden-Württemberg, Abt. 4. Generallandesarchiv Karlsruhe

Förderung der Agrargenossenschaft ..., Landkreis Börde 2003 - 2008

.- Natura 2000/Erschwernisausgleich, 2006-2008..

Titre :Amt für Landwirtschaft und Flurneuordnung Mitte

Cote :L 8, Nr. 152 (Benutzungsort: Magdeburg)

Allemagne - Landeshauptarchiv Sachsen-Anhalt

Natura 2000, Besondere Schutzgebiete Sachsen-Anhalts nach der 2000

Titre :Ministerium für Landwirtschaft und Umwelt des Landes Sachsen-Anhalt

Cote :L 16, Druckschriften Nr. 87 (Benutzungsort: Magdeburg)

Allemagne - Landeshauptarchiv Sachsen-Anhalt

Förderung des landwirtschaftlichen Betriebes..., Landkreis Börde 2000 - 2006

Enthält: Vertragsnaturschutz, 2000-2006

Titre :Amt für Landwirtschaft und Flurneuordnung Mitte

Cote :L 8, Nr. 150 (Benutzungsort: Magdeburg)

Allemagne - Landeshauptarchiv Sachsen-Anhalt

SPD-Landtagsfraktion bis 2000 1997-2000

; Position der SPD-Landtagsfraktion zu NATURA 2000

Einwanderung Familie Familienpolitik Greencard Haushaltsstrukturgesetz NATURA 2000 Schulgesetz Schulpolitik

Titre :Politisches Archiv von Frieder Birzele

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Cote :Q 1/70 Bü 163

Allemagne - Landesarchiv Baden-Württemberg, Abt. 7. Hauptstaatsarchiv Stuttgart

Maikäfer-Bekämpfung im Hardtwald 2004 2003-2004

Enthält u.a.: Wertanalyse Maikäfer Hardtwald (2004); Maikäferbekämpfung in Natura-2000-Gebieten

Titre :Sammlung Umweltschutz Wilhelm Knobloch

Cote :S Umweltschutz Nr. 1155

Allemagne - Landesarchiv Baden-Württemberg, Abt. 4. Generallandesarchiv Karlsruhe

....

Estonie

Alam-Pedja Natura 2000 avalikustamine 2002-2002

Archives numérisées Archives numérisées - Type non spécifié

Titre :Looduskaitseühing Kotkas

Cote :EAA.5459.1.70

Estonie - The National Archives of Estonia

Alam-Pedja looduskaitseala tsoneeringu kaart koos Natura 2000

Archives numérisées Archives numérisées - Type non spécifié

Titre :Looduskaitseühing Kotkas

Cote :EAA.5459.1.66

Estonie - The National Archives of Estonia

SA Eestimaa Looduse Fond 1990-2001

. 9. ELFi looduskaitse andmebaasi täiendamine, sh Natura 2000

Titre :SA Eestimaa Looduse Fond

Référence du fonds :EAA.5438

Estonie - The National Archives of Estonia

Finlande

Natura 2000 1995-1995

Titre :Hämeen ympäristökeskuksen arkisto

AHPNE

12/12/22

page 1307/1401

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Finlande - Kansallisarkisto

Natura 2000 1995-1995

Titre :Hämeen ympäristökeskuksen arkisto

Finlande - Kansallisarkisto

Natura 2000 1995-1995

Titre :Hämeen ympäristökeskuksen arkisto

Finlande - Kansallisarkisto

Natura 2000 1995-1995

Titre :Hämeen ympäristökeskuksen arkisto

Finlande - Kansallisarkisto

Natura 2000 1995-1995

Titre :Hämeen ympäristökeskuksen arkisto

Finlande - Kansallisarkisto

Natura 2000 1995-1995

Titre :Hämeen ympäristökeskuksen arkisto

Finlande - Kansallisarkisto

Ympäristöhoitosuunnitelma ja Natura 2000 paperit

Titre :Päijät-Hämeen Maaseutuoppilaitoksen arkisto

Finlande - Kansallisarkisto

Kooste Natura 2000-kohteen muistutuksista (Punkalaidun) 1997-1997

Titre :Lounais-Suomen ympäristökeskuksen arkisto (HMA)

Finlande - Kansallisarkisto

Valtioneuvoston pöytäkirjat 8.5.2002 2002-2002

Tietosisältö Liitekartat Natura 2000.

Titre :Valtioneuvoston kanslian arkisto

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Cote :FI/FI-HeNAF/Ca:276

Finlande - Kansallisarkisto

Life-hankkeen asiakirjat 1995-1998

, jonka tarkoituksena oli keidassoiden, aapasoiden ja korpien ennallistaminen Natura-2000 alueilla. Sisältää

Titre :Hämeen ympäristökeskuksen arkisto

Finlande – Kansallisarkisto

Lettonie

Projekts "Natura 2000 potenciālo teritoriju robežu praktiskā 2003-2003

Titre :Latvijas Republikas Vides aizsardzības un reģionālās attīstības ministrijas Latvijas vides aizsardzības fonds

Référence du fonds :LV-LNA-AVIA-F2691

Lettonie - Latvijas Nacionālā arhīva administrācija

un EMERALD (NATURA 2000) tīkla izveide" 2003-2003

Titre :Latvijas Republikas Vides aizsardzības un reģionālās attīstības ministrijas Latvijas vides aizsardzības fonds

Référence du fonds :LV-LNA-AVIA-F2691

Lettonie - Latvijas Nacionālā arhīva administrācija

reģionālā sagatavošanās Natura 2000 programmā" (BANAT 2). 2002-2002

Titre :Latvijas Republikas Vides aizsardzības un reģionālās attīstības ministrijas Latvijas vides aizsardzības fonds

Référence du fonds :LV-LNA-AVIA-F2691

Lettonie - Latvijas Nacionālā arhīva administrācija

Pays-Bas

Onderzoek Flora- en faunwet en Natura 2000 2003

Titre :Gemeente Hardenberg

Référence du fonds :080

Pays-Bas - Gemeente Hardenberg

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Plankaart Natura 2000-gebied Voordelta 2008

Titre :Documentatie

Pays-Bas - Streekarchief Voorne-Putten en Rozenburg

Natura 2000-doelen en gefaseerde aanwijzing van gebieden 2006-06-13

Titre :Inventaris van de archiefbescheiden betreffende deelname van het Ministerie van Economische Zaken aan de Ministerraad en Onderraden alsmede Ministeriële Commissies, 1951-2007

Cote :2.06.175 - 18918

Pays-Bas - Nationaal Archief

Onderzoek Flora- en Faunawet en Natura 2000 Sibculo en Kloosterhaar

Titre :Gemeente Hardenberg

Référence du fonds :080

Pays-Bas - Gemeente Hardenberg

Overzichten van verleende bijstand in geld of natura aan gemeenteleden 1982 - 2000.

Titre :Nederlandse Hervormde Vereniging ter bevordering van het kerkelijk medeleven te Hasselt, later Nederlands Hervormde gemeente 'De Baak' te Hasselt

Cote :1467 - 64

Pays-Bas - Historisch Centrum Overijssel

om een zienswijze in te dienen tegen Natura 2000

Titre :Recreatieschap Achterhoek-Liemers, 1982-2014

Référence du fonds :0754

Pays-Bas - Erfgoedcentrum Achterhoek en Liemers

DPZW_Kennis voor Klimaat 2014 Meekoppelkansen tussen Natura 2000

Titre :Inventaris van het digitaal archief

Cote :2.16.133 - DC-20151627

Pays-Bas - Nationaal Archief

Royal Haskoning DHV and Rijkswaterstaat, 2013, Natura 2000

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Titre :Inventaris van het digitaal archief

Cote :2.16.133 - DC-20151985

Pays-Bas - Nationaal Archief

.....

Natura 2000 Contourennotitie 2005-06-17

Titre :Inventaris van de archiefbescheiden betreffende deelname van het Ministerie van Economische Zaken aan de Ministerraad en Onderraden alsmede Ministeriële Commissies, 1951-2007

Cote :2.06.175 - 15913

Pays-Bas - Nationaal Archief

Natura 2000 gebied 40

Titre :Gemeente Hardenberg

Référence du fonds :080

Pays-Bas - Gemeente Hardenberg

Portugal

FACC: 2002 - 940 - 946 2002/2003

Natureza - II Congresso Internacional "Situação da Rede Natura 2000 nos Países

Titre :Arquivo da Fundação para a Ciência e a Tecnologia

Cote :PT/FCT/FCT/DAI-EPPFACC/001/0474

Portugal - Fundação para a Ciência e a Tecnologia. Arquivo

FACC: 2002 - 528 - 541 2002/2003

Multimédia in the Natura 2000 Network Arrábida - Espichel" - Paulo

Titre :Arquivo da Fundação para a Ciência e a Tecnologia

Cote :PT/FCT/FCT/DAI-EPPFACC/001/0427

Portugal - Fundação para a Ciência e a Tecnologia. Arquivo

Suède

1995--2002 1995--2002

Natura 2000, kodplan 430

Titre :MILJÖTEKNISKA NÄMNDEN

Cote :SE/E239/ODEKOARK_165-1/F 1/31

AHPNE

12/12/22

page 1311/1401

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Suède - Ödeshögs kommun

2002--2006 2002--2006

Natura 2000, kodplan 430

Titre :MILJÖTEKNISKA NÄMNDEN

Cote :SE/E239/ODEKOARK_165-1/F 1/32

Suède - Ödeshögs kommun

2005 2005

Folkhälsorådet, Dnr 478/05 Cirkus, Dnr 489/05 Miljöprogram, Dnr 668/05 Natura 2000

Titre :MILJÖ- OCH HÄLSOSKYDDSNÄMNDEN I VÄXJÖ KOMMUN

Cote :SE/G003/VKA_1050-1/F 1/40

Suède - Växjö kommunarkiv

Externa IT-system hörande till miljöfrågor

: 6. Natura 2000/Kscntryse - förenklad sök- och uttagsapplikation av Natura 2000

Titre :Länsstyrelsen i Stockholms län, yngre

Cote :SE/SSA/4457/31/D/D 5/D 5 A/D 5 AI

Suède - Stockholms stadsarkiv

1996--1997 1996--1997

att ingå i det europeiska nätverket av skyddad natur - natura 2000, Dnr 634/96, Yttrande över motion

Titre :MILJÖ- OCH HÄLSOSKYDDSNÄMNDEN I VÄXJÖ KOMMUN

Cote :SE/G003/VKA_1050-1/F 1/30

Suède - Växjö kommunarkiv

Suisse

of air within the natura 2000 areas in the Poviats of Sucha Beskidzka" 2015

Titre :K1* Staatsverträge (1848-)

Cote :K1#2016/113#78*

Suisse - Schweizerisches Bundesarchiv

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

France

Archives publiques

Administration centrale

Premier ministre

Cabinet (1995-1997)

Extrait de la notice :

Grivet, Jérôme 20020231/8 Environnement Délimitation des sites de la zone de protection spéciale dite Natura 2000 :

Ministère de l'intérieur

Cabinet (1981-1997)

Extrait de la notice :

Notes et correspondance concernant la relance de "Natura 2000" (application de la directive n° 92-43 C.E.E. du 21 mai 1992 relative à la conservation des habitats naturels, de la faune et de la flore sauvages) (17 juillet et 22 août 1996), extraits des rapports trimestriels d'information des préfets des départements de la Corrèze, de la Gironde, du Lot, de l'Orne, du Puy-de-Dôme et du Bas-Rhin sur la consultation départementale "Natura 2000" (1er et 12 juillet 1996), note concernant le lancement des consultations sur l'application de la directive du 21 mai 1992 (18 juillet 1996), circulaires des 26 avril, 10 et 25 juillet 1996 relatives au réseau "Natura 2000", note concernant l'attitude des organisations professionnelles concernées par le projet "Natura 2000" (19 juillet 1996).

Cabinet (1986-2002)

Extrait de la notice :

Bonnetain, Jean-Paul 20040458/2-20040458/3 2002/69 MI 2-2002/69 MI 3 questions afférentes à la cCrse 20040458/3 2002/69 MI 3 Directive communautaire européenne " Natura 2000 " 1 - " Loi littoral "

Cabinet (1982-2002)

Extrait de la notice :

2002 Directive Natura 2000 Directive Natura 2000 Transposition de directives communautaires et mise en œuvre de certaines dispositions du droit communautaire dans le domaine de l'environnement. -

Ministère de l'agriculture

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Aquaculture et économie des pêches (1963-2012)

Extrait de la notice :

Gestion des sites Natura 2000.

Ministère de l'équipement/environnement

Cabinet de Dominique Voynet : archives de Laurent Roy, conseiller technique (1997-2002).

Extrait de la notice :

réunion de ministres - Présentation du programme national de développement rural, Agenda 2000 - Présentation du programme national de développement rural, Agenda 2000 - Natura 2000 - Natura 2000

Cabinet de Corinne Lepage : archives du chef de cabinet et de conseillers techniques (1995-1997).

Extrait de la notice :

note concernant les outils de gestion de l'eau et des milieux aquatiques des les zones Natura 2000 , compte rendu de la réunion sur la directive sur l'eau potable le 7 octobre 1996. -

Intégration de la biodiversité dans les territoires, 1981-2009

Extrait de la notice :

20150742/1 - 20150742/130 Forêts Forêts 20150742/25 - 20150742/51 Gestion forestière Gestion forestière 20150742/49 - 20150742/50 Élaboration de référence technico-économiques pour les contrats Natura 2000 en milieux forestiers et associés Élaboration de référence technico-économiques pour les contrats Natura 2000 en milieux forestiers et associés

Cabinet Roselyne Bachelot-Narquin. Dossiers relatifs à la biodiversité, les sites Natura 2000, le paysage, l'introduction de l'ours.

Versement 20090373

Bureau des habitats naturels. Dossiers concernant la sélection de sites du réseau Natura 2000 ... 1980-2009

Versement 20150845

Direction de la nature et paysages.

Il comporte des dossiers sur les ***espaces naturels, Natura 2000, 1977-2006**

Versement 20090381

AHPNE

12/12/22

page 1314/1401

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Direction de la nature et paysages. Dossiers sur le réseau européen de sites naturels Natura 2000., 1980-2000

Versement 20080070

Direction de la nature et paysages. Affiches concernant Natura 2000 et les espaces naturels, 2002-2006

Versement 20070116

Direction de la nature et paysages. Rapports et études sur le **développement durable, les transports, le tourisme, loisirs, les études d'impact, les paysages, les forêts, les sites, espaces naturels, eau zones humides, agriculture, Natura 2000.**

Versement 20060547

Investissements routiers en rase campagne : Dossiers techniques d'opération routière ayant mené à une enquête d'utilité publique (1989-2010)

Extrait de la notice :

Incidences sur le réseau Natura 2000.

Archives privées

Fonds Société d'Étude, de Protection et d'Aménagement de la Nature en Touraine (SEPANT)

Mise en place de site Natura 2000, 2000-2010

Fonds Conservatoire d'Espaces Naturels de Haute-Normandie

Fonctions et activités : ...

[...]

Le conservatoire intervient sur le territoire haut-normand en tant qu'animateur Natura 2000

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Organigrammes des ministères de l'environnement

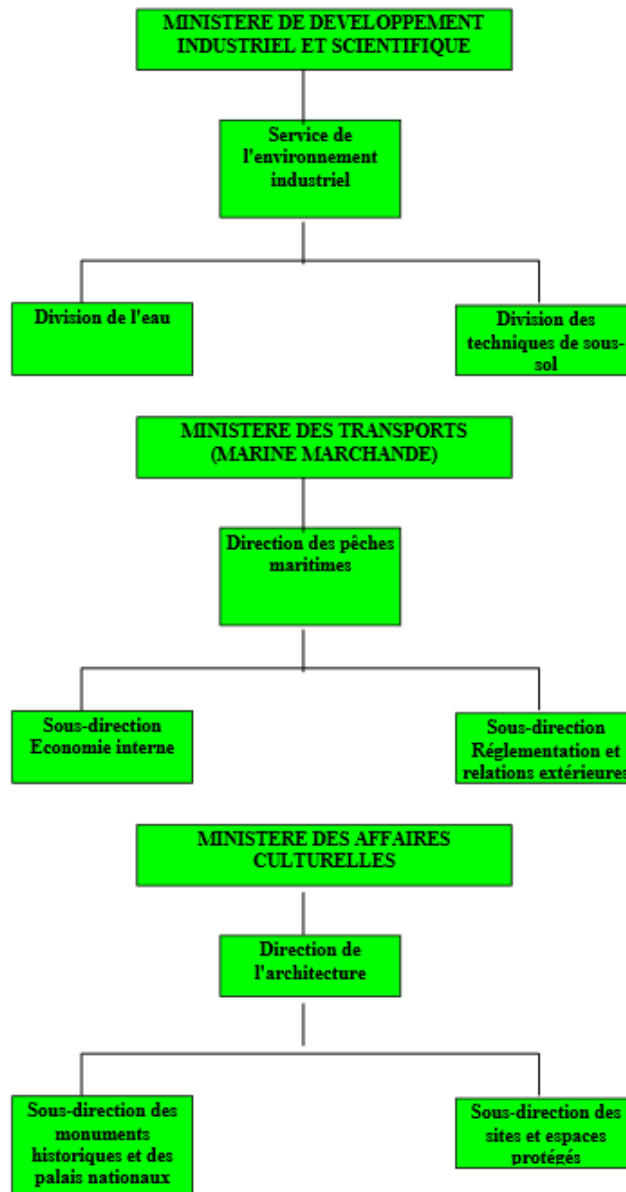
Les organigrammes sont issus des bottins administratifs et des différentes sites Internet du ministère

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement – services sous son autorité, 1971

Ministère: organigrammes 1971

Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la protection de la nature et de l'environnement
Services sous son autorité

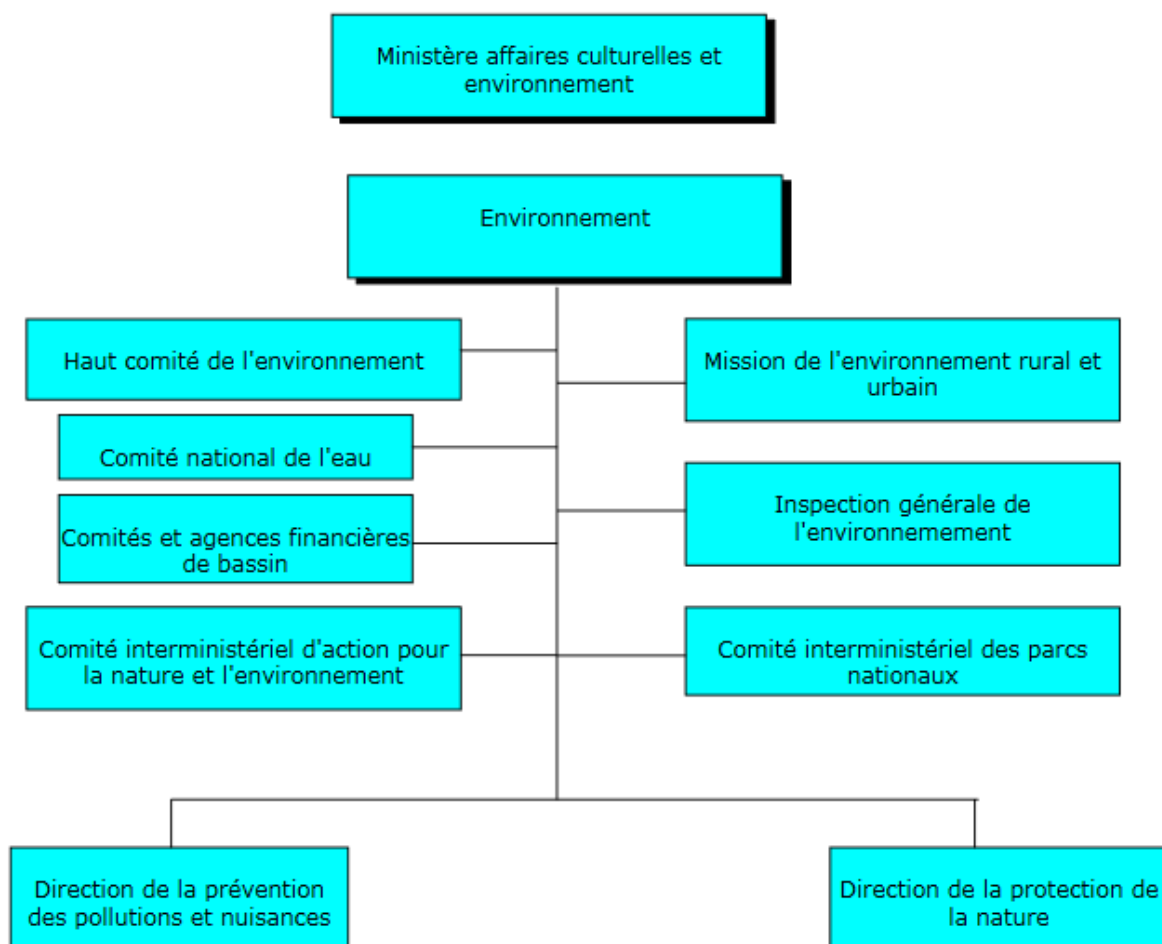


Ministre auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire: coordination interministérielle dans le domaine de l'eau

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

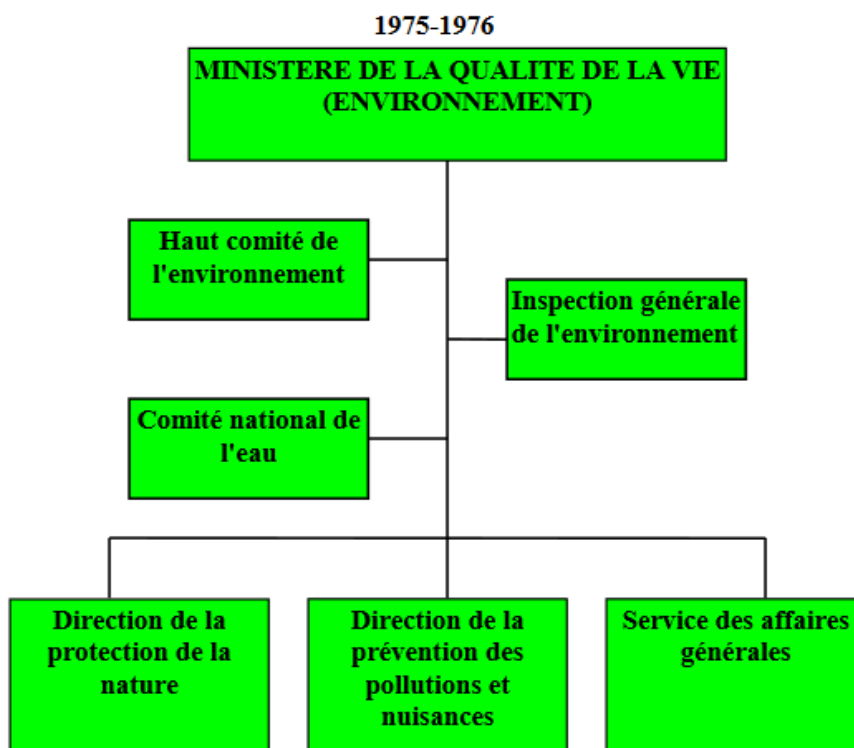
Ministère des affaires culturelles et de l'environnement, 1974

Organigramme du ministère de l'environnement 1974



Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

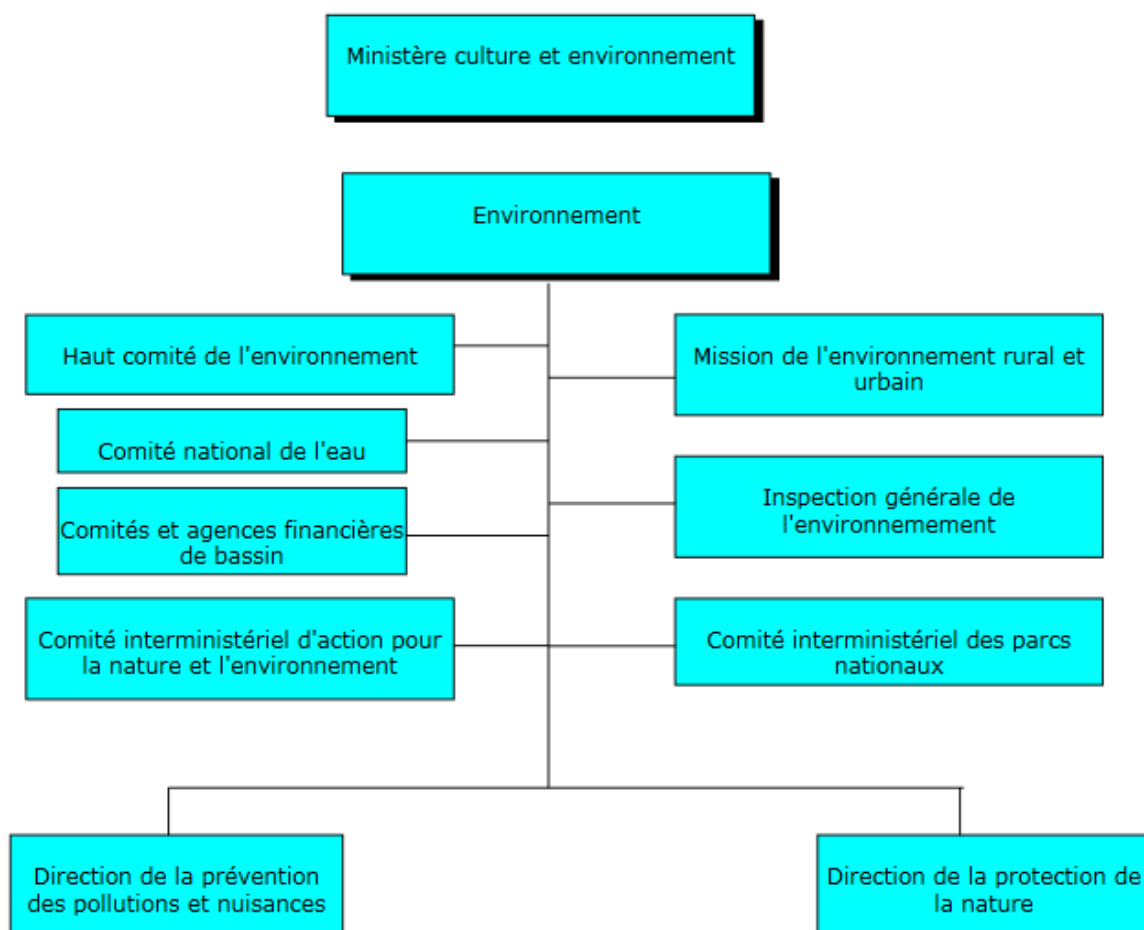
Ministère de l'environnement et du cadre de vie, 1975-1976



Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

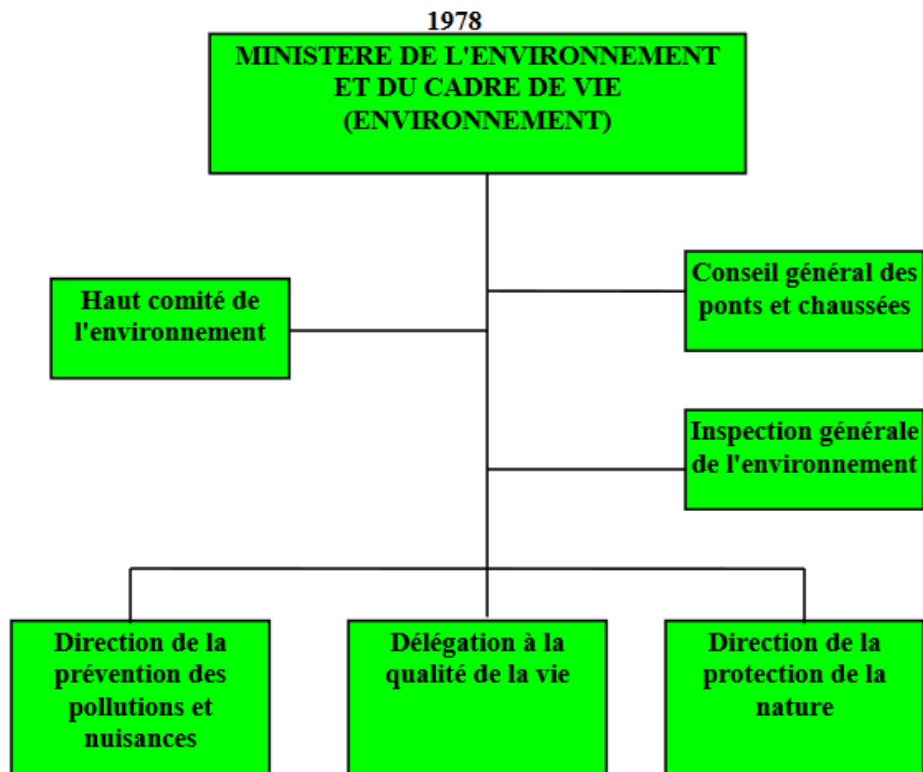
Ministère de la culture et de l'environnement, 1977

Organigramme du ministère de l'environnement 1977



Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

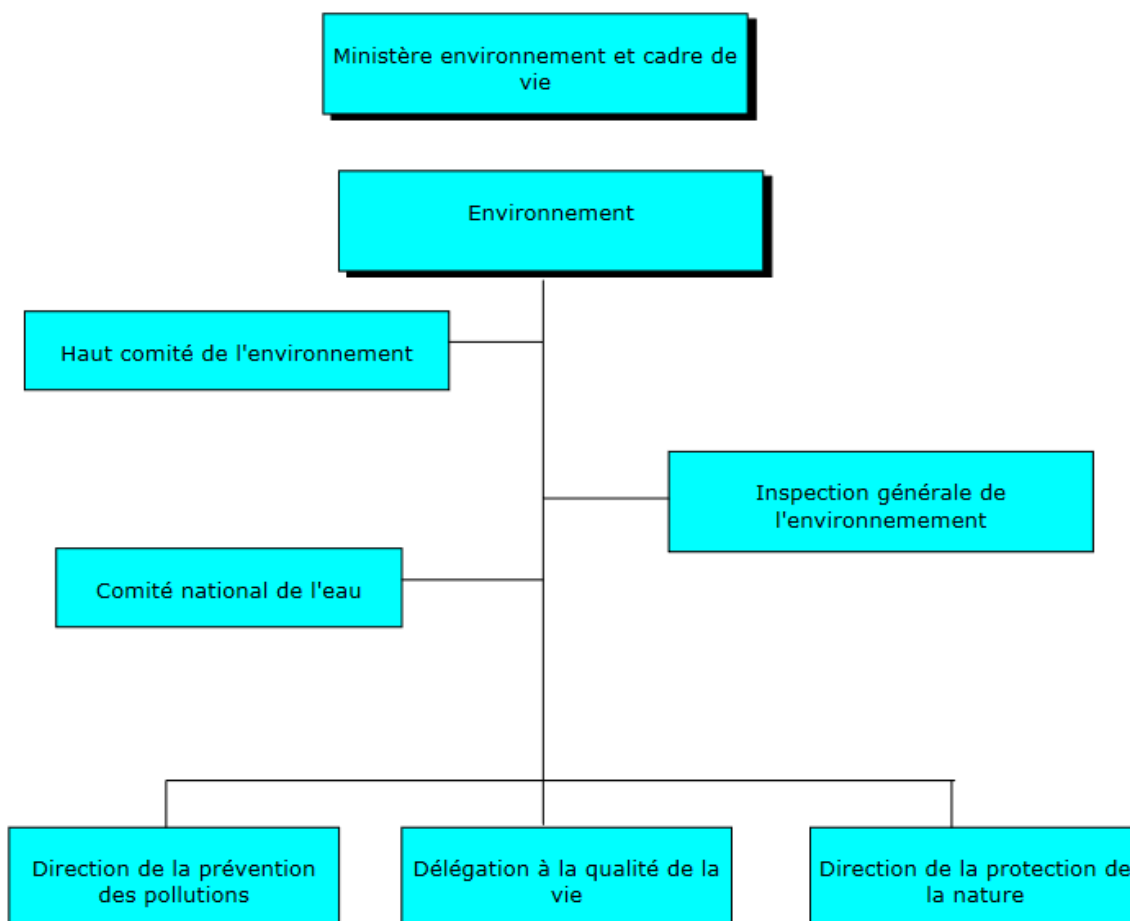
Ministère de l'environnement et du cadre de vie, 1978



Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Ministère de l'environnement et du cadre de vie, 1979-1980

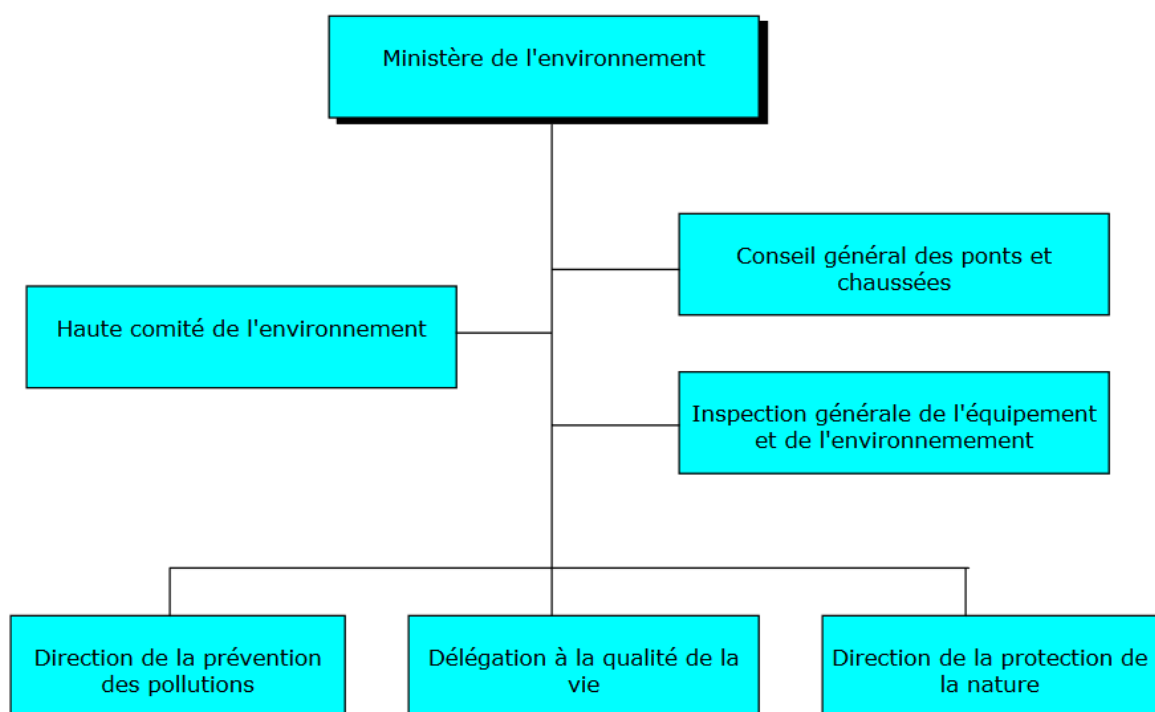
Organigramme du ministère de l'environnement 1979-80



Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

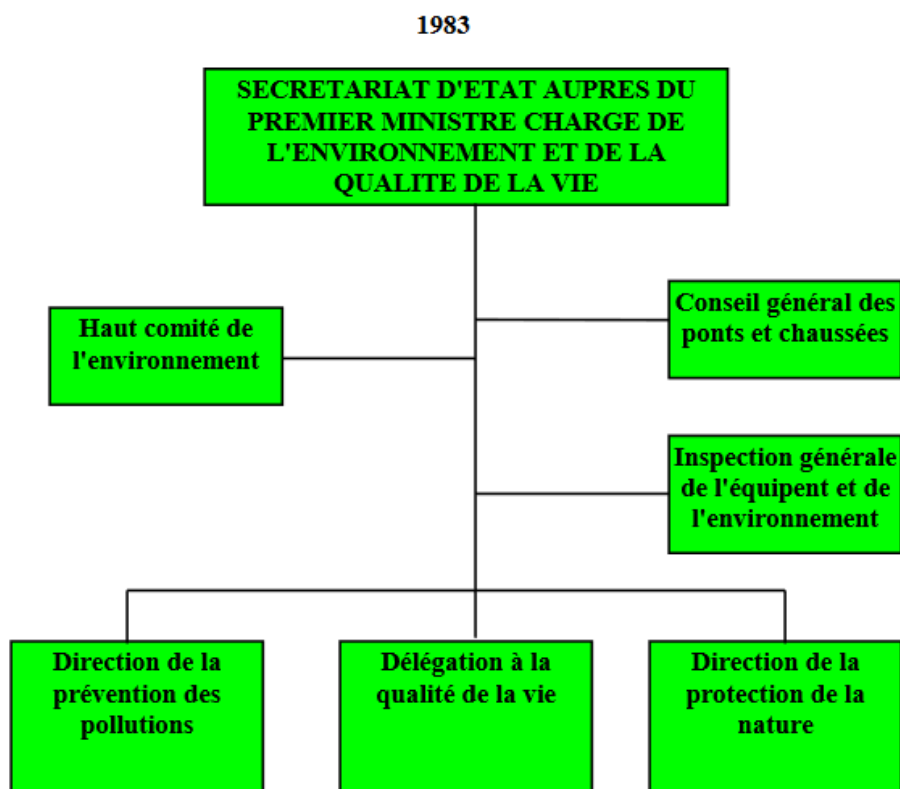
Ministère de l'environnement, 1981-1982

Organigramme du ministère de l'environnement 1981



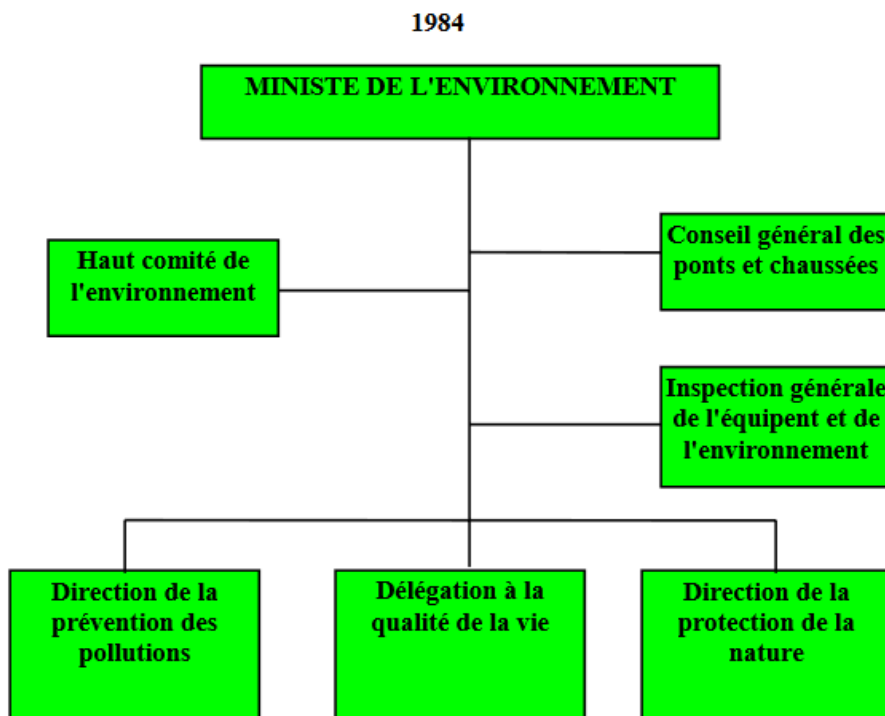
Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Secrétariat d'État auprès du Premier ministre chargé de l'environnement, 1983



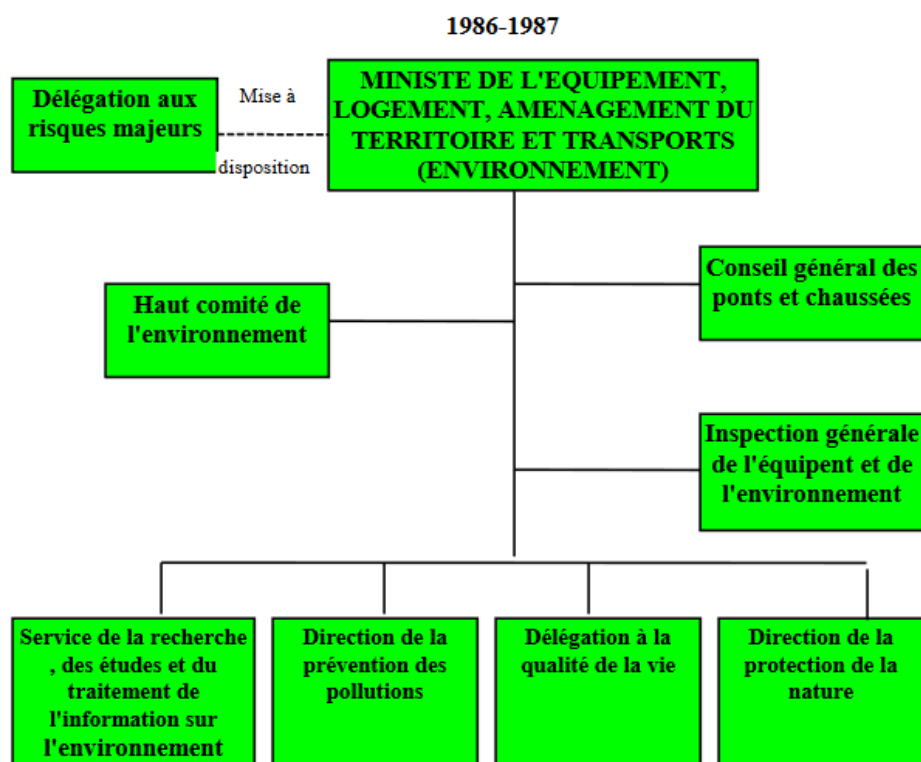
Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Ministère de l'environnement, 1984-1985



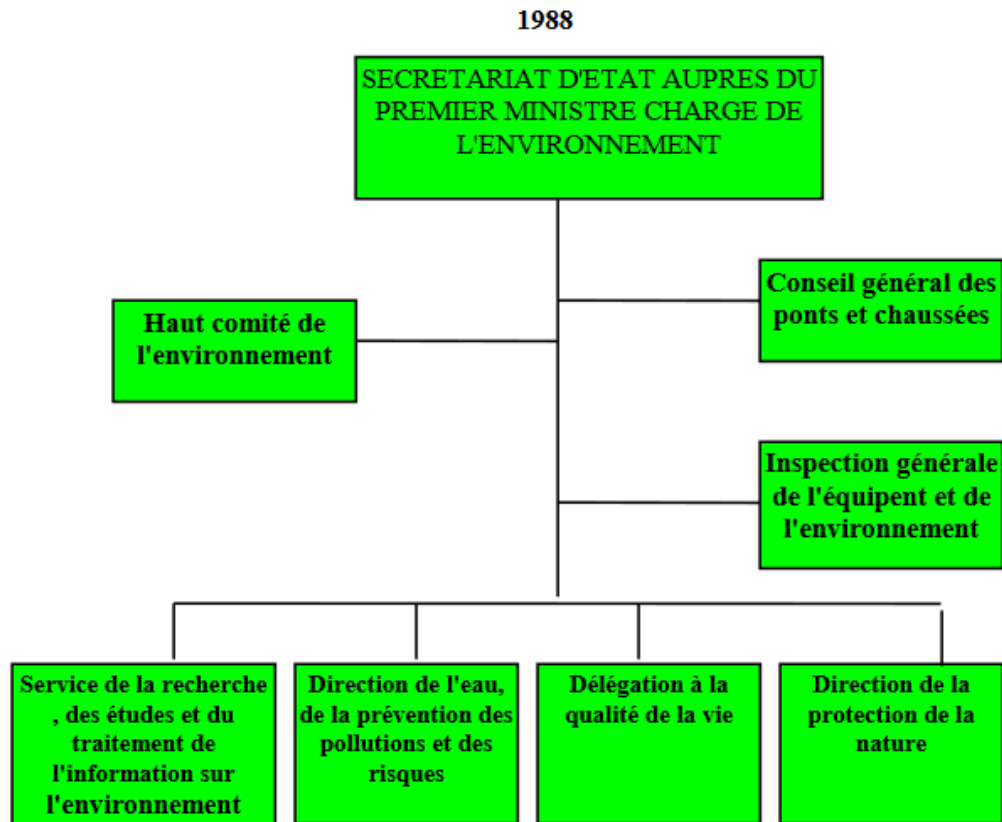
Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Ministère de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports (Environnement), 1986-1987



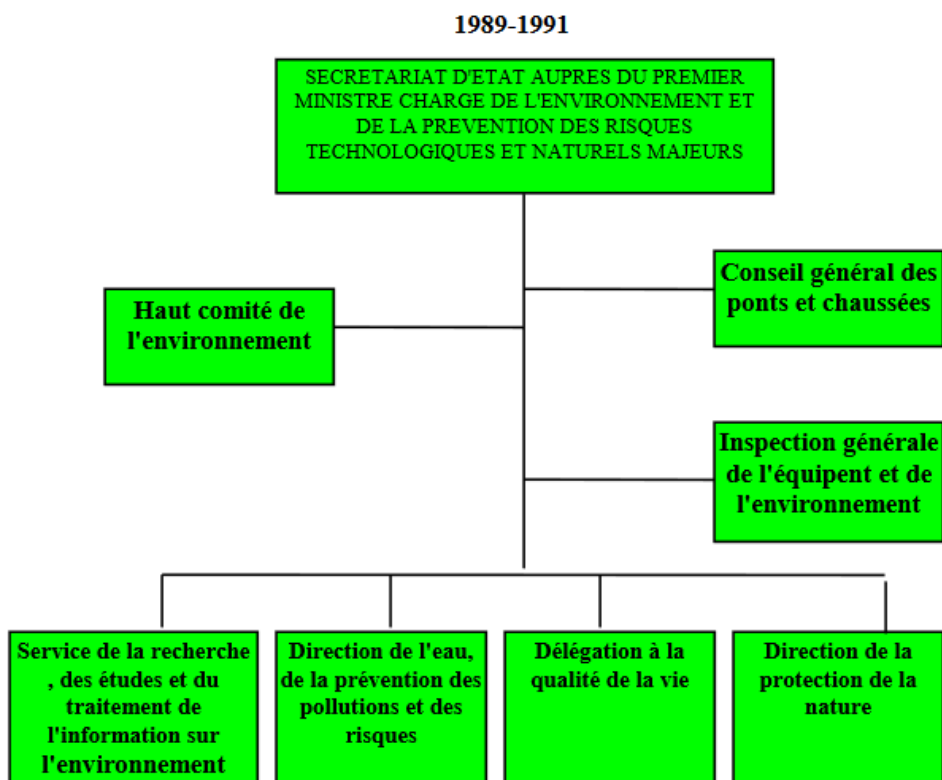
Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Secrétariat d'État auprès du Premier ministre chargé de l'environnement, 1988



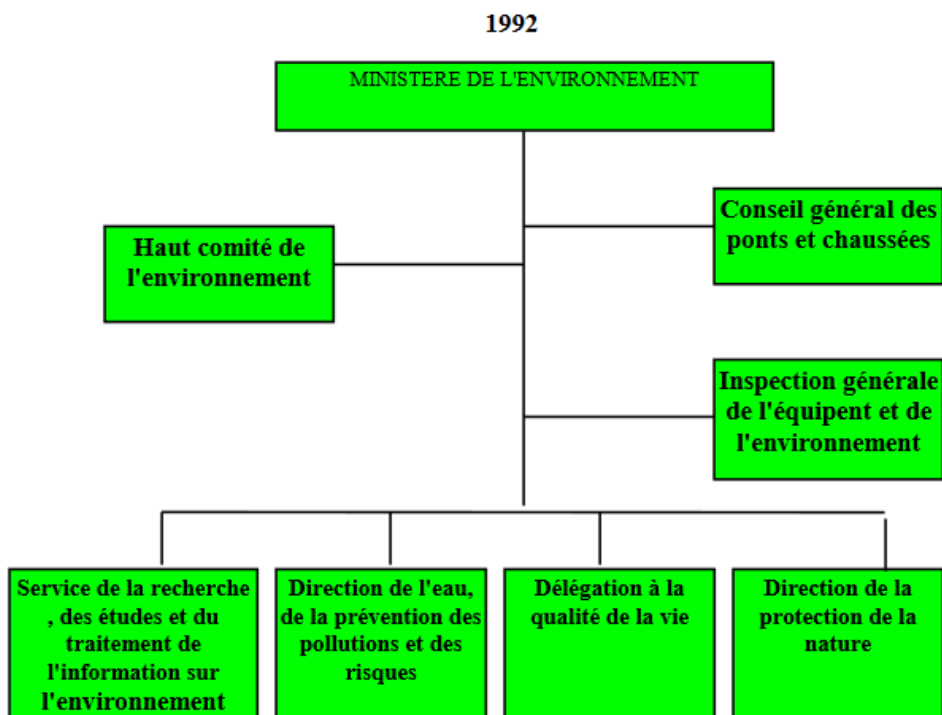
Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Secrétariat d'État auprès du Premier ministre chargé de l'environnement, et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs, 1989-1991



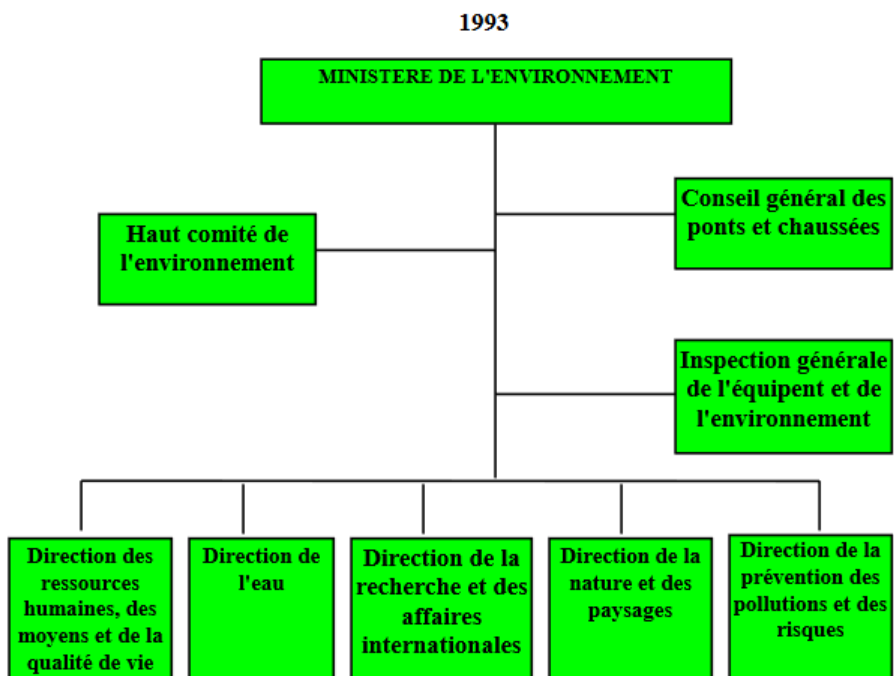
Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Ministère de l'environnement, 1992



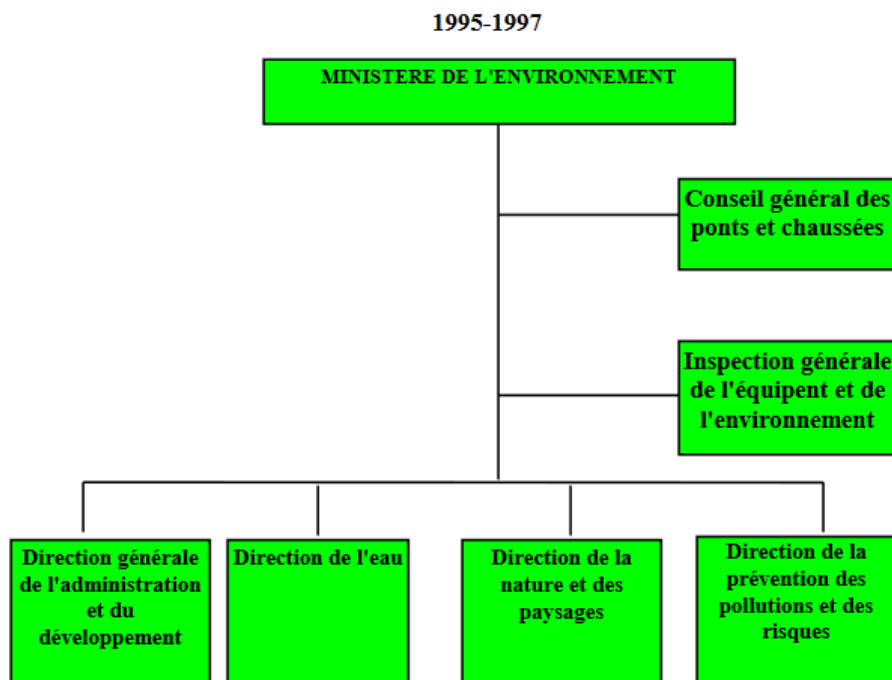
Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Ministère de l'environnement, 1993-1994



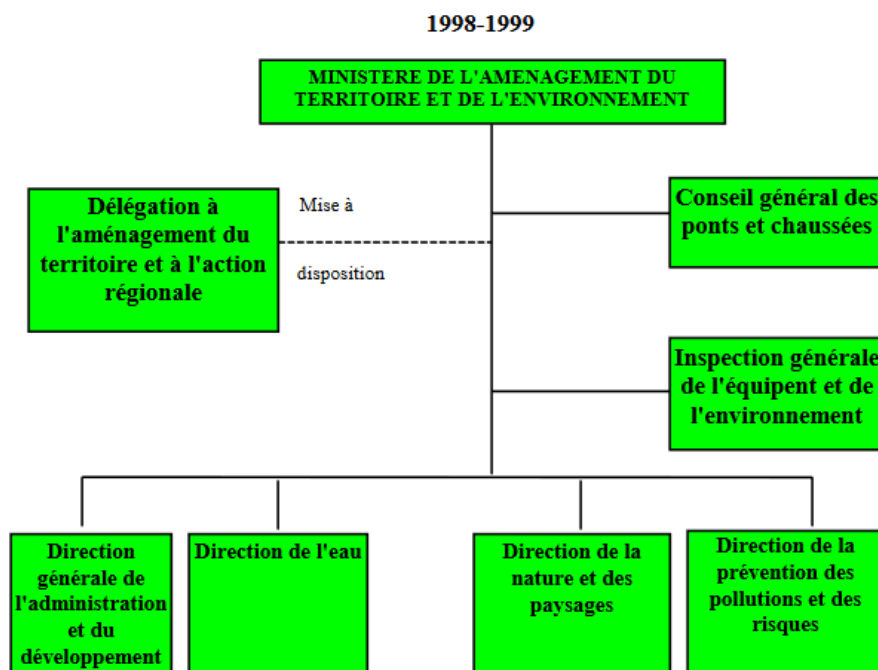
Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Ministère de l'environnement, 1995-1997



Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

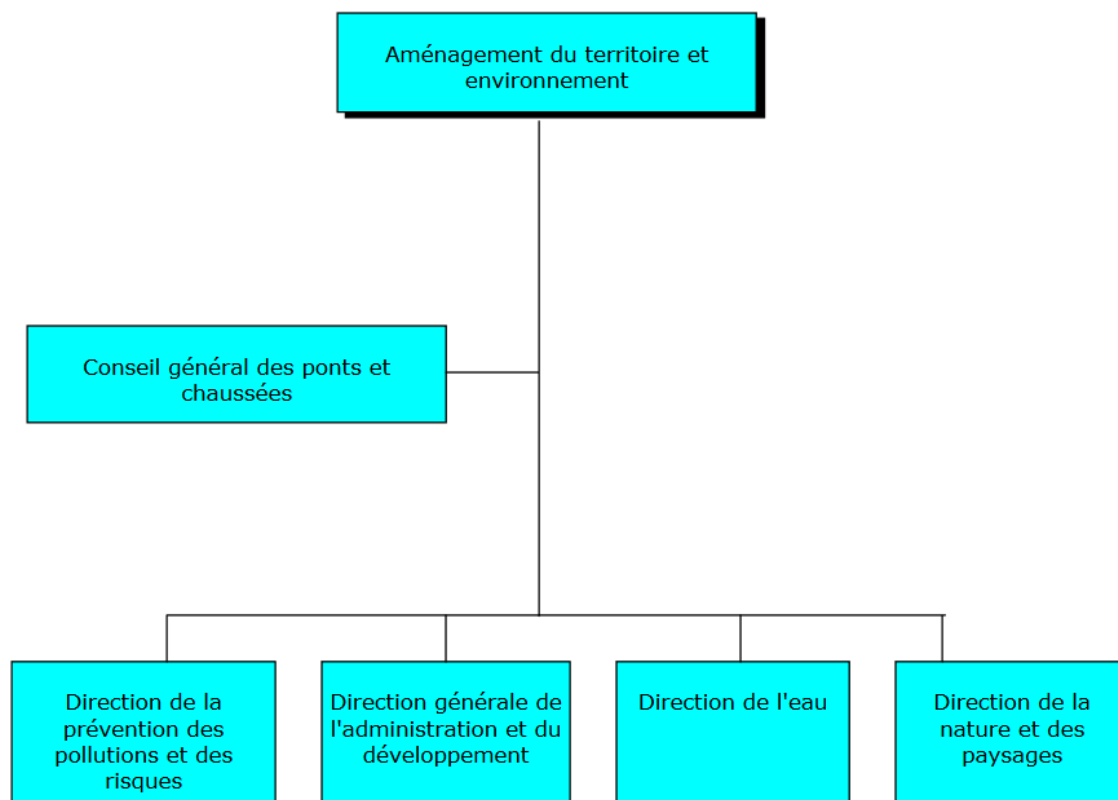
Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, 1998-1999



Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

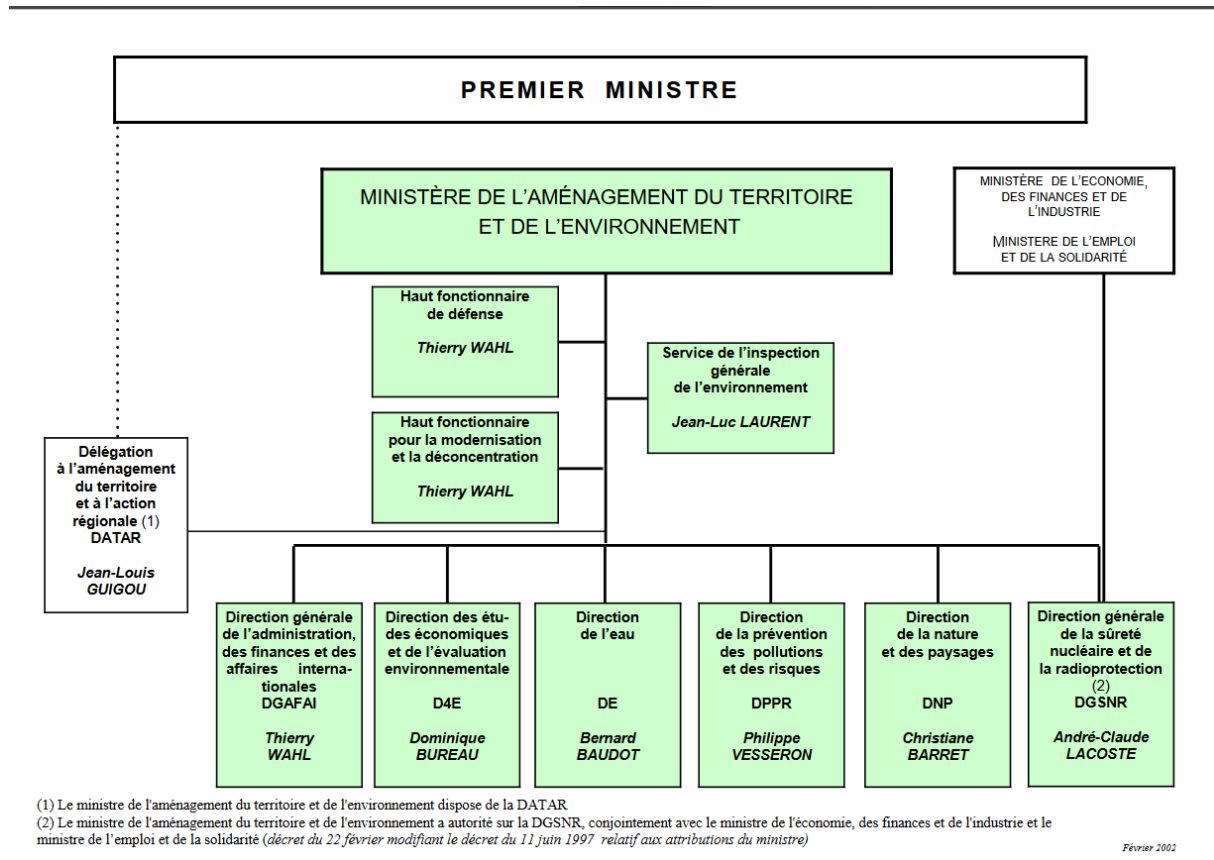
Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, 2000

Organigramme du ministère de l'environnement 2000



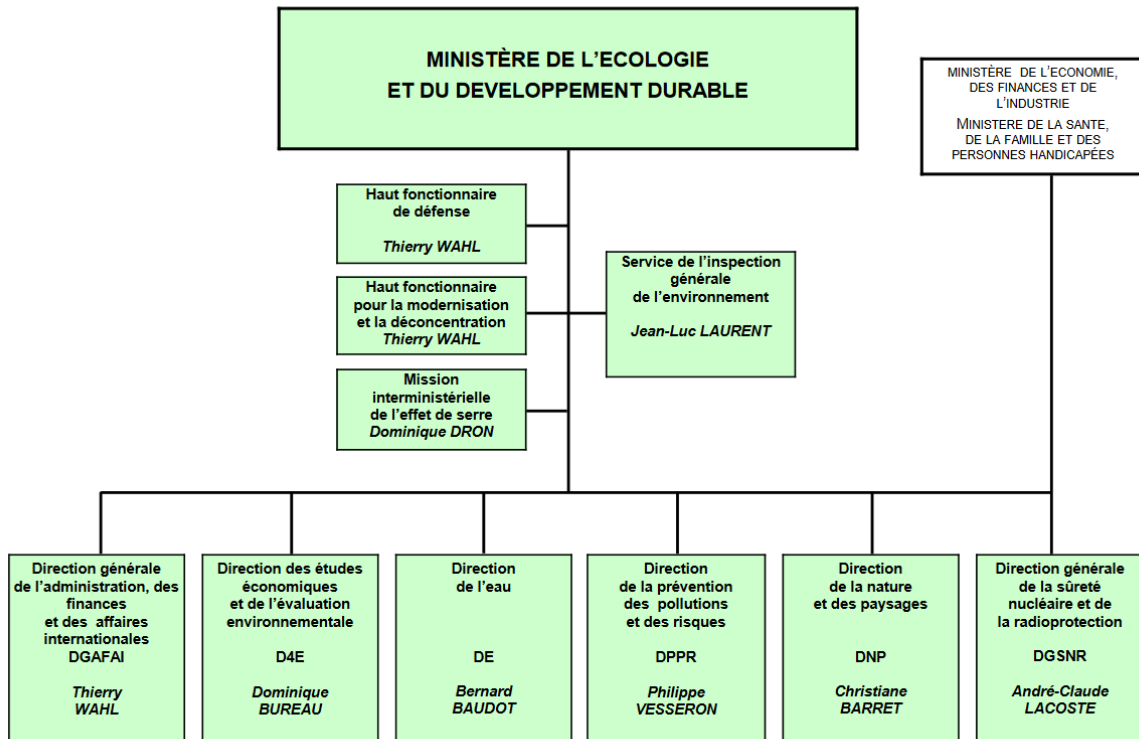
Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, 2001



Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

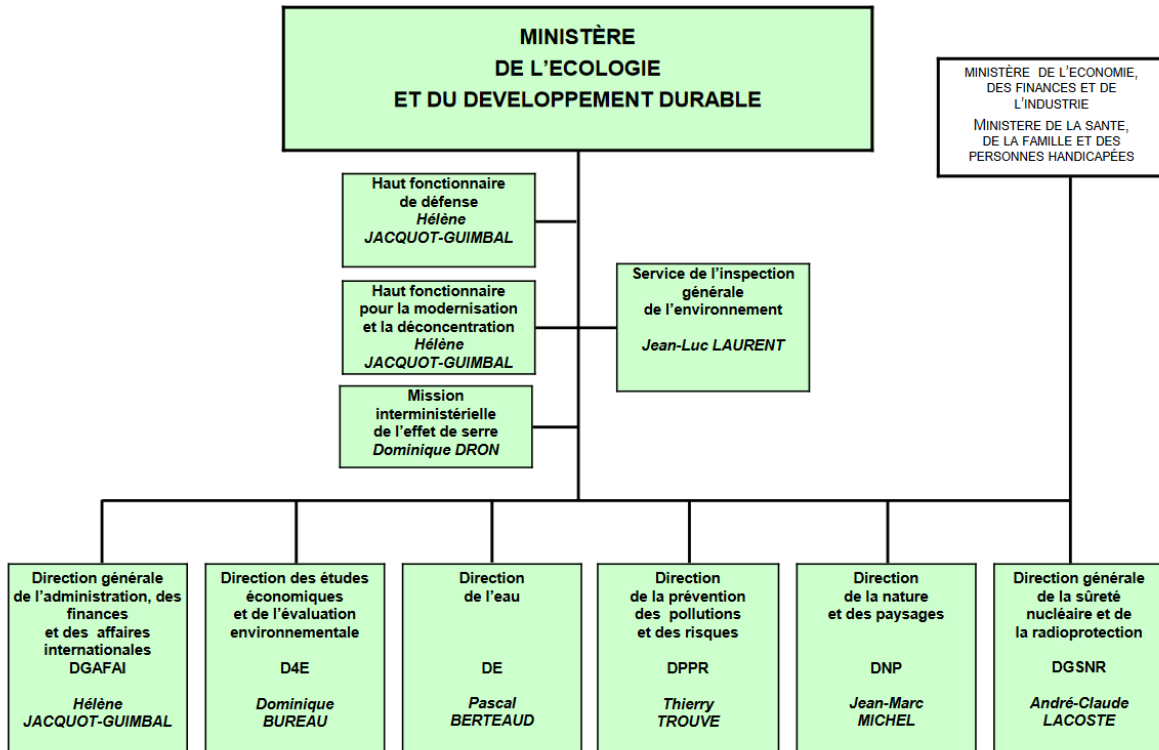
Ministère de l'écologie et du développement durable, 2002



Mai 2002

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

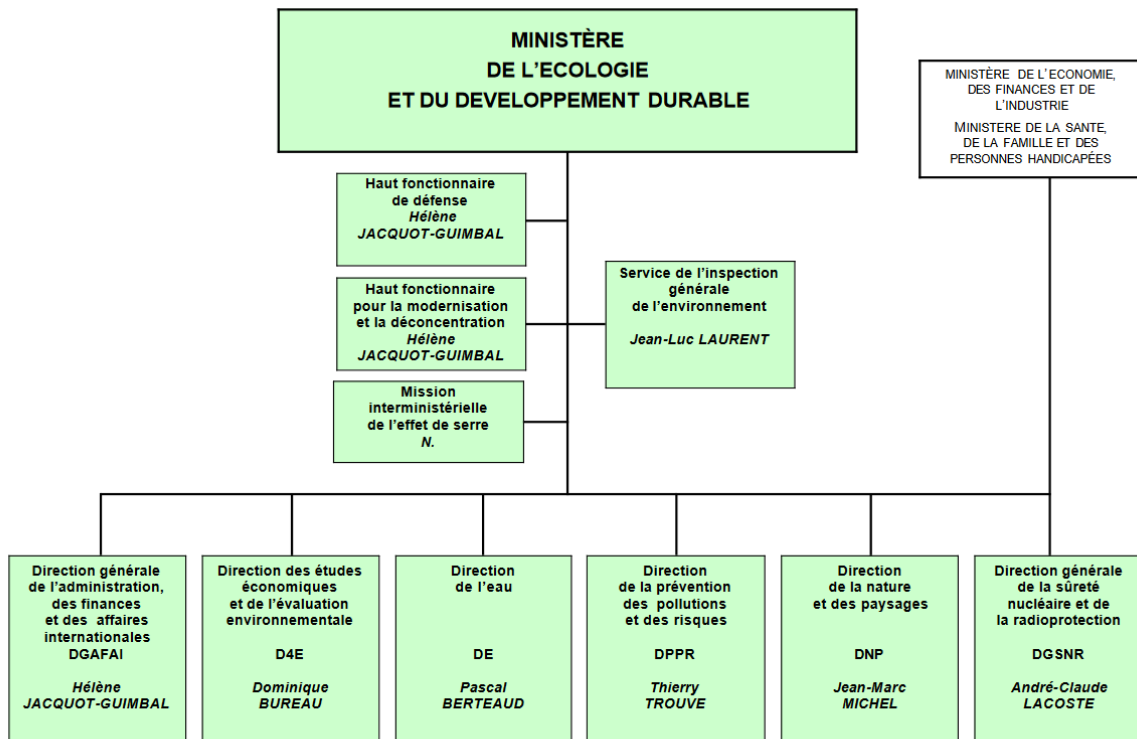
Ministère de l'écologie et du développement durable, 2003



Novembre 2003

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

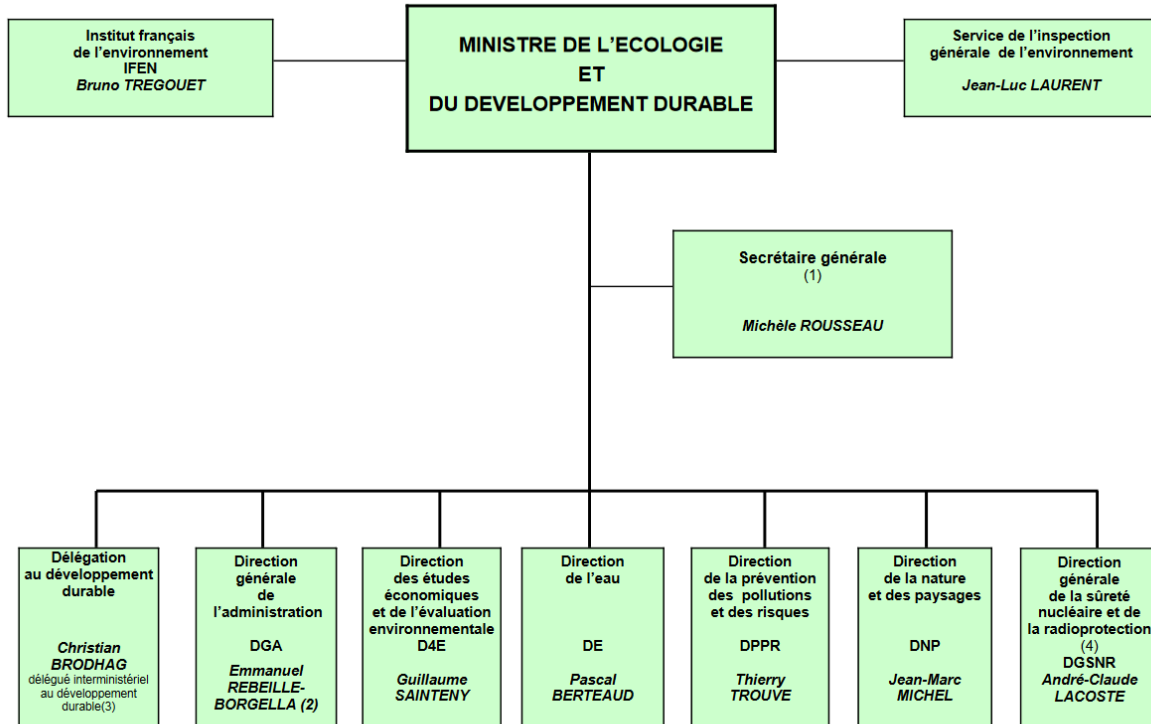
Ministère de l'écologie et du développement durable, 2004



Mars 2004

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Ministère de l'écologie et du développement durable, 2005



(1) Le secrétaire général est le haut fonctionnaire pour la modernisation et la déconcentration du MEDD (décret du 16 mai 2005)

(2) Le directeur général de l'administration est le haut fonctionnaire de défense

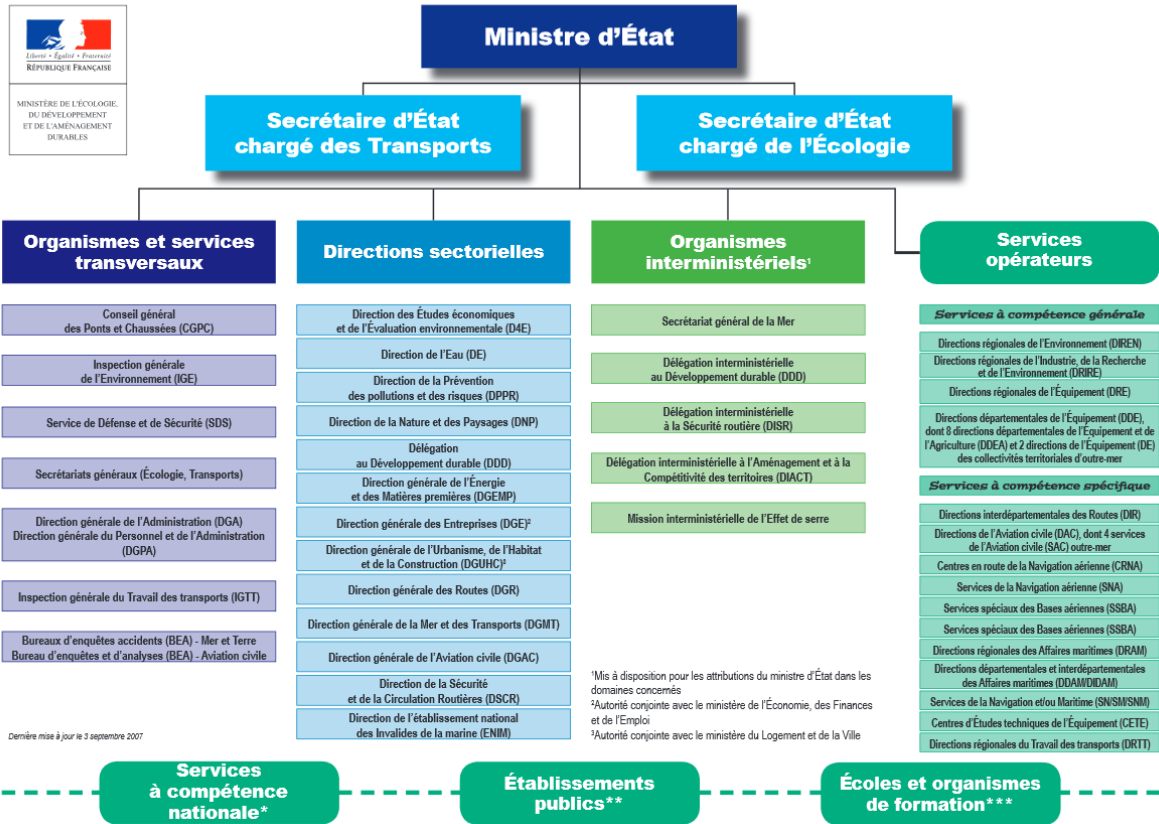
(3) Le ministre de l'Écologie et du Développement durable dispose du délégué interministériel au Développement durable (décret du 9 juillet 2004)

(4) Le ministre de l'Écologie et du Développement durable a autorité, conjointement avec les ministres chargés de l'industrie et de la santé, sur la direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection (décret du 15 mai 2002)

Mai 2005

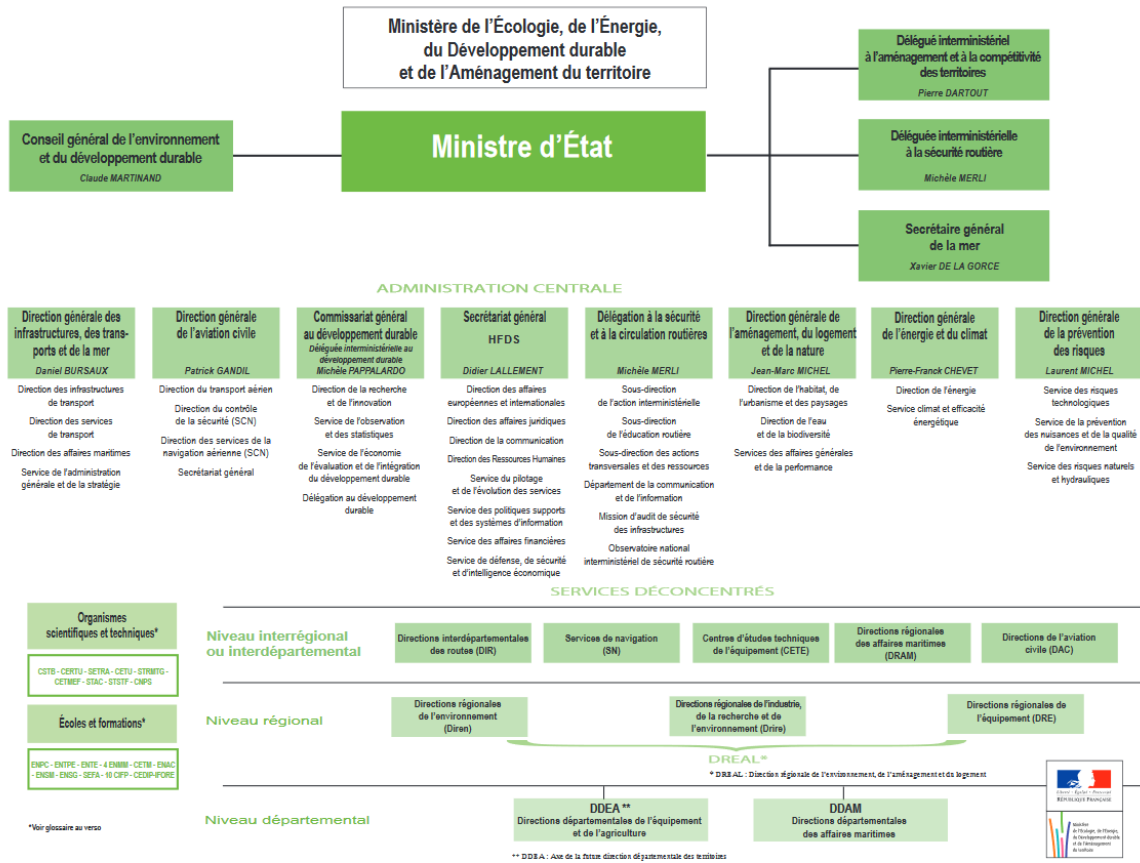
Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables, 2007



Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, 2008



Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Ministère de l'écologie, de l'énergie et de la mer, 2015-2017

Ministre de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer,
chargée des Relations internationales sur le climat

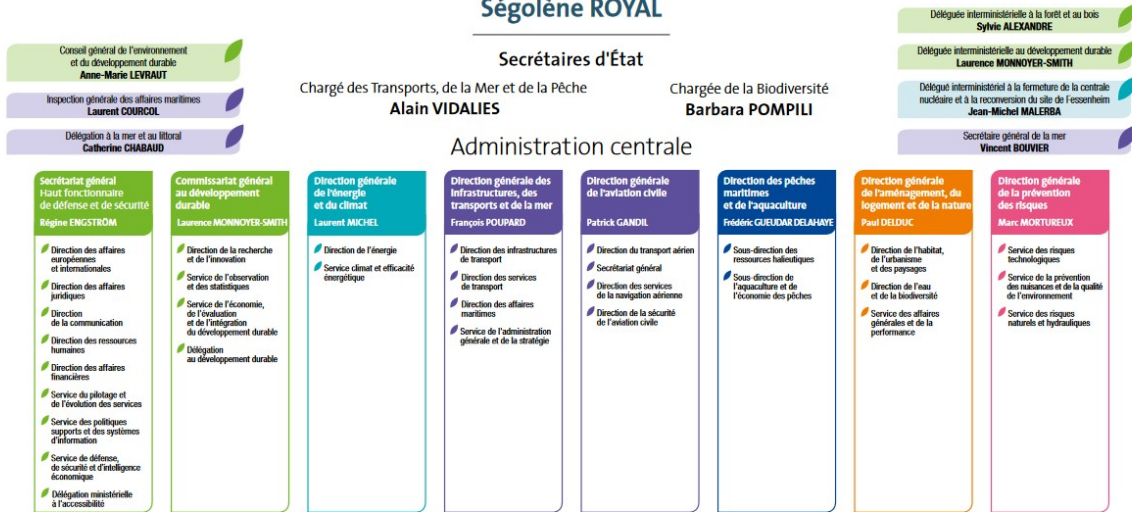
Ségolène ROYAL

Secrétaires d'État

Chargé des Transports, de la Mer et de la Pêche
Alain VIDALIES

Chargée de la Biodiversité
Barbara POMPILI

Administration centrale



Services territoriaux

Niveau régional, interrégional ou interdépartemental

- Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)
- en Ile-de-France :
 - Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement (DRIEA)
 - Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement (DRHIL)
 - Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie (DRIEF)
- Directions interdépartementales des routes (DIR)
- Directions interrégionales de la mer (DIRM) pour la métropole

Niveau départemental* Interministériel

- Interministériel
 - Directions départementales des territoires (DDT)* ou directions départementales des territoires et de la mer (DDTM)**
 - Pour certaines missions :
 - Directions départementales de la cohésion sociale (DDCS)**
 - Directions départementales de la protection des populations (DDPP)**
 - Directions départementales de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP)**
- *Sémi à Paris et dans les départements de la petite couronne d'Ile-de-France ou les directions régionales et sites départementales sont compétentes
**direction départementale interministérielle sous la responsabilité du préfet qui met en œuvre les politiques de ministère

En outre-mer

- Directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) Guadeloupe - Guyane - Martinique - Mayotte - La Réunion
- Directions de la mer (DM) Guadeloupe - Guyane - Martinique - Sud océan indien
- Direction des territoires, de l'alimentation et de la mer (DTAM) Saint-Pierre et Miquelon



Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Ministère de la transition écologique et solidaire, 2017

Nicolas HULOT
Ministre d'État
Ministre de la Transition écologique et solidaire

Élisabeth BORNE

Ministre auprès du ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire, chargée des Transports

Sébastien LECORNU

Secrétaire d'État auprès du ministre d'État,
ministre de la Transition écologique et solidaire

Brune POIRSON

Secrétaire d'État auprès du ministre d'État,
ministre de la Transition écologique et solidaire

Haut-commissaire à l'économie sociale et solidaire
et à l'innovation sociale
Christophe ITER

Déléguée interministérielle au développement durable
Laurence MONNOYER-SMITH

Délégué interministériel à l'avenir du territoire
du Fessenheim
David COSTE

Déléguée interministérielle à la forêt et au bois
Sylvie ALEXANDRE

Conseil général de l'environnement
et du développement durable (CGEDD)
Anne-Marie LEVRAUT

Inspection générale des affaires maritimes (IGAM)
Laurent COURCOL

Administration centrale

Secrétariat général (SG)
Haut fonctionnaire de défense et de sécurité
Régine ENGSTRÖM

- Direction des affaires européennes et internationales
- Direction des affaires juridiques
- Direction de la communication
- Direction des ressources humaines
- Direction des affaires financières
- Service du pilotage et de l'évaluation des services
- Service des politiques supports et des systèmes d'information
- Service de défense, de sécurité et d'intelligence économique
- Délégation ministérielle à l'accessibilité
- Délégation aux cadres dirigeants

Commissariat général au développement durable (CGDD)
Laurence MONNOYER-SMITH

- Délégation au développement durable
- Service de la donnée et des études statistiques
- Direction de la recherche et de l'innovation
- Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
- Sous-direction des affaires générales

Direction générale de l'énergie et du climat (DGEC)
Laurent MICHEL

- Direction de l'énergie
- Service climat et efficacité énergétique

Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM)
François POUPARD

- Direction des infrastructures de transport
- Direction des services de transport
- Direction des affaires maritimes (délégation à la mer et au littoral (DM))
- Service de l'administration générale et de la stratégie

Direction générale de l'aviation civile (DGAC)
Patrick GANDIL

- Direction du transport aérien
- Secrétariat général
- Direction des services de la navigation aérienne
- Direction de la sécurité de l'aviation civile

Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGLN)
Paul DELDUC

- Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages
- Direction de l'eau et de la biodiversité
- Service des affaires générales et de la performance

Direction générale de la prévention des risques (DGPV)
Cédric BOURILLET

- Service des risques technologiques
- Service des risques sanitaires liés à l'environnement, des déchets et des pollutions diffuses
- Service des risques naturels et hydrologiques

Services territoriaux

Niveau régional, interrégional ou interdépartemental

- Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)
- en Ile-de-France
 - Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement (DRIEA)
 - Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement (DRIHL)
 - Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie (DRIE)
- Directions interdépartementales des routes (DIR)
- Directions interrégionales de la mer (DIRM) pour la métropole
- Directions interrégionales de la sécurité de l'aviation civile (DSAC IR)

Niveau départemental* Interministériel

- Interministériel
 - Directions départementales des territoires (DDT)** ou directions départementales des territoires et de la mer (DDTM)**
- Pour certaines missions :
 - Directions départementales de la cohésion sociale (DDCS)**
 - Directions départementales de la protection des populations (DDPP)**
 - Directions départementales de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP)**

*bornes à Paris et dans les départements de la petite couronne d'Ile-de-France où les directions régionales et inter-départementales sont complétées
**direction départementale interministérielle sous la responsabilité du préfet qui met en œuvre les politiques du ministère

En outre-mer

- Directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) Guadeloupe - Guyane - Martinique - Mayotte - La Réunion
- Directions de la mer (DM) Guadeloupe - Guyane - Martinique - Sud océan Indien
- Direction des territoires, de l'alimentation et de la mer (DTAM) Saint-Pierre et Miquelon



Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Ministère de la transition écologique et solidaire, 2019

Élisabeth BORNE

Ministre de la Transition écologique et solidaire

Brune POIRSON

Secrétaire d'État auprès de la ministre de la Transition écologique et solidaire

Emmanuelle WARGON

Secrétaire d'État auprès de la ministre de la Transition écologique et solidaire

Jean-Baptiste DJEBBARI

Secrétaire d'État auprès de la ministre de la Transition écologique et solidaire, chargé des Transports

Haut-commissaire à l'économie sociale et solidaire et à l'innovation sociale
Christophe ITER

Délégué interministériel au développement durable
Thomas LESUEUR

Délégué interministériel à l'aventure du territoire de l'ensemble et des territoires d'implantation des centrales de production d'électricité à partir du charbon
David COSTE

Conseil général de l'environnement et du développement durable (CE3ED3)
Anne-Marie LEVRAUT

Inspection générale des affaires maritimes (IGAM)
Pierre-Yves ANDRIEU

Administration centrale

Secrétariat général (SG)
Haut fonctionnaire de défense et de sécurité
Émilie PIETTE

- Direction des affaires européennes et internationales
- Direction des affaires juridiques
- Direction de la communication
- Direction des ressources humaines
- Direction des affaires financières
- Service du pilotage et de l'évaluation des services
- Service du numérique
- Service de défense, de sécurité et d'intelligence économique
- Délégation ministérielle à l'accessibilité
- Délégation aux cadres dirigeants

Commissariat général au développement durable (CGDD)
Thomas LESUEUR

- Délégation au développement durable
- Service de la donnée et des outils statistiques
- Direction de la recherche et de l'innovation
- Service de l'économie, de l'évaluation et de l'intégration du développement durable
- Sous-direction des affaires générales

Direction générale de l'énergie et du climat (DCEC)
Laurent MICHEL

- Direction de l'énergie
- Service climat et efficacité énergétique

Direction générale des Infrastructures, des transports et de la mer (DGITM)
Marc PAPIRUTTI

- Direction des infrastructures de transport
- Direction des services de transport
- Direction des affaires maritimes
 - Délégation à la mer et au littoral (DM)
- Service de l'administration générale et de la stratégie

Direction générale de l'aviation civile (DGAC)
Patrick GANDIL

- Direction du transport aérien
- Secrétariat général
- Direction des services de la navigation aérienne
- Direction de la sécurité de l'aviation civile

Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGLAN)
François ADAM
par intérim

- Direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages
- Direction de l'eau et de la biodiversité
- Service des affaires générales et de la performance

Direction générale de la prévention des risques (DGRPR)
Cécile BOURILLET

- Service des risques technologiques
- Service des risques sanitaires liés à l'environnement, des déchets et des pollutions diffuses
- Service des risques naturels et hydrauliques

Services territoriaux

Niveau régional, interrégional ou interdépartemental

Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)

En Ile-de-France :

- Direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement (DRIEA)
- Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement (DRIHL)
- Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie (DRIEE)

Directions interdépartementales des routes (DIR)

Directions interrégionales de la mer (DIRM) pour la métropole

Directions interrégionales de la sécurité de l'aviation civile (DSAC IR)

Niveau départemental* Interministériel

Interministériel

- Directions départementales des territoires (DDT)** ou directions départementales des territoires et de la mer (DDTMM)**

Pour certaines missions :

- Directions départementales de la cohésion sociale (DDCS)**
- Directions départementales de la protection des populations (DDPP)**
- Directions départementales de la protection sociale et de la protection des populations (DDCSP)**

*Territoire à Paris et dans les départements de la petite couronne d'Ile-de-France où les directions régionales et inter-départementales sont compétentes

**Direction départementale interministérielle sous la responsabilité du préfet qui met en œuvre les politiques du ministère

En outre-mer

Directions de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) Guadeloupe - Guyane - Martinique - Mayotte - La Réunion

Directions de la mer (DM) Guadeloupe - Guyane - Martinique - Sud océan Indien

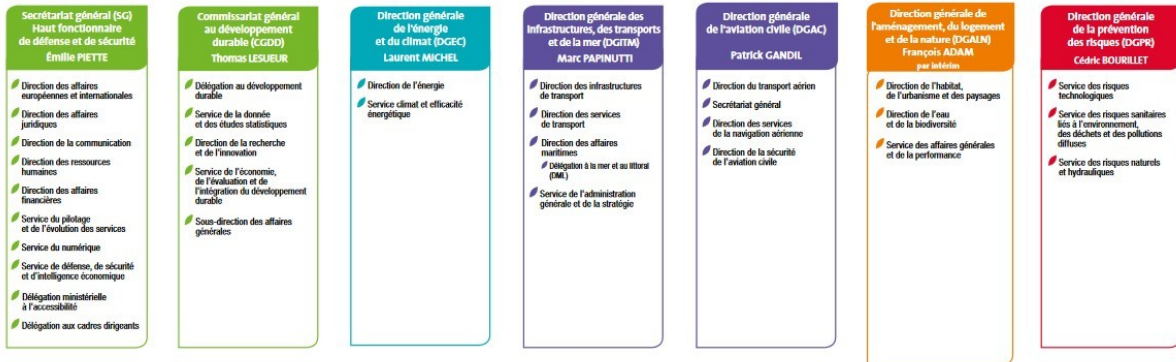
Direction des territoires, de l'alimentation et de la mer (DTAM) Saint-Pierre et Miquelon



Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Ministère de la transition écologique et de la cohésion de territoires, 2022

Administration centrale



Services territoriaux



Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Liste des sigles

ACADI : Association française des cadres dirigeants pour le progrès social et économique

ACE : Action communautaire pour l'environnement

ACE : Atelier central de l'environnement

ACIRAD : Association pour le contrôle et l'information sur la radioactivité

ACNAT : Actions communautaires pour la nature

AD : Archives départementales

ADAV : Association Droit au vélo

ADEME : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

ADQVL : Association pour la défense de la qualité de la vie en Val de Loire

AEE : Agence européenne de l'environnement

AFB : Agence française de la biodiversité

AFBSN : Agence financière de bassin Seine-Normandie

AFF : Les Amis de la forêt de Fontainebleau

AFME : Agence française pour la maîtrise de l'énergie

AFRPN : Association fédérative régionale pour la protection de la nature

ASSA : Agence française de sécurité sanitaire des aliments

AFSSE : Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement

AHPNE : Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement

AIE : Agence internationale de l'énergie

AIEA : Agence internationale de l'énergie atomique

AIPCN : Association internationale permanente des congrès de navigation

AJE : Association des journalistes de l'environnement

AJEPN : Association des Journalistes-écrivains pour la nature

AJEPNE : Association des journalistes-écrivains pour la nature et l'environnement

AMAP : Association pour le maintien d'une agriculture paysanne

AMCSTI : Association des musées de culture scientifique, technique et industrielle

AMRAE : Association pour le management des risques et des assurances dans l'entreprise

AN : Archives nationales

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

ANCS : Association nationale des clubs scientifiques

ANCS : Association nationale des clubs aérospatiaux

ANDRA : Agence nationales des déchets radioactifs

ANECLA : Association nationale pour l'étude de la communauté de la Loire et de ses affluents

ANRED : Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets

ANVAR : Agence nationale de valorisation de la recherche

APPSB : Association pour la protection des salmonidés en Bretagne – Basse-Normandie

APRE : Agence de presse écologie

AQA : Agence pour la qualité de l'air

ARB : Agence régionale de la biodiversité

AREV : Alternative rouge et verte

ARPE : Agence régionale pour l'environnement

ANSTJ : Association nationale sciences techniques jeunesse

ARPV : Association rochelaise de pêche à la vapeur

ARS : Agence régionale de santé

ASN : Autorité de sûreté nucléaire

ASPAS : Association pour la protection des animaux sauvages

ATTAC : Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne

AVEC : Association de veille environnementale du Cher

BARPI : Bureau d'analyse des risques et pollutions industrielles

BRGM : Bureau des recherches géologiques et minières et la météorologie

CAT-NAT : Catastrophes naturelles

CAUE : Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement

CBN : Conservatoire botanique national

CCAMLR : Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'antarctique

CCEC : Conseil consultatif des établissements classés

CCNUCC : Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques

CCPM : Comité central des pêches maritimes

CDCFS : Commission départementale de la chasse et de la faune

CDM : Centre de documentation des milieux

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

CDPA: Comité départemental du patrimoine et de l'archéologie

CEA : Commissariat à l'énergie atomique

CEDRE : Centre de documentation de recherche et d'expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux

CEE : Communauté économique européenne

CELIB : Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons

CELRL : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres

CEMAGREF : Centre national du machinisme agricole du génie rural des eaux et des forêts

CEREN : Centre d'études et de recherches sur les économies d'énergie

CERN : Centre européen de recherches nucléaire

CESA : Centre d'études supérieures d'aménagement

CFDD : Commission française du développement durable

CFDT : Confédération française démocratique du travail

CFSMDD : Comité français pour le sommet mondial du développement durable

CGDD : Commissariat général au développement durable

CGGREF : Conseil général du génie rural, des eaux et forêts

CGPC : Conseil général des ponts et chaussées

CGPM : Conseil général des pêches en Méditerranée

CGT : Confédération générale du travail

CGTVN : Compagnie générale de traction sur les voies navigables

CEFIGRE: Centre international de formation pour la gestion des ressources en eau

CEL : Commission locale de l'eau

CIADT : Comité interministériel pour l'aménagement et le développement du territoire

CIAME : Comité Interministériel pour l'aménagement de la nature et de l'environnement

CIANE: Comité interministériel d'action pour la nature et l'environnement

CIB : Commission internationale baleinière

CIELE : Centre d'information sur l'énergie et l'environnement

CIEM : Conseil international pour l'exploration de la mer

CIEN : Comité interministériel environnement

CIHEAM : Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes

CIPASE : Commission internationale des pêches de l'Atlantique du Sud-Est

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

CIPEL : Commission internationale pour la protection des eaux du Léman

CIPRNM : Comité interministériel de prévention des risques naturels majeurs

CIRE : Centre international de recherches sur l'écologie

CIRED : Centre International de recherche sur l'environnement et le développement

CISN : Comité interministériel de la sécurité nucléaire

CITEPA : Centre interprofessionnel technique d'études de la pollution atmosphérique

CITES : Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Flora and Fauna (Convention de Washington sur le commerce international d'espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction)

CLAC : Comité de liaison anti-canal Ile-de-France

CLER: Comité de liaison énergies renouvelables

CLIS : Commission locale d'information et de surveillance

CME : Conseil mondial de l'eau

CMS : Convention sur les espèces migratrices

CNA : Conseil national de l'air

CNADT : Commission nationale d'aménagement et de développement du territoire

CNB : Conseil national du bruit

CNCFS : Conseil national de la chasse et de la faune sauvage

CNCFSC : Conseil national de la chasse et de la faune sauvage captive

CNDD : Conseil national du développement durable

CNDTE : Conseil national du débat sur la transition énergétique

CNE : Conseil national de l'eau

CNER : Conseil national d'évaluation de la recherche

CNES : Centre national d'études spatiales

CNET : Centre national d'études des télécommunications

CNEXO: Centre national pour l'exploitation des océans

CNIR : Conseil national inter-régional des Verts

CNPMEM : Comité national des pêches maritimes et des élevages marins

CNPN : Conseil national de la protection de la nature

CNRS : Centre national de la recherche scientifique

CNTE : Conseil national sur la transition écologique

CNUED : Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement

COGEMA : Compagnie générale des matières nucléaires

COMES : Commissariat à l'énergie solaire

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

COP : Conférence des parties

COPACO : Commission des pêches de l'atlantique Centre-Ouest

CORINE : Coordination de l'information sur l'environnement

CORPEN : Comité d'orientation pour la réduction de la pollution des eaux par les nitrates

COVOS : Comité d'études sur les conséquences des vols stratosphériques

CPEPESC Lorraine : Commission permanente d'étude et de protection des eaux, du sous-sol et des cavernes de Lorraine

CPIE : Centre permanent d'information sur l'environnement

CPRN : Conférence permanente des réserves naturelles

CPN : Conseil de politique nucléaire

CRBC : Centre de recherche bretonne et celtique

CRBO : Centre de recherches sur la biologie des populations d'oiseaux

CRIIRAD: Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité

CROSSMA : Centre de recherche opérationnel de surveillance et de sauvetage maritimes

CSC : Conseil supérieur de la chasse

CSDUS : Centre de stockage de déchets ultimes stabilisés

CSEC : Conseil supérieur des établissements classés

CSIC : Conseil supérieur des installations classées

CSHP : Conseil supérieur d'hygiène publique

CSL : Conservatoire des sites lorrains

CSP : Conseil supérieur de la pêche

CSPNB : Conseil scientifique du patrimoine naturel et de la biodiversité

CSRPN : Conseil scientifique régional de protection de la nature

CSTMD : Conseiller à la sécurité pour le transport des matières dangereuses

CSTPM : Comité scientifique et technique des pêches maritimes

DATAR : Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale

DCE : Directive cadre sur l'eau

DDAF : Direction départementale de l'agriculture et des forêts

DDAM : Direction départementale des affaires maritimes

DDE: Direction départementale de l'équipement

DDT(M): Direction départementale des territoires (et de la mer)

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

DE : Direction de l'eau

DEAL : Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement

DEB : Direction de l'eau et de la biodiversité

DEEE : Déchet d'équipements électriques et électroniques

DEPPR : Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques

DFCI : Défense de la forêt contre les incendies

DGAD : Direction générale de l'administration et du développement

DGAFAI : Direction générale de l'administration, des finances et des affaires internationales

DGALN : Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature

DGEC : Direction générale de l'énergie et du climat

DGEMP : Direction générale de l'énergie et des matières premières

DGPR : Direction générale de la prévention des risques

DIREN : Direction régionale de l'environnement

DIRM : Direction interrégionale de la mer

DNP : Direction de la nature et des paysages

DPMA : Direction de la pêche et de l'aquaculture

DPMVN : Direction des ports maritimes et des voies navigables

DPN : Direction de la protection de la nature

DPNM : Direction des ports et de la navigation maritime

DPP : Direction de la prévention des pollutions

DPPN : Direction de la prévention des pollutions et nuisances

DPPR : Direction de la prévention des pollutions et des risques

DQV : Délégation à la qualité de la vie

DRAAF : Direction régionale de l'agriculture et de la forêt

DRAC : Direction régionale des affaires culturelles

DRAE : Délégation régionale à l'architecture et à l'environnement

DREAL : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

DREIF : Direction régionale de l'équipement d'Ile-de-France

DRIEA : Direction interdépartementale de l'environnement et de l'aménagement

DRIRE : Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement

DTMPL : Direction du transport maritime, des ports et du littoral

D4E : Direction des études économiques et d'évaluation environnementale

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

EFESE : Évaluation française des écosystèmes et des services écosystémiques

EELV : Europe-Écologie les Verts

EMNR : Engin mobile non routier

ENDA : Environnement, développement et action

ENGREF : École nationale du génie rural, des eaux et forêt

ENS : Espaces naturels sensibles

ENSA : École nationale supérieure agronomique

EPALA: Établissement public pour l'aménagement de la Loire et de ses affluents

ÉPIC : Établissement public à caractère industriel et commercial

EPTB : Établissement public territorial de bassin

ESB : Encéphalopathie spongiforme bovine

ETIQ : Environnement, tourisme, insertion, qualification

FAO : Food and agriculture organization

FCPN : Fédération connaître et protéger la nature

FDC : Fédération départementale de chasseurs

FEDER : Fonds européen de développement régional

FEOGA : Fonds européen d'orientation et de garantie agricole

FEP : Fondation de l'écologie politique

FFSN: Fédération française des sociétés de sciences naturelles

FFSPN: Fédération française des sociétés de protection de la nature

FGER : Fonds de gestion de l'espace rural

FIAM : Fonds d'intervention et d'action maritime

FIANE : Fonds d'intervention pour l'aménagement de la nature et de l'environnement

FIDAR : Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural

FIJE: Fédération internationale des journalistes de l'environnement

FLEPnA : Fédération limousine pour l'étude et la protection de la nature

FMCU : Fédération mondiale des cités unies

FNAB : Fédération nationale de l'agriculture biologique

FNCS : Fédération nationale des clubs scientifiques

FNDVA : Fonds national de développement de la vie associative

FNRI : Fédération nationale des républicains indépendants

FNSE : Fonds national de solidarité pour l'eau

FNE : France nature environnement

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

FRAPEC : Fédération régionale des associations de protection de l'environnement du Centre

FRAPNA : Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature

FREDON : Fédération régionale de lutte et de défense contre les organismes nuisibles

GAB : Groupe d'agriculteurs biologiques

GDR : Gauche démocrate et républicaine

GEAI : Groupe d'étude de l'avifaune de l'Indre

GEML : Groupe d'étude des mammifères lorrains

GERM : Groupe d'études et de réalisations en montagne

GERME : Groupement d'études et de recherches sur la Méditerranée

GIC : Groupement d'intérêt cynégétique

GIEC : Groupe intergouvernemental pour l'évolution des climats

GMB : Groupe mammalogique breton

GOT : Groupe ornithologique de Touraine

GRAINE : Groupe régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement

GRANDDE : Groupe régional des acteurs normands pour le développement durable en entreprise

GSIEN : Groupe de scientifique pour l'Information sur l'énergie nucléaire

HCE : Haut comité de l'environnement

HCTISM : Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire

IBC : Inventaire de biodiversité communale

ICNAF : International commission for the north atlantic fisheries

IEC : Institut européen des cindyniques

IFEN : Institut français de l'environnement

IFN : Inventaire forestier national

IGGREF : Inspection générale du génie rural des eaux et des forêts

IGN : Institut géographique national

IMACOF : Ingénierie des milieux aquatiques et des corridors fluviaux

IME : Institut méditerranéen de l'eau

INERIS : Institut national de l'environnement et des risques industriels

INPN : Institut national du patrimoine naturel

INVS : Institut national de veille sanitaire

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

IRBI : Institut de recherche sur la biologie de l'insecte

IRSTEA ; Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture

ISdF : Institut pour la sûreté de fonctionnement

ISTENE : Institut d'évaluation des stratégies sur l'énergie et l'environnement en Europe

ISTPM : Institut scientifique et technique des pêches maritimes

LAURE : Loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie

LCSQA : Laboratoire central de surveillance de la qualité de l'air

LGV : Ligne à grande vitesse

LOADDT : Loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire

LOADT : Loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire

LPO : Ligue de protection des oiseaux

MAN : Man and Biosphere

MATE : Ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement

MCE : Maison de la consommation et de l'environnement

MECV : Ministère de l'environnement et du cadre de vie

MEDEF : Mouvement des entreprises de France

MEN : Mission Eau-Nitrate

MEP : Mouvement d'écologie politique

MEQV : Ministère de l'environnement et de la qualité de la vie

MER : Mission des études et de la recherche

MERU : Mission de l'environnement rural et urbain

MIACA : Mission Interministérielle d'aménagement de la cote aquitaine

MIATLLR : Mission interministérielle pour l'aménagement touristique du littoral du Languedoc-Roussillon

MIDE : Mission interministérielle déléguée de l'eau

MIE : Mission interministérielle de l'eau

MISE : Mission interservices de l'eau

MISE : Mission d'inspection spécialisée de l'environnement

MISEN : Mission interservices de l'eau et de la nature

MNE: Maison de la nature et de l'environnement

MOU : Memorandum of undersanting

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

MRES : Maison régionale de l'environnement et des solidarités

MTES : Ministère de la transition écologique et solidaire

NEAFC : North east atlantic fisheries commission

OCDE : Organisation de coopération et de développement économique

OGM : Organisme génétique modifié

OIF : Organisation internationale de la francophonie

OMCI : Organisation maritime consultative intergouvernementale

ONC : Office national de la chasse

ONCFS : Office national de la chasse et de la faune sauvage

ONEMA: Office national de l'eau et des milieux aquatiques

ONF: Office national des forêts

ONQUES : Observatoire national de la qualité des eaux souterraines

OPIE : Office pour les insectes et leur environnement

OPIT : Opération pilote Interministérielle de télédétection

ORS : Observatoire régional de la santé

ORSEC : Organisation des secours

OSS : Observatoire du Sahara et du Sahel

OZP : Objectif zéro pesticide

PAJEP : Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire

PAM : Plan d'action pour la Méditerranée

PAPI : Programme d'action et de prévention des inondations

PCER : Plan climat énergie régional

PDD : Plan de développement durable

PER : Plan d'exposition aux risques

PIREE : Programme national interinstitutionnel d'études et de recherches en économie et environnement

PIREN : Programme interdisciplinaire de recherches sur l'environnement

PMI : Politique maritime intégrée

PMPOA : Programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole

PNE : Plan national pour l'environnement

PNR : Parc naturel régional

PNRA : Parc naturel régional d'Armorique

PNRVN : Parc naturel régional des Vosges du Nord

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

PNUE : Programme des Nations unies pour l'environnement

POLMAR : Plan ORSEC pollution marin

POS : Plan d'occupation des sols

PPA : Plan de protection de l'atmosphère

PPR : Plan de prévention des risques

PPRI : Plan de prévention des risques d'inondation

PRQA : Plan régional sur la qualité de l'air

PSM : Planification spatiale maritime

PS : Parti socialiste

PSU : Parti socialiste unifié

RAC-F : Réseau action climat – France

RADP : Réseau agriculture durable et paysanne

RBN : Réserve biologique domaniales

RCB : Rationalisation des choix budgétaires

REEB : Réseau d'éducation à l'environnement en Bretagne

RIMMO : Réserve internationale maritime en méditerranée occidentale

RIO : Risque inondation

RN : Réserve naturelle

RNB : Réseau national de bassin

RNDE : Réseau national des données sur l'eau

RNF : Réserves naturelles de France

RNV : Réserve naturelle volontaire

RPR : Rassemblement pour la République

SAGE : Schéma d'aménagement et de gestion de l'eau

SALBI : Schéma d'aménagement du littoral breton et des îles

SANDRE : Secrétariat d'administration nationale des données relatives à l'eau

SCHAPI : Service central d'hydrométéorologie et d'appui à la prévision des inondations

SCOT : Schéma de cohérence territoriale

SBCO : Société botanique du Centre Ouest

SBL : Société botanique ligérienne

SCSIN : Service central de sûreté des installations nucléaires

SCSN : Société centrale de sauvetage des naufragés

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

SDAGE : Schéma d'aménagement et de gestion des eaux

SDAU : Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme

SDPNA : Société départementale de protection de la nature des Ardennes

SDVP : Schéma départemental de vocation piscicole

SFPEM : Société française d'étude et de protection des mammifères

SEPAN : Société d'étude et de protection de la nature

SEPANEC : Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans le Cher

SEPANI : Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans l'Indre

SEPOM : Société d'étude et de protection des oiseaux de Moselle

SHAL : Société d'Histoire et d'Archéologie de la Lorraine

SHN: Société d'histoire naturelle

SHNM : Société d'histoire naturelle de la Moselle

SHN 41 : Société d'histoire naturelle de Loir-et-Cher

SIGE : Service de l'inspection générale de l'environnement

SINP : Système d'information sur la nature et les paysages

SIREDOM : Syndicat intercommunal pour le recyclage et l'énergie par les déchets et ordures ménagères

SNPN : Société nationale de protection de la nature

SNSM : Société nationale de sauvetage en mer

SNDD Stratégie nationale du développement durable

SPMPI : Secrétariat permanent pour la prévention des pollutions industrielles

SPVVCV : Saulnières préservation et valorisation du cadre de vie

SPPEF : Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France

SRADDT : Schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire

SRAE : Service de la recherche et des affaires économiques

SRETIE : Service de la recherche des études et du traitement de l'information sur l'environnement

STAO : Société tourangelle des amis des oiseaux

STIF : Syndicat des transports d'Île-de-France

TCSP : Transport en commun en site propre

TUC : Travail d'utilité collective

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

UADL : Union des associations de défense du littoral

UCPS: Union pour la culture populaire en Sologne

UDR : Union des démocrates pour la République

UFCS : Union française des centres de sauvegarde de la faune sauvage

UICN : Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources

UMP : Union pour un mouvement populaire

UNESCO : United nations educational, scientific and cultural organization

UNR : Union pour la nouvelle République

URBE : Union régionale bretonne de l'environnement

UTN : Unité touristique nouvelle

VHU : Véhicule hors d'usage

WWF : World wide fund for nature

ZES : Zone d'excédent structurel lié aux élevages

ZNA : Zone non agricole

ZNIEFF : Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique

ZPPAU : Zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager

ZSC : Zone spéciale de conservation

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Liste des illustrations

Cabinet Robert Poujade, ministre de la protection de la nature et de l'environnement, 1971-1974

Extrait de discours, 1971

<p><i>Le Ministre Délégué auprès du Premier Ministre Chargé de la Protection de la Nature et de l'Environnement</i></p> <p><i>Paris, le 2, rue Royale, 87 673.65-90</i></p> <p>Une estampe de la bibliothèque nationale, gravée par Jacob d'après un tableau de Mattemu (III DE 15) représente un coin de campagne pittoresque. Qui voudra revenir sur les lieux de cette scène bucolique n'aura qu'à porter ses pas en direction du cimetière Richelieu-Drouot, au coeur de Paris.</p> <p>"La face d'une ville change plus vite que le coeur d'un mortel". Ces vers célèbres ont été écrits il y a plus de cent ans. Mais ce n'est que depuis quelques dizaines d'années qu'on mesure les transformations profondes et précipitantes que subit l'espace naturel.</p> <p>Certes la nature et les paysages ne sont devenus à la mode qu'à la naissance de la civilisation industrielle qui devait, d'emblée, les menacer. Le sentiment profond de la nature qui parcourt, par exemple l'oeuvre poétique de Ronsard n'en est que plus remarquable. L'Ode contre les bûcherons de la Forêt de Gastine reste sans doute l'oeuvre la plus éblébre inspirée par la protection de la Nature et de l'Environnement.</p> <p>Pourtant Ronsard lui-même, comme les romantiques plus tard, reste tenté par l'opposition bien superficielle entre l'éternité de la nature et la précarité de l'homme, et la "Faisan du Berger" est à cet égard d'une inspiration très proche de "quand je suis vingt ou trente mois...". En fait, dès que l'artiste ou l'homme échappe aux thèmes généraux, et évoque les horizons qui lui furent familiers, il devine les métamorphoses des paysages : l'esset a la chance et l'écouler</p>	<p>Extrait du discours de réception à l'Académie de Dijon de Robert Poujade sur la protection du paysage, 1971</p> <p>Archives nationales</p> <p>20070209/1</p>
---	---

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Interview 1971



Interview de Robert Poujade, ministre de la protection de la nature et de l'environnement, journal télévisé 03/02/1971

Institut national de l'audiovisuel

<https://www.ina.fr/video/CAF94056702/interview-de-robert-poujade-video.html>

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Cabinet Roselyne Bachelot-Narquin, ministre de l'écologie et du développement durable, 2002-2004

Extrait de discours, 2004

<p>18 juin 2004</p> <p>Discours fin débat général CHARTRE / Sénat 23 juin 2004</p> <p>Monsieur le Président, mesdames et messieurs les sénateurs,</p> <p><i>Bilan des travaux préparatoires et du débat</i></p> <p>A l'issue de ce débat général, je voudrais rendre d'abord hommage à la qualité de ce débat, qui repose sur le travail de vos rapporteurs et de votre commission.</p> <p>Je crois que toutes les questions qui méritent d'être posées ont été posées, aucune n'a été éludée, permettant au Sénat de se prononcer dans la plus grande clarté sur le texte constitutionnel qui est soumis à votre approbation.</p> <p>Le rapport de Monsieur Patrice Gélard, comme son intervention, sont lumineux, d'une très grande clarté. Je partage entièrement ses analyses et ses explications, d'abord sur la pleine valeur constitutionnelle de la Charte soumise à votre approbation ; elle ne fait aucun doute compte tenu de la pleine souveraineté du pouvoir constituant et la procédure d'approbation de cette Charte. Les travaux préparatoires de vos commissions permettraient d'écarter, s'il en était jamais besoin, le moindre doute à ce sujet.</p> <p><small>20, Avenue de Ségur 75302 Paris 07 SP - Téléphone : 01 42.19.20.21</small></p>	<p>Présentation au Sénat du projet de loi constitutionnelle concernant la Charte de l'environnement Extrait du discours de Roselyne Bachelot-Narquin, 2004</p> <p>Archives nationales</p> <p>20070688/43</p>
---	--

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Conseil national de la protection de la nature

<p style="text-align: center;">A.2</p> <p style="text-align: center;">- I -</p> <p>En ouvrant la séance, M. WOLFF fait un bref exposé sur l'historique de la protection de la nature.</p> <p>Il rappelle que si les U.S.A. ont créé, en 1872, le premier parc national, c'est en France, à Fontainebleau, sous l'influence des peintres de l'École de Barbizon, qu'est née, en 1893, la notion de "réserves".</p> <p>Cependant, dès le début du XX^{ème} siècle dans tous les pays du monde la protection de la nature s'organise.</p> <p>On note en France la promulgation de la loi du 21 avril 1906 organisant la protection des sites et celle du 20 avril 1910 contre les abus de l'affichage-réclame. Plus tard, ce sera la loi du 2 mai 1930 qui venant combler les lacunes de la loi de 1906, permettra d'assurer la protection des sites de manière plus efficace.</p> <p>Par ailleurs, dès 1913, l'Administration des Eaux-et-Forêts créait un parc de 13.000 hectares dans le massif de la Barre des Edrins et du Feloux. Plus tard, ce furent les réserves scientifiques de la Camargue, du Languedoc et de Médocville, créées par la Société nationale d'Acclimatation en France.</p> <p>Ainsi, la France s'est toujours préoccupée, tant par l'action de son gouvernement que par celle de ses sociétés savantes d'assurer la protection de la nature.</p> <p>Des écrivains n'ont pas hésité à intervenir naguère lorsque les séries artistiques de la forêt de Fontainebleau se trouvaient menacées.</p> <p>Après avoir souligné l'importance que revêtait pour la France soustraite par la guerre, la sauvegarde du patrimoine qui représente les beautés naturelles du pays, M. WOLFF conclut que la création d'un Conseil National de la Protection de la nature en France représentait une nécessité et ne pouvait qu'être favorablement accueillie par le Ministre de l'Education Nationale.</p> <p>Il termine en exprimant sa confiance dans l'oeuvre qui sera accomplie par le Conseil.</p> <p>M. DANIS remercie au nom de la Direction générale de l'Architecture et M. RIVET au nom de la Direction générale des Eaux-et-Forêts.</p> <p>M. FLON, après avoir exposé les conditions dans lesquelles fut envisagé, puis préparé, le décret du 27 novembre 1946 instituant un Conseil National de la Protection de la Nature en France, résume en quelques mots le rôle que devra assumer le Conseil</p> <ol style="list-style-type: none">1*) dresser un inventaire des parcs nationaux et réserves2*) préparer une législation. <p style="text-align: center;">.....</p>	<p style="text-align: center;">Séance inaugurale du 13 janvier 1947</p> <p style="text-align: center;">Archives nationales</p> <p style="text-align: center;">20070642/1</p>
--	--

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Secrétariat général du débat sur la transition énergétique

<p>Première réunion du Conseil National du débat sur la transition énergétique 13 décembre 2012 14h-17h Compte-rendu synthétique</p> <p>Mot d'accueil du Président Delevoe</p> <p>Laurence Tubiana remercie le Président Delevoe et ouvre la séance en rappelant les trois grands points à l'ordre du jour :</p> <ul style="list-style-type: none">- la finalisation de la charte- la réflexion sur l'organisation et le calendrier du débat- la discussion sur le groupe d'experts <p>Ella ajoute à cet ordre du jour la nécessité de commencer à réfléchir (pour décision ultérieure) au mode de délibération et à la gouvernance du Conseil national (vote, consensus...), à trancher en janvier.</p> <p>1. Discussion sur le projet de charte</p> <p>La CFE-CGC intervient sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- L'absence des problématiques de l'emploi et de la compétitivité dans la charte, qui sont pourtant des éléments essentiels de l'appropriation du débat par les citoyens.- La question du panel de citoyens et le besoin de mieux comprendre comment il est désigné.- La question du comité de liaison avec les entreprises. La CFE-CGC souhaite y être présente si doivent être évoquées dans ce groupe des questions relatives au dialogue social, à la formation. Si les syndicats n'y sont pas présents, les questions liées au dialogue social ne doivent pas être y traitées. <p>Le RAC intervient sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- Les infrastructures de transport doivent être incluses dans le débat.- La possibilité de travailler sur des scénarios de sortie du nucléaire doit figurer dans la charte.- Les mentions des échéances de 2020/2025 doivent être harmonisées dans les documents, en prenant en compte les engagements du Président de la République sur la hausse du niveau d'ambition concernant le rythme de réduction des émissions de gaz à effet de serre.- Il faudrait établir un accord avec les grandes entreprises sur leur communication, afin qu'elle soit modérée pour la durée du débat (comme lors du débat de 2003).- Le RAC est opposé à ce que le comité de pilotage porte la communication du débat, et souhaite qu'un plan de communication soit réalisé par le secrétariat général et validé par le Conseil.- La synthèse de débats devrait être validée par le Conseil. <p>FNE :</p> <ul style="list-style-type: none">- Il faut clarifier la composition du groupe de contact des entreprises et notamment savoir si les PME, les acteurs de l'efficacité énergétique (bâtiment), les EnR... en feront partie. Ce groupe ne doit pas comprendre que les très gros producteurs.- Concernant les conférences de citoyens, la proposition actuelle n'est pas tenable. Il faut de vraies formations avec des délais entre les jours de formation pour l'appropriation. Pour l'heure ce sont des conférences de consensus au rabais, que l'on compense par un grand nombre (26). Il faut 2-3 conférences de citoyens sur 2-3 sujets phares	<p>Première réunion du Conseil national du débat sur la transition énergétique 13 décembre 2012 Extrait du compte-rendu synthétique</p> <p>Archives nationales</p> <p>20150216/1</p>
--	--


Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Observatoire des effets du réchauffement climatique

<p style="text-align: center;">Stratégie nationale d'adaptation au changement climatique</p> <p style="text-align: center;">Esquisse</p> <p>De quoi s'agit-il ?</p> <p>Définition des concepts de variabilité climatique et dérive climatique (climats passés, présent et futurs). Face à l'incertitude climatique, définition des impacts de l'adaptation, de la vulnérabilité. Description de l'état des lieux, et des problèmes rencontrés avec la politique climatique. Adaptation et atténuation : s'engager dans des mesures d'adaptation peut aider à promouvoir une stratégie de prévention.</p> <p>Quelle que soit l'ampleur des mesures de prévention, qui devront d'ailleurs être appliquées au niveau mondial, il faudra malgré tout s'adapter à un nouveau climat.</p> <p>Exemples d'adaptation : les risques à affronter seront pour l'essentiel dans la continuité des risques actuels, mais on ne peut exclure des risques nouveaux.</p> <ul style="list-style-type: none">○ modifications des pratiques de gestion des forêts○ revoir les règlements relatifs à la gestion de l'eau○ choisir des cultures mieux adaptées○ modifier le code de la construction○ modifier les critères relatifs à la salubrité des logements○ améliorer la protection contre les inondations○ définir la construction d'une route en tenant compte des risques futurs (niveau de la mer, augmentation des éboulements liés aux précipitations, inondations,...) et de leurs implications sur le coût de maintenance par exemple○ ... <p>Principales motivations pour la mise en œuvre de l'adaptation</p> <ul style="list-style-type: none">➤ réduire les coûts et les conséquences des impacts en réduisant la vulnérabilité.➤ tirer le meilleur parti des effets positifs possibles.➤ équité et cohésion sociale: protéger les plus faibles, qui sont les plus menacés.➤ avantages dérivés en conduisant une réflexion plus approfondie sur les effets possibles du climat présent, et en mettant en œuvre des mesures utiles dès aujourd'hui.	<p style="text-align: center;">3ème conseil d'orientation de l'observatoire, 19 novembre 2004 « Stratégie nationale d'adaptation du changement climatique », esquisse Extrait</p> <p style="text-align: center;">Archives nationales</p> <p style="text-align: center;">20150479/6</p>
---	--

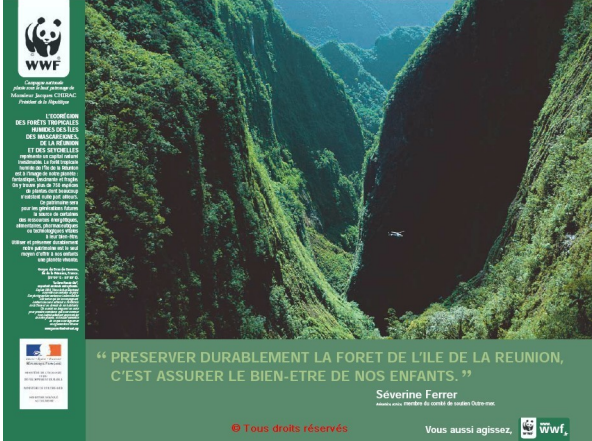
Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

« Un geste pour ma terre, ta terre, sa terre, notre terre »

	<p>Secrétariat général du ministère de l'écologie et du développement durable</p> <p>Archives nationales</p> <p>« un geste pour ma terre, ta terre, sa terre, notre terre », journées de l'environnement du 5 au 10 juin 1993,</p> <p>Affiche 20x30 cm, couleur, 1993</p> <p>Cote 20070641/1</p>
--	--


Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Campagne nationale WWF, en partenariat avec le ministère, en faveur du patrimoine naturel de l'Outre-mer

 <p>« L'écorégion des forêts tropicales humides des îles des Mascareignes, de la Réunion et des Seychelles - »</p> <p>Archives nationales</p> <p>Affiche 60x80 cm, couleur, 2004</p> <p>20070117/5</p>	
---	--

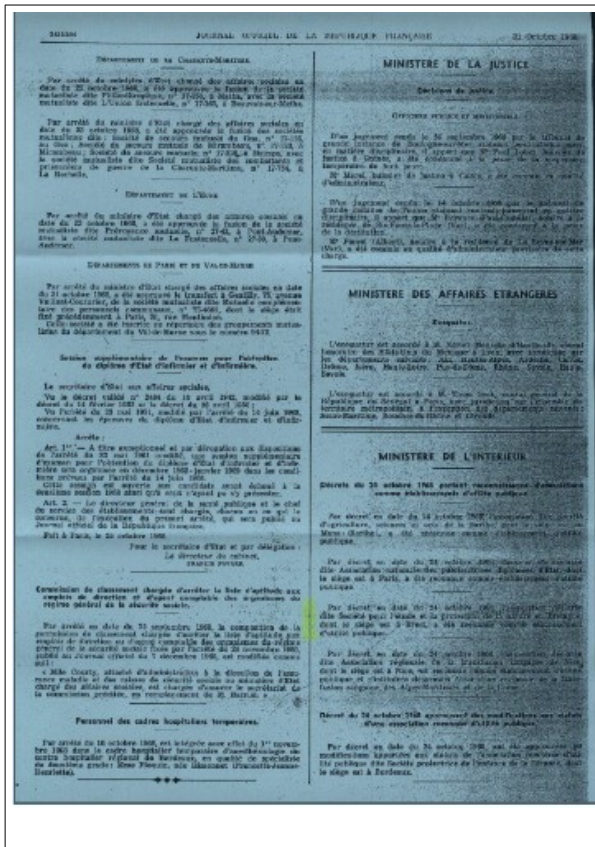
Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Campagnes "Gardez la France propre", "Vacances propres"

 <p>© Tous droits réservés</p> <p>ICI</p> <p>centre de réglage de carburateurs</p>	<p>« Garder la France propre - Centre de réglage de carburant »,</p> <p>Archives nationales</p> <p>Affiche 60x80 cm, couleur décembre 1981 17 mars 1982</p> <p>20070111/7</p>
---	---

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Bretagne Vivante - Société pour l'étude de la protection de la nature en Bretagne




Bretagne Vivante - Société pour l'étude de la protection de la nature en Bretagne

Décret d'utilité publique, Octobre 1968

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Eure-et-Loir Nature

 <p>The image shows the cover of a magazine titled 'La Garzette'. The title is written in a large, elegant cursive font. Below the title, there is a green horizontal bar with white text listing various topics: 'Faune Flore Environnement Agriculture Énergie Transport Déchets'. The main cover image is a close-up of a purple flower with six petals and a dark center, set against a blurred background of green leaves and brown earth. Below the main image, the text 'Flours de printemps' is written in a cursive font. At the bottom of the cover, there are three small rectangular images showing different natural scenes: a rocky streambed, a green field, and a close-up of a textured surface.</p>	<p>Eure-et-Loire Nature</p> <p>Bulletin d'informations « La Garzette »</p>
---	--

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

France nature environnement

<p>Observatoire</p> <p>Observatoire de la Mer Noire d'Érika. avec G. Bouchard.</p> <p>Évaluation d'impact écologique et suivi de la restauration.</p> <p>Esprit de l'écologie</p> <p>Le but de ce projet est de créer un observatoire de la mer Noire qui sera un lieu de rencontre et de réflexion pour les acteurs de la mer Noire et de l'écosystème méditerranéen. Le projet est financé par le Département de la Mer Noire et de l'Écosystème Méditerranéen (DMM) et le Centre de Recherche et d'Études de la Mer Noire (CERMN).</p> <p>Le projet</p> <p>Le projet est financé par le Département de la Mer Noire et de l'Écosystème Méditerranéen (DMM) et le Centre de Recherche et d'Études de la Mer Noire (CERMN).</p> <p>Financement</p> <p>Le projet est financé par le Département de la Mer Noire et de l'Écosystème Méditerranéen (DMM) et le Centre de Recherche et d'Études de la Mer Noire (CERMN).</p> <p>Objectifs</p> <p>Le projet a pour objectif de créer un observatoire de la mer Noire qui sera un lieu de rencontre et de réflexion pour les acteurs de la mer Noire et de l'écosystème méditerranéen.</p> <p>Le contenu de l'observatoire</p> <p>Le contenu de l'observatoire sera constitué de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un comité de pilotage - un comité scientifique - un comité de suivi - un comité de concertation <p>Le contenu de l'observatoire</p> <p>Le contenu de l'observatoire sera constitué de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un comité de pilotage - un comité scientifique - un comité de suivi - un comité de concertation <p>Le contenu de l'observatoire</p> <p>Le contenu de l'observatoire sera constitué de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un comité de pilotage - un comité scientifique - un comité de suivi - un comité de concertation 	<p>Archives nationales</p> <p>Cote 217AS/134</p> <p>Note de Jean-Pierre Raffin sur le projet d'Observatoire de la mer Noire de l'Erika. 10 janvier 2000. Page 1.</p>
---	--

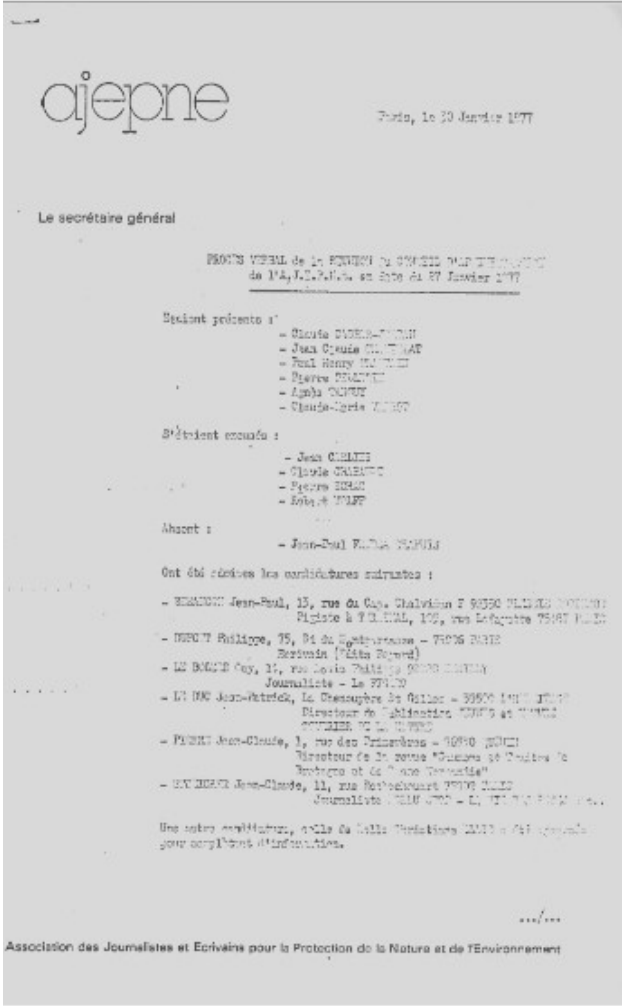
Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Indre nature




Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Journalistes et écrivains de la nature et de l'environnement

 <p>ajepne</p> <p>Paris, le 27 Janvier 1977</p> <p>Le secrétaire général</p> <p>PROCÈS VERBAL de la RÉUNION du CONSEIL D'ADMINISTRATION de l'A.J.E.P.N.E. en date du 27 Janvier 1977</p> <p>Se sont présentés :</p> <ul style="list-style-type: none">- Claude DUBREUIL- Jean Claude MATHIAS- Paul Henry MATHIAS- Pierre MATHIAS- Lydie MATHIAS- Claude-Josée MATHIAS <p>Se sont excusés :</p> <ul style="list-style-type: none">- Jean CHATEL- Claude CHATEL- Pierre MATHIAS- Etienne MATHIAS <p>Absent :</p> <ul style="list-style-type: none">- Jean-Paul F. MATHIAS <p>Ont été déposés les candidatures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- BERANGER Jean-Paul, 15, rue de Gde. Chaulvign F 93500 PLEIN PLEIN (Paris) - Régiste à F. MATHIAS, 100, rue Lafayette 75001 PARIS- DEPUT Phillipe, 75, Bd de Sebastopol - 75006 PARIS - Bernard (M. de la Seine)- DE BANGE Guy, 17, rue Louis Pasteur 93000 PLEIN PLEIN - Journaliste - Le PLEIN- LE HOC Jean-Patrick, 14, Chemin de St Gilles - 93500 PLEIN PLEIN - Directeur de l'Administration GUY et MATHIAS - Journaliste - Le PLEIN- PIERRE Jean-Claude, 1, rue des Carmélites - 93000 PLEIN PLEIN - Directeur de la zone "Nature et Environnement" - Bernard et de "zone Nature et Environnement"- MATHIAS Jean-Claude, 11, rue Sebastopol 93000 PLEIN PLEIN - Journaliste - LE PLEIN - M. MATHIAS <p>Une autre candidature, celle de Mlle Christiane MATHIAS a été déposée pour compléter l'administration.</p> <p>Association des Journalistes et Ecrivains pour la Protection de la Nature et de l'Environnement</p>	<p>Archives nationales</p> <p>Cote 227AS/1</p> <p>Procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de l'Association des journalistes-écrivains pour la nature et l'environnement (AJEPNE) du 27 janvier 1977.</p>
---	--

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Les amis de la terre

 <p>OUVRIR LES YEUX, OU René DUMONT DISPARAITRE CANDIDAT DE L'ÉCOLOGIE</p>	<p>Archives nationales</p> <p>Cote 20050519/12</p> <p>“ OUVRIR LES YEUX, OU.../[...]/DISPARAITRE/[...] ”, campagne électorale, BATEAUX-MOUCHES (reprographie), [1974], photo de Roger Viollet d'après une peinture de Brueghel, [La parabole des aveugles (Naples, Museo e Gallerie Nazionali de Capodimonte)] 40 x 60 cm, couleur.</p>
--	---

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Loiret nature environnement

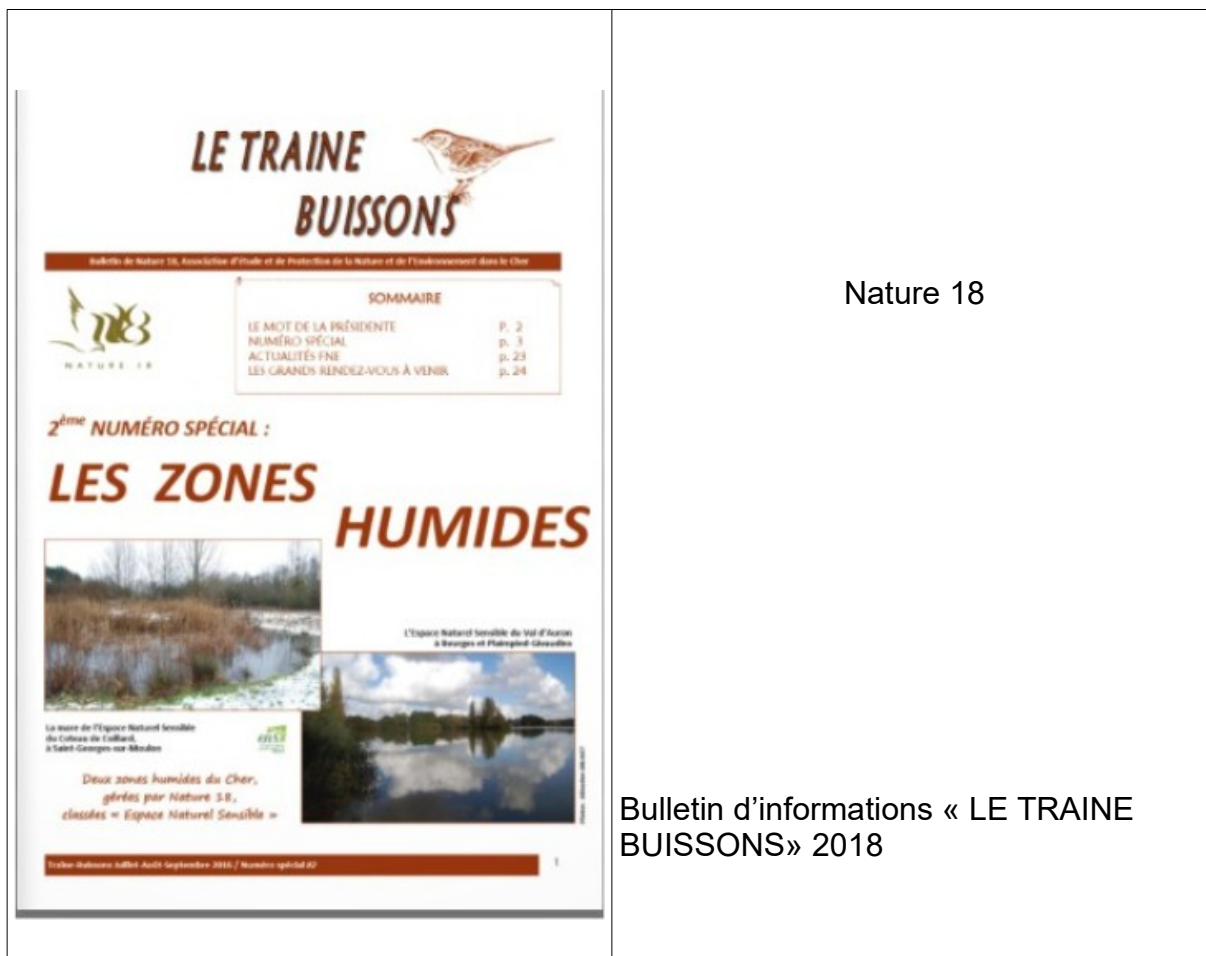


Loiret nature environnement

Mission de surveillance et d'étude à la Réserve de Saint-Mesmin, 2007.

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Nature 18



Nature 18

Bulletin d'informations « LE TRAINÉ BUISSONS » 2018

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Société des Amis des Sciences Naturelles et du Muséum de Rouen



Société des Amis des Sciences Naturelles et du Muséum de Rouen



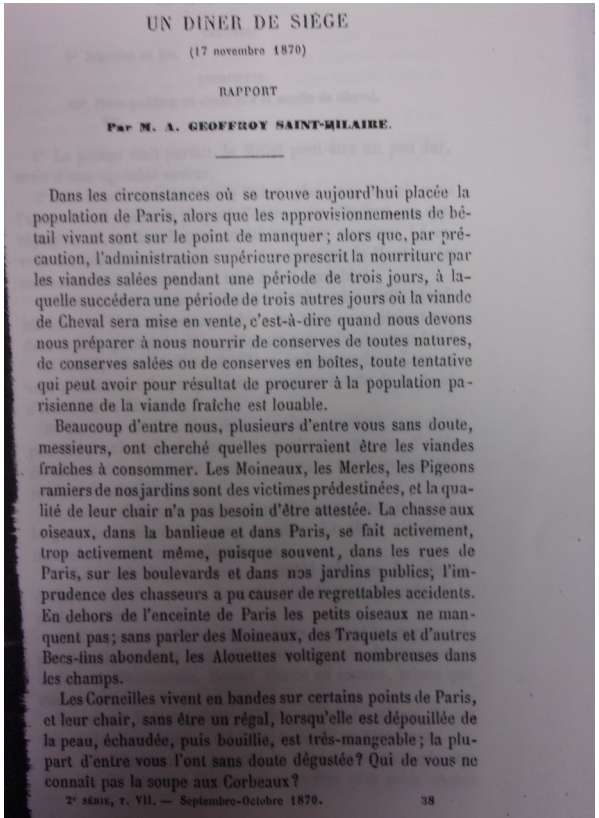
Bulletins SASNMR 1990, 2013

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement
Société d'Étude, de Protection et d'Aménagement de la Nature en Touraine

 <p>Assemblée générale 15 février 2014</p> <p>Rapport d'activité 2013</p> <p>1</p>	<p>Société d'Étude, de Protection et d'Aménagement de la Nature en Touraine</p>
	<p>Rapport d'activité 2013</p>


Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Société nationale d'acclimatation

 <p>UN DINER DE SIEGE (17 novembre 1870) RAPPORT Par M. A. GEOFFROY SAINT-HILAIRE.</p> <p>Dans les circonstances où se trouve aujourd'hui placée la population de Paris, alors que les approvisionnements de bétail vivant sont sur le point de manquer; alors que, par précaution, l'administration supérieure prescrit la nourriture par les viandes salées pendant une période de trois jours, à laquelle succédera une période de trois autres jours où la viande de Cheval sera mise en vente, c'est-à-dire quand nous devons nous préparer à nous nourrir de conserves de toutes natures, de conserves salées ou de conserves en boîtes, toute tentative qui peut avoir pour résultat de procurer à la population parisienne de la viande fraîche est louable.</p> <p>Beaucoup d'entre nous, plusieurs d'entre vous sans doute, messieurs, ont cherché quelles pourraient être les viandes fraîches à consommer. Les Moineaux, les Merles, les Pigeons ramiers de nos jardins sont des victimes prédestinées, et la qualité de leur chair n'a pas besoin d'être attestée. La chasse aux oiseaux, dans la banlieue et dans Paris, se fait activement, trop activement même, puisque souvent, dans les rues de Paris, sur les boulevards et dans nos jardins publics, l'imprudence des chasseurs a pu causer de regrettables accidents. En dehors de l'enceinte de Paris les petits oiseaux ne manquent pas; sans parler des Moineaux, des Traquets et d'autres Becs-fins abondent, les Alouettes voltigent nombreuses dans les champs.</p> <p>Les Corneilles vivent en bandes sur certains points de Paris, et leur chair, sans être un régal, lorsqu'elle est dépouillée de la peau, échaudée, puis bouillie, est très-mangeable; la plupart d'entre vous l'ont sans doute dégustée? Qui de vous ne connaît pas la soupe aux Corbeaux?</p> <p>2^e SÉRIE, T. VII. — Septembre-Octobre 1870. 38</p>	<p>Un dîner du siège</p> <p>Extrait du rapport de M. A Geoffroy Saint-Hilaire</p> <p>Archives nationales</p> <p>20210530/3</p>
---	--

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Sologne Nature



Sologne Nature Environnement Infos

Lettre d'information trimestrielle de Sologne Nature Environnement

Édito

Attention aux « Fake news » !

Ce terme d'outre atlantique devenu à la mode sur notre continent concerne également et depuis toujours l'actualité de notre environnement dans tous les sens du terme.

Sommaire

Édito.....	1
Actualités.....	2
Sept pélagiques en France et pourquoi pas en de plus en Sologne ?.....	2
Historicité cachée et déni de nos faits : le gouvernement fait fausse route.....	4
300 ans l'empire.....	5
Forme E-Jure de Sologne.....	6
Mauvaise veine de la S.....	7
Des chasses-ourts dans nos greniers ?.....	7
Ve de l'association.....	9
De nouveaux sites à SNE.....	9
Collectes d'un réseau d'échiquier de versants autour du Jardié !.....	12
La couche invisible : Archéologie, documentation et chasse pour les faunes de nos habitats.....	13
Les petits gestes qui changent ont les chasses.....	13
La couche invisible : Archéologie, documentation et chasse pour les faunes de nos habitats.....	13
Colloquium.....	19
Comité de rédaction.....	16

Numéro 109
Avril - Mai - Juin 2018

Sologne Nature Environnement

Sologne Nature

Sologne Nature Infos n°109, juin 2018

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Index des institutions et associations

Agence de l'eau Loire-Bretagne.....	765, 807, 847, 897, 996, 1064
Agence de l'eau Seine-Normandie.....	726, 807, 823, 847, 902, 1064
Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.....	123, 131, 133, 140, 238, 241, 689, 897
Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie de Haute-Normandie.....	647
Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie de la Réunion.....	138
Agence de presse écologie.....	544
Agence financière de bassin Seine-Normandie.....	370
Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement.....	140
Agence française de sécurité sanitaire des aliments.....	140
Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé.....	142
Agence française pour la biodiversité.....	113, 807, 975
Agence française pour la maîtrise de l'énergie.....	41, 43, 55, 122, 125, 127, 131, 529
Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique.....	84
Agence France Presse.....	924
Agence internationale de l'énergie.....	240
Agence internationale de l'énergie atomique.....	249, 257, 261, 271
Agence nationale de valorisation de la recherche.....	43
Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.....	257, 966
Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets.....	129, 132, 389
Agence pour la coopération technique et industrielle.....	475
Agence pour la qualité de l'air.....	124, 131
Agence pour les économies d'énergie.....	122, 127, 131
Agence régionale de l'environnement de Haute-Normandie.....	1027
Agence régionale de la biodiversité.....	114
Agence régionale de santé Centre-Val de Loire.....	847, 897, 996, 1044
Agence régionale de santé de Haute-Normandie.....	647
Agence régionale pour l'environnement.....	858
Agir ensemble à Marolles.....	604
Agir pour l'environnement.....	523
AgroParisTech.....	15, 507, 522, 545, 547, 555, 567, 623, 627, 634, 850
Alternative rouge et verte.....	611
Amicale des Vallées.....	789
Amicale des Vallées du Bassin de l'Eure et Vallées limitrophes.....	877
Amis de la Terre.....	543
Amis du muséum d'histoire naturelle de Chartres.....	843
Archives départementales de l'Ain.....	378, 445, 449, 564
Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence.....	610, 632
Archives départementales des Alpes-Maritimes.....	138, 377, 499, 515
Archives départementales des Ardennes.....	759, 862
Archives départementales de l'Aube.....	366
Archives départementales des Bouches-du-Rhône.....	330
Archives départementales de la Charente-Maritime.....	603, 694, 758
Archives départementales du Cher.....	15, 17, 22, 361

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Archives départementales de la Corse-du-Sud.....	801
Archives départementales de la Côte-d'Or.....	136, 361
Archives départementales des Côtes-d'Armor.....	231, 362
Archives départementales de la Dordogne.....	802
Archives départementales du Doubs.....	137, 191, 366, 439
Archives départementales d'Eure-et-Loir.....	15, 17, 22
Archives départementales du Finistère 15, 17, 22, 232, 289, 363, 433, 489, 498, 577, 785, 1068	
Archives départementales de l'Hérault.....	208, 588
Archives départementales d'Ille-et-Vilaine.....	327, 523
Archives départementales de l'Indre.....	15, 17, 22, 609, 919
Archives départementales d'Indre-et-Loire.....	15, 17, 22
Archives départementales de la Loire.....	380
Archives départementales de la Loire-Atlantique.....	328, 373, 617
Archives départementales de la Haute-Loire.....	546
Archives départementales du Loir-et-Cher.....	15, 17, 22
Archives départementales du Loiret.....	15, 17, 22, 190, 360, 407
Archives départementales de la Lozère.....	528
Archives départementales de la Manche.....	635
Archives départementales du Morbihan.....	217, 289, 365, 405, 433, 501
Archives départementales de Moselle.....	566
Archives départementales du Nord.....	525
Archives départementales du Puy-de-Dôme.....	189, 502
Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques.....	761
Archives départementales du Haut-Rhin.....	189, 326, 356, 432
Archives départementales du Rhône.....	195, 883
Archives départementales de Paris.....	281, 370
Archives départementales de la Seine-Maritime. 15, 17, 22, 156, 368, 370, 409, 526, 641, 648, 670, 680, 682, 689, 692, 697, 703, 717, 722, 728, 732, 781, 783, 799, 824, 840, 903, 908, 993, 1008, 1010, 1013, 1036, 1056, 1059, 1070	
Archives départementales de Seine-et-Marne.....	552, 712
Archives départementales des Yvelines.....	542
Archives départementales des Deux-Sèvres.....	695
Archives départementales du Vaucluse.....	562
Archives départementales de Vendée.....	556, 798
Archives départementales de la Vienne.....	193, 210, 330, 374, 377, 410, 443
Archives départementales de la Haute-Vienne.....	209, 327, 372, 953
Archives départementales des Vosges.....	693
Archives départementales du Val-de-Marne.....	371, 441 sv, 605, 607, 652, 699, 759, 906
Archives départementales de la Martinique.....	195, 211, 381, 452, 618
Archives départementales de la Réunion.....	138
Archives départementales de Mayotte.....	157
Archives municipales d'Orléans.....	607
Archives nationales 15, 17, 22, 26, 35, 41, 51, 57, 61, 88, 93, 98, 102, 104, 106, 109, 112, 114, 116, 123, 128, 141, 143, 153, 158, 166, 257, 262, 268, 288, 311, 316 ,	

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

331, 336, 384, 411, 413, 415, 453, 464, 469, 476, 493, 503, 508, 570, 725, 876, 910, 925

Asse-Rancure.....	610
Assemblée nationale.....	39, 60, 257, 547, 992, 1073
Association Circé.....	758
Association Connaissance de la flore de l'Ain.....	563
Association de défense des Monts d'Auriat.....	957
Association de défense et de sauvegarde du cadre de vie et de l'environnement de Garnay.....	879
Association de l'Industrie et du Commerce pour l'Environnement Normand.....	648
Association de veille environnementale du Cher.....	629
Association des amis du parc national des Cévennes.....	528
Association des journalistes de l'environnement.....	924
Association des journalistes pour la protection de la nature et de l'environnement	613
Association des journalistes-écrivains pour la nature.....	924
Association des journalistes-écrivains pour la nature et l'environnement.....	924
Association des musées de culture scientifique, technique et industrielle.....	840
Association des régions de France.....	544
Association des usagers de la plaine alluviale de l'estuaire de la Seine.....	647
Association Droit au vélo.....	529
Association du parc national culturel des Cévennes.....	528
Association entomologique d'Évreux.....	696
Association fédérative régionale pour la protection de la nature.....	654
Association FERUS.....	1030
Association française des cadres dirigeants pour le progrès social et économique	569
Association française du gaz naturel véhicule.....	242
Association Haute-Normandie Nature-Environnement.....	670
Association logonnaise pour la défense de l'environnement.....	741
Association nationale pour l'étude de la communauté de la Loire et de ses affluents	891
Association pour l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement.....	517, 519, 537, 558, 572, 582, 586, 590, 596, 614, 621, 630, 638, 644, 655, 658, 662, 666, 676, 686, 701, 706, 709, 714, 719, 738, 742, 745, 750, 766, 771, 778, 789, 794, 807, 814, 819, 826, 829, 833, 837, 847, 864, 879, 885, 888, 897, 915, 931, 934, 937, 941, 946, 953, 975, 982, 989, 997, 1004, 1019, 1032, 1045, 1052, 1064, 1067
Association pour la défense de la qualité de la vie en Val de Loire.....	1052
Association pour la prévention de la pollution atmosphérique.....	16
Association pour la protection de l'environnement et de la qualité de la vie.....	606
Association pour la protection des animaux sauvages.....	1003, 1030
Association pour la protection des salmonidés en Bretagne – Basse-Normandie.	831
Association pour la protection du site du Loiret.....	606
Association pour la protection du site et de la salubrité de Voves.....	879
Association pour la sauvegarde de Saint-Pierre.....	618
Association pour la valorisation des coteaux Luynois.....	806
Association pour le contrôle et l'information sur la radioactivité.....	971
Association pour le management des risques et des assurances dans l'entreprise	569

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Association rochelaise de pêche à la vapeur.....	602
Association santé protection et information environnement.....	709
Association universitaire limousine pour l'étude et la protection de l'environnement	968
Autorité de sûreté nucléaire.....	1051
Bio Centre.....	930
BirdLife.....	946
Bon'Eure de Vivre.....	806
Bretagne Vivante.....	534
Bureau de recherches géologiques et minières.....	42, 72, 244, 418, 444
Caisse des dépôts et consignations.....	847, 1009
Castel vie et joie.....	806
Centre d'études et de recherche de biologie et d'océanographie médicale.....	514
Centre d'études et de recherches sur les économies d'énergie.....	127
Centre d'études supérieures d'aménagement.....	532, 763, 1015
Centre d'information sur l'énergie et l'environnement.....	523
Centre de documentation de recherche et d'expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux.....	287, 426
Centre de recherche bretonne et celtique.....	574
Centre de recherches sur la biologie des populations d'oiseaux.....	177
Centre des monuments	946
Centre International de formation pour la gestion des ressources en eau.....	35
Centre international de recherche sur l'environnement et le développement..	509, 512
Centre interdisciplinaire de recherche sur l'écologie.....	507, 522, 545, 547, 555, 567, 623, 627, 634
Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes.....	509, 512
Centre national d'études des télécommunications.....	171
Centre national d'études vétérinaires et alimentaires.....	142
Centre national d'exploitation des océans.....	171
Centre national d'études spatiales.....	171, 216
Centre national de la recherche scientifique.....	632
Centre national pour l'exploitation des océans.....	36, 41, 116, 216, 286
Centre permanent d'initiation à l'environnement Touraine – Val de Loire.....	675
Centre régional d'études historiques de l'Ouest parisien.....	542
Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage.....	227
Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage Atlantique d'Étel.....	217
Cercle Condorcet du Mantois.....	542
Chambre d'agriculture d'Eure-et-Loir.....	847
Chambre d'agriculture d'Indre-et-Loire.....	765
Chambre d'agriculture de la Seine-Maritime.....	726
Changement climatique.....	69, 77, 80, 90, 92, 96, 108, 111, 123, 154, 172, 178, 234, 413, 512, 547, 633, 690, 736, 756, 841, 894, 903, 1017, 1058
Charbonnages de France.....	40, 42, 72
Chemins et paysages.....	1004
Chêne.....	1055
Chiroveille.....	774
Climate action network.....	529

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Collectif national Stop Melox et Mox.....	562
Collectif Stop Melox.....	561
Comité 21.....	510
Comité central des pêches maritimes.....	476, 479
Comité d'orientation pour la réduction de la pollution des eaux par les nitrates.....	338
Comité d'étude et de liaison des intérêts bretons.....	517
Comité d'histoire du ministère de la transition écologique et solidaire.....	15
Comité d'intervention et d'action pour la nature et l'environnement.....	167
Comité d'orientation pour la réduction de la pollution des eaux par les nitrates....	283, 417
Comité de défense des sites lyonnais.....	881
Comité de défense du quartier des Moulins Neufs.....	877, 879
Comité de l'eau.....	62
Comité de la prévention et de la précaution.....	73
Comité de liaison anti-canal Ile-de-France.....	883
Comité de liaison énergies renouvelables.....	962
Comité départemental de la protection de la nature et de l'environnement.....	1044
Comité départemental du patrimoine et de l'archéologie.....	1004
Comité départemental protection nature et environnement Loir-et-Cher.....	937
Comité français pour l'environnement et le développement durable.....	510
Comité Géothermie.....	125
Comité interministériel d'action pour la nature et l'environnement. .	26, 304, 307, 340, 400, 496
Comité interministériel de la coopération internationale et du développement.....	91
Comité interministériel de la sécurité nucléaire.....	48
Comité Interministériel pour l'aménagement de la nature et de l'environnement....	503
Comité international pour la protection des eaux du Léman.....	448
Comité national de l'eau.....	283, 342
Comité national des pêches maritimes et des élevages marins.....	478
Comité scientifique et technique des pêches maritimes.....	465
Comité technique permanent des barrages et ouvrages hydrauliques.....	415
Commissariat à l'énergie atomique.....	39, 72, 150, 249, 257, 968
Commissariat à l'énergie solaire.....	41, 127, 131
Commissariat général au développement durable.....	158, 166
Commission baleinière internationale.....	294, 466
Commission Coppens pour la préparation de la Charte de l'environnement.....	89
Commission de l'eau.....	353
Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité.....	963, 967
Commission des pêches de l'atlantique Centre-Ouest.....	465
Commission des recherches scientifiques sur la sécurité dans les mines et carrières	253
Commission du développement durable.....	74
Commission for the northwest atlantic fisheries.....	483
Commission française du développement durable.....	169, 523
Commission Interministérielle d'étude de la nappe phréatique de la plaine d'Alsace	359

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Commission interministérielle des comptes du patrimoine naturel.....	319
Commission internationale baleinière.....	468
Commission Internationale d'étude des crues du Rhin.....	359
Commission internationale de l'irrigation et du drainage.....	338
Commission internationale des pêches de l'Atlantique du Sud-Est.....	465, 479
Commission internationale pour la protection des eaux du Léman.....	341, 447, 450
Commission internationale pour la protection du Rhin contre la pollution.....	359
Commission méditerranéenne du développement durable.....	510
Commission nationale d'aménagement et de développement du territoire.....	82
Commission nationale du débat public.....	61
Commission permanente d'étude et de protection des eaux, du sous-sol et des cavernes de Lorraine.....	565
Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'antarctique	477
Communauté économique européenne.....	127, 162, 199, 203, 465, 468, 475
Communauté européenne du charbon et de l'acier.....	251
Compagnie générale de traction sur les voies navigables.....	354
Compagnie générale des matières nucléaires.....	72, 257, 259
Compagnie générale des matières premières.....	963, 966, 968
Compagnie nationale du Rhône.....	40, 42, 72, 242, 245, 255, 450
Confédération écologiste.....	543, 850, 852, 854, 856, 860
Confédération française démocratique du travail.....	521, 565
Confédération générale du travail.....	565
Confédération paysanne.....	732
Confédération paysanne 28.....	877, 879
Conseil conjoint Énergie - Environnement.....	62
Conseil consultatif des établissements classés.....	398
Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement du Loir-et-Cher...982, 1004	
Conseil de l'union européenne.....	62
Conseil de politique nucléaire.....	106
Conseil départemental d'Eure-et-Loir.....	847
Conseil départemental d'Indre-et-Loire.....	765, 819, 946
Conseil départemental du Cher.....	774, 996
Conseil départemental du Loir-et-Cher.....	792, 794, 819, 1003, 1044
Conseil des communautés européennes.....	62
Conseil économique social et environnemental.....	97
Conseil économique, social et environnemental.....	103
Conseil général de l'environnement et du développement durable.....	115
Conseil général de l'Eure.....	903
Conseil général de la Seine-Maritime.....	903
Conseil général des mines.....	115
Conseil général des pêches en Méditerranée.....	479
Conseil général des ponts et chaussées.....	81, 115, 117, 120
Conseil général du Calvados.....	903
Conseil général du génie rural ,des eaux et forêts.....	81
Conseil général du Loir-et-Cher.....	593
Conseil international pour l'exploration de la mer.....	468

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Conseil national d'évaluation de la recherche.....	569
Conseil national de l'eau.....	342
Conseil national de l'air.....	401
Conseil national de la chasse et de la faune sauvage.....	296
Conseil national de la protection de la nature.....	302, 305, 614, 1056
Conseil national du débat sur la transition énergétique.....	164
Conseil national du développement durable.....	165
Conseil national inter-régional des Verts.....	523, 850
Conseil national sur la transition écologique.....	165
Conseil régional Centre-Val de Loire. 17, 22, 765, 774, 806, 847, 897, 946, 996, 1044	
Conseil régional de Basse-Normandie.....	903
Conseil régional de Haute-Normandie.....	647, 903
Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur.....	550, 562
Conseil scientifique du patrimoine naturel et de la biodiversité.....	89
Conseil supérieur d'hygiène publique.....	343
Conseil supérieur d'hygiène publique de France.....	35, 355
Conseil supérieur de l'électricité et du gaz.....	255
Conseil supérieur de la chasse.....	296, 300
Conseil supérieur de la météorologie.....	338
Conseil supérieur de la pêche.....	417
Conseil supérieur des établissements classés.....	398
Conseil supérieur des installations classées.....	398
Conservatoire aux espaces naturels de Loir-et-Cher.....	593
Conservatoire botanique alpin.....	593
Conservatoire botanique de Brest.....	589
Conservatoire botanique national de Brest.....	590
Conservatoire botanique national du Bassin parisien.....	807
Conservatoire d'espace naturels de la région Centre-Val de Loire.....	897
Conservatoire d'espaces naturels Centre-Val de Loire.....	533, 535, 988, 1040, 1044
Conservatoire d'espaces naturels Centre-Val de Loire.....	
antenne Indre-et-Loire/Loir-et-Cher.....	808
Conservatoire d'espaces naturels de Loir-et-Cher.....	807, 1003
Conservatoire d'espaces naturels de la région Centre.....	765
Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.....	285, 307, 319, 321, 503
Conservatoire des espaces naturels.....	996
Conservatoire des sites lorrains.....	565
Conservatoire du littoral.....	582, 620
Conservatoire permanent des réserves naturelles.....	571
Conservatoire régional des espaces naturels de Bretagne.....	572
Conservatoire régional du patrimoine naturel Centre.....	894
Consommation et environnement.....	637
Coordination limousine anti-déchets.....	967
CPIE Brenne Berry.....	765
Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.....	36, 49, 318, 516
Délégation à la qualité de la vie.....	52, 167, 181, 186, 188
Délégation au développement durable.....	169
Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité du territoire.....	49

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Démocratie libérale.....	60
Direction de l'administration générale et des gens de mer.....	222
Direction de l'architecture et de l'urbanisme.....	454, 457
Direction de l'eau.....	283, 287, 331, 341, 344
Direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques.....	283, 382, 400
Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Mayotte.....	157
Direction de la flotte de commerce.....	223
Direction de la nature et des paysages. 163, 167, 179, 198, 284, 290, 298, 301, 305, 314, 316, 324, 453, 455, 461	
Direction de la prévention des pollutions et des nuisances.....	340, 382
Direction de la prévention des pollutions et des risques.....	382, 386, 392, 397
Direction de la protection de la nature.....	200, 284, 287, 304, 321, 323
Direction de la sécurité civile.....	411
Direction départementale de l'équipement du Rhône.....	194
Direction départementale de l'agriculture et de la forêt des Alpes-Maritimes.....	499
Direction départementale de l'agriculture et de la forêt des Bouches-du-Rhône.....	330
Direction départementale de l'agriculture et de la forêt du Morbihan.....	365, 500
Direction départementale de l'agriculture et de la forêt du Puy-de-Dôme.....	501
Direction départementale de l'équipement de l'Ain.....	378, 444, 447, 451
Direction départementale de l'équipement de l'Aube.....	365
Direction départementale de l'équipement de la Côte-d'Or.....	361
Direction départementale de l'équipement des Côtes-d'Armor.....	231, 362
Direction départementale de l'équipement du Doubs.....	367, 440
Direction départementale de l'équipement du Finistère.....	433
Direction départementale de l'équipement de la Loire.....	380
Direction départementale de l'équipement du Morbihan.....	289
Direction départementale de l'équipement du Haut-Rhin.....	326, 432
Direction départementale de l'équipement de la Martinique.....	195, 211, 380, 452
Direction départementale des affaires maritimes du Finistère.....	231, 489, 492, 497
Direction départementale des territoires de l'Ain.....	378
Direction départementale des territoires du Cher.....	360
Direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes.....	377, 499
Direction départementale des territoires et de la mer du Finistère.....	289, 363
Direction des affaires maritimes.....	212, 218, 463
Direction des études économiques et d'évaluation environnementale..166, 169, 174, 185	
Direction des pêches et des cultures marines.....	494
Direction des pêches maritimes et de l'aquaculture.....	20, 492
Direction des ports et de la navigation maritime.....	220, 222, 224, 226
Direction des ports maritimes et des voies navigables.....	354
Direction du transport maritime, des ports et du littoral.....	219, 286
Direction générale de l'administration, des finances et des affaires internationales	155, 201, 204, 206
Direction générale de l'énergie et des matières premières....122, 158, 160, 234, 238, 248, 257, 261, 270, 382	
Direction générale de l'énergie et du climat.....	122, 235
Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature.....	181, 284

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Direction générale de l'énergie et des matières premières.....	51
Direction générale de l'énergie et du climat.....	234, 236, 256
Direction générale de la prévention des risques.....	260, 382, 384, 389, 393
Direction générale de la sûreté nucléaire et de la radioprotection.....	256, 260, 264, 266, 271, 273, 275, 285
Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer.....	212, 220
Direction régionale de l'agriculture et de la forêt Centre-Val de Loire.....	807, 897
Direction régionale de l'environnement d'Alsace.....	356
Direction régionale de l'environnement d'Auvergne.....	189
Direction régionale de l'environnement de Bretagne.....	327
Direction régionale de l'environnement Centre.....	765, 1041
Direction régionale de l'environnement de Franche-Comté.....	192, 367, 439
Direction régionale de l'environnement d'Ile-de-France.....	371, 441
Direction régionale de l'environnement du Limousin.....	209, 327, 372
Direction régionale de l'environnement de Lorraine.....	565
Direction régionale de l'environnement du Pays-de-la-Loire.....	329, 373
Direction régionale de l'environnement de Poitou-Charentes.....	192, 210, 329, 376
Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bretagne.....	433
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre.....	408
Direction régionale de l'environnement, aménagement et logement Centre-Val-de-Loire.....	794, 806, 897, 946, 996, 1044
Direction régionale de l'environnement, aménagement et logement du Languedoc-Roussillon.....	208
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Haute-Normandie.....	156, 368, 408
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Poitou-Charentes.....	193
Direction régionale de l'équipement d'Ile-de-France.....	281, 370
Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie.....	647, 690
Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Poitou-Charentes.....	409, 442, 444
Eco Choix.....	1055
École d'ingénieurs de l'université de Tours en génie de l'aménagement.....	532
Écologie pour le Havre.....	1055
Ecomusée du Véron.....	765
Électricité de France.....	40, 42, 72
Entomologie tourangelle et ligérienne.....	532, 534, 806
Environnement, développement et action.....	512
Est-environnement.....	604
Estuaire Sud.....	1055
Etablissement public pour l'aménagement de la Loire et de ses affluents.....	892
Eure&Loir nature.....	1044
Europe-Écologie - Les Verts.....	15, 530, 547, 550, 584, 611, 624, 633, 850, 852, 854, 856, 858, 860, 988

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Fédération connaître et protéger la nature.....	996
Fédération de pêche d'Indre-et-Loire.....	765
Fédération départementale de pêche et de protection des milieux aquatiques d'Eure-et-Loir.....	846
Fédération départementale des chasseurs du Loir-et-Cher.....	982
Fédération des chasseurs d'Eure-et-Loir.....	847
Fédération des Clubs Connaître et Protéger la Nature.....	781
Fédération des clubs de protection de la nature.....	759
Fédération des conservatoires botaniques nationaux.....	590
Fédération des Œuvres Laïques du Cher.....	662
Fédération environnement Eure-et-Loir.....	738, 745, 789, 930, 1063
Fédération française des sociétés de protection de la nature	531, 534, 545, 613, 887, 920, 924, 952
Fédération française des sociétés de sciences naturelles.....	1031
Fédération Haute-Normandie nature-environnement.....	648
Fédération internationale des journalistes de l'environnement.....	922, 924
Fédération limousine pour l'étude et la protection de la nature.....	952
Fédération mondiale des cités unies.....	509
Fédération nationale de l'agriculture biologique.....	929 sv
Fédération nationale de la pêche en France.....	872
Fédération nationale des conservatoires du patrimoine naturel.....	894
Fédération nationale des républicains indépendants.....	50
Fédération régionale de lutte et de défense contre les organismes nuisibles de la région Centre.....	975
Fédération régionale des associations de protection de l'environnement du Centre.....	891, 970
Fédération régionale des chasseurs.....	807
Feuille d'érable.....	523
Fondation Cousteau.....	545
Fondation de l'écologie politique.....	15, 521, 530, 544, 551, 585, 612, 625, 851, 853, 855, 859, 861
Fondation Sophia-Antipolis.....	568
Food and agriculture organization.....	468, 482
Foyer rural de Couffy.....	806
France nature environnement. 15, 386, 531, 534, 654, 733, 795, 831, 833, 843, 846, 891, 893, 897, 907, 915, 920, 924, 937, 953, 972, 975, 996, 1003, 1017, 1043	
France nature environnement Centre-Val de Loire	533, 736, 738, 807, 826, 846, 915, 946, 970, 975, 988, 996, 1003, 1017, 1044
Front démocrate.....	522
Frontignan-La Peyrade environnement'.....	588
Gauche démocrate et républicaine.....	547
Gaz de France.....	42, 72
Génération écologie.....	73
Génération-S.....	624
Grand port maritime de Rouen.....	823, 1055 sv
Grand port maritime du Havre.....	1055
Greenpeace.....	529, 545

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Groupe d'agriculteurs biologiques.....	929
Groupe d'étude de l'avifaune de l'Indre.....	911
Groupe d'étude des mammifères lorrains.....	565
Groupe d'études et de réalisations en montagne.....	724
Groupe de scientifique pour l'Information sur l'énergie nucléaire.....	523
Groupe Intergouvernemental d'étude des changements climatiques.....	529
Groupe mammalogique breton.....	1030
Groupe ornithologique de Touraine.....	944
Groupe ornithologique normand.....	1055
Groupe régional d'animation et d'information sur la nature et l'environnement Centre	675, 765, 807, 847, 894, 975, 982, 996, 1003, 1041, 1044
Groupement d'études et de recherches sur la Méditerranée.....	509, 512
Groupement national des employeurs associatifs.....	908
Groupes d'agriculteurs biologiques.....	930
Haut comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.....	260
Haute-Normandie Nature-Environnement.....	680, 692, 732, 781, 1007, 1013, 1056
Hommes et Territoires.....	847
Incendie de forêt.....	52, 310, 330, 412, 414, 421, 499
Indre Nature.....	609, 675
Institut d'évaluation des stratégies sur l'énergie et l'environnement en Europe.....	529
Institut de formation de l'environnement.....	181
Institut de l'eau.....	52
Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.....	51
Institut de recherche des transports.....	180
Institut de recherche sur la biologie de l'insecte.....	532
Institut européen des cindyniques.....	910
Institut français de l'environnement.....	174
Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer.....	496
Institut français du pétrole.....	72, 235
Institut français pour la recherche et les technologies polaires.....	173
Institut géographique national.....	331
Institut méditerranéen de l'eau.....	512
Institut national de l'environnement industriel et des risques.....	396
Institut national de la recherche agronomique.....	600
Institut national de veille sanitaire.....	140, 142
Institut national du patrimoine naturel.....	827
Institut pour la sûreté de fonctionnement.....	910
Institut scientifique et technique des pêches maritimes.....	36 sv, 216, 467, 483, 496
International commission for the north atlantic fisheries.....	468
Internationale des Amis de la nature.....	660
Journalistes-écrivains pour la nature et l'écologie.....	545
Les Amis de la forêt de Fontainebleau.....	552
Les Amis de la Nature.....	1055
Les Amis de la Nature - France.....	662
Les Amis de la Terre.....	55, 523, 561
Les Amis de Mandres.....	604
Les Amis des sources.....	1003

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Les Amis du parc naturel du Lubéron.....	561
Les croqueurs de pommes.....	1004
Les Verts.....	84, 112, 521, 543, 547, 562, 606, 611, 624, 854, 860
Les Verts Bretagne.....	523
Les Verts-Confédération écologiste.....	543, 852
Les Verts-Parti écologiste.....	854
Lig'Air,.....	897
Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente.....	840
Ligue française pour la protection des oiseaux.....	16
Ligue pour la protection des oiseaux.....	613, 915, 940, 973, 975, 1003, 1055
Ligue pour la protection des oiseaux de Touraine.....	532, 534, 765, 806, 1019, 1044
Loir-et-Cher Nature.....	1044
Loire Vivante.....	557, 892
Loire Vivante Touraine.....	558
Loiret nature environnement.....	535, 1044
Maison botanique de Boursay.....	593, 597, 1003
Maison de l'Estuaire.....	526
Maison de la consommation et de l'environnement.....	523
Maison de la Loire de Touraine.....	535
Maison de la nature et de l'environnement d'Orléans.....	975
Maison de la nature et de l'environnement.....	529
Maison familiale rurale des Forges.....	1004
Maisons paysannes de France.....	745
Maisons paysannes de Touraine.....	532, 534
Marolles autrement.....	604
Mediterranean Aspen Institute.....	512
Ministère de l'agriculture.....	34, 57, 87, 102, 291, 308, 333
Ministère de l'écologie et du développement durable.....	728
Ministère de l'Intérieur.....	411
Ministère de l'Outre-mer.....	173
Ministère de la protection de la nature et de l'environnement.....	532, 534
Ministère de la recherche.....	170
Ministère de la santé.....	35, 323, 355
Ministère de la transition écologique et solidaire.....	17, 22
Mission d'inspection générale de l'environnement.....	121
Mission des archives du ministère de la transition écologique et solidaire.....	15
Mission des études et de la recherche en environnement.....	178
Mission Eau-Nitrate.....	283
Mission inspection spécialisée de l'environnement.....	119
Mission Interministérielle d'aménagement de la cote aquitaine.....	503
Mission interministérielle de l'eau.....	283, 340, 342, 347
Mission interministérielle de l'effet de serre.....	77
Mission interministérielle déléguée de l'eau.....	496
Mission interministérielle pour l'aménagement du plateau de Valbonne.....	503
Mission Interministérielle pour l'aménagement touristique du littoral du Languedoc- Roussillon.....	503
Mouvement d'écologie politique.....	852, 856

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Mouvement de lutte contre les nuisances aériennes de Tours.....	1018
Mouvement démocrate.....	522
Mouvement des entreprises de France.....	688
Mouvement écologie politique.....	543
Mouvement écologiste indépendant.....	561 sv
Musée des arts et traditions populaires du Perche.....	593
Muséum d'histoire naturelle de Bourges.....	774, 778, 941, 1031
Muséum de Rouen.....	640, 642
Muséum du Havre.....	697
Muséum national d'histoire naturelle....	531, 584, 586, 593, 697, 700, 924, 970, 1030
Naturalistes parisiens.....	535
Nature 18.....	629, 662, 1044
Nature Centre.....	534, 736, 843, 891, 972
North east atlantic fisheries commission.....	468
Nucléaire.....	954, 963
Observatoire de l'énergie et des matières premières.....	158
Observatoire du Sahara et du Sahel.....	172
Observatoire régional d'énergie.....	897
Observatoire régional de la santé.....	859
Océanopolis.....	590
Office national de l'eau et des forêts.....	666
Office national de l'eau et des milieux aquatiques.....	728, 897
Office national de la chasse.....	847
Office national de la chasse et de la faune sauvage. 77, 296, 310, 633, 807, 941, 975	
Office national des forêts.....	307, 552, 592, 680, 847, 958, 975
Office pour les insectes et leur environnement.....	535
Organisation de coopération et de développement économique.....	91, 249, 304, 478
Organisation des nations unies.....	162, 174, 200, 467, 478
Organisation internationale de la francophonie.....	626
Organisation maritime consultative intergouvernementale.....	223, 227
Organisation mondiale de la santé.....	51
Parc naturel de Brotonne.....	753
Parc naturel régional d'Armorique.....	517, 582
Parc naturel régional des bouches de la Seine normande.....	753
Parti écologiste.....	850, 856, 860
Parti socialiste.....	36, 38, 40, 44, 105, 110, 542, 557, 624
Parti socialiste unifié.....	521, 542, 611
Paysages de France.....	709
Perche nature.....	596, 937, 1041, 1044
Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire.....	607, 652, 759
Pour la connaissance du Val d'Yerres.....	604
Pour la qualité de vie dans le Perche et Dunois.....	879
Préfecture de Loire-Atlantique.....	328
Préfecture de région de Poitou-Charentes.....	374
Préfecture du Doubs.....	191
Préfecture du Loiret.....	190, 406

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Préfecture du Morbihan.....	303, 405, 434
Protégeons Saint-Pierre-du-Val.....	1055
Rassemblement des opposants à la chasse.....	545
Rassemblement pour la République.....	51, 72
Région Centre Val-de-Loire.....	17, 22, 531, 536, 738, 794, 847
République en marche.....	105
Réseau action climat - France.....	529
Réserves naturelles de France.....	571, 975
Saint-Just avenir et environnement.....	937
Saint-Martin-d'Abbat demain.....	806
Sainte-Montaine.....	937
Saulnières préservation et valorisation du cadre de vie.....	743
Sauvegarde de l'étang des mouettes et de l'environnement.....	588
Secrétariat général.....	196, 205
Sénat.....	89, 105, 150, 634, 992, 1074
Service de conservation des gisements hydrocarbures.....	236
Service de l'inspection générale de l'environnement.....	115, 118, 120
Service de la recherche et de la prospective.....	174
Service de la recherche et des affaires économiques.....	174
Service de la recherche, des études et du traitement de l'information sur l'environnement.....	174, 176
Service hydrologique centralisateur du bassin de la Loire.....	360
Société botanique de France.....	534
Société botanique du Centre Ouest.....	534
Société botanique ligérienne.....	533, 535
Société centrale de sauvetage des naufragés.....	226
Société d'étude de la rivière Indre et ses affluents.....	535
Société d'étude et de protection de la nature.....	1015
Société d'études scientifiques de l'Anjou.....	535
Société d'histoire naturelle de Loir-et-Cher.....	937
Société d'étude et de protection de la nature en Bretagne.....	16
Société d'étude et de protection des oiseaux de Moselle.....	565
Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature en Touraine...15, 532, 534, 557, 709, 765, 946	
Société d'étude, de protection et d'aménagement de la nature et de l'environnement du Cher.....	628, 994
Société d'histoire et d'archéologie de la Lorraine.....	565
Société d'histoire naturelle de la Moselle.....	565
Société d'histoire naturelle de Loir-et-Cher.....	1004
Société de chasse La Saint Hubert.....	806
Société départementale de protection de la nature des Ardennes.....	759
Société des amis des archives.....	618
Société des naturalistes d'Oyonnax.....	564
Société des naturalistes du Bugey.....	563
Société des naturalistes parisiens.....	563
Société des sciences naturelles de Touraine.....	1015
Société entomologique de France.....	535

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Société française d'écologie.....	535
Société française d'étude des mammifères.....	535
Société française d'odonatologie.....	535
Société française d'orchidologie.....	533
Société française d'orchidophilie.....	535, 1045
Société française d'étude et de protection des mammifères.....	565
Société française de phytosociologie.....	534
Société industrielle des minerais de l'Ouest.....	966
Société linéenne de Lyon.....	563
Société mycologique de France.....	563
Société mycologique du Limousin.....	957
Société nationale de protection de la nature.....	16, 531, 534, 613, 1055
Société nationale de sauvetage en mer.....	226
Société ornithologique de France.....	535
Société pomologique du Berry.....	915
Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne.....	519, 548, 571, 582, 586, 589, 741
Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans l'Indre....	532, 609, 911
Société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France.....	16, 548
Société pour la sauvegarde des monuments et des sites.....	881
Société pour le muséum d'Orléans.....	806
Société tourangelle des amis des oiseaux.....	532, 944
Syndicat des armateurs à la pêche de La Rochelle.....	602
Syndicat des propriétaires forestiers privés.....	614
Syndicat des transports d'Île-de-France.....	624
Syndicat général de l'éducation nationale.....	611
Syndicat intercommunal pour le recyclage et l'énergie par les déchets et ordures ménagères.....	584
Syndicat national des enseignements de second degré.....	611
Total Compagnie minière.....	962
UFC Que Choisir de Haute-Normandie.....	647
UFC Que-choisir d'Eure-et-Loir.....	789
Union départementale pour la sauvegarde de la vie et de la nature de Vaucluse...	561
Union des associations de défense du littoral.....	718
Union des démocrates pour la République.....	34
Union des Industriels de la Chimie – Normandie.....	903
Union européenne.....	67, 81, 97, 197, 201, 529, 626, 633, 806, 982
Union fédérale des consommateurs – Que Choisir.....	1063
Union fédérale des consommateurs d'Eure-et-Loir.....	877, 879
Union française des centres de sauvegarde de la faune sauvage.....	941
Union internationale pour la conservation de la nature.....	200, 552, 626, 1031
Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources.	198, 924
Union nationale des CPIE.....	673, 675, 763, 765, 771
Union pour la culture populaire en Sologne.....	1038, 1044
Union pour la défense de la république.....	25
Union pour les ressources génétiques du Centre-Val de Loire.....	915

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Union pour un mouvement populaire.....	95, 103
Union pour un mouvement populaire.....	101
Union régionale bretonne de l'environnement.....	575
Union régionale des CPIE Centre-Val de Loire.....	765
Université Internationale de la mer.....	514
World wide found.....	207

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Index matière

Accident industriel.....	51, 70, 120, 413, 926, 967, 1050
Agence de l'eau...49, 53, 62, 283, 332, 340, 343, 347, 351, 370, 377, 430, 726, 796, 807, 823, 834, 844, 846, 869, 874, 885, 892, 902, 931, 936, 1045	
Agriculture.....20, 25, 34, 56, 63, 76, 78, 80, 85, 87, 90, 94, 100, 102, 131, 177, 179, 185, 201, 212, 283, 291, 305, 308, 333, 353, 356, 393, 463, 478, 480, 499, 502, 512, 533, 536, 573, 583, 587, 593, 628, 633, 648, 728, 732, 736, 751, 768, 788, 796, 834, 847, 858, 874, 878, 889, 893, 900, 916, 929, 944, 952, 954, 958, 962, 983, 1019, 1038, 1042, 1046, 1064, 1072, 1086	
Aménagement...20, 26, 31, 33, 49, 63, 121, 157, 167, 177, 181, 187, 195, 290, 307, 323, 348, 353, 356, 359, 368, 370, 373, 377, 380, 417, 427, 432, 439, 450, 480, 493, 500, 502, 504, 526, 532, 539, 549, 583, 623, 640, 667, 712, 729, 738, 753, 765, 767, 771, 775, 777, 795, 798, 815, 820, 823, 834, 841, 873, 885, 891, 913, 929, 931, 957, 962, 971, 981, 985, 998, 1005, 1012, 1039, 1061	
Aménagement du territoire....36, 54, 58, 60, 71, 75, 79, 81, 102, 162, 179, 188, 305, 503, 508, 511, 584, 633, 638, 654, 727, 749, 858, 874, 878, 924, 1015, 1063	
Aménagement hydraulique.....333, 337, 372, 429, 451, 501, 727, 729, 891, 962	
Aménagement rural.....34, 182, 764	
Aquaculture.....58, 63, 88, 463, 483, 495, 549, 842	
Autoroute.49, 183, 536, 539, 691, 707, 734, 737, 746, 754, 790, 895, 916, 948, 971, 1022, 1039, 1046, 1063	
Barrage.....52, 63, 110, 184, 254, 332, 335, 349, 351, 353, 358, 364, 376, 412, 416, 424, 427, 430, 451, 538, 610, 628, 875, 892, 902, 960, 962, 1021	
Biodiversité. .58, 89, 92, 109, 112, 185, 199, 305, 320, 550, 557, 640, 658, 666, 696, 698, 721, 731, 736, 775, 781, 796, 803, 805, 807, 809, 815, 823, 844, 858, 894, 907, 1054	
Biomasse.....94, 127, 131, 1051	
Biotope.....319, 328, 733, 805, 950, 970, 1033	
Botanique.....302, 520, 525, 531, 538, 563, 583, 594, 597, 618, 658, 661, 686, 796, 820, 849, 914, 969, 979, 996, 1020, 1026, 1035, 1037, 1047	
Bruit....28, 68, 74, 84, 90, 92, 110, 118, 131, 187, 205, 392, 400, 708, 731, 790, 962, 1046	
Centrale nucléaire. 39, 48, 51, 70, 225, 247, 262, 265, 267, 270, 343, 351, 355, 386, 401, 409, 423, 430, 450, 467, 504, 926, 964, 967, 1050	
Chasse 25, 35, 58, 61, 75, 87, 92, 109, 114, 190, 230, 284, 295, 547, 572, 578, 584, 613, 632, 731, 751, 796, 807, 820, 835, 889, 893, 917, 921, 923, 927, 948, 952, 954, 958, 976, 1007, 1019, 1040, 1042, 1057	
Crue 28, 120, 332, 345, 347, 351, 353, 360, 362, 367, 417, 421, 423, 427, 432, 440, 444, 446, 451, 559, 892, 898	
Cyclone.....211, 412, 421	
Déchets..28, 30, 70, 75, 80, 92, 95, 110, 118, 124, 129, 131, 138, 174, 177, 185, 287, 360, 382, 386, 390, 426, 446, 547, 631, 637, 658, 679, 690, 735, 749, 773, 787, 790, 796, 836, 841, 843, 848, 879, 893, 899, 906, 930, 936, 954, 960, 980, 994, 1005, 1017, 1020, 1023, 1047, 1058, 1063, 1074	
Déchets industriels.....72, 75, 257, 688	
Déchets radioactifs.....39, 72, 121, 150, 256, 401, 422, 547, 878, 964, 966	

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Développement durable...19, 61, 73, 77, 82, 84, 87, 89, 96, 98, 102, 154, 163, 167, 170, 176, 179, 206, 512, 550, 584, 640 sv, 666, 674, 680, 721, 728, 763, 768, 771, 796, 804, 841, 846, 858, 894, 907, 973, 1009, 1023, 1043, 1086

Éducation à l'environnement..114, 327, 513, 637, 640, 657, 666, 673, 685, 701, 743, 749, 763, 767, 772, 794, 805, 841, 848, 927, 952, 974, 980, 987, 996, 1002, 1017, 1043

Effet de serre...61, 69, 72, 75, 80, 124, 178, 196, 206, 234, 238, 248, 398, 401, 648, 973

Énergie éolienne.....45, 131, 138, 228, 237, 572, 732, 746, 750, 756, 847, 886, 895, 897, 913, 916, 962, 972, 999, 1069

Énergie fossile.....39, 42, 72, 116, 236, 357, 394, 402, 404, 413, 420, 472, 504, 841, 1045

Énergie nucléaire...28, 39, 41, 48, 51, 53, 60, 70, 72, 74, 84, 86, 177, 223, 249, 256, 258, 261, 545, 561, 583, 587, 630, 635, 731, 783, 834, 841, 878, 921, 926, 954, 962, 966, 971, 1015, 1047, 1049

Énergie renouvelable.....69, 91, 110, 122, 234, 238, 529, 732, 783, 841, 962, 1050

Énergie solaire.....41, 104, 110, 127, 131, 138, 732, 962, 1051

Espace naturel.....36, 61, 78, 114, 118, 162, 169, 177, 182, 187, 199, 284, 303, 305, 319, 329, 503, 533, 535, 540, 566, 593, 596, 626, 633, 656, 658, 725, 751, 754, 764, 767, 772, 785, 793, 803, 813, 818, 822, 832, 846, 884, 893, 907, 913, 965, 1016, 1019, 1022, 1045, 1054, 1069, 1085

Europe.....28, 54, 62, 64, 67, 70, 75, 79, 81, 83, 85, 91, 99, 126, 130, 135, 162, 178, 188, 197, 200, 202, 204, 214, 218, 238, 255, 302, 306, 324, 345, 359, 384, 387, 396, 411, 427, 465, 475, 486, 496, 511, 517, 536, 574, 578, 660, 671, 689, 726, 733, 749, 780, 794, 806, 823, 831, 841, 887, 897, 915, 960, 971, 980, 982, 987, 992, 1009, 1016, 1030, 1033, 1039, 1051, 1072

Faune sauvage...53, 90, 92, 179, 199, 294, 301, 477, 532, 540, 565, 572, 584, 615, 629, 638, 640, 667, 675, 681, 685, 715, 722, 737, 750, 767, 780, 795, 807, 813, 817, 825, 832, 835, 848, 863, 904, 916, 933, 944, 948, 954, 961, 970, 973, 981, 993, 995, 1005, 1007, 1019, 1025, 1031, 1040, 1046, 1057, 1075

Flore sauvage. 53, 162, 179, 191, 199, 284, 294, 302, 477, 519, 532, 549, 564, 589, 595, 630, 639, 667, 675, 685, 713, 722, 749, 767, 773, 780, 795, 804, 813, 817, 835, 842, 848, 863, 900, 907, 933, 945, 973, 979, 995, 1005, 1025, 1040, 1046, 1075

Forêt.....35, 38, 52, 58, 63, 75, 87, 90, 100, 102, 120, 179, 196, 199, 202, 205, 296, 303, 305, 307, 327, 330, 412, 414, 421, 460, 499, 504, 512, 528, 534, 552, 698, 754, 773, 796, 808, 848, 889, 954, 958, 970, 1023, 1039, 1085

Géothermie.....45, 125, 184, 248, 281

Habitat.....30, 117, 126, 131, 137, 162, 182, 306, 324, 535, 589, 597, 685, 708, 721, 768, 844, 886, 894, 913, 949, 958, 987, 995, 1026, 1029, 1041, 1057

Incendie de forêt.....52, 310, 330, 412, 414, 421, 499

Inondation...28, 63, 88, 100, 177, 283, 335, 348, 353, 362, 379, 381, 412, 417, 421, 424, 431, 434, 445, 449, 452, 500, 559, 682, 710, 716, 726, 729, 788, 898, 1021

Installation classée...70, 119, 191, 358, 368, 372, 399, 403, 405, 409, 434, 446, 793, 954, 962, 966, 1061

International...30, 32, 34, 37, 40, 58, 61, 67, 75, 79, 82, 85, 126, 131, 135, 154, 170, 178, 196, 198, 202, 204, 221, 223, 227, 236, 238, 249, 256, 261, 287, 294, 302,

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

	305, 333, 341, 351, 358, 384, 387, 395, 402, 411, 422, 426, 429, 464, 469, 509, 553, 584, 589, 626, 924
Littoral	30, 49, 184, 195, 208, 229, 285, 287, 290, 305, 307, 316, 321, 331, 340, 345, 348, 421, 426, 429, 467, 486, 489, 493, 504, 509, 526, 532, 538, 549, 575, 583, 588, 620, 657, 705, 714, 718, 741, 748, 751, 834, 874, 933, 1057, 1074
Loup.....	114, 295, 499, 976, 1033
Mammifère...	92, 295, 499, 535, 540, 615, 751, 758, 843, 913, 948, 976, 1003, 1029, 1031, 1033, 1040
Marée noire.....	37, 120, 153, 213, 215, 219, 223, 225, 231, 287, 302, 412, 426, 485, 504, 572, 575, 583, 750, 1071
Natura 2000.....	89, 179, 305, 320, 324, 535, 539, 552, 565, 582, 614, 656, 677, 680, 684, 690, 715, 731, 751, 772, 775, 793, 795, 804, 806, 808, 815, 820, 822, 834, 871, 913, 917, 948, 950, 987, 1019, 1030, 1045, 1057
Oiseau...	200, 307, 534, 538, 577, 592, 595, 597, 613, 629, 658, 691, 698, 715, 751, 759, 765, 795, 806, 843, 906, 913
Organisme génétiquement modifié	57, 75, 88, 94, 96, 108, 142, 386, 393, 547, 600, 630, 731, 736, 878, 1021
Ours.....	92, 114, 295
Parc national.....	31, 327, 528, 561
Parc naturel régional....	303, 317, 459, 516, 535, 561, 565, 593, 609, 615, 673, 675, 677, 753, 765, 767, 787, 815, 848, 886, 946, 982, 1023, 1033, 1040
Pêche.....	38, 58, 61, 75, 88, 100, 102, 109, 114, 214, 288, 332, 335, 346, 351, 354, 356, 365, 417, 464, 466, 468, 470, 472, 476, 478, 481, 485, 495, 502, 504, 588, 602, 610, 665, 667, 841, 871, 873
Pollution agricole.....	291, 333, 430, 501, 834, 958
Pollution de l'air.....	69, 73, 84, 122, 124, 131, 234, 397, 400, 402, 646
Pollution de l'eau.....	291
Pollution industrielle.....	28, 75, 402, 874
Pollution maritime.....	28, 219
Port.....	37, 195, 229, 285, 572, 588, 602, 650, 823
Prévention des risques.....	69, 88, 383, 396, 413, 418, 420, 422, 434, 569, 683, 729, 800
Protection du littoral.....	30, 230, 287, 290, 307, 331, 348, 421, 426, 493, 549, 705
Qualité de l'air.....	69, 92, 123, 397, 708, 894, 900
Qualité de l'eau.....	95, 708, 1061
Qualité de la vie.....	52, 162, 167, 181, 186, 188, 503, 545, 606, 707, 1002, 1049
Réchauffement climatique.....	80, 90, 92, 96, 111, 151, 172, 529, 547, 550, 633, 690, 736
Réserve naturelle.	328, 450, 531, 571, 582, 614, 632, 675, 697, 753, 756, 792, 796, 804, 812, 885, 970, 976, 998, 1042, 1055
Risque industriel.....	52, 70
Risque naturel.....	52, 70
Risque sismique.....	52, 250, 414, 421, 434
Risque volcanique.....	413, 421
Rivière...	184, 347, 358, 368, 370, 379, 381, 417, 427, 446, 448, 450, 458, 493, 533, 667, 682, 713, 743, 773, 781, 831, 836, 873, 892, 906, 918, 929, 959, 1061

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Santé.....	51, 68, 74, 78, 80, 88, 92, 94, 174, 177, 185, 355, 391, 640, 647, 688, 733, 736, 832, 895, 907, 952, 954, 963, 1050, 1060, 1062
Sécheresse.....	95, 205, 345, 412, 414, 421, 427, 429, 434, 445, 874, 1064
Séisme.....	421
Site protégé.....	52, 151, 250, 323, 455, 539, 572, 583, 620, 630, 679, 684, 733, 786, 813, 817, 879, 962, 973, 987, 1023, 1074
Sûreté nucléaire.....	39, 42, 51, 72, 92, 111, 247, 249, 256, 260, 262, 278, 1116
Tempête.....	100, 229, 413, 421
Transport....	75, 83, 139, 298, 391, 395, 404, 413, 475, 711, 733, 878, 889, 909, 962, 1012, 1046, 1060
Urbanisme....	30, 49, 90, 117, 157, 179, 184, 326, 432, 480, 493, 503, 530, 549, 575, 604, 640, 644, 670, 706, 710, 714, 719, 729, 744, 749, 785, 829, 834, 913, 954, 959
Zone humide.....	638, 686, 732, 843, 886, 1023

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Témoignages et discours d'anciens ministres de l'environnement

Témoignages : Les anciens ministres de l'environnement sont souvent auteurs /autrices d'ouvrages, où ils ou elles relatent certains aspects de cette expérience...

Vous trouverez sur le site Internet <https://ressources.histoire-environnement.org/> des extraits de ces ouvrages actuellement, lus par des étudiants d'AgroParisTech/Université Paris Saclay et de Sciences Po Saint-Germain-en-Laye.

Huguette Bouchardeau

Discours issus de l'ouvrage *Le ministère du possible*, Edition Alain Moreau, Paris, 1986

Corinne Lepage

Discours issus de l'ouvrage *On peut rien faire Madame le Ministre*, Éditions Alba Michel, 1998

Cycle de webinaires

Cycles webinaires de rencontres entre étudiant.e.s et ancien.nes ministres de l'environnement.¹⁰⁸⁸

Rencontres avec Brice Lalonde - Ministre de l'Environnement (1991-1992), Corinne Lepage - Ministre de l'Environnement (1995-1997), Delphine Batho - Ministre de l'Environnement (2012-2013)

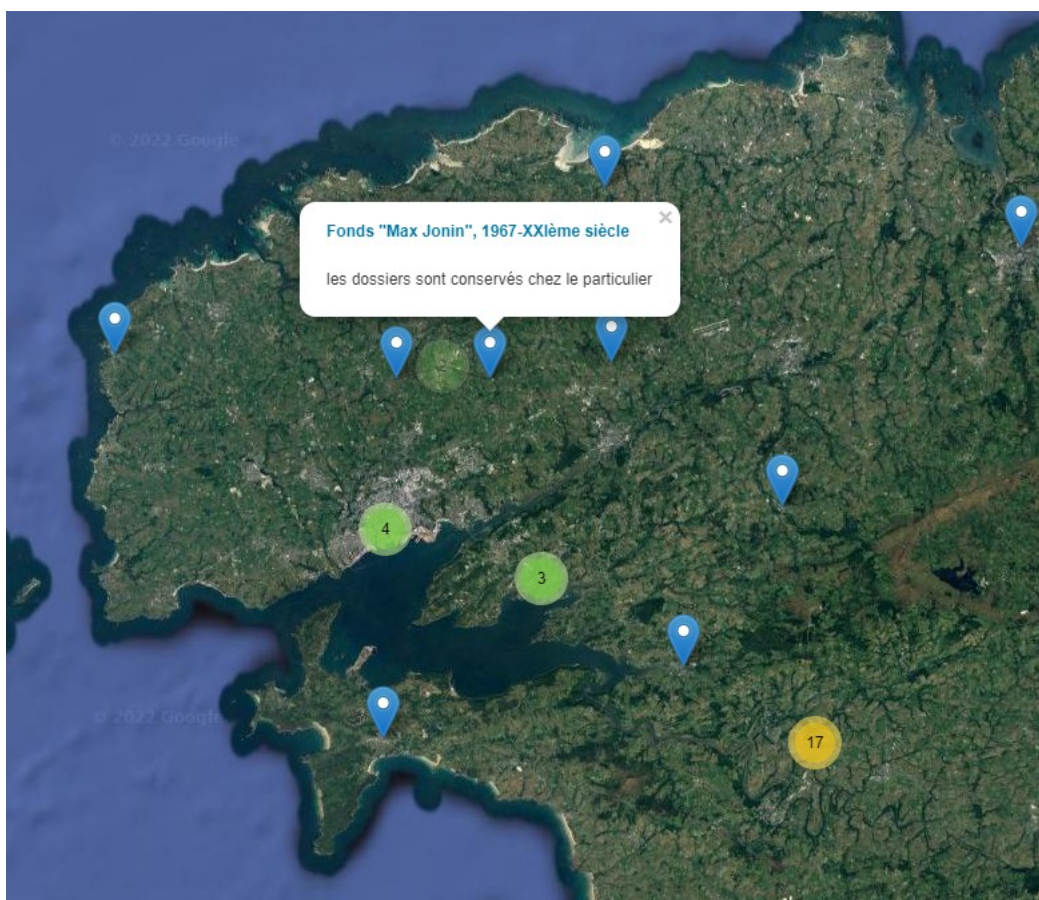
Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Géolocalisation des fonds d'archives publiques et privées

Sur le site <https://ressources.histoire-environnement.org/>, vous avez la possibilité de géolocaliser les fonds d'archives via une carte

<https://ressources.histoire-environnement.org/Carte>

Ne pas oublier de cliquer sur « Ajouter toutes les ressources à la carte »



Géolocalisation des fonds d'archives concernant le Finistère

Inventaires d'archives d'acteurs privés et d'associations de protection de la nature et de l'environnement

Sites Internet

Portail européen des archives

<https://www.archivesportaleurope.net/fr/home>

Le portail européen des archives réunit les inventaires d'archives provenant des services d'archives de différents pays européens.

Archives nationales: salle d'inventaires virtuelle

<https://www.siv.archives-nationales.culture.gouv.fr/siv/>

Plus de 20 000 inventaires décrivant les archives Plus de 10 000 notices décrivant ceux qui ont produit les archives (producteur) Plus d'1 million d'archives papier numérisées

Archives de France: Annuaire des archives départementales

<https://francearchives.fr/fr/annuaire/departements>

L'annuaire des services d'archives du Service interministériel des Archives de France recense les services d'archives publics constitués c'est à dire mettant en œuvre une politique de collecte et de traitement intellectuel des archives et accueillant le public.

Catalogue des archives historiques du ministère de la transition écologique et solidaire

<http://www.archives.developpement-durable.gouv.fr/>

Catalogue des archives des ministères actuels et de leurs prédécesseurs. Ces archives ont fait l'objet de versements auprès des services d'archives patrimoniaux où elles sont conservées : archives nationales (dossiers de l'administration centrale) ou archives départementales (services déconcentrés). Ainsi que les inventaires d'archives d'associations de protection de la nature

Association pour l'histoire de protection de la nature et de l'environnement (AHPNE)

Site principal

<https://ahpne.fr/>

Inventaire des archives publiques et privées relatives à la protection de la nature et de l'environnement

<https://ressources.histoire-environnement.org/Ressources>

L'AHPNE est une association qui milite et agit pour sauvegarder la mémoire et valoriser la connaissance de l'histoire de la protection de la nature et de l'environnement